

LES FRANÇAIS EN AFRIQUE

RÉCITS ALGÉRIENS

PAR

E. PERRET 彡, O. Nicham

ANCIEN CAPITAINE DE ZOUAVES



LE DEY D'ALGER. — DÉBARQUEMENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE EN AFRIQUE. — STAOUËLI. — ENTRÉE DES FRANÇAIS A ALGER. — BONE. — MÉDÉA. — TRAITÉ DESMICHELS. — LA MACTA. — MASCARA. — TRAITÉ DE LA TAFNA. — PRISE DE CONSTANTINE. — LES PORTES DE FER. — MAZAGRAN. — MOUZAÏA. — PRISE DE LA SMALA D'ABD-EL-KADER. — TANGER. — MOGADOR. — BATAILLE D'ISLY. — MASSACRE DE LA DËÏRA. — REDDITION D'ABD-EL-KADER.

1830 - 1848

Édition illustrée de HUIT PORTRAITS

PARIS

BLOUD ET BARRAL, LIBRAIRES-ÉDITEURS

4, RUE MADAME, ET 59, RUE DE RENNES

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

Droit de traduction réservé

INTRODUCTION

En 1830, la France ne se rendait pas un compte bien exact de l'effort que ses armées allaient tenter en Algérie ; elle ne voyait pas qu'une lutte séculaire, acharnée, se poursuit à travers les âges entre l'idée chrétienne et l'idée musulmane. Les compagnons d'armes de Saint-Louis, les miquelets espagnols, les lansquenets de Charles-Quint, les mousquetaires de Louis XIV ont fait tour à tour leur apparition sur la terre islamique du Moghreb, l'Afrique du Nord, continuant ainsi sans s'en douter la grande lutte entreprise depuis des siècles entre la race *aryenne* (1) et la race *sémitique*, lutte marquée par les noms

(1) On appelle race Aryenne ou Aryane ce groupe ethnologique auquel beaucoup d'écrivains donnent le nom d'*Indo-Germanique*. Cette race se compose de deux branches, celle d'Orient et celle d'Occident. Cette dernière comprend les habitants de l'Europe, à l'exception des Turcs, des Hongrois et des Finnois. Les ethnologistes placent le berceau de la race aryenne entre la mer Caspienne et l'Hindou-Kouch. De ce centre partirent les peuplades qui rayonnèrent vers le nord-ouest. La plus connue peupla l'Europe sous le nom générique de Celtes. — Les Sémites, ou descendants de Sem, formèrent deux branches également, les Sémites monothéistes, comprenant les Juifs et les Arabes, et les Sémites païens, représentés autrefois par les Babyloniens et les Phéniciens.

(Note des éditeurs.)

prestigieux de Godefroy de Bouillon, du Cid Campéador. de Jean Sobieski.

Le christianisme, issu de l'idée sémitique, n'obtint qu'un succès relatif auprès des Sémites eux-mêmes, mais eut un effet magique sur la race âryenne ; du coup, cette race, à peine sortie de l'enfance, se haussa prodigieusement et prit le sceptre du monde connu. La race sémitique, race toute primitive, toute spontanée, toute d'instinct, eut la perception confuse que l'Europe, patrie de la race âryenne qu'elle avait toujours eue en horreur, allait déborder sur elle. Elle se prépara donc à la lutte, tant il est vrai qu'il y a des presciences instinctives dans les agissements des races. Restée telle que nous la dépeignent les plus anciens récits bibliques, se sachant incapable de ce reploiement intime que s'impose l'esprit âryen, elle eut le sentiment vague que la lutte ne se poursuivrait qu'à grands coups d'idées ; elle essaya donc aussi d'avoir son idée à elle. C'est ainsi que l'idée musulmane naquit sur la terre sémitique, s'assimilant ce qu'elle pouvait de l'idée chrétienne dont elle percevait la supériorité, le plus souvent la pastichant outrageusement. Un homme de génie, Mahomet, — les Arabes disent Mohamed, — présenta aux Sémites le Coran, — le Qorân, de qora, lire, — œuvre originale et incohérente, généralement mal jugée et mal comprise par les peuples occidentaux. Le Coran n'imité l'Evangile qu'en le travestissant et ne le copie qu'en prenant en général le contrepied de tout ce qu'il dit. Cette œuvre étrange est à la fois un code religieux, un code civil, un manuel d'hygiène,

un cours d'hippologie, bien autre chose encore. C'est un amas de turpitudes et d'absurdités, et s'il n'avait eu pour premier effet de plonger les peuples de l'islam dans un profond abrutissement, on aurait peine à concevoir l'immense empire qu'il exerce aujourd'hui sur tant de millions d'hommes.

Mahomet n'a réussi qu'en déchaînant les frénésies brutales, les passions abjectes d'une race essentiellement sensuelle et rapace. Pauvres, ne comprenant que des plaisirs grossiers, ne connaissant que des jouissances chétives dans les arides profondeurs de l'Hedjâz, les Arabes ont été vite séduits par un homme qui venait leur dire : Ce n'est pas ma parole que je vous présente ; c'est la parole de Dieu, miraculeusement reçue par moi, écrite ensuite par moi.

Le Coran, tel qu'il fut conçu, creusa un abîme entre les deux races âryenne et sémite ; c'est une véritable école de haine et d'intolérance. On y lit par exemple que tout musulman convaincu de connivence avec les infidèles est considéré lui-même comme un infidèle et mérite la mort. Il est plus facile, disent encore aujourd'hui les Arabes fanatiques, adeptes des confréries religieuses musulmanes qui pullulent de Tripoli au Maroc et qui prennent leur mot d'ordre à la Mecque, il est plus facile de mêler l'eau avec le feu que de cohabiter avec des chrétiens. Un Arabe instruit disait un jour au général Daumas : Si l'on faisait bouillir dans la même marmite un chrétien et un musulman, le bouillon de chacun se séparerait.

Mais, diront quelques optimistes, ces sentiments d'intolérance tendent à s'effacer.

C'est une étrange erreur, car la religion musulmane est avant tout une religion de propagande. Il m'a été ordonné, a dit Mahomet, de tuer tous les hommes jusqu'à ce qu'ils confessent qu'il n'y a de Dieu que Dieu et que Mahomet est son prophète.

On comprend si les populations sémites, qui ont la passion du meurtre et auxquelles on promettait la conquête, le butin et le paradis le plus grossièrement sensuel qu'il soit permis de rêver, partirent en guerre avec joie. Unies dans une foi commune, les tribus sémites, d'habitude profondément divisées, se soudèrent et conçurent un moment l'idée de patrie. Il n'y eut ni tièdes ni hésitants ; tous partirent. Dieu, leur avait dit Mahomet, se complaît à voir les rangs serrés à la conquête. Et les rangs des Arabes furent serrés. Ils se ruèrent sur le Moghreb, la terre de l'ouest, et conquirent l'Afrique au galop de leurs chevaux. Tu vois, grand Dieu, s'écria le célèbre Okba en lançant son cheval dans les flots de l'Atlantique ; la mer seule arrête tes fidèles.

Mais cette sauvage invocation du conquérant arabe ne devait pas être le dernier mot de son successeur. Par delà l'ancien détroit des colonnes d'Hercule, les côtes d'Espagne se profilaient à l'horizon ; elles tentèrent Tarik, qui débarqua au pied d'un rocher qui a gardé son nom, Djebel-Tarik, montagne de Tarik, dont par corruption les Espagnols ont fait Gibel-Tarik ou Gibraltar. En quelques années l'Espagne fut conquise. Mais les Arabes,

dans leur fureur conquérante, voulurent pénétrer dans la Gaule carolingienne, et les flots de l'invasion sarrazine se brisèrent contre les lourds bataillons francs de Charles-Martel.

Œil pour œil, dent pour dent. L'Europe rendit aussitôt l'invasion et se rua aux croisades qui échouèrent par le décousu des efforts. Les hommes d'armes qui suivaient Godefroy de Bouillon ou Richard Cœur de Lion ne se doutaient pas qu'ils étaient d'humbles acteurs dans cette lutte gigantesque entre deux races, car, comme nous venons de le dire, les agissements des peuples sont instinctifs, inconscients. L'homme s'agite et Dieu le mène. Victorieux à Saint-Jean d'Acre, à la Mansourah, et à Tunis, les musulmans essayèrent une dernière fois d'envahir l'Europe ; un peuple sorti des steppes de l'Asie centrale prit la tête de l'Islam et pénétra dans la vallée du Danube. C'est à grand'peine que les cavaliers de Sobieski arrêtaient devant Vienne les flots de l'invasion turque.

Qui sait si l'aryen, dans cette lutte sans merci, n'eût pas à la longue été vaincu ? Heureusement que le grand mouvement d'idées amené par le christianisme lui avait apporté une arme négligée par le sémite, la science, résultat de l'observation et de l'esprit d'examen. Mahomet s'était proclamé ignorant, invitant à l'ignorance ses grossiers sectateurs, sans doute pour mieux s'imposer à l'imbécillité publique, et faire passer les redites, les moralités niaises, les contradictions, les vieilleries talmudiques dont il émaillait ses élucubrations ; il crut faire œuvre

de maître en interdisant à ses fidèles l'étude de la philosophie, des lettres et des sciences. La civilisation arabe avait jeté un certain éclat ; tout s'effondra dans le gouffre du renoncement aux choses humaines prêché par les orthodoxes musulmans. La science n'a donc jamais pu révéler au sémite le moindre secret. L'aryen, lui, est en possession des forces scientifiques les plus extraordinaires, telles que la vapeur et l'électricité ; il a perfectionné l'outillage de la guerre et fait de celle-ci une science, et le sémite en est encore, là où il n'est pas frotté de civilisation par des mains intéressées, à son vieux fusil à pierre et à son yatagan de famille. L'Arabe assistera aux spectacles les plus extraordinaires sans même essayer de comprendre ; c'est à peine s'il murmurerà : Dieu l'a voulu. En plongeant ses sectateurs dans l'ignorance et l'abrutissement, Mahomet a réussi à fonder une religion sans athées, mais il a préparé l'anéantissement des races musulmanes. Leur décomposition s'opère, leur décadence marche à pas de géant.

C'est une rude charge que de prendre un pays musulman et de le façonner à la vie européenne. Petit à petit, l'Europe se partage les débris du monde islamique ; un jour c'est la Grèce, un autre jour c'est la Russie, un autre jour c'est l'Angleterre qui arrache un morceau de l'empire des califes. Mais un monde ne meurt pas sans être agité par de formidables soubresauts, et la France, qui a mis la main sur une partie de l'Afrique du Nord, a payé et paie encore du plus pur de son sang pour accomplir la tâche que la mystérieuse Providence assigne aux

racess supérieures, celle de civiliser autour et quelquefois loin d'elles.

Toute domination en pays turc ou arabe est une compression ininterrompue, exigeant un déploiement continu de forces. Après 1830, la France devait en faire la dure expérience et ne pas tarder à voir qu'il est aussi difficile de pénétrer par les armes que par les idées dans ce monde décrépit avant l'âge. Aujourd'hui encore, après plus d'un demi-siècle d'occupation, nous n'avons pas conquis l'Algérie ; les populations arabes, quoi qu'en disent les optimistes qui veulent s'endormir sur l'oreiller trompeur de la tranquillité, nous sont hostiles. La France a violenté l'Algérie, rien de plus, et il faudra de longues années pour que l'ère des insurrections soit close à jamais. Le nomade, le nomade surtout, est irréconciliable ; l'Arabe nous hait non seulement comme conquérants, non seulement parce qu'il voit que la civilisation européenne aura raison de lui peu à peu, mais encore parce que, croyant sincère, il méprise profondément notre scepticisme.

Qui s'empare d'un pays musulman s'affaiblit. Les Anglais, race éminemment pratique, s'en sont aperçus au Soudan qu'ils ont évacué sans s'attarder à faire des expérimentations hasardées comme certain peuple de rêveurs, habitant les bords de la Seine, affolé de doctrines humanitaires. Toujours téméraire, la France, cherchant des consolations pour les provinces qui lui ont été arrachées en 1870, trouvant que l'Algérie avait besoin d'un complément, a entrepris en 1881, sans avoir ter-

miné dans ce dernier pays sa tâche civilisatrice, de régénérer la Tunisie, pays qui s'éteignait dans la pourriture et qu'elle ne voulait pas laisser à d'autres. Tâche sur tâche. L'avenir nous apprendra si le moment était bien choisi et si l'effort n'est pas au-dessus des forces de la patrie française.

Le maréchal Bugeaud disait un jour : « Soyons justes et cléments envers les indigènes, mais n'oublions jamais qu'ils ne connaissent que la force. » Les philanthropes et les politiciens d'aujourd'hui l'oublient trop. Sans connaître l'Algérie et les peuples qui l'habitent, sans s'enquérir des vrais besoins de ceux-ci, sans voir que les cerveaux arabes sont façonnés autrement que les nôtres, ils ergotent à perte de vue, parlent colonisation et assimilation, ne voyant guère que quelques milliers d'électeurs à ajouter à ceux de la métropole. Et pour le reste ils prétendent qu'on obtiendra tout des Arabes par la douceur, la persuasion et la reconnaissance de leurs prétendus droits civiques.

La suite de ces récits montrera ce qu'est l'Arabe réellement. Pour lui le mot clémence est synonyme de faiblesse ; c'est un fauve que l'on aura la plus grande peine à apprivoiser.

L'assimilation à la race française des peuples habitant l'Algérie est une œuvre de longue haleine. Sans doute, les Français ont de remarquables qualités assimilatrices, mais ils n'ont pas de patience, ils ne savent pas attendre, et manquent parfois de l'intelligence des transitions. C'est à peine si aujourd'hui la conquête de l'Algérie, la

conquête morale bien entendu, est commencée. On ne veut pas voir que deux peuples dont les civilisations ne sont ni égales ni contemporaines ont la plus grande peine à se rapprocher ; on ne veut pas convenir de la puissance sur les Arabes des idées religieuses, hostiles à notre scepticisme frelaté. De longtemps l'Arabe ne se hissera pas jusqu'à nous ; nous parlons du vrai Arabe, et non de ces Arabes abrutis qui nous ont pris tous nos vices sans prendre aucune de nos qualités, et qui se croient naïvement européanisés après avoir pris l'habitude de l'absinthe.

Et colonisons à force. Pour que l'indigène, qui se voit peu à peu enserré dans le filet de la colonisation, se résigne tout à fait et cesse de se révolter à tout moment, il faut qu'il soit submergé par le flot des colons. Alors il perdra peut-être l'espérance, car, dit-il aujourd'hui, le joug des chrétiens a été imposé aux croyants comme un châtiment, et Dieu y mettra fin s'il le veut.

Alors enfin, les marabouts, prédicateurs de guerre sainte, cesseront d'être écoutés et prétendront vainement que c'est Dieu qui les envoie. Le temps des Mouley-Sâa, ou maîtres de l'heure, disparaîtra pour ne plus revenir, et nous serons définitivement les maîtres de l'Algérie et de la Tunisie.



RÉCITS ALGÉRIENS

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE :

La question d'Alger. Le gouvernement de la Restauration et l'opposition. L'Europe devant la piraterie barbaresque. Le baron d'Haussez et lord Stuart. — L'armée en 1830. Le comte de Clermont-Tonnerre. Les camps d'instruction. Composition de l'armée expéditionnaire. Savants, peintres, volontaires, officiers étrangers. Le capitaine Mansell. L'orage de Charles-Quint. — Charles-Quint. Les captifs. Armadas espagnoles. Charles-Quint devant Alger. Le duc de Beaufort à Djigelly. Duquesne devant Alger. Les Anglais. La flotte française en 1830. — L'amiral Duperré. Ses débuts dans la carrière maritime. Duperré dans la mer des Indes et à Saint-Thomas. — Prise d'Alger. Aspect du pays L'Atlas, le Sahara, le Sahel, les hauts-plateaux, le désert, les oasis. — Les Arabes. Leur portrait par Joinville. Manière de combattre. Salluste. Cruauté des Arabes. Combat de Staouéli. Le jeune de Bourmont. Le capitaine Changarnier. Les maladies. La tente-abri, la demi-couverture et le duc d'Orléans. — Les Turcs chassés d'Alger. Peuples qui les ont précédés. Carthaginois, Romains, Vandales, Grecs, Arabes. Caractère de ceux-ci. Paresse et imprévoyance. La tribu. La propriété. La famille. La femme arabe. — L'odjack d'Alger. Ses Barberousse. Deys, janissaires. Justice turque et justice arabe. Les Coulouglis. Les tribus maghzen. Le trésor des deys. Calomnies. Le maréchal de Bourmont.

I

Peu de temps après l'établissement en France de la première République, vers 1793, le gouvernement français conclut un marché avec un négociant juif d'Alger, nommé Bacri, pour l'expédition de grains à Marseille et à Toulon.

Bacri acheta des grains à Alger et en Italie et les fit entrer dans les ports français de la Méditerranée ; mais il n'obtint jamais d'être payé. Obligé de tenir tête à l'Europe, la République française était hors d'état de faire face à ses engagements, et l'empire, qui lui succéda, refusa d'écouter Bacri. Le gouvernement de la Restauration ne crut pas devoir se dérober aux engagements pris par un des gouvernements qui l'avaient précédé, et reconnut en 1816 la validité des réclamations du négociant juif. La somme due s'élevait à quatorze millions ; mais une transaction, survenue en 1817, la réduisit finalement à sept.

Les nombreux créanciers de Bacri firent opposition ; les sept millions furent donc versés à la Caisse des dépôts et consignations. La validité d'un grand nombre de créances ayant été reconnue plus tard par une série de jugements réguliers, il ne restait plus en caisse, vers 1825, que quelques centaines de mille francs.

Au nombre des créanciers de Bacri était Hussein, dey d'Alger, pour une somme de soixante-dix mille piastres. La réclamation du dey se produisit fort tard, ce qui ne l'empêcha pas de se plaindre avec amertume et hauteur des paiements qui avaient déjà été effectués ; bien plus, il eut l'audace d'émettre des doutes sur la bonne foi du gouvernement français, et continua ses réclamations même après avoir été désintéressé par Bacri, prétendant qu'il y avait un reliquat. Il écrivit directement au roi Charles X, qui, bien entendu, ne répondit pas à cette singulière prétention.

Un jour, le 30 avril 1827, Hussein, recevant M. Deval, consul de France à Alger, se plaignit d'avoir été traité cavalièrement par Charles X, et M. Deval lui ayant répondu qu'il était au-dessous de la dignité d'un roi de France de correspondre directement, pour des questions de détail, avec un dey d'Alger, celui-ci, qui tenait à la main un éventail en plumes de paon, en frappa le consul.

Se redressant, M. Deval dit avec dignité :

« — Ce n'est pas à moi, c'est au roi de France que l'insulte a été faite. »

A quoi le dey répondit sottement et insolemment :

« — Je ne crains pas plus le roi de France que son représentant. »

M. Deval reçut l'ordre de quitter Alger, et, dès lors, la guerre fut considérée comme déclarée. Nous aurions beaucoup trop à nous étendre si nous voulions expliquer les raisons de politique intérieure qui firent ajourner cette guerre à près de trois ans ; le ministère Villèle ne voulait s'occuper de la question africaine qu'après la question helléno-turque et le rappel de l'expédition débarquée en Morée sous les ordres du général Maison. En 1827, d'ailleurs, la question helléno-turque était entrée dans une phase aiguë ; on se souvient, en effet, que la bataille navale de Navarin est du 20 octobre 1827. Une expédition fut cependant projetée, et en attendant le gouvernement français établit une croisière devant Alger. Cette croisière, composée d'une douzaine de bâtiments, fut confiée au capitaine de vaisseau Collet. L'on envoya également des croiseurs sur divers points de la Méditerranée, tels que le cap Bon, les côtes de Sicile, les îles Baléares. Pendant près de trois ans, la Méditerranée occupa ainsi près de cinquante bâtiments de la marine française.

Bientôt les affaires de la piraterie ne marchèrent plus à Alger et la population jeta les hauts cris ; le dey dut donner l'ordre à la flotte algérienne de prendre la mer pour forcer le passage. Onze bâtiments corsaires furent disposés pour la lutte et plus de mille volontaires se joignirent aux équipages. Les Algériens choisirent pour la sortie de leur flotte l'anniversaire de la naissance de Mahomet ; il fallait bien mêler un peu de fanatisme aux rancunes de l'intérêt lésé et à l'ardeur de l'esprit de rapine. Dès que la flotte algérienne parut, le capitaine Collet se porta sur elle avec deux frégates, deux bricks et une canonnière ; chaque navire français avait donc à combattre deux adversaires. Les ter-

rasses des maisons d'Alger étaient couvertes de femmes qui criaient et agitaient leurs mouchoirs pour encourager les pirates ; les plus bruyantes étaient les juives, dont les maris et les frères n'avaient, bien entendu, pas fourni un seul volontaire et n'avaient pas de coups à recevoir. Après deux heures d'un combat fort vif, les corsaires algériens, passablement maltraités, rentrèrent dans le port dont par prudence ils s'étaient fort peu éloignés.

On rapporte que le bey fit venir les onze capitaines, les traita de chiens, et leur dit aimablement qu'il éprouvait une tentation violente de leur faire couper la tête.

Mais toute histoire a son envers. Les habitants d'Alger jouissaient d'un des bienfaits réservés aux peuples civilisés ; ils avaient le bonheur d'avoir une sorte de *Moniteur*, et connaissaient les beautés de la phraséologie officielle. Le lendemain, dans le *Daftar Takrifat* (Recueil de choses nobles), ils purent lire un récit hyperbolique sur la déroute des Français. L'allemand Pteiffer nous a conservé ce récit qui se termine par cette phrase colorée :

« Par la grâce de Dieu, le zéphyr de la gloire souffla sur le parti de la foi, et le vent de la honte et de la calamité atteignit ses ennemis. Leur commandant donna le signal de la retraite en tirant trois coups de canon à poudre, et ils s'enfuirent couverts d'opprobre. »

Les habitants d'Alger qui, ce jour-là, jetèrent un coup d'œil du côté de la mer, ne purent qu'être stupéfaits. Pendant près de trois ans, ils aperçurent à l'horizon les bâtiments français, comme une image menaçante de la fatalité.

Cependant le commerce languissait dans la Méditerranée ; le prix des assurances maritimes montait toujours, et bien que le résultat dût en être attribué à l'inquiétude des esprits plutôt qu'aux prises faites par les pirates barbaresques, de nombreuses doléances s'élevèrent de tous côtés. Les organes de l'opposition ne se firent pas faute de s'en emparer ; ils déplorèrent à l'envi la situation faite à nos intérêts dans la Méditerranée, s'indignèrent sur le degré d'abaissement

auquel la monarchie des Bourbons avait fait descendre la France, et sommèrent le gouvernement de prendre un parti décisif.

Charles X n'avait pas à recevoir de sommation puisque l'expédition était résolue de longue date ; il fut répondu que les préparatifs étaient commencés.

Les oppositions, quel que soit leur drapeau, n'ont jamais varié dans leurs procédés, et la presse nous fait parfois assister à des spectacles réjouissants. A peine sut-elle que l'on travaillait avec ardeur dans nos grands arsenaux maritimes qu'il y eut un revirement soudain. L'expédition projetée sur Alger devint une folie et les journaux entassèrent les unes sur les autres les plus sinistres prédictions, qui eurent naturellement leur écho à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés. Tout journal, grand ou petit, devint tout à coup très versé dans les questions maritimes et militaires. Pour commencer, on s'évertua à prouver que le débarquement était impossible ; chacun fit preuve d'érudition, et le *mare særum et impetuosum* de Salluste courut dans toutes les bouches et s'étala à la première page de tous les journaux.

Il n'y avait pas d'*agence Havas* officieuse à l'époque. Outrée de ne pas être contredite, la presse opposante s'enivra de colère : la France avait assez de gloire, elle en était rassasiée, il n'y aurait pas un grand honneur à chasser d'Alger quelques pirates et à faire brèche à de vieux remparts qui devaient s'écrouler au premier coup de canon. Tant que la presse resta sur ce terrain, elle échappa au ridicule ; mais lorsque, par la suite, les citations classiques et les récits de voyage firent leur apparition, les journaux atteignirent les plus hautes régions du comique. Tous les contes fabuleux des anciens sur l'Atrique furent exhumés de la poussière des bibliothèques. On voulut bien ne pas puiser dans l'Odyssée du vieil Homère qui représente Ulysse débarquant en Lybie « où les agneaux naissent avec des cornes », on se contenta d'éplu-

cher Procope et Salluste. Le *Journal des Débats*, alors à la tête de l'opposition dynastique, publia une série d'articles où l'Afrique était représentée comme « une rude terre, couverte de tribus indomptables qui devaient accourir du désert à flots pressés pour nous rejeter dans la mer » ; les lions, les tigres, les reptiles, voire les saute-relles, n'étaient pas oubliés, non plus que le redoutable vent du midi qui ensevelit jadis une des armées de Cambyse.

Et la soif ! Pauvres soldats français, victimes d'une politique insensée, rappelez-vous la campagne d'Égypte. Un journal bonapartiste, dénommé journal libéral parce que le bonapartisme et le libéralisme avaient fusionné, dit que pour faire une nouvelle expédition en Afrique il fallait un autre général Bonaparte dont la France était absolument dépourvue. Préparons-nous, dit une brochure du temps sur un ton tragique, à nous écrier : Varus, rends-nous nos légions !

Cette brochure, due à la plume de M. de Laborde, député de la Seine, eut un succès énorme. « La France, s'écriait M. de Laborde, a besoin d'institutions et non de conquêtes. » Un peu plus loin, l'auteur, qui tenait à ce que l'opposition gardât aux yeux du pays une bonne renommée de patriotisme — les élections approchaient ! — écrivait : « Oui, sans doute, la France ne peut rester sous le coup d'une insulte ; il faudra peut-être reporter en Afrique l'étendard de Saint-Louis. » Cette petite concession n'ôtait rien à la violence générale de la brochure. « Cette guerre, demandait M. de Laborde, est-elle juste ? Non. On vole le dey, il réclame, il se plaint et on le tue. » L'auteur terminait par cette tirade d'une éloquence douteuse : « La voix de la morale publique assignera les ministres à la barre de la France et de l'humanité... La France a le droit de leur demander compte de la vie et de la fortune de ses enfants... Elle prendrait pour témoins ces nouveaux Palinure laissés sans tombeaux sur la terre ennemie. »

La presse dénaturait aussi de la façon la plus étrange les rapports de la France avec les puissances étrangères. Il n'y avait pas à douter; l'expédition d'Alger devait être le signal d'une guerre générale. La vérité est que toute l'Europe nous encourageait. Presque toutes les puissances européennes payaient des tributs au dey d'Alger et brûlaient du désir d'en être affranchies par une conquête française qui eût écrasé la piraterie barbaresque. Ces tributs étaient vraiment déshonorants. Le Portugal et les Deux-Siciles avaient consenti en faveur des deys d'Alger à un tribut annuel de 24,000 piastres (1), et étaient tenus en outre à fournir des présents de la valeur de 20,000 piastres fortes. La Suède et le Danemark payaient leur tribut en nature et fournissaient annuellement pour environ 4,000 piastres de munitions et de matériaux de mer, sans compter qu'elles s'étaient engagées à en verser 10,000 au renouvellement de chaque traité, c'est-à-dire tous les dix ans. La superbe Angleterre, les Etats-Unis, l'Espagne, la Sardaigne, le Hanovre, Brême, payaient six cents livres sterling à chaque renouvellement de consul. Seules, la France et l'Autriche ne payaient rien, et encore l'Autriche avait bénéficié de la protection du sultan qui avait bien voulu s'interposer pour que le dey daignât accorder cette faveur.

La Turquie, ne croyant pas au succès de nos armes, vit d'abord sans déplaisir la France s'engager dans une expédition contre le dey; elle était persuadée qu'une deuxième édition du malheur de l'armada de Charles-Quint rehausserait le prestige de l'islam en détresse. Au dernier moment, apprenant que les préparatifs faits à Toulon étaient sérieux et qu'il ne s'agissait pas d'une de ces petites expéditions qu'un rien fait échouer, elle céda aux instances de l'Angleterre qui nous suscitait des obstacles partout et s'avisa de protester; comme le gouvernement français ne

(1) Monnaie d'argent de la valeur de cinq francs environ de notre monnaie.

s'émut pas de ses récriminations, elle proposa d'envoyer à Alger, pour le compte de la France, une expédition égyptienne.

Les offres de la Turquie furent poliment déclinées. Restait l'Angleterre, qui aurait cru déroger à sa dignité et négliger la politique traditionnelle du Foreign-Office en ne montrant pas les dents — les grandes dents de la vieille Albion ! — au sujet d'une expédition française et de la concentration d'une flotte dans la Méditerranée. Elle eut l'audace de vouloir exiger du gouvernement français l'engagement de se retirer sitôt la ville d'Alger prise. Elle obtint un refus catégorique. Diverses autres propositions ayant été poliment refusées, sa colère ne connut plus de bornes. Lord Stuart, ambassadeur à Paris, fatiguait les ministres de Charles X les uns après les autres, se permettant des observations auxquelles son caractère hautain et violent donnait le plus souvent le caractère de la menace. Celui des ministres français qui perdit patience le premier fut le baron d'Haussez, ministre de la marine. Voici en quels termes, dans ses Mémoires, il raconte une conversation avec lord Stuart :

« Plusieurs fois l'ambassadeur d'Angleterre chercha à entamer la question avec moi, quoique je lui disse que, le côté diplomatique de cette affaire n'étant pas dans mes attributions, je ne pouvais ni ne voulais m'en occuper. Un jour qu'il m'avait pressé fortement, et sans plus de succès que de coutume, il ajouta que ces questions n'avaient pour objet que la confirmation de ce qu'il savait ; qu'il avait découvert que nous ne songions pas sérieusement à l'expédition, et que nos préparatifs ne tendaient qu'à faire peur au dey et à l'amener à composition. — Ce serait peine perdue, lui répondis-je ; dans son insouciance turque, le dey ignore peut-être que nous nous proposons de l'attaquer, et, s'il le sait, il s'en remet à Dieu du soin de le défendre. Au reste, je puis vous déclarer, parce que nous n'en faisons pas mystère, que c'est très sérieusement que

nous faisons des préparatifs. Le roi veut que l'expédition se fasse, et elle se fera. — Vous croyez donc que l'on ne s'y opposera pas? — Sans doute, qui l'oserait? — Qui? Nous les premiers! — Milord, lui dis-je avec une émotion qui approchait fort de la colère, je n'ai jamais souffert que, même vis-à-vis de moi, simple individu, on prit un ton de menace; je ne souffrirai pas davantage qu'on se le permette à l'égard du gouvernement dont je suis membre. Je vous ai déjà dit que je ne voulais pas traiter cette question diplomatiquement; vous en trouverez la preuve dans les termes que je vais employer..... La France se moque de l'Angleterre..... La France fera, dans cette circonstance, ce qu'elle voudra, sans souffrir de contrôle ni d'opposition. Nous ne sommes plus au temps où vous dictiez des lois à l'Europe. Votre influence était appuyée sur vos trésors, vos vaisseaux et une habitude de domination. Tout cela est usé. Vous ne compromettrez pas ce qui vous reste de cette influence en allant au delà de la menace. Si vous voulez le faire, je vais vous en donner les moyens. Notre flotte, déjà réunie à Toulon, sera prête à mettre à la voile dans les derniers jours de mai. Elle s'arrêtera pour se rallier aux îles Baléares; elle opérera son débarquement à l'ouest d'Alger. Vous voilà informé de sa marche: vous pourrez la rencontrer si la fantaisie vous en prend; mais vous ne le ferez pas; vous n'accepterez pas le défi que je vous porte, parce que vous n'êtes pas en état de le faire. Ce langage, je n'ai pas besoin de vous le répéter, n'a rien de diplomatique. C'est une conversation entre lord Stuart et le baron d'Haussez, et non une conférence entre l'ambassadeur d'Angleterre et le ministre de la marine de France. Je vous prie cependant de réfléchir sur le fond que le ministre des affaires étrangères pourrait vous traduire en d'autres termes, mais sans rien changer au fond.»

Le baron d'Haussez ajoute, en terminant le récit de cette conversation, dont il fixe la date à la fin d'avril 1830 :
« Lord Stuart ne me parla plus de cette affaire. »

Plus tard, on fut moins patient à Londres contre ceux qui se permettaient de faire à la grande Albion des observations déplacées ; seulement on fut moins poli que le baron d'Haussez et l'on ne se servit pas de la même façon courtoise de cette belle langue française adoptée comme la langue diplomatique du monde entier. En 1852, avant la guerre d'Orient, l'ambassadeur d'Autriche auprès du gouvernement anglais, baron de Hubner, jouait à Londres le même rôle de matamore qu'en 1830 avait joué à Paris lord Stuart. Il s'agissait de la formation projetée d'une légion polonaise qui devait faire partie des armées britanniques, et cette formation, qui n'eut pas lieu du reste, car les Polonais préférèrent entrer au service de la Turquie, déplaisait singulièrement à l'Autriche. Tous les ministres anglais avaient les oreilles rebattues des doléances du baron de Hubner ; mais celui qui recevait les visites les plus fréquentes du diplomate autrichien, était lord Clarendon, ministre des affaires étrangères. Horripilé un jour par une visite qui n'en finissait plus, agacé par des menaces peu déguisées, le ministre anglais dit au baron de Hubner :

« — Mais enfin que voulez-vous de moi ?

» — Une réponse définitive pour mon gouvernement.

» — Eh bien ! dites-lui qu'il aille..... se promener.

Se levant aussitôt, lord Clarendon prit les mains de l'ambassadeur autrichien stupéfait et lui dit d'un ton caressant :

» — Seulement, vous traduirez ma réponse en langage diplomatique. »

II

Un des plus gros arguments que l'opposition mettait en avant pour empêcher cette guerre était que l'armée n'était pas capable de subir l'épreuve d'une expédition lointaine. Rien de vrai ni d'exact dans cette allégation. Le

général comte de Clermont-Tonnerre, un des meilleurs ministres de la guerre que la France ait jamais possédés, avait fait de l'armée française une armée excellente, préparée à toute éventualité. Ce ministre hors de pair avait servi dans trois armes différentes, l'artillerie, la cavalerie et l'infanterie, non pas à la façon des officiers de l'ancien corps d'état-major qui faisaient dans ces trois armes des stages dérisoires comme durée, mais d'une façon sérieuse et effective, pendant de longues années. De la sorte, le général de Clermont-Tonnerre était au courant de tout et connaissait la langue de chacun.

Travailleur consciencieux et acharné, ce ministre très complet avait appris la sténographie pour prendre le plus de notes possible et éviter les pertes de temps. La réforme de l'administration militaire fut son œuvre capitale ; ce fut lui qui substitua le système des adjudications publiques au système vicieux des marchés de gré à gré, système louche qui provoque les tentations et amène les tentateurs. Comme on le verra, l'armée de 1830 fut administrativement outillée de façon remarquable et le *Précis administratif* de M. l'intendant général Denniée nous donne à cet égard des détails dont nos jeunes intendants d'aujourd'hui tireraient un excellent parti. On alla même au delà des besoins.

Un autre titre de gloire de M. de Clermont-Tonnerre est d'avoir rétabli la discipline dans l'armée ; estimant que l'exemple de l'obéissance doit partir d'en haut, sourd à tout esprit de camaraderie, il tint rigoureusement la main à l'observation des règles prescrites. Il aurait fallu dans ces derniers temps des ministres de cette trempe pour opérer, après la funeste guerre de 1870, le relèvement rapide de l'armée française ; nos ministres de la guerre, humbles serviteurs des hommes politiques du jour, changés à tous moments par les fluctuations de la politique, balottés par les remous d'un parlementarisme insensé, ne sont plus pour les autres généraux des supérieurs, mais

bien des camarades sortis momentanément du rang et destinés à y rentrer au premier orage parlementaire. Une prescription ministérielle? Est-ce bien la peine de s'y conformer? Le ministre d'aujourd'hui l'édicte; le ministre de demain la rapporte.

C'est ainsi que s'en va le principe d'autorité, indispensable au bon fonctionnement des armées, base essentielle de cette discipline sans laquelle ces armées ne sauraient exister; c'est ainsi encore que se perpétue dans l'armée française cette tendance funeste, commune à tous les officiers dans les hauts degrés de l'échelle hiérarchique : ne jamais obéir aux ordres venus d'en haut, tout en ne souffrant pas la moindre dérogation à ses ordres à soi.

Le général de Clermont-Tonnerre créa aussi des camps d'instruction pour préparer les troupes à la guerre. Ce fut longuement, en deux ou trois ans, depuis 1827, date où l'expédition d'Alger fut résolue en principe, jusqu'en 1830, que l'armée expéditionnaire fut préparée par un entraînement sagement progressif.

Cette méthode d'entraînement fut conservée et sagement pratiquée par le gouvernement de Juillet. En 1832, fut formée la division active des Pyrénées-Orientales sous les ordres du général de Castellane, plus tard maréchal de France. Jamais un régiment ne fut expédié en Algérie sans avoir passé quelques mois par cette division.

Les quatre premiers régiments qui furent confiés au général de Castellane furent les 2^e et 17^e légers, les 11^e et 47^e de ligne. Le maréchal Clauzel les emmena ensuite en Afrique pour faire, avec le duc d'Orléans, l'expédition de Mascara en 1835, et ils ne tardèrent pas à devenir célèbres. Le 2^e léger avait déjà envoyé un de ses bataillons à l'expédition d'Alger, et la compagnie d'élite de ce bataillon, la compagnie de carabiniers, était alors commandée par le capitaine Changarnier, qui devait successivement devenir chef de bataillon, lieutenant-colonel, et colonel de ce régiment. Le 2^e léger s'illustra aussi en Afrique, surtout à l'expédition de

Constantine et de façon à faire envie à tous les régiments de l'armée française. Le 17^e léger ne voulut lui céder en rien ; quand il fut entre les mains du colonel Bedeau, on le citait dans l'armée d'Algérie comme un régiment modèle. Du 47^e de ligne nous ne dirons qu'un mot : il était entre les mains du colonel Combes qui venait de le ramener d'Ancone et qui devait être tué à sa tête à l'assaut de Constantine.

Le duc d'Orléans, excellent juge, vint souvent à Perpignan, et il appelait avec raison la division des Pyrénées-Orientales la meilleure école militaire de la France. En effet, jamais troupes mieux entraînées, mieux préparées n'ont été expédiées en Algérie. Le général de Castellane a eu nombre de détracteurs ; on a débité sur lui une infinité de niaiseries, mais ceux qui ont critiqué ce rude soldat étaient des ignorants, des paresseux, ou de mauvais serviteurs. Les militaires vigoureux, actifs, intelligents, possédant le feu sacré, aimaient ce général qui leur demandait beaucoup, et auquel on ne pouvait reprocher le plus petit acte d'injustice ; il fatiguait le soldat, mais était vraiment bon pour lui. C'est à l'école de la division des Pyrénées-Orientales que furent formés les Chargarnier, les Canrobert, les Forey, les Leflô, et une foule d'autres officiers qui devaient s'illustrer en Afrique.

Quantité de récits ont été faits sur le général de Castellane et parmi eux quelques-uns de ridicules. En voici un toutefois que nous avons quelques raisons de croire inédit et exact. Le général avait plaisir à faire souvent la petite guerre ; un jour qu'il suivait de l'œil les évolutions de sa division, la manœuvre exécutée par un de ses colonels l'intéressa vivement. Afin de mieux se rendre compte, il fit escalader à son cheval un mouvement de terrain derrière lequel il vit deux soldats couchés nonchalamment sur l'herbe. Ces deux soldats, qui s'étaient embusqués pour ne pas suivre la manœuvre, étaient de ceux que le général avait baptisés énergiquement du nom de fricoteurs, nom qui est

resté dans l'armée. A l'aspect du général, les deux amateurs de sieste se levèrent précipitamment et essayèrent de s'échapper. Un geste les cloua sur place.

« — Que faites-vous là ?

» — Mon gé.....néral, répondit l'un d'eux tout effaré, nous sommes des..... des factionnaires blessés. »

Le général de Castellane ne riait jamais dans le service ; cette fois pourtant il se dérida. Ce que voyant, les deux blessés prirent leurs jambes à leur cou, et rejoignirent leur compagnie.

L'armée de 1830, formée ainsi par le général de Clermont-Tonnerre et les généraux sous ses ordres, était réellement prête. Jetée sur la terre d'Afrique, elle devait tenir haut le drapeau de la France.

Le tout était d'arriver au bon moment. L'amiral André Doria disait un jour à Charles-Quint qui méditait son expédition d'Alger :

« Il y a trois ports excellents en Afrique, juin, juillet et août. »

La marine française avait le souvenir de cette parole prononcée par l'illustre homme de mer génois. En outre, les renseignements abondaient. La marine tint donc essentiellement à ce que l'expédition eût lieu au mois de juin, c'est-à-dire fût prête à mettre à la voile dans les derniers jours de mai. La flotte, commandée par l'amiral Duperré, fit voile de Toulon le 25 mai, s'arrêta à Palma pour se rallier, évolua pendant quelques jours, et le 13 juin 1830 les murailles blanches d'Alger, *et meharoucat et Djezaïr* (Alger la bien-gardée par la protection divine) comme l'appelaient les Turcs, parurent aux yeux de nos marins et de nos soldats. Il serait fastidieux, après tant de touristes, de faire le panorama d'Alger ; ce serait venir un peu tard, car « Alger la blanche » a été qualifiée tour à tour de « triangle blanchâtre encadré dans la verdure », ou de « carrière de granit ». Les moins poétiques d'entre nos voyageurs ont comparé Alger, vue de la mer, à un énorme bateau de

blanchisseuses. Il est de fait qu'on ne peut être frappé d'aucun aspect de grandeur à la vue d'Alger ; c'est tout simplement un triangle blanchâtre plaqué contre une montagne verte, celle du Sahel.

Le débarquement eut lieu le 14 juin et les jours suivants, non pas en vue de la ville, mais à 16 kilomètres au Sud, à Sidi-Ferruch. Sur la presqu'île de Sidi-Ferruch, qui s'avance de près de deux kilomètres dans la mer, on voyait une tour carrée que les Espagnols appelaient Torre-Chica (la petite tour). Des travaux de reconnaissance avaient été prescrits en 1810 sur cette presqu'île par Napoléon I^{er}, qui rêva pendant un moment d'une expédition sur Alger après la paix avec l'Angleterre. A quelle expédition, disons-le en passant, n'a pas rêvé Napoléon I^{er} ? Les travaux de reconnaissance à Sidi-Ferruch furent alors exécutés par le colonel du génie Boutin, officier distingué qui fut ensuite chargé d'une mission en Egypte et en Syrie ; c'est dans ce dernier pays qu'il fut assassiné en 1815.

Les travaux du colonel Boutin furent utilisés en 1830. Après examen et contre-examen, la marine les avait trouvés parfaits. Seul, l'amiral Verhuell, à la Chambre des Pairs, les déclara sans valeur. L'événement lui donna tort.

Le drapeau français fut arboré sur la Torre-Chica par deux marins : Sion, chef de la grande hune de la frégate la *Thétis*, et Brunon, matelot de 1^{re} classe de la frégate la *Surveillante*.

Telle était l'inconcevable apathie des Turcs, que la flotte française put faire ses préparatifs de débarquement sans être inquiétée. Les beys de Titteri (Médéah) et de Constantine n'étaient pas encore arrivés avec leurs contingents, et quant aux beys de Tunis et de Tripoli, ils s'étaient bien gardés d'envoyer un seul soldat ; ils n'avaient donné que des réponses dilatoires et des encouragements stériles, et avaient cru devoir faire part d'une opinion très répandue dans leurs beylicks, que Dieu ne permettrait pas la victoire

des Français. Le plus petit bataillon, irrégulier même, eût mieux fait l'affaire du dey d'Alger.

Le vieux Hussein nomma son gendre Ibrahim (Abraham) commandant en chef des milices turques ; au lieu d'accourir à Sidi-Ferruch quand la flotte française fut en vue, ce général improvisé, aussi vain que rodомont, s'écria : « Les infidèles veulent nous attaquer par terre ; laissons-les tous débarquer, afin que pas un seul d'entre eux ne retourne dans sa patrie. »

Et le brave Ibrahim, au lieu de faire occuper les batteries basses de la baie de Sidi-Ferruch, et d'en élever de nouvelles, se contenta de couronner les hauteurs de Staouëli, sans même faire tracer un épaulement pour une grosse batterie qu'il avait emmenée d'Alger. Aussi, quand la division Berthezène, la première débarquée, se porta en avant du rivage, enleva-t-elle du premier élan cette batterie qui se composait de 13 grosses pièces de 16 et de 2 mortiers.

L'armée française était composée de trois divisions d'infanterie, de trois escadrons seulement de cavalerie, de quatorze batteries d'artillerie, d'une compagnie de pontonniers, de huit compagnies du génie, de quatre compagnies d'ouvriers d'administration et de quatre compagnies du train des équipages.

Les trois divisions d'infanterie étaient commandées par les lieutenants-généraux Berthezène, Loverdo et duc d'Escars ; les maréchaux de camp sous leurs ordres étaient MM. Poret du Morvan, Achard, Clouet, Denys de Damrémont, Monck d'Uzer, Colomb d'Arcine, Berthier de Sauvigny, Hurel et Montlivault. Chaque division comprenait trois brigades, et chaque brigade comprenait deux régiments à deux bataillons. Les régiments qui prirent part à l'expédition étaient les 3^e, 6^e, 14^e, 15^e, 17^e, 20^e, 21^e, 28^e, 29^e, 30^e, 33^e, 34^e, 35^e, 48^e et 49^e de ligne ; il y avait en outre deux régiments de marche que l'on avait organisés avec des bataillons appartenant aux 1^{er}, 2^e, 4^e et 9^e légers.



AMIRAL DUPERRÉ



Les compagnies étaient à 94 hommes non compris les officiers ; toutefois les compagnies d'élite, appelées grenadiers et voltigeurs dans la ligne et carabiniers dans les régiments légers, avaient été complétées à 120 hommes. La force des bataillons dépassait donc 750 hommes.

Les trois escadrons de cavalerie étaient pris, un au 13^e, les deux autres au 17^e chasseurs à cheval. Ils formaient un régiment de marche dénommé régiment de marche des chasseurs d'Afrique, aux ordres du colonel Bontemps-Dubarry.

L'artillerie, commandée par le général La Hitte, comprenait, outre les quatorze batteries dont nous avons déjà parlé, c'est-à-dire 48 pièces de campagne et 24 de montagne, un parc de siège de 50 grosses pièces de 24 et de 16, de 8 mortiers et de 12 gros obusiers, avec 88 affûts, 156 voitures, 50,000 boulets, 12,000 obus et 6,400 bombes. L'artillerie s'était également munie de 150 fusils de rempart et de 2,000 fusils d'infanterie de rechange, avec un approvisionnement total de 5 millions de cartouches.

Le génie était commandé par le général Valazé ; il emportait, outre un parc de 20 voitures et un immense attirail en outils et en sacs à terre, 8 blockhaus démontés.

Par les détails que nous donnons pour l'artillerie et le génie, on voit que tout était prévu et que l'on n'entendait rien livrer au hasard. On est plus imprudent de nos jours, et nous croyons que les blockhaus démontables auraient été d'un excellent secours au début de l'expédition du Tonkin.

L'armée expéditionnaire, dont l'effectif général était d'un peu plus de 37,000 hommes avec 4,000 chevaux, était commandée par le lieutenant-général comte de Bourmont, qui avait, à cet effet, quitté le ministère de la guerre. Le commandement de l'expédition avait été vivement sollicité par le maréchal Marmont, duc de Raguse, et par le général Clauzel. Ce fut l'influence du Dauphin, duc d'Angoulême, qui décida du choix du général de Bourmont, assez peu

populaire dans l'armée et qui tenait beaucoup à consacrer son nom par une victoire.

Le général de Bourmont accepta pour chef d'état-major le général Desprès, excellent officier auquel on pardonnait, en considération de ses qualités militaires, les difficultés qu'il avait suscitées, en 1823, au maréchal Moncey, commandant l'armée de Catalogne. Le sous-chef d'état-major fut le général Tholozé.

Tous les services administratifs étaient dirigés par M. l'intendant général Denniée. Le matériel de campement et des ambulances fut formé sur une très large échelle. Outre 4,840 tentes, l'administration emporta 30 hangars pour cinquante malades chacun, et 3,000 lits en fer avec matelas et draps. Nous donnons tous ces détails afin que le lecteur puisse faire des rapprochements à sa convenance.

Le ministère de la guerre rédigea minutieusement trois volumineuses instructions, la première pour le campement, la seconde pour le service des troupes pendant les sièges ; la troisième indiqua les précautions à prendre en Afrique pour le maintien de la santé des hommes. Dans cette dernière instruction, nous relevons les prescriptions suivantes :

Se laver deux fois par jour ;

Eviter l'usage des liqueurs fortes ;

Boire du vin et de l'eau-de-vie avec modération.

Il nous semble que les trois prescriptions qui précèdent ne sont pas observées souvent ; dans tous les cas, si on les a faites en 1830, on ne les a pas renouvelées depuis.

Le *mare sævum et impetuosum* de Salluste tut pris à la lettre. On crut que, même aux mois de juin et de juillet, la mer, aux environs d'Alger, était mauvaise neuf jours sur dix, et on voulut prévenir toutes les mauvaises chances. L'administration prit des précautions minutieuses qui firent rire d'abord, mais que le hasard se chargea de justifier. Les ballots contenant les approvisionnements de subsistances furent enveloppés d'une double toile imper-

méable, afin qu'au moindre symptôme de mauvais temps la marine pût les jeter par-dessus bord, laissant à la mer le soin de les rejeter sur la plage. Deux jours après le débarquement des troupes il y eut un orage et il venta frais ; l'amiral Duperré, très désireux de simplifier les longues opérations du débarquement du matériel, se hâta de faire jeter à la mer tonneaux et ballots. Nos soldats passèrent plusieurs jours à pêcher des épaves sur la plage de Sidi-Ferruch. Les tribus arabes voisines en ramassèrent bien quelques-unes également ; mais l'administration militaire avait le droit de ne pas y regarder de si près. Tout était calculé largement.

On était si peu renseigné sur l'intérieur de l'Afrique que, dans l'opinion générale, le désert commençait aux portes d'Alger ; Alger était une oasis ou quelque chose d'approchant, rien de plus. Du sable, puis du sable ! Le désert, noir chaos ! Malgré les récits de ceux qui prirent part à l'expédition, et qui affirmèrent qu'ils avaient trouvé dans la banlieue d'Alger de l'eau et du bois en abondance, l'idée du désert aux portes d'Alger resta, pendant de longues années, enracinée dans l'opinion publique. Comme les Arabes campent d'ordinaire dans le voisinage de nos grandes routes de communication, leur grande tente de poil de chameau, la *Khîma*, donnait de singulières idées aux touristes qui avaient la témérité, vingt ou trente ans après la prise d'Alger, de s'aventurer jusqu'à Blidah, douze lieues plus au sud. Les sables manquent dans la Mitidja, plaine qui s'étend d'Alger à Blidah ; nombre de voyageurs les ont pourtant vus, de leurs yeux vus, et ont fait des phrases parfaitement arrondies sur les « majestueux silences » et les « horizons infinis du désert ». De bien belles choses avaient été écrites sur le désert aux portes d'Alger, quand nos colonnes expéditionnaires s'avisèrent de le découvrir cent cinquante lieues plus au sud.

C'est sous l'empire de ces idées que l'intendance embarqua 10,000 quintaux métriques de bois, 8,000 de charbon

de terre, 14 ou 1,500 de foin comprimé, outre de l'avoine, des bœufs, et bien d'autres « harnois de gueule » comme dit le bonhomme Rabelais. Il était convenu que l'on ne trouverait pas d'eau dans le désert d'Alger ; on emporta donc des appareils perforatoires pour creuser des puits instantanés. On trouva bien des ruisseaux qui descendaient des hauteurs vers Sidi-Ferruch ; mais les appareils perforatoires étaient là, on avait même eu soin de les faire débarquer avant des objets indispensables, et l'on ne voulut pas en avoir le démenti. Certains médecins et pharmaciens militaires déclarèrent gravement que l'eau des ruisseaux n'était pas potable, et il se trouva un pharmacien qui fit une analyse complète de l'eau incriminée, laquelle fut convaincue — *horresco referens* ! — contenir au lieu d'iode beaucoup de magnésie et quantité de sels malfaisants. On pria le général Valazé de prendre livraison des appareils perforatoires et de se mettre à l'œuvre. Comme les travaux du camp retranché que l'on établit dès le premier jour dans la presque île de Sidi-Ferruch n'absorbaient pas tout le personnel du génie, le général Valazé chargea la compagnie du capitaine Duvivier de creuser des puits devant le front de bandière de chaque bataillon.

Le lieutenant de cette compagnie s'appelait de Lamoricière. Il ne faut faire fi d'aucune gloire ; le creusement d'une vingtaine de puits fut le premier exploit, sur la terre d'Afrique, de deux officiers du génie qui, plus tard, passèrent dans l'infanterie où ils se sont signalés par des exploits qui tiennent de la légende.

Ce qui faisait surtout faire la grimace aux joyeux fantasmes, c'est que l'administration, beaucoup trop prévoyante, leur avait mis sur le dos en débarquant cinq jours de vivres de campagne. Le biscuit, le riz, le sucre, le café, passe encore ; mais le pauvre soldat avait reçu une distribution de cinq jours de lard ! Toujours le désert où l'on ne trouve pas un brin de bois ! L'intendance avait cru de son devoir de faire cuire le lard d'avance ; mais cette

précaution eut des résultats désastreux. Le lard que les soldats durent porter dans leurs sacs laissa suinter une graisse fondante qui fit sur les capotes des dessins géographiques et topographiques du plus vilain aspect. Comme les soldats campaient dans la broussaille et que le combustible était loin de manquer, tous les chefs de corps en refusèrent formellement une deuxième distribution.

Le soldat ne fit pas la même grimace quand on lui distribua d'un coup cinq jours de vin. Il faut réellement ne pas connaître le troupier pour s'imaginer qu'il fera durer jusqu'au cinquième jour une pareille provision ; ce sont des procédés administratifs enfantins. La distribution des cinq rations eut lieu à bord, le 13 juin au soir ; le lendemain matin 14, jour du débarquement, tous les soldats avaient le bidon vide.

Beaucoup de savants, de peintres, de volontaires, d'hommes de lettres, d'officiers étrangers avaient obtenu la permission de suivre l'armée.

Parmi les savants, on distinguait M. Desalles, savant médecin et célèbre naturaliste, M. Vincent, orientaliste distingué, M. Lauxerrois, attaché au ministère des affaires étrangères. Ces messieurs se firent presque tous attacher à l'expédition comme interprètes ; ils ne savaient pas un traître mot d'arabe, mais ils recevaient des appointements, et ils faisaient un beau voyage aux frais du gouvernement. *Utile dulci.*

Quantité de jeunes volontaires des premières familles de France étaient attachés aux états-majors ; tels étaient MM. de Noailles, de Talleyrand, de Maillé, de Biancourt, de Bethisy, etc. Quand la fusillade commençait, ces officiers d'état-major amateurs avaient l'habitude d'ôter leur chapeau au général auprès duquel ils étaient employés pour la forme, de prendre congé de lui et d'aller se mêler aux lignes de tirailleurs où ils étaient gênants plus qu'utiles. Un de ces volontaires, M. Gauthier de Villers, ne voulut être attaché à aucun état-major ; extrêmement

robuste. il était armé d'un formidable fusil de rempart au moyen duquel il envoyait à l'ennemi ces gros projectiles que les artilleurs appellent des œufs de pigeon. Les soldats étaient émerveillés de voir M. de Villers se servir avec autant d'aisance que de sang-froid d'un fusil dont le recul eût pu renverser un bœuf.

Tous ces savants, tous ces hommes de lettres, tous ces volontaires, tous ces *pékings* comme dit le troupier, prêtèrent bien à rire le 14 juin au soir. Les chevaux n'avaient pu être débarqués le premier jour non plus que les voitures ; les pékins, déposés par les marins sur la plage avec des sacs de vivres, des ballots de livres ou de cartes, des manteaux, des instruments, des bagages de toute sorte, firent piètre figure. Quoique l'on fût dans une presqu'île, assez loin des Arabes et aussi en sûreté que possible, ils n'étaient pas rassurés. Tous avaient des pistolets et d'immenses outelas passés à la ceinture ; la plupart avaient des fusils de chasse.

Les armées oisives d'Europe subirent le contre-coup de l'enthousiasme qui s'était emparé de l'armée française et envoyèrent de nombreux officiers volontaires pour suivre l'expédition ; nous autres, Français, nous avons toujours été beaucoup trop confiants, et nous ne voulons pas voir que les étrangers accueillis dans nos rangs ne viennent le plus souvent que pour étudier notre côté faible et nos défauts, et se livrer à des investigations qui, par beaucoup de points, ne sont que de l'espionnage. Parmi ces *dilettanti di guerra*, ainsi dénommés par le duc d'Orléans en 1840, et que l'Europe nous envoya dès 1830, on distinguait le prince de Schwartzemberg, fils aîné du généralissime commandant les armées alliées en 1813, le colonel russe Filosoloff, le colonel espagnol Lansaca, le capitaine toscan Mazzi, le capitaine de vaisseau Mansell, de la marine anglaise.

Ce dernier mérite une mention particulière. Il avait servi comme officier sur l'escadre de lord Exmouth qui vint bom-

barder Alger en 1816. Il se présenta dans les salons du général en chef à Toulon avant l'embarquement, avec un petit habit noir râpé, boutonné dans toute sa longueur et cachant un gilet de soie d'une couleur impossible ; le col était douteux, le pantalon et les bottes étaient à l'avenant.

Le capitaine Mansell tenait dans sa main un chapeau rond bossué et parfaitement crasseux.

Le costume de cet original insulaire ne pouvait rien avoir d'attractif dans une réunion de broderies et d'épaulettes ; le représentant militaire du Royaume-Uni fut loin d'en imposer ; quoi qu'il eût une physionomie assez fine et spirituelle et qu'on trouvât chez lui, au bout de quelques instants de conversation, des paroxysmes de gaieté mêlés à des paroxysmes d'*humour* anglais.

Quand il parut sur le pont de la frégate la *Didon*, qui avait reçu l'ordre d'embarquer les officiers étrangers, savants, volontaires, etc., etc., le chapeau rond était remplacé par une casquette un peu plus crasseuse. Ayant abordé un groupe d'officiers de marine français avec un aplomb étourdissant, il fut bientôt entouré, fit pouffer de rire tout le monde, passa ensuite au sérieux, et donna des renseignements tellement précis sur l'expédition de lord Exmouth, que les officiers français, voyant qu'ils n'avaient pas devant eux un homme ordinaire, l'accaparèrent bien vite. Pendant la traversée, le capitaine Mansell garda son habit noir râpé et sa casquette ; lorsque la flotte arriva en vue d'Alger, le vice-amiral Duperré crut devoir ordonner le branle-bas de combat, ignorant si le vent pousserait ses vaisseaux sous les batteries de la ville. Le capitaine Mansell disparut alors un moment pour reparaître en grand uniforme de capitaine de vaisseau de la marine anglaise, avec la cocarde française à son chapeau. Les soldats et les marins, qui se moquaient du petit homme en casquette, se gardèrent bien de rire d'un marin étranger qui se mettait en grande tenue pour assister à un combat.

Au lieu d'une épée, Mansell portait une immense coliche-

marde, sorte de claymore écossaise qu'il disait provenir du célèbre Clan des Mac... n'importe quoi.

Le capitaine anglais débarqua un des premiers et s'avança hors de la presqu'île avec les tirailleurs de la division Berthezène. Une compagnie de grenadiers lui plut tellement par son entrain, qu'il demanda aux braves gens qui la composaient de prendre part à leur ordinaire. Il partagea la soupe du soldat jusqu'à l'entrée de l'armée à Alger et prit place au bivouac d'une compagnie de grenadiers; il faut dire qu'il payait largement son écot. Une nuit, il promenait ses rêveries philosophiques dans le voisinage des avant-postes ou grand'gardes; comme il faisait très chaud, il s'était tout simplement, sans la moindre cérémonie, mis en chemise. Une sentinelle avancée le prit pour un Arabe, fit feu sur lui et le manqua fort heureusement. La grand'garde prit les armes et allait faire feu à son tour, quand l'Anglais se fit reconnaître; il s'avança ensuite vers la sentinelle qui avait fait feu, et lui dit avec son sang-froid britannique : « Quand ce sera un Arabe, il faudra mieux viser. »

Aussitôt la prise d'Alger, il quitta ses amis les grenadiers après avoir échangé cent vingt poignées de main, autant qu'il y avait d'hommes à l'effectif. Il reparut dans l'entourage du général en chef; mais là, il changea tout à coup. Il prit une attitude politique qui déplut singulièrement, perdit son air de bonhomie et s'enveloppa d'une sorte de morgue diplomatique qui ne tourna pas à son avantage. Quand il entreprit, de concert avec le consul anglais d'Alger, de s'interposer entre le général en chef et le dey, il fut reçu de telle sorte que, dégoûté subitement de la diplomatie, il s'embarqua à la première occasion.

Nous aurions tort de négliger un personnel d'un autre genre qui se cramponna à l'expédition. Nous voulons parler des spéculateurs, des fripons, des marchands de galons, des marchands de comestibles avariés ou de boissons frelatées qui sont la plaie des armées expéditionnaires. En 1830, la cohorte des cantiniers civils était extrêmement nombreuse

aux troupes de l'armée ; Marseille, Cette, Nantes, Bordeaux, voire les ports de la Catalogne et de l'Italie, avaient envoyé l'élite de leurs empoisonneurs.

Rarement ces gens rendent service en s'attachant aux colonnes expéditionnaires. Ils sont en premier lieu assez peu courageux de leur naturel ; et puis ils détestent les procédés expéditifs des chefs militaires, qui contrôlent les marchandises et les liquides, et font jeter impitoyablement les comestibles avariés ou les boissons relâchées. Un cantinier civil est tenu, s'il veut avoir l'autorisation de suivre une colonne, d'avoir de la bonne marchandise, et cela ne convient pas toujours à cette catégorie de négociants qui veulent acheter bon marché pour revendre un prix très élevé.

En 1830, on constata une exception. Un négociant de Nantes, nommé Hennequin, fort honnête homme, frêta un brick et débarqua à Sidi-Ferruch un stock de comestibles choisis et de bonne qualité, avec force bons vins. Ce brave négociant fit fortune en une semaine en improvisant, sous une immense tente dressée dans la presqu'île au bord de la mer, un restaurant aussi bien fourni qu'une table ministérielle. On disait : Allons déjeuner chez Hennequin, comme on dit aujourd'hui : Allons déjeuner au café anglais.

Il ne faut pas confondre le vulgaire cantinier civil, le marchand de goutte, généralement épave de la vie sociale, avec les cantiniers des régiments. Ceux-ci sont le plus souvent d'honnêtes gens, quoique avides de faire leur petite fortune le plus vite possible ; mais, s'exposant bravement dans les expéditions à des risques fort grands, ils ont rendu et rendent dans les colonnes d'Afrique de réels services. En 1830, on remarqua une cantinière du 37^e de ligne ; la malheureuse, pendant le combat du 29 juin, eut le genou fracassé en distribuant des verres d'eau-de-vie dans la ligne des tirailleurs. La pauvre femme dut être amputée de la cuisse, et subir l'opération dans les bras de son mari, sapeur au même régiment. Elle mourut quelques

jours après. Son mari était à la tranchée devant le fort l'Empereur quand il apprit la nouvelle ; quelques minutes après, un boulet turc lui emporta la tête.

Parmi les peintres qui avaient suivi l'expédition se trouvaient Isabey fils et Gudin. Un orage ayant éclaté le 15 juin, le lendemain du débarquement, toute l'armée cria : l'orage de Charles-Quint ! On se crut à la veille d'un désastre, et Gudin, voulant au moins emporter un souvenir de l'expédition, consigna à la hâte dans une étude le spectacle imposant que chacun avait sous les yeux.

L'orage n'éclata pas et fila dans la direction de Blidah.

III

Ce n'était pas dans un fol espoir de conquête que Charles-Quint avait jadis entrepris une expédition sur Alger. On se ferait difficilement une idée de la perturbation que jetait dans le commerce européen la piraterie barbaresque. Les corsaires algériens s'aventuraient même dans l'Océan, et l'on cite des bâtiments marchands capturés au Texel et à Terre-Neuve. Mais ce qui rendait surtout la situation intolérable pour l'Europe, c'était le nombre immense de captifs détenus en Afrique. Les gouvernements européens, toujours en guerre, ne faisaient rien pour leur délivrance. Des puissances méditerranéennes le plus directement intéressées, l'une, l'Italie, n'était pas unifiée et était la proie de tous ses voisins, les deux autres, la France et l'Espagne, étaient engagées l'une contre l'autre, depuis la fin du moyen âge, dans une terrible lutte. La charité privée, cette magnifique vertu qui a fini par devenir une puissance, dut s'employer à la rédemption des esclaves chrétiens. Des ordres monastiques se fondèrent à cet effet, et parmi eux on distingua les Pères de la Sainte-Trinité en Espagne et de la Merci en France. Le souvenir

de saint Vincent de Paul, pris par les corsaires barbaresques et conduit à Alger où il étudia les misères des esclaves en les éprouvant lui-même, est resté populaire.

Le rachat des captives s'opérait de trois manières : ou par l'entremise des frères de la Merci ou de la Sainte-Trinité qui rachetaient avec le produit des quêtes destinées à cette œuvre ; ou directement par les familles elles-mêmes ; ou bien encore, mais plus rarement, par l'Etat auquel appartenaient les malheureux esclaves. La rançon était toujours arbitraire et atteignait parfois des chiffres fort élevés.

L'effroyable tribut de chair humaine que l'Europe payait de la sorte aux pirates algériens était la principale source des revenus du dey d'Alger. Pendant près de quatre siècles, ce tribut fut un tribut de sang ; au commencement du dix-neuvième siècle, ce tribut avait été peu à peu converti en tribut d'argent comme nous l'avons dit plus haut.

Il y avait, au temps de Charles-Quint et même un ou deux siècles plus tard, vingt-cinq à trente mille esclaves à Alger ou aux environs. Ils étaient divisés par catégories. Les capitaines des navires capturés, leurs officiers, les passagers de marque, formaient une première classe présumée rachetable. Les hommes étaient employés comme domestiques, les femmes servaient de femmes de chambre dans les harems, les enfants, que l'on s'efforçait de convertir, étaient mêlés d'habitude aux enfants des maîtres. Il est bien entendu que ces derniers, lorsqu'ils espéraient des captifs une forte rançon, les traitaient avec une brutalité révoltante et leur donnaient toutes les facilités pour transmettre leurs doléances en Europe ; la brutalité devenait spéculation. En outre, la position des jeunes femmes, des jeunes filles, des jeunes garçons, était extrêmement pénible dans une population perdue de mœurs.

La deuxième classe était formée de matelots ou de pauvres diables présumés trop pauvres pour être rachetés. On les vendait à l'encan au bazar, où on examinait soigneusement leur force, leur santé, et leur dentition ;

comme les acheteurs étaient surtout des armateurs ou des capitaines corsaires, on comprend l'attention apportée aux dents des malheureux captifs, destinés à ramer sur des galères et à se nourrir de biscuit. Les jeunes femmes se vendaient à des prix fort élevés. Nous avons pendant longtemps usé des mêmes procédés à l'égard des nègres d'Afrique, et, il faut le dire à la honte de notre civilisation, les esclaves chrétiens en Afrique étaient traités avec plus d'humanité que les nègres des plantations de Cuba ou des Carolines.

La plus malheureuse des trois classes était celle des esclaves appartenant à l'Etat ou esclaves de magasin. Ils étaient logés dans les bagnes et amoncelés, au nombre de vingt ou trente, dans des cabanons infects où la vermine les dévorait. Leur ration se composait d'une galette et d'un peu d'huile rance.

Si les particuliers se laissent aller à la pitié, l'Etat, cet être collectif, est généralement insensible, surtout quand cet Etat est musulman. Les deys d'Alger, ne sortant presque jamais de leur casbah de peur d'être assassinés, ne voyaient jamais les malheureux captifs.

C'est à cette troisième classe qu'appartenait jadis Michel Cervantès, l'illustre auteur de *Don Quichotte*. Cervantès, qui n'avait pas appris dans l'armée espagnole à être endurant, avait été enfermé par punition d'avoir formé le téméraire projet de s'emparer d'Alger en se mettant à la tête de ses compagnons de misère.

Au commencement du xvr^e siècle, les Espagnols étaient à peu près maîtres de l'Italie, y compris la Sardaigne et la Sicile; pour eux la situation était intolérable, car les communications entre l'Italie et l'Espagne étaient presque impossibles. Une première expédition, forte de 7,000 hommes, fut envoyée par Charles-Quint contre Alger en 1518; mais elle échoua par la faute du marquis de Moncade qui commandait le corps de débarquement. Ce dernier ne débarqua que 1,500 hommes qu'il envoya sur les hauteurs

qui dominant Alger au sud, et garda le reste sur ses vaisseaux, on ne sait dans quel but. Une tempête survint, qui jeta à la côte la plus grande partie des navires espagnols, noya 4,000 marins et soldats, et ne laissa aux hommes mis à terre que la ressource de se rembarquer au plus vite sur ceux des vaisseaux qui avaient échappé au naufrage. En 1529, les Espagnols perdirent le Penon d'Alger, forteresse élevée sur un rocher en face de la ville. Cet îlot est aujourd'hui rejoint à la terre ferme par une chaussée et on y voit les bâtiments de la marine. C'est lui qui a donné son nom à Alger ; en effet, île en arabe signifie el Djezaïr, ou al Djezaïr, d'où, par corruption, est venu le mot Alger. C'est également dans le mot el Djezaïr qu'il faut rechercher l'origine du mot Algésiras. En face de cette ville, au fond de la baie de Gibraltar, se trouve un îlot, l'île Verte, dont le contre-amiral Linois se servit habilement dans le beau combat naval de 1801.

Ce fut Khaïr-ed-Din (le défenseur de la religion), le second des Barberonsse, qui emporta le Penon d'Alger, grâce à un juif de Livourne qui lui apprit à fabriquer des bombes. Cette forteresse n'était défendue que par cent cinquante Espagnols aux ordres de Martin de Vargas. Les Turcs n'eurent pas de peine à faire brèche et cinq mille d'entre eux se ruèrent à l'assaut. La brèche était défendue par un seul homme, Martin de Vargas, demeuré seul de toute la garnison sans blessures. Armé d'une épée à deux mains, il renouvela les exemples de prouesse des temps héroïques ; il défendit la brèche comme Bayard défendit le pont de Garigliano. A la fin, couvert de sang, il fut renversé par quatre Turcs qui s'accrochèrent à lui. Khaïr-ed-Din ne trouva dans la citadelle que vingt-cinq Espagnols presque tous atteints de blessures mortelles ; c'était ce qui restait de cent cinquante hommes. Vargas fut d'abord épargné ; mais quelques mois après, caprice de despote, Barberousse le somma d'apostasier. Le fier Espagnol refusa, et Barberousse eut l'indignité de le livrer à la

populace qui le fit mourir dans les tourments et traîna son cadavre dans les rues de la ville.

Les pirates algériens ne craignirent plus les Espagnols. Un jour, ils enlevèrent Rodrigo Porfondo, général des galères d'Espagne, avec huit de ses meilleures galères. Ils formèrent l'audacieux projet d'aller brûler Cadix ; mais l'amiral André Doria les prévint, surprit la flotte barbaresque dans le port de Cherchell, et la détruisit.

Charles-Quint voulut en finir avec ces insolents forbans. En 1535, il conduisit une immense expédition à Tunis, et commença par attaquer le fort de la Goulette, défendu par quelques milliers de Turcs. Une relation contemporaine rapporte que trois colonnes d'assaut furent formées, l'une espagnole, l'autre italienne, l'autre allemande. La seule qui réussit à pénétrer dans la forteresse fut la colonne espagnole, électrisée par un moine franciscain, qui arriva le premier sur la brèche un crucifix à la main. Barberousse, qui était accouru d'Alger, essaya de tenir dans la plaine qui sépare la Goulette de Tunis ; il disposait encore de neuf mille Turcs secondés par d'innombrables contingents arabes. Mais il fut culbuté par les vieilles bandes de l'empereur qui du coup pénétrèrent dans la ville. Charles-Quint ne put empêcher le pillage qui dura trois jours et trois nuits ; les lansquenets allemands, en particulier, commirent à Tunis d'inimaginables horreurs.

Plus de vingt mille esclaves chrétiens furent délivrés à Tunis.

En 1541, Charles-Quint, en paix avec François I^{er}, tenta une autre expédition. Il se présenta devant Alger avec une flotte de 350 bâtiments portant 25,000 hommes, dont 500 chevaliers de Malte et 3,000 volontaires des premières familles d'Espagne et d'Italie ; parmi ces volontaires, était Fernand Cortès, le conquérant du Mexique, suivi de ses trois fils. L'empereur n'avait voulu écouter ni les supplications du pape Paul III, ni les observations de l'amiral André Doria, qui tous deux trouvaient la saison trop avan-

cée, et voulaient que l'expédition fût remise à l'année suivante. Charles-Quint, qui nourrissait toujours de vastes projets comme plus tard Napoléon I^{er}, et dont le temps était compté, donna à la flotte italo-espagnole l'ordre d'embarquer à la fin d'octobre 1811. La saison était bien mal choisie ; nous verrons, au cours de ces récits, ce qui arriva au maréchal Clauzel lorsque, pour attaquer Constantine, il se mit en route à la même époque de l'année. Le débarquement de l'armée de Charles-Quint eut lieu au cap Matifou le 26 octobre. Un renégat piémontais, qui avait pris le nom de Hassan, avait été commis par Barberousse, en croisière du côté de l'Archipel, à la défense d'Alger avec huit cents Turcs seulement ; quelques milliers d'Arabes avaient répondu à l'appel des Turcs, mais ces auxiliaires, bons tout au plus à piller, étaient douteux, car les Turcs chassés de Tunis par Charles-Quint quelques années auparavant n'avaient pu gagner Bône par terre qu'à grande peine, et avaient été assaillis pendant leur retraite par les Arabes qui les avaient complètement dévalisés. Touchante solidarité des musulmans. Sommé de se rendre, Hassan répondit qu'une vieille devineresse arabe, qui avait déjà prédit le désastre du marquis de Moncade en 1518, venait de prédire un désastre nouveau pour l'armée espagnole, et qu'en conséquence il n'y avait pas à parler reddition à la garnison qui avait la plus grande confiance dans la pythonnisse algérienne.

Le 27 octobre, l'armée de Charles-Quint arriva devant Alger. Le corps italien campa sur le bord de la mer, vis-à-vis de la porte Bab-Azoun ; le corps allemand s'établit le long des pentes, à l'endroit où est bâti aujourd'hui le village d'Isly, et le corps espagnol, conduit par son souverain en personne, occupa le petit plateau dominant la ville sur lequel a été élevé plus tard le fort l'Empereur (en ture : Sultan Calarassi, le fort du sultan). Le 28 octobre les Italiens voulurent escarmoucher et se firent battre ; Fernand de Gonzague fut envoyé à leur secours avec quelques com-

pagnies espagnoles et repoussa les Turcs ; mais il entraîna les troupes sous ses ordres dans un vii mouvement d'offensive qui les fit arriver à la porte Bab-Azoun. Un chevalier de Malte, de langue française, Ponce de Balaguer, furieux de voir cette porte se refermer, y planta son poignard en guise de protestation et de défi. Bien des années auparavant, le chevalier de Villegagnon, un Français aussi, en avait fait autant. Le mouvement d'offensive auquel se laissa aller Fernand de Gonzague était une de ces témérités héroïques qui coûtent cher à la guerre ; assaillis en tête, en flanc et en queue, abandonnés par les Italiens, les Espagnols ne furent sauvés que par le bataillon des chevaliers de Malte. Très redoutés des Turcs et des Arabes qui les reconnaissaient de loin à leur cotte d'armes violette surmontée d'une croix blanche, les chevaliers de Malte tinrent assez longtemps pour permettre aux vieux routiers espagnols de se rallier.

Pendant que ce rude combat se livrait sous les murs d'Alger, une tempête d'une violence inouïe éclata, battant les navires espagnols qui chassaient sur leurs ancres. Cent quarante bâtiments de transport et quinze galères allèrent se briser sur la côte, occupée par des milliers d'Arabes qui massacraient tous les naufragés. Le désastre de la flotte fut le pendant de l'échec subi par le prince de Gonzague ; l'armée prononça un mouvement général de recul, et les portes d'Alger vomirent des milliers de Turcs, de Maures et d'Arabes pour qui la victoire n'était plus douteuse. L'amiral Doria ne pouvait débarquer ni la grosse artillerie de siège, ni les chevaux, ni les vivres, ni les munitions dont l'armée avait absolument besoin, et l'état de la mer ne permettait pas aux navires de s'approcher de la cote. « Mon cher empereur et fils, écrivit à Charles-Quint le vieil amiral génois, l'amour que je vous porte m'oblige à vous annoncer que si vous ne profitez pas pour vous retirer du premier moment de calme, l'armée navale et celle de terre sont perdues sans ressource. »

Charles-Quint donna le signal de la retraite. L'amiral avait encore assez de navires pour embarquer les troupes qui restaient, mais cet embarquement n'était possible qu'à l'abri du cap Matifou. L'armée, avec des munitions mouillées, avait au moins six lieues à faire dans un pays inondé et sans routes, et encore avait-elle à franchir l'Harrach débordé. La retraite fut désastreuse ; parties des environs d'Alger le 29 octobre, les troupes de Charles-Quint n'arrivèrent au cap que dans la soirée du 31. Trois jours pour faire six lieues ! C'est une des plus belles pages de la vie de Charles-Quint que celle où sont racontés le courage et le dévouement qu'il déploya dans cette funeste et mémorable circonstance.

Au cap Matifou, l'armée reçut des vivres et des munitions. Fernand Cortès proposa hardiment à l'empereur de retourner devant Alger, se faisant fort, avec les troupes qui restaient, de prendre la ville. Cet avis montre de quelle trempe était le caractère du conquérant du Mexique.

Charles-Quint voulut s'embarquer le dernier. De vingt-cinq mille hommes, il en ramenait un peu plus de dix mille.

Les Turcs d'Alger passèrent pour invincibles, et l'Europe, saisie de terreur, n'osa rien tenter contre eux pendant trois siècles. Nous devons ajouter que les succès des Turcs furent singulièrement facilités par l'alliance que le roi de France, François I^{er}, avait conclue avec le sultan, alliance qui fut maintenue par les premiers successeurs de ce roi, contre laquelle l'opinion publique protesta jadis avec indignation et que l'histoire a pu excuser depuis, mais non absoudre. Dans le seizième siècle, les Espagnols perdirent successivement Tunis et Bougie, et en 1708, pendant les difficultés de la guerre de succession, ils durent évacuer Oran. Mais, en 1732, ils reprirent cette dernière ville ; l'expédition espagnole de 1732 était commandée par un Français, M. de Mortemart, qui la conduisit sagement et avec énergie.

En 1775, les Espagnols firent une dernière tentative contre Alger. L'expédition comptait trente et quelques mille hommes, avec cent bouches à feu ; mais elle échoua par suite des divisions du général en chef O'Reilly avec l'amiral Castéjon. Tous deux voulaient commander à la fois. Les Arabes, dont l'imagination est très grande, assurent qu'en 1775, Alger était défendue par cent mille hommes ; il y en avait peut-être dix à peine. Les Espagnols, dont l'imagination n'est pas moins prodigieuse, puisque par le nord ils confinent aux Gascons et par le midi aux Arabes, assurent que l'armée d'O'Reilly trouva Alger garnie par une armée de cent quatre-vingt mille hommes. Il ne serait peut-être pas hors de propos de rappeler à ce sujet l'étymologie du mot hâbleur, qui vient du verbe espagnol *hablar*, parler. Toujours est-il que leur armée, débarquée par petits paquets, fut ramenée à la côte. Elle essaya de tenir dans un camp que l'on avait ébauché à l'emplacement actuel du village d'Hussein-Dey ; mais les Turcs amenèrent des canons, la position ne fut bientôt plus tenable, et les Espagnols durent se rembarquer avec infiniment peu de gloire.

En 1785, l'Espagne conclut avec le dey d'Alger une paix sans dignité, et en 1792 elle rendit Oran lorsqu'elle déclara la guerre à la France.

Sous Louis XIV, la France était depuis près d'un siècle dégagée de l'alliance compromettante des Turcs, alliance dans laquelle François I^{er} ne l'avait engagée qu'à contre-cœur et pour échapper à la domination universelle que rêvait Charles-Quint. Avec le jeune roi qui devait être plus tard le roi Soleil ou le grand roi, le gouvernement de la France, plein de vigueur et de hauteur, ne voulut pas tolérer l'existence de la piraterie barbaresque. En 1663, le duc de Beaufort, l'ancien roi des Halles de la guerre de la Fronde, donna la chasse aux corsaires algériens avec une flotte de six vaisseaux ; des lettres de marque furent données à des corsaires marseillais et cettois qui allèrent

sur les côtes d'Afrique promener le pavillon blanc. C'est à bord d'un de ces corsaires que l'amiral Tourville commença comme volontaire sa glorieuse carrière maritime.

En 1664, le duc de Beaufort débarqua à Djigelly, l'ancienne Igilgilis des Romains, avec six mille hommes. La ville fut enlevée sans trop de résistance, et l'ingénieur Clerville, un des précurseurs de Vauban, fut chargé d'élever une citadelle sur la presqu'île où était bâtie la vieille ville de Djigelly, détruite depuis par un tremblement de terre. Mais Clerville, par trop de mépris de l'ennemi et dans la conviction que celui-ci ne disposait pas d'artillerie, ne donna ni force ni relief aux ouvrages qu'il entreprit. Les Kabyles des environs de Djigelly reçurent d'Alger quelques pièces de canon, avec lesquelles ils démolirent la citadelle de carton de l'ingénieur français ; la petite armée du roi dut s'éloigner.

L'échec de Djigelly fut vengé l'année suivante ; le duc de Beaufort attaqua la flotte algérienne à hauteur de Tunis, et, dans deux combats successifs, lui infligea des pertes telles que seize ans se passèrent avant qu'on fût obligé d'armer dans les ports de France pour réprimer les insultes des Barbaresques.

Mais ceux-ci étaient incorrigibles. En 1681, le dey d'Alger fit appeler le Père Levacher, vicaire apostolique dans la régence ; et lui signifia que la course allait reprendre et qu'il eût à en aviser le roi de France. En effet, les corsaires d'Alger, de Tunis, de Tripoli, recommencèrent leurs déprédations. Mais la patience n'était pas une des vertus de Louis XIV. L'année ne s'était pas écoulée que Duquesne et Tourville n'eussent détruit les flottes de Tunis et de Tripoli.

Les beys de ces deux régences, comme première condition, devaient rendre la liberté à tous les esclaves chrétiens sans distinction de nationalité. Voltaire dans son *Siècle de Louis XIV*, rend compte d'un incident qui montre

bien l'orgueil national des Anglais. Le capitaine de vaisseau d'Amfreville était chargé de la négociation avec le bey de Tunis ; parmi les esclaves qui lui furent remis, se trouvaient beaucoup d'insulaires. Ceux-ci, arrogants comme tous leurs compatriotes, répondirent aux bienveillantes paroles de M. d'Amfreville que leur libération était due à la considération des Turcs pour le roi d'Angleterre. « Puisque cela est ainsi, dit d'Amfreville, qu'on fasse venir les Turcs », et, leur remettant les Anglais, l'officier français ajouta : « Ces gens-ci prétendent n'être délivrés qu'au nom de leur roi ; le mien ne prend pas la liberté de leur offrir sa protection ; je vous les rends. C'est à vous de montrer ce que vous devez au roi d'Angleterre. »

Les Turcs, très satisfaits et ne croyant rien devoir à Sa Majesté Britannique, remirent les Anglais aux fers.

Après Tunis et Tripoli, Louis XIV pensa à Alger, mais, très occupé en France, il ne voulut pas envoyer d'expédition pour conquérir la ville ; il se borna à envoyer une flotte avec mission de lui infliger un châtiment mémorable. Un pauvre gentilhomme de Gascogne, Renaud d'Eliça-Garray, venait d'inventer les galiotes à bombes. Avec cinq de ces galiotes et onze vaisseaux de ligne, l'audacieux Duquesne alla, en 1682, détruire la moitié d'Alger. L'année suivante, il revint, cette fois-ci avec sept galiotes et seize vaisseaux de haut bord. Il bombarda Alger avec une telle violence que plusieurs milliers d'habitants périrent, et que le palais du dey sauta. Le peuple, furieux et désespéré, envoya à l'amiral français le Père Levacher, vicaire apostolique, pour négocier. Avant d'entrer en négociations, Duquesne exigea qu'on lui remît tous les esclaves chrétiens, quinze cent mille piastres d'indemnité de guerre, et quelques otages, entre autres un renégat italien nommé Mezzomorte, amiral de la flotte algérienne. Quelques centaines d'esclaves arrivèrent bien avec l'amiral, mais sans l'indemnité de guerre. Ici se place un incident bizarre qui peint bien les mœurs turques. Mezzomorte affirma à Duquesne

que s'il l'autorisait à aller à terre, il obtiendrait plus en une heure que le dey Hassan en quinze jours. Le renégat retourna à Alger ; son premier soin fut de faire poignarder le dey et de se faire proclamer à sa place.

Après cet exploit, Mezzomorte, qui voulait se rendre populaire dès le premier jour de son règne, prévint Duquesne que s'il bombardait encore la ville, les chrétiens seraient mis à la bouche des canons. Duquesne ne tint pas compte de la menace et lança dans le port des brûlots qui coulèrent tous les bâtiments corsaires algériens ; puis il reprit méthodiquement le bombardement. Mezzomorte, exaspéré, fit appeler le Père Levacher et lui ordonna de choisir immédiatement entre le turban et la mort. Le vénérable prêtre ne daigna pas répondre. L'année précédente, en allant racheter quelques esclaves napolitains à Tunis, il avait été attaqué de la peste et était demeuré paralysé de tous ses membres. Les janissaires turcs le traînèrent sur le môle, et l'attachèrent sur une chaise provenant du pillage du consulat français. Puis ils approchèrent la chaise de la bouche d'un canon qui envoya aux Français un boulet chargé de sanglants débris.

Un officier de marine, M. de Choiseul, capturé en faisant dans un canot une ronde de nuit, dut la vie à un capitaine corsaire qui avait été peu auparavant son prisonnier et qui était plein de gratitude pour la bienveillance avec laquelle il avait été traité. M. de Choiseul était déjà attaché à la bouche d'un canon, quand le corsaire le prit à bras-le-corps, jurant de périr avec lui si le canonnier turc ne retirait pas sa mèche. La foule se prit à gronder, et Mezzomorte dut céder. Mais il fit périr de la même façon quantité d'autres prisonniers.

L'humanité, plus que cette sauvage résistance, détermina Duquesne à se retirer ; du reste, il commençait à manquer de munitions. En 1688, l'amiral d'Estrées, bien approvisionné de bombes cette fois, vint en jeter dix mille à Alger. La leçon fut profitable, et l'orgueil des Algériens dut

céder. Le dey ordonna de hisser le drapeau parlementaire, mais la populace se donna la cruelle satisfaction de prendre dans les batteries du môle la place des artilleurs turcs, et d'envoyer aux Français quelques derniers coups de canon, après avoir attaché à la bouche des pièces le consul français Piolle, le père Francillon, successeur du père Levacher, et quarante autres prisonniers.

Deux fois les Hollandais, au temps de leur puissance maritime, envoyèrent leur flotte devant Alger pour bombarder l'indomptable ville ; deux autres fois les Espagnols, en 1783 et en 1784 , désireux de venger l'échec d'O'Reilly, la bombardèrent avec violence. Français, Espagnols, Hollandais finirent par être respectés. Mais il n'en fut pas de même des Anglais ; déjà ce peuple, au moment du bombardement de Duquesne, avait souffert que son consul, enfermé dans le bague d'Alger, labourât la terre. En 1683, l'Angleterre conclut avec le dey d'Alger un de ces traités honteux dont tourmillent ses annales ; elle s'engageait par ce traité à livrer un fort matériel de guerre, se désistait de toute réclamation relativement à près de quatre cents de ses bâtimens de commerce capturés par les barbaresques, rendait sans rançon tous les Turcs prisonniers, et renonçait à réclamer les esclaves anglais, y compris son consul.

Les Etats-Unis n'ont jamais été endurants comme l'Angleterre. En 1815, le dey d'Alger voulut augmenter le tribut que lui payait la République américaine ; le Congrès s'y refusa et une escadre fut immédiatement envoyée dans la Méditerranée. Cette escadre en peu de temps captura tant de corsaires algériens, que le dey déconcerté se hâta de conclure la paix.

Pourtant, en 1816, l'Angleterre, qui avait offert au congrès de Vienne d'être le mandataire de l'Europe, envoya devant Alger une flotte appuyée par une escadre hollandaise et commandée par lord Esmouth. Elle demandait, au nom des puissances continentales, l'abolition de l'esclavage

des Européens ; c'était le motif avoué. Mais nous serons dans le vrai en ne prenant pas trop au sérieux la philanthropie anglaise ; rappelons qu'en 1816 l'Angleterre était en possession de Gibraltar, de Malte et de Coriou, points qu'elle avait le plus grand intérêt à protéger contre les pirates algériens à cause du développement que leur possession devait donner à son commerce. Lord Exmouth envoya un ultimatum au dey d'Alger qui proposa de négocier ; l'amiral anglais consentit à descendre à terre. Mal lui en prit, car il faillit être massacré par les janissaires turcs et eut la plus grande peine à s'échapper. Pendant les pourparlers, plusieurs milliers d'Algériens, hommes, femmes et enfants, vinrent sur le môle ; sans aucun avertissement, lord Exmouth, remonté à son bord, fit ouvrir le feu, et les bordées des navires anglais causèrent dans cette foule inoffensive d'affreux ravages.

Alger fut détruite en 1816 ; mais la flotte anglaise paya chèrement son succès. Elle eut 883 morts et 1538 blessés. Le vaisseau-amiral, la *Reine-Charlotte*, perdit à lui seul 88 morts et 129 blessés.

En 1824, une nouvelle flotte anglaise commandée par l'amiral Harry Neal fut complètement repoussée devant Alger, et l'Angleterre, sans songer à venger l'échec fait à son honneur, dut subir la loi imposée par le dey.

IV

La flotte réunie à Toulon en 1830 avait pour mission, non de bombarder Alger, mais de transporter en Afrique l'armée du général de Bourmont. Elle fut placée sous les ordres du vice-amiral Duperré, auquel furent adjoints comme second le contre-amiral de Rosamel et pour major général le contre-amiral Mallet. La flottille et le convoi, chargés de troupes et de matériel, furent placés sous les ordres du capitaine de vaisseau baron Hugon.

Les bâtiments de la marine de guerre s'élevèrent au nombre de 103, dont 51 venus des ports de l'Océan et 52 des ports de la Méditerranée. Parmi eux, on comptait 3 vaisseaux de ligne de 74 armés en guerre et 8 armés en flûte ou transformés en transports, 17 frégates armées en guerre et 7 en flûte, 7 corvettes de guerre et 7 corvettes de charge, 26 bricks, 8 bombardes, 7 bateaux à vapeur et quantité de gabares, goëlettes, canonnières-bricks.

Aux 103 bâtiments de guerre il faut ajouter 572 bâtiments de commerce, dont 357 transports, 104 bateaux catalans ou génois formant la flottille destinée au débarquement des troupes, 55 chalands spécialement affectés au débarquement de l'artillerie, et 50 bateaux plats ou radeaux spécialement affectés au débarquement du matériel.

Cette flotte immense était disposée en trois escadres :

- 1° L'escadre de bataille ;
- 2° L'escadre de débarquement ;
- 3° L'escadre de réserve.

L'amiral Duperré avait ainsi sous ses ordres une flotte de 675 bâtiments de guerre et de commerce.

Tous ces détails montrent de quels efforts est capable la marine française.

« En annonçant au roi, écrivit plus tard le baron d'Haussez, que l'immense armement que j'avais préparé était aux postes qui lui avaient été assignés, j'ai pu lui dire que j'avais rempli mes engagements en avançant même de quinze jours l'époque fixée. Ce fut ma seule réponse aux doutes qui s'étaient élevés, ma seule vengeance des contrariétés que j'avais éprouvées. »

L'éminent ministre avait été admirablement secondé par l'amiral Duperré (1).

Nous savons avec quelle merveilleuse rapidité fut opéré le débarquement des troupes et du matériel à Sidi-Ferruch. Il

(1) Duperré (Guy-Victor) était né à la Rochelle en 1775 ; il était le vingt-deuxième et dernier enfant de Jean-Augustin Duperré, trésorier principal de la généralité de la Rochelle et receveur des tailles.

s'agissait maintenant pour la flotte de coopérer à l'attaque d'Alger. Quand l'amiral Duperré vit l'armée en position devant le fort l'Empereur, il se prépara à faire non pas l'attaque sérieuse d'Alger, mais une fausse attaque, une vigoureuse démonstration. « La marine, écrivit-il au général de Bourmont, fera ce qu'elle pourra ; je ne puis faire agir que les bombardes, car il ne faut pas penser à faire exécuter une fausse attaque par des vaisseaux et frégates qui, presque tous armés sur le pied de paix, sont aujourd'hui désarmés par suite des sacrifices faits en hommes et en embarcations. Mais, pour ne pas exposer les bombardes à une destruction inutile, il faudrait que vous fassiez éteindre les feux ou que vous obteniez la reddition du fort Babazoun. »

Les sacrifices en hommes auxquels faisait allusion l'amiral Duperré étaient assez considérables ; trois mille marins avaient été débarqués dans la presqu'île de Sidi-Ferruch pour garder le camp retranché qu'à toute éventualité avait fait établir le général de Bourmont.

Le 1^{er} juillet, le fort Babazoun n'était pas rendu, le général en chef ayant voulu concentrer tous ses moyens d'action sur le fort l'Empereur. Mais l'ardent amiral ne voulut pas attendre pour faire la démonstration que l'on attendait de lui. Le contre-amiral de Rosamel défila le premier avec sa division devant les batteries d'Alger, depuis la pointe Pescade jusqu'au môle, ripostant avec violence à leur feu. La canonnade du 1^{er} juillet se renouvela deux jours après, mais ne produisit pas un grand effet matériel. Les officiers du génie qui accompagnèrent le général Valazé après la chute de la ville prétendirent n'avoir pas compté dans les batteries algériennes la trace de plus de quinze boulets ; on raconte même qu'avec sa brusquerie militaire le général Valazé s'écria : « Je me charge de faire réparer pour sept francs cinquante toutes les avaries causées par la marine aux fortifications d'Alger. » Il y a là des exagérations manifestes. Le vice-amiral Duperré a

rempli son devoir en n'exposant pas inutilement à un désastre la flotte qui lui avait été confiée.

D'ailleurs le vaillant homme de mer qui avait dans sa vie plus d'une page glorieuse, était au-dessus du soupçon de pusillanimité, et n'avait pas besoin d'une gloire d'emprunt pour illustrer sa carrière.

A l'âge de douze ans, le jeune Victor Duperré faisait un voyage à Saint-Domingue et aux Antilles ; à seize ans, il s'embarqua comme pilotin sur le *Henri IV*, gros bâtiment de commerce allant aux Indes.

A son retour, le jeune Duperré était déjà un vigoureux marin de dix-huit ans, dont l'instruction première s'était développée par une application soutenue et par la pratique de la mer. Il rentrait en France au moment où l'émigration laissait nos vaisseaux sans états-majors, où l'on improvisait un cadre d'officiers de marine de guerre avec des maîtres d'équipage et des officiers de marine marchande, et où la conscription était tenue de compléter les équipages de la flotte.

Cette situation eut pour conséquences naturelles de grands et déplorables échecs, mais ces échecs furent illustrés par des actes de véritable héroïsme. Qui pourrait ignorer l'histoire du *Vengeur* sombrant sous le feu de trois vaisseaux anglais, du *Tonnant* à Aboukir, du *Redoutable* à Trafalgar ? Qui pourrait ignorer les noms des Villaret-Joyeuse, des Dupetit-Thouars, des Infernet, des Lucas, des Linois, des Baudin, et aussi de ces fameux corsaires les Surcouf, les Niquet et tant d'autres ?

Parmi ces illustres marins, il en est un dont la carrière fut presque toujours heureuse et qui ne vit jamais un vaisseau sous son commandement coulé ou pris par l'ennemi ; ce fut l'amiral Duperré, qui eut le bonheur de clore sa longue et glorieuse carrière maritime en attachant son nom à la conquête d'Alger.

En 1793, quand le pilotin Duperré revint des Indes, la République venait de déclarer la guerre simultanément à

l'Angleterre et à la Hollande. Quittant aussitôt la marine de commerce pour se consacrer à celle de l'Etat, il s'embarqua comme sous-chef de timonerie sur la corvette le *Maire-Guition* et passa en la même qualité sur la frégate le *Tartu*. Après deux ans de croisières fatigantes, il fut embarqué comme enseigne de vaisseau non entretenu sur la frégate la *Virginie*, capitaine Bergeret.

Le 12 avril 1796, la *Virginie*, sortie de Brest, fut rencontrée dans la Manche par une division de six bâtimens de guerre anglais ; cette division, composée de deux vaisseaux et de quatre frégates, était commandée par sir Edward Pellew, que nous avons déjà présenté à nos lecteurs sous le nom de lord Exmouth, nom dont il hérita plus tard et qu'il n'illustra guère devant Alger en 1816. La *Virginie* prit chasse, mais le capitaine Bergeret, voyant que cette chasse compromettait son gréement, laissa approcher les Anglais, et engagea avec l'*Indefatigable*, vaisseau qui portait le guidon du commodore anglais et qui tenait la tête, un combat d'autant plus terrible qu'il était absolument inégal. Quoique la vaillante frégate française n'eût à opposer que des boulets de 8 et de 12 à des boulets de 42, elle manœuvra si bien qu'elle parvint à se faire abandonner de son formidable antagoniste. Le capitaine Bergeret avait à peine fait boucher les trous qui crevassaient la ceinture de sa frégate, et réparer les avaries principales de son gréement, lorsqu'il fut assailli par les cinq autres bâtimens de la division anglaise. Un combat acharné se prolongea toute la nuit. Vers trois heures du matin, alors que les deux tiers de l'équipage gisaient sur les cadres morts ou blessés, un vaisseau anglais héla à la frégate française d'amener son pavillon. — Combien êtes-vous ? demanda le capitaine Bergeret. — Cinq, répondit une voix partie du vaisseau anglais. Après avoir renouvelé par trois fois la même question et reçu la même réponse : — Vous êtes cinq contre un, j'amène, s'écria enfin le valeureux commandant de la *Virginie*.

L'enseigne Duperré avait pris part au combat comme officier de manœuvre du capitaine Bergeret. En récompense de sa brillante conduite, il fut nommé enseigne de vaisseau titulaire. Il n'avait pas vingt et un ans ! Il reçut sa nomination dans les prisons de l'Angleterre ; mais en 1797 il en sortit en vertu d'un cartel d'échange. Il servit pendant quelque temps à bord du vaisseau le *Wattiignies*, et prit en 1800 le commandement de la corvette la *Pélagie* avec laquelle il fit l'expédition de Saint-Domingue.

Attaché en 1803 à l'état-major de la flottille de Boulogne, il servit à terre pendant près de deux ans ; mais il demanda à reprendre la mer et obtint d'être embarqué sur le vaisseau le *Vétéran*, commandé par le prince Jérôme, frère de l'empereur. Le *Vétéran* faisait partie d'une de ces escadres que Napoléon I^{er}, après le désastre de Trafalgar, envoyait au loin, non pour disputer aux Anglais l'empire des mers, mais pour leur faire le plus de mal possible en s'attaquant à leur commerce et à leurs établissements coloniaux. Cette escadre était aux ordres du contre-amiral Wullaumez ; elle alla jusqu'au cap de Bonne-Espérance, au Brésil et aux Antilles, et là, elle fut dispersée par un violent coup de mer. Le *Vétéran*, isolé, rentra en France, et, poursuivi par une division anglaise, s'échoua dans la baie de Concarneau. Pendant une pénible croisière d'un an, le lieutenant de vaisseau Duperré sut se faire remarquer même au milieu de l'état-major d'élite dont s'était entouré le frère de l'empereur ; ses connaissances nautiques et militaires arrivèrent à ce degré de maturité qui rend l'homme de guerre sûr de lui-même.

En 1806, il fut nommé capitaine de frégate avec invitation de prendre aussitôt le commandement de la *Sirène*, frégate de 34 canons avec 296 hommes d'équipage, qui chargeait des troupes à destination de la Martinique. Au retour des Antilles, la *Sirène* fut attaquée dans les parages de l'île de Groix par un vaisseau de ligne et une frégate. — Amène ou je te coule, héla le commandant anglais. —

Coulez, mais je n'amène pas, répondit le capitaine Duperré. Feu partout ! — Un furieux combat commença ; la frégate française était engagée à bâbord et à tribord. Plutôt que de se rendre, le capitaine Duperré jeta sa frégate à la côte ; il accomplit cet échouage avec tant d'habileté et de bonheur, que trois jours après, il renflouait son bâtiment allégé de son artillerie, traversait audacieusement l'escadre anglaise qui bloquait Lorient et rentrait triomphalement dans le port.

Napoléon récompensa Duperré en le nommant capitaine de vaisseau ; cet audacieux aimait les audacieux. Le capitaine de vaisseau Duperré reçut le commandement de la *Bellone*, avec laquelle il alla de suite renforcer la station navale de l'île de France, alors sous les ordres du général Decaen.

La *Bellone* n'arriva pas à l'île de France sans coup férir ; elle fut obligée de percer une croisière anglaise. L'intrépide Duperré se hâta de débarquer les munitions dont il était porteur pour la colonie et reprit la mer en vue de trois bâtiments anglais qui le poursuivirent inutilement pendant plusieurs jours. Il eut l'audace d'établir sa croisière à l'embouchure du Gange et s'empara successivement de la corvette anglaise le *Victor* et d'une grande frégate portugaise, la *Minerve*, armée de 48 canons. Ce dernier succès ne fut obtenu qu'après un combat qui dura deux heures, à portée de pistolet ; la frégate portugaise n'amena son pavillon qu'en voyant la frégate française s'accrocher à elle avec des grappins d'abordage. Le capitaine Duperré voulut constituer une petite division navale ; avec 131 *lascars* qu'il mêla à ses matelots, il forma aussi bien que possible les équipages de ses deux prises.

Duperré rentra à l'île de France pour réparer les avaries de ses trois bâtiments, et, dans une nouvelle croisière, fit un heureux coup de main ; il s'empara de trois bâtiments de la Compagnie des Indes qui transportaient 800 hommes de troupes anglaises à Calcutta. Il retournait à l'île de

France avec ses prises, quand, arrivé en face du port impérial, il aperçut un grand trois-mâts mouillé sous le fort de l'île de la Passe, poste avancé qui défendait l'entrée du port; ce trois-mâts et le fort portaient le pavillon français. Le capitaine Duperré avançait donc sans crainte, quand tout à coup le fort et le navire arborèrent le pavillon anglais et accueillirent par une vive canonnade la corvette le *Victor* qui tenait la tête de la petite division française. Reculer, c'est-à-dire virer de bord, n'était guère dans le tempérament de Duperré qui se mit hardiment en mesure de forcer le passage. Il attaqua de sa personne avec la *Bellone* la frégate anglaise qui avait cru attirer la division française dans un guet-apens, se mit bord à bord avec elle, la maltraita horriblement, et ne la quitta qu'au moment où il vit toute sa division, avec ses trois prises, en sûreté au fond de la baie. Là il apprit que l'île et le fort de la Passe étaient seuls au pouvoir des Anglais.

Tout faisait prévoir une nouvelle attaque. En effet, le surlendemain, la frégate anglaise la *Néréide*, que Duperré avait si fort maltraitée devant l'île de la Passe, fut renforcée par trois autres frégates, le *Syrius*, la *Magicienne* et l'*Iphigénie*. Le commandant français se hâta d'embosser sa division, de manière qu'elle ne pût pas être tournée par la tête ou par la queue, et se prépara à soutenir l'attaque avec deux frégates contre quatre, car il ne fallait guère compter sur la corvette le *Victor*, d'un armement trop faible, ni sur les prises garnies à peine de quelques matelots français. Les premières volées des frégates anglaises coupèrent les embossures de la *Minerve*, et la *Bellone* se trouva seule exposée au feu des quatre bâtiments ennemis. Elle répondit avec une telle vigueur, qu'après un échange de boulets qui dura toute la nuit, la *Néréide*, déjà maltraitée l'avant-veille, amena son pavillon, et que la *Magicienne* criblée prit feu et fut abandonnée par son équipage.

Dans la journée qui suivit, le *Syrius* eut le sort

de la *Magicienne* ; il sauta et son équipage se réfugia à bord de l'*Iphigénie* ; cette dernière frégate cherchait à s'échapper quand elle fut capturée par la petite division navale du capitaine Hamelin qui accourait au secours de Duperré.

Parmi les armes dont la remise fut faite par les Anglais, se trouvait un sabre magnifique donné par la Compagnie des Indes au commodore Pym, en mémoire, disait la légende, de sa victoire sur l'amiral Linois.

Le neveu du commodore ayant réclamé cette arme, le capitaine Duperré refusa de la rendre, alléguant que Linois n'ayant pas été vaincu, l'inscription était fausse et outragante pour un amiral français. « La poignée est trop riche », se permit de dire le jeune Anglais. Posant alors la lame sur le pont, Duperré mit le pied dessus, la cassa et la jeta à la mer. Remettant ensuite à son interlocuteur stupéfait la poignée et le fourreau, il lui dit : « Je vous rends, monsieur, ce que vous trouvez de plus précieux. »

Dans le brillant combat que nous venons de raconter, le capitaine Duperré fut atteint à la joue droite d'un coup de mitraille. Il resta balaféré, et plus tard, quand il devint ministre de la marine, sous le roi Louis-Philippe, il ne prenait jamais la parole à la Chambre des députés ou à la Chambre des pairs sans que sa glorieuse cicatrice ne fît sensation.

À peine guéri de sa blessure, Duperré reprit le commandement de ses trois bâtiments. Leurs réparations achevées, il se disposait à reprendre la mer, quand parut devant l'île de France une expédition anglaise de 74 voiles, portant 15,000 hommes de débarquement. Le capitaine Hamelin, qui lui aussi devint un illustre amiral, vint embosser ses frégates à côté de celles du capitaine Duperré ; mais les deux jeunes commandants furent prévenus que le général Decaen, jugeant toute résistance inutile à cause de l'état d'abandon où se trouvait la colonie, venait d'entrer en pourparlers avec le chef de l'expédition

anglaise. La capitulation fut des plus honorables ; le 4 décembre 1810, soldats et marins français s'embarquèrent pour leur patrie sur des vaisseaux anglais.

Le bruit des exploits du capitaine Duperré l'avait précédé en France, et le récit du combat de l'île de la Passe avait soulevé dans les ports le plus grand enthousiasme. Napoléon avait successivement nommé ce capitaine de vaisseau de trente-cinq ans, chevalier et officier de la Légion d'honneur, puis baron de l'Empire. A sa rentrée en France, il le nomma contre-amiral et le chargea de commander les forces navales françaises et italiennes réunies dans l'Adriatique. Le contre-amiral Duperré se fit remarquer par sa prodigieuse habileté à se créer des ressources là où elles manquaient absolument, et bientôt il se vit à la tête d'une belle escadre dans les lagunes de Venise. Après l'abdication de l'empereur à Fontainebleau, l'amiral forma ses officiers et matelots en colonne de marche, traversa en bon ordre toute l'Italie, et rentra en France.

Le roi Louis XVIII nomma le contre-amiral Duperré chevalier de Saint-Louis et lui confia en 1818 le commandement de la station navale des Antilles. Le 22 avril 1819 il arrivait avec la *Gloire* en rade de l'île danoise de Saint-Thomas, lorsque parut la frégate anglaise l'*Euryalus*, capitaine Huskisson ; le lendemain cette frégate pavoisa en l'honneur de la fête du roi d'Angleterre et un pavillon tricolore fut arboré à la poulaine. Le drapeau français était alors le drapeau blanc, et le drapeau tricolore, qu'insultait la frégate anglaise, était le drapeau sous lequel l'amiral Duperré avait combattu pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Ajoutons un détail : dans les usages maritimes, c'est une marque de souverain mépris pour un pavillon que de le placer à la poulaine, l'endroit du bâtiment considéré comme le moins honorable, sinon le plus vil. L'amiral Duperré ne put supporter de voir insulter les anciennes couleurs françaises, et écrivit au capitaine anglais que s'il ne lui faisait pas des excuses, lui,



DUC D'ORLÉANS



Duperré, se considérerait comme personnellement insulté et demanderait réparation par les armes. Le commandant de la frégate anglaise, absent de son bord pendant le pavoisement, n'était pas rentré quand la lettre du contre-amiral français arriva à l'*Euryalus*. Avant de remonter sur son navire, il crut devoir faire une visite à l'amiral Duperré, mais celui-ci, pensant que sa lettre avait été lue, lui tourna brusquement le dos, et ne consentit à le recevoir qu'après assurance formelle qu'il ignorait ce qui s'était passé. L'Anglais s'excusa grandement et témoigna ses regrets d'un fait qu'il avait ignoré et qui devait être mis à la charge d'un subalterne.

En rendant compte de cette aventure au ministre de la marine, l'amiral Duperré ne craignit pas de dire qu'en servant sous le drapeau blanc il ne se croyait pas dégagé du respect qu'il devait au drapeau tricolore. « J'oublie l'injure, dit-il, pour ne penser qu'à l'amitié qui doit unir les deux gouvernements. »

Et il ajouta : « Je ne souffrirai jamais même l'apparence d'une insulte au pavillon et au nom français. »

Le gouvernement royal approuva la conduite de l'amiral Duperré qui venait de faire preuve d'une susceptibilité toute française.

En rentrant des Antilles, l'amiral Duperré fut chargé en 1823 de concourir avec l'armée de terre au siège de Cadix. Il se chargea en personne du bombardement de cette place dont il hâta de plusieurs jours la reddition. Cette campagne de 1823 lui fit le plus grand honneur, et le roi Louis XVIII tint à se montrer reconnaissant en le nommant vice-amiral.

Duperré était donc investi d'un grade équivalant à celui de général de division, à l'âge de quarante-huit ans.

Le vice-amiral était préfet maritime à Brest quand il fut appelé à Paris pour donner son avis sur l'expédition d'Alger. Il ne se montra pas favorable à cette expédition, faisant ressortir avec force les dangers et les difficultés du

débarquement. Mais Charles X l'ayant chargé du commandement de l'expédition, l'illustre amiral fit aussitôt taire toutes ses répugnances, déclarant que le gouvernement du roi était juge des combinaisons les plus propres à maintenir la dignité de la couronne et à conserver la gloire de nos armes. Il ajouta qu'après avoir ordonné, le gouvernement pouvait compter sur l'absolu dévouement de l'amiral et de sa flotte.

Duperré se rendit aussitôt à Toulon et arbora son pavillon sur la *Provence*, commandée par le capitaine de vaisseau de Villaret-Joyeuse.

Nous avons déjà dit avec quelle admirable prévoyance furent organisés la flotte, la flottille et le convoi, et de quelle façon se fit l'opération compliquée du débarquement et de la mise à terre d'une grosse armée traînant à sa suite un énorme matériel.

Après la chute des Bourbons de la branche aînée, et dès l'avènement du roi Louis-Philippe, le nouveau ministre de la guerre donna l'ordre au général de Bourmont et à l'amiral Duperré de faire arborer les trois couleurs. L'ordre fut intimé le 8 août 1830, mais ne fut exécuté que le 16, huit jours après. L'hésitation de l'armée et de la flotte est bien excusable. Ce fut l'exemple de l'amiral Duperré qui triompha des dernières hésitations du général de Bourmont.

Deux iours après, la frégate l'*Artémise* apporta à Alger des dépêches du nouveau ministre de la marine, général Sébastiani. Le ministre notifiait au vice-amiral Duperré que Sa Majesté Louis-Philippe avait créé trois places d'amiral par ordonnance du 13 août, et qu'elle l'avait nommé à cette haute dignité et à la pairie.

Nous n'aurons plus l'occasion de parler à nouveau de l'amiral Duperré, qui fut un vaillant patriote et un fier marin.

Bornons-nous à dire qu'en 1836 il entra dans la vie politique comme ministre de la marine. Il n'était pas orateur,

et, avec sa carrure massive et sa balafre, il ne faisait pas grande figure à la tribune. Toutefois on l'écoutait avec respect.

Un jour il laissa parler à tort et à travers plusieurs députés sur le budget de la marine, et vint ensuite, non sans ironie, s'excuser de prendre part à la discussion. « Puisque tant d'orateurs, dit-il, ont parlé de la flotte, qu'il soit permis à un marin de parler à son tour. »

Le parlementarisme mérite parfois quelques-unes de ces leçons.

L'amiral Duperré quitta le ministère de la marine en 1843. Le 2 novembre 1846, il rendit à Dieu l'âme héroïque qu'il en avait reçue pour la gloire de son pays.

La noble vie de ce grand amiral est restée un modèle dans notre marine si jalouse de ses gloires. Comme homme de guerre, Duperré fut parfait ; pendant sa longue carrière, il ne perdit jamais un bâtiment, car il était la vigilance, le courage même. Comme ministre, il prouva qu'il savait organiser et administrer.

V

Le lecteur nous permettra, pour l'intelligence de ce livre, une brève description du pays où la flotte de l'amiral Duperré venait de débarquer une armée française.

Les anciens appelaient région atlantique le territoire montagneux qui s'allonge sur une étendue de cinq à six cents lieues de l'Égypte aux colonnes d'Hercule, aujourd'hui détroit de Gibraltar. L'Atlas, vaste chaîne de montagnes, donnait son nom à cette partie de l'Afrique, et la fable représentait l'Atlas comme un géant portant le ciel, les épaules couvertes de neige et la tête ceinte de nuages furieusement agités par les tempêtes. Les membres du

géant s'étendaient en chaînes de montagnes ; de sa barbe s'échappaient des torrents et ses flancs étaient un sanctuaire impénétrable et mystérieux.

Quand la science géographique des anciens cessa de se nourrir de contes fabuleux, elle n'en fut pas beaucoup plus avancée. Les géographes firent assaut d'extravagances. Pline affirmait gravement, d'après des renseignements contemporains, que le Nil prenait ses sources dans les montagnes de la Mauritanie, aujourd'hui le Maroc ; il en était de même, disait-il, pour le Niger. Pomponius Méla, précédant un de nos poètes du dix-huitième siècle, Lefranc de Pompignan, représentait les riverains du Nil et du Niger comme passant leurs journées à insulter le soleil, lequel, bien entendu, ne se lassait jamais de verser « des torrents de lumière sur ses obscurs blasphémateurs ».

En 1830, on était fort en retard sur la géographie de l'Afrique ; les récits des voyageurs ne nous avaient rien appris, non plus que les récits des captifs qui ne quittaient guère Alger ou sa banlieue. M. de Lesseps, consul à Tunis, avait donné beaucoup de renseignements, mais comme ces renseignements étaient tous basés sur des racontars arabes plus ridicules les uns que les autres, ils ne nous apprenaient rien. Le général de Bourmont, alors ministre, les prenant toutefois au sérieux, fit rédiger et imprimer par le dépôt de la guerre une notice des plus curieuses qui fut distribuée aux troupes. Nous avons déjà raconté que l'intendance fit embarquer des appareils perforatoires, ainsi que des milliers de quintaux de bois et de charbon, dans l'idée que l'eau et le bois manquaient partout aux environs d'Alger.

Persuadés que les tigres et les lions étaient aussi communs en Algérie que les alouettes dans les prairies du Nivernais, les officiers français, après le débarquement, invitèrent leurs hommes à ne pas s'éloigner du camp, même quand il n'y avait rien à craindre des Arabes. La première nuit, les glapissements des chacals firent tres-

saillir tout le monde ; les touristes saisirent nerveusement leurs fusils de chasse, car, il n'y avait pas à en douter, on entendait les rugissements des lions. Et les reptiles !... A côté des pistolets de rigueur, chacun plaçait à son chevet l'inévitable flacon d'alcali.

Le mythologique Atlas, situé au Maroc, envoie en Algérie deux grandes ramifications que l'on a baptisées de la façon la plus défectueuse ; celle du Nord est appelée petit Atlas, celle du Sud grand Atlas, et c'est précisément le petit Atlas qui a le plus d'altitude et qui présente les pentes les plus raides. Le petit Atlas s'éloigne assez peu de la côte ; cette disposition géographique explique pourquoi, dans les premières années de l'occupation, l'armée eut tant de peine à déboucher dans l'intérieur ; une muraille se dressait devant elle. Au pied de cette chaîne septentrionale du petit Atlas, se déroulent des plaines généralement très peu larges, fort riches et peu ondulées ; cette partie de la région est appelée par les Arabes Sahel (rivage). Au-dessus du Sahel se présentent çà et là quelques chaînes de montagne entre lesquelles se trouvent de riches et magnifiques vallées ; cette portion du sol est appelée par les Arabes, surtout à l'ouest de la province d'Alger et dans la province d'Oran, Dahra (dos). Sahel et Dahra forment le Tell, le *Tellus* des Romains ; le Tell, succession de terrains accidentés, forme la zone cultivable, zone de la plus grande richesse, qui était l'ancien grenier de Rome.

La largeur du Tell est variable d'une province de l'Algérie à l'autre. Dans la province d'Oran, elle n'a guère qu'une trentaine de lieues ; dans celle de Constantine, elle en a au moins le double. De ce côté, on passe presque sans transition du pays des céréales ou Tell dans le pays des dattes ou Sah'ra.

Dans les provinces d'Alger et d'Oran, cette transition se présente sous la forme de hauts-plateaux, appelés par les arabes Sersouss (sommets). Nous donnons la traduction la plus répandue ; les Arabes ne sont pas bien fixés eux-

mêmes sur l'étymologie du mot Sersouss, et ceux de la province d'Oran prétendent que ce mot signifie *le père des eaux*, chose qui paraîtrait assez logique, puisque dans cette province tous les cours d'eau allant vers la mer descendent des Hauts-Plateaux. Les Sersouss sont de vastes espaces où les Arabes cultivent très rarement les céréales, couverts de pâturages arrosés de sources abondantes près desquelles les Romains, nos maîtres en colonisation, n'avaient pas négligé d'établir des colonies militaires.

Les chott (le pluriel du mot arabe *chott* est *chtout*) sont des lacs salés sans profondeur, à fond de sable généralement, où viennent se perdre les eaux du versant méridional des Hauts-Plateaux. C'est surtout dans le voisinage des chott que le mirage (en arabe *sirab*) illusionne le voyageur étranger, et plus particulièrement dans la matinée. Les eaux paraissent se précipiter dans le chott, un âne qui passe se change en maison à quatre étages, un chameau se change en montagne, une touffe d'alfa en forêt, et un caillou devient rocher. On approche, tout disparaît, et la désolante réalité ne fait voir qu'une immense plaine grise, sans eau et sans végétation.

La région des chott précède immédiatement la région saharienne. Parfois dans la première, et surtout dans la province d'Oran, l'œil s'arrête sur des bas-fonds où les eaux pluviales ont amené des alluvions fertiles, et où l'on trouve une luxuriante végétation. Ce sont des dayets (au singulier *daya*). Une petite ville de la province d'Oran, bâtie dans un de ces enfoncements, porte le nom de Daya.

Les récits les plus fantastiques ont été faits sur le Sahara ou Sah'ra, pour donner exactement la prononciation arabe. C'est la dernière des trois régions qui divisent l'Algérie. Comme nous l'avons dit, la première est le Tell, ou pays cultivable, formée du Sahel et du Dahra ; la seconde est celle des Hauts-Plateaux avec les chott, et la troisième celle des dayets, à peine marquée dans la province de Constantine.

Le Sah'ra, *campus in quo non sunt plantæ*, n'est à proprement parler que l'antichambre du désert; c'est un pays plat et sans arbres, où l'on voit des sources et des cours d'eau presque toujours à sec pendant l'été et où une végétation particulière fournit une excellente nourriture aux immenses troupeaux de moutons et de chameaux des Arabes nomades. Sans doute, on y rencontre des sables que les tempêtes balayent devant elles; mais au milieu d'immenses espaces d'une aridité désolante, on rencontre des oasis, îles de végétation formées dans tous les thalwegs et dans toutes les dépressions de terrain où sourdent des sources et où la pluie vient accumuler des alluvions. Dans les oasis, on trouve non seulement des palmiers, mais encore quantité d'arbres fruitiers; on y récolte aussi d'excellents légumes, un peu d'orge et de la luzerne. Les villes bâties au milieu ou à côté des oasis portent le nom de ksours (pluriel de *ksar*, lieu fortifié).

Pour les noms arabes, nous donnons l'orthographe la plus usitée, confessant fort humblement que nos connaissances de la langue arabe ne sont pas assez étendues pour que nous puissions les orthographier académiquement.

C'est au-delà du Sah'ra algérien, au sud d'Ouargla, que s'étend le désert proprement dit, où la terre ne produit rien et où les sources et les cours d'eau font absolument défaut; c'est là qu'est allée se perdre la mission Flatters. Dire que les rêveurs qui prétendent que rien n'est impossible de notre temps, ont parlé d'y établir un chemin de fer transsaharien! Une seule colonne française a été à vingt jours de marche au sud d'Ouargla; c'est la colonne du général de Gallifet, qui fit, en janvier 1873, une pointe jusqu'à la petite oasis d'El Goléah.

Le grand désert, sur lequel le général Daumas a fait un de ses plus charmants livres, est le pays des Touaregs, ces flibustiers du désert que les Arabes nomment les voilés, et qui parcourent d'immenses espaces sur leurs meharis, chameaux coureurs qui sont au chameau vulgaire ce qu'est

un pur-sang à un cheval de fiacre. C'est du grand désert seulement que l'on peut dire : Du sable ! puis du sable ! en murmurant les vers du poète :

Ces monts à jaune crête
Quand souffle la tempête
Roulent comme des flots.

Une poésie pénétrante envahit le cerveau du voyageur qui s'aventure dans la région des dunes, autrement région des *eurgs* ; mais disons-le, il faut être doué d'un parti pris violent pour s'éprendre du Sah'ra algérien. C'est le pays du vide, un désert dont les solitudes sont sans grandeur. Le touriste qui les parcourt, même commodément et à cheval, sent son cœur se serrer dans une inexprimable angoisse. Il lui semble que sur ces mornes solitudes ait soufflé le vent de la malédiction, et les montagnes arides, pelées, disgracieuses, qui se profilent à l'horizon, ne reposent pas le regard. Ces solitudes désolées ne sont pas le vrai désert, elles n'en sont qu'un mauvais pastiche. Généralement saturée de sels de magnésie, l'eau, même dans les oasis, est saumâtre ; quant à celle que l'on trouve en dehors des oasis, il faut un vrai courage pour la boire, car la plupart du temps elle a un fumet qui soulève le cœur, et la viande que l'on y fait bouillir acquiert une odeur prononcée de putréfaction.

C'est de loin en loin, et bien rarement, que l'on rencontre dans le Sah'ra un puits d'eau fraîche et limpide ; les Arabes, qui considèrent un puits comme un lieu sacré, le couvrent soigneusement de branchages et d'herbes pour empêcher les sables chassés par le vent de le combler. Le plus souvent, nos colonnes expéditionnaires n'ont pour soulager leur soif que des r'dirs (au pluriel *r'daïrs*), sortes de bassins naturels dans le lit des rivières ou dans les bas-fonds, où les eaux pluviales séjournent plus ou moins longtemps. Les r'dirs sont d'affreuses mares dans lesquelles

grouillent confusément les reptiles et les insectes ; les chameaux, les bêtes de somme, les chiens viennent s'y abreuver en pataugeant à qui mieux mieux, et en les remplissant de leurs déjections.

Ces récits ne visent pas à la poésie ; nous présentons les choses telles qu'elles sont, en soldat qui a vu. Si des touristes veulent voir le Sah'ra, de loin bien entendu, qu'ils fassent le voyage de Biskra dans la province de Constantine et qu'ils demandent la permission de monter sur la terrasse de la caserne. Là, surtout au lever du soleil, ils auront l'illusion du désert ; mais qu'ils n'aillent pas plus loin, et qu'ils se contentent du Tell, où l'on trouve à chaque pas des sites merveilleux.

Il ne faudrait pas croire que toutes les oasis ressemblent à celle de Biskra, où une municipalité européenne veille avec soin à la propreté des rues et à l'entretien des chemins. Pour les militaires qui ont voyagé dans le Sah'ra, Biskra n'est qu'un joli décor d'opéra, bien lavé et bien brossé.

Ces oasis, où les Européens ne pénètrent qu'en passant, sont des séjours qui n'ont rien d'enchanteur. Le voyageur n'a pas même la consolation d'être à l'ombre, le palmier ayant un feuillage grêle qui laisse passer les rayons les plus ardents du soleil ; il ne peut même s'y désaltérer, l'eau qu'on y boit étant tiède, purgative, et très peu limpide. On voit distinctement la vermine mêlée à la poussière, car l'Arabe, presque toujours couvert de poux, quand il saisit un de ces insectes vagabonds, le pose sur la terre avec autant de délicatesse et de ménagements qu'un fakir hindou pour qui la métempsycose est un dogme sacré.

Et pour le reste, que l'on n'entre pas dans le ksar. Là grouillent des populations hideusement malpropres, se vautrant dans des bouges infects ou dans des rues remplies de détritits innommés, et passant leur vie dans un abrutissement complet, une paresse avilissante. Si par hasard

quelqu'un veut y pénétrer, qu'il se bouche le nez; une indéfinissable odeur de moisi, de burnous sale et de beurre rance, lui saute à la gorge et le poursuit jusque sous sa tente, bien en dehors de l'oasis.

VI

Nous avons déjà dit que les mœurs arabes ne changeaient guère; si l'on en veut une preuve, nous allons citer Joinville qui les combattit il y a un peu plus de six cents ans. Abstraction faite de la naïveté du style, on croit lire une relation faite de nos jours.

« Les Bédouyns, dit le compagnon de Saint-Louis, les Bédouyns doncques sont gens qui vivent et habitent avec les Sarrazins; mais ils tiennent une autre manière et façon de vivre; car les Bédouyns ne croient pas en Mahomet comme font les Sarrazins; mais ils tiennent et gardent la loi Hély (la loi d'Ali), qu'ils disent être oncle de Mahomet. Ils se tiennent aucunes fois dans les montagnes et déserts, et croient fermement entre eux, que si l'un d'eux endure la mort pour son Seigneur ou pour quelque autre bonne intention, son âme va en un meilleur corps et plus parfait, et est plus à son aise qu'elle n'estoit auparavant. Au moyen de quoi ils ne font faute de s'offrir à la mort, par le commandement de leurs anciens et supérieurs. Ils n'ont ni ville ni cité où ils se puissent retirer, mais demeurent toujours au champ ou dans les déserts; et, quand il fait mauvais temps, ils fichent par terre une façon d'habitable qui est faite de tonnes et de cercles liés à des perches, ainsi que font les femmes quand elles font sécher leur lessive, et par dessus ces cercles et perches, ils jettent des peaux de grands moutons. Ceux qui suivent les guerres sont communément à cheval, et le soir, ils tiennent

leurs chevaux près d'eux, et ne font que leur ôter les brides, et les laissent paître sur l'herbe, sans leur donner autre chose; ils ne sont jamais armés quand ils vont combattre (1) (ils ne portent pas d'armes défensives), pour ce qu'ils disent, que nul ne peut mourir qu'un certain jour qui lui est ordonné; et, à cette cause, ils ont une façon entre eux, que quand ils veulent maudire leurs enfants, ils leur disent en cette manière : « Tu sois maudit, comme celui qui s'arme de peur de la mort. » En bataille, ils ne portent qu'un glaive, fait à la mode de Turquie, et sont tous revêtus de linge blanc comme si c'étoient surplis (le burnous); ils sont laides gens et hideux à regarder, car ils ont les cheveux longs et la barbe, et noirs outre mesure. Ils vivent du lait de leurs bestes, de quoi ils ont grande abondance; ils sont en si grand nombre, que nul ne sçauroit estimer; car il y en a au royaume d'Égypte, de Jérusalem, et par toutes les autres seigneuries que les Sarrazins tiennent, auxquels ils paient de grands tributs par chacun an. »

Ce qui devait préoccuper le général de Bourmont, ce n'étaient pas les mœurs des Arabes, mais leur manière de combattre. Or, dès les premiers jours il put juger que les procédés de guerre des Arabes étaient invariables; les bataillons de la Restauration allaient avoir à lutter contre les mêmes adversaires qui s'étaient offerts aux coups des chevaliers de Saint-Louis, et à ceux des légions de Bélisaire ou de Métellus. Vraiment Salluste avait rédigé à l'avance les bulletins du général français. Les Arabes n'étaient-ils pas les successeurs, les continuateurs des Numides? Écoutons plutôt Salluste :

« C'est une race dure et exercée aux fatigues; ils couchent sur la terre et s'entassent dans des *mapolia*, espèces de tentes allongées faites d'un tissu grossier, et dont le

(1) Joinville ignorait sans doute que l'Arabe va au devant des blessures. Le Coran dit que les blessures reçues par les guerriers à la guerre sainte se rouvriront sans douleur dans le paradis, et exhaleront l'odeur du musc.

toit cintré ressemble à la carène renversée d'un vaisseau. Leur manière de combattre confondait la tactique romaine : ils se précipitaient sur l'ennemi d'une manière tumultueuse ; c'était une attaque de brigands, plutôt qu'un combat régulier. Dès qu'ils apprenaient que les Romains devaient se porter sur un point, ils détruisaient les fourrages, empoisonnaient les vivres et emmenaient au loin les bestiaux, les femmes, les enfants, les vieillards ; puis, les hommes valides se portant sur le gros de l'armée, la harcelaient sans cesse, tantôt en attaquant l'avant-garde, tantôt en se précipitant sur les derniers rangs. Ils ne livraient jamais de bataille rangée, mais ne laissaient jamais non plus de repos à l'ennemi : la nuit, déroband leur marche, ils fondaient à l'improviste sur les détachements isolés, les dépouillaient de leurs armes, les massacraient, ou les faisaient prisonniers, et avant qu'aucun secours arrivât du camp romain ils se retiraient sur les hauteurs voisines. En cas de défaite, personne chez les Numides, personne excepté les cavaliers de la garde, ne suit le roi ; chacun se retire où il le juge à propos, et cette désertion n'est point regardée comme un délit militaire. »

Et, plus loin, Salluste dit encore :

« Du haut des collines Jugurtha suit les généraux romains, cherche le temps et le lieu propres au combat, infecte sur leur route le peu de pâturages et de sources qu'offre le pays, se montre tantôt à Marius, tantôt à Métellus, harcèle l'arrière-garde, et sur-le-champ regagne les collines, menace les uns et les autres, ne leur livre pas bataille, ne les laisse pas en repos, seulement arrête leurs entreprises. »

Nous avons donc eu raison de dire que les Arabes d'aujourd'hui sont les Numides d'autrefois ; rien n'est changé que le nom.

Mais en plus que les Numides, les Arabes étaient animés par la fureur des passions religieuses. Lorsque Abd-el-Kader leur eut plus tard imposé un semblant d'autorité, ils reçurent

de lui l'ordre de faire *quelques* prisonniers ; mais, en 1830, ils ne faisaient aucun quartier. Le dey avait promis cinq piastres par tête de chrétien, et, sur présentation, ces sanglants trophées étaient payés comptant dans un bureau ouvert rue Bab-el-Oued, à Alger. La première victime de cette guerre d'extermination fut le lieutenant Astruc, du 4^e léger ; quelques cavaliers arabes harcelaient les tirailleurs commandés par cet officier ; ils réussirent à se faire poursuivre, firent tout à coup volte-face, entourèrent le malheureux lieutenant ainsi que quelques hommes qui l'avaient suivi, coupèrent toutes les têtes et pratiquèrent sur les cadavres d'indignes mutilations. Le bataillon du 4^e léger s'élança au cri de : « Vengeons nos frères », mais les Arabes étaient déjà loin.

Le soldat joue volontiers sa vie ; il porte une livrée de mort et ne se fait pas d'illusions à ce sujet. Mais la rage lui vient à la pensée de la mutilation. Les philanthropes, qui font au coin de leur feu de belles phrases sur l'humanité, gémissent quand ils apprennent que dans un combat nos soldats ont obéi à la loi de Lynch et n'ont pas fait quartier ; mais il est à croire qu'ils n'ont jamais été acteurs dans les terribles drames de la guerre. Dans tous les cas, en 1830, les officiers étrangers, les savants, les peintres, les touristes, ne se scandalisèrent pas quand ils virent nos soldats prendre l'habitude de ne jamais faire grâce. C'est qu'ils se rendaient compte d'une situation implacable.

Après l'affaire du lieutenant Astruc et quantité d'autres qui présentèrent le même caractère de férocité, les soldats français jurèrent de ne plus faire de prisonniers ; leurs chefs commençaient à se dire ce qui depuis a été répété tant de fois, c'est qu'à de rares occasions près, clémence pour les Arabes n'a pas d'autre sens que duperie.

Nous ferions un volume en racontant les actes de cruauté bestiale que commirent les Arabes dans cette longue guerre qui a commencé en 1830 et qui est à peine

terminée aujourd'hui. En 1836, les chasseurs d'Afrique en garnison à Douéra étaient obligés d'aller faire boire leurs chevaux à 3 kilomètres du village ; on se rendait militairement à l'abreuvoir, et, pendant que la moitié des chevaux buvait, l'autre moitié faisait faction et couronnait les crêtes voisines. Pendant plusieurs mois on n'aperçut aucun ennemi ; confiants comme toujours, les Français se relâchèrent de leurs précautions. Mais, avec la patience des fauves, les Arabes veillaient. Un jour, les chasseurs d'Afrique firent boire tous leurs chevaux à la fois ; ils avaient fini par ne plus même emporter leurs sabres, et c'est à peine si, ce jour-là, un petit piquet en armes veillait à distance. La tribu arabe la plus voisine de Douéra était celle des Hadjoutes, ancienne tribu maghzen qui donnait asile à tous les aventuriers et à tous les malandrins arabes en quête d'aventures, de pillage et de têtes à couper ; nous aurons occasion d'en parler trop souvent. Les Hadjoutes tombèrent sur les chasseurs d'Afrique désarmés et en firent un affreux massacre. Quelques cavaliers parvinrent à s'échapper et vinrent donner l'alarme à Douéra ; l'infanterie partit au pas de course, mais n'arriva que pour voir les Arabes se retirant avec nos chevaux, portant quantité de têtes coupées. On releva les morts, tous décapités et odieusement mutilés. Il ne restait qu'un seul blessé : le maréchal des logis Précieux, dont la tête, hachée à coups de couteau, était si hideuse que les Arabes n'en avaient pas voulu. Ce sous-officier survécut à ses horribles blessures, et, avec un visage affreusement balafre, devint un vrai épouvantail.

En 1838, les Arabes eurent à lutter, près de l'Harrach, contre un petit détachement qui eut la plus grande peine à se faire jour jusqu'à Alger, mais dut abandonner un sergent blessé. Les Arabes brûlèrent vif ce malheureux à la vue du camp ; ils avaient eu soin de se mettre à l'abri derrière un ravin infranchissable. L'indignation remplit tous les cœurs. Le colonel Changarnier, qui commandait le 2^e léger à Blidah, passant la revue de son régiment, s'écria : « Je jure sur

l'honneur que le 2^e léger, tant qu'il sera commandé par moi, se fera hacher plutôt que de laisser, non pas un soldat blessé, mais une simple courroie de sac au pouvoir des Arabes. »

L'armée prit peu à peu l'habitude de ne jamais laisser un blessé entre les mains de l'ennemi ; c'était, c'est encore une question d'honneur. Les Arabes déterraient jusqu'aux cadavres pour les mutiler et les brûler ! En 1840, au retour du déblocus de Médéa, le 2^e léger retrouva les ossements calcinés de MM. Guyon et de Goyon, tués quelques jours auparavant à l'attaque du col de Mouzaïa et enterrés sur place dans la même fosse. On reconnut les restes de ces pauvres officiers au pied de M. Goyon, pied d'une petitesse remarquable. Encore aujourd'hui on doit prendre des précautions pour l'enterrement des cadavres pendant les expéditions, afin d'éviter les profanations ; et pourtant les insurrections n'ont plus le caractère de celles d'autrefois.

Les mœurs se sont singulièrement adoucies de part et d'autre et les représailles ne sont plus à l'ordre du jour. Rappelons seulement qu'il est de dures nécessités ; après le massacre de l'Oued-Zergua en 1882, pendant la campagne de Tunisie, le général d'Aubigny fit fusiller quatre-vingts insurgés tunisiens ; mais les autres coupables au nombre de plus de cent, livrés au conseil de guerre qui les condamna à mort, *furent tous remis ensuite en liberté* ! M. le président Grévy manifestait ainsi ses regrets contre les exécutions sommaires que son humanité incorrigible reprochait au général d'Aubigny. Le père Gracias (ainsi l'appellent les condamnés de la Nouvelle-Calédonie) fût mort de chagrin dans les premières années de la conquête algérienne, où l'on rendait œil pour œil et dent pour dent. Exaspérés plus peut-être que leurs soldats, les officiers laissaient faire. En 1845, lors des événements du Dahra et de la prise d'armes du célèbre Bou-Maza, les Kabyles firent prisonniers deux sol-

datos de la columna du général Bourjolly, les conduisirent sur un rocher à la vue du camp, attendirent la nuit et les brûlèrent vifs. Au milieu des hurlements, ces deux malheureux avaient d'abord été piétinés, mutilés, puis odieusement souillés. Rien ne peut rendre l'horreur du spectacle d'un corps humain pantelant jeté au milieu d'un brasier; la chair humaine est lente à brûler, elle roussit d'abord, la tête prend feu la première, et les orbites des yeux, vides dès les premiers moments, lancent des jets de gaz enflammés.

Mais ne faisons pas de l'horrible à plaisir. Quelques jours après ce hideux auto-da-fé, nos soldats firent prisonniers quinze Arabes et les fusillèrent impitoyablement. Et ils les avaient pris froidement après s'être donné le mot, car d'habitude ils ne faisaient pas de quartier.

Toujours à la même époque, un petit camp, celui des Gorges, où le commandant Canrobert n'avait laissé que quelques hommes pour garder un peu de matériel, fut attaqué par les Arabes de Bou-Maza. Les soldats eurent le temps de se réfugier dans un blockhaus, mais au milieu du désordre une petite fille de six ou sept ans, la fille d'une cantinière, fut oubliée et les Arabes la prirent. On pourrait croire que ces monstres épargnèrent cette innocente enfant; on pourrait croire encore qu'ils se contentèrent de la tuer. Point. Ils la coupèrent en morceaux sous les yeux de sa mère, et quand la nuit fut venue, ils se rapprochèrent, et vinrent jeter des débris sanglants sur la plate-forme du blockhaus.

Retournons à l'armée du général de Bourmont.

Le débarquement du matériel était à peine terminé que l'armée s'ébranla dans la direction d'Alger, dont elle était éloignée de seize kilomètres à peine. Les contingents arabes étaient arrivés le 18 juin sous le commandement des beys de Constantine et de Titteri; le 19 juin, ils se mirent en position sur le plateau de Staouéli, à côté des milices turques, après avoir tenté une attaque de nuit

contre le camp français. Nous étions prévenus, car l'Arabe n'attache au mot traître aucune espèce de signification déshonorante ; les espions qui nous prévinrent reçurent leur gratification, se coulèrent ensuite dans la broussaille pendant la nuit, et firent consciencieusement, dans la journée suivante, le coup de feu contre nous.

Un des régiments qui souffrirent le plus au combat de Staouëli, fut le 28^e de ligne. Le 19 au matin, dès les premiers coups de fusil, ce régiment se laissa emporter par son ardeur et fut bientôt entouré par les Turcs, conduits par Ibrahim-Agha en personne. Les Turcs se battaient comme M. Thiers raconte qu'ils se battaient à Aboukir ; ils déchargeaient leurs fusils de loin, les jetaient en bandoulière, continuaient à s'avancer bravement, faisaient feu de leurs pistolets à bout portant, et mettaient ensuite le sabre à la main. En Egypte, ils avaient un moment ébranlé les fameuses demi-brigades de l'armée d'Italie ; à Staouëli, ils faillirent enlever tout le 28^e de ligne. En un clin d'œil ce régiment perdit le quart de son effectif ; les hommes se pelotonnaient déjà et le mot « Plus de cartouches » courait dans les rangs et ébranlait les plus intrépides. Incapables de pousser par eux-mêmes une charge à fond, les Arabes étaient arrivés à la suite des Turcs et poussaient d'horribles clameurs. Turcs et Arabes, voyant le 28^e dessiner un mouvement de retraite, redoublaient d'audace ; on se bat corps à corps au milieu d'une inexprimable confusion. Mais une voix vibrante s'élève au-dessus du tumulte ; c'est celle du colonel Monnier. « Au drapeau, mes enfants, au drapeau. » En un clin d'œil le 28^e se redresse et forme le carré autour du drapeau. Le 29^e, amené par le général Colomb d'Arcine, accourt à perte d'haleine, et tous ensemble refoulent l'ennemi à la baïonnette.

On cite au combat de Staouëli un sergent-major du 14^e de ligne dont nous regrettons de n'avoir pu retrouver le nom. Atteint d'un coup de feu, il tomba, se releva au cri de :

Vive le roi, et continua de combattre. Atteint une deuxième fois, il consentit à se laisser panser, mais refusa de quitter sa compagnie. Ce ne fut qu'après une troisième blessure qu'il se laissa emmener ; mais cette fois il était atteint mortellement.

A Staouëli, les Français perdirent 500 hommes ; l'ennemi perdit son camp, ses drapeaux, son artillerie, et 5,000 hommes.

On se ferait difficilement une idée de la fureur des Algériens quand ils apprirent la défaite de leur armée ; les quelques têtes payées argent comptant au bureau de la rue Bab-el-Oued leur avaient créé des illusions. La faute d'Ibrahim-Agha, qui avait sottement laissé débarquer les Français pour mieux les écraser, apparut à tous les yeux. Quand Ibrahim parut devant le dey, celui-ci furieux l'accabla des plus sanglants reproches, ne lui dissimulant pas que s'il n'était son gendre, il lui ferait trancher la tête. « Que voulais-tu que je fisse ? répondit Ibrahim. Par Allah ! Je me suis rué sur ces infidèles, et ils n'ont pas bougé ! Il faut qu'un puissant génie les protège, ou qu'on les ait ferrés les uns aux autres. »

Le général de Bourmont avait à traîner devant Alger un énorme matériel de siège et d'immenses approvisionnements. Il fit sagement fortifier la presqu'île de Sidi-Ferruch dont il confia la garde à 3,000 marins et à quelques isolés ; l'homme de guerre doit sagement tout prévoir, et se répéter à tout instant ces deux mots de M. de Talleyrand : Tout arrive.

Il ne faut pas s'étonner si l'armée mit dix jours à franchir seize kilomètres. Le génie, sous les ordres du général Valazé, avait à tracer au fur et à mesure une route de six mètres de large et forcément cette route était difficile à faire, car, construite trop légèrement, elle eût été défoncée par les premiers charrois de l'artillerie. Le génie avait aussi à établir d'espace en espace des redoutes et des blockhaus en nombre suffisant

pour permettre aux convois de cheminer avec de faibles escortes.

Les Turcs, après le combat du 19 juin, ne parurent plus en rase campagne; dans un dernier combat livré le 24, l'armée française n'eut affaire qu'aux indigènes. Après le combat, les beys de Constantine et de Titteri ne purent plus retenir leurs contingents. Outre que les Arabes n'étaient pas des serviteurs très enthousiastes des Turcs, ils voyaient clairement qu'il n'y avait pour eux que des coups à recevoir. Les seuls Arabes qui restèrent fidèles aux Turcs furent ceux dont le territoire était traversé par nos soldats.

Dans ce combat du 24 juin, qui porta l'armée aux environs d'Alger, fut blessé le jeune Amédée de Bourmont, un des quatre fils du général en chef, lieutenant au 49^e de ligne. « Un seul officier, écrivit le général en chef au premier ministre, a été blessé, au combat du 24 juin, assez dangereusement; c'est le second de mes quatre fils, qui tous m'ont suivi en Afrique. J'ai l'espoir qu'il vivra pour continuer à servir avec dévouement le roi et la patrie. »

L'espoir du général ne devait pas se réaliser; le jeune Amédée mourut quelques jours après à l'ambulance de Sidi-Ferruch.

Nous avons pris plaisir à citer les paroles du général de Bourmont; à coup sûr elles sont dignes d'être conservées par l'histoire, par cette histoire impartiale qui sait se mettre au-dessus des passions politiques de notre temps. Nous faisons de l'histoire anecdotique, et nous ne nous croyons pas dispensé d'obéir aux lois strictes de la justice. Nous ajouterons que comme ministre de la guerre le général de Bourmont n'a été accusé d'aucun acte de favoritisme. Ainsi le jeune Amédée de Bourmont, qui devait mourir glorieusement en faisant son service de lieutenant au 49^e de ligne, avait quatre ans de grade. Des quatre frères de Bourmont, l'aîné seul était officier d'ordonnance de son père.

Dans l'armée on comptait, comme nous l'avons déjà dit, deux régiments de marche d'infanterie légère ; l'un d'eux, formé au moyen de deux bataillons empruntés au 2^e et au 4^e léger, était commandé par le colonel de Frescheville, qui, quelques jours après la prise d'Alger, fut assassiné avec son capitaine-trésorier dans une imprudente promenade aux environs. Pendant la lente marche en avant de la presqu'île de Sidi-Ferruch à Alger, le régiment Frescheville stationna quelque temps à Dély-Ibrahim pour protéger les travaux du génie. Embusqués dans les broussailles aux alentours du camp, les Arabes tiraient nuit et jour. Un matin, la fusillade était si peu vive, que l'on put croire les Arabes éloignés ; par une inconcevable imprudence, le chef du bataillon du 4^e léger ordonna alors un nettoyage général d'armes. La prudence la plus élémentaire commandait de ne faire procéder à cette opération que par fractions, la moitié du bataillon veillant en armes pendant que l'autre travaillait. A Beaumont aussi, pendant la guerre de 1870, les régiments du corps du général de Failly nettoyaient leurs armes lorsqu'ils furent surpris. Les soldats du 4^e léger fourbissaient avec ardeur canons et platines, quand tout à coup les Arabes bondirent au milieu d'eux, avec force cris et hurlements. Désarmés, à moitié habillés, les malheureux soldats du 4^e léger tombaient sans résistance, et déjà l'on voyait sur le terrain de cette boucherie une foule de cadavres décapités. Le commandant d'Arbouville, du 2^e léger, plus tard général, lança en toute hâte au secours du 4^e léger sa compagnie de carabiniers qui, après un court mais violent combat, rejeta l'ennemi dans la broussaille.

Cette compagnie était commandée par le capitaine Chagnier.

Le nom de Chagnier devait être célèbre dans les guerres algériennes. Bien des jeunes officiers, comme lui, se préparaient à tenir noblement leurs promesses. Parmi ceux qui se firent remarquer dès l'expédition de 1830,

plusieurs, tels que Baraguay d'Hilliers, Vaillant, Pélissier, Magnan, de Mac-Mahon, devinrent maréchaux de France ; d'autres, tels que Changarnier, Duvivier, Lamoricière, de Beaufort, furent d'illustres généraux, de la gloire desquels bien des maréchaux eurent lieu d'être jaloux.

Le 28 juin au soir, l'armée s'empara de la dernière crête et découvrit le panorama d'Alger ; les Turcs avaient établi sur cette crête un petit camp retranché que les tirailleurs du 17^e de ligne emportèrent avec un magnifique entrain. Le caporal Chaix, de ce régiment, enleva un drapeau turc.

La clef d'Alger était le fort l'Empereur, bâti à l'endroit même où Charles-Quint avait établi son quartier général en 1544. Le général Valazé ne perdit pas de temps pour choisir le terrain des attaques qu'il allait diriger contre ce fort. Dans la nuit du 29 au 30 juin, la tranchée fut ouverte ; comme les Turcs, dans leur imprévoyance proverbiale, n'avaient pas défendu les approches de l'ouvrage, la première parallèle fut établie à trois cents mètres à peine, et l'artillerie put commencer immédiatement la construction de batteries de brèche. Le 4 juillet, six batteries, comprenant quatre mortiers, six gros obusiers, et seize pièces de 24 et de 16, ouvrirent le feu ; au bout de quatre heures, le feu du fort l'Empereur était éteint. Les janissaires turcs se replièrent en désordre vers la ville ; on ne vit plus, au milieu des murs éboulés, des affûts brisés et des pièces démontées, que trois nègres ; avec un admirable courage, ils essayaient de remettre en batterie une pièce qui gisait à terre. L'un d'entre eux fut coupé en deux par un boulet, un autre eut les jambes emportées, le troisième alla prévenir les Turcs que quantité de blessés restaient abandonnés sur place. Une centaine de janissaires vinrent charger ceux-ci sur les épaules, et les Français eurent l'humanité de ne pas tirer pendant cette opération. Quant au nègre survivant, il fit tranquillement sa tournée, enleva tous les drapeaux turcs qui flottaient encore sur le fort,

salua les assiégeants à la manière orientale en s'inclinant et en posant la main sur le cœur, et disparut.

Tout à coup une effroyable détonation retentit : c'est la grosse tour du fort qui vient de sauter. Une immense brèche se présente quand le nuage de poussière et de fumée qui l'enveloppe s'est dissipé. Sans perdre un moment le général Hurel, major de tranchée, lance sur les ruines encore fumantes un bataillon du 17^e de ligne. Les soldats Lombard et Dumont arrivent les premiers sur la brèche ; le fort apparaît alors évacué complètement et le 17^e de ligne s'installe au milieu des débris.

Les Arabes enfermés dans la ville, Arabes des environs ou aventuriers qui n'avaient pas suivi les beys de Constantine et de Titteri dans leur retraite, virent qu'Alger allait tomber en notre pouvoir. Avant de partir, ils voulurent faire une dernière tentative contre ces chrétiens maudits que la volonté de Dieu allait rendre triomphants. Au nombre de trois ou quatre mille, ils tombèrent sur nos postes extérieurs à la Bouzaréah, colline qui domine Alger. La Bouzaréah n'était gardée que par deux bataillons des 34^e et 35^e de ligne, qui n'attendirent pas l'attaque et chargèrent brusquement les Arabes à la baïonnette. Ceux-ci se retirèrent vers l'Atlas, abandonnant définitivement les Turcs à leur destinée.

Ce jour-là fut blessé le chef de bataillon du génie Vailant, devenu plus tard maréchal de France.

Hussein-dey sentit que sa puissance s'écroulait, et un parlementaire fut envoyé au quartier général français. Cet envoyé le prit de très haut, et ses propositions de paix furent jugées inacceptables. Un autre parlementaire se présenta de la part des janissaires turcs ; ceux-ci offraient tout simplement, comme chose naturelle, d'apporter au général en chef la tête d'Hussein-dey. Cette offre étrange fut repoussée comme elle méritait de l'être, car les Français n'avaient que faire de la tête du pacha turc. Le général en chef envoya alors à Alger M. Braskewicz,

qui avait été autrefois interprète de l'armée d'Égypte et avait traité avec Mourad-bey au nom du général Desaix. M. Braskewicz était porteur d'un ultimatum par lequel les Turcs avaient jusqu'au lendemain matin pour se décider sur cette condition *sine quâ non* : se rendre à discrétion. Quand M. Braskewicz signifia cet ultimatum à Hussein-dey entouré de ses janissaires, ceux-ci, furieux et incapables de comprendre le caractère sacré attaché au drapeau parlementaire, prirent le pauvre interprète par le bras et se mirent en devoir de le conduire hors de la salle pour le décapiter. Hussein-dey eut toutes les peines du monde à les calmer et à leur prouver qu'une pareille exécution leur coûterait fort cher à tous. M. Braskewicz, qui n'était plus jeune et qui n'était pas forcé d'être brave, éprouva un tel saisissement qu'après avoir rendu compte de sa mission au général de Bourmont, il prit le lit pour ne plus se relever.

Dans la soirée, Hussein-dey prévint qu'il consentait à se rendre à discrétion et à remettre entre les mains des troupes françaises la Casbah et les autres forts d'Alger. Il demandait seulement, chose qui lui fut accordée, à garder ses richesses personnelles et à se retirer librement où il voudrait.

Le général en chef français promit de plus sa protection à tous les membres de sa famille ; il s'engagea à respecter la religion, les biens et le commerce des habitants.

L'armée fit son entrée à Alger le 5 juillet. Il en était temps, car elle était bien loin d'être outillée pour une campagne en Algérie et les maladies avaient, dès les premiers jours, sévi sur elle. L'ensemble était excellent comme nous l'avons déjà dit ; mais les détails de la vie pratique en campagne laissaient beaucoup à désirer. Certes, l'armée de 1830 était loin, comme équipement, de l'armée actuelle. Le soldat portait une énorme giberne soutenue par une buffleterie se croisant sur la poitrine avec le baudrier du sabre. La grande et grosse capote

grise était hermétiquement boutonnée jusqu'au col ; le sac portait les effets réglementaires comme aujourd'hui, avec cette différence que la couverture était énorme, et de plus le sac était surchargé de cinq jours de vivres.

Plus tard on a été plus loin pour les vivres, la grosse couverture étant devenue la demi-couverture et le sac de campement étant devenu la tente-abri. On mit sur le sac du soldat jusqu'à treize jours de vivres ; c'était la seule manière de suppléer à l'insuffisance des transports.

Comment de malheureux hommes, à peine entraînés par les exercices des camps d'instruction, la poitrine comprimée par le double baudrier en croix, la tunique boutonnée hermétiquement, chargés comme des mulets, non acclimatés, tombés en pleine chaleur sur cette terre d'Afrique au climat débilitant, purent-ils résister en 1830 ? Il ne faut pas s'étonner si en quinze jours le général de Bourmont vit le quart de son effectif s'engouffrer dans les ambulances.

Il a fallu des années pour débarrasser le soldat français de son incommode accoutrement et pour le rendre plus alerte. L'histoire du sac de campement édifiera nos lecteurs sur la puissance de la routine dans l'administration militaire. Le lourd sac de campement distribué avant l'ouverture d'une campagne servait à mille usages. L'homme s'y glissait bien la nuit pour ne pas dormir tout à fait sur la terre nue, mais le sac servait surtout pour les distributions. Quand le sac de campement était mouillé par la pluie, il n'était bon à rien ; le soldat ne pouvait plus s'en servir la nuit, n'avait rien pour se couvrir, et, couché, n'était pas isolé de la terre humide. Le transport des grandes tentes était impraticable dans les opérations rapides ; somme toute, la vie de campagne était horriblement dure.

On voit que l'industrie du bivouac, dans les premières années de la conquête algérienne, était encore dans l'enfance. Vers 1840 quelques soldats, plus intelligents ou

plus audacieux que leurs camarades, eurent l'idée de découdre les sacs de campement pour s'en faire des abris en les réunissant deux par deux à des ficelles attachées à des bâtons. La tente-abri était inventée.

On a attribué l'invention de la tente-abri aux zouaves; c'est une erreur, la tente-abri fit son apparition au 17^e léger. Les officiers laissèrent faire sur l'invitation de l'intelligent colonel Bedeau, et les braves soldats de ce régiment s'encouragèrent de ce silence. Plusieurs généraux un peu trop attachés à la lettre du règlement firent des observations au colonel, mais celui-ci réclama et fit du bruit. L'affaire arriva à la connaissance du duc d'Orléans pendant la campagne de 1840. Frappé du parti qu'on pouvait tirer du sac de campement, il ordonna que chaque corps lui présenterait un modèle de tente, car les autres corps avaient suivi l'exemple du 17^e léger. Le jour même, quantité de tentes-abris furent dressées devant la tente du duc d'Orléans, qui se décida pour le modèle présenté par les chasseurs à pied, et qui usa de sa haute influence auprès du ministre de la guerre pour le rendre réglementaire.

La tente-abri n'a donc pu faire son entrée dans l'équipement de campagne de notre armée que grâce à un puissant et auguste patronage. Ce que cette innovation a sauvé d'existences en prévenant la maladie, Dieu seul le sait.

Aujourd'hui l'on a renoncé, à tort selon nous, à la tente-abri dans les guerres d'Europe, mais elle est indispensable en Afrique et aux colonies.

L'histoire de la demi-couverture est à peu près la même. Dans cette même campagne de 1840, le duc d'Orléans entendit lire au rapport du maréchal Valée une punition grave; c'était celle d'un sergent du 17^e léger auquel quinze jours de prison étaient infligés pour avoir coupé sa couverture en deux.

Le Prince s'intéressait à tout; il eut la curiosité d'interroger le sous-officier; la grosse couverture, lui répondit celui-ci, avait tous les inconvénients possibles de volume

et de poids, et presque toujours on ordonnait à la troupe de n'emporter qu'une couverture pour deux hommes. Le sergent ajouta hardiment que nul n'était meilleur juge de la commodité d'un objet de campement que celui qui s'en servait, et que l'armée avait depuis longtemps reconnu qu'une grosse couverture avait moins d'avantages qu'une plus petite, en Afrique surtout.

Le duc d'Orléans fit immédiatement faire devant lui un paquetage avec la moitié d'une couverture et convainquit le maréchal Valée de ce que cette moitié seule avait d'avantageux pour le soldat. On prescrivit aussitôt aux corps de verser au campement la moitié des couvertures et de couper l'autre moitié en deux. L'intendance poussa les hauts cris et invoqua sa responsabilité. Le Prince la rassura, déclarant qu'au besoin il paierait de ses deniers les couvertures coupées. Le ministre de la guerre rendit plus tard la demi-couverture réglementaire.

Les améliorations qui se succèdent dans l'armée sont dues le plus souvent, comme on le voit, à l'initiative du simple soldat.

VII

Dès l'origine des temps, les régions de l'Atlas ont été habitées par deux races distinctes qui se sont coudoyées sans jamais se confondre. Au temps des Carthaginois, ces deux races étaient dénommées numide et berbère; de nos jours les Arabes ont remplacé les Numides avec lesquels ils ont fusionné après les avoir conquis, et les Berbères sont Devenus les Kabyles (1).

L'empire carthaginois, fondé par les Phéniciens, fut un grand comptoir commercial. Les marchands de Carthage, ne demandant que des débouchés pour leur trafic, ne se

(1) L'historien Procope émet l'opinion hasardée que les Chananéens ont dû arriver

sont jamais aventurés bien loin des côtes. C'est à peine s'ils faisaient le nécessaire pour lutter contre l'esprit indépendant des populations et assurer par là la sécurité de leur commerce.

L'empire romain hérita des combats éternels des Carthaginois contre les tribus numides et berbères ; rien ne changea, pour ainsi dire, dans l'esprit des hommes et des choses en Afrique. Les Romains pénétrèrent plus loin que leurs devanciers ; ils établirent dans ce pays des colonies militaires, mais ils ne s'assimilèrent pas les races.

Sous le gouvernement de l'impératrice Placidie qui régnait à Rome sous le nom de son fils Valentinien III, le comte Boniface, gouverneur de l'Afrique, appela les Vandales, dont le chef Genséric, après avoir ravagé les Gaules et l'Espagne, était établi dans la partie méridionale de ce dernier pays, appelée encore aujourd'hui Andalousie, corruption du mot Vandalousie. Genséric croyait, comme Attila, avoir reçu de Dieu une mission d'extermination ; il accourut à l'appel de Boniface et conquit l'Afrique sans beaucoup de résistance. La ville qui résista le plus longtemps fut la ville d'Hippone dont saint Augustin était évêque, et dont on retrouve les ruines à côté de la ville de Bône, que les Arabes appellent *El Hannaba* (la ville aux jujubiers).

L'empire de Genséric, fondé sur le meurtre, le pillage et l'incendie, ne pouvait subsister longtemps ; les Vandales, très inférieurs aux Romains en civilisation, étaient de grossiers barbares ayant emprunté les vices de toutes les nations auxquelles ils s'étaient frottés depuis leur sortie des forêts germaniques. Seuls les peuples de civilisation supérieure font des conquêtes durables. L'empire vandale fut détruit par Bélisaire, général de l'empereur d'Orient Justinien, dans plusieurs combats livrés en Bysacène, la Tunisie d'aujourd'hui. Mais les soldats de Genséric, par leur

les premiers dans la région atlantide. Ses contemporains colportaient toutes sortes de fables ridicules sur les Troglodytes, les Garamantes, les Lotophages, et des peuples qui se composaient d'hommes sans tête, portant le visage sur la poitrine.

cruauté, avaient pu, dans une certaine mesure, soumettre les Numides demi-barbares ; les Gréco-Byzantins purent à peine se défendre contre eux. Ils se maintenaient péniblement sur quelques points de la côte, quand parurent les Arabes, à la fois soldats et apôtres, le Coran d'une main et le glaive de l'autre, qui avaient entrepris de convertir le monde en le subjuguant. Les Numides et les Berbères cédèrent aisément, et ce fut dans les mosquées que se cimenta une nationalité nouvelle. Mais cette nationalité, fruit de la conquête violente, devait disparaître avec elle ; l'empire arabe devait tomber rapidement dans la décadence et s'écrouler sous son propre poids.

Un empire n'a de durée qu'à la condition d'obéir à la grande loi du progrès, fruit du travail persévérant des générations ; or, les doctrines fatalistes du Coran condamnent irrévocablement à l'immobilité toutes les sociétés musulmanes. Le Coran prêche la paresse ; les Arabes sont donc parfaitement dans l'esprit de leur religion en prétendant que le repos est la félicité suprême, le but de toutes choses, et que l'inaction est l'état parfait à atteindre par l'homme craignant Dieu. La fainéantise, disent-ils, est douce comme le miel.

Une autre raison devait amener à brève échéance l'écroulement de l'empire arabe. Les tribus ont bien pu se rallier à un symbole commun ; une même loi religieuse a bien pu les souder momentanément entre elles ; mais l'union, née de la loi religieuse et politique imposée par Mahomet à des populations nomades divisées entre elles, ne pouvait subsister. Écoutons Bou-Féda, qui écrivait peu après Mahomet :

« L'Arabe est guerrier, sobre, robuste, ne craignant ni les fatigues, ni les privations..... Son occupation est la guerre ou la garde des troupeaux..... Monté sur son coursier rapide ou sur son chameau, si agile que les voyageurs qui se rencontrent n'ont pas le temps de se saluer, il erre

ça et là à la recherche des pâturages ou des expéditions aventureuses. Les Arabes sont divisés en tribus. Le plus ancien de certaines familles de la tribu en est le cheikh (ancien). C'est lui qui dirige les travaux de défense, le choix des pâturages, tout ce qui se rapporte aux intérêts communs, excepté la guerre qui se décide à la majorité des voix des chefs de famille. Le conseil des cheikhs prononce souverainement sur les griefs entre les tribus. Ces griefs sont nombreux et fréquents. La possession des sources et des pâturages et surtout les divers genres des opinions religieuses leur mettent en tout temps les armes à la main. Chaque chef de famille s'arroge le droit de modifier à son gré le culte ; de là une confusion inextricable dans la foi et d'incessantes querelles intestines. Avant Mahomet, l'Arabe manquait de symbole et n'avait de commun que l'origine et la manière de vivre. Il n'existait en lui ni nationalité, ni foi commune, ni direction militaire. »

Comme on le voit, Bou-Féda ne parle guère que des querelles intestines et sans fin des tribus. En se lançant à la conquête, les Arabes purs étaient divisés entre eux ; la réconciliation, facile sur le champ de bataille, devait disparaître une fois la conquête achevée et les haines repaître fatalement. Ces divisions devaient s'accentuer encore, par le contact en Afrique des Arabes purs et des Arabes nationalisés, Numides et Berbères, déjà habitués à lutter entre eux.

En 1830, l'Arabe était ce qu'il était au temps de Bou-Féda ; comme individu il n'avait pas varié. On a grandement tort de représenter cet être querelleur et paresseux comme un être intelligent ; la prévoyance est un des caractères distinctifs de l'intelligence, et la prévoyance n'a jamais pénétré dans un cerveau arabe. Ce manque de prévoyance, cette paresse que nous venons de dépeindre et qui est réellement poussée aux derniers degrés de l'avilissement, donneront l'explication du triste état dans lequel les Français trouvèrent l'Algérie. Quand

les Turcs vinrent s'y établir, et virent les Arabes accroupis dans l'abrutissement, ils prouvèrent bien qu'ils étaient musulmans comme eux, et ne tentèrent aucun effort pour les relever.

Que l'on observe l'Arabe encore aujourd'hui. A de rares exceptions près, dans le voisinage des centres de colonisation, il sème un peu à l'entrée de l'hiver pour récolter à l'entrée de l'été suivant. Nulle prévision de ses besoins, et lorsque la récolte a manqué, le voilà exposé aux famines les plus épouvantables. En 1867, année où le choléra s'est joint à la famine, la colonisation européenne a sauvé les Arabes de la mort. Peuple essentiellement nomade et pasteur, ne voyant que l'intérêt immédiat de leurs troupeaux, ils jettent ceux-ci à travers les broussailles et les forêts qu'ils incendient afin d'augmenter la zone des pâturages, ne se doutant en aucune façon que les végétations arborescentes ont pour fonctions d'emmagasiner les eaux pluviales. Si les Français n'occupaient pas l'Algérie depuis un demi-siècle, il est à croire que toutes les sources seraient taries ou à peu près, comme à l'est de la Tripolitaine ou dans l'Arabie prétendue heureuse. Le Sah'ra était autrefois couvert de forêts; les Arabes sont arrivés et ont tout détruit, car ils sèment partout la désolation.

Le sol étant presque toujours dévasté, et l'Arabe de la plaine ayant besoin pour faire vivre ses troupeaux d'immenses espaces, les tribus vivent loin les unes des autres. L'Arabe ne saurait donc se départir de cette sauvagerie de mœurs qui est l'apanage des peuples pasteurs vivant en petites agglomérations isolées.

On peut dire qu'aujourd'hui, pas plus qu'en 1830, la société arabe n'existe; car toute société consacre au moins deux grands intérêts, la propriété et la famille. Si nous parlons de la propriété en ce pays, nous observerons que la conception de l'Arabe ne s'étend guère au-delà de la tribu qui est la famille agrandie; c'est à peu près tout ce qu'il peut se figurer en tant que groupement d'hommes.

La tribu, pour lui, c'est la collectivité; pour lui la propriété ne peut donc être que collective et aujourd'hui nous avons toutes les peines du monde à constituer la propriété individuelle. Le Coran a façonné de telle sorte les cerveaux des Arabes, flattant tous les vices y compris celui de la rapine, ne s'opposant pas à l'enlèvement du bien d'autrui, exaltant en quelque sorte le voleur; que l'idée de propriété ne saurait s'introduire dans les tribus que lentement, avec des tempéraments infinis. Le voleur n'est pas méprisé chez les Arabes; il passe pour un homme de résolution et d'énergie, et quand, après un stage de quelques années dans une maison centrale, il reparaît au milieu des siens, tout père est très honoré de lui donner sa fille.

Pas plus que pour la propriété, le tableau que nous allons tracer de la famille arabe n'est flatteur. Afin que dans une société la famille soit constituée, il faut que la femme soit respectée et ait sa place marquée au foyer domestique. Or, quelle place peut avoir au foyer, dans la famille arabe, un pauvre être qui n'est considéré que comme un instrument de plaisir par le Coran et par la religion musulmane?

Mahomet n'avait aucun sentiment de la dignité de la mère de famille, telle que nos chrétiens la comprennent.

Tout est contradiction et incohérence sous ce rapport dans le Coran. Ordinairement le Prophète traite la femme comme un être absolument inférieur. Quelque part, il dit :

« — Les fidèles *des deux sexes* qui font l'aumône reçoivent le prix de la vertu. »

On tourne la page, et on lit que « les femmes formeront en enfer la majorité des damnés ».

On a beaucoup parlé du paradis de Mahomet. Écoutons ses promesses.

« — Dans le paradis, *Djehenna* (littéralement jardin), les fidèles trouveront des ruisseaux dont l'eau ne se gâte jamais; des fleuves de lait qui ne devient jamais aigre; des ruisseaux de vin exquis; des ruisseaux de miel pur. »

Ces choses ont bien leur prix dans le désert, où, comme nous l'avons dit à propos des sources dans le Sah'ra, l'eau est presque toujours de qualité médiocre quand elle est buvable.

Neuf Arabes sur dix sont parfaitement déguenillés ; Mahomet leur dit donc :

« — Les fidèles seront revêtus d'habits de satin vert et parés de bracelets d'or, d'argent et de perles ; on fera courir à la ronde des vases d'argent. »

Inutile d'ajouter que pour le Prophète le bonheur souverain ne sera autre chose qu'une suite ininterrompue de plaisirs grossiers où l'esprit n'a point de part, où les sens seuls sont satisfaits ; c'est en plein la théorie de l'assouvissement des passions brutales de l'espèce humaine.

Dans ce singulier paradis, pas de place pour l'épouse, pour la mère. Les femmes n'y peuvent entrer qu'accompagnées de leurs époux.

Mahomet ne se soucie point des prières des femmes, et il leur insinue que Dieu, qui l'a pris pour confident, ne s'en soucie pas davantage. Ainsi il leur enjoint, quand elles veulent se rendre à la mosquée où pourtant un grillage épais les soustrait aux regards, d'en demander la permission à leurs maris ; il leur reproche de donner des distractions aux hommes, et finit par leur dire qu'elles feront mieux de rester chez elles.

L'Arabe n'apprécie en tout que le côté purement physique ; de sentiment plus ou moins élevé, pas l'ombre ; de délicatesse, moins encore. Quand on est nouvellement débarqué en Algérie, et qu'on avise une famille arabe voyageant, on s'indigne de voir le mari perché commodément sur l'âne ou le mulet, et la femme ou les femmes courant derrière, suant, geignant, soufflant, portant tout l'attirail du pauvre ménage, souvent ayant des enfants cramponnés aux hanches. On finit par prendre l'habitude de ces sortes de spectacles et l'on cesse de s'indigner. Des prévenances pour une femme qu'il a achetée !

Ne demandez pas cela à l'Arabe. Les qualités du cœur et de l'esprit qu'il pourrait rencontrer en elle lui sont absolument indifférentes.

La vie sous la tente, négation complète du *home*, amène forcément un grand laisser-aller dans les habitudes et une promiscuité regrettable. La tente forme une pièce unique séparée par de légers rideaux, et la famille est loin de vivre dans une atmosphère de chasteté, partant de respect et de considération. La mère est peu respectée de ses enfants, et il ne saurait en être autrement, ravalée qu'elle est à l'état de bête de somme, tous les travaux pénibles et malpropres lui étant imposés.

Le climat d'Afrique est débilitant et use vite les habitants; la femme arabe n'est plus, à trente ans, qu'une chose sans nom, à chairs tombantes et flétries. Au climat, il faut ajouter d'autres causes d'usure, telles qu'une dépravation précoce, le manque absolu des soins de propreté, l'ignorance de toute règle d'hygiène, même la plus élémentaire. Dans nos civilisations perfectionnées, la vieillesse a toujours des allures respectables, aimables même; rien de pareil chez la femme arabe qui n'inspire plus, vers trente-cinq ans, que de la répulsion. Jeune, elle est dépravée; vieille, elle accomplit n'importe quel office, même déshonorant.

Mahomet lui-même a porté sur la race arabe un jugement implacable. Le prophète, dit la tradition, avait confié un drapeau aux Arabes, un autre aux musulmans *âadjem* (qui ne parlent pas arabe). Ceux-ci renfermèrent le précieux dépôt dans un coffre qui se fermait avec quarante serrures, et en confièrent les clefs aux quarante personnages reconnus les plus respectables parmi eux. Les Arabes, eux, ne purent s'entendre, en vinrent aux mains et finirent par couper le drapeau en autant de morceaux qu'il y avait de tribus.

Quand le Prophète demanda leur bannière aux *âadjem*,

ceux-ci firent apporter le coffre et appelèrent les quarante détenteurs de clefs. La bannière sortit intacte et resplendissante. Mahomet demanda ensuite leur bannière aux Arabes, qui durent confesser le partage qu'ils en avaient fait entre les tribus.

Le prophète prononça ensuite l'arrêt suivant.

Ce qui devient arabe, devient ruine.

VIII

La piraterie barbaresque naquit de la victoire des Espagnols à Grenade ; chassés d'Espagne et réfugiés en Afrique où les populations ne les avaient pas reçus avec une cordialité bien grande, les Maures, devenus les implacables ennemis de leur ancienne patrie, se mirent à écumer les mers. Ils s'acharnèrent à l'attaque des côtes espagnoles ; mais ces vains efforts attirèrent en Afrique de dangereux auxiliaires, les Turcs.

Nous avons raconté en détail les expéditions espagnoles importantes ; pour expliquer l'arrivée des Turcs en Algérie, il nous suffira de dire que les Espagnols s'étaient à la longue établis à Melilla au Maroc, à Mers-el-Kebir, à Oran, à Bougie, et sur le rocher d'El-Djezaïr qui devait donner son nom à la ville située en face, habitée par les Beni-Mezagrenna, la future Alger. Ils y édifièrent un fort ou Penon. Effrayés, les Arabes appelèrent à leur aide deux célèbres corsaires turcs, Baba Aroudj et Khaïr-ed-Din (1). De Baba-Aroudj, nous avons fait le mot Barberousse, nom qui a été donné indifféremment aux deux frères. L'aîné des Barberousse, en arrivant à Alger, s'empressa de faire étrangler Selim, le sultan arabe, et mit des Turcs dans

(1) Khaïr-ed-Din, le défenseur de la religion. De ce nom nous avons fait Conradin.

tous les emplois. Les Arabes laissèrent agir ces étranges auxiliaires et s'accommodèrent du joug turc après la victoire de Barberousse sur Francisco de Vero, grand-maître de l'artillerie en Espagne.

Khaïr-ed-Din, le second des Barberousse, emporta, comme nous l'avons déjà raconté, le Pénon d'Alger, défendu avec tant d'héroïsme par Martin de Vargas ; mais, grisé par son succès, il voulut chasser tout à fait les Espagnols de l'Algérie. Il s'attaqua à Oran ; mal lui en prit, car la garnison espagnole, très nombreuse, se déploya dans la plaine, et livra une bataille rangée à l'armée turque. Un jeune lieutenant de l'armée espagnole, Garcia de Tineo, réussit à joindre Khaïr-ed-Din pendant le combat, le prit à bras-le-corps et le tua d'un coup de poignard. Les Turcs furent complètement mis en déroute après la mort de leur chef.

Le magnifique caftan de Khaïr-ed-Din servit à faire une chape d'église à la cathédrale de Cordoue.

Nous avons vu quelle fut l'issue des expéditions du marquis de Moncade et de Charles-Quint. Ce fut seulement après leur victoire sur le grand empereur que les Turcs organisèrent sérieusement la piraterie. Auparavant, la course était faite sur des chebecks ; eux l'organisèrent avec des bâtiments de fort tonnage, pourvus d'une artillerie sérieuse et montée par des équipages bariolés où les Turcs coudoyaient les Maures, et les Arabes les renégats de tous pays. Une fois la piraterie organisée, ils la réglementèrent ; quatorze pour cent des prises étaient pour le pacha, un pour cent pour les marabouts, et un pour cent pour l'entretien du môle d'Alger. Le capitaine ou raïs prenait la moitié du reste pour lui et ses armateurs, et l'équipage se partageait le surplus.

La marine algérienne se distingua au siège de Malte en 1562. A la grande bataille de Lépante en 1571, elle formait, sous les ordres du dey d'Alger, Ali Kilidj, l'aile gauche de la flotte ottomane, et disputa longtemps la vic-

toire à l'aile droite chrétienne, commandée par le célèbre André Doria.

Nous ne ferons pas l'histoire de l'odjack d'Alger ; il faudrait pour cela écrire avec du sang. Disons seulement que l'odjack, ou régence d'Alger, relevait nominalelement de Constantinople, mais les janissaires n'avaient guère l'habitude d'attendre l'agrément du Grand-Seigneur pour nommer un dey ; quand ils ne le poignardaient pas, ils le renvoyaient sans façon à Constantinople, chargé de fers le plus souvent. Le gouvernement d'Alger était essentiellement militaire. Un pacha militaire turc résidait donc à Alger ; mais son autorité n'était que nominale, et la Porte finit par cesser d'y envoyer des représentants qui ne devaient remplir qu'une sinécure. Le vrai chef était l'agha des janissaires, autrement dit le dey.

La déposition d'un dey était presque toujours sanglante. Le père Gomelin, de l'ordre de la Sainte-Trinité, à la suite d'un voyage qu'il entreprit à Alger pour racheter des captifs, écrivait en 1720 : « Sur six deys qui ont régné à Alger depuis 1700, il y en a eu quatre de tués, et un qui, menacé du même sort, se démit du gouvernement ; un seul est mort dans sa dignité. »

Quand un dey mourait dans l'exercice de ses fonctions, on l'honorait comme un saint.

Les janissaires d'Alger se recrutaient sur les côtes de la Turquie, du consentement du Sultan ; les renégats y étaient admis en grand nombre. Mais on les surveillait, et ils devaient avoir donné des gages pour arriver aux dignités, comme cet apostat piémontais, Hassan, qui défendit Alger contre Charles-Quint. Les Maures furent un moment admis parmi les janissaires ; une politique ombrageuse les exclut. Les Turcs crurent devoir étendre cette exclusion aux Coulougis, fils de janissaires et de femmes arabes ou maures, et ces métis ayant cru devoir se regimber, leurs pères mirent la main sur la plupart d'entre eux, les lièrent dans des sacs, et les jetèrent à la mer. Les Coulou-

glis n'insistèrent pas ; ils se contentèrent de l'autorisation de faire partie des équipages de la flotte, où ils ne pouvaient dépasser le grade de raïs ou capitaine.

Les janissaires logeaient dans les casernes d'Alger au nombre de sept, lesquelles étaient autrement confortables, grâce au travail des esclaves qui suppléait à l'incurie turque, que nos casernes européennes où les soldats sont trop souvent entassés. Les janissaires étaient par chambres de trois. Ils ne s'occupaient même pas de fourbir leurs armes ; ce soin, ainsi que tous les autres travaux des casernes, était dévolu aux esclaves payés par le trésor public.

Les Turcs établirent trois beylicks, celui d'Oran ou du couchant, celui de Titteri ou du midi, et celui de Constantine ou du levant. Ils dominèrent durement le peuple arabe. Despotés redoutés sur terre, au point qu'un de leurs cavaliers rencontrant un Maure ou un Arabe mieux monté que lui lui ordonnait de mettre pied à terre et s'emparait sans façon de son cheval, brigands redoutés sur mer, engraisés par les fruits d'un double pillage, ils menaient une existence d'un certain éclat.

Ils pratiquaient avec un grand succès la politique de bascule, et dominaient surtout les Arabes en favorisant leurs instincts querelleurs, en attisant les luttes intestines entre les tribus, et en maintenant avec soin la division entre les chefs. Ils les dominaient aussi par la terreur ; leur justice était inflexible et ressemblait bien souvent à l'assassinat ; la cruauté de leurs procédés de répression était inconcevable. En 1752, quelques tribus arabes se révoltèrent dans le beylick d'Oran ; elles obtinrent d'abord quelques faibles succès et finirent par mettre le siège devant Oran. Le bey Mohamed el M'kellech reçut quelques renforts d'Alger, fit une sortie, battit les assiégeants et leur tua un millier d'hommes. Il fit aussitôt couper trois cents têtes qu'il fit saler et exposer sur les murs de la ville. L'insurrection s'éteignit du coup ; mais l'année sui-

vante, les mêmes tribus ayant repris les armes, Mohameç M'kellech voulut apprendre aux Arabes qu'il y avait danger sérieux à méconnaître l'autorité des Turcs ; il battit encore les insurgés et fit cette fois trancher mille têtes qui allèrent sur les murs d'Oran remplacer les trois cents premières.

En 1831, peu après notre arrivée à Alger, le bey de Constantine, Ahmed, eut la mortification de se voir refuser l'impôt par les Ouled Abd-el-Nour, puissante tribu qui tenait presque tout le territoire entre Constantine et Sétif. La présence des Français à Alger causait à Ahmed quelques soucis ; arriva le débarquement de la brigade Damrémont à Bône, il résolut donc de temporiser. Comme il patienta pendant près de deux ans, les Ouled Abd-el-Nour se flattèrent d'en avoir imposé aux Turcs et de n'avoir plus jamais à payer les impôts. Un beau jour, le bey invita toutes les tribus des environs de Constantine à une fête qui devait se terminer par une fantasia. Très gracieusement invités, les Ouled Abd-el-Nour se dirent qu'Ahmed n'avait pas de rancune, et envoyèrent à la fête la fleur de leur jeunesse, un peu plus de deux cents cavaliers. La fête dura trois jours, et le bey était on ne peut plus affable. Les jeunes Abd-el-Nour étaient dans le ravissement, très fiers des applaudissements qui avaient accueilli leurs prouesses équestres. Ils se mirent en route pour rentrer chez eux, mais au gué du Rhummel, près de Constantine, cernés par les janissaires turcs appuyés par le maghzen, milice irrégulière, ils durent mettre pied à terre et furent conduits devant le bey ; celui-ci ne s'attarda pas à leur donner des explications, il fit signe à son chaouch, qui se mit en devoir de trancher la tête aux jeunes Arabes capturés ; dans la même soirée il remplit deux cent huit fois son terrible office.

Ce chaouch resta à Constantine après la conquête de la ville en 1837 ; c'était un Coulougli, beau vieillard à barbe blanche devant lequel on se fût découvert volontiers. Vers

1860, on se le montrait dans les rues de Constantine, ou bien on allait le voir dans un café maure de la rue Perregaux, où les Arabes l'entouraient de respects et d'attentions. Il faut dire qu'en Orient les fonctions de bourreau sont très recherchées ; les bourreaux sont les plus honorables de tous les fonctionnaires.

Pas plus que les Turcs, les Arabes ne comprennent les solennelles lenteurs de la justice européenne ; pour eux, la justice est expéditive ou elle n'est pas. La Thémis arabe ne chevauche qu'aux grandes allures.

Quand quelques tribus arabes, dans les premières années de la conquête, devinrent nos alliées, l'autorité française s'imposa la règle de ne jamais intervenir dans leur police intérieure.

Un jour, le fameux Mustapha ben Ismaïl, chef des Douars de la province d'Oran, qui, à l'âge de quatre-vingts ans, conduisait encore sa tribu au feu avec une fougue toute juvénile, venait de s'arrêter après une longue journée de combat. Il éclairait avec ses contingents la colonne du général de Lamoricière. On s'occupait de tracer le camp et les cavaliers n'avaient pas encore mis pied à terre, quand tout à coup le neveu de Mustapha, le jeune Ismaïl, sans prévenir personne, partit ventre à terre dans la direction d'un groupe de cavaliers ennemis, qui de loin observaient nos mouvements. Les Arabes ont une vue prodigieuse ; le jeune chef venait de reconnaître dans ce groupe trois déserteurs du goum de son oncle, qui pendant tout le jour avaient fait le coup de feu contre les Douars.

Les cavaliers douars ayant battu l'estrade pendant de longues heures n'avaient plus que des chevaux épuisés ; nul d'entre eux ne put donc suivre le jeune Ismaïl pour lui prêter assistance. Impassible, le vieux Mustapha regardait son neveu disparaître à l'horizon.

On vit le groupe ennemi se disperser et les trois déserteurs aller de leur côté. Eux aussi avaient des chevaux épuisés ; Ismaïl était supérieurement monté. c'est à la

poursuite de ces trois hommes qu'ils s'acharna. Quelques douars passablement montés étaient partis pour lui prêter main-forte, mais ils étaient encore loin ; aussi l'anxiété fut-elle grande dans la colonne arabe quand on vit Ismaïl rejoindre les déserteurs. Deux coups de feu partirent et un cavalier tomba. Qui était-ce ? On était trop loin pour rien distinguer.

Un moment après, les Douars virent avec étonnement trois cavaliers revenir lentement, se mêler aux hommes partis au secours d'Ismaïl et tout le monde s'acheminer tranquillement vers le camp.

Tout à coup la colonne arabe battit des mains ; elle venait de reconnaître Ismaïl dans le groupe. Voici ce qui s'était passé :

Quand le jeune homme était arrivé sur les trois déserteurs, l'un d'eux, se retournant, lui avait envoyé un coup de fusil. Ismaïl avait riposté par un coup de pistolet et avait tué raide le maladroit. Les deux autres, avec des chevaux épuisés, n'avaient osé engager un combat contre le neveu de Mustapha, et s'étaient rendus.

Le groupe arriva près du vieux Mustapha ; celui-ci prit silencieusement le fusil d'un de ses cavaliers et tua l'un des deux déserteurs qu'on ramenait. On lui passait déjà un autre fusil lorsqu'un jeune officier français chargé de suivre le goum de Mustapha, un *roumi*, c'est-à-dire un officier nouvellement débarqué et ignorant des usages arabes, prit le déserteur dans ses bras, le mit sur son cheval, s'enfuit jusqu'à la colonne française et jeta le pauvre diable aux pieds de Lamoricière.

L'humanité commandait de ne pas livrer le prisonnier à Mustapha. « Vous me mettez sur les bras une mauvaise affaire, dit le général à l'officier. Comment aurions-nous des auxiliaires arabes, si nous voulions regarder de trop près à leurs querelles ? » Un cavalier, parent de Mustapha, arriva, racontant que le vieux chef s'était répandu en imprécations. Il réclamait son prisonnier, et regardait comme

une offense personnelle l'enlèvement qui s'était opéré sous ses yeux.

Un deuxième cavalier, officieux cette fois, vint exposer qu'il avait laissé Mustapha dans un état de fureur impossible à décrire. Enfin un troisième vint encore affirmer de sa part que nul n'avait le droit de soustraire un homme à la justice du chef des Douars, qui depuis tant d'années combattait pour la France.

Lamoricière fit répondre à Mustapha de se calmer, lui promettant de faire juger et punir le déserteur.

« — Je connais la justice française, répondit le vieux chef quand on lui transmit la réponse du général ; c'est la justice des tortues. Si l'on veut m'offenser, je jure de passer à l'ennemi.

» — Il le ferait, s'écria le général de Lamoricière. Nos affaires ne nous permettent pas de nous priver de pareils auxiliaires. »

Et il se décida à renvoyer le déserteur, en le recommandant à la clémence de Mustapha.

Comme le pauvre diable approchait, Mustapha ben Ismaïl arma son fusil et s'apprêta à faire feu. Tout à coup son neveu, le jeune Ismaïl, se plaça devant lui et se prit à flatter son cheval.

« — Tu es un noble animal, dit-il, tu aimes l'odeur de la poudre, tu portes un maître vaillant entre tous.

» — Range-toi, dit Mustapha au jeune homme. »

Ismaïl ne parut pas entendre. Par dessus sa tête, Mustapha cria au déserteur :

» — Chien, fils de chien, combien t'a donné le fils de Zohra (1) la danseuse pour me trahir? »

Il voulait faire feu, mais Ismaïl se trouvait toujours au devant du fusil.

« — Noble cheval, dit-il, sans paraître voir Mustapha qui jetait sur lui des regards furieux, la justice de ton

(1) Zohra, la brillante. C'était le nom de la mère d'Abd-el-Kader.

maître est respectée, et chacun sait qu'il n'a pas besoin du sang des misérables.

» — Tais-toi, dit Mustapha furieux, et il épaula de nouveau son fusil. »

Tranquillement Ismaïl se plaça encore au devant du coup.

Mustapha finit par céder. « Chien, dit-il au déserteur, tu devrais mourir. Cours, sauve-toi, disparais ; va dire au général que je t'ai fait grâce parce que tu as eu le bonheur de toucher son cheval. »

Les Arabes étaient traités par les Turcs avec une cruauté excessive ; jamais il n'y eut entre eux et leurs maîtres l'ombre d'une fusion. La politique consacra cette division, la haine l'accentua, et dans cette haine la religion entra pour une bonne part. Les Turcs sont hanéfites, les Arabes malékites ; entre ces deux sectes musulmanes il y a antipathie, quoique les commentateurs du Coran affirment que les deux rites ont un mérite égal aux yeux de Dieu, et qu'ils ouvrent deux routes menant également au paradis.

Un exemple tout récent montre à quel point les Arabes ont la haine des Turcs. On se rappelle la proclamation du Mahdi du Soudan après la prise de Khartoum. Cette proclamation disait en substance : Après avoir chassé de l'Égypte les Anglais infidèles, j'en chasserai les Turcs qui ne valent pas mieux qu'eux.

C'est au plus si les Turcs ont été plus de vingt mille en Algérie. Matériellement, ils dominaient le pays au moyen de colonies militaires composées de Coulouglis et d'une milice auxiliaire appelée maghzen.

Nous avons fait le mot coulougli de deux mots turcs *Coul our'li* qui signifient *filz du bras*. Enfants de pères turcs et de mères arabes ou maures, les Coulouglis ne jouissaient pas des mêmes privilèges que leurs pères, qui les considéraient comme des êtres dégénérés parce que le sang d'Osman ne coulait pas pur dans leurs veines. Pour se débarrasser de leurs fils, qui auraient pu

faire cause commune avec les familles de leurs mères, les Turcs imaginèrent de fonder sur divers points du territoire, judicieusement choisis au point de vue stratégique, des colonies militaires formées de Coulouglis. Braves, intelligents, fiers de leur origine, jouissant auprès des Arabes de tout le prestige attaché au nom turc, ceux-ci étaient redoutables à leurs voisins. Nous verrons les Français, non seulement faire fi de ces braves gens, mais encore les livrer à leurs ennemis acharnés, les Arabes ; les Coulouglis ne demandaient qu'à nous servir et nous eussent été certainement fidèles.

Les Turcs s'attachèrent également, par la concession de certains privilèges, les plus belliqueuses des tribus arabes ; ces tribus privilégiées formèrent une milice auxiliaire, le maghzen, qui devint un redoutable réseau enserrant dans ses mailles le restant de la population arabe. Généralement campées dans des pays riches, topographiquement et stratégiquement bien choisis, les tribus maghzen formaient des douars et des smalas (réunions de tentes) qui fournissaient aux Turcs des corps considérables de cavalerie prêts à monter à cheval au premier signal.

L'organisation turque appartient à Hassan-Pacha et date de 1563. Hassan venait de perdre ses meilleures troupes au siège du fort de Mers-el-Kébir détendu par les Espagnols. Il fut effrayé de voir ses effectifs réduits à un chiffre insignifiant ; force lui fut d'avoir recours aux Arabes et de partager avec une partie d'entre eux les fruits de la conquête. Certaines tribus, choisies comme nous l'avons dit, composèrent donc avec les janissaires les forces militaires du gouvernement des deys.

Les tribus maghzen s'employaient surtout à faire rentrer les impôts. Elles ne payaient au gouvernement ou beylick qu'un droit fort léger, appelé *hak el chabir*, droit de l'épéron.

Les Turcs eurent le bon sens et l'habileté de ne pas s'entêter à vouloir imposer leur domination aux Kabyles

qui les avaient fort mal reçus quand ils s'étaient présentés dans les hautes vallées conduisant à leurs montagnes. « Revenez en nombre, avaient dit les Kabyles ; la poudre parlera. » Les Turcs se contentèrent d'établir en principe leur droit de souveraineté sur les pays kabyles, et les faibles tributs qu'ils en tirèrent furent très habilement consacrés par eux à payer des marabouts ou des chefs influents.

Les Kabyles fournissaient aux Turcs, mais de leur plein gré, quelques petits corps d'infanterie. La tribu qui en fournissait le plus était celle des Zouaoua ; de là le nom donné à tous les corps d'infanterie kabyles. Ce mot devait former plus tard le nom de zouave.

Il est évident que si la France avait été bien renseignée sur l'état de la régence d'Alger et sur le caractère de la domination turque, elle aurait tout simplement substitué sa domination à celle des successeurs de Barberousse. Les Arabes sont venus en 1830 au secours des Turcs un peu parce que la religion musulmane commande à tous les croyants de prendre part à la guerre sainte, le *djahud* ou *djehed*, contre les infidèles, beaucoup par l'appât du pillage. Les expéditions espagnoles n'ayant jamais réussi, les Arabes croyaient naïvement qu'il en serait toujours ainsi, et que l'expédition française allait leur laisser un riche butin.

Après la victoire de Staouëli, nous vîmes, comme nous l'avons déjà raconté, disparaître les Arabes ; ceux-ci rentrèrent chez eux, se disant philosophiquement qu'ils avaient de nouveaux maîtres et que les Français allaient simplement remplacer les Turcs et gouverner le pays de la même façon. Les janissaires, après la prise d'Alger, crurent eux-mêmes que la France, prenant la place de l'empire turc, allait les prendre à sa solde. Quand on les invita à quitter Alger et à s'embarquer pour Smyrne, ils s'étonnèrent, et dirent bien haut que l'argent du roi de France valait bien celui du sultan.

Si la France, en 1830, avait bien su où elle allait et ce qu'elle voulait, elle eût gardé les Turcs et par conséquent les Coulouglis, et fût devenue maîtresse de toutes les villes. Il n'y avait aucun risque à voir les Turcs s'allier aux Arabes de la plaine.

Nos affirmations sont corroborées par les faits. La prise d'Alger est du 5 juillet 1830 ; le 8, trois jours après, le bey de Titteri arrivait avec une escorte de cinquante hommes faire sa soumission, au nom des Turcs et des Coulouglis de Médéa. Les beys d'Oran et de Constantine firent des ouvertures, ainsi que les tribus maghzen.

On ne comprit pas ; d'ailleurs le général de Bourmont n'avait pas reçu d'ordres et c'est au plus si on lui avait dit en thèse générale que les Français devaient se poser en protecteurs du peuple arabe contre les Turcs. Une philanthropie sotte, pompeuse, ne raisonnant jamais, a été trop souvent le mobile de nos actions. L'essentiel était d'assurer notre domination et pour cela les Turcs, qui prenaient très franchement leur parti de leur défaite, nous offraient leur concours ; nous avons commis une grande faute en ne l'acceptant pas.

En chassant les Turcs de l'Algérie en 1830, nous avons introduit l'anarchie dans le pays ; les Arabes, ne sentant plus la force, commencèrent par massacrer les quelques Coulouglis restés au milieu d'eux, puis entreprirent la guerre sainte contre nous. Nous avons fait en sorte de n'avoir pas d'amis dans le pays ; nous avons chassé les Turcs, nous avons livré les Coulouglis aux vengeances arabes, nous avons été maladroits et imprévoyants.

Pour réparer cette faute des premiers jours, nous avons dû conquérir pied à pied le pays ; nous avons dû batailler pendant trente ans, et encore, après avoir fait la grande guerre pendant ce long laps de temps, avons-nous dû réprimer à tout instant des insurrections locales. La dernière de celles-ci date de 1881 ; mais qui oserait dire qu'elle ne sera pas suivie de plusieurs autres ?

Matériellement nous avons conquis les Arabes ; moralement non. Disons-le bien haut.

Mais les Turcs, a-t-on dit souvent, sont des musulmans, haïssant les chrétiens avec autant d'ardeur que les Arabes.

Cette haine est-elle réellement aussi forte qu'on a bien voulu le dire ? En comparaison des Arabes, les Turcs sont des musulmans bien tièdes. En 1830, Turcs et Coulouglis voulaient rester en Algérie où ils avaient de grands intérêts, et ces intérêts eussent servi de garantie à leur fidélité. Ajoutons qu'à l'encontre des autres peuples musulmans, ils sont très accessibles à ce point d'honneur dont les races européennes, la race française surtout, subissent la noble influence.

Mais ce n'est pas seulement au point de vue militaire que nous envisageons les conséquences de l'incroyable aveuglement qui nous a fait rejeter les offres des Turcs ; c'est au point de vue administratif. La France coupa brusquement, en 1830, le fil de toutes les traditions administratives, les Turcs occupant tous les emplois. Il fallut tout créer, on tomba en plein gâchis ; ce fut l'anarchie, et les Arabes, livrés à eux-mêmes, se vautrèrent dans le sang.

Décidément, la France n'a pas toujours l'intelligence des transitions.

IX

Le drapeau de Henri IV et de Louis XIV, au moment où il allait cesser d'être le drapeau national, venait d'acquiescer une dernière gloire qui ne le cédait en rien aux gloires d'Ivry ou de Rocroy. En vingt jours, Alger la bien gardée était tombée entre ses mains ; les prisonniers chrétiens étaient délivrés et la piraterie barbaresque avait disparu de la Méditerranée.

Les canons pris à Alger furent inventoriés par le géné-

ral la Hitte ; dans la place, dans les forts, dans les batteries de côte, on trouva près de dix-huit cents canons dont la moitié en bronze. Une de ces bouches à feu avait été fondue en France sous Louis XII, sept l'avaient été sous François I^{er}, une sous Henri II, et une sous Louis XIII. Il faut croire que ces pièces avaient été prises sur les Français par les Espagnols, et abandonnées par ceux-ci dans leurs malheureuses expéditions sur les côtes d'Afrique.

Le trésor des deys tomba également en notre pouvoir. Le général de Bourmont se hâta de constituer une commission dite des finances, chargée de l'inventorier ainsi que les autres richesses publiques. Cette commission fut composée de l'intendant général, M. Denniée, du commandant de la place d'Alger, général baron de Tholozé, et du payeur général de l'armée, M. Firino. Le khasnadgi ou trésorier général turc remit à ce dernier les clefs du trésor ; elles ne pouvaient être confiées à des mains plus pures. Le payeur général l'ouvrit en présence de ses collègues ; tous trois, après avoir jeté un coup d'œil sur ces épargnes de plusieurs règnes, firent apposer les scellés et chargèrent de leur garde un poste de douze gendarmes, relevé deux fois par jour.

L'intendant général, M. Denniée, fut vivement frappé de la quantité d'or et d'argent qui s'offrit à sa vue, et évalua le trésor à environ quatre-vingts millions. Plus habitué que les intendants au maniement des espèces, M. Firino l'évalua à cinquante millions au plus, et fit part immédiatement de son évaluation au ministre des finances. Mais celle de l'intendant général, quoique basée sur un simple coup d'œil, courut dans l'armée et fut estimée exacte ; les journaux s'en emparèrent, et comme, par la suite, on arriva à peine au chiffre fixé par M. Denniée, on se hâta de calomnier l'armée. Trente et quelques mille braves gens furent mis en suspicion, à commencer par les membres de la commission des finances ; personne ne songeait que ces trois hommes honorables auraient

dû se faire complices des gendarmes et de toute l'armée française, puisque les pièces contenant le trésor donnaient sur une cour remplie constamment d'officiers et de soldats. Il est vraiment trop commode d'accuser !

Les sommes, réellement inventoriées, s'élevèrent à 48 millions 683,000 francs ; il convient d'ajouter la valeur des pièces de canon conquises, et sept millions environ de laines et marchandises diverses trouvées dans les magasins de la régence.

Ceux qui défendirent l'armée et qui ne voulurent pas qu'elle fût salie, trouvèrent très ingénieux de se rabattre sur la royauté ; l'armée était déclarée innocente, mais Charles X calomnié. Il y a eu, affirma-t-on avec audace, des détournements commis, mais au profit seulement du roi de France.

Triste chose que les haines aveugles suscitées par les révolutions ! Ce n'était pas assez d'avoir chassé le roi Charles X ; sur ce roi malheureux on ne craignait pas de déverser la calomnie. Dans son honnêteté, le gouvernement de Juillet crut de son devoir d'intervenir, pour démontrer l'ineptie et le peu de fondement de toutes ces accusations. Il se fit honneur de défendre le roi déchu, qui, parce qu'il était un ennemi politique, n'était pas nécessairement malhonnête.

Le général de Bourmont demanda au roi d'accorder une gratification de trois millions à l'armée, et de payer l'arriéré des traitements de la Légion d'honneur, estimant qu'il est beau et généreux de faire acquitter par les jeunes soldats les créances de leurs devanciers.

Voici de quelle façon le général de Bourmont proposait de répartir la gratification de trois millions :

24,000	francs	aux lieutenants généraux,
16,000	»	aux maréchaux de camp,
8,000	»	aux colonels,
6,000	»	aux lieutenants-colonels,
4,000	»	aux chefs de bataillon,

Trois mois de solde au reste des troupes.

Par une étrange fatalité, ce fut la scrupuleuse réserve du général, qui ne voulut toucher à rien sans en avoir reçu l'autorisation, qui devint la cause principale des bruits injurieux dont l'armée eut à souffrir. Aucune réponse à la requête du général en chef n'arrivait et ne devait arriver, puisque Paris était en révolution et qu'un gouvernement nouveau succédait à l'ancien. Pendant qu'on inventoriait le trésor en présence des officiers d'état-major, des gendarmes, de tous ceux en un mot qui avaient leurs entrées à la Casbah, le bruit se répandit parmi nos soldats qu'une pluie d'or tombait sur les habitants de la vieille forteresse turque. Des lettres inconsidérées furent écrites en France, et arrivèrent dans les premiers jours qui suivirent les événements de juillet. Les journaux s'emparèrent de ces correspondances et en firent autant de chefs d'accusation ; tant il est vrai que le désintéressement est de toutes les vertus celle dont les hommes sont le plus disposés à douter.

Le général Clauzel, successeur du général de Bourmont, lança, le lendemain de son débarquement à Alger, une proclamation où il annonçait qu'une commission allait être chargée de faire une enquête sur les détournements que l'opinion publique reprochait à l'armée d'Afrique. Cette proclamation était on ne peut plus regrettable. Aussi produisit-elle une impression douloureuse sur trente mille braves soldats qui, en récompense d'une victoire, se voyaient accusés de vol.

Après avoir longtemps cherché, la commission d'enquête ne trouva rien. En conséquence, elle fit savoir à l'armée que celle-ci conservait son estime. Les enquêteurs ajoutaient cependant que quelques désordres avaient eu lieu, mais que les coupables seraient suffisamment punis par les remords de leur conscience !

Hussein-Dey eut l'autorisation de quitter Alger ; il s'embarqua pour Livourne sur la frégate la *Jeanne-d'Arc*, que

l'on mit à sa disposition. Avant de partir, il fit une visite au général de Bourmont, et montra une grande dignité. « Ton roi, dit-il au général, doit être un grand prince ; tu as exécuté, mais il a commandé. »

Entrant ensuite dans quelques détails sur le gouvernement de la régence : « Ahmed, le bey de Constantine, dit-il, mérite votre confiance ; il vous fera sans doute des ouvertures, acceptez-les, il vous sera fidèle. Quant à Mustapha, bey de Titteri, n'ayez aucune confiance en lui, c'est un homme turbulent et peu sûr. J'allais, si vous n'étiez pas arrivés, lui faire trancher la tête. »

Il est fâcheux pour l'Algérie que le général de Bourmont ait été relevé de son commandement, sans même que le gouvernement nouveau daignât le consulter. Nul doute que le général n'eût, sur les avis d'Hussein, indiqué la voie à suivre. Son successeur fit le contraire de ce qu'avait conseillé le dey déchu ; il n'entra pas en relation avec Ahmed, pensant qu'il valait mieux investir un prince tunisien du beylick de Constantine. Il tenta enfin d'attacher à la France le bey de Titteri, qui nous trahit et se déclara contre nous.

Vers la fin de juillet, M. de Bourmont, qu'un décret daté du 15 avait nommé maréchal de France, jugea nécessaire de parcourir la Mitidja ; il voulut pousser jusqu'à Blidah, ville que le bey de Titteri avait essayé de ranger sous son commandement, mais qui avait réclamé près du général. Celui-ci ne devait pas tarder à s'apercevoir du danger qu'il y a à pénétrer dans un pays dont les habitants ignorent les intentions du conquérant. Il jugea que deux bataillons, comptant ensemble un millier de baïonnettes, suffiraient pour une promenade militaire, en leur adjoignant deux escadrons et quatre pièces d'artillerie. Tout le monde considéra cette marche sur Blidah comme une partie de plaisir. Blidah, la ville aux orangers, était, au dire des savants, le jardin des Hespérides de la fable antique, et tous les officiers étrangers, les volontaires, les savants voulurent faire partie de l'expédition.

Le 23, la petite colonne était campée sous Blidah, et les habitants vinrent aussitôt faire leur soumission. Ils amenèrent des bœufs, dont ils demandèrent vingt-cinq francs. La ration du soldat se trouva coûter un peu moins de cinq centimes.

Le lendemain, au moment où les troupes se mettaient en route pour rentrer à Alger, elles furent subitement entourées d'une nuée d'Arabes. Les assaillants appartenaient surtout à la tribu des Hadjoutes, ancienne tribu maghzen, qui n'eût pas mieux demandé que de nous servir, et qui, délaissée, se déclarait contre les chrétiens envahisseurs du sol de l'islam. Aux premiers coups de fusil, M. de Trélan, aide de camp du maréchal de Bourmont, fut tué raide; le maréchal et sa suite, attardés dans un jardin d'orangers, durent se faire jour l'épée à la main. La cavalerie chargea à plusieurs reprises; mais montée en chevaux français et armée de lances, elle ne fit pas beaucoup de mal aux cavaliers arabes. On revint péniblement à Alger.

Le maréchal dut être édifié; les Arabes marchaient contre nous, loin de nous savoir gré d'avoir chassé leurs oppresseurs.

Le général de Damrémont, envoyé à Bône avec sa brigade, occupa la ville sans résistance. Le bey de Constantine, voyant que nous ne songions pas à lui faire des ouvertures, attaqua à plusieurs reprises la brigade française. Bône, comme nous le raconterons dans le chapitre suivant, fut évacuée, et les Arabes, profondément surpris, durent se demander si nous étions un peuple sérieux.

Le fort de Mers-el-Kébir, près d'Oran, fut également occupé en 1830, puis évacué. Le bey d'Oran, vieux et fatigué, voulait se retirer et nous proposait de remettre le pouvoir entre nos mains, garantissant la fidélité des Turcs et des Coulouglis de la province, et répondant pour eux de la tranquillité.

Ce fut le 11 août qu'un bâtiment de commerce apporta

à Alger la nouvelle de la chute de Charles X. Un bâtiment de guerre vint ensuite officiellement communiquer avec l'amiral Duperré au nom du roi Louis-Philippe. Le maréchal de Bourmont ne fut avisé de rien ; on craignait qu'il ne s'embarquât pour Marseille avec l'armée d'Afrique et ne marchât sur Paris. Cette crainte était puérile, car il eût fallu que la flotte consentît à faire cause commune avec le maréchal et à transporter l'armée sur les côtes de la Provence. Un peu plus tard, Bourmont reçut un pli du maréchal Gérard, ministre de la guerre, qui le priait de rester provisoirement à Alger et de faire évacuer Bône et Oran.

Ce dernier ordre était motivé par la crainte d'une rupture avec l'Angleterre, qui avait pris une attitude menaçante à la suite de notre nouvelle révolution.

Le 2 septembre, arriva à Alger le général Clauzel. Le maréchal de Bourmont lui remit aussitôt le commandement, et demanda à l'amiral Duperré un bâtiment de guerre pour le conduire à Gibraltar ou à Cadix avec sa famille. Duperré, qui venait de mettre à la disposition d'Hussein-Dey, un chef de forbans, une frégate de l'État, eut le triste courage de refuser la même faveur à un maréchal de France victorieux, mais appartenant au parti politique qui venait de succomber. Bourmont dut nolisier à ses frais un brick autrichien, l'*Amatissimo*, capitaine Gagrizza.

Quelques mois plus tard, le capitaine Gagrizza écrivit :

« J'étais à terre, présent à l'embarquement du maréchal de Bourmont ; il était accompagné de deux de ses fils et de deux domestiques. Leur bagage était si peu de chose, que deux de mes marins suffirent à les porter. Un de ses fils avait sous son bras un petit coffret ; je lui offris de m'en charger, il refusa mon offre, ce qui me fit soupçonner qu'il contenait quelque objet de grand prix. Voyant cependant que quelques jours après, ce coffret n'était pas renfermé, j'en fis l'observation au maréchal qui me répondit en me montrant le contenu :

« — Ce que renferme ce coffret, quoique bien précieux pour moi, ne tentera la cupidité de personne. Voilà le seul trésor que j'emporte d'Alger ; c'est le cœur du fils que j'ai perdu. »

Le malheureux maréchal ne prévoyait pas l'outrage que l'on réservait, à Marseille, au cercueil d'Amédée de Bourmont, envoyé en France pour être déposé dans un caveau de famille. Les douaniers eurent l'impudence de l'ouvrir, *afin de voir s'il ne contenait pas de l'or ou des objets précieux !*

La municipalité de Toulon avait mis un hôtel à la disposition du maréchal et de sa suite, pendant les jours qui précédèrent le départ de l'expédition. Le vainqueur d'Alger était encore en Espagne, quand on lui présenta une note de 1.500 francs pour « location » de l'immeuble qu'il avait occupé !



CHAPITRE II

SOMMAIRE :

Les premiers corps indigènes. Zouaves. Lamoricière. Portrait des zouaves, par L. Veuillot. Les zouaves au blocus de Médéa. Le lieutenant-colonel Grandchamp, les capitaines Gardarens et Safrané. Chapardages. — Causes qui ont amené la puissance d'Abd-el-Kader. Légende arabe sur lui. Le traité Desmichels. La Macta. Le maréchal Clauzel. L'expédition de Mascara. Le duc d'Orléans. Abd-el-Kader et le commandant Yusuf. — Le sort de l'Algérie dépendant d'un cheval. Le cheval arabe. Mahomet en fait un animal sacré. Le Coran et le cheval. — Le commandant Yusuf à la Casbah de Bône. Yusuf, chef des premiers escadrons de spahis. Les spahis. Types de spahis. Le caïd Osman et le brigadier Moncel. Yusuf bey de Constantine. — Première expédition de Constantine. Illusions. Lamentable état de la colonne expéditionnaire. Arrivée devant Constantine. Désastres. Le carabinier Mourambe. Double assaut désespéré. Retraite. Le bataillon Changarnier. Le général de Rigny. Le duc de Caraman. Le député Baude. Le duc de Nemours. — Changarnier. Les colonels Changarnier et Bourjolly. L'affaire de l'Oued-el-Alleugh. Changarnier. Admirable combat de l'Oued-Foddah. Ténacité et bravoure de Changarnier. La révolution de 1848. Changarnier à la Chambre. Le vieux héros à Metz. Sa mort.

I

Quelle est la famille, dit le duc d'Aumale dans la préface de son livre *Zouaves et chasseurs à pied*, qui n'ait compté un frère, un parent, un ami parmi nos soldats d'Afrique ? Quel est le foyer où l'on n'ait écouté avec émotion quelque récit animé, quelque souvenir de bivac ?

Et l'éminent écrivain prie le lecteur de lui permettre de le ramener vers cette seconde France, l'Algérie, patrie militaire des zouaves.

Dès son arrivée, le général Clauzel sentit combien il était difficile d'agir sans intermédiaire sur des populations mal connues et quelle faute avait été commise en expulsant les Turcs au début de la conquête; aussi, pour former un lien entre l'armée et les indigènes, voulut-il créer un corps de troupes qui ressemblât aux zouaves Kabyles.

Le 21 mars 1831, une ordonnance royale approuva la formation des deux premiers bataillons de zouaves français, dont le commandement fut confié à deux capitaines du génie, MM. Maumet et Duvivier.

Cette création était d'autant plus urgente qu'il fallait combler les vides laissés dans l'armée par les régiments rappelés en France. A un moment donné, on ne comptait guère à Alger que quatre régiments d'infanterie (1).

De ce que les zouaves portaient le nom d'un ancien corps kabyle, il ne faudrait pas conclure que l'effectif en était composé de Kabyles; ceux-ci, au contraire, y étaient en petit nombre. Les indigènes de la plaine, les Maures, les Coulouglis, etc., participèrent à la nouvelle formation. A ces indigènes vinrent se mêler un grand nombre de Français. Le gouvernement de juillet venait d'envoyer à Alger les volontaires parisiens et les bataillons de la charte. Les uns entrèrent aux zouaves, et les autres formèrent le 67^e de ligne.

Au début, ainsi qu'il arrive toujours, on fit aux zouaves indigènes quantité de promesses. Ces promesses ne furent pas tenues et beaucoup désertèrent dès les premiers jours. On eut alors deux bataillons réduits à l'état de squelettes. Il fallut licencier le 2^e pour compléter le 1^{er}. Il est bon d'ajouter que ce bataillon unique ne dut sa conservation qu'à la prodigieuse activité des officiers qui eurent à lutter contre des difficultés de toute nature, et qui, jeunes et énergiques, affrontaient gaiement une vie toute

(1) On créa d'abord les zouaves. Vinrent ensuite la légion étrangère et le 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique.

de périls, de privations et de travaux. Mais ces officiers s'appelaient Duvivier, Lamoricière, Vergé.

Le nouveau corps était à peine formé, qu'il concourait à la première expédition de Médéa avec le général Clauzel. C'est au col de Mouzaïa qu'il reçut le baptême du feu. Le bataillon du commandant Duvivier passa tout l'hiver à Médéa, s'y maintint dans des circonstances fort difficiles, et se couvrit de gloire à la retraite, quand on crut devoir ordonner l'évacuation de la ville. Cette retraite donna aux zouaves droit de cité dans l'armée française.

Il y avait de graves inconvénients à mêler les indigènes et les Français dans les mêmes compagnies ; le genre de vie, les mœurs, les habitudes ne se ressemblaient pas. Le bataillon Duvivier fut donc organisé en huit compagnies absolument françaises et deux compagnies indigènes comprenant seulement douze Français ; elles avaient besoin de cadres fournis par nous. Le bataillon ayant perdu son commandant, qui fut envoyé à Bougie, passa entre les mains du commandant de Lamoricière ; cet intelligent officier venait de se signaler par la création du bureau arabe, parlait la langue du pays et était très estimé pour sa bravoure hors ligne, son audace et sa prudence ; de plus, il avait une grande influence sur les indigènes.

Le commandant Lamoricière ne tarda pas à devenir un des chefs les plus populaires de l'armée d'Afrique. Il fit les zouaves à son image et sut trouver le tempérament qu'il faut garder avec des hommes ayant le goût d'une vie aventureuse. C'est que les zouaves ne ressemblaient en rien aux soldats qui arrivaient de France. Ils étaient tous volontaires, et la moitié d'entre eux, pour servir dans un corps exceptionnel, avaient rendu dans les régiments les galons de caporal ou de sous-officier. Nous y avons vu, à une époque plus récente, d'anciens sergents-majors, d'anciens adjudants, qui attendaient le moment de regagner le premier grade de la hiérarchie.

Les zouaves émerveillèrent le duc d'Orléans à la pre-

mière expédition de Mascara, en 1835. A son retour en France, le prince provoqua la reconstitution du 2^e bataillon. Ils formèrent alors deux bataillons à six compagnies, et l'intrépide Lamoricière devint le lieutenant-colonel commandant le nouveau régiment. Les débris du bataillon du Méchouar (citadelle de Tlemcen), composé de volontaires que le maréchal Clauzel avait placés sous les ordres du capitaine du génie Cavaignac, vinrent plus tard les renforcer.

A cette époque les zouaves comptaient encore de nombreux indigènes; mais, en 1839, quand Abd-el-Kader proclama la guerre sainte, beaucoup de ces derniers désertèrent et allèrent grossir les rangs des bataillons réguliers que l'émir tenta d'organiser. Les volontaires venus de France affluèrent pour combler les vides, et en septembre 1845 ils étaient tellement nombreux que l'on dut alors former le régiment à trois bataillons de huit compagnies, les huitièmes compagnies seules comprenaient quelques indigènes. Les zouaves commençaient à devenir tout à fait français.

Le magnifique régiment ainsi constitué passa sous les ordres du colonel Cavaignac, le brillant colonel Lamoricière venant d'être promu officier général, au grand scandale des bureaucrates du ministère de la guerre, qui ne voulaient que des généraux à cheveux blancs.

Les trois provinces d'Algérie reçurent chacune un bataillon de zouaves.

Le 13 février 1852, chaque bataillon devint le noyau d'un régiment (1). A peine formés, les trois régiments de zouaves furent envoyés en Orient, et l'on n'a point oublié le cri d'admiration qu'ils arrachèrent, après la bataille de l'Alma, au maréchal de Saint-Arnaud : « Les zouaves sont les premiers soldats du monde ! »

(1) En 1835, on forma le régiment des zouaves de la garde, dont le dépôt, pendant le siège de Paris en 1870, fut fondu avec quelques détachements des trois régiments, détachements échappés du gouffre de Sedan. Le tout forma le régiment des zouaves de Paris, qui devint le 4^e zouaves actuel.

Louis Veullot (1) a écrit en parlant des zouaves :

« Il n'y a point de meilleure troupe ; terrible au feu, patiente dans les garnisons, bonne à tout, et, à ce que me disait un des officiers, douce comme une brebis. Ayant toujours été employés aux choses les plus difficiles, les zouaves sont presque aussi admirables par leur industrie que par leur courage. Il faut voir, par exemple, à combien d'usages ils savent employer la légère pièce d'étoffe verte qui, roulée autour d'une calotte rouge, leur forme un turban : premièrement, dans les haltes au soleil, étendue sur quelques baïonnettes habilement disposées, ou accrochées par un bout aux épines d'un buisson, et fixée, de l'autre, à terre par une pierre ou par la crosse d'un fusil, elle sert d'ombrage : c'est l'affaire d'un clin d'œil. A peine la halte est sonnée : vous regardez où sont les zouaves ; mais, suivant l'expression d'un tambour de zéphyrs : *éclipse de ces messieurs ! ils sont sous leur verdure* ; vous n'en voyez plus que les extrémités. Cependant le zouave se livre aux douceurs de la sieste, et, grâce à l'abri qui le préserve de l'accablement, suite ordinaire d'un somme fait au soleil, il est toujours alerte et dispos. Au milieu de la marche on rencontre une citerne : un peu d'eau fraîche y brille, éclat plus séduisant que celui de l'or ! il ne s'agit que d'atteindre à cette onde de délices. Mais, hélas ! la saison est brûlante, l'eau a baissé dans cette citerne profonde. Le pauvre fantassin regarde, et passe en soupirant. Arrive le zouave, et l'utile turban devient corde à puits ! Le soir, campe-t-on près d'une rivière, on voit (merveille de l'industrie et de la nécessité !) des soldats pêcher à la ligne avec leurs fusils : des crins dérobés à l'ondoyante queue d'un cheval arabe sont attachés à la baïonnette ; une épingle, précieusement conservée, forme l'hameçon ; on appâte par quelque procédé inventé sur l'heure, et le poisson est si ingénu qu'il se laisse prendre. Le zouave, lui, pêche en grand :

(1) Pendant un séjour en Afrique, il les avait suivis dans une expédition à Médéa.

de son turban, il fait un filet, et sa marmite est encore la mieux garnie. Dans une razzia, le turban devient licol pour mener le petit bétail : vous voyez chaque zouave tenir en laisse, comme un berger de Gessner, ou sa chèvre ou son mouton ; après le combat, c'est encore une chose très parfaite pour lier les prisonniers. Lorsqu'on prévoit un bivouac sans bois, rien n'est meilleur pour emporter de petits fagots d'épine, destinés à faire bouillir le pot. Un pauvre petit enfant malade et nu fut trouvé sur la paille d'un gourbi abandonné de la veille : un zouave le roula dans son turban comme une momie, et le porta ainsi au quartier du général Mustapha. On est très convaincu que si un zouave pouvait se pendre, il se pendrait avec son turban. Enfin, ce turban, qui sert à tant d'usages et à mille autres, sert aussi de turban : coquettement disposé autour de la calotte rouge, il sied à la physionomie du soldat, il peut préserver le visage d'un coup de soleil, et la tête d'un coup de yatagan.

» Ce serait une longue besogne à quoi je renonce, de décrire la cuisine du zouave, il mange et boit de tout. Nul n'assaisonne mieux l'artichaut sauvage ; il fait un plat agréable d'un peu de blé vert ; il se régale de tortues et de limaçons..... »

A part quelques détails un peu fantaisistes, tels que la pêche à la ligne avec le fusil, et les plats de limaçons, le portrait que trace Louis Veuillot du genre de vie des zouaves est assez exact ; mais il est incomplet, car il ne les montre qu'au bivouac. Quels rudes soldats à la guerre ! Pendant les six mois d'hiver qu'ils passèrent à Médéa sous le commandement du colonel Cavaignac, leur constance et leur énergie furent admirables.

Médéa était abandonnée et en ruines. Les zouaves se firent maçons, terrassiers, forgerons, se créèrent des abris, se fortifièrent. Dès les premiers jours du siège, le jeune d'Harcourt, engagé comme simple soldat et qui venait d'être nommé sous-lieutenant, fut tué bravement à la tête de sa

compagnie, en montant à l'assaut d'une position qui dominait la ville. Un vieux sergent décoré, nommé Razin, emporte le corps du jeune sous-lieutenant. Comme il était devancé, pour rejoindre sa compagnie, par un jeune fourrier, plus alerte et plus ingambe :

« — Ah çà, conscrit, lui crie-t-il, est-ce que tu as la prétention de passer avant moi ? »

» — C'est juste, répond le fourrier, qui veut se placer aussitôt en arrière. »

Il n'avait pas fait trois pas, que le sergent Razin tombe mort. Le fourrier s'élance pour relever le vieux brave, quand une balle le couche par terre. Un caporal indigène accourt.

« — Enlève Razin, lui crie le blessé, je saurai bien me sauver tout seul. »

Comme le caporal chargeait Razin sur ses épaules, une balle le tue raide. Le fourrier se précipite alors sur le vieux sergent, lui enlève sa croix, se jette dans la broussaille, et parvient, quoique grièvement blessé, à rejoindre son bataillon.

« — Vous le voyez, dit-il à son commandant, si je n'ai pas rapporté le sergent Razin, c'est que je suis moi-même blessé ; mais du moins j'ai rapporté sa croix. »

Le laconique ordre du jour suivant fut consacré à la mémoire du sous-lieutenant d'Harcourt et du sergent Razin :

« Dans la journée du 10 novembre, le jeune d'Harcourt, sous-lieutenant au corps, et le vieux sergent Razin, de la 4^e compagnie du 1^{er} bataillon, sont morts en abordant l'ennemi et en devançant les plus braves.

» Le lieutenant-colonel recommande leurs noms à la mémoire des officiers, sous-officiers et soldats du corps. Il les donne aux jeunes gens pour exemple et pour glorieux modèles.

» *Le lieutenant-colonel commandant des zouaves,*

» CAVAIGNAC.

» Médéa, le 2 novembre 1840. »

Nos plus illustres généraux ont servi aux zouaves comme officiers ou sous-officiers. Nous avons déjà nommé, outre Lamoricière et Cavaignac, le général Vergé ; citons encore les généraux Levailant, Renault, Leflô, Chasseloup-Laubat, Bisson, Espinasse, Corréard, d'Aurelles de Paladines, de Grandchamp, de Lorencez, Bourbaki, Canrobert, Ladmirault, d'Autemarre, Saint-Arnaud. Nul d'entre ces illustres soldats ne fut plus populaire que Lamoricière, que l'on doit considérer comme le vrai créateur des zouaves, et auquel les Arabes de la province d'Alger avaient donné le surnom de Bou-Chechia (le père de la calotte, l'homme à la calotte). Plus tard, les Arabes de la province d'Oran surnommèrent le général, Bou-Aroua (l'homme au bâton). Lamoricière est resté le type légendaire de l'officier de zouaves, se multipliant, se prodiguant sur tous les points où l'on respirait l'odeur de la poudre.

Nous avons nommé le général de Grandchamp, lieutenant-colonel des zouaves, alors que le colonel du régiment s'appelait Canrobert. Le lieutenant-colonel de Grandchamp n'avait pas besoin d'états de services ; il les portait sur son visage noblement balaféré. Etant capitaine au 24^e de ligne, M. de Grandchamp fut laissé pour mort dans un combat où son bataillon faillit être anéanti. Comme le sous-officier de chasseurs d'Afrique dont nous avons raconté l'histoire à la surprise de Douéra, le capitaine de Grandchamp était tellement défiguré par ses blessures, que les Arabes négligèrent de lui couper la tête ; ayant encore toute sa connaissance, il subit l'épouvantable supplice de servir de billot à plus de quarante soldats du 24^e, décapités sur son corps. Sauvé par une charge de cavalerie, il guérit de ses blessures et continua la série de ses glorieux services. C'est lui qui, en 1870, commanda la division d'observation réunie à Toulouse, division qui s'immortalisa à Sedan à côté de l'infanterie de marine.

L'héroïsme des officiers de zouaves de cette époque était parfois inconscient. Au deuxième siège de Constan-

tine, une bombe tomba entre un bataillon de zouaves massé derrière la batterie de brèche et un groupe d'officiers dont faisait partie le duc de Nemours. Le cheval du prince se cabra violemment, et, suivant la consigne générale, chacun se coucha pour laisser passer l'explosion. Seul, le capitaine de zouaves de Gardarens, mort depuis général de brigade, resta debout, regardant d'un air distrait fumer la mèche qu'il pouvait toucher du pied. La bombe éclata et pas un éclat ne l'atteignit. Le duc de Nemours et le colonel de Lamoricière réprimandèrent verbalement M. de Gardarens; le colonel prononça même le mot de forfanterie déplacée. Mais ce ne fut pas tout. Les capitaines de zouaves détachèrent auprès de cet officier un des leurs, M. Leflô, avec mission de lui demander s'il avait voulu leur donner une leçon de courage. Il eut beau se défendre de toute prétention de cette nature et alléguer son état habituel de distraction, il fut longtemps laissé à l'écart : « Vous savez, lui dit durement le capitaine Leflô, camarade tant que vous voudrez, supérieur non. »

Nous n'en finissons pas, si nous voulions raconter tous les traits de bravoure avec lesquels les officiers de zouaves savaient électriser leurs soldats. Beaucoup d'entre eux, outre leur bravoure, avaient un cachet d'originalité, se montraient ingénieux et fins. Après le désastre de Sidi-Brahim en 1845, Abd-el-Kader, mis en appétit, voulut enlever la redoute d'Aïn-Témouchent qu'il savait mal fortifiée, mal approvisionnée en vivres et en munitions, encombrée par les familles des colons du village qui s'y étaient réfugiées, et gardée par une cinquantaine de zouaves, débris d'une compagnie décimée par la fièvre. Cette compagnie était commandée par un vieux soldat, le capitaine Safrané, un Gascon, aussi rusé et aussi brave que le Béarnais. Arrivé à quelques centaines de mètres de la redoute, Abd-el-Kader vit les parapets garnis de nombreux défenseurs et armés d'une dizaine de pièces de canon. Il n'insista pas et se retira complètement trompé. Le rusé

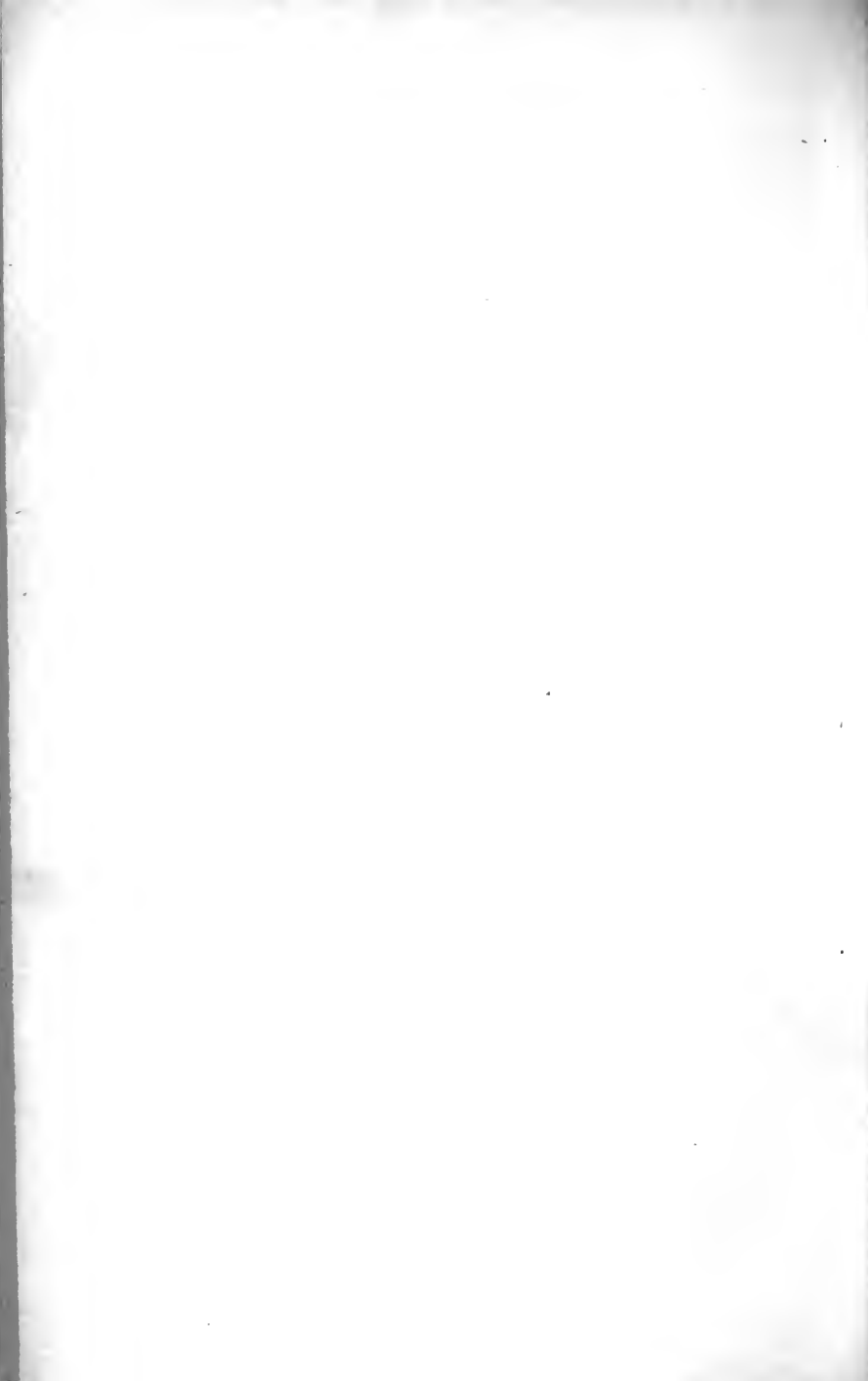
capitaine avait demandé aux colons qui étaient venus se réfugier dans la redoute toutes leurs charrues, qu'il mit en batterie, en y ajoutant un morceau de bois noirci pour simuler la pièce de canon. Il leur avait aussi réclamé tous leurs chapeaux, avait joint à cette collection de coiffures civiles toutes les calottes sans emploi de ses zouaves, puis ayant placé le tout sur des bâtons plantés le long du parapet, il faisait circuler ses hommes au milieu. De loin, les Arabes se firent illusion, et crurent la redoute bondée de défenseurs et hérissée d'artillerie.

De pareils officiers devaient inspirer tous les dévouements, et les dévouements s'étendirent à tous, officiers, sous-officiers, soldats. Les zouaves avaient vraiment le fanatisme de l'uniforme. Nous pourrions raconter des centaines d'épisodes, où ces soldats d'élite se sont fait hacher plutôt que d'abandonner un des leurs aux mains de l'ennemi. Pendant l'expédition que fit en Kabylie le général Bugeaud, en 1844, le capitaine Corréard, blessé de trois coups de feu, refusa de quitter le commandement de sa compagnie. Un zouave nommé Guichard, voyant faiblir son capitaine, l'enleva malgré lui et essaya de le porter en arrière de la ligne de combat. Deux Kabyles s'élançant ; Guichard dépose le blessé à terre, tue un Kabyle d'un coup de feu et frappe l'autre d'un coup de baïonnette. Il recharge ensuite son capitaine sur ses épaules et réussit à le porter à l'ambulance.

Les officiers qui ont eu l'honneur de servir aux zouaves avant la loi de recrutement de 1872, loi qui, en supprimant les rengagements, a fait disparaître les vieux soldats, avaient une confiance absolue dans ceux qu'ils commandaient. Dévoués à leurs hommes, ils sentaient qu'ils étaient réellement l'objet d'une respectueuse affection. Au bivouac, c'était à qui, d'entre eux, s'ingénierait à améliorer l'installation des officiers. Nous avons passé dans un de ces régiments les plus belles années de notre vie. Aussi



GÉNÉRAL CHANGARNIER



n'est-ce pas sans émotion que nous rappelons ces souvenirs, et quand nous jetons vers le passé un mélancolique regard, nous nous prenons à regretter l'ancienne armée, celle qui a pris Sébastopol, après s'être couronnée de gloire à Zaatcha, à Inkermann, à Palestro.

Les zouaves étaient véritablement bons. Dans tout cœur de lion, a dit un grand poète, il y a un cœur de père. Dans l'extrait que nous avons donné de l'ouvrage de Louis Veuillot, l'auteur cite l'acte de charité d'un zouave. Écoutez maintenant le duc d'Aumale :

« Un autre jour, les zouaves étaient d'arrière-garde ; la colonne dont ils faisaient partie ramenait dans le Tell une population immense qui venait d'être atteinte après avoir longtemps suivi la fortune d'Abd-el-Kader (1). L'avant-garde était partie à quatre heures du matin, et, bien qu'on fût en plaine, à sept heures, les dernières familles n'avaient pas encore quitté le bivac. Il fallait faire onze lieues pour trouver de l'eau. Ce jour-là, les zouaves furent comme des sœurs de charité, partageant leur biscuit avec les malheureux que la fatigue ou la chaleur accablait, et, quand leur peau de bouc était vide, renversant une brebis ou une chèvre pour approcher de ses mamelles les lèvres desséchées d'un pauvre enfant abandonné par sa mère. Quand ils campèrent à la nuit close, on ne voyait sur leur sac ni poule, ni tortue ; mais ils ramenaient des femmes, des enfants, des vieillards, dont ils avaient sauvé la vie. Ah ! de pareils hommes sont bons autant qu'ils sont braves ! »

Ajoutons ce souvenir personnel.

En 1872, la compagnie que nous avons l'honneur de commander était campée près d'un village que l'on venait de créer dans la province de Constantine, lorsque arrivèrent les nouveaux colons, presque tous Alsaciens, pauvres exilés fuyant les Allemands maîtres de leur pays.

(1) L'illustre auteur, dans sa modeste, ne raconte pas que cette « population immense » constituait la smala d'Abd-el-Kader, smala qu'il venait d'enlever par un magnifique coup de main.

Ces expatriés paraissaient bien malheureux. Les enfants inspirèrent de la pitié aux zouaves, qui nous demandèrent la permission de les nourrir pendant les quelques jours nécessaires aux parents pour s'installer. Sur leur maigre ration, ils prirent soin de ces enfants pendant deux semaines ; bien mieux, ils leur faisaient porter du bouillon à ceux des colons qui étaient trop épuisés pour se mettre de suite au travail.

A des hommes pareils, les officiers pardonnaient beaucoup ; la discipline était sévère, mais en campagne on fermait les yeux sur certaines peccadilles qu'on ne laisse pas impunies dans les garnisons. On a accusé les officiers de zouaves de ne pas réprimer certains méfaits que l'on a baptisés du nom de *chapardages* ; c'est une erreur. On avait coutume d'attribuer aux zouaves la plupart des mauvaises actions dont les autres corps se rendaient coupables. En 1857, la colonne du général Maissiat, qui venait de participer à la conquête de la Grande-Kabylie, campait sous Bougie, quand on s'aperçut un matin que les portes de l'église avaient été forcées pendant la nuit, que l'on avait fracturé le tabernacle et volé les vases sacrés. Encore les zouaves, dit le général Maissiat ! Encore les zouaves, dirent les officiers des autres régiments ! Les zouaves protestèrent avec énergie ; ils étaient incapables de prendre autre chose que des poules ou des chats, et parmi eux, disaient-ils, il n'y avait pas de voleurs. Le général commandant la colonne leur imposa l'humiliation d'une perquisition minutieuse. On ne songea pas à en user de même à l'égard d'un petit bataillon du 58^e de ligne qui faisait partie du corps expéditionnaire. Quelques jours après, le voleur fut signalé par un juif auquel il avait essayé de vendre les objets dérobés. C'était un tout jeune soldat du 58^e.

Les zouaves avaient l'habitude de donner des sobriquets aux régiments de ligne nouvellement débarqués en Afrique. C'est ainsi qu'ils appelaient le 24^e de ligne 24^e *asperge*, parce que d'innocents conscrits avaient pris, dans les

premiers jours de leur arrivée en Afrique, les aloës pour de gigantesques asperges. Le 58° fut désormais connu sous le nom peu honorable de : *voleur de bon Dieu*.

Il y avait de ces *chopardages* qui prêtaient à rire. Un jour, à la suite d'une razzia, le maréchal Bugeaud, un peu agronome et éleveur, comme on sait, fit mettre de côté les plus beaux moutons pour les envoyer en France. Après avoir jeté un coup d'œil sur le troupeau, il alla reposer sous sa tente. Il fut réveillé tout à coup par certains bêlements significatifs, et, s'étant levé, il vit les zouaves répandus au milieu du troupeau, faisant, eux aussi, leur choix. Le maréchal furieux se jeta dans la mêlée, en chemise et la tête couverte de la légendaire *casquette*, autrement dit un bonnet de coton. Les zouaves s'éclipsent, sans oublier les moutons ; le maréchal rentre sous sa tente, fait appeler le colonel des zouaves, et lui demande une perquisition sous les tentes de ses soldats. Le colonel exécute cette perquisition, qui ne révèle absolument rien. « Faites donc faire l'appel, crie le maréchal exaspéré. » On fait l'appel ; il ne manque personne.

« — Pour le coup, c'est trop fort, dit le héros de l'Isly. » Et sa fureur tombe d'un coup ; il éclate de rire.

« — Ils ne me joueront pas de tour, vos zouaves, nous disait pendant l'expédition de 1864 un colonel d'un régiment de ligne ; moi aussi j'ai servi aux zouaves, je les connais et, du reste, mes lignards sont prévenus. »

Ce colonel, au bout de deux ou trois mois de campagne, répétait souvent :

« — Ce qui est par trop monotone dans ces maudites colonnes, c'est la nourriture. Toujours du bœuf et du mouton. Bœuf et mouton, mouton et bœuf. »

Près de Sétif, un jeune capitaine adjudant-major réussit à se procurer deux canards. « Enfin ! dit le colonel, ce soir nous serons délivrés du bœuf. »

Quelques heures après, le cuisinier contemplait amoureuxment le volatile mis à la broche, bien doré, bien cuit

à point, et songeait déjà à le retirer, quand un zouave vient lui frapper sur l'épaule.

« — Tu ne me reconnais pas, Michaud ?

» — Pas du tout, dit Michaud étonné.

» — Nous sommes pourtant *pays*. »

Et au bout de deux minutes, le zouave a persuadé au cuisinier qu'ils sont tous deux *nés natifs* de Carcassonne.

Le zouave prend des airs ravis et invite naturellement le *pays* à prendre un verre.

On va chez la cantinière; on trouve des amis. Le cuisinier, dans les premiers moments, jette bien un coup d'œil du côté de son rôti; mais les buveurs causent et petit à petit la surveillance se relâche.

Le cuisinier, après une bonne station chez la cantinière, revient à son rôti. Tout a disparu, non seulement le canard à la broche, mais encore le canard tout plumé que celle-ci attendait pour le lendemain.

Que de tours plaisants les zouaves n'ont-ils pas joués aux *mercantis*, marchands suivant les colonnes? Comme ils avaient un grand fonds d'honnêteté, il faut dire que le préjudice, quand préjudice il y avait, était généralement réparé le jour du prêt.

Un jour une balancelle espagnole amène au camp de Nemours (le Djemma-Ghazaouat des Arabes), pour le compte d'un marchand civil, un chargement de vins. Très obligeants, des zouaves se présentent comme hommes de corvée pour aider au déchargement. Besogne faite, on compte les fûts de vin alignés sur la plage et chacun rentre chez soi.

Horreur! le lendemain, deux énormes fûts sont en moins.

On cherche, on perquisitionne inutilement.

On observa que chaque jour un groupe de zouaves se détachait du camp dans l'après-midi, et revenait en chantant et en titubant.

Un sous-officier finit par découvrir dans une broussaille

escarpée les deux tonneaux, autour desquels venaient, à tour de rôle, festoyer une vingtaine de zouaves.

Mais revenons aux récits de guerre.

En 1840, pendant le blocus de Médéa, les zouaves faisaient journellement le coup de feu avec les Arabes (1).

Un jour un groupe de ces derniers s'avance nonchalamment ; personne ne paraît disposé à se battre. L'un d'eux poursuit sa marche en avant, faisant tournoyer son fusil autour de sa tête, en homme qui a pris son parti. Un zouave en faction le laisse approcher à cinquante pas et tire sur lui.

« — Ah ! s'écrie l'Arabe en gémissant et en se laissant tomber, je suis mort.

» — Cours dessus, disent les camarades au factionnaire, va lui prendre son fusil.

» — Pas de danger, répond le zouave, cet animal me tire une couleur. Je suis sûr de ne pas l'avoir attrapé. Ah ! malin, connu. »

Et il recharge son fusil sans faire un pas. Le rusé Arabe finit par perdre patience, se relève, fait feu à son tour, et se sauve en éclatant de rire.

Pendant ce même blocus de Médéa, le lieutenant-colonel Cavaignac fit paraître un ordre du jour annonçant qu'un drapeau était confié au régiment de zouaves. « Les uns, disait le colonel, y verront la récompense de glorieux services ; les autres se feront dire ce qu'il en a coûté pour le conquérir. »

Cavaignac reçut le drapeau quelque temps après ; mais il ne voulut le présenter à son régiment qu'un jour de bataille. Le 3 mai 1841, les zouaves faisant partie de la colonne du général Changarnier, étaient engagés devant Miliana avec les réguliers d'Abd-el-Kader. Le combat était violent, et la fusillade faisait rage depuis le matin. Tout à coup le colonel Cavaignac fait cesser le feu, et ordonne aux

(1) Entre Arabes et zouaves indigènes, les injures s'échangeaient, comme au siège de Troie.

tambours et clairons de sonner au drapeau. Le porte-drapeau, M. Rozier de Linage, paraît alors avec le glorieux symbole de la patrie française. Des hourras frénétiques et prolongés se font entendre. M. Rozier de Linage avance de vingt pas dans la direction des Arabes et attend. Une grêle de balles vient le saluer, trouant le drapeau sans toucher à l'officier. Celui-ci revient lentement : le drapeau des zouaves était imprégné de l'odeur de la poudre, il avait reçu le baptême du feu !

C'est surtout en marche qu'il fallait voir autrefois le zouave. Les forts venaient en aide aux faibles. Quand un zouave était malade, l'escouade se chargeait de tout son *bibelot* ; l'un prenait le fusil, un autre les cartouches, d'autres se partageaient les effets et le malade marchait ainsi sans sac, grâce aux camarades.

Quand on jugea à propos d'éliminer tous les indigènes des régiments de zouaves, on en forma, sous le titre de régiments de tirailleurs algériens, plus communément appelés régiments de turcos, des corps spéciaux d'infanterie. Aujourd'hui les Français ne sont qu'en petit nombre dans ces régiments et forment la moitié du cadre, plus le capitaine qui est toujours français. Les turcos ont hérité des fortes vertus militaires de leurs anciens régiments ; comme chez les zouaves, on remarque en eux cet esprit de solidarité militaire qui n'existe pas toujours dans les rangs de la jeune armée. Le turco est le digne frère cadet du zouave.

Le duc d'Aumale écrivait en 1854 :

« Ceux qui ont eu le bonheur de voir les zouaves à l'œuvre, toujours braves, toujours prêts, toujours sounis, ceux-là se disent tout bas, avec une conviction profonde, ces paroles que toute l'Europe répète aujourd'hui : Ce sont les premiers soldats du monde. »

Les zouaves ont personnifié la tradition de l'armée d'Afrique. Sans doute, les autres corps de l'armée française n'ont pas à recevoir des leçons de courage ; mais quand un

régiment citait dix affaires brillantes, les zouaves en citaient vingt.

Ils étaient toujours sur la brèche.

II

La monarchie de juillet fut embarrassée d'abord du legs que lui avait fait la Restauration. Le ministère Polignac avait promis à l'Angleterre d'abandonner Alger, et l'Angleterre réclamait impérieusement l'exécution de la parole donnée. Mais l'opinion publique en France protesta avec indignation contre l'abandon (sur une quasi-sommation d'une puissance étrangère) d'une conquête si glorieuse pour nos armes.

Le gouvernement de Louis-Philippe résolut de prendre un biais entre les exigences d'un pays dont il recherchait l'alliance et celles de l'opinion publique qu'il redoutait et dont il avait naturellement à tenir compte. Il résista mollement aux prétentions de l'Angleterre, fit évacuer Oran et Bône, puis laissa le général Clauzel réoccuper ces deux villes, louvoya tant qu'il put. Le général, en présence de tant d'hésitations, crut devoir accorder l'investiture des beylicks de Constantine et de Tunis à un prince tunisien : il fut désavoué et rappelé en France (1), plus heureux que Sidi-Chakhir, ministre du bey de Tunis, qui eut tout simplement la tête tranchée, parce que la négociation ouverte avec le général français n'avait pas abouti.

Nous ne faisons que côtoyer dans ces récits l'histoire proprement dite. Aussi ne nous étendrons-nous pas sur l'administration des généraux Berthezène, Savary de Rovigo, Avizard, Voirol, Drouet d'Erlon. Quand ce dernier revint en France en 1835, l'œuvre de la conquête, après

(1) Ceci se passait en 1831.

cinq ans d'efforts, semblait moins avancée qu'aux premiers jours. Somme toute, nous n'occupions que quelques points sur la côte, Alger, Oran, Arzew, Bougie, Bône. L'idée de notre impuissance s'accrédita tellement chez les Arabes, que quelques années plus tard, quand il fallut nous avancer dans l'intérieur du pays, ils crurent que nos expéditions ne se renouvelleraient pas. Leurs chefs recevaient d'Abd-el-Kader des traductions de journaux français, rendant compte des débats de la Chambre où l'adandon de l'Algérie était chaque jour réclamé. Rien d'étonnant si les résistances se prolongeaient outre mesure. C'est le cas ici de répéter le fameux « *Plus ça change, plus c'est la même chose.* » N'avons-nous pas vu dans ces derniers temps la Chine encouragée, dans ses résistances à propos du Tonkin, par les comptes-rendus de nos assemblées parlementaires ?

Quand le général Bugeaud pénétra en 1842 dans le pays des Flittas, et voulut exiger leur soumission, il en reçut une réponse dédaigneuse avec cette suscription : « Au général français, caïd du port d'Alger. » Les Flittas avaient la conviction que l'opposition, à la Chambre des députés, réussirait à faire ordonner l'évacuation de l'Afrique, sauf la ville d'Alger.

Drouet d'Erlon, beaucoup trop âgé et infirme, fut rappelé en France après l'échec de la Macta, infligé par Abd-el-Kader au général Trézel, commandant à Oran. L'opinion publique s'émut et réclama prompte satisfaction. Clauzel, avec de sérieux renforts, fut renvoyé en Algérie, et reçut l'ordre d'aller à Mascara briser la puissance naissante d'Abd-el-Kader.

Abd-el-Kader, qui a joui d'une célébrité extraordinaire et sur le compte duquel on est un peu revenu, était né en 1808 à la zaouïa (école religieuse) de Mahi-Eddin, marabout de la tribu des Hachems, aux environs de Mascara, dans la province d'Oran ; les persécutions des Turcs et deux pèlerinages à la Mecque avaient donné à son père une grande influence.

D'après la légende arabe, lorsque Mahi-Eddin, en 1828, fit son deuxième pèlerinage, il emmena avec lui son fils Abd-el-Kader. De la Mecque les pèlerins se rendirent à Bagdad, où l'on voit le tombeau de Sidi-Abd-el-Kader el Djélalli (1), le grand saint du Moghreb ou contrée de l'ouest de l'Afrique. Ils priaient, dit toujours la légende, dans une des chapelles qui entourent le tombeau (kouba) du saint, quand celui-ci les aborda sous la forme d'un nègre.

« Où est le sultan de l'ouest? dit celui-ci à Mahi-Eddin.

» — Il n'y a pas de sultan parmi nous, répondit le marabout des Hachems; nous sommes de pauvres gens craignant Dieu, et venant du beylick d'Oran pour prier à la Mecque et à Bagdad. »

Le nègre avait à la main un panier de dattes; il en offrit aux pèlerins, qui se trouvèrent rassasiés après en avoir mangé une seule. Alors l'homme noir, se retirant, ajouta : « Le sultan est parmi vous; gardez le souvenir de ma parole, le règne des Turcs dans le Moghreb va finir. »

Si la légende pouvait aussi facilement, dès le début, s'emparer de la personne du jeune Abd-el-Kader, c'est que Mahi-Eddin montrait à tout venant un arbre généalogique établissant sa filiation avec Fatma, la fille de Mahomet mariée à Ali. Abd-el-Kader était par conséquent chérif ou descendant du prophète. Les chérif, ou plutôt les cheurfa, pour nous servir correctement du pluriel arabe, ont été, sont, et seront innombrables comme les étoiles du ciel, car rien n'est plus facile que d'établir un arbre généalogique en pays arabe, ou les faussaires de profession sont des personnages considérés. Il ne faudrait donc pas jurer de l'authenticité de la généalogie de la famille Mahi-Eddin.

Abd-el-Kader était doué d'une rare bravoure personnelle, et les Arabes le virent avec admiration, quand il conduisit les Hachems à l'attaque d'Oran, s'exposer au feu le plus violent. L'attaque ayant été repoussée, il alla

(1) Abd-el-Kader, le serviteur du Tout-Puissant. Sidi-el-Djélalli, le sultan des hommes parfois.

plusieurs fois, sous le feu des Français, chercher des blessés tombés dans les fossés de la place. Il fut dès lors établi pour les Arabes qu'Abd-el-Kader, descendant du prophète, était invulnérable et avait reçu de Dieu la mission de conduire les croyants au *Djahad* ou *Djehed* (la guerre sainte), pour chasser les infidèles de la terre de l'Islam. Mahi-Eddin n'eut donc pas beaucoup de peine à persuader aux indigènes que le doigt de Dieu désignait son fils pour les commander à l'avenir; le rusé vieillard eut soin, au surplus, d'organiser une mise en scène assez savante, et de faire intervenir un de ses compères, le vieux El-Arrach, qui vint raconter un jour que le grand saint Sidi-Abd-el-Kader-el-Djélalli lui était apparu en songe, lui montrant un trône, et lui ordonnant d'y faire monter Abd-el-Kader, fils de Mahi-Eddin.

Abd-el-Kader fut proclamé sultan ou chef, titre que les Arabes donnent libéralement à tous ceux qui représentent l'autorité, à un général ou à un sous-lieutenant détaché aux affaires arabes.

Le nouveau sultan prit son rôle tout à fait au sérieux. Il n'était reconnu que par quelques tribus de la province d'Oran; il voulut l'être par toutes. Les Douars et les Smalas, puissantes tribus (1), ayant jadis fidèlement servi les Turcs, indécises comme toutes les tribus auxiliaires qui s'étaient offertes à nous et que nous avions dédaignées, furent sommées par Abd-el-Kader de le reconnaître; elles refusèrent avec mépris. De là une animosité dont nous profitâmes plus tard. Les Français eurent des auxiliaires malgré eux.

La première partie du programme d'Abd-el-Kader, qui consistait à enrégimenter les tribus arabes sous le même drapeau, fut donc manquée. Alors le fils de Mahi-Eddin eut une pensée profonde; il résolut de traiter avec les Français, dans le double but de s'assurer de leur neutralité et

(1) Anciens Maghzen.

d'obtenir la liberté du commerce des munitions et armes de guerre. Il réussit à séduire le général Desmichels, commandant la province d'Oran en 1833 et en 1834. Ce dernier conclut avec lui un traité qui a conservé son nom et qui est un chef-d'œuvre d'imprévoyance et d'ineptie. En voici le texte :

TRAITÉ DE PAIX

Le général commandant les troupes françaises dans la province d'Oran, et l'émir Abd-el-Kader, ont arrêté les conditions suivantes :

ART. 1^{er}.

A dater de ce jour, les hostilités entre les Français et les Arabes cesseront.

Le général commandant les troupes françaises, et l'émir, ne négligeront rien pour faire régner l'union et l'amitié qui doivent exister entre deux peuples que Dieu a destinés à vivre sous la même domination. A cet effet, des représentants de l'émir résideront à Oran, Mostaganem et Arzew; de même que pour prévenir toute collision entre les Français et les Arabes, des officiers français résideront à Mascara.

ART. 2.

La religion et les usages musulmans seront respectés et protégés.

ART. 3.

Les prisonniers seront rendus immédiatement de part et d'autre.

ART. 4.

La liberté du commerce sera pleine et entière.

ART. 5.

Les militaires de l'armée française qui abandonneraient leurs drapeaux seront ramenés par les Arabes. De même, les malfaiteurs arabes qui, pour se soustraire à un châtiment mérité, fuiraient de leurs tribus et viendraient chercher un refuge auprès des Français, seront immédiatement

remis aux représentants de l'émir, résidant dans les trois villes maritimes occupées par les Français.

ART. 6.

Tout Européen qui serait dans le cas de voyager dans l'intérieur, sera muni d'un passeport visé par le représentant de l'émir à Oran, et approuvé par le général commandant.

26 février 1834.

Le général Desmichels dit plus tard qu'il n'avait pas osé faire intervenir le nom du roi dans un traité avec un chef arabe « qui devenait un vassal ». Plaisant vassal ! Dans une brochure justificative qu'il publia en 1835, il donne de pitoyables raisons pour expliquer une politique enfantine qui avait pour résultat de permettre à Abd-el-Kader de devenir une puissance et de réunir en faisceau les forces irrégulières des tribus arabes. Nous y relevons des appréciations vraiment étonnantes. Abd-el-Kader ayant toujours eu des déboires avec les tribus arabes, le général Desmichels écrit gravement : « Abd-el-Kader malheureux doit compter sur notre appui. » Et encore : « Je lui fis délivrer quatre cents fusils et quelques quintaux de poudre. »

Mais celle-ci vaut son pesant d'or : « Je ne laissai pas ignorer à Abd-el-Kader que j'avais fait sentir aux *rebelles* l'étendue de la faute qu'ils avaient commise en se révoltant contre leur prince. »

Ces rebelles étaient les Douars et les Smalas qui, ne voulant pas d'Abd-el-Kader, se cramponnaient désespérément à nous !

L'émir était arrivé à ses fins ; il put organiser un noyau d'armée permanente et régulière qui lui permit d'abord de prendre l'offensive contre des tribus récalcitrantes que, par un aveuglement insensé, nous repoussions, et ensuite de lutter contre nous avec avantage. Dès qu'il fut armé, il se hâta d'écraser les Douars et les Smalas qui se

soumirent en partie. Les fractions qui ne voulurent pas accepter son autorité se réfugièrent dans le méchouar ou citadelle de Tlemcen avec le vieux Mustapha-ben-Ismaïl, qui se demandait si les Français n'étaient pas un peuple de fous.

Mis en appétit, Abd-el-Kader voulut établir son influence sur les provinces d'Alger et de Constantine. Dans la province d'Alger, un marabout nommé Moussa (Moïse) prêchait la guerre sainte contre les Français; Abd-el-Kader marcha contre lui, le battit sur les bords du Chelif, et le naïf général Desmichels de s'extasier! Il ne voyait pas que l'émir travaillait non pour nous, mais pour lui-même, par la raison bien simple qu'il ne pouvait pas tolérer en Algérie une influence rivale de la sienne.

Nous résumerons en un mot l'arrêt que prononça en 1835 le public éclairé : Il s'est formé une nation arabe et un peuple nouveau se groupe autour du chef habile et entreprenant qui a réuni les tronçons épars de la race indigène. Préparons-nous à la lutte.

L'opinion publique exigea avant tout le rappel du malencontreux négociateur qui avait si mal compris l'honneur et les intérêts de la France. Le général Trézel vint remplacer le général Desmichels à Oran et se hâta de rompre le traité du 26 février en protégeant ouvertement les Douars et les Smalas. Mais il fut battu au combat de la Macta, le 28 juin 1835, et laissa 800 hommes sur le terrain. Les tribus arabes, ivres de joie, se partagèrent 800 têtes. Le duc d'Orléans, dans son beau livre : *Les Campagnes de l'armée d'Afrique*, raconte en détail cette désastreuse affaire, « où, dit-il, l'étoile d'Abd-el-Kader fit pâlir celle de la France, et où le sang français scellait l'alliance de ce chef avec le peuple arabe ».

Le maréchal Clauzel fut envoyé en Algérie avec mission de détruire Mascara, dont Abd-el-Kader avait fait sa capitale et sa place d'armes. C'était l'atteindre au cœur. Le maréchal emmenait d'importants renforts. comprenant surtout

trois régiments tirés de la division des Pyrénées-Orientales, et qui devaient s'illustrer en Afrique. C'étaient le 2^e léger, régiment où Changarnier servait comme capitaine commandant par intérim et dont il devait devenir le colonel ; le 17^e léger, le futur régiment du colonel Bedeau ; et le 47^e de ligne, rentrant d'Ancône et commandé par le colonel Combes.

Le duc d'Orléans avait obtenu la faveur de commander une division sous les ordres du maréchal Clauzel. Le roi Louis-Philippe envoyait donc à l'armée d'Afrique un maréchal qui apportait avec lui le glorieux souvenir des guerres du premier Empire et qui personnifiait le passé ; il lui envoyait également le prince royal qui représentait l'avenir. Ce prince, qui avait le feu sacré, qui était brave de sa personne, et qui se distinguait par sa haute intelligence, sa sollicitude de tous les instants pour le soldat, sa franche gaîté, son entrain, sa bienveillance, ne tarda pas à devenir l'idole de l'armée.

Le maréchal Clauzel commença les opérations à la mauvaise saison ; il s'achemina vers Mascara avec un corps d'armée fort d'environ 10,000 hommes, soit onze bataillons d'infanterie, 380 cavaliers français, six canons, douze obusiers et trois compagnies du génie. Les Douars, les Smalas, et un corps d'environ 300 Turcs à pied commandé par Ibrahim-Bey, ancien gendarme bosniaque, marchaient avec nous.

Des récits de bataille n'entreraient pas dans le cadre de ce livre ; nous nous bornerons à dire que la *furia francese* eut raison au Fig et à l'Habra des contingents réguliers et irréguliers ; la Macta fut vengée. Mascara, que les Arabes appellent Mâskeur (la ville aux soldats), fut occupée. L'émir ne voulut rien laisser aux Français qui trouvèrent la ville hideusement saccagée et eurent de la peine à s'établir dans les ruines.

Mais Abd-el-Kader n'avait pu emmener vingt-deux grosses pièces de canon, quatre cents milliers de soufre, et quantité d'autres munitions de guerre renfermées dans

son nouvel arsenal dont il était si fier. Le maréchal Clauzel se hâta de lui infliger un dommage irréparable et de le priver de toutes ces ressources. Les destructions ordonnées par le maréchal furent faites avec un grand soin, car l'art de détruire, et de bien détruire, est une science souvent aussi difficile et aussi importante à la guerre que l'art de créer. Les poudres furent donc noyées, les murs de la Casbah, puis l'arsenal et la fabrique d'armes de Mascara sautèrent.

Les plus grosses conséquences du traité Desmichels étaient réparées, Abd-el-Kader n'ayant plus ni place forte armée, ni centre de résistance, et ne pouvant plus se procurer des armes et des munitions que par le Maroc. L'émir cessait d'être le chef d'un peuple régulièrement organisé ; il passait à l'état de chef de bandes.

En Algérie, l'ennemi ce n'est pas toujours l'Arabe, c'est le convoi qui alourdit la marche des colonnes et qui rend parfois les retraites si pénibles. Le maréchal Clauzel devait en faire la cruelle expérience. La saison était fort avancée et l'on avait encore la funeste habitude, contre laquelle réagit plus tard le général Bugeaud, de se servir de voitures dans un pays où les routes faisaient défaut. On était au mois de décembre. Au froid, à une pluie continue, vint se joindre la mauvaise nourriture. On avait eu la singulière idée de réunir un convoi de chameaux et de lui confier exclusivement les vivres de la colonne ; or, le chameau ne résiste pas aux grands froids. Le convoi se débanda en emportant les vivres. Les soldats transis et affamés n'eurent pour se nourrir pendant leur séjour à Mascara que des pigeons et des chiens faméliques rôdant par milliers autour des ruines de la ville.

Nos braves soldats ne se découragèrent pas. Ils quittèrent Mascara au milieu d'une épouvantable tempête de neige et de grêle, suivis par deux ou trois cents cavaliers arabes qui n'attaquaient jamais, mais qui égorgeaient tous les traînards. L'arrière-garde avait bien l'ordre de ne

laisser personne en arrière, mais quantité d'hommes, épuisés par la misère, se cachaient dans les broussailles où les Arabes savaient les retrouver; ils aimaient mieux se laisser couper la tête que continuer à lutter contre des souffrances sans nom. On dut abandonner le convoi, et quand on défonça les tonneaux d'eau-de-vie, ce qui était une malencontreuse idée, car les Arabes n'en boivent pas et se fussent peu souciés de ce genre de prises, on vit une foule de malheureux se précipiter sur les ruisseaux que formait la funeste liqueur en se répandant. Quand ils se relevaient, ils étaient condamnés à mort, car l'ivresse arrive vite dans les corps débilités, et avec l'ivresse l'impossibilité de marcher. Les cacolets, encombrés de malades, ne purent emporter les hommes ivres; il fallut les abandonner à la sauvagerie des Arabes.

Chaque soldat français a l'étoffe d'une sœur de charité, et il ne faut pas s'étonner si parfois il oublie ses propres souffrances pour en soulager de plus grandes. La colonne ramenait de Mascara quelques centaines de juifs qui avaient refusé de suivre Abd-el-Kader quand il avait ordonné d'évacuer la ville à notre approche, et qui, par cela même, étaient voués au massacre. Ils formaient une lamentable caravane: les vieillards, quelques femmes, les enfants montés sur des mulets ou des ânes, les autres à pied; on les entendait, cheminant péniblement, chanter avec des voix épuisées, le psaume du retour de la captivité d'Israël. Ces malheureux furent presque tous sauvés par nos soldats; on vit des fantassins lourdement chargés jucher des enfants sur leurs sacs, des cavaliers mettre pied à terre et céder leurs chevaux à des vieillards ou des malades, des blessés descendre de cacolet pour y faire monter des femmes. Pourtant un groupe formant la gauche de la caravane, perdit peu à peu sa distance et l'arrière-garde dut le dépasser. Les deux ou trois cents Arabes qui suivaient la colonne à la piste comme une bande de chacals, l'entourèrent subitement à la vue même du bataillon. Le

commandant avait l'ordre formel de ne pas s'engager, pour ne pas arrêter toute la colonne. L'arrière-garde put donc voir de loin les infortunés fils d'Israël massacrés. Quelques femmes, dépouillées de leurs vêtements, furent chassées jusques vers Mascara.

Le bataillon d'arrière-garde était le bataillon Changarnier; il arriva à la nuit close au campement. Les hommes ne pouvant pas dans la nuit se perdre dans les broussailles pour y chercher du bois s'avisèrent de faire du feu avec leurs coffrets de giberne. Trois personnages enveloppés dans des manteaux s'approchèrent du brasier organisé par une des compagnies du 2^e léger, et comme un sergent, les prenant pour des artilleurs, leur demandait s'ils avaient apporté leur bûche pour prendre part au feu, l'un deux lui répondit: « Ma foi, sergent, je n'ai pu me procurer du bois. » Et il écarta son manteau. Les soldats du 2^e léger reconnurent le duc d'Orléans et s'empressèrent d'élargir le cercle. Le prince rassura ces braves gens, leur parla familièrement et essaya de raviver leur courage. Pendant toute la retraite, il ne se coucha pas avant une heure du matin; sans cesse il parcourait les bivouacs pour y porter le stimulant de ses bonnes paroles.

Abd-el-Kader fut mis, par cette expédition de Mascara, à deux doigts de sa perte. Tous les siens l'abandonnèrent et lui donnèrent cruellement la preuve que les Arabes, bien plus que les autres peuples, n'ont que du mépris pour ceux à qui la fortune ne sourit pas. La populace de Mascara arracha en présence de l'émir les fusils des mains des réguliers, dépouilla de leurs bijoux sa mère et sa femme, et mit en pièces le parasol doré, emblème de la souveraineté dont on l'avait revêtu. Il voulut s'indigner; les Arabes l'appelèrent *Sultan de la broussaille*, et lui dirent:

« Nous te rendrons le parasol quand tu seras redevenu sultan. »

C'est ici qu'il faut admirer la singulière ténacité d'Abd-

el-Kader. Il fut ébranlé, mais nullement abattu. Le maréchal Clauzel, avec une remarquable activité, ayant, quinze jours après son retour de l'expédition de Mascara, organisé une colonne pour marcher au secours des Coulouglis enfermés à Tlemcen, le trouva devant lui. Cette fois-ci, l'émir fut encore malheureux. Attaqué par les Coulouglis qui avaient de cruelles injures à venger et qui se sentaient soutenus par les spahis du commandant Yusuf, il les repoussait déjà victorieusement, quand les spahis vinrent prendre part au combat. Il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval ; le commandant Yusuf, presque seul, faillit le prendre plusieurs fois en le poursuivant pendant quatre heures.

III

Le destin de l'Algérie a donc dépendu pendant un moment de la vitesse d'un cheval. Il est incontestable que si le commandant Yusuf eût pu atteindre et tuer Abd-el-Kader, la conquête absolue aurait été faite dix ans, vingt ans plus tôt. A ceux qui s'étonneraient de l'insuccès du chef de spahis, nous dirons que pendant de longues années les Arabes ont eu grand soin de garder leurs meilleurs chevaux et de ne vendre que ceux de qualité inférieure. Il y eut même un instant où ils voulurent nous empêcher de remonter nos régiments de cavalerie ; le 2^e chasseurs d'Afrique à Oran, au plus fort de la guerre contre Abd-el-Kader, vers 1841, dut être monté en chevaux tunisiens qui sont loin de valoir ceux de l'ouest.

Dans les combats en Algérie, nos colonnes furent sans cesse harcelées par des milliers de cavaliers. C'est que pour les Arabes le cheval est l'instrument de guerre par excellence. Mahomet, qui ne voyait rien au delà, fit tout ce qu'il put pour inspirer à l'Arabe la passion du cheval.

On pourrait dire que le Coran est tout à la fois un code religieux et un traité d'hippologie.

Même avant Mahomet la légende s'était emparée du cheval.

Lorsque Dieu, racontent les ulémas, eut créé Adam, il lui dit :

« Choisis entre le cheval et le mulet. »

Adam choisit le cheval, et Dieu lui dit :

« Tu as choisi ta gloire, et la gloire de ta race ; ma bénédiction sera sur toi et tes descendants, car je n'ai rien créé qui soit plus beau et qui me soit plus cher que l'homme et le cheval. »

« Avec le secours du cheval, écrivait l'émir au général Daumas, qui avait été consul français (1) à Mascara, l'Arabe peut sauver ce qu'il possède, s'élancer sur l'ennemi, suivre ses traces, le fuir, défendre sa famille ou sa liberté. Supposez-le riche de tous les biens qui font le bonheur de la vie, rien ne pourra le protéger que son cheval. »

Et plus loin il rappelle au général Daumas ce mot du prophète :

« Celui qui entretient et dresse un cheval pour la cause de Dieu est compté au nombre de ceux qui font l'aumône le jour et la nuit, en secret ou en public. Il en sera récompensé : tous ses péchés lui seront remis et jamais la crainte ne viendra déshonorer son cœur. »

Mahomet, avant de lancer les peuples de l'Hedjâz dans une guerre de propagande religieuse, se plaisait à représenter le cheval comme un animal sacré, créé tout exprès par Dieu pour le triomphe de l'Islam. Il le plaçait ainsi sous la sauvegarde de la religion nouvelle. Jamais, dans le Coran, il ne parle de lui qu'avec un profond respect ; il l'appelle « le bien de Dieu par excellence » et va jusqu'à dire :

« Celui qui entretient un cheval pour la guerre sainte

(1) Etant capitaine aux affaires arabes en 1834.

augmente le nombre de ses bonnes œuvres. La faim et la soif de ce cheval, l'eau qu'il boit, la nourriture qu'il mange, tout pèsera dans la balance au jour du jugement dernier. »

Il imposa donc aux fils de l'Islam, comme un devoir religieux, l'amour du cheval et fit intervenir la religion dans l'art de l'élever et de le soigner. Introduire l'hippiatrique dans le Livre des livres, dans le livre saint, promettre les joies du paradis musulman à ceux qui soignent bien leurs chevaux, était de sa part une suprême habileté. Il fit mieux encore, car nous lisons dans le Coran :

« Les croyants, après leur mort, auront un cheval de rubis, muni de deux ailes garnies d'émeraudes, sur lequel ils voleront à leur gré. »

« Le bonheur dans ce monde, un riche butin et les récompenses éternelles, sont attachés à la crinière du cheval. »

Comme cet homme connaissait bien le peuple de pillards auquel il s'adressait !

Avec Mahomet les éleveurs seront tous sauvés.

« Quand quelqu'un, leur dit-il, ne peut pas remplir tous ses devoirs religieux, qu'il entretienne un cheval pour la cause de Dieu, et tous ses péchés lui seront pardonnés. »

Inutile dès lors pour les musulmans de construire des mosquées, puisque les écuries en tiennent lieu.

Un jour, dit la légende, comme il essuyait la tête de son cheval, un de ses compagnons lui offrit de l'aider.

« Tu voudrais donc, lui répondit le prophète, prendre pour toi toutes les récompenses ? L'ange Gabriel m'a assuré que chaque grain d'orge que mange mon cheval m'est compté pour une bonne œuvre, et que le cheval élevé dans la voie de Dieu préservera son maître du feu au jour de la résurrection. »

Impossible de réussir plus complètement à identifier l'homme avec le cheval. Chez nous, il est ou un instrument de travail ou un meuble de luxe ; chez l'Arabe, il fait partie de la famille. Le luxe est interdit aux musul-

mans pour leurs habits ; il est autorisé, prescrit même, dans le harnachement des chevaux.

Dès que le poulain a un an et demi, les Arabes le font monter par des enfants. Ils veulent que le cheval soit dressé tout jeune et que l'enfant devienne habile cavalier de très bonne heure.

IV

Nous avons laissé le commandant Yusuf aux prises avec Abd-el-Kader ; il est temps que nous consacrons quelques lignes à ce brave officier, mêlé à tout ce qui s'est fait de grand en Algérie de 1830 à 1864. Dans ses *Souvenirs d'un vieux zouave*, le capitaine Blanc trace de Yusuf un portrait plein de vérité :

« Dans cette foule d'habits brodés, d'épaulettes et de décorations, dit-il, un homme se faisait remarquer. Il portait le costume turc ; un cachemire couvrait sa tête expressive ; et sous les plis élégants de cette coiffure, brillait un regard plein de feu. Une barbe noire et soyeuse encadrait le bas de son visage fin et énergique ; il montait des chevaux admirables dont il faisait ressortir la vigueur et l'élégance par la grâce qu'il mettait à les manier. Il ne quittait jamais le maréchal, avec lequel on le voyait très souvent causer.

» Cette richesse de costume, cette noblesse de maintien, cette familiarité avec le chef de l'armée nous intriguaient au dernier point. Nous demandions à nos camarades le nom de ce cavalier, personne ne pouvait nous l'apprendre. Enfin quelqu'un nous dit : Il s'appelle Yusuf. »

Dans les rangs de l'armée d'Afrique, nombre d'histoires merveilleuses couraient sur le compte de Yusuf, et parmi elles celle de la prise de la Casbah à Bône. Le duc de Rovigo avait fait occuper cette ville en 1832 par une com-

pagnie de zouaves. Les habitants avaient accepté de bonne grâce cette occupation, au point que les officiers, tranquilles, descendaient de la Casbah pour prendre leurs repas quotidiens. Un ancien bey de Constantine, nommé Ibrahim, gagna quelques zouaves indigènes, et profitant du moment où les officiers français étaient absents, s'empara de la Casbah et en expulsa la garnison. Puis un lieutenant d'Ahmed (1) s'empara de la ville, de sorte que les habitants de Bône étaient pressurés par Ibrahim, maître de la Casbah, et par le lieutenant du bey, maître de la cité. Les malheureux Bônois implorèrent du secours à Alger, et le gouverneur leur envoya quelques troupes commandées par le capitaine du génie d'Armandy et le capitaine de chasseurs algériens Yusuf. Ces deux officiers, ayant appris qu'Ibrahim avait furtivement évacué la Casbah, débarquèrent audacieusement et allèrent arborer le pavillon français. Le lieutenant du bey, le fameux Ben-Aïssa que nous retrouverons aux assauts de Constantine, les attaqua vainement, et fut repoussé. Il s'entendit alors avec quelques soldats indigènes, qui formèrent le complot de tuer leurs officiers. D'Armandy et Yusuf furent prévenus; le premier, se voyant seul Français à la merci d'une centaine d'Arabes, se crut perdu; mais Yusuf le pria de le laisser faire. Il annonça une sortie contre les troupes de Ben-Aïssa, et quand les hommes furent sous les armes, il fit sortir les meneurs du rang :

« Vous avez résolu de tuer vos officiers et de livrer la Casbah à l'ennemi! vous êtes des traîtres et des lâches. »

Et sans plus de cérémonie, de deux coups de pistolet il cassa la tête aux deux principaux conjurés et s'adressant aux autres :

« Et vous, rentrez dans le rang. »

Tranquillement, il fit ensuite marcher par le flanc droit, contre Ben-Aïssa auquel il fit subir des pertes cruelles.

On n'a jamais connu bien exactement les antécédents de

(1) Bey de Constantine.

Yusuf. Renégat italien, il était, avant 1830, mameluck au service du bey de Tunis. A la suite d'une intrigue quelque peu romanesque, il fut arrêté, s'échappa et vint offrir ses services au général de Bourmont au moment du débarquement à Sidi-Ferruch. En 1831, le général Clauzei voulut former un corps indigène à cheval ou spahis dont le commandement fut donné à M. Marey-Monge, capitaine d'artillerie, depuis général de division; mais cette troupe n'eut jamais qu'une existence purement nominale. En même temps l'on chargeait le jeune Yusuf de la création d'un autre corps indigène ou mamelucks, qui n'eut pas plus de consistance que le premier. On prit alors le parti de fondre les deux escadrons sous le nom d'escadron de spahis; cette fois la formation fut durable.

Nous avons vu, pour l'infanterie, l'élément français se séparer peu à peu de l'élément arabe; les indigènes disparurent des bataillons de zouaves et finirent par former des régiments de tirailleurs algériens. Dans la cavalerie de l'armée d'Afrique, les deux éléments furent toujours distincts; jamais les chasseurs ne reçurent aucun indigène, et les spahis ne comptèrent que quelques Français, officiers, sous-officiers, ordonnances, trompettes ou maréchaux-fer-rants.

Dans ses *Souvenirs de la vie militaire en Afrique*, le comte de Castellane parle d'un officier indigène de l'escadron de spahis détaché à Milianah, dont le nom arabe. Mohamed-ould-Caïd-Osman, cachait un grand nom prussien, et une vie agitée, pleine de duels, de condamnations à mort et de pendants en effigie; c'était le type accompli de l'officier de fortune, du lansquenet du temps passé. Ce personnage, arrivé en Afrique avec le prince de Puckler-Muskau, avait porté le sac dans la légion étrangère; puis il s'était engagé sous un nom arabe dans les spahis, où il devint sous-officier.

Un duel atroce avait fait un renom singulier à Caïd-Osman. Un vieux maréchal des logis nommé Froidefond

lui ayant dit, avec vivacité, qu'il n'était bon qu'à se nettoyer les ongles, ils se battirent au pistolet, à dix pas. Froidefond tire le premier, Osman tombe sanglant, blessé à la hanche ; on s'élance pour le secourir, mais il se relève sur son coude, s'écriant que c'est son droit de tirer. Il tire et étend son adversaire raide mort.

Les états de services de Caïd-Osman ne vont que de 1841 à 1845 ; nous y avons relevé six citations à l'ordre du jour.

A côté de ces types exotiques, on rencontrait dans le cadre français des sous-officiers ou des brigadiers qui étaient venus en Afrique afin de satisfaire leur goût pour les aventures, ou pour arriver plus rapidement à se créer une position dans l'armée. D'autres étaient attirés par l'attrait du costume ou avaient besoin de se faire oublier.

Yusuf était là à sa place. Connaissant à merveille le caractère arabe, amoureux de l'éclat, il ne paraissait jamais qu'avec une selle couverte de velours rehaussé de broderies d'or, un turban de cachemire, une veste magnifiquement soutachée, une ceinture des plus riches. Jamais les spahis ne virent à leur tête un plus brillant entraîneur. Avec les quatre escadrons du 2^e spahis qu'il commandait comme lieutenant-colonel, il fit des prodiges dans le combat du 25 octobre 1841 contre les Hachems, la tribu d'Abd-el-Kader. Le général Bugeaud, qui traquait l'émir dans la province d'Oran et qui venait de détruire Tegdempt, Boghar et Thaza, les trois forts au moyen desquels Abd-el-Kader avait espéré suppléer à Mascara, avait ce jour-là ordonné un grand fourrage. Deux pelotons de spahis qui s'étaient déployés pour protéger les fourrageurs furent vivement attaqués par les Hachems, auxquels s'étaient mêlés les réguliers d'Abd-el-Kader, plus connus sous le nom de cavaliers rouges. Sur l'ordre de Yusuf, les escadrons restés au camp sautèrent en selle pour voler au secours de leurs camarades. Ils abordèrent l'ennemi, et la mêlée devint tellement furieuse que les vêtements des morts

et des blessés prirent feu par suite des coups de pistolet que les combattants se tiraient à bout portant. Les cavaliers rouges et les Hachems furent culbutés après une heure de combat, où la bravoure des spahis, excités par Yusuf et le cadre français, provoqua l'envie de leurs camarades les chasseurs d'Afrique.

Pendant l'action, un lieutenant-colonel d'état-major, para un coup de sabre destiné à son collègue Yusuf. Le colonel Péliissier était alors attaché à l'état-major du général Bugeaud, auquel il avait demandé l'autorisation de pousser la charge avec les spahis.

Disons en passant que les officiers d'état-major, à cette époque, ne croyaient pas être dispensés de sabrer à l'occasion. Au combat du 3 mai 1841, près de Milianah, tout l'état-major du général Bugeaud chargea, le sabre à la main, le lieutenant-colonel Péliissier en tête. Le capitaine de Cissey et le lieutenant Raoult tuèrent plusieurs Arabes de leurs mains. Dans ses *Récits militaires*, le général Ambert consacre plusieurs pages émues à la mémoire du général Raoult, mort glorieusement à Reichshoffen.

Nous ne quitterons pas les spahis sans parler d'un personnage qui y passa quelques années. Cet homme, du nom de Moncel, arriva au régiment précédé d'une réputation de viveur et de duelliste. Dès les premiers combats auxquels il prit part, il se distingua par une bravoure sauvage qui étonna d'abord et finit par inspirer le dégoût, parce qu'il y entraînait de la férocité. D'une stature gigantesque, il fut vite connu des Arabes. Jamais il ne faisait grâce.

Moncel ne parlait à personne, et n'avait pas d'amis. Il était brigadier, lorsqu'un adjudant, Goër du Hervé, très dur dans le service, devint pour lui un objet de haine. Subitement Moncel déserta et passa aux Hadjoutes. Suspecté d'abord comme tous les déserteurs, il se montra tellement hostile aux Français, fit preuve d'une telle audace dans les coups de main qu'il exécuta, qu'ils le choisirent pour chef. Il songea dès lors à se venger de

Goër du Hervé. Comme il excellait dans les embuscades, le 2 novembre 1837, il réussit à faire sortir de Bou-Farik l'escadron de spahis du capitaine Lamorose, dont faisait partie son ennemi personnel. Les Français furent attirés près de Beni-Méred, à quatre kilomètres de Blidah, et se laissèrent entraîner par des fuites et des résistances habilement calculées. Tout à coup l'escadron se vit entouré par deux mille cavaliers arabes embusqués dans un ravin sous les ordres du traître. Après un terrible combat corps à corps, nos hommes furent ramenés, laissant quatre-vingts spahis sur le terrain. Parmi les corps atrocement mutilés et décapités, on trouva celui de l'adjudant Goër du Hervé sur la poitrine duquel on lisait ces mots écrits avec la pointe d'un poignard :

« Moncel, 2 novembre 1837. »

Le misérable avait satisfait sa haine. Les Arabes le jugèrent dès lors tout à fait digne de leur confiance : un caïd lui donna sa fille en mariage.

Mais il ne tarda pas à quitter les Hadjoutes, qui peu à peu se soumettaient à notre autorité, pour entrer au service d'Abd-el-Kader, auquel il déplut par ses habitudes invétérées d'ivrognerie. On ne sait trop de quelle façon Moncel tomba entre les mains des Français ; les uns prétendent que l'émir le fit simplement remettre à nos avant-postes, les autres qu'il fut livré par sa propre femme, au moment où il passait dans la province de Constantine, afin d'offrir ses services à Ahmed-Bey alors fugitif.

Toujours est-il que, le 2 novembre 1838, juste un an après l'odieux guet-apens de Beni-Méred, il fut traduit devant un conseil de guerre, condamné à mort et exécuté. Il mourut l'insulte et le blasphème à la bouche.

L'expédition de Constantine de 1836 devait être le complément des opérations offensives que le maréchal Clauzel avait inaugurées en allant à Mascara pour tenter de briser la puissance d'Abd-el-Kader.

Dès qu'il apprit le projet de l'expédition, Yusuf offrit ses services. Le brillant officier proposa de préparer la conquête de Constantine, et, pendant le temps qui lui serait nécessaire à cette fin, de remplir les fonctions de bey pour le compte de la France. Le maréchal Clauzel accepta ce moyen, quoiqu'il fût bien précaire. Il avait le tort immense d'être l'un des chefs de la fraction la plus avancée de l'opposition, à la Chambre des députés. Or, les membres du cabinet du 6 novembre 1836 venaient d'être choisis dans la nuance politique où l'administration de l'Algérie avait le plus de censeurs. Le maréchal se rendit à Paris et demanda un renfort d'une dizaine de mille hommes, mais il accompagna sa demande d'une sorte d'*ultimatum*, déclarant qu'il se retirerait en cas de refus. On le prit au mot. Alors il se ravisa, car il tenait beaucoup à ce que la prise de Constantine fût le couronnement de sa longue et glorieuse carrière, et il dut se résoudre à risquer l'entreprise avec ses propres ressources, sans autre renfort que les troisièmes bataillons des régiments de ligne appartenant à l'armée d'Afrique.

« Je ferai, dit-il, comme je pourrai ; je compte sur ma bonne étoile. »

C'était malheureusement la seule garantie de succès qu'il pût offrir.

V

Le maréchal Clauzel fit flèche de tout bois ; à la province d'Alger il prit de l'artillerie, du génie, le 63^e de ligne et le 3^e bataillon du 2^e léger, commandant Changarnier ; à la province d'Oran, le 1^{er} bataillon d'Afrique et le 62^e de ligne. Il fit venir de Bougie la compagnie des tirailleurs d'Afrique du capitaine Blangini, depuis général ; c'était une compagnie franche, formée des hommes les plus déterminés des bataillons disciplinaires d'Afrique. Leurs longues

barbes, leurs habits déchirés, leurs cheveux incultes, leur avaient fait donner par l'armée le nom de *tirailleurs à poil*.

Tous ces renforts furent envoyés à Bône, où l'on retint le 59^e de ligne, qui avait l'ordre de rentrer en France.

A cette époque, l'armée était encore assez honorée pour qu'un de ses chefs, après insuccès ou défaite, fût mis en demeure de donner des preuves nouvelles de sa valeur. On ne le mettait pas en disgrâce, et des politiciens ombrageux, ne connaissant rien aux choses militaires, ne se permettaient pas comme aujourd'hui de formuler des jugements sans appel sur les hommes de guerre. On ne prononçait pas, au moindre revers, le mot de trahison. C'est ainsi que le général Trézel, dont nous avons raconté l'insuccès à la Macta, vint prendre à Bône le commandement d'une des divisions du corps expéditionnaire.

Le maréchal Clauzel trouva le commandant Yusuf, le pseudo-bey de Constantine, installé à Bône. Musulman de langage et d'habitudes, brave, adroit, connaissant admirablement le caractère arabe qui ne conçoit le commandement qu'entouré de faste et de somptuosité, Yusuf avait réussi tout d'abord à se faire accepter en jouant au pacha et en rappelant à tout moment aux Arabes les exactions et les terribles cruautés qu'ils reprochaient au bey Ahmed. Il se hasarda à faire des promesses qui mirent un peu de baume dans le cœur ulcéré du vieux maréchal, qui se croyait victime d'un complot ourdi pour le perdre. Pourquoi les hommes de guerre entrent-ils parfois dans les cavernes de la politique ? Ils devraient savoir qu'un parlementarisme à outrance n'hésite pas à compromettre la gloire du soldat devenu adversaire politique, au risque de compromettre par la même occasion l'honneur du drapeau.

Yusuf voyait tout en beau. Avec une entière bonne foi, il n'est pas permis d'en douter, il s'appliqua à embellir la vérité et à déguiser les mauvaises chances, au point qu'il représentait l'expédition de Constantine comme une chose parfaitement aisée, une simple promenade militaire. Il

se faisait des illusions tellement étranges sur son influence auprès des tribus, qu'il s'engagea à fournir quinze cents mulets de réquisition, deux mille s'il le fallait. Le maréchal le crut ; on verra que ce fut là son premier mécompte. Il prenait absolument au sérieux les vanteries de Yusuf, qui, ne doutant de rien comme tous les hommes braves et audacieux, promettait même de déterminer les tribus à adjoindre à la colonne française des milliers de cavaliers irréguliers.

Tout ce que put faire le commandant Yusuf, au point de vue militaire, ce fut d'organiser assez convenablement deux escadrons de spahis réguliers et deux escadrons, de moindre force, de spahis irréguliers, cinq cents chevaux en tout. Il forma, en outre, un petit bataillon de trois cents Turcs à pied qui rendit peu de services.

Le colonel Duverger, de l'état-major du maréchal Clauzel, se rendit à Bône, avant l'arrivée des troupes, pour préparer leur installation. Lui aussi fut ébloui par Yusuf, au point qu'il écrivit au maréchal que tout était prêt dans l'intérieur du pays où les indigènes nous tendaient les bras. L'expédition, dit-il, me paraît si facile, que je vous demande l'autorisation de la faire avec les Turcs du commandant Yusuf et les deux bataillons du 59^e en garnison à Bône.

Le maréchal fit sagement de ne pas accéder au désir de Duverger.

Cependant le bey Ahmed, vieillard sanguinaire et débauché, venait d'être arraché de son apathie par l'énergique Ben-Aïssa (1), forgeron kabyle auquel il avait donné le commandement de ses troupes ; Ben-Aïssa n'eut pas de peine à lui démontrer que l'installation d'un camp retranché à Dréan, à cinq lieues de Bône sur la route de Constantine, et l'occupation de la Calle révélaient clairement le projet de la France d'occuper la province de Constantine tout entière. Entraîné par Aïssa devant le camp de Dréan, Ahmed escarmoucha avec les Turcs de Yusuf, pendant que

(1) Aïssa, Jésus. Sidna Aïssa, Notre-Seigneur Jésus-Christ.

ses lieutenants soulevaient les tribus déjà lasses de leur nouveau bey. Ainsi les populations dont Yusuf avait promis le concours, qui devaient fournir des auxiliaires, des vivres, des transports surtout, nous devenaient subitement hostiles. La petite armée réunie à grand'peine par le maréchal n'avait plus à compter que sur elle-même pour conquérir Constantine.

Cependant la belle saison s'écoulait. L'automne s'annonçait mal, et ce ne fut qu'après de longues et orageuses traversées que les troupes prises à Oran et à Alger débarquèrent à Bône. Malgré le dévouement de la marine qui fit remorquer tous les transports par les rares bateaux à vapeur dont elle disposait à cette époque, certains corps restèrent jusqu'à quarante jours sur le pont des vaisseaux, exposés à la pluie et aux vagues, sans pouvoir se sécher, ni se chauffer, ni marcher. Un bateau chargé de chevaux du train alla à la côte; un autre dut se réfugier à Toulon.

Bône n'était pas encore, comme aujourd'hui, une des plus ravissantes villes d'Algérie. C'était, en 1836, un affreux cloaque encombré de ruines et d'ordures, où l'on amoncela les troupes venues de l'ouest, déjà épuisées par les souffrances de la traversée. Les pluies persistèrent jusqu'au 10 octobre; elles étaient glaciales et une humidité malsaine, pénétrante, qui pourrissait les munitions d'artillerie, leur succéda. Un froid brouillard glaçait nos malheureux soldats qui ne connaissaient pas encore la petite tente. Comble de malheur, des neiges précoces firent leur apparition dès le 1^{er} novembre.

Les troupes entassées à Bône atteignaient le chiffre de 8,000 hommes; au bout de trois semaines, elles comptaient 2,000 fiévreux. Et pas d'hôpital! Il y avait bien une sorte d'établissement hospitalier pouvant contenir trois cents lits; mais les soldats devaient attendre leur tour pour y être admis, et l'on comprend que pour beaucoup de malades le seul tour qui arrivât jamais était le tour

du cimetière. Trois fois de suite, la Chambre avait refusé les fonds demandés pour l'assainissement et la reconstruction de Bône. Il est de criminelles économies, et nous ne saurions flétrir en termes trop indignés la fastueuse et hypocrite philanthropie qui détermine nos assemblées parlementaires à élever des palais aux *dilettanti* de l'assassinat et du vol, quitte à envoyer de braves soldats peupler les cimetières de nos colonies.

Bône, qui a englouti tant de victimes, qui, comme Bou-Farik, a moissonné trois générations de colons et n'a été assainie qu'après trente ans d'occupation, devint un véritable charnier. Les régiments se transformèrent en infirmeries, et l'on arriva à faire des distributions régulières de sulfate de quinine.

L'armée française réunie à Bône fut agréablement surprise par l'arrivée du duc de Nemours. Le soldat aime à voir les grands de la terre partager ses souffrances. Les princes d'Orléans étaient populaires dans l'armée d'Afrique, et chacun se souvenait de la conduite du duc d'Orléans à Mascara, où il avait montré le plus grand courage et bravé des souffrances horribles. On savait que le prince n'était rentré en France que parce qu'il avait été atteint de fièvres et de dyssenterie, et l'on admirait sans réserve le roi Louis-Philippe qui envoyait un autre de ses fils prendre part à une entreprise que tous jugeaient en France devoir être autrement périlleuse que celle de Mascara.

C'est que tout le monde ne partageait pas les illusions du maréchal Clauzel. Le vieux soldat voyait bien que toutes les bases de l'organisation de l'armée expéditionnaire croulaient à la fois et que tous les moyens, à commencer par les moyens de transport, manquaient; mais il se raidissait, comptant sur un caprice de la fortune, se complaisant, non dans les calculs de la froide raison, mais dans ceux qui appartiennent aux combinaisons du hasard. Il n'écoula pas les sages observations des colonels Tournemine et Lemer cier, chefs de l'artillerie et du génie. et

mit en route sa petite armée de fiévreux en assignant à chacun un rendez-vous général à Guelma.

Il ne lui restait plus que 7,270 hommes valides, dont 5,400 d'infanterie, 520 de cavalerie, 550 d'artillerie, 500 du génie et 300 d'administration. C'est avec cette faible troupe, à laquelle il faut ajouter quelques centaines de Turcs, que sans avoir fait reconnaître la route de Constantine, presque sans vivres, avec une artillerie insuffisante, ayant contre lui, outre les Arabes, la distance, la saison et la maladie, il allait se ruer contre un nouveau Gibraltar.

Voici de quelle façon le maréchal organisa son armée :

1° L'avant-garde, commandée par le général de brigade de Rigny, se composait des Turcs traînant six petits obusiers, du 3^e régiment de chasseurs d'Afrique, du 1^{er} bataillon d'Afrique et de la compagnie franche du capitaine Blangini (1);

2° Le corps de bataille, aux ordres du général de division Trézel, comprenait un bataillon du 2^e léger, le 17^e léger, et les 62^e et 63^e de ligne ;

3° Enfin la réserve, colonel Petit d'Hauterive, se composait du 59^e de ligne, avec un peu d'artillerie et de génie.

Ce corps expéditionnaire, qui marchait au sacrifice, n'avait qu'une batterie de six pièces de 8, avec dix obusiers de montagne. La batterie de 8, gênante dans la marche, était incapable de faire brèche ; elle était donc inutile. On n'avait pas d'attelages, et l'on dut laisser à Bône, outre un équipage de ponts bien nécessaire pour franchir les rivières débordées, et accélérer conséquemment la marche, une batterie de 12 qui eût peut-être eu quelque action sur les murs de Constantine. En fait d'attelages, l'artillerie ne disposait que de 328 animaux décrépits ; elle ne put emmener que 716 coups pour la batterie de 8, soit 119 coups par pièce, et 662 coups pour les obusiers de montagne, soit 66 coups par pièce, plus 36 fusils de rempart ayant

(1) Ces deux derniers petits corps étaient commandés par le lieutenant-colonel Duvivier.

chacun six coups à tirer, et 200 vieilles fusées, hors de service par suite de la routine bureaucratique, toute-puissante alors comme aujourd'hui.

L'artillerie, pour le transport des cartouches de réserve, fut obligée de prendre quatre-vingts mulets sur les quatre cents fournis par la réquisition. On était loin du nombre promis par Yusuf. L'administration prit le surplus des mulets et quarante chevaux éreintés lui servirent à atteler dix voitures ; elle organisa ainsi un informe convoi sur lequel elle entassa :

Cinq jours de riz, cinq jours de biscuit, un jour de vin, trois jours de sel, un jour d'orge, et cent vingt-huit mille rations d'eau-de-vie. Nous écrivons les chiffres en toutes lettres, pour que le lecteur ne croie pas à une erreur typographique. Il comparera le chiffre des rations d'eau-de-vie, avec celui des rations d'orge, réservées à des chevaux auxquels on demandait un effort considérable.

Il fallut mettre sept jours de vivres sur le sac des hommes, et leur distribuer soixante cartouches par tête. On ne leur donna qu'une couverture pour eux, tant on se rendait compte qu'il ne fallait pas trop exiger d'hommes accablés par la maladie. Au bout de deux jours de marche, les soldats, par insouciance et pour s'alléger, n'avaient plus un seul jour de vivres de réserve. Le seul bataillon du 2^e léger aux ordres du commandant Changarnier les avait conservés.

Quelques curieux, volontaires inutiles et encombrants, s'étaient joints à l'armée. On remarquait entre autres les ducs de Mortemart et de Caraman, MM. de Chasseloup-Laubat et Baude, députés, et deux dessinateurs.

Le mouvement commença le 9 novembre, et le 13, le maréchal Clauzel réussit enfin à pousser hors de Bône les derniers débris que lui disputait la fièvre et qui se relevaient de leur grabat pour courir au devoir. Plein d'angoisses, le maréchal voulait se soustraire à l'affreuse réalité, et s'abandonnait aux séductions de l'inconnu.

On se concentra à Guelma, l'antique Calama des Romains, qui n'était plus qu'un chaos. Les troupes s'établirent comme elles purent au milieu des ruines. Un orage éclata dans la nuit, et le troupeau, qui aurait pu fournir quinze jours de viande fraîche, se débanda dans l'obscurité ; on ne réussit à atteindre que quelques animaux qui n'étaient certes pas les meilleurs, car ils n'avaient pas eu la force de s'enfuir. Les collines argileuses, profondément détrempées par la pluie, qui s'étendent de Bône à Guelma, présentèrent tant de difficultés au convoi, qu'on dut laisser sur place presque tout le matériel du génie, entre autres les échelles d'assaut. Chose extraordinaire ! l'intendance préféra abandonner l'orge des chevaux, qui en avaient un pressant besoin, plutôt que les tonneaux d'eau-de-vie. Les chevaux et mulets arrivèrent à Guelma exténués par les fatigues et les privations. Presque tous les convoyeurs arabes s'échappèrent. Des quatre-vingts mulets portant la réserve de cartouches d'infanterie, il n'en resta pas un seul, et l'artillerie dut abandonner 200,000 cartouches.

Il eût été facile de s'établir à Guelma, excellente base d'opérations pour l'année suivante, dès le retour de la bonne saison ; mais la fatalité poussait le maréchal en avant. Il résolut de pointer sur Constantine le plus tôt et le plus rapidement possible, comptant y trouver des vivres. On quitta Guelma le 14 novembre, et le 18 seulement on arrivait à Raz-el-Akba, après avoir fait douze lieues. Toute végétation disparaît quand on arrive sur le plateau de Raz-el-Akba ; les hommes se couchèrent donc sans feu et mangèrent crues les maigres rations qu'on leur distribua. Le 19 l'armée aperçut dans le lointain la cavalerie d'Ahmed-Bey avec laquelle elle échangea quelques coups de fusil ; le lendemain, après une nuit horrible pendant laquelle dix-sept factionnaires furent gelés, on aperçut Constantine.

Ce jour-là, un ordre général fut lu à l'armée, pour défendre les désordres lors de l'entrée à Constantine, assu-

rer le respect des hommes et des choses, la conservation des magasins et établissements publics, et diviser la ville en quartiers assignés aux différents corps. Un lieutenant-colonel d'état-major prit si bien au sérieux cette lamentable gasconnade, qu'ayant lu dans l'ordre qu'il était chargé d'assurer le logement du duc de Nemours, du maréchal et de l'état-major., il voulut partir le jour même pour remplir sa mission. Il demanda quelques cavaliers d'escorte pour se rendre à Constantine et fut fort étonné quand on le pria d'attendre encore.

Enfin, après des souffrances sans nom, lugubre préface d'une terrible épopée, l'armée débouche sur le plateau du Mansourah, qui domine Constantine à l'est. L'ennemi est invisible. Impatient, le maréchal Clauzel veut voir la ville et s'avance jusqu'au rebord du plateau. Un coup de canon retentit, et un boulet vient ricocher entre les jambes de son cheval. Le drapeau rouge est arboré sur tous les minarets de la cité, qui se remplit de rumeurs confuses ; la garnison accourt sur les remparts et aux batteries, hurlant et vociférant. Le malheureux maréchal perd ses dernières illusions. Plus d'entrée triomphale ; il faut lutter, et lutter sans espoir de succès.

Par sa position, Constantine est une ville unique au monde. La nature a chassé hors des profondeurs du sol un énorme bloc de roches d'une bizarrerie audacieuse, ne tenant aux montagnes voisines que par un isthme étroit que domine le Condiat-Aty ; ce bloc est devenu une redoutable forteresse.

Malheureusement, le maréchal Clauzel débouchait non par le Condiat-Aty mais par le Mansourah, et de ce côté la ville est couverte par un précipice profond d'une centaine de mètres où la rivière du Rummel s'est ouvert un chemin, et sur lequel les Romains avaient jeté un pont, ouvrage grandiose, d'une hardiesse étonnante (1).

(1) Ce pont a duré jusqu'en 1856 ; il tombait en ruines et a été démoli à coups de canon.

L'intrépide Ben-Aïssa s'était enfermé dans Constantine, laissant le lâche Ahmed courir la campagne avec quelques milliers de cavaliers. Ben-Aïssa disposait de 3,000 hommes environ, dont 500 Kabyles, le reste canonniers turcs ou miliciens. Le maréchal Clauzel ne disposait guère de plus de combattants que Ben-Aïssa ; dans la petite colonne française, 3,000 affamés gardaient 4,000 malades. Sans vivres, sans grosse artillerie, sans munitions, il y avait impossibilité de faire un siège. Il fallait de toute nécessité, si l'on voulait entrer à Constantine, tenter un coup de force. « Il faut recourir à la force, dit avec amertume le maréchal, et la force me manque déjà. »

Une double attaque fut décidée par le Condiat-Aty et par le pont romain jeté sur l'abîme. La brigade de Rigny, renforcée par deux bataillons, 2^e et 17^e léger, avait été dirigée sur le Condiat-Aty, enlevé par un audacieux coup de main des tirailleurs à poil du capitaine Blangini ; mais quand on voulut communiquer avec le général de Rigny, on s'aperçut que le Rummel, démesurément enflé par les pluies, ne permettait le passage à aucun messenger. Quelques cavaliers se dévouent, mais ils sont entraînés eux et leurs chevaux. Alors un brave homme se présente pour tenter l'épreuve ; il s'appelle Mouramble, carabinier au 2^e léger. Il se déshabille complètement, suspend à son cou une bouteille contenant la dépêche et se précipite dans le Rummel. Deux fois il disparaît sous l'eau, deux fois il reparaît à la surface ; enfin, tout sanglant, tout meurtri par les pierres que le torrent roule à sa suite, il reparaît sur la rive opposée, mais tout près du Bardo, où sont les écuries du bey remplies de Turcs. Il reçoit une grêle de balles dont aucune, heureusement, ne l'atteint, prend sa course et rejoint le général de Rigny qui lui jette son manteau sur les épaules.

Mouramble était de la classe libérable ; il emporta dans ses foyers la croix de la Légion d'honneur.

Du côté du pont romain, où il s'agit de préparer l'atta-

que, le colonel de Tournemine et le capitaine Munster, admirables de dévouement, s'attellent avec leurs canonniers à leurs pièces de 8 qu'ils réussissent à arracher de la boue et à descendre à pic au pied du Mansourah pour les mettre en batterie contre la porte d'El-Kantara. Les pièces tirent à 900 mètres. Coûte que coûte, il faut donner l'assaut après une préparation insuffisante ; quatre pouces de neige couvrent le sol le 22 novembre au matin, les chevaux ont presque tous succombé, 127 soldats, pendant la nuit, ont péri de froid et de misère dans un lac de boue. Le génie est magnifique ; il fabrique des échelles d'assaut avec des débris de voitures, et les capitaines Hackett et Ruy vont reconnaître la porte d'El-Kantara sous une grêle de balles. Le colonel du génie Lemercier est exténué ; ses sapeurs lui improvisent un abri sous lequel il entre en agonie.

Le double assaut doit se donner à minuit. Du côté du Condiat-Aty, le général de Rigny charge le lieutenant-colonel Duvivier de l'attaque contre la porte Bab-el-Djibia. Duvivier n'a ni échelles ni cordes et ne dispose que de deux petits obusiers approvisionnés à *quatre coups chacun* ! Il se propose avec ces huit obus tirés à bout portant d'ébranler la porte, sur laquelle il se ruera avec ses tirailleurs à poil et son bataillon d'Afrique. A minuit, il lance la compagnie de tirailleurs précédée d'une vingtaine de sapeurs du génie conduits par le capitaine Grand. Au moment où elle se découvre, elle est accueillie par une fusillade d'une intensité telle, qu'elle perd ses trois officiers et 32 hommes, plus de la moitié de son effectif. Le capitaine du génie Grand reste debout avec cinq sapeurs. Sur ces entrefaites arrivent les deux petits obusiers qui tirent leurs huit coups. Aussitôt le bataillon d'Afrique s'élance, précédé du lieutenant-colonel Duvivier et du commandant Richepanse. Sapeurs, tirailleurs, bataillon d'Afrique, tous se ruent sur la porte Djibia ; impossible de l'escalader. Le capitaine Grand, une hache à la main, est tué ; le commandant

Richepanse, digne fils du célèbre général qui fut le héros de la bataille de Hohenlinden, se cramponne à la porte atteint de quatre blessures, et tombe à la cinquième; le colonel Duvivier frappe à cette porte avec le pommeau de son épée. Nos hommes reculent, emportant leurs morts et leurs blessés.

Du côté d'El-Kantara, la colonne d'assaut, précédée par le général Trézel l'épée haute, marche au pas de course sur le pont romain. Arrivé devant la porte, le général fait appliquer les deux seules échelles qu'il possède, mais les hommes qui les tiennent sont tués, lui-même a le cou traversé par une balle. La colonne tourbillonne un moment, puis recule en laissant le pont jonché de morts.

C'en est fait; il ne reste à l'artillerie que quinze kilogrammes de poudre; l'infanterie n'a presque plus de cartouches. Plus de vivres, le convoi est perdu; le 62^e de ligne, réduit à 270 hommes, au point que les officiers ont dû s'armer des fusils de leurs soldats, a dû l'abandonner dans la boue. La solennelle horreur de la position trouble les âmes les plus fortes; seul Clauzel reste ferme; se tournant vers le duc de Nemours, il lui dit avec un calme sourire :

« Monseigneur, nous voici arrivés à ce que la guerre présente de plus difficile. »

La brigade de Rigny a quitté le Condiat-Aty, et s'efforce de rejoindre le maréchal sur le plateau de Mansourah. Les hommes emportent leurs camarades blessés ou malades, et les déposent à tout moment pour faire face aux Kabyles enhardis de Ben-Aïssa. Un poste de quinze hommes est oublié; ces malheureux essaient de se faire jour, mais six seulement parviennent à rejoindre.

Le corps expéditionnaire formant un immense carré s'ébranle enfin. Les portes de la ville vomissent les habitants altérés de massacre; plus de dix mille bêtes fauves s'abattent sur les troupes françaises engourdies et démoralisées. On a chargé les quelques voitures attelées de

blessés et de malades ; mais la tête de colonne marche bon train, le carré se disloque peu à peu, et les prolonges d'ambulance ne peuvent suivre. A l'Oued-Bratz, auquel les Arabes ont donné depuis le surnom de rivière des chiens, on est obligé de laisser en arrière quelques-unes de ces prolonges. Les Arabes bondissent et égorgent quantité de malheureux. Les plus grièvement atteints avaient été abandonnés dans les grottes du Mansourah, où les femmes de Constantine, furies hideuses, étaient venues les égorger un à un.

Mais quittons ces scènes d'horreur pour raconter un magnifique exploit, entré dans le domaine de la légende héroïque. D'après l'ordre de marche, le 63^e de ligne doit former l'extrême arrière-garde ; mais il file si bon train vers la tête de colonne, qu'il découvre les prolonges de blessés. On commençait à les égorger quand paraît le bataillon du 2^e léger, réduit à 250 hommes. « A nous, le 2^e léger, » crient les malheureux blessés. Calme, le commandant Changarnier entend les cris de détresse qui partent de l'ambulance ; il lance sa compagnie de voltigeurs, mais la rappelle aussitôt en voyant accourir l'escadron de chasseurs d'Afrique du capitaine Morris qui sabre les égorgeurs et dégage le convoi.

Le valeureux Changarnier venait d'apercevoir cinq ou six mille cavaliers arabes qui approchaient. En un clin d'œil ils ont entouré le bataillon du 2^e léger, qui se trouve séparé de la colonne.

Alors se passe une scène admirable. Le commandant Changarnier est au milieu du carré ; fièrement il se redresse sur sa selle :

« Allons, mes enfants, s'écrie-t-il, voyons ces gens-là en face, ils ne sont que six mille, et vous êtes deux cent cinquante : vous voyez bien que la partie est égale. Vive le roi ! Attention à mon commandement ! »

A ce moment les Arabes sont à portée de pistolet. « Feu de deux rangs ! » dit alors l'intrépide commandant. Et

un feu bien nourri jonche de cadavres d'hommes et de chevaux trois faces du carré.

Les Arabes comprirent l'avertissement, et laissèrent le 2^e léger rejoindre la colonne qu'il venait de sauver du massacre.

La retraite de la brigade de Rigny se fit dans un tel désordre, qu'elle put être qualifiée de débandade. Le général eut de plus le tort grave de tenir des propos coupables contre le maréchal. Celui-ci se contenta de le flétrir dans l'ordre du jour suivant :

« Au bivouac de Sidi-Tamtam.

» Honneur soit rendu à votre courage, soldats ! Vous avez supporté avec une admirable constance les souffrances les plus cruelles de la guerre. Un seul a montré de la faiblesse ; mais on a eu le bon esprit de taire justice des propos imprudents ou coupables qui n'auraient dû jamais sortir de sa bouche.

» Soldats, dans quelque situation que nous nous trouvions ensemble, je vous en tirerai toujours avec honneur, recevez-en l'assurance de votre général en chef.

» Souvenez-vous que vous avez la gloire de votre pays, votre belle réputation, et un fils de France à défendre. »

Le général de Rigny, traduit plus tard devant un conseil de guerre, fut acquitté, grâce à la déposition toute bienveillante du commandant Changarnier. Il était frère du ministre de la marine, l'amiral de Rigny, le vainqueur de Navarin.

Nous avons vu que des touristes s'étaient joints à la colonne. Deux d'entre eux, le duc de Caraman et M. Baude, députés, eurent une conduite bien différente. Le vénérable duc de Caraman, âgé de soixante-quinze ans, se montra admirable ; il ne quitta pas l'arrière-garde, relevant les traînards, les chargeant lui-même sur son cheval, encourageant et soutenant ceux qu'il ne pouvait soulager.

Au contraire, Baude eut une attitude lamentable ; il osa conseiller au maréchal de s'échapper pendant la nuit, d'abandonner tout le matériel pour alléger l'armée et de partir en avant avec la cavalerie en laissant l'infanterie se débrouiller comme elle pourrait. Le maréchal ayant répondu par un geste de mépris écrasant, le tribun se mit à courir de groupe en groupe ; il alla d'abord aux artilleurs qui, avec un remarquable dévouement, s'étaient attelés à leurs pièces, se jugeant déshonorés s'ils les laissaient entre les mains de l'ennemi, et les exhorta à jeter ces pièces dans les ravins ; le colonel de Tournemine menaça de le cravacher. L'infortuné député, s'approchant de l'infanterie, criait aux soldats d'une voix larmoyante :

« Dieu est miséricordieux, il nous sauvera. »

Il passa en gémissant ainsi à côté du duc de Nemours, qui le traita de lâche.

Le duc de Nemours rivalisait de bravoure et de calme avec le maréchal Clauzel. Celui-ci avait réussi à sauver sa calèche, dans laquelle prirent place le général Trézel blessé grièvement et le colonel Lemercier mourant. Le prince, très souffrant depuis Bône, refusa obstinément d'y monter. Il n'avait plus de bagages, souffrait du froid, et ne cessait d'aller d'un groupe à l'autre de soldats, pour les encourager. Devant toute la troupe, il embrassa deux officiers supérieurs du 62^e qui conduisaient par la bride leurs chevaux abandonnés à des blessés.

Que dire encore ? La retraite de Constantine coûta à l'armée, outre les hommes tués en combattant, sept cents hommes morts de misère. Mais la détente qui suit toujours des émotions terribles coûta la vie à bien d'autres. Trois mille hommes sur six mille entrèrent à l'hôpital de Bône, et sur ces trois mille hommes, quinze cents moururent.

Le malheur de l'armée n'était pas encore assez complet : le magasin à poudre de la Casbah de Bône sauta, et l'explosion fit périr cent huit hommes du 17^e léger et du 1^{er} bataillon d'Afrique ; deux cents autres furent mutilés.

Un mot pour terminer. Le jour où l'armée rentra à Bône, les Turcs de Yusuf eurent un petit engagement dans lequel on fit plusieurs Arabes prisonniers. On pansa ceux d'entre eux qui étaient blessés, et on les renvoya tous.

C'était notre réponse, à Ahmed-Bey qui avait envoyé à Constantine trois cents têtes coupées et deux cents paires d'oreilles.

VI

Voici déjà plusieurs fois que le nom de Changarnier revient sous notre plume. Il est temps de nous occuper de cet illustre homme de guerre, un des héros de la conquête algérienne. L'outrage n'a pas même respecté le cercueil du noble soldat dont la vie entière a été un perpétuel sacrifice au pays, tant sont tristes nos mœurs politiques. Dévouement, patriotisme, vertus civiques ou militaires, ne pèsent d'aucun poids dans la balance, si l'homme qui en fait preuve est d'une autre opinion que l'opinion dominante.

Changarnier (Nicolas-Aimé-Théodule) naquit à Autun, le 26 avril 1793. Voici ses glorieux états de services :

Sorti de Saint-Cyr comme sous-lieutenant en 1815. — Lieutenant en 1815 au 60^e de ligne. — Campagne d'Espagne de 1823 et capitaine le 9 octobre 1825. — Expédition de Mascara ; chef de bataillon en 1835. — Se distingue dans la retraite de la première expédition de Constantine. — Lieutenant-colonel en 1836. — Colonel en 1839. — Expédition des Portes-de-Fer comme colonel du 2^e léger. — Maréchal de camp en 1840. — Lieutenant général en 1843. — Commandant la division d'Alger en 1848. — Commandant supérieur de la garde nationale et des troupes de Paris de 1848 à 1851. — Retraité en 1852.

Jusqu'en 1823, Changarnier servit dans les gardes du corps qu'il quitta pour faire la campagne d'Espagne. Il commença dès lors à se distinguer. Homme de devoir.

connaissant admirablement son métier, l'aimant, il professait cette opinion que l'officier ne doit jamais dédaigner les menus détails de son emploi et qu'à la guerre les grandes choses ne sont que la résultante d'une infinité de petites.

En 1830, étant au 1^{er} régiment de la garde royale, il demanda à passer au 2^e léger qui envoyait un bataillon au corps expéditionnaire d'Alger. Dans ce corps, il fut presque aussitôt désigné pour la compagnie d'élite ou compagnie de carabiniers. Les compagnies d'élite étaient fort ambitionnées à ce moment, tant par les officiers qui, ayant à commander à des hommes choisis, y trouvaient une sorte de sinécure, que par les sous-officiers et soldats qui y rencontraient beaucoup d'adoucissements dans le service, et y touchaient une haute paie.

Nous avons vu ailleurs le rôle brillant que remplit la compagnie de carabiniers du 2^e léger en sauvant le bataillon du 4^e léger au camp de Dely-Ibrahim, surpris alors que son commandant avait ordonné un nettoyage d'armes en présence de l'ennemi.

Le 2^e léger, rentré en France (1), voyagea de garnison en garnison jusqu'en 1835, comme nos régiments voyageaient jadis. A cette époque, nous retrouvons ce régiment à la division des Pyrénées-Orientales constituée sous les ordres du général de Castellane. Quand le maréchal Clauzel reçut l'ordre (2) d'aller à Mascara détruire la puissance naissante d'Abd-el-Kader, il emmena, ainsi que nous l'avons déjà raconté, cette division entière, composée des 2^e et 17^e léger, 11^e et 47^e de ligne. La carrière militaire du capitaine Changarnier se dessine glorieusement.

Vers la fin de 1830 le corps d'officiers de l'armée française se composait de plusieurs éléments fort différents. On y voyait les officiers sortis des écoles militaires, ceux

(1) En 1830.

(2) En 1835.

venus de la garde royale, les héros de juillet ou officiers nommés par récompense nationale, et les réformés de l'empire, appelés communément *les rentrants à la bouillotte*.

Les officiers des deux dernières catégories étaient plus braves qu'instruits, et ceux des deux premières avaient le tort de le leur faire sentir. De là des duels fréquents, auxquels prenait part trop souvent le capitaine Changarnier, chef du groupe des officiers sortant de l'école. Les mœurs militaires se sont singulièrement adoucies et la folie du duel a presque disparu de l'armée ; mais à ce moment, elle possédait des duellistes et des raffinés d'honneur comme sous le premier empire. On vit Changarnier se battre un jour au pistolet avec un de ses collègues, et le lendemain à l'épée avec un second ; il blessa ses deux adversaires.

Ses idées sur le point d'honneur étaient d'ailleurs originales. En 1834, commandant un détachement de deux compagnies sur les frontières d'Espagne, il punit, pour quelques détails de service, son collègue le capitaine Treille. En lui notifiant les arrêts, il le prévint que, conformément au règlement, il le recevrait chez lui, dans la tenue du jour, à l'expiration de sa punition. Treille obéit et se présenta à son chef de détachement au jour et à l'heure fixés. Changarnier le reçut avec beaucoup de courtoisie, parla de choses indifférentes, et congédia son visiteur forcé en lui disant :

« Comme commandant de détachement, comme votre supérieur conséquemment, j'ai cru devoir vous mettre aux arrêts. Votre punition expirée, je redeviens votre collègue ; si vous croyez avoir à vous plaindre de moi, je me mets entièrement à votre disposition, et je vous offre toutes les réparations par les armes qu'il vous plaira de me demander. »

Très surpris, le capitaine Treille répondit qu'il ne comprenait guère les inimitiés à propos du service, et se retira.

Son duel avorté avec le colonel de Bourjolly eut un retentissement considérable en Algérie.

Changarnier venait d'être nommé colonel du 2^e léger; ce régiment, dans lequel il avait obtenu tous ses grades depuis celui de capitaine, s'était acquis en Afrique une réputation telle, que le duc d'Orléans, qui lui avait rapporté de Paris le brevet de colonel, tint à connaître lui-même le nouveau promu, et lui dit, après lui avoir donné l'accolade :

« Je vous confère deux titres à la fois, celui de colonel, et celui de colonel du 2^e léger. »

M. de Bourjolly, homme de guerre des plus remarquables, était colonel du 1^{er} régiment de chasseurs d'Afrique, un des plus beaux de l'armée française, et dont les exploits ne se comptaient plus.

Entre les troupes des deux colonels existait cette rivalité généreuse qui enfante des prodiges.

Après l'expédition des Portes-de-Fer (1) les hordes d'Abd-el-Kader vinrent bloquer Blidah. Le général Duvi vier, qui commandait la place, demanda aide au maréchal Valée qui courut au secours de son lieutenant avec une colonne dont faisaient partie le 2^e léger et le 1^{er} chasseurs d'Afrique. Près de l'Oued-el-Alleugh, la troupe française se trouva en présence de deux bataillons de réguliers qui, nouvellement formés et pleins de confiance en eux-mêmes, avaient enfreint la défense formelle de l'émir en s'aventurant dans la plaine.

Le 2^e léger tenait la tête, et ses tirailleurs d'extrême avant-garde, commandés par le capitaine Leflô, depuis général et ministre de la guerre, se heurtèrent contre les Arabes formant deux carrés, avec de mauvais canons dans les angles. Leflô fait ralentir le feu de nos soldats pour inspirer encore plus de confiance à l'ennemi, et vient avertir le colonel Changarnier. Ivre de joie, celui-ci court au maréchal Valée, lui demandant avec instance la liberté d'agir. Le maréchal croit devoir laisser faire le 2^e léger.

(1) En 1839.

Changarnier dissimule habilement son régiment derrière un rideau de tirailleurs tirant mollement, arrive à cinquante mètres des réguliers et les aborde brusquement à la baïonnette. Le maréchal Valée et son chef d'état-major, le général Rostolan, accourent aussitôt l'épée haute au milieu du 2^e léger en criant : « De l'ordre, mes amis, de l'ordre ! L'ennemi va vous charger. » Le 2^e léger n'écoutait rien et taillait en pièces cette infanterie régulière qu'elle voyait pour la première fois. La cavalerie arabe allait tomber sur lui, quand elle vit arriver le 1^{er} chasseurs d'Afrique qui lui fit tourner bride. Le colonel de Bourjolly ne s'attarda pas à la poursuivre ; faisant un à-gauche, il prit à revers les carrés d'infanterie attaqués de face par le 2^e léger. En un clin d'œil, ils furent dispersés, jetant armes, équipements, souliers, pour fuir plus vite.

Dans son rapport officiel, le maréchal Valée donna l'honneur de la journée au 2^e léger, tout en relatant la part brillante prise au combat par le 1^{er} chasseurs d'Afrique. Ce rapport éveilla la susceptibilité de M. de Bourjolly qui eut le tort d'adresser à un journal militaire une lettre revendiquant pour les chasseurs d'Afrique l'honneur du combat de l'Oued-el-Alleugh. Changarnier réclama, en démentant ses assertions, dans des termes tels qu'une rencontre devint inévitable. Rendez-vous fut pris ; mais le duc d'Orléans intima aux deux colonels l'ordre de se rendre auprès de lui. Il leur reprocha leur conduite peu convenable, et leur fit sentir que ces officiers supérieurs qui devaient servir d'exemple, n'avaient pas à exposer une vie qui appartenait à la France.

Bref, le prince les réconcilia, en apparence du moins. Plus tard, ils furent nommés généraux de brigade le même jour. Quand Changarnier fut promu général de division, il était enfermé dans Milianah ; la dépêche annonçant la bonne nouvelle fut adressée au général de Bourjolly qui opérait dans le voisinage, et celui-ci, montant aussitôt à cheval, se fit un honneur d'aller prévenir l'heureux promu. Cette

prévenance mit fin à cette rivalité de deux vaillants hommes de guerre si bien faits pour s'entendre.

Pour donner une idée du rôle que joua le général Changarnier dans la conquête algérienne, il nous suffira de dire que son nom seul inspirait la terreur aux Arabes. Ils l'appelaient, en estropiant son nom, Changarlo ou bien encore Changarli, que nous pouvons traduire par le mot dompteur, car le verbe arabe *changan* veut dire dompter. « Son nom, disait au comte de Castellane un caïd des Hadjoutes, veut dire le dompteur d'ennemis, l'abatteur d'orgueil, et il a justifié son nom. »

Montrant ensuite la longue chaîne de montagnes qui borde la Mitidja, du Chenouan à la mer, le chef arabe ajouta :

« Quand vient l'orage, l'éclair court en une seconde sur toutes ces montagnes, en sonde les replis. C'était ainsi de son regard pour nous trouver. Quand il nous avait vus, la balle n'atteint pas plus vite son but. »

Le caïd hadjoute n'exagérait pas. Le général Changarnier avait toutes les qualités du commandement ; surtout le coup d'œil et un jugement rapide. A cela il joignait une énergie, une ténacité singulière. Nous n'en donnerons qu'une preuve, en montrant son admirable conduite à l'Oued-Foddah.

En 1842, après avoir guerroyé pendant trois mois dans la vallée du haut Chélif, la colonne Changarnier venait de clore ses opérations par la prise de la smala de Ben-Allal, le premier khalifa ou lieutenant d'Abd-el-Kader, et ramenait trois mille prisonniers et trente mille têtes de bétail. Sur la foi de quelques renseignements erronés fournis par des chefs arabes, la colonne, forte seulement d'un bataillon de zouaves, du 3^e bataillon de chasseurs à pied et d'un escadron de chasseurs d'Afrique, venait de s'engager dans la vallée de l'Oued-Foddah, lorsqu'elle fut brusquement assaillie dans un terrain des plus difficiles par plusieurs milliers de Kabyles. Pendant deux jours

elle se battit héroïquement, la plupart du temps à l'arme blanche, et parvint, en sauvant ses prises, à sortir du redoutable défilé dans lequel la trahison l'avait attirée. Épuisés, les Kabyles n'osèrent pas poursuivre.

Ils se croyaient délivrés du terrible Changanro et fêtaient la nuit suivante l'expulsion de la colonne française de leurs montagnes, quand tout à coup ils entendirent sonner la charge. Les Français tombèrent sur eux comme un ouragan, leur tuèrent une centaine d'hommes, saccagèrent leurs villages, et firent une razzia complète. Le général Changarnier n'avait pu prendre son parti du guet-apens dans lequel il était tombé. Tout autre que lui se fût estimé heureux d'être sorti d'un guépier sans laisser entre les mains de l'ennemi un seul mort ou un seul blessé ; lui, avait fait faire halte à la sortie du défilé, ordonnant une distribution de cartouches, puis, après la nuit close, avait fait prendre silencieusement les armes à son infanterie, en laissant son escadron à la garde du camp, et était revenu sur ses pas.

La bravoure du général était à la hauteur de son incroyable ténacité. En 1840, sa vaillante brigade eut à soutenir pendant une journée tout l'effort des Kabyles (1) ; après avoir engagé toutes ses réserves, le général se mit à la tête du dernier bataillon qui lui restait et monta avec un si magnifique entrain à l'assaut des positions d'où les Kabyles foudroyaient nos troupes, que toute la colonne, saisie d'admiration, s'arrêta. A chaque instant le duc d'Orléans et le duc d'Aumale qui étaient présents s'écriaient : « C'est superbe ! superbe ! »

Mais rien n'approche de l'héroïque énergie qu'il montra au combat de Mouzaïa, dans la même année. Il était à expliquer un mouvement à un de ses aides de camp, quand il fut atteint d'un coup de feu au-dessous de l'omoplate gauche. Le docteur Ceccaldi, médecin en chef de la division d'Alger, accourut aussitôt et se hâta de panser

(1) Les Kabyles voulaient empêcher la marche du maréchal Valée vers Cherchell.

le général que l'on venait de placer sous un gros olivier.

« Voyons, docteur, dit celui-ci, dites-moi vite votre opinion et posez-moi un appareil ; je suis pressé, j'ai des ordres à donner.

» — Ce n'est rien, mon général, répondit Ceccaldi qui venait de sonder et de laver la blessure. Dans deux mois vous pourrez remonter à cheval.

» — J'y serai plus tôt, cher docteur, croyez-moi. »

Et aussitôt le pansement terminé, il remonta à cheval en se faisant aider par un cavalier d'escorte.

« — Merci mille fois, cher docteur, dit-il au médecin stupéfait. » Et il recommença à donner ses ordres comme si rien ne lui était arrivé.

Rien d'étonnant si l'intrépide général était l'objet de la confiance illimitée de ses soldats ; avec eux il osait tout. Un jour le maréchal Valée, après plusieurs heures de combat, réunit ses chefs de corps, dont faisait partie Changarnier, encore colonel du 2^e léger, et leur demanda quel était le régiment le moins fatigué pour l'envoyer occuper une position difficile qui commandait le camp. Tous se turent.

« — Voyons, dit le maréchal au colonel du 48^e, votre régiment est celui qui a le moins marché.

» — Monsieur le Maréchal, mon régiment est exténué, car il arrive à peine de France ; mais il se trouvera toujours un colonel pour vous dire que son régiment est tout frais.

» — Non, monsieur le Maréchal, répondit Changarnier qui sentit que la malice était à son adresse ; mon régiment est plus que harassé. Mais je ferai marcher mon 2^e léger ; quand faut-il partir ? »

Combien l'armée devait admirer ce chef qui passait ses nuits au travail, après avoir pris sa dose journalière de quinine, et qui, le matin, était le premier à cheval ! On voyait que la santé du général était plus que frêle, et l'on était plein d'admiration pour cet homme, au moral de fer, qui savait commander à la souffrance et sur le

visage duquel on apercevait à peine de temps à autre une fugitive crispation que lui arrachait la douleur. Aussi, comme il était populaire ! A la suite des razzias où il excellait, sa première pensée était de faire faire bombance à ses soldats. Avec Changarnier, disaient les soldats, on sent toujours le mouton. Cela sent le mouton, répétaient en riant les chasseurs à pied du 6^e bataillon en chargeant l'émeute parisienne au 13 juin 1849.

Le général aimait à rédiger ses ordres lui-même ; aussi se contentait-il d'un seul aide de camp. Pendant plusieurs années, ce fut le capitaine Pourcet (1). M. de Carayon-Latour, charmant jeune homme, chevaleresque et brave, dont tous les militaires de la vieille armée d'Afrique ont gardé un excellent souvenir, devint aussi quelque temps son officier d'ordonnance.

Les chevaux du général étaient célèbres. *Cousscouss* était un petit cheval kabyle, trapu, râblé, redressant la tête au sifflement des balles. Son insouciance du danger, sa docilité pour porter son maître aux endroits les plus dangereux, avaient fait dire aux soldats : « C'est diable sur diable. » *Cousscouss* ne fut jamais blessé.

Un autre de ses chevaux, Max, grand cheval allemand, fut moins heureux que *Cousscouss* ; il fut blessé plusieurs fois sous le général, et finit par être tué. Les soldats improvisèrent sur Max une complainte burlesque dont nous détachons quelques couplets :

Le pauvre Max est mort,
Mironton, ton ton, mirontaine,
Le pauvre Max est mort,
Mort et pas enterré ! (bis.)
Il était v'nu d'Allemagne,
Mironton, ton ton, mirontaine ;
Il était v'nu d'Allemagne
Pour aller en Alger. (bis.)
.....

(1) Celui qui, général de division, fut rapporteur dans le procès du maréchal Bazaine.

Max reçut maintes balles,
Mironton, ton ton, mirontaine;
Max reçut maintes balles
Et l'général aussi. (bis.)

A la fin, c'te pauv' bête,
Mironton, ton ton, mirontaine;
A la fin, c'te pauv' bête
A trépassé sous lui. (bis.)

Arrêtons-nous sur cet échantillon de poésie militaire.

L'outrage, disions-nous plus haut, n'a pas respecté le nom du général Changarnier; ses ennemis, ajouterons-nous, ont essayé de le tourner en ridicule. En 1848, des petits journaux, menu fretin des publications périodiques, s'en prenant à l'excessive propreté et à l'élégance native du général, le surnommèrent le général Bergamotte. Il aurait pu, s'il n'avait souverainement dédaigné les plaisanteries des *condottieri* de la presse, répondre que les gants glacés dont il couvrait ses mains ne l'avaient point empêché de tenir vaillamment l'épée à Constantine, au col de Mouzaïa, à l'Oued-Foddah.

Non, les soldats ne riaient pas quand ils voyaient ce hardi général fièrement campé, sur Max ou sur Cousscouss, au milieu des balles, les mains gantées soigneusement, les pieds finement chaussés de bottes vernies. Les Russes riaient-ils quand ils voyaient Murat galopant en grande tenue en avant de ses escadrons, au grand jour de la bataille de la Moskowa?

Mais en ce temps le rire n'épargne rien, surtout lorsqu'il s'agit de généraux pris dans l'engrenage fatal de la politique.

En 1847, un des premiers actes du duc d'Aumale, nommé gouverneur de la colonie en remplacement de l'illustre maréchal Bugeaud, fut de confier à Changarnier le commandement de la division d'Alger. C'est à lui aussi que partant pour l'exil en 1848 il céda le gouvernement par intérim de l'Algérie. Mais Changarnier n'inspirait aucune confiance aux républicains et était connu pour être profondément dévoué

à la royauté. Devait-il être ingrat envers des princes, ses compagnons d'armes, qui avaient assuré sa carrière ? Fallait-il qu'il reniât ces braves soldats, jeunes, aimables, bienveillants, idoles des soldats d'Afrique, dont ils avaient partagé les dangers, les misères et les souffrances ?

La vie du glorieux général, après 1848, ne nous appartient plus. Nous nous ferions scrupule toutefois de nous arrêter court. Appelé au commandement de l'armée et de la garde nationale de Paris, il devint impopulaire, car les Parisiens n'aimaient pas cette main de fer ; Changarnier ne riait jamais des joyeusetés de la rue. L'histoire de son arrestation le 2 décembre 1851 est connue ; on ne pensa point que, pour l'arrêter, c'était trop d'un commissaire de police, d'un capitaine de la garde républicaine, de quinze agents de la sûreté, et de quarante gardes républicains, dont dix à cheval.

Louis Veillot a tracé de main de maître un portrait du général comme orateur. « Dans son habit civil, il semble être en uniforme. Il promène sur l'assemblée ce regard froid et ferme qui cherche et qui voit ce qu'il faut faire. Il attend les bras croisés que le silence se fasse ; il n'attend pas longtemps, on est impatient de l'entendre. Suivant sa bonne coutume militaire, il ne dit que peu de mots, mais pleins de choses ; il les prononce d'une voix peu façonnée aux modulations oratoires, mais pleine d'énergie... Après avoir prononcé son discours, dont le vieux Corneille aurait pu s'inspirer, dans lequel même il aurait pu trouver quelques vers tout faits, le général Changarnier retourne à sa place sans que les applaudissements dont il est salué amènent le moindre changement sur son impassible visage. »

Après avoir refusé le serment au président de la République, le général Changarnier fut rayé des cadres de l'armée, et, exilé par mesure de sûreté générale, se réfugia à Malines. Il y resta jusqu'à l'amnistie de 1859, et vint ensuite se fixer à Autun, sa ville natale.

Le vieux lion se réveilla en 1870. Un commandement lui fut refusé, mais l'empereur l'admit dans son état-major.

« — Vous vous ralliez à l'empire? lui demanda-t-on.

» — Je me rallie, répondit le vieux brave, à la patrie en danger. »

Après le départ de l'empereur pour l'armée du camp de Châlons, le général Changarnier resta à Metz et fit partie du conseil de défense. Le soir du combat de Servigny, nos soldats virent arriver au milieu d'eux un vieillard à la moustache blanche.

« — Changarnier! s'écria-t-on sur toute la ligne.

» — C'est moi, mes enfants, c'est moi, répondit le brave général qui avait emprunté un uniforme au maréchal Lebœuf.

» — La casquette! cria-t-on.

» — Non, pas la casquette! La charge! c'est le moment! »

Et la charge sonna, et tous, officiers et soldats, s'élançèrent en avant sans tirer un coup de fusil.

« Si vous aviez vu ça, dit plus tard un sergent chevronné, si vous aviez vu le vieux bédouin se tourner vers les tambours pour faire sonner la charge! Cela m'a rappelé la Crimée, le Mamelon-Vert et l'assaut de Malakoff. »

Ce soldat patriote eut la douleur d'être envoyé par le maréchal Bazaine auprès de l'état-major allemand pour négocier la reddition de l'armée française. Ici, il faudrait écrire l'histoire du général avec un mélange de sang et de larmes; nous préférons nous arrêter, renvoyant le lecteur aux admirables *Récits militaires* du général Ambert.

Le général Changarnier mourut le 14 février 1877. Monseigneur Perraud, évêque d'Autun, a fait de lui, dans la cathédrale de la vieille cité éduenne, un magnifique éloge funèbre. « Non seulement pour la France d'aujourd'hui, s'est écrié l'éminent prélat, mais pour celle de demain, il s'appellera, il s'appelle Changarnier! »

Dans le *Journal des Débats*, Cuvillier-Fleury, le 6 mars 1877, a tiré de Salluste le portrait du général Changarnier :

« (Illi) præter vetustatem familiæ, alia omnia abunde erant; industria, probitas, militiæ magna scientia, animus belli ingens; domi modicus, lubricitatis et divitiarum victor; tantummodo gloriæ avidus. (Salluste, *Jugurtha*, LXIII.)

La devise que demanda le vieux héros pour sa tombe était :

BONHEUR PASSE, HONNEUR RESTE

CHAPITRE III

SOMMAIRE :

Effet produit par l'échec de Constantine. Ben-Aïssa. Le choléra à Bône. L'armée expéditionnaire devant Constantine. Mort du général Damrémont. Assaut. Les colonels Lamoricière et Combes. Les pertes. — La province d'Oran. La Sickah. Traité de la Tafna. Entrevue d'Abd-el-Kader et du général Bugeaud. Armée régulière d'Abd-el-Kader. Les déserteurs. Les renégats. Le bavarois Glockner. — Rupture imminente. La province de Constantine. Le passage des Portes-de-Fer. Le duc d'Orléans. — La guerre sainte. Les journaux. Effondrement des croyances musulmanes. La légende arabe sur le Christ. Les fettouas. — Les Hédjoutes. Les Arabes à la guerre. La vie de campagne. Misères et travaux. Les hôpitaux. — Médéa. Miliana. Le colonel d'Illens. Changarnier et le maréchal Valée. Le général Bugeaud. Mazagran. — Les Zéphyr. Les disciplinaires dans l'armée. Les chamborans du père Marengo. Les zéphyr à Rachgoun. Débraillé de leur tenue. Chapardages. La vente de la salle de police à Bougie. Les rats à trompe.

I

Le retentissement de l'échec éprouvé par le maréchal Clauzel fut immense. Toute la province de Constantine se resserra autour d'Ahmed-Bey, qui reconquit du coup, par le prestige attaché à sa victoire, la fidélité équivoque de ses sujets. Le sultan lui conféra la croix du Nicham Iftikhar et le titre de pacha ; en prévision d'un second choc à soutenir par le nouveau champion de l'Islam, il alla jusqu'à lui promettre des secours. En attendant il voulut envoyer une flotte à Tunis ; mais l'amiral Lalande barra la

route à l'escadre turque et la somma de rebrousser chemin, ce qu'elle s'empessa de faire.

Mais celui que le désastre subi par les Français grandit le plus en Algérie, fut Abd-el-Kader. Cet homme n'était-il pas aux yeux de tous la résistance arabe incarnée, et la défense de Constantine n'était-elle pas une des formes de cette résistance? Nous verrons plus loin à quels compromis l'on se crut obligé de descendre avec lui.

En France, il n'y eut qu'un cri d'indignation et de vengeance, tant il est vrai que dans notre pays les tristesses des mauvais jours constituent un excitant autrement puissant que l'exaltation produite par la victoire. Heureux les peuples qui grandissent dans les revers! Les fluctuations politiques qui déplaçaient si souvent à Paris l'axe du pouvoir depuis l'avènement de la monarchie parlementaire de juillet, s'étaient trop souvent traduites en Afrique par des fautes dont les résultats, revenant en France démesurément grossis, étaient exploités par des ennemis de notre conquête méditerranéenne; mais cette fois tout le monde fut d'accord pour donner au gouvernement les moyens de réparer l'échec subi par nos armes.

Le soin de la vengeance nationale fut confié, non pas au maréchal Clauzel qui avait pourtant la confiance du soldat, confiance accrue encore par des revers momentanés, mais au général Denys de Damrémont. Le comte de Damrémont avait fait les guerres de 1806 et de 1809 à la grande armée et en Dalmatie, celles de 1811 et de 1812 en Espagne et en Portugal, enfin les campagnes de 1813 et 1814; il avait commandé une brigade d'infanterie dans l'expédition d'Alger de 1830 et avait été nommé général de division la même année, puis pair de France. Ces services étaient beaux sans doute, mais ils n'avaient pas l'éclat de ceux du maréchal Clauzel, le héros de la bataille de Vittoria.

Le nouveau gouverneur de l'Algérie obtint ce que son prédécesseur, homme politique autant que militaire, n'avait pu obtenir. L'effectif de nos troupes, qui était de

31,000 hommes et de 4,000 chevaux, fut élevé à 43,000 hommes et 6,000 chevaux. L'Algérie ne fournissait plus rien à l'armée, sinon des ennemis de plus en plus nombreux, et, les Français ne pouvant se procurer des chevaux et des mulets dans un pays où ces animaux abondent, on fut obligé d'acheter six cents mulets en Poitou et en Languedoc ; la cavalerie se remonta en chevaux tunisiens que le bey de Tunis, jaloux de voir grandir Ahmed-Bey à côté de lui, laissa exporter.

On était tranquille pour le moment du côté d'Oran, grâce au traité de la Tafna, cette deuxième édition du funeste traité Desmichels ; le général de Damrémont, pour mieux assurer notre sécurité à Alger, conduisit en personne contre la Kabylie l'expédition dite du Boudouaou, qui se termina de la façon la plus heureuse. Puis il se mit en devoir d'aller arborer le drapeau français sur les murs de Constantine, *Ksentinet el Alouah* (Constantine l'aérienne), comme disent les Arabes.

Le général de Damrémont songea un moment à changer sa base d'opérations et à agir par Stora ; il y renonça pour diverses raisons, et se détermina à suivre le sillon tracé. D'abord le colonel Duvivier avait su donner à Guelma une importance politique considérable et avait soumis tout le pays jusqu'à Raz-el-Akba ; de plus des travaux très sérieux, que l'on n'osa pas laisser stériles, avaient été exécutés sur la ligne Bône-Guelma. Ainsi l'on avait établi une route carrossable jusqu'au gué de la Seybouse, et l'on avait créé les camps permanents de Dréan, Nechmeya et Hammam-Berda (l'eau froide). Ahmed-Bey avait si bien compris l'importance de Guelma, qu'il avait, le 16 juillet 1837, attaqué ce point défendu seulement par un petit bataillon du 11^e de ligne, les tirailleurs d'Afrique du commandant Pâté, et cent chevaux ; mais le colonel Duvivier lui avait infligé un sanglant échec.

Cependant des indécisions fâcheuses avaient fait ralentir des préparatifs indispensables ; on voulut négocier avec le

bey de Constantine, sans se rendre compte qu'avec les Orientaux il faut au moins être aussi fort pour négocier que pour combattre. Le mois de septembre, le dernier mois de beau temps, était déjà entamé, et Ahmed se mit à compter sur les pluies, grâce auxquelles il avait été victorieux l'année précédente.

Mais son énergique lieutenant, le Kabyle Ben-Aïssa, ne veut pas uniquement compter sur la mauvaise saison qui approche à grands pas ; il entend que Constantine devienne un centre terrible de résistance. L'attaque des Français en 1836 lui a indiqué les points les moins forts de la ville ; il ordonne donc de murer la porte d'El-Kantara donnant sur le vieux pont romain, et au-dessus de la nouvelle muraille, il fait construire une batterie casematée. En même temps il crénelles les maisons ayant vue sur le ravin, répare et arme la Casbah, située au point culminant de la ville. Il réunit soixante-trois bouches à feu qu'il place surtout vers la face regardant le Condiat-Aty ; de ce côté, une ligne de batteries casematées surmonte une haute muraille de granit dont le pied est soigneusement déblayé. Les parapets, les murs intérieurs, les maisons bâties en amphithéâtre sont crénelés de façon à permettre aux défenseurs de tirer à couvert par deux ou trois étages de feux. Le faubourg du Condiat-Aty est impitoyablement rasé, pour qu'aucun point ne soit dérobé à la vue des canons turcs.

Ben-Aïssa plus expérimenté aurait suivi les conseils des quelques aventuriers européens qui parvinrent jusqu'à Constantine : il eût fait élever un fort sur le Coudiat-Aty et couper par un fossé avec glacis l'isthme étroit qui va de cette montagne à la ville. De cette façon, il aurait été en mesure de disputer pied à pied les abords de la ville. Sans doute nous n'aurions pas été arrêtés indéfiniment, mais nous aurions perdu un temps long et précieux et consommé nos munitions, ce qui nous eût remis dans la position où se trouva le maréchal Clauzel au mois d'octobre 1836. L'ignorance d'Ahmed-Bey et de Ben-Aïssa était

fortifiée par les prédictions des marabouts fanatiques, qui exaltèrent la confiance générale, au point de persuader à chacun qu'une deuxième victoire contre les Français était absolument assurée.

L'infanterie turque et kabyle fut portée de cinq cents hommes à quinze cents ; la milice urbaine, forte de deux mille hommes, formée par les corporations commandées par leurs *amins* (syndics), était sous les ordres de Bel-Bedjaoui, turc énergique et passionné. L'élite de la garnison se composait des cinq cents canonniers turcs ou *topjis*, auxquels leur commandant avait donné une instruction pratique excellente, en les exerçant à tirer sur tous les points où les Français s'étaient établis l'année précédente et où ils pouvaient construire des batteries.

Les armées oisives d'Europe envoyèrent des représentants. Le gouvernement anglais accrédita auprès de l'expédition le colonel Temple, et le gouvernement danois M. de Falbe, son consul à Athènes ; tous deux étaient des archéologues distingués. On remarqua aussi un lieutenant d'artillerie saxon qui à chaque engagement galopait avec ivresse dans les lignes de tirailleurs ; enfin, au dernier moment, arriva sir Russel, capitaine anglais au service de l'Autriche.

Le capitaine Russel fut, de tous les officiers étrangers qui avaient obtenu l'autorisation de faire la campagne avec l'armée française, le seul qui monta à l'assaut de Constantine. Il parvint sur la brèche avec le commandant Bedeau, de la légion étrangère, et toute l'armée remarqua au milieu du feu son uniforme blanc à collet vert. Le capitaine Ney de la Moskowa, officier d'ordonnance du duc de Nemours, lui serra chaleureusement la main au plus fort du combat.

Trois officiers prussiens arrivés trop tard pour se faire admettre, durent rester à Bône.

Le général de Damrémont demanda à être secondé par des généraux éminents dans l'accomplissement d'une tâche qui importait à l'honneur de la France et de l'armée. Le

général de division comte Valée, depuis longtemps retraité, rentra au service pour prendre la laborieuse direction de l'artillerie avec le général marquis de Caraman pour second. Ce dernier était le fils de l'héroïque vieillard qui s'était signalé à la mémorable retraite de l'année précédente. Le général Valée, le bras droit du maréchal Suchet, le héros des sièges de Lérída, de Mequinenza, de Tarra-gone, de Tortose et de Valence, était divisionnaire depuis 1811 et passait à juste titre pour le premier artilleur de l'Europe. Le général Rohault de Fleury, ingénieur des plus remarquables, fut placé à la tête de l'arme du génie. Enfin le duc de Nemours, comprenant ce qu'il devait au sang des Bourbons qui coulait dans ses veines, voulut avoir sa part de la revanche de nos armes après avoir assisté à l'échec de 1836 et partagé les souffrances de l'armée ; il désira être à l'avant-garde et obtint le commandement de la première brigade du corps expéditionnaire. Une autre brigade fut donnée au général Trézel, qui, sa blessure guérie, prétendait aussi avoir des droits à une revanche.

Cependant le choléra débarque à Bône avec le 12^e de ligne. Aussitôt les services sanitaires enferment ce régiment dans la ville ; bien plus, ils gardent les détachements d'artillerie et du génie qu'attend le général de Damrémont et qui ne sont nullement contaminés par le fléau. Les relations de Bône avec tout le littoral méditerranéen sont grevées de longues quarantaines ; mais le temps presse, il n'est plus possible d'attendre. Le général en chef se décide à marcher sur Constantine avec des moyens incomplets ; il bravera en homme de cœur des impossibilités de toute sorte.

Ahmed-Bey, enhardi par cette pensée que les troupes françaises, avec le choléra, ne pousseraient plus en avant, rassemble quelques milliers de cavaliers à Hammam-Eskoutine (les bains maudits, les bains enchantés) et vient attaquer le camp de Medjez-Amar (le gué de l'âne) défendu

par le général Rulhières. Ses efforts se brisent devant une position défendue par les zouaves du lieutenant-colonel de Lamoricière secondés par les compagnies d'élite du 2^e léger et du 47^e de ligne. Ahmed-Bey se retire, donnant rendez-vous aux Français devant Constantine.

Le général de Damrémont accepte le défi, et ébranle sa colonne. L'armée est divisée en quatre brigades :

1^o La brigade duc de Nemours, composée de deux bataillons du 17^e léger, et du régiment de marche du lieutenant-colonel de Lamoricière (bataillon de zouaves et bataillon du 2^e léger);

2^o La brigade Trézel, qui comprend deux bataillons du 23^e de ligne, deux bataillons du 11^e de ligne, les tirailleurs d'Afrique et les Turcs irréguliers, ceux-ci confiés au colonel Duvivier ;

3^o La brigade Rulhières, composée de deux bataillons du 26^e de ligne, du bataillon de la légion étrangère, et du 3^e bataillon d'Afrique ;

4^o La brigade Combes; le colonel Combes commande son régiment, le 47^e de ligne.

La cavalerie est répartie entre les 1^{re} et 3^e brigades. En tout l'armée compte quatorze bataillons donnant un peu plus de sept mille hommes, douze escadrons donnant à peine quinze cents sabres, douze cents artilleurs, un millier de sapeurs du génie, avec quelques centaines de soldats d'administration et du train. La colonne expéditionnaire comprend en tout treize mille hommes, avec dix obusiers de montagne et six pièces de campagne.

Le général Valée n'a pu réunir toutes les ressources qu'il réclamait. Mais il n'y a pas pénurie comme l'année précédente ; ainsi les canons de campagne sont approvisionnés à cent quarante coups chacun et ceux de siège à cent quatre-vingts. Malgré la résistance de ceux dont la dédaigneuse légèreté eût encore une fois fait échouer la campagne, il réussit à conduire dix-sept pièces de siège, soit trois mortiers, six gros obusiers, quatre pièces de 16

et quatre de 24 ; il emmène encore deux cents fusées, en bon état cette fois, et un demi-million de cartouches d'infanterie.

Sans l'obstination intelligente du général Valée, la campagne eût encore échoué.

L'infanterie quitte la couverture, la giberne, le sabre-poignard, vulgairement appelé coupe-choux, et les buffleteries ; on a voulu alléger le fardeau du fantassin, qui n'emporte qu'un sac de campement et une cartouchière. On se rappelle qu'au-delà de Raz-el-Akba, l'armée du général Clauzel n'a pas trouvé un brin de bois, et comme on veut que le soldat puisse faire cuire ses aliments, on prescrit à chacun de mettre sur son hâvre-sac un petit fagot serré soigneusement et de prendre à la main un bâton de moyenne longueur (1).

Le 6 octobre 1837, l'armée paraît devant Constantine ; la brigade du général Trézel est chargée de la défense du Mansourah, et les trois autres vont s'installer sur le Coudiat-Aty, après avoir péniblement franchi les gués du Bou-Merzoug et du Rummel près de leur confluent. Le duc de Nemours est nommé commandant du siège, avec le capitaine d'état-major de Salles (2) pour major de tranchée.

Dès le 9 octobre, l'artillerie est en mesure d'ouvrir le feu, et le surlendemain, à trois heures de l'après-midi, alors que déjà l'on désespère de faire brèche et qu'on se voit réduit à manquer de munitions, un coup d'obusier pointé par le général Valée lui-même détermine un éboulement dans la muraille de granit qui fait face aux assiégeants. Quelques coups de canon suffisent heureusement pour élargir la brèche.

(1) Les feux de bivouac dans un pays où le bois faisait absolument défaut parurent plus tard aux Arabes, incapables d'exécuter, de concevoir même un pareil effort, un prodige d'industrie.

(2) Le capitaine de Salles devint plus tard général de division et sénateur ; on connaît sa fin tragique, il fut assassiné en 1853 par un de ses domestiques.

Mais le moral des assiégés n'est pas affaibli. Touché de la persévérance d'une défense si vivace, car les sorties succèdent aux sorties, le général de Damrémont propose une capitulation aux habitants de la ville pour leur éviter les extrémités d'une prise d'assaut. On demande des volontaires pour se rendre auprès de Bel-Bedjaoui ; il se présente un sergent de la légion étrangère et un jeune soldat du bataillon des irréguliers turcs. On préfère celui-ci, connaissant mieux la langue arabe. Le brave jeune homme, un drapeau blanc à la main, s'avance malgré les coups de fusil jusqu'au pied du rempart. Il parlemente ; enfin on lui lance un panier au bout d'une corde, on le hisse dans la ville, et on le conduit devant Bel-Bedjaoui, chef de la milice.

« Si les chrétiens manquent de poudre, répond fièrement cet énergique soldat, nous leur en enverrons ; s'ils n'ont plus de biscuit, nous partagerons le nôtre avec eux ; mais, tant qu'un de nous sera vivant, ils ne prendront pas Constantine. »

De la part d'un Turc mi-sauvage et illettré, la réponse n'a-t-elle pas un caractère antique ?

« Voilà de braves gens, s'écrie le général de Damrémont en la recevant ; eh bien ! l'affaire n'en sera que plus glorieuse pour nous. »

Puis il rédige ses derniers ordres, et monte à cheval pour aller jeter un coup d'œil sur la brèche. Il prend plaisir, en traversant le camp, à voir la joie qui anime tous les visages ; on sait que dans peu d'heures la brèche va être praticable, et l'on sent venir la victoire. Le général rejoint le duc de Nemours. Tous deux mettent pied à terre un peu en arrière des ouvrages et se dirigent vers la tranchée. Le général en chef, avec sa témérité habituelle, se place à un endroit très découvert, d'où il se met à examiner la brèche : il est huit heures du matin. Le général Rulhières, qui s'est porté au-devant de lui, lui signale le danger qu'il court. « C'est égal », répond-il avec son habi-

tuelle impassibilité ; à cet instant même un boulet parti de la place l'atteint au côté gauche de la poitrine et le traverse de part en part.

Damrémont meurt de la mort de Turenne.

Le général Perrégaux, son chef d'état-major, qui l'aime et qui est aimé de lui, se penche éploré sur son cadavre ; une balle l'atteint au front, mais il ne doit mourir qu'après quinze jours de souffrances douloureuses (1).

Un conseil réuni aussitôt après la mort du général en chef décide que le général comte Valée prendra le commandement supérieur de l'armée. Le général Trézel, auquel ce commandement revient de droit en raison de ce que le général Valée appartient à une arme spéciale, ne soulève aucune réclamation ; aussi modeste que brave, il s'incline devant l'âge et l'expérience du héros de Tarragone. La confiance universelle qu'inspire le vieux soldat prévient les conséquences ordinaires d'un changement d'autorité au milieu d'une action engagée.

Le général Valée laisse ses artilleurs brûler leurs dernières munitions et venger la mort de son héroïque prédécesseur.

La place a réparé une partie de ses défenses : un retranchement est construit au haut de la brèche avec une palissade, renforcée par des sacs à terre, des ballots de laine et même des bâts de mulets. Les habitants de Constantine font le coup de feu, les femmes les encouragent et vont au milieu des balles ramasser les blessés. L'énergique Ben-Aïssa, le sauvage Bel-Bedjaoui tirent les juifs de leurs maisons où ils se cachent peureusement, et les envoient aux batteries où les canonniers turcs les emploient au

(1) Un mois auparavant, le comte de Damrémont dînait au camp de Medjez-Amar, chez le duc de Nemours. Le repas avait lieu dans la cour d'une petite maison où s'était installé le général Trézel et qu'on avait recouverte d'une grande toile de navire. Le temps était mauvais ; il faisait du vent, et la bougie placée devant le général en chef, s'éteignit trois fois de suite.

« Rappelez-vous ce que je vous annonce, dit au capitaine Ney de la Moskowa un lieutenant-colonel d'état-major ; il lui arrivera malheur dans la campagne. »



GÉNÉRAL DE LAMORICIÈRE



transport des gargousses. Mais l'artillerie française tire à outrance, renverse la palissade et le retranchement élevé au sommet de la brèche, et deux heures après la mort du général de Damrémont les derniers feux des remparts s'éteignent pour ne plus se rallumer.

De loin, Ahmed-Bey aperçoit la brèche béante privée de canons ; il voit que le moment solennel approche, et expédie au général Valée un parlementaire pour négocier.

« Il est trop tard, répond le général ; nous ne traiterons que dans Constantine. »

Et il va donner ses derniers ordres pour l'assaut, qui doit avoir lieu le lendemain à la première heure.

Ce jour-là est un vendredi 13. Quelques sapeurs du génie, désignés pour tenir la tête des colonnes d'assaut, en font en riant l'observation au général Rohault de Fleury :

« Mauvais présage en effet, répond le général ; mais ce sera tant pis pour les musulmans. »

On ne peut songer ni à prolonger une lutte acharnée, car les munitions manquent, ni à opérer une retraite impossible, car les vivres sont épuisés. Les soldats n'ont pu reposer depuis six nuits, et les chevaux sont morts de misère après s'être mutuellement rongé la queue et s'être cassé les dents en mordant aux roues des voitures. Il n'y a pas de lendemain possible à un assaut manqué ; il faut vaincre ou perdre l'honneur de l'armée, l'empire de l'Afrique, le respect du monde.

La solennelle horreur de la position électrise les plus braves ; tous les corps de l'armée se disputent l'honneur de monter à l'assaut, après les zouaves toutefois, car nul ne songe à enlever la première place à ces incomparables soldats et à leur jeune et illustre colonel. Le général Valée voulant concilier les exigences de ces nobles rivalités, forme trois colonnes d'assaut où tous les corps sont représentés.

La première, sous les ordres du lieutenant-colonel

de Lamoricière, se compose de quatre-vingts sapeurs du génie conduits par le commandant Vieux, officier d'une force herculéenne, qui était célèbre dans l'armée pour avoir enfoncé à coups de hache les portes de la Haie-Sainte à la bataille de Waterloo ; immédiatement après les sapeurs, doivent marcher trois cents zouaves aux ordres du capitaine Sauzai, et deux compagnies d'élite du 2^e léger commandées par le chef de bataillon de Sérigny.

La deuxième colonne, colonel Combes, doit être précédée de quarante sapeurs du génie commandés par les capitaines Potier et Leblanc, et se compose de la compagnie franche du capitaine Guignard, de trois cents hommes du 47^e de ligne, de cent hommes du 3^e bataillon d'Afrique, et de cent hommes de la légion étrangère, sous la direction du commandant Bedeau.

Enfin la troisième, aux ordres du colonel Corbin du 17^e léger, comprend quatre détachements pris dans les tirailleurs d'Afrique, le 17^e léger, les 23^e et 26^e de ligne.

En tout, les trois colonnes d'assaut comptent seize cents hommes.

« — Si la moitié de vos zouaves tombent sur la brèche, demande le général Valée au lieutenant-colonel de Lamoricière, les autres tiendront-ils ?

» — J'en répons.

» — Alors j'ai bien fait de vous placer à la première colonne d'assaut. »

Dans la nuit du 12 au 13 octobre, on reste silencieux sous les armes dans le camp français. Le duc de Nemours passe la nuit à côté de la grosse pièce de 24 à la batterie de brèche. Silence de mort dans la ville.

Le jour se lève et les hommes qui vont verser leur sang pour la patrie peuvent mesurer de l'œil l'obstacle qui se dresse devant eux et la distance à franchir. Tous les créneaux, toutes les fenêtres donnant sur la brèche sont garnies de fusils. L'intrépide capitaine Leflô, commandant

une compagnie de voltigeurs du 2^e léger, montre en riant à ses compatriotes Lamoricière et Bedeau les Arabes immobiles et muets à leurs postes de combat :

« Cela va rudement chauffer, dit-il, et c'est bien de voir ainsi la Bretagne au premier rang.

» — Ma foi, dit Lamoricière, si l'on me prévenait que dans un quart d'heure j'aurai la tête cassée, je répondrais : Va pour la tête cassée, et si l'on me disait que je peux m'abstenir, j'irais tout de même. »

Le grave Bedeau resserre la boucle de son ceinturon :

« Je n'ai rien dans le ventre ; cela me fera mieux courir. »

On emploie quelques minutes à préparer un drapeau tricolore et quelques sacs à poudre pour les sapeurs du génie de la première colonne d'assaut. Cette colonne, zouaves en tête, se masse dans la place d'armes à gauche de la batterie de brèche ; ces intrépides soldats causent gaiement, plaisanteries et bons mots se succèdent. « Entoncé Mahomet, s'écrie l'un d'eux, les chrétiens prennent la semaine. »

Tout est prêt ; restent cinq boulets que le général Valée ordonne d'envoyer à l'ennemi dans une dernière salve. Epuisés, les canonniers tombent endormis sur leurs pièces, sans avoir la force de regarder donner l'assaut. Le duc de Nemours élève son mouchoir, et l'on entend une voix stridente et bien connue des zouaves jeter ces mots :

« Mes zouaves, à vous ! Debout ! Au trot, marche ! »

Et la première colonne s'élance, précédée par le lieutenant-colonel de Lamoricière l'épée haute, et le commandant du génie Vieux. Le bruit des tambours et des clairons sonnait la charge est accompagné par les hurlements des Arabes qui tapissent les montagnes environnantes.

Quel moment ! A travers les embrasures, l'armée regarde avec une anxiété indicible. La colonne Lamoricière a traversé rapidement l'espace qui la sépare de la brèche sans laisser en route plus de deux hommes blessés, et est arrivée au haut du talus en s'aidant des mains ; Lamori-

cière, sur le haut du rempart, agite le drapeau tricolore au milieu d'une effroyable fusillade.

Les soldats éprouvent un bonheur inexprimable, et le cri : Vive le roi ! sort de toutes les bouches. Le duc de Nemours se hâte de lancer la deuxième colonne d'assaut aux ordres du colonel Combes.

Mais la première colonne est tombée dans un chaos sans issue, où des décombres amoncelés, des enfoncements sans passage, forment un terrain défiguré et factice ; elle reçoit à découvert le feu convergent d'un ennemi invisible, et ne peut déboucher. Avec son coup d'œil rapide, le colonel de Lamoricière fait démolir quelques pans de murs et déblayer quelques ruelles ; plusieurs groupes de zouaves escaladent les maisons. C'est à ce moment qu'un pan de mur fouillé par les boulets s'écroule sur nos soldats heurtant partout pour trouver une issue, et couvre de débris la compagnie de voltigeurs du 2^e léger. Le commandant de Sérigny est broyé sous les décombres et son dernier mot est encore : En avant !

La deuxième colonne arrive et vient ajouter à l'horrible confusion. Cependant elle essaie de tourner à gauche ; les zouaves suivent en partie le mouvement et tombent dans une batterie casematée où s'engage une hideuse mêlée. Quatre-vingt-dix Turcs et quarante-cinq Français, zouaves, 47^e de ligne, 2^e léger, périssent poignardés dans un combat corps à corps. On réussit à gagner du terrain en emportant de vive force des barricades et en enfongant les maisons les unes après les autres. Les soldats montent sur les toits pour répondre aux feux des minarets.

La compagnie franche du capitaine Guignard, sautant par dessus les morts et les mourants, est arrivée en face d'une arche romaine fermée par une porte en bois ferré. Cette porte cède sous les coups de hache, on va s'élancer, lorsqu'un magasin à poudre fait explosion, et la compagnie franche disparaît presque tout entière. Dans un vaste cercle, tout est renversé, les murs s'écroulent, la terre se soulève :

les assiégés reviennent à la charge, et de malheureux soldats, noirs comme des nègres, aveuglés par la poudre, se montrent les bras ouverts en poussant d'affreux hurlements. Le colonel de Lamoricière est aveuglé, presque tous les officiers sont hors de combat, les soldats, décimés et sans direction, n'avancent plus, l'assaut va manquer.

A cet instant, l'héroïque colonel Combes coupe court à toutes les hésitations, et lance les voltigeurs du 47^e en avant, dans la direction de la maison de Ben-Aïssa; de petites colonnes arrivent combler les vides, et tout le monde se précipite en avant au cri de : A la baïonnette !

Les Arabes perdent du terrain ; on les suit en passant de masures en masures et on les extermine sans pitié.

Le colonel Combes est atteint de deux balles à la poitrine. Ce héros donne encore quelques ordres : soutenu par un de ses sapeurs, il a le courage de revenir jusqu'à la batterie de brèche où se trouvent le duc de Nemours et le général Valée, pour rendre compte de la situation. « Ceux qui ne sont pas blessés mortellement, ajoutait-il ensuite, pourront se réjouir d'un aussi beau succès ; pour moi, je suis heureux d'avoir encore pu combattre pour le roi et pour la France. »

Alors seulement on s'aperçoit qu'il est blessé. Le prince et le général en chef se précipitent vers lui ; doucement il les écarte, puis, calme et impassible, regagne son bivouac, s'y couche et meurt une heure après.

Avec des hommes de cette trempe, que n'entreprendrions-nous pas ? Dans l'armée française, officiers et soldats savent mourir en braves. Le colonel Combes était un des dignes chefs de ces incomparables soldats qui renouvelèrent à Constantine les sanglants exploits de Saragosse. Non, la France ne dégénère pas, et le général Valée, le vieux guerrier des luttes du Premier Empire, avait plus tard raison de dire, en parlant de la journée du 13 octobre 1837 :

» C'est une des actions de guerre les plus remarquables dont j'aie été témoin dans ma longue carrière. »

Revenons à notre récit.

Le général Rulhières est venu relier le réseau des têtes de colonne isolées et imprimer une impulsion unique aux différentes attaques ; des hommes sans armes, avec un papier blanc au bout d'un bâton, se présentent à lui et demandent la paix. Le général monte aussitôt à la Casbah, et à la porte se heurte au cadavre de Bel-Bedjaoui qui s'est brûlé la cervelle, fidèle à son serment de ne pas assister vivant à la prise de la ville.

A la vue du général, les derniers défenseurs, ne comptant pas sur une générosité qu'ils sont incapables de comprendre, se précipitent vers les escarpements qui, du côté de la Casbah, surmontent de cent cinquante mètres les abîmes où coule le Rummel, et cherchent à les descendre avec des cordes ; des femmes, des enfants se joignent à eux. Mais les derniers poussent les premiers, les cordes se cassent, et le général Rulhières, qui se penche sur l'abîme après avoir essayé de rassurer ces malheureux, voit se former une horrible cascade humaine et plus de trois cents cadavres s'aplatir sur le rocher.

Profondément ému, il se retourne et voit derrière lui le commandant de la Casbah qui lui présente la crosse de son pistolet. Constantine est à nous.

Le quartier général s'établit au palais du bey. Ahmed en avait retiré son trésor, mais avait oublié son harem où se trouvaient une centaine de femmes avec une nuée d'enfants et d'esclaves (1).

La perte en officiers, cette glorieuse coutume qui se

(1) Leur voisinage finit par devenir insupportable ; la curiosité les portait à attirer au milieu d'elles les hommes de garde qu'elles comblaient de friandises ; les factionnaires n'étaient plus à leur poste. A la vue d'un képi galonné, elles poussaient des cris étourdissants. Un certain jour le général Valée donna la clef des champs à tout ce monde et les femmes du bey rentrèrent dans leurs familles. Deux jeunes filles implorèrent le duc de Nemours pour être envoyées en France ; le prince y consentit et par la suite veilla à leur établissement.

perpétue dans l'armée française et qui est un des secrets de sa force, fut considérable à l'assaut de Constantine ; vingt-trois officiers furent tués et cinquante-sept blessés. Tous les chefs de la première colonne étaient hors de combat. Le lieutenant-colonel de Lamoricière était aveuglé ; le commandant Vieux, son adjoint, le capitaine Hackett, le capitaine Sauzai, commandant les zouaves, et le chef de bataillon Sérigny du 2^e léger étaient au nombre des morts. Parmi les hommes frappés mortellement à l'assaut, les officiers figurèrent pour un quart, les sous-officiers pour un autre quart ; les gradés n'avaient donc laissé aux soldats, dix fois plus nombreux, que la moitié des chances mortelles.

Quelle fière et patriotique satisfaction n'éprouvèrent pas les officiers survivants lorsqu'ils reçurent les félicitations du duc de Nemours et du général en chef ! Un des plus illustres de tous, le général de Damrémont, trop tôt enlevé à la France, dut tressaillir dans sa tombe. La sépulture splendide que sa dépouille mortelle, ramenée en France, trouva plus tard sous le dôme des Invalides, n'est pas plus noble que le catafalque en sacs à terre et en pierres de revêtement, que l'armée lui éleva devant le minaret (1) du Coudiat-Aty. Ce catafalque se dressa pendant quelques jours en face de la brèche, où était arboré le drapeau en deuil du 47^e de ligne, le régiment de l'héroïque colonel Combes.

Le 17 octobre, trois jours après la prise de Constantine, arrivait le 61^e de ligne, avec le prince de Joinville et un immense convoi. Le prince était lieutenant de vaisseau à bord de l'*Hercule* ; il avait eu l'espoir de partager les dangers et la gloire de son frère. Plus tard à Saint-Jean-d'Ulloa, à Tanger et à Mogador, il devait montrer une égale vaillance.

Les princes passèrent le surlendemain une grande revue. Ils s'arrêtèrent longuement devant le bataillon de zouaves,

(1) Aujourd'hui disparu.

dont les six compagnies décimées avaient été réunies en une seule. Devant la compagnie de voltigeurs du 2^e léger, le duc de Nemours s'arrêta en disant à son frère : « Tu vois, ils ne sont plus que vingt-cinq ; avant-hier ils étaient cent. »

Le général Valée cita entre autres dans son rapport :

Du génie, le capitaine Niel, maréchal et ministre de la guerre, sous Napoléon III ;

Le lieutenant Wolff, plus tard intendant général ;

De l'artillerie, le capitaine Lebœuf, plus tard maréchal et ministre ;

De l'état-major, le capitaine de Mac-Mahon, le lieutenant de Cisse, dont on connaît les glorieuses destinées ;

Et de l'infanterie, le commandant Bedeau, les capitaines Levailant, Canrobert, Marulaz, etc., qui devaient tous atteindre les premiers échelons de la carrière des armes.

II

Rappelons qu'un premier traité, conclu en 1834 par le général Desmichels, avait pour ainsi dire créé la fortune militaire d'Abd-el-Kader ; un second, celui de la Tafna, signé en mai 1837 par le général Bugeaud, devait mettre le dernier couronnement à la grandeur de cet homme, et donner à sa souveraineté factice sur les Arabes le prestige moral attaché à la sanction de la France.

Au commencement de 1836, le général d'Arlandes venait d'éprouver à l'embouchure de la Tafna un échec déplorable égal à celui de la Macta. C'est alors que le général Bugeaud, avec trois régiments, fit sa première apparition sur la terre d'Afrique ; il dégagea le général d'Arlandes bloqué au bord de la mer, et courut ensuite ravitailler le bataillon du capitaine Cavaignac enfermé dans le Méchouar de Tlemcen.

Ce dernier pays a toujours été le théâtre de grandes luttes. Un écrivain arabe, Mohamed-el-Medjeboub (Mahomet bouche d'or), disait jadis : « Tlemcen est l'aire raboteuse dans laquelle se brise la fourche du moissonneur. » L'histoire de cette ville n'est qu'un long récit de guerre : fondée sur les ruines d'une grande cité romaine, elle fut la capitale d'un important royaume qui s'étendait de Fez à Constantine. Un poète arabe écrivait au siècle passé :

Tlemcen, berceau des preux chevaliers,
Quels ennemis ont pu se mettre à l'abri de tes atteintes ?

A l'époque dont nous parlons, elle n'était guère qu'un amas de ruines, au milieu desquelles se dressait ce fameux Méchouar abritant les Coulouglis et le bataillon franc du capitaine Cavaignac, qui vit tristement le général Bugeaud rentrer à Oran ; il eut la consolation toutefois d'entendre le canon de la colonne française, infligeant un sanglant échec à Abd-el-Kader sur les bords de la Sickah. L'émir perdit douze cents hommes, six drapeaux, cent vingt prisonniers, sept cents fusils ; ses bataillons réguliers furent dispersés. Le général Bugeaud retourna à Oran sans qu'il lui fût permis de poursuivre ses avantages ; inattentive et distraite, la France laissait une fois de plus s'échapper l'occasion de terrasser un pygmée dont elle se plaisait à faire un géant.

Le général Létang, successeur du général Bugeaud dans le commandement de la province d'Oran, ravitailla encore Tlemcen ; mais les besoins de la première expédition de Constantine ayant réduit à trois ou quatre mille hommes l'effectif des troupes de la province, il fallut renoncer à ce genre d'opération qui exigeait chaque fois la formation d'une colonne expéditionnaire de plusieurs milliers d'hommes. On dut demander à Abd-el-Kader lui-même de ravitailler nos soldats à Tlemcen. Des juifs, entre autres le fameux Ben-Dram, dont nous avons francisé le nom et fait

Ben-Durand, se chargèrent de la honteuse négociation ; le chef arabe consentit à donner deux mois de vivres à la garnison du Méchouar, comme à des tigres en cage, mais à la condition qu'on lui rendit les prisonniers arabes faits à la Sickah et qu'on le payât en fer et en soufre, c'est-à-dire en munitions de guerre. En d'autres termes, il nous demandait les moyens de continuer la lutte entreprise contre nous.

C'était trop. On renvoya le général Bugeaud à Oran, avec mission de combattre Abd-el-Kader à outrance ou de traiter avec lui. Mais combattre n'était guère facile, car la deuxième expédition de Constantine absorbait la plus grande partie de nos ressources militaires. Le général Bugeaud parvint toutefois à ravitailler Tlemcen, et, par sa fière contenance, intimida Abd-el-Kader au point que celui-ci fit des ouvertures de paix. C'était, il faut le dire, tout ce que l'on désirait. Le général français, qui avait reçu des instructions secrètes, signa un traité désastreux : l'émir devenait souverain de l'ancienne régence d'Alger, moins quelques villes et territoires de la province d'Oran, moins Alger et sa banlieue, moins aussi la province de Constantine que nous nous réservions de conquérir. Le texte par lequel Abd-el-Kader reconnaissait la souveraineté de la France, seul point sur lequel notre négociateur avait été invité à insister, était des plus équivoques ; en effet, le texte arabe voulait dire mot pour mot : « Abd-el-Kader reconnaît qu'il y a un sultan des Français. »

L'émir ne nous payait aucun tribut ; nous lui abandonnions Tlemcen et le Méchouar, et nous livrions les Turcs à sa vengeance. C'était plus qu'une faute, c'était un crime. Abd-el-Kader enrôla de force trois cents de ces pauvres gens, prétendant que la France les lui avait vendus. Par la suite il fit combattre le bataillon turc ainsi levé contre d'autres Turcs, et nos seuls alliés en Algérie finirent par s'exterminer ainsi les uns les autres.

Comme on le voit, le traité de la Tafna ne ressemblait

guère à ces traités que les fiers Romains dictaient aux peuples barbares. « Nous voilà réduits, écrivit le colonel de Lamoricière à un de ses amis, à acheter la paix. » Le brave de Damrémont, auquel on avait eu soin de ne pas subordonner le général Bugeaud, caractérisa le fatal traité de la Tafna en trois mots : Il n'est pas avantageux, il n'est pas honorable, il n'est pas nécessaire.

Le général Bugeaud fit la paix en sacrifiant l'intérêt de sa gloire personnelle. Il ne fut pas désavoué comme le général Desmichels, quoique l'annonce du traité fût accueillie en France avec la même répulsion ; le gouvernement se consola en pensant qu'il était utile d'avoir la paix dans l'ouest de la colonie pendant qu'on frapperait un grand coup à Constantine et se contenta, pour calmer l'opinion publique, de faire déclarer par le comte Molé que le traité ne serait probablement jamais ratifié.

Le général Bugeaud eut avec Abd-el-Kader, à trois lieues des bords de la Tafna, une entrevue dans laquelle ce dernier eut une attitude qui scandalisa l'état-major français. A neuf heures du matin, il se trouvait à l'endroit indiqué, mais Abd-el-Kader ne s'y était pas rendu. Cinq heures s'écoulèrent sans que personne se présentât ; enfin, vers deux heures de l'après-midi, des cavaliers arabes vinrent annoncer que l'émir malade avait quitté son camp tardivement et que peut-être il serait convenable que le chef français s'avancât encore. Toutes ces excuses satisfaisaient peu le général Bugeaud, mais il était tard, et comme il ne voulait pas retourner dans son camp sans avoir vu Abd-el-Kader, il monta à cheval et poussa plus loin. Après avoir franchi des vallons et des collines sans rien rencontrer encore, on signala, au détour d'une gorge étroite, le chef de la tribu des Oulassahs ; il venait avertir le général français que l'émir se trouvait près de là, sur un mamelon, et offrit de l'y conduire. La condescendance du général Bugeaud était à bout ; cependant il consentit à suivre le chef arabe.

Pendant ce temps, Abd-el-Kader, au repos, disait à son entourage : « J'attends l'hommage que le sultan de France vient me rendre. »

Pour qui connaît le caractère des Arabes, ces petites choses ont une importance incalculable. Le général Bugeaud aborda enfin l'émir entouré d'un groupe considérable de cavaliers ; les contingents arabes, au nombre d'environ dix mille hommes, couronnaient les hauteurs environnantes. Abd-el-Kader précédait de quelques pas son escorte, guidant avec une supérieure adresse un magnifique cheval noir : tantôt il enlevait sa monture des quatre pieds à la fois, tantôt il la faisait marcher sur les deux pieds de derrière, et tous ces mouvements, il les exécutait avec la plus grande aisance.

Dès qu'il fut à portée de la voix, le général Bugeaud, lançant son cheval au galop, arriva sur Abd-el-Kader en lui tendant cavalièrement la main ; l'émir la prit, la serra avec un air de condescendance affectueuse, et demanda au général des nouvelles de sa santé. « Fort bien, lui répondit celui-ci, et toi ? » puis, pour abrégér les longs préambules du cérémonial arabe, il mit pied à terre et engagea Abd-el-Kader à en faire autant. L'émir saute à terre avec une prestesse sans égale, et s'assied immédiatement : il voulait ainsi établir sa supériorité aux yeux des siens. Devinant sa pensée, le général français se plaça aussitôt auprès de lui. Alors la *nouba* ou musique d'Abd-el-Kader, composée de tamtams et de haut-bois, criarde et assourdissante, commença à préluder ; comme elle eût rendu toute conversation impossible, le général Bugeaud la fit retirer et commença la conversation en ces termes :

« Sais-tu qu'il y a peu de généraux qui eussent osé signer le traité que j'ai conclu avec toi ? Je n'ai pas craint de t'agrandir et d'ajouter à ta puissance, parce que je suis assuré que tu ne feras usage de la grande existence que nous te donnons que pour améliorer le sort de la nation

arabe et la maintenir en paix et en bonne intelligence avec la France.

— Je te remercie de tes bons sentiments pour moi, répondit Abd-el-Kader ; si Dieu le veut, je ferai le bonheur des Arabes, et si la paix est jamais rompue, ce ne sera pas par ma faute.

— Sur ce point, je me suis porté ta caution auprès du roi des Français.

— Tu ne risques rien à le faire ; nous avons une religion et des mœurs qui nous obligent à tenir notre parole ; je n'y ai jamais manqué.

— Je compte là-dessus, et c'est à ce titre que je t'offre mon amitié particulière.

— J'accepte ton amitié. Mais que les Français prennent garde à ne pas écouter les intrigants.

— Les Français ne se laissent conduire par personne, et ce ne sont pas quelques faits particuliers qui pourront rompre la paix ; ce serait l'inobservation du traité ou un grand acte d'hostilité. Quant aux actions coupables des particuliers, nous nous en préviendrons, et nous les punirons réciproquement.

— C'est très bien ; tu n'as qu'à me prévenir, et les coupables seront punis.

— Je te recommande les Coulouglis qui resteront à Tlemcen.

— Tu peux être tranquille, ils seront traités comme les Hadars (Maures). Mais tu m'as promis de mettre les Douars dans le pays de Hafra (entre la mer et le lac Sebkah ou lac salé).

— Le pays de Hafra ne serait peut-être pas suffisant ; mais les Douars seront placés de manière à ne pouvoir nuire au maintien de la paix.

— As-tu ordonné, reprit le général Bugeaud après un moment de silence, de rétablir les relations commerciales autour d'Alger et de toutes nos villes ?

— Non, je le ferai dès que tu m'auras rendu Tlemcen.

— Tu sais bien que je ne puis rendre Tlemcen que lorsque le traité aura été approuvé par mon roi.

— Tu n'as donc pas le pouvoir de traiter ?

— Si, mais il faut que le traité soit approuvé : cela est nécessaire pour ta garantie, car s'il était fait par moi tout seul, un autre général qui me remplacerait pourrait le défaire. Au lieu qu'étant approuvé par le roi, mon successeur sera obligé de le maintenir.

— Si tu ne me rends pas Tlemcen comme tu le promets dans le traité, je ne vois pas la nécessité de faire la paix ; ce ne sera qu'une trêve.

— Cela est vrai ; mais si nous n'avons qu'une trêve, c'est toi alors qui y gagneras, car pendant ce temps je ne détruirai pas les moissons.

— Tu peux les détruire, cela nous est indifférent, et à présent que nous avons fait la paix, je te donnerai par écrit l'autorisation de le faire : tu ne peux en détruire qu'une bien faible partie, et les Arabes ne manquent pas de grains.

— Je crois que les Arabes ne pensent pas tous comme toi ; quelques-uns m'ont remercié d'avoir ménagé les moissons depuis la Sickah jusqu'ici. »

Abd-el-Kader sourit d'un air dédaigneux, puis demanda combien de temps était nécessaire pour avoir la réponse du roi des Français.

« Trois semaines.

— C'est bien long.

— Tu ne risques rien ; moi seul pourrais y perdre. »

Un des khalifah d'Abd-el-Kader, Ben Allal ben Embarek, qui venait d'approcher, dit alors au général :

« C'est trop long trois semaines ; il ne faut pas attendre cela plus de huit à dix jours.

— Est-ce que tu commandes à la mer ? répliqua le général.

— Eh bien, en ce cas, reprit Abd-el-Kader, nous ne rétablirons les relations commerciales qu'au moment où l'ap-

probation du roi sera parvenue et quand la paix sera définitive.

— C'est aux Arabes que tu fais le plus de tort, car tu les prives du commerce dont ils ont besoin ; et nous, nous pouvons nous en passer, puisque nous recevons par la mer tout ce qui nous est nécessaire. »

Jugeant superflu de prolonger plus longtemps l'entretien, le général se leva brusquement : mais comme Abd-el-Kader continuait de rester assis, mettant une sorte d'affectation à échanger quelques paroles avec son khalifah, Bugeaud, pénétrant son intention, le saisit par la main, et l'enleva en lui disant d'un ton familier :

« Parbleu, lorsqu'un général français se lève, tu peux bien aussi te lever, toi. »

Ainsi se termina cette curieuse et inutile entrevue.

Inutile, car le général Bugeaud avait écrit : « L'exécution du traité ne repose que sur le caractère religieux et moral de l'émir. »

Que valait cette garantie ?

III

Nous venons de terminer l'historique de la première phase de notre domination en Afrique (1830 à 1837). C'est la période des aventures militaires, des expérimentations hasardées, des tâtonnements administratifs et politiques.

En 1837 s'ouvre une deuxième phase, celle-ci de paix relative ; elle finit en 1839. Abd-el-Kader essaie de jeter les fondements d'un gouvernement arabe dans les provinces d'Oran et d'Alger ; les progrès toujours croissants de sa domination obligeront la France à rompre le traité de la Tafna et à détruire par la force cet empire naissant, sous peine de nous voir expulsés de l'Algérie.

Le traité de la Tafna est rompu définitivement de part et

d'autre en 1839. Alors s'ouvre une troisième phase (1), qui est la grande lutte de la France contre Abd-el-Kader.

Il est temps de faire connaître au lecteur l'organisation des forces militaires de l'émir.

L'armée régulière d'Abd-el-Kader se recrutait par voie d'enrôlements volontaires et pour la durée de la vie de ceux qui le contractaient. Lorsqu'il n'y avait pas nécessité de retenir tous les soldats sous les drapeaux, ceux qui étaient autorisés momentanément à ne pas servir touchaient la solde, mais ne recevaient pas de vivres.

L'unité militaire était le bataillon, contenant un nombre de compagnies variable suivant les besoins ou plutôt les caprices des différents khalifas ou lieutenants de l'émir. La compagnie s'appelait *miah* (cent) ou centurie (2); cette compagnie se subdivisait elle-même en trois sections nommées *kheba* (tente), parce qu'il y avait ordinairement une tente pour les trente-trois hommes qui formaient chacune d'elles.

Le bataillon était commandé par un *agha* (prononcez ar'a), qui touchait trente boudjous (cinquante-quatre francs) de solde mensuelle. L'uniforme de l'agha se composait d'un pantalon, d'un gilet et d'une veste amarantes avec le chéchia (calotte rouge), entouré d'un turban sur la couleur duquel Abd-el-Kader ne se montrait pas bien difficile; ce commandant de bataillon était armé d'un sabre à fourreau d'argent et d'une paire de pistolets. Ses insignes étaient les inscriptions suivantes :

1° Sur la manche droite, en lettres d'argent : *La patience est la clef de la victoire* ;

2° Sur la manche gauche, également en lettres d'argent : *Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète* ;

3° Sur le côté droit de la veste, à hauteur du sein, en lettres d'or : *Allah* (Dieu) ;

(1) Cette troisième phase prendra les trois derniers chapitres du présent volume.

(2) Ainsi dénommée parce qu'elle comprenait habituellement cent hommes.

4° Sur le côté gauche, au-dessus du cœur, également en lettres d'or : *Mohammed* (Mahomet).

L'agha était assisté, dans la partie administrative de ses fonctions, par un *khodja* (homme de plume) espèce d'intendant qui portait écrit sur la manche droite : *Nasser ed din* (celui qui fait triompher la religion), et dont la solde était de vingt boudjous (trente-six francs) par mois.

Enfin il avait encore à sa disposition un *chaouch el asker*, mot que l'on peut traduire par : *le donneur de coups de bâton aux soldats*.

Le capitaine de la compagnie était appelé le *cief* ou *siyef* (celui qui porte le sabre). Deux petits sabres brodés sur ses épaules faisaient l'office d'épaulettes ; sa solde montait à douze boudjous (vingt-un francs soixante centimes) par mois. Son uniforme, pantalon, gilet et veste, était écarlate ; c'est dire que cet officier servait avantageusement de cible à nos tirailleurs. Sur le petit sabre qu'il portait brodé à l'épaule droite, on lisait en découpure : *Il n'est rien de plus profitable que la piété et le courage* ; et sur celui brodé sur l'épaule gauche : *Il n'est rien de plus nuisible que la discussion et le manque d'obéissance*.

C'était un bien grand luxe de devises et d'inscriptions dans une armée où presque personne ne savait lire.

Le commandant du bataillon avait le droit de faire campagne à cheval. Au capitaine, on tolérait une monture pendant les marches, mais il devait mettre pied à terre au moment du combat.

Ce dernier avait sous ses ordres trois *khébir el khéba* (au pluriel *khoubar el khéba*) ou chefs de peloton ; c'étaient des sortes de lieutenants, ou chefs de tente, car la section, de trente-trois hommes, formait une tente, comme nous l'avons dit plus haut.

Le sous-officier, veste bleue, pantalon et gilet bleus, répondant à peu près à notre sergent, avait pour insigne l'inscription suivante sur la manche droite : *Celui qui obéit à son chef et craint Dieu obtiendra tout ce qu'il espère et*

tout ce qu'il désire. Il est à croire qu'il prenait cette inscription pour une pure plaisanterie ; il eut désiré sans doute une solde plus forte, la sienne n'étant que de huit francs par mois.

Mais il était habillé. Le soldat *l'asker* ou fantassin, s'habillait à ses frais, mais il recevait neuf francs de solde par mois, un franc de plus que son sous-officier.

Un *sous-khodjah* remplissait les doubles fonctions d'aumônier et de sergent-major ; enfin un *tambourdjî* ou tambour, et un *tebbakh* ou cuisinier complétaient le cadre de la compagnie.

L'*asker* ou fantassin régulier était tenu de se présenter avec une veste à capuchon de couleur bruné en étoffe de laine faite au métier, une culotte bleu de ciel, un chéchia rouge, et des babouches jaunes.

Singulier assemblage de costumes dans les bataillons réguliers de l'émir. On y voyait le commandant en tenue amarante, les capitaines en tenue écarlate, les sous-officiers en tenue bleue, et les soldats en tenue brune. Nos tirailleurs prirent l'habitude à chaque combat de démolir les cadres, c'est-à-dire de tirer exclusivement sur ceux qui n'avaient pas le capuchon brun.

L'*asker* était armé autant que possible avec un fusil de fabrication française. Les traités Desmichels et de la Tafna avaient donné à cet égard toutes facilités à Abd-el-Kader auquel du reste, comme nous le verrons plus tard, le sultan du Maroc faisait parvenir des convois d'armes, de munitions et d'effets. Le fantassin avait en outre la permission de porter des pistolets et autant de yatagans ou couteaux que bon lui semblait ; mais alors il achetait lui-même ces armes.

La cavalerie d'Abd-el-Kader était organisée en escadrons de cinquante hommes. Les *khiélas* ou cavaliers rouges acquirent une certaine réputation d'audace et de bravoure. Chaque escadron comprenait deux *khebas*, ou tentes, ou pelotons. Le capitaine avait donc sous ses ordres deux

lieutenants, avec l'inévitable *khodja*, le *sous-khodja* ou aumônier-sergent-major, et le *tebbakh* ou cuisinier.

Deux escadrons étaient commandés par un agha en uniforme amarante qui ne se distinguait du commandant d'un bataillon d'infanterie que par la devise portée en lettres d'argent sur la manche droite : *Allons, combattant, élance-toi si tu veux faire prise ; ne songe pas à ce qui peut t'arriver, car tu fuirais.*

Sur la manche gauche du capitaine et des lieutenants de cavalerie, on lisait : *Le bonheur est attaché aux crins des chevaux*, expression tirée du Coran.

L'émir fournissait aux khiélas ou simples cavaliers un uniforme écarlate, leur laissant le souci de se pourvoir à leurs frais d'un burnous blanc ou noir.

L'artillerie ne formant pas une arme spéciale, l'artilleur était au besoin sapeur du génie, fantassin, cavalier. Le chef des canonniers, le *bach-tobdji*, était assimilé à l'agha pour le rang et la solde. Les insignes de cet officier différaient de ceux des aghas d'infanterie et de cavalerie par l'inscription de sa manche droite : *Je ne lance rien par moi-même, et si je lance quelque chose, c'est Dieu qui l'a lancé.* Il n'avait qu'un lieutenant, plus le *khodja* de rigueur et autant de *kebir el medjad* ou chefs de pièce que de canons.

Abd-el-Kader se souciait fort peu de son artillerie, sachant bien qu'elle ne pouvait nous nuire ; il n'avait d'autre pensée que d'inspirer confiance à ses soldats. Ses mauvais canons ne tiraient le plus souvent qu'un ou deux coups au hasard, et au premier obus français qu'ils recevaient, on les chargeait prestement sur des chameaux, tant bien que mal, avec des bâts improvisés. Les Arabes n'avaient aucune idée de ce que pouvait être un caisson ; leurs munitions étaient dans de simples paniers en alfa ou en feuilles de palmier-nain.

Quand l'émir entreprit d'élever la forteresse de Tegdempt pour remplacer celle de Mascara, il l'arma de sept canons de six ou de huit. C'étaient de vieilles pièces

espagnoles, montées sur des affûts de fabrication arabe, portés eux-mêmes sur des roues exclusivement en bois. Jadis enclouées, leurs lumières avaient en conséquence une circonférence trop grande et leur maniement présentait beaucoup de danger.

En 1842, la seule batterie qu'Abd-el-Kader avait pu conserver, se composait de trois canons de campagne avec un bach-tobdji et douze artilleurs. La manœuvre était devenue tellement périlleuse pour les canonniers, que ceux-ci préférèrent désertre. Officier et soldats amenèrent leurs pièces au général commandant à Médéa.

La nourriture du soldat arabe se composait réglementairement d'un demi-kilogramme de biscuit le matin, et le soir d'un kilogramme de *chichah* ou blé concassé. Chaque tente de trente-trois hommes faisait cuire sa *chichah* dans le même chaudron, et il lui était alloué trois quarts de kilogramme de beurre. Tous les jeudis, une compagnie recevait cinq moutons.

Quand Abd-el-Kader dut renoncer à la guerre régulière, la plupart du temps deux ou trois cuillerées de blé pilé, cuit avec un peu d'huile et de l'eau, furent la seule ration quotidienne de ses troupes; il y avait distribution de viande, quand une razzia avait réussi.

Un cafetier, sorte de vivandier, fournissant toute espèce de marchandises et de comestibles, était attaché à chaque bataillon régulier. Il vendait un exécrable marc de café que les soldats arabes avaient peine à boire. Un jour, M. Léon Roches, lors de son séjour auprès de l'émir, entendit l'un d'eux s'écrier: « Je suis persuadé que l'eau de l'enfer n'est ni plus noire, ni plus brûlante, ni plus amère. »

Une garde particulière était attachée à la personne de l'émir; elle comprenait trente esclaves nègres, excellents cavaliers, grands et forts, qui avaient dû faire, antérieurement, preuve de bravoure et de fidélité. Ils étaient vêtus d'une veste rouge et d'une culotte bleue, et portaient

l'un sur l'autre deux burnous, l'un blanc et l'autre brun. Armés de sabres, de fusils et de pistolets, ils couchaient à la belle étoile, aux pieds de leurs chevaux sellés et bridés à toute heure et en tout temps, la moitié d'entre eux veillant à l'entour de la tente de leur maître, qu'ils avaient le privilège de monter et de démonter. Lorsque un chaouch ou bourreau avait trop de têtes à couper, ce qui arrivait souvent, ils l'aidaient dans sa sinistre besogne, très flattés et très empressés.

Des soldats prisonniers nous ont dépeint l'armée d'Abdel-Kader se mettant en marche.

Dès trois heures du matin, l'émir se mettait à prier. Vers quatre heures, un premier roulement de tambours donnait le signal du réveil du camp. Une demi-heure après, un second roulement annonçait le départ de l'infanterie ; alors seulement l'on abattait les tentes, et Abdel-Kader ne cessait ses prières qu'au moment où ses nègres lui annonçaient que la sienne allait tomber. On chargeait pêle-mêle les bagages et les objets de campement sur des chameaux, des mulets, des ânes, des chevaux de bât ; le désordre était inimaginable. Enfin, un troisième roulement de tambours avertissait que le convoi était prêt à partir ; puis on amenait à l'émir son cheval sur lequel il se hissait à l'aide d'un tabouret de velours. Quelquefois un nègre lui offrait son dos. Cette prévenance s'explique parce que les étriers arabes sont peu longs. Ajoutons à cela qu'il avait lui-même les jambes fort courtes ; mais comme il était d'une force musculaire remarquable, on le voyait souvent s'élancer d'un bond sur la selle ; c'était un véritable tour de force, car la palette de la selle arabe s'élève à trente ou trente-cinq centimètres au-dessus du siège.

Une fois l'émir à cheval, les chefs donnaient le signal du départ. La musique (*nouba*), composée de huit à neuf musiciens, était en tête suivie par huit Arabes portant dans des fourreaux de cuir rouge autant de fusils appar-

tenant à Abd-el-Kader. Puis venaient quatre porte-drapeaux portant le drapeau de la cavalerie, soie rouge, celui de l'infanterie, soie jaune avec deux bandes bleues horizontales, et deux drapeaux particuliers au chef suprême, l'un vert et bleu, l'autre jaune et rouge. Tous les vendredis (dimanche des musulmans) les drapeaux étaient exposés et déployés devant la tente de l'émir.

Après les porte-drapeaux venait Abd-el-Kader lui-même au milieu d'un groupe d'officiers. Suivaient immédiatement les trente nègres de la garde particulière et enfin la cavalerie pêle-mêle, les réguliers mêlés aux irréguliers, selon la convenance de chacun.

L'Arabe a la haine de la contrainte; de là une marche sans ordre. L'infanterie régulière se maintenait à peu près à son rang; mais à peine avait-on fait un kilomètre ou deux, que les auxiliaires prenaient un espace énorme. Ces soldats irréguliers avaient ordre de ne rien dérober, mais comme l'indigène est pillard de sa nature, il ne se passait pas de jour que les chaouchs n'arrêtassent quantité de délinquants. On les amenait à Abd-el-Kader, qui arrêtait son cheval un instant, et les faisait bâtonner sans pitié; le même manège recommençait une ou deux heures après. Un lièvre était-il levé? Une centaine de cavaliers se lançaient à sa poursuite. Cette armée en marche n'était qu'une cohue désordonnée; le bruit était indescriptible, chaque bataillon jouant du tambour pour son compte, et les musiciens débandés jouant chacun de son côté.

Après le traité de la Tafna, il y eut une recrudescence dans les désertions. La plupart de ceux qui allèrent rejoindre les Arabes étaient des Allemands de la légion étrangère ou des hommes appartenant à des corps disciplinaires. Ces misérables, gens sans aveu ni moralité, devaient tous en arrivant faire une abjuration solennelle; mais les indigènes ne se faisaient aucune illusion sur les sentiments religieux de ces nouveaux convertis, et sachant parfaitement qu'ils ne changeaient aussi facilement de

religion que parce qu'ils n'en avaient aucune, ils les méprisaient et même les maltrahaient. On était donc parfaitement édifié sur ces déserteurs, lie de notre armée, qui ne quittaient nos rangs que pour échapper aux conséquences judiciaires de quelque mauvaise action. Mais comme après tout Abd-el-Kader avait besoin de ces êtres méprisables pour instruire ses soldats et obtenir des renseignements, il cherchait à les attirer par de belles promesses. Ces promesses, il est bien entendu qu'il ne les tenait jamais. Pendant son séjour près de lui, M. Léon Roches rencontra un jeune Polonais, officier d'artillerie ; séduit par un de ses agents à Oran, celui-ci était venu avec la mission convenue d'organiser son artillerie. Mais les belles espérances qu'avait formées le Polonais furent bien vite déçues. Le bach-tobdji, ou commandant de l'artillerie, le desservit, craignant avec raison d'être convaincu d'ignorance et par suite supplanté par lui, et on l'enrôla comme simple canonnier. Quand le pauvre jeune homme, qui était frêle et délicat, se vit affublé d'un uniforme malpropre, dépouillé de tous les effets et instruments qu'il avait apportés, il n'eut plus qu'un désir, celui de revenir à Oran. Heureusement pour lui il fit la rencontre de deux déserteurs français ; ceux-ci n'ayant pas un passé trop chargé, étaient résolus à rentrer au bercail et à se remettre entre les mains de l'autorité militaire. Ils l'emmenèrent avec eux et tous trois arrivèrent sains et saufs à Mostaganem.

Les déserteurs avaient fabriqué à leur usage un verbe qui a disparu du vocabulaire de l'armée d'Afrique et qui n'a jamais figuré dans le dictionnaire de l'Académie. Abjurer, c'est-à-dire faire la profession de foi : *il n'y a de Dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète*, voulait dire *chêter*. L'abbé Suchet, en 1841 (1), rencontra un zéphyr que l'on venait d'incorporer dans une compagnie d'*eldj* ou renégats ; à certains bataillons réguliers était attachée

(1) Lorsque au nom de Mgr Dupueh, il traita avec Abd-el-Kader de l'échange des prisonniers français.

une de ces compagnies de coquins. Celle que vit le digne prêtre comprenait, sur une centaine d'individus, à peine une douzaine de Français.

Ces malheureux, dont Abd-el-Kader ne voulait pas parmi ses soldats réguliers, étaient naturellement fort à plaindre. Il fallait toute la sobriété arabe pour se contenter de la maigre solde et des prestations en nature encore plus maigres qui étaient allouées à ses troupes ; mais certains déserteurs étaient hommes de ressource. Le zéphyr dont parle l'abbé Suchet avait imaginé de se mettre médecin et de soigner les indigènes. Le voyant un soir occupé à enlever avec beaucoup de soin les bavures d'une bougie, il lui demanda ce qu'il prétendait faire de cet ingrédient : « C'est pour fabriquer un remède, répondit-il. J'étends cela sur le premier chiffon venu, et ça fait l'effet du diachylum. » Et il ajouta : « J'en emploie bien d'autres, ma foi : dernièrement il m'est venu un Arabe qui avait mal aux yeux. Je me suis mis à piler du charbon avec de la terre, et j'ai fait du tout un emplâtre que je lui ai appliqué sur les *quinquets*. Ce qu'il y a de plus drôle, c'est que le gaillard a été parfaitement guéri ! Vous sentez bien qu'il m'est égal de les guérir ou de les tuer ; l'essentiel, c'est qu'ils me donnent de l'argent. Lorsqu'ils viennent se faire traiter, je leur dis d'abord : *Donar boudjou*, donne-moi un boudjou. Ils se font un peu tirer l'oreille, mais ils finissent par payer. Après quoi, je leur montre mon remède, et avant de le livrer, je répète : *Donar encore boudjou*. Alors ils crient beaucoup ; mais comme je ne comprends pas leur jargon, ça m'est totalement indifférent. Quand ils sont las de se mettre en colère, ils me donnent un deuxième boudjou, et alors je leur applique la chose : car enfin il est bien juste, puisque je suis en même temps médecin et apothicaire, qu'ils paient la consultation et le remède. »

Un déserteur de la légion étrangère, nommé Mardulin, se fit à Mascara, au temps où cette ville était la capitale de l'émir, une grande réputation comme oculiste. On venait

le consulter depuis le Maroc. Son remède était simplement une mixture d'huile et de brique pilée qu'il vendait cinq francs le flacon.

Il ne faut donc pas s'étonner si les déserteurs ne tenaient pas à rester avec Abd-el-Kader, et s'ils préféraient revenir à nous, quitte à passer devant les conseils de guerre ; mais s'échapper n'était pas chose facile. Quelques-uns réussirent pourtant à passer au Maroc.

Un jour le colonel Cavaignac, pendant le blocus de Médéa en 1840, vit arriver à lui un déserteur du nom de Glockner.

C'était un jeune Allemand d'excellente famille, neveu du ministre de la guerre de Bavière et déserteur de l'armée bavaroise ; il était venu s'enrôler dans la légion étrangère ; puis il était passé aux Arabes. L'odyssée de cet aventurier est bizarre. D'abord soldat, il voulut fuir, fut arrêté, et par punition vendu comme esclave. Dans cette situation pendant quelques mois, il apprit un peu l'arabe, puis s'échappa de la tente de son maître, et alla devant lui jusqu'au désert, s'arrêtant chaque soir auprès d'une tribu et s'y annonçant par le salut habituel du musulman : « Eh ! le maître du douar, un invité de Dieu ! » Il mangeait, se reposait et repartait le lendemain sans que jamais un indigène lui ait dit : « Où vas-tu ? »

Glockner parvint ainsi à Aïn-Mahdi, au sud-est de Laghouat. Le marabout Tedjini, chef de cette oasis, ennemi acharné d'Abd-el-Kader, recevait à bras ouverts les hommes échappés du camp de son rival ; voulant faire de l'oasis d'Aïn-Mahdi un centre de résistance, il avait réussi à débaucher à grands frais un ancien soldat du génie de l'armée autrichienne au service de l'émir. C'est ce personnage, déserteur également de la légion étrangère, que Glockner rencontra à Aïn-Mahdi ; mais le Bava-rois et l'Autrichien ne purent s'entendre sur la question des fortifications de l'oasis, et le premier se remit à courir la campagne. Ayant été ramené à Abd-el-Kader, celui-ci lui pardonna à condition de se bien conduire, et l'incorpora dans les

réguliers de son khalifa El Berkani. Glockner fit dans les rangs de l'armée arabe les campagnes de 1839 et de 1840. Il fut même décoré par l'émir (1) à la suite d'une blessure reçue, à ce qu'il raconta plus tard, d'un capitaine français adjudant-major du 2^e léger.

Après d'autres aventures, l'incorrigible aventurier songea enfin à sa famille, et se constitua prisonnier à Médéa, demandant en grâce à être enrôlé parmi les zouaves au titre indigène. Cavaignac le fit inscrire sur les contrôles sous le nom de Ioussef (Joseph). Il n'avait que vingt et un ans, et, chose incroyable, était timide comme une jeune fille.

Il se conduisit d'abord admirablement et devint caporal, puis sergent; son père écrivit de Bavière qu'en considération de sa bonne conduite il pardonnait à son fils. Mais, étant en garnison à Tlemcen, il déserta de nouveau, gagna le Maroc en compagnie d'un prisonnier politique; de ville en ville il parvint à Tanger, où le consul français le fit arrêter. Renvoyé à Oran, il allait être traduit devant un conseil de guerre, quand le général Bedeau intervint, rappela ses anciens services et obtint de faire engager son protégé comme spahis au titre indigène. Quelque temps après, Glockner fut tué par un cavalier rouge d'Abd-el-Kader.

IV

Nous venons de voir Abd-el-Kader rompre avec les traditions du précédent régime algérien, et substituer au maghzen et aux divisions des tribus, par son organisation militaire, cette fraternelle égalité qui dans un autre temps fit

(1) Celui-ci, en effet, avait complété son imitation des usages militaires des nations européennes en créant une décoration. C'était une espèce de griffe en argent qui s'attachait au turban et dont les branches plus ou moins nombreuses indiquaient le degré de mérite.

la grandeur de l'Islam. Mais s'il créa, il ne corrigea rien. Logique dans ses convictions, implacable dans ses rancunes, il poursuivit avec une cruauté excessive les restes encore nombreux de la race turque à Tlemcen, à Médéa, à Miliana, voulant anéantir les auxiliaires des Français en Afrique. Il ne craignit pas d'être le bourreau de ces malheureux Coulouglis, qui mouraient fièrement comme le maître assassiné par son esclave révolté, crachant leur mépris au visage de ces Arabes qu'ils avaient si longtemps dominés par la terreur.

Personne en Algérie ne s'y trompait ; la guerre sainte s'annonçait, non plus cette guerre sainte proclamée par l'émir en 1832, mais la guerre sainte avec une armée régulière servant de noyau à la levée en masse des tribus. Le maréchal Valée, nommé gouverneur général de l'Algérie (1), ne voulut pas être pris au dépourvu ; il se hâta d'organiser la province de Constantine et entreprit d'en relier le chef-lieu à la mer par une route plus courte que celle de Bône. Dès le printemps de 1838, le général de Négrier, commandant la province, alla reconnaître Stora, et fonda à quelque distance la ville de Philippeville, sur les ruines de l'ancienne cité romaine de Russicada. Puis le maréchal relia Constantine à Alger par une ligne allant de Sétif aux Portes de fer. Au mois de décembre, le général Galbois, successeur du général de Négrier, entra à Sétif, l'ancienne Sitifis des Romains ; au retour il laissa le 3^e bataillon d'Afrique, moins de six cents hommes, sous les ordres du chef de bataillon de Chadeysson, à Djemilah, l'antique Cuiculum Colonia, réunion de grandes et belles ruines situées au fond d'un entonnoir (2) ; ce pays est hérissé de telles difficultés, que Bélisaire n'avait pu s'y frayer un chemin. A peine la colonne française était-elle rentrée à Constantine, que des nuées de Kabyles attaquèrent la brave garnison de Djemilah, qui fournit pendant

(1) Après la prise de Constantine.

(2) Entre Milah et Sétif.

six jours et six nuits une résistance trop peu connue, et qui mérite d'être citée parmi les plus beaux faits d'armes. Elle allait succomber, car l'eau manquait absolument et les soldats en étaient réduits à boire leur urine ; mais les tribus kabyles voulurent d'avance se partager les dépouilles des vaillants défenseurs de la place, et se prirent si violemment de querelle, qu'après en être venus aux coups de fusil, elles se dispersèrent, et le bataillon fut ainsi délivré.

Envoyé au secours de la garnison, le général d'Arbouville prit sur lui d'évacuer Djemilah. En compensation, le maréchal Valée établit un poste à Djigelly, le Gigel des Barberousse. Nous occupions donc dans la province de Constantine Bougie (Bou-Djaïa), Djigelly, Stora, Philippeville (Sguigda), Bône (el Hannaba) et la Calle (el Khal) sur la côte, et dans l'intérieur Constantine, Guelma et Milah.

En 1839, le général Galbois retourna à Sétif, cette fois-ci définitivement, et fonda un établissement sur les ruines de la citadelle de Sitifis relevée par Bélisaire. Cette ville, qui devint une des clefs de l'Algérie, était à cette époque la tête de la digue opposée à Abd-el-Kader dans la province de Constantine. Les plus importants des chefs arabes se groupèrent autour de nous : c'étaient entre autres Ben-Aïssa, ancien lieutenant d'Ahmed-Bey, qu'il avait abandonné, plein de mépris pour la lâcheté de son maître, Ben-Ganah, surnommé le serpent du désert, chef des oasis du Ziban ou pays de Biskra, Mokrani, chef des tribus de la Medjana, pays à l'ouest de Sétif. Les Mokrani prétendaient descendre d'un Montmorency venu en Algérie avec le duc de Beaufort sous Louis XIV ; ils nous furent fidèles jusqu'en 1870.

A côté d'eux, tous de familles illustres excepté l'ancien forgeron kabyle Ben-Aïssa, se montrait Caïd-Ali, soldat parvenu, ancien canonnier dans la milice turque. Il disait en montrant sa croix de la Légion d'honneur : « Elle est rouge du sang des ennemis de la France ; voilà ma généalogie. »

L'occupation de Sétif nous permettait de former une barrière compacte, opposée à l'empire d'Abd-el-Kader, car elle unissait la province d'Alger à celle de Constantine. Mais il fallait trouver une route pour relier ces deux provinces. C'est alors que fut décidée la fameuse expédition des Bibans ou Portes de fer.

A cette fin trois divisions furent organisées. La première, commandée par le duc d'Orléans et le maréchal Valée, devait aller de Sétif à Alger; la deuxième, formée des troupes de la province de Constantine, appuierait le mouvement; et enfin la troisième, composée des troupes de la division d'Alger, partirait de l'Oued-Kaddara quand la première approcherait d'Alger, pour la soutenir au besoin.

En passant à Djemilah, le prince visita les magnifiques ruines romaines au milieu desquelles était campée la division Galbois. L'arc de triomphe, encore debout aujourd'hui, excita surtout son admiration. On sait que le duc d'Orléans avait un goût exquis, une vive passion pour les arts; il désira faire transporter cet arc de triomphe en France. Par son ordre, toutes les pierres en furent numérotées, afin que le monument pût être élevé sur une des places publiques de Paris. Comme il aimait passionnément l'armée qui avait contribué à sa gloire et qui l'avait en adoration, cette inscription : *L'armée d'Afrique à la France*, devait être gravée sur l'arc de triomphe.

Il ne fut pas toutefois donné suite à la généreuse pensée du prince.

L'armée se mit en marche vers la fin du mois d'octobre 1839. Le but de l'expédition avait été soigneusement caché aux soldats qui pensaient aller à Bougie. Le convoi organisé uniquement avec des mulets, de façon à pouvoir passer partout, assurait dix jours de vivres à la colonne. Mais les obstacles naturels étaient immenses; tourner les Portes de fer par le sud, était se jeter dans les pays réservés à Abd-el-Kader; en les traversant directement on allait dans des montagnes inconnues, coupées par des rivières qu'une

pluie pouvait grossir en une nuit, et habitées par des populations fières et indépendantes.

L'état-major n'était éclairé ni par des cartes ni par des reconnaissances ; il fallut se guider sur l'itinéraire d'Antonin ; un vieux Turc, doué d'une admirable mémoire locale, nous fut très utile ; on marchait le plus souvent à la boussole.

Le maréchal Valée avait senti que le succès de l'expédition ne pouvait être assuré que par la célérité de la marche, qui rendrait tardive l'action de l'ennemi. Mais il n'eut pas besoin de faire appel à la bonne volonté des soldats ; ceux-ci, dont l'imagination était vivement surexcitée par ce nom retentissant et mystérieux : *Portes de fer*, cheminaient à l'allure la plus vive.

Un lieutenant d'Abd-el-Kader, Omar, essaya bien de nous devancer. Mais le maréchal Valée se hâta d'envoyer contre lui toute sa cavalerie qui fit une marche forcée de vingt lieues en un jour. Omar n'osa point se mesurer avec nos braves cavaliers et abandonna son bivouac et ses vivres.

Mais donnons la parole au prince royal (1).

« Ce défilé célèbre, et plus difficile encore que la renommée ne l'avait dit, est la seule entrée donnant accès, vers l'est, dans l'agglomération confuse de montagnes sauvages et amorphes dont le Djurjura est le pic principal, et qui couvre près de douze cents lieues carrées de pays entre Bougie, Ouennougha, et l'Oued-Kaddara.

» Un phénomène géologique extraordinaire a relevé verticalement, sur une vaste surface, les couches horizontales des roches calcaires dont cette partie de l'Atlas est formée. L'action des siècles a détruit les couches plus friables qui remplissaient les intervalles de ces stratifications parallèles, en sorte qu'aujourd'hui ces murailles naturelles, distantes de quinze à trente mètres, se succèdent pendant près d'une lieue, s'élevant jusqu'à une hauteur de cent à deux cents mètres.

(1) Campagnes de l'armée d'Afrique de 1835 à 1839.

» La seule brèche pratiquée à travers ce feuilleté de montagnes grandioses a été frayée par l'Oued-Biban, ou Bou-K'ton, torrent salé dont le lit, encombré de cailloux roulés et de débris de toute espèce, n'a parfois qu'un mètre ou deux mètres de large. Il n'a point sillonné en ligne droite les faces verticales des rochers qui le surplombent, et il n'y a pas un recoin de ce sombre défilé où l'on ne soit à la fois vu de plusieurs de ces remparts, qui se donnent ainsi un flanquement mutuel, et dont le sommet, dentelé par une incroyable bizarrerie de la nature, est percé d'ouvertures ovales disposées comme des meurtrières. »

Les précautions militaires d'usage étaient absolument superflues. Le duc d'Orléans réunit les compagnies de voltigeurs de tous les corps, les confia au lieutenant-colonel Drolenvaux du 2^e léger, et les lança à toute course dans le défilé; nos braves soldats en occupèrent l'issue, et revinrent ensuite par les hauteurs le plus loin possible au devant de la colonne, qui dut cheminer plus de quatre heures dans un coupe-gorge effroyable, enfer respecté par les Romains eux-mêmes.

Entre la première et la deuxième porte, des sapeurs du génie, sur l'ordre du prince, gravèrent ces mots sur un rocher abrupt :

ARMÉE FRANÇAISE. — 1839

La pierre se chargeait de conserver à la postérité le souvenir et la date du premier passage des Portes de fer par les Européens.

Le maréchal Valée, jugeant que les Portes de fer ne pouvaient être une route militaire, déclara qu'on devait chercher ailleurs la communication régulière et habituelle d'Alger avec Constantine.

La première division franchit en neuf jours les soixante-huit lieues qui séparent Sétif d'Alger; elle livra deux combats, et exécuta quinze passages de rivière à gué. Le con

voï se composait de neuf cents animaux très chargés. Dans des montagnes affreuses, sans chemins, quoique nos fantassins eussent six jours de vivres et soixante cartouches, la colonne ne laissa en arrière ni un mulet, ni un homme.

A la Maison-Carrée, dernière étape avant d'arriver à Alger, le prince royal réunit les officiers, demandant que les sous-officiers et soldats pussent approcher ; il leur adressa à tous les plus nobles paroles. Les régiments se formèrent ensuite en colonne, et le prince, mettant l'épée à la main, défila devant le maréchal Valée, lui témoignant par là sa déférence pour la haute dignité dont il était revêtu. La noblesse de race s'inclinait devant l'illustration militaire !

Les habitants d'Alger avaient ignoré cette expédition, en sorte qu'ils en apprirent à la fois et le projet et l'exécution. Aussitôt la population se mit en habits de fête, pavoisa les maisons, et accourut au devant de nos braves soldats qui venaient de déployer le drapeau français là où les Turcs n'avaient osé montrer le leur et où « les Romains n'avaient jamais porté leurs aigles ».

Deux jours après, le duc d'Orléans offrait un banquet aux troupes de sa division, sur l'esplanade Bab-el-Oued, où depuis a été bâti l'arsenal d'Alger. Au dessert, après une salve d'artillerie, le maréchal Valée, qui présidait cette fête de famille, porta la santé du roi ; puis le prince, montant sur une table, fit entendre une de ces improvisations chaudes et émues pour lesquelles il avait un vrai talent.

Le côté romanesque de l'expédition des Portes de fer frappa le public, souvent injuste pour la prudence, toujours enthousiaste des témérités heureuses. Mais personne ne pressentit d'abord que si la France était grandie en Afrique, Abd-el-Kader était diminué. Il ne pouvait s'y résoudre. Ses bataillons réguliers étaient organisés, son matériel de guerre en état, ses approvisionnements au complet, ses projets arrêtés. Il ne lui restait rien à espérer de la paix.

Il se décida à la guerre, poussé par une nécessité implacable, car il n'y avait plus de place sur le sol algérien pour la France et pour lui. L'expédition des Portes de fer fut le prétexte qu'il invoqua pour rompre le traité de la Tafna, arguant que le fort de Hamza, que nous avions occupé, était compris dans les possessions que nous lui avions laissées. La prétention n'était point fondée, cependant la presse opposante essaya de la justifier, en accusant le gouvernement de mauvaise foi.

V

Ainsi que nous venons de l'exposer, la marche militaire des Portes de Fer, si souvent qualifiée de faute, fut en réalité une démonstration qui augmenta le prestige de la domination française; cette démonstration, Abd-el-Kader ne put la tolérer. L'émir avait attiré à lui presque toutes les tribus qui peuplaient le territoire que nous nous étions réservé entre la Chiffa et l'Oued-Kaddara; sans nous déclarer officiellement la guerre, il les lança en armes dans la plaine de la Mitidja. Tous nos établissements furent saccagés, nos postes isolés surpris et massacrés, et nos convois enlevés. La panique fut immense en Algérie et en France, et le maréchal Valée fut accusé d'imprévoyance, avec quelque fondement peut-être.

Abd-el-Kader écrivit, le 18 novembre 1839, au maréchal la lettre suivante :

« Le Seigneur El Hadj (1) Abd-el-Kader, prince des croyants, au maréchal Valée.

» Saluts à ceux qui suivent le chemin de la vérité.

» Votre première et votre dernière lettre nous sont par-

(1) Tout musulman qui a fait le pèlerinage de la Mecque fait précéder son nom du mot Hadj ou Hadji (pèlerin).

venues ; nous les avons lues et comprises. Je vous ai écrit que tous les Arabes, depuis Ouelassa jusqu'au Kef, sont décidés à faire la guerre sainte. J'ai fait ce que j'ai pu pour combattre leur dessein ; mais ils ont persisté. Personne ne veut plus la paix, chacun se dispose à la guerre. Il faut que je me range à l'opinion générale pour obéir à notre sainte loi. Je me conduis loyalement avec vous et je vous avertis de ce qui se passe. Renvoyez mon consul qui est à Oran, afin qu'il rentre dans sa famille. Tenez-vous prêt. Tous les musulmans déclarent la guerre sainte. Vous ne pourrez, quoi qu'il arrive, m'accuser de trahison. Mon cœur est pur, et je ne ferai jamais rien de contraire à la justice.

» Ecrit à Médéah, le 11 de Ramadan 1255 (18 novembre 1839). »

Cette lettre n'est elle pas un chef-d'œuvre de duplicité ? La guerre nous était déclarée officiellement, lorsque depuis huit jours elle était commencée.

Les hostilités devaient durer sept ans ; mais en réalité elles prirent fin en 1844 après la bataille de l'Isly, à la suite de laquelle Abd-el-Kader fut réduit à courir le pays comme un vulgaire chef de bandes, et finalement à se réfugier au Maroc.

Après le traité de la Tafna (1), l'émir disait à M. Léon Roches :

« Je redoute bien moins les Français depuis que je les connais. Je les croyais encore semblables à ceux qui allèrent combattre Souleyman (Soliman) pour reconquérir la ville où ils supposent qu'a été enseveli Sidna-Aïssa (Jésus-Christ).

» Malgré la haine que tout musulman doit nourrir contre les infidèles, j'ai souvent admiré leur courage, leur générosité, leur fidélité à tenir leur parole et leur observance des pratiques de leur religion ; mais ceux qui ont conquis

(1) En 1837.

Alger ne ressemblent en rien à leurs ancêtres. J'entends dire que quelques-uns ne reconnaissent pas de Dieu : en effet, ils n'ont construit aucune église, et les ministres de leur religion sont peu respectés par eux-mêmes.

» Ils ne prient jamais..... Dieu les abandonnera, puisqu'ils l'abandonnent ! »

Et il ajouta :

» En faisant la paix avec les chrétiens, je me suis inspiré de la parole de Dieu qui dit dans le Coran : *La paix avec les infidèles doit être considérée par les musulmans comme une trêve pendant laquelle ils doivent se préparer à la guerre.*

..... » Lorsque l'heure de Dieu aura sonné, les Français me fourniront eux-mêmes des causes plausibles de recommencer la guerre sainte. »

Abd-el-Kader tint parole. Mais il ne pouvait nous combattre sérieusement avec le semblant de forces régulières qu'il avait organisé si péniblement, et d'une façon tout-à-fait rudimentaire ; dans sa pensée elles ne devaient être que le noyau de la levée en masse des Arabes. Or, cette levée en masse, il ne pouvait l'obtenir que par la proclamation de la guerre sainte et l'exploitation du sentiment religieux chez les populations indigènes. L'enthousiasme guerrier se répandit donc dans les tribus, soufflant le feu à travers les montagnes, les sables et les forêts de l'Algérie.

Mahomet avait déclaré que la guerre sainte était la volonté même de Dieu, et qu'en conséquence elle devait être éternelle. Des trêves, jamais de paix. L'émir entendait bien se conformer sur ce point aux prescriptions du Coran. Il s'en autorisa pour commencer l'attaque sans déclaration de guerre ; le Coran sur ce point est formel et permet dans certains cas le mépris des serments et des traités, tout en spécifiant hypocritement que la loi donnée doit être observée.

Mahomet s'en était remis au sabre pour établir une reli-

gion que l'on a justement qualifiée de religion de rapine et de luxure. « Combattez, dit-il, contre les infidèles jusqu'à ce que toute fausse religion soit exterminée ; mettez-les à mort, ne les épargnez point ; lorsque vous les aurez affaiblis, réduisez-les en esclavage, et écrasez-les par des tributs. »

La guerre sainte ou *Djehed* (1) fut donc obligatoire dans le principe, chez les musulmans. Elle eut d'abord pour but la conversion des infidèles avec la perspective du pillage, lequel était autorisé après la victoire ; puis elle changea de forme, devint maritime au temps des corsaires barbaresques et disparut en se modifiant. Deux siècles après sa naissance, l'islamisme pactisait avec les infidèles. En Algérie le *Djehed* proclamé par Abd-el-Kader ne fut qu'une des formes de la résistance des indigènes contre la conquête ; il n'eut en aucune façon le caractère de la persévérance.

Chose singulière, c'est nous-mêmes qui avons, à l'époque d'Abd-el-Kader, ranimé la foi languissante des Arabes. Ceux-ci étaient encore religieux et affichaient un profond mépris pour notre scepticisme grossier ; l'on a vu plus haut, par la conversation d'Abd-el-Kader avec M. Léon Roches, quel dégoût nous lui inspirions sous ce rapport. Les Arabes ont le Christ en vénération et s'indignent de notre indifférence pour un prophète qu'ils mettent au-dessus de tous les autres. Sidna-Aïssa, disent-ils, a été conçu sans péché dans le sein immaculé de la vierge Meriem (Marie) et les Juifs ont crucifié un des leurs qui lui ressemblait ; Dieu avait pris soin de leur ravir leur sainte victime, en l'enlevant au ciel en corps et en âme. La légende musulmane ajoute que Jésus-Christ, précurseur de Mahomet, n'est pas fils de Dieu, mais a reçu en tant que prophète une mission divine qui est la confirmation du Pentateuque ; il doit revenir à la fin des temps convertir par le sabre

(1) La langue arabe écrite ne comporte pas de voyelles ; celles-ci sont marquées par des points. Selon les lieux, les Arabes prononcent donc indifféremment les voyelles des noms. Ainsi *Djehed* est écrit *Djehad*, ou *Djihad*, ou encore *Djahad*.

tous les peuples à la vraie religion, c'est-à-dire à l'islamisme, après quoi il sera enterré à Médine dans la même tombe que son continuateur Mahomet.

A ce moment les griefs religieux n'auraient pas suffi à soulever les Arabes contre nous, mais les débats de nos Chambres, les polémiques de la presse avaient accrédité parmi eux l'opinion que la France ne voulait pas conserver l'Algérie. Ils conçurent donc naturellement l'espérance de nous faire abandonner notre conquête en nous opposant une résistance armée, à jet continu.

L'émir profita de ces dispositions. Afin d'imprimer à la guerre sainte plus d'ensemble et d'énergie, il s'agissait pour lui d'être le premier parmi les siens. Il ne se contenta pas d'être le guerrier le plus habile, le meilleur cavalier, le plus savant docteur, le musulman le plus pieux, le prédicateur le plus éloquent; il voulut être le mieux informé de ce qui se passait en France. Des agents secrets à Oran lui achetaient nombre de journaux français qu'il faisait traduire par ses déserteurs ou ses prisonniers. C'est ainsi que le résumé de nos discussions politiques, si pénibles souvent pour notre amour-propre national, si dangereuses quand nos ennemis s'en emparent, était répandu et discuté passionnément dans les tribus arabes.

Avec Abd-el-Kader la guerre sainte a jeté son dernier éclat; Turcs et Arabes font maintenant leur prière quelque peu pour le décorum; beaucoup boivent du vin blanc, du champagne, de l'absinthe, toutes choses qui ne sont pas du vin, disent-ils hypocritement, car le vin est rouge. Le proverbe : *Le vin est le savon des soucis*, ne manque pas d'admirateurs.

Dans ces dernières années, le Mahdi (l'ange) du Soudan n'a pu réussir à organiser la guerre sainte et à provoquer un soulèvement parmi les tribus riveraines du Nil inférieur.

La houri est démodée, et il faut croire que la certitude de faire un jour la connaissance de ce fameux produit de l'imagination orientale n'est plus absolue. Au temps d'Abd-

el-Kader, cette incrédulité se manifestait déjà. Peu d'Arabes, disait-il tristement à M. Léon Roches, sont disposés à mourir pour leur foi.

L'œuvre la plus méritoire, au dire de Mahomet, est le pèlerinage à la Mecque ; une seule chose, ajoute-t-il, est encore plus méritoire : la mort dans la guerre sainte. Aujourd'hui, les Arabes préfèrent aller à la Mecque ; c'est infiniment moins dangereux, et quelquefois lucratif, car presque tous les pèlerins sont des curieux, ou des individus cherchant à faire du négoce.

Ce qui contribua le plus à rendre impossible la prolongation de la lutte entreprise par l'émir fut la *fettoua* (consultation) que M. Léon Roches, interprète du général Bugeaud, obtint des ulémas de la zaouïa de Kaïrouan et de la mosquée d'El-Ashar au Caire. Déguisé en Arabe, se disant envoyé par les confréries religieuses, en particulier par celle du marabout Tedjini, rival d'Abd-el-Kader dans le sud algérien, il rapporta de Kairouan, du Caire, et de la Mecque jusqu'où il eut l'audace de se rendre, la *fettoua* dont il nous donne la conclusion dans son beau livre : *Trente-deux ans à travers l'Islam*, conclusion ainsi conçue :

« Quand un peuple mulsuman, dont le territoire a été envahi par les infidèles, les a combattus aussi longtemps qu'il a conservé l'espoir de les en chasser, et, quand il est certain que la continuation de la guerre ne peut amener que misère, ruine et mort pour les musulmans, sans aucune chance de vaincre les infidèles, ce peuple, tout en conservant l'espoir de secouer leur joug avec l'aide de Dieu, peut accepter de vivre sous leur domination à la condition expresse qu'ils conserveront le libre exercice de leur religion et que leurs femmes et leurs filles seront respectées. »

Cette *fettoua* fut répandue à des milliers d'exemplaires parmi les Arabes et contribua puissamment à diminuer l'influence religieuse de l'émir. Les marabouts, tels que Tedjini, jaloux de leur pouvoir, cherchaient par tous les

moyens à le confiner dans le temporel, et prêchaient les doctrines suivantes :

« La révolte des musulmans n'est un devoir que si le peuple dominateur, chrétien ou idolâtre, voulait les forcer à renier leur religion ou à ne plus en observer les préceptes.

» Un peuple musulman doit résister autant que possible à la domination d'un peuple chrétien ; mais quand il est certain que la résistance ne peut plus amener que la ruine et une effusion de sang inutile, le peuple musulman doit se soumettre à la domination du peuple chrétien et le servir fidèlement.

» Les musulmans doivent exécuter scrupuleusement les conditions des traités conclus entre eux et les chrétiens. Toute trahison serait aussi condamnable qu'elle le serait envers un gouvernement musulman. »

C'était dire aux Arabes : Soumettez-vous. Après Isly, ils commencèrent à se résigner. L'empereur du Maroc était le premier à leur donner l'exemple ; il écrivait à son fils : « Puisque l'islamisme n'a ni les armées, ni les vaisseaux, ni les places fortes, ni surtout la foi qui enflammait nos ancêtres, que faire sinon mettre notre espoir en Dieu, et accepter les conditions de paix que le chrétien nous impose ? »

Le marabout Tedjini, en apprenant que l'émir avait été éjeté dans le Maroc, dit le dernier mot :

« Puisque les armes d'Abd-el-Kader n'ont pas été bénies du Très-Haut, les Arabes n'ont plus qu'à se soumettre. »

VI

Dans la province d'Alger, les hostilités avaient commencé par l'ancienne tribu maghzen des Hadjoutes, anéantie aujourd'hui ; sorte de colonie militaire, refuge des aventu-

riers de toutes les tribus, elle ne laissait aucun repos à nos avant-postes du Sahel ou campagne d'Alger. Les Hadjoutes, vrais flibustiers à cheval, tenaient du Cosaque par leur habileté à faire la guerre de partisans, et du Comanche par leur adresse à rapiner. Ces *guerilleros* faisaient quelquefois trente lieues dans une nuit et paraissaient toujours là où on les attendait le moins. Abd-el-Kader leur donna pour caïd un nommé El-Hadj-Ould-Baba, le plus effronté voleur du pays ; mais ce voleur était aussi un hardi partisan que l'on voyait parfois suivi de plus de mille cavaliers.

L'armée française allait avoir à combattre des adversaires fanatiques. Les *moualim el kebda* (1), pullulaient depuis la proclamation de la guerre sainte. Les prédications des marabouts ennemis d'Abd-el-Kader ne les avaient pas encore calmés, et ils se laissaient aller à toute la fougue sauvage et à l'enivrement du premier moment.

La levée en masse des Arabes se composait de troupes qui se déplaçaient avec une incomparable et merveilleuse facilité. L'émir et ses lieutenants n'avaient point à traîner de lourds convois, non plus qu'à s'occuper de la nourriture et du campement des rassemblements armés qu'ils commandaient ; ceux-ci mangeaient ce qu'ils trouvaient, et bivouaquaient à la belle étoile. C'est à peine si en campagne on distribuait quelques biscuits aux réguliers ; quant aux auxiliaires fournis par les tribus, c'était à eux à emporter leur provision de *rouïna*. La rouïna est un mets des plus primitifs. On jette un peu de blé dans l'eau ; ensuite, après l'avoir broyé, on le sèche, et on le fait griller sur une dalle brûlante, ou encore sur une pelle rougie au feu, à défaut de tour. Les grains ainsi préparés sont moulus et la farine grossière et noirâtre que l'on obtient est assaisonnée avec quelques grains de sel.

(1) Littéralement *ceux qui possèdent du foie*. C'est dans le foie que les Arabes placent le siège du courage. *Moualim el Kebda* signifie donc hommes de courage ou hommes de cœur.

La provision de rouïna est mise dans un *m'zoued*, petit sac en peau de chèvre, et l'Arabe partant en guerre ou en voyage est ainsi approvisionné pour plusieurs jours. Souvent la farine d'orge remplace celle de blé.

Dans son charmant volume : *Zouaves et chasseurs à pied*, le duc d'Aumale a dépeint la vie de campagne.

« Voyez-les, dit-il en parlant des zouaves, voyez-les approcher du bivouac : quelques hommes sortent des rangs et courent à la source voisine pour remplir les bidons d'escouade avant que l'eau ait été troublée par le piétinement des chevaux et des mulets. Les fagots ont été faits d'avance et surmontent déjà les sacs. La halte sonne, le bataillon s'arrête et s'aligne sur la position qui lui est assignée ; la compagnie de grand'garde est seule en avant. Tandis que les officiers supérieurs vont placer les postes eux-mêmes, les faisceaux se forment sur le front de bandière, les petites tentes se dressent, les feux s'allument comme par enchantement. Les corvées vont à la distribution des vivres, des cartouches ; les hommes de cuisine sont à l'œuvre ; d'autres coupent du bois, car il en faut faire provision pour la nuit ; d'autres tourbissent leurs armes ; d'autres encore réparent leurs effets avec cette inévitable trousse du soldat français qui d'abord faisait sourire, dit-on, nos alliés de Crimée. Cependant la soupe a été vite faite ; on n'y a pas mis la viande de distribution, destinée à bouillir toute la nuit pour ne figurer qu'au repas de la diane. La soupe du soir se fait avec des oignons, du lard, un peu de pain blanc, s'il en reste, ou, si l'*ordinaire* est à sec, elle se fait au café, c'est-à-dire que le café liquide est rempli de poussière de biscuit et transformé en une sorte de pâte (1) qui ne serait peut-être pas du goût de tout le monde, mais qui est tonique et nourrissante ; ou bien encore le chasseur, le pêcheur de l'escouade, ont pourvu la gamelle qui d'un lièvre, qui d'une tortue, qui

(1) Les soldats l'appellent turlutine.

d'une brochette de poisson ; nous ne parlons pas de certains mets succulents savourés parfois en cachette, une poule, un chevreau, dont l'origine n'est pas toujours orthodoxe. La soupe est mangée, on a fumé la dernière pipe, chanté le joyeux refrain. Tandis que les camarades de tente s'endorment entre leurs deux couvertes, la grand'garde change de place en silence, car sa position aurait pu être reconnue. Le factionnaire qu'on voyait au haut de cette colline a disparu ; mais suivez l'officier de garde dans sa ronde, et, malgré l'obscurité, il vous fera distinguer, sur la pente même de cette colline, un zouave couché à plat ventre tout près du sommet qui le cache, l'œil au guet, le doigt sur la détente. Un feu est allumé au milieu de ce sentier qui traverse un bois, et qu'un petit poste occupait pendant le jour ; mais le poste n'est plus là. Cependant le maraudeur, l'ennemi qui s'approche du camp pour tenter un vol ou une surprise, s'éloigne avec précaution de cette flamme autour de laquelle il suppose les Français endormis ; il se jette dans le bois, et il y tombe sous les baïonnettes des zouaves embusqués, qui le frappent sans bruit, afin de ne pas fermer le piège et de ne pas signaler leur présence aux compagnons de leur victime. »

L'illustre auteur a présenté le beau côté du tableau ; c'est le côté pittoresque, mais hélas ! la guerre d'Afrique n'a pas eu toujours l'aspect facile du récit qui précède. Elle est loin de ressembler à la guerre d'Europe, guerre où l'on combat des nations qui se font une loi de l'humanité, où le blessé, toujours secouru, peut être laissé en arrière, où le prisonnier est bien traité. En Algérie, pendant la période des grandes guerres, la souffrance était de chaque heure, et nous éprouvons une sorte de respect attendri pour les vaillants soldats qui ont écrit avec leur sang des pages immortelles au livre de nos annales. Dans l'histoire de la conquête algérienne, tout fut grand, les calamités et les erreurs, les souffrances et les illusions. Là, les troupes du camp de la Tafna, immobilisées sur une

plage stérile, se nourrissent de la chair des chevaux tués à l'ennemi ; là, les zéphyr du 3^e bataillon d'Afrique, enfermés à Djemilah, réduits à une poignée de riz par jour, boivent leur urine relevée avec un peu de poudre, livrent des combats furieux pour conquérir une mare d'eau bourbeuse, et, quand les cartouches manquent, leur commandant les voit tomber un à un. Là, les défenseurs de Médéa, rongés par la vermine, glacés par le froid, attendent en se battant tous les jours qu'une colonne expéditionnaire vienne leur apporter un peu de nourriture.

Attaquer, marcher en avant, qu'était-ce, qu'est-ce encore pour l'armée française ? Mais ceux qui n'accordent à nos soldats que l'impétueux et théâtral courage de l'attaque, ceux qui leur contestent la patience et la fermeté dans les privations et les revers, eussent changé d'avis s'ils les avaient vus à la première expédition de Constantine, conservant leur discipline, leur énergie, tout leur ressort, jusqu'au terme d'une lutte soutenue non seulement contre un ennemi implacable et acharné, mais encore contre la famine et la maladie.

Que de scènes de deuil ! Que d'épreuves subies avec une admirable constance par des hommes auxquels il ne restait d'entier que le cœur, et qui manquaient de tout, excepté du sentiment du devoir militaire ! Que d'effroyables fatigues supportées avec une nourriture insuffisante, et en ayant la perspective que le lendemain devait amener les mêmes labeurs et les mêmes souffrances !

Et nos braves officiers ! Comme ils payaient de leur personne et savaient donner l'exemple ! Quelle suprême injure que de paraître douter de leur courage ! Un lieutenant de zouaves, commandant une compagnie de flanqueurs, voit ses hommes plier sous le nombre ; il allait ordonner un mouvement offensif, quand arrive au galop le général Changarnier, monté sur son grand cheval allemand. Le général, qui ne se rendait pas compte très exactement de ce qui venait de se passer, apostrophe vivement les zouaves et

leur commandant : « Qu'est-ce donc, Monsieur, lui crie-t-il ? Vous avez donc peur, que vous reculez ainsi ? » A ces mots, le brave officier, qui se nommait Beugnot, pâlit, jette, par un mouvement convulsif, son sabre au milieu des Arabes, se précipite au milieu d'eux, et tombe percé de coups.

Le général Bedeau était en expédition autour de Tlemcen. Son avant-garde composée d'une demi compagnie de chasseurs à pied commandée par le sous-lieutenant Collet se heurta à un assez grand marabout, que les Arabes avaient crénelé et d'où partaient des coups de fusil. Le sous-lieutenant déploya sa section, fit commencer le feu, et envoya un des siens prévenir le général : « Que signifie votre démarche ? dit Bedeau en accourant. C'est la peur qui vous empêche de marcher à l'ennemi ? » Collet, sans répondre un mot, s'élança en avant ; quelques-uns de ses hommes le suivirent par dévouement. Il n'avait pas fait dix pas qu'il était mortellement frappé. Les braves chasseurs qui l'avaient accompagné furent tous tués en essayant de ramener le corps de leur officier.

Le général Bedeau reconnut alors qu'une poignée de soldats n'était pas suffisante pour s'emparer du marabout. Il fut obligé d'employer le canon, et les Arabes n'évacuèrent la situation que lorsqu'ils virent la porte céder sous les obus.

Notre tableau ne serait pas complet si nous négligions d'ajouter que dans cette guerre où l'on brisait le corps du soldat, chacun savait que fait prisonnier et abandonné à la barbarie des Arabes rendus semblables aux bêtes fauves par l'ivresse du sang, c'était pour tous la mutilation, les tortures les plus épouvantables.

Certes, si le succès a couronné les efforts de l'ancienne et vaillante armée d'Afrique, cette armée l'a dû au caractère vigoureusement trempé de ses officiers et de ses soldats, à cette gaieté vraiment française mêlée d'énergie qui les portait à rire et à plaisanter au milieu des souffrances et des misères les plus écrasantes.

Mais se battre n'était pas assez pour le troupier. On l'employait à tout ; il faisait tous les métiers par tous les temps, par toutes les saisons, sans autre salaire qu'une légère augmentation de nourriture, aumône donnée à la faim. Le soldat français, seul des soldats des armées européennes, dépose ainsi son fusil pour prendre la truelle du maçon, la hache du bûcheron ou la pioche du terrassier. Notre armée d'Algérie a résolu le problème de l'application des troupes aux travaux publics. On vit jadis des régiments entiers, sous-officiers en tête, hisser au sommet des montagnes des blockhaus ou des maisons fortifiées servant de télégraphes aériens, des bataillons ouvrir des carrières et en extraire des matériaux servant à la construction de redoutes ou de casernes. Le travail en commun, fait observer le duc d'Orléans, est la pierre philosophale de la science économique. Pendant de longs mois, le soldat était abrité derrière des remparts qu'il avait contribué à élever ; le camp était pour lui une prison, un tombeau souvent, et il ne connaissait pas les plaisirs énervants de la cité.

Pendant les années 1838 et 1839, tant de coups de pioche furent donnés dans cette terre d'Afrique qui n'avait pas été remuée depuis des siècles et dont le soldat dégageait des miasmes mortels, que sur un effectif d'un peu plus de quarante mille hommes, six mille moururent dans les hôpitaux. La paix était plus meurtrière que la guerre !

Et dans ce climat dévorant, où l'été et l'hiver sont excessifs, le soldat, pendant des mois et des années, ne couchait pas sur un matelas, ne se déshabillait jamais. Tant de fatigues, tant de misères, épuisaient à la longue les organisations les plus fortes, et quand il tombait malade, sa condition ne faisait qu'empirer. Les Chambres ne distribuaient les fonds qu'avec parcimonie, ne paraissant pas se douter qu'il est du devoir du législateur de ne jamais lésiner pour les établissements hospitaliers. Quand le duc d'Aumale commandait la division de Constantine, il eut toutes les peines du monde à faire bâtir un hôpital ther-

mal aux bains d'Hamam-Eskoutine ; il dut y contribuer de ses deniers personnels, et y consacrer une partie des fonds secrets qui lui étaient alloués comme à tous les généraux commandant les provinces. L'Algérie n'était pas comme aujourd'hui dotée d'hospices où rien ne manque, et les malades ou les blessés n'entraient qu'avec terreur dans ces cages construites en planches de caisses à biscuit, où ils retrouvaient les colons que la fièvre dévorait. Quelquefois même les caisses à biscuit manquaient, et le service hospitalier se faisait sous la tente ; or, la tente est trop mince, conséquemment trop chaude ou trop froide. Alors la paille, sur la terre humide, était la seule ressource des mourants.

Les masses aveugles sont toujours disposées à rendre les chefs responsables des souffrances de leurs inférieurs. Les anciens soldats de la France, qui n'étaient pas, comme à l'heure actuelle, victimes de clabauderies intéressées et d'excitations coupables, n'attribuaient qu'aux implacables nécessités de la guerre leurs misères inexprimables.

« Que pouvez-vous donc faire ici ? disait un jour un général, pénétrant dans la baraque servant d'ambulance à sa brigade.

— Nous mourons, mon général, répondit un malade avec une calme simplicité. »

Le pauvre soldat était loin de penser que sa réponse était simplement héroïque !

VII

Si le maréchal Valée, en 1839, avait perçu clairement les difficultés de notre situation, il aurait constaté qu'il avait devant lui trois tâches si étroitement confondues, qu'elles ne pouvaient être successives : 1° ravitailler les villes et postes fortifiés, en trop petit nombre hélas ! où nous avons des

garnisons, et qui étaient comme des îlots disséminés dans l'immensité du pays arabe ; 2° nous emparer des points où la puissance d'Abd-el-Kader était fixe et sédentaire ; 3° enfin s'accrocher à lui malgré l'extrême mobilité de ses troupes, détruire son prestige en lui infligeant défaite sur défaite, détacher par là les tribus de son influence et délier le redoutable faisceau qu'il avait noué autour de nous.

Le maréchal ne vit que la première tâche, sans bien se rendre compte que nous usions nos forces dans une défensive perpétuelle.

Le général Bugeaud, son successeur, devait accomplir les deux autres avec la merveilleuse ténacité qui formait le fond de son caractère.

Il serait trop long de faire ici l'historique scrupuleux des expéditions entreprises par le maréchal Valée en 1840, à Médéa et à Miliana. A la première annonce des hostilités, le duc d'Orléans était accouru avec d'importants renforts. La prise du col de Mouzaïa par sa division, appuyée par celle du général Rulhières, est un des plus beaux exploits de la carrière militaire du prince qui était, de l'aveu de tous, un homme de guerre remarquable. Abd-el-Kader avait fait élever sur le col de Mouzaïa des redoutes armées de batteries se flanquant mutuellement et dont l'emplacement avait été choisi avec ce coup d'œil qui manque si souvent aux Arabes. Le duc annonça le 11 mai 1840 que l'attaque du col aurait lieu le lendemain, et qu'il se trouverait avec le régiment formant tête de colonne. Tous les régiments de la division, zouaves, 2° léger, 23° et 24° de ligne, prétendirent à l'honneur de marcher les premiers. Pour les mettre d'accord, le prince dut faire tirer au sort le numéro du régiment.

« Vous me revaudrez cela », dit en riant le colonel de Lamoricière à son rival en gloire, Changarnier, colonel du 2° léger, favorisé par le sort.

Le 12 mai, à trois heures du matin, le prince donna le

signal de l'attaque : « Allons, mes enfants, dit-il en montrant la crête de Mouzaïa tapissée d'ennemis, les Arabes nous attendent et la France nous regarde. » Et le 2^e léger prit le pas de course aux cris cent fois répétés de *Vive le roi ! Vive le prince royal !* A midi, le combat était acharné ; entouré pendant un instant, le 2^e léger fut dégagé par les zouaves. « Je vous avais bien promis de me venger, dit le colonel de Lamoricière à son ami Changarnier. »

Le duc d'Orléans avait dû quitter le 2^e léger pour se mettre à la tête de la deuxième colonne d'attaque, avec laquelle il se proposait de tourner les Arabes. Mais il fut accueilli par un feu d'une intensité extraordinaire ; à ses côtés, plusieurs officiers furent atteints et son chef d'état-major, le commandant Grosbois, eut son cheval tué. Le général Schramm, mort il y a quelques années presque centenaire, fut blessé en parlant au prince. Avec une remarquable promptitude d'esprit, ce dernier fit défendre de répondre au feu de l'ennemi, et ordonna une brusque attaque à la baïonnette. L'effet fut décisif ; du coup les Arabes furent abordés vigoureusement et la position enlevée.

Les troupes acclamèrent le duc d'Orléans et son frère le duc d'Aumale aux cris de : *Vivent les princes ! Vive la France !*

Comme la deuxième colonne, formée par le 23^e de ligne, gravissait le mamelon le plus raide de ceux qui dominaient le col, le duc d'Aumale accourt auprès du colonel Gueswiller qui marchait péniblement appuyé sur un de ses sapeurs, et sautant à bas de son cheval, il l'offre au vieillard ; celui-ci refusant, le prince s'échappe, met la bride entre les mains du sapeur, court se mêler à une compagnie de grenadiers, et arrive un des premiers sur la position attaquée.

Cette marque de déférence du jeune duc pour un brave colonel respecté de tous toucha profondément nos officiers et nos soldats. C'est par des actes multipliés de

délicatesse que les fils du roi Louis-Philippe devinrent populaires dans cette armée dont ils venaient courageusement partager les périls et les souffrances.

En revenant de cette expédition de Médéa, le maréchal Valée avait à se préoccuper de Miliana, où étaient enterrés douze cents hommes de la légion étrangère, avec le lieutenant-colonel d'Illens. Miliana, quand on l'enleva au fameux Ben-Allal-ben-Embark, khalifa d'Abd-el-Kader, n'était plus qu'un monceau de ruines dans lesquelles on découvrit trois jarres d'huile rance, que l'on partagea entre l'ambulance et les compagnies pour l'entretien des armes. Une odeur infecte y régnait, et nos troupes durent boucher à la hâte les brèches ouvertes dans l'enceinte. On reconnut après quelques jours que les vivres de l'armée étaient avariés, et si un de ces criminels fournisseurs, qui n'hésitent pas à frauder l'Etat au détriment de la vie de nos soldats, s'était trouvé dans la ville, nul doute que les légionnaires ne l'eussent impitoyablement fusillé. Bientôt, par suite d'une nourriture atrocement mauvaise, la mesure servant d'hôpital fut remplie de malades, la plupart couchés sur la terre, les plus souffrants sur des matelas formés avec de la laine arrachée aux égouts où les Arabes l'avaient noyée avant l'évacuation, et qui avait été lavée avec plus ou moins de soin.

Grâce à un moral de fer, la garnison de Miliana se soutint jusqu'au mois de juillet; mais une chaleur accablante fit alors éclater les maladies avec une formidable violence.

Sur douze cents hommes, le lieutenant-colonel d'Illens n'en pouvait réunir cent cinquante capables de remplir un service actif. Il fallait donner le bras aux soldats que l'on conduisait en faction, et il leur était permis de s'asseoir. Le fusil entre les jambes, ils contemplaient l'espace avec ce morne regard qui déjà ne voit plus. Souvent le factionnaire mourait à son poste; le sergent de garde allait en rendre compte à son officier en disant d'une voix sombre :

« Mon lieutenant, un tel vient de monter sa dernière garde ; il faut un homme. »

La nostalgie d'abord fit les premières victimes, puis le colonel d'Illens perdit presque tous les fumeurs. Un Kabyle étant venu de temps à autre vendre quelques livres de tabac, fut aperçu entrant en ville par les Arabes qui la bloquaient étroitement ; il eut la tête tranchée en vue de nos postes.

On avait abandonné ces douze cents Français à Miliana avec une si cruelle imprévoyance, que dès les premiers jours les souliers manquèrent à la plupart des hommes. Il fallut distribuer des peaux fraîches de bœufs et de moutons aux compagnies qui en firent des espadrilles. La légion contenait heureusement beaucoup d'Espagnols.

Et tous les jours il fallait se battre ! Les balles venaient tuer ceux que la maladie n'avait pas entamés ; les fiévreux enviaient le sort de leurs camarades qui mouraient d'une blessure, et se faisaient raconter leurs exploits. Un carabinier nommé Georgi se précipita seul au milieu d'un groupe ennemi qui attaquait un petit poste de huit hommes dont cinq ne pouvaient se tenir sur leurs jambes et faisaient le coup de feu assis sur leurs sacs. Il tua sept Arabes à la baïonnette, mit les autres en fuite, et les obligea d'abandonner trois des leurs qui étaient blessés. Ce fut une fête dans la ville et à l'hôpital ; l'action d'éclat de Georgi fit plus que tous les médicaments.

Des exploits de ce genre étaient fréquents ; mais les forces manquaient à nos soldats pour poursuivre l'ennemi. Le ravitaillement des postes avancés devint de plus en plus difficile à mesure que le nombre des hommes valides diminuait. Il vint un moment où officiers, médecins, personnel des ambulances et de l'administration, durent s'armer et soutenir les petites colonnes sortant pour ravitailler les postes extérieurs. On vit le lieutenant-colonel d'Illens en personne conduire un de ces ravitaillements, un fusil à la main.

Quand la colonne Changarnier vint relever la garnison

de Miliana, celle-ci avait enterré huit cents et quelques hommes sur douze cents ; les survivants entrèrent presque tous aussitôt à l'hôpital de Blidah. Les journaux officiels et officieux de l'époque écrivirent alors cette phrase épique dont toute l'armée s'indigna : « La garnison de Miliana, éprouvée par le climat, a été relevée. »

Ce silence de commande empêcha qu'aucune récompense ne fût accordée à cette poignée de héros. Le lieutenant-colonel d'Illens seul reçut un témoignage d'estime, et ce témoignage consista dans le désir que lui fit exprimer le maréchal Valée de lui voir conserver le commandement supérieur de la nouvelle garnison. Ce désir était de ceux auxquels un militaire ne se soustrait jamais, et le lieutenant-colonel accepta, quoique brisé par la maladie. Cet officier supérieur se borna à dire tristement au colonel Changarnier qui l'appelait un héros : « Tout n'est pas roses et lauriers dans le métier de héros. »

Le brave d'Illens fut tué six mois après dans une rencontre de la colonne Changarnier avec les réguliers d'Abd-el-Kader. Il fallut l'enterrer de nuit dans le lit d'un torrent dont on détourna le cours pendant quelques instants ; les Arabes profanaient les tombes de nos morts.

On s'étonnera peut-être de voir le colonel Changarnier chargé du ravitaillement de Miliana, alors que pour celui de Médéa le maréchal Valée avait cru devoir employer deux divisions : il nous suffira de dire que, au retour de l'expédition de Médéa, ses troupes, exténuées, s'arrêtèrent à une journée de marche de Blidah : le maréchal reçut des chefs de corps et des généraux des rapports alarmants sur leur état d'épuisement. C'est alors qu'il appela près de lui le colonel Changarnier pour lequel il avait une estime toute particulière, et l'interrogea longuement sur le moral de son régiment, le 2^e léger.

« J'en réponds, dit fièrement celui-ci. Donnez à mes hommes huit jours de repos pour leur détendre les nerfs,

et vous les verrez marcher pour faire tout ce que vous leur commanderez.

— Réfléchissez bien, dit le maréchal, à ce que vous venez de me dire, et venez me voir demain. »

Changarnier se présente le lendemain dès la première heure et le vieux héros de Constantine lui demande brusquement :

« Persistez-vous dans ce que vous m'avez dit hier, et croyez-vous que vous entraînerez partout votre 2^e léger ?

— Certainement.

— Partez alors pour Miliana. Vous laisserez ici tous vos hommes malades ou fatigués ; à votre régiment j'ajouterai deux bataillons de marche formés de tout ce qu'il y a de plus valide dans la colonne. Abd-el-Kader a reçu des renforts, mais j'organiserai votre troupe avec un effectif assez fort pour que vous puissiez passer partout. Je suis mal portant ; je vous donne toute ma confiance. »

Et comme le colonel surpris observait qu'il y avait des généraux dans l'armée expéditionnaire :

« Peu m'importe, dit brusquement le maréchal ; les généraux resteront ici avec moi pour vous attendre. »

Et Changarnier partit le lendemain. Il sut dérober deux marches à Abd-el-Kader en faisant simuler par son arrière-garde une marche dans la direction de Blidah ; l'émir tomba dans le piège, et dirigea de ce côté toute son infanterie. La colonne française atteignit Miliana sans avoir le moindre engagement et ne fut attaquée que faiblement à son retour. L'expédition avait duré cinq jours.

Abd-el-Kader était battu, mais il était loin d'être soumis. Il était vaincu sans qu'on eût encore trouvé le genre de guerre qui devait user sa puissance. Le maréchal Valée, malgré son incontestable mérite, n'était pas fait pour une guerre de surprises, pour un système de marches et de contre-marches dont l'exécution rapide fait tout le succès. Son âge avancé, le mauvais état de sa santé, les habitudes de toute sa glorieuse carrière, ne lui permettaient guère

de commander une série de razzias et de coups de main où les Arabes le prévenaient presque toujours (1).

Pendant que le maréchal Valée guerroyait dans la province d'Alger, celle d'Oran (sauf quelques coups de main contre nos alliés les Douars et les Smalas), jouissait d'une tranquillité relative que vint brusquement troubler une tentative dirigée contre Mazagran.

Cette très petite ville est voisine de Mostaganem et peut en être considérée comme la citadelle. Les Français l'avaient fortifiée tant bien que mal ; elle était d'ordinaire détendue par une seule compagnie d'infanterie. Cette compagnie, quand Mazagran fut attaquée, était la 10^e du 1^{er} bataillon d'Afrique, forte de cent vingt-trois hommes, commandée par Lelièvre, vieil officier qui avait passé par tous les grades, et nommé capitaine depuis huit mois.

Le matériel de guerre attaché à la petite place se composait d'une pièce de 4 de montagne, approvisionnée à cent coups d'obus et vingt coups de mitraille, avec une réserve de quarante mille cartouches d'infanterie, et un petit baril de poudre.

Dans la matinée du 1^{er} février (2), un petit poste avancé signala l'approche de l'ennemi, et tirailla avec lui toute la nuit. Le 2 au matin, le capitaine Lelièvre, constatant la présence de contingents arabes considérables, rappela son avant-poste et se prépara à la résistance.

Ces contingents avaient été fournis par quatre-vingt-deux tribus et formaient environ quinze mille hommes. A la suite de cette masse confuse et barbare, marchait un bataillon régulier avec deux pièces de canon ; le tout était commandé par le célèbre Mustapha-ben-Tahmi, khalifa de Mascara, le bras droit d'Abd-el-Kader, son cousin et beau-frère.

(1) Lui-même se rendait justice, et, sentant son inaptitude, avait plusieurs fois demandé à rentrer en France ; il finit par obtenir cette faveur ; son successeur fut nommé le 23 décembre 1840.

(2) 1840.

Dès le 2 février au soir, les deux pièces de canon ennemies ouvrirent le feu à cinq cents mètres contre la chétive fortification. Le lendemain dans la matinée, les Arabes se lancèrent à l'assaut, et vinrent planter quatorze étendards au pied des murs en terre de Mazagran. Pendant quatre jours et quatre nuits, l'assaut fut continu ; les masses succédant aux masses se ruaient sur la pauvre bicoque, avec cette sauvage fureur qu'excite chez les Arabes le fanatisme musulman.

Mais l'héroïsme de la défense fut égal à la fureur de l'attaque et le capitaine Lelièvre à la hauteur de sa noble tâche. Le soir du premier jour, la moitié des cartouches avaient été brûlées ; il ordonna en conséquence de ne plus faire feu qu'à bout portant et de résister ensuite à la baïonnette. Il fut religieusement obéi.

On lit dans le rapport officiel du capitaine Lelièvre :

« Le 3 février, un peu avant la pointe du jour, je fis placer quinze hommes, sous les ordres de M. le sous-lieutenant Durand, au-dessus de la porte pour la défendre. Avant de l'enfermer dans ce taible réduit, je serrai la main à cet officier en lui disant : Adieu, il est probable que nous ne nous reverrons plus, car vous et vos hommes devez mourir en défendant ce poste. — M. Durand et ses hommes s'écrièrent : Nous le jurons ! »

Nous venons de citer le nom du sous-lieutenant Durand ; nous n'aurons garde d'oublier celui du lieutenant Magnien, qui n'abandonnait la brèche que pour porter secours aux blessés ; ayant lui-même reçu jadis une blessure, il les soigna tous avec une certaine expérience.

Dans la soirée du 4 février, le capitaine Lelièvre réunit sa troupe, et lui adressa la courte et énergique allocution suivante :

« Nous avons encore un tonneau de poudre presque entier et douze mille cartouches ; nous nous défendrons jusqu'à ce qu'il ne nous en reste plus que douze ou quinze ; puis, nous entrerons dans la poudrière pour y mettre le

feu, heureux de mourir pour notre pays. Vive la France !
Vive le Roi ! »

Et les zéphyr^s jurèrent de se faire sauter dans la poudre plutôt que de se rendre.

Le drapeau tricolore flottait au-dessus de Mazagran. Plusieurs fois, ce noble symbole de la patrie fut abattu et eut son support brisé ; chaque fois il fut relevé avec enthousiasme, sa flamme criblée de balles s'agitant dans l'air comme par un défi chevaleresque.

Le chef de bataillon Dubarail, commandant à Mostaganem, ne disposait que d'une garnison extrêmement faible et ne pouvait songer à porter secours à l'héroïque petite troupe du capitaine Lelièvre. Dans la nuit du 6 au 7 février, celui-ci lança plusieurs fusées en disant gaiement : « Le commandant verra que petit bonhomme vit encore. »

Le 7 au matin, la plaine était déserte ; les Arabes, honteux, s'étaient retirés.

La garnison de Mazagran, composée entièrement de zéphyr^s, sans même un artilleur pour servir la pièce de canon, eut trois hommes tués et seize blessés. L'auteur des *Annales algériennes*, un peu porté au dénigrement et auquel on reproche de mettre une certaine passion dans ses récits, essaie de démontrer qu'il y eut beaucoup d'exagération dans la manière dont fut présentée la défense du capitaine Lelièvre. « La vérité historique, dit-il, nous oblige de dire que le gouvernement et le public firent en plus pour les défenseurs de Mazagran ce qu'ils avaient fait en moins, en 1838, pour ceux de Djemilah, dont on s'occupa à peine. »

Nous avons glorifié le fait d'armes de Djemilah ; pour celui de Mazagran, nous dirons que ce n'est pas toujours à la quantité de sang répandu que se mesure l'honneur militaire. L'histoire de la défense de Mazagran est restée populaire et a toujours été considérée comme l'une des plus glorieuses pour nos armes.

VIII

Les soldats qui avaient à Mazagran accompli un magnifique exploit étaient des hommes atteints par la justice de leur pays.

Une ordonnance royale de 1832 avait prescrit la formation de deux bataillons d'infanterie légère d'Afrique, composés de tous les militaires qui, après avoir été condamnés à des peines non infamantes, rentraient dans les rangs de l'armée, par expiration ou remise de peine (1).

Aussitôt la formation achevée, le 1^{er} bataillon prit le nom de Flore, le 2^e celui de Zéphyr. Cette dernière désignation, qui seule est restée, s'applique d'ailleurs à tous ces bataillons indistinctement.

Il ne faut pas juger trop sévèrement les soldats appartenant aux corps disciplinaires de l'armée; ces hommes, excessifs dans le bien comme dans le mal, s'améliorent par les preuves d'estime et de confiance, et ont soif de réhabilitation. Que l'on prenne l'un d'eux ayant subi une condamnation, qu'on l'enferme dans un établissement pénitenciaire, qu'on l'interne ou qu'on l'exile, on ne réussira qu'à procurer à l'armée du mal une recrue de plus; qu'on lui mette un fusil à la main en lui disant que la réhabilitation se trouve sur les champs de bataille, il sera merveille comme à Djemilah ou à Mazagran. Ceux qui ont vu les zéphyrus à l'œuvre savent que leurs chefs en obtiennent des prodiges. C'est à peine si aujourd'hui la tradition commence à s'altérer, depuis qu'ils reçoivent directement les

(1) Le ministre de la guerre a le droit d'envoyer d'office dans les bataillons d'Afrique certains soldats ayant commis des délits non prévus par le Code de justice militaire, tels que cris séditieux, outrages aux mœurs et à la morale publique, etc. C'est pour ce dernier délit que l'on vit arriver au 3^e bataillon d'Afrique, en 1868, la presque totalité de la musique du régiment des lanciers de la garde impériale.

jeunes gens du contingent ayant fait un stage dans les prisons.

Le maréchal Clauzel jugeait bien les condamnés militaires lorsqu'il remit à quatre cents d'entre eux le convoi et l'ambulance de l'armée avec laquelle il cherchait à gagner Médéah en 1836. Il fit plus; dans un second voyage, il leur confia des fonds et une batterie d'artillerie. Ces quatre cents hommes, commandés par le vieux chef de bataillon Marengo, ancien soldat du premier Empire, brave, sévère, et en même temps humain et juste, se retranchèrent au bas du col de Mouzaïa dans un méchant poste entouré de murs en terre, dominé de près par un bois d'oliviers d'où l'ennemi faisait un feu incessant, et défendirent courageusement pendant plusieurs jours ce que l'armée avait de plus précieux, ses blessés, son artillerie, son trésor. Quand le maréchal Clauzel revint à Mouzaïa, il trouva la défense improvisée par les zéphyrus entourés de cadavres ennemis. On baptisa ces quatre cents braves, qui venaient de se réhabiliter de façon si éclatante, du nom de *chamborans* du père Marengo.

Les blessés et malades confiés aux chamborans furent évacués sur l'hôpital le plus proche; avant de quitter la redoute de Mouzaïa, ils bénirent à la fois les condamnés qui les avaient soignés et défendus avec un admirable dévouement, et le vieux et digne chef qui avait su rendre au bien ces hommes flétris par la justice.

Le duc d'Orléans ne put faire gracier que la moitié des défenseurs de Mouzaïa; l'un d'eux fut même décoré et versé aux zouaves où il devint un soldat modèle.

Les zéphyrus s'étaient signalés dès 1835. Le maréchal Clauzel, voulant alors en imposer au Maroc qui avait pris à notre égard une attitude hostile, envoya un de ses aides de camp, le chef d'escadron Sol, occuper avec cent cinquante hommes du 1^{er} bataillon l'îlot de Rachgoun à l'embouchure de la Tafna. Sans autre abri que quelques mauvaises tentes qui avaient fait les campagnes de la République

et du premier Empire, sans paille, sans bois, sans médicaments, privés de la distraction du combat, ayant juste assez de place pour faire quelques pas sur la crête rocheuse de l'îlot, réduits à un peu de biscuit, de viande salée et à un litre d'eau par jour, puisée à des tonneaux que venait remplir tous les quinze jours un bâtiment envoyé d'Oran, les soldats du commandant Sol ne se laissèrent pas abattre. Ils mangèrent les serpents, les crapauds et les lézards, seuls êtres vivants qu'on rencontrât sur ce rocher pelé de Rachgoun qui n'offrait pas trace de végétation. Pendant quatre mois ils ne perdirent jamais cette gaiété spirituelle qui est la compagne habituelle du troupier français dans ses misères.

Nous avons montré les zéphyrs à la première expédition de Constantine où ils formaient la compagnie franche du capitaine Blangini, surnommée la compagnie des tirailleurs à poil, à cause de leurs habits déchirés et du désordre de leur tenue ; toujours à l'extrême avant-garde, elle fit l'admiration de l'armée ; celle-ci battit des mains quand elle la vit se jeter dans le Rummel débordé au chant de la *Marseillaise* pour s'élancer ensuite à l'assaut du Coudiat-Aty.

Non seulement ils se battaient bien, mais ils étonnaient chacun par leur entrain et leur résistance à la fatigue. Pas de cris ; à peine quelques murmures sans fiel. « Plus de bonne volonté que de souliers, a dit d'eux le colonel Trumelet, plus d'insouciance que de chemises, plus de cartouches que de vivres. »

Et plus loin le colonel ajoute (1) :

« Ces pauvres déguenillés ont employé tous les artifices pour retenir à leurs flancs un pantalon délabré qui crache le linge par mille ouvertures ; quelques-uns en ont complètement perdu le fond : il a été ingénieusement remplacé par celui du caleçon, qu'ils ont enté sur les jambes

(1) Il parlait en 1854.

du pantalon au-dessus des genoux. Tant que la capote reste fermée, les infortunés sont en tenue ; mais qu'un coup de vent indiscret vienne en relever les pans, leurs *inexpressibles* mi-partie blancs, mi-partie rouges s'éloignent alors sérieusement des exigences de l'ordonnance. Les débris du vêtement inférieur ont été religieusement employés à cicatriser les blessures de la capote que, depuis plus de deux mois, les malheureux n'ont quittée ni jour ni nuit. Quant aux souliers, on comprend que, dans un pays où il faut ferrer les chevaux des quatre pieds, leur résistance n'a pas dû être longue ; aussi, plusieurs paires se rapprochent-elles sensiblement du cothurne antique par la combinaison des moyens d'attache. »

Ce débraillé par trop pittoresque a souvent été reproché aux *joyeux* parce qu'il n'était pas toujours le fait des événements de guerre ; mais ce qu'on pardonnait moins, c'était leurs habitudes invétérées de *chapardage* ou de rapine. Quelquefois leurs tours prêtaient à rire ; le plus souvent ils étaient loin d'être inoffensifs. Un Maltais arriva un jour à Milah avec deux mulets chargés de victuaille et de vin ; ils mirent tant d'obligeance à l'aider que le soir il lui manquait un tonnelet de vin. Le *mercanti* n'était pas au bout de ses peines ; quelques moments après, un de ses mulets disparaissait ; il promenait son désespoir par tout le camp, lorsqu'il fut abordé par deux hommes complètement ivres qui lui proposèrent de lui vendre à très bon compte un excellent mulet. C'était le sien !

Quand Bougie, après l'audacieuse reconnaissance du capitaine de Lamoricière (1), fut occupée par le commandant Duvivier, tous les habitants, sauf quelques juifs, abandonnèrent la ville. Les maisons vides étaient donc nombreuses et l'on prit une des plus convenables pour en faire la salle de police. Une corvée de zéphyrs vint balayer et nettoyer le local choisi. L'adjudant, une fois la besogne en train,

(1) En 1833.

se retira ; ses hommes avisèrent alors un Maltais arrivant avec un énorme ballot de marchandises. Ils l'abordèrent d'un air engageant, et apprirent de lui qu'il venait s'établir comme marchand à Bougie. « Seulement, dit le Maltais, je cherche une boutique.

» — Comme cela est heureux, voici juste une maison que nous venons de nettoyer et qui ne vous coûtera pas cher. On dirait que nous avons prévu votre arrivée. »

Le Maltais enchanté fit son prix ; les vendeurs discutèrent pour la forme, et la maison fut payée à beaux deniers comptants. Les zéphyr s disparurent ; et le négociant préparait l'installation de ses marchandises, lorsqu'il vit arriver le capitaine adjudant-major du bataillon d'Afrique conduit par l'adjudant. Ce dernier s'arrêta tout interloqué en voyant occupé le local qu'il avait fait approprier.

« Et cette salle de police, dit le capitaine, où est-elle donc ?

— Mon capitaine, je n'y comprends rien ; j'aurai fait nettoyer une habitation appartenant déjà à quelqu'un.

— Eh, mon ami, dit le capitaine au Maltais, n'as-tu pas vu des soldats nettoyer une maison dans cette rue ?

— C'est celle-ci, répondit le marchand étonné ; il y avait cinq soldats qui me l'ont vendue. Elle est à moi. »

On parla, on s'expliqua, et le capitaine lui fit comprendre qu'il avait été volé. Il protesta, mais dût déguerpir. Il avait à peine achevé son déménagement, qu'il aperçut ses vendeurs avec une escorte cette fois ; ils venaient étrenner la salle de police.

Si les zéphyr s avaient peu de soin de leurs vêtements et affectaient le débraillé, ils soignaient encore moins leurs autres fourniments. Un grand bidon, une marmite, sont choses lourdes ; aussi ne se gênaient-ils pas pour les jeter pendant les marches ; pour les remplacer ils allaient ensuite en dérober aux voisins. Aussi étaient-ils la terreur des régiments de ligne nouvellement débarqués. Comme les capitaines sont pécuniairement responsables des objets

de campement délivrés aux compagnies sous leurs ordres, il ne faut pas s'étonner si un zéphyr trop aventureux recevait d'habitude une correction mémorable.

L'histoire du rat à trompe est devenue légendaire dans l'armée d'Afrique. En 1836, le gouvernement envoya en Algérie une commission scientifique composée de géologues, de botanistes, d'archéologues, etc. Un de ces savants avait lu dans Pline que dans la Mauritanie césaréenne (capitale Césaréa, aujourd'hui Cherchell, au sud-ouest d'Alger) existaient des rats ayant au bout du nez un appendice flexible, c'est-à-dire des rats à trompe. Les zéphyr s'abattirent tous sur la commission et lui jouèrent quantité de tours pendables, lui fournissant des fer à cheval travaillés de façon à ressembler à des armes antiques, de vieilles pierres sur lesquelles ils avaient gravé des inscriptions indéchiffrables, de vieux sous transformés en médailles : ces soi-disant antiquités leur étaient payées fort cher. L'un d'eux qui avait su capter la confiance du savant amateur des rats à trompe, s'engagea à lui en procurer, affirmant qu'il en avait vu.

« J'ai trouvé votre affaire, vint-il lui dire deux ou trois jours après d'un air radieux ; mais il faudra aller loin, je risquerai de me faire couper le cou. »

Le savant, enchanté, promit d'être généreux et de ne pas marchander, chose qui lui était d'autant plus facile que le gouvernement seul payait.

Le zéphyr apporta d'abord un rat à trompe ; puis les jours suivants, il en augmenta le nombre sensiblement. L'acquéreur réunit ses collègues qui furent d'abord stupéfaits ; chaque rat, avec son appendice au bout du nez, ressemblait à un éléphant en miniature. Tout à coup, ô surprise, un rat perd sa trompe et redevient un vulgaire rat d'égout ; tous les autres, maniés d'un peu près, perdirent successivement leur appendice nasal.

Les *joyeux* avaient simplement coupé la queue d'un rat pour la coller sur le nez d'un autre, après une préalable

et légère incision. Au bout d'un jour ou deux, colle et cicatrisation réunies faisaient adhérer la queue au nez, mais à condition de ne pas tirer trop fort.

Les membres archéologues de la commission scientifique, aussi mystifiés que leur collègue naturaliste, n'eurent pas le droit de rire des rats à trompe de la Mauritanie césaréenne. Ils venaient en effet de pâlir plusieurs jours sur une grosse pierre que leur avaient apportée les zéphyrs, et couverte d'une longue inscription commençant ainsi :

Z. LVD. FEC. OCT. D. S. POL.

Cette pierre avait été roulée dans la terre afin de lui donner une apparence d'antiquité ; les angles en avaient été cassés et on avait usé quelques lettres de l'inscription qu'un zéphyr bachelier traduisait ainsi :

Le zéphyr Louis a fait huit jours de salle de police.

CHAPITRE IV

SOMMAIRE :

Le général Bugeaud. Son passé militaire, sa mission à Blaye. Le général Bugeaud en Algérie. Son système de guerre, mulets, flanqueurs, embuscades. La casquette du père Bugeaud. Le maréchal Bugeaud. Sa mort. — Tolérance du maréchal Bugeaud. La messe au camp. L'abbé G'talther. Monseigneur Dupuch. Les jésuites. L'administration et le clergé en Algérie. L'œuvre de l'évêque d'Alger. — Echange de prisonniers par l'intermédiaire de Mgr Dupuch. L'intendant Massot. Le capitaine Morizot. Le père Lanternier. Le lieutenant de Mirandol. Le jeune Beau-prêtre. L'abbé Suchet. — Le sergent Blandan. Le monument de Beni-Mered.

I

Le successeur du maréchal Valée (1) dans le gouvernement de l'Algérie avait un glorieux passé militaire. Vélite en 1803, grenadier en 1804, Bugeaud déchirait bravement la cartouche à la bataille d'Austerlitz et gagnait ses galons de caporal. On eût peut-être bien étonné l'empereur Napoléon si on lui eut dit alors : « Ce caporal que vous apercevez dans le rang avec ses larges épaules, ses yeux ronds et ses cheveux roux, dormira un jour côte à côte près de vous sous le dôme des Invalides. »

Sous-lieutenant en 1805, Bugeaud fut grièvement blessé au combat de Pultusk ; il était nommé lieutenant adjudant-major en 1807. Passé en cette qualité à l'armée d'Espagne, il

(1) Le général Bugeaud fut nommé gouverneur de l'Algérie en 1841.

devint capitaine de grenadiers au 116^e de ligne qui faisait partie de l'armée d'Aragon commandée par le maréchal Suchet.

Chef de bataillon après la prise de Tortose, il se distingua une première fois en dégageant avec huit cents hommes d'élite le fort d'Amposta, puis fut mis à la tête d'une colonne mobile avec laquelle il détruisit les bandes d'Aragon et exécuta de hardis coups de mains contre l'armée anglaise débarquée à Alicante. Au combat d'Ordal en 1813, il enleva un escadron entier de hussards noirs anglais. Cet exploit fut récompensé par le grade de lieutenant-colonel.

Nommé colonel du 14^e de ligne en 1814, Bugeaud fut réclamé par le maréchal Suchet qui pendant les Cent jours était à la tête de l'armée des Alpes ; il le jugeait digne de commander son avant-garde dans la vallée de Tarentaise. Le colonel attaqua résolument l'armée austro-sarde et enleva, dans deux attaques de nuit, deux bataillons de chasseurs piémontais.

Le 28 juin 1815, le colonel Bugeaud, séparé du maréchal Suchet, apprend la nouvelle de la bataille de Waterloo. Mais il ne croit pas devoir suspendre les hostilités ; il rassemble ses soldats, leur fait jurer de mourir pour la défense du drapeau, et comme au moment même on lui signale l'approche des Autrichiens :

« Messieurs, dit-il à ses officiers, reprenez vos postes et rappelez-vous vos instructions : La France nous reste. »

Le fait d'armes qui suivit ces laconiques paroles est certainement l'un des plus beaux de notre histoire militaire. A la tête de dix-sept cents soldats, le colonel Bugeaud repoussa dix mille Autrichiens et dans un furieux combat de dix heures, leur tua ou blessa deux mille hommes, et leur fit un millier de prisonniers.

Compris dans la mesure du licenciement de l'armée, Bugeaud se retira à Excideuil en Périgord, pendit au clou son épée, s'habilla de la bure du paysan et entreprit de coloniser une des contrées alors les plus arriérées et les plus



ABD-EL-KADER



solitaires de la France. Après avoir été tueur d'hommes, il se faisait semeur de blé ; il n'avait que trente et un ans.

Le gouvernement de juillet, en avril 1831, remplaça le colonel Bugeaud dans les rangs de l'armée et le nomma général de brigade. Les électeurs de la Dordogne, l'année suivante, l'envoyèrent à la Chambre des députés comme leur représentant.

Ici nous arrivons à une phase de la vie du général Bugeaud sur laquelle nous n'insisterons pas, et que les partis politiques n'ont pas manqué de critiquer avec une acrimonie plus ou moins sincère. La duchesse de Berry, après les évènements de la Vendée (1), ayant été arrêtée à Nantes, il fut chargé de la garder au château de Blaye.

Détail assez peu connu : son officier d'ordonnance était alors un jeune sous-lieutenant qui s'appelait Saint-Arnaud.

On a représenté le général Bugeaud comme un véritable geôlier ; la vérité est qu'il ne se départit pas d'un profond respect pour son illustre prisonnière ; celle-ci lui dit, le jour de la naissance de sa fille :

« Général, vous avez déjà deux filles ; celle-ci sera la troisième. »

Ce n'est pas ainsi que l'on parle à son geôlier. Plus tard, il accompagna la duchesse de Berry jusqu'à Palerme et la remit entre les mains de son mari, le marquis de Lucchesi-Palli.

M. Dulong, ayant eu l'imprudence de jeter à la tête du général, en pleine Chambre, le pénible souvenir de Blaye, un duel s'ensuivit et le député reçut une balle qui lui fracassa le crâne.

Devenu la bête noire des radicaux du temps, accusé du massacre de la rue Transnonain quoique pendant l'émeute du 13 avril 1834, lui et ses soldats n'eussent même point passé par cette voie, le général Bugeaud sollicita un com-

(1) 1832.

mandement actif. C'est alors qu'il vint dans la province d'Oran, où il débloqua le général d'Arlanges à l'embouchure de la Tafna, ravitailla Tlemcen à deux reprises en présence de toutes les forces d'Abd-el-Kader, et écrasa celles-ci au combat de la Sickah.

Lorsqu'il prit en 1841 le gouvernement de la colonie, le général, doué d'un très grand esprit d'observation, avait étudié déjà l'Algérie sous tous ses aspects.

Ense et aratro, telle fut l'admirable devise qu'il adopta, comprenant que s'il fallait frapper d'une main, on devait organiser, coloniser de l'autre.

Le vainqueur de la Sickah s'annonça à l'armée d'Afrique par la proclamation suivante :

« Soldats de l'armée d'Afrique,

» Le roi m'appelle à votre tête.

» Un pareil honneur ne se brigue pas, car on n'ose y prétendre ; mais si on l'accepte avec enthousiasme pour la gloire que promettent des hommes comme vous, la crainte de rester au-dessous de cette immense tâche modère l'orgueil de vous commander.

» Vous avez vaincu les Arabes, vous les vaincrez encore ; mais c'est peu de les faire fuir, il faut les soumettre. Pour la plupart, vous êtes accoutumés aux marches pénibles, aux privations inséparables de la guerre. Vous les avez supportées avec courage et persévérance, dans un pays de nomades qui en fuyant ne laissent rien au vainqueur. La campagne prochaine vous appelle de nouveau à montrer à la France les vertus guerrières dont elle s'enorgueillit.

» Je demanderai à votre ardeur, à votre dévouement au pays et au roi, tout ce qu'il faut pour atteindre le but ; rien au-delà.

» Soldats ! à d'autres époques, j'avais su conquérir la confiance de plusieurs corps de l'armée d'Afrique ; j'ai l'orgueil de croire que ce sentiment sera bientôt général,

parce que je suis bien résolu à tout faire pour le mériter. Sans la confiance dans les chefs, la force morale, qui est le premier élément de succès, ne saurait exister; ayez donc confiance en moi, comme la France et votre général ont confiance en vous. »

Le programme du général Bugeaud était fort simple; il se proposait de donner une plus grande impulsion à l'offensive, de frapper avec énergie les tribus arabes de la province d'Alger pour les soumettre une bonne fois, en détruisant les dépôts fortifiés de l'ennemi, Mascara, Tegdempt, Boghar et Thaza (1).

Le nouveau gouverneur comprenait enfin la vraie, la seule guerre alors possible en Afrique.

Après le double ravitaillement de Tlemcen Abd-el-Kader, qui supportait une défaite mieux qu'une mystification, avait dit : « Ce Français est un renard et son armée est un serpent; mais sera-t-il un lion? »

La réponse ne se fit pas attendre, et fut brutalement donnée à la Sickah.

Lorsque trois ans plus tard, l'émir apprit la nomination de Bugeaud au commandement supérieur de l'armée d'Algérie, sa confiance en fut ébranlée, et il eut le pressentiment que son redoutable adversaire mettrait toute son ardeur à réparer la faute politique commise à la Tafna.

Pour le général français l'offensive ne devait pas consister à sortir simplement des villes de la côte, dans lesquelles on se fortifiait depuis dix ans, afin d'entreprendre quelques courses ou opérer quelques ravitaillements; l'offensive pour lui était la puissance de porter ses coups au loin, d'attaquer à fond au lieu de riposter toujours, et pour cela il entendait avoir la liberté absolue de ses mouvements. Il prétendait former des colonnes expéditionnaires aussi légères que les rassemblements armés

(1) Tiaret est construit près de l'ancienne fortification de Tegdempt et Teniet-el-Hâad, près de Thaza.

d'Abd-el-Kader ; en Algérie, disait-il, c'est le plus léger qui finit par être le plus fort. Les prédécesseurs du général se plaignaient constamment de leurs énormes convois sans avoir l'énergie de s'en débarrasser ; lui eut le courage de se heurter de front aux principes admis et à la routine, aux théories et aux sophismes qui avaient résisté à dix années d'expérience.

Il ne voulut plus une seule voiture dans ses expéditions et créa, au moyen de mulets, un système de transports mobiles qui dure encore de nos jours malgré les perfectionnements apportés à nos voies de communication.

Il ne voulut admettre aussi que peu d'artillerie, sans la supprimer complètement, car elle est utile pour soutenir le moral des troupes quelque excellentes qu'elles soient, mais il la réduisit au strict nécessaire. C'était une véritable révolution dans la guerre d'Afrique ; l'armée sentit que l'on sortait de la voie inconséquente des tâtonnements. Elle ne tarda pas à constater que les mulets les *ministres* (1), passaient partout, qu'ainsi les fatigues, du soldat étaient considérablement diminuées parce qu'il n'était plus dans l'obligation de prendre la pioche pour tracer une route aux voitures, et que l'on pouvait enfin atteindre ces insaisissables ennemis qui nous échappaient toujours auparavant.

Dès les premières fois que les soldats de notre armée aperçurent au combat le vainqueur de la Sickah, ils admirèrent cette mâle figure à laquelle était attachée une supérieure expression d'énergie, de finesse et de calme, et au milieu de laquelle brillait un œil bleu qui avait des éclairs dans le danger, et tous furent animés de cette confiance qui rend les armées invincibles.

(1) Les soldats d'Afrique ont appelé ainsi les mulets parce qu'ils sont chargés des *affaires de l'Etat*. C'est l'explication qui fut donnée à un ministre de Louis-Philippe, chargé d'une mission à Constantine, et qui s'étonna, à un mauvais passage de la route, d'entendre les trainglots ou soldats du train, crier avec force jurons : Hue ! ministre ! Il est bien entendu que le vrai ministre rit beaucoup.

Le général Bugeaud ne se renfermait pas dans un orgueilleux mutisme ; sachant quelle était l'intelligence des troupes qu'il avait sous ses ordres, il entreprit de les initier par ses allocutions à la guerre qu'il rêvait. Aux officiers supérieurs et subalternes, aux soldats eux-mêmes, il aimait à communiquer ses plans. Son discours la veille de la bataille d'Isly, discours qui trouvera sa place au cours de ces récits, est demeuré célèbre. L'armée se familiarisa peu à peu avec les enseignements militaires de l'illustre guerrier qui les présentait dans des termes d'une admirable simplicité soit par la parole, soit par la voie des ordres du jour.

Lors de la première campagne de Médéa, il avait donné une humiliante leçon aux discoureurs de l'armée. Chacun pensait qu'il allait attaquer de front le col de Mouzaïa qui conduit à cette ville, quitte à subir de grandes pertes, pertes dont on se console trop aisément avec des bulletins pompeux. Mais le général Bugeaud ayant fait partir dans la nuit ses divers *impedimenta* ainsi que quatre ou cinq escadrons de spahis, lui-même, avec le gros de la colonne, dessina un grand mouvement tournant de façon à attirer l'ennemi à lui. Certains officiers supérieurs, trop disposés à la critique, se mirent à murmurer, arguant que le mouvement ordonné ne produirait sur les Arabes aucun effet moral. Le général ayant eu connaissance de ces propos, n'en continua pas moins son mouvement, et quand il aperçut les Arabes massés dans les ravins pour l'attaquer, ordonna un brusque retour offensif. Alors on vit apparaître les escadrons de spahis dont personne n'avait compris le départ au milieu de la nuit ; ces escadrons chargèrent à fond les rassemblements arabes pris à revers, et aidèrent ainsi l'armée à disperser les forces régulières et irrégulières d'Abd-el-Kader.

Bugeaud ayant réuni le soir autour du feu du bivouac les officiers de l'armée, leur expliqua avec bonhomie son plan de la journée. En terminant, il prit un air

sévère pour dire à ceux qui s'étaient permis des critiques déplacées :

« Aussi bien que d'autres, messieurs, et en épargnant le sang du soldat, je sais produire un effet moral suffisant. »

Certain jour, après une marche de nuit faite pour surprendre des tribus révoltées, il donna l'ordre de camper, bien que les Arabes encore en vue eussent à peine commencé leur mouvement de retraite. Un bel esprit du 17^e léger pérorait, s'étonnant qu'on eût laissé l'ennemi s'échapper. L'orateur en était au milieu de son discours lorsqu'il se sentit arrêté par une large main qui s'appuyait sur son épaule :

« Vous en parlez bien à votre aise, monsieur le discoureur, dit une grosse voix railleuse; on voit bien que vous ne tenez pas la queue de la poêle. »

Tout le monde reconnut le général, qui, sans mauvaise humeur, voulut bien expliquer les raisons de sa conduite. Deux ou trois jours après, l'événement vint lui donner raison et l'expédition eut le résultat désiré.

Ces enseignements, il les multipliait à propos des moindres opérations de la guerre savante et méthodique qu'il avait entreprise. Dans un ordre du jour, il donna les motifs pour lesquels on devait renoncer à l'emploi des tirailleurs à cheval dont on flanquait les colonnes: leur peu inefficace n'empêchait pas les balles d'atteindre les convois où elles semaient le désordre et la confusion; il fit de même pour substituer au système académique des grand'gardes, fait pour les guerres d'Europe, un système d'embuscades qui formait un réseau infranchissable aux maraudeurs ennemis.

En dehors de ses nombreux ordres du jour, l'illustre général résuma son système de guerre dans des instructions écrites dont nous détachons les lignes suivantes :

« Quand j'ai en face de moi une force sans unité, sans science, sans volonté combinée, je ne compte pas le nom-

bre de mes adversaires. Plus la masse est nombreuse, plus ma victoire est certaine..... Si c'est en plaine que j'aborde cette masse, mes obus et mes boulets y feront de larges trouées, dans lesquelles je plongerai mes escadrons comme un glaive qui creuse la mort dans les plaies de mon ennemi. Si la montagne prête à la masse un abri précaire, je dirai à mes fantassins : Enfants, voici ces fiers Arabes qui vous défient à la course ; et, les sacs pesants laissés sous bonne garde, mes petits chasseurs, déchaînés comme une meute ardente, enlèveront à la baïonnette ces mamelons d'où pleuvent les balles.

» On perd peu de monde, et l'ennemi, étonné de se voir atteint corps à corps, malgré sa barrière de feu, tombera comme les fleurs sous la baguette de Tarquin. »

Nous avons parlé des leçons qu'il se plaisait à donner aux frondeurs ; rappelons-en une dernière. Une de ses colonnes longeant un jour le Chélif, était harcelée par deux ou trois mille cavaliers. Un officier supérieur fit observer à haute voix qu'il ne comprenait pas l'inaction des magnifiques escadrons du général Bourjolly et pourquoi ils n'étaient pas appelés à charger. A ce moment Bugeaud prenait des renseignements sur les gués du Chélif, et apprenait que ceux-ci n'existaient que près de passages étroits pratiqués dans les berges du fleuve, élevées en moyenne de huit ou dix mètres, par suite de la profondeur du lit qu'il s'était creusé depuis des siècles dans un sol argilo-calcaire. Quand la colonne fut arrivée à hauteur d'un de ces gués, il fit faire halte et envoya contre la cavalerie arabe deux bataillons sans sacs. Tout le monde se prit à rire, le frondeur ayant ajouté : « Voilà maintenant que le général en chef veut attraper des cavaliers avec des fantassins. »

Cependant l'ennemi reculait devant les deux bataillons français, et comme les cavaliers ne pouvaient passer qu'un à un sur les passages étroits pratiqués sur les berges à l'endroit précis du gué, une centaine d'entre eux étaient à

peine sur l'autre bord lorsque la masse fut assaillie par notre infanterie. Au bout de quelques minutes, le Chélif roulait une quantité de cadavres d'hommes et de chevaux. Le succès était complet. Ayant mandé l'imprudent, qui par ses discours avait porté une grave atteinte à la discipline, Bugeaud lui dit avec calme :

« Monsieur, je viens de vous montrer comment on attrape des cavaliers avec des fantassins. Le colonel X... prendra dès aujourd'hui le commandement de votre brigade en attendant votre successeur ; vous rentrez en France. »

On disait alors, et on a dit depuis que la guerre d'Algérie était une mauvaise école pour l'armée, les soldats s'habituant à combattre un adversaire qui n'oppose jamais une résistance sérieuse, et les généraux oubliant les règles de la grande tactique. Voici en quels termes le maréchal répondait à une critique que beaucoup de militaires sérieux trouvent exagérée :

« Ne croyez pas, généraux d'Afrique, que vous appreniez ici l'art de la grande guerre qu'on doit faire quand on a devant soi des armées solides et disciplinées. Certes, vous éprouveriez de terribles désillusions si vous vouliez employer vis-à-vis d'une de ces armées la tactique que nous avons adoptée vis-à-vis des Arabes. Mais quelle excellente école préparatoire pour nous tous, chefs et soldats, que ces campagnes d'Afrique ! Le général y étudie pratiquement toutes les importantes questions relatives au bien-être de ses soldats : approvisionnements, moyens de transport, etc., etc. ; il apprend à les conduire et à user d'eux sans excéder leurs forces, à poser son camp, à se garder, etc., etc. Les officiers et les soldats s'aguerrissent par des combats incessants, s'accoutument à la faim, à la soif, à la marche, sous toutes les températures, et aux privations de toute sorte sans se laisser démoraliser. Le difficile à la guerre n'est pas tant de savoir mourir que de savoir vivre. Les officiers, souvent engagés avec leurs ba-

taillons et leurs compagnies dans des actions isolées, prennent l'habitude du commandement et de la responsabilité. Nous ne sommes ici qu'à l'école primaire, mais si nous savons profiter des leçons que nous y recevons, nous deviendrons certainement les meilleurs élèves des écoles secondaires. »

Sages et profondes paroles, qui ont reçu une éclatante confirmation dans les campagnes de Crimée, d'Italie, de Chine, du Mexique, où les troupes appartenant à l'armée permanente d'Afrique se sont couvertes d'une gloire immortelle ! Après la malheureuse guerre de 1870, on a méconnu cette armée et il a été convenu que ses habitudes de laisser aller avaient contribué à nos revers. Sans rappeler que les trois régiments de zouaves et les trois régiments de tirailleurs algériens se sont héroïquement fait écraser à la bataille de Fröschwiller du 6 août, perdant les trois quarts de leur effectif, nous dirons seulement que l'opinion publique, aigrie par des désastres sans précédents dans notre histoire et ordinairement inconsciente, pouvait bien accuser notre vaillante armée africaine lorsque tour à tour elle avait accusé et calomnié nos officiers et nos soldats.

Chacun a voulu oublier l'affaissement des caractères et l'affaiblissement sinon la perte de l'esprit militaire chez un peuple devenu sceptique et assoiffé de bien-être matériel !

Nous avons dit plus haut que le général Bugeaud dut substituer le système des embuscades au système classique des grand'gardes. En effet, lorsque ce dernier était suivi, les factionnaires placés devant les fronts de bandière de la compagnie des grand'gardes se croyaient généralement couverts par elle et se relâchaient de leur surveillance. Les maraudeurs n'avaient pas de peine à se glisser entre la grand'garde et le camp et venaient souvent exécuter au milieu des hommes endormis des coups de main de la plus invraisemblable audace. Comme tous les voleurs indigènes, ils se mettaient nus, sans autre arme qu'un poignard entre les

dents. Chose difficile à croire, ils se déguisaient en buisson. Le factionnaire ne comptait pas toujours le nombre des buissons qu'il avait devant lui, et ne s'apercevait pas qu'un d'eux avançait toujours vers le camp quand la monotonie de la faction lui faisait tourner le dos pour se promener lentement sur l'emplacement qui lui était assigné ; à un moment donné, le buisson tombait, et il en sortait un Arabe qui se glissait dans le camp ou qui arrachait un faisceau d'armes avec lequel il bondissait dans la broussaille. Une nuit, ces maraudeurs enlevèrent le mulet à bagages du général en chef au milieu des tentes de l'état-major général. Une autre fois, deux d'entre eux avisèrent un grand ballot enveloppé dans une couverture blanche ; ils l'enlevèrent et se mirent à détaier. Mais quelque chose se démena vigoureusement ; ils le laissèrent tomber, et il en sortit un lieutenant de grenadiers qui s'était enveloppé dans cette couverture pour dormir.

Avec le nouveau système de grand'gardes, chaque capitaine disposait sa compagnie par groupes de deux, trois ou quatre hommes, qui, blottis dans des plis de terrain, derrière des broussailles, des amas de pierre, attendaient les Arabes le doigt sur la détente du fusil et ne tiraient qu'à bout portant. Encore les zouaves prirent-ils l'habitude de ne plus même faire feu ; ils tuaient l'ennemi à la baïonnette, silencieusement et sans bruit, tant pour ne pas donner l'éveil au camp et prévenir les paniques que pour ne pas avertir les autres maraudeurs (1).

Les scènes militaires au théâtre donnent les idées les plus fausses sur la guerre, et ceux qui n'ont jamais guerroyé se figurent volontiers qu'une grand'garde est représentée par des groupes d'hommes dormant à la belle étoile, enveloppés de manteaux, l'escopette au poing, gardés par un des leurs qui se promène de long en large en lançant dans les ténèbres un regard farouche, et en entretenant

(1) Les zouaves furent les premiers à adopter le système des embuscades que perfectionna par la suite le général Bugeaud.

de temps à autre le feu qui réchauffe ses camarades. Il peut en être ainsi pour les bandits de *Fra-Diavolo*, mais en Afrique, il en est tout autrement. Personne ne repose quelque temps qu'il fasse, qu'il pleuve, qu'il vente, ou qu'il neige. Les factionnaires des petits postes sont accroupis dans la broussaille comme des bêtes fauves, guettant du regard le moindre indice, prêtant l'oreille au moindre bruit; ceux des plus importants veillent aussi. Si quelques hommes sommeillent, c'est pendant que leurs voisins immédiats sont en éveil, et encore les dormeurs sont impitoyablement secoués si leur sommeil est bruyant.

Tant de vigilance n'empêchait pas à cette époque qu'il n'y eût parfois des surprises. Pendant une nuit, les réguliers d'Abd-el-Kader se glissèrent jusqu'au camp en passant à travers les grand'gardes des zouaves et vinrent en rampant tirer sur nos soldats endormis; le feu fut un instant très vif et les officiers eurent quelque peine à rassembler les nôtres. Bugeaud, à peine vêtu, se jeta un des premiers dans la mêlée et tua de sa propre main deux réguliers. Le combat n'eut que peu de durée et l'ennemi fut repoussé.

Au moment où il rentrait dans sa tente, le général s'aperçoit que chacun souriait en le regardant; il porte la main à sa tête, et constate qu'il était coiffé du vulgaire bonnet de coton. Il réclame alors cette casquette légendaire qui excita si souvent l'étonnement de nos soldats, parce qu'elle avait à leurs yeux une forme étrange, visière en avant et visière par derrière. Aussitôt mille voix demandent la casquette du général.

Dès le lendemain, quand les clairons sonnèrent la marche des troupes, les zouaves accompagnèrent la sonnerie en chantant à tue-tête :

As-tu vu
La casquette,
La casquette?
As-tu vu
La casquette
Du père, Bugeaud ?

Ce refrain devait rester populaire dans l'armée. Aujourd'hui encore, la marche des troupes d'Algérie ne s'appelle plus que la *Casquette*.

Bugeaud fut le premier à rire des refrains des zouaves. Bien des fois, on l'entendit lui-même crier au clairon de piquet : « *Sonne la casquette.* »

La bravoure personnelle du général était légendaire et devenait de la témérité lorsqu'il s'agissait d'épargner la vie du soldat. Dans nos guerres d'Afrique, on voit toujours les Arabes fuir devant notre avant-garde et s'acharner contre notre arrière-garde. C'est là que se livre le vrai combat, et ce n'est pas un mince titre de gloire pour le général Renault, le héros de Champigny, d'avoir été surnommé jadis *Renault de l'arrière-garde*. Le Français est de tous les soldats du monde celui qui aime le moins à s'abriter ; mû par un sentiment de bravoure exagérée, il ne craint pas de servir de cible à l'ennemi. Dès son arrivée, le général Bugeaud en fit la remarque et donna les ordres les plus sévères pour qu'il n'en fût plus ainsi et prêcha d'exemple.

Irrité un jour d'entendre une violente fusillade à son arrière-garde, il s'y rendit seul et mit pied à terre au milieu du sifflement des balles. Courant au travers de la ligne des tirailleurs, il saisit les hommes trop téméraires et les força à chercher un abri derrière des rochers, des arbres ou les plis de terrain.

« Animal, cria-t-il, au milieu du feu, à un soldat qui se découvrait complètement, je me f...iche de ta peau, mais je veux la conserver ; car si tu meurs ici, je ne peux pas te remplacer. Crois ton vieux chef, qui n'a jamais eu peur, mon garçon : le plus malin à la guerre, c'est celui qui tue sans se faire tuer. »

La sollicitude du général en chef pour le bien-être du troupier était immense. Sur sa table était toujours servi un pain de munition, examiné avec soin ; il n'oubliait pas les années passées à cultiver son domaine d'Excideuil. C'est

également en connaisseur qu'il vérifiait le troupeau de l'administration, et malheur à l'intendant qui aurait eu la faiblesse d'accepter de fournisseurs peu scrupuleux une de ces bêtes étiques qu'ils dépècent sous la dédaigneuse dénomination : *viande de soldat*. Quand il s'agissait d'améliorer la situation matérielle de ses troupes, Bugeaud non seulement faisait preuve de la sollicitude la plus constante, mais déployait toutes les ressources de l'esprit le plus ingénieux et le plus inventif. S'étant établi avec une grosse colonne sur les bords du Chélif et à un point stratégique très important, mais tout à fait désolé, sans bois, presque sans eau (1), il apprend que ses soldats se plaignent amèrement d'être astreints à un pareil séjour, et se récrient particulièrement sur l'absence du bois. Aussitôt l'agronome reparait, et il dicte un ordre du jour sur le jujubier dont les hommes, à grands renforts d'écorchures, avaient peine à arracher quelques branches. « Vous avez sous les pieds, leur dit-il, une véritable forêt souterraine. » Et entrant dans les détails, il révèle aux troupes que ces arbrisseaux avaient de profondes racines de dix ou quinze centimètres de diamètre, et qu'en laissant une petite branche centrale choisie dans la touffe et après avoir creusé tout autour, on pouvait en extraire la racine mère, qui serait un excellent combustible.

Cet ordre du jour, raconte le capitaine Blanc dans ses intéressants *Souvenirs d'un vieux zouave*, « était un modèle du genre et une preuve de ce dont était capable cet esprit éminemment pratique. »

Le lendemain, de nombreux feux de bivouac illuminaient le camp, alimentés par les racines de jujubier sauvage, et l'administration allumait ses fours de campagne.

Le général était grand chasseur. On le vit souvent à l'arrivée au bivouac s'interrompre brusquement lorsqu'il

(1) Le Chélif, à certains moments de l'année, est presque à sec, et ne donne qu'un peu d'eau saumâtre.

venait d'apercevoir une compagnie de perdreaux. Il partait alors en courant, tirait ses deux coups de fusil, et venait reprendre la dictée de ses ordres à l'endroit précis où il s'était arrêté, « à la grande joie, dit M. Léon Roches, de ses soldats et de nous tous qui sommes habitués aux ravissantes excentricités de cette nature primesautière. »

M. Léon Roches, qui a vécu pendant plusieurs années dans son intimité, n'insiste peut-être point assez sur l'adoration dont ce grand homme de guerre était l'objet de la part de ses officiers et de ses soldats. C'est avec un sentiment d'affection respectueuse et profonde que tous l'appelaient le *père Bugeaud*. Lors d'une de ses nombreuses expéditions, l'avant-garde de la colonne, au milieu de laquelle il marchait, tomba dans une embuscade et fut criblée de balles ; le maréchal eut son cheval tué et ne s'en tira que par miracle. Ce fut pour tous le sujet d'une pénible émotion ; et le *père Bugeaud* dormait depuis longtemps, sans songer à l'échauffourée dans laquelle il avait failli perdre la vie, que des soldats rôdaient autour du quartier général pour bien s'assurer qu'il était sain et sauf.

Et cette vénération les Arabes eux-mêmes la partageaient. Ils l'appelaient Bou-Chiba, le *père la Blancheur*, à cause de sa belle chevelure d'argent. « Le *père la Blancheur* a le bras fort, le cœur miséricordieux, et le conseil sage », disaient-ils dans leur langage pittoresque.

Son humanité était grande et les indigènes lui rendaient justice. Il avait dû organiser le système des razzias, sortes de chasses à courre dont les troupeaux et les grains des tribus étaient le gibier ; troupeaux et grains sont la seule fortune des Arabes, et ce n'est que par l'anéantissement de ces biens que l'on avait action sur eux. Certains ont appelé la razzia *un vol organisé*, comme si toute guerre n'avait pas pour premier objectif de ruiner l'ennemi afin de le mettre dans l'impossibilité de se battre. Quand le lamentable convoi d'une razzia arrivait à son camp, le général veillait lui-même à ce que les femmes et les enfants fussent com-

modément installés sous des tentes requises à l'administration. Il suivait parfois les médecins dans leurs visites ; des factionnaires éloignaient les indiscrets. Des vivres suffisants étaient distribués aux prisonniers. En outre il faisait choisir dans le troupeau enlevé à la tribu razzée des chèvres et des vaches laitières pour les malades et les enfants.

Quelques mots encore.

Le maréchal Bugeaud (1) reçut le titre de duc d'Isly après la bataille de ce nom où il écrasa les hordes marocaines. Cette distinction assez puérile et peu en harmonie avec son existence toute de simplicité lui attira de la presse libérale des injures répétées.

Le 15 mai 1847 il terminait sa grande épopée guerrière par le glorieux combat d'Azrou, en Kabylie, et le 25 du même mois s'embarquait à Bougie pour la France, déclarant son rôle terminé.

En février 1848, Louis-Philippe eut un instant la pensée de résister et de confier au maréchal le commandement de l'armée de Paris. Bugeaud eut avec le roi une suprême entrevue dans laquelle il exprima, ont dit les uns, sa répugnance à tirer l'épée contre son pays ; d'autres affirment que l'un et l'autre reconnurent qu'il était trop tard pour lutter contre la révolution. Ayant fait acte d'adhésion au nouveau gouvernement, il n'en fut pas moins poursuivi par la haine des sectaires républicains.

Les départements de la Gironde et de la Charente-Inférieure élurent député le vainqueur d'Isly ; la Dordogne, qu'il avait arrachée à la misère et à la routine, délaissa le soldat laboureur d'Excideuil, le premier qui eût planté la pomme de terre et la luzerne en Périgord.

Le prince président avait appelé le maréchal Bugeaud au commandement supérieur de l'armée des Alpes. Mais il revint à Paris, où il parut quelques jours encore à l'Assemblée ; le 8 juin 1849, il était frappé du choléra

(1) Bugeaud fut nommé maréchal de France en 1843.

Louis-Napoléon, président de la République, étant venu le voir dès le lendemain :

« Tout n'est pas désespéré, dit le prince ; nous avons besoin de vous, et Dieu vous conservera. »

Et il ajouta :

« Je reviendrai.

» — Vous avez d'autres devoirs à remplir, répondit l'illustre moribond ; merci, je sens que tout est fini pour moi. »

L'archevêque de Paris, qui lui avait rendu dans la matinée une première visite, revint à midi. Bugeaud accueillit le digne prélat avec un véritable bonheur et lui dit :

« Votre présence, monseigneur, me fait grand bien ; j'avais besoin de vous voir. »

La cour et les abords de sa maison étaient encombrés de vieux soldats, anxieux, venus pour s'informer de l'état du maréchal, de l'illustre guerrier que les balles ennemies avaient épargné tant de fois. Il mourut dans la nuit, juste au moment où les tambours d'une caserne voisine battaient la diane.

Le maréchal Bugeaud vécut comme un fort et comme un juste.

A l'heure actuelle son corps repose aux Invalides près des cendres de Napoléon, de Turenne et de Vauban.

II

Comme on vient de le voir, le maréchal Bugeaud est mort chrétiennement ; il ne fut pas toutefois ce qu'on appelle un chrétien pratiquant. Dans le courant de sa vie, sincèrement tolérant, il était de ces hommes à croyances un peu vagues qui admettent fort bien que d'autres aient la foi, les

enviant parfois et ne se permettant ni les critiques niaises, ni les tracasseries mesquines. Aux grandes fêtes, concordataires ou non, Bugeaud n'oubliait jamais de faire célébrer la messe et donnait des ordres pour que la célébration en fût accompagnée d'un grand appareil militaire. Allait à la cérémonie qui voulait, mais le maréchal n'ignorait pas qu'il n'y a pas à obliger le troupier à suivre une messe au camp ; célébrée en rase campagne, au milieu des pompes de la nature, elle est en effet un de ces spectacles qui impressionnent profondément et atteignent les plus hautes régions de la sublimité. Ceux qui y ont assisté ne peuvent l'oublier. Le militaire le plus sceptique baisse la tête en voyant les armes s'incliner devant l'autel. Face à face avec l'ennemi, personne n'est sûr du lendemain ; le danger trempe l'âme et on comprend qu'il y a quelque chose au delà de la vie.

Et ces braves, qui oserait les accuser d'hypocrisie ? L'officier qui a vu ses hommes frémir au moment de l'élévation, quand les tambours battent aux champs, sait bien que dans sa vie aventureuse et insouciance le soldat peut être plus ou moins frotté de scepticisme, mais qu'à certain moment les croyances de son enfance reparaissent toujours et viennent le reconforter.

Raillé un jour dans les couloirs du Palais-Bourbon par un de ces députés qui, après une excursion en Afrique, péroraient à tort et à travers sur l'Algérie, Bugeaud répondit :

« Croyez-moi, monsieur, je sais ce qu'il faut au soldat. »

Et comme son contradicteur insistait, il lui tourna brusquement le dos, en disant :

« Si vous n'en voulez pas, n'en dégoûtez pas les autres. »

Le maréchal exaltait les aumôniers chaque fois qu'il en trouvait l'occasion. Après le combat d'Ak-bel-Kredda qu'il dut livrer en revenant de détruire Tegdempt, il signala la bravoure de plusieurs officiers et soldats. Après les noms des premiers, figurait celui de l'abbé G'talther, aumônier de

la colonne expéditionnaire. Pendant tout le temps que dura l'action, ce prêtre était resté constamment dans la ligne de tirailleurs, aidant les soldats du train à aller enlever les morts et les blessés sous le feu très rapproché de l'ennemi. C'est au milieu d'une grêle de balles que l'intrépide abbé s'agenouillait auprès des mourants pour leur faire entendre quelques-unes de ces paroles mystérieuses qui font mieux mourir.

L'ordre du jour du maréchal fut extrêmement flatteur pour l'aumônier ; il savait que dans la colonne, aucun nom n'exciterait une sympathie plus vive que celui de l'abbé G'talther.

En honorant ainsi le culte catholique trop négligé jusqu'à son arrivée, en exaltant les ministres de la religion, le maréchal Bugeaud ne pensait pas seulement à ses soldats, natures naïves sur lesquelles les grandes scènes religieuses avaient une puissante influence ; il pensait aussi aux Arabes, et agissait en profond politique. Inutile de rappeler qu'un des principaux prétextes mis en avant par Abd-el-Kader pour rompre le traité de la Tafna, fut que les Français étaient des gens sur la foi desquels il ne fallait pas compter, car ils méprisaient leur religion.

Les Arabes vénèrent grandement nos prêtres. « Ceux qui sont le mieux disposés, dit le Coran, à aimer les musulmans, sont les hommes qui se disent chrétiens et cela parce qu'ils ont des prêtres et des moines qui sont sans orgueil. »

Ailleurs le Coran les recommande plus clairement encore au respect des musulmans : « Respectez leurs prêtres et leurs moines, qui jeûnent, qui prient et qui s'adonnent aux bonnes œuvres. »

Il est indéniable que les populations indigènes admirent profondément et sans réserve la charité et la tolérance du clergé et des ordres religieux établis en Algérie. Le maréchal Bugeaud, qui aidait de toutes ses forces l'évêque d'Alger, ne voulait pas de l'intolérance à rebours et disait très

haut qu'il y avait des avantages immenses pour l'avenir de la colonie à assurer le respect des choses respectables. Il est bien entendu que l'illustre homme de guerre ne fut pas compris en France et fut en butte aux avanies d'une presse sans dignité à laquelle il ne tarda pas à rendre haine pour haine.

Une des accusations les plus répétées contre le maréchal, fut celle de favoriser l'établissement des Jésuites. Irrité de ces attaques multiples, et ne voulant pas se commettre à discuter avec ces *condottieri* de la plume, il dicta à son interprète M. Léon Roches la lettre suivante adressée à un publiciste éminent :

« J'ai été peiné de l'article sur les Jésuites que j'ai lu dans votre numéro du 13 juin.

» Vous savez bien que je ne suis ni jésuite ni bigot, mais je suis humain et j'aime à faire jouir tous mes concitoyens, quels qu'ils soient, de la somme de liberté dont je veux jouir moi-même. Je ne puis vraiment m'expliquer la terreur qu'inspirent les Jésuites à certains membres de nos assemblées. Ils ont pu être dangereux quand ils se mêlaient à la politique des gouvernements et qu'ils dirigeaient la conscience des souverains. Mais aujourd'hui leur influence politique est nulle, et nous pouvons tirer d'eux un grand avantage pour l'éducation de la jeunesse, car, de l'avis de leurs ennemis les plus acharnés, ils sont passés maîtres dans l'art d'enseigner.

» Quant à moi, qui cherche par tous les moyens à mener à bonne fin la mission difficile que mon pays m'a confiée, comment prendrais-je ombrage des Jésuites, qui, jusqu'ici, ont donné de si grandes preuves de charité et de dévouement aux pauvres émigrants qui viennent en Algérie, croyant y trouver une terre promise, et qui n'y rencontrent tout d'abord que déceptions, maladies, et souvent la mort ?

» Les sœurs de charité ont soigné les malades qui ne trouvaient plus de place dans les hôpitaux et se sont chargées des orphelines.

» Les Jésuites ont adopté les orphelins.

» Le P. Brumeau, leur supérieur, a acquis, moyennant cent vingt mille francs, une vaste maison de campagne à Ben-Aknoun, aux environs d'Alger, entourée de cent cinquante hectares de terre cultivable, et là il a recueilli plus de cent trente orphelins européens qui, sous la direction de différents professeurs, apprennent les métiers de laboureur, jardinier, charpentier, menuisier, maçon, etc.

» Il sortira de là des hommes utiles à la colonisation, au lieu de vagabonds dangereux qu'ils eussent été.

» Sans doute, les Jésuites apprendront à leurs orphelins à aimer Dieu. Est-ce là un si grand mal ? Tous mes soldats, à de rares exceptions près, croient en Dieu, et je vous affirme qu'ils ne s'en battent pas avec moins de courage.

» Je ne puis m'empêcher de sourire quand je lis dans les journaux l'énumération des dangers dont la corporation des Jésuites menace la France. Il faudrait, en vérité, qu'un gouvernement fût bien faible pour redouter quelques prêtres qu'il est, du reste, facile de surveiller.

» Mais au gouvernement du roi seul, appartient de résoudre cette question.

» Pour moi, gouverneur de l'Algérie, je demande à conserver mes jésuites, parce que, je vous le répète, ils ne me portent nullement ombrage et qu'ils concourent efficacement au succès de ma mission.

» Que ceux qui veulent les chasser nous offrent donc les moyens de remplacer les soins et la charité *gratuits* de ces terribles fils de Loyola.

» Mais, je les connais, ils déclameront et ne feront rien qu'en grevant le budget colonial, sur lequel ils commenceront par prélever leurs bons traitements, tandis que les Jésuites ne nous ont rien demandé que la tolérance. »

C'était résoudre la question religieuse en Algérie par le bon sens, et la lettre du maréchal est encore d'actualité à l'heure présente.

Si les conquêtes se font par la force, on les consolide et on

les achève par la raison et la justice. Une haute mission incombe au vainqueur qui a pour devoir l'amélioration de la condition matérielle et morale du peuple vaincu ; le maréchal Bugeaud le comprit, et, aux yeux de la postérité impartiale, ce sera un de ses plus beaux titres de gloire. Il ne voulut pas seulement que la probité, la dignité, l'équité, l'intégrité fussent les apanages du commandement ; il voulut, dans sa tolérance éclairée, que la religion, par la prédication muette des vertus évangéliques, apportât son appui à l'œuvre entreprise.

Il seconda de tout son pouvoir Mgr Dupuch (1), dont notre belle colonie transméditerranéenne n'a pas oublié le nom. Ce n'est certes pas du maréchal que se plaignait le vénérable prélat, lorsque dans son mémoire au roi, du 24 janvier 1845, il constatait que la religion catholique était « plutôt entravée qu'encouragée », et son épiscopat marqué « par des douleurs, des épreuves, des efforts désespérés, entremêlés d'outrages ». Il faisait allusion au défaut de concours sinon à l'hostilité de l'administration. Un an plus tard, le 29 janvier 1846, l'évêque, voyant son rapport écarté par les ministres du roi qui n'avaient voulu donner aucune suite à ses réclamations, s'adressa directement au pape.

« Sachez, dit-il, que j'ai été prévenu officiellement que je n'étais chargé que des chrétiens romains, et que je ne devais pas oublier que sur nul autre je n'avais de juridiction. Sachez qu'une autre fois il me fut ordonné de réprimander sévèrement un de mes prêtres, parce qu'il avait poussé l'imprudence jusqu'à dire à un Arabe avec lequel il échangeait quelques discussions religieuses, que le mahométisme était absurde. »

Et plus loin il ajoute :

« Sachez qu'un prêtre auxiliaire, qui devait m'arriver des montagnes de la Syrie, fut menacé d'être arrêté s'il mettait le pied sur le rivage de Philippeville, parce qu'il savait et

(1) Le premier évêque d'Alger.

parlait l'arabe, et qu'il était possible qu'il fût tenté de parler de religion aux Arabes. »

De telles prohibitions, de pareilles tracasseries sont ridicules et odieuses. Les Anglais, nos maîtres en colonisation, favorisent dans leurs colonies leurs missionnaires presbytériens et méthodistes ; mais nos voisins d'outre-Manche, hommes de vraie liberté, estiment que la tolérance est une des formes de cette liberté même. La raison ou le prétexte toujours mis en avant pour entraver l'action du clergé est qu'en 1830 nous aurions promis aux vaincus d'Alger le libre exercice de leur culte ; des insurrections, ajoute-t-on, seraient à craindre si nous permettions à nos prêtres de faire œuvre de propagande dans les tribus. Les prêtres anglais font bien, eux, œuvre de propagande dans les colonies britanniques qui pour cela ne s'insurgent aucunement. Le clergé algérien n'a jamais demandé qu'à ne pas subir de sottes tracasseries et à jouir des mêmes droits qu'en France ; à l'époque du maréchal Bugeaud, comme à l'heure actuelle, il ne réclamait que la liberté de prédication muette des vertus de l'Évangile.

Monseigneur Dupuch usa sa santé, donna sa fortune, et finit par succomber à la peine, laissant après lui un déficit considérable qui dénonçait l'insuffisance des ressources mises à sa disposition. Lorsqu'en 1838 il avait débarqué à Alger, il n'y avait dans cette grande ville qu'une seule église desservie par un ecclésiastique et dépourvue des objets les plus nécessaires au culte. Il s'y trouvait aussi un établissement de sœurs qui fournissaient des gardes-malades à l'hôpital civil. Quand le prélat parcourut son diocèse, il ne rencontra à Oran qu'un vieux prêtre pliant sous le faix, et un autre à Bône qui était obligé de dire la messe dans une mesure arabe. Dès ce moment, cet évêque sans clergé entreprit une véritable lutte. Bien qu'appuyé par les autorités les plus hautes, par le roi et la reine, par le gouverneur général, il échouait misérablement contre une bureaucratie intraitable et tracassière qui le séparait de

nos soldats, l'accusait de nuire à nos progrès auprès des musulmans, ne trouvant jamais l'article de la loi quand le saint prélat évoquait quelque droit, mais, en retour, ayant toujours un texte à lui opposer pour lui refuser la moindre faveur.

Le maréchal Valée, et après lui le maréchal Bugeaud, ne cessaient de dire que la religion était appelée à faire quelque bien en Algérie, et transmettaient fidèlement les réclamations des colons à ce sujet. Petit à petit, ils obtinrent satisfaction pour les principales demandes du courageux évêque. Quand celui-ci se retira, en 1846, son clergé comprenait quatre-vingt-onze ecclésiastiques desservant soixante églises ou oratoires, pourvus des objets indispensables. Il y avait en outre seize établissements religieux avec quantité de sœurs hospitalières de différents ordres, de Saint-Vincent de Paul particulièrement, de nombreux religieux Trappistes, Jésuites, Lazaristes, Frères des écoles chrétiennes, un séminaire, plusieurs maisons d'éducation, des œuvres pour les orphelins, les orphelines et les pauvres, des refuges et des sociétés de charité.

Monseigneur Dupuch, désirant avoir des frères des écoles chrétiennes, soumit sa requête au maréchal Bugeaud, qui écrivit simplement en marge :

« Si vous n'avez pas d'argent pour m'expédier des Frères, il faudra que vous trouviez de l'argent pour m'envoyer des maîtres d'école, beaucoup plus chers comme vous savez. »

Les Trappistes, particulièrement protégés par Soult, l'éminent ministre de la guerre, édifièrent leur établissement à Staouëli, sur la place même où avait été construit un blockhaus en 1830 ; le touriste qui visite aujourd'hui leur domaine, à quelques lieues d'Alger, en sort émerveillé des résultats agricoles qu'ils ont obtenus. Les premiers en Afrique ils ont planté la vigne, et l'on sait que les vignobles de la colonie, prenant de jour en jour une extension plus grande, sont d'une ressource précieuse et

contrebalanceront peut-être pour la France les pertes occasionnées par le phylloxera. C'est le 14 septembre 1843 que la première pierre du monastère fut posée en grande cérémonie sur un lit de boulets ramassés dans la plaine. Le gouverneur général était aux côtés de Mgr Dupuch. Celui-ci prononça un discours qui fit battre le cœur de tous les soldats. Les Trappistes font un bien considérable dans la région. Pendant les famines de 1847 et de 1867, ils ont nourri tous les villages voisins.

En 1841, l'évêque d'Alger soigna en personne, dans la Casbah, les Arabes prisonniers, et prodigua à leurs femmes et à leurs enfants les marques de l'intérêt le plus touchant. Cette charitable et admirable conduite fit sur les indigènes de l'intérieur du pays l'impression la plus vive, et facilita l'échange des prisonniers dont l'autorité militaire supérieure ne pouvait s'occuper.

III

Le maréchal Bugeaud n'eut point à se repentir de ses excellentes et amicales relations avec l'évêque. Comme il ne pouvait lui-même traiter directement avec Abd-el-Kader pour l'échange des prisonniers (les ordres reçus étaient formels, car c'eût été laisser croire à l'émir que la France le reconnaissait comme chef d'un gouvernement régulier), le gouverneur donna carte blanche à Monseigneur Dupuch qui s'acquitta avec bonheur d'une mission toute de charité. Le vénérable prélat rendit un service immense à la cause de l'humanité, continuant ainsi l'œuvre des religieux de la Merci et des chevaliers de Malte, et montrant que la religion, toujours la même, sait poursuivre à travers les âges son but divin.

Les événements de guerre avaient fait tomber entre nos

mais un certain nombre d'Arabes que nous traitions avec bonté ; par contre, ceux des nôtres, soldats ou colons que les indigènes avaient pris étaient traités avec la dernière rigueur. C'est en vain que beaucoup d'indigènes avaient été relâchés par nous dans l'espérance qu'Abd-el-Kader userait de réciprocité ou du moins adoucirait le sort de nos compatriotes. Au début de la conquête, les Arabes tuaient de sang-froid tous les Français qu'ils pouvaient atteindre. L'émir entreprit de mettre fin à cette boucherie ; il songea à la possibilité des échanges, et, après avoir imposé sa volonté à ses réguliers, il l'imposa à la grande majorité des tribus qui combattaient pour lui. Celles-ci peu à peu se mirent à faire des prisonniers : il leur était rigoureusement prescrit de ne tuer que ceux des nôtres qui se défendaient à outrance.

Le moyen dont Abd-el-Kader se servit pour amener ses réguliers à se départir de l'usage immémorial de mutiler, fut aussi simple qu'expéditif, car inutile d'ajouter qu'il ne promulguait pas d'ordres écrits. Un régulier étant venu un jour lui présenter la tête d'un soldat français, il lui demanda si l'homme à qui elle appartenait était mort quand on l'avait décapité.

Le régulier répondit affirmativement.

« Tu recevras deux cent cinquante coups de bâton pour avoir contrevenu à mes défenses ; tu apprendras qu'un mort n'étant l'ennemi de personne, il y a lâcheté barbare à le mutiler. »

La bastonnade terminée, le soldat, passablement meurtri, pensait en être quitte et se préparait à regagner sa tente. Abd-el-Kader l'arrêta par cette question :

« Pendant que tu coupais la tête à cet homme, où était ton fusil ?

» — Je l'avais posé à terre, répondit l'Arabe.

» — Deux cent cinquante autres coups de bâton pour avoir abandonné ton arme pendant le combat. »

Après cette deuxième bastonnade, le patient ne pouvait

plus se tenir sur ses jambes. Les camarades se disposaient à l'emporter, quand l'émir lui demanda encore :

« Lorsque tu as coupé la tête de cet homme, comment t'y es-tu pris pour pouvoir rapporter à la fois cette tête et tes armes ?

» — Je tenais mon fusil d'une main et la tête de l'autre.

» — C'est-à-dire que tu portais tes armes de manière à ne pouvoir en faire usage. Qu'on lui donne encore deux cent cinquante coups de bâton. »

C'était la mort ; et la victime expira au vingtième coup.

Abd-el-Kader, s'adressant ensuite aux réguliers présents à l'exécution, et les ayant fixés avec ses yeux durs, ajouta :

« Faites savoir à vos camarades que je saurai me faire obéir : plus de têtes. »

Tous se le tinrent pour dit.

Ce qui détermina le maréchal Bugeaud à confier la négociation de l'échange des prisonniers à Monseigneur Dupuch fut l'audacieux coup de main exécuté par les Hadjoutes dans la nuit du 4 octobre 1840. La diligence de Douéra à Alger fut enlevée près du village de Dély-Ibrahim, à onze ou douze kilomètres d'Alger. Parmi les personnes tombées au pouvoir des Arabes, se trouvait le sous-intendant militaire Massot, qui se rendait à Alger pour présenter ses adieux à son supérieur hiérarchique, l'intendant Verdun, rentrant en France. Le ruban de la Légion d'honneur que M. Massot portait à la boutonnière fit croire d'abord aux Hadjoutes, prompts comme tous les Arabes à se monter l'imagination, qu'ils venaient de s'emparer tout au moins d'un général. L'erreur fut reconnue, mais il n'en demeura pas moins constant pour eux que la capture était importante.

L'ennemi réussissait parfois à enlever des détachements de troupes. Le 12 août 1840, un capitaine, M. Morizot, envoyé en reconnaissance du côté du Mazafran avec deux cents hommes d'infanterie, négligea les précautions habi-

tuelles, qui consistaient à faire partir chaque jour du camp des patrouilles chargées de battre le pays, afin de dénicher les embuscades. Bien plus, il marcha directement à travers les fourrés au lieu de suivre la ligne des crêtes, se bornant à se faire précéder de quelques hommes d'avant-garde. Il n'avait même pas envoyé des flanqueurs à droite et à gauche de la route. Le commandant du blockhaus placé sur les bords du Mazafran avertit le capitaine Morizot qu'on avait aperçu des cavaliers rôder dans la plaine; mais celui-ci ne prêta à l'avertissement qu'une médiocre attention, traversa le bois pour gagner Mahelma, et commença à gravir la pente opposée sans prendre plus de précautions que pour descendre à la rivière.

Le terrain était boisé et la chaleur extrême. Les soldats avançaient péniblement et sans beaucoup d'ordre quand ils furent assaillis par un millier de cavaliers et de fantassins qui enlevèrent du coup la petite avant-garde et criblèrent de coups de feu le détachement allongé sur un trop long parcours. Le capitaine Morizot voulut faire resserrer ses hommes, mais entre les diverses fractions de la petite troupe existaient de trop grands intervalles; les tronçons ne purent se rejoindre, et le capitaine tomba lui-même blessé d'un coup de pistolet.

Environ quatre-vingts soldats parvinrent jusqu'au blockhaus; mais quatre-vingts autres furent tués, et une quarantaine seulement épargnés par les Arabes, qui les entraînaient avec M. Morizot tout sanglant.

Les cas d'enlèvement de colons furent aussi nombreux. Parmi ces derniers, faits prisonniers dans la plaine de la Mitidja, en 1839, on cite un nommé Lanternier, qui fut pris près de 'Bou-Farik avec sa femme et sa fille âgée de quinze ans; cette dernière était douée d'une grande beauté. L'histoire de cette famille est des plus curieuses. Lanternier fut séparé de sa femme et de son enfant, conduit de prison en prison, et mourut de misère à Milianah. Quant à la mère et à la fille, Abd-el-Kader eut l'idée singulière d'en faire ca-

deau a l'empereur du Maroc, dont il recevait quantité de secours en munitions de guerre et de bouche et en objets de toute sorte. Adroite autant que jolie, la fille Lanternier sut captiver plus tard le fils héritier présomptif de l'empereur (1), abjura le catholicisme, et finit par se faire épouser.

On pourrait diviser les prisonniers en deux catégories : ceux qui consentaient à abjurer, et ceux qui refusaient de commettre cet acte de suprême hypocrisie et de lâcheté. Ces derniers étaient fort maltraités et leur captivité chez les Arabes forme un ensemble d'épisodes les plus sombres de l'histoire de la conquête. Un jeune officier de vaisseau, M. France, enseigne à bord du brick le *Loiret*, fut pris sur la plage d'Arzew pendant qu'il observait les effets d'un exercice de tir à boulets auquel se livrait son bâtiment, et mené à Abd-el-Kader. On lui donna pour compagnon un géomètre-arpenteur, M. Meurice, enlevé lui aussi par les Hadjoutes dans la plaine de la Mitidja. M. France et M. Meurice sommés d'abjurer s'y refusèrent avec indignation. Malgré ce refus, M. France, en sa qualité d'officier, était traité avec quelque bienveillance, mais M. Meurice, qu'Abd-el-Kader s'obstinait à prendre pour un cantinier civil, mourut de misère et de froid, car il subissait sa captivité dans un campement arabe aux environs de Tegdempt, sorte de nid d'aigle où le froid est excessif en hiver.

Beaucoup de prisonniers étaient astreints à travailler aux fortifications de Tegdempt ou autres villes fortifiées par l'émir, et se vengeaient en laissant de grands vides dans les maçonneries, afin qu'elles pussent être démolies au premier coup de canon. L'enseigne de vaisseau France ayant reconnu parmi ces travailleurs forcés plusieurs corailleurs sardes qui avaient échappé au massacre de l'équipage des bateaux la *Conception* et le *Jésus-Marie* naufragés près de Ténès, fit observer à Abd-el-Kader que ces corailleurs

(1) C'est ce prince qui fut battu à l'Isly.

appartenaient à une nation non-ennemie des Arabes, mais l'orgueilleux émir répondit qu'il faisait la guerre à toutes les puissances chrétiennes à la fois.

M. France convint plus tard que les rares officiers français prisonniers étaient l'objet d'une certaine considération. Les Arabes montrèrent pour l'un d'eux, M. de Mirandol (1), un respect superstitieux. La déira (convoi de prisonniers) dont il faisait partie, et qui se composait d'une centaine de Français, changeait fort souvent d'emplacement, et chaque tribu, à tour de rôle, en avait la garde. Pendant un de ces changements, elle fut assaillie par la population fanatique d'un village, et tous les prisonniers furent roués de coups. Un vieil Arabe, plus fanatique que les autres, marcha sur le lieutenant Mirandol un fusil à la main, et le couchant en joue à bout portant, s'écria :

« Chien de chrétien, répète après moi : Dieu est grand et Mahomet est son prophète, ou tu vas mourir.

» — Dieu est grand, dit l'énergique lieutenant, le regard ferme et assuré, et Mahomet est un imposteur ; je suis le serviteur du Christ, et tu ne peux rien contre moi. Tire, ton fusil ne partira point. »

Le fusil rata, et le lieutenant Mirandol, impassible, continua son chemin au milieu d'une population frappée de stupeur.

Ayant appris le fait, Abd-el-Kader s'écria qu'il voyait là une éclatante manifestation de la protection divine. Il donna des ordres pour que le brave officier fût entouré de soins et d'égards et pour que le traitement des prisonniers fût adouci. On ne tarda pas à offrir sa liberté à M. de Mirandol, mais il refusa de séparer son sort de celui de ses compagnons d'infortune.

« Dire qu'il faut une publication de hasard comme la mienne pour faire connaître un pareil trait d'héroïsme.

(1) M. de Mirandol, lieutenant d'état-major, faisait son stage au 2^e régiment de chasseurs d'Afrique ; il fut plus tard général à l'expédition du Mexique.

digne des martyrs de la chrétienté et des grands hommes de l'histoire ancienne et moderne ! » (1)

Quelquefois les prisonniers qui abjuraient le christianisme étaient enrôlés dans les troupes régulières d'Abd-el-Kader, sans qu'on daignât, bien entendu, leur demander leur consentement. Quant aux colons renégats, ils étaient envoyés dans l'intérieur, à Tegdempt, à Thaza ou à Boghart, où ils travaillaient.

Les abjurations étaient assez rares parmi nos soldats. Le 23 mai 1842, trente hommes commandés par un officier furent attirés dans une embuscade aux environs de la Maison-Carrée, et massacrés impitoyablement parce qu'ils refusaient de se rendre et d'abjurer. Parmi les assaillants, chose triste à dire, se trouvaient dix déserteurs de la légion étrangère, tous Allemands, dont la cruauté dépassa celle des Arabes. Un seul des nôtres, nommé Wagner, couvert de blessures, fut emmené en captivité. Il réussit à s'évader, et fut rencontré mourant de faim et de fatigue par une patrouille française, aux environs du camp de l'Harrach. Il raconta que ses malheureux camarades étaient tombés presque tous à la fois. Wagner ajouta que, blessé et étendu à terre, il avait vu son officier et le tambour, restés seuls debout, refuser la vie que les ennemis leur offraient s'ils voulaient embrasser l'islamisme, et succomber aussitôt percés de coups.

Une autre fois un prisonnier avait consenti à prononcer la formule d'abjuration, qui pour lui n'était qu'une parole vide de sens. Il lui restait à recevoir la tonsure usitée chez les musulmans ; mais à ce moment il sentit la honte de l'apostasie, et résista. On lui dit de réfléchir : « Coupez-moi la tête si vous voulez, s'écria-t-il ; je suis né chrétien et les soldats français ne sont pas des hypocrites. » Il fut immédiatement décapité.

Un ouvrier français, du nom de Beauprêtre, surpris près de

(1) *Spectateur militaire*, 1885. « Souvenirs », par l'intendant général Wolf.

Tenez, fut conduit à Bou-Maza qui l'envoya à Abd-el-Kader. L'émir était alors traqué par nos colonnes; il ne lui restait qu'un embryon de smala qu'il avait envoyée sur le territoire marocain. C'est vers cette smala que fut dirigé le jeune Beauprêtre; il y rencontra une vingtaine de captifs moitié colons, moitié militaires, et lui-même fut enchaîné avec un jeune soldat du 32^e de ligne. Une nuit les deux compagnons de misère crurent comprendre que les gens de la smala se disposaient à égorger les prisonniers. Ils s'évadèrent, usèrent leurs fers en les frottant contre des pierres et se mirent à courir le pays. Mais, exténués de faim, ils durent se livrer aux Arabes d'un douar.

Là ils trouvèrent une foule fanatique qui voulut les faire reconduire à la smala d'Abd-el-Kader. Un marabout s'interposa et proposa de faire prononcer aux deux Français le symbole de la foi musulmane. Les pauvres jeunes gens refusèrent, et le soldat du 32^e fut immédiatement massacré. Beauprêtre tendait déjà le cou quand les Arabes se mirent à se chamailler, avec ces hurlements et ces vociférations aiguës dont ils sont coutumiers. Des injures ils en vinrent aux coups, et le captif s'évada pendant la bagarre. Il vécut pendant plusieurs jours d'un mulet mort qu'il trouva au fond d'un ravin. Ne pouvant aller vers le nord, il se dirigea vers les Hauts-Plateaux et tomba dans un parti de Harrars, (tribu en guerre avec Abd-el-Kader) qui le renvoya aux Français.

La bravoure simple de cet ouvrier refusant d'abjurer la foi chrétienne devant le cadavre mutilé de son compagnon, n'est-elle pas héroïque?

Abd-el-Kader finit par défendre qu'on exigeât l'apostasie des prisonniers, et cassa de son grade le commandant d'un bataillon de réguliers qui avait voulu faire apostasier deux soldats du 48^e de ligne; cet indigne officier, par suite du refus de ces braves gens, les avait livrés aux femmes d'une tribu voisine. Ces hideuses mégères leur avaient arraché

les ongles et crevé les yeux avant de les jeter vivants dans un brasier.

Il est temps de revenir aux négociations engagées entre Monseigneur Dupuch et Abd-el-Kader.

Le 29 mars 1844, le bey de Milianah envoya un aman (sauf-conduit) pour quatre personnes ; et l'évêque désigna l'abbé Suchet, vicaire général du diocèse, mort depuis curé de Constantine, M. de Franchieu, propriétaire, M. Berbrugger, membre correspondant de l'institut et de la commission scientifique d'Algérie, et M. de Toustain-Dumanoir, de l'administration du domaine.

Au dernier moment M. Suchet tomba malade, et l'abbé G'thalther le remplaça.

Avant de quitter Blidah, la mission fut prévenue par le colonel Bedeau, commandant supérieur, qu'il y avait grand danger pour elle à se confier à la bonne foi indigène, car les dernières proclamations françaises mettaient en quelque sorte Abd-el-Kader hors la loi, et de plus une expédition sous les ordres du général Baraguay d'Hilliers battait la plaine en avant de Blidah pour préparer le ravitaillement de Médéa. A l'Oued-el-Kébir, notre dernier poste dans la direction de l'ouest, l'officier commandant n'en put croire d'abord ses yeux en examinant l'autorisation donnée à trois civils et à un prêtre de franchir la ligne des avant-postes français, et ce n'est pas sans un air de commisération douloureuse qu'il leur dit : « Messieurs, la plaine est ouverte devant vous. »

Ils partirent. Les soldats du 17^e léger qui formaient la garnison du blockhaus de l'Oued-el-Kébir montèrent tous aussitôt sur les épaulements de la fortification avec l'empressement de gens qui s'attendent à éprouver les émotions de quelque scène tragique.

Malgré ces sombres pronostics, la mission pénétra hardiment sur le territoire des Hadjoutes. Les Arabes et les Kabyles qui la voyaient passer crurent naïvement qu'elle venait traiter de la paix, pensant que l'évêque d'Alger pou-

vait tout aussi bien conclure la paix que négocier un échange de prisonniers. Ce fut peut-être à cette opinion généralement accréditée que les quatre courageux négociateurs durent la vie.

La mission arriva auprès d'Abd-el-Kader précisément au moment où l'on venait de lui amener huit espions indigènes qui s'étaient chargés de répandre à l'intérieur les proclamations des Français.

« — Combien, dit Abd-el-Kader à chacun d'eux, t'a-t-on donné pour colporter ces papiers ?

» — Un douro (cinq francs).

» — Comment, misérable, c'est pour un douro que tu trahis la cause de l'Islam ? »

Et sur un signe de l'émir, un chaouch approcha, expliqua aux huit pauvres diables que la loi musulmane punit l'espion de mort. Puis les ayant traînés quelques pas plus loin et après les avoir fait mettre à genoux, il leur trancha sommairement la tête. Ces huit exécutions ne prirent pas dix minutes, et Abd-el-Kader, gracieusement et sans paraître s'apercevoir que le sang ruisselait aux abords de sa tente, demanda à l'abbé G'thalter de lui remettre la lettre que lui écrivait le « grand marabout des Français ».

Les négociations ne furent pas longues ; Abd-el-Kader exigea qu'il lui fût remis cent cinquante des siens contre tous les prisonniers français en son pouvoir. Les cent cinquante Arabes furent conduits par Mgr Dupuch en personne à la ferme de Mouzaïa où s'opéra l'échange, et le vénérable prélat rentra à Bou-Farik à la tête d'une colonne de cent vingt-huit prisonniers français, en avant de laquelle marchait le sous-intendant militaire Massot.

Il serait impossible de peindre avec exactitude l'effet produit à Bou-Farik et à Alger par l'arrivée de ces captifs et les scènes attendrissantes auxquelles elle donna lieu dans ces deux villes et dans tous les villages que traversa la colonne.

Les récits du temps nous disent combien était populaire dans l'armée d'Afrique le nom du vénérable évêque d'Alger ; cette popularité, l'abbé Suchet, vicaire général, la partageait. C'est que nul plus que lui ne seconda aussi activement le prélat pour les échanges de prisonniers. Courses aventureuses dans un pays inconnu et ennemi, correspondances, séjours prolongés dans des avant-postes dépourvus de tout confortable, nuits passées au grand air, mauvais vouloirs des bureaux, rien ne rebutait le digne prêtre. Mais il ne risquait pas toujours les seuls coups de fusil des Arabes. Il revenait un jour du camp d'Abd-el-Kader escorté par une trentaine de ses cavaliers rouges qui, en approchant de nos avant-postes, se heurtèrent à l'improviste contre une reconnaissance de notre infanterie appuyée par deux pièces de canon. Le commandant du détachement français, voyant à quelques centaines de mètres en avant ce groupe d'ennemis arrêté court fit mettre en batterie une de ses pièces de canon qui envoya un obus au milieu des cavaliers. Ceux-ci se dispersèrent, abandonnant l'abbé Suchet, qui poussa son cheval vers les Français, espérant qu'on ne tirerait plus sur un homme isolé ; mais il comptait trop sur le sang-froid de nos soldats. Le canon cessa de tirer, mais les tirailleurs prenant du reste la soutane du pauvre prêtre pour un burnous noir, envoyèrent une volée de balles dont l'une l'atteignit à la cuisse.

Le vicaire général eut le courage de rester à cheval jusqu'à ce qu'il fût reconnu par nos officiers qui se hâtèrent de faire cesser le feu. Il arriva enfin dans un groupe dont faisait partie le général Baraguay d'Hilliers. Il était vraiment temps ; aussitôt il tombe en syncope, et le général le reçoit dans ses bras.

Heureusement que la blessure ne fut pas très grave.

Une colonne française, le 24 mai 1841, étant venue détruire le fort de Thaza que l'émir avait édifié au prix de tant de sacrifices, on lut, dans une chambre du fort, l'inscription suivante :

55 prisonniers et un capitaine sont partis le 13 mai 1841 où ne savons pas.

Au-dessous était cette autre :

Le 13 mai 1841, 10 heures, sans savoir où nous allons à la grâce de Dieu.

Ces cinquante-cinq prisonniers se composaient presque tous de soldats du 3^e léger, pris à l'affaire du Mazafran, et dont le capitaine était l'infortuné Morizot.

Ils nous furent spontanément remis par les Arabes, qui demandèrent en échange cinquante-six des leurs parmi lesquels, il est vrai, deux capitaines de réguliers et trois femmes d'une grande beauté, appartenant à un des khalifs d'Abd-el-Kader.

IV

Au début de l'année 1842, les intraitables Hadjoutes n'étaient pas encore soumis. Avec eux c'était plus particulièrement une affaire de temps, car ainsi que nous l'avons dit plus haut, cette tribu se recrutait constamment de tous les rôdeurs arabes en quête d'aventures guerrières et de pillage ; à peine une de nos colonnes évacuait-elle le pays hadjoute, que les hostilités reprenaient et que la plaine de la Mitidja était infestée de coupeurs de route.

Les Hadjoutes concertaient habituellement leurs opérations avec Ben-Salem, khalifa d'Abd-el-Kader pour le pays kabyle. Désirant frapper là un grand coup, le général Bugeaud demanda quelques renforts aux Chambres, mais celles-ci furent prises de panique et il fut avéré que chaque Kabyle était un foudre de guerre. Les députés chargèrent même une commission d'étudier à Paris la réduction des effectifs de l'armée d'Algérie.

Bugeaud dut se résigner et comme il sentait le besoin

absolu de donner la chasse à Abd-el-Kader dans la province d'Oran, il ramassa toutes les troupes disponibles de la province d'Alger, et s'achemina vers Tlemcen, où commandait le général Bedeau. Toutefois, avant de partir, il laissa des ordres rigoureux au général commandant la division. Il fut interdit de circuler isolément dans la plaine de la Mitidja, et tous nos postes étaient tenus de ne communiquer entre eux qu'au moyen de détachements d'infanterie, accompagnés, autant que possible, de quelques cavaliers.

C'est dans ces conditions que se faisait ordinairement le service de la correspondance.

Au nombre des régiments d'infanterie désignés pour aller expédier dans la province d'Oran, était le 26^e de ligne. Le 2^e bataillon de ce régiment laissa deux compagnies au camp d'Erlon, sous Bou-Farik ; on avait versé dans ce bataillon un fort contingent de nouveaux soldats, pensant qu'ils y complèteraient plus facilement leur instruction militaire que si on les envoyait en expédition.

Plusieurs de ces jeunes recrues, sous les ordres d'un sergent, devaient donner un magnifique exemple d'héroïsme, et devenir de sublimes martyrs du devoir militaire.

Le 11 avril 1842, le sous-officier Blandan (1), avec seize hommes de sa compagnie dut escorter la correspondance entre Bou-Farik et Beni. Cette correspondance était confiée à un brigadier de chasseurs d'Afrique, accompagné de deux cavaliers allant en éclaireurs en avant de lui. Le jour où le sergent Blandan fut chargé de l'escorte, le brigadier désigné était un nommé Villars, vieux soldat à trois chevrons, appartenant au 4^e chasseurs. Avec Villars marchaient deux chasseurs de son escadron.

La petite troupe française se composait donc du sergent Blandan avec seize soldats du 26^e d'infanterie, du briga-

(1) Blandan, avant de s'engager volontairement, était imprimeur sur étoffes. Né à Lyon, il n'avait que deux ans de services et était sergent depuis le 1^{er} janvier 1842.

dier Villars avec deux cavaliers, soit vingt hommes en tout. Au dernier moment, M. Ducros, sous-aide chirurgien, se joignit à eux pour rentrer à Blidah, où il était attaché à l'hôpital militaire.

Jamais les chefs de poste de la plaine de la Mitidja ne mettaient un détachement en route sans faire fouiller les environs au télescope par un sous-officier du génie portant le titre de sous-officier observateur et établi pendant tout le jour sur une plate-forme. La plaine ce jour-là parut absolument déserte entre Bou-Farik et Blidah ; pas un cavalier arabe ne se montrait à l'horizon. Le lieutenant-colonel Morris, commandant le camp d'Erlon, invita donc le sergent Blandan à partir.

Les vingt hommes du sergent cheminaient depuis une heure dans la direction de la redoute de Beni-Méred. Un beau village s'élève actuellement à cet endroit ; à l'époque dont nous parlons la redoute, avec blockhaus, servait de poste avancé à Blidah et n'avait guère qu'une garnison de cinquante hommes, relevés tous les cinq jours à cause de son horrible insalubrité (1). Arrivés à un point où la plaine est légèrement exhaussée, les chasseurs d'Afrique et les conscrits du 26^e, qui marchaient allégrement avec cette gaieté et cette absence de souci particulière au soldat français en campagne, dirent joyeusement : « Nous arrivons à Beni-Méred. » En effet la redoute se voyait à un kilomètre.

Il n'y avait plus qu'à traverser un assez grand ravin appelé Chabet-el-Mechdoufa, comblé aujourd'hui par les travaux de la route nationale et du chemin de fer. Tout à coup, le brigadier Villars et ses deux chasseurs, qui se trouvaient à une cinquantaine de pas en avant, se rabat-tirent sur le détachement, en lui signalant un nombreux parti de cavaliers ennemis qui avaient mis pied à terre

(1) Mered en arabe veut dire malade. *Bent-mered* signifie donc les gens habitant le pays des maladies.

dans le creux du ravin, se dissimulant ainsi au télescope du sous-officier observateur du camp d'Erlon.

L'embuscade était habilement choisie. Au milieu d'une plaine nue et aride, n'offrant que d'insignifiants abris, la petite troupe française ne résisterait sans doute pas longtemps et rien n'était plus aisé que de la cerner de toutes parts.

Le brigadier Villars était un de ces braves qui ont en eux le sentiment exalté du devoir militaire. Avec un admirable sang-froid, il dit à Blandan, non moins calme que lui :

« Sergent, nous autres avec nos chevaux nous pourrions facilement regagner Bou-Farik. Mais soyez tranquilles ; puisqu'il y a du danger, nous resterons ensemble. »

Et avec calme, les trois chasseurs d'Afrique mirent pied à terre, se firent un rempart de leurs chevaux et se préparèrent au combat.

Le jeune sous-aide Ducros aurait pu aussi s'échapper, mais il suivit l'exemple des chasseurs d'Afrique, descendit de cheval prêt à prendre le fusil du premier soldat qui serait blessé.

Les cavaliers arabes étaient au nombre d'environ deux cents (1). Mais au bruit de la fusillade, on vit accourir au galop une centaine de Hadjoutes qui n'avaient pas trouvé place dans le creux du Chabet-el-Mechdoufa. Vingt et un Français allaient donc lutter contre trois cents ennemis, sans abri, presque sans munitions, presque sans espoir d'être secourus.

Blandan forme à la hâte ses conscrits en cercle. A ce moment, il voit approcher en caracolant, dédaigneux et la cigarette aux lèvres, un grand nègre que Ben-Douhad lui envoie en parlementaire. Le chef arabe n'a même point songé que vingt et un braves soldats oseraient lui résister ; il a dédaigné de prendre la moindre disposition d'atta-

(1) C'étaient les coureurs habituels de Ben-Salem, mêlés à quelques cavaliers hadjoutes.

que, et ses hommes, pied à terre, causent tranquillement.

Le parlementaire, habillé du burnous rouge des cavaliers réguliers d'Abd-el-Kader, crie à Blandan en mauvais français :

« Rends-toi ; nous ne te ferons pas de mal. »

Froidement le sergent sort du cercle, ajuste le nègre, et lui répond, en pressant la détente de son arme :

« Voilà comment se rend un Français. »

L'envoyé de Ben-Douhad tombe sanglant aux pieds de son cheval, et Blandan, magnifique de sang-froid, se replie sur ses hommes en leur disant :

« A présent, camarades, il ne s'agit plus que de montrer à ces gens-là comment des Français savent se défendre. Surtout ne nous pressons pas et visons juste. »

Réglementairement, en Algérie, chaque fantassin n'avait alors que vingt cartouches. C'était, à la façon précipitée dont tirent habituellement les hommes livrés à eux-mêmes, l'affaire de vingt minutes de combat. C'était, à la façon dont le sergent se proposait de régler le tir, l'affaire d'une demi-heure à peine.

Au coup de feu de Blandan, les cavaliers de Ben-Douhad effarés, montent précipitamment à cheval, sortent du ravin, et s'éparpillent dans la plaine pour le prendre de tous côtés. Ils caracolent autour de lui comme une volée de vautours, se promettant bien de rapporter vingt et une têtes dans leur tribu. A la première décharge, ils abattent sept des nôtres, ainsi que leurs chevaux, derrière les cadavres desquels s'embusquent aussitôt les survivants.

Superbes d'audace, ces vaillants, héroïques soldats, commencent un tir lent et meurtrier, ne perdant pas une balle, prenant le temps nécessaire pour viser. Seul, Blandan est debout au milieu des siens ; il n'interrompt son feu que pour prendre des cartouches dans les gibernes des morts et des blessés, et les donner à ses conscrits. Le sous-aide Ducros fait bravement le coup de feu, et les trois chasseurs d'Afrique, jetant leur mousqueton qui n'a pas une portée

suffisante, s'arment des fusils des fantassins tombés et prennent stoïquement part à une lutte désespérée.

Beaucoup de chevaux commencent à errer sans cavalier dans la plaine, tant est précis le tir des Français. Mais la partie est trop inégale, et si des secours n'arrivent pas promptement, nos braves vont mourir un à un. Déjà le nombre des morts est plus grand que le nombre des vivants, et le petit cercle s'est singulièrement rétréci. « Serrez vos rangs, » murmure de temps en temps l'héroïque sous-officier resté droit malgré deux blessures et brûlant ses dernières cartouches. Il tombe enfin, frappé à l'abdomen par une troisième balle ; mais il se soutient sur un coude, et crie à ses derniers compagnons :

« Courage, mes amis ! défendez-vous jusqu'à la mort. »

Après Blandan tombe le sous-aide Ducros qui avait pris le commandement. Le commandement de cinq hommes ! C'était tout ce qui restait !

Les cinq braves qui survivent se comptent très rapidement. Le sergent, qui a encore toute sa connaissance, les soutient par ses ardentes excitations, et se traîne encore jusqu'à eux pour leur lancer quelques cartouches. Ils n'ont plus d'espoir. « Adieu, sergent, cela va être fini. »

Tout à coup une trombe s'abat sur les cavaliers de Bendouhad. L'observatoire de Bou-Farik a signalé l'attaque, et les chasseurs d'Afrique, qui à ce moment étaient à l'abreuvoir avec leurs chevaux, sous la surveillance de leur officier de semaine, ont couru, le sous-lieutenant de Breteuil en tête, au camp chercher leurs sabres, puis, montés sur leurs chevaux sans selle et en bridon, se sont lancés dans la plaine à fond de train. En arrivant sur le terrain, l'intelligent officier juge d'un coup d'œil la situation. Il voit d'autre part un détachement d'infanterie, sorti de la redoute de Beni-Méred, accourir à perte d'haleine, alors il conduit la charge de ses chasseurs de façon à prendre l'ennemi entre deux feux. Le lieutenant Corcy, des chasseurs lui aussi, arrive au même instant avec quelques retardataires.

Nos cavaliers chargent avec fureur, et poussent les Arabes sur les baïonnettes des fantassins sortis de Beni-Méred.

Ceux-ci sont une trentaine au plus, commandés par le lieutenant du génie de Jouslard. Ce brave officier n'a laissé au camp que des sapeurs, avec quelques artilleurs auxquels il donna l'ordre de faire feu avec l'unique obusier formant l'armement de la redoute. Il sait bien que les coups ne porteront pas ; mais il connaît l'effet moral que produit le canon sur les Arabes, et de plus il veut donner l'alarme à la garnison de Blidah, composée du 17^e léger.

Attaqués de trois côtés à la fois, les Arabes tourbillonnent et commencent à fuir. Au même instant, ils entendent les clairons sonner la charge : ce sont les deux compagnies du 26^e commandées par les capitaines Durun et Lacarde, qui arrivent au pas de course au secours des conscrits de Blandan. L'ennemi se disperse, sans pouvoir, selon son habitude, emporter ses morts et ses blessés.

Des vingt et un hommes du détachement, cinq seulement n'avaient pas été atteints, quatre hommes du 2^e bataillon et un chasseur. Dix étaient blessés, dont trois si grièvement qu'il fallut les amputer. Quant au sergent, il n'avait plus que quelques heures à vivre : il était atteint de trois blessures toutes mortelles.

Le lieutenant-colonel Morris, commandant le camp d'Erlon, reçut les valeureux soldats, en exprimant aux survivants du drame de Beni-Méred un légitime orgueil. Il fit entourer de soins les blessés. Le brave curé de Bou-Farik accourut au camp pour les consoler et exhorter au courage ceux qui allaient être amputés ; il eut l'énergie de rester auprès de ceux-ci pendant la triste opération, d'autant plus douloureuse qu'à cette époque la science ne disposait pas de moyens anesthésiques.

Il voulut se rendre également auprès de l'intrépide Blandan ; on lui dit que cet admirable sous-officier venait de rendre le dernier soupir. Dans son délire, il n'avait cessé de répéter :

« Courage, mes enfants, défendez-vous jusqu'à la mort. »

On fit aux glorieux soldats de Beni-Méred, au nombre de six, des funérailles dignes de leur vaillance. Les morts étaient le sergent Blandan, le chasseur Ducasse, les fusiliers Giraud, Elie, Leconte et Laricon. Le lieutenant-colonel Morris, un de ces braves de l'armée dont les exploits semblent appartenir à la légende, prononça une de ces ardentes et enthousiastes improvisations qui témoignent une foi profonde au culte de l'honneur militaire. « J'envie ton sort, Blandan, s'écria-t-il en terminant, car je ne sais point de plus noble mort que celle du champ d'honneur. »

Le général Bugeaud qui à ce moment était à la veille de se rendre à Oran, s'empressa de faire connaître à l'armée la conduite du sergent Blandan et des braves qu'il commandait. Le combat de Beni-Méred était, dit le général, un des plus beaux faits d'armes de notre armée depuis notre arrivée en Algérie. Voici les deux ordres du jour qu'il publia successivement :

ARMÉE D'AFRIQUE
ÉTAT - MAJOR GÉNÉRAL
~~~~~

(1)

## ORDRE GÉNÉRAL

Au quartier général, à Alger, le 14 avril 1842.

### SOLDATS !

J'ai à vous signaler un fait héroïque qui, à mes yeux, égale, au moins, celui de Mazagran : là, quelques braves résistent à plusieurs milliers d'Arabes ; mais ils sont derrière des murailles, tandis que, dans le combat du 11 avril, vingt-un hommes porteurs de la correspondance sont assaillis en plaine, entre Bou-Farik et Mered, par deux cent cinquante à trois cents cavaliers arabes venus de l'Est de

(1 Cet ordre du jour avait un supplément destiné à mettre à l'ordre du jour MM. de Breteuil et Corey, officiers de chasseurs d'Afrique, et MM. Durun et Lacarde, capitaines au 26<sup>e</sup> de ligne.

la Mitidja. Le chef des soldats français, presque tous du 26<sup>e</sup> de ligne, était un sergent nommé *Blandan*.

L'un des Arabes, croyant à l'impossibilité de la résistance d'une si faible troupe, s'avance et somme Blandan de se rendre. Celui-ci répond par un coup de fusil qui le renverse. Alors, s'engage un combat acharné : Blandan est frappé de trois coups de feu. En tombant il s'écrie : « *Courage ! mes amis ! défendez-vous jusqu'à la mort !* »

Sa noble voix a été entendue de tous, et tous ont été fidèles à son ordre héroïque ; mais bientôt le feu supérieur des Arabes a tué ou mis hors de combat seize de nos braves. Plusieurs sont morts ; les autres ne peuvent plus tenir leurs armes ; cinq seulement restent debout. Ce sont Bire, Girard, Estal, Marchand et Lemercier ; ils défendaient encore leurs camarades blessés ou morts, lorsque le lieutenant-colonel Morris, du 4<sup>e</sup> de chasseurs d'Afrique, arrive de Bou-Farik avec un faible renfort. En même temps, le lieutenant du génie de Jouslard, qui exécute les travaux de Mered, accourt avec un détachement de trente hommes ; le nombre des nôtres est encore très inférieur à celui des Arabes ; mais compte-t-on ses ennemis quand il s'agit de sauver un reste de héros ?

Des deux côtés, l'on se précipite sur la horde de Ben-Salem : elle fuit, et laisse sur la place une partie de ses morts.

Des Arabes alliés lui ont vu transporter un grand nombre de blessés ; elle n'a pu couper une seule tête ; elle n'a pu recueillir un seul trophée dans ce combat, où pourtant elle avait un si grand avantage numérique.

Nous avons ramené nos morts, non mutilés, et leur avons donné les honneurs de la sépulture. Nos blessés ont été portés à l'hôpital de Bou-Farik, entourés des hommages d'admiration de leurs camarades.

Lesquels ont le plus mérité de la Patrie, ou de ceux qui ont succombé sous le plomb, ou des cinq braves qui sont restés debout, et qui, jusqu'au dernier moment, ont couvert les corps de leurs frères ? S'il fallait choisir entre eux, je

répondrais : « Ceux qui n'ont point été frappés » ; car ils ont vu toutes les phases du combat, dont le danger croissait à mesure que les combattants diminuaient, et leur âme n'en a point été ébranlée.

Mais je ne veux pas établir de parallèle ; tous ont mérité que l'on gardât d'eux un éternel souvenir.

Je compte parmi eux le chirurgien sous-aide Ducros, qui, revenant de congé, rejoignait son poste avec la correspondance. Il a saisi le fusil d'un blessé, et a combattu jusqu'à ce que son bras eût été brisé.

Je témoigne ma satisfaction au lieutenant-colonel Morris, qui, en cette circonstance, a montré son courage habituel, tout en regrettant d'avoir mis en route un aussi faible détachement.

Je la témoigne aussi à M. le lieutenant du génie de Jouslard, qui n'a pas craint de venir, avec trente hommes, partager les dangers de nos vingt et un héros.

Voici les noms des vingt et un Français porteurs de dépêches ; l'armée doit les connaître tous. La France verra que ses enfants n'ont point dégénéré, et que, s'ils sont capables de grandes choses par l'ordre, la discipline, et la tactique qui gouvernent les masses, ils savent, quand ils sont isolés, combattre comme les chevaliers des anciens temps.

*26<sup>e</sup> de ligne.*

BLANDAN, sergent, 3 blessures, mort.

LECLAIR, fusilier, amputé de la cuisse.

GIRAUD, fusilier, 2 blessures, mort.

ELIE, fusilier, 1 blessure, mort.

BÉALD, fusilier, 2 blessures.

LECONTE, fusilier, 2 blessures, mort.

ZANHER, fusilier, 1 blessure.

KAMACHAR, fusilier, 1 blessure, amputé de la cuisse.

PÈRE, fusilier, 1 blessure.

LAURENT, fusilier, 1 blessure.



BOURRIER, fusilier, 1 blessure.  
MICHEL, fusilier, 2 blessures.  
LARICON, fusilier, 1 blessure, mort.  
BIRE, fusilier, non blessé.  
GIRARD, fusilier, non blessé.  
ESTAL, fusilier, non blessé.  
MARCHAND, fusilier, non blessé.

*4<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique.*

VILLARS, brigadier, 1 blessure.  
LEMERCIER, chasseur, non blessé.  
DUCASSE, chasseur, mort.

*Ambulance de l'armée.*

DUCROS, sous-aide major, 1 blessure, amputé du bras.

*Le Lieutenant général, Gouverneur général de l'Algérie,*

Signé : BUGEAUD.

ARMÉE D'AFRIQUE  
ÉTAT - MAJOR GÉNÉRAL  
~~~~~

ORDRE GÉNÉRAL

Au quartier général, à Alger, le 6 juillet 1842.

L'armée et les citoyens conserveront longtemps le souvenir de l'action héroïque des vingt braves commandés par le sergent BLANDAN, qui, le 11 avril dernier, entre Mered et Bou-Farik, préférèrent mourir que capituler devant une multitude d'Arabes. L'enthousiasme que produisit cette grande et belle action de guerre est encore dans toute sa force et bien loin d'être éteint. Je ne veux pas chercher à le raviver davantage ; mais il ne suffit pas de l'admiration des contemporains ; il faut encore la faire partager aux générations futures : elle multipliera les exemples des hommes qui préfèrent une mort glorieuse à l'humiliation du drapeau de la France.

Quel serait le cœur assez froid pour ne pas se sentir

électrisé en passant devant un monument élevé sur le lieu du combat, et où seraient retracés l'action et les noms des héros qui en furent les acteurs !

Ce mémorable combat ayant eu lieu sur notre principale communication, toute l'armée, tous les colons défilèrent fréquemment devant le glorieux monument ; on s'arrêtera, on s'inclinera. Qui pourrait calculer ce que le sentiment éprouvé par tous produira de gloire pour la Patrie !

Pour élever ce monument, il s'est ouvert une souscription chez M. le chef d'escadron *Beauquet*, remplissant par intérim les fonctions de chef d'état-major général de l'armée : c'est à lui que les corps, les officiers sans troupe, les fonctionnaires des diverses administrations, les citoyens devront adresser leurs offrandes.

Le résultat en sera publié par les journaux d'Alger.

Le Lieutenant général, Gouverneur général,

Signé : BUGEAUD.

Les produits de la souscription provoquée par le général Bugeaud furent consacrés à l'érection, sur la place du nouveau village de Beni-Méred, d'une pyramide quadrangulaire portant le nom des vingt et un modestes héros du combat du 11 avril 1842. Aujourd'hui, quand des détachements de l'armée arrivent à l'entrée du bourg, les hommes se mettent en ordre, et rectifient les détails de leur tenue ; devant la pyramide, les tambours s'arrêtent pour battre aux champs. Le détachement défile, les officiers saluent du sabre et de l'épée, et chacun se redresse en songeant à ce que la grande patrie française a déjà provoqué d'héroïsme et de dévouement.

Ce n'est pas sous la pyramide de Beni-Méred que sont inhumés Blandan et ses cinq compagnons de gloire. L'ancien cimetière de Bou-Farik, aujourd'hui propriété privée, contient un petit monument surmonté d'une croix de fer ; c'est là qu'ils reposent.

Le sergent Blandan a été un admirable type du soldat des guerres d'Afrique. Cet homme a incarné le devoir militaire, un devoir qui ne transige jamais ; il a eu jusqu'à la folie, jusqu'au sublime, la religion du drapeau, et, dans son indomptable énergie, ce jeune sous-officier ne s'est pas laissé troubler par la perspective d'une mort certaine. Il a été un humble martyr, et cet humble, revêtu de la capote glorieusement légendaire du fantassin français, a donné un magnifique exemple d'héroïsme.

Un ancien colonel, vieux soldat des guerres d'Afrique, M. Trumelet, a entrepris de faire élever une statue à Blandan. Le 29 juin 1884, il exposa au conseil municipal de Bou-Farik que rien ne rappelait sur la terre algérienne la gloire immortelle de cette armée qui a donné l'Algérie à la France et qu'il serait équitable que cet oubli fût réparé, ne fût-ce que pour démontrer que l'exaltation des grands n'est pas toujours exclusive de la glorification des humbles qui ont su mourir pour la Patrie ; ce serait, en outre, ajoutait le colonel, un magnifique et fortifiant exemple pour l'armée de voir décerner les honneurs statuaire, et, par suite, l'immortalité qu'ils entraînent, à un simple sergent, à un enfant du peuple, de le présenter ainsi aux soldats du présent et à ceux de l'avenir, revêtu de sa capote de sous-officier.

La municipalité de Bou-Farik décida d'enthousiasme qu'une statue serait élevée à Blandan sur l'une des places de la ville et organisa sans désenparer un comité d'initiative, déclara en plus qu'appel serait fait à une souscription publique, et, séance tenante, s'inscrivit en tête pour une somme de trois mille francs.

Un journal spécial, la *France militaire*, qui se distingue par son ardent patriotisme, ouvrit ses colonnes à la souscription ; celle-ci eut un succès énorme dans cette armée française où toutes les idées généreuses font si bien leur chemin. C'est que l'armée prend jalousement soin de sa gloire et n'entend pas oublier les héros du temps passé.

« D'Assas, simple capitaine, s'écriait la *France militaire*, a sa statue ; que Blandan, simple sergent, ait la sienne. S'il existe quelque part une égalité, c'est l'égalité devant la mort, devant le sacrifice. Que l'on décerne les honneurs statuaires à tous ceux qui ont su bien mourir pour la patrie, aux petits comme aux grands, et que l'on rende le bronze accessible à tous les degrés de la hiérarchie militaire. »

Le 26^e régiment de ligne n'a pas oublié Blandan. L'ordre général lancé avec tant d'à-propos par le général Bugeaud, est inscrit en tête du livre d'ordres du régiment. Tous les ans, le 11 avril, cet ordre du jour est lu à la troupe, puis le colonel passe la revue, et s'arrête devant l'ancienne compagnie du sergent. On fait l'appel, et, au nom de Blandan, le capitaine répond :

« Mort au champ d'honneur. »

Puis le 26^e de ligne tout entier va assister à un service funèbre, où se rendent également les autorités civiles et militaires du lieu où le régiment tient garnison.

Le soir, un banquet réunit le colonel et les officiers ; à ce banquet vient prendre place, depuis plusieurs années, le dernier survivant du combat de Beni-Méred. C'est un nommé Marchand, simple aiguilleur à la compagnie des chemins de fer du Nord, et qui ne fut nommé chevalier de la Légion d'honneur qu'en 1854.

Le libellé de la décoration portait : « Services exceptionnels. »

C'était vrai cette fois.

CHAPITRE V

SOMMAIRE

Les Français aux confins du désert. Le duc d'Aumale à Médéa et à Boghar. Prise de la smala. Effet produit chez les Arabes. Combat de Djedda. Mort de Mustapha-ben-Ismaïl et de Ben-Allal. Le brigadier Gérard. — Chasseurs d'Afrique. Le colonel Triaux. Les chasseurs Cayeux, Getfines et Barthélemy. Le trompette Escoffier. — Les Français dans le désert. Le Sah'ra. Le nomade. Le mouton. Le chameau. Chasses. Le chien. Le s'lougui. Le faucon. La gazelle. L'autruche. Populations. Les Beni-Mzab. Les Touaregs. — La légende du Lion du désert. Le lion. Récits des Arabes sur le lion. Le pacte d'El-Arbi. Le lion Bouhomme à Marseille. — Les Français au Maroc. Le juif Darmon. La guerre sainte au Maroc. Bombardement de Tanger et de Mogador. Le prince de Joinville à l'île Mogador. — Bataille de l'Isly. La hure de sanglier. Yusuf, Tartas, Morris. Traité de Tanger. — Abd-el-Kader au Maroc. Son portrait. Sa vie privée. Usages arabes. Famille et entourage d'Abd-el-Kader. Secrétaires et khalifas. Cruauté. Perfidie. Aïn-Mahdi et le marabout Tedjini. Piété d'Abd-el-Kader. La prière arabe. Le ramadan. Jugement sur Abd-el-Kader.

I

Vers la fin de l'année 1842, le duc d'Aumale, qui venait d'être nommé général de brigade, revint en Afrique, et le général Bugeaud, auquel le roi Louis-Philippe avait confié l'éducation du jeune prince, l'appela au commandement de la subdivision de Médéa (1); il se trouvait ainsi comme sous la main de son illustre précepteur.

(1) Médéa est à quatre-vingt-dix kilomètres d'Alger.

Nous aurons, dans le cours de ces *Récits*, à apprécier les qualités et les services du duc d'Aumale, lorsque nous le verrons à la tête de la province de Constantine aider à l'œuvre de la conquête algérienne par une initiative féconde, une administration sage et éclairée qui a laissé les plus durables souvenirs. Ne signalons ici que la bravoure personnelle du prince (1).

A la prise du col de la Mouzaïa, il commande un bataillon du 4^e léger et subit gaiement le baptême du feu.

Lorsque le duc d'Orléans, dont il était devenu l'officier d'ordonnance, voulut à tout prix empêcher les Arabes qui lui échappaient de traverser la rivière de l'Oued-Dja, d'Aumale, en l'absence de tout autre aide de camp, porte au colonel du 1^{er} chasseurs d'Afrique l'ordre de lancer ses cavaliers contre l'ennemi. Un instant après, un tourbillon de poussière s'élève dans la plaine où les chasseurs se précipitent avec impétuosité.

La victoire est à nous et la joie générale au camp. Seul le duc d'Orléans s'inquiète, car son jeune frère n'a point reparu ; côte à côte avec le colonel qui, d'ailleurs, fut tué dans le combat, il avait suivi nos escadrons dans leur charge furibonde et il ne revint qu'au milieu de la nuit.

Le prince renouvela plus d'une fois ces actes de prouesse qui excitaient l'admiration. Aussi personne ne fut trop surpris dans l'armée d'Afrique quand le jeune général à peine de retour en Algérie se signala par un coup d'audace vraiment extraordinaire.

Pendant plus de dix ans, on pensa que notre occupation effective devait se borner, outre le littoral, aux villes centrales depuis Tlemcen jusqu'à Constantine ; en 1842 seulement, on sentit la nécessité d'établir, sur les limites méridionales du Tell, une seconde ligne de places parallèle à celles du centre, et devant dominer les tribus extrêmes de cette région et même celles du Sahara. La disposition

(1) Le duc d'Aumale était entré dans l'armée à l'âge de 17 ans.

des ruines que les Romains ont laissées sur le sol de l'Algérie montrait que ces habiles conquérants avaient exactement adopté ce système de défense en Numidie, et Abd-el-Kader lui-même n'avait fait que les copier en fondant Tegdempt, Boghar, Thaza et Saïda dont nous étions devenus les maîtres.

Le prince, en *croisant* autour de Boghar (1), avait appris que la smala d'Abd-el-Kader se dirigeait vers le Djebel-Ahmour, pendant que l'émir, avec un parti de cavaliers, vingt-cinq hommes seulement comme on le sut plus tard, surveillait le général Lamoricière (le Bou-Haoura (2) des Arabes) lancé à sa poursuite. D'Aumale part aussitôt avec treize cents fantassins, six cents chasseurs d'Afrique, spahis et gendarmes maures, deux pièces d'artillerie, et un convoi de huit cents chameaux et mulets, un approvisionnement de vingt jours de vivres. Le smala d'après les espions se trouvait alors aux environs de Godjilah ; il se porte immédiatement sur cette bourgade où il parvient le 14 mai après une marche de nuit, mais là il apprend que le rassemblement ennemi était à quinze lieues au sud-ouest, à Ouessekou-Rekaï ; arrivé à ce dernier point, l'insaisissable smala avait levé le camp la veille au soir, marchant sur Tagguin (3).

Enfin le 16 mai, après une pénible marche de nuit, on surprit quelques traînants de la smala. Trompé par les indications qu'ils fournirent, le prince envoya une reconnaissance de cavalerie vers le sud, mais ne découvrant rien dans cette direction, il reprit celle de Tagguin ; ce mouve-

(1) Le duc d'Aumale adopta Boghar comme centre d'opération et y établit un dépôt considérable de munitions de guerre et de bouche ; une garnison de trois cents hommes y était à demeure.

(2) Bou-Haraoua, l'homme au bâton, le père la Trique. Les Arabes donnaient ce nom au général Lamoricière parce que, à pied comme à cheval, il avait toujours une canne à la main.

(3) Le duc d'Aumale avait formé deux subdivisions de sa colonne : l'une, à la tête de laquelle il se mit, fut composée de la cavalerie, du bataillon de zouaves et de l'artillerie ; l'autre, qu'il confia au lieutenant-colonel Chadeysson, le héros de Djemilah, fut chargée d'escorter le convoi, et se composa de deux petits bataillons d'infanterie légère avec cinquante chevaux.

ment l'avait trop éloigné des zouaves et de l'artillerie. Vers onze heures, un caïd envoyé à la recherche d'un emplacement d'eau, revient au galop et annonce que la smala tout entière était établie à la source même de Tagguin, à un kilomètre environ. Un repli de terrain la cachait à notre petite colonne.

La smala présentait une population de vingt mille âmes, dont au moins cinq mille hommes armés. L'attaquer avec cinq cent cinquante cavaliers, sans le secours des zouaves et de l'artillerie, était d'une grande témérité. On le fit observer au prince ; mais il répondit que battre en retraite était extrêmement dangereux, car les cavaliers arabes revenus de la première surprise ne manqueraient pas d'assaillir notre colonne qu'ils mettraient indubitablement dans une position plus que critique. Le plus sûr était donc de répandre la panique en fondant tête baissée sur l'ennemi. Le duc d'Aumale partagea aussitôt sa troupe en trois fractions, confiant sa droite au lieutenant-colonel Morris, et sa gauche au lieutenant-colonel Yusuf ; lui-même resta au centre avec une trentaine de gendarmes indigènes.

Tous nos cavaliers furent lancés à la charge. On peut se figurer la confusion inouïe qui régna pendant plus d'une heure au milieu de cette foule immense surprise ainsi dans une profonde sécurité. Les Arabes armés n'ayant pas eu le temps de se grouper furent réduits à se défendre individuellement dans l'intérieur du camp. Les cris des femmes, les pleurs des enfants, les vociférations des hommes, le bruit des armes de tant de combats particuliers remplissaient l'air d'un horrible fracas au milieu duquel se perdait la voix des chefs.

Enfin les assaillants, trop peu nombreux pour s'emparer de la smala en entier, firent une coupure dans cette ville ambulante, chassant devant eux la partie qu'ils avaient séparée de la masse et laissant fuir le reste.

Outre trois cents Arabes qui tombèrent sous le sabre de nos soldats, on fit trois mille prisonniers, hommes,

remmes et enfants, et l'on prit un canon, quatre drapeaux, plus un butin immense. La mère et la femme de l'émir, prises d'abord et perdues au milieu de la bagarre, furent reconnues par quelques Hachems, tribu dont elles faisaient partie, et hissées sur des mulets. Elles purent ainsi s'échapper. L'épouse d'Abd-el-Kader avait tenu pendant quelques instants, en suppliante, l'étrier du cheval du colonel Yusuf; ce rude sabreur rassura cette jeune femme affolée sans savoir qui elle était, et la perdit de vue.

Vers quatre heures, les zouaves rejoignirent avec les deux pièces de montagne. Cette troupe d'élite avait fait trente lieues en trente-six heures, ce qui à la guerre est un vrai prodige pour des fantassins pesamment chargés. L'éminent auteur de *Zouaves et chasseurs à pied*, le vainqueur de Tagguin, fait allusion à cet épisode, lorsqu'il écrit : « Ceux qui, deux mois plus tard, les revoyaient, après une marche de trente lieues franchies en trente-six heures, sans eau, par le vent du désert, marche si dure que le sang colorait leurs guêtres blanches, défilant devant le bivouac des chasseurs d'Afrique en sifflant les fanfares de la cavalerie, comme pour railler les chevaux fatigués et se venger de ce que leurs rivaux de gloire avaient chargé et battu l'ennemi sans eux, ne pouvaient qu'admirer ces intrépides soldats. »

Qu'était donc cette fameuse smala dont le nom a été prononcé si souvent depuis le fait d'armes du prince ?

Quand toutes les villes importantes de l'intérieur furent tombées entre les mains des Français, quand les forts laborieusement édifiés par l'émir eurent été successivement rasés, quand nos colonnes se mirent à parcourir le pays jusqu'aux Hauts-Plateaux et aux confins du Sah'ra, Abd-el-Kader, dans l'impossibilité d'avoir un centre fixe de gouvernement, se vit réduit à une capitale nomade, qui devait être condamnée à être sans cesse pourchassée de la province d'Alger à celle d'Oran, de celle d'Oran à celle d'Alger. Il créa donc la Smala (rassemblement).

Celle-ci se composait d'un grand nombre de douars formant quatre enceintes. Dans la première était le douar du sultan (1), qui comprenait une trentaine de tentes et renfermait la famille d'Abd-el-Kader; au milieu se trouvait une tente qui abritait la mère de l'émir, sa femme, toutes deux nommées Zohra (la brillante), ses autres femmes, mariées avec lui pour la forme, et ses quatre enfants.

Autour de ce douar central, cinq autres venaient se grouper, ayant aussi chacun environ trente tentes, celles-ci habitées par les familles des principaux khalifas.

C'était la première enceinte.

La deuxième se composait des douars de khalifas inférieurs et de quelques marabouts vénérés.

La troisième était formée des douars des Hachems tribu d'Abd-el-Kader. Presque toute cette tribu, chassée des environs de Mascara par l'actif et entreprenant général Lamoricière, était venue grossir la Smala; certaines fractions des Hachems auraient volontiers fait leur soumission, mais l'émir, ne voulant pas que les hommes de sa tribu pussent donner un pareil exemple, leur avait intimé l'ordre impératif de rejoindre le rassemblement qu'il avait formé.

Enfin dans la quatrième enceinte se trouvaient les douars des tribus nomades des Hauts-Plateaux. A vrai dire, ces dernières ne faisaient partie de la Smala qu'absolument contraintes. Elles étaient dans l'impossibilité de résister à Abd-el-Kader, qui gardait leurs principaux chefs comme otages; l'émir avait, en effet, pris le parti de s'emparer de gré ou de force de tous les chefs influents des nomades pour empêcher qu'on ne se ralliât aux Français.

L'infanterie régulière formait un camp à part, et gardait au milieu d'elle un grand nombre d'otages réduits à la condition la plus misérable; quelques-uns des plus importants

(1) Douar, en arabe, signifie circonférence; c'est une réunion de tentes placées en rond.

étaient toutefois autorisés à avoir près d'eux leurs familles ; ils avaient des tentes, et campaient dans la première enceinte sous la surveillance de Mustapha-ben-Tahmi, le vaincu de Mazagran.

Certainement beaucoup des habitants de la Smala auraient bien voulu échapper, et particulièrement les tribus nomades des Hauts-Plateaux ainsi que les otages ; les marches, les contre-marches étaient continuelles et chacun était exposé à des fatigues inouïes. D'autre part les dangers étaient grands, et ces dangers ne provenaient pas seulement des colonnes françaises, mais encore de certaines tribus arabes qui, ne reconnaissant aucune autorité, ne se gênaient pas pour envoyer des coups de fusil. Lorsque Abd-el-Kader, pendant la trêve de la Tafna, assiégea l'oasis d'Aïn-Mahdi, habitée par le marabout Tedgini, son rival en influence religieuse, sa Smala fut pillée par les tribus du Djebel-Ahmour.

La disposition de cet immense campement était assez habile et un système d'espionnage à faire envie à la police d'un grand état européen y fonctionnait et rendait les fuites à peu près impossibles. Ceux qui tentaient de s'échapper étaient édifiés d'avance sur les conséquences d'un essai malheureux, l'émir ayant publié cette proclamation courte et significative :

« De quiconque cherchera à fuir, à mes réguliers les biens, à moi la tête. »

Abd-el-Kader faisait de rares apparitions à la Smala, préoccupé qu'il était par les vicissitudes infinies de la guerre à outrance que lui avaient déclarée les Français ; l'actif émir, pendant que la saison froide ou chaude bloquait nos colonnes dans leurs garnisons, chevauchait sans cesse à travers les tribus, encourageant les tièdes, frappant de terreur ceux qui voulaient se soumettre. En deux années, il ne parut peut-être pas deux mois au milieu des siens.

On voyait dans la Smala, outre un bataillon d'infanterie régulière et quelques artilleurs, quantité de gens de mé-

tier et de petit commerce qui avaient évacué Tegdempt, Thaza et Boghar à notre approche. Comme il y avait dans cette ville nomade un certain commerce de subsistances, il s'y trouvait naturellement beaucoup de Juifs. Le fameux tableau d'Horace Vernet en fait foi.

Cette masse énorme circulait assez facilement en Algérie, même au milieu de tribus hostiles à Abd-el-Kader. Celles-ci mettaient bien à ses trousses des partis de maraudeurs qui enlevaient les traînards et pillaient quelques bagages ; mais elles ne pouvaient entamer l'ensemble.

Malgré tout, ces migrations perpétuelles ne pouvaient s'opérer sans d'horribles souffrances. La faim, qui n'atteignait que les plus pauvres, était un des moindres fléaux qui pût frapper cette agglomération de vingt mille individus, le commerce des grains se faisant encore avec une certaine facilité ; mais les marches dans des pays difficiles et sans routes étaient fatales pour les êtres faibles tels que les vieillards, les femmes, les enfants, les malades. On pouvait suivre la Smala à la piste ; elle encombrait les chemins et les bivouacs de morts et de mourants. On cherchait, il est vrai, au moyen de fausses nouvelles habilement répandues, à remonter le moral de chacun, et souvent le canon tonnait, annonçant l'écrasement de la colonne Lamoricière, ou la dispersion de la colonne Bugeaud, ou même la mort du roi Louis-Philippe ; deux ou trois malheureux de nos compatriotes prisonniers étaient promenés dans les douars, avec plus ou moins de pompe solennelle. Ils représentaient soi-disant les colonnes entières capturées par l'émir. D'autres fois on annonçait que le Maroc et la Tunisie s'étaient ouvertement prononcés contre nous ou bien que la Turquie et l'Angleterre nous avaient déclaré la guerre. La foule ignorante finissait cependant par se désabuser, voyant indéfiniment s'éloigner le terme de ses souffrances.

Peut-être même, sans l'audacieuse surprise du 16 mai 1843, la Smala se fût-elle dispersée d'elle-même.

Le général Bugeaud opérait dans le Dahra, entre Ténès

et Orléansville, lorsque arriva un émissaire arabe annonçant qu'Ould-el-Rey (le fils du roi) avait pris la Smala d'Abd-el-Kader. « Nous avons entendu, raconta l'émissaire, parler la poudre à Tagguin, et peu après nous avons vu une immense caravane s'enfuir vers le sud, laissant derrière elle une longue file de femmes, de vieillards, et de troupeaux. C'est Ould-el-Rey, apprîmes-nous plus tard, qui s'est emparé de la Smala. Réellement ces Français sont des *djenouns* (des démons), car ils n'étaient pas mille, et ils en ont attaqué cent mille. »

Les officiers, informés aussitôt de la nouvelle, se réunirent spontanément le soir autour de la tente du gouverneur qui venait de recevoir le rapport officiel du duc d'Aumale, admirable document où le jeune prince parlait de tout et de tous, sans parler de lui. Bugeaud donna à lire le rapport à un de ses aides de camp, en disant : « Lisez haut et lisez bien pour que tout le monde entende. » A chaque moment, l'officier d'ordonnance était interrompu dans sa lecture par les bruyantes exclamations du vieux général. « Ah ! le fier soldat ! Ah ! le noble enfant ! Voilà, messieurs, comme à la guerre il faut savoir prendre des décisions promptes et énergiques. »

Et les yeux de l'illustre guerrier se mouillaient de larmes. Il y eut fête dans le camp français. On était heureux du brillant succès qui ruinait à peu près Abd-el-Kader et le réduisait à la condition d'un vulgaire coureur d'aventures et plus que fier à la pensée que ce succès était dû à un des princes de la famille royale de France.

Pendant que le duc d'Aumale guerroyait dans la vallée du Haut-Chélif, le général Lamoricière, observé par Abd-el-Kader qui ne s'attendait pas à ce coup de foudre, opérait en avant de Tiaret. Le général fut informé dès le 19 mai du succès remporté le 16 par le prince, et se dirigea aussitôt sur la ligne de retraite que devaient suivre les débris de la Smala, au milieu desquels l'émir s'était porté en personne. Les Hachems se rendirent. et les réguliers

tirèrent impitoyablement sur ces malheureux. Lamoricière ému de pitié pour ces pauvres gens qui mouraient de faim, leur fit donner quelques secours avant de les conduire aux environs de Mascara; puis il se remit à la poursuite des réguliers qui entraînaient Abd-el-Kader dans leur fuite. Il les atteignit au bout de trois jours sur le plateau de Djeddah, et les attaqua sans désespérer. Ils lui opposèrent une résistance désespérée, mais au bout de deux heures de combat, ils se dispersèrent laissant quatre cents des leurs sur le carreau, outre quelques centaines de fusils et le grand drapeau vert de l'émir.

Mustapha-ben-Ismaïl, avec ses Douars, contribua puissamment au succès de Lamoricière. Après le combat de Djedda, il reçut l'autorisation de retourner à Oran avec ses cavaliers chargés de butin et voulut prendre malgré nos conseils, à travers le territoire suspect des Flittas, une route de montagnes qui abrégait considérablement le chemin. Sa tête de colonne venait de s'engager dans un défilé boisé, quand il entendit quelques coups de fusil à l'arrière-garde, où il se rendit. Il s'agissait simplement de quelques maraudeurs, quarante ou cinquante au plus, enfants perdus qui le suivaient à la piste et tiraillaient au hasard. A peine arrivé, Mustapha tomba mort frappé d'une balle. La panique s'empara aussitôt de sa troupe chargée de butin et ne songeant qu'à le mettre en sûreté. Elle eut l'infamie d'abandonner son vieux chef et de se débander. Les maraudeurs coupèrent la tête de Mustapha et l'envoyèrent à Abd-el-Kader. Ce fut un sujet de consolation pour lui; il contempla longuement, avec une joie féroce, la tête de cet homme qui avait été son implacable ennemi, et notre premier ami. Brave, plus actif que bien des jeunes, Mustapha-ben-Ismaïl avait lutté pendant neuf ans pour nous, abandonné d'abord par la France, mais la servant toujours et quand même.

L'histoire gardera le souvenir du siège de Tlemcen, ce siège auquel il manque un Homère, où les Coulouglis, avec

Mustapha-ben-Ismaïl, résistèrent pendant six années à l'émir. Séparée, ignorée du reste du monde, sans retraite ni capitulation possibles, cette garnison de Tlemcen put faire face à l'ennemi qui l'usait sans la vaincre, triompher des privations et du découragement. Quand Mustapha, alors âgé de soixante-quinze ans, remit la ville au maréchal Clauzel venu à son secours, ce vieillard à l'œil de feu et à la barbe blanche, montrant les murailles éventrées du Méchouar avec l'orgueil d'un vieux soldat fier de ses blessures, lui dit :

« Ces jours-ci, j'ai perdu soixante de mes plus braves enfants ; mais en te voyant, j'oublie nos malheurs passés et je me confie à ta réputation. Nous nous remettons à toi, moi, les miens, et tout ce que nous avons ; tu seras content de nous. »

Et nous fûmes contents de lui ! Jamais chef arabe ne nous fut plus fidèle.

C'est à sa haine pour Abd-el-Kader que la France a dû son attachement si fidèle. Pendant près de trente ans, Mustapha-ben-Ismaïl avait été l'agha des Turcs dans la province d'Oran, et lorsque le jeune fils de Mahi-Eddin fut créé sultan par les tribus des environs de Mascara, il refusa de lui obéir, déclarant que jamais, avec sa barbe blanche, il n'irait baiser la main d'un enfant.

Les vieux soldats d'Afrique ont gardé le souvenir de ce majestueux vieillard, chargeant en avant des siens, fièrement campé sur sa selle aux étriers d'or, ses haïks flottant au vent, son œil allumé. Sous les yeux de ce chef redouté, chacun brûlait de se distinguer. « Je n'ai que deux ennemis, disait-il souvent, Satan et Abd-el-Kader. » Aussi, quand il surprit avec ses Douars, au milieu de fourrés jugés impénétrables, les approvisionnements de l'armée arabe, il monta sur la montagne, et, semblable au prophète des temps bibliques, chargea les vents de porter ces paroles à son ennemi :

« El Hadj Abd-el-Kader, la terre du Moghreb n'est pas

écrite au nom d'un marabout comme toi. La conquête l'a arrachée à ceux que j'ai servis pendant trente ans ; elle est maintenant le bien de ceux dont le bras a su la prendre et elle ne te reviendra pas, à toi qui ne l'avais que volée. De mon sang et de mes forces, j'aiderai les Français. Soldat, je ne veux obéir qu'à des soldats, et je les conduirai aux portes du Sahara, pour faire justice de ton ambition. »

L'émir, après avoir bien contemplé la tête de son redoutable adversaire, voulut que sa mère se rassasiât également de ce spectacle hideux ; celle-ci refusa. « De pareils trophées, répondit-elle à son fils, doivent être confiés à la terre, et non promenés de tribu en tribu comme les restes d'un homme vulgaire. »

Le tronçon du corps, racheté aux Flittas, fut rapporté à Oran, où les troupes françaises rendirent au guerrier arabe les honneurs dus à un général.

Un rapsode indigène composa une complainte sur la mort de Mustapha-ben-Ismaïl. Nous en détachons quelques versets :

« O malheur ! le fils de Mustapha se jette éperdu au milieu du goum, il parcourt les rangs des cavaliers et ne voit plus Mustapha, Mustapha le protecteur des malheureux.

» L'homme héroïque, celui dont l'ascendant maintenait la paix dans les tribus, a quitté pour toujours la terre, et nous ne le verrons plus.

» Qu'il était beau dans l'ivresse du triomphe, lorsque, sur le noir coursier du Soudan, à la selle étincelante de dorures, il apparaissait comme le génie de la guerre ou le dragon des combats !

.....

» Dieu est témoin que Mustapha-ben-Ismaïl fut fidèle à sa parole jusqu'à la mort, et qu'il ne cessa jamais d'être le modèle des cavaliers. »

L'auteur des *Annales algériennes* porte sur notre héros le jugement suivant : « Telle fut la fin de cet homme, qu'une

basse jalousie contre Abd-el-Kader avait jeté dans nos rangs. Il était d'une bravoure éclatante, mais d'un caractère dur et rapace. Il passa les dernières années de sa vie dans les regrets du passé, cherchant du reste à s'assurer par tous les expédients de l'avarice et de la cupidité un avenir qui lui échappait. »

Ce jugement est profondément injuste. Le maréchal Bugeaud, dans un ordre du jour à l'armée, a rendu en termes émus un magnifique hommage à la mémoire du guerrier arabe qui ne varia jamais dans la foi qu'il avait jurée à la France, et qui, à l'âge de quatre-vingts ans, mettait encore la plus bouillante ardeur à la servir.

Après la prise de la smala et le combat de Djedda qui en fut la conséquence, il ne restait plus à Abd-el-Kader que deux de ses bataillons de réguliers commandés par Ben-Allal (1), le meilleur de ses khalifa ou lieutenants. A la fin de 1843, celui-ci faisait face à nos troupes rassemblées à Sidi-bel-Abbès, sous les ordres du colonel Tempoure. Le khalifa reçut de l'émir l'ordre de conduire au Maroc ses réguliers avec quelques Hachems, fidèles à sa fortune. Il se mit en mouvement ; mais aussitôt le colonel Tempoure se lança à sa poursuite. Ce dernier fit trois jours de marche forcée ; mais désespérant d'atteindre l'ennemi avec le trop lourd convoi qu'il traînait à la suite de sa petite colonne, il le laisse aux puits de Gor avec un bataillon d'infanterie, et part avec huit cents fantassins sans sacs, cinq cents cavaliers en selle nue, et trois petites pièces de montagne. Il suit pas à pas les traces de Ben-Allal par un temps épouvantable qui retarde sa marche, mais heureusement aussi celle des Arabes. Le 11 novembre, après d'horribles souffrances, nos soldats atteignent enfin l'Oued-Kacheba sur lequel le khalifa, ignorant notre présence dans ce pays, avait établi son bivouac. Cavaliers et fantassins français

(1) Le vrai nom de Ben-Allal était Ben-Hamdân-ben-Si-Embareck. Il appartenait à une famille de marabouts de Coléa (en arabe la sainte).

étaient exténués ; mais à la vue de l'ennemi, ils oublient toutes leurs épreuves. Leur courage et leur persévérance vont enfin recevoir leur récompense.

Ben-Allal, qui ne peut plus reculer, prépare sa défense et établit son infanterie sur une crête boisée et rocheuse, et, drapeaux déployés, attend l'attaque. La charge de nos cavaliers est irrésistible ; en un clin d'œil ils abattent les carrés des réguliers, malgré leur feu à bout portant. Notre infanterie arrive au pas de course. Ce que le sabre a pu laisser debout, la baïonnette le renverse ; le carnage devient horrible, car les soldats de l'émir se défendent avec une rage désespérée et n'acceptent pas de quartier. Le khalifa veut sauver ses drapeaux ; mais il est obligé de s'enfuir avec les quelques hommes qui lui restent.

Déjà il a gagné la pente rocheuse de la montagne ; mais un capitaine du 2^e spahis, M. de Cassaignolles, l'aperçoit ; plus de doute pour lui, ce cavalier richement habillé doit être un chef d'importance ; il s'acharne à sa poursuite avec un sous-officier de spahis et deux brigadiers de chasseurs. Tout à coup Ben-Allal se retourne et fait face à ces quatre ennemis. D'un coup de fusil il casse la tête du brigadier Labossey ; le capitaine de Cassaignolles arrive sur lui le sabre au poing, mais un coup de pistolet abat son cheval : enfin un autre de ses coups blesse grièvement le sous-officier Sicot du 2^e spahis, qui venait de lui porter un coup de sabre amorti par son turban.

Il ne reste plus à Ben-Allal qu'un adversaire, le brigadier Gérard. Celui-ci, accueilli par un terrible moulinet que l'intrépide khalifa trace autour de sa tête avec son fusil déchargé, le frappe avec son sabre, puis le renverse d'un coup de pistolet en pleine poitrine.

« Il est à moi, s'écrie le brigadier en sautant à bas de son cheval et en mettant le genou sur la poitrine de Ben-Allal à terre et expirant.

— Regardez s'il est borgne, dit le capitaine Cassaignolles encore engagé sous son cheval.

— Oui.

— Alors, mon brave, réjouissez-vous ! Vous voilà chevalier de la Légion d'honneur, car vous avez tué le fameux Ben-Allal ben Si-Embarek. »

Des huit cents fantassins et cent cinquante cavaliers arabes, quatre cents furent tués, trois cent soixante prisonniers. Nos braves soldats prirent en outre trois drapeaux.

La situation (1) d'Abd-el-Kader parut alors tellement désespérée que le général Bugeaud pouvait dire avec une apparence de vérité :

« Après la campagne du printemps, j'aurais pu proclamer que l'Algérie était domptée et soumise ; j'ai préféré rester au-dessous de la vérité. Mais aujourd'hui, après le combat du 11 novembre qui a détruit les restes de l'infanterie de l'émir et fait tomber son premier lieutenant, je vous dis hardiment que la guerre sérieuse est finie. Abd-el-Kader pourra bien encore, avec la poignée de cavaliers qui lui restent, exécuter quelques coups de main sur les Arabes soumis de la frontière, mais il ne peut rien tenter d'important. »

L'émir était en effet réduit aux abois, mais il était encore assez fort pour exécuter des razzias sur les tribus qui s'étaient soumises à nous et nous faire une guerre de partisans.

Les quelques prisonniers français qu'il avait entre les mains furent dirigés sur le Maroc ; il se posait ainsi aux yeux des populations de ce pays en allié avoué de leur souverain et l'engageait en quelque sorte malgré lui.

II

Les cavaliers qui avaient anéanti au combat de l'Oued-Hacheba les deux derniers bataillons réguliers d'Abd-el-

(1) Fin de l'année 1843.

Kader étaient commandés par le colonel Tartas ; magnifique cavalier, aussi spirituel que brave, véritable héros d'Homère, cet officier ne chargeait jamais assez à son goût et se plaignait parfois de sa « grandeur qui l'attachait au rivage ». Lorsque pendant une marche des groupes d'Arabes suivaient sa colonne à distance en observant ses mouvements, il les caressait d'un œil d'envie ; c'était le sabreur, le simple cavalier, dont le courage s'éveillait. Puis il détournait la tête par prudence pour ne pas céder à la tentation. A la fin, le bouillant Tartas n'y tenant plus, piquait des deux, volait au devant de l'ennemi et ne s'arrêtait qu'à portée de la voix, c'est-à-dire un peu moins que la portée du fusil.

« Ah ! gredins ! Ah ! pendants, criait-il, croyez-vous qu'on a peur par ici ? C'est moi, Tartas ! Arrivez donc un peu quatre ou cinq seulement, me dire deux mots. »

Bien entendu les Arabes répondaient par un feu roulant sur le provocateur ; puis quelques-uns d'entre eux se détachaient venant sur lui, le colonel reculait lentement, et tout à coup faisait volte-face en tirant sa longue latte. Des chasseurs d'Afrique accouraient au galop et il y avait alors un de ces échanges de coups de sabre qui réjouissait tant le téméraire et brave officier.

Le soldat, admirateur de toutes les bravoures, a un faible pour ces preux qui lui rappellent les paladins du temps passé, grands pourfendeurs de cimiers et marteleurs d'armures. Tartas était adoré de son régiment ; à la bataille, personne ne l'eût abandonné, et à la charge, personne n'eût hésité à le suivre. Au combat de l'Oued-Kacheba dont nous venons de faire le récit, le colonel était suivi de près par l'un de ses capitaines, M. de Caulaincourt. Au moment où nos escadrons tombèrent comme une avalanche sur les bataillons arabes, Tartas et le capitaine furent séparés ; les chasseurs d'Afrique avaient presque tous suivi leur colonel. M. de Caulaincourt se trouva isolé ; assailli par un gros de cavaliers rouges, il ne perdit



MARÉCHAL BUGEAUD



rien de son sang-froid, tua l'un de ceux-ci d'un coup de sabre et réussit à se faire jour, frappé au-dessus de l'œil par un coup de pistolet tiré à bout portant. Son cheval le ramena tout sanglant au milieu des siens.

Le capitaine de Caulaincourt fut reçu dans les bras d'un chasseur qui l'emporta sur son dos à l'ambulance, en traversant un étroit espace jonché de cadavres, tous affreusement mutilés par le sabre de nos cavaliers.

Hâtons-nous de le dire, le capitaine de Caulaincourt se tira la vie sauve d'une horrible blessure, grâce à son indomptable fermeté.

Tartas fut le d'Artagnan des chasseurs d'Afrique. Gascon comme le mousquetaire d'autrefois, il en avait les saillies spirituelles et la bravoure et était adoré des officiers et des soldats. Jadis il avait été capitaine instructeur à Saumur et prétendait, surtout devant ses élèves, n'avoir été désarçonné qu'un jour de pluie, ce qui ne pouvait être de sa faute.

Dans un des combats que livra, en 1841, la colonne Changarnier, les chasseurs d'Afrique du colonel Tartas chargèrent et eurent beaucoup de blessés ; un d'eux, nommé Cayeux, se sentant mourir, fit appeler son capitaine et le chargea d'un dernier souvenir pour sa mère. « Remerciez aussi, ajouta le pauvre garçon, le colonel Tartas ; c'est un brave homme qui a toujours aimé ses chasseurs. Dites-lui qu'en mourant un de ses soldats le remercie. »

Touchante et noble parole qui honore à la fois et le chef et le soldat !

Le 2^e chasseurs d'Afrique eut aussi pour colonel M. Oudinot (tué avant le combat de la Macta, dans la funeste expédition du général Trézel) et parmi plusieurs autres, le général Korte, le maréchal Randon et le général Cousin-Montauban.

Le colonel Korte, avec deux cent cinquante de ses chasseurs, chargea deux ou trois mille ennemis qui protégeaient la fuite des tribus du haut Chélif devant la colonne

Changarnier. On se battit avec désespoir, car les Arabes défendaient leurs familles et leurs richesses ; le combat devint une horrible confusion, on luttait corps à corps, on s'assommait à coups de crosse de fusil et de pistolet. Grâce à l'exemple de Korte, la valeur française triompha de la rage désespérée des Arabes, et la colonne française vit revenir les deux cent cinquante chasseurs, le sabre rouge de sang jusqu'à la garde et ramenant trois mille prisonniers et une razzia immense.

Et le colonel Noël, du 3^e régiment ? Certain jour le général Négrier, rentrant d'une expédition sur Tébessa, lui signale un parti de quatre cents Arabes nous barrant le chemin au gué de l'Oued-Chabro. Aussitôt, accompagné seulement de trois pelotons de vingt-cinq chasseurs, soixante-quinze cavaliers, Noël se jette au milieu des ennemis dont il tue six de sa propre main. L'infanterie de la colonne, l'arme au pied, assistait à ce combat homérique ; au retour de nos cavaliers il y eut des applaudissements frénétiques dont le général Négrier donna lui-même le signal.

Dans une expédition dirigée contre les Flittas par le général Gentil, cinquante chasseurs d'Afrique, commandés par le capitaine Daumas, frère cadet du général, furent subitement assaillis par quinze cents ennemis. Le capitaine Daumas se hâta de gagner le marabout de Sidi-Rached, situé sur un petit mamelon, et là il prescrivit de mettre pied à terre et de combattre en fantassins. Les braves chasseurs résolurent de vendre chèrement leur vie. Le capitaine Favas, du même régiment, entendit le bruit de la fusillade ; au lieu de se retirer sur la colonne française, comme il le pouvait, il accourut se mettre sous les ordres du capitaine Daumas, voulant partager le sort de l'escadron compromis. Il ne parvint au marabout de Sidi-Rached qu'après avoir exécuté une charge furieuse. Les deux intrépides capitaines furent blessés, ainsi que quatre des officiers sur les sept qu'ils avaient sous leurs ordres.

Vingt-deux hommes furent tués et trente et un mis hors de combat.

Les nôtres furent enfin dégagés par un bataillon du 32^e de ligne.

Un peloton du 4^e chasseurs, commandé par M. Paulze d'Ivoy, reçoit du colonel Berthier l'ordre de faire une charge afin d'appuyer une compagnie de tirailleurs indigènes. Pendant l'action, un chasseur, nommé Gefînes, relève le fourrier Parizot sous une grêle de balles, et, après l'avoir mis en sûreté, vient dégager un de ses camarades, renversé sous son cheval ; il s'élance ensuite sur un cavalier indigène qui agitait fièrement un drapeau, le tue, soutient une lutte acharnée contre six Arabes qui voulaient lui reprendre le drapeau et tombe enfin criblé de blessures, mais serrant sur son cœur le trophée de sa vaillance.

Les officiers du régiment ont conservé ce drapeau, qu'on voit à leur cercle entre deux tambours pris à l'Oued-Kacheba.

Plus tard, le colonel Berthier fut mortellement blessé dans un combat contre les Flittas. Les chasseurs se précipitèrent sur son cadavre, voulant l'emporter, mais l'ennemi se rua sur eux et une lutte terrible s'engagea. Le brigadier Vincent parvint à hisser sur son cheval le corps du colonel, se dégagea à force coups de sabre, et rapporta au camp la précieuse dépouille.

Un bataillon du 2^e léger se trouva dans une position tellement critique sur le bord de la mer, en Kabylie, que le commandant dut coûte que coûte informer la place d'Alger de la situation désastreuse de sa troupe. Comme il avait à sa disposition un peloton du 1^{er} chasseurs d'Afrique, il demanda un homme de bonne volonté pour porter sa dépêche. L'entreprise était des plus périlleuses, car il s'agissait de traverser les rangs nombreux et serrés de l'ennemi. « Ma personne n'est rien, dit un brigadier qui s'approcha ; mais il me faut un cheval meilleur que le mien. » Un lieutenant

s'empressa de lui donner sa monture. Prenant ensuite le burnous et le fusil d'un régulier tué aux abords du camp, il se mit à galoper à droite et à gauche, tirant sur les Français des cartouches dont il avait ôté la balle, et se rapprocha ainsi des Arabes qui le prirent pour un des leurs. En manœuvrant ainsi, il avait déjà franchi les principaux groupes, quand malheureusement une bouffée de vent souleva le burnous dont il était affublé et découvrit son uniforme.

Un cri de rage s'éleva et une nuée d'ennemis se mit à la poursuite de l'intrépide brigadier qui lança aussitôt son cheval à fond de train dans la direction d'Alger et ne put être atteint. Le cheval se maintint à l'allure du grand galop, depuis le Boudouaou jusqu'à Alger; mais en arrivant devant le palais du gouverneur, il s'abattit et tomba raide mort. Quelques heures après on vint au secours du 2^e léger qui se trouvait à bout de force et qui fut dégagé.

Pendant une campagne d'hiver que le maréchal Bugeaud dut entreprendre pour soutenir le colonel Saint-Arnaud, engagé contre les contingents de Bou-Maza, au nord d'Orléansville, les chasseurs furent un jour très durement éprouvés, et il y eut beaucoup de blessés. Un de ceux-ci, nommé Barthélemy, avait reçu jusqu'à cinq coups de feu. L'histoire de ce brave soldat est extraordinaire. Dans une charge avec son escadron, une balle le jeta à bas de son cheval; tout l'escadron le foula aux pieds et il resta abandonné sur le terrain du combat. Des Arabes qui tiraillaient contre nos cavaliers, s'approchèrent de lui, et voyant qu'il n'était que blessé, lui envoyèrent deux coups de feu; il ne fut pas tué sur le coup, mais se prit à faire le mort. Malgré cette ruse, un régulier lui appliqua un fusil contre la tempe. « Fini, murmura Barthélemy. »

Miracle! Par suite de l'écart du cheval de l'Arabe, la balle n'avait fait que l'effleurer.

Le mouvement du combat ayant ramené les Français à la place où gisait Barthélemy, il fut relevé, mis sur un caco-

let qui le conduisit au camp. Le soir, dans son langage de troupier, il disait au chirurgien qui le pansait :

« C'est égal, major, je leur ai tiré une fâmeuse carotte ! »

Comme ils étaient magnifiques et admirables ces régiments de chasseurs d'Afrique, alors que l'armée française n'était composée que de vieux soldats ! Figures de bronze aux longues moustaches, grands cavaliers fièrement campés sur leurs petits chevaux trapus, le pinceau d'Horace Vernet, avec une incomparable vigueur, a immortalisé leurs traits dans le célèbre tableau de la Sinala. Les plus braves d'entre les Arabes hésitaient à attendre la charge de cette cavalerie superbe que tous redoutaient au suprême degré. Sassours ! Sassours ! criaient-ils du plus loin qu'ils voyaient s'ébranler les escadrons, et le plus souvent ils reculaient.

Quant à la trompette Escoffier fut conduit devant Abd-el-Kader. Celui-ci, par hasard de bonne humeur, lui dit :

« Souffle-moi un air sur ton instrument. » Et Escoffier se mit à sonner la charge.

« Qu'est cela ? demanda l'émir.

— Cela, dit le vaillant trompette, c'est une sonnerie qui fait tourner bride à tes meilleurs cavaliers ; c'est l'air que je sonne aux chasseurs d'Afrique au moment de la charge. »

« Si on me laisse faire, je coupe la tête à cet insolent ! » dit Mustapha-ben-Thami, beau-frère de l'émir.

— Calme-toi, dit Abd-el-Kader pensif ; ce que dit cet homme, nous l'avons vu et éprouvé. »

Il en était des chasseurs (1) comme des zouaves et des

(1) Le régiment de chasseurs algériens débarqué avec le général de Bourmont devint le régiment de chasseurs d'Afrique. Ce régiment prit le numéro 1, un 2^e régiment, dès 1831, sous le gouvernement du général de Rovigo, ayant été formé à Oran. Plus tard, en 1835, on forma un 3^e régiment à Bône, et un 4^e régiment à Mostaganem. En ce moment, chaque province d'Algérie a son régiment de chasseurs d'Afrique et le 4^e

spahis, ils se recrutaient de soldats ayant le goût des aventures et l'amour du métier militaire. On rencontrait dans leurs régiments nombre de sous-officiers, d'anciens brigadiers, qui avaient rendu leurs galons pour venir faire le coup de sabre. Ils ne recevaient parmi eux que des hommes exercés et tous volontaires.

III

Nous avons démontré ailleurs la nécessité où nous fûmes de former des établissements permanents sur une ligne parallèle à la côte, tracée dans l'intérieur du pays. Il est en Algérie, depuis des siècles, un axiôme politique : *Les maîtres du Tell sont aussi les maîtres du Sahara*. Cela s'explique par l'impossibilité où sont les tribus sahariennes de tirer leurs grains d'ailleurs que du Tell. Sous les Turcs, cette nécessité seule leur faisait payer l'impôt, et la quittance du receveur était la seule clef qui pût leur ouvrir le pays des céréales.

L'invasion arabe, cette invasion qui a été le signal de la décadence du littoral sud de la Méditerranée, n'a jamais été autre chose que la conquête du Tell par le Sahara, de l'habitant agricole par le nomade, de la race sinon aryenne, du moins berbère, par le sémite pasteur, musulman, immuable, resté aujourd'hui ce qu'il était il y a des milliers d'années.

De tout temps, aujourd'hui comme autrefois, cette inva-

e ces régiments est en Tunisie. — Les chasseurs algériens débarqués en Algérie en 1830 avaient la lance comme armement, à l'exception des sous-officiers, brigadiers et trompettes ; les premiers chasseurs d'Afrique, dans la proportion de un sur deux, reçurent la lance, mais on la leur retira après expérience faite de l'impossibilité de joindre les Arabes, que la vue seule de cette arme mettait en déroute, et de la nécessité de conformer à peu près notre armement au leur.

sion a été imminente. Sous la domination de Carthage comme sous celle de Rome et de Constantinople, le Saharien a toujours livré assaut continu, éternel, aux régions telliennes. A l'époque des guerres puniques, nous voyons les Romains s'en faire un auxiliaire. César le lance contre Caton et Pompée ; plus tard encore Bélisaire le jette sur les Vandales, Okba sur les armées grecques. En un mot, le saharien est toujours l'ennemi, rêvant du Tell et de ses beaux pâturages, mettant à l'heure des troubles et des insurrections son rêve à exécution.

Si ce nomade était le maître absolu du Tell, il en ferait vite un désert. Qu'est l'agriculture pour lui ? Une cause de ruine, car ses troupeaux ont besoin d'aller partout et ne peuvent rien ménager. Le droit de propriété est donc incompatible avec sa vie pastorale, car qui a un champ propre s'y attache et le défend.

Heureusement, chaque année le nomade laisse quelque répit au laboureur tellien. En hiver, il est forcé de gagner le sud, d'abord parce que ni lui ni ses troupeaux ne pourraient supporter les froids du Tell, ensuite parce que les pâturages sont épuisés. Il s'enfonce dans le Sah'ra dès octobre et ne reparaît qu'en avril. Ces migrations sont aussi fatales, aussi forcées, que celles des oiseaux voyageurs, et grâce à elles nous tenons en respect les tribus sahariennes : nous avons mille peines à concevoir les motifs qui ont poussé l'autorité militaire en Algérie à occuper des postes inutiles au milieu du désert tels que Tuggurth, Ouargla, Aïn-Sefra. Le Saharien qu'on forcerait à rester l'hiver dans le Tell périrait de froid ; si on le contraignait à rester l'été dans le Sah'ra, il mourrait de chaleur, et aussi de faim et de soif, car sources et pâturages sont littéralement desséchés par les premiers soleils d'avril et de mai.

Aussi le nomade lutte pour le Tell comme l'homme lutte pour l'existence. De force ou de gré, il a toujours fallu l'y admettre. Quand il s'est senti assez fort pour le prendre, il l'a conquis et gardé, pour être plus sûr d'y être admis.

Militairement, l'élément nomade n'est pas bien redoutable. Jamais il n'a opposé de résistance bien sérieuse à nos colonnes, en dehors de quelques oasis qu'il avait organisées défensivement, telles que Zaatcha et Laghouat.

Le nomade ne lit pas ou lit peu, mais il est parfaitement au courant de la politique européenne. Les confréries religieuses, certains indigènes commerçants des grandes villes affiliés aux Khouans ou aux S'noussi, renseignent les tribus sahariennes sur les événements. Ainsi en 1882, les nomades tunisiens espéraient du secours de l'Italie et de la Turquie qu'ils savaient hostiles à la France et Bou-Amema comptait sur les difficultés que l'Espagne et l'Angleterre cherchaient à nous susciter au Maroc.

Le Saharien est le prototype de l'Arabe en Algérie; il n'en diffère que par la pureté de la race; il a su aussi garder avec peu d'altération les mœurs de ses pères. Dans l'immensité du désert, les tribus arabes, fortement fractionnées, isolées, sentant à peine un gouvernement, ont régularisé le brigandage. Autrefois le fait presque quotidien de la vie arabe était la *razzia*, procédé violent pour s'emparer des richesses de l'ennemi, c'est-à-dire du voisin; aujourd'hui que les Français se sont établis en plein Sah'ra, elle a fait place au vol (*khriana*) et le guerrier est devenu maraudeur ou voleur de profession. Le vol n'est une honte que lorsqu'il a été commis dans la tribu même ou dans une tribu amie; les Arabes disent communément du voleur de profession : « Un tel est brave et vaillant; *il vole chez les ennemis.* »

Si désolé qu'il soit, le Saharien aime son pays. « Les habitants des maisons, écrivait Abd-el-Kader au général Damas, sont partout forcés de reconnaître un maître, tandis que les Sahariens, toujours prêts au combat comme à la fuite, ne reconnaissent d'autre maître que Dieu. »

Et Abd-el-Kader, qui était pourtant un Tellien, c'est-à-dire un Arabe dégénéré selon l'opinion des gens du désert, s'écriait :

« Si tu t'étais éveillé au milieu du Sah'ra, si tes pieds avaient foulé ce tapis de sable parsemé de fleurs semblables à des perles, tu aurais admiré nos plantes, l'étrange variété de leurs teintes, leur grâce, leur parfum délicieux; tu aurais respiré ce souffle embaumé qui double la vie, car il n'a pas passé sur l'impureté des villes.

» Si, sortant d'une nuit splendide rafraîchie par une abondante rosée, tu avais étendu tes regards autour de toi, tu aurais vu au loin et de toutes parts des troupes d'animaux sauvages broutant les broussailles parfumées. A cette heure, ton chagrin eût fui devant toi; une joie abondante eût rempli ton âme.

» Le véritable bonheur est dans la vie nomade. »

Il y a plus que de l'optimisme dans ce tableau et c'est le cas de répéter que l'Arabe n'est pas difficile; le fatalisme lui inspire la résignation dans toutes les circonstances de la vie. Un indigène, moins poétique qu'Abd-el-Kader, appréciant la vie du désert sous son jour plus véritable, disait amèrement :

« Le pauvre nomade, campé dans une plaine immense où il n'entend que le cri du chacal et la voix de l'ange de la mort, a pour seul abri une tente formée de quelques pièces d'étoffe étendues faute de bois avec des os de chameau.

» La nourriture de chaque jour est la chair du mouton, et s'il veut faire un repas un peu recherché, il lui faut chasser l'autruche et la gazelle.

» L'odeur du goudron qui lui sert à guérir ses chameaux de la gale est son seul parfum. »

En dehors du cheval, le mouton et le chameau sont en effet les seuls animaux domestiques du Saharien.

Le mouton (*kebch*) supporte la soif; en été il boit tous les deux jours seulement, et tous les quatre en hiver. Le désert est la vraie patrie de la race ovine qui y trouve des arbustes salés et quantité de plantes odoriférantes et nutritives. Certaines grandes tribus du Sah'ra possèdent jusqu'à

trois cent mille moutons, divisés, pour la surveillance, en troupeaux d'environ quatre cents têtes (*ghelem*). Le paresseux arabe a coutume de dire :

« Le maître du mouton n'a pas besoin de travailler, et il ne manque jamais de rien : ainsi Dieu l'a voulu. »

Pourtant le nomade commence, depuis l'extension considérable du commerce des laines en Algérie, à donner quelques soins à ses troupeaux, à construire des hangars pour les mettre à l'abri pendant les gros coups de vent en hiver, et à faire quelques approvisionnements de fourrage pour la mauvaise saison.

Le chameau (*ajemmel*), ou plutôt le dromadaire pour parler scientifiquement, est, selon l'expression consacrée, le vaisseau du désert.

« Les moutons, dit le Coran, sont une bénédiction ; mais le Tout-Puissant, en fait d'animaux, n'a rien créé de préférable au chameau. »

Et Mahomet ajoute :

« Ne poursuivez jamais de propos grossiers ni le chameau ni le vent : le chameau est un bonheur pour les hommes, le vent est une émanation de l'âme de Dieu. »

Les dromadaires (1) sont tondus à l'entrée de l'été ; le poil (*ouber*) sert à faire des étoffes de tente, des cordes, des sacs, des couvertures pour les chevaux. On ne doit guère les charger au-delà de deux cent cinquante kilogrammes ; ils font ainsi de neuf à dix lieues par jour, marchant du lever au coucher du soleil, mais à la condition de ne pas être pressés et de pouvoir, en allongeant le cou, grapiller les arbustes à leur portée.

La viande du chameau n'est pas mangeable, excepté pour les Arabes qui ont vraiment une puissance de mastication extraordinaire. Un chameau bien portant n'est jamais abattu ; on se contente de manger la chair de ceux qui ont une jambe cassée ou qui sont à la veille de mourir de maladie.

(1) Les chameaux sont divisés en troupeaux d'environ cent têtes.

Le Saharien attribue des vertus curatives à l'urine et jusqu'aux poux de son dromadaire.

Le chameau était utilisé dès la plus haute antiquité par les Assyriens et Syriens qui l'employaient comme bête de somme ainsi que les Perses ; s'il faut admettre certains récits, les Parthes, pères des Turcomans d'aujourd'hui, s'en servaient pour former une cavalerie d'un genre particulier.

C'est de la Palestine qu'il fut amené dans la Cyrénaïque par l'émigration des Juifs, fuyant Jérusalem à la suite du sac de la ville opéré par les soldats de Titus.

De là il se répandit dans le Sah'ra et le Moghreb (1) ; au temps des rois numides, on ne le connaissait pas dans le nord de l'Afrique.

Le chameau, somme toute, est l'animal du désert par excellence. Différent des autres qui aiment les gras pâturages et les clairs ruisseaux, il préfère les lieux arides, les herbes maigres, calcinées par le soleil, et les flaques d'eau saumâtre. Il ne tient ni à la qualité de l'herbage ni à celle de l'eau ; s'il savait parler, il serait volontiers de l'avis des Arabes qui, ayant à choisir entre une source d'eau bourbeuse, fétide et chaude et une source limpide et fraîche, choisissent généralement la première en disant sottement : cela nourrit.

La légende s'est emparée du dromadaire, comme elle s'est emparée du lion que des romanciers l'ont vivre dans les oasis et en plein désert.

L'histoire de la provision d'eau que le chameau du désert tient en réserve dans une cavité de son estomac pour l'offrir à son seigneur et maître, à la suite d'une autopsie préalable, a pris cours dans le public. D'ailleurs Buffon l'a écrit ; donc plus de doute ! On ne réfléchit pas que l'eau resterait difficilement fraîche, dans l'intérieur du corps d'une bête suant, soufflant, par une température de quarante ou cin-

1) Occident de l'Afrique.

quante degrés. La vérité plus simple est que l'Arabe égaré dans les solitudes immenses du Sah'ra, c'est-à-dire du grand désert, est obligé, quand il est à la veille de mourir de faim et de soi., de tuer son dromadaire et alors il en boit tout simplement le sang.

Quand on a vu le chameau à l'œuvre, quand on a voyagé avec lui, quand on l'a vu de près, on est forcé d'abandonner à son endroit bien des illusions.

On a dit qu'il pouvait rester quinze jours sans boire ; c'est une profonde erreur. Tous les militaires qui ont expédié dans le Sah'ra, ont observé que lorsque les chameaux d'une colonne expéditionnaire ont dû rester seulement quatre jours privés d'eau, ils se trouvent fortement incommodés, et s'abattent à chaque instant, ralentissant la marche et obligeant les conducteurs à les décharger.

La piqûre de certaines mouches bouleverse le chameau, l'étourdit et lui fait perdre la tête ; impossible alors de le maintenir si on ne l'éloigne des lieux fréquentés par ces insectes.

Ses jambes fragiles se brisent comme verre aux moindres chutes qui ont lieu très fréquemment aux environs gluants des chotts.

Cet animal est le type achevé de la laideur, de la difformité, du grotesque. Son grand col dont l'arc est en sens contraire de celui des animaux à encolure gracieuse, ses gros yeux saillants et bêtes, son allure stupidement orgueilleuse, son gros ventre, ses cuisses aplaties, ses jambes minces, son pied se terminant en bourrelet, sa vilaine petite queue, tout est chez lui sans grâce, sans harmonie. Il est de plus d'un caractère maussade. Quand on le force à s'accroupir pour recevoir sa charge, il pousse des cris si rauques et si discordants, écorchant si désagréablement les oreilles, que, dans les expéditions du sud, le moment du réveil est éminemment désagréable et finit par devenir un supplice pour les gens nerveux. Sa petite tête difforme perchée sur un col immense paraît menaçante sans les

yeux, qui présentent un indéfinissable caractère d'orgueil et de bêtise.

On a beaucoup parlé de sa docilité ; elle est réelle, mais avec cette restriction qu'il est très sujet aux paniques. Peu d'officiers français n'ont pas éprouvé le déplaisir de voir le chameau porteur de leurs effets, pris d'une terreur folle, pour un bidon tombé à terre ou pour tout autre bruit insolite, s'enfuir dans le lointain en semant dans les touffes d'alfa les cantines, le lit et la tente ? En débarquant à Sidi-Ferruch, l'administration avait acheté quelques-uns de ces animaux à un prix très bas ; les Arabes avaient la certitude de les voir revenir. Un officier supérieur, qui avait lu Buffon, en choisit deux pour le transport de ses bagages. Les chameaux, habitués à leurs conducteurs, ne voulaient pas avancer. Puis ayant entendu les mugissements de leurs camarades que le rusé vendeur avait eu soin de mener sur le passage du convoi, ils partirent au galop, à la grande stupéfaction du général *roumi*.

A chaque insurrection algérienne, des tacticiens en chambre recommandent la formation d'escadrons montés sur des chameaux, sans savoir que pour l'Arabe le « vaisseau du désert » est une bête de somme qu'il ne monte que par hasard. En 1849, le colonel Carbuccia avait entrepris sans succès un essai de ce genre dans la province de Constantine. Le commandant Pein, depuis colonel, se trouvant dans le Mahaguen, au pays des Ouled-Naïl, en 1852, avec une petite colonne, ordonna de trier dans le convoi cent des meilleurs chameaux, et les fit monter par cinquante tirailleurs algériens et cinquante hommes du bataillon d'Afrique, ce qui donna lieu à une représentation du plus haut comique. On fut obligé d'affubler chaque soldat d'un burnous blanc, car le dromadaire ne se laisse approcher que par son conducteur indigène ; il fallut encore voiler l'œil de l'animal pendant que chaque homme se juchait sur sa peu gracieuse monture. Dès les premiers pas, ne reconnaissant pas la main de leurs cavaliers habituels, les chameaux hésitèrent

et l'un d'eux s'étant lancé éperdument dans la plaine, les autres, pris de panique, suivirent, et au bout de quelques minutes zéphyr et turcos, lamentablement excoyés, gisaient avec leurs armes dans toutes les touffes d'alfa.

Le chien vulgaire (*kelb*) est un pauvre animal disgracié, rebuté, quelle que soit d'ailleurs l'utilité de son emploi de gardien du douar et du troupeau. Le *kelb* est un peu plus petit que notre chien de berger ; son poil est long et épais, ordinairement jaune sale ou rougeâtre ; sa queue, très fournie, forme panache et son museau est pointu comme celui du renard. Cette pauvre bête n'est pas nourrie et vit au hasard de détritux innommés.

Ce défaut de soins ne le rend pas aimable, aussi est-il insociable et sauvage. Le soir, après s'être perché sur la tente, il donne de la voix avec une persistance désolante. Les indigènes sont tellement habitués à cette musique infernale, que toute la tente est en éveil, quand par le plus grand des hasards les chiens cessent d'aboyer ; alors un Arabe sort la trique à la main, leur distribue libéralement quelques coups, et quand les animaux sont bien en voix, tout le monde se rendort.

En Algérie, outre ce chien méprisé de tous, on voit encore, mais seulement dans le Sah'ra, le lévrier (*slougui*). La condition de ce dernier est bien différente de celle du pauvre martyr dont nous venons d'esquisser le portrait. Les habitudes des nomades du Sah'ra sont aristocratiques, et leurs chefs, véritables grands seigneurs féodaux, considèrent le *slougui* comme le compagnon de leurs plaisirs. Les Sahariens d'une situation moindre ont des *slougis* qui alors jouent le rôle de pourvoyeurs les aidant à vivre par les produits de la chasse. Estimé, considéré, choyé, bien couché, bien nourri, le lévrier-*slougui* est l'objet d'une tendresse constante et de soins empressés. Les Français scandalisent les Arabes en se laissant lécher la main par leurs chiens ; cette familiarité, disent-ils, blesse la dignité de l'homme et le *kelb*, ou chien vulgaire, qui se laisserait

aller à lécher son maître serait assommé sur place. Mais le lévrier slougui jouit de ce privilège ; on lui abandonne volontiers la main.

Les slag (pluriel de slougui) portent généralement des *herouz* (1) (de harez, garantir du mal) ou amulettes en témoignage de tendresse. Ils partagent avec les plus beaux chevaux la faveur de ces préservatifs contre les maladies ou les accidents. Les herouz sont de simples sachets contenant un verset du Coran, verset s'appliquant ou ne s'appliquant pas à la maladie ou à l'accident dont on veut garantir l'animal qui le porte. Parfois le heurz est fait avec de la terre recueillie sur le tombeau d'un marabout vénéré ; alors c'est l'homme qui le porte au bras dans une petite boîte en métal quelconque. Les slag ou les chevaux portent les herouz dans un sachet suspendu au cou.

Il n'est sorte de soins qu'on ne donne aux lévriers ; jeunes, on leur distribue du lait, on va les visiter. Les amis de leurs maîtres en offrent parfois des prix énormes. A trois ou quatre mois, on commence à les dresser en les excitant contre des rats ou des gerboises ; à six mois on les lance déjà contre les lièvres, les petits de la gazelle ; à un an, ils s'attaquent aux gazelles mères.

Quand un lévrier a pris une de celles-ci on lui donne la chair qui entoure les reins ; il délaisserait les intestins, bien qu'ils sentent le musc, le parfum préféré de l'Arabe.

Le lévrier accompagne son maître dans ses visites où il est traité comme un hôte. D'une propreté remarquable, il creuse un trou pour déposer ses excréments et a grand soin de les recouvrir. Quand il meurt, hommes, femmes et enfants le pleurent comme un membre de la famille.

Il est apprécié à tel point qu'on l'échange contre un cheval de prix.

Bien avant les Anglais, les Sahariens ont inventé les paris aux courses ; seulement les chevaux sont remplacés

(1) Au singulier heurz.

par des slag, et les bookmakers sont des bergers tenant en laisse des moutons servant d'enjeux.

Les *djouads* ou nobles, chefs des grandes tribus du désert ou des Hauts-Plateaux, chassent aussi au faucon (1), ni plus ni moins que nos grands seigneurs du moyen-âge.

Pour dresser l'oiseau, l'indigène l'attache à une perche sous la tente, l'encapuchonne, et parle devant lui pour l'habituer à la voix de l'homme. Quand il veut le faire manger, il le décapuchonne et lui présente de la viande fraîche. Au bout de quelque temps de ce régime, on suspend un petit lièvre au bout d'une corde, et on place le faucon à l'autre extrémité. Le lièvre prend chasse, le faucon décapuchonné le voit, fond sur lui, et le tue d'un coup de patte. Le maître accourt, éventre le lièvre et lui en donne une partie. Après deux ou trois exercices de cette sorte, l'oiseau est dressé.

Le faucon chasse le lièvre, la gazelle et l'outarde. Pour chaque gibier, il y a une espèce différente de faucons. L'Arabe chasse à cheval, son oiseau au poing, la main gantée avec des gants sans doigts ; les élégants et les riches ont des gants de peau de léopard. De même que le slougui, le faucon est troqué contre un cheval, même un chameau de prix.

Les capuchons (*kembids*) des faucons sont généralement enrichis de broderies et de plumes d'autruche, retenues par des petites chaînettes d'argent. Le comble de l'élégance pour un djouad (noble guerrier) est d'avoir sur son burnous les traces de la fiente de son faucon.

Les fauconniers ont des chants pour leurs oiseaux de race. En voici un :

« Qui donne la joie aux filles de ma tribu ? Qui rougit la figure de mes frères ? Qui fait paraître les vertus de mes chevaux ? Qui des maux de ce monde donne l'oubli ?

» C'est mon oiseau, l'oiseau du désert, le généreux !

(1) Faucon en arabe signifie *thair-el-heurr* ou *thir-el-horr*, l'oiseau noble, ou simplement *el thir*, l'oiseau.

Présent de Dieu le tort ; le très-haut ! Je te louerai, ô mon fils, sans cesse ni répit ; un jour avec toi est un de ceux du Paradis, si je ne suis en rêve ! »

C'est un étrange spectacle que celui d'une chasse de ce genre. Les fauconniers, leur oiseau au poing, prêts à le déchaperonner, bondissent à cheval dans les touffes d'alfa. « Il n'y a donc plus de lièvres ! crient-ils. Par Sidi-Aïssa, le saint de Dieu, je n'ai jamais vu un pays aussi vide. Où se cachent-ils ? Haou ! haou ! Brr ! brr ! Hé ! ô fils du péché, levez-vous ! Votre jour est arrivé ! Vous finirez entre les sabots de nos chevaux et les serres de nos oiseaux. »

Un lièvre part, le faucon s'élève dans le ciel avec la rapidité d'une flèche, puis, excité par les ardentes clameurs des maîtres, fond sur le lièvre, lui crève les yeux, et le tue.

La gazelle, gibier de peu de valeur, est chassée avec le lévrier ou le faucon, indifféremment. Les gazelles voyagent par troupeaux (djelibas) de dix, vingt, et même cent. Les pauvres hères, accompagnés quelquefois d'un slougui, chassent la gazelle à pied ; ils ont soin de marcher à l'encontre du vent, car cet animal a l'odorat très développé, et les gazelles sont ordinairement réunies par groupe de cinq ou six. On imite leur cri ; l'une d'elles cherche alors sa compagne égarée, s'approche du buisson qui abrite le chasseur, et tombe sous un coup de fusil. Mais les grands seigneurs seuls peuvent se permettre cette chasse à courre. Les slag sont tenus en laisse, et il faut leur couvrir les yeux quand on approche du troupeau, car le slougui a une force musculaire considérable et renverserait le valet de chiens. A un kilomètre des gazelles, on lance les slags, qui les atteignent après une course de deux ou trois lieues. Les Arabes suivent au petit galop, en criant : « Mon ami ! mon frère ! mon seigneur ! tu les vois, elles sont là ! »

Le lévrier choisit généralement la plus belle bête, et la

tue en lui brisant les vertèbres à la naissance du cou. Quelquefois le slougui se trompe et choisit un animal chétif; son maître arrive alors et lui adresse les plus vifs reproches. L'intelligent animal semble comprendre, baisse la queue, et n'ose réclamer sa part de curée.

Les yeux de la gazelle sont d'une beauté extraordinaire.

Dans le Sah'ra, les Arabes chassent également l'autruche à l'affût, ou bien à cheval.

Ils en aiment passionnément la chair. Pour eux le *ham-moum* (chair de l'autruche coupée en menus morceaux et cuits dans sa propre graisse) est un régal digne des dieux. C'est en effet une préparation extrêmement savoureuse, quand on y ajoute la moelle des tibias et force épices. Cette viande a la plus grande analogie avec celle du bœuf. La graisse de l'autruche est considérée par les indigènes comme un remède souverain contre quantité de maladies externes ou internes.

Un couple produit ordinairement de vingt-cinq à trente œufs; souvent plusieurs couples se réunissent pour pondre en commun. Le plus ancien se met au milieu et les autres se placent tout près en cercle régulier. La femelle couve depuis le matin jusqu'à midi, pendant que le mâle est au pâturage; quand celui-ci rentre vers midi, il couve à son tour et la femelle va chercher sa nourriture. Quand celle-ci rentre à la nuit, elle se place à quelques pas du mâle, couvant le nid jusqu'au matin. Les chacals rôdent d'habitude autour des nids d'autruche; si le mâle peut les atteindre, il leur casse les reins d'un coup de bec. C'est ce dernier qui brise l'œuf lorsqu'il sent que le moment de l'éclosion est arrivé; les petits se nourrissent le premier jour avec le premier œuf pondu, qui est mis en réserve par les parents et qui n'est pas couvé par eux.

L'incubation dure trois mois.

La voracité de l'autruche est proverbiale; un officier en uniforme ne doit pas trop approcher d'une autruche privée.

Celle-ci lui aurait vite arraché tous les boutons de son dolman.

Parfois on lance des slags contre les petites autruches. Le père seul les défend, car la femelle est très peureuse et les abandonne.

On chasse aussi l'autruche à cheval (1).

Des rabatteurs, entièrement nus, s'efforcent de la ramener dans l'intérieur d'un cercle formé par les cavaliers au nombre de huit ou dix. Poursuivie et ne sachant pas ménager son souffle, elle épuise vite ses forces; une fois affaiblie, elle ouvre ses ailes en signe de lassitude. Sa tête chauve est très sensible; c'est là qu'elle est frappée par le chasseur qui la tue d'un grand coup de bâton. Celui-ci descend alors pour la saigner, ayant soin, quand c'est un mâle, de tenir la gorge éloignée du corps, afin que le sang ne tache pas les ailes. Quelquefois elle n'est pas encore morte, et alors la pauvre bête pousse des cris lamentables.

Un feu est immédiatement allumé; la graisse fondue est versée encore liquide dans une sorte d'outre formée avec la peau de la cuisse que l'on attache solidement au pied.

Il ne faut pas confondre le nomade pasteur avec le ksourien sévère et agriculteur. Le ksourien est l'habitant des ksour (au singulier ksar), petites villes ou bourgades bâties dans les oasis. L'Arabe nomade méprise profondément le ksourien; mais la force des choses amène entre eux des rapprochements forcés. Ainsi, le dernier, ne pouvant vivre exclusivement de dattes, achète au premier des grains que celui-ci rapporte de ses migrations annuelles dans le Tell; le nomade achète au ksourien des dattes et le charge, pour une faible rémunération, d'emmagasiner les grains qu'il a rapportés du nord et qu'il lui serait impossible de garder sous sa tente et de transporter dans les migrations de sa vie pastorale.

(1) Les chevaux sont entraînés pour cette chasse plusieurs jours à l'avance.

Avant notre arrivée en Afrique, le commerce des esclaves était considérable dans le Sah'ra algérien. Ceux-ci étaient généralement des nègres que les caravanes se procuraient au Soudan ; les Arabes refusaient ceux qui étaient anthropophages, car, disaient-ils, ils absorbent la santé d'un homme en le regardant ; ils n'achetaient pas également ceux dont les dents étaient en mauvais état, ni les enfants, enfin ni les négresses qui ronflaient en dormant.

Au milieu du Sah'ra algérien, entre Laghouat et Ouargla, se trouve le pays du M'zab, habité par une population différant totalement de mœurs, d'habitudes, de pratiques religieuses, de langage même avec les populations sahariennes. Les M'zabites ou Mozabites ont été longtemps indépendants (1). Leur confédération se compose de sept villes bâties dans les oasis, Ghardaïa, Beni-Isguen, Melika, El-Atheuf et Bou-Noura, plus deux cités en plein désert, El-Guerrara et Berryân. On a d'abord cru que les habitants du M'zab étaient des descendants des Moabites ; c'était pousser la synonymie des noms un peu trop loin. Quelques familles juives et arabes se trouvent parmi eux.

Cette confédération ne voulut jamais payer un tribut aux Turcs, et accueillit avec mépris les menaces d'Abd-el-Kader ; elle se sentait hors d'atteinte dans les affreuses gorges de l'Oued-M'zab, d'où elle a tiré son nom.

Les M'zabites sont musulmans, mais musulmans hérétiques, car ils pratiquent autrement que les orthodoxes et rejettent les quatre premiers califes comme successeurs du Prophète. On les qualifie par le mot *khouaredj* (sortants). Ils ont une grande répugnance pour le vol, contrairement aux Arabes, et leurs lois le punissent fort sévèrement ; très probes, le mensonge leur est en horreur. La femme jouit chez eux d'une toute autre considération que parmi leurs coreligionnaires sur lesquels ils ont une certaine supériorité morale.

(1) Leur pays n'a été annexé par la France qu'en 1882.

On évalue leur population à vingt-cinq mille âmes. Comme ils ne pourraient vivre du produit des palmiers dans leurs pauvres oasis, les M'zabites demandent des ressources au commerce. Non seulement ils trafiquent avec toutes les tribus sahariennes, mais encore ils émigrent et se partagent en Algérie les différentes branches du négoce. Dans toutes les villes, on trouve des corporations du M'zab ; les hommes qui ne commercent pas sont généralement masseurs dans les bains maures. Ils se cotisent entre eux pour tirer un des leurs d'embarras ou pour payer les dettes qu'il aurait laissées en mourant.

Répétons encore qu'il ne faut pas confondre le Sah'ra algérien avec le désert proprement dit. Le Sah'ra algérien n'en est que l'antichambre. L'immense pays (1) qui s'étend entre l'Océan et l'Abyssinie, entre l'Algérie et le Niger, est habité par les *Touaregs*, que les Arabes nomment les voilés, à cause de l'étoffe de soie noire rabattue sur leur visage. « Des gens comme nous, disent-ils, ne doivent pas se montrer. » Ce n'est pas dans cette profession de foi orgueilleuse qu'il faut rechercher la raison d'être du voile noir des Touaregs, mais bien dans les ophthalmies qui les atteindraient si leurs yeux n'étaient pas protégés contre la réverbération des sables. Ils se rasent la figure et les moustaches, et portent les cheveux si longs qu'ils sont forcés de les tresser. Leurs armes sont une longue lance à large fer, des javelots dont la pointe est doublée de crocs recourbés et qu'ils portent attachés sur le devant de la selle de leurs meharis (chameaux de course). Ils ont de plus un poignard et un sabre. Entre leurs mains, le poignard est fort dangereux ; ils le renferment dans une gaine appliquée sous l'avant-bras gauche, où il est attaché par un cordon ; de cette façon le manche, qui vient se fixer au creux de la main, est constamment facile à saisir. Cependant ils préfèrent à tout le sabre ; quelques chefs ont seuls des fusils.

(1) Le vrai désert.

Les balles, disent-ils, trompent trop souvent, et le sabre est la vraie défense, quand le cœur est aussi fort que le bras. C'est à l'arme blanche que les Touaregs ont attaqué l'escorte de la mission Flatters (1).

Ils portent aussi un petit bouclier, mais ils l'estiment peu comme défensive : « C'est autour du bouclier que se groupent tous les malheurs. »

Les Touaregs, a-t-on dit justement, sont les forbans du désert. C'est à l'aide du mehari ou chameau coureur qu'ils accomplissent des coups de main à des distances extraordinaires. Les richesses, d'après un proverbe saharien, sont les meharis, de même que les richesses du Tellien sont les grains, et celles du nomade les moutons. Le mehari est autrement gracieux que le chameau vulgaire ; svelte dans ses formes, il a les oreilles élégantes de la gazelle, une tête assez gracieuse bien attachée au cou, la bosse petite, et des dents qui ne sont pas, comme celles du dromadaire, un objet de dégoût. Il supporte mieux aussi la faim et la soif ; courageux et ne criant jamais à la douleur, il ne dénonce jamais une embuscade à l'ennemi. Aussi sa naissance et son éducation sont-elles entourées des plus grands soins. Les enfants des Touaregs jouent avec le jeune mehari comme les enfants du Saharien avec les poulains ; il fait partie de la famille, et est admis sous la tente. Un mehari restera un jour, deux jours, sans faire un mouvement, à la place où l'aura laissé son maître. Il porte à la narine droite un anneau en fer qui lui tient lieu de mors. On le selle d'une façon spéciale ; la selle (*rahala*) a l'assiette concave, avec un dossier large et haut, échancré de la base au sommet. Le cavalier targui (2) s'assied dans la rahala comme dans une soucoupe, le dos bien appuyé, les jambes croisées sur le cou du mehari.

Quand on le voit lancé au grand trot, on a peine à com-

(1) En 1884.

2) Singulier de Touareg.

prendre comment une créature humaine peut supporter des mouvements aussi violents et désordonnés. Nos meilleurs clowns ne supporteraient pas cinq minutes cette allure.

IV

L'expression vulgairement admise « lion du désert » est peut-être poétique, mais manque absolument de vérité.

Ce carnassier habite des pays boisés et ravinés ; pendant l'été il lui faut un ravin frais et couvert avec une source dans le voisinage, et pendant l'hiver un lieu abrité contre les vents du nord et bien exposé au soleil. Il ne mange point lui-même dans sa tanière, et n'y apporte que ce qui est nécessaire à ses lionceaux, lorsque ceux-ci ne peuvent encore s'en éloigner.

Il dort de la pointe du jour au crépuscule du soir. A cette heure, il se lève et va s'installer sur une hauteur d'où son œil peut suivre à de grandes distances la marche des troupeaux. Quand l'appétit est venu, il quitte le bois en prenant le premier sentier venu pour descendre dans la plaine ; il se dirige vers un douar, où il pénètre généralement d'un bond avant que l'éveil ne soit donné, emportant un mouton, voire un bœuf, un mulet ou un âne ; quelquefois il s'accommode d'un cheval. Le sanglier entre à peine pour un trentième dans sa nourriture, et il dédaigne profondément les autres animaux sauvages. Si, par hasard, il rencontre dans le sentier une hyène, cet animal immonde qui se nourrit de charognes, il l'écarte par un méprisant coup de patte qui lui casse les reins.

Les douars, dans les pays fréquentés par le grand carnassier, sont généralement établis dans le voisinage d'une source et forment un rond-point dont le milieu sert de parc au bétail. Une haie, haute de six pieds et large d'au-

tant, clôt le tout, excepté une porte barrée le soir. Le lion franchit cet obstacle avec la plus grande aisance, choisit sa proie sans trop se presser, et repasse la haie avec la même facilité, un mouton à la gueule. Quelquefois, il est accompagné par sa lionne; alors il fait le beau, la prie d'attendre au dehors, et, bondissant au milieu du parc, emporte la bête de choix qui doit faire le plus de plaisir à sa moitié. Le plus souvent la lionne le suit; alors elle égorge de son côté pendant que son époux extermine du sien, et l'on compte plusieurs victimes au lieu d'une seule. Jules Gérard, dans une chasse aux environs de la Calle, passa la nuit dans un douar qui fut visité par un couple de lions; le lendemain on trouva dix-sept cadavres de bœufs tués en moins de cinq minutes, et laissés intacts; le dix-huitième seul avait disparu et servi au souper des fauves. Le célèbre chasseur n'avait pas eu le temps de se lever et de prendre son arme que tout était fini.

Souvent le carnassier, pressé par la faim, se lève avant la nuit, avant que les troupeaux ne soient rentrés dans l'enceinte du douar. Dans ce cas, il ne perd pas son temps en recherches du haut de son observatoire; un cheval au pâturage, un baudet égaré loin des tentes, un chameau, un taureau attelé à la charrue, tout lui est bon.

Une fois repu, il se promène toute la nuit dans les sentiers, au lieu de rentrer à sa demeure.

Le lion méprise l'homme, mais à la condition que celui-ci ne soit pas armé; s'il a un fusil, ce qu'il sait parfaitement distinguer, il ne l'attaquera jamais ouvertement. Un imprudent fait-il feu de manière à le blesser seulement, il est perdu; le lion bondit et tue son agresseur d'un coup de dent ou d'un coup de patte. Si l'homme est sans armes et s'il manque d'assurance, sa mort est également inévitable. Les Arabes prétendent qu'en lui parlant fort et en le couvrant d'injures, le fauve recule toujours. Que l'on n'oublie pas, ajoutent-ils, de ramasser des pierres et de les lui jeter. Inévitablement alors, il s'écarte et livre pas-

sage. Ils croient aussi que jamais il n'ose s'attaquer à une femme, et encore moins la manger. Des indigènes, traversant un passage où ils pensent rencontrer le lion, viennent souvent demander aux femmes du douar le plus rapproché de les accompagner au-delà de l'endroit redouté. Cette influence féminine s'explique d'ailleurs naturellement ; dans les douars, seules elles osent lui lancer des pierres, et, en dehors, la conviction qu'elles ne courent aucun danger leur donne une attitude énergique qui en impose au « roi du désert ».

Écoutons un Arabe narrant sa rencontre avec un lion :

« Au passage du défilé, le lion vient se poser sur mon passage ! Ah ! vilain coupeur de route, lui criai-je, tu ne me reconnais donc pas ? J'ai pourtant tué bien de tes frères ! Si Dieu le veut, ma chair ne te servira pas de pâture. — Le lion se lève lentement et se met sur le côté de la route. Je sens que mes jambes deviennent lourdes, au point que je n'ai plus la force de les arracher du sol ; mon cœur bat, et ma vue s'obscurcit. Je veux passer, je ne le peux. Je sens sur moi le frisson de la mort, quand, grâce à Dieu ! mon pied heurte une racine d'arbre, et je vais rouler dans le ruisseau où l'eau froide me fait revenir à moi. J'invoque la protection de Dieu. Ma prière est entendue, mon sang devient froid, mon cœur tranquille, mes jambes alertes. D'un bond je me relève, et je fais pleuvoir sur les flancs du lion une grêle de pierres. Le lion s'assied et me regarde. Et je lui lance de nouvelles pierres, jusqu'à ce qu'il se soit de nouveau assis. Ce manège dure jusqu'au jour. A ce moment des cavaliers passent et font fuir le lion qui regagne la broussaille, ayant l'air de me dire que cela ne se passera pas ainsi la prochaine fois. »

Rien de plus plaisant que l'histoire du vieil El-Arbi et de son pacte avec le lion. Le général Margueritte, alors commandant supérieur du cercle de Teniet-el-Hâd, nous l'a transmise.

— « O El-Arbi ! dit le général au vieillard, comment se

fait-il qu'un si vaillant homme que toi, si maître de son fusil, n'ait jamais chassé le lion ni cherché à se venger d'un animal qui lui enlève tous les jours des bœufs et des moutons? »

El-Arbi répondit :

« Tu ne sais pas qu'il y a un pacte entre moi et les lions, et que je ne puis ni ne dois les combattre, de quelque manière que ce soit ! »

Et il entame son récit :

« Il y a bien des années de cela, mes enfants, c'était du temps du bey Mohammed-el-Kébir. J'étais jeune alors, c'était à peine si le poil avait levé sur ma figure. — Quoique l'on ne doive pas parler de soi et se vanter, je dois néanmoins vous dire que j'étais alors cité pour un bon cavalier. — J'avais échangé des balles avec nos voisins les Khobazzas et les Bethyas ; ils savaient déjà que les miennes ne s'égareraient pas, et eux, de leur côté, m'avaient troué la peau. Voyez cette blessure à la jambe gauche et cette autre au cou.

» Une année, nous avions établi notre campement d'hiver à la colline des glands, sous Kef-el-Siga.

» C'était bien près de la forêt et des repaires du houché (lion) ; mais nous étions alors en guerre ouverte avec les Beni-Chaïb et les gens de l'Ouarsenis, il n'aurait pas été prudent de rester en plaine en butte à leurs attaques ; mieux valait être exposés à perdre quelque bétail par le fait des bêtes que d'être complètement raziés par nos ennemis.

» Ce que nous avions prévu toutefois arriva.

» Nous n'étions pas dans notre mehta (campement) depuis deux semaines, que nous avions déjà trois bœufs cassés et cinq ou six brebis enlevées par le lion, du milieu de notre douar, malgré les grands abatis d'arbres dont nous étions entourés.

» Mon père et mes oncles (que Dieu leur fasse miséricorde !) étaient très peinaés de ces pertes ; de plus, le som-

meil avait quitté nos yeux ; nous passions toutes nos nuits debout pour crier et éloigner l'ennemi, mais sans profit.

» Un matin, après avoir veillé, crié, lancé des tisons enflammés, et, malgré cela, avoir vu notre enceinte franchie, une nouvelle brebis enlevée, je sentis le sang bouillir en moi, et je me dis dans mon âme que nous ne pouvions vivre ainsi.

» J'excitai mon père, mes oncles et mes cousins. C'est une honte, m'écriai-je, de supporter toutes ces avanies ! C'est de la couardise qui nous jaunit le visage, et nous rend la risée des gens ! Il faut aller nous disputer avec le lion ! Il en sera ce qu'il en sera ; mais nous pouvons espérer qu'avec l'intervention de Sidi-Boutouchent, nous parviendrons à le tuer et à l'éloigner de nous.

» J'eus de la peine d'abord à décider mon père et mes oncles ; ils n'avaient jamais voulu s'attaquer aux lions, dans la crainte de s'attirer leur inimitié. — Mais que pouvait-elle de plus ? Je ne l'imaginais pas encore, et je pensais qu'il n'existait aucune raison pour les épargner à l'avenir.

» Je fus appuyé dans mon idée par les femmes. Notre existence est devenue amère, dirent-elles ; nos petits enfants maigrissent de peur. Ou chassez le lion, ou quittons ce campement de malheur.

» Quand les femmes eurent parlé, les idées furent retournées ; tout le monde fut alors d'avis de charger le lion.

» L'aïat se fit entendre comme pour exciter au combat. Les hommes se ceignirent et prirent les armes. Il nous en vint des douars voisins, qui étaient de nos parents et de nos amis, et qui, apprenant notre résolution, voulurent se joindre à nous.

» Quand nous fûmes réunis, nous comptâmes vingt-six hommes, tous avec des fusils. Les femmes les plus alertes voulurent nous suivre pour assister au combat et nous encourager au besoin.

» Nous nous mîmes donc en marche, invoquant le mara-

bout Sidi-Boutouchent ; pour mon compte, je lui vouai une *ouâda* (vœu) de mon plus beau béliet et de six *djeiras* (plats) de couscous, si nous réussissions.

» Le lion qui avait mangé nos bestiaux dormait dans le fourré des *Fernâmes* (chênes-lièges), son repaire de prédilection quand il vient dans le Kef-el-Siga.

» C'est là qu'il fallait aller le trouver.

» Notre plan était de nous mettre sur deux rangs, d'approcher à vingt pas du fourré, après avoir préalablement laissé les femmes sur un rocher en arrière, et de défier le lion pour le faire sortir ; une fois en vue, de faire sur lui une décharge générale qui ne pouvait manquer de le tuer raide.

» Tout cela bien convenu, nous approchâmes du dortoir du lion, excités par les *tzagr'itz* (1) de nos femmes.

» Au premier rang, étaient les hommes les plus valides et les meilleurs tireurs. On s'arrêta comme il a été dit ; les fusils furent armés, et la crosse mise à l'épaule.

» J'appelai alors le lion, et je lui dis : O mangeur de bœufs, sors de ton repaire ! Viens voir en face des hommes ! C'est aujourd'hui le jour du paiement !

» Il ne répondit pas.

» Vous savez, messeigneurs, qu'il en est quelquefois ainsi et qu'il faut répéter l'invitation pour faire sortir le lion. Je la répétai donc en ajoutant : Ne fais pas le chien ! Si tu es un homme, sors, te dis-je ! Viens à nous !

» Et pour donner plus d'effet à mes paroles, je lançai, ainsi que quelques-uns de mes compagnons, des pierres dans l'endroit où nous pensions qu'il était.

» Oh ! alors, mes enfants (et en disant cette phrase, El-Arbi oscillait sa tête de droite et de gauche), si vous aviez vu cela ! Le tonnerre se mit à parler par la bouche de ce lion, et comme un éclair il tomba devant nous.

» Nos fusils partirent, mais il n'eut pas l'air de s'en

(1) Cris prolongés poussés par les femmes arabes dans les fêtes et les combats

apercevoir. Il s'élança sur le groupe du milieu, qu'il prit dans ses pattes, et mit trois des nôtres sous lui, mon cousin Ben-Meftah avec la tête fracassée, le fils de Ben-Smaïl avec la poitrine ouverte, et mon oncle Rabah qui, par la protection du Prophète, n'avait pas de blessures graves, mais qui, se voyant sous le lion, nous criait : O mes frères, délivrez-moi ! Par la figure du Dieu le Très-Haut, sauvez-moi de ce péril.

» Presque tout le monde avait fui en voyant ce que le lion avait fait des hommes ; mais les femmes nous firent honte, surtout celles qui avaient un parent parmi les trois qu'il avait couchés sous lui. Ma cousine Aïcha, qui devait être ma femme, pleurait et s'arrachait les cheveux en voyant son père Rabah dans cette position. Elle me criait : El-Arbi, délivre-le ! délivre-le, ou jamais je ne te regarderai ! — Je suis à toi, m'écriai-je ; et je m'avançai vers le lion pour le brûler avec mon fusil, ne voulant pas le tirer de trop loin, dans la crainte de blesser les hommes qu'il tenait. Il me laissa approcher de trois pas ; mais au moment où je l'ajustais à la tête, il se redressa, et, d'un coup de patte, m'arracha mon fusil dont il fit une faucille (1). Me trouvant ainsi désarmé, je me reculai d'un saut en arrière et me mis à fuir ; mais l'affreux houche était sur mes pas. Je sentis qu'il allait m'atteindre, quand, avisant un cèdre énorme qui avait été abattu et qui gisait sur le sol, je me jetai dessous juste au moment où le lion, pensant me joindre, avait levé ses deux pattes pour me saisir. M'étant brusquement dérobé sous l'arbre, il s'abattit sur celui-ci, en le mordant et le déchirant de ses griffes, comme si c'eût été moi.

» Vous voyez ma position, mes enfants ! elle n'avait rien de bon. Mes parents, mes amis et les femmes s'égratignaient les joues en signe de deuil. On me croyait écharpé ; j'entendais les lamentations que l'on faisait sur mon sort.

» Pendant ce temps, le lion était en travers de l'arbre et

(1) Qu'il tordit en forme de faucille.

moi dessous. Ses deux pattes de devant pendaient d'un côté ; celles de derrière touchaient terre de l'autre. Il sortait de sa gueule des grondements effroyables, de l'écume et une odeur infecte. Il était haletant, j'entendais souffler sa poitrine comme si elle eût contenu la tempête.

» Comment cela finira-t-il ? Voilà, messeigneurs, ce que je pensais. Il n'y avait pas à compter sur le secours des hommes, ils avaient été terrifiés par ce qu'ils avaient vu faire au lion. J'invoquai le Prophète (sur lui soit le salut !) et le grand saint de Dieu Sidi-Abd-el-Kader-el-Djilalli (1). Ils eurent pitié de moi... Une inspiration me vint... J'avais entendu dire que le lion comprenait la parole de l'homme et se laissait quelquefois attendrir. Je m'adressai à lui de cette façon : O sultan des animaux ! tu es le plus fort, sois généreux envers ton ennemi vaincu. Si tu me laisses la vie, je prends Dieu à témoin que jamais plus je ne m'attaquerai à toi, ni à ceux de ta race.

» Le lion, comme s'il m'eût compris et accepté le pacte, rugit encore une fois, puis quitta sa position de dessus l'arbre et se retira lentement vers la forêt, en jetant de temps à autre un regard de mon côté.

» J'étais bien joyeux, comme vous pensez, de voir le lion s'éloigner, mais je n'osais sortir de dessous mon arbre pendant qu'il était en vue.

» Ce n'est que lorsqu'il fut rentré dans le bois et que je l'entendis dire par mes compagnons, que je me relevai et me mis à courir vers eux comme si j'avais eu des ailes.

» Je fus accueilli par tous avec des cris d'étonnement et de joie.

» Mais je n'avais pas été seul aux prises avec le lion. Je proposai d'aller relever les trois hommes qu'il avait d'abord abattus. Quel spectacle, ô envoyé de Dieu ! Ben-Meftah était mort..... sa tête était en fromage. — Ben-Smaïl vivait encore, mais il avait la poitrine ouverte et devait mourir

(1) Le grand saint de l'islam, invoqué par tous les musulmans dans la détresse.

dans la journée ; enfin mon oncle n'avait que des contusions, mais il avait été foulé par la poitrine du lion et se trouvait évanoui.

» Nous dûmes les rapporter tous les trois à nos tentes, où les lamentations de deuil durèrent huit jours.

» Voilà, mes enfants, ce qui est arrivé de moi avec le lion.

» J'ai eu bien de la peine d'avoir été cause de la mort de deux hommes ; aussi, depuis ce jour, j'ai tenu parole, et jamais, quoi qu'il m'ait mangé bien des bœufs et des brebis, je n'ai songé à me battre de nouveau avec lui. C'était convenu, on ne doit avoir qu'une seule parole. »

« Je sais bien, ajouta El-Arbi en manière de péroraison, qu'il y a des hommes qui tuent le lion comme si ce n'était qu'un chien, mais c'est par la permission de Dieu que cela arrive... C'est alors un don qui leur est fait, ils ne peuvent en tirer vanité, parce que si Dieu s'en mêlait, jamais ils ne vaincraient le lion. »

D'après le naïf récit que l'on vient de lire, le brave El-Arbi faillit être étouffé par l'haleine du carnassier. Son souffle est en effet suffocant et le fauve répand des émanations fétides aux alentours des lieux qu'il habite.

Il ne faudrait pas croire qu'on chasse le lion en troupe et en plein jour comme El-Arbi et ses compagnons. Généralement c'est la nuit, et à l'affût ; ainsi faisait Jules Gérard. Le lion est le seul des animaux vivant à l'état sauvage qui suive les routes frayées plutôt que celles à travers bois ; de l'observation de ce fait, ainsi que des heures de sortie et de rentrée à la tanière, le chasseur déduit une tactique extrêmement simple. Il connaît, par les empreintes larges et profondes des pas, le fourré où cet animal se repose le jour ; il s'embusque dès lors sur un des chemins qui y aboutissent. S'il ne le tire pas la nuit, c'est que le carnassier a suivi un autre chemin, et souvent on doit l'attendre patiemment à la même embuscade dix ou quinze nuits de suite.

Pour la chasse de jour, il faut des hommes fortement trempés ; alors on procède comme le brave El-Arbi, mais

on se garde bien de se montrer en groupe, car le lion fondrait sur ses agresseurs au moment où ils s'y attendraient le moins.

Même dans les contrées où on les rencontre le plus, les lions, quoi qu'on en dise, sont peu nombreux. Il est à croire que la reproduction de ces terribles animaux ne dépasse pas la destruction qu'ils subissent, car ils diminuent chaque jour. On en trouve encore dans le pays autour d'Aumale ou de Guelma; mais ils deviennent de plus en plus rares. La balle explosible Devisme a singulièrement facilité leur destruction, et l'on peut prédire que dans quelques années il n'y aura plus un seul de ces fauves en Algérie.

Les quelques lions qui restent dans l'Afrique du Nord se divisent en sédentaires, ne quittant pas le canton où ils sont nés, et en nomades étrangers, appelés par les Arabes *berranis*. Ces vagabonds sont les plus dangereux.

Pris jeune, le lion s'apprivoise assez facilement; on pourra le garder en liberté tant qu'il sera lionceau, mais on doit le mettre en cage une fois adulte. Le fameux bataillon du Méchouar de Tlemcen, du capitaine Cavaignac, avait adopté un lionceau baptisé du nom de *Bonhomme*. Un Alsacien nommé Zimmermann fut élu son nourricier. Charmant pendant sa jeunesse, très sociable, formé par le contact continu de ces soldats français qui sont bien, dans la vie courante, les meilleurs enfants de la terre, très bien élevé, Bonhomme faisait la joie de tous. Et, avec cela, malin comme un singe! Il passait son temps à guetter les enfants coulougis ou juifs, s'approchait d'eux en tapinois, et avec sa patte leur faisait une sorte de croc-en-jambe qui les jetait à terre sans leur faire de mal. Les gamins riaient, criaient, luttaient, à la grande joie de la galerie. Nos troupiers l'exerçaient à se dresser sur ses pattes de derrière et à lutter avec eux corps à corps.

Mais tout a un terme. Le bataillon évacua le Méchouar, les soldats furent versés aux zouaves, et le commandant

Cavaignac resté avec Bonhomme, devenu grand au point que ses coups de patte commençaient à être dangereux, résolut de l'offrir en cadeau au Jardin des Plantes. Le lion fut donc dirigé sur Paris sous la conduite de Zimmermann et se comporta fort bien sur le paquebot d'Oran à Marseille. Dans cette ville, suivi de son fauve apprivoisé qui marchait sur ses talons comme un chien bien dressé, le brave Alsacien alla s'installer à la première auberge venue. L'aubergiste marseillais se récria ; mais voyant dans Bonhomme un animal très doux et très sociable, il finit par l'admettre dans son écurie pendant que son gardien vaquait à ses petites affaires.

Malheureusement, l'Alsacien rencontra des camarades ; on mangea, on but, on narra des histoires d'Afrique à n'en plus finir ; Bonhomme, oublié, finit par briser sa corde et après s'être échappé, prit bravement la première rue qu'il rencontra.

Les Marseillais poussèrent des cris de paon ; c'était un sauve-qui-peut général, accompagné de bruyantes fermetures de portes et de devantures de magasin. La cité phocéenne fut bientôt en révolution, et pendant ce temps le lion marchait à petits pas, avec le calme d'une conscience pure, cherchant Zimmermann de tous les côtés. Il alla ainsi jusqu'au port, huma l'air salin, bâilla démesurément, se coucha tout de son long, examinant les portefaix qui fuyaient d'un air effaré, et se mit à dormir.

Cependant, revenus de leur stupeur, les plus braves citadins s'armèrent de leur fusil, et s'acheminèrent vers la mer. Le pauvre Bonhomme essuya une fusillade générale et ne se réveilla plus.

V

Nous nous sommes trop éloignés des faits de guerre.

La prise de la Smala d'Abd-el-Kader et les glorieux suc-

cès remportés en 1843 en Algérie, eurent en France un retentissement extraordinaire. Le duc d'Aumale, Changarnier et Lamoricière furent nommés généraux de division et investis du commandement supérieur des provinces de Constantine, d'Alger et d'Oran ; enfin Bugeaud recevait le titre de maréchal de France.

C'était dignement récompenser une série ininterrompue de beaux succès ; les forces régulières d'Abd-el-Kader étaient détruites, la Smala, sa capitale nomade, était dispersée, et lui-même, errant et fuytif, cherchait au Maroc un refuge en se jetant dans les montagnes du Riff.

Tels étaient les résultats de trois années de fatigues sans nombre, de batailles et de marches incessantes. Aussi, dès cette époque, tout change de face en Algérie. Les tribus les plus éloignées font leur soumission, une activité jusque-là inconnue règne dans les villes et les campagnes. Les colons rassurés défrichent avec ardeur, des émigrants de toute l'Europe accourent, des villages s'élèvent de toutes parts. Nos expéditions militaires prennent un autre caractère ; ce ne sont plus des razzias ou de timides excursions autour des villes occupées, ce sont des expéditions sérieuses, ayant un principe de force et d'organisation remarquable.

Devenue voisine du Maroc par notre établissement à Alger, la France était exposée à ressentir le mauvais vouloir et l'inimitié de ce vieil empire musulman qui poursuivait obscurément sa carrière de décadence depuis des siècles sans appeler sur lui l'attention du monde civilisé. A deux reprises, en 1831 et en 1836, les hostilités du Maroc avaient nécessité de notre part des représentations énergiques. L'empereur feignit de céder à nos menaces ; mais il continua ses secrètes manœuvres et favorisa de tout son pouvoir la rébellion des tribus arabes. Tant qu'Abd-el-Kader resta en campagne, harcelant nos troupes et dévalisant nos convois, il était facile à Abd-er-Rhaman (1) de

(1) Nom de l'empereur du Maroc.

donner cours à ses rancunes sans manquer ostensiblement à sa parole ; il appuyait de son influence religieuse les entreprises de notre implacable ennemi, lui envoyait sans cesse des volontaires, et ne le laissait dépourvu ni d'armes, ni de munitions, ni d'argent. Là, sans doute, se serait bornée son intervention, car il était d'humeur pacifique et ne se souciait pas de compromettre son trône chancelant dans les hasards d'une guerre ; mais Abd-el-Kader jouissait d'un énorme prestige auprès des populations marocaines animées par le fanatisme et qui voyaient en lui le défenseur infatigable de l'Islam ; elles brûlaient de prendre part à la lutte. Fez surtout était le centre de l'irritation qui se manifestait contre la France, et cette irritation ne connut plus de bornes quand l'émir fut dans l'obligation de chercher un refuge sur le territoire de l'empire.

Une circonstance inattendue vint exalter ces animosités. Un juif nommé Darmon, agent consulaire d'Espagne et de Sardaigne à Mazagran (le Mazagran du Maroc), tua un musulman dans une rixe. On cria vengeance, et Darmon, arrêté, fut condamné à mort par le caïd et ensuite pendu. Il était d'usage en ce pays, lorsqu'un Européen avait subi une injustice de la part des autorités locales, que tout le corps consulaire résidant à Tanger se joignît au consul de la nation offensée pour appuyer sa réclamation. Dans cette circonstance, le consul de France se réunit aux consuls d'Espagne et de Sardaigne, demandant l'exécution des traités qui imposaient au gouvernement marocain l'obligation de ne punir aucun agent d'une puissance européenne sans consulter le représentant de sa nation. Les ministres d'Abd-er-Rhaman répondirent d'une manière hautaine à la triple réclamation des consuls de France, d'Espagne et de Sardaigne, prétendant ignorer la qualité consulaire du juif Darmon, et soutenant d'ailleurs que tout juif habitant le Maroc était soumis à une juridiction exceptionnelle. Bientôt après cet incident éclatèrent des hostilités partielles à Ceuta, Melilla et autres présides

espagnoles sur la côte marocaine. La nouvelle de ces agressions réveilla la vieille haine des Castellans contre les anciens conquérants de l'Espagne, et le cabinet de Madrid annonça hautement qu'il obtiendrait à main armée réparation de l'atroce injure qu'il venait de subir dans la personne de son représentant. Ces dispositions belliqueuses eurent un grand retentissement dans le Maroc et Abd-el-Kader ne se fit pas faute de dire que les infidèles conjurés contre l'Islam allaient faire la guerre à l'empereur Abd-er-Rhaman : les Français par Tlemcen, les Espagnols et les Sardes par Ceuta. Ces cris d'alarme portèrent coup ; la cour de Fez délibérait encore, que toutes les populations se levaient en masse, demandant la proclamation du djehed, la guerre sainte.

La confiance des Marocains était particulièrement soutenue par une prédiction de Sidi-el-Aribi, de la race royale du Maroc, chériff (descendant du prophète) bien entendu, et chef de la confrérie religieuse de Muley-Taïeb. Cette prédiction, transmise de bouche en bouche, disait en substance :

« Les Marocains domineront un jour tous les pays de l'est, et toute la contrée du royaume d'Alger leur appartiendra ; mais avant que cette parole s'accomplisse, il faut que cette contrée ait été possédée par les *Beni-el-Cejeur* (les enfants du jaune, les Français). Si les Marocains s'en emparent maintenant (en 1831), les enfants du jaune leur enlèveront leur conquête ; si, au contraire, ceux-ci prennent le pays les premiers, l'heure viendra où la main des fidèles du Moghreb brisera leur puissance. »

Les vœux d'Abd-er-Rhaman se trouvaient dépassés ; aussi, afin de régulariser le djehed et de modérer un mouvement qu'il redoutait extrêmement puisqu'il menaçait de tourner au profit de l'émir, ordonna-t-il à ses pachas et caïds de passer la revue des contingents de leurs provinces. Ces revues ont toujours été pour les villes un sujet de terreur et d'effroi ; on craignit le massacre des chrétiens et

des juifs, et l'on s'empresse à Tanger et dans les autres cités maritimes du Maroc de fermer les portes lorsque se présentèrent les hordes sauvages des Chelouks, Bédouins, Berbers, etc., venant de l'intérieur. Malgré cela, à Tanger, où la population européenne est nombreuse, les portes furent forcées, et des excès de toute sorte commis; des coups de fusil brisèrent la devanture des magasins appartenant aux Européens; on tira même sur les bâtiments à l'ancre dans le port. Un brick portugais et deux sloops anglais furent criblés de balles.

Les camps marocains établis sur notre frontière algérienne reçurent des renforts considérables. Ils finirent par se fondre en un seul de l'autre côté de la Moulouïa, en face d'une colonne commandée par les généraux Lamoricière et Bedeau. Pendant quelques jours, les soldats d'Abd-er-Rhaman restèrent assez calmes; mais l'émir avait parmi eux quantité d'émissaires qui les excitèrent à attaquer les Français. Le général Lamoricière, repoussant une avant-garde de nègres, descendit dans la plaine avec les zouaves, les 8^e, 9^e et 10^e bataillons de chasseurs à pied, deux bataillons d'infanterie de ligne, et cinq escadrons de chasseurs d'Afrique aux ordres du colonel Morris. La cavalerie marocaine, dans le projet d'envelopper la petite troupe, s'engagea entre les 8^e et 9^e chasseurs à pied et une muraille de rochers fermant le vallon d'où descendaient les nôtres. A ce moment, les tirailleurs berbères nous attaquaient avec la plus grande audace; l'un d'eux vint même saisir corps à corps le capitaine adjudant-major Chapuis qui fut blessé. Tout à coup les 8^e et 9^e bataillons de chasseurs font face à droite pendant que l'impétueux colonel Morris charge à la tête de ses escadrons. La cavalerie ennemie, composée de nègres appelés Bokharis, réputés invincibles, fut acculée contre la muraille de rochers, et presque anéantie. Trois drapeaux tombèrent en nos mains.

Le maréchal Bugeaud accourut. Il avait l'ordre d'atten-

dre les événements, sans combattre. Il voulut donc négocier avec El-Guennaoui, kaïd d'Ouchda ; mais, dans une entrevue qu'eut celui-ci avec le général Bedeau, des coups de fusil furent tirés par les hordes indisciplinées du Maroc, et le général français ne fut dégagé qu'avec grand'peine. Les émissaires d'Abd-el-Kader faisaient ainsi leur possible pour faire rompre les pourparlers pacifiques. Le maréchal Bugeaud ébranla alors sa colonne, livra aux Marocains un combat des plus rudes, et entra du coup à Ouchda.

La patience de la France était à bout ; une escadre de huit navires partit de Toulon à la fin de juin 1844 sous les ordres du prince de Joinville, et notre consul à Tanger eut l'ordre d'obtenir : 1° la dissolution des corps d'armée disséminés sur la frontière algérienne ; 2° la punition des caïds ou chefs qui avaient violé le droit des gens à notre égard en attaquant nos troupes sur le sol algérien ; 3° l'expulsion d'Abd-el-Kader, ou tout au moins sa translation sur les côtes de l'Océan ; 4° la délimitation exacte des frontières, de façon à éviter tout conflit ultérieur.

A ces justes réclamations le gouvernement de Fez répondit par des fins de non-recevoir et des récriminations sans nombre. Il eut l'impudence d'accuser le maréchal Bugeaud d'avoir marché jusqu'à Ouchda et ne voulut pas reconnaître le tort de El-Guennaoui, qui avait pénétré sur notre territoire, dont, disait-il, les limites étaient contestables. Enfin il ne consentait à punir le caïd que si le maréchal Bugeaud était rappelé en France.

Le consul d'Angleterre, qui voulut s'interposer, dut renoncer à son œuvre de conciliation, en présence des subtilités de droit musulman et des moyens dilatoires mis en avant pour rendre impossible un arrangement raisonnable. Notre consul général à Tanger envoya un ultimatum ; on répondit de nouveau qu'avant tout en exigeait l'éloignement du maréchal. Le 5 août au soir, le prince de Joinville dut commencer les hostilités, et résolut de bombarder Tanger dès le lendemain ; il partit avec les trois vaisseaux

le *Jemmapes*, le *Suffren*, le *Triton*, la frégate la *Belle-Poule*, les bricks le *Cassard* et l'*Argus*, tous bâtiments à voiles remorqués par les pyroscaphes le *Véloce*, le *Pluton*, le *Gassendi*, le *Phare*, le *Rubis* et le *Var*. A l'aube, le 6 août, l'escadre française mouillait devant Tanger.

Cette ville (Tingis des Romains, Tandja des Arabes) est très forte par sa position et par le nombre de ses batteries, assez bien armées en 1844 comme aujourd'hui ; elle est située sur le penchant d'une montagne calcaire, dont une grande partie ne porte aucune maison et attriste l'œil par ses flancs nus et décharnés. Tanger est une sentinelle avancée qui garde l'entrée ouest du détroit de Gibraltar ; de là le soin jaloux des Anglais qui observent au Maroc les Espagnols déjà maîtres de Ceuta à quelque distance. Elle est environnée d'une méchante enceinte flanquée de tours rondes et carrées. Une vieille casbah, accolée à un fort de construction portugaise, bastionné à la moderne, mais à peu près ruiné grâce à l'incurie orientale, complète ses fortifications. La casbah est armée de fortes batteries battant le détroit, et le rempart qui fait face à la mer est à double étage de terrassements percés d'embrasures. Dans le rentrant de la porte marine, en face le débarcadère, sont entassées les principales défenses ; là s'élèvent deux gradins de batteries qui ont vue sur le port. Le pourtour de la baie est également garni de batteries. L'attaque de Tanger par mer est donc des plus difficiles.

A l'époque du bombardement de 1844 par l'escadre du prince de Joinville, le nombre des canons et mortiers armant cette place dépassait deux cents, et la garnison s'élevait à près de trois mille hommes.

Les vaisseaux de l'escadre française n'avaient pas encore laissé tomber l'ancre dans la baie de Tanger que le prince de Joinville envoyait son chef d'état-major, le capitaine de vaisseau Duquesne, placer des bouées pour indiquer à chaque navire sa position de combat. Le capitaine s'acquitta audacieusement de sa mission. Deux heures après,

toute l'escadre prenait position. Les artilleurs marocains regardaient nos préparatifs d'attaque avec un superbe dédain : on eût dit, à voir leur assurance, qu'ils n'attendaient qu'un signal pour couler bas nos navires.

Le *Suffren* et le *Jemmapes* s'emboissent devant les batteries casematées du rentrant de la porte marine, et les bricks le *Cassard* et l'*Argus* devant les batteries rasantes de la baie. A huit heures et demie, le prince de Joinville fait arborer au grand mât du vaisseau-amiral le *Jemmapes* le signal de commencer le feu, et aussitôt une épouvantable détonation se fait entendre du côté de la mer ; les Marocains ripostent avec vivacité à notre attaque, et l'escadre et la ville disparaissent sous un épais nuage de fumée. Bientôt, grâce à la justesse du tir des canonniers français, les fortifications ennemies sont horriblement ravagées ; partout les remparts s'écroulent, les embrasures volent en éclats. Au bout d'une heure, on n'oppose plus qu'une faible résistance ; un grand nombre d'artilleurs marocains ont été tués sur leurs pièces, les autres les ont abandonnées. Le *Triton* et la *Belle-Poule* n'ont pas encore pris part au combat que déjà le feu de Tanger est presque éteint. Le *Suffren* et le *Jemmapes* ne dirigent plus alors leurs coups que sur la casbah et sur une petite batterie casematée du fort de la marine, qui continuent à tirer avec opiniâtreté. Les canons de la casbah, de leur position élevée, se croient inébranlables sur leurs affûts ; mais les boulets du *Jemmapes* les brisent et les culbutent derrière les remparts démantelés. Deux forts, placés au fond de la baie, près des ruines couvertes de sable de la vieille ville, tirent à toute volée ; la *Belle-Poule* et le *Triton* les font taire.

A dix heures, cette brillante action est terminée, aux applaudissements des marines de l'Europe, toutes représentées dans la baie, et qui acclament le courage et l'habileté de nos marins.

Les instructions du prince de Joinville lui interdisent

d'entrer à Tanger, mais elles le laissent libre de se rendre sur un autre point de la côte, afin de confirmer aux yeux de l'ennemi la puissance de la nation qu'il a osé outrager. Le prince reste devant la ville bombardée jusqu'à cinq heures du soir, désirant constater qu'elle ne se défend plus. Puis il donne le signal du départ. Les pyroscaphes s'accrochent de nouveau aux bâtiments à voiles qui pendant la journée du 7 août réparent leurs avaries. Le *Suffren*, notamment, a reçu cinquante boulets dans sa coque. Le 11 août, toute l'escadre est réunie devant Mogador.

Mogador (*Souhira-el-Aziza*, la miniature chérie) était la ville de prédilection de l'empereur du Maroc ; c'est elle aussi qui lui procurait le revenu le plus considérable. Elle est bâtie sur une pointe sablonneuse terminée par des récifs qui en rendent les abords difficiles et dangereux : cette pointe n'est que le prolongement d'une lande de sable qui s'étend à dix lieues dans l'intérieur. Mogador a été reconstruite à l'européenne en 1760, elle se distingue donc des villes de l'Orient par la régularité de ses maisons et l'alignement de ses rues.

En apparence, les fortifications de Mogador sont moins formidables que celles de Tanger ; elles ont offert cependant en 1844 une résistance plus grande. Un mur d'enceinte, haut de sept mètres en moyenne, et crénelé, entoure complètement la ville. La ligne des fortifications de la marine, protégée par une ceinture de rochers, avait une grande batterie de quarante-huit canons et était terminée à l'angle nord-est de l'enceinte par une petite tour ronde hérissée d'artillerie. La partie de l'enceinte faisant face à la rade était garnie de vingt-quatre pièces, flanquées par deux forts carrés bâtis sur des rochers et armés chacun de huit canons.

Le mouillage était couvert par l'île de Mogador, à quinze cents mètres au large, défendue par une ceinture de batteries, et ayant une garnison de quatre cents hommes.

Pendant quatre jours la violence des vents et l'agitation

de la mer empêchèrent nos vaisseaux de communiquer entre eux et par conséquent de songer à l'attaque. Enfin, le 15 août, le vent étant un peu tombé, la ligne d'embossage fut tracée. Le *Triton*, à la tête de l'escadre, s'avança le premier fièrement sous le feu de toutes les batteries ennemies et laissa tomber l'ancre à sept cents mètres de la place ; de cette situation il prenait à revers les quarante-huit pièces de la marine. Le *Suffren*, à bord duquel était le prince de Joinville, marchant derrière le *Triton*, vint s'établir dans la passe du Nord, battant de front les défenses de la tour ronde, et d'écharpe celles faisant face à la rade. C'était de beaucoup le poste le plus dangereux, car le *Suffren* était pris à revers par les huit pièces qui armaient le fort carré bâti sur le rocher fermant la passe nord. Le *Jemmapes* alla présenter le flanc aux forts de l'ouest.

La place avait ouvert le feu dès que nos vaisseaux s'étaient trouvés à sa portée ; ceux-ci ne purent riposter qu'après la difficile opération de l'embossage. Mais leurs premières bordées réduisirent au silence les batteries de la marine et de la rade. La frégate la *Belle-Poule*, les bricks le *Cassard*, l'*Argus* et le *Volage* reçurent aussitôt l'ordre de pénétrer dans le port. La frégate ne tarda pas à mettre en fuite les canonnières marocains démoralisés, et les bricks éteignirent le feu des canons placés dans l'île.

Le *Suffren*, vaisseau-amiral, et le *Jemmapes*, comptaient de nombreux morts et blessés, et avaient reçu quantité de boulets dans les flancs et à la mâture.

Il est cinq heures du soir, et les batteries de Mogador gardent un morne silence. A ce moment, nos braves équipages poussent des hourras prolongés ; trois vapeurs, le *Phare*, le *Pluton* et le *Gassendi* traversent majestueusement l'escadre aux cris mille fois répétés de vive le roi ! vive la France ! Ils ont à bord cinq cents hommes de débarquement et vont les jeter dans l'île. Le capitaine de vaisseau Duquesne dirige l'opération, qui s'accomplit avec une rapidité merveilleuse, mal-

gré la fusillade des Marocains. La première batterie de l'île est enlevée au pas de course ; puis une lutte acharnée s'engage avec les quatre cents Marocains qui en forment la garnison. Cachés derrière les rochers et les broussailles, ils disputent le terrain pied à pied. Dans cette lutte désespérée, l'ennemi perd deux cent quarante des siens. Une partie des survivants se réfugie dans une mosquée, dont il faut enlever chaque chambre, chaque couloir. Le jour baisse qu'on n'est pas encore maître du minaret, dans lequel se sont retirés les derniers défenseurs.

Le prince de Joinville, entendant toujours des coups de fusil, descend dans l'île, et après avoir enlevé quelques maisons où se trouvaient des Marocains, il fait retirer ceux de nos soldats qui s'acharnaient à la prise de la mosquée, ne voulant pas de combat de nuit dans des conditions défavorables. Le lendemain, l'ennemi se rend à discrétion.

A cette heure le vapeur le *Véloce* apportait l'ordre ministériel de s'emparer de l'île de Mogador et de la conserver. Le prince y installa donc une garnison suffisante, rembarqua le surplus du petit corps de débarquement et, lui adjoignant quelques marins, le jeta dans Mogador.

La ville était dans un état affreux ; les autorités et les habitants l'avaient abandonnée, et des bandes envoyées par les tribus voisines s'étaient abattues sur elle, saccageant les maisons, renversant et brûlant ce que les boulets avaient épargné. Nos soldats ayant dispersé ce ramassis de bandits, mirent hors de service les pièces d'artillerie à l'exception de dix canons de bronze qui furent embarqués, et jetèrent à la mer toute la poudre trouvée dans les magasins. Ils emportèrent trois drapeaux.

Nos matelots découvrirent dans uneasure en ruines le consul d'Angleterre avec sa malheureuse famille, prêts à périr de misère et de faim. Les Marocains avaient refusé de le remettre à un vaisseau britannique venu pour le réclamer quelques jours avant le bombardement et lui avaient infligé les traitements les plus indignes. Vers le même temps, un

navire de commerce anglais fit naufrage au cap Spartel, et tout son équipage fut massacré ; les batteries marocaines de Rabat ou R'bat canonnèrent même un brick de Liverpool. Nos voisins d'Outre-Manche étaient punis ainsi de l'amitié qu'ils avaient témoignée à nos adversaires.

VI

Revenons au maréchal Bugeaud. Le souverain du Maroc, après bien des tergiversations, avait fini par envoyer sur la frontière son fils Muley-Mohammed avec une nombreuse armée, dans le but d'intimider d'abord les colonnes françaises et de les faire se retirer, ensuite de forcer Abd-el-Kader à ne plus faire de nouvelles incursions sur notre territoire ; il espérait de plus interner ce dernier sur les côtes de l'Océan, à Rabat ou à Mogador.

Il ne connaissait pas Abd-el-Kader. L'astucieux émire, en voyant arriver le fils d'Abd-er-Rhaman, voulut compromettre tout à fait le sultan du Maroc, et lança en Algérie une ardente proclamation :

« Dieu, disait-il, a enfin jeté un regard de miséricorde sur ses fidèles croyants. Voici venir l'heure où l'infidèle va être brisé par le choc terrible des Moudjehedin (guerriers marchant à la guerre sainte) du Moghreb. Depuis dix ans, sans trésor et sans armée, je tiens en échec la puissance des Français ; que sera-ce aujourd'hui que j'ai pour allié le grand chérif, sultan de Fez, de Mequinez et du Maroc ?

» Tandis que leurs chevaux fouleront aux pieds les cadavres des soldats qui ont eu l'audace de les braver, les Arabes de l'Algérie se lèveront de toutes parts et écraseront l'infidèle. Tous seront prêts ; ils n'attendent que mon signal. Que Dieu donne donc la victoire à l'Islam et maudisse le chrétien ! »

Et Abd-el-Kader entra encore une fois dans nos possessions algériennes. Mal lui en prit. Lamoricière se lança à sa poursuite, et le général Tempoure, le héros du combat du 11 novembre 1843, faillit le prendre. L'émir n'avait pu d'ailleurs entraîner avec lui que certaines fractions de tribus, qu'il abandonna honteusement aux mains de nos soldats.

Pour son ravitaillement le maréchal Bugeaud s'assura du port de Djemma-Ghazaouat, et entreprit une série de marches et de contre-marches le long de la frontière, cherchant une nouvelle occasion de battre les Marocains sans trop s'avancer dans leur pays. Des renseignements lui apprirent qu'il avait en face de lui trois mille Oudéïas, cavaliers réguliers de la garde particulière de l'empereur, trois mille Bokharis, cavaliers nègres du même corps, ayant la réputation d'être invincibles, et environ cinquante mille cavaliers irréguliers. Quant aux fantassins, ils n'étaient guère que deux mille ; mais ils devaient servir de noyau à tous les hommes valides des tribus nous avoisinant, et qui attendaient sourdement, pour se déclarer, l'issue de la première bataille.

L'arrivée du fils de l'empereur n'inquiéta nullement le maréchal ; la guerre était diplomatiquement déclarée, et comme il ne doutait en aucune façon de la victoire, comme de plus il savait parfaitement que les tribus de l'Algérie et celles de la frontière marocaine ne s'engageraient pas avant de connaître le résultat de la lutte qui commençait, il résolut de prendre l'offensive, malgré l'avis des généraux Lamoricière et Bedeau, qui avaient fourni assez de preuves de courage pour se permettre de donner des conseils de prudence ; ceux-ci croyaient sage d'y regarder à deux fois avant de jouer sur un coup de dé la fortune de la France, et de risquer une bataille qui eût été la perte de l'Algérie.

Tout en désirant l'occasion de frapper un grand coup afin d'en flairer une fois pour toutes, Bugeaud voulut toute-

fois laisser au fils de l'empereur du Maroc l'entière responsabilité des événements. Il écrivit à Muley-Mohammed une lettre qui se terminait ainsi : « C'est pour la dernière fois que je te demande une réponse catégorique au sujet des deux conditions que, dès mon arrivée sur la frontière, j'ai posées comme bases d'une paix solide entre nous, et qui sont :

» 1° La reconnaissance de la limite qui existait sous la domination des Turcs entre le Maroc et l'Algérie ;

» Et 2° l'éloignement de la frontière d'Abd-el-Kader et de sa déira.

» Si d'ici à quatre jours je n'ai pas reçu de toi l'acceptation explicite de ces conditions, j'irai moi-même, à la tête de mon armée, exiger la réponse que je sollicite aujourd'hui avec le désir de maintenir la paix. »

La lettre parvint à Muley-Mohammed le 6 août ; le 12, il n'avait pas encore daigné répondre. Apprenant ce jour-là que le prince de Joinville venait de bombarder Tanger et était en route contre Mogador sur les côtes occidentales du Maroc, le maréchal prit toutes ses dispositions pour franchir l'Oued-Isly, et aller attaquer les hordes ennemies. Il ne craignait qu'une chose, de voir celles-ci se dérober à ses coups.

Muley-Mohammed, en recevant de son père l'annonce du bombardement de Tanger, considérait la paix comme chose conclue ; il ne s'attendait donc à rien moins qu'à une attaque. Bugeaud avait écrit au prince de Joinville :

« Mon prince, vous avez tiré sur moi une lettre de change, je vous promets d'y faire honneur ; demain 13 août, j'exécute une manœuvre qui me rapprochera à son insu de l'armée du fils de l'empereur, et après-demain je la mets en déroute. »

Le maréchal n'était pas homme à manquer à sa parole.

La manœuvre annoncée pour rapprocher l'armée française de l'armée marocaine, s'exécuta ponctuellement. Chaque jour on était obligé de fourrager, et toute notre cavalerie, appuyée par de l'infanterie, allait couper les

blés et les orges nécessaires à la nourriture des chevaux et des bêtes de somme de la colonne. Les Marocains, témoins de ces opérations, s'y étaient peu à peu habitués, et ne venaient guère nous inquiéter. Le 13 août, le fourrage se fit comme d'habitude, mais toute l'armée y prit part et, à la tombée de la nuit, au lieu de rentrer dans le camp, on resta sur place. Défense fut faite d'allumer des feux et de fumer, et chaque cavalier tenait son cheval par la bride.

Le tour était joué ; l'armée marocaine était à deux ou trois heures de la nôtre. Il suffisait de faire une petite marche de nuit, et à l'aube les ennemis verraient apparaître nos soldats.

La veille de la bataille, le maréchal Bugeaud eut l'occasion de faire à ses officiers une de ces improvisations pittoresques dans lesquelles il excellait.

Quatre escadrons de cavalerie (deux du 1^{er} chasseurs et deux du 2^e hussards), avaient rejoint la colonne, et les officiers du 2^e chasseurs d'Afrique et du 2^e spahis, régiments des colonels Morris et Yusuf, avaient invité tous leurs camarades du camp non retenus par le service, à un punch donné en l'honneur des nouveaux arrivés.

Dans le creux de l'Oued-Isly se trouvait un vaste jardin dont l'enceinte et les allées étaient formées par des buissons de lauriers-roses et de lentisques. Des portiques en verdure garnissaient l'allée principale aboutissant à une vaste plate-forme entourée de lauriers-roses. Tout ce jardin bien aménagé était richement illuminé par des lanternes vénitiennes aux mille couleurs. L'absence du général en chef était vivement regrettée.

Bugeaud, écrasé de fatigue, dormait sur son lit de camp.

Son interprète, M. Léon Roches, son commensal et par cela même assez familier avec lui, alla hardiment le réveiller, et, après en avoir reçu une terrible bourrade, réussit à le faire lever. Le maréchal couchait tout habillé, et n'eut qu'à mettre un képi à la place du légendaire casque à mèche.

A peine était-il entré dans l'allée principale du jardin improvisé par nos officiers de cavalerie, que des acclamations enthousiastes l'accueillirent. Chacun s'approche de lui avec une respectueuse sympathie. « Enfin, raconte M. Léon Roches, il arrive sur la plate-forme où le punch est servi. Tous les assistants forment le cercle ; les généraux et les colonels sont à ses côtés. Il n'a pas de temps à perdre, dit-il, il a besoin de se reposer pour se préparer aux fatigues des deux jours suivants.

« Après-demain, mes amis, s'écrie le maréchal de sa voix forte et pénétrante, après-demain sera une grande journée, je vous en donne ma parole.

» Avec notre petite armée dont l'effectif s'élève à six mille cinq cents baïonnettes et quinze cents chevaux, je vais attaquer l'armée du prince marocain qui, d'après mes renseignements, s'élève à soixante mille cavaliers. Je voudrais que ce nombre fût double, fût triple, car plus il y en aura, plus leur désordre et leur désastre seront grands. Moi j'ai une armée, lui a une cohue. Je vais vous expliquer mon ordre d'attaque : Je donne à ma petite armée la forme d'une hure de sanglier. Entendez-vous bien ! La défense de droite, c'est Lamoricière ; la défense de gauche, c'est Bedeau ; le museau, c'est Pélissier, et moi je suis entre les deux oreilles. Qui pourra arrêter notre force de pénétration ? Ah ! mes amis, nous entrerons dans l'armée marocaine comme un couteau dans du beurre.

» Je n'ai qu'une crainte ; c'est que, prévoyant une défaite, elle ne se dérobe à nos coups. »

La hure de sanglier fut en réalité un grand losange, avec deux faces très régulières et les deux autres brisées ; les quatre faces étaient composées de petits carrés.

Les corps et régiments d'infanterie de cette petite armée étaient le 2^e bataillon de zouaves, les 3^e, 6^e et 10^e chasseurs à pied, les 3^e, 5^e, 6^e, 13^e et 15^e régiments légers représentés chacun par un bataillon, les 32^e, 41^e, 48^e, 53^e et 68^e régiments de ligne, en tout dix-sept bataillons. La

cavalerie se composait d'escadrons des 2^e et 4^e chasseurs d'Afrique, 2^e spahis, 2^e hussards, 1^{er} et 4^e chasseurs, en tout dix-neuf escadrons.

Sur les faces du losange, marchait l'artillerie, disposée entre les intervalles des carrés ; au centre, l'ambulance, le train des équipages, les bagages et le troupeau d'administration.

Le 14 août, à minuit l'infanterie s'ébranla et la cavalerie suivit une demi-heure après. Le plus profond silence était recommandé et les soldats observaient rigoureusement la consigne, car autant que le maréchal, ils tremblaient de voir l'armée marocaine disparaître à l'horizon. Au petit jour, vers quatre heures, la colonne, mais sans s'arrêter, prit la disposition de marche prescrite. A six heures du matin, elle couronna les hauteurs qui dominant l'Oued-Isly. Un hurrah formidable s'éleva ; on apercevait les camps ennemis au nombre de sept, occupant un espace immense.

Le maréchal avait espéré surprendre les Marocains ; mais ils étaient presque tous hors de leurs tentes et l'alarme fut vite donnée ; des milliers sautèrent en selle, et arrivèrent en désordre pour disputer à l'armée française le passage de l'Oued-Isly, qui fut cependant franchi sans peine, nos bataillons balayant devant eux ces hordes indisciplinées qui les assaillaient. De l'autre côté de la rivière, nos carrés se reformèrent, et l'immense losange s'avança majestueusement à travers une foule confuse qui l'enveloppait en remplissant l'air de vociférations étourdissantes. « L'armée française, dit plus tard à M. Léon Roches un cavalier arabe auxiliaire, ressemblait à un lion entouré par cent mille chacals. »

Le losange (ou carré de carrés) arriva sur un plateau immédiatement inférieur à la butte la plus élevée où se tenait le fils de l'empereur. C'est là que la bataille commença sérieusement à s'engager. Les cavaliers ennemis, se divisant en groupes de trois ou quatre mille, chargèrent avec furie chacun de nos bataillons ; nos braves fantassins les

laissèrent approcher à demi-portée de fusil et ouvrirent un feu intense tellement bien nourri que les morts eurent bientôt formé devant eux un rempart d'hommes et de chevaux; les Marocains s'acharnèrent surtout sur l'avant-garde, formée par le 3^e bataillon de chasseurs appuyé immédiatement en arrière par quatre pièces de canon que surveillait le maréchal et qui étaient soutenues par les compagnies d'élite des 53^e et 68^e de ligne. Tandis que les chasseurs à pied exécutaient un terrible feu roulant, les quatre pièces de canon vomissaient sur l'ennemi des torrents de mitraille.

Pendant près de deux heures, ces charges furieuses se renouvelèrent; à chaque moment de répit, le redoutable losange s'était avancé. On voyait les masses marocaines tournoyer, aller, venir, se culbuter elles-mêmes; enfin un affreux pêle-mêle, une épouvantable confusion régnait dans leurs rangs; de rares groupes, emportés par leur courage, exécutaient isolément et sans ensemble des charges à fond contre nous. Ces intrépides cavaliers venaient un à un se faire tuer à bout portant.

Plusieurs des bataillons des faces de droite et de gauche n'eurent pas à former le carré, tant était grande la force de pénétration de la fameuse *hure de sanglier* du maréchal Bugeaud. Son lent et irrésistible mouvement avait brisé la masse compacte des assaillants et l'avait reportée vers les premières tentes. Alors l'infanterie française de l'aile gauche se déploya sur les crêtes, celle de l'aile droite s'établit sur les pentes qui descendent à la rivière et la cavalerie, qui n'avait pas encore pris part au combat, après avoir échelonné ses dix-neuf escadrons par la gauche, de telle sorte que le dernier échelon fût appuyé à la rive droite de l'Isly, reçut l'ordre de charger à la fois sur tous les points.

Les escadrons de spahis aux ordres du colonel Yusuf, ceux de chasseurs d'Afrique et de hussards aux ordres du colonel Tartas, se précipitèrent sur le camp principal où ils furent accueillis par une grêle de balles et de bou-

lets ; mais la vigueur de notre attaque rendit impossible de nouvelles décharges d'artillerie. En un clin d'œil, les spahis, qui formaient la tête de colonne, franchirent les faibles barrières qui protégeaient le camp marocain. Tout ce qui s'opposait à leur course fut renversé, et les fantassins ennemis, après s'être défendus assez bravement pendant quelques instants, furent dispersés ; les artilleurs, sabrés sur leurs pièces, en laissèrent quatorze entre les mains de nos cavaliers. Tout le matériel de l'armée marocaine tomba entre nos mains : ses munitions de guerre, ses bagages, la tente même et le parasol du fils de l'empereur, objets qui, quelque temps après, furent exposés dans le jardin des Tuileries et livrés à la curiosité des Parisiens.

« Allons ! mes enfants, dit alors avec bonne humeur le maréchal Bugeaud aux clairons de l'infanterie, sonnez la casquette du père Bugeaud. »

Les clairons donnèrent alors le signal de la marche en avant. Nos fantassins se mirent à cueillir dans les tentes ceux des Marocains qui avaient cherché derrière la toile des abris illusoires. Presque toute l'infanterie impériale qui, à la fin du combat, avait fait preuve de la plus insigne lâcheté, fut faite prisonnière. Le premier de nos officiers qui pénétra dans la tente du fils de l'empereur et se coucha sur les coussins épars sur le sol, était un sous-lieutenant du 15^e léger, M. Kampff, aujourd'hui général de division.

Cependant le colonel Morris, à l'aile droite avec ses cinq cents chasseurs d'Afrique, soutenait audacieusement le choc de six mille cavaliers, qui, ralliés à quelque distance, avaient repris l'offensive. Au maréchal, qui lui envoya l'ordre de rallier, il fit répondre qu'en face d'un ennemi aussi nombreux un mouvement en arrière pourrait amener un désastre, tandis qu'il se faisait fort de repousser victorieusement ses attaques jusqu'au moment où quelques bataillons d'infanterie pourraient venir le dégager. Les chasseurs de l'intrépide colonel Morris font des prodiges ; groupés en pelotons, ils pénètrent la masse com-

pacte de l'ennemi, et s'y maintiennent comme autant de citadelles vivantes ; mais les lames les mieux trempées finissent par s'ébrécher, et les bras les plus énergiques par tomber de lassitude. Le général Bedeau fit cesser cette lutte inégale en détachant de sa brigade trois bataillons qui dégagèrent nos braves cavaliers. Cependant beaucoup de Marocains étaient honteux d'avoir été battus à si plate couture ; quantité d'entre eux se réunirent sur la rive gauche de l'Isly, près de l'endroit où nous avions attaqué, et tentèrent de rentrer de vive force dans leurs camps. Les spahis, appuyés par le quatrième échelon de cavalerie qui n'avait pas encore donné, les chargèrent impétueusement, pendant que l'artillerie les mitraillait. Quatre bataillons accourus avec le colonel Pélissier n'eurent pas même le temps de tirer un coup de fusil ; les Marocains étaient déjà en pleine déroute. Telle fut leur panique, qu'on ne put les reformer le lendemain de la bataille qu'à douze lieues de l'oued Isly, et encore ils reçurent nombre de coups de fusil de la part des Kabyles du Riff, qui, ne pouvant piller les Français victorieux, se rattrapaient sur les musulmans vaincus.

Muley-Mohammed, errant et fugitif, mourait de faim, quand il fut rencontré dans la campagne par un marabout ami de son père, qui lui dit philosophiquement : « Ce qui est arrivé, c'est Dieu qui l'a permis. Arrête-toi chez moi ; tu pourras au moins te désaltérer, toi et les gens de ta suite. »

Le 14 août au soir, le maréchal Bugeaud, ayant réuni les chefs de corps sous la tente du fils de l'empereur, leur offrit le thé et les gâteaux préparés le matin pour le prince vaincu.

Outre les quatorze pièces de canon qu'enlevèrent les spahis du colonel Yusuf, nos soldats s'emparèrent de dix-huit drapeaux et de tous les approvisionnements de l'armée ennemie. Nos pertes furent presque nulles. Nous eûmes à déplorer la mort, notamment, de quatre officiers

de spahis. Les pertes des Marocains ne furent pas en proportion de l'échec subi ; huit cents morts sont assurément peu de chose pour une armée de soixante mille hommes. La bataille de l'Isly fut donc plus brillante que meurtrière.

La nouvelle de notre victoire foudroya l'empereur qui s'empressa de donner à son fils l'ordre d'arrêter à tout prix notre marche en avant ; il s'engageait à souscrire immédiatement aux conditions proposées avant la guerre. Muley-Mohammed délégua au maréchal Bugeaud deux caïds porteurs d'une lettre impériale. Ces deux fonctionnaires se présentèrent à M. Léon Roches, chargé de traiter en campagne de toutes les affaires arabes ; il les introduisit dans la tente du maréchal, quand celui-ci voulut bien les recevoir. « Où est la tente du khalifa du roi de France ? demanda l'un d'eux.

— Vous y êtes, répondit M^r Roches. »

Ils avaient la plus grande peine du monde, en face de la simplicité de l'ameublement, à croire notre interprète.

Le maréchal entra, et traita immédiatement de la question de l'armistice. A la fin de l'audience, M. Léon Roches, avec l'assentiment des chefs marocains, exprima au maréchal l'étonnement que ceux-ci avaient éprouvé en voyant la simplicité de sa tente.

Le maréchal répondit :

« Dites à votre prince qu'il ne doit pas concevoir de honte de la perte de la bataille, car lui, jeune, inexpérimenté, n'ayant jamais fait la guerre, avait pour adversaire un vieux soldat blanchi dans les combats. Dites-lui qu'à la guerre il faut toujours prévoir une défaite et par conséquent ne jamais s'embarrasser d'objets de luxe et de bien-être qui peuvent servir de trophées à l'ennemi vainqueur.

» Si le prince Mohammed s'était emparé de mon camp, il n'aurait pu se flatter d'avoir pris la tente d'un khalifa du roi des Français.

» Que mon expérience lui serve. »

Les conséquences de la bataille d'Isly furent à peu près nulles ; une belle page de plus dans nos annales militaires, un vain titre héraldique pour celui qui avait remporté la victoire, et une délimitation défectueuse de nos frontières, délimitation dont nous souffrons cruellement depuis l'insurrection à peu près permanente des Ouled-Sidi-Cheik, voilà ce que valurent à la France les héroïques efforts de nos armées de terre et de mer. Et Abd-el-Kader continuant à retirer du Maroc des secours de toute espèce put encore lutter trois ans contre la France.

L'émir avait assisté à la bataille du haut des premiers contre-forts du massif des Beni-Snassen, dont les contingents, avec ceux des montagnards du Riff, attendaient l'issue de la lutte pour se ruer sur le chrétien s'il eût été vaincu. Il faut bien comprendre les deux sentiments opposés qui s'étaient fait jour dans l'esprit de notre implacable ennemi. D'un côté, il désirait la défaite de l'armée française qui aurait donné, en Algérie, le signal d'une insurrection générale dont il avait préparé l'explosion et prévu les conséquences ; d'un autre côté, il lui eût été pénible de voir les Marocains s'installer à Oran. En outre il n'était pas fâché qu'une rude leçon fût infligée au prince qui avait refusé son concours et méprisé ses conseils. Ce jeune présomptueux lui avait en effet constamment fait répondre qu'il n'avait nul besoin de son aide et qu'il comptait, avec les vaillants contingents du Moghreb, anéantir ces Français auxquels lui, Abd-el-Kader, n'avait jamais pu résister.

L'intervention, malveillante comme toujours, de l'Angleterre, nous empêcha de recevoir aucune indemnité du Maroc pour les frais occasionnés par notre double expédition sur mer et sur terre. On prononça alors, pour la première fois, ces paroles stupides, consolations de nos guerres stériles :

« La France n'a pas besoin qu'on lui paie ses victoires. »

Le traité de Tanger, conclu le 10 septembre 1844, mit fin à la guerre de la France avec le Maroc. Nous n'analy-

serons pas ce traité, qui, réduit à sa plus simple expression et dégagé de toute phraséologie oiseuse, n'était autre chose qu'une déclaration faite par l'empereur du Maroc du désir qu'il éprouvait de ne plus être battu.

VII

Nos lecteurs connaissent la légende qui entoura le nom d'Abd-el-Kader (1) et l'éleva à la dignité de sultan, et nous avons décrit l'organisation militaire qu'il essaya plus tard d'opposer à la nôtre. Il est temps que nous fassions connaître d'une façon plus complète ce redoutable adversaire qui a résumé en lui toutes les forces que l'Algérie nous a opposées, qui a centuplé les difficultés du sol et du climat, l'énergie des Arabes, la force agonisante du fanatisme musulman, et qui s'est tellement élevé au-dessus de ses compatriotes que, lui debout, nous n'avons jamais été sûrs de rien en Afrique.

L'émir n'a pas été un grand homme, dans la rigoureuse acception du mot. Nous croyons surfaite la réputation de ce sauvage très intelligent mais à peine dégrossi.

Le conquérant suscite toujours dans le pays dont il veut s'emparer un homme en qui s'incarne la défense nationale, en qui se personnifie le sol envahi. César appelle Vercingétorix, Charlemagne Vitikind, le Prince-Noir Jeanne d'Arc, Suwarow Kosciusko. La France, abusée par la chimère d'un royaume arabe dont le souverain eût été un vassal, a singulièrement grandi Abd-el-Kader; une première fois, lors du traité Desmichels, en l'aidant à vaincre les Douars et les Smalas, ses plus terribles ennemis, en

(1) Le serviteur du Tout-Puissant. Dieu a quatre-vingt-dix-neuf attributs : le puissant, le juste, le miséricordieux, etc., etc. Abd veut dire serviteur; de là la quantité de noms arabes commençant par Abd.

lui livrant les Turcs et les Coulouglis qui avaient versé leur sang pour elle, et en lui donnant les moyens d'organiser, d'équiper et d'armer des corps de troupe réguliers ; une deuxième fois, par le traité de paix et d'alliance de la Tafna qui le reconnaissait en fait souverain incontesté d'un grand pays et assurait la domination de notre ennemi le plus acharné sur la moitié de l'Algérie.

C'est près de Mascara, dans la tribu des Hachems chez lesquels son père était marabout et desservait une zaouïa que prit naissance le pouvoir de celui qui devait nous disputer le sol algérien pendant quinze années (1).

M. Léon Roches, qui a vécu pendant quelque temps dans l'intimité d'Abd-el-Kader, trace de lui le portrait suivant :

« Je crus rêver quand je vis fixés sur moi ses beaux yeux bleus, bordés de longs cils noirs, brillant de cette humidité qui donne en même temps au regard tant d'éclat et de douceur... Son teint blanc a une pâleur mate ; son front est large et élevé. Des sourcils noirs, fins et bien arqués, surmontent les grands yeux bleus qui m'ont fasciné. Son nez est fin et légèrement aquilin, ses lèvres minces sans être pincées. Sa barbe noire et soyeuse encadre légèrement l'ovale de sa figure expressive. Un petit *ouchem* (tatouage) entre les deux sourcils fait ressortir la pureté de son front. Sa main, maigre et petite, est remarquablement blanche, des veines bleues la sillonnent ; ses doigts longs et effilés sont terminés par des ongles roses parfaitement taillés ; son pied, sur lequel il appuie presque toujours une

(1) La zaouïa (littéralement réduit ou ermitage) ; c'est une chapelle bâtie sur le tombeau d'un saint vénéré, et à laquelle sont généralement annexés des locaux servant d'écoles. Dans celles-ci, qui sont aux musulmans de vrais séminaires, un saint docteur enseigne la doctrine musulmane, un peu de grammaire, le petit bagage de la science arabe. La première femme de Mahi-Eddin, la mère de notre héros, se nommait Zobra ; Abd-el-Kader n'eut qu'une sœur du même lit, mariée plus tard à ce Mustapha-ben-Tahmi qui fut si joliment repoussé à Mazagran. En bon musulman, Sidi-Mahi-Eddin avait plusieurs femmes, dont il eut quatre fils ; ceux-ci restèrent marabouts et ne se mêlèrent jamais de politique.

de ses mains, ne leur cède ni en blancheur ni en distinction.

» Sa taille n'excède pas cinq pieds et quelques lignes, mais son système musculaire indique une grande vigueur. Quelques tours d'une petite corde en poil de chameau fixent autour de sa tête un haïk de laine fine et blanche ; une chemise en coton et par dessus une chemise en laine de même couleur, le haïk, qui après avoir fait le tour de la tête enveloppe le corps, et un burnous blanc recouvert d'un burnous brun, voilà tout son costume.

Et M. Léon Roches ajoute :

« Si un artiste voulait peindre un de ces moines inspirés du moyen-âge que leur ferveur entraînait sous l'étendard de la croix, il ne pourrait choisir un plus beau modèle. »

Ce portrait est peut-être trop flatté. L'émir poussait jusqu'à l'affectation la dignité et la noblesse de manières que l'on remarque chez les Arabes. Il est bon de remarquer que la manière dont ces derniers s'accostent entre eux et accostent les étrangers, est plus fière que celle des Français. Quand un Arabe voit à quelques pas de lui une personne qu'il connaît, il pose sa main droite sur son cœur en la regardant, puis lui touche légèrement la main, et chacun ensuite baise son propre pouce. Ces règles de la civilité puérile et honnête sont établies dans le Coran par ce fantasque législateur Mahomet, qui s'occupe de tant de minutieux détails :

« Lorsque deux musulmans se rencontrent, ils se touchent la main ; ce procédé doux et fraternel les délivre de leurs péchés qu'il fait tomber comme les feuilles sèches d'un arbre. »

Le comble du respect, pour l'Arabe, c'est de baiser le burnous ; ainsi fait-il à ses marabouts ou prêtres. Et ces formes de respect, il les observe scrupuleusement dans sa famille. Un fils, même marié, ne s'assied jamais devant son père ; il faut une invitation de celui-ci pour qu'il vienne manger à la même table.

En s'adressant à un chrétien ou à un juif, les fanatiques tronquent la formule orthodoxe du salut : *Que Dieu vous donne de nombreux saluts !* Ils prononcent cette formule de manière à dire : *Que Dieu vous inflige de nombreux désagrémens.*

Abd-el-Kader ne se piquait pas de luxe, et exagérait en cela les prescriptions du Coran qui interdit les riches habits aux musulmans. Il était vêtu comme un Arabe aisé, ni plus ni moins. Rentrant un jour d'expédition, au temps de sa splendeur, il vit s'approcher de lui sa femme, vêtue d'un beau caftan, et aperçut dans l'intérieur de la tente de riches tapis, des coussins et matelas recouverts d'étoffes de soie. Il s'écria : « Cette femme n'est pas ma femme ! Cette tente n'est pas ma tente ! Ma femme ne revêt que les étoffes qu'elle a tissées elle-même avec la laine de mes moutons, et mon père et moi n'avons jamais reposé sur la soie. »

Caftan, coussins et matelas disparurent aussitôt pour faire place aux haïks communs et aux nattes tressées avec de l'alfa ou des feuilles de palmier-nain.

Luxe, bien-être, confort, sont des choses qu'un Arabe admet difficilement. La tente dont Abd-el-Kader se servait habituellement ne différait guère que par les dimensions de celles de ses khalifas ou de ses soldats ; elle se composait de bandes en laine mêlées de poils de chameaux, rejointes les unes aux autres par de fortes tresses et soutenues au-dessus du sol par des traverses ou des supports en bois. Cette habitation nomade, où se trouvaient des coffres remplis d'argent, avait environ trente pieds de long et onze de haut ; un rideau de laine la séparait en deux parties égales. Dans la partie du fond, était disposé un matelas très simple sur lequel l'émir dormait et faisait sa sieste. Pour tout ornement, elle contenait les quatre drapeaux de l'armée régulière et un tabouret recouvert en rouge, lui servant pour monter à cheval.

Les Arabes sont d'une malpropreté prodigieuse qui favo-

rise à l'infini la multiplication de la vermine dans les habits ; ils sont envahis par les poux, et tolèrent ces parasites avec une patience angélique. Abd-el-Kader tout le premier, dans les entretiens les plus graves, ramassait ses poux sur son haïk, les roulait dans ses doigts et les jetait sur ses tapis ou à terre. Il accablait de railleries les prisonniers qu'il voyait chasser la vermine dont ils étaient couverts. Quelquefois l'indigène, par trop infesté, se fâche contre ces insectes parasites ; il allume alors un grand feu, ôte son burnous, et requiert l'assistance d'un ami pour l'étendre au-dessus de la flamme. Les petites bêtes, séduites par la chaleur, étendent leurs pattes pour se détirer à l'aise ; et le propriétaire du vêtement trop habité, par de petits coups de bâton appliqués doucement, les fait alors traîtreusement tomber dans la flamme. Les prisonniers français qui voyaient Abd-el-Kader manipuler ses poux ont remarqué que les fidèles nègres de sa garde particulière procédaient souvent ainsi avec les burnous et les haïks de l'émir.

Ses repas n'étaient pas des repas à la Lucullus. Le plus souvent, ils se composaient du vulgaire couscouss, aliment composé simplement avec de la farine de froment, même avec de la semoule et apprêté diversement.

A ce plat national arabe, quelquefois il ajoutait des galettes au beurre ou des fruits. Il ne buvait jamais que du petit lait ou de l'eau, et ne se permettait le café que dans de rares occasions. Il jeûnait une fois par semaine, et ne fumait jamais ; il proscrivait même le tabac à fumer, n'admettant que le tabac à priser. On conçoit qu'une pareille défense gênait singulièrement son entourage et ses réguliers, qui devaient attendre, pour fumer à leur aise, qu'il fût endormi.

Abd-el-Kader aimait beaucoup la diffa, c'est-à-dire l'hospitalité arabe comprenant la nourriture. La diffa est fournie comme témoignage de soumission. Les tribus au milieu desquelles passaient les armées indisciplinées de l'émir

leur apportaient en maugréant d'innombrables plats de couscous, des écuelles sans nombre remplies de ragoûts de toute sorte, des moutons rôtis en entier et embrochés dans des perches gigantesques. Chaque chef mangeait le premier et remplaçant sur le plat les morceaux qu'il avait rongés à moitié, remettait le tout à son entourage qui mangeait de même ainsi que les serviteurs ; puis les plats étaient donnés aux nègres ; le même manège se répétait jusqu'aux Arabes du menu peuple, et les os étaient jetés aux chiens.

Contrairement aux usages musulmans, Abd-el-Kader, à cette époque, n'avait qu'une femme, Zohra, sa cousine germaine, dont il eut quatre enfants. Jamais, au temps de sa puissance, il ne se séparait d'elle ni de sa mère, qu'il adorait toutes deux, sans verser des larmes ; pendant son absence, ces deux modestes créatures tissaient de la laine pour confectionner ses vêtements et les leurs, absolument comme les femmes arabes de condition ordinaire.

Il avait pour les femmes, en général, une certaine considération et, sous ce rapport, n'était pas arabe. La situation de ces malheureuses ilotes dont nous avons déjà dépeint nous-même la triste condition, lui inspirait un respect mêlé de commisération. Quoique très orthodoxe, certaine maxime du Coran, qui autorise les musulmans à battre les femmes désobéissantes, ne lui convenait pas. Rigoureux sur le chapitre des mœurs, à la moindre plainte d'un père, il faisait d'autorité procéder au mariage par le cadi et en sa présence.

L'émir parlait sa langue nationale avec une rare pureté d'accent. Cela tenait évidemment à de longues lectures dans le Coran qui est bien réellement le prototype de la langue arabe et dont le texte est tellement invariable que la transposition d'une seule lettre par un copiste est considérée comme une véritable impiété. L'arabe parlé par les habitants de l'Afrique du Nord, Algériens, Marocains et Tunisiens, n'est pas plus l'idiôme du pays de la Mecque que le patois des paysans auvergnats n'est le français parlé en

Touraine ou en Anjou. Les mêmes objets reçoivent des appellations différentes à la Mecque, au Caire, à Tunis, à Oran ou à Fez. Evidemment, au fur et à mesure que les premiers conquérants arabes s'éloignaient du berceau de leur race, ils mêlaient à leur langage quelques termes de l'idiôme des peuples conquis, et peu à peu la prononciation de leur langue se modifiait par la nature des contrées dont ils prenaient possession.

En sa qualité de marabout lettré, Abd-el-Kader affectait de parler l'arabe pur du Coran ; on voyait, sous sa tente, grand ouvert, un *kamous* (1) ou dictionnaire arabe qu'il feuilletait souvent. Et pourtant ce lettré ne savait pas écrire (2).

Des secrétaires ou tolbas (pluriel de taleb, savant) écrivaient ses lettres ; en guise de signature, comme tout le monde, il apposait au bas l'empreinte de son cachet (3).

Les secrétaires d'Abd-el-Kader étaient au nombre de trois. Le premier d'entre eux, Mohammed-el-Kharroubi, ancien khodja (en turc secrétaire) du bey d'Oran, avait un esprit assez fin et servait d'instrument et peut-être d'espion à l'empereur du Maroc qui le payait grassement. Le deuxième, nommé Mohammed-ben-Abd-er-Rhaman, parent de la femme d'Abd-el-Kader, était un dangereux fanatique, hypocrite et capable de tout. Un vieillard, Mustapha-ben-

(1) Kamous, littéralement océan ; cette appellation est usitée par les Arabes pour figurer l'immensité de leur langue.

(2) La plupart des Arabes de grande tente, c'est-à-dire des Arabes de bonne famille, ne savent ni lire ni écrire. Abd-el-Kader ne se distinguait d'eux que parce qu'il savait lire.

(3) Le cachet d'un chef arabe porte généralement son nom et est enfermé dans un petit sachet en soie ou en drap, suspendu au cou par des cordons de soie, et dont il ne se sépare jamais. L'empreinte est imprimée au haut de la lettre quand c'est un supérieur qui écrit à un inférieur ; il est apposé au bas dans le cas contraire. Le cachet porte le nom du fonctionnaire et la nature de ses fonctions, et cette désignation est généralement précédée d'une formule religieuse tirée du Coran. Celui d'Abd-el-Kader portait les titres suivants : « Khalife de Dieu sur la terre, prince des croyants, inspecteur du trésor public, khalife de l'empereur du Maroc, guerrier combattant pour la cause de Dieu, qui sait tromper la religion ».

el-Aouni, peu doué sous le rapport de l'intelligence et incapable de pousser son maître à des mesures de violence, était le troisième.

Quelquefois un nègre, Ben-Abbou, qui par extraordinaire savait lire et écrire, servait de khodja. Ce fut même le dernier qui resta avec Abd-el-Kader; El-Kharroubi l'ayant quitté après l'Isly, Ben Abd-er-Rhamau ayant été tué, et enfin le vieil Aouni étant tombé malade. Ce nègre, très avare, voleur et très rapace, servait aussi d'intendant à l'émir qui en avait un second, Ben-Fakha, nègre également, chargé des distributions de vivres.

Abd-el-Kader n'eut jamais que quatre khalifas vraiment sérieux, Mustapha-ben-Tahmi, khalifa de Mascara, son beau-frère et cousin, Mohammed-Bou-Hammidi, khalifa de Tlemcen, Mohammed-ben-Allal-ben-Si-Embarek, khalifa de Miliana, et Mohammed-el-Berkani, khalifa de Médéa. Ce fut Ben-Tahmi qui fit massacrer la déïra; c'était un dangereux coquin. Ben-Allal, le plus célèbre de tous, d'une famille de marabouts de Coléah, mourut au combat de Kacheba (1). Les deux autres khalifas, Ben-Hammidi et El-Berkani jouèrent un rôle presque insignifiant.

Parmi les autres, nommons cependant Mohammed-ben-Mahi-Eddin, khalifa dans le Sébaou en Kabylie, qui se rallia à nous, et fut remplacé par le fameux Ahmed-ben-Salem, dont les coupeurs de route massacrèrent l'héroïque détachement du sergent Blandan; Mohammed-el-Mokrani dans la Medjana et père du célèbre Mokrani qui fut tué en 1871, ne voulant pas reconnaître la République française; Mohammed-S'rir-ben-Sidi-Okba, dans la région du Ziban, qui ne fut jamais qu'un khalifa *in partibus*. Le pays du Ziban était alors sous l'influence du fameux cheikh El-Arab (surnommé le serpent du désert), franchement rallié à nous après la prise de Constantine. Quand le khalifa d'Abd-el-Kader se présenta devant Biskra, avec un bataillon de régu-

(1) 11 novembre 1843.

liers et un millier de cavaliers irréguliers, le serpent du désert sortit de l'oasis avec ses fidèles Saharis, attaqua Sidi-Okba avec tant d'impétuosité, qu'il le mit complètement en déroute, détruisit le bataillon régulier auquel il prit deux petits canons, ainsi que trois drapeaux, et envoya cinq cents paires d'oreilles, en témoignage de victoire, au général Galbois, commandant la province de Constantine.

Les khalifas avaient sous leurs ordres des aghas qui, eux-mêmes, étaient les supérieurs des caïds ; chaque caïd commandait à une tribu, et chaque tribu se subdivisait en fractions obéissant à des cheikhs (vieillards).

Tous ces secrétaires et ces khalifas, pris en masse, formaient autour d'Abd-el-Kader un entourage exécré par les Arabes, qui disaient communément : « Le sultan, c'est le paradis ; son entourage, c'est l'enfer. » — En dehors des sévères prescriptions de sa religion, l'émir a toujours subi la néfaste influence de ces quelques personnages durs et vindicatifs, qui le volaient audacieusement sans qu'il osât trop protester. Le plus rapace et le plus dangereux, était certainement le fameux Ben-Allal Ben-Si-Embarek.

Avec de pareils hommes il était difficile à l'émir de pouvoir se départir des habitudes de sauvagerie et de férocité innées chez les Arabes. Après une affaire contre une tribu de ces malheureux Coulouglis que la diplomatie aveugle des généraux Desmichels et Bugeaud livrèrent à ses coups, il fit paraître devant lui dix-huit prisonniers que ses soldats avaient dépouillés complètement et dont la nudité n'était cachée que par quelques haillons couverts du sang qui découlait de leurs blessures. Les malheureux savaient d'avance leur sort ; d'un Arabe, un Turc ou fils de Turc n'avait à espérer ni clémence ni justice. Abd-el-Kader, les yeux baissés, égrenait son chapelet avec vivacité ; un morne silence permettait d'entendre le claquement des dents d'un vieillard blessé grelottant de froid.

A la fin l'émir leva la tête, et regardant les prisonniers avec son œil bleu plein de dureté :

« Vous vous êtes révoltés contre la loi de Dieu, dit-il ; vous avez été pris les armes à la main, la loi de Dieu vous condamne à mourir.

» — Ne profane pas ainsi la loi de Dieu, répondit le caïd de la tribu vaincue ; tu n'as pas consulté la loi de Dieu lorsque tu emprisonnais nos frères de Tlemcen, tu ne l'as pas consultée lorsque, après nous avoir donné l'aman, tu lançais contre nous toute ton armée. Tu peux nous faire frapper par tes chaouchs, la mort est cent fois préférable à la honte de t'être soumis. »

Et ces paroles d'un Turc à un Arabe étaient prononcées d'un ton si méprisant, que les traits d'Abd-el-Kader se contractèrent hideusement ; la haine, la haine effroyable leur imprima un cachet de férocité inouïe, ses yeux devinrent des yeux de tigre, ses lèvres blanchirent. Ce n'était plus là le doux Abd-el-Kader, le souverain magnanime et clément comme le présentaient quelques récits par trop naïfs de l'époque ; c'était une bête fauve altérée de sang. Il fit signe à ses chaouchs de saisir le courageux caïd ; celui-ci, en récitant d'une voix assurée la profession de foi musulmane, se mit de lui-même à genoux, tendant la tête qui fut tranchée d'un seul coup et alla rouler aux pieds des bourreaux. La vengeance de l'émir n'était pas assez satisfaite, il fixa sur le groupe des prisonniers ses yeux injectés de sang ; les chaouchs comprirent, une deuxième, une troisième tête roulèrent à côté de la première. Cette scène d'une cruauté sauvage continuant, les quinze prisonniers qui survivaient et dont les visages n'annonçaient ni crainte ni douleur malgré cet horrible spectacle, se préparaient à mourir. Les chaouchs venaient de faire agenouiller devant eux un vieillard presque mort de froid et allaient l'exécuter, lorsque une troupe de petits enfants se précipita sous la tente ; une petite fille s'empara des mains d'Abd-el-Kader et les couvrit de baisers et de larmes. « Au nom de ta mère, au nom de la mémoire de ton père, au nom de tes enfants, pardonne à mon père ! » sanglotait la pauvre enfant.



PRINCE DE JOINVILLE



L'étonnement, sinon l'émotion, se peignit sur le visage de l'émir, sa physionomie reprit cet aspect de douceur qui trompait tant de gens, le tigre fit place au marabout. Il baisa l'enfant sur le front et les quinze prisonniers furent emmenés. Il égrenait son chapelet d'un air placide, quelques minutes après, pendant que ses nègres fidèles nettoyaient à grande eau le sol de la tente, couvert de sang.

Les pauvres Coulougis eurent ainsi d'abord la vie sauve; mais, traînés de prison en prison, ils moururent de misère un à un.

Un caïd français des Oued-Souhid, dans la vallée du Chélif, se signala par un acte de dévouement admirable. Un des lieutenants de l'émir, Ben-Klifa, sorti du Dahra, était tombé sur la tribu à l'improviste, et, suivi de quelques cavaliers, s'était avancé droit à la tente du caïd, le sommant, le pistolet au poing, de forcer les siens à se rendre sans bruit pour ne pas attirer l'attention d'une petite colonne campée dans le voisinage sous les ordres du commandant Canrobert. L'intrépide chef indigène crie au contraire de toutes ses forces : Aux armes ! Les Ouled-Souhid engagèrent aussitôt le combat pendant que le d'Assas arabe mourait criblé de coups, et le bruit de la fusillade amena immédiatement nos soldats.

« Jamais, dit amèrement Abd-el-Kader, un de mes caïds ne se dévouera ainsi à ma cause. »

Les grands chefs arabes, toujours fiers de leur origine aristocratique, méprisaient tout bas ce marabout, fils de marabout, cet homme de peu de naissance qui prétendait les commander; ils marchaient avec lui en haine de la France, sans avoir pour leur maître ni affection ni respect. Quant aux tribus, elles ne l'aimaient guère à cause de sa cruauté et de sa dureté qui le portait à ruiner celles au milieu desquelles il passait avec son embryon d'armée. Lorsqu'il paraissait sur leur territoire, si le cheval de gada (1)

(1) Le cheval de gada est celui qui est conduit devant quelqu'un, soit en signe de soumission, soit en signe de vasselage.

ou si la diffa, sous la forme d'innombrables plats de couscouss ou d'un troupeau de moutons cuits à la broche, se faisaient attendre, le châtiment était immédiat. Mais malheur, trois fois malheur à la tribu chez laquelle Abd-el-Kader arrivait, si elle avait fait acte de soumission à la France. Pour celle-là, il se montrait sans pitié ; la razzia était complète, les têtes roulaient, après quoi on mettait les femmes, les enfants, les hommes survivants à nu et on chassait le misérable troupeau dans la direction de nos colonnes, en disant : « Allez, fils du péché, allez retrouver les Français. »

Un peu avant la prise de la Smala, Abd-el-Kader étant venu chez les Attafs, qui nous avaient donné de nombreux témoignages de fidélité, en fit un massacre général. Il épargna le caïd, voulant le faire servir à une scène dramatique par laquelle il espérait impressionner ses partisans de moins en moins nombreux, et augmenter la terreur qu'il inspirait à ceux qui se détachaient de lui. Il simula une sorte de conseil de guerre où figuraient ses khalifas, ses secrétaires et même deux de ses nègres et fit comparaître le malheureux caïd devant ce tribunal improvisé dont il s'était nommé président. Notre allié fut condamné à mort à l'unanimité et exécuté séance tenante, en présence de sa femme et de ses enfants, préalablement dépouillés de tous leurs vêtements.

La prise de la Smala devait venger à bref délai cette abominable comédie.

Le massacre de nos prisonniers, plus connu sous le nom de massacre de la déïra, a été une atroce infamie qui déshonorera éternellement le nom de cet homme, sur la poitrine duquel nous avons depuis fixé la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur. Abd-el-Kader a essayé, après sa reddition, de rejeter tout l'odieux de cet assassinat sur Mustapha-ben-Tahmi, son âme damnée, son cousin et beau-frère ; mais il n'est pas permis de conserver le moindre doute quand on connaît les récits véridiques des deux

ou trois prisonniers français échappés au massacre. Et puis, il inspirait à ses lieutenants, sans exception, une terreur si profonde, qu'aucun d'eux n'eût osé prendre sur lui la responsabilité d'une pareille mesure ; avec lui, on n'était jamais absolument sûr, même dans sa propre famille, d'avoir le lendemain la tête sur les épaules.

Rappelons aussi qu'à l'époque du massacre la culpabilité de l'émir ne fut point mise en doute, et cette opinion persista jusqu'au moment où le prince Napoléon, président de la République, le cerveau déjà hanté par sa chimère du royaume arabe pour un membre de sa famille, ouvrit à Abd-el-Kader les portes de sa prison d'Amboise, et le laissa se fixer à Brousse, avec une rente de cent mille francs payée trop généreusement par la France.

Le crime de la déïra fut précédé d'une sorte de proclamation. Dans le désir de réveiller le fanatisme expirant des tribus, l'émir aux abois y affirmait que les prisonniers arabes avaient tous été égorgés à Toulon, et qu'en conséquence les fidèles musulmans avaient un devoir de vengeance à remplir.

Menteur, il était en outre d'une perfidie inouïe. Après son triomphe de Sidi-Brahim, où il détruisit le 8^e bataillon de chasseurs à pied et un escadron de hussards, il réussit à amener la défection des Ouled-Ghossel ralliés à la France. Sur ses instigations le caïd de cette tribu, et pendant même qu'elle préparait son départ, vint trouver le colonel Gagnon du 2^e hussards, commandant la subdivision de Tlemcen en l'absence du général Cavaignac. Tout en lui faisant mille protestations de fidélité à notre cause il lui exposa qu'Abd-el-Kader cherchait à le séduire par des propositions plus brillantes les unes que les autres, et finalement demanda deux escadrons de hussards pour empêcher quelques meneurs fanatiques d'entraîner les Ouled-Ghossel dans la déïra de l'émir. Son autorité menacée serait ainsi rétablie. Ce n'était, ajoutait-il, que l'affaire d'un jour ou deux, après lesquels nos escadrons pourraient rentrer à Tlemcen.

Le brave colonel Gagnon avait suivi exclusivement en France sa carrière militaire et connaissait peu les Arabes ; il charge son lieutenant-colonel, M. de Tremblay, de conduire les deux escadrons chez les Ouled-Ghossel. Fort étonné, celui-ci demanda des explications, et, mis au courant de la question, il dit hardiment que lui, vieux soldat d'Afrique, n'ajouterait pas foi aux protestations des Arabes ; bref, il fut si pressant que le caïd fut renvoyé avec un refus.

Les Ouled-Ghossel attendant le retour de leur caïd avaient préparé une embuscade qu'Abd-el-Kader vint visiter personnellement. Les traîtres en furent quittes pour une nuit blanche passée dans les ravins.

Vers la même époque, l'émir tenta de faire assassiner le général Cavaignac. Ayant gagné plusieurs aghas et caïds de la grande tribu des Angades, ces misérables, payés par nous, consentirent à se faire assassins avant de faire défection complète et se distribuèrent les rôles. Cavaignac avait l'habitude de marcher en tête de la colonne avec son état-major ; les chefs indigènes du pays qu'il traversait marchaient immédiatement derrière lui. Un de ceux-ci devait tuer le général, et les autres son aide de camp, son chef d'état-major, et le chef du bureau arabe. Heureusement que l'un de ces coquins, dans l'espoir d'en tirer bénéfice, vint tout raconter au général français, qui, sans rien perdre de son sang-froid, monta tranquillement à cheval ; avant d'arriver à l'endroit convenu, il fit signe aux chefs arabes de l'attendre pendant qu'il donnait des ordres au capitaine commandant la compagnie d'avant-garde, voltigeurs du 15^e léger, qui le comprit à merveille, et força la marche tout en parlant à voix basse à ses sous-officiers. Arrivé à la hauteur où l'assassinat devait avoir lieu, le capitaine fit ouvrir les rangs, et ses sous-officiers et soldats sautèrent à la gorge des traîtres, les renversèrent de cheval et les ficelèrent soigneusement avec leurs propres brimas (1).

(1) Corde en poil de chameau qui fait le tour du turban.

Ils furent envoyés en France, et on permit à l'un d'eux d'informer l'émir de l'i: succès de son odieuse perfidie.

VIII

Le prestige d'Abd-el-Kader fut dû à la réunion entre ses mains de la triple autorité religieuse, politique et militaire; il était à la fois prophète, prince, général, législateur et bourreau. En plus, comme Pierre I^{er} (1), il était à la fois grand et trivial et savait redescendre momentanément au derniers degrés de la hiérarchie sociale. Ce que la fondation des établissements militaires de Boghar, Thaza et Tegdempt, où, dans des massifs montagneux qu'il croyait inaccessibles aux Français, il enferma ses trésors, ses arsenaux, ses fabriques, coûta à l'émir de persévérance et d'efforts personnels, est vraiment inimaginable. Cet homme se fit terrassier et maçon, pour donner l'exemple à la masse des sauvages qu'il savait conduire à la bataille.

Il avait à peu près soumis à son autorité la région des Hauts-Plateaux et le Sah'ra des deux provinces d'Oran et d'Alger, pays stérile en céréales et mal pourvu d'eau. Une seule ville l'offusquait dans le Sah'ra, la petite ville d'Aïn-Mahdi, au sud de Mascara, au sud-ouest de Laghouat, où commandait un marabout vénéré, un mulâtre appelé Mohammed-el-Tedjini. Ce personnage, dont un frère avait été emprisonné et l'oncle mis à mort par l'ordre d'un ancien bey turc d'Oran, se méfiait de tout souverain temporel, et avait juré de ne reconnaître l'autorité d'aucun d'eux. L'oasis d'Aïn-Mahdi était donc un centre de résistance pour Abd-el-Kader, qui ne voyait en Tedjini qu'un ambitieux voulant, grâce à son influence religieuse et à ses

(1) Pierre I^{er} dit le grand, empereur de Russie.

richesses, devenir le maître du désert ; or l'orgueilleux émir avait pour principe qu'il faut étouffer un rival avant de le laisser avoir conscience de sa force matérielle ou morale. Il lui parut donc urgent d'occuper Aïn-Mahdi afin d'y déposer ses trésors et son matériel de guerre, car il était loin d'avoir confiance en l'expugnabilité de Tegdempt et de Boghar ; de plus, les Français venaient de prendre d'assaut Constantine jusque là inviolée. Aïn-Mahdi aussi passait pour imprenable, et comme les Arabes n'avaient jamais pu s'emparer de la moindre bicoque ni du plus petit ksar du désert, Abd-el-Kader chercha, dans la conquête de cette oasis, la gloire des armes pour ne pas paraître au-dessous de ces Français abhorrés qu'il se proposait d'expulser de l'Algérie.

L'oasis entière d'Aïn-Mahdi, entretenue par des puits d'eau assez potable, était isolée du Sah'ra par une muraille en terre cuite au soleil formant une première enceinte ; en arrière plusieurs murs intérieurs, hauts de vingt ou trente pieds, formaient des réduits ou compartiments irréguliers qui pouvaient être défendus séparément. La ville proprement dite, comprenant de trois à quatre cents maisons, et peuplée de huit cents habitants à cette date, était bâtie sur un rocher au centre des jardins et défendue par une muraille haute de vingt-cinq pieds, en pierre de taille enduite de béton, large de trois mètres, avec parapet servant de chemin de ronde. Des tours carrées, au nombre de douze, flanquaient cette muraille, et battaient par des meurtrières le pied du mur, ainsi que deux fortins en dehors. Les deux portes de cette forteresse, avec battants doublés de lames de fer, étaient masquées par des ouvrages extérieurs.

Un Tunisien, du nom de Mahmoud, avait construit, au commencement du siècle, cette forteresse inexpugnable pour des Arabes à l'époque où Aïn-Mahdi venait de repousser les assauts du bey ture d'Oran, Mohammed-el-Kébir, et s'attendait à un retour offensif.

C'est devant un pareil ensemble de fortifications que se présenta Abd-el-Kader ; l'armée régulière qu'il commandait était composée de six petits escadrons de khiélas ou cavaliers rouges comptant quatre cents hommes, de six petits bataillons réguliers formant au plus quatorze ou quinze cents fantassins, et d'un bataillon de Coulouglis de trois cents hommes. Ces derniers, dont l'émir avait emprisonné les femmes et les enfants, se battaient avec rage et désespoir pour ce maître abhorré.

Son artillerie comprenait deux obusiers de montagne servis par vingt-quatre artilleurs. Le reste de l'armée était un rassemblement confus, produit de la levée en masse des tribus arabes de la province d'Oran.

L'émir s'était flatté un moment qu'Aïn-Mahdi lui ouvrirait ses portes le jour où il paraîtrait devant la place. Mais cinq ou six cents nomades, qui étaient accourus au secours de leur marabout, accueillirent à coups de fusil les éclaireurs de son armée. Il envoya aussitôt à Mascara l'ordre de lui expédier l'artillerie nécessaire, et reçut alors huit vieilles pièces espagnoles ; puis il organisa un service de convois pour être ravitaillé en vivres et en munitions, et commença un siège régulier.

Après avoir battu en brèche le mur extérieur de l'oasis, pointant lui-même les canons, il lança à l'assaut quatre petites colonnes d'infanterie ; trois d'entre elles étaient destinées à faire diversion, et le bataillon qui avait la mission dangereuse de pénétrer dans les jardins était naturellement le pauvre bataillon des Coulouglis de Tlemcen, menacés à l'avance d'être fusillés s'ils reculaient. Le mur extérieur fut assez facilement emporté, mais la ville restait et les assiégeants vinrent échouer contre des murailles infranchissables auxquelles les canons ne purent faire brèche malgré huit cents boulets envoyés par une grossière batterie élevée dans les jardins.

Abd-el-Kader avait perdu quatre-vingts hommes tués et près de deux cents blessés dès le premier jour ; les assié-

gés entamèrent une série de sorties nocturnes qui finirent par décimer ses troupes. Il se retira alors en dehors de l'oasis, mais comme il sentait que l'accroissement ou le déclin de sa fortune allait dépendre de l'issue de l'entreprise, il s'obstina à rester sous Aïn-Mahdi. Il tenta deux assauts par surprise, puis, voyant que ses ressources s'épuisaient, il songea à établir des mines pour ouvrir ces remparts qui résistaient à sa trop faible artillerie.

Aidé d'un sergent hongrois, déserteur de la légion étrangère, M. Léon Roches, dont nous avons si souvent prononcé le nom et qui depuis la paix s'était attaché à Abd-el-Kader, se mit à pratiquer des mines ; mais il ignorait que les habitants des Ksours ont souvent recours à ce moyen d'attaque, et puis dans la place se trouvait un renégat, déserteur du génie très habile. L'émir fut donc contreminé, et apprit un beau matin avec étonnement que les assiégés avaient fait irruption dans un de ses ouvrages d'où ils ne furent délogés qu'après un combat acharné.

L'empereur du Maroc envoya quatre mortiers approvisionnés à cinq cents bombes, et le maréchal Valée, chose triste à dire, fournit quatre cents obus chargés. On bombardait la ville pendant trois jours, mais la bombe était impuissante contre les murs en terre cuite au soleil des maisons d'Aïn-Mahdi. Le siège menaçait d'être aussi long que celui de Troie.

Les assiégés cependant vivaient dans l'angoisse ; une explosion toujours menaçante leur faisait désirer une capitulation. Après six mois de siège, Tedjini évacua momentanément la ville, et Abd-el-Kader dut se contenter d'une victoire stérile, après avoir usé des ressources dont il aurait dû se montrer plus économe. Après un séjour d'un mois à Aïn-Mahdi, il en sortit pendant que Tedjini, ainsi qu'il était stipulé dans la capitulation, y rentrait par la porte opposée.

Avec leur imagination fertile, les Arabes commentèrent le siège d'Aïn-Mahdi, qui tourna bien vite au roman. L'or-

gueil de l'émir fut ainsi satisfait. C'est alors qu'il passa le Ché-liff, fit une pointe sur Bougie, et montra qu'il était prêt à rompre le traité de la Tafna.

Nous avons montré dans Abd-el-Kader l'homme privé, le soldat, le général ; il nous reste à dire ce qu'était le législateur, l'homme politique.

Comme il connaissait la piété des Arabes, piété réelle quoique de nos jours elle soit fortement teintée d'hypocrisie, il avait constamment entre les mains, pour le seconder, le levier de la loi religieuse. Il voulait être à la fois l'homme le plus capable, le plus brave et le plus pieux de l'Algérie. Il se montrait d'une exactitude scrupuleuse dans l'accomplissement de ses devoirs religieux ; tous les vendredis, au temps de sa puissance, quand il possédait encore des villes, il se rendait solennellement à la mosquée, escorté de huit chaouchs en tête desquels marchait un caïd. Le peuple l'attendait à sa porte et le suivait respectueusement ; à la mosquée, après avoir prié comme fidèle, il enseignait comme prêtre, ayant soin, bien entendu, d'accommoder ses prédictions avec ses intérêts politiques et selon les nécessités du moment. Par un temps de grande sécheresse, il sortit un jour dans la campagne, la tête et les pieds nus, récitant des prières pour demander la pluie, et il voulut que les Juifs, précédés de leur rabbin, joignissent leurs supplications à celles des Musulmans.

Cependant Abd-el-Kader, en vrai Arabe, méprisait profondément les Juifs. « Un juif, disait-il, est à peine au-dessus de l'idolâtre, qui lui-même est à peine au-dessus du porc. » Mais il les tolérait au milieu des siens parce qu'ils pratiquaient le négoce qui répugne aux indigènes, et parce que, ayant presque tous un état et ne s'épargnant pas au travail, ils se rendaient ainsi utiles et même indispensables. Dans la société arabe, telle que prétendit la constituer l'émir, la condition des Juifs était aussi précaire qu'abjecte ; ils n'étaient pas esclaves, en ce sens qu'ils n'appartenaient pas à un homme et que leur personne n'était pas l'objet

d'un trafic ; mais les Arabes les regardaient comme des êtres d'une nature infiniment inférieure à la leur. Ils les maltrahaient, les accablaient de toutes les marques de mépris, se posaient auprès d'eux comme de méchants maîtres vis-à-vis de leurs valets, et cherchaient, par les moyens les plus cruels, à leur extorquer leur argent et leurs marchandises.

Dès qu'il fut proclamé sultan par les tribus des environs de Mascara, en 1832, Abd-el-Kader, pour se procurer des ressources, frappa les Juifs d'une grosse contribution.

Ne serait-ce pas un sujet bien digne d'occuper l'attention du philosophe et du législateur que celui de la condition du peuple juif dans les sociétés musulmanes ?

Au Maroc, et dans les autres pays mahométans, les Juifs sont rejetés de l'enceinte des villes maures, ne peuvent y pénétrer la nuit, et sont, pendant ce temps, parqués dans un faubourg formant la ville juive.

Jadis, les chrétiens, aussi bien que les musulmans, montraient à leur égard une défiance qui les tenait dans une infâme abjection. Aujourd'hui, nos civilisations tendent à la fraternité universelle ; reste à savoir de quelle façon les Juifs suivent le mouvement ; en Algérie, depuis leur émancipation en 1870 (1), ils sont tombés dans le vertige de l'orgueil, et il est à croire que bientôt ils réclameront l'indépendance de la colonie, dont ils prétendront faire un nouveau royaume de Juda.

Le mépris que les Arabes témoignent pour le commerce n'a pas existé de tout temps ; Mahomet ne fut autre chose, dans sa jeunesse, qu'un négociant, chargé de la surveillance des caravanes de Khadidja, la veuve qu'il épousa plus tard, et il dit dans le Coran :

(1) En Algérie, nous avons émancipé les juifs en 1870 ; un vieillard qui n'avait jamais mis les pieds dans le pays, M. Crémieux, leur donna brusquement les droits de citoyens français, alors qu'ils n'avaient jamais, comme les Arabes, versé pour nous la plus petite goutte de sang. Les juifs algériens sont très au-dessous de nous dans l'échelle de la civilisation ; mais ils sont devenus ainsi électeurs et détiennent entre leurs mains la fortune publique.

« La mendicité doit être la dernière ressource de l'homme... Le commerçant droit et juste est au rang des âmes les plus élevées par la piété... Le travail garantit l'homme de la pauvreté. »

Les Arabes commerçaient en Algérie il y a quelques siècles ; mais l'arrivée des Juifs détruisit chez eux tout esprit mercantile. Ils furent découragés par la concurrence de ces gens humbles, lâches même, dont le caractère et les aptitudes étaient tournés vers le négoce de la façon la plus exclusive.

Peut-être est-ce au mépris inconscient des Arabes pour le commerce et le travail qu'il faut attribuer la haine méprisante d'Abd-el-Kader pour les Kabyles ; à ce motif, ajoutons toutefois la rancune d'un homme que ces rudes montagnards n'avaient jamais voulu reconnaître comme commandeur des croyants, et d'un marabout fanatique qui leur reprochait la tiédeur de leurs croyances religieuses.

« Ces fils du démon, s'écriait-il en rentrant de son excursion aux environs de Bougie, ont été enveloppés par la parole du prophète, mais ils me semblent les serviteurs du lapidé (de Satan). Ils ont soif de richesses, mais ne les demanderont jamais au courage ; comme les Juifs, ils s'en vont courir le pays arabe, forçant leurs bras à travailler, dans l'unique but de ramasser de l'argent. Chez ces sauvages, la femme ne porte pas de voile sur le visage, et l'autorité est dans la bouche de tous. »

L'émir interrogeait tous les Français qu'il pouvait rencontrer sur les pratiques et le fond de la religion chrétienne ; il se faisait expliquer dans le moindre détail et ses bases et ses coutumes. Il ne pouvait savoir grand'chose des déserteurs de la légion étrangère, et se répandait alors en imprécations contre notre incroyance. Malheur aux personnes de son entourage qui n'imitaient pas son exemple au moment de la prière, et ne se prosternaient pas la face tournée vers la sainte kâaba (1). La prière arabe en plein

(1) La construction de la Kâaba, ou temple de la Mecque, est attribuée par les musulmans à Abraham

air ne manque pas d'un certain caractère de grandeur. Point de fausse honte ; l'Arabe affectera plutôt la piété. Aux heures canoniques, il s'agenouillera, chaque jour, le front tourné vers la Mecque, en quelque endroit qu'il se trouve, et, après avoir adressé à Dieu son invocation et levé les bras au ciel, il se baissera jusqu'à terre. Tel est le début de la prière musulmane ; le croyant se redresse ensuite, la tête inclinée, se prosterne encore. Une troisième fois il se redresse, mais seulement sur les genoux et, se prosternant de nouveau, murmure des formules religieuses, et, enfin, se relève définitivement.

C'est cinq fois par jour que l'Arabe prie ainsi, car le Coran prescrit ces prières obligatoires ; à l'aurore (*el Fedjr*), à une heure après midi (*el Douhr*), vers quatre heures (*el Aâsser*), au coucher du soleil (*el Moghreb*), et deux heures après sa disparition (*el Acha*). La prière n'étant valable, d'après le Coran, que si l'on est en état de pureté, il prescrit des ablutions, en ayant soin de spécifier que là où il n'y a pas d'eau, le croyant pourra les remplacer par l'imposition des mains sur la terre ou le sable.

Lorsque la prière se fait en commun, les paroles sacrées sont récitées par le prêtre ou imam. Dans son camp, Abdel-Kader prêchait d'exemple et récitait les prières devant ses khalifas, secrétaires ou nègres.

Il était particulièrement sévère pour l'observation du jeûne arabe.

Le Ramadan (en arabe *Reumdan*), carême des musulmans, est autrement rigoureux que celui des chrétiens, à la condition, bien entendu, de l'observer selon la règle établie par le Coran. Mahomet a prescrit le jeûne pendant toute la lune du Ramadan parce que c'est dans ce mois que le Coran est descendu du ciel.

Tout musulman, à partir de l'âge de puberté, doit jeûner depuis l'heure où l'on peut distinguer un fil noir d'un fil blanc jusqu'au coucher du soleil. Le jeûne ne consiste pas seulement à s'abstenir de tout aliment solide et liquide ; il

consiste aussi à se priver de fumer, de priser, d'aspirer des parfums, etc.

Après le coucher du soleil, les Arabes les plus fervents se jettent sur les aliments avec une voracité extrême. Puis ils fument, ils prisent, et se livrent généralement à l'orgie. Ils se dédommagent largement la nuit, quand leur bourse le permet, des ennuis du jour ; les musulmans aisés, même ceux qui affectent les allures les plus austères, font de la nuit le jour, et du jour la nuit, de sorte qu'un mois de carême qui devrait être pour eux un temps de pénitence devient une époque de réjouissances. Le dernier repas de la nuit est le *Sohor*, et au moment où le jour arrive, il est d'usage de se rincer la bouche, de faire ses ablutions, puis ses prières, après quoi chacun se couche. Le nombre des musulmans qui, à l'heure matinale du jour, ont la vue faible au point de ne pouvoir distinguer un fil blanc d'un fil noir, est incroyable pendant le Ramadan et augmente de jour en jour.

Les pauvres hères, qui travaillent de leurs mains et n'ont pas les moyens de festoyer du soir au matin, accomplissent le Ramadan dans toute sa rigueur. L'année musulmane ou année lunaire ne comptant que onze mois, le Ramadan arrive à toutes les époques de l'année ; en été il est intolérable à cause de la soif. Il est permis alors aux voyageurs et aux moissonneurs de boire et même de manger. Mais dans ce cas, ils contractent une dette ; ils doivent, au cours de l'année, jeûner le nombre de jours pendant lesquels ils ont été contraints de manquer aux prescriptions du Coran.

L'entrée en Ramandan coïncide avec l'apparition de la nouvelle lune ; les uns la voient, les autres ne la voient pas, et la chose est tranchée en dernier ressort par le *cadi* ou un de ses assesseurs. Pour faciliter aux musulmans la perception d'un fil noir d'avec un fil blanc, l'autorité militaire, en Algérie, fait tirer chaque soir dans les places de guerre un coup de canon, afin d'indiquer l'heure

de la rupture du jeûne, et les soirs bien longs d'été, un formidable cri de soulagement accompagne la détonation.

Ceux qui approchaient de l'émir ont pu le voir sans armes ; ils ne l'ont jamais vu sans chapelet. Le chapelet (*sebha*) est porté au cou par les marabouts ; il a toujours quatre-vingt-dix-neuf grains. Après les cinq prières obligatoires, tout Arabe est tenu de dire son chapelet de la manière suivante : il le divise en trois parties égales de trente-trois grains chacune, et il répète trente-trois fois chacune des formules suivantes : *Dieu soit glorifié, Louange à Dieu* et *Dieu est le plus grand*.

Abd-el-Kader était superstitieux comme un enfant. On lui a entendu souvent réciter, entre autres un jour qu'un juif s'était présenté inopinément à lui, la formule orthodoxe d'exorcisme, telle qu'elle est donnée par le Coran :

« Je mets ma confiance dans le maître des hommes, roi des hommes, dieu des hommes, contre la malignité du perfide souffleur qui souffle dans le cœur des hommes, et contre la malignité des génies et des hommes.

» J'ai recours au maître du malin contre la malignité des êtres qu'il a créés, contre la malignité de la lune amie des ténèbres, contre la malignité des femmes qui font des vœux en soufflant, et contre la malignité de l'envieux quand il veut nuire. »

Comme tous les Arabes, il admettait des bons et des mauvais présages. Jamais il ne se serait mis en voyage sous une influence de mauvais augure, comme par exemple lorsque, au sortir de sa tente, il rencontrait un homme nu ou même demi-nu, ou qu'il entendait croasser un corbeau, ou qu'il croisait une vieille femme ou un aveugle.

Chez lui, tout se faisait au nom de Dieu. Le règlement très sommaire et très barbare qu'il donna à ses troupes régulières n'était autre chose qu'un catéchisme militaire, tant le Coran y était invoqué de fois. Les chapitres de ce règlement étaient précédés et suivis de commentaires théologiques ou de prières. Il n'écrivait jamais aux tribus qu'en

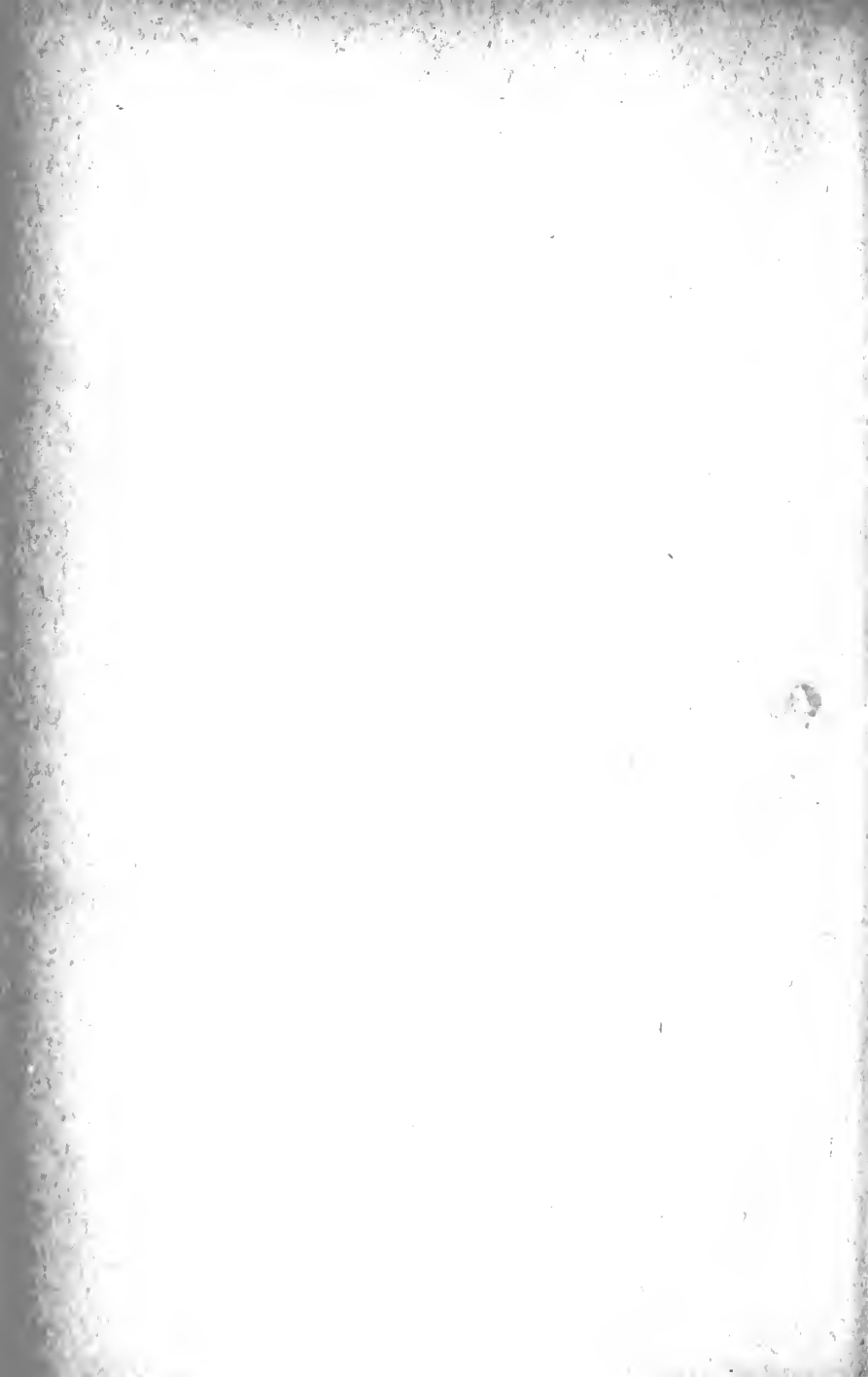
s'appuyant sur un texte sacré. Pour que nous ayons pu abattre cet homme, la foi musulmane devait être singulièrement affaiblie. Même sur la misérable monnaie de cuivre (*fels*) frappée par lui, on lisait : *La religion aimée de Dieu est l'islamisme*, et sur les piécettes d'argent (*mouzounas*) : *Je remets tout à Dieu ; car il est le meilleur des oukils (chargés d'affaires)*.

Somme toute, l'histoire impartiale dira qu'Abd-el-Kader voulut régénérer la race arabe, réveiller la foi musulmane, et chasser l'envahisseur du sol sacré de l'islam. Nous avons signalé les faiblesses, les petites passions de cet homme. Assassin de nos soldats, bourreau des siens, il ne peut nous inspirer qu'une médiocre sympathie.

Le chef arabe, a-t-on dit emphatiquement, le chef arabe qui, pendant six ans, sans armée régulière, sans places fortes, sans dépôts, sans trésor, sans canons, a tenu tête aux meilleurs généraux français qui entouraient le maréchal Bugeaud, l'homme par excellence de la guerre d'Afrique, ne s'est-il pas montré supérieur à ses adversaires, disposant de tout, alors qu'il ne disposait de rien ?

Le lecteur jugera si cette opinion n'est pas profondément erronée.

Abd-el-Kader a combattu pour deux choses sacrées : la foi et la patrie ; mais il a combattu en vrai barbare, et n'est pas à comparer à l'illustre adversaire que lui a opposé la France conquérante, au glorieux Bugeaud.



CHAPITRE VI

SOMMAIRE :

Position d'Abd-el-Kader en 1845. Les confréries religieuses musulmanes. Incident de Sidi-bel-Abbès. Le chérif El-Fadel. Les Khouans. Prophéties arabes. Bou-Maza. Les grottes du Dahra. Les faux Bou-Maza. Reddition de Bou-Maza. — Le colonel Montagnac. Le 8^e chasseurs à pied à Sidi-Brahim. Les capitaines Géraux et Dutertré. L'abbé Suchet à Sidi-Brahim. Le lieutenant Marin à Aïn-Témouchent. — Les chasseurs à pied et le duc d'Orléans. Le capitaine de Ribains. — Les prisonniers. Escoffier. La détra. Massacre des prisonniers. Le clairon Rolland. Echange des prisonniers survivants. L'enseigne de vaisseau Durand et le *Vélocé*. — Le duc d'Aumale à Constantine et à Alger. Les Aurès. Biskra. Abd-el-Kader au Maroc. Le général Lamoricière à la frontière. Combats entre les Marocains et la détra. Reddition d'Abd-el-Kader. Sa présentation au duc d'Aumale. Sa fin. — Bureaux arabes. Le capitaine Gay. Les colonels Valsin et Beauprêtre. Colonisation. Louis Veuillot en Algérie. Nos députés. Le général Bugeaud et la colonisation militaire. Le général Lamoricière et la colonisation civile. Le cantonnement des tribus. — Le duc d'Aumale, gouverneur. La révolution de 1848. Belle conduite du prince. Son départ. Troubles à Alger.

I

Au commencement de 1845, rien n'était changé dans la situation d'Abd-el-Kader; en outre, les espérances qu'il avait fondées sur la guerre du Maroc s'étaient évanouies après Tanger, Mogador et l'Isly. L'empereur l'invita inutilement à se rendre à Fez; il ne tint aucun compte d'une injonction qu'il se croyait le droit de considérer comme

une amère plaisanterie, et le monarque vaincu se garda bien d'insister !

L'émir résolut donc d'attendre patiemment l'occasion de reparaitre en scène. Il était bien placé à cette fin, car, réfugié chez les montagnards du Riff, à quelques lieues seulement de nous, il pouvait facilement, par ses émissaires, se tenir au courant de tout ce qui se passait en Algérie. L'occasion désirée ne se fit pas attendre longtemps. S'il est vrai qu'après la campagne de 1843, signalée par la prise de la Smala et la destruction de Tegdempt et de Thaza, une sorte de lassitude s'était emparée des Arabes, et, au moment de la guerre du Maroc, les avait rendus sourds à toutes les excitations, malgré les chances favorables qu'offrait à l'insurrection une guerre soutenue à la frontière occidentale, cette lassitude avait cessé au bout d'un an. Déjà les esprits se ranimaient au souffle des prédications fanatiques d'affiliés aux congrégations musulmanes. On ne saurait croire quel empire celles-ci prennent en Algérie, sur l'esprit des hommes dont elles font leurs instruments.

Pendant la terrible insurrection que les confréries provoquèrent alors (1845) un fait d'une nature étrange se produisit à Sidi-bel-Abbès, où nous n'avions à cette époque qu'une simple redoute en terre. Le commandant supérieur de ce poste était allé, avec la plupart de ses soldats, visiter le territoire d'une tribu voisine, lorsqu'une soixantaine d'Arabes vinrent en chantant des prières, et sans armes apparentes, se présenter à la porte de Sidi-Bel-Abbès. Le factionnaire, voulant les empêcher d'entrer, fut en un clin d'œil entouré, désarmé, poignardé et jeté dans un fossé ; puis, le yatagan à la main, les Arabes se répandirent dans le fort, tombant sur tout ce qu'ils rencontraient ; ils massacrèrent ainsi une vingtaine de nos soldats. Heureusement, quelques officiers restés à la redoute réussirent à rallier leurs hommes, et les lancèrent sur les assaillants. Ceux-ci, luttant avec une rage extraordinaire,

mais n'acceptant ni grâce ni merci, furent tués jusqu'au dernier. On reconnut alors que ces Arabes, presque tous de la tribu des Ouled-Brahim, étaient affiliés à la secte des Derkaouas, espèce de puritains musulmans aussi dangereux que les S'noussi de la Tripolitaine.

Peu après, un agitateur nommé Sid-el-Fadel, à la tête d'un millier de cavaliers de la tribu des Angade et de quelques centaines d'aventuriers de toutes les tribus, marcha contre Tlemcen, où commandait le général Cavaignac. El-Fadel se disait l'image de Dieu, le prophète ressuscité pour purger la terre sacrée de l'Islam de la présence du roumi maudit. Il annonçait, comme quantité de Chérifs ou prétendus envoyés de Dieu l'ont fait par la suite, que les fusils des Français ne partiraient pas, que toute résistance leur serait impossible, et autres absurdités du même genre. En même temps, il envoyait au général Cavaignac, par un de ses lieutenants, une lettre où nous relevons ce passage curieux :

« Sachez que Dieu m'a envoyé pour que vous vous soumettiez. Il a dit : Soumettez-vous à moi et à mon envoyé. Vous savez qu'il doit venir un homme qui régnera à la fin des temps ; cet homme, c'est moi, envoyé de Dieu le Très-Haut, et choisi parmi les plus saints de la suite du Prophète. Je suis l'image de celui qui est sorti du souffle de Dieu. *Je suis l'image de notre Seigneur Jésus, je suis Jésus le ressuscité*, croyant à Dieu et à son prophète. »

Le général Cavaignac se riait de cette audacieuse missive, lorsque le chef de bataillon Bazaine, chef du bureau arabe, vint lui apprendre que de nombreux exemplaires de la lettre avaient été répandus dans la ville, et qu'une grande agitation régnait parmi les indigènes. Ceux-ci se répétaient les uns aux autres les prodiges accomplis par El-Fadel, le maître de l'heure, prodiges dont les Français devaient surtout se ressentir. Le messenger fut donc incarcéré ; mais quand on vint lui dire qu'il allait tout bonnement être pendu, il répondit avec assurance qu'il défiait les Français

de mettre leur projet à exécution, car au premier cheveu qui tomberait de sa tête, la terre s'entr'ouvrirait pour engloutir les chrétiens de Tlemcen, général en tête. Dans la ville, en effet, les Arabes se tenaient prêts à la révolte, convaincus que l'émissaire d'El-Fadel était inviolable et prophétisait vrai. Pour frapper cette population dans ses superstitions, en même temps qu'étouffer promptement ses vellétés de révolte, Cavaignac donna l'ordre de promener l'émissaire à travers la ville, pendant qu'un crieur public annonçait que cet individu était condamné à être pendu comme espion et colporteur des lettres de l'ennemi. Plongés dans un morne silence et attendant toujours les prodiges annoncés, les habitants de Tlemcen virent accrocher le pauvre diable à une pièce de canon qui sortait d'une des embrasures du Méchouar. La terre ne s'entr'ouvrit pas ; mais un moment après on entendit les trompettes du 2^e hussards et les clairons des zouaves, du 10^e chasseurs à pied et du 15^e léger, qui se rendaient au-devant d'El-Fadel, campé à une lieue de Tlemcen. A onze heures, nos troupes quittaient la ville, à midi elles attaquaient l'envoyé du ciel, à une heure elles rentraient triomphantes : l'existence politique et guerrière de Sid-el-Fadel venait d'être terminée à son début.

L'insurrection qui couvait en 1845, éclata formidable dans le Dahra et la vallée du Chélif. Depuis longtemps, les Khouans annonçaient que le jour de la délivrance approchait, et que le *Muley-el-Sâa* (le maître de l'heure) allait enfin se lever pour délivrer le territoire algérien de la présence des Français. Le mot *Khouan*, qui signifie littéralement *frère*, est le titre que se donnent entr'eux les membres des congrégations de l'Islam. Quoique ces confréries de Khouans semblent n'avoir d'autre but que de s'occuper des questions religieuses, elles deviennent, par rapport à nous, essentiellement politiques. La preuve, c'est que nous les verrons, au cours de notre récit, fomenter toutes les insurrections locales qu'il a fallu réprimer depuis

1848 jusqu'à nos jours ; nous constaterons que partout la résistance a été proportionnée au nombre des Khouans. Si ces fanatiques refoulent par moments leur haine au fond de leur cœur, ils profitent de toutes les circonstances pour la manifester. En dépit donc des déclarations optimistes de certains hommes qui connaissent peu ou point la France africaine, il est clair que l'Arabe ne désarme pas, puisqu'il prête toujours l'oreille aux prédications des Khouans.

En 1845 les marabouts ne se bornaient pas à prononcer de vagues paroles : ils rapportaient encore les prophéties de Sidi-el-Akridar, l'un des écrivains les plus vénérés des Arabes. Cet El-Akridar avait prédit l'arrivée des chrétiens en Afrique, ainsi que leur départ ; des versets empruntés à ses écrits couraient le pays :

« Leur arrivée est certaine, car, par la puissance de Dieu, je suis instruit de l'affaire. Les troupes des chrétiens viendront de toute part ; les montagnes et les villes se rétréciront pour nous. Ils viendront avec des cavaliers et des fantassins ; ils traverseront la mer. »

» Ils descendront sur la plage avec des troupes semblables à un incendie violent, à une étincelle volante.

» Les milices chrétiennes viendront du côté de leur pays ; certes, ce sera un royaume puissant qui les enverra.

» En vérité, tout le pays de France viendra. Ils arriveront tous comme un torrent pendant la nuit obscure, comme un nuage de sable poussé par les vents.

» Ils entreront par la muraille orientale.

» Tu verras des chrétiens en masse venir dans des vaisseaux. Ils domineront les Arabes par l'ordre tout-puissant de Dieu ; les filles du pays seront en leur pouvoir.

» Mais après eux paraîtra le puissant de la montagne d'or ; il régnera plusieurs années. »

Un autre marabout s'écriait, dans des versets colportés de douar en douar :

« Il nous est venu des beys soumis aux chrétiens..... Tranquillisez-vous ; *celui qui est arrivé* les dispersera. Les

chrétiens se réfugieront derrière le grand étang salé ; ils vont quitter Oran. »

Plus explicite encore, le marabout Sidi-Lakhdar disait :

« Il viendra un chérif de l'ouest ; il s'élèvera derrière le fleuve et tuera les Français avec les soldats du Dahra. »

On ne comprend pas assez quelle foi profonde ont les Arabes dans des prophéties qui répondent à leurs plus ardens désirs, en élevant à la hauteur d'une vérité religieuse leur confiance dans l'affranchissement des races musulmanes. Chez eux, le mot *religion* remplace le mot *patrie*, qui n'entre pas dans les conceptions de leur intelligence. C'est le sentiment religieux qui leur fait combattre les chrétiens, ennemis de leur Prophète, et, en défendant leur religion, ils défendent plus que le sol de la patrie, plus que le foyer de leur famille : ils défendent leurs idées et leurs mœurs, en un mot, tout ce qui constitue le caractère particulier de leur race. Aussi posons-nous ceci en fait : tant qu'il y aura, en Algérie, un marabout pour prêcher et des Arabes pour l'écouter, l'ère des insurrections ne sera jamais close.

Le moment choisi par les confréries religieuses pour pousser en avant leur adepte, l'instrument de leurs visées, fut le mois d'avril (1). Un *Mouley-el-Sâa* (le maître de l'heure) se leva dans le Dahra ; à la tête d'une horde kabyle, il se précipita sur un détachement de quatre cents chasseurs à pied qui allait de Ténez à Orléansville, et ce ne fut qu'après deux jours d'une lutte opiniâtre que nos soldats purent continuer leur chemin. Quand ils arrivèrent à Orléansville, tout le pays était en feu.

Ce Mouley-el-Sâa, qui s'était proclamé le véritable sauveur des croyants, et qui avait pris le nom de Mohammed-ben-Abdallah (le nom du prophète), titre dont s'emparèrent dès lors tous les agitateurs qui tentèrent de se faire passer pour *maîtres de l'heure*, était né à Taroudent, dans le Ma-

roc. Il avait passé sa jeunesse à voyager de zaouïa en zaouïa, dans l'Afrique du Nord, où son fanatisme fut excité par la fréquentation assidue des marabouts et des khouans les plus exaltés. Sur l'ordre de ceux-ci, qui voulaient exploiter les prophéties, il s'était fixé dans le Dahra, pays au nord d'Orléansville (province d'Alger). Là, pendant deux années, il étudia les ressources du pays, les mœurs de ses habitants, se préparant de son mieux au rôle qu'il devait jouer. Ses extases, sa manière de vivre, ses prières continues, la malpropreté de ses vêtements, ne tardèrent pas à lui procurer une réputation de sainteté qui ne fit que grandir de jour en jour. Une chèvre, qui ne le quittait jamais et qui savait exécuter quelques tours de jonglerie et d'adresse, en excitant l'admiration des grossiers Kabyles du Dahra, lui avait valu un nom qui allait bientôt devenir populaire. On l'appelait Bou-Maza (le père de la chèvre, l'homme à la chèvre).

Bou-Maza avait reçu une leçon sévère en essayant de surprendre le détachement de chasseurs à pied ; renonçant donc à attaquer les Français, il s'en prit impitoyablement aux tribus qui s'étaient rangées sous notre domination. Deux caïds furent assassinés, et avec une mise en scène qui impressionna profondément la foule. Ainsi, l'un de ces chefs ayant été surpris dans sa tente, au milieu de la nuit, Bou-Maza le fit attacher et conduire devant lui :

« C'est toi, Bel-Kassem, dit-il, qui as semé le mal et servi le chrétien ? L'heure de ton châtiment a sonné.

— Hier, répondit Bel-Kassem j'ai envoyé vers toi un des miens pour te porter des paroles d'amitié et tu me réponds par la trahison !

— Fils de chien, tu oses parler ! s'écria Bou-Maza. »

Et se dressant sur ses étriers, il ajouta :

« Vous autres, écoutez ; que mon commandement s'accomplisse. Je viens d'en haut, et je porte la volonté du Tout-Puissant. Prenez cet homme : que le fer rougi au feu entre dans sa chair, que ses yeux cessent de voir, et

restent suspendus à sa joue par un lien de chair, que chacun de ses membres soit brisé un à un, et que de chacun d'eux sorte une douleur nouvelle. »

L'épouvantable supplice ordonné par Bou-Maza eut lieu. Le malheureux caïd fut tenaillé avec un fer rougi au feu, on lui creva les yeux, ses membres furent broyés un à un par le revers d'un yatagan. Bel-Kassem vivait encore, quand le Mouley-el-Sâa s'approcha de lui en criant :

« Vous autres, qui avez été témoins de la justice, allez. Que tous le sachent ; ainsi seront punis les serviteurs des chrétiens. La douleur en ce monde, la mort pour aller souffrir dans l'autre, voilà qui les attend. »

Et, armant son pistolet, il cassa la tête de Bel-Kassem.

Plusieurs exécutions de ce genre donnèrent à Bou-Maza un prestige extraordinaire. C'était réellement un dangereux ennemi, car il avait pour lui l'admiration respectueuse des Arabes. Lorsqu'il devait se défendre contre des compétiteurs religieux non affiliés aux Khouans, il s'écriait :

« Que celui qu'anime l'esprit de Dieu se révèle en présence de l'ennemi ! »

Et cet appel restait sans réponse, nul n'osant lui disputer le prix de la bravoure, vertu qui est la plus estimée des Arabes. Le pouvoir de Bou-Maza était donc immense.

Un jour, se présenta devant lui un Kabyle, évidemment un compère. « Des gens, lui dit-il, m'ont annoncé que tu es l'envoyé de Dieu. Dans ta course plus rapide que celle du lion, tu rassasies les vautours de cadavres de chrétiens ; un fleuve de sang les rejettera dans la mer d'où ils sont venus vivants. Je veux savoir la vérité. Si tu viens d'en haut, ce pistolet sera sans effet sur toi ; si tu as menti, la balle qu'il renferme dévoilera ton imposture. »

Le Mouley-el-Sâa se leva avec calme, et répondit :

« Que la preuve de la vérité soit donnée. »

Le Kabyle arma son pistolet, visa Bou-Maza à la poitrine, et lâcha la détente. Bien entendu, le coup ne partit

point. Trois fois il renouvela sa tentative ; trois fois encore, le coup rata.

Tous ces tours d'escamotage n'étaient même pas discutés par les Arabes, peuple crédule à l'excès. Quoi d'étonnant, lorsque Bou-Maza, après s'être rendu, fut dirigé sur la France, si les populations indigènes traversaient son escorte, se prosternaient à ses genoux, baisaient ses pieds, ses étriers, ses vêtements, même son cheval, chacun sollicitant un mot ou un regard ?

Nous n'avons pas l'intention de raconter en détail les nombreuses opérations militaires que nécessita l'insurrection de cet arabe. Bornons-nous à dire qu'au début, le maréchal Bugeaud lança dans le Dahra trois colonnes commandées par les colonels Pélissier, Saint-Arnaud et Ladmirault, pendant que lui-même se dirigeait sur Ténez, au centre des opérations. Bou-Maza disparut alors et la première phase de la révolte fut terminée. Ici se place l'histoire d'une exécution militaire qui eut en France un retentissement trop considérable, et au sujet de laquelle cette classe de philanthropes, parfaitement insensibles d'ailleurs aux misères et à la mort de nos soldats, mais qui, en revanche, garde ses attendrissements pour nos ennemis, jeta les hauts cris, sans vouloir convenir que le colonel Pélissier avait tout simplement obéi aux impérieuses nécessités de la guerre.

Le colonel Pélissier, chef d'état-major du maréchal Bugeaud, voulant opérer le désarmement des Ouled-Riah, ces derniers crurent pouvoir s'y soustraire en se retirant dans des grottes réputées inexpugnables. Pélissier se présenta devant la principale ouverture de ces cavernes, mais sa tête de colonne fut reçue à coups de fusil. Les circonstances étaient graves ; l'insurrection grondait et menaçait d'éclater de nouveau. D'abord on se contenta de bloquer les Ouled-Riah dans leur repaire, en les sommant de se rendre ; mais comme nos parlementaires furent tous massacrés, comme le temps pressait et que le

colonel n'avait pas le loisir d'attendre que la famine poussât ces fanatiques hors de leur retraite, il donna l'ordre de couper des fascines et de les entasser entre les fissures des rochers qui surmontaient les grottes. Ensuite, à plusieurs reprises, il prévint les Ouled-Riah qu'il allait faire mettre le feu aux fascines. Ce fut en vain : nos parlementaires furent toujours reçus à coups de fusil. Alors le colonel Pélissier exécuta sa menace, et, convaincu que les Ouled-Riah se soumettraient, disposa sa troupe de façon à cerner les avenues conduisant aux grottes, pour s'emparer des Arabes que la fumée chasserait au dehors. Les fascines, composées de bois vert, dégageaient une fumée âcre qui, entraînée par le vent, s'engouffrait partout. De longues heures s'écoulèrent, durant lesquelles aucun Kabyle ne se montra ; seulement on entendait confusément, dans l'intérieur, comme le bruit d'une lutte, accompagnée de gémissements. C'étaient évidemment les gens fanatisés par Bou-Maza, qui empêchaient les autres de se rendre. Enfin le lendemain, tout, dans le voisinage, était silencieux comme un sépulcre. La fumée avait disparu, mais sans laisser derrière elle aucun être vivant. Pénétrant alors dans les grottes, nos soldats y trouvèrent, gisant sur la terre humide, huit cents cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants, confondus avec des milliers de chèvres et de moutons, asphyxiés comme leurs maîtres.

« Terrible, mais indispensable résolution, écrivait à son frère le colonel Saint-Arnaud. Pélissier a employé tous les moyens, tous les raisonnements, toutes les sommations ; il a dû agir de rigueur. J'aurais été à sa place, j'en aurais fait de même ; mais je préfère que ce lot lui soit tombé plutôt qu'à moi. Les journaux philanthropes ne vont pas manquer de s'emparer de ce fait pour attaquer encore l'armée d'Afrique... Je voudrais bien que vos journalistes de Paris fissent campagne avec nous ! »

Effectivement, le déchaînement contre le colonel Pélissier fut universel ; personne ne voulait comprendre comment des

Français n'avaient pas reculé devant de telles horreurs. Le maréchal Bugeaud s'empressa, avec une rare loyauté, de couvrir son subordonné ; il fournit des explications catégoriques sur l'affaire des grottes, et en assumait toute la responsabilité.

« Commençons, écrivit-il, par examiner à son véritable point de vue le terrible siège des grottes des Ouled-Riah. Pour que le public puisse apprécier cet événement funeste, il faut qu'il sache combien il était important, pour la politique et pour l'humanité, de détruire la confiance que les populations du Dahra et de beaucoup d'autres lieux avaient dans les grottes. Toutes les tribus qui en possèdent s'y croyaient inexpugnables, et, dans cette opinion, elles se sont de tout temps montrées fort récalcitrantes. Sous les Turcs, elles refusaient souvent l'impôt, et quand la cavalerie du gouvernement se présentait, la tribu tout entière se retirait dans les cavernes, où l'on ne savait pas la forcer.

» Abd-el-Kader lui-même l'a éprouvé à l'égard des Sbèahs, qui se sont mis deux fois en révolte contre lui. Il a pu les réduire au moyen de sa grande influence morale, qui lui a permis de les faire bloquer et séquestrer par les autres tribus environnantes ; mais un pareil moyen serait inefficace entre nos mains : on ne sert pas les chrétiens comme on servait Abd-el-Kader.

» Lorsque le colonel Pélissier eut fait l'investissement complet des grottes, il tenta de parlementer au moyen d'Arabes qui étaient dans son camp ; mais on fit feu sur les parlementaires. Cependant, à force de persévérance, on parvint à ouvrir des pourparlers ; ils durèrent toute la journée sans aboutir à rien. Les Ouled-Riah répondaient toujours : « Que le camp français se retire ; nous sortirons et nous nous soumettrons. » Ce fut en vain qu'on leur fit, à plusieurs reprises, la promesse de respecter les personnes et les propriétés, de n'en considérer aucun comme prisonnier de guerre, et de se borner au désarmement. De temps à autre, on les prévenait que le combustible était

ramassé, et qu'on allait les chauffer si l'on n'en finissait pas. De délai en délai, la nuit arriva. Fallait-il que le colonel Pélissier se retirât devant cette obstination, abandonnant la partie ? Mais les soldats et les chefs l'en auraient vivement blâmé. Les conséquences politiques de ces déterminations eussent été funestes, car la confiance dans les grottes aurait beaucoup grandi. Aurait-il dû attaquer de vive force ? Cela était à peu près impossible, et, dans tous les cas, il fallait perdre beaucoup de monde dans cette guerre souterraine, qui n'eût pas été beaucoup plus satisfaisante pour l'humanité. Se résigner à un simple blocus qui pouvait durer quinze jours, c'était perdre un temps précieux pour la soumission du Dahra, et refuser son concours au colonel Saint-Arnaud. Après avoir pesé ces divers partis, le colonel Pélissier se décida à employer le moyen qui lui avait été recommandé par le gouverneur général pour les cas d'extrême urgence. »

Toutes ces raisons sont péremptoires.

Le terrible exemple des grottes des Ouled-Riah ne devait pas être perdu. Quelques jours après l'exécution ordonnée par le colonel Pélissier, les Sbéahs, tribu voisine également en insurrection, se retirèrent aussi dans leurs grottes. On les y poursuivit, et dès la première sommation, sans qu'on fût cette fois obligé de ramasser des fascines, ils se rendirent immédiatement.

L'insurrection ne se calmait pourtant pas. Tribus sur tribus laisaient défection. « Comment les Chambres, écrivait le colonel Saint-Arnaud à son frère, prendront-elles tous ces événements ? La presse attaque toujours le maréchal avec acharnement, et lui, toujours il répond par des succès. C'est une barque difficile à conduire, frère, et vos journaux n'aident pas à gouverner. *Abd-el-Kader les fait traduire, et profite ainsi de nos folies et de nos erreurs.* »

Un autre jour, le colonel Saint-Arnaud écrivait :

« Les journaux continuent à être absurdes, et à attaquer notre maréchal sans rime ni raison. C'est qu'il ne travaille

pas, comme tant d'autres, pour les journaux et pour l'opinion, mais seulement pour le pays. »

Sur tous les points où l'insurrection s'organisait, des prédicateurs de guerre sainte se présentaient sous le nom de Bou-Maza, de sorte que nos soldats finirent par révoquer en doute l'existence même du puissant agitateur. On crut un instant qu'il n'était qu'un mythe, un étendard invisible et immatériel, une sorte de mot d'ordre qu'on se passait de main en main. Le véritable Bou-Maza ne devait pas tarder à faire parler de lui.

Il était alors dans la vallée du Chélif, aux prises avec l'actif colonel Saint-Arnaud, commandant la subdivision d'Orléansville; c'est dire qu'il avait à lutter contre un adversaire que rien n'arrêtait. En plein hiver, le colonel écrivait à son frère (1): « Il faut bien tenir la campagne, puisque l'ennemi la tient... Mais quelle guerre ! Ces Arabes, ce sont les chouans, les bons chouans de 1794. Les chefs leur manquent, heureusement, et aussi l'union, car chaque tribu est un peuple qui agit selon ses passions, et dont la tribu voisine est souvent l'ennemie mortelle. Si l'Afrique entière se soulevait comme un seul homme, malgré les bavards qui disent qu'il n'y a pas ici de population, nous serions bien vite acculés à la mer... Nous faisons une guerre sans gloire, et qui nous coûte autant, en résumé, que la bataille d'Austerlitz. »

Les autres Bou-Maza, ou plutôt les autres Chérifs (2), surgissaient un peu partout. « Ils sortent de terre, écrivait le colonel Saint-Arnaud. Les cartes se sont brouillées par ici, et les Arabes veulent encore des coups de fusil — que je vais leur prodiguer. » Un de ces Chérifs souleva le pays autour de Cherchell; un autre, celui des Beni-Zoug-Zoug, fut pris et traduit devant un conseil de guerre, où il se déclara le frère de Bou-Maza, né dans le Maroc

(1) 14 février 1846.

(2) Le pluriel arabe est *chourfa*.

comme lui. Sans doute, cet individu était encore un émissaire des khouans ; il avoua, du reste, appartenir à la grande confrérie des Muley-Thaïeb, qu'il glorifia avec emphase, déclarant qu'elle était si redoutable, qu'aucun sultan ne pouvait être nommé sans son assentiment (1). Quand le président du conseil de guerre lui demanda pourquoi lui, étranger, était venu prendre part aux insurrections algériennes, il répondit : « Je n'avais d'autre désir que celui de faire triompher notre sainte religion. » Par là le caractère religieux de l'insurrection de 1845-1846 s'affirmait nettement. En France, on en fut surpris, tant on s'était habitué à parler de l'Algérie sans la connaître.

Cependant, le vrai Bou-Maza s'était jeté dans les Flittas, puis avait été rejoindre Abd-el-Kader, qui avait repris la campagne dès le commencement des hostilités. Chassé du désert par les généraux Marey et Herbillon, le Mouley-el-Sâa, suivi d'un certain nombre de cavaliers fidèles, essaya de regagner le Dahra et la vallée du Chélif. Près de Teniet-el-Hâad, il fut rencontré par le lieutenant Margueritte (2), chef du bureau arabe de Teniet-el-Hâad, qui n'avait avec lui que quelques spahis avec lesquels il chargea audacieusement la troupe de Bou-Maza ; celle-ci perdit la moitié des siens, avec tous les bagages. Arrivé presque seul au Dahra, et sachant que le colonel Saint-Arnaud, à Orléanville, se tenait prêt à toute éventualité, à la tête d'une colonne toujours tenue en haleine, Bou-Maza, désespérant de la fortune, prit une résolution extrême : celle de se rendre. Mais il préféra se constituer prisonnier entre les mains de celui qui avait été son plus terrible adversaire : le colonel Saint-Arnaud. Comme le caïd des Beni-Younès, était occupé à percevoir les impôts dans sa tribu, un homme se présenta tout à coup devant lui, descendit de cheval et s'avança fièrement, calme et hardi ainsi qu'aux jours de sa

(1) C'est à peu près exact quant au Maroc. (Voir 2^e vol.)

(2) Plus tard général, tué glorieusement à la bataille de Sedan.

puissance. Frappés de terreur à son aspect, le caïd et les quatre cavaliers qui l'accompagnaient n'osaient bouger. Ceux qui auraient dû se jeter sur lui pour le garrotter, se sentaient plutôt disposés à tomber à ses pieds.

Prenant alors la parole, Bou-Maza leur dit avec un certain mépris :

« Je vous accorde l'aman, je ne viens plus pour faire la guerre. Dieu est pour les chrétiens ; qui oserait lutter contre ses desseins ? Conduisez-moi vers le chef d'Orléansville. »

Un des cavaliers prit aussitôt les devants pour avertir le colonel Saint-Arnaud ; le caïd et ses compagnons marchèrent derrière Bou-Maza, lui servant humblement d'escorte. Mis en présence du colonel, le chérif lui dit avec autant d'assurance que de dignité :

« Après avoir fait pour notre religion et notre indépendance tout ce qu'un homme peut faire, je me rends à toi, car tu es le Français qui a le plus combattu contre moi. »

« Bou-Maza est entre nos mains, écrivait Saint-Arnaud à son frère (1). Il est ici depuis deux heures. Quel beau et fier jeune homme ! Nous nous sommes regardés dans le blanc des yeux... Bou-Maza n'est pas un homme ordinaire ; il y a en lui une audace indomptable, jointe à beaucoup d'intelligence, dans un cadre d'exaltation et de fanatisme. Il se croyait appelé à de grandes choses, et comment ne l'aurait-il pas cru ? Mis en avant par la puissante secte des Muley-Taïeb, il correspondait avec l'empereur du Maroc, qui l'aidait de son or, de sa poudre, et l'encourageait à la guerre sainte. »

Plus loin le colonel, ajoute :

« Tous nos caïds, presque sans exception, lui fournissaient des hommes, de l'argent et de la poudre. Ce serait triste, si les révélations d'un conseil de guerre venaient mettre à nu ces plaies de notre histoire africaine. »

(1) 13 avril 1847

Ces plaies, depuis l'époque où fut écrite la lettre que nous venons de citer, ont été souvent mises à nu. Que de fois n'a-t-on pas répété :

Dans tout chej arabe, il y a l'étoffe d'un traître.

Le maréchal Bugeaud envoya Bou-Maza à Paris. Un journal de l'époque trace de lui le portrait suivant :

« C'est un homme de vingt-cinq ans au plus ; sa taille est élevée, svelte et même élégante. Quoique souffrant de plusieurs blessures, surtout du bras gauche, dont l'articulation est complètement ankylosée, son aspect annonce la vigueur. Ses grands yeux noirs, bordés de longs cils, et ses sourcils bien arqués, sont éclairés d'un feu sombre. Ses lèvres un peu épaisses, le bas de son visage proéminent, son teint bronzé annoncent de violentes passions. Rien dans sa personne ne dément les aventures extraordinaires, ni la réputation d'audace et de cruauté qu'a laissée le sultan du Dahra parmi les populations qu'il a traversées. »

« Dans une grande guerre, j'aurais la plus grande confiance en Saint-Arnaud. C'est un homme qui ira loin, et qui sera toujours à la hauteur des positions qu'on lui assignera. »

Tel était alors le jugement porté par le duc d'Aumale sur le vainqueur de Bou-Maza.

« Tu as vu Canrobert, écrivait de son côté le colonel Saint-Arnaud à son frère ; c'est un vrai Duguesclin qui a dû te convenir. »

La répression de cette révolte fut l'origine de la fortune militaire de Canrobert ; on le chargea d'annoncer au maréchal que le Dahra était pacifié. Bugeaud se préparait à se retirer lorsque prenant sous le bras le lieutenant-colonel (1), il s'avança près du groupe formé par les officiers de son état-major :

« Messieurs, dit-il, une armée qui sait obéir, une armée

(1) Canrobert était alors lieutenant-colonel.

qui sait souffrir, une armée qui a des chefs comme ceux-ci (et il désignait le lieutenant-colonel), est la force et l'espoir d'un pays. Vous avez montré, durant ces campagnes, ce que vous valiez; le temps ne vous fera jamais faillir à la France. »

L'avenir prouva que le maréchal avait dit vrai.

II

Pendant l'insurrection du Dahra, Abd-el-Kader n'était pas inactif. Nous avons vu qu'après la terrible exécution des grottes des Ouled-Riah, Bou-Maza s'était jeté dans le pays des Flittas. Le général Bourjolly, commandant la subdivision de Mostaganem, voulut pénétrer sur ce dangereux territoire; mais, battu dans un furieux combat de deux jours, dans lequel nous perdîmes une centaine de blessés et trente morts (dont le lieutenant-colonel Berthier, du 4^e chasseurs d'Afrique, et le commandant Clère, du 9^e bataillon de chasseurs à pied), il avait dû prendre position sur la basse Mina, attendant du secours de Mascara et d'Orléansville. C'est à ce moment que l'émir, d'accord avec Bou-Maza pour se tenir sans cesse en mouvement afin de diviser nos forces, se montra tout à coup suivi d'une vingtaine de mille cavaliers, aux environs du poste de Djemma-Ghazaouat, placé au bord de la mer, et sous le commandement du lieutenant-colonel de Montagnac.

Cet officier supérieur, dont les lettres viennent d'être récemment publiées par son neveu, était le type de ce que nous appelons le troupier fini, dur pour lui-même autant que pour les autres. Écoutons-le parler :

« Je pioche, dit-il, je me remue, je bisque, je jure, je tempête, je ris — pas souvent, par exemple, — je mange — pas trop, — je bois très peu, je dors mal; je fais trimer

les uns, je rosse les autres ; j'en ai appliqué, ces jours-ci, cent coups de bâton à quatre Arabes, en plein marché, moyen infailible pour réduire mon monde à l'obéissance. »

Le côté brutal du caractère de cet homme de guerre se révèle encore dans le passage suivant :

« J'aurais dû servir chez les Turcs : avec l'étonnante disposition que j'ai à tanner la peau humaine, j'aurais eu des chances pour devenir un personnage remarquable dans un pays où les instruments contondants et tranchants jouent un si grand rôle comme moyen de persuasion. »

Plusieurs fois, le lieutenant-colonel de Montagnac reçut des observations du général de Lamoricière, mais il se déclarait incorrigible.

« Je suis, disait-il, exaspéré par les lâches assassinats, les surprises nocturnes et les trahisons des Arabes, et je crois que ma sévérité est nécessaire. »

S'adressant à sa famille, il écrivait :

« Pour dominer les Arabes, il faut les rétribuer selon leurs œuvres, avec la justice la plus indépendante et la plus impartiale, et briser leurs chefs sous une verge de fer, lorsqu'ils s'écartent de la ligne de leurs devoirs. »

Et un autre jour :

« Ces actes d'autorité vous paraissent abjects, à vous, braves gens qui vivez en paix dans votre cité industrielle ; mais, dans ce pays-ci, où les serpents rampent sous l'herbe, où les loups-cerviers sont partout sur les sentiers, la mort doit faucher sans relâche. Voilà pourtant comme le cœur le plus sensible peut devenir implacable, lorsqu'il est obligé d'endosser cette immense responsabilité de la tranquillité d'un pays. »

« A chaque instant, ajoutait-il, je suis forcé d'user de ces moyens qui brisent toutes les fibres de mon pauvre vieux cœur, pour maintenir ces populations remuantes, qui ne comprennent encore que la justice saignante. »

Voici comment il souhaitait mourir :

« Se faire casser la tête sur un champ de bataille est, à

mon avis, pour un soldat, la façon la plus propre de quitter ce bas monde. »

Le vœu du lieutenant-colonel de Montagnac devait être exaucé.

Sitôt qu'Abd-el-Kader eut signalé sa présence sur le territoire de la province d'Oran, le général Cavaignac, commandant la subdivision de Tlemcen, se porta contre lui. Pourtant il n'était pas sans inquiétudes, car, pour garder cent lieues de frontières et maîtriser une insurrection étendue, il ne disposait que d'un bataillon de zouaves, des 8^e et 10^e bataillons de chasseurs à pied, du 15^e léger, du 41^e de ligne et du 2^e hussards, en tout sept bataillons et quatre escadrons. Dans un premier engagement, le bataillon de zouaves perdit son chef, le commandant Péraguay, vieux soldat de l'île d'Elbe ; dans l'engagement suivant, les Arabes combattirent avec une telle impétuosité, montrèrent une si grande confiance en eux-mêmes, que Cavaignac, jugeant qu'il devait être arrivé quelque événement extraordinaire, se replia sur son camp de Lalla-Maghnia, où, en effet, il reçut les plus déplorables nouvelles.

Abd-el-Kader s'étant montré aux environs de Djemma-Ghazaouat, où commandait le lieutenant-colonel de Montagnac, avait sommé la tribu des Souhalia d'embrasser sa cause. Celle-ci ne demandait pas mieux que de nous trahir et était en même temps désireuse de se venger ; elle députa vers le colonel un caïd chargé de lui dire que, craignant la visite de l'émir, la tribu implorait le secours des Français. La prudence du lieutenant-colonel de Montagnac n'égalait malheureusement pas sa bravoure. Lamoricière et Cavaignac, qui redoutaient son exaltation chevaleresque, lui avaient pourtant bien recommandé de ne pas sortir de Djemma-Ghazaouat quoi qu'il arrivât : le soin de tenir la campagne, s'il y avait lieu, ne le concernait en aucune façon. D'ailleurs la troupe dont disposait le colonel ne se composait que d'un seul bataillon, le 8^e chasseurs à pied, commandant Froment-Coste, et d'un escadron du

5° hussards, capitaine Gentil de Saint-Alphonse, près duquel se trouvait par hasard le chef d'escadron Courby de Cognord, du même régiment. Cette garnison comptait sept cents hommes au plus.

Montagnac oublia les sages avis de ses supérieurs, devant l'insistance du caïd. « Viens, lui disait ce traître ; l'émir est tout près d'ici ; avec quelques cavaliers seulement, nous te conduirons jusqu'à lui et tu le prendras. »

Cette tribu des Souhalia nous ayant rendu de réels services pendant la campagne de 1844, le généreux soldat ne voulait pas l'abandonner au ressentiment d'Abd-el-Kader. Il sortit donc avec tout ce qu'il avait de disponible, c'est-à-dire trois cent cinquante chasseurs à pied et soixante-deux hussards, commandés par MM. Froment-Coste et Courby de Cognord.

Après avoir marché toute la nuit du 21 septembre, la petite colonne vint camper sur les bords de l'Oued-Saouli ; la position bien choisie eût coûté trop d'efforts aux Arabes ; aussi le caïd des Souhalia revint-il importuner Montagnac qui consentit à s'avancer jusqu'au marabout de Sidi-Brahim, construit sur un plateau découvert. Une quarantaine de cavaliers indigènes parurent alors à quelque distance ; mais leur allure était timide et circonspecte, et, quand le colonel marcha contre eux avec l'escadron de hussards, ils tournèrent bride et s'enfuirent précipitamment. Montagnac avait laissé au camp de l'Oued-Saouli le commandant Froment-Coste avec une compagnie de chasseurs, et s'était avancé sur Sidi-Brahim avec les trois autres compagnies. En voyant la fuite des Arabes, il commit encore l'imprudence de morceler sa troupe. Il fit prendre le trot à l'escadron de hussards, et, laissant une compagnie de chasseurs à pied au marabout même, il donna aux deux autres l'ordre de suivre le mouvement. Dès que les pelotons de hussards qui tenaient la tête furent arrivés au bas du plateau, les Arabes poursuivis firent brusquement volte-face, et de tous les ravins sortirent des milliers de combattants.

Le guet-apens était habilement préparé.

Au premier choc, le commandant Courby de Cognord, qui conduisait le premier peloton de l'escadron de hussards, fut démonté et blessé ; il sauta sur un autre cheval, mais, blessé deux fois encore, il tomba entre les mains des Arabes, qui le hachèrent à coups de yatagan. Le capitaine Gentil de Saint-Alphonse, qui suivait avec le deuxième peloton, eut la tête fracassée d'un coup de pistolet tiré à bout portant. Montagnac fait alors hâter la marche des deux compagnies de chasseurs à pied, s'élance avec les deux autres pelotons de l'escadron, et rallie une vingtaine de cavaliers échappés au massacre ; mais un ennemi dix fois supérieur en nombre l'entoure, le presse, et finalement il est atteint d'une horrible blessure au ventre. A ce moment, les deux compagnies de chasseurs arrivent, et forment tant bien que mal le carré avec les débris des hussards. Rappelant à lui, pour sauver les braves gens que son imprudence avait sacrifiés, le reste de ses forces, l'infortuné colonel ordonne au maréchal des logis Barbier de se mettre à la recherche du commandant Froment-Coste, et de l'amener sur le lieu du combat. Pendant trois heures, hussards et chasseurs à pied soutiennent les assauts de la cavalerie ennemie, et se défendent jusqu'à épuisement complet des munitions. Alors les Arabes se rapprochent de ce groupe silencieux, et sous leur feu, selon l'expression d'un témoin oculaire, nos soldats tombent un à un « comme les pierres d'un mur ». Le lieutenant-colonel Montagnac, se sentant mourir, trouve encore assez d'énergie et de présence d'esprit pour dire aux derniers survivants :

« Enfants ! laissez-moi, mon compte est réglé ; tâchez de gagner le marabout de Sidi-Brahim, et faites-y une défense désespérée. »

Ce furent ses dernières paroles. Le commandant Froment-Coste arrive avec ce qui reste de chasseurs ; mais, aux premières décharges des réguliers d'Abd-el-Kader, il

tombe à son tour mortellement frappé. Tous ses hommes se font hacher autour de son cadavre.

Il ne restait plus que la compagnie de carabiniers, forte de quatre-vingt-trois hommes, qui s'était retranchée au marabout de Sidi-Brahim, sous les ordres du capitaine Géraux. Une multitude d'Arabes, conduits par l'émir en personne, investissent le marabout, et dirigent sur les nôtres une violente fusillade, mêlée de pierres; mais le tir des grosses carabines arrête les assaillants, dont les plus hardis se font tuer à coups de baïonnette sur les murs du marabout. Abd-el-Kader suspend alors le combat, et envoie au capitaine une sommation écrite, l'engageant à cesser une lutte inutile et lui promettant la vie sauve pour lui et ses soldats. Géraux leur communique la lettre; tous y répondent par le cri de : Vive le roi ! Aussitôt ils improvisent un drapeau tricolore avec des débris de vêtements, le hissent sur le sommet du marabout, pratiquent à la hâte quelques créneaux dans la muraille, coupent les balles en quatre pour prolonger la résistance, et se préparent à mourir pour leur pays. L'attaque recommence furieuse et acharnée, puis cesse tout à coup. Ici se place un épisode admirable. Le capitaine adjudant-major Dutertre, pris blessé et laissé vivant, va, comme le chevalier d'Assas, nous donner l'exemple d'un héroïsme sublime, que l'histoire, en traits indélébiles, doit enregistrer pour la consolation du genre humain.

Les blessures du capitaine Dutertre ne l'empêchant pas de marcher, Abd-el-Kader lui ordonne d'accompagner quelques cavaliers arabes, pour engager les Français à se rendre. L'héroïque officier écoute froidement les ordres de l'émir et s'achemine vers le marabout.

« Géraux, s'écrie-t-il, quand il est à portée de la voix, Géraux, et vous, mes camarades du 8^e, on va me tuer si vous ne déposez les armes, et moi, je viens vous dire de résister jusqu'à la mort. Vive la France ! »

Le vaillant Dutertre tombe foudroyé; un des cavaliers

lui coupe la tête et va la présenter à Abd-el-Kader. Plein de rage, celui-ci recommence le combat ; mais aucun des nôtres ne faiblit.

L'émir fait de nouveau cesser le feu jusqu'au lendemain et, faisant disparaître ses cavaliers, il engage contre nous un millier de ses plus intrépides fantassins. Le lieutenant Chappedelaine, quoique blessé, reste debout aux côtés du capitaine Géraux, et continue à diriger la résistance. Abd-el-Kader recourt ensuite à un moyen qui lui semble plus efficace ; s'éloignant hors de la portée des carabines, il enveloppe le marabout d'un cordon de postes qui ferme toute issue.

Pendant trois jours, les énergiques soldats du capitaine Géraux restent sans eau et sans vivres. On a bien sauvé les deux mulets du cantinier ; mais ces animaux sont chargés d'absinthe, et l'absinthe pure ne calme pas la soif, au contraire. Quelques hommes en prennent pourtant et la mélangent avec de l'urine. A la fin du troisième jour, la situation n'est plus tenable ; les chasseurs supplient leur capitaine de sortir avec eux : « Mourons en rase campagne, disent-ils, plutôt que de périr ici misérablement. »

Le capitaine Géraux croit avoir remarqué que l'ennemi se relâche un peu de son active surveillance ; il se rend aux instances des siens. « Mieux vaut, en effet, leur répond-il, mourir en combattant que d'agoniser ainsi. » Mais Géraux a le tort de partir en plein jour, oubliant que, grâce au caractère de l'Arabe qui n'aime pas le combat de nuit, l'obscurité lui offrait plus de chances de salut. Il y a dix blessés dans le marabout ; les chasseurs n'abandonneront pas leurs camarades, on les emportera. A la tête des soixante-dix hommes valides qui lui restent, Géraux s'élance et fait une trouée à la baïonnette à travers les postes ennemis ; toutefois il se garde bien de prendre le chemin qui serpente à travers la plaine, il essaye de gagner Djennaghazaouat (1) par la ligne des crêtes.

(1) Aujourd'hui Nemours.

Tant d'audace frappe les Arabes de stupeur ; mais sachant que la compagnie Géraux est armée de carabines à longue portée, ils se bornent à la suivre à distance. Quelques membres de la tribu des Souhalia en font autant. Tout va bien ; la petite troupe française peut gagner les villages de Zéri et Sidi-Tamar, séparés de Djemma-Ghazaouat par un ravin. Elle serait sauvée si la garnison de la place tentait une sortie en sa faveur ; mais personne ne se montre. A ce moment les chasseurs aperçoivent un filet d'eau qui coule au fond du ravin ; ces pauvres diables, qui depuis trois jours subissent toutes les tortures de la soif, n'y tiennent plus ; tous se précipitent au bas du ravin et se jettent à plat-ventre dans le lit du torrent. L'occasion était trop belle pour les goumiers d'Abd-el-Kader et les Souhalia, qui voyaient déjà leur proie leur échapper ; ils bondissent alors, et criblent de coups de fusil la malheureuse compagnie. Le lieutenant Chappedelaine, déjà blessé, tombe mort. Le capitaine Géraux le fait charger sur les épaules d'un chasseur, les autres blessés sont enlevés de même, et l'on essaye ainsi de gagner la ville. Mais le capitaine Géraux est tué, la fusillade des ennemis redouble d'intensité : blessés et porteurs roulent les uns sur les autres. Douze chasseurs seulement rentrent à Djemma-Ghazaouat, où, trop tard hélas ! bat la générale.

De ces douze hommes, un seul, le caporal Lavaissière, rapportait sa carabine. Quelque temps après, le général Lamoricière, au nom du roi, décorait ce brave homme en présence de toute la division réunie sous les armes, et lui remettait une carabine d'honneur qu'il avait bien gagnée.

Et dire que nos chasseurs auraient pu être sauvés, non seulement par la garnison de Djemma-Ghazaouat, mais encore par une petite colonne qui opérait autour de Lalla-Maghnia, sous les ordres du lieutenant-colonel Barral.

Le capitaine du génie Coffine, commandant par intérim à Djemma-Ghazaouat, disposait de deux compagnies de chasseurs et de quelques hussards. Deux fois il avait réuni

tout son monde valide, et était venu jusqu'aux villages de Zéri et de Sidi-Tamar, interrogeant l'horizon, prêtant avec anxiété l'oreille au moindre bruit ; deux fois il était rentré dans la place. Quand les sentinelles le firent prévenir qu'on entendait la fusillade en avant des deux villages, il ne jugea pas à propos de sortir une troisième fois, croyant que la colonne Montagnac revenait tout entière. Cet officier fut donc bien mal inspiré. Par la suite, accusé publiquement d'avoir été trop prudent, il dut demander son retour en France, puis sa mise à la retraite.

Quant au lieutenant-colonel Barral, il fut moins excusable encore. Avant de se renfermer complètement dans le marabout de Sidi-Brahim, le capitaine Géraux avait expédié à Lalla-Maghnia un Arabe convoyeur, porteur d'un billet dans lequel ce brave officier exposait la situation critique de la compagnie placée sous ses ordres. Déjà M. Barral connaissait, par quelques hommes échappés au massacre, la malheureuse affaire de son collègue Montagnac, tout en ignorant que deux officiers et quatre-vingts chasseurs avaient pu se réfugier au marabout de Sidi-Brahim. Le commandant d'Exéa, depuis général, chef du 10^e bataillon de chasseurs, supplia vainement le lieutenant-colonel de le laisser aller avec son bataillon au secours de la compagnie Géraux ; il lui fut d'abord répondu qu'Abd-el-Kader, avec tous ses contingents, pourrait fermer la retraite à la colonne. Ensuite, le lieutenant-colonel objecta que le billet qui lui avait été remis de la part du capitaine Géraux lui paraissait gros de trahisons, malgré les affirmations catégoriques de plusieurs officiers de chasseurs à pied, qui reconnaissaient fort bien l'écriture de leur camarade. Bref, M. Barral ne mit pas sa troupe en mouvement.

Dans la catastrophe du colonel de Montagnac, les Arabes firent quatre-vingt-seize prisonniers, presque tous blessés. Le commandant Courby de Cognord tout sanglant allait être décapité, lorsqu'il fut reconnu par un cavalier rouge d'Abd-el-Kader, et épargné. Les officiers tués furent : le lieu-

tenant-colonel de Montagnac, le commandant Froment-Coste, le capitaine Gentil de Saint-Alphonse et le lieutenant Klein, ces deux derniers du 5^e hussards ; enfin les capitaines Dutertre, Chargère, Burgard, Géraux, les lieutenants Chappedelaine et Raylon, du 8^e bataillon de chasseurs. A ces noms il faut ajouter celui du chirurgien-major Rogazetti, qui, resté dans le marabout avec le capitaine Géraux, fut tué dans le fatal ravin, en avant de Djemma-Ghazaouat.

Ce fut seulement après plusieurs mois, le 1^{er} avril 1846, que la sépulture put être donnée aux restes des héros qui avaient combattu à Sidi-Brahim. A son retour d'une pointe dans le Maroc, le général Cavaignac voulut faire passer ses troupes sur le champ de bataille. Les ossements répandus sur le sol racontaient les différentes phases de cette lutte mémorable. Voici, s'écriaient nos soldats, où la charge a commencé ; on voit encore la marque du sabot des chevaux ! — Et c'est ici que la charge s'est arrêtée ; voici le dernier cadavre, voici la carcasse du dernier cheval ! — C'est ici, s'écriaient-ils plus loin, qu'ils ont formé le carré ; la terre en porte encore les traces ! — Une poignante émotion vibrait dans les rangs de la colonne Cavaignac, à laquelle venait de se joindre la garnison de Djemma-Ghazaouat. Au marabout de Sidi-Brahim, nos officiers et nos soldats contemplèrent, avec un sentiment de douloureuse fierté, les larges taches de sang qui couvraient les murailles du petit bâtiment.

Cavaignac, ayant appris la présence à Djemma-Ghazaouat de l'abbé Suchet, vicaire général du diocèse d'Alger, venu pour y organiser le culte, avait prié ce vénérable prêtre d'accompagner la garnison à Sidi-Brahim, pour y rendre les derniers devoirs aux héros qui avaient succombé aux côtés du colonel de Montagnac. Le général était un de ces républicains qui comprennent les sentiments secrets du soldat, un de ces esprits largement ouverts qui, tout en n'ayant pas la foi, comprennent que d'autres la possèdent. L'abbé Suchet n'aurait eu garde de manquer au

pieux rendez-vous qui lui était assigné. Quelques soldats lui improvisèrent un autel à quelques pas du marabout; deux planches grossières, posées sur deux bâtons, devinrent la table sainte; sur deux perches à hauteur d'homme, enfoncées en terre, on accrocha le manteau du prêtre pour former le fond de cet autel primitif; le bénitier était un de ces simples petits vases en fer blanc dont le soldat se sert en campagne, et qu'il nomme quart; l'aspersoir était une feuille de palmier-nain; deux fanaux de marine, apportés de Djemma, servirent de flambeaux; enfin, la croix fut fixée dans le canon d'un fusil. Ces préparatifs achevés, Cavaignac fit déployer sa troupe sur une seule ligne et sur un seul rang, chaque soldat ayant son fusil en bandoulière; puis on se mit lentement en route, ramassant les os et les débris d'armes, d'équipements, de vêtements épars tout le long du plateau. Ces débris, pieusement réunis, furent transportés à Djemma-Ghazaouat. Devant le funèbre amoncellement, les bataillons serrés en masse défilèrent, puis firent face à droite et présentèrent les armes, pendant que l'artillerie tirait une salve de ses canons.

Ce cérémonial militaire achevé, la colonne forma le carré autour de l'autel. Il serait difficile de rendre les impressions qui se peignaient sur le visage hâlé de nos soldats, pendant que le sacrifice de la messe s'accomplissait ainsi sous la voûte du ciel; des témoins racontent que cette cérémonie fut sublime, et qu'à l'élévation, les tambours et les clairons retentirent comme la clameur d'un triomphe. S'adressant à la foule attentive, le vicaire général trouva au fond de son cœur des paroles qui exprimaient avec une rare éloquence les sentiments du plus pur patriotisme, et qui émurent profondément l'auditoire.

« C'est là, disait ce vénérable prêtre, c'est là qu'ils moururent! Voilà cette terre qui a bu le sang de quatre cents braves! Comme à Waterloo, où la France avait dit, par la bouche d'un de ses fils : Je meurs et ne me rends pas; de même, longtemps après, en face d'autres ennemis, quatre

cents Français ont prouvé que les enfants de la France savent toujours préférer la mort à une honteuse captivité. Accablés par le nombre, ils ne pouvaient vaincre ; ils ont triomphé par la mort. Mais ils périrent loin de leur patrie, sans recevoir les derniers adieux d'une mère, d'une sœur, d'un ami, d'une épouse peut-être. Qui nous dira les secrets de la mort ? Qui nous dira ce qui se passe dans l'âme du soldat chrétien à ce moment suprême, alors que, dégagé des illusions d'un monde qui lui échappe, à la porte de son éternité, elle va paraître devant Dieu qui l'attend ? Le sentiment religieux, qui ne s'éteint jamais dans un cœur noble, se réveille avec intensité. Le doux souvenir des prières d'une mère, d'une sœur, excite en lui le repentir qui ouvre le ciel.

» Ils moururent comme vous savez tous mourir, comme vous seriez morts à leur place, comme meurent les soldats français. Leur voix s'élève pour nous crier d'aimer la France. Ils sont là, voilà leurs ossements déposés devant vous.

» Mais il manquait à ces nobles dépouilles de derniers et suprêmes honneurs, les honneurs de la religion, qui doit imprimer sur toutes les œuvres des hommes le cachet de l'éternité. C'est ce devoir sacré que nous remplissons aujourd'hui. Ce ne sont pas de stériles regrets, ni des couronnes périssables que nous déposons en ce moment sur cette grande tombe ; j'y ai appelé l'auguste victime immolée pour le salut de tous. Nous avons prié le Dieu des armées, par le sang de son divin fils, d'ouvrir à ces héros, à nos frères, les portes du ciel... Et pourquoi ne pas espérer qu'un Dieu clément les a reçus dans sa grande miséricorde ? La valeur est une vertu ; ces vaillants hommes sont morts pour la patrie, et le drapeau de la patrie, sur cette terre d'Afrique, n'est-ce pas le drapeau de la religion ?

» Maintenant, que la renommée aille dire à la France que la religion est venue verser ses vœux, ses prières, ses bénédictions sur la tombe solitaire de Sidi-Brahim ; qu'elle le

redise surtout à ces mères, à ces sœurs, à ces épouses en deuil... Leurs larmes couleront moins amères, et leurs cœurs seront consolés par l'espérance de retrouver, dans une meilleure vie, ceux qu'elles ont perdus.

» La France entière est avec vous ; elle sera reconnaissante de l'acte religieux que vous venez d'accomplir.

» Recouvrons d'un peu de terre les restes glorieux de nos frères sacrifiés. Plus tard, sans doute, lorsque des villages et des villes couvriront cette Algérie française, on élèvera ici, à la place où nous sommes, un monument digne de notre grande nation, et le guerrier viendra, comme autrefois les anciens preux, aiguïser son épée sur la pierre de cette tombe, avant d'aller, s'il en était besoin encore, combattre et vaincre nos turbulents ennemis. »

Le souhait de l'abbé Suchet fut exaucé plus tard. A deux cents pas de Djemma-Ghazaouat, devenu Nemours, à l'ombre des caroubiers, une pierre funéraire recouvre l'endroit où furent déposés les ossements réunis de nos officiers et de nos soldats.

Un malheur, dit le proverbe, n'arrive jamais seul. L'impression produite sur l'armée d'Afrique, par le fatal combat de Sidi-Brahim, était douloureuse, mais exempte d'amertume ; il n'en fut pas de même lors de la triste affaire d'Aïn-Témouchent, désastre pour nous entaché de honte. Il s'agissait d'un fait sans précédent dans les annales d'Afrique : la reddition, sans combat, de deux cents hommes à l'ennemi.

Après sa facile victoire de Sidi-Brahim, Abd-el-Kader avait traversé la tribu des Traras et celle des Beni-Ameur, qu'il avait entraînés à sa suite. La résistance opiniâtre de ces deux tribus avait frappé Cavaignac, et lui donnait lieu de craindre que ses troupes ne fussent victimes d'une catastrophe. Il songea d'abord au poste d'Aïn-Témouchent, où commandait le capitaine Safrané, du 2^e bataillon de zouaves. Nous avons raconté, dans le chapitre consacré aux zouaves, comment cet intelligent officier

réussit à en imposer à Abd-el-Kader, en disposant en batterie les charrues des colons réfugiés dans la redoute, et en mettant au bout de bâtons tous les vieux chapeaux qu'il avait pu se procurer. En attendant l'arrivée de Lamoricière, gouverneur général par intérim, qui accourait d'Alger avec un renfort de trois bataillons, Cavaignac voulut pourvoir à la complète sécurité de ce poste, placé sur une des routes que devait suivre l'émir en manœuvrant au pays des Traras. Réunissant tous les malingres et les convalescents, il en forma un détachement qu'il fit partir de nuit ; c'était une faute, car si les marches de nuit sont extrêmement pénibles pour les soldats valides, à plus forte raison deviennent-elles presque impossibles à des hommes faibles ou relevant de maladie.

Le général commit une seconde faute, celle de déroger à ses habitudes de discipline. D'après les règlements militaires, quand deux officiers de même grade marchent ensemble, c'est le plus ancien qui doit commander. Or, deux officiers étaient désignés pour aller à Aïn-Témouchent : M. Hilarin, lieutenant au 41^e de ligne, et M. Marin, lieutenant au 15^e léger. Le commandement revenait de droit au plus ancien, M. Hilarin ; mais, comme il était nouveau venu en Afrique, on lui supposait peu d'expérience des choses de la guerre. M. Marin, au contraire, avait fait sa carrière aux zouaves, et était personnellement connu de Cavaignac, qui avait été son colonel ; ayant fait ses preuves, il jouissait d'une grande réputation de bravoure. Aussi le général jugea-t-il cet officier éminemment apte à conduire un détachement nombreux, chose toujours délicate. Il prit donc sur lui de violer le règlement, en cette circonstance, pour subordonner M. Hilarin à son protégé M. Marin.

On adjoignit à ces deux officiers, M. Cabasse, sous-aide-major du service des hôpitaux. Un convoi de munitions et de vivres suivait le détachement.

M. Marin partit à l'entrée de la nuit ; on espérait que le

lendemain, vers dix heures du matin, il serait rendu à Aïn-Temouchent. A minuit, la petite troupe franchit l'Oued-Esser, pour gagner un piton sur lequel se voyaient trois marabouts en ruines. C'est là que le lieutenant Marin comptait faire une halte. Le détachement atteignit péniblement ce point; les hommes déposèrent leur sac, et commencèrent les préparatifs de leur repas. Ils n'avaient plus que deux heures de marche pour arriver à destination. Tout à coup débouchèrent de nombreux groupes de cavaliers arabes, parmi lesquels on distinguait Abd-el-Kader et Bou-Hamidi, le khalifa de Tlemcen. Renonçant à attaquer la redoute d'Aïn-Temouchent, à cause des charries que le capitaine Safrané avait si ingénieusement disposées en batterie, l'émir reprenait la route de la frontière marocaine, sans se douter de la rencontre qu'il allait faire et de la proie que le hasard lui ménageait.

A la première apparition des goums ennemis, les soldats du détachement Marin coururent aux armes. Certes, la défense était facile; outre qu'ils se trouvaient sur un mamelon dominant la plaine, ils pouvaient se retrancher dans les ruines des trois marabouts, qui se flanquaient mutuellement. Abd-el-Kader et Bou-Hamidi allaient passer leur chemin, peu soucieux d'engager avec leurs cavaliers une lutte problématique contre nos fantassins occupant une position favorable, lorsqu'ils virent s'avancer vers eux un officier français. C'était M. Marin, qui, pris évidemment d'un accès de folie, avait défendu à ses hommes de bouger, et venait offrir de se rendre, lui et sa troupe, moyennant la vie sauve pour tous.

On vit alors, ô honte! la cavalerie arabe entourer le détachement français, lui faire mettre bas les armes, s'emparer des munitions, et se diriger sur le Maroc, traînant à sa suite deux cents soldats qui allèrent, sur les bords de la Tafna, rejoindre les chasseurs pris à Sidi-Brahim.

Abd-el-Kader déclara plus tard que jamais il n'aurait osé attaquer le détachement Marin, s'il avait fait mine de

se défendre. Effrayés par les pertes qu'ils avaient subies à Sidi-Brahim, ses cavaliers ne l'eussent point suivi. Il fallut que la folie d'un officier lui fournît l'occasion d'un succès sans risques.

Ce qu'il y eut d'extraordinaire, c'est que ni le lieutenant Hilarin, ni le docteur Cabasse, ni même un soldat du détachement, ne songèrent à protester contre l'acte inqualifiable de leur chef. Hélas ! tous ces malheureux devaient payer cher un moment d'oubli ; car, après quatre mois de captivité et de souffrances, ils furent lâchement égorgés, à l'exception des officiers. Le lieutenant Hilarin mourut au Maroc, de désespoir et de misère, et Marin ne reparut que pour être traduit devant un conseil de guerre qui le condamna à mort. La peine fut commuée, il est vrai ; mais le malheureux officier, que personne ne songea à accuser de lâcheté, puisqu'on le savait brave, quitta l'armée et l'on ignore ce qu'il est devenu.

Ce fait, inouï jusqu'alors, de Français déposant les armes devant des Arabes, flatta si fort la vanité des indigènes, que la révolte en reçut une impulsion nouvelle. La possibilité entrevue d'un triomphe sans lutte sanglante, en s'emparant de leur complaisante imagination, inspira de l'audace aux plus timides. L'habileté d'Abd-el-Kader sut tirer parti de ces deux événements. Il fit publier dans les tribus que « pour éprouver le courage et la foi de ses fidèles, il avait voulu qu'à Sidi-Brahim les soldats français se défendissent à outrance ; tandis qu'à Aïn-Temouchent, pour récompenser le zèle et le dévouement de ses partisans, il leur avait accordé une victoire facile, en fascinant de son regard les deux cents hommes capturés. »

C'est ainsi que notre adversaire acharné exploitait, au profit de sa cause, la passion des Arabes pour le merveilleux.

Lamoricière réprima assez rapidement la révolte de la province d'Oran ; mais Bou-Maza ne s'était pas encore rendu au colonel Saint-Arnaud, et l'insurrection, maîtrisée

sur un point, éclatait sur d'autres. Des officiers isolés, comme le chef de bataillon Billot, commandant le poste de Sebdou, étaient attirés sous la tente par des Arabes, en apparence nos amis, et traîtreusement assassinés.

L'annonce d'une insurrection, qui, au dire des pessimistes, allait détruire les résultats de quinze années de guerre, causa en France une impression des plus fâcheuses. Le gouvernement se hâta de diriger sur l'Afrique douze mille hommes de renfort, et le maréchal Bugeaud, retiré dans sa propriété d'Excideuil, fut invité à se rendre à Alger. Le vieux guerrier ne sut pas obéir en silence ; il se laissa aller à son humeur, et, sans souci de tempérer son langage, se mit à déverser le blâme sur le ministère, sur les chambres et jusque sur ses propres lieutenants, disant à qui voulait l'entendre, qu'on s'était plu, en contrariant ses plans de campagne du printemps, à appeler des calamités sur l'Algérie. Une lettre du maréchal, rendue publique, augmenta les appréhensions. « J'ai le cœur navré, écrivait-il, de tant de malheurs et de tant d'aveuglement de la part des gouvernants et de la presse ; il est à craindre que tout cela ne soit une forte guerre à recommencer. »

Appelé à Paris afin de s'expliquer devant les chambres, le vainqueur de l'Isly refusa de se défendre au sujet d'une lettre purement confidentielle, et partit immédiatement pour Alger. Son prompt retour imprima bientôt plus d'ensemble aux opérations militaires, et rétablit la confiance. Jurant qu'Abd-el-Kader lui demanderait grâce tôt ou tard, l'obstiné maréchal résolut de lui faire une guerre à outrance, sans trêve ni merci, aussi tenace que la sienne. Par une savante combinaison de marches et de contre-marches, nos colonnes se trouvaient sans cesse sur les traces de l'émir, lui barrant les passages, châtiant les tribus qui lui donnaient asile, soutenant celles qui lui résistaient. L'actif général Yusuf, avec une colonne mobile, fut chargé tout spécialement de suivre sa piste pour le combattre et l'anéantir. Trois fois Yusuf réussit à le joindre

et trois fois l'émir put s'échapper avec son escorte. Il n'était plus qu'un vulgaire batteur d'estrade, courant un peu partout à l'aventure, razziant les tribus pour se procurer des ressources, se montrant tantôt ici, tantôt là. Le général Yusuf, le général Lamoricière, le colonel Renault se le renvoyaient les uns aux autres. Beaucoup de caïds et d'aghas, qui avaient naguère suivi sa fortune, l'abandonnaient pour faire des offres de soumission qu'on accueillait volontiers. Abd-el-Kader déchu essaya une pointe dans le Djurjura, où les tribus kabyles le reçurent à coups de fusil ; de là, il gagna Boghar, d'où sortit le colonel Camou, qui lui livra combat et le rejeta sur la colonne Yusuf ; celle-ci le poursuivit de bivouac en bivouac et le renvoya tout mutilé à la colonne Renault. Cette dernière surprit chez les Chellahahs les derniers cavaliers de celui qui avait été l'émir, et lui donna ainsi le coup de grâce ; puis elle le chassa au-delà des frontières du Maroc : notre ennemi ne devait plus les franchir que pour venir implorer la générosité de la France.

Ainsi finit cette campagne. Elle avait duré près de deux ans, et donné lieu à plus de cent combats. La révolte était définitivement écrasée : une fois de plus, la discipline et la tactique venaient de l'emporter sur le fanatisme. Cette grande insurrection de 1845-1846 donna à chacun une utile leçon ; elle démontra aux Arabes l'inutilité de leurs efforts pour secouer un joug que la France s'efforçait d'ailleurs de rendre doux, en même temps qu'elle nous enseignait à se tenir toujours sur nos gardes.

III

Il n'y avait pas longtemps que les chasseurs à pied, dont le 8^e bataillon se fit si glorieusement hacher à Sidi-Brahim,

existaient dans l'armée française. La nécessité pour notre pays d'avoir des troupes à opposer aux corps spéciaux des armées étrangères, étant reconnue par le duc d'Orléans, il fit partager son opinion au maréchal Soult. C'est alors qu'on forma (1) à Vincennes, à titre d'essai, une compagnie qui devait recevoir une instruction et un armement particuliers. On lui donna la carabine Delvigne, perfectionnée par le colonel d'artillerie Poncharra. Le roi avait délégué un de ses généraux aides de camp pour suivre les manœuvres de la nouvelle compagnie, et l'essai avait paru concluant. En conséquence, un bataillon entier fut créé par décision royale du 14 novembre 1838 (2). Il fallut naturellement lui enseigner une nouvelle école de tirailleurs, multiplier les exercices de gymnastique, lui apprendre l'escrime à la baïonnette, etc., etc. On ne se doutait pas, à l'époque où furent institués les chasseurs à pied, de quelle nécessité est l'instruction sur le tir, dans l'infanterie ; cette instruction, qui, de nos jours, a acquis une importance capitale, était alors à peu près nulle.

Lorsque, un an après sa formation, le roi passa au camp de Fontainebleau la revue du nouveau bataillon, il fut frappé de l'étonnante agilité avec laquelle ces soldats exécutaient les mouvements variés qu'on leur commandait. Il en exprima toute sa satisfaction au ministre de la guerre :

« Sire, ce n'est pas un bataillon, mais trente comme celui-ci, que je voudrais voir à Votre Majesté, » répondit Soult.

A la fin de 1839, Abd-el-Kader venant de déclarer la guerre sainte, les tirailleurs de Vincennes firent partie des nombreux renforts que l'on expédia au maréchal Valée. On pense bien qu'un bataillon composé d'officiers et d'hommes choisis, formés par une éducation militaire spéciale, fut promptement rompu aux marches et aux fati-

(1) Sous les ordres du capitaine Delamarre, depuis général de division.

(2) Ce bataillon, également formé à Vincennes, conserva le surnom de chasseurs de Vincennes, qu'il avait reçu dès le début.

gues. Les compagnies Castagny (1) et Ribains se distinguèrent tout d'abord brillamment. Afin d'assurer le libre passage de la colonne Changarnier, le capitaine de Ribains avait été chargé de déloger les Arabes d'une position formidable. C'était une sorte de cascade verticale de rochers friables, que quelques chasseurs essayèrent de franchir en ligne droite. Mais le pied leur manqua, et neuf d'entre eux furent précipités, d'une hauteur de quatre-vingts mètres, dans le lit de la rivière qui coulait au pied des rochers. Le capitaine de Ribains tourna la position par la droite.

On vit, dans ce combat, le chasseur Calmette, entouré d'ennemis et séparé de ses camarades, abattre, d'un coup de carabine, un de ses agresseurs, en renverser deux autres à coups de baïonnette, et, acculé au précipice, s'accrocher encore à deux d'entre eux, pour les entraîner dans sa mort. Le rocher était à pic, tous trois roulèrent dans l'abîme ; mais, par un hasard providentiel, l'Arabe que Calmette tenait étroitement serré se trouva par dessous quand le groupe toucha la terre, et sauva ainsi la vie à l'intrépide soldat.

Quand il fallut abandonner la position, après le passage de la colonne, le capitaine de Ribains dirigea la retraite, descendit le dernier de tous, bravant les balles ennemies. Trois Arabes tombèrent sur lui, le renversèrent, et, d'un coup tiré à bout portant, lui fracassèrent l'épaule ; les chasseurs ne purent dégager leur capitaine qu'après un furieux combat corps à corps. Dans la nuit qui suivit, Ribains dut subir l'amputation du bras. Assis sur une caisse à biscuit, au milieu des morts et des mourants, l'héroïque officier supporta, avec son inébranlable fermeté, une opération des plus douloureuses. A cette époque, on n'endormait pas les patients. Deux ou trois fois, pendant l'opération, il se tourna vers le docteur, lui disant doucement :

« Vraiment, docteur, vous me faites mal. »

(1) Plus tard général de division.

Dans cette campagne de 1840, les chasseurs de Vincennes perdirent un de leurs capitaines, et presque tous leurs officiers furent blessés, entr'autres le commandant Grobon, plus tard général, le capitaine de Ribains, et le lieutenant Uhrich, frère du défenseur de Strasbourg en 1870.

Cependant, dans cette même année 1840, un formidable orage menaçait d'éclater sur l'Europe. On sait que le gouvernement de Louis-Philippe se prépara vigoureusement à la guerre; pendant que les fortifications de Paris s'élevaient, l'armée s'augmentait de douze régiments d'infanterie et de quatre régiments de cavalerie. Comme le bataillon de tirailleurs de Vincennes s'était valeureusement conduit en Afrique, on décida la création immédiate de dix bataillons de chasseurs à pied, et on confia le soin de les former au duc d'Orléans qui avait beaucoup médité sur la guerre, n'ayant négligé aucune occasion de la voir de près et de la faire bravement lui-même. De plus, il jouissait dans l'armée de la confiance la plus entière et d'une immense popularité. Nul mieux que lui ne pouvait donc s'acquitter d'une mission difficile, celle de former des corps d'élite appelés à rendre des services essentiels.

Le bataillon créé à Vincennes en 1838-1839 fut rappelé d'Algérie, reçut le nom de 1^{er} bataillon de chasseurs à pied, et servit de type à l'organisation des neuf autres, qui furent formés (1) au moyen d'hommes prélevés sur tous les régiments d'infanterie de ligne et d'infanterie légère. Le prince choisit pour les dix bataillons de chasseurs un corps d'officiers remarquable, tiré de l'infanterie française; mais il ne voulut pas que les chasseurs fussent différenciés du reste de leurs camarades par des tarifs spéciaux pour la solde et les prestations. C'était sagement agir; car, de la sorte, il ne pouvait être question de rivalités ou de jalousies d'armes.

Le commandant du 1^{er} bataillon de chasseurs fut M. de

(1) Au camp de Saint-Omer.

Ladmirault, ancien capitaine de zouaves ; les autres se nommaient Camou, Mellinet, Forey, Uhrich. Le duc d'Orléans voulut aussi que l'état-major participât à la nouvelle institution ; le commandement d'un des bataillons fut donné au capitaine de Mac-Mahon (1), déjà proposé, quoique bien jeune, pour le grade supérieur, à la suite de plusieurs actions d'éclat.

Combien de zèle et de tact ne fallut-il pas au duc d'Orléans pour mener à bien la besogne qui lui était confiée. Il passa un hiver à Saint-Omer, où il se fit adjoindre le général Rostolan, avec deux lieutenants-colonels des plus distingués, choisis dans l'arme de l'infanterie. En mai 1841, les bataillons de chasseurs émerveillèrent les Parisiens à la grande revue que le roi Louis-Philippe ordonna, pour la distribution des drapeaux. Les bruits de guerre s'étant un peu apaisés, quatre des nouveaux bataillons partirent immédiatement pour l'Algérie. Dans le cours de ces récits, maintes fois nous avons eu l'occasion de rappeler de glorieux faits d'armes accomplis par les chasseurs à pied. Si le général Changarnier, au célèbre combat de l'Oued-Foddah, osa exécuter un pareil coup de main, c'est qu'il savait quelle était la valeur des soldats dont il disposait. Il n'avait que deux bataillons d'infanterie, mais ces deux bataillons étaient de zouaves et le 6^e chasseurs à pied. Nous avons vu le général Bugeaud à la bataille d'Isly placer le 3^e chasseurs à la tête du fameux losange, de la hure de sanglier, que figurait la colonne française. Le 9^e bataillon, commandant Clère, fit l'admiration de l'armée d'Afrique en 1845. Dans un terrible combat contre les bandes de Bou-Maza, Clère fut frappé à mort, et les chasseurs, ne voulant pas abandonner à l'ennemi le corps de leur commandant, inébranlables dans leur résolution malgré l'épuisement des cartouches, rentrèrent au camp victorieux, mais avec des baïonnettes rouges de sang jusqu'à la douille.

(1) Alors capitaine d'état-major.

Nous retrouvons un des bataillons de chasseurs s'immortalisant à Sidi-Brahim, un autre à Zaatcha. Un volume ne suffirait pas à raconter leurs prouesses en Crimée, en Italie, en Chine, au Mexique. Sous le deuxième empire, les bataillons furent portés au nombre de vingt, outre le bataillon de la garde impériale. Nous estimons que le gouvernement de la République aurait bien fait de se borner à ce chiffre. En effet, ces bataillons, sous le règne de Louis-Philippe, pendant lequel ils étaient armés d'une carabine à longue portée, et sous le règne de Napoléon III où on leur donna la grosse carabine à tige, avaient leur raison d'être ; mais aujourd'hui que l'armement est uniforme pour toute l'infanterie française, on se demande s'il y a lieu de conserver trente bataillons à recrutement spécial, formés des hommes les plus robustes du contingent. Mieux vaudrait, disent les novateurs, les répartir dans la masse, qui de la sorte serait améliorée dans son ensemble.

Les défenseurs des chasseurs à pied invoquent la tradition, et objectent qu'à toute armée il faut des corps d'avant-garde. Sans nous prononcer sur le bien ou le mal fondé de ces arguments, nous ferons observer qu'à l'époque où nous vivons, il est difficile de conserver des traditions, et qu'au surplus un vent d'égalité souffle sur nos institutions militaires. Nivelier, nivelier, tout jeter dans le même moule égalitaire : telle est la pensée constante de certains réformateurs.

IV

Les prisonniers français de Sidi-Brahim et d'Aïn-Témouchent allèrent en rejoindre d'autres pris dans diverses rencontres, et qui formaient ce qu'on appela la *déïra* (suite) d'Abd-el-Kader ; celle-ci, de longue date, était reléguée sur le territoire marocain.

Au nombre de ces prisonniers, relativement anciens, se trouvait le célèbre Escoffier, trompette aux chasseurs d'Afrique. Voici dans quelles circonstances fut pris cet intrépide soldat.

A la fin de septembre 1843, le général Lamoricière, dans l'espoir de surprendre Abd-el-Kader, qui essayait de rassembler quelques-uns des débris de la Smala, dispersée par le duc d'Aumale, s'était porté sur Sidi-Yusuf avec sa cavalerie et deux bataillons d'infanterie sans sacs. Quelques centaines de fantassins arabes y furent trouvés rangés en bataille, et le colonel Morris les chargeait, lorsque quatre cents cavaliers rouges de l'émir parurent sur notre flanc droit. Le colonel n'eut que le temps de prescrire un à-droite à deux de ses escadrons, et laissa marcher les deux autres sous les ordres du capitaine de Cotte. Celui-ci, en abordant l'infanterie ennemie, eut son cheval tué sous lui. Mettant aussitôt pied à terre, le trompette Escoffier, avec une noble simplicité, offrit son cheval à son commandant.

« Mais, mon pauvre garçon, dit M. de Cotte, comment feras-tu pour te sauver ? »

— Prenez vite, mon capitaine, répondit le généreux soldat, le temps presse. C'est vous et non pas moi qui devez rallier la colonne. »

Escoffier fut donc fait prisonnier. Nous avons déjà raconté de quelle façon il se présenta à Abd-el-Kader. grâce auquel le vaillant trompette fut traité d'abord par les Arabes avec des égards qui n'étaient guère dans leurs habitudes. On ne le sépara pas d'un de ses camarades aux chasseurs d'Afrique, pris en même temps que lui. Plus tard, les deux chasseurs furent confiés à une tribu marocaine, qui leur fit souffrir des traitements inimaginables. L'émir avait promis à Escoffier, s'il consentait à se faire musulman, de lui donner le grade d'officier dans ses réguliers ; comprenant le refus catégorique du trompette, il avait donné l'ordre de le laisser en repos. Mais les fana-

tiques marocains firent expier durement à Escoffier son refus d'apostasier.

« L'armée, disait le maréchal Bugeaud dans un ordre du jour spécial, admire encore le généreux dévouement du trompette Escoffier, du 2^e régiment de chasseurs d'Afrique... Le roi, informé de cette conduite héroïque, n'a point attendu qu'Escoffier fût rendu à la liberté pour le nommer membre de la Légion d'honneur.

» Cette récompense, qui calmera chez Escoffier les douleurs de la captivité, toute l'armée y prendra part ; elle y verra une nouvelle et éclatante preuve que le gouvernement ne laisse jamais dans l'oubli les belles actions. »

Cette croix de la Légion d'honneur fut envoyée à Abd-el-Kader, qui la fit remettre au brave chasseur. Ce modeste héros, compris plus tard dans un échange de prisonniers, échappa ainsi au massacre que nous allons décrire.

Cavaignac avait tenté plusieurs marches hardies dans le Maroc, pour délivrer nos compatriotes. Mais la déïra était extrêmement mobile, et toutes les tentatives du général demeurèrent infructueuses. Cependant, de temps à autre, l'émir nous envoyait un de ses cavaliers, porteur des lettres de nos malheureux captifs. Ces lettres révélaient que ceux-ci jouissaient d'un moral excellent et rendaient toutes un juste hommage aux officiers qui n'avaient jamais consenti à se séparer des soldats afin de leur donner l'exemple de la résignation. Un nommé Bernard, chasseur à pied de Sidi-Brahim, ayant un jour réussi à s'évader, vint apporter des nouvelles qui firent singulièrement réfléchir ceux qui gratifiaient bénévolement l'émir d'une certaine réputation d'humanité. On apprit ainsi que six des prisonniers français, malades et dans l'impossibilité de suivre la déïra, avaient été impitoyablement massacrés sur l'ordre de l'âme damnée d'Abd-el-Kader, son beau-frère Mustapha-ben-Tahmi, qui n'osait jamais rien exécuter sans les ordres formels de son terrible parent.

Ce massacre partiel fut le prélude d'un massacre géné-

ral. Dans le courant de l'été 1846, le bruit que tous les prisonniers de la déïra, à l'exception de quelques officiers et sous-officiers, avaient été exécutés dans la nuit du 27 au 28 avril, répandit la consternation en Algérie. Les premiers renseignements sur ce déplorable évènement furent donnés par Guillaume Roland, clairon au 8^e bataillon de chasseurs. Malgré trois blessures, un coup de feu, un coup de yatagan et un coup de poignard, Roland était parvenu à s'échapper, et avait pu, sous la conduite d'un Marocain, gagner la redoute de Lalla-Maghnia.

Depuis quelque temps, la déïra était dans une situation des plus critiques ; une sorte de papier-monnaie, créé par Abd-el-Kader, et auquel l'espoir d'un succès chimérique avait donné quelque crédit, n'obtenait plus cours parmi les tribus marocaines chez lesquelles la déïra achetait des vivres. Elle ne trouvait plus de moyens d'existence en restant sur le terrain qui lui était assigné, et Mustapha-ben-Tahmi n'osait prendre sur lui de transporter ailleurs le triste troupeau qui lui était confié. Plusieurs fois, il écrivit à son beau-frère qu'il lui était de plus en plus difficile de nourrir les trois cents prisonniers français dont il avait la garde. Pendant ce temps, les pourparlers au sujet de l'échange des prisonniers avaient échoué ; l'émir laissa alors son lieutenant libre d'agir selon les circonstances, et comme celui-ci réclamait des instructions moins vagues, il reçut l'autorisation formelle de faire massacrer les nôtres.

Redoutant le courage désespéré des Français, Mustapha-ben-Tahmi eut recours à la perfidie. Mais donnons la parole au clairon Roland, qui fut à la fois acteur et spectateur de ce drame sanglant.

« La déïra, dit-il, était campée à environ trois lieues de la Malouïa. Les prisonniers, établis sur le bord de la rivière, occupaient une vingtaine de gourbis, au milieu du camp des fantassins réguliers. Ceux-ci, au nombre de cinq cents environ, étaient répartis aussi dans des gourbis, par bandes de cinq ou six. Le camp était clos par une enceinte

de broussailles fort élevée, dans laquelle on avait ménagé deux passages ; de cette manière, la garde était plus facile.

» Le 27 avril, vers deux ou trois heures de l'après-midi, arriva une lettre d'Abd-el-Kader ; ensuite trois cavaliers vinrent à notre camp pour chercher les officiers, de la part de Mustapha-ben-Tahmi, et, sous prétexte de les faire assister à une fête chez le khalifa, ils emmenèrent MM. de Cognord, Larrazet, Marin, Hillerin, Cabasse, l'adjudant Thomas, le maréchal des logis chef des hussards Testard, le hussard Trattel et deux autres.

» A l'entrée de la nuit, les autres prisonniers furent réunis sur un rang. On nous avait donné l'ordre d'apporter tous nos effets avec nous. Quand nous avons été ainsi rassemblés, les fantassins réguliers sont venus, et on nous a séparés pour nous conduire dans leurs gourbis. Nous étions sept par gourbi. Je dis à mes camarades qu'il y aurait quelque chose pendant la nuit, qu'il ne fallait pas dormir, mais nous tenir prêts à nous défendre dans le cas où l'on voudrait nous tuer. J'avais un couteau français, que j'avais ramassé sur le bord de la Malouïa trois jours auparavant. En entrant dans la cabane, j'avais trouvé une faucille, que j'avais donnée à mon camarade Daumat. Au moindre bruit, avais-je dit, je sortirai, et vous me suivrez.

» Vers minuit, les soldats d'Abd-el-Kader poussèrent un cri. C'était le signal. Je sors le premier, je rencontre un régulier, je lui donne un coup de couteau dans la poitrine ; il tombe, je saute dans l'enceinte de buissons, et je roule par terre. Pendant que j'étais à me débarrasser, des soldats arrivent cherchant à me prendre ; mon pantalon était heureusement en mauvais état, il reste entre leurs mains, et je m'échappe en chemise. Dans un ravin, à cent mètres du camp, une embuscade tire sur moi, une balle me blesse légèrement à la jambe droite ; je continue à fuir, je monte sur une colline, et je m'assieds pour voir si quelqu'un de mes camarades pourra me rejoindre.

» En me tournant vers le camp, j'entendais les cris des prisonniers et des gens d'Abd-el-Kader. Les coups de fusil ont duré plus d'une demi-heure ; et si j'en juge par le bruit que j'ai entendu, mes camarades ont dû se défendre.

» Voulant échapper au massacre, plusieurs prisonniers s'étaient réfugiés dans nos gourbis, au milieu du camp ; pour les en chasser, on y mit le feu, et on les tirait au fur et à mesure qu'ils sortaient.

» Voyant que personne ne me rejoignait, j'ai franchi la Malouïa, et j'ai marché pendant trois nuits, me cachant le jour. Le troisième jour, vers trois ou quatre heures, il a plu et il faisait un vent qui coupait les broussailles. J'ai continué à marcher, mais j'étais presque nu, je souffrais, je supposais que j'avais encore pour deux ou trois heures de marche. Préférant en finir, je me suis dirigé vers un village marocain, où je suis arrivé avant la tombée de la nuit. A l'entrée, j'ai rencontré des femmes qui venaient puiser de l'eau ; à mon aspect, elles ont pris la fuite en poussant des cris, et je suis entré dans le village.

» A l'extrémité d'une petite rue, j'ai aperçu un jeune homme d'une vingtaine d'années ; en me voyant, il sortit un poignard pour me tuer ; comme je voulais mourir, je m'avançais vers lui lorsqu'un autre homme, venu d'une terrasse voisine, retint le bras du jeune homme. Ce dernier m'emmena chez lui, me fit chauffer quelques minutes, puis me conduisit dans sa case. Là, il m'attacha les pieds et les mains, et jeta sur moi une couverture. Moi, je ne disais rien, je croyais que ie ne souffrirais pas longtemps. Cependant, il me dit qu'il ne me tuerait pas. Je passai la nuit comme je pus ; au matin, il vint me détacher. Je suis resté sept jours avec lui ; il ne me laissait pas sortir, parce qu'il y avait des gens qui voulaient me tuer.

» Le septième jour, est arrivé un homme qui m'a acheté deux douros, et qui m'a fait partir la nuit pour me conduire dans sa maison. En arrivant, il m'a donné un haïk et un burnous ; il m'a gardé dix jours. Le dixième jour, il

m'a conduit chez un de ses parents qui habite un village marocain, à un jour de marche de Lalla-Maghnia. Ce dernier m'a emmené parce que l'autre ne connaissait pas la route ; nous sommes venus par les montagnes de Nedroma, et, près de cette ville, mon conducteur a dû prendre un guide.

» J'avais dit à mon premier patron qu'il aurait de l'argent, s'il me rendait aux Français. Je pense que c'est ce qui a donné au second l'idée de me ramener. Nous étions à la déira deux cent quatre-vingts. On m'a dit qu'il y a deux de mes camarades qui sont dans d'autres villages marocains. »

Deux autres prisonniers en effet s'échappèrent. On ignore ce que devint l'un d'eux ; l'autre, nommé Joseph Delpech, reparut, et son récit, en tous points conforme à celui de Roland, vint en corroborer tous les détails.

Abd-el-Kader n'osa rentrer à sa déira qu'un mois après cette infamie, qui souille à tout jamais la mémoire de cet homme, dont quelques qualités ont provoqué parmi les Français des admirations exagérées. Il s'est toujours défendu d'avoir ordonné le massacre de nos compatriotes, exprimant le regret qu'on eût pu l'en croire capable. Mais comme ce regret n'a jamais été accompagné d'aucune preuve, comme les témoignages en sens contraire abondent, il faut considérer le procès comme jugé.

Le gouvernement du roi Louis-Philippe, et par suite, le maréchal Bugeaud, furent violemment attaqués à cette occasion. Interpellé à la Chambre des députés, le ministre des affaires étrangères répondit :

« Nous avons appris en même temps la proposition d'échange des prisonniers, faite par Abd-el-Kader, et l'avis du maréchal Bugeaud. M. le gouverneur général nous mandait qu'il considérait ces ouvertures comme n'étant ni sérieuses ni sincères ; il était convaincu que cette démarche n'avait pas d'autre objet que de persuader aux populations arabes que des négociations pour la paix existaient entre

la France et Abd-el-Kader, et d'aider ce dernier à maintenir son ascendant sur les tribus qui étaient sur le point de lui échapper. Le gouvernement eût été parfaitement déraisonnable, s'il avait cru devoir imposer une conviction différente à M. le maréchal Bugeaud. Au surplus, le gouvernement a employé tous les moyens en son pouvoir, directs ou indirects. Ainsi, plusieurs tentatives pour surprendre la déïra et délivrer nos prisonniers ont été faites ou commencées ; et en même temps, des négociations ont été ouvertes avec l'empereur du Maroc pour arriver à ce résultat. L'empereur a répondu à notre appel. Il a fait avancer des troupes, et il a même changé le gouverneur de la province voisine de notre frontière ; mais alors la crainte a gagné la déïra, elle a senti que le péril approchait, et elle a pris le parti de se dissoudre, d'après les ordres formels d'Abd-el-Kader lui-même. C'est au moment où cette résolution critique était prise, qu'a eu lieu la désolante catastrophe dont s'occupe la Chambre. La déïra ne s'est pas sentie en état de garder les prisonniers et de les nourrir ; et plutôt que de les rendre à la liberté, elle a exercé sur eux une vengeance atroce. »

Comme on le voit, le gouvernement royal n'eut, en cette affaire, qu'un seul tort, celui de trop s'en rapporter au maréchal Bugeaud, dont les convictions absolues firent rejeter opiniâtrément les cartels d'échange proposés par Abd-el-Kader. Ces convictions étaient sincères sans doute ; mais il n'en est pas moins acquis à l'histoire que nos braves et malheureux soldats ont payé cher l'erreur et l'obstination du maréchal. Le massacre de la déïra est un des épisodes les plus sombres du grand problème de civilisation que la France s'efforce de résoudre dans le nord de l'Afrique.

MM. Courby de Cognard, qui venait d'être promu lieutenant-colonel, MM. les lieutenants Larrazet et Marin, M. Thomas, promu sous-lieutenant, le maréchal des logis Barbat, Testard, hussard, Trott, chasseur à pied, Michel, fusilier au

41°, enfin la femme Thérèse Gilles avaient été heureusement épargnés. Cette dernière avait été prise aux portes d'Oran, huit ans auparavant.

Le lieutenant Hillerin, du 41°, celui que le général Cavagnac, par suite d'une inspiration malheureuse, avait mis sous les ordres de son collègue Marin, était mort dans un village des Kabyles du Riff.

Tous ces braves gens furent délivrés de la façon la plus inespérée. Donnons ici la parole au lieutenant de Castellane, aide de camp de Lamoricière.

« ... Mon lieutenant, un Maltais veut vous parler.

» — Que le diable t'emporte ! Qui va là ?

» Et, me frottant les yeux, avec le mouvement de colère qu'éprouve toujours un homme dont le premier sommeil est brusquement interrompu, je parvins enfin à rattraper mon bon sens.

» — Lieutenant, reprit le planton de la légion étrangère dès qu'il me vit en état de le comprendre, un Maltais dit avoir à parler au général.

» — C'est moi, Durande (1) ; j'arrive de Djemma-Ghazâuat, me cria à travers la porte entrebâillée le prétendu Maltais.

» Aussitôt je saute à bas de mon lit, et, tout en passant mon uniforme : — Entrez donc, dis-je à M. Durande, entrez bien vite. Quelles nouvelles apportez-vous ?

» — Bonnes, monsieur. Grâce au ciel, les prisonniers sont sauvés ; je les ai laissés à Djemma.

» — Courons chez le général ; sa joie sera grande.

» Et, m'élançant vers la porte, je descendis l'escalier tortueux quatre à quatre, au risque de me rompre le cou, suivi de M. Durande, affublé d'un grand caban napolitain, couvert de vêtements de pêcheur, et ressemblant si bien à un flibustier des côtes, que l'erreur du soldat était vraiment excusable. M. Durande attendit dans la grande salle mau-

(1) M. Durande était enseigne de vaisseau.

resque du Château-Neuf, pendant que j'entrais chez le général. Il me fallut le secouer rudement, car, si le général de Lamoricière est un travailleur infatigable, il était aussi difficile de l'arracher au sommeil qu'à l'étude. Dès que je lui eus fait part des nouvelles :

» — Envoyez chercher, me dit-il, le colonel de Martimprey. Que l'on réveille ces messieurs. Donnez à deux courriers arabes l'ordre de se tenir prêts à monter à cheval.

» Il était une heure et demie du matin; mais, dans un état-major, le jour ou la nuit les ordres s'exécutent sans retard. Deux minutes après, les plantons se mettaient en route, et j'avais rejoint le général. Nous trouvâmes ce pauvre Durande assis sur un des canapés de la grande salle; la fièvre commençait à lui faire claquer les dents. Constantement en mer depuis soixante heures, sur une méchante balancelle, tour à tour en proie à la crainte et agité par l'espérance, l'excitation nerveuse l'avait soutenu tant qu'il avait dû conserver ses forces pour accomplir son devoir; mais maintenant la réaction commençait à se faire sentir. Il pouvait à peine ouvrir la bouche; aussi quelles n'avaient pas été ses fatigues depuis un mois!

» Le 2 novembre 1846, un Arabe remettait au gouverneur de Mèlilla, ville occupée par les Espagnols sur la côte d'Afrique, une lettre de M. le commandant Courby de Cognord, prisonnier de l'émir. Dans cette lettre, M. de Cognord annonçait que, moyennant une rançon de 40,000 francs, le chef chargé de leur garde consentirait à les livrer, lui et ses dix compagnons d'infortune, les seuls qui eussent survécu au massacre de tous les prisonniers, fait par l'ordre d'Abd-el-Kader.

» Le gouverneur de Mèlilla transmet immédiatement cette lettre au général d'Arbouville, commandant alors par intérim la subdivision d'Oran. Bien qu'il eût peu d'espoir, le général d'Arbouville, ne voulant pas laisser échapper la moindre occasion de secourir des Français, fit demander au commandant de la corvette à vapeur *le Vélce* un officier



DUC D'AUMALE



intelligent et énergique, pour remplir une mission importante. M. Durande, enseigne de vaisseau, fut désigné. Quant aux 40,000 francs, prix de la rançon, on ne les avait pas ; mais, heureusement, la caisse du payeur divisionnaire se trouvait à Oran. Toutefois, comme aucun crédit n'était ouvert au budget, l'on dut forcer la caisse ; ce qui se fit de la meilleure grâce du monde. Les honnêtes gendarmes, devenus voleurs, prêtèrent main forte au colonel de Martimprey ; procès-verbal fut dressé, et les 40,000 francs, bien comptés en bons douros d'Espagne, furent emportés à bord du *Véloce* qui déposa M. Durande à Mèlilla. Depuis ce moment, le *Véloce* touchait dans ce port à chaque courrier de Tanger pour prendre des nouvelles, lorsqu'un ordre venu d'Alger envoya la corvette à Cadix. Le *Véloce* allait se mettre à la disposition de M. Alexandre Dumas : Oran resta sans stationnaire, et les courriers du Maroc furent interrompus.

» Nous étions depuis lors sans nouvelles, et il est facile de comprendre avec quelle impatience nous attendions le récit de M. Durande ; mais la fièvre lui fermait la bouche. Alors une boisson chaude et fortifiante est préparée à la hâte ; on l'entoure de soins, on cherche à le ranimer. Il fallait qu'il parlât ; chacun était suspendu à ses lèvres. Enfin, il reprend ses forces, et il nous raconte que, dès son arrivée à Mèlilla, un Arabe, par l'entremise du gouverneur espagnol, avait porté à M. de Cognord une lettre lui donnant avis que l'argent était dans la ville, qu'on se tenait prêt à toute éventualité, et qu'une balancelle frétée par M. Durande croiserait constamment le long des côtes. Pendant longtemps la balancelle ne vit rien, et tous avaient déjà perdu l'espoir, lorsque, le 24 novembre, deux Arabes se présentèrent dans les fossés de la place, annonçant que les prisonniers se trouvaient à quatre lieues de la pointe de Bertinza. Le lendemain, 25, ils y étaient rendus. Un grand feu allumé sur une hauteur devait indiquer le point du rivage où se ferait l'échange. Le gouverneur de la ville

et M. Durande se consultèrent : n'était-ce pas un nouveau piège ? Quelles garanties offraient ces Arabes ?

« J'ai pour mission, dit M. Durande, de sauver les prisonniers à tout prix ; qu'importe si je péris en essayant d'exécuter les ordres du général ? »

» Ils convinrent donc que le lendemain, vers midi, M. Durande se trouverait au lieu indiqué, et que don Luis Cappa, major de place à Mélilla, marcherait, de concert avec la balancelle, dans un canot du port monté par un équipage bien armé. L'argent devait être déposé dans ce canot, qui se tiendrait au large jusqu'à ce que M. Durande eût donné le signal.

» A midi, le feu est allumé ; à midi, la balancelle accoste le rivage. Quatre ou cinq cavaliers sont déjà sur la plage : ils annoncent que les prisonniers, retenus à une demi-heure de là, vont arriver ; puis ils partent au galop. M. Durande se rembarque, dans la crainte d'une surprise, et se tient à une portée de fusil. Bientôt il aperçoit un nuage de poussière, soulevé par les chevaux des réguliers de l'émir. De la barque, on distingue les onze Français, et les cavaliers s'éloignent, emmenant les prisonniers sur les hauteurs, où ils attendent ; une cinquantaine seulement restent avec un chef, près de la balancelle, qui s'est rapprochée. Ce fut un moment solennel, celui où la longueur d'un fusil séparait seule la poitrine de nos braves matelots du groupe ennemi. La trahison était facile. Le chef arabe demanda l'argent ; on lui montre la barque qui croisait au large ; s'il veut passer à bord, il est libre de compter. Le chef accepte ; au signal convenu, le canot espagnol se rapproche ; on compte l'argent ; la moitié des lourdes caisses est transportée à terre, la moitié des prisonniers est remise en même temps ; le reste de l'argent est compté, les derniers prisonniers s'embarquent, et M. Durande se hâte de pousser au large. Le vent était favorable ; on arriva promptement à Melilla, où la garnison espagnole entoura d'hommages ces vaillants soldats dont le cou-

rage n'avait pas faibli un instant durant ces longs mois d'épreuve.

» Tous cependant étaient pressés d'arriver sur une terre française ; aussi, comme le vent soufflait du détroit, ils s'embarquèrent sur la balancelle, et, douze heures après, le colonel de Mac-Mahon et la petite garnison de Djemma-Ghazaouat fêtaient, dans un repas de famille, à quelques lieues du marabout de Sidi-Brahim, témoin de leur héroïque valeur, le retour de ceux que l'on croyait perdus. Quant à M. Durande, il s'était dérobé aux félicitations de tous ; impatient d'accomplir jusqu'au bout sa mission, il avait repris la mer, afin d'annoncer au général la bonne nouvelle. »

Interrompons un instant le récit de M. de Castellane. Pendant que le colonel de Mac-Mahon, avec ses officiers, fêtait le retour des prisonniers, arriva le *Vélocé*, avec Alexandre Dumas. L'illustre romancier ayant appris, à Mélilla, que les prisonniers venaient de partir pour Djemma-Ghazaouat, avait supplié le commandant de la corvette de le conduire auprès d'eux, ne voulant pas manquer l'occasion de voir les héros de Sidi-Brahim. Il arriva au milieu du banquet, s'assit parmi nos officiers, et fut étincelant de cœur et d'esprit.

Un seul des prisonniers n'assistait pas au banquet ; c'était le triste héros d'Aïn-Temouchent, le lieutenant Marin, écrasé dans sa honte.

« Nous obtînmes, continue M. de Castellane, tous ces détails à grand peine ; mais enfin, le thé et le grog aidant, M. Durande avait parlé ; on en savait assez pour écrire sur-le-champ à M. le maréchal, qui arrivait à Mostaganem par la vallée du Chélif, et, tandis que l'un de nous menait le brave enseigne prendre un repos si bien gagné, le colonel de Martimprey, assis devant le bureau du général, écrivait sous sa dictée la lettre que les cavaliers arabes allaient porter en toute hâte. L'année précédente, c'était une dépêche du colonel de Martimprey qui avait donné la première nouvelle du désastre ; chargé d'une mission pour Djemma.

il avait dû transmettre tous les détails du combat de Sidi-Brahim, et maintenant c'était encore sa main qui allait annoncer la délivrance de ceux dont, par deux fois déjà, il avait raconté la terrible histoire. Aussi, lorsque nous nous étions approchés du bureau, nous avait-il écartés en disant :

« Pour cette fois, je prends votre place ; laissez-moi, je suis superstitieux. »

« Les courriers expédiés, chacun regagna son lit, et le lendemain, réunis au déjeuner, nous nous réjouissions à la pensée de revoir bientôt nos compagnons d'armes, car l'ordre venait d'être envoyé de faire repartir pour Djemma le *Véloce*, que l'on attendait à chaque heure, sans lui laisser le temps de s'amarrer, lorsqu'on vint annoncer que le *Véloce* était signalé au large, avec le cap sur Alger. L'embarras était grand : pas de bateau à vapeur, un vent du détroit qui rendait toute navigation à voile impossible. Le *Caméléon*, bateau à vapeur du maréchal, venu pour l'attendre, avait éprouvé une forte avarie, qui ne lui permettait pas de reprendre la mer avant quarante-huit heures.

» On ne savait comment se tirer d'affaire, lorsque d'honorables négociants d'Oran, MM. Dervieux, apprirent l'embarras où se trouvait le général Lamoricière. Ils possédaient un petit bateau à vapeur, la *Pauline*, qui faisait le service d'Espagne, ils le lui offrirent, ne demandant même pas le prix du charbon brûlé. Douze heures après, la *Pauline* mouillait en rade de Djemma-Ghazaouat, pendant que le maréchal, de son côté, recevait les dépêches à Mostaganem, et annonçait son arrivée pour le lendemain. Dans la nuit, la *Pauline* était de retour, et, dès cinq heures du matin, l'état-major expédiait des ordres. A sept heures, les troupes descendaient vers la marine pour aller recevoir les prisonniers. La ville entière était en joie, chacun avait mis ses habits de fête ; gens du midi et gens du nord, le Valencien au chapeau pointu, l'Allemand lourd et blond, le Marseillais à l'accent bien connu, toute la foule bariolée enfin, les femmes surtout, toujours avides de spectacles,

marchaient à la suite des troupes. Les bataillons, rangés depuis le Château-Neuf jusqu'au bord de l'Hamoun, se déroulaient au flanc de la colline, sur un espace de près de trois quarts de lieue, comme un long serpent de fer.

» Le ciel était sans nuages ; ce beau soleil de décembre d'Afrique, plus beau que le soleil du mois de mai à Paris, éclairait la foule, le port et la ville. La vaste baie, unie comme un miroir d'azur, semblait se prêter à la joie de la terre, et les murmures des flots qui baignaient les rochers du fort étaient si doux, qu'on eût dit le murmure d'un ruisseau. Au fort l'Hamoun, un pavillon est hissé ; la *Pauline* a quitté Mers-el-Kébir, elle double bientôt la pointe, rase les rochers et s'arrête à quelques mètres du quai. Tous les regards se portent vers le navire, le canot-major du *Caméléon*, avec ses matelots en chemises blanches, au col bleu, se tient près de l'échelle : les rames sont droites, saluant du salut réservé aux amiraux le soldat qui a versé son sang et supporté la captivité pour l'honneur du drapeau.

» Le canot s'éloigne du navire, la foule devient silencieuse ; on était avide de voir ceux qui avaient tant souffert. — Ils accostent ; le général de Lamoricière le premier tend la main au commandant de Cognord, et l'embrasse avec l'effusion d'un soldat. — La musique des régiments entonna alors un chant de guerre, et elle répondait si bien aux sentiments de ce peuple entier, que vous eussiez vu des éclairs jaillir de tous les regards, des larmes couler de tous les yeux, à mesure que le son, roulant d'écho en écho, allait porter à travers tous les rangs la bonne nouvelle de l'arrivée. On se remet en marche, les tambours battent aux champs, les soldats présentent les armes, les drapeaux saluent, et ils s'avancent ainsi, avec une escorte d'officiers, traversant tous les respects. »

M. de Castellane raconte ensuite l'arrivée du maréchal Bugeaud à Oran. « Le lendemain, dit-il, les réceptions officielles commencèrent. Le vieux maréchal était debout dans cette grande salle mauresque du Château-Neuf, dont les

arceaux de marbre sculpté portent encore le croissant de la domination turque. Derrière lui, ses officiers, état-major de guerre que l'on sent toujours prêt à sauter à cheval et à courir au péril ; à sa droite, tous les corps de l'armée : l'infanterie, si tenace, si laborieuse et si utile ; la cavalerie, dont le bruit du sabre frappant les dalles, résonne comme un lointain écho du bruit de la charge ; et, à sa gauche, les gens de grande tente des Douairs et des Smélas, revêtus du burnous blanc sur lequel brillait, pour plusieurs, ce ruban rouge que les services rendus ou les blessures reçues pour notre cause avaient fait attacher à leur poitrine. Leur attitude pleine de dignité, les longs plis de leurs vêtements tombant jusqu'à terre, leur regard limpide et brillant comme le diamant, ce regard dont les races d'Orient ont le privilège, rappelaient les scènes de la Bible, et le vieux chef français, salué avec respect comme homme et comme le premier de tous, semblait le lien puissant qui devait cimenter l'union des deux peuples. Ce fut ainsi entouré, que le maréchal Bugeaud reçut les onze prisonniers de Sidi-Brahim, et qu'on le vit, faisant les premiers pas, s'incliner en embrassant ces confesseurs de l'honneur militaire. Il nous prit le cœur à tous, lorsque nous entendîmes les nobles paroles que son âme de soldat sut trouver, en remerciant, au nom de l'armée, ces débris qui semblaient survivre pour témoigner que nos jeunes légions d'Afrique avaient conservé intactes les traditions d'honneur et d'abnégation léguées par les bataillons des grandes guerres. »

Abd-el-Kader était décidément aux abois. Contre onze prisonniers, il avait demandé un peu d'argent à la France ; c'était l'indice infallible de la profonde misère dans laquelle il était plongé. Ce trafic porta une immense atteinte à son prestige ; il s'en aperçut bientôt, lorsqu'on tenta de l'assassiner. Comme il était debout sur le seuil de sa tente, n'ayant plus auprès de lui ses fidèles nègres qui s'étaient dispersés, plusieurs coups de feu furent tirés sur lui. Il reçut

ainsi trois blessures, qui l'empêchèrent pendant longtemps de monter à cheval.

Et puis tous ses amis l'abandonnaient un à un pour faire leur soumission aux Français ; ceux-ci virent venir à eux jusqu'au sanguinaire Ben-Salem, le khalifa du Sébaou. Le souverain du Maroc manifestait ouvertement sa défiance et sa haine contre un homme qui l'avait entraîné à une guerre fatale contre la France. Longtemps l'empereur n'avait pris à l'égard d'Abd-el-Kader que des demi-mesures ; nous allons le voir brusquer la solution.

V

Le 5 octobre 1847, le duc d'Aumale, prenait le gouvernement général de l'Algérie, en remplacement du maréchal Bugeaud. C'était la sixième fois que le prince revenait en Afrique ; aussi l'armée et la population, qui voyaient en lui une garantie de la prospérité future de la colonie, l'acclamèrent avec enthousiasme. On espérait en lui, non seulement parce qu'il était fils du roi, ce qui lui permettait de tout obtenir plus facilement que d'autres, mais encore parce que, à la tête de ses troupes, il avait fait preuve de rares qualités militaires, et dans l'administration de la province de Constantine, des plus sérieuses qualités colonisatrices.

Pourtant la presse murmura, non contre la nomination elle-même, mais parce que l'ordonnance royale qui la promulguait ne contenait que quelques mots relatifs au maréchal Bugeaud ; elle qui, peu auparavant, traînait le maréchal dans la boue, jugea que cette restriction était une offense pour le vieil homme de guerre, car l'ordonnance n'exprimait, en effet, ni regrets de sa retraite, ni reconnaissance pour ses éclatants services, se bornant à dire : « La

démission du maréchal Bugeaud est acceptée. » Trois mois après, le gouvernement de Louis-Philippe, croyant devoir accorder satisfaction à l'opinion publique, fit insérer les paroles suivantes dans le discours du trône :

« Le chef illustre qui a longtemps et glorieusement commandé en Algérie, a désiré se reposer de ses travaux. J'ai confié à mon bien-aimé fils, le duc d'Aumale, la grande et difficile tâche de gouverner cette terre à jamais française. »

En Europe, la nomination du prince fut assez mal accueillie ; certaines chancelleries blâmèrent la détermination de Louis-Philippe, et ne virent pas d'un bon œil cette nouvelle et plus intime assimilation de l'Algérie à la France. On jugea à propos d'exprimer cette idée que la Porte n'avait pas abandonné ses droits sur l'ancienne régence d'Alger, et les journaux d'Outre-Manche rappellèrent avec arrogance que l'Angleterre n'avait jamais reconnu notre conquête d'une façon explicite ; ils soutenaient que la plupart des puissances européennes avaient plutôt reconnu cette conquête en fait qu'en droit.

Enfin, certains casuistes, en France aussi bien qu'à l'étranger, firent ressortir les inconvénients qu'offrait l'autorité conférée au prince. « Le duc d'Aumale, disaient-ils, gouverneur général de l'Algérie, irresponsable en fait si ce n'est en droit, peut commettre des fautes très grandes sans que le ministre de la guerre, légalement responsable de la conduite des fonctionnaires de son département, ose demander son remplacement ou même le blâmer ; or, dans une situation si anormale, les difficultés pourraient être de telle nature qu'aucun cabinet prévoyant ne voudrait consentir à les affronter. »

A tout cela, on pouvait répondre que la présence d'un fils du roi en Afrique devait être un gage de stabilité, une garantie pour les intérêts civils, et exercerait forcément sur l'esprit des Arabes l'influence la plus heureuse. D'un côté, la colonie devait y voir une preuve irrécusable de l'intention bien arrêtée du gouvernement de faire de l'Algérie une se-

conde France ; de l'autre, l'administration supérieure devait retirer de cette nomination plus de force et d'unité.

Et puis, il faut considérer qu'à cette époque deux grands principes commençaient déjà à se disputer la direction des affaires en Algérie : le principe militaire qui personnifiait le passé, et le principe civil qui représentait l'avenir. Le duc d'Aumale résumait en sa personne ces deux principes et devait les maintenir en équilibre. Ajoutons que sa naissance, son titre d'Ould-el-Rey (fils du roi), devaient lui donner un ascendant immense sur un peuple habitué à se laisser dominer par les grandes familles aristocratiques.

L'armée, la société civile, les Arabes, accueillirent donc le prince avec bonheur. Il prit au sérieux sa nouvelle position, comme, quelques années auparavant, il avait pris au sérieux le commandement de la province de Constantine. A ce propos, qu'il nous soit permis de remonter le cours des événements.

En arrivant à Constantine, au commencement de 1844, le duc d'Aumale avait dit aux autorités militaires et civiles venues pour le complimenter :

« Le roi sera heureux d'apprendre quel accueil vous m'avez fait. Il nous a envoyés ici, nous ses fils, pour y payer à la patrie notre dette de citoyens et de soldats, et pour montrer que notre titre de princes est celui de premiers serviteurs de la France. »

Informé par le général Baraguay d'Hilliers, son prédécesseur (1), qu'une colonne expéditionnaire était réunie à Batna, dans le Sah'ra, le duc d'Aumale quitta Constantine quelques jours après son arrivée. Son frère, le duc de Montpensier, qui avait le grade de capitaine d'artillerie, l'accompagnait. Il s'agissait de soutenir le fameux Cheikh-el-Arab, le serpent du désert, qui tenait quelques oasis des Zibans, et avait peine à lutter contre un khalifa d'Abd-el-Kader, nommé Mohammed-el-Sghir. Ce Moham-

(1) Dans le gouvernement de Coustantine.

med occupait la Casbah de Biskra avec quelques centaines de réguliers.

Les Français marchèrent sur Biskra, où ils entrèrent sans coup férir ; mais Mohammed-el-Sghir se réfugia avec ses réguliers dans l'oasis de M'chounech, au pied des Aurès, sur le flanc du Djebel-Amar-Khaddou. Cette position était des plus difficiles à enlever, car l'oasis était flanquée de trois fortins et accessible seulement par un sentier étroit courant sur le flanc d'un profond ravin. Pendant que le duc de Montpensier canonnait les forts, le duc d'Aumale enleva en personne la position avec une compagnie de grenadiers de la légion étrangère. Son aide de camp, le colonel Jamin, fut grièvement blessé à côté de lui, et son frère Montpensier fut atteint d'une balle au front. Les princes venaient de donner ainsi une preuve nouvelle de bravoure ; et le héros de la Smala, en particulier, montrait qu'il n'avait pas dégénéré. Comme tous les officiers, une fois l'action terminée, les félicitaient, le duc d'Aumale expliqua qu'avec les Arabes il fallait avoir des procédés particuliers d'attaque. « Une marche hardie et ferme, dit-il, sans coups de fusil, les épouvante bien plus qu'une vaine fusillade à laquelle ils ripostent souvent avec avantage, et qui nous fait perdre des hommes et du temps. »

Le prince pénétra ensuite dans le massif des Ouled-Sulthan, à l'ouest de Batna, et y soutint plusieurs rudes combats. Dans l'un d'eux, on le vit charger lui-même à côté du colonel Noël, du 3^e chasseurs d'Afrique. Apprenant qu'une compagnie de tirailleurs algériens, qu'il avait laissée à Biskra, avait massacré ses officiers et ses sous-officiers français, il partit brusquement avec sa cavalerie, fit trente-six lieues en quarante heures, réprima la révolte et revint organiser le pays des Ouled-Sulthan.

Son administration des tribus de la province de Constantine fut citée entre toutes, car il s'efforça de la rendre régulière et protectrice. Expulser les agents d'Abd-el-Kader de la seule région où ils étaient encore établis avec une

apparence d'organisation, n'était rien pour lui ; il voulut constituer les grands khalifalicks du Sahel (pays de Bône à Djigelly), du Ferdjiousa (à l'ouest de Milah), des oasis du Zab, dont la principale était Biskra, et de la Medjana (entre Sétif et les Portes de fer). Il entreprit d'aborder cette populeuse et riche montagne de l'Aurès, dont nous n'avions encore exploré que le revers occidental. En thèse générale, les expéditions qu'entreprit le duc d'Aumale étaient plutôt administratives et politiques, que militaires.

La sage administration du jeune prince fut si bien appréciée par les populations indigènes, que plusieurs tribus tunisiennes lui demandèrent l'autorisation de s'établir sur le territoire de la province de Constantine. Cette demande ne fut pas accueillie ; nous avions à ce moment la guerre avec le Maroc, et il eût été imprudent de nous créer de nouvelles complications sur les frontières de l'Est.

Le duc d'Aumale quitta le commandement de la province de Constantine au milieu de 1845, pour le céder au général Bedeau. Il dirigeait les grandes manœuvres d'une division d'infanterie concentrée dans le département de la Gironde, lorsqu'il apprit la révolte de Bou-Maza. Il se hâta de retourner en Algérie, où le général Bugeaud lui tailla un commandement en réunissant la subdivision de Médéa à celle de Miliana. Le prince ne rentra en France qu'après la reddition de Bou-Maza et l'expulsion d'Abd-el-Kader du territoire algérien.

C'est avec ces précédents que le duc d'Aumale revint en Afrique comme gouverneur de la colonie.

Avant de s'embarquer, il sollicita les conseils de son illustre prédécesseur, qui lui écrivit :

« Vous partez, dites-vous, sans illusions et sans découragement, convaincu des immenses difficultés de l'œuvre, fort de votre abnégation, de votre zèle et de votre désintéressement, profondément dévoué à votre pays et à ses institutions, dont vous êtes prêt à accepter toutes les conséquences.

» Voilà d'admirables dispositions de l'esprit et du cœur. Pour vaincre les difficultés, il ne faut pas d'illusions, mais voir les choses telles qu'elles sont ; et, parmi les obstacles que vous aurez à surmonter, comptez les illusions de la presse, des chambres et de tout le public qui écrit, parle et influe sur le gouvernement.

» Vous me dites aussi que vous recevrez toujours mes conseils avec plaisir ; mais j'ai la conviction que vous n'en aurez pas besoin. Vous avez déjà, quoique très jeune, une grande expérience..... »

Aux paroles de bienvenue que lui adressa, dès son arrivée à Alger, le général Bedeau, gouverneur général par intérim, le prince répondit :

« J'accepte avec reconnaissance les vœux pour l'avenir et le bienveillant souvenir d'un modeste passé. Je ne puis apporter à l'Algérie ni les brillants services, ni l'expérience et les hautes qualités de mes illustres prédécesseurs, mais un dévouement sans bornes à mon pays, à ses institutions, à l'œuvre glorieuse et civilisatrice que la France a entreprise sur cette terre. En acceptant la haute et difficile mission qui m'est confiée et qui m'a profondément honoré, j'ai moins compté sur mes propres forces que sur le concours de tous ceux qui m'entourent, sur la valeur de notre armée, sur le mérite tant de fois éprouvé de ses chefs, sur le patriotisme et l'esprit éclairé de la population civile.

» Messieurs, si je puis rendre ici quelques services à la France, et contribuer pour ma faible part à la prospérité de l'Algérie, mes vœux les plus chers seront comblés. »

S'adressant, dans une proclamation, aux populations arabes, après avoir rendu un digne hommage à l'œuvre glorieuse du maréchal Bugeaud, le duc d'Aumale ajoutait : « C'est pour vous donner un gage éclatant de ses bonnes intentions à votre égard, que le roi des Français m'a envoyé au milieu de vous comme son représentant sur cette terre, qu'il aime à l'égal de la France. »

Hélas ! tous ces projets d'avenir s'évanouirent bientôt.

De tous les gouverneurs de l'Algérie, le prince fut celui qui occupa le moins longtemps son poste. Mais, sous son gouvernement, qui ne dura que quelques mois, se produisit un fait important : il reçut la soumission d'Abd-el-Kader, qui revenait de droit au vainqueur de la Smala.

Depuis près d'un an, Lamoricière avait échelonné les troupes de la division d'Oran le long de la frontière marocaine, pour surveiller les mouvements d'Abd-el-Kader et de sa déïra. L'empereur du Maroc constatait avec colère l'influence que l'émir fugitif exerçait sur certaines tribus de son empire ; il s'attendait à le voir d'un instant à l'autre déployer contre lui l'étendard de la révolte. Déjà il avait eu l'audace d'attaquer et de disperser un corps de cavalerie régulière marocaine qui s'était trop approché de sa déïra ; la lutte était donc imminente.

Lamoricière n'avait pas oublié la subite irruption de notre implacable adversaire sur le territoire algérien en 1845. Autant pour prévenir une tentative désespérée de la part de celui qu'il savait réduit à la dernière extrémité, que pour soutenir au besoin le caïd marocain d'Ouchda, il se porta avec une forte colonne, trois mille cinq cents fantassins et douze cents sabres, sur la frontière. La précaution était sâge, car le souverain du Maroc, perdant enfin le respect superstitieux qu'il avait eu jusqu'alors pour son dangereux allié, ne voyant en lui qu'un ambitieux qui cherchait à le renverser du trône, résolut non plus de l'observer, mais de l'attaquer ouvertement. Un corps de troupes, commandé par Muley-Hachem, son neveu, se rapprocha de la Malouïa, et se disposa à attaquer l'émir. A cette nouvelle, Lamoricière se hâta de quitter son camp au delà de Tlemcen, et vint établir son quartier général à Djemma-Ghazaouat, pour être à portée des événements.

Quand Muley-Hachem fut près de la déïra, il envoya une reconnaissance de cavalerie qui fut repoussée par les gens d'Abd-el-Kader ; celui-ci fit ensuite demander au prince

marocain ce qu'il lui voulait; et n'ayant reçu qu'une réponse hautaine et évasive, il comprit qu'on était décidé à le traiter sans ménagement. Il résolut donc de prévenir l'ennemi, le surprit dans son camp et le mit en pleine déroute. Muley-Hachem fut poursuivi longtemps et ne s'arrêta qu'à Fez; son lieutenant, un caïd nommé El-Amar, fut fait prisonnier et décapité.

Cette victoire releva pendant quelque temps l'ancien prestige de l'émir. Un grand nombre de tribus, le voyant engager une lutte décisive contre l'empereur, et le croyant destiné à régner sur le Maroc, se rapprochèrent naturellement de lui au premier succès. Quelques tribus algériennes, réfugiées sur le territoire marocain, et auxquelles Muley-Abderrhaman avait fait donner des terres, se pressèrent même un peu trop; elles firent annoncer à Abd-el-Kader leur détermination de retourner près de lui, en le priant de se porter à leur rencontre avec ses réguliers, afin d'appuyer leur mouvement. Mais le gouvernement marocain apprit toutes ces menées; et avant que l'émir se fût assez avancé pour soutenir les tribus qui voulaient se rattacher à sa fortune, celles-ci furent chargées par la cavalerie noire, et taillées en pièces. A la place des soldats qui devaient grossir sa petite armée, Abd-el-Kader ne vit venir à lui qu'un surcroît de bouches inutiles, des femmes, des vieillards et des enfants, dans un état pitoyable.

Et c'est à peine s'il pouvait nourrir sa déïra ! Il eut beau répandre, par ses émissaires, le bruit qu'il agissait avec l'agrément des Français; comme les tribus savaient que tous ses messages à nos généraux étaient restés sans réponse et qu'elles voyaient Lamoricière à Djemma-Ghazaouat prêt à fondre sur lui dès qu'il franchirait la frontière, ses assertions eurent peu de succès. La place espagnole de Melilla se trouvait dans le voisinage de la déïra; un jour, Abd-el-Kader, avec tout ce qu'il avait d'hommes, s'y présenta et fit demander une entrevue au gouverneur.

Celui-ci la lui accorda, et comme l'entrevue se passa en compliments, l'Espagnol se demanda vainement ce que pouvait désirer l'émir. Le but de celui-ci était sans doute de faire passer, aux yeux des Arabes, le gouverneur de Melilla comme l'intermédiaire de ses négociations avec la France. Très au courant des affaires de l'Europe, il n'ignorait pas que l'Espagne ne se soucierait pas de prendre sa cause en mains contre notre nation, sa meilleure alliée sous le gouvernement de Juillet. On a cru aussi, pendant longtemps, que l'émir avait voulu se rendre compte de la possibilité d'enlever Melilla par un coup de main. Il est évident que la surprise d'une des places que possèdent les Espagnols sur ces côtes, lui eût procuré un regain de popularité, outre qu'il aurait pu se mettre en relations avec les Anglais et défier tous les efforts de l'empereur du Maroc.

Quoi qu'il en soit, Abd-el-Kader essaya une dernière fois d'entrer en pourparlers avec Lamoricière. Ce dernier en prévint le duc d'Aumale, qui venait d'arriver à Alger, et qui ordonna de transmettre verbalement la réponse suivante :

« Le meurtrier de nos soldats prisonniers peut recourir à la générosité et à la clémence du roi, mais tout traité avec lui ou ses adhérents et toute reconnaissance d'une autorité quelconque en sa faveur sont impossibles. »

Cependant, le souverain du Maroc a rassemblé une nouvelle armée dont il donne le commandement à ses deux fils, Muley-Mohammed et Muley-Sliman. Ceux-ci se disposent à serrer de près, pendant que le caïd du Riff l'attaquera d'un autre côté, un ennemi dont on n'a pu jusque-là avoir raison ; en même temps, ils préviennent Lamoricière de faire bonne garde, et le général consent à envoyer des cartouches aux caïds marocains du Riff et d'Ouchda. Cerné de toutes parts, Abd-el-Kader envoie faire des excuses à Muley-Abderrhaman par Bou-Hamidi, son ancien khalifa de Tlemcen ; mais on retint celui-ci prisonnier à Fez, et

l'empereur fit savoir à l'ex-émir qu'il devait apporter sa soumission lui-même. Abd-el-Kader se prépare alors à une résistance désespérée; prenant l'initiative de l'attaque, il se porte, dans la nuit du 11 au 12 décembre, sur le camp marocain le plus rapproché de lui et placé sous le commandement de Muley-Mohammed, le vaincu d'Isly. Suppléant au nombre par la ruse, Abd-el-Kader a recours au stratagème suivant : quatre chameaux enduits de goudron, entourés d'herbes et de broussailles sèches, sont, tout en feu, lancés pendant la nuit sur le camp des Marocains. Ceux-ci fuient épouvantés, mais l'émir n'a pas assez de monde pour les poursuivre et les empêcher de se reformer plus loin. Muley-Mohammed se replie sur le camp de son frère, pendant que la déïra se dirige vers l'embouchure de la Malouia, où les princes vont l'attaquer.

C'en est fait; Abd-el-Kader n'a plus qu'à chercher un refuge sur le territoire algérien. Il se met en mesure de faire passer la Malouïa aux femmes, aux enfants, aux vieillards, aux blessés et aux malades, c'est-à-dire à toute la partie non combattante de la déïra; mais les Kabyles marocains, excités par l'appât du pillage, l'assaillent furieusement. Les quelques réguliers qui lui restent résistent bravement au choc des masses ennemies, et couvrent la retraite des siens avec un admirable dévouement. Abd-el-Kader lui-même, un fusil à la main, les bras nus comme un simple cavalier arabe, conduit l'extrême arrière-garde; il a trois chevaux tués sous lui, et ses vêtements sont criblés de balles. Enfin, la Malouïa est franchie; il fait camper sa déïra, lui fait tristement ses adieux, et l'engage à se confier à la générosité des Français. Lui-même, avec quelques cavaliers, va essayer de gagner la tribu marocaine des Beni-Snassen, où il a encore des partisans, pour de là se jeter dans le Sah'ra. Il se dirige donc vers le col de Kerbous; mais il le trouve occupé par des spahis qui le reçoivent à coups de fusil. « J'avais été prévenu, dit Lamoricière dans son rapport, que l'émir devait avoir gagné

le pays des Beni-Snassen ; mais il s'agissait d'en sortir. Or, la seule fraction la mieux disposée à son égard est précisément la plus rapprochée de notre territoire. Le col qui débouche dans la plaine par le pays de ces Beni-Snassen a son issue à une lieue et demie environ de la frontière. Je me décidai à garder ce passage, et, ce qui me détermina, c'est que le frère du caïd d'Ouchda nous avait écrit, le soir même, pour nous engager à surveiller cette direction, par laquelle l'émir devait sans doute passer. Mais il fallait prendre cette mesure sans donner l'éveil aux tribus campées sur la route.

» Deux détachements de vingt spahis choisis, revêtus de burnous blancs, et commandés, l'un par le lieutenant Ben-Kraüia, l'autre par le sous-lieutenant Brahim, furent chargés de cette mission. Le premier se rendit au col même, le deuxième choisit une position intermédiaire entre ce point et notre camp. La cavalerie sella ses chevaux et le reste de la colonne se tint prêt à partir au premier signal. Enfin, pour parer à tout événement, après avoir calculé la marche probable de l'émir, je fis prendre les armes, à deux heures du matin, pour porter ma colonne sur la frontière. J'avais à peine fait une lieue et demie, que des cavaliers, envoyés par le lieutenant Ben-Kraüia, me prévinrent qu'on était en présence d'Abd-el-Kader, et que l'action s'était engagée. Le deuxième détachement s'était porté au secours du premier ; je fis de même, aussi vite que possible, avec toute la cavalerie. Il était trois heures du matin. Chemin faisant, j'ai reçu les députés de la dëira et je leur ai donné l'aman au grand trot. Sitôt après, je rencontrai le lieutenant Ben-Kraüia lui-même, avec deux des hommes les plus dévoués à l'émir. Trouvant le passage occupé, celui-ci demandait à se soumettre. Le vent, la pluie et la nuit l'empêchant d'écrire, il avait mis son cachet sur une feuille de papier. Ne pouvant pas non plus écrire, j'envoyai mon sabre et la promesse d'aman la plus solennelle. J'arrivai à cinq heures et demie près du col ; j'attendis la réponse

jusqu'à onze heures et demie. Sans doute on recueillait de divers côtés des réguliers qui cherchaient à rejoindre l'émir. Enfin, le soir, le lieutenant revint avec une lettre de l'émir, écrite par Mustapha-ben-Tahmi. J'étais obligé de prendre des engagements, je les ai pris, et j'ai le ferme espoir que le gouvernement les ratifiera. »

Disons tout de suite que Lamoricière avait promis de faire conduire Abd-el-Kader à Alexandrie, avec sa famille.

Mais tout en parlementant avec son adversaire, le général avait prudemment envoyé le colonel de Montauban, avec cinq cents hommes de cavalerie, observer les mouvements de la déïra; le colonel la trouva dans un état déplorable, encombrée de blessés et de malades, et déjà attaquée par les tribus algériennes qui cherchaient à la piller. Il la mit en sûreté, lui prêta le secours de ses chirurgiens, et prévint Lamoricière de ce qui se passait. Celui-ci fit aussitôt partir le colonel de Mac-Mahon avec les zouaves et un bataillon du 9^e de ligne pour relever le colonel de Montauban, qu'il dirigea sur le marabout de Sidi-Brahim. Lui-même se porta sur ce point avec Cavaignac. A peine arrivés, nos généraux virent venir à eux quelques cavaliers qui agitaient leurs burnous en signe de soumission. C'était l'avant-garde de ceux qui restaient à Abd-el-Kader. L'émir ne tarda pas à paraître, accompagné de Mustapha-ben-Tahmi et de quelques autres chefs fidèles à son malheur; sa famille suivait à un kilomètre en arrière, sous la garde d'une vingtaine de spahis.

Abd-el-Kader prit à peine le temps de se présenter; il demanda à faire ses prières au marabout de Sidi-Brahim; c'était comme une expiation du massacre de nos infortunés compatriotes, dont le sang paraissait encore sur les murs. Un quart d'heure après, il revint près du colonel de Montauban, qui l'escorta jusqu'à Djemma-Ghazaouat, où le duc d'Aumale venait d'arriver en bravant une violente tempête.

Conduit aussitôt près du prince, l'émir déchu déposa humblement ses sandales devant la porte, et attendit un

signe qui lui permit de s'asseoir. Sa pâleur était extrême, et la contraction de ses lèvres trahissait l'émotion qui l'agitait. Evidemment le souvenir du massacre de nos prisonniers pesait sur sa conscience. Il présenta ses armes au prince-gouverneur, qui prit le pistolet en disant : « Ceci est pour le roi. » Quant au sabre, il le tendit à Lamoricière, et ajouta : « Ce sabre est pour vous, général, vous l'avez bien gagné. » Après un moment de silence, Abd-el-Kader prit la parole :

« J'aurais voulu faire plus tôt ce que je fais aujourd'hui ; j'ai attendu l'heure marquée par Dieu. Le général m'a donné une promesse à laquelle je me suis fié. Je ne crains pas qu'elle soit violée par le fils d'un grand roi comme celui des Français. Je demande son aman pour ma famille et pour moi.

» — Je ratifie la parole engagée par le général de Lamoricière, répondit le prince, et j'ai le ferme espoir que le gouvernement du roi lui donnera sa sanction. »

Le lendemain eut lieu la présentation publique et officielle. Abd-el-Kader offrit au duc d'Aumale une belle juument noire qu'il montait :

« Je t'offre la seule chose que je possède et que j'estime en ce moment.

» — Je l'accepte, dit le prince, comme un gage de ta soumission à la France et de la paix en Algérie. »

Le jour même, Abd-el-Kader s'embarqua sur la frégate à vapeur l'*Asmodée*, qui, le 29 décembre 1847, le débarqua à Toulon avec une suite de quatre-vingt-seize personnes.

On a beaucoup reproché au gouvernement de Louis-Philippe de n'avoir pas ratifié l'engagement pris par Lamoricière et le duc d'Aumale, de le conduire à Alexandrie. « C'était, dit M. Keller dans sa *Vie du général de Lamoricière*, une infraction fâcheuse au droit des gens, un inexcusable abus de la victoire envers un homme que l'adversité accablait de tout son poids. » Nous ne ferons nous-même à ce sujet qu'une réflexion : transporter à Alexandrie,

passage ordinaire des pèlerins se rendant d'Algérie à la Mecque, un homme comme Abd-el-Kader, c'était fournir un élément au fanatisme arabe, c'était préparer son retour triomphal. L'insurrection fût restée en Algérie à l'état endémique.

« Si l'on nous attaque à la Chambre, avait dit Lamoricière à Cavaignac, vos amis nous défendront-ils ? »

» — Ah ! je n'en sais rien », répondit ce dernier en souriant.

Le général républicain avait raison ; personne à la Chambre ne prit la défense de Lamoricière. On le manda à Paris, et il dut monter à la tribune pour justifier lui-même sa conduite. Ayant dit qu'au moment où il engageait sa parole, il n'ignorait pas que l'émir avait encore des chances pour s'enfuir au désert, un orateur s'écria qu'il aimait mieux voir Abd-el-Kader dans le désert qu'à Alexandrie : « S'il en est ainsi, riposta le général, rien n'est plus facile que de le remettre au désert ; vous n'avez qu'un mot à dire. Les chemins sont ouverts ; offrez la liberté à votre prisonnier, il ne la refusera pas. »

Tous ces débats étaient stériles. Quelque temps après, étant devenu ministre, Lamoricière dut laisser l'ex-émir dans sa prison d'Amboise.

Un mot encore pour terminer l'histoire d'Abd-el-Kader.

Il séjourna d'abord au lazaret de Toulon, puis, le 8 janvier 1848, il fut conduit au fort Lamalgue. Il y était encore lorsque la révolution du 24 février éclata. Le 28 avril suivant, le gouvernement provisoire le fit transférer au château de Pau, où il resta près de sept mois. En novembre 1848, on lui assigna pour résidence le château d'Amboise ; c'est là qu'il se trouvait le 17 octobre 1852, lorsque Louis-Napoléon, passant dans cette petite ville en revenant du midi de la France, se le fit présenter et lui accorda la liberté. Abd-el-Kader consentit à se retirer à Brousse, dans l'Asie mineure, à une centaine de kilomètres de Constantinople. De Brousse, il obtint d'aller se fixer à

Damas, où il réunit autour de lui une petite colonie algérienne. L'empereur Napoléon lui accorda une pension de cent mille francs, et lui conféra le grand cordon de la Légion d'honneur. L'ex-émir réussit, en 1860, à soustraire au fer des Druses fanatiques plusieurs milliers de chrétiens ; ce témoignage de reconnaissance fit un peu oublier le massacre des prisonniers de la déïra.

La chute d'Abd-el-Kader était un événement considérable ; sa soumission produisit en Algérie un effet prodigieux, car ce marabout avait persuadé aux indigènes que se soumettre aux Français c'était renier leur foi, et lui-même s'y voyait contraint. Représentant de l'islamisme, c'est en vain que l'émir essaya de lutter contre une civilisation supérieure, née de l'idée chrétienne. S'il eut le mérite d'incarner la nationalité arabe, en faisant concevoir aux tribus, d'habitude si divisées entre elles, l'idée de la patrie, tout ce qu'il essaya de fonder avec les moyens barbares et arriérés dont il disposait, devait forcément disparaître avec lui.

Il était réservé au duc d'Aumale, qui avait une ténacité égale à la sienne, et un génie supérieur, de recevoir la soumission d'un homme qui, pendant dix ans, avait tenu tête aux armées de la France, et lassé la patience de nos meilleurs généraux.

VI

Un pays qui n'est pas encore conquis et pacifié ne saurait être administré que par des militaires. Aussi la création des bureaux arabes était non seulement utile, mais indispensable ; ils rendirent d'incontestables services, en mettant l'autorité française en relations avec les indigènes, et dans les premières années ils furent de merveilleux instruments de colonisation.

L'institution a été attaquée, et il est de mode aujourd'hui de la décrier ; nous n'avons pas à la défendre, faisant ici de l'histoire et non de la polémique. Ce que nous tenons à établir, c'est que les officiers délégués aux affaires arabes ont été presque partout des modèles de dévouement et d'énergie.

Plutôt soldats qu'administrateurs, toujours à cheval, ils prenaient le commandement des goums ou contingents irréguliers, fournis par les tribus alliées ; malheureusement, il arriva bien des fois que ces goums firent défection, abandonnant à l'ennemi ceux qui étaient chargés de les conduire. Le général Randon, en 1842, eut ainsi à venger la mort d'un brave et excellent soldat, M. Gay, frère de M^{me} Emile de Girardin, que nos auxiliaires avaient livré aux tribus révoltées de l'Edough, près de Bône. Nous citons cet exemple, parce que sa mort eut, à l'époque dont nous parlons, un grand retentissement ; mais M. Gay n'avait fait que subir le sort de nombre d'officiers des affaires arabes. Il se heurta à l'ennemi avec son goum, et voulut charger, oubliant que dans la troupe irrégulière qu'il commandait, il n'y avait que lui de Français. Ses goumiers le suivirent d'abord, s'arrêtèrent aux premières balles qu'ils entendirent siffler, et tournèrent bride, dès qu'ils virent leur chef démonté. Les insurgés arrivèrent sur le malheureux officier abandonné aussi lâchement, et le tuèrent à coups de pierres.

Après la catastrophe du lieutenant Marin, à Aïn-Témouchent, Cavaignac, ne pouvant accourir de sa personne au secours de la redoute, puisqu'il avait sur les bras toute l'insurrection des Traras, voulut au moins y expédier un approvisionnement de cartouches. Comme il manquait de troupes, il pria le lieutenant-colonel Valsin-Esterhazy de tenter l'aventure. Cet officier supérieur n'hésita pas, quoiqu'il fût seul Français avec cinq cents Arabes, d'autant moins sûrs qu'Abd-el-Kader, après ses triomphes de Sidi-Brahim et d'Aïn-Témouchent, travaillait toutes les tribus de

a subdivision de Tlemcen, qu'il réussissait le plus souvent à entraîner. Quand Valsin prescrivit au goum de marcher, uncaïd fit une observation ; le colonel, renouvela l'ordre, et, comme le chef indigène refusait formellement de lui obéir, il le tua d'un coup de pistolet. Les cavaliers se mirent en selle, et l'on marcha en silence pendant une demi-heure. Alors un autre caïd se met à murmurer, protestant contre le mouvement ordonné ; sans hésiter, Valsin lui brûla la cervelle. Les Arabes devinrent doux comme des moutons ; deux heures après, ils étaient arrivés avec les cartouches.

« Désignez-moi les récalcitrants, dit au colonel le capitaine Safrané ; je les ferai fusiller sur-le-champ.

» — Il n'y en a plus », répondit Valsin.

La mission confiée aux chefs des bureaux arabes était extrêmement délicate et exigeait autant d'intelligence que de bravoure. Aussi ne choisissait-on que des sujets d'élite. Un des plus renommés fut le fameux Beauprêtre, dont les indigènes ne prononçaient jamais le nom qu'avec terreur. Fils d'un colon, il avait grandi au milieu des Arabes, et leur langage n'avait plus de secrets pour lui. Devenu homme, il s'engagea aux zouaves, et, s'appliquant à développer son instruction première, un peu trop négligée, il entreprit d'écrire et de lire cette langue du pays qu'il parlait si bien. Dès qu'il fut sous-lieutenant, il entra aux affaires arabes. Le maréchal Bugeaud était enchanté de ses rapports pleins de précision et de clarté.

Quand on lui demanda des renseignements sur la Kabylie, le jeune officier eut le courage de se déguiser en Kabyle, d'aller se bâtir une hutte au pied du Djurjura, et de vivre de la vie des montagnards, piochant, bêchant son maigre champ, visitant les tribus du voisinage, fréquentant les réunions et les marchés, où il s'informait de tout.

Un jour, au camp de Bordj-Menaïel, un indigène mal-propre, vêtu de haillons, se présenta devant une tente où dînaient les officiers de zouaves, et leur offrit des figues et

des œufs. On le renvoya au cuisinier, qui chassa le pauvre diable en le menaçant de coups de bâton. Le Kabyle se retira on ne peut plus satisfait. C'était Beauprêtre que ses collègues n'avaient pas reconnu.

D'une finesse et d'une intelligence remarquables, cet officier était en outre doué de la plus grande bravoure. Un chérif qui se disait Bou-Maza parut, en 1848, dans les montagnes du Djurjura, et lui envoya, alors qu'il était chef du bureau arabe d'Aumale, un défi ainsi conçu :

« De la part du protecteur de la religion, à l'infidèle Beauprêtre. Que la malédiction du Très-Haut soit sur lui et les siens. J'ai appris que tu avais l'intention de venir nous faire la guerre ; je suis prêt et désire me trouver en face de toi. »

Le chef du bureau d'Aumale marcha contre le chérif avec son goum, sans attendre l'arrivée d'une colonne française. L'agitateur avait fait répandre le bruit que les fusils dirigés contre lui et ses partisans ne partiraient pas ; les goudiers étaient donc très indécis. Lorsque les contingents kabyles furent en vue, Beauprêtre prit le fusil d'un de ses cavaliers, et en tira un premier coup. Visiblement rassurés, ses hommes déchargèrent leurs armes, engageant ainsi le combat. Mais le chérif, comme tous ses pareils, s'était également fait passer pour invulnérable ; quand on le vit s'avancer, la terreur s'empara de tous. Beauprêtre courut sus au faux prophète, et tira sur lui un coup de pistolet qui fit voler son turban. Ses goudiers accoururent aussitôt, tuèrent l'invulnérable comme un vulgaire cavalier, et lui coupèrent la tête.

On a souvent reproché à l'administration militaire d'avoir mis des entraves à la colonisation de l'Algérie ; la suite de ce récit fera juger du peu de solidité de cette accusation. Des hommes influents ayant conçu l'idée d'établir une ferme expérimentale, pour servir de régulateur à tous les établissements agricoles qui viendraient se former dans le pays, une société anonyme s'organisa dans ce but ; un

arrêté du 30 octobre 1831, signé par le général Clauzel, en approuva les statuts et lui loua la ferme dite Haouch-Has-san-Pacha, connue depuis sous le nom de Ferme-Modèle. La location, outre les bâtiments, comprit mille hectares et fut faite au prix annuel d'un franc par hectare pour neuf, dix-huit ou vingt-sept ans, avec faculté de résiliation, mais seulement pour les preneurs. Cette ferme-modèle ne fut pas précisément le modèle des fermes ; des actions furent lancées à 500 francs, mais tombèrent aussi bas que les valeurs turques à notre époque. La principale des causes qui arrêtaient le développement de cet établissement fut l'insalubrité de l'emplacement choisi.

Les intentions de l'autorité militaire étaient assurément louables. Le duc de Rovigo continua d'appliquer les plans de colonisation du général Clauzel. Dans le courant de 1831, quelques centaines d'émigrés allemands et suisses, païss de chez eux dans l'intention de se rendre en Amérique, avaient brusquement changé de résolution avant l'embarquement au Havre et étaient venus à Alger. Rien n'étant prêt pour les recevoir, ils tombèrent forcément à la charge de l'administration, qui dut leur fournir des tentes et des vivres. Au bout de quelques mois, une centaine de ces malheureux étaient morts de misère. Le duc de Rovigo voulut distribuer aux survivants des terrains aux environs d'Alger ; mais comme le domaine ne possédait là aucune terre, le gouverneur fit un premier pas dans la voie des expropriations pour cause d'utilité publique, dont on a tant usé et abusé depuis. D'accord avec M. Genty administrateur civil, il créa de cette façon les deux villages de Kouba et de Dely-Ibrahim. On avait alloué à l'intendant civil un insuffisant crédit de 200,000 francs pour des essais de colonisation, et c'est sur cette somme que furent prélevées les dépenses des constructions ; celles-ci furent exécutées par le service des ponts et chaussées. A Dely-Ibrahim, une ferme ayant appartenu aux janissaires turcs, et à Kouba, une autre ferme appartenant à une mosquée.

furent les noyaux des concessions délivrées aux nouveaux colons. On prit tout autour des terrains en friche qui semblaient n'être à personne; mais aussitôt des propriétaires indigènes surgirent en foule. On eut beau les évincer; comme ils vendirent à vil prix, à des spéculateurs français, leurs titres de propriété, l'administration eut à subir, pendant plusieurs années, toutes les tracasseries des huis-siers.

La manière dont on procéda à Kouba et à Dely-Ibrahim pour les concessions de terrain mérite d'être rapportée. On divisa les colons en trois classes; puis on donna dix hectares par tête à ceux qui avaient les moyens de faire bâtir leurs maisons, six à d'anciens soldats de l'armée française, et quatre à ceux dont il fallut construire les habitations.

Le duc de Rovigo était arrivé en Algérie avec l'idée que tous les pays de l'Europe devaient nous envoyer l'excédent de leur population; mais ses idées se modifièrent lorsqu'il vit combien il était difficile de caser seulement quelques centaines d'individus. Il décida alors que nul ne serait reçu à Alger, en qualité de colon, s'il n'y arrivait en fournissant la preuve qu'il pouvait, pendant un an, pourvoir à sa subsistance. C'était peine perdue, car les usuriers attiraient les émigrants et spéculaient sur leurs concessions à venir.

Le général Avizard, gouverneur par intérim après le départ du duc de Rovigo, prit un arrêté prohibant la coupe des arbres, essayant ainsi d'introduire en Algérie un commencement de législation forestière. Défense fut faite à tous propriétaires, colons ou fermiers, d'abattre ou d'arracher, sans une autorisation du directeur des domaines, aucun arbre forestier ou fruitier, en plein vent ou en haie, sous peine d'amende et de confiscation.

Cet arrêté était sage, malheureusement il n'était pas exécutable. Ce n'est que tout récemment que la population européenne d'Algérie, s'apercevant qu'un système con-

tinu de dévastation était nuisible à ses intérêts, a formé, en dehors de l'administration, une ligue de reboisement.

Le général Voirol ne fonda pas de nouveaux villages ; il pensa qu'avant de coloniser, il fallait tracer des voies praticables dans le pays. C'est lui qui fit commencer la route de Blidah par Dely-Ibrahim, Douéra et Bou-Farik, et celle de Blidah par Bir-Kadem. On lui doit également celle de la Maison-Carrée, à l'embouchure de l'Harrach. A cette époque, ces travaux étaient exécutés par les troupes, sous la direction du génie ; mais les Ponts et Chaussées se chargeaient de l'empierrement. Les soldats étaient payés en nature, et recevaient double ration de vin.

Le général Voirol ne négligea pas non plus les travaux de dessèchement ; c'est lui qui fit disparaître les marais qui existaient aux environs de la Maison-Carrée et de Bône. Cette mesure était à la fois hygiénique et agricole.

Le maréchal Clauzel, quand il revint pour la deuxième fois en Algérie, eut la singulière idée de couvrir, par une ligne continue, le périmètre de colonisation, restreint en 1835 à la banlieue d'Alger. De l'Oued-Agar jusqu'au ruisseau de Bou-Farik, on escarpa les berges de quantité de petits ravins et de cours d'eau dont on eut soin de briser les gués, et l'on obtint ainsi une ligne qui était loin d'être infranchissable, mais qui, dans une certaine mesure, gênait les mouvements de la cavalerie des Hadjoutes et donnait un peu plus de sécurité à nos colons.

Le même maréchal fut plus heureux dans d'autres expériences de colonisation, et il fit preuve d'un zèle des plus louables. Il entretenait une active correspondance avec des comités formés en France pour envoyer des colons à Alger ; il voulait, et c'était de sa part une erreur, attirer beaucoup d'hommes en Afrique, persuadé qu'une fois qu'ils y seraient, on trouverait bien moyen de les y employer. Clauzel ne connaissait pas encore la gent des spéculateurs ; ceux-ci, voyant arriver des émigrants, élevèrent leurs prétentions au lieu de les diminuer, de sorte que ceux d'entre

les nouveaux venus qui avaient les moyens de rentrer en France, s'en retournèrent découragés. Ainsi firent des colons francs-comtois. Un prince polonais, M. de Mir, obtint la concession de cinq fermes du domaine ; tout marcha admirablement au début ; mais ayant épuisé ses capitaux, il dut emprunter et tomba ainsi entre les griffes d'une bande de loups-cerviers de l'usure, qui le ruinèrent. Le village de la Rassauta, à quelques lieues d'Alger, est une fondation du prince. C'est un Français qui établit dans les mêmes parages le village de la Regaïa ; ce Français, M. Mercier, fut également dévoré par les usuriers, juifs ou autres.

Le gouverneur adopta un système de concessions à grands lots ; mais beaucoup de bénéficiaires n'ayant pas rempli les conditions qui leur étaient imposées par l'administration et ayant été évincés, on décida qu'il ne serait plus délivré que des promesses de concessions échangeables contre un titre définitif de propriété, après l'accomplissement des obligations stipulées aux concessionnaires. C'était apporter, dans une certaine mesure, un tempérament à la rage de concessions dont était animée l'administration, rage qui, en 1835, se manifesta d'une manière phénoménale : on concéda, par exemple, autour de Douéra, trois cents hectares de terrains domaniaux, au cas, spécifiait-on, *où il en existerait sur ce point*.

Désormais, le maréchal Clauzel ne voulut plus faire de concessions que par parcelles. Ce fut de cette façon que fut fondée la jolie ville de Bou-Farik, baptisée d'abord Medina-Clauzel, et qui finit par reprendre son nom indigène. A Bou-Farik on concéda cent soixante lots d'un tiers d'hectare pour le terrain de la ville, et cent soixante-dix lots de quatre hectares pour celui de la banlieue. Les concessionnaires, assujettis à une redevance fort légère, ne furent astreints à d'autres conditions que celles de bâtir dans les alignements fixés, de mettre en culture et de planter d'arbres leurs terrains dans un espace de trois ans.

La ville de Bou-Farik, horriblement malsaine dans le début, est aujourd'hui florissante.

A la fin de 1836, la population européenne, l'armée exceptée, ne s'élevait qu'à 14,561 têtes, dont 9,000 dans la province d'Alger, un peu moins de 4,000 dans celle d'Oran, et le reste, 2,000 à peine, à Bougie et à Bône, seuls points que nous occupions dans la province de Constantine. Sur ce nombre, on ne comptait que 5,485 Français. C'est seulement à cette époque que l'administration des domaines, à force de découvrir des usurpations et de vérifier des titres, connut enfin ce que l'Etat possédait dans la province d'Alger.

Pendant l'année 1837, sous l'administration du général Damrémont, qui ne s'occupait guère que de son expédition de Constantine, la population européenne ne s'accrut que de deux mille individus, moitié français, moitié étrangers. Ceux-ci continuèrent à être en majorité. On ne comptait que sept mille hectares de terre en culture dans la banlieue d'Alger, dont plusieurs centres de population furent érigés en communes. On commença à tracer des chemins vicinaux, et l'industrie agricole prit un certain développement. Ce sont les communes dont il vient d'être question qui, en faisant des avances de grains aux indigènes, sauvèrent de la ruine la culture arabe des environs de Blidah, détruite par la guerre et par les achats de terrains que faisaient des spéculateurs.

Lorsque Abd-el-Kader, en 1839, nous déclara la guerre sainte, les progrès accomplis étaient à peu près nuls, et cependant le journal officiel du gouverneur s'écriait, dans un accès de lyrisme :

« L'Algérie a traversé l'époque d'épreuves qui marque toujours la naissance des établissements coloniaux ; elle marche maintenant par ses propres forces, et nous touchons au jour où nos efforts recevront une glorieuse récompense. »

La guerre devait déranger tous ces beaux plans ; au

moment où l'on faisait cette superbe déclaration, la population européenne ne s'élevait qu'à 25,000 âmes, et, sur ce nombre, il n'y avait que 11,000 Français. Quelques chétifs établissements s'étaient bien fondés de ci, de là ; mais les exploitants n'étaient le plus souvent que les gérants de quelques compagnies qui manquaient de capitaux.

Le maréchal Valée ne se montra pas trop favorable à la colonisation ; il désapprouvait le plan du maréchal Clauzel, qui encourageait les petits établissements isolés, et il estimait qu'il fallait procéder sagement et marcher pas à pas, de façon à créer des établissements fortement agglomérés, s'appuyant les uns sur les autres et pouvant se secourir mutuellement. Le vainqueur de Constantine ne sut pas réagir contre les lenteurs des formalités administratives, qui avaient pour résultat de faire dépenser aux colons arrivant à Alger dans une longue et pénible attente, les ressources qu'ils avaient apportées. Ces malheureux n'étaient jamais mis en possession des terres qu'on leur concédait, que lorsqu'ils n'avaient plus d'argent pour les mettre en valeur.

Louis Veuillot trace un tableau fort sombre de la colonisation en 1841. « Aucune terre, dit-il, n'est cultivée nulle part, à moins qu'on n'accorde le nom de terre cultivée à quelques jardinets, situés sous le fusil de nos remparts, où l'on récolte quelques légumes et quelques salades qui se vendent à prix d'or. La viande, les fruits, le pain, le fourrage, tous les objets de consommation viennent par la mer. Nous ne nous levons guère de table que le gouverneur général ne calcule avec amertume la somme que le repas a coûté à la France, sans compter le sang. Lorsqu'on lui parle de la colonisation, son bon sens n'y peut tenir : il se répand en railleries poignantes contre ce mensonge criant, n'épargnant personne, et ne s'inquiétant guère de savoir qui l'écoute... A peu d'exceptions près, il n'y a en Algérie d'autres colons que les fonctionnaires, les agioteurs et les cabaretiers. »

Et Louis Veuillot ajoute :

« Les systèmes les plus divers, les plus contradictoires, les plus absurdes sur la guerre, l'administration, la colonisation ont été proposés, proposés sérieusement, et, chose lamentable, appuyés par des hommes compétents, par des savants, par des fonctionnaires anciens dans l'Algérie, par des officiers qui ont fait la guerre longtemps et avec succès..... Chacun démontre parfaitement que les autres demandent l'inutile et l'impossible; et les autres, à leur tour, n'ont pas de peine à lui prouver que son plan pêche par les mêmes torts. Ajoutons-y le bruit des journaux, qui ne parlent que de la trahison du gouverneur; les directions de deux ou trois commis qui, de leurs bureaux au ministère de la guerre à Paris, prétendent tout régler et tout faire, et qui envoient pour raison sans réplique la signature du ministre; ajoutons-y les discussions des Chambres, où l'avis le mieux développé, le mieux écouté, n'est pas toujours le plus sage, où des orateurs se croient ou sont crus bien au courant des affaires d'Alger pour avoir fait une courte apparition sur la côte, questionné un interprète ou un juif, reçu quelques lettres, celles-ci d'un enthousiaste, celles-là d'un mécontent; ajoutons-y cette horreur que nous inspirent en général les dépenses opportunes, et qui dans une grande affaire nous porte à lésiner sur un détail important, vous n'aurez encore qu'une faible idée des obstacles qui se présentent, qui s'accumulent de toutes parts. »

Mais Louis Veuillot n'a pas assez insisté sur les apparitions de nos députés en Afrique. L'un d'eux, voulant connaître l'Algérie et se rendre compte de la manière dont nos soldats y faisaient la guerre, alla trouver le général Bugeaud, qui l'emmena expédier dans la vallée du Chélif. Au bout de quelques jours, le voyageur aurait bien voulu s'en aller; mais le général lui ayant répondu qu'il ne pouvait le faire escorter jusqu'à Milianah, il dut se résigner à marcher. On le voyait chevaucher

mélancoliquement derrière le général, coiffé, comme Fra-Diavolo, d'un gigantesque chapeau surmonté d'une plume d'aigle ; avec cela une grande houppelande noire, coupée au milieu par un ceinturon blanc que tirait un sabre de cuirassier. Après une expédition de deux mois, le général Bugeaud ramena le député à Milianah, d'où il gagna Alger, pour s'embarquer au plus vite.

En 1846, Lamoricière eut à recevoir toute une commission parlementaire venue pour étudier sur place les divers systèmes de colonisation que l'on essayait. Quand la susdite commission arriva à Mers-el-Kébir, le temps était pluvieux et sombre ; une heure après le débarquement, on déjeûna au Château-Neuf avec le général. Déjà celui-ci avait mis tout son état-major à la disposition des députés, et organisé des moyens de transport pour leur faire parcourir la province d'Oran ; mais ils trouvèrent le pays prodigieusement triste. Ayant appris, dans la journée, qu'un courrier de commerce partait la nuit même et qu'ils pouvaient en profiter pour écrire en France, ils prirent alors une résolution sublime : celle de se rembarquer tous, ce qu'ils firent sans plus de cérémonies.

Ils avaient vu le pays ! ils pouvaient en parler ! la Chambre les écouta avec beaucoup d'attention.

Le général Bugeaud, successeur du maréchal Valée, arriva avec un plan parfaitement arrêté. Son intention était de former des villages militaires avec des soldats ayant encore à accomplir plusieurs années de services. Il se proposait de leur allouer des terres. Ces hommes auraient fait venir leurs familles en Algérie et s'y seraient mariés. La colonisation en Algérie étant un champ ouvert à tous, on essaya du système préconisé par Bugeaud. Celui-ci ne voyait guère que ses soldats, et quand on lui objectait que la colonisation d'un pays ne peut se faire sans capitaux, montrant dédaigneusement du doigt les spéculateurs qui, en 1841, pullulaient à Alger, il demandait si ces gens véreux étaient de vrais capitalistes !

L'idée du général fut écartée par la suite ; son plan parut trop dispendieux. Il faut considérer, disait-on, que l'établissement d'un seul colon militaire coûterait de 5 à 6,000 francs, ce qui, pour deux cent mille colons choisis de la sorte, nécessiterait une dépense d'un milliard tout au moins.

C'était peut-être aller un peu vite en besogne que de calculer ainsi. Dans tous les cas, il est des entreprises qui rendent au centuple ce qu'elles coûtent au pays. Si, depuis cinquante-cinq ans, l'Etat avait inscrit chaque année à son budget cinq millions pour l'établissement en Algérie de colons militaires, nous aurions là-bas une population agricole excellente, sans avoir dépensé plus de deux cents à deux cent cinquante millions en un demi-siècle, à peine.

Quand le général Bugeaud entreprit l'application de son système, il décida que tous les régiments feraient un peu de colonisation. Il reprit un arrêté du général Schramm, (gouverneur intérimaire de l'Algérie après le départ du maréchal Valée), ordonnant que des terres à proximité des camps seraient mises à la disposition des troupes, autant que possible à raison de deux hectares cinquante centiares par bataillon, pour être cultivées au profit de l'ordinaire et de la masse générale d'entretien. Bugeaud déclara que chaque régiment disposerait de trente hectares pris soit sur les biens domaniaux, soit, en cas d'insuffisance, par expropriation pour cause d'utilité publique sur ceux des indigènes.

En 1842, le théâtre de la guerre s'étant un peu éloigné de la plaine de la Mitidja et de la banlieue des villes que nous occupions sur la côte, Bugeaud obtint qu'un crédit de 500,000 francs serait inscrit au budget ordinaire pour donner de l'impulsion aux travaux agricoles ; un autre de 485,500 francs sur la caisse coloniale fut consacré à de nouveaux essais. On forma à Alger un bureau de colonisation, auquel on adjoignit une section de géomètres. On créa ainsi autour de cette ville quatre centres

dont toutes les constructions d'utilité publique furent faites aux frais de l'Etat; et à Douéra, aux lieu et place du vilain village de cantiniers qui y existait, on jeta les fondements d'une petite ville. Deux autres villages, Sainte-Amélie et Saint-Ferdinand, près de Coléa, furent construits par des condamnés militaires, sous la direction du génie, et chaque colon, pour 1,500 francs, eut une petite maison et douze hectares de terre, dont quatre défrichés.

Bugeaud fit construire par le génie les villages de Fouka et de Béni-Méred et les peupla de soldats congédiés, à qui il permit de venir se marier en France. L'essai ne réussit pas, et il fallut compléter le peuplement de ces deux villages avec des colons civils.

La sollicitude du général pour les colons était si grande, qu'il obligea l'administration militaire à leur prêter des animaux de labour; bien plus, il alla jusqu'à envoyer dans les villages nouvellement créés des bataillons entiers pour cultiver les terres et les mettre tout de suite en rapport.

L'illustre gouverneur fonda encore plusieurs villages avec l'aide de particuliers auxquels l'Etat faisait des avantages. Ces particuliers concessionnaires s'engageaient à établir sur leurs domaines un certain nombre de familles européennes, dont chacune devait recevoir quatre hectares et une habitation; et, de son côté, l'Etat accordait en numéraire et en matériaux une avance de 1,000 francs par famille, avance remboursable, par cinquième, d'année en année. Le général installa aussi trois villages maritimes, qui se peuplèrent de pêcheurs auxquels étaient accordées des primes, tant pour leurs maisons que pour les barques de pêche faites par eux.

Comme on le voit, Bugeaud, dans l'ardeur de son zèle, faisait à la fois de la colonisation avec des civils, des militaires et des entrepreneurs. Il essaya de faire de la colonisation par les mains des moines, en allouant aux frères trappistes, dans la plaine de Staouëli, une concession de 1,020 hectares de terre, avec 62,000 francs de sub-

vention ; puis il attira les Pères jésuites à Ben-Aknoun ; et l'on peut dire qu'aux trappistes aussi bien qu'aux jésuites. il ne refusa pas la coopération des troupes.

En 1844, il amena le gouvernement à jeter les yeux sur la province de Constantine, qui présentait, disait-il avec raison, le plus de chances favorables à la grande colonisation. Le territoire de Philippeville fut naturellement le premier dont on s'occupa. Par suite d'arrangements à l'amiable faits avec les tribus qui séjournaient aux environs de cette ville, celles-ci consentirent à se transporter ailleurs, laissant le champ libre à la culture européenne. Rien de plus riche et de plus beau que les environs de Philippeville ; on se hâta donc de dépenser les 100,000 francs inscrits au budget général pour construire, dans un rayon très rapproché, les villages de Damrémont, de Saint-Antoine et de Valée. Autour des camps d'El-Arouch, des Toumiettes, de Smendou, sur la route de Philippeville à Constantine, on groupa quelques centaines de colons. Smendou et El-Arouch sont aujourd'hui des villages florissants. A Guelma et à Sétif, on décida la construction de villes, en remplacement des immondes bourgs de cabaretiers qui s'étaient formés à côté des camps ; enfin, les cent premières familles qui se présentèrent à Guelma et à Sétif reçurent, avec des concessions gratuites, un secours de 600 francs en matériaux de construction.

Dans la province d'Oran, le gouverneur fit agrandir le territoire civil autour des villes d'Oran et de Mostaganem ; puis, s'apercevant que le sol d'Oran est aride presque partout et se prête peu à la colonisation, il s'arrêta, après avoir décidé la création des centres de Misserghin, de la Senia, de Sidi-Chami et d'Arzew, et reporta ses soins sur la ville de Monstaganem. Il avait déjà bâti un village à Mazafran et fait diviser le ravin de Mostaganem en lots horticoles, quand, en 1846, il dirigea sur cette ville huit cents Prussiens. Ces malheureux avaient été abandonnés à Dunkerque par des agents d'émigration qui s'étaient engagés

à les faire conduire en Amérique ; on les avait embarqués ensuite pour Oran, où ils étaient arrivés dans un dénuement complet. L'administration civile ayant déclaré ne savoir que faire d'eux, Bugeaud les mit à la charge de l'administration militaire, qui leur fit construire les villages de Sdidia et de Sainte-Léonie.

Djemma-Ghazaouat, sur la frontière du Maroc, fut alors convertie en ville sous le nom de Nemours. Saint-Denis du Sig, aujourd'hui ville importante sur la route d'Oran à Mascara, fut créée par 197 colons. Tous les centres de population fondés dans la province d'Oran durent recevoir au moins les trois cinquièmes de Français.

L'année qui précéda son départ, le maréchal proposa au gouvernement, qui entra dans ses vues, de laisser au ministre de la guerre la faculté d'accorder toutes les concessions moindres que cent hectares, à la condition de faire intervenir des ordonnances royales pour les concessions plus considérables. Les concessionnaires de plus de cent hectares étaient astreints à un cautionnement de dix francs par hectare, qui restait acquis à l'Etat, en cas d'inexécution des conditions de culture et de peuplement qui étaient imposées. Ce cautionnement n'était exigible ni pour les concessions délivrées par le ministre de la guerre, ni pour les concessions de vingt-cinq hectares et au-dessous, que l'on réservait au gouverneur général.

Ce fut Bugeaud qui organisa le service de santé gratuit à l'usage des colons, composé de médecins salariés par l'Etat. En même temps il créait, sous le nom d'inspecteurs de colonisation, une classe spéciale d'employés chargés de veiller aux besoins agricoles et économiques de la population européenne des villages.

Pendant le gouvernement du maréchal, en sept années, la population civile de l'Algérie s'accrut de 85,000 âmes ; elle s'élevait à la fin de 1846 à 109,400 âmes, un peu plus que le chiffre de l'armée, qui était de 104,808 hommes. Il y eut pendant cette période 11,266 naissances contre

14,899 décès. Un pareil résultat n'était certes pas brillant, mais Bugeaud fit le possible pour lutter contre l'incertitude des systèmes, les tracasseries de l'administration, et les méfiances excitées contre l'Algérie. En défalquant la population agricole de la totalité de la population européenne, on constate que près de 90,000 individus ont vécu par des moyens d'existence étrangers à l'agriculture, c'est-à-dire par le commerce ou les professions industrielles. La population agricole ne s'élevait alors qu'à 17,000 individus.

Nous devons dire un mot des dissentiments qui surgirent entre le maréchal et l'un de ses meilleurs lieutenants, le général de Lamoricière, alors commandant de la province d'Oran.

A l'inverse du premier, Lamoricière repoussait d'une façon absolue le concours de l'Etat pour le peuplement de l'Algérie, et rejetait par conséquent la colonisation militaire ; d'après lui, pour mener tout à bien, il aurait suffi de faire appel aux capitaux et à l'industrie ; le général oubliait que la confiance ne se commande pas, ne se rendant peut-être pas un compte exact qu'en Algérie un colon ne pouvait, à l'époque où il parlait, piocher son champ sans avoir son fusil à portée de sa main. Il y avait beaucoup de libéralisme dans les idées de Lamoricière, et elles devaient naturellement séduire ; mais ces idées ne sont applicables qu'à un pays absolument pacifié, où l'ère des insurrections est définitivement close. D'ailleurs les deux systèmes de colonisation ne s'excluaient pas l'un l'autre et pouvaient s'appliquer concurremment.

Un abîme séparait donc Bugeaud de Lamoricière, et leurs relations étaient souvent tendues. Sur un seul point les deux généraux étaient d'accord ; ils n'aimaient pas les aventuriers, les nomades de la civilisation, les prétendus travailleurs qui arrivaient en Algérie en se plaignant de n'avoir pas su trouver en Europe leur place au soleil, et ils ne croyaient pas que ces déclassés pouvaient du jour au lendemain être transformés en propriétaires. Moins sévère

toutefois que son supérieur hiérarchique, Lamoricière ne les repoussait pas toujours ; il leur venait même en aide, jusqu'à ce qu'il fût prouvé que le travail leur était en horreur ; enfin il trouvait moyen de distribuer à chaque famille d'émigrants, un bœuf avec les outils de labourage.

La sollicitude de Lamoricière ne s'étendait pas seulement aux nomades de la civilisation, mais encore à ceux de la barbarie, les tribus arabes. Il avait sur le cantonnement de celles-ci des idées parfaitement arrêtées, et que le sénatus-consulte de 1863, qui les a rendues propriétaires d'un sol sur lequel elles n'avaient aucun droit, n'a pas infirmées depuis. « Il sera bien difficile, disait-il, de faire quelque chose pour des gens qui ont la passion innée du vagabondage. » Il réussit pourtant sur certains points, notamment aux environs de Tlemcen, à créer des villages, initiant ainsi la famille arabe aux bienfaits de notre agriculture ; mais, en général, les indigènes se montrent rebelles à la civilisation, et de nos jours même, excepté chez les Kabyles, on compte peu de villages (1).

Les raisons principales qui, d'après Lamoricière, empêchaient les Français de se fixer en Aïrique, étaient surtout l'appréhension de lois et de tribunaux exceptionnels, d'un arbitraire excessif à peine tempéré par la crainte de l'opinion en France, et une monstrueuse administration voulant tout faire, s'occupant de tout, et ne faisant même pas nettoyer les rues ou allumer les réverbères. « Quand, ajoutait-il, Louis XIV et Colbert entreprirent de fonder une colonie au Canada, ils y amenèrent des paysans, des gentilshommes et des curés ; ils y constituèrent le pays comme il l'était alors en France, en paroisses, en districts, en provinces, avec la même organisation, les mêmes franchises, les mêmes garanties

(1) En 1863, on a agi avec une fâcheuse précipitation. Sans doute il était digne de la France d'accorder gratuitement aux Arabes le droit de devenir propriétaires ; mais il y aurait eu sagesse à leur imposer la condition de se restreindre au territoire dont ils avaient réellement besoin, et de les inviter, au préalable, à transformer leurs douars en villages. C'était peut-être le seul moyen de résoudre le difficile problème de la constitution de la propriété individuelle.

que la mère-patrie, et ils firent ainsi quelque chose de solide et de durable. »

La première chose à faire, disait-il, pour attirer les colons, est de leur offrir des garanties. Et ces garanties, il voulait qu'on les offrît non seulement à la population européenne, qui devait trouver en Algérie une seconde France, mais encore aux musulmans et aux juifs indigènes. Il convenait bien toutefois qu'il n'était pas prudent, d'un jour à l'autre, de traiter sur le pied de l'égalité le peuple conquis et le peuple conquérant, c'est-à-dire l'élément européen nous servant d'appui et celui qui devait nous être encore hostile durant de longues années. Impossible, en effet, de jeter dans le même moule égalitaire musulmans, juifs, chrétiens et autres, mais tous les indigènes, ajoutait Lamoricière, ne repoussent pas de parti-pris les garanties que peuvent leur présenter les Français. Aux juifs, par exemple, il accordait le droit de cité, mais à la condition de se soumettre à nos lois, de supporter leur part de nos charges et de justifier d'un certain temps de résidence, pour n'être pas obligé de regarder comme citoyen le premier juif échappé de Tanger ou de Tunis.

On comprend qu'avec de pareilles idées, à la Chambre des députés, en 1846, le général ait refusé de faire partie de la commission dite des camps agricoles, appelée à juger les projets de colonisation du maréchal Bugeaud. Le rapporteur, M. de Tocqueville, ayant avancé que l'on pouvait introduire la population européenne sur le sol de l'Algérie sans gêner la population vaincue, et que le domaine public à distribuer, sans blesser personne, était immense, Lamoricière qualifia d'absurde la première de ces deux assertions, et, quant à la seconde, répondit que le domaine public avait été gaspillé sur bien des points.

« Il est facile, disait encore M. de Tocqueville, d'amener les tribus à restreindre leur territoire.

» — Facile, non, répondit Lamoricière, possible, oui. »

Et le rapporteur concluait en rejetant, comme trop oné-

reux, le système du maréchal Bugeaud. Il se rallia implicitement à celui de Lamoricière, en demandant pour la société européenne établie en Algérie la liberté civile et religieuse, une meilleure administration, une complète sécurité.

Comme on le voit, les gouverneurs militaires de la colonie, ainsi que les généraux commandant les provinces, une fois l'œuvre de guerre accomplie, avaient peu le temps de se reposer (1). On a peine à se figurer l'importance qu'avait alors une situation d'officier général placé à la tête d'une province. Celui-ci était, à vrai dire, une seconde Providence. Maître absolu en pays arabe, il régnait sur les indigènes sans que ses ordres fussent discutés. Son influence sur les Européens n'était pas moins grande; dans n'importe quel conflit d'attributions, dans n'importe quel cas, sa décision avait force de loi. Sa recommandation auprès des commissaires civils et des préfets équivalait à un ordre, car sur lui reposaient la paix et la sécurité qui doivent accompagner forcément toute œuvre de colonisation, en rassurant des gens venus pour tenter le sort sur une terre nouvelle.

A la fois homme de guerre et homme d'étude, le général ne quittait le fauteuil de son cabinet que pour monter à cheval, tant pour s'entretenir avec les officiers des bureaux arabes et recevoir les plaintes des chefs indigènes, que pour visiter ou encourager les colons dans leurs travaux.

Voici près de soixante années que nous possédons l'Algérie. Sans doute, à considérer les progrès réalisés depuis chez nous, on aurait été en droit d'espérer mieux de notre pays, qui ne manque pas d'une façon absolue d'aptitudes colonisatrices. Pourtant on ne peut nier que l'autorité militaire, pendant la période conquérante, ait fait de

(1) Aujourd'hui, les généraux placés à la tête du 19^e corps d'armée n'ont plus à s'occuper d'administration; seuls, les généraux mis à la tête des provinces régissent, pour le compte du gouvernement général, des territoires de commandement, c'est-à-dire trop éloignés pour être soumis au régime civil

réels et méritoires efforts. Après 1848, quantité de systèmes ont été appliqués à l'Algérie, et chacun d'eux avait son bon côté ; mais il aurait fallu faire faire un triage convenable et procéder à un éclectisme rationnel. Il ne s'agit pas seulement de développer une vieille idée, si pratique qu'elle soit ; encore faut-il la rajeunir, pour l'adapter aux circonstances.

Il est difficile d'admettre que les concessions gratuites de terres peuvent être attribuées à des paysans venus de France, non acclimatés, réduits à manger leurs avances quand la fièvre les a cloués sur leurs grabats, plutôt qu'à des hommes libérés du service. La sécurité générale gagnerait à la présence de ces derniers, car au moindre mouvement insurrectionnel, les soldats-colons déposeraient la pioche pour prendre le fusil. Ce système, répétons-le, ne serait point exclusif ; l'essentiel serait d'avoir dans tous les centres de population européenne un noyau de colons aguerris.

Ense et aratro. Le maréchal Bugeaud avait emprunté cette maxime aux Romains, dont les légions, après avoir défait Jugurtha, s'établirent à demeure dans le pays qu'elles avaient conquis, et le couvrirent de monuments dont les admirables vestiges résistent aux outrages du temps et témoignent aux races futures de la grandeur du peuple souverain.

VII

Avec le duc d'Aumale, la colonie était entrée dans une ère nouvelle. Dès son arrivée, le prince avait fait preuve d'un libéralisme éclairé en demandant que la presse locale fût soumise au droit commun, c'est-à-dire délivrée de la censure ; il avait décidé la création de nombreux

villages européens et institué immédiatement une commission mixte chargée du cantonnement des tribus en dehors du périmètre réservé à la colonisation. Talonnée par le prince gouverneur, cette commission avait, en six semaines, rendu disponibles quinze mille hectares, et un savant archéologue, M. Texier, entreprit le relevé des stations romaines dans l'intérieur, afin de jalonner les grandes lignes de communication qu'on se proposait d'établir. La banque d'Algérie fut fondée, et les négociants eurent toute latitude de nommer eux-mêmes leurs juges consulaires.

Préoccupé des intérêts matériels et moraux des indigènes, le duc d'Aumale voulut remettre parmi eux l'instruction publique en honneur. Il reprenait ainsi une des idées favorites de Lamoricière, qui faisait observer à tout propos que la génération arabe née après 1830 était livrée à la plus profonde ignorance, parce qu'elle avait grandi pendant la guerre. Cette ignorance, ajoutait-il, était un des obstacles les plus sérieux à la pacification. Le prince proposa donc au ministère Guizot la création à Alger d'une école supérieure musulmane, et à Constantine, Bône, Coléa, Tlemcen, etc., d'écoles arabes-françaises, où l'on enseignerait aux enfants indigènes à la fois le français et l'arabe. Dans ces derniers temps, cette sage idée du prince a été mise à exécution.

Mais la plupart de ces réformes restèrent à l'état de lettre morte. Elles étaient à l'étude quand éclata la Révolution de février, qui n'excita aucun enthousiasme en Algérie, où colons et indigènes avaient fondé sur le duc d'Aumale les plus légitimes espérances. On accueillit même froidement une proclamation du gouvernement provisoire, où il était dit que « la coupable incurie du gouvernement déchu avait entravé le développement de la colonie. » Cette proclamation contenait, en outre, quantité de ces promesses banales que font, d'ordinaire, les pouvoirs qui s'installent. On se gardait bien de rappeler aux Algériens que Louis-Philippe avait envoyé ses cinq fils parmi eux, pour parta-

ger les dangers et les fatigues de l'armée, et que l'un d'eux, placé à la tête du pays, venait de faire preuve d'une hauteur de vues, d'une décision, d'une sagacité remarquables.

Avant de publier sa proclamation, le gouvernement provisoire, n'osant pas agir avec franchise, avait fait circuler officieusement la dépêche suivante :

« Le roi a abdiqué ; Madame la duchesse d'Orléans est proclamée régente. »

On craignait à Paris que le duc d'Aumale, avec son frère le prince de Joinville, qui se trouvait aussi à Alger, c'est-à-dire le héros de la Smala et le vainqueur de Tanger, ne franchissent la Méditerranée avec quarante mille hommes, pour venir en France restaurer la monarchie. Mais on connaissait peu les princes et leurs sentiments généreux. Le duc d'Aumale se contenta de publier les lignes suivantes :

« Le gouverneur général, connaissant le patriotisme de tous, n'ajoute rien aux nouvelles déjà parvenues : rien ne saurait changer nos destinées, ni altérer notre dévouement à la France. Les bons citoyens et l'armée attendront avec le plus grand calme les ordres de la mère-patrie. »

Lamartine déclara ces paroles dignes des premiers temps de la République de 89, « où l'homme s'effaçait devant la patrie. »

Enhardi par l'attitude des princes, le gouvernement provisoire promulgua aussitôt le décret qui bannissait de France les membres de la famille d'Orléans, et celui qui nommait Cavaignac au poste de gouverneur général de l'Algérie. Le duc d'Aumale écrivit à son successeur la lettre suivante :

« Alger, le 2 mars 1848.

» Général.

» Le *Moniteur* du 25 février m'apprend votre nomination aux fonctions de gouverneur général de l'Algérie.

» Fidèle à mes devoirs de citoyen et de soldat, j'étais resté à mon poste tant que j'avais pu croire ma présence

utile au service du pays. Aujourd'hui elle pourrait devenir un embarras.

» Soumis à la volonté nationale, j'aurai quitté demain la terre française.

» Je remets par intérim le commandement au général Changarnier. J'avais espéré combattre avec vous ici ou ailleurs pour la Patrie.

» Loin d'elle mon cœur reste français ; tous mes vœux seront pour son bonheur et pour sa gloire.

» HENRI D'ORLÉANS. »

A l'armée d'Afrique, le prince adressa ce dernier ordre du jour :

« Officiers, sous-officiers et soldats,

» En me séparant d'une armée, modèle d'honneur et de courage, dans les rangs de laquelle j'ai passé les plus beaux jours de ma vie, je ne puis que lui souhaiter de nouveaux succès. Une nouvelle carrière va peut-être bientôt s'ouvrir à sa valeur ; elle la remplira glorieusement, j'en ai la ferme croyance.

» J'avais espéré combattre encore avec vous pour la Patrie. Cet honneur m'est refusé ; mais du fond de l'exil mon cœur vous suivra partout où vous appellera la volonté nationale ; il triomphera de vos succès. Tous mes vœux sont pour la gloire et l'honneur de la France.

» HENRI D'ORLÉANS. »

Le même jour, on affichait sur les murs d'Alger la proclamation suivante :

« Fidèle à mes devoirs de citoyen et de soldat, je suis resté à mon poste tant que je pensais ma présence utile au service du pays. Cette situation n'existe plus, M. le général Cavaignac est nommé gouverneur général de l'Al-

gérie. Jusqu'à son arrivée, les fonctions de gouverneur général seront remplies par M. le général Changarnier.

» Soumis à la volonté nationale, je m'éloigne ; mais du fond de l'exil, tous mes vœux seront pour votre prospérité et pour la gloire de la France, que j'aurais voulu pouvoir servir plus longtemps.

» HENRI D'ORLÉANS. »

Bien qu'atteint dans ses rêves d'avenir, le noble prince ne songea pas un instant à aggraver les maux qui venaient fondre sur sa patrie.

Comme il l'avait annoncé, le duc d'Aumale, accompagné de sa famille, du prince et de la princesse de Joinville, partit le 3 mars pour l'exil. Malgré le mauvais temps, l'armée et la population remplissaient en foule les rues d'Alger aboutissant au port. En tête du triste cortège, on voyait s'avancer le duc d'Aumale tenant ses fils par la main ; la duchesse donnait le bras au général Changarnier, et la princesse de Joinville à un haut fonctionnaire civil. Le vainqueur de Tanger et de Saint-Jean-d'Ulloa venait ensuite, aussi calme que son frère. « Dans les rues d'Alger, s'écrie le capitaine Blanc, témoin oculaire, passait ce qu'on peut appeler le convoi de la bravoure et de la loyauté. »

De la foule respectueusement recueillie sorti tout à coup un cri de : « Vive la République ! » Le moment était mal choisi ; on fit aussitôt disparaître l'insulteur dans un soupirail de cave.

Un moment après, le *Solon* embarquait les exilés et voguait vers les côtes d'Espagne.

Le jour même du départ des princes, un club s'ouvrait à Alger ; le lendemain il y en avait dix. Dans l'un d'eux, un conseiller à la cour d'appel, devenu subitement républicain écarlate, demanda le renversement de la statue du duc d'Orléans, qui se dresse encore aujourd'hui sur la place du Gouvernement. Changarnier, apprenant que l'idée du nouveau converti faisait son chemin,

n'hésita pas à répandre le bruit que si des manifestants osaient tenter l'exécution de ce projet, la garnison avait ordre de les jeter à la mer. La menace produisit son effet. Mais dès l'arrivée de Cavaignac, les exaltés voulurent de nouveau renverser la statue du prince. Tout en étant républicain, Cavaignac n'aimait guère le désordre dans la rue et les folies démagogiques; aussi fit-il simplement prévenir la garnison de l'heure fixée pour la démolition. Les sous-officiers arrivèrent avec leurs plus vigoureux soldats. L'un de ceux-ci, un hercule, saisit un braillard qui criait : « A bas ! à bas ! » et le lança comme un colis au milieu de la foule. Ce fut le signal ; les sergents, avec leurs hommes, coururent à la statue, et, en un clin d'œil, l'échafaudage de madriers et de cordages dont on l'avait déjà entourée fut détruit et jeté à la mer, pendant que la tourbe qui s'était formée sur la place se dissipait comme par enchantement.

En dehors du siège d'Anvers (1) qu'il nous suffira de rappeler, l'histoire militaire du gouvernement de Louis-Philippe consiste entièrement dans les expéditions algériennes.

(1) La révolution de juillet ayant eu son contre-coup dans toute l'Europe, la Belgique se sépara de la Hollande et réclama notre appui (août 1831).

Une armée française, commandée par le maréchal Gérard, expulsa les Hollandais de la Belgique. Mais ils prétendirent conserver Anvers ; à la suite de la conférence de Londres, qui venait de signifier au roi de Hollande le traité dit des vingt-quatre articles, le maréchal Gérard se présenta devant cette place avec cinquante mille hommes formés en quatre divisions d'infanterie et une de cavalerie, et suivis de cent pièces de siège. Anvers fut énergiquement défendue par le général Chassé, qui ne capitula qu'après la prise de la lunette Saint-Laurent ; une brèche était pratiquée au corps de place, et l'assaut allait être livré.

ÉPHÉMÉRIDES

(1830-1848)

- 14 juin 1830. — Débarquement de l'armée française à Sidi-Ferruch.
19 juin 1830. — Bataille de Staouéli.
5 juillet 1830. — Entrée des Français à Alger.
22 juillet 1830. — Pointe du maréchal de Bourmont sur Blidah.
2 août 1830. — Occupation de Bône.
2 septembre 1830. — Arrivée du général Clauzel, nommé gouverneur de l'Algérie.
17 novembre 1830. — Expédition de Médéa.
20 février 1831. — Le général Berthezène vient remplacer le général Clauzel.
25 juin 1831. — Deuxième expédition de Médéa.
17 décembre 1831. — Le général Savary de Rovigo succède au général Berthezène.
26 mars 1832. — Prise de la Casbah de Bône par les capitaines Armandy et Yusuf.
4 mars 1833. — Le duc de Rovigo quitte l'Algérie, laissant l'intérim du gouvernement au général Avizard.
2 avril 1833. — Création du premier bureau arabe.
20 avril 1833. — Le général Voirol remplace le général Avizard.
29 septembre 1833. — Occupation de Bougie.
26 février 1834. — Le général Desmichels signe un traité désastreux avec Abd-el-Kader.
3 juillet 1834. — Le général Voirol est remplacé par le général Drouet d'Erlon.
28 juin 1835. — Désastre de la Macta.
8 juillet 1835. — Retour en Algérie du général Clauzel, devenu maréchal.
25 novembre 1835. — Le maréchal Clauzel et le duc d'Orléans entreprennent l'expédition de Mascara.
12 janvier 1836. — Délivrance de Tlemcen.
3 novembre 1836. — *Premier assaut de Constantine.*
février 1837. — Le général Damrémont est nommé gouverneur de l'Algérie.
mai 1837. — Traité de la Tafna avec Abd-el-Kader.
22 octobre 1837. — Le général Damrémont est tué devant Constantine.
23 octobre 1837. — *Prise de Constantine.*
6 novembre 1837. — Le maréchal Valée remplace le général Damrémont.
6 octobre 1838. — Fondation de Philippeville.

- 25 octobre 1839. — *Expédition des Portes de Fer.*
12 novembre 1839. — Rupture de la paix de la Tafna.
1^{er} février 1840. — *Attaque de Mazagran.*
12 mai 1840. — Combat de Mouzaïa.
23 décembre 1840. — Le général Bugeaud est nommé gouverneur de l'Algérie.
18 mai 1841. — Destruction de Tegdempt.
10 septembre 1842. — Combat de l'Oued-Foddah.
16 mai 1843. — *Prise de la Smala d'Abd-el-kader.*
22 juin 1843. — Combat de Djeddah.
6 août 1844. — *Bombardement de Tanger.*
14 août 1844. — *Bataille de l'Isly.*
15 août 1844. — *Bombardement de Mogador.*
22 mai 1845. — *Affaire des grottes de l'Oued-Rhia.*
23 septembre 1845. — *Désastre de Sidi-Brahim.*
30 septembre 1845. — *Désastre d'Aïn-Temouchent.*
28 avril 1846. — *Massacre de la dëïra d'Abd-el-kader.*
12 avril 1847. — *Reddition de Bou-Maza.*
11 septembre 1847. — Le duc d'Aumale est nommé gouverneur de l'Algérie.
24 décembre 1847. — *Reddition d'Abd-el-Kader.*
3 mars 1848. — Le duc d'Aumale part en exil.
-

un animal sacré. Le Coran et le cheval. — Le commandant Yusuf à la Casbah de Bône. Yusuf, chef des premiers escadrons de spahis. Les spahis. Types de spahis. Le caïde Osman et le brigadier Moncel. Yusuf bey de Constantine. — Première expédition de Constantine. Illusions. Lamentable état de la colonne expéditionnaire. Arrivée devant Constantine. Désastres. Le carabinier Mourambe. Double assaut désespéré. Retraite. Le bataillon Changarnier. Le général de Rigny. Le duc de Caraman. Le député Baude. Le duc de Nemours. — Changarnier. Les colonels Changarnier et Bourjolly. L'affaire de l'Oued-el-Alleug. Changarlô. Admirable combat de l'Oued-Foddah. Ténacité et bravoure de Changarnier. La révolution de 1848. Changarnier à la Chambre. Le vieux héros à Metz. Sa mort.....

103

CHAPITRE III. — Effet produit par l'échec de Constantine. Ben-Aïssa. Le choléra à Bône. L'armée expéditionnaire devant Constantine. Mort du général Damrémont. Assaut. Les colonels Lamoricière et Combes. Les pertes. — La province d'Oran. La Sickah. Traité de la Tafna. Entrevue d'Abd-el-Kader et du général Bugeaud. Armée régulière d'Ahd-el-Kader. Les déserteurs. Les renégats. Le bavaïrois Glockner. — Rupture imminente. La province de Constantine. Le passage des Portes-de-Fer. Le duc d'Orléans. — La guerre sainte. Les journaux. Effondrement des croyances musulmanes. La légende arabe sur le Christ. Les fettouas. — Les Hadjoutes. Les Arabes à la guerre. La vie de campagne. Misères et travaux. Les hôpitaux. — Médéa. Miliana. Le colonel d'Illens. Changarnier et le maréchal Valée. Le général Bugeaud. Mazagan. — Les Zéphyr. Les disciplinaires dans l'armée. Les chamborans du père Marengo. Les zéphyr à Rachgoun. Débrailé de leur tenue. Chapardages. La vente de la salle de police à Bougie. Les rats à trompe.....

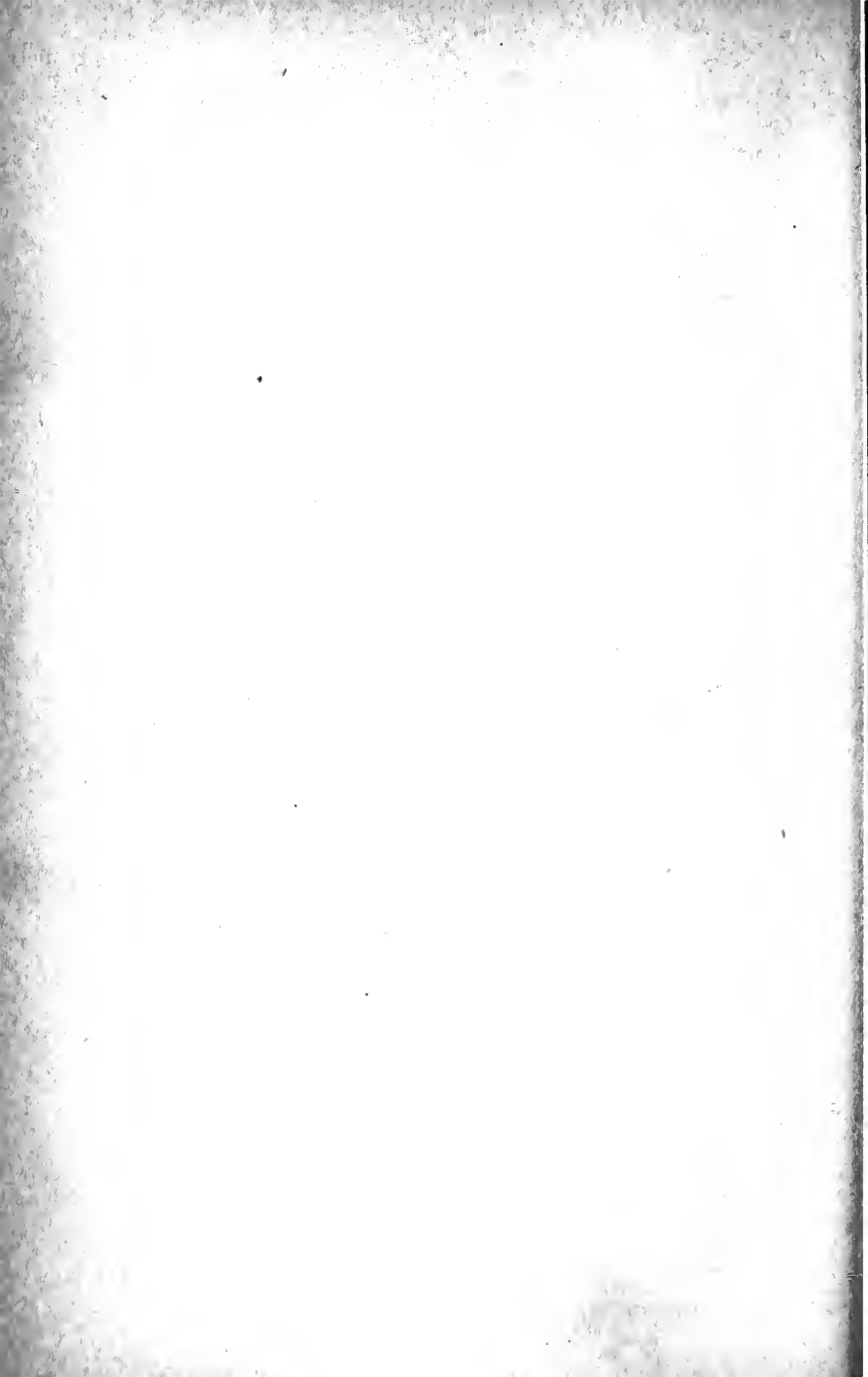
167

CHAPITRE IV. — Le général Bugeaud. Son passé militaire, sa mission à Blaye. Le général Bugeaud en Algérie. Son système de guerre, mulets, flanqueurs, embuscades. La casquette du père Bugeaud. Le maréchal Bugeaud. Sa mort. — Tolérance du maréchal Bugeaud. La messe au camp. L'abbé G'talther. Monseigneur Dupuch. Les jésuites. L'administration et le clergé en Algérie. L'œuvre de l'évêque d'Alger. — Echange de prisonniers par l'intermédiaire de Mgr Dupuch. L'intendant Massot. Le capitaine Morisot. Le père Lanternier. Le lieutenant de Mirandol. Le jeune Beauprêtre. L'abbé Suchet. Le sergent Blandan. Le monument de Beni-Mered.....

239

CHAPITRE V. — Les Français aux confins du désert. Le duc d'Aumale à Médéa et à Boghar. Prise de la Smala. Effet produit chez les Arabes. Combat de Djedda. Mort de Mustapha-ben-Ismaïl et de Ben-Allal. Le brigadier Gérard. — Chasseurs d'Afrique. Le colonel Tartas. Les chasseurs Cayeux, Geffines et Barthélemy. Le trompette Escoffier. — Les Français dans le désert. Le Sah'ra. Le nomade. Le mouton. Le chameau. Chasses. Le chien. Le s'lougui. Le faucon. La gazelle. L'autruche. Populations. Les Beni-M'zab. Les Touaregs. — La légende du lion du désert. Le lion. Récits des Arabes sur le lion. Le pacte d'El-Arbi. Le lion Bonhomme à Marseille. — Les Français au Maroc. Le juif Darmon. La guerre sainte au Maroc. Bombardement de Tanger et de Mogador. Le prince de Joinville à l'île Mogador.

— Bataille de l'Isly. La hure de sanglier. Yusuf, Tartas, Moris. Traité de Tanger. — Abd-el-Kader au Maroc. Son portrait. Sa vie privée. Usages arabes. Famille et entourage d'Abd-el-Kader. Secrétaires et khalifas. Cruauté. Perfidie. Aïn-Mahdi et le marabout Tedjini. Piété d'Abd-el-Kader. La prière arabe. Le ramadan. Jugement sur Abd-el-Kader	239
CHAPITRE VI. — Position d'Abd-el-Kader en 1845. Les confréries religieuses musulmanes. Incident de Sidi-bel-Abbès. Le chérif El-Fadel. Les Khouans. Prophéties arabes. Bou-Maza. Les grottes du Dahra. Les faux Bou-Maza. Reddition de Bou-Maza. — Le colonel Montagnac. Le 8 ^e chasseurs à pied à Sidi-Brahim. Les capitaines Géraux et Dutertre. L'abbé Suchet à Sidi-Brahim. Le lieutenant Marin à Aïn-Témouchent. — Les chasseurs à pied et le duc d'Orléans. Le capitaine de Ribains. — Les prisonniers. Escoffier. La détra. Massacre des prisonniers. Le clairon Roland. Echange des prisonniers survivants. L'enseigne de vaisseau Durand et le <i>Vélocé</i> . — Le duc d'Aumale à Constantine et à Alger. Les Aurès. Biskra. Abd-el-Kader au Maroc. Le général Lamoricière à la frontière. Combats entre les Marocains et la détra. Reddition d'Abd-el-Kader. Sa présentation au duc d'Aumale. Sa fin. — Bureaux arabes. Le capitaine Gay. Les colonels Valsin et Beauprêtre. Colonisation. Louis Veuillot en Algérie. Nos députés. Le général Bugeaud et la colonisation militaire. Le général Lamoricière et la colonisation civile. Le cantonnement des tribus. — Le duc d'Aumale, gouverneur. La révolution de 1848. Belle conduite du prince. Son départ. Troubles à Alger	385
EPHÉMÉRIDES	481



LA GAZETTE DU DIMANCHE

REVUE HEBDOMADAIRE ILLUSTRÉE (7^e année)

Principaux Collaborateurs :

Général AMBERT. — Marquis A. DE SÉGUR. — Dom PIOLIN. — Henri d'IDEVILLE. — Henri COCHIN. — C. de MEAUX. — A. RASTOUL. — Louis TESTE. — VILLEFRANCHE. — J. LAURENTIE. — J. d'ARSAC. — J. de MEUNG. — J. GUILLERMIN. — E. HUMBERT. — AIMÉ GIRON. — P. VEDRENNE. — Th. de CAER. — Georges du VALLON. — René de CUERS. — Raoul de NAVERY. — Gabrielle d'ARVOR. — M. MARYAN. — S. BLANDY. — G. d'ETHAMPES. — Etienne MARCEL. — C. de BEAULIEU. — Blanche de RIVIÈRE. — Vicomtesse de PITRAY, née de SÉGUR. — Mme BOURDON.

L'Eglise et la société sont en butte, depuis quelques années surtout, aux attaques violentes, perfides et acharnées d'une presse ennemie de tout frein.

Désireux de joindre nos modestes efforts à ceux des hommes de cœur qui déploient, pour la défense de ces deux grandes causes, autant d'énergie que de talent, nous fondions, à la fin de février 1881, la *Gazette du Dimanche*, qui, dès son apparition, reçut du public l'accueil le plus flatteur ; elle occupe aujourd'hui une place distinguée parmi les recueils hebdomadaires les plus estimés.

La rédaction de cette revue a été confiée à la plume de publicistes éminents dans tous les genres, dont les noms connus du public conservateur et religieux sont honorés et honorables, et offrent toute garantie de moralité et d'intérêt. Si la *Gazette* aime l'esprit, elle n'aime pas moins le caractère, c'est assez dire que le lecteur est toujours respecté.

Alerte comme le journal, *instructive* comme la revue, la *Gazette du Dimanche* s'adresse et convient spécialement aux familles qui cherchent d'utiles et intéressantes lectures sous une forme *littéraire et soignée*.

Son programme — très varié — est sain et attrayant, dit l'*Union*, fidèlement rempli, et la *modicité du prix* permet aux plus modestes foyers d'appeler chaque dimanche cet ami nouveau, dont les récits intéresseront les grands et les petits, car le sérieux s'y marie agréablement à la fantaisie, et l'agréable n'est pas tout entier sacrifié à l'utile. Du reste, voici brièvement exposé le plan de la *Gazette du Dimanche*.

Chaque numéro de 16 pages in-4^e avec un portrait contient :

1^o La BIOGRAPHIE, sous la forme la plus attrayante, la *forme anecdotique*, d'une ILLUSTRATION du XIX^e siècle : poètes et orateurs ; historiens et philosophes ; magistrats, savants et artistes ; hommes d'Etat, de guerre et d'Eglise ; génies du bien, génies du mal, etc.

Ces biographies, écrites par des littérateurs de talent, ayant tous fait leurs preuves, et la plupart ayant connu les personnages qu'ils mettent en scène, formeront une sorte d'encyclopédie, un vaste enseignement de l'histoire contemporaine, généralement la plus ignorée ; un mémorial précieux, rappelant les faits aux lecteurs instruits, les faisant connaître aux autres, et où l'on apprendra par quels moyens l'homme se forme, s'élève, conçoit de hautes pensées et réalise de grands desseins.

Les anecdotes, les faits particuliers, qui aident singulièrement à la vraie reproduction de la physionomie de l'homme, feront de ces études une œuvre des plus attrayantes, une bibliothèque nationale et morale tout à la fois, pouvant être mise dans toutes les mains, pouvant servir de guide à l'esprit et au cœur, et appropriée aux besoins du temps ; car elle saura instruire en intéressant, *faire aimer la religion et la France*, en un moment où l'esprit de foi et le patriotisme, battus en brèche par la Révolution, tendent à s'affaiblir, sinon à disparaître.

Outre ces biographies complètes, assez étendues pour ne rien perdre de leur intérêt et proportionnées à l'importance des personnages, la *Gazette du Dimanche* publie des portraits à la plume, de courtes biographies humoristiques des célébrités du jour : ministres, généraux, écrivains, artistes, etc.

Ainsi, lorsque s'ouvrira le vingtième siècle, qui n'est plus qu'à quelques pas de nous, le lecteur de la *Gazette du Dimanche* connaîtra l'armée d'hommes de tout ordre et de toute sorte, qui aura fait du bien ou du mal au dix-neuvième siècle, chacun aura été passé en revue et marqué du jugement qu'il mérite d'après les principes immortels de la vérité et de la justice.

2° Nouvelles et Romans toujours inédits et d'une irréprochable moralité en même temps que d'un vif intérêt, dus aux meilleurs conteurs catholiques.

Cette partie de la Revue s'harmonise parfaitement avec l'ensemble des autres travaux, car nos auteurs savent toujours attacher une idée sérieuse à leurs récits, tour à tour gracieux et émouvants.

3° Une Chronique du bien, autrement des récits, des faits, des exemples récents et propres à intéresser.

4° Des Echos divers, maximes, proverbes, anecdotes, bons mots.

5° Une Revue de la semaine, par un des plus spirituels écrivains de ce temps et qui dans sa brièveté, est une étude complète des questions à l'ordre du jour.

6° Une petite Gazette, mémorial des événements survenus dans la semaine.

7° Enfin : Variétés, science vulgarisée, voyages, bibliographie, etc.

Les principaux journaux conservateurs et catholiques : le *Monde*, l'*Univers*, l'*Union*, le *Français*, le *Moniteur universel*, le *Pays*, la *Gazette de France*, le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Correspondant*, la *Bibliographie catholique*, etc., ont recommandé la GAZETTE DU DIMANCHE par des articles très élogieux. Ils sont unanimes à reconnaître ce que son programme a de réellement utile et intéressant pour les familles, les cercles et bibliothèques pour la jeunesse et à louer son rare mérite littéraire qui lui a créé une place à PART parmi les diverses publications de ce genre, dont la plupart accordent tout à l'imagination et rien aux œuvres sérieuses.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

1° La *Gazette du Dimanche* (16 pages in-quarto) paraît une fois par semaine et parvient chaque dimanche aux souscripteurs. La collection ANNUELLE forme un volume de 864 pages.

2° Le prix de l'abonnement pour un an est de 10 fr. pour la France, 13 fr. pour l'Europe et 15 fr. hors d'Europe.

3° Le meilleur mode d'abonnement est l'envoi d'un mandat-poste ou toute autre valeur sur Paris à l'ordre des administrateurs.

4° Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

NOUVELLE HISTOIRE

DE LA

COMMUNE DE PARIS EN 1871

D'après les Documents les plus authentiques et les plus récents

Par Ch. de MONTREVEL

1 volume in-8. — PRIX, *franco*..... 2 fr.

On a beaucoup écrit pour ou contre la Commune, mais la plupart des écrivains, qui jusqu'à ce jour ont raconté ce grand drame, étaient trop près ou trop passionnés pour le bien juger.

Les auteurs de toute nuance ont été confrontés, tous les documents contradictoires (plus de cent) ont été étudiés par l'éminent écrivain avec un soin extrême. Aussi son ouvrage est-il seul l'histoire simple, populaire, exacte et véridique de ces lugubres événements trop vite oubliés et dont le retour n'est malheureusement pas tout à fait impossible.

« En mettant sous les yeux du lecteur », dit M. Ch. Montrevel, « le tableau fidèle de ce qui est arrivé en 1871, nous voudrions donner à tous les Français une idée juste de la situation, inspirer l'horreur de la démagogie et leur épargner la répétition des scènes qui présageraient la fin de la Patrie. »

LES FRANÇAIS EN AFRIQUE

RÉCITS ALGÉRIENS

Par E. PERRET, ancien capitaine de Zouaves

Ouvrage adopté par le ministère de la guerre pour les bibliothèques de garnison

1^{re} SÉRIE

Un beau vol. in-8°, orné de huit portraits hors texte. — Prix, 5 fr. ; *franco*, 5 fr. 50.

Dans la première série se trouve l'exposé de tous les événements survenus en Algérie depuis notre déclaration de guerre au dey d'Alger, le débarquement de nos troupes en Afrique (1830) jusqu'à la révolution de 1848.

2^e SÉRIE

Un beau vol. in-8°, orné de huit portraits hors texte. — Prix, 5 fr. ; *franco*, 5 fr. 50.

Cette deuxième série est l'histoire complète de notre colonie africaine depuis la chute du roi Louis-Philippe jusqu'à nos jours.

Chaque série forme un tout complet et se vend séparément.

Cet ouvrage, dû à la plume d'un officier de l'armée d'Afrique, est assurément une des histoires les plus complètes de l'Algérie ; nous osons affirmer qu'il en est la plus intéressante pour toutes les classes de lecteurs.

Sans négliger le récit des opérations de guerre, l'auteur sait captiver chacun : soit par de pittoresques biographies de tous les personnages célèbres français ou étrangers que les événements ont mis en relief : l'amiral Duperré, les généraux Changarnier, Lamoricière, Bourbaki et Chanzy, le duc d'Angoulême, les maréchaux Bugeaud, Pelissier, Randon, de Mac-Mahon, Canrobert, le sergent Blandan, Yusuf, Abd-el-Kader, etc., etc., soit par des monographies empruntées aux sources les plus autorisées : zouaves, zéphyrs, spahis, chasseurs d'Afrique, etc., sont tour à tour passés en revue ; de très nombreuses anecdotes sérieuses ou plaisantes égayent l'esprit ou charment le cœur.

Ayant vécu près d'un quart de siècle parmi les Arabes, l'ancien Capitaine de zouaves décrit avec exactitude l'organisation et les mœurs des indigènes. Cette partie de l'ouvrage ainsi que les récits curieux se rapportant aux confréries religieuses musulmanes, aux chérifs, aux prédicateurs de guerre sainte, etc., intéresseront particulièrement nombre de nos compatriotes.

HISTOIRE POPULAIRE DU CANADA

D'APRÈS LES DOCUMENTS FRANÇAIS ET AMÉRICAINS

Par J. M. DE BAUDONCOURT

Un beau volume in-8°. — Prix : 5 fr. ; *franco*, 5 fr. 50.

Ouvrage adopté par le ministère de la guerre pour les bibliothèques de garnison

L'Histoire populaire du Canada, écrite d'après les documents français et américains dus aux auteurs les plus consciencieux, n'a pas la prétention d'être un livre nouveau pour le fond, puisqu'en histoire on ne saurait inventer. Elle sera nouvelle pour la forme parce qu'elle donne le récit complet de cette épopée trop peu connue des Français, qui commence à Jacques Cartier pour finir au cardinal Taschereau, en passant par Brébeuf, Montcalm et tant d'autres héros dont les Américains ont le bon esprit d'être fiers.

Quiconque aura lu ce livre ne connaîtra pas seulement l'histoire du Canada français, mais sera au courant des transformations subies depuis l'occupation anglaise, des travaux accomplis et des progrès réalisés depuis 120 ans dans ces régions où tout parle encore de notre patrie.

Franchement patriotique, ce livre redresse les appréciations fausses et les erreurs qu'il rencontre sur son chemin. Au besoin il montrera que si la France n'a pas réussi à conserver cet empire colonial, la faute en est plus à ses gouvernants qu'à ses colons.

LES ILLUSTRATIONS

ET LES CÉLÉBRITÉS

DU XIX^e SIÈCLE

Chaque série (un beau vol. in-8, titre rouge et noir) forme un tout complet et se vend séparément. — PRIX, *franco* : 4 fr.

1^{re} Série. Léon XIII, par Louis Teste. — Le général Vinoy, par le général Ambert. — Le frère Philippe, par J. d'Arsac. — Montalembert, par M. Fourier. — Drouot, par le général Ambert. — Sœur Rosalie, par J.-H. Olivier. — Jasmin, par Camille d'Arvor. — Comtesse de Chambord, par P. Vedrenne. — Le maréchal Moncey, par le général Ambert. — Armand de Melun, par Dom Piolin. — Eugénie et Maurice de Guérin, par C. d'Arvor.

2^e Série. — Le général de La Moricière, par A. Rastoul. Le docteur Larrey, par le général Ambert. — Augustin Cochin, par G. Pinta. — Henri Monnier, par J.-M. Villefranche. — Le maréchal de Saint-Arnaud, par le général Ambert. — Le nouvel académicien Pasteur, par A. Davy. — Louis Veulliot, par H. de Mongeot. — Chateaubriand, par P. Vedrenne. — R. P. de Ravignan, par A. Vivier.

3^e Série. — Le prince Impérial, par F. de Barghon Fort-Rion. — Dom Prosper-Louis-Pascal Guéranger, par Dom Piolin. — M. Laine, par Ch. de Négrondes. — H. Flandrín, par C. de Beaulieu. — Dupuytren, par le docteur du Puyset. — Le prince J. Poniatowski, par le général Ambert. — Charles X, par P. Vedrenne. — Abraham Lincoln, par A. Tachy. — Bofeldieu, par J. d'Apprieu, etc., etc.

4^e Série. — Hyacinthe-Louis de Quélen, archevêque de Paris, par J. Guillermin. — L'Amiral de la Roncière le Noury, par J.-S. Girard. — Le général J.-A. Garfield, par A. Tachy. — Le général Cavaignac, par le général Ambert. — Le Père Félix, par Alexis Franck. — Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, par Joseph Lebrun. — Le duc de Richelieu, ministre de Louis XVIII, par P. Vedrenne. — David d'Angers, par G. de Beaulieu. — Cavour, par Edmond Robert, etc., etc.

5^e Série. — Silvio Pellico, par J. d'Apprieu. — Le comte Henri de Riancey, par Ch. de Montrevel. — Bugeaud, par le général Ambert. — Ozanam, par Dom Piolin. — Mgr Affre, par J. Guillermin. — Le général Foy, par Elie Fleury. — Auguste Barbier, par J. d'Apprieu. — Les frères Haüy, par Joseph Lebrun. — Schneider, par J.-S. Girard. — Royer-Collard, par P. Vedrenne, etc., etc.

6^e Série. — Rossini, par le comte de Sars. — Thénard, par le docteur Alfred Tixier. — Edgard Quinet, par J.-M. Villefranche. — Ingres, par C. de Beaulieu. — Les quatre sergents de la Rochelle [Bories, Goubin, Pommier, Raoulx], par Charles de Négrondes. — Rostopchine, par le marquis de Ségur. — Jean-Marie de La Mennais, fondateur de l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne, par J. d'Arsac. — Léopold I^{er}, roi des Belges, par C.-J. Drioux, etc., etc.

7^e Série. — Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, par J.-S. Girard. — Charles Nodier, par le baron de Prinsac. — Mgr Dupanloup, par J. Morey. — Adolphe Thiers, par J.-M. Villefranche. — Le général Cambriels, par Ch. de Montrevel. — Le général Chanzy, par J. de Baudoncourt. — Verna, premier président de l'Œuvre de la Propagation de la Foi, par le général Ambert. — Le général baron Ambert, par le général Ambert, son fils. — Le duc et la duchesse d'Orléans, par Ch. de Montrevel.

8^e Série. — Napoléon III, par le général Ambert. — Madame Swetchine, par J. de Cherboubre. — Le Cardinal Consalvi, par F. de Montagney. — Carnot, par J. Nicolas. — Le Cardinal Guibert, par J. Demesse, etc., etc., etc.

BIBLIOTHÈQUE DU DIMANCHE

Collection in-18 jésus : 3 fr. le volume. — Titre rouge et noir.

Viennent de paraître :

Les Iles sauvages, par Raoul de Navery. 1 vol.

L'Héritière du Colonel, par G. d'Ethampes, 1 vol.

Françoise de Chaverny, par J. de Chertzoubré, 1 vol.

Volumes récemment parus :

La Roche d'Enfer, par George du Wallon, 1 vol.

Un Oncle à héritage, par S. Blandy, 1 vol.

La veuve du Garde, par Raoul de Navery, 1 vol.

Lucie, par M^{me} Gabrielle d'Arvor, 1 vol.

Les récits de Catherine, par Célanie Carrissan, 1 vol.

La Casette du baron du Faouédic, par C. d'Arvor, 1 vol.

Roseline, par A. Franck, 1 vol.

Les Colifes de sainte Catherine, par Raoul de Navery, 1 vol.

Maxime Dufournel, par M^{me} Gabrielle d'Arvor, 1 vol.

Les Dupes, par Raoul de Navery, 1 vol.

Histoire d'une Fermière, — **Faustine**, par M^{me} Bourdon, 1 vol.

L'héritière des Montveill, par Marie Guerrier de Haupt, lauréat de l'Académie, 1 vol.

La Dette de Zeëna, par S. Blandy, 1 vol.

Un Roman dans une cave, par Claire de Chandeneux, 1 vol.

Les Chemins de la vie, par M. Maryan, 1 vol.

La *Bibliothèque du Dimanche* est composée d'ouvrages absolument irréprochables pour le fond, d'un mérite littéraire choisi et pouvant convenir aux familles, aux maisons d'éducation et aux bibliothèques paroissiales.

NOUVEAU COURS DE LITTÉRATURE

Par M. l'abbé HENRY

CHANOINE DE SAINT-DIÉ, CHEF D'INSTITUTION

Ce *Cours de littérature* est certainement le plus complet qui existe; il est écrit avec une profonde connaissance de tous les genres de littérature à toutes les époques, et le goût le plus sévère, la morale la plus pure ont inspiré son auteur.

On vend séparément, franco :

Eloquence et poésie des livres saints, 2^e édition, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de l'éloquence ancienne avec des jugements critiques sur les plus célèbres orateurs, et des extraits nombreux et étendus de leurs chefs-d'œuvre, 2^e édit., 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de l'éloquence des saints Pères, avec des jugements, etc., etc., 2^e édition, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de l'éloquence moderne, etc. 8^e édition, 4 vol. in-8. 14 fr.

Précis de l'histoire de l'éloquence, etc., 3^e édition, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie grecque, avec des jugements critiques sur les poètes les plus célèbres, et des extraits nombreux et étendus de leurs chefs-d'œuvre, 2 volumes in-8. 7 fr.

Histoire de la poésie latine, avec des jugements critiques sur les poètes les plus célèbres, et des extraits nombreux et étendus de leurs chefs-d'œuvre, 2 vol. in-8. 7 fr.

Histoire de la poésie chrétienne, depuis l'origine jusqu'à la formation des langues modernes, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française au moyen âge, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française au seizième siècle et dans la première partie du dix-septième siècle, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française dans la deuxième partie du dix-septième siècle, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Précis de l'histoire de la poésie, édition classique à l'usage de la seconde et de la rhétorique, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Histoire de la poésie française au dix-huitième siècle, se divisant en trois parties :

Chaque volume séparément :

1. Poésies diverses, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

2. Poésies dramatiques, 1 v. in 8. 3 fr. 50

3. Voltaire, 1 vol. in-8. 3 fr. 50

OUVRAGES DE M. LE D^r Constantin JAMES

Ancien collaborateur de Magendie

Chevalier de la Légion d'honneur, Commandeur de l'Ordre pontifical de St-Sylvestre, etc.

MÉDECINE PRATIQUE DES FAMILLES**OU PREMIERS SOINS A DONNER AVANT L'ARRIVÉE DU MÉDECIN**2^e édition. 1 vol. in-18 jésus. — Prix : 4 fr.; *franco-poste* : 4 fr. 50.

L'auteur passe en revue dans ce livre TOUT CE QUI PORTE SUBITEMENT ATTEINTE A LA SANTÉ, fait ressortir les caractères propres à chaque lésion, décrit les soins ou pansements qu'elle nécessite ainsi que les médicaments et leurs doses.

Cette troisième édition comprend de plus :

Conseils à une mère sur les soins que réclame la première enfance.

Description d'une nouvelle méthode de traitement, propre à l'auteur, des éruptions de la face et du cuir chevelu appelées ACNÉ, COUPEROSE et PITYRIASIS.

Enfin : *Exposé du traitement du docteur Manec, ancien chirurgien en chef de la Salpêtrière, pour la guérison sans récédive du cancer.* (Mémoire couronné par l'Académie des sciences.)

MOÏSE ET DARWIN**L'HOMME DE LA GENÈSE COMPARÉ A L'HOMME SINGE**

OU L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX OPPOSÉ A L'ENSEIGNEMENT ATHÉEN

1 volume in-18 jésus de 442 pages. — Prix : 3 fr. 50; *franco-poste* : 4 fr.

Guide pratique aux eaux minérales, aux bains de mer et aux stations hivernales. Augmenté d'un traité d'hydrothérapie. Par le même. 12^e édition, 1 vol. in-18 de 700 pages, cartonné, tranches ronges. — Prix : 10 fr.; *franco-poste* : 10 fr. 75

Médecine pratique universelle, moyen facile de reconnaître de quelles indispositions ou maladies on est atteint ou menacé, et de les traiter tantôt soi-même, tantôt avec l'aide des hommes de l'art, par la médecine ordinaire, le système Raspail, la méthode homœopathique et la vertu des plantes. — 1 vol. in-12 de 160 pages. — Prix, *franco-poste* : 80

La Franc-Maçonnerie, révélations d'un Rose-Croix. 8^e édition, in-8. — Prix, *franco* : 1 fr.

Aujourd'hui et demain. — Les Evénements dévoilés par un ancien ROSE-CROIX. 1 v. in-8. — Prix, *franco* : 1 fr. 50

LA FRANC-MAÇONNERIE**HISTOIRE AUTHENTIQUE DES SOCIÉTÉS SECRÈTES**

Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours ;
leur rôle politique, religieux et social, par un ancien Rose-Croix.

1 beau volume in-8, titre rouge et noir. — Prix, *franco* : 5 fr.

On désirait une *Histoire authentique de la Franc-Maçonnerie*, dont l'influence, tout le monde le reconnaît aujourd'hui, est devenue prépondérante dans la marche des événements contemporains, et, plus spécialement en France, à cette heure critique.

Pour une histoire de cette sorte, il fallait avant tout un écrivain compétent ; or, personne ne saurait contester l'irrécusable autorité de l'ancien **Rose-Croix**, dont les prophétiques révélations ont, à plusieurs reprises, produit une véritable sensation.

Cette nouvelle publication, de la plus rigoureuse exactitude, a, par certains côtés, tout le charme d'un roman. Elle est aussi intéressante qu'instructive. Les 40.000 lecteurs des *Révélation d'un Rose-Croix* feront bon accueil à cet ouvrage, où ils trouveront, unis à la vraie science, la verve mordante et l'humour qui ont fait de l'ex-dignitaire maçonnique un des auteurs les plus populaires de ce temps.

LE PRÊTRE ET LE FRANC-MAÇON

Par M. J. NICOLAS

1 vol. in-18. — Prix : 1 fr. 50. — Franco : 2 fr.

Ouvrages de M. A. BOSSU, docteur en médecine de la Faculté de Paris.

ANTHROPOLOGIE

ÉTUDE DES ORGANES, FONCTIONS, MALADIES DE L'HOMME ET DE LA FEMME

comprenant l'anatomie, la physiologie, l'hygiène, la pathologie, la thérapeutique et les principales notions de médecine légale, avec portrait et autobiographie de l'auteur, M. A. BOSSU. 3 beaux vol. in-8, accompagnés d'un atlas séparé de 20 planches d'anatomie descriptive, d'après les dessins de Léveillé, outre plusieurs figures intercalées dans le texte. — Prix, avec atlas colorié, franco : 25 fr.; avec atlas noir : 21 fr.

L'immense succès de cet ouvrage (neuf éditions !) s'explique par l'intérêt exceptionnel qui s'attache à son objet et par son utilité pratique. Quoi de plus curieux, en effet, que l'organisation, que le mécanisme du corps humain ? quoi de plus utile que la connaissance des dérangements qui surviennent dans son fonctionnement ? La science du médecin a pour base l'anatomie, la physiologie, l'hygiène, la pathologie et la thérapeutique ; or, ces cinq parties fondamentales de la science de l'homme sont exposées dans leur ordre de filiation naturelle et méthodique. Tous les organes, toutes les fonctions, tous les modificateurs, toutes les maladies, tous les médicaments sont passés en revue et décrits par M. le docteur Bossu, avec un soin scrupuleux.

L'ANTHROPOLOGIE réalise ainsi le traité encyclopédique de médecine le plus complet, le plus méthodique, le plus pratique et, qualité précieuse, le plus propre à initier les intelligences cultivées à la connaissance de l'homme. Il est un guide SUR et AUTORISÉ pour les personnes étrangères à l'art que leurs fonctions appellent auprès des malades, et il a été justement apprécié lorsqu'on a dit : « qu'il était le médecin toujours présent dans la famille. » Pour cette nouvelle édition, totalement refondue et augmentée à ce point que l'ouvrage forme trois volumes de texte (au lieu de deux), l'ANTHROPOLOGIE atteint le degré de perfection auquel l'auteur pouvait aspirer.

La revue de médecine la plus compétente, dont l'extrême réserve est bien connue, l'Union médicale, a recommandé l'ANTHROPOLOGIE dans les termes les plus élogieux.

DU MÊME AUTEUR :

BOTANIQUE ET PLANTES MÉDICINALES

MANUEL COMPRENANT TROIS PARTIES :

I. ÉLÉMENTS DE BOTANIQUE

Organographie. — Physiologie. — Classification. — Familles végétales. — Genres. — Espèces.

II. PLANTES OFFICINALES

Herboristerie. — Pharmacologie. — Thérapeutique générale.

III. DICTIONNAIRE DES SIMPLES

Caractères botaniques, propriétés, usages, formes pharmaceutiques, applications médicales, considérés dans chaque espèce.

Orné de 1029 figures, intercalées et sur planches

(SANS DOUBLE EMPLOI), accompagnées de légendes explicatives.

QUATRIÈME ÉDITION du Traité des Plantes médicinales indigènes, transformé.

Un fort volume in-12. — Prix, franco..... 7 fr. 50

Dictionnaire classique

DE LA LANGUE FRANÇAISE

LE PLUS EXACT ET LE PLUS COMPLET DE TOUTS LES OUVRAGES DE CE GENRE

et le SEUL où l'on trouve la solution de toutes les difficultés grammaticales
et généralement de toutes les difficultés inhérentes à la langue française

SUIVI D'UN

Dictionnaire géographique, historique, biographique et mythologique

Par H. BESCHERELLE, jeune

Officier d'académie, Membre de plusieurs sociétés savantes, auteur du *Dictionnaire des synonymes*, etc.

4^e Édition.

Un très fort volume grand in-8 raisin sur fort papier (à deux colonnes) de 1.232 pages, imprimé en caractères NEUFS et renfermant la matière de 8 volumes in-8 ordinaires. — Prix, *franco* : Broché, 11 fr. — Relié toile pleine, 13 fr. — Relié demi-chagrin, 13 fr. 60.

Les mérites divers de cet ouvrage, qui est venu combler des lacunes et des omissions regrettables dans les dictionnaires les plus récents, le mettent absolument hors de pair parmi les publications du même genre.

1^o Il donne la solution de toutes les difficultés de la grammaire et de l'usage.

2^o Après avoir fixé le sens précis du mot, M. H. BESCHERELLE Jeune groupe à la suite ses divers synonymes, de sorte que chacun puisse employer le mot propre, chose précieuse, surtout lorsqu'on écrit. Cette partie du Dictionnaire est ainsi traitée, expliquée, que c'est pour ainsi dire la *philosophie de chaque mot de notre belle langue*.

3^o Il ne se borne pas à définir; des exemples bien choisis appuient les définitions; de plus, il n'a point, comme ses devanciers, négligé ces formes de langage appelées *figures de rhétorique*, qui donnent au discours plus de grâce et de vivacité, et sous ce rapport son Dictionnaire peut, en beaucoup de cas, remplacer avec avantage un *traité de littérature*.

4^o La prononciation des mots difficiles s'y trouve *figurée*.

5^o Il contient une liste très complète des diverses locutions étrangères.

6^o Enfin un Dictionnaire géographique, historique, biographique et mythologique, très complet également, termine la partie lexicographique.

Cet ouvrage, qui renferme un quart de matières de plus que les dictionnaires classiques les plus nouveaux, est ainsi une véritable *Encyclopédie grammaticale, littéraire, historique et géographique*, une œuvre utile à tous, à ceux qui savent comme à ceux qui ne savent pas, car il peut être mis entre toutes les mains.

On le voit, sans rien exagérer, ce livre sera une bonne fortune pour quiconque ayant besoin d'un dictionnaire ne veut pas consacrer 50 ou 100 francs à une publication de ce genre.

NOTIONS DE POLITESSE ET DE SAVOIR-VIVRE

Recueillies par un Grand-Père pour ses Petits-Enfants

1 vol. in-18. — Prix, *franco* : 1 fr. 25.

NOTA. — Le Catalogue complet de la Librairie Bloud et Barral sera adressé à toutes les personnes qui en feront la demande.

LES FRANÇAIS EN AFRIQUE



RÉCITS ALGÉRIENS

PAR

E. PERRET ✱, O. Nicham

ANCIEN CAPITAINE DE ZOUAVES



L'ALGÈRE EN 1848. — GUERRE SAINTE. — LES
SIÈGES CÉLÈBRES. — LES CHÉRIFS. — BOU-BAGHLA.
— CONFRÉRIES RELIGIEUSES MUSULMANES. — LA
KABYLIE. — SAINT-ARNAUD, YUSUF, PÉLISSIER, RAN-
DON. — RÉGIME CIVIL. — SPAHIS ET TURCOS. —
BOURBAKI. — NAPOLEON III EN ALGÈRE. — LES MOI-
NES COLONISATEURS. — LA FAMINE DE 1867-1868. —
L'ARMÉE D'AFRIQUE EN 1870. — L'ALGÈRE PENDANT
LA GUERRE. — CHANZY. — SITUATION ACTUELLE.

1848-1886

Edition illustrée de HUIT PORTRAITS

PARIS

BLOUD, ET BARRAL LIBRAIRES-ÉDITEURS

4, RUE MADAME, ET 59, RUE DE RENNES

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

Droit de traduction réservé

RÉCITS ALGÉRIENS

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE

Effet produit par la Révolution de 1848 en Algérie. — Insurrections locales. — Reddition d'Ahmed bey. — La guerre sainte prêchée ouvertement. — Les Biskris. — Bou-Zian et le lieutenant Seroka. — Le colonel Carbuccia devant Zaatcha. — Siège de Zaatcha. — Le colonel Canrobert. — Assaut. — Le caporal Parcheris. — Le choléra. — Bou-Zian et le commandant Lava-rande. — Les Chérifs. — Bou-Aoud, Mouley-Brahim, Bou-Baghla. — His-toire de Bou-Baghla. — La colonne de la neige. — Fin piteuse de Bou-Ba-ghla. — Confréries religieuses musulmanes. — Les prestidigitateurs-chérifs. — Les Derkaouas. — La légende de Chadeli et le café. — L'expédition de Kabylie en 1851. — Le récit d'un turc. — Le bey Osman. — Le général Saint-Arnaud. — Saute, monsieur Auriol ! — Le rocher du 10^e de ligne. — Le commandant Valicon. — La secte des Snoussi. — Mohamed ben Abdallah à Ouargla. — Un sultan acheté contre son poids de poudre d'or. — Mohamed ben Abdallah, sultan d'Ouargla. — Les razzias. — Laghouat. — Le général Yusuf. — Le général Pélistier. — L'assaut de Laghouat. — Mort du général Bouscarin. — Le général Pélistier à l'oued Riah. — Sa jeunesse. — Espagne, Afrique, Morée. — Le chef d'état-major du maréchal Bugeaud. — Crimée. — Echec à la tour ! — Portrait du maréchal Pélistier. — Légendes qui ont couru à son sujet. — Le commandant Cassaigne.

I

La monarchie parlementaire de 1830 disparaissait au commencement de 1848 précisément au moment où, aux yeux de tous, elle paraissait être à l'apogée de sa puis-sance. Le ministère, soutenu par une majorité homogène et imposante, semblait être aussi inattaquable et aussi

solide que la royauté elle-même. Il avait remporté un beau triomphe ; les guerres d'Afrique, qui menaçaient de s'éterniser avec Abd-el-Kader, étaient terminées, et le plus populaire des fils du roi après le duc d'Orléans, le vainqueur de la Smala, venait d'être accueilli à Alger, où il arrivait comme gouverneur général, par des transports de joie non équivoques de la part de la population et de l'armée.

Pour ne pas sortir de notre cadre, nous ne dirons que peu de mots sur la bizarre Révolution de 1848. L'opposition de la Chambre, inconsciente comme la plupart des oppositions de parti pris, ne voyait pas qu'en faisant appel à l'agitation de la rue à propos des banquets réformistes, elle poussait aux affaires un ministère imposé par l'émeute, ce qui était la mort du régime parlementaire. De son côté, la bourgeoisie, représentée par la garde nationale, ne s'apercevait point qu'en prêtant les mains à l'insurrection, elle arrivait au détrônement du roi, c'est-à-dire à se détrôner elle-même puisque la royauté était l'incarnation de la société bourgeoise. La faiblesse de Louis-Philippe, qui ne put se résoudre à verser le sang, fit le reste, comme si un roi devait regarder à verser un peu de sang quand il s'agit de préserver le pays de l'anarchie et de lui éviter la guerre civile ! L'on vit alors une poignée de sectaires, escortés par quelques barricadiers de profession, proclamer la République sans se donner la peine de consulter la nation surprise, et, par la même occasion, escalader audacieusement les marches du pouvoir.

Cette Révolution devait avoir un contre-coup déplorable en Algérie. Le duc d'Aumale, qui avait su prendre un rang extrêmement distingué dans l'armée par sa bravoure hors ligne et ses talents militaires, quittait le gouvernement général précisément au moment où son intelligence administrative, que l'expérience des hommes et des choses avait mûrie, allait porter ses fruits. A l'heure où la Révolution l'envoya en exil, il s'occupait d'une foule de questions que la récente pacification de la colonie rendait urgentes et qui

n'eurent leur solution que plus tard. L'ère des insurrections, à la veille d'être fermée, fut rouverte. Les changements de régime n'ont jamais amené rien de bon pour l'Algérie, et nous allions, pour la première fois, en faire la cruelle expérience. « On dirait, dit l'auteur des *Annales algériennes*, qu'il existe une dépendance mystérieuse entre les pouvoirs qui tombent en Algérie et les gouvernements qui les renversent, tellement que la chute des uns entraîne fatalement celle des autres : la destruction de la domination turque par Charles X fut immédiatement suivie de la Révolution qui renversa le prince du trône, et la chute d'Abd-el-Kader ne précéda que de deux mois celle de Louis-Philippe. »

Que n'aurait pas écrit l'auteur des *Annales algériennes* s'il eût vécu après 1870 ?

Les inquiétudes et les incertitudes dans le gouvernement général, les troubles qui éclataient naturellement dans les grandes villes, ne purent en 1848, comme plus tard en 1870, échapper à l'attention des Arabes. Ils s'imaginèrent de bonne foi que, puisque les Français ne savaient plus se gouverner eux-mêmes, ils étaient incapables de donner des lois aux peuples de l'Afrique ; le moment était donc venu de les jeter à la mer.

Nos hommes politiques, habitués à un pouvoir qu'entourait le prestige de la force, ne purent comprendre qu'il était nuisible à l'Algérie d'avoir à sa tête un personnel changeant à tout moment. Le principe d'autorité indispensable pour la domination des indigènes se trouvait profondément atteint. « L'Afrique est comme la France, écrivait à son frère le général de Saint-Arnaud, alors commandant la subdivision d'Alger, elle craque avant de s'entr'ouvrir... Sera-t-on donc obligé d'y renvoyer Bugeaud et cent mille hommes, si l'on ne veut pas en être chassé ? » Ce que voyait le perspicace général, tout le monde le pressentait ; l'orage s'approchait. Les esprits éclairés déploraient l'incertitude des systèmes employés ; en moins

de sept mois, cinq gouverneurs généraux, chacun avec un programme différent, s'étaient succédé à Alger. Le général Cavaignac, qui avait remplacé le duc d'Aumale, céda la place au général Changarnier, et celui-ci, entraîné dans le tourbillon de la politique qui devait l'engloutir comme tant d'autres, s'effaça devant le général Marey; à peine installé, ce dernier fut rappelé et céda la place au général Charon.

L'effet moral de la prise d'Abd-el-Kader, qui semblait être pour la colonie une garantie de repos, fut donc neutralisé par celui que produisirent sur les populations indigènes les conséquences des événements de 1848 en France. Toutefois, en 1848, comme plus tard en 1870, l'insurrection ne fut pas immédiate quoique la guerre sainte se respirât dans l'air, et les futurs champions de l'islam mirent quelque temps à s'organiser. Dans la province d'Alger, il y eut un commencement de révolte, bientôt étouffé par les généraux Camou et Marey, et dans la province de Constantine quelques échauffourées aux environs de Bougie; le général Gentil fut envoyé d'Alger par mer et les réprima. Dans la province d'Oran, une tentative de soulèvement fut déjouée par le général Pélistier, commandant la province, et par le général de Mac-Mahon, commandant la subdivision de Tlemcen. Tous ces mouvements étaient le prélude d'une insurrection générale. Celle-ci fut prêchée dans le sud de la province de Constantine, surtout dans le pâtre montagneux des Aurès; mais il était trop tôt; le colonel Canrobert, commandant la subdivision de Batna, veillait, et rarement sa vigilance était en défaut. Aidé par le colonel Jamin que lui envoya de Constantine le général Herbillon, il fut, au bout de quelques jours, maître de la situation.

A cette époque nous fûmes assez heureux pour mettre la main sur Ahmed, notre vieil ennemi de 1836 et 1837, qui s'était, après la prise de Constantine, réfugié dans les montagnes de l'Aurès où il vivait misérablement. L'ex-bey avait

su se créer des partisans parmi les rudes montagnards dont il partageait l'existence et auxquels il distribuait de rares secours en vivres et en argent qui lui étaient fournis par quelques habitants de Constantine rêvant obstinément de son retour. L'arrestation de six de ces derniers prouva au bey déchu que la surveillance de l'autorité française ne se relâchait pas ; il voulut alors jouer sa dernière carte, espérant que la disposition générale des esprits lui procurerait quelques succès. Prévenu par ses émissaires, le colonel Canrobert accourut de Batna, pendant que le commandant de Saint-Germain débusquait de Biskra avec les goums des Saharis. Cerné dans sa misérable retraite de Kebaïch, où il habitait un pauvre gourbi qui ne ressemblait guère à son palais de marbre de Constantine, Ahmed bey envoya d'abord une proposition de soumission avec la seule condition que les chefs arabes resteraient étrangers à toute négociation entre lui et les autorités françaises. Il ne faut pas oublier qu'il était turc, et se méfiait souverainement des Arabes qu'il avait jadis dominés avec tant de dureté. Quelques pourparlers eurent lieu pour la forme sur les bases qu'avait fixées l'ex-bey ; enfin, celui-ci se soumit, faisant dire au colonel Canrobert et au commandant de Saint-Germain qu'il se trouverait en un tel lieu, à tel jour et à telle heure. Il tint parole, fut envoyé à Constantine par le colonel Canrobert, et de là à Alger par le général Herbillon. Sur sa demande, il fut dirigé plus tard sur une petite ville d'Italie, Castellamare, où il mourut en bénissant la clémence des Français.

Certainement, la prise de ce personnage était un événement des plus heureux ; mais la crise prévue n'en fut que retardée, et les esprits continuèrent à travailler. La guerre sainte était toujours dans l'air ; on ne parlait que de l'apparition de chérifs, et les mouley-el-sâa, maîtres de l'heure et prédicateurs de djehed, pullulaient. « Nous mettons la main sur un chérif, disait le général Saint-Arnaud ; pour un chérif coffré, il en surgit dix. » Un autre jour, il

écrivait : « Nous avons tué en grande Kabylie un faux Bou-Maza ; il en est repoussé trois, tous prêchant la guerre sainte... Je vois l'avenir bien sombre ; cela craque, et je suis, comme mes collègues, aussi saoul des hommes que des choses dans ce pays. »

Il fallait se hâter de réprimer les mouvements provoqués par les agitateurs si l'on ne voulait pas voir se renouveler l'histoire de Bou-Maza. A chaque apparition d'un maître de l'heure, les indigènes, qui ne demandaient qu'à croire, ne s'informaient plus si cet individu était porteur des signes qui devaient le faire reconnaître par les vrais croyants. Un de ces aventuriers fut annoncé en termes singuliers dans la province de Constantine : « Mouley-el-Sâa s'est présenté à l'ouest ; il avait une petite boîte sous le bras, il l'a ouverte, et il en est sorti une magnifique jument, descendant de la jument du Prophète, la jument El Borack. En trois bonds, elle a atteint le bout du monde, et est revenue de même présenter sa croupe à Mouley-el-Sâa. Alors l'envoyé de Dieu a ouvert une petite boîte contenue dans la première, il en est sorti une belle jeune fille couverte de perles et de diamants. *C'était la fille du sultan des Français qui l'avait accordée en mariage à Mouley-el-Sâa.*

« Cette princesse s'avavançait vers l'envoyé de Dieu, jetant au peuple qui se pressait sur ses pas les perles et les diamants dont elle était couverte, et, par un miracle du Tout-Puissant, à la place des bijoux qu'elle semait à profusion, il en venait d'autres.

« — Mouley-el-Sâa, disait-elle, mon seigneur et maître, est le précurseur de Bounaberdi el Kebir (Bonaparte le grand). »

Que El Fadel, l'agitateur arrêté devant Tlemcen par le général Cavaignac, en 1846, se soit dit le précurseur de Jésus-Christ, rien d'étonnant, puisque, d'après le Coran, Jésus est un prophète précurseur de Mahomet ; mais qu'un vulgaire agitateur se soit fait passer pour celui de Bonaparte, qui n'avait jamais mis les pieds en Algérie, le

fait est singulier. Il faut évidemment que le nom du héros corse ait été apporté dans l'Afrique du nord par des pèlerins revenant de la Mecque par l'Égypte.

Le pays des Zibans (groupe d'oasis dont Biskra est le centre) envoie à Alger de nombreux émigrants où ils sont connus sous le nom de Biskris. Ils font tous les métiers, particulièrement celui de portefaix, amassent un petit pécule, et, comme les Auvergnats, reviennent au pays acheter un lopin de terre. Ces habitudes d'émigration existaient dans ces contrées antérieurement à notre arrivée en Algérie. Quelques-uns de ces Biskris sont de petits marchands qui ne font qu'aller et venir pour le commerce des dattes. Tous, hommes de peine ou commerçants, furent témoins en 1848 des désordres politiques dont Alger offrait le triste spectacle. On entendait dire partout que les Français, depuis le départ de leur sultan, se battaient entre eux ; le bruit des journées de juin s'était propagé partout. Les Arabes du littoral racontaient, en commentant le récit de nos journaux, que nous allions avoir la guerre avec toute l'Europe, et que déjà l'Angleterre nous fermait la mer avec ses vaisseaux ; ils voyaient une partie de l'armée abandonner l'Afrique et rentrer en France sans être remplacée par de nouvelles troupes. Faisant partager leur ivresse aux hommes des Zibans, ils leur dirent qu'enfin les bons musulmans allaient jeter l'infidèle maudit hors de la terre sacrée de l'Islam. En retournant dans leur pays, les Biskris y portèrent la bonne nouvelle, revue et considérablement augmentée par la complaisante imagination orientale.

Le moment était donc venu et le terrain admirablement préparé. Un homme surgit dans Zaatcha, oasis à huit lieues à l'ouest de Biskra, et enflamma toute une population surexcitée par l'attente. Cet homme se nommait Bou-Zian. Il put correspondre avec un kabyle nommé Ahmed ben Djamina, qui se fit passer pour chérif, et entraîna plusieurs centaines de Kabyles fanatisés à l'attaque du

camp d'El-Arouch, entre Philippeville et Constantine. Cette entreprise était absolument folle. La garnison d'El-Arouch se composait d'un demi-bataillon du 8^e de ligne sous les ordres du capitaine-adjutant-major d'Aubernon, auquel la milice vint bravement prêter aide. Ahmed ben Djamina avait persuadé à ces pauvres Kabyles qu'au premier coup de fusil les murailles de la ville s'écrouleraient ; rien ne s'écroula, bien entendu, et quand ils virent leurs rangs s'éclaircir, les héros de la guerre sainte se dispersèrent. Sans doute, cette échauffourée n'était pas grave, mais, telle qu'elle était, elle obligea le général Herbillon, commandant la province, à se transporter à Philippeville et à Collo, et c'était assez pour Bou-Zian, qui voulait qu'un soulèvement du Sah'ra constantinois prît les Français au dépourvu.

Bou-Zian avait été cheikh de Zaatcha sous l'autorité des khalifas d'Abd-el-Kader ; on lui avait donné, après l'établissement des Français à Biskra, un successeur aveugle et sourd, un pauvre hère sans moyens et sans ressources, Ali ben Azoug. Bou-Zian avait donc conservé une grande influence à Zaatcha. Il s'était vaillamment comporté au siège de cette place en 1833. Le bey Ahmed, attiré jadis dans les Zibans pour des questions d'impôt, avait soumis à l'autorité turque toutes les oasis environnant Biskra, moins celle de Zaatcha. Avec trois ou quatre mille Turcs, il vint en 1833 mettre le siège devant l'oasis rebelle, dont la défense, grâce à l'ancien cheikh, fut si habile et si vigoureuse, que les assiégeants durent battre en retraite, abandonnant tous leurs blessés, sans compter deux pièces de canon. Bou-Zian était donc le vrai maître de Zaatcha, et ses relations nombreuses dans les oasis du Sa'hra constantinois et dans les montagnes de l'Aurès en faisaient un personnage dangereux.

Le commandant de Saint-Germain, dès qu'il fut informé des menées de Bou-Zian, expédia sur les lieux un jeune officier aussi intelligent que résolu, M. Séroka, adjoint aux affaires arabes, plus tard colonel commandant la subdivi-

sion de Batna. Le lieutenant Séroka avait pour mission de s'assurer de l'esprit des populations, et de leur porter de bonnes paroles en les mettant en garde contre les mensonges. Il trouva tranquilles les oasis d'Oumach, de Tolga, de Farfar. Mais partout il constata que l'on parlait beaucoup trop de Bou-Zian, qui tranchait déjà du prophète, et faisait de sa maison de Zaatcha un centre de prédications incendiaires. Le jeune officier ne s'attarda pas à demander à son commandant supérieur des renforts et des instructions ; il voyait l'insurrection s'annonçant hautement, et il résolut d'enlever Bou-Zian au milieu des siens. Ayant pénétré dans Zaatcha avec quelques spahis et ayant trouvé le chérif se promenant sur la place avec ses affidés, il lui donna l'ordre de le suivre. Bou-Zian feignit d'abord d'obéir ; mais dès les premiers pas, il brisa son chapelet et se mit à en ramasser les grains. Impatienté, le lieutenant Séroka fit jeter l'agitateur sur un mulet ; il arrivait à la porte du ksar, quand il vit celle-ci se fermer. Une émeute venait d'éclater et toute la population courait aux armes. L'officier français et ses spahis eurent toutes les peines du monde, à travers les coups de fusil, à enfoncer la porte et à s'échapper dans la campagne. Leurs chevaux restèrent entre les mains des habitants de Zaatcha.

Une heure après, la guerre sainte fut solennellement proclamée du haut de la mosquée, et toutes les oasis du groupe dont Zaatcha fait partie, c'est-à-dire le Zab Dah'-raoui, se mirent en état d'insurrection.

Le général Herbillon était dans le pays du Zouagha, entre Milah et El Arrouch ; le colonel Canrobert surveillait Bou-Baghla dans la vallée de l'oued Sahel. Seul le colonel Carbuccia, qui croisait entre Batna et Sétif, pouvait être détourné de sa mission. C'était un de ces hommes audacieux et entreprenants, prompts aux coups de main et aux entreprises hasardeuses. Arrivé devant Zaatcha le 16 juillet 1849, il fut aussitôt attaqué par les contingents réunis de Zaatcha et de l'oasis voisine de Lichana. Il les repoussa

avec assez de peine et prit aussitôt le parti téméraire de pénétrer de vive force dans le ksar à la suite des vaincus. Deux petites colonnes de 450 hommes chacune furent formées à cet effet : l'une était fournie par le 3^e bataillon d'Afrique, l'autre par le 2^e bataillon du 2^e étranger. Elles s'engagèrent dans les jardins bordés de petits murs qui entourent les ksours dans les oasis et forment un inextricable dédale, et, malgré une fusillade terrible, parvinrent devant Zaatcha ; mais une muraille crénelée, précédée d'un fossé de trois mètres rempli d'eau, les arrêta (1). Elles durent reculer, laissant entre les mains des gens de Bou-Zian trente-deux morts et beaucoup de blessés qui furent achevés.

Une résistance imprévue venait de châtier dans nos troupes la témérité du colonel Carbuccia, qui ne pouvait réussir avec deux petits bataillons là où une armée de six ou sept mille hommes, pourvue d'une nombreuse artillerie, ne triompha plus tard qu'après six semaines de siège régulier. Le colonel dut ramener sa petite colonne à Batna ; si l'échec du 16 juillet avait été grave, l'effet moral devait en être grand. Bou-Zian adressa des lettres enflammées aux gens des Aurès et des Zibans, et la vérité sur sa mission ne parut plus douteuse pour les fanatiques du sud de la province de Constantine. Les populations coururent aux armes et une insurrection générale, qui gagna tout le pays, répondit au cri de victoire parti de Zaatcha.

Le commandant Saint-Germain fut menacé d'un blocus, même d'une attaque de vive force dans Biskra. Cet officier supérieur n'était pas homme à accepter pareille situation ; apprenant qu'un ancien khalifa d'Abd-el-Kader descendait de l'Aurès avec des contingents pour se réunir, dans l'oasis de Seriana, à ceux de Bou-Zian, il forma une colonne avec tout ce qu'il avait de monde, deux compagnies du

(1) Voir ci-après les détails que nous donnons sur la nappe souterraine dans le Sah'ra. A Zaatcha cette nappe souterraine est à deux mètres du sol, de sorte qu'un fossé de cette profondeur est toujours plein d'eau.

3^e bataillon d'Afrique et un escadron de chasseurs, c'est-à-dire, 300 fantassins et 150 cavaliers, et marcha à l'ennemi. Il y eut à Seriana un choc terrible, 250 indigènes furent tués, et l'étendard de l'ex-khalifa tomba entre nos mains. Malheureusement le brave commandant Saint-Germain fut tué, et tout le fruit de notre victoire nous échappa.

II

Pour qui connaît le caractère arabe, la mort du commandant supérieur de Biskra, de cet homme qui avait une singulière réputation d'énergie et de bravoure, devait exalter les populations des Zibans ; l'insurrection devint formidable. Il y avait urgence à frapper un grand coup. Ici se place un des plus terribles épisodes de la conquête algérienne, le siège de Zaatcha, qui eut trop peu de retentissement à une époque où la France était mal remise de ses agitations révolutionnaires.

Trois passages conduisent du Tell dans le Sah'ra constantinois ; ce sont les défilés de M'Gaous, d'El Kantara et de Ghezla. C'est celui d'El Kantara (le pont) qui a été choisi par les Français comme le plus direct, et c'est à travers ce défilé, resserré par des rochers de l'aspect le plus imposant, qu'a été pratiquée la route de Batna à Biskra, et même dans ces derniers temps une voie ferrée. El Kantara (1), nous parlons de l'oasis de ce nom, la première que l'on rencontre en descendant du Tell vers le sud, prend son nom d'un pont romain jeté à travers l'ouéd Abdi, au point le plus difficile du défilé ; sans transition le voyageur passe du Tell dans le Sah'ra ; il ressent une impression profonde produite par l'élévation subite de la température et l'aspect d'un monde nouveau. D'El Kantara, à travers un pays tourmenté et

(1) El Kantara, appelée par les Romains *Calceus Herculis* (le talon d'Hercule) et par les Arabes *Foum es Sah'ra* (la bouche du désert).

horriblement pierreux, on arrive à la petite oasis d'El Outaïa que les Turcs ont détruite autrefois et qui se relève à peine ; de là on débouche sur l'oasis de Biskra, qui comprend la ville du même nom et cinq ksours ou villages enfouis sous les palmiers.

Biskra, comme nous l'avons dit, est le chef-lieu d'un cercle d'oasis que les gens du Sah'ra nomment les Zibans. La petite oasis de Zaatcha en fait partie ; elle ne contenait qu'un seul ksar, du même nom bien entendu, situé vers la partie nord-est. La forêt de palmiers qui entourait le ksar de tous les côtés ne laissait même pas découvrir le minaret de la mosquée ; c'est ce qu'on devine encore aujourd'hui, car le ksar de Zaatcha n'existe plus et les palmiers de l'oasis sont rasés. A la lisière nord-est de la forêt de palmiers, à quelques centaines de mètres du ksar, on voyait une zaouïa dont il ne reste que quelques vestiges enterrés dans le sable ; cette zaouïa, avec quelques maisons qui en dépendaient, formait comme un ouvrage avancé de la place. Pour pénétrer de là dans l'oasis, on était, dès les premiers pas, arrêté par un inextricable fouillis de jardins clos de murs à des niveaux différents, coupés par une infinité de canaux d'irrigation ou séguïas, et comprenant, outre des palmiers, toutes sortes d'arbres fruitiers qui gênaient la vue et rendaient toute reconnaissance impossible.

Tel est, du reste, le caractère général des oasis, et c'est ce qui en rend l'attaque si difficile ; le général Wimpfen, en avril 1870, devait en faire la dure expérience à celle d'Aïn-Chaïr au Maroc.

Les rares sentiers qui vont des jardins au ksar sont généralement resserrés entre les murs ; à Zaatcha, Bou-Zian avait fait couper tous les sentiers, accumulé les obstacles, et ce n'est qu'après de nombreux détours que l'on débouchait devant le ksar, entouré d'un fossé profond de sept mètres, large d'autant et rempli d'eau. L'agitateur avait fait créneler l'enceinte à différentes hauteurs, de manière à obtenir deux et même trois étages de feux. Et cette

enceinte était remarquablement solide, car les maisons s'y adossaient presque toutes, de sorte que les habitants pouvaient se battre sans sortir de chez eux. A l'intérieur, quelques grandes maisons avaient été réunies de façon à former réduit, et dominaient la plupart de celles adossées à l'enceinte. Une seule porte permettait de pénétrer dans le ksar ; elle était défendue par une haute tour à quatre étages de feux. Opposée au côté par où se présentaient les Français, cette entrée regardait les petits ksours de Lichana et de Farfar dépendant des oasis de Tolga et de Bouchagroun, qui envoyaient continuellement des renforts aux assiégés de Zaatcha.

Que l'on suppose maintenant, dans la forteresse que nous venons de décrire, une population fanatisée au dernier point, convaincue qu'elle repousserait les Français comme elle avait repoussé les Turcs, on se fera une pâle idée des difficultés avec lesquelles le général Herbillon allait être aux prises.

Quantité de coupeurs de route, d'aventuriers, de fanatiques, écume des insurrections d'alentour, s'étaient jetés dans Zaatcha. Bou-Zian commandait à une petite armée ; il avait pour lieutenant un certain Moussa (Moïse), grand mulâtre qui ne lui cédait en rien pour le fanatisme et la féroce énergie. Ces deux hommes s'appliquaient à persuader aux défenseurs de Zaatcha que les Français avaient été voués par Dieu à l'extermination, et que le retour vers la mer leur était interdit, les Kabyles ayant pris Philippeville et les Tunisiens Bône et la Calle ; ils leur rappelaient du reste le sanglant assaut de 1833, où les Turcs s'étaient vus repoussés, et l'assaut plus récent tenté par le colonel Carbuccia. Bou-Zian avait sur les autres chérifs la supériorité de la prévoyance, et ne négligeait aucune réalité positive pour la mettre à l'appui de ses prophéties ; il avait fait des approvisionnements considérables, et comme le plomb manquait dans les Zibans, il avait imaginé de confectionner des balles avec des noyaux de dattes réunis trois par trois dans

une simple feuille de plomb. Pour inspirer la confiance à tous, il avait gardé ses femmes et ses enfants et s'était, en revanche, débarrassé des vieillards et de ceux qui n'auraient pu servir activement dans la lutte à outrance sur le point de s'engager. Beaucoup de femmes restèrent à Zaatcha, et, comme on va le voir, se conduisirent en véritables furies.

Le général Herbillon avait reçu une colonne d'Alger ; il la joignit aux troupes disponibles de sa province et s'achemina sur Biskra. Un énorme convoi de chameaux y amena en outre quantité d'outils, de sacs à terre, de munitions d'artillerie. Avec cet immense attirail et quatre mille hommes à peine, il se présenta devant Zaatcha le 7 octobre 1849 au matin et établit son camp au nord de l'oasis, où venaient mourir les dernières pentes d'un contre-fort des montagnes du Tell. Des balles parties de l'oasis tombaient parfois dans le camp ; c'était gênant, mais il était impossible de camper ailleurs. Le général français ne voulut pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître ; pendant que le colonel Borel de Brétizel, chef d'état-major, veillait à l'installation du camp, il forma, sous les ordres du colonel Carbuccia, une petite colonne, composée de quelques compagnies du 3^e bataillon d'Afrique, du 2^e étranger et du 5^e bataillon de chasseurs à pied, pour enlever la zaouïa et les maisons attenantes, au milieu desquelles se trouvait une fontaine indispensable au camp. Du premier coup, la zaouïa fut prise ; malheureusement, les chasseurs à pied, encouragés par leur succès, se jetèrent dans les jardins à la poursuite des Arabes. Les premiers murs furent franchis rapidement ; mais les défenseurs de la ville vinrent se mêler aux fuyards ; derrière chaque palmier se trouva un ennemi redoutable, et les chasseurs du 5^e bataillon, que leur audace avait isolés, furent contraints à une retraite désastreuse. Les femmes de Zaatcha ne tardèrent pas à se joindre aux combattants, excitant leur courage par des cris affreux ; ceux-là seuls qui ont vu au combat ces ardentes filles du désert peuvent

s'en faire une idée. Ces horribles mégères ne se contentaient pas de remplir l'air de leurs vociférations, elles tenaient toutes à la main des couteaux dont elles se servaient pour achever les blessés français que la fureur de la lutte ne permettait pas d'enlever. Deux compagnies tenues en réserve vinrent dégager le bataillon compromis. Cette triste affaire coûta aux chasseurs une vingtaine de morts et quatre-vingts blessés ; l'adjudant Davout fut de ceux qui restèrent entre les mains de l'ennemi et dont les cadavres furent atrocement mutilés. Tous les corps furent attachés ensuite par les femmes à des palmiers ; quelques blessés respiraient encore. Ce souvenir resta dans les cœurs, et nos soldats exaspérés jurèrent de ne plus faire de quartier aux femmes. Ce serment devait être rigoureusement tenu, et l'on verra tout à l'heure que le sentiment de la vengeance provoqua d'inimaginables horreurs.

Pendant la nuit le colonel Parizet, commandant l'artillerie, fit établir une batterie de brèche contre la place. Le 8, au matin, cette batterie ouvrit son feu à travers un épais rideau de palmiers, contre le saillant nord-est du ksar. En choisissant l'emplacement d'une autre batterie, le colonel du génie Petit fut frappé à mort ; jusqu'au dernier moment cet énergique officier supérieur continua à diriger les travaux du siège, attendant la fin glorieuse du soldat. La nouvelle batterie prit le nom de « batterie Petit. » A droite et à gauche, nos troupes s'installèrent dans les premiers jardins, percèrent de trous les murs qui les séparaient des Arabes et commencèrent un feu méthodique sur tout ennemi qui se découvrait. Mais les défenseurs de Zaatcha ne se bornaient pas à un échange incessant de coups de fusil ; on se ferait difficilement une idée de leur rage et de leur audace. En plein jour, ils tentaient des sorties et se jetaient avec des cris féroces sur nos travaux de sape pour les détruire. Dans une de ces sorties, le capitaine Besse fut tué au milieu de ses artilleurs.

Le colonel Barral, commandant la subdivision de Sétif,

arriva avec quinze cents hommes au moment où le siège prenait un caractère d'animosité extraordinaire. Le général Herbillon était pressé de livrer l'assaut, tant pour calmer les furieuses impatiences de ses soldats que parce qu'il recevait de tous les côtés les plus mauvaises nouvelles ; l'insurrection gagnait en effet du terrain dans les provinces d'Alger et de Constantine, et le même agitateur qui avait si bien été battu par le commandant Saint-Germain au combat de Seriana se montrait vers Biskra sur les derrières du camp français. Malgré l'imperfection des travaux du génie, le général Herbillon se décida à tenter un assaut.

Deux brèches étaient à peu près praticables : l'une, celle de gauche, devait être enlevée par les compagnies d'élite de la légion étrangère ; l'autre, celle de droite, par un bataillon du 43^e de ligne. Le bataillon de tirailleurs indigènes du commandant Bourbaki devait occuper les jardins de palmiers à gauche des colonnes d'assaut, pour les empêcher d'être tournées. Le 20 octobre, au matin, l'assaut ainsi préparé fut donné. La colonne de gauche sortit de la tranchée, franchit le fossé, enleva la brèche et s'établit sur les terrasses de deux maisons attenant au rempart ; mais au moment où elle croyait le succès assuré, les maisons, minées d'avance, s'écroulèrent avec un horrible fracas, ensevelissant sous leurs ruines quantité de ces braves soldats de la légion étrangère. Arrêtés par la poussière des décombres, décimés par un ennemi invisible qui tirait par les mille créneaux pratiqués dans les maisons servant de réduits, les survivants finirent par reculer dans la tranchée, avec le désespoir de n'avoir pas vengé leurs malheureux camarades.

A la brèche de droite, le bataillon du 43^e se faisait écraser. Le génie n'avait pu pratiquer une descente de fossé convenable, et avait dû faire avancer une charrette. Mais il fut difficile de bien manœuvrer sous le feu de l'ennemi ; elle tourna sur elle-même en glissant dans



MARÉCHAL SAINT-ARNAUD



l'eau et ne put servir comme on l'espérait. Aussitôt on essaie de faire un tablier de pont avec des tonneaux vides ; mais les sapeurs qui les portent, et qui se prodiguent avec le plus admirable dévouement, sont tués ou blessés. Il faut se résoudre à se jeter dans le fossé sans aucun moyen de passage. Le brave commandant Guyot, digne fils du général de division du premier empire, enlève son bataillon ; mais, obligés de franchir le fossé plein d'eau, puis de gravir péniblement, avec des cartouches ainsi gâtées, le talus de la brèche, les pauvres soldats du 43^e tombent un à un. A peine arrivé au haut de la brèche avec son capitaine adjudant-major et quelques hommes, le commandant est tué ; il faut reculer sous un feu épouvantable. Détail horrible ! tous les blessés tombés dans le fossé se noient ; en se débattant, ils rougissent l'eau de leur sang. La confusion devient indescriptible ; le malheureux 43^e se retire, emportant six officiers et trente hommes tués, et quatre-vingt-dix blessés.

Dans ce sanglant assaut, le caporal Parcheris, avec quatre grenadiers, se porta sur le revers du fossé et engagea la fusillade avec les défenseurs du ksar. On prescrivit à ces braves de se mettre à l'abri ; ils refusèrent, alléguant qu'à une autre place il leur serait impossible de distinguer les créneaux qu'ils essayaient d'enfiler. Au bout de quelques minutes, trois d'entre eux étaient tués, et Parcheris ne restait plus qu'avec un de ses hommes, le grenadier Siège. Le sous-lieutenant de la compagnie vint encore une fois leur recommander de se mettre à l'abri. — « Dans un instant, mon lieutenant, dit le caporal avec un merveilleux sang-froid ; nous avons encore plusieurs cartouches à brûler. » — Au même moment le grenadier Siège fut tué ; il lui restait quelques cartouches. — « Il faut bien brûler les cartouches de Siège », dit Parcheris. — Et il alla les prendre, voulant épuiser les munitions de sa petite escouade. Entouré de quatre cadavres, cet intrépide soldat faisait tranquillement le coup de feu ; quand il arriva à sa dernière

cartouche, il la montra de loin à son sous-lieutenant : « Plus que celle-ci, mon lieutenant. » — En disant ces mots, il reçut une balle qui lui fracassa la cuisse. « Ils l'auront quand même », dit l'héroïque caporal. — Et, se soutenant sur une jambe, il envoya aux Arabes son dernier coup de fusil.

Le caporal Parcheris ne voulut pas subir l'amputation. Il eut le bonheur de survivre à son horrible blessure, et quelque temps après il rentra dans ses foyers avec la croix de la Légion d'honneur.

Après le malheureux assaut du 20 octobre, il fallut reprendre les travaux de siège ; comble de fatalité, il n'était pas possible de leur imprimer un peu d'ensemble et de direction. De six officiers du génie attachés à la colonne du général Herbillon, deux seuls restaient, un capitaine et un lieutenant. Ces deux braves étaient exténués ; pendant trois semaines, ils ne couchèrent jamais sous la tente ; quand ils le pouvaient, ils dormaient péniblement une heure ou deux dans la tranchée, à côté de leurs sapeurs. Ces derniers aussi étaient harassés, les auxiliaires d'infanterie qu'on leur avait adjoints ne pouvant exécuter certains travaux de sape. Tout allait mal, et le feu de l'ennemi faisait chaque jour des vides cruels dans les rangs de ces soldats si vigoureusement trempés. L'aspect du camp, placé sur le revers d'une montagne sablonneuse et exposé au siroco ardent du désert, était des plus tristes ; le mouvement incessant de plusieurs milliers d'hommes et d'animaux avait fini par creuser profondément le sable, de sorte que d'épais tourbillons de poussière incommodaient nos soldats et rendaient le repos de la tente plus fatigant que le travail de la tranchée. Cette poussière maudite, de sable fin, s'infiltrait partout, particulièrement dans les aliments qu'elle finissait par rendre détestables. L'on ne pouvait faire boire le troupeau destiné à l'alimentation, et il donnait de la viande de qualité mauvaise ; les bêtes séchaient sur pied, et l'on n'envoyait à l'abatage que celles qui étaient sur le point de mourir. Le

biscuit était moisi et plein de vers. En campagne, dans le désert tout au moins, les officiers vivent généralement de la vie du soldat ; on peut croire que le général Herbillon et ses officiers étaient bien malheureux.

Et cependant, dans cette épouvantable position, personne ne se plaignait. Ceux qui affectent aujourd'hui de mépriser l'ancienne armée, ne peuvent savoir combien elle a souffert autrefois. Car elle n'a pas connu les procédés philanthropiques d'aujourd'hui, si exagérés parfois qu'à tout moment l'on entend des militaires s'écrier : « On veut donc nous mettre dans des boîtes à coton ! » En moins d'un mois, plus de six cents soldats avaient succombé devant Zaatcha, et l'ambulance de Biskra regorgeait de blessés et de malades. Une des plus tristes choses dont nous nous souvenons, c'est l'aspect du cimetière du vieux Biskra, à quelques kilomètres du fort Saint-Germain ; les rangées de tombes s'allongent à perte de vue, et, détail navrant, elles sont abandonnées et disparaissent sous le sable.

Les soldats furent heureux de trouver des distractions ; le travail de tranchées leur répugnait, ils avaient la conviction que l'on n'aurait raison de Zaatcha que par une attaque de vive force après investissement complet de l'oasis. Le général Herbillon, tant pour occuper sa colonne qui se démoralisait que pour s'attaquer aux intérêts des habitants de l'oasis, fit abattre les palmiers des jardins à la portée du camp. Pour des gens qui vivent de la récolte des dattes, le tort qu'on allait faire aux habitants de Zaatcha était irréparable ; aussi leur rage ne connut-elle plus de bornes. Des luttes acharnées s'engagèrent dans les jardins ; malgré des sorties furieuses, dont l'une fut marquée par le massacre de onze blessés que les femmes achevèrent, la coupe des palmiers continua sans interruption pendant la dernière période du siège ; le bruit de la chute de leurs magnifiques dattiers portait dans le cœur des défenseurs de Zaatcha plus de douleur et de rage que les incessantes détonations de notre artillerie.

La petite armée du général Herbillon avait déjà été renforcée par les troupes de la subdivision de Sétif ; elle le fut le 8 novembre par deux bataillons de zouaves que lui amenait le colonel Canrobert. Ces bataillons ne comptaient à eux deux qu'un millier d'hommes, apportaient le choléra et avaient laissé en route plus du huitième de leur effectif. Ils arrivaient en droite ligne d'Aumale et n'avaient pas eu de peine à passer au travers des populations insurgées ; terrifiées, celles-ci faisaient le vide autour de la petite colonne, car le colonel Canrobert leur criait : « Fuyez ! j'amène la mort avec moi. » Les zouaves n'avaient qu'une crainte pendant la route, c'était d'arriver à Zaatcha après l'assaut. Ce renfort d'ardents soldats, jouissant d'une réputation militaire hors ligne, et commandé par un jeune colonel connu pour son audace et ses talents, fut salué avec joie par la colonne épuisée du général Herbillon. Le choléra, personne ne le craignait !

Le jour de leur arrivée, les zouaves furent édifiés sur le caractère de la lutte sans merci à laquelle ils venaient prendre part. Une redoute avait été élevée en face de l'oasis de Farfar, d'où sortaient habituellement des partis d'Arabes qui venaient tirer des coups de fusil pendant la nuit ; avec une incroyable audace, ils osèrent y attaquer trois compagnies du bataillon d'Afrique. Il y eut une mêlée sur le parapet de la redoute, et l'ennemi réussit à enlever plusieurs de nos blessés. Le soir, les têtes de ces malheureux, plantées sur des piques, furent exposées sur les murs de Zaatcha, et nos canonniers se virent obligés de les abattre. Les zouaves prirent leur part de l'exaspération générale ; de terribles représailles se préparaient.

Le 12 novembre, l'armée vit arriver du renfort : c'était le 8^e bataillon de chasseurs à pied, le fameux bataillon de Sidi-Brahim ; elle se trouvait ainsi forte de plus de sept mille hommes. Le général Herbillon put organiser une colonne pour marcher contre les nomades, massés sur les derrières du corps de siège. Après une marche de nuit,

elle tomba au milieu des Arabes, qui avaient placé leur camp entre l'oasis d'Our'lal et le lit desséché de l'oued Djeddi ; les zouaves du colonel Canrobert en faisaient partie et s'emparèrent en un clin d'œil d'une ville de tentes et de nombreux troupeaux. Cette prise importante fit éclater une joie inusitée parmi nos soldats, qui voyaient venir l'abondance et la fin de leurs privations ; ils saluèrent de leurs bruyantes acclamations le premier succès d'une campagne jusque-là si malheureuse.

A partir de ce moment, les choses prirent une tournure tout à fait favorable au succès de nos armes. Les lenteurs du siège avaient fortement diminué notre prestige auprès des indigènes ; l'affaire d'Our'lal vint le rétablir. Chacun sentait que le dénouement, un dénouement effroyable, approchait à grands pas.

Il était réellement temps d'en finir. Le choléra tuait plus de monde à l'armée française que le feu de l'ennemi, et faisait de trente à quarante victimes par jour. Une agglomération d'hommes et d'animaux réunis dans un petit espace augmentait forcément l'intensité du fléau. Les détritrus des bêtes abattues, le voisinage d'une foule de cadavres enterrés dans le sable qui laissait passer les émanations putrides, exhalaient la mort. Les plaintes des soldats frappés par la maladie s'ajoutaient à celles des soldats atteints par le feu de l'ennemi et jetaient dans les cœurs une morne tristesse. Nos troupes demandaient l'assaut à grands cris. Du côté des Arabes, le fléau sévissait avec fureur ; mais les fanatiques défenseurs de Zaatcha, réduits des deux tiers, supportaient avec l'indifférence des fatalistes des horreurs qui n'avaient pas de nom.

L'artillerie en était réduite aux expédients ; les sacs à terre lui manquaient, et le colonel Lebrettevillois dut en improviser avec des morceaux de palmier, dont les fibres résistantes ont la ténacité des fils de chanvre. On réussit au dernier moment à élever une batterie de 12 dont le feu détruisit les faîtes des maisons qui dominaient les brèches.

Une troisième brèche fut préparée à la hâte. On combla les fossés avec des prolonges et des charrettes. Les Arabes renfermés dans Zaatcha reçurent du général une dernière sommation; déterminés à se faire tuer jusqu'au dernier plutôt que de se rendre, ils ne daignèrent pas répondre. L'immensité du péril les exaspéra; ils voulurent tenter un suprême effort, et ne réussirent à retarder que de vingt-quatre heures l'assaut fatal.

Le 24 novembre, dès la pointe du jour, ils ralentirent leurs feux pour faire croire aux assiégeants qu'ils commençaient à se décourager; puis ils choisirent le moment du relèvement des gardes dans les tranchées, lequel est toujours accompagné d'un peu de désordre. S'étant glissés au pied du mur, dès qu'ils virent les chasseurs du 5^e bataillon remettre le service à leurs camarades du 8^e, ils se précipitèrent dans la tranchée. Du coup, quelques chasseurs furent pris et décapités, et les canonniers, se serrant autour de leurs pièces, furent obligés de se défendre à coups de sabre et d'écouvillon. A la tête d'une compagnie de chasseurs, le lieutenant Devaux chargea à la baïonnette et balaya la tranchée. Une autre colonne d'Arabes, celle-ci de femmes, s'était, pendant le même temps, ruée plus à droite sur la tranchée; elle entraînait avec elle tout ce qu'il y avait de plus fanatique et de plus résolu à Zaatcha. Les chasseurs du 8^e bataillon, conduits par le commandant Levassor-Sorval, reçurent cette légion de furies par un feu roulant; une mêlée corps à corps s'ensuivit, et les chasseurs durent jouer sans miséricorde de la baïonnette. Telle fut la violence de l'attaque qu'il fallut appeler du camp les tirailleurs du commandant Bourbaki. Assaillants et assaillantes rentrèrent à Zaatcha avec des pertes cruelles.

Dans la nuit du 25 au 26, les chefs de corps réunirent leurs officiers et leur communiquèrent les ordres du général Herbillon; les trois brèches, à peu près praticables, devaient être abordées par trois colonnes, pendant que le comman-

dant Bourbaki, se plaçant en dehors du point d'attaque, intercepterait les communications de la place avec le dehors et faciliterait, par une diversion, les opérations des colonnes d'assaut. Les bataillons désignés pour cette dernière manœuvre, pris parmi les plus renommés de l'armée de siège, furent réduits à trois cents hommes. Les chefs qui les commandaient étaient dignes de cette belle troupe ; c'étaient le colonel Canrobert, dont la bravoure était légendaire dans toute l'armée d'Afrique, et les colonels Barral et de Lourmel qui, tous deux, devaient finir si glorieusement, l'un en Kabylie, l'autre en Crimée.

La colonne Canrobert, destinée à l'attaque de la brèche de droite, la plus défendue, se composa de deux bataillons de zouaves, du 5^e bataillon de chasseurs à pied et de cent grenadiers et voltigeurs choisis dans le 16^e de ligne ;

Celle du colonel Barral, qui devait attaquer la brèche où avait échoué le 43^e de ligne, fut formée du 8^e bataillon de chasseurs, de cent zouaves et d'un bataillon du 38^e ;

Enfin la colonne de Lourmel comprenait deux bataillons du 8^e de ligne et un bataillon du 43^e qui demandait à prendre sa revanche.

S'adressant à ses zouaves un peu avant le signal, le chevaleresque Canrobert s'écria : « Mes amis, souvenez-vous que, quoi qu'il arrive, il faut que nous montions sur ces murailles et que, si la retraite sonne, elle ne sonne pas pour les zouaves. » — Puis, mettant le sabre à la main, d'un geste superbe il en jeta le fourreau au loin en disant : « Nous n'en avons pas besoin aujourd'hui. »

Pendant ce temps, Bou-Zian appelait ses fidèles à la mosquée ; dans ce ksar, dont les maisons et les édifices étaient ramassés sur un petit espace, les Arabes n'avaient pas deux pas à faire pour regagner leurs postes de combat. Implacable dans sa haine, ce sombre fanatique voulut remplir jusqu'au bout les devoirs de ses fonctions à la fois religieuses et guerrières ; après une courte prière, il demanda à ses fidèles de se défendre jusqu'à la mort. Tous prirent

devant Dieu l'engagement de se faire tuer jusqu'au dernier. Ils ne devaient que trop tenir leur serment.

A sept heures du matin, le 26 novembre, les tambours et clairons de toute la colonne sonnèrent un formidable pas de charge. Avec un admirable sang-froid, le colonel Canrobert, calmant du geste ses zouaves, fit sortir de la sape un petit peloton de vingt-cinq hommes du 5^e chasseurs à pied sous le commandement d'un énergique officier, le lieutenant Liotet, pour s'emparer d'une maison à gauche de la brèche et faciliter le passage ; puis il s'élança lui-même à la tête de la colonne d'assaut, dont le commandement lui était confié. De leur côté, les colonels Barral et de Lourmel firent de même sur les brèches de gauche et du centre. L'élan que ces trois hommes imprimèrent à leurs colonnes fut tel qu'en quelques minutes elles arrivèrent au milieu de la ville ; les feux des maisons tirés à bout portant, les obstacles les plus redoutables, et préparés de longue main, ne purent arrêter nos soldats. La colonne Barral fut retardée un instant par un éboulement, mais ne tarda pas à venir donner la main aux deux autres.

La colonne Canrobert, comme nous l'avons déjà dit, devait rencontrer les plus grandes difficultés ; elle arrivait par la brèche la moins défendue et dut cheminer à travers un dédale de ruelles. Son chef avait autour de lui seize volontaires qui s'étaient promis de ne pas le quitter ; c'étaient des officiers et des sous-officiers de tous les corps de la colonne. Sur ces seize braves, douze furent tués ou blessés. Quatre officiers, un d'état-major, un de zouaves et deux de spahis, avaient demandé à marcher aux côtés de Canrobert pour lui servir d'officiers d'ordonnance ; deux d'entre eux furent tués, et les deux autres blessés. Parmi les morts, se trouva le lieutenant de spahis Rosetti qui avait eu un frère tué à la prise de la Smala. Derrière le colonel marchait le 1^{er} bataillon de zouaves conduit par le commandant de Lorencez, le futur général des premiers temps de la campagne du Mexique, le petit-fils du maréchal Oudinot ; Lorencez don-

nait à ses soldats le plus noble exemple, quand une balle le renversa sur un tas de décombres.

Le plus fort était fait ; en moins d'une demi-heure les rues et les terrasses étaient entièrement occupées. Restait à donner l'assaut aux maisons, remplies d'Arabes désespérés et décidés à mourir les armes à la main. Chaque groupe de soldats s'attaqua à celle qu'il avait devant lui ; dans ces moments critiques les officiers n'ont qu'à laisser faire, les soldats marchant d'instinct et toujours pour le mieux. On l'avait vu à l'assaut de Constantine. Déjà maîtres des terrasses, les nôtres cherchèrent d'abord à descendre dans l'intérieur par les escaliers, mais il n'y avait guère possibilité de s'engager dans des passages étroits criblés de meurtrières ; et puis les Arabes avaient percé les planchers et tiraient de bas en haut. Il fallut abandonner les terrasses ; alors les portes des maisons furent enfoncées à coups de crosse et l'on put pénétrer dans l'intérieur. Les premiers qui s'y aventurèrent furent tués ; mais d'autres finirent par arriver, et alors commença un épouvantable carnage. On poursuivit l'ennemi dans les caves, et l'on se battit avec rage au milieu d'une profonde obscurité.

Bou-Zian, ses deux fils et le mulâtre Moussa, avec leurs familles et quelques fidèles, s'étaient réfugiés dans la maison d'Ali-ben-Azoug, le cheikh français chassé de la ville. Il était réservé au commandant de Lavarande, chef du 2^e bataillon de zouaves, tué plus tard comme général sous les murs de Sébastopol, de s'en rendre maître. Après être monté sur la brèche, il avait filé le long des murs avec son bataillon vers la porte de Zaatcha pour couper la retraite aux derniers défenseurs ; dans une maison qu'il avait dû enlever en passant, il avait fait prisonniers deux Arabes parlant français, deux anciens Biskris, et leur avait promis la vie sauve s'ils lui indiquaient la retraite de Bou-Zian. L'un d'eux refusa, disant qu'il aimait mieux mourir, et fut aussitôt massacré par les zouaves ; l'autre consentit à indiquer la maison de son chef.

En débouchant devant cette maison, les zouaves du commandant Lavarande furent accueillis par une fusillade terrible ; ils tentèrent d'escalader la terrasse et ne purent y réussir. Une section d'artillerie de montagne arrivait au même moment ; on essaya de braquer sur la porte une pièce de canon, mais les canonniers se firent inutilement tuer à leur poste. Des soldats du génie apportèrent un sac à poudre fortement chargé ; les premiers qui voulurent y mettre le feu tombèrent foudroyés ; enfin un sous-officier du génie, plus heureux que les autres, parvint à faire éclater la mine, qui fit écrouler un large pan du mur ; environ cent cinquante hommes et femmes se présentèrent à découvert. Les zouaves, furieux, bondirent au milieu de cette foule confuse ; il y eut un horrible massacre. Quelques Arabes se réfugièrent sur la terrasse ; on cherchait les moyens de les en déloger quand l'un d'eux, qui avait les allures d'un chef, présenta aux zouaves un fusil la crosse en l'air. « Voilà Bou-Zian », s'écria le guide. Le commandant de Lavarande se précipita devant ses zouaves et les empêcha de faire feu. « Je suis Bou-Zian », dit l'homme ; et il s'accroupit à la manière arabe pour prier. « Ce n'est pas le moment de prier », dit le commandant de Lavarande, et il demanda à Bou-Zian où était sa famille qu'il espérait sauver. Mais déjà la mère du chérif, sa femme et sa fille étaient tombées sous les baïonnettes des zouaves. De telles horreurs sont justifiées par les lois inexorables de la guerre, qui condamnent au massacre la population d'une ville prise d'assaut.

M. de Lavarande envoya dire au général Herbillon que Bou-Zian était entre ses mains, et n'en reçut que cette seule réponse : « Faites-le tuer. » Le commandant fit lever Bou-Zian et on le maintint contre un mur pendant que quatre zouaves apprêtaient leurs armes. « Vous avez été les plus forts, murmura Bou-Zian ; Dieu seul est grand, que sa volonté soit faite. » Et il tomba foudroyé. On voulut lui faire couper la tête par l'arabe qui l'avait trahi ; mais celui-ci

refusa et présenta la sienne. Ce fut un tambour de zouaves qui s'en chargea et qui vint apporter le sanglant trophée au général Herbillon.

Sur les autres points du ksar les sacs à poudre firent leur œuvre ; leur explosion renversait les murs sur leurs défenseurs enfouis, et ceux qui n'étaient pas écrasés périssaient étouffés dans les caves où ils avaient cherché un dernier refuge. Pas un arabe n'échappa à l'extermination ; ceux qui purent, en bien petit nombre, gagner la campagne, tombèrent sous les coups des turcos du commandant Bourbaki.

A midi, tout était fini. Il ne restait que les vainqueurs et des ruines. A la tombée de la nuit, on fit sauter les mosquées de Zaatcha et de la zaouïa, et un long cri de joie s'éleva dans le camp français ; c'était la fin d'un siège horriblement pénible et fatigant.

Dans ce siège mémorable, quinze cents français furent frappés, sans compter plus de quatre-vingts officiers, dont trente furent tués. Les zouaves, arrivés les derniers, eurent trois cents des leurs atteints, le quart de leur effectif. L'abbé Parabère, l'aumônier de la province de Constantine, celui qui, plus tard, devait gravir le plateau de l'Alma gravement assis sur une pièce de canon, était arrivé au camp dès les premiers jours du siège et s'était installé à l'ambulance où il fit preuve du plus admirable dévouement.

Les Arabes des alentours étaient dans la consternation ; dès le lendemain de l'assaut, ils assiégeaient les abords du camp, demandant en grâce d'être conduits au général Herbillon pour lui faire leur soumission. On les laissait se promener librement dans ce qui avait été Zaatcha ; le spectacle d'une ville saccagée de fond en comble et encombrée d'un millier de cadavres, celui des têtes de Bou-Zian et de Moussa placées devant la porte, les impressionna profondément. Le général leur dit que les vaincus payaient toujours les frais de la guerre, et qu'il leur ferait connaître sa volonté une fois rentré à Biskra ; en attendant il leur enjoignit

de donner la sépulture aux huit cents cadavres d'Arabes qui se trouvaient sous les décombres.

C'est à peine si le général Herbillon prit le temps de faire enterrer ses propres morts ; il se hâta de lever le camp, car déjà une odeur cadavérique rendait intolérable la situation de l'armée. Des cris d'enthousiasme répondirent à l'ordre du départ, et nos soldats, qui croyaient avoir fait un mauvais rêve, se mirent en route pour Biskra, où ils arrivèrent dans un état de délabrement qui faisait mal à voir ; leurs effets, usés par les durs travaux du siège, n'avaient pu être remplacés, et c'est couverts de peaux de chèvres ou de peaux de moutons qu'ils marchaient.

La terrible leçon de Zaatcha ne fut pas perdue ; l'insurrection était générale, elle tomba subitement. Le général Herbillon rentra à Constantine, laissant le soin de la pacification à trois petites colonnes conduites par les colonels Canrobert, Carbuccia et Barral. Le choléra acheva l'œuvre de la guerre ; grâce à leurs services médicaux, les vainqueurs s'en débarrassèrent vite, mais les vaincus eurent cruellement à souffrir. Le fléau porta la désolation au milieu des tribus nomades, et certaines oasis perdirent jusqu'aux trois quarts de leurs habitants. « Dieu est pour les Français, dirent les populations sahariennes ; sa main s'appesantit sur nous. »

III

C'est surtout en Kabylie que les chérifs se montrèrent nombreux après 1848 ; dans cette belliqueuse région, insoumise alors, on voyait des agitateurs en permanence, car, chassés des pays soumis à l'autorité française, ils se réfugiaient naturellement dans des montagnes où nos armes n'avaient pas encore pénétré et ne pouvaient les atteindre.

Nous raconterons l'histoire de quelques-uns de ces chérifs.

Le premier de ces personnages qui fit son apparition en

Kabylie se nommait Mouley-Mohamed ben Abdallah, surnommé Bou-Aoud (le père au cheval); c'était en 1845. Il faut remarquer que, pour se mettre d'accord avec les prophéties arabes, les chérifs prennent généralement le nom du prophète, Mohamed ben Abdallah (1). Celui dont nous parlons se prétendait envoyé de Dieu avec la mission expresse de chasser les chrétiens du sol de l'Islam. Il était jeune encore, éblouissait les Arabes et les Kabyles par quelques prouesses équestres (d'où lui vint son surnom), et s'était particulièrement fait connaître comme un des plus fidèles compagnons de Bou-Maza.

L'agitateur réussit à amener la défection de deux tribus de la plaine, et battit ensuite un de nos goums; à cette nouvelle, les généraux Marey et d'Arbouville sortirent, le premier de Médéa, le second de Sétif, firent leur jonction au pied du Djurjura (les Kabyles prononcent Jeurjera), et le culbutèrent après lui avoir pris ses tentes et ses bagages, avec ceux de ses adhérents.

L'insurrection se calma d'abord, mais se renouvela à l'annonce du désastre de Sidi-Brahim; le chérif répandit le bruit qu'Abd-el-Kader, après avoir fait prisonnier le maréchal Bugeaud, se disposait à mettre le siège devant Alger, et cette étonnante nouvelle ne trouvait pas d'incrédules parmi les Kabyles. Le général Bedeau accourut de Boghar, et, de concert avec les généraux Marey et d'Arbouville, rejeta dans leurs montagnes les contingents de Mouley-Mohamed qui alla chercher fortune chez les Kabyles des environs de Collo et de Djijelly; en 1847, il eut l'audace d'attaquer Djijelly; mais, reçu de belle manière, il disparut pendant quelques mois pour se montrer dans la vallée du Sahel, au sud de Bougie, où il essaya de se faire passer pour Bou-Maza. Les croyants n'arrivant pas pour lui former une armée, il vint se présenter à Aumale, demandant à être interné dans une forteresse en France. Sa demande fut agréée.

(1) De ceux-ci, l'Algérie a eu des centaines, plus ou moins obscurs.

Un autre chérif, Mouley-Brahim, apparut en Kabylie vers la même époque ; d'abord comparse du chérif précédent, il entreprit par la suite d'opérer pour son propre compte. Il obtint quelques adhérents, grâce au patronage de Si Ahmed ben Arous, marabout vénéré en Kabylie ; mais, battu et traqué par le général Bedeau, il se réfugia dans le Djebel Ahmour, entre les provinces d'Alger et d'Oran, où il exerça la noble profession de coupeur de routes et de voleur de grand chemin. On le revit en Kabylie vers 1850, et il se mit à prêcher la guerre sainte ; fort mal reçu, il se rendit dans la tribu des Beni-Melikeuch dont le territoire se trouve en face du village actuel de Tazmalt dans la vallée de l'oued Sahel. Les Beni-Melikeuch, perpétuellement insoumis, donnaient asile à tous les mécontents du pays, et accueillirent assez bien Mouley-Brahim ; mais celui-ci n'ayant jamais obtenu le moindre succès et s'étant fait battre à plusieurs reprises, les Beni-Melikeuch se rallièrent à un nouveau chérif, Bou-Baghla, le plus célèbre de tous les agitateurs kabyles.

Mouley-Brahim était un homme d'une quarantaine d'années, d'un extérieur assez doux, ayant plutôt les allures d'un marabout que d'un chef de bande. Ce qui l'empêcha de réussir, c'est qu'on lui reprochait d'être à la remorque des gens entreprenants qui faisaient de lui leur instrument. Le plus dangereux d'entre eux était un nommé Si El Djoudi, devenu plus tard bach-agma du Djurjura, et qui était un véritable lanceur de chérifs.

Un de ces derniers, Si Mohamed el Hachemi, parut dans la région du Djurjura en 1849 ; mais il n'eut pas à exercer longtemps sa profession. Dès les premiers jours, il fut attaqué par le goum du fameux lieutenant Beauprêtre ; un gommier, le croyant invulnérable aux balles, le saisit à bras-le-corps dans la mêlée et le poignarda. Un autre chérif, qui se décorait du nom de Mohamed ben Abdallah, et qui lui aussi passait pour invulnérable, entraîna quelques Kabyles à l'attaque du village d'Indjerdjera ; mais ses partisans, ayant été repoussés avec perte, se mirent à l'insulter et à le

frapper. Dans la bagarre, il reçut un coup de sabre, ce qui ne convainquit personne de son invulnérabilité. Ce personnage disparut et l'on n'entendit plus parler de lui.

Bou-Baghla (prononcez Bou-Bar'la) était un aventurier sur lequel ont couru toutes sortes de bruits ; les uns le croyaient marocain, d'autres en ont fait un ancien spahis de l'escadron de Miliana, d'autres un évadé du bagne de Toulon. Toujours est-il qu'il parut en 1849 aux environs d'Aumale ; il allait de marché en marché, se disant thaleb et écrivant des talismans qui guérissaient de nombreuses maladies et préservaient de tous les maux présents et à venir. C'était un homme d'apparence assez vulgaire, mais de physionomie intelligente. Dans ses excursions, on le voyait presque toujours monté sur une mule, ce qui, dans le pays, lui fit donner le sobriquet de Bou-Baghla (l'homme à la mule).

En fabriquant des talismans et en exerçant le métier de devin, Bou-Baghla n'avait que le désir de circuler dans les ksour pour donner à l'insurrection, qui existait en permanence chez les tribus limitrophes de la Kabylie, un nouvel essor. Il fut accueilli à bras ouverts par la remuante tribu des Beni-Melikeuch, fatiguée de Mouley-Brahim, ce chérif soliveau dont nous venons de parler. Par ses allures décidées et ses discours entraînants, Bou-Baghla se fit immédiatement de nombreux partisans, à la tête desquels il alla attaquer le camp du lieutenant Beauprêtre, placé avec un petit goum au lieu où s'élève aujourd'hui le bordj des Beni-Mançour. Les insurgés se sauvèrent en désordre après un échange de coups de fusil ; mais M. Beauprêtre, ne se sentant pas en force, recula dans la direction d'Aumale.

Bou-Baghla réussit à convaincre les Beni-Melikeuch que cette échauffourée (elle eut lieu le 1^{er} mars 1851) était une grande victoire ; il fallait n'être vraiment pas difficile. Le chérif fut reçu en triomphateur, et, pour la première fois, déclara modestement qu'il était le véritable Mouley-Sâa, invulnérable par la volonté de Dieu, le Moha-

med ben Abdallah annoncé par les prophéties, chargé de pousser les Français à la mer. L'allégresse fut universelle, et Bou-Baghla, ayant offert de prouver son affirmation, demanda à quelqu'un de l'assistance de décharger son arme sur lui ; seulement quelques braves compères firent comprendre aux Beni-Melikeuch que le premier qui tenterait une épreuve aussi offensante pour l'envoyé de Dieu serait écharpé sur l'heure. On se le tint pour dit.

Notre chérif portait sur lui, disait-il, un talisman qui le rendait invulnérable, mais à la condition de se parfumer avant le combat, de réciter certaines formules magiques et de ne se laisser approcher par aucun profane. Il y avait encore bien d'autres conditions pour que ce fameux talisman conservât sa vertu ; elles s'enchevêtraient si bien que lorsqu'il était blessé, et il le fut plusieurs fois, il avait toujours de bonnes raisons à donner pour expliquer qu'il avait forcément été vulnérable ce jour-là.

Comme tous ses pareils, Bou-Baghla ne dédaignait pas un peu de jonglerie ; il tenait à faire croire qu'il avait le don des miracles. Un de ses tours favoris consistait à transformer le papier en argent. Il découpait avec des ciseaux, autour d'une pièce d'argent, autant de ronds de papier qu'il voulait reproduire de pièces. Puis il les jetait dans un creuset, ajoutait des herbes, des parfums, des ingrédients plus ou moins bizarres, bouchait le tout, plaçait le creuset sur un fourneau et commençait ses invocations. On trouvait toujours dans le creuset le nombre de pièces voulu. Le secret de cette comédie était que Bou-Baghla s'entendait on ne peut mieux à fabriquer de la fausse monnaie. Les Kabyles étaient enchantés de ces petits procédés, qui les dispensaient de fournir des subsides à l'insurrection.

Nous ne nous égarerons pas dans le récit des opérations militaires qui furent entreprises contre le chérif Bou-Baghla de 1851 à 1855. Son premier adversaire fut le terrible Beau-père, officier attaché aux affaires arabes ; les autres

s'appelèrent d'Aurelles de Paladine, Camou, Bosquet. Dans une de ces expéditions contre le tenace agitateur, les généraux Camou, Péliissier et Bosquet furent envoyés contre lui, le premier à l'est, le second à l'ouest, le troisième au sud de la Kabylie ; en 1854 et en 1855, le gouverneur général Randon fut obligé d'expéditionner en grande Kabylie avec le commandant de la province de Constantine.

L'expédition de 1855 fut particulièrement pénible ; la colonne française, pour sortir d'un pâté de montagnes où les Kabyles de Bou-Baghla la cernaient, dut sacrifier les zouaves du commandant Dupin de Saint-André. Ceux-ci se préparaient déjà à bien mourir, quand ils furent sauvés par Ben Ali Chérif, le chef religieux de Chellata près d'Akbou, qui eut assez d'influence sur les Kabyles pour leur faire cesser le feu. Dans la répression d'un mouvement chez les indigènes du cercle de Bougie, une petite colonne eut à subir une effroyable tourmente de neige et faillit périr tout entière. Les vieux soldats de l'armée d'Afrique parlaient encore il y a quelques années de la fameuse colonne de la neige du général Bosquet. Ces malheureux eurent leurs petites tentes enfouies par la tempête ; le général dut prescrire des travaux de déblaiement et faire courir les hommes et les animaux en cercle pour les dégourdir. Les tentes, malgré tout, disparurent sous la neige ; c'est à peine si l'on apercevait celles des officiers, beaucoup plus hautes. Coûte que coûte, le général Bosquet voulut que le camp fût levé. Les convois de vivres n'avaient pu arriver ; il fallut se mettre en route sans avoir mangé. Les hommes n'avaient pas la force de porter leurs sacs ; on dut les abandonner avec tout le matériel de campement. En tête, marchaient des sapeurs du génie conduits par le capitaine Faidherbe, le futur commandant en chef de l'armée du Nord en 1870 ; avec des efforts inouïs, ils ouvraient au fur et à mesure la piste que les soldats de la colonne suivaient un à un. Le défaut d'alimentation, la fatigue, le froid intense, portaient parmi ceux-

ci le trouble et la démoralisation ; on vit des hommes, le soir de la première marche, briser leurs fusils, ramasser le bois des crosses, et en faire du feu. Beaucoup tombèrent asphyxiés ou perclus. Le général Bosquet marchait le dernier de tous ; admirable d'énergie, il faisait relever les malades, et prodiguait à ceux qui allaient faiblir des paroles d'encouragement.

A la première nouvelle du désastre, la population civile de Bougie, faisant preuve de l'élan le plus généreux, sortit en masse avec tous les animaux et les charrettes qu'elle put se procurer et prodigua les soins les plus empressés aux éclopés. A l'arrivée en ville les habitants s'emparèrent de tous les soldats et chaque maison fut convertie en ambulance. Plus de trois cents hommes eurent les membres gelés et beaucoup manquèrent à l'appel. Fait à remarquer, les tribus kabyles, parmi lesquelles on venait d'opérer et qui étaient à peine soumises, se conduisirent aussi bien qu'auraient pu le faire des tribus dévouées et ralliées de longue date ; fermant l'oreille aux conseils des fanatiques répétant partout que le malheur qui avait frappé la colonne était le signe d'une intervention céleste, elles ramenèrent à Bougie quantité de soldats égarés et recueillirent chez elles ceux qui n'avaient pas la force de marcher. Si elles l'avaient bien voulu, elles eussent détruit la colonne Bosquet ; il est vrai que le châtiment eût été terrible (1).

Bou-Baghla se tint sur la réserve pendant de longs mois à la suite des opérations du général Bosquet ; il fut même obligé de vendre les chevaux de ses cavaliers et de disperser ceux-ci dans les tribus pour les faire vivre. Le lanceur de chérifs Si Djoudi, ne le trouvant pas assez docile à ses volontés, alla se soumettre à Beauprêtre, chef du bureau arabe de Dra-el-Mizan. Dès lors Bou-Baghla vit ses petites affaires dérangées ; tout appui lui faisait défaut.

(1) Le désastre de la colonne Bosquet ne saurait être comparé à celui qui atteignit dans le Bou-Thaleb, en 1846, la colonne Levasseur. Celle-ci rentra à Sétif laissant derrière elle 208 morts ; on constata 532 cas de congélation.

Cependant l'actif Beauprêtre ne lui laissait ni trêve ni repos. Il vint un jour menacer, avec son goum, la tribu des Ouadias qui avait donné asile au chérif; celui-ci fut contraint de se battre et eût été pris si le goum n'avait pas manqué de résolution. Il ne faut pas s'étonner si les contingents indigènes ne manifestent pour notre cause qu'un enthousiasme tout à fait modéré : nous en dirons plus tard la raison. Dans cet engagement avec le goum du capitaine Beauprêtre, Bou-Baghla fut grièvement blessé et resta plusieurs jours entre la vie et la mort. Il expliqua sa mésaventure aux Kabyles en disant que sa femme était entrée dans son gourbi pendant qu'il préparait son talisman et que le premier qui avait fait feu sur lui était envoyé par Iblis (le diable), et avait glissé dans son fusil une balle en or. On feignit de le croire; mais chacun douta fortement de la mission divine conférée à un chef qui se faisait blesser tant de fois alors qu'il était convenu que ses semblables étaient invulnérables.

Ce chérif avait deux femmes légitimes, outre une mulâtresse qui le suivait partout et qu'il avait enlevée dans les environs de Bougie; ses deux épouses restaient dans leurs tribus, le mariage qu'il avait contracté avec elles étant tout à fait politique. La première fut une nommée Fatma bent Sidi Yahia ben Aïssa, qui habitait avec ses frères, dont l'aîné, Si el Atreuch ben Aïssa, était chef de la fraction des Ouled Sultan dans la tribu des Adaouras. Il se maria une seconde fois à Yamina bent Hammou, de la tribu des Beni-Abbès. C'était le moyen d'avoir des parents un peu partout.

Un beau jour, cette Yamina, qui habitait avec le deuxième mari de sa mère (Amar ben Mohamed), vint raconter à Bou-Baghla que celui-ci avait cherché à la détourner de ses devoirs en lui offrant cent douros. Transporté de colère, il se rendit chez les Beni-Abbès, et, en pleine djemmaa (sorte de conseil municipal), tira un coup de pistolet sur son beau-père. Amar ne fut que blessé; mais les Beni-Abbès trouvèrent très mauvais qu'un chérif dont la mission divine

était fort discutée se permit de venir tirer des coups de pistolet chez eux. Ils le chassèrent de leur pays, lui disant de garder ses colères pour les chrétiens. Dégoûté de sa profession, il écrivit au capitaine Beauprêtre pour lui demander l'aman, et lui offrir la soumission de tout le pays entre Akbon et Aumale; ses lettres restèrent sans réponse, car Beauprêtre lui avait fait savoir que l'autorité française n'acceptait pas de traiter avec lui et exigeait qu'il se rendît à discrétion.

Les affaires de Bou-Baghla baissèrent tellement que les Beni-Melikeuch, cette tribu qui deux ans auparavant l'avait accueilli à bras ouverts, ayant eu quelques prisonniers dans une affaire, répondirent par un refus à son offre d'aller délivrer ceux que la fortune de la guerre avait trahis, disant qu'ils n'étaient plus dupes de sa jactance. Dégoûté des Beni-Melikeuch, le chérif franchit la chaîne du Djurjura et alla s'établir chez les Beni-Idjer, s'y fit construire une habitation et y vécut en paix pendant quelques mois. Tout à coup éclata la guerre d'Orient; l'armée d'Afrique envoya en Turquie et en Crimée une grande partie de ses effectifs et quantité de postes que nous occupions furent désarmés.

Il se remit alors à prêcher la guerre sainte, annonçant que les musulmans n'avaient plus qu'un tout petit effort à faire pour jeter les Français à la mer. Comme les troupes étaient peu nombreuses, il fallut dans les premiers moments recourir aux goums; l'un d'eux, commandé par le capitaine Wolff (1), eut avec ses contingents une rencontre dans laquelle le chérif vit son cheval tué sous lui et fut blessé au-dessus de l'œil gauche. La situation de l'agitateur devint de moins en moins enviable; pendant sa maladie, les Kabyles le laissèrent à peu près mourir de faim.

Le gouverneur général Randon ayant pu organiser une grosse colonne à la tête de laquelle il pénétra dans le pays, Bou-Baghla déclara d'abord que malgré sa blessure

(1) Chef du bureau arabe de la subdivision d'Alger, aujourd'hui commandant le 7^e corps d'armée à Besançon.

il se mettrait à la tête de ses fidèles pour exterminer les Français ; mais cette fanfaronnade ayant eu très peu de succès, il préféra fuir, et se réfugia d'abord chez les Beni-Ienni, puis chez les Beni-Melikeuch. Il fut mal accueilli ; on le trouvait gênant, et, sans les lois sacrées de l'hospitalité kabyle, on l'aurait livré aux Français. Les Beni-Melikeuch prièrent les Beni-Idjer de le laisser revenir habiter la maison qu'il avait fait construire dans leur pays ; pour toute réponse ceux-ci la détruisirent. Le prestige du chérif était tellement tombé que les Beni-Melikeuch poussaient l'irrévérence jusqu'à jeter des pierres sur sa tente pendant la nuit. Tout n'est pas roses dans le métier de prophète. Après avoir vendu ce qu'il possédait, armes, chevaux et mulets, Bou-Baghla en arriva à faire des tours de prestidigitation sur les marchés.

Cet aventurier conserva avec lui quatre fidèles. Un jour, à la tête de cette armée peu imposante, qui servait d'avant-garde à une cinquantaine de voleurs de profession des Beni-Melikeuch, il eut l'idée de faire un coup de main sur les Beni-Abbès qui labouraient dans la plaine de l'Oued Sahel en avant du bordj de Tazmalt. Cette vaillante troupe enleva deux paires de bœufs, et, satisfaite, se mit en devoir de regagner ses montagnes. Mais à Tazmalt se trouvait précisément un goum qui avait pour mission d'escorter le capitaine Delettre, chef du bureau arabe divisionnaire de la province de Constantine ; ce goum monta aussitôt à cheval et se lança à la poursuite de l'ex-chérif et de ses gens, retardés dans leur fuite par les travaux d'irrigation que les Beni-Abbès avaient entrepris pour faciliter leurs labours. Les cavaliers du goum, en arrivant sur Bou-Baghla qui marchait en arrière de sa petite troupe, lui envoyèrent une volée de coups de fusil ; il jugea alors à propos de quitter sa monture et de se jeter dans un ravin boisé où les chevaux ne pouvaient le suivre. Mais un gommier nommé Bou-Mezrag (l'homme à la lance) mit pied à terre à son tour, se lança dans les broussailles pour le poursuivre, et d'une balle lui

fracassa la jambe. Trois autres goumiers arrivèrent et se jetèrent sur lui pendant qu'il se traînait dans le ravin. Il demanda la vie sauve, assurant qu'il y aurait plus de profit pour les Beni-Abbès de l'avoir vivant que mort; mais Bou-Mezrag, sans daigner l'écouter, lui trancha la tête.

Cette courte histoire du chérif Bou-Baghla pourrait être intitulée : Grandeur et décadence d'un chérif.

IV

Cette race de chérifs (1) durera en Algérie aussi longtemps que la bêtise humaine.

L'arabe, avons-nous dit souvent, est crédule à l'excès; il n'est pas de jonglerie, si grossière qu'on la suppose, qui ne soit acceptée par lui comme un miracle. Il n'est pas de chérif ayant appris quelques tours d'escamotage qui, aux yeux du vulgaire, n'ait passé ou ne passe encore pour un être privilégié ayant reçu les pleins pouvoirs du Tout-Puissant. Le fatalisme musulman donne une explication à toutes choses, et se traduit inévitablement par la formule : *Rien n'arrive sans la permission de Dieu*.

On a cru longtemps qu'il fallait détruire les zaouïas des ordres religieux qui avaient fomenté une insurrection; nous pensons que le remède serait pire que le mal.

Le colonel de Négrier a eu tort, dans l'insurrection du sud oranais (1881-1882), de saccager le tombeau de Sidi Cheikh; la translation des restes de ce saint révérend de l'islam, sous le canon de la redoute de Géryville, a donné lieu à une de ces profanations que les Arabes ne pardonnent jamais. Ce n'est pas impunément que l'on se joue des objets de la vénération d'un peuple profondément attaché encore à ses croyances et persistant dans ses rancunes. Chaque fois que

(1) Le pluriel de *chérif* est exactement *cheurfa* en arabe.

le châtement a frappé des congrégations religieuses en Algérie, nous avons eu la preuve qu'il ne faisait que fortifier les collectivités que nous avions la prétention d'atteindre.

Fort heureusement, les ordres religieux musulmans sont rarement unis, comme les tribus arabes, du reste ; cela explique pourquoi, depuis Abd-el-Kader et Bou-Maza, les insurrections algériennes ont été généralement restreintes. La révolte se localise presque toujours dans la contrée où domine l'ordre religieux qui met le chérif en avant et lui prête son appui matériel et moral. Encore la confrérie se fractionne-t-elle souvent, et une parfaite harmonie ne règne pas toujours entre les différentes fractions. Telle portion provoque une levée de boucliers dans l'ouest ; telle autre, à l'est, obéissant à une influence rivale, reste en paix.

Il n'est pas de fou, il n'est pas d'illuminé, appartenant soit à des ordres religieux, soit à des associations ou confréries, qui ne se réveille un beau matin avec la vocation de chérif, et la conviction que Dieu lui a fait part de son désir de voir les Français expulsés d'Algérie. Le nombre d'imposteurs arrêtés jadis par l'autorité militaire est incalculable ; aujourd'hui, la tâche est plus facile : le chérif est usé, et les Arabes commencent à le mépriser. Bou-Zian, Bou-Baghla, Mouley-Brahim et autres agitateurs qui ont surgi pendant la période troublée de la révolution de 1848, ont depuis fait place à de vulgaires intrigants, dont beaucoup ne tenaient nullement à voir éclater une insurrection ; celle-ci eût dérangé leurs spéculations, car il s'agissait surtout, pour eux, de vivre le plus longtemps possible aux dépens des naïfs qui s'attachaient à leurs pas et prêtaient l'oreille à leurs divagations.

Ils n'étaient d'ailleurs pas fort dangereux ; pauvres hères, la plupart du temps, ils se résignaient à aller en prison où ils trouvaient au moins le vivre et le couvert. Mais les chérifs convaincus de leur mission providentielle et qui refusaient d'écouter les propositions des personnalités remuantes avides d'avoir entre les mains un instrument

de troubles, créaient parfois de sérieuses difficultés. Avec un peu d'adresse, ils opéraient quelques soi-disant miracles, toujours admis sans conteste par des populations ignorantes et crédules ; des compères dévoués, ainsi que nous l'avons vu par le coup de pistolet tiré sur Bou-Maza, les secondaient puissamment. Souvent encore, ces charlatans faisaient croire à leur vocation par l'exposé d'un songe où apparaissait inévitablement le fondateur de la religion musulmane ; afin de varier, Mahomet était parfois remplacé par l'ange Gabriel, voire par Dieu lui-même. Ce récit trouvait rarement des incrédules, car le narrateur, sur lequel était tombée la révélation d'en haut, avait généralement soin de se faire précéder de quelques missives apportées par des gens qui disparaissaient aussitôt.

Frappé un jour de l'incroyable crédulité des Arabes, et désireux de les éclairer, Napoléon III envoya en mission près d'eux le fameux Robert-Houdin. Celui-ci entreprit de leur dévoiler certains tours de passe-passe à l'usage des chérifs. On a dit qu'il n'est de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ; les indigènes se refusaient à l'évidence, non par parti-pris, mais parce que leurs cerveaux, épris de merveilleux, ne pouvaient comprendre. Ainsi Robert-Houdin laissa tirer cent fois sur lui, montrant de quelle façon il s'y prenait pour escamoter la balle et faisant exécuter le tour d'escamotage par quelques hommes adroits ; il ne put parvenir à démontrer que les chérifs ne procédaient pas autrement. En 1860, un prestidigitateur nommé Bosco, s'étant avisé, sur le marché de Constantine, de casser des œufs dont il extrayait des louis, tous les Arabes voulurent en faire autant ; la nouvelle se répandit au loin, et le pays fut bientôt couvert d'omelettes.

L'autorité a toujours eu la plus grande peine, et cela se comprend, à distinguer entre les mystiques inoffensifs qui seraient désolés de voir éclater un mouvement insurrectionnel, et les imposteurs se préparant à jouer sérieusement leur rôle et à prêcher la guerre sainte. Comme le dit fort

bien notre ami le commandant Rinn (1) : l'administration est dans l'alternative continuelle ou d'intervenir trop tard, et quand le mal est fait, ou d'arrêter trop tôt, et quelquefois injustement, de pauvres diables qui n'ont commis aucun délit réel.

Les fanatiques qui essayèrent de surprendre la redoute de Sidi bel Abbès, en 1845, étaient tous affiliés à la confrérie religieuse des Derkaouas ; derkaoua El Fadel, qui vint provoquer le général Cavaignac à Tlemcen, en se faisant passer pour le précurseur de Jésus-Christ ; derkaoua Bou-Maza, derkaoua Bou-Baghla. Empruntons quelques détails sur cette secte au beau livre du commandant Rinn.

Le fondateur des Chadelyas, appelés Derkaouas dans la province d'Oran et au Maroc, se nommait Tadj-Eddin Abou el Hassen-Ali ben Atha-Alla ben Abd el Djebbar-ech Chadeli. Ses deux précurseurs furent Abou-Median, qui peut être considéré comme le plus ancien chef des ordres religieux mystiques répandus en Algérie et qui vulgarisa dans ce pays les principes du grand saint Abd-el-Kader el Djilani, et le marocain Ben-Machich ; ce dernier forma Chadeli à son école. Celui-ci, né aux environs de Ceuta, alla s'établir en Tunisie, dans une caverne dont il fit un ermitage bientôt célèbre. Ayant porté ombrage, par sa popularité, aux autorités tunisiennes, il dut se fixer en Egypte. La légende prétend qu'à sa prière l'ange Gabriel punit le cadi tunisien qui l'avait fait expulser, en prescrivant que sa tombe devînt un lieu d'immondices ; le miracle, disent les Chadelyas, dure encore, car les descendants du cadi ont beau nettoyer cette tombe, elle est toujours, le matin, couverte d'ordures et de fumier. La sainteté de Sid Chadeli lui attira un grand nombre de disciples ; comme preuve de cette sainteté surnaturelle, les Chadelyas racontent qu'un jour, l'air ayant été obscurci par des nuées d'hirondelles voltigeant autour du maître, celui-ci aurait répondu à ceux qui

(1) *Marabouts et Khrouan.*

lui demandaient ce que signifiait la présence de ces oiseaux :

« — Ce sont les âmes du purgatoire qui viennent participer aux bénédictions célestes dont Dieu m'a comblé. »

Deux légendes circulent dans l'islam sur la mort de Chadeli. La légende arabe raconte que, pour faire son pèlerinage annuel de la Mecque, il avait l'habitude de passer par la Haute-Egypte et l'Hedjaz. La dernière année du pieux voyage, il dit à son serviteur Omar :

« — Prends une pioche, un panier, des aromates, et tout ce qu'il faut pour ensevelir un mort.

« — Pourquoi cela, ô mon maître ? dit le serviteur.

« — Tu le sauras à Homaithira », répondit Chadeli.

Homaithira se trouve dans la Haute-Egypte, entre le Nil et la mer Rouge.

Arrivé à cet endroit, le saint fit ses ablutions, puis se prosterna pour prier, et Dieu le rappela aussitôt à lui. Près de Homaithira se trouvent des puits d'eau douce appelés Biar-Chadelya (1), rendez-vous de nombreux pèlerins.

D'après la légende turque, en se rendant à la Mecque par Souakim, Chadeli dit à son serviteur Omar, en lui montrant un point situé entre la montagne d'Ebreck et celle des Emeraudes :

« — C'est ici que je mourrai ; après ma mort, fais tout ce que te dira une personne voilée que tu verras venir. »

La personne voilée se présenta au serviteur et se mit à creuser le sol. Au même instant, l'eau apparut *par la permission de Dieu*, et Omar, lavant le corps de son maître, l'enterra. Chadeli était sous terre, quand le personnage mystérieux souleva son voile ; ô surprise ! c'était le saint lui-même qui lui remit une boule, en lui enjoignant de ne s'arrêter que lorsque celle-ci resterait sans mouvement.

La boule conduisit Omar jusqu'à Moka ; là, elle s'arrêta, et le serviteur se construisit une cabane où il demeura quelque

(1) *Biar*, pluriel de *Bir* (puits).

temps, faisant, toujours avec la permission de Dieu, surgir de l'eau là où il n'y en avait pas auparavant. Une épidémie se déclara et Omar se mit à guérir les malades ; mais il mécontenta le roi qui l'exila avec quelques disciples sur le mont Oursah. Il s'y nourrit, lui et les siens, de café bouilli dans une marmite ; les habitants de Moka furent alors attaqués par la gale, et ceux d'entre eux qui s'adressèrent à lui guérirent en absorbant sa boisson favorite.

Le nom de Chadeli est devenu populaire dans tout le Moghreb (l'ouest, par rapport à la Mecque, c'est-à-dire l'Afrique du nord). Les adeptes des doctrines mystiques de ce personnage forment trois branches principales : Madanya en Tripolitaine, Chadelya en Tunisie et dans les provinces de Constantine et d'Alger, Derkaoua dans celle d'Oran et au Maroc. Un des successeurs de Chadeli, Mohamed ben Brahim, refusa son concours à Abd-el-Kader quand cet ambitieux essaya d'édifier en face de la puissance française une nationalité arabe ; aussi bien que le marabout Tedjini d'Aïn Mahdi, le chef des Derkaouas entrava les projets de l'émir, et fut, inconsciemment peut-être, un de nos meilleurs auxiliaires. Les Derkaouas n'approuvaient pas toujours leur chef dans son effacement systématique et son horreur calculée de la politique ; d'un autre côté, ils ne se souciaient pas de voir s'implanter dans le pays une royauté théocratique en la personne du fils de Mahi-Eddin ; on l'a vu par l'histoire des tentatives, peu sérieuses, faites sur Sidi bel Abbès et Tlemcen. Détail à noter : à Sidi bel Abbès, l'autorité militaire fut prévenue du complot par un derkaoua des plus austères.

Le mulâtre Moussa, qui fut le lieutenant de Bou-Zian à Zaatcha, était un derkaoua ; il ne put s'entendre avec Abd-el-Kader auquel il prétendait défendre l'entrée de Médéa. Battu par l'émir, il se réfugia dans le sud et essaya d'entraîner contre nous la grande tribu des Ouled-Naïl ; chassé de ce territoire par le général Yusuf, il se retira pendant quelque temps en Kabylie où il joua au chérif. Les Kabyles

n'ayant pas eu confiance en lui, il se mit à errer dans le sud, et, quand il apprit le soulèvement de Zaatcha, il vint se mettre à la disposition de Bou-Zian.

La branche tripolitaine, celle des Madanya (les Derkaouas de l'est) qui a son chef-lieu à Tripoli même, est tout à fait dans la main des Turcs ; elle prêche ouvertement, avec l'approbation de ses protecteurs, l'union de tous les musulmans pour l'expulsion des chrétiens de l'Afrique ; de fait, ces derkaouas ne sont que des instruments. Ali ben Khalifa, l'agitateur de Tunisie, le défenseur de Sfax en 1881, était un de leurs adeptes. Les Snoussi sont indépendants et ne veulent pas recevoir leur mot d'ordre de Constantinople comme leurs confrères de la Tripolitaine ; ils ont toujours été rebelles à l'autorité du sultan ; *Snoussi*, pour un Turc, est synonyme de *révolté*, d'*énergumène*. Habillés de haillons on reconnaît les Derkaouas à leurs guenilles d'abord, ensuite à leurs colliers de coquillages. Somme toute, ce sont des administrés peu souples, des êtres insociables, ennemis nés de tout pouvoir temporel quelconque.

V

Toute cette agitation kabyle, qui durait depuis 1840, commençait à devenir singulièrement inquiétante vers 1851. Bou-Baghla, affaibli et déconsidéré, s'était retiré dans l'intérieur de la grande Kabylie. Devait-on l'y poursuivre et commencer la conquête de cet immense pâté montagneux devant lequel avaient successivement échoué les Romains, les Vandales, les Byzantins, les Arabes et les Turcs ? Pour cela, il fallait une expédition colossale, et l'état de trouble où se trouvait la France ne laissait pas au gouvernement général de l'Algérie le sang-froid nécessaire pour la préparer. On résolut premièrement de briser le faisceau des confédérations kabyles en soumettant la Kabylie orien-

tale ; ensuite de conquérir le désert. Nous terminerons ce chapitre en racontant l'histoire des opérations du général Saint-Arnaud dans le triangle montagneux compris entre Collo (El Koull des Arabes), Milah et Djigelly, et celle de Pélissier à Laghouat.

Les tribus de la Kabylie orientale n'avaient jamais été soumises ; de même que, de la place du gouvernement à Alger, on pouvait voir presque à l'œil nu les villages insoumis de la grande Kabylie ; de même, de Constantine, on apercevait la fumée des villages de la petite Kabylie (1). Les populations de cette âpre région n'avaient pas encore, comme celles des environs d'Alger ou d'Aumale, fait l'épreuve de la supériorité de nos armes ; on avait entamé le pays par l'ouest, il fallait l'entamer par l'est. Les tribus entre Milah, Djigelly et Collo étaient très fières d'avoir, en 1808, anéanti une armée turque ; elles ne formaient pas, comme en grande Kabylie, un ensemble de petites républiques hostiles les unes aux autres, et vivaient assez unies entre elles. « Au jour de l'attaque, disait un vieux turc au capitaine de Castellane, la volonté de tous se réunit dans le çoff (alliance). Les tribus se fondent dans les tribus, les chefs dans les chefs, et un seul est proclamé le *maître de la mort* ; il fixe le combat et fixe le bras. Je te le dis, la poudre est abondante, les défenseurs nombreux : dès que l'enfant peut soulever un fusil, il est inscrit au rang des défenseurs et doit son sang jusqu'à ce que la vieillesse fasse trembler sa main. Les chefs, commis par tous, veillent à ce que les armes soient toujours en bon état. *A l'heure de la poudre*, les plus jeunes prennent leurs bâtons noueux ; ils achèvent l'ennemi, lancent les pierres et emportent les blessés. Les femmes elles-mêmes, dans le combat, excitent les hommes de leurs cris et de leurs chants ; car, chez les Kabyles, la femme doit oser et souffrir autant que son mari, et si le cœur de l'un d'eux faiblit, et qu'il vienne à prendre la fuite,

(1) La petite Kabylie est beaucoup plus étendue que la grande. Cette dernière dénomination provient de la hauteur des montagnes.

elle le marque au haik d'une marque de charbon. La flétrissure s'attache désormais aux pas du lâche. Non, jamais tu n'auras entendu tant de poudre; jamais tu n'auras franchi de semblables montagnes; mais, s'il plaît à Dieu, tu en reviendras, car il est le maître des événements. »

Et le vieillard ajouta :

« Chaque arbre porte son fruit; la plante qui fleurit près de la fontaine meurt desséchée sur la pente de la colline. La montagne a des rochers, la montagne a des Kabyles; dans la plaine, tu trouveras le blé, les troupeaux aux riches toisons, et l'arabe pour l'habiter. Les deux races sont différentes; le son de leur bouche n'est pas le même... Le flanc des montagnes kabyles est garni de villages bâtis à l'abri d'un coup de main; les hommes ont la bravoure dans le cœur, l'œil exercé et un bon fusil. »

Pressé par le capitaine de Castellane de lui raconter l'histoire du désastre de l'expédition turque en 1808, le narrateur continua :

« Mes moustaches sont grises; bien des fois depuis elles ont été noircies par la poudre, et pourtant jamais je n'ai vu une journée aussi terrible. Quand le souvenir de cette heure me revient en mémoire, les autres combats auxquels j'ai assisté ne sont que des jeux d'enfants.

« C'était un homme puissant qu'Osman-bey; c'était un *maître du bras*. Un jour de poudre, la balle d'un fusil lui avait brisé l'œil droit; mais sa pensée guidait l'autre et courbait les fronts. Il était le digne fils du bey Mohamed le Grand, qui, dans l'ouest, chassa les gens d'Espagne de la place d'Oran. Après avoir gouverné l'ouest et éprouvé la disgrâce du pacha, il fut envoyé à Constantine, où il commanda dans la force et le bien. Durant ce temps, se formait dans la montagne la nuée de l'orage; chez les Beni-Ouelban, non loin de la mer, était venu un homme ayant le nom de Bou-Daïli; il arrivait d'Egypte et faisait partie de cette secte qui a la haine du chef. C'était un de ceux que l'on nomme *Derkaouas*, soit à cause des lambeaux qu'ils

portent, soit parce qu'ils affectent de tirer les paroles du fond du gosier. Cet homme appelait les montagnards à l'attaque contre les Turcs, leur promettant le succès, le partage des biens et la domination du pays, la ville de Constantine une fois prise. Ses paroles se glissèrent si avant dans leur cœur que, tandis que le bey Osman était parti vers le sud pour châtier les Ouled-Derradj, Bou-Daïli emmena vers la ville douze mille des gens de la montagne. Mais l'heure de l'abaissement des Turcs n'était pas encore arrivée : nos canons *brisèrent les attaques* des Kabyles, et le bey, revenu en toute hâte, trouva la plaine balayée de ces corbeaux.

« Lorsque le messenger, porteur de la mauvaise nouvelle, fut arrivé à Alger, le divan en prit connaissance, et le pacha répondit : « Tu es bey de cette province, Osman ; le chérif
« a paru dans la circonscription de ton commandement ;
« il est de ton devoir de marcher contre lui en personne,
« de tirer vengeance de son agression, de l'attaquer par-
« tout où il sera, et de le tuer ou de le chasser du pays. »
Le bey lut cette lettre et réunit en conseil les grands et les puissants. Tous furent d'avis qu'il fallait user de patience, afin d'obtenir par la ruse ce qu'il était dangereux de demander à la force : on n'attaquait pas la bête fauve dans la tanière, on attendait qu'elle descendît dans la plaine. Mais le cœur du bey était trop grand pour s'abaisser à la crainte, et il dit : « Mon père se nommait Mohamed le
« Grand ; moi, je suis Osman. Le pacha a parlé, j'irai. Tenez-
« vous prêts au départ. »

« Aussitôt avis fut donné à toutes les milices que le bey allait brûler la poudre sur la montagne. C'était un beau spectacle, je te le dis, que ce départ de tant de braves soldats. En tête, marchait le bey ; à droite et à gauche, un peu en avant de lui, ses quinze *chaous* écartaient la foule qui se pressait pour baiser son étrier d'or. Malgré les coups de bâton, elle était si serrée, que le poitrail du grand cheval noir la coupait comme le couteau coupe la chair. Derrière

flottaient les sept drapeaux du bey, puis venait sa musique retentissante, les officiers de sa maison avec de brillants harnachements, suivis d'une cavalerie nombreuse. Son plus ferme appui, les compagnies turques au cœur de fer, fermaient la marche. Le premier jour où le bey entra dans la montagne, la poudre parla peu ; les Kabyles méditaient la trahison, ils attendaient l'heure et le moment. Lorsque nous arrivâmes à l'Oued Zour (1) jamais nos pieds n'avaient franchi ravins si difficiles, et plus d'un mulet avait roulé le long des pentes. Ils nous attendaient là, cachés, presque tous, dans les bois épais qui entourent une vallée dont le terrain de boue cède sous le pied de l'homme. Des envoyés des tribus arrivèrent au camp. — Pourquoi la poudre parlerait-elle plus longtemps ? disaient-ils. Un étranger était venu parmi eux et avait égaré leurs cœurs ; mais, puisque le bey ne venait point les arracher à leurs coutumes et ne demandait que la tête du coupable, pourquoi se querelleraient-ils ? Refusait-on jamais d'enlever l'épine d'une plaie ? la guérison n'en est-elle pas la suite ? Donne-nous une partie des tiens, disaient-ils au bey ; car Bou-Daïli est retranché dans un endroit plein de forces, et nous le ramènerons à ton camp, où tes *chaous* agiront selon tes ordres.

« Le jour de la mort s'était déjà levé pour le bey Osman et voilait son regard d'aigle ; il crut à la vérité de ces paroles. La moitié de ses fidèles partit par son ordre, et marcha, pleine de confiance, vers l'embuscade. De notre camp, leurs derniers cris furent entendus. Les Kabyles venaient de s'élancer sur eux comme la bête fauve s'élance de sa tanière. Alors Osman sentit battre son grand cœur, et bondit pour aller à leur secours. Nous suivions ses pas. Il coupa à travers la vallée, croyant trouver un chemin, mais le terrain s'affaiblissait sous nos pas. Les Kabyles, à ce moment, accoururent le long de chaque pente, et leurs longs fusils faisaient pleuvoir les balles ; la grêle, au jour

(1) Entre Collo et Djigelly.

d'orage, tombe moins serrée. Nous étions abattus comme l'herbe, et celui qui était tombé ne pouvait plus se lever. Osman, debout sur ses étriers, semblait les défier de sa haute taille, et son regard portait la menace ; leurs balles s'écartaient de lui. Avec quelques cavaliers, il allait atteindre un terrain plus solide, lorsque son cheval posa le pied sur un trou profond que voilait une herbe serrée ; il disparut, cet abîme se referma sur lui. Un bey devait mourir, c'était écrit, mais son corps ne pouvait tomber entre les mains des Kabyles. Moi et quelques autres, nous avions gagné le bois, mais nous quitions la mort pour courir à la mort. Les Kabyles frappaient sans pitié, excités au carnage par les cris de leurs femmes... Bientôt l'on n'entendit que les coups de fusil tirés par les Kabyles en signe de réjouissance : il n'y avait plus un turc pour répondre, et le sang coula si fort dans le marais, que depuis, les Kabyles l'ont nommé le *mortier*.

« Là où le bey qui, d'un signe de la main, courbait les têtes jusqu'au désert, a vu se briser sa puissance, crois-moi, le danger est grand, et le succès incertain.

« Toutefois, ajouta le turc en manière de péroraison, Abi-Saïd l'a dit en ses *Commentaires* : Soumettez-vous à toute puissance qui aura pour elle la force, car la manifestation de la volonté de Dieu sur cette terre c'est la force. — Si vous devez commander, vous arriverez portés par un nuage de poudre, et le kabyle reconnaîtra son maître. »

Le général de Saint-Arnaud était loin de partager cette terreur superstitieuse ; ainsi que nous l'apprend sa correspondance, il avait une confiance absolue en lui-même. Son amour-propre doublait ses facultés, qui étaient grandes ; il était remarquablement habile dans ces luttes d'Afrique, où il faut étonner l'ennemi ; ses décisions étaient rapides, et, l'action une fois engagée, il était ferme en ses desseins et plein d'une entraînante ardeur. Cet intrépide batailleur a été l'un de nos meilleurs généraux et il a prouvé, sur les champs de bataille de la Crimée, que l'Algérie n'était

pas une trop mauvaise école pour nos tacticiens. On se souvient du pronostic du maréchal Bugeaud, après la répression de la formidable insurrection du Dahra, prédisant un grand avenir à Saint-Arnaud et à Cousin-Montauban.

« La guerre que j'entreprends, écrivait Saint-Arnaud, le 2 mai 1851, quelques jours avant de se mettre en route, la guerre que j'entreprends sera sérieuse ; de Milah à Djigelly, de Djigelly à Collo, j'aurai devant moi dix mille fusils qui défendent un pays difficile. Je n'ai que sept mille baïonnettes et de jeunes soldats. Ces conditions n'altèrent pas ma confiance dans le succès. Je frapperai des coups si vigoureux et si rapides que les Kabyles auront bientôt perdu leur audace. »

Nous avons dit que l'amour-propre du général Saint-Arnaud était engagé. « Mon expédition, dit-il, a partout du retentissement ; on a l'œil sur elle. Le président m'envoie Fleury ; le ministre m'envoie Waubert ; le roi des Belges trois officiers de son armée. Nous ferons en sorte de satisfaire tout le monde. »

Notons en passant que les officiers étrangers devaient se distinguer. « Dis, écrivit Saint-Arnaud à son frère dans le courant de l'expédition, dis au marquis de Trazegnies que la Belgique est bien représentée par ses trois officiers : MM. Hanoteau, Hennel et Vandersmissen. Ce dernier a tué deux Kabyles de sa main. Tu sais que j'ai, en outre, à mon état-major, un officier hollandais, M. Boorns, et un major piémontais, M. Cardena (1). »

Dans la colonne française, qui se composait de douze bataillons, formés en deux brigades sous les ordres des généraux de Luzy et Bosquet, se voyaient des zouaves, des tirailleurs, de la légion étrangère, des chasseurs à pied ; deux vieux régiments d'Afrique, les 8^e et 9^e de ligne, en faisaient partie, ainsi que le 20^e de ligne qui venait de se

(1) On sait que M. Vandersmissen, aujourd'hui général, a commandé le corps de volontaires belges pendant l'expédition du Mexique, et que le major Cardena, général dans l'armée italienne, a été ministre de la guerre.

signaler à Rome. Un seul régiment était nouvellement arrivé de France, le 10^e de ligne. Saint-Arnaud emmena avec lui huit pièces de montagne et quatre escadrons de cavalerie, qui, eux, étaient vraiment de trop dans ces parages.

Nous nous bornerons à résumer brièvement les opérations militaires. Elles devaient réussir ; les brigadiers Luzy et Bosquet étaient dignes de leur chef. Le premier en a donné la preuve en Italie et l'autre en Crimée. Le soldat avait surtout confiance dans le général Bosquet, dont la belle et calme figure réfléchissait si bien la vigueur de l'âme et l'élévation du caractère. Les officiers étaient énergiques, dévoués et obéissants ; quant aux soldats, passés au crible par les fatigues, ils étaient de ces natures vigoureuses qui saisissent dans le regard la pensée des supérieurs et se lancent en avant sans songer au danger.

Saint-Arnaud partit de Milah et se mit en campagne le 8 mai, en descendant la vallée du Rummel qui prend à cet endroit le nom d'Oued el Kebir (la grande rivière). Il arriva à l'embouchure de cette rivière le 14, après trois combats, l'un sur l'oued Enja, les deux autres, entre l'oued Enja et la mer. Le 16, la division était à Djigelly.

Après avoir donné deux jours de repos à ses troupes, le général se remit en mouvement le 19 mai, se dirigeant vers le sud. Il traversa successivement les territoires des tribus les plus remuantes et les plus fières de la Kabylie, culbutant dans plusieurs rencontres tout ce qui voulait s'opposer à sa marche. Le 25, arrivé dans le Ferdjiouah, pays qui nous était soumis, il envoya le général Bosquet avec deux bataillons et deux pièces pour soutenir le général Camou engagé contre Bou-Baghla. Puis, lui-même retourna se ravitailler à Djigelly.

Il quitta une seconde fois cette ville le 5 juin, pour aller batailler du côté de l'ouest ; après divers engagements, il y revint une troisième fois.

Enfin, le 18, il quitta ce poste, se dirigeant vers Collo.

Après plusieurs affaires, dont la plus sérieuse fut un combat d'arrière-garde qui eut lieu le 26 juin, il traversa l'Oued-Kebir à hauteur de l'endroit où nous avons créé depuis le poste d'El Milia et arriva à Collo le 15 juillet.

Les corps permanents d'Afrique, zouaves, tirailleurs indigènes, tinrent à justifier leur réputation ; dans cette expédition, marquée par des fatigues inouïes et par vingt-six combats, ils se surpassèrent. A l'affaire de Fedj-Menaiel, le 12 juin, dans laquelle fut blessé à mort le commandant Valicon du 20^e de ligne, les zouaves se firent particulièrement remarquer. Ils arrivèrent d'un seul élan sur le grand piton de droite, position que nos ennemis croyaient inexpugnable et qui était bordée par des rochers à pic. Jouant de la baïonnette, ils jetaient les Kabyles du haut des roches. — Saute, s'il vous plaît, monsieur Auriol ! dit l'un d'eux en regardant un arabe qui venait de faire la cabriole devant sa baïonnette ; et, tout riant, il essuya le sang de sa joue légèrement entamée par le yatagan du montagnard. Ils furent entraînés à l'assaut de la position par le général Bosquet, qui leur communiquait son énergique sang-froid. Une balle vint briser son épaulette. « En avant ! dit aussitôt l'héroïque général ; pas un coup de fusil ! on perdrait du temps ; en haut, à bout portant, nous les trouverons. » Et ses braves, derrière lui, bondissaient dans la broussaille.

Quels fiers soldats que ces zouaves ! On les employait à toute besogne ; parfois ils étaient harassés, et bien souvent leurs mollets, suivant leur pittoresque expression, partirent pour Rome ; mais au premier coup de clairon on les voyait debout, au second ils étaient prêts à partir. Ces vieux coureurs d'Afrique se réveillaient toujours pour le danger, et l'annonce du péril chassait la fatigue de leurs corps. Ils séduisirent le général Saint-Arnaud qui, trois années plus tard, à la bataille de l'Alma, s'écria : « Les zouaves sont les premiers soldats du monde ! » Aujourd'hui, que les anciens soldats ont disparu de l'armée, les régiments de zouaves, composés de jeunes recrues, ont beaucoup à faire pour

maintenir les traditions de leur glorieux passé. Et ils y réussissent ! Au combat de nuit de la citadelle de Hué, le 5 juillet 1885, un de leurs bataillons s'est couvert de gloire.

Les tirailleurs indigènes ne tenaient pas à se laisser distancer par les zouaves. Ces excellents soldats sont sans rivaux pour la guerre de détail ; aux montagnards kabyles, en 1851, ils opposaient ruse à ruse, faisant surtout merveille dans les arrière-gardes. Turcos et Kabyles s'insultaient alors comme les guerriers d'Homère dont ils ignoraient le nom. On vit un jour trois turcos laisser filer leur compagnie et s'embusquer derrière des broussailles de façon à bien être remarqués des Kabyles. Ceux-ci s'avancèrent en rampant et, à bonne portée, firent une décharge générale. Nos trois braves tombèrent, et aussitôt quelques ennemis se détachèrent pour les dépouiller. Ils se penchaient déjà sur les corps quand ceux-ci se redressèrent : trois maraudeurs furent frappés d'une balle en pleine poitrine, et deux autres de la baïonnette. Les turcos qui avaient fait les morts rejoignirent leurs camarades en riant d'un air féroce et en rampant comme des serpents.

Dans la guerre d'Afrique l'action individuelle joue un grand rôle (1). Une fois l'ensemble des ordres donné, le chef s'efface et l'intelligence du soldat a beau jeu ; ce fait est surtout caractéristique dans la guerre de montagne.

Dans ce pays de Kabylie, les colonnes françaises ne trouvent pour tout chemin que d'étroits sentiers de deux pieds de large à peine, courant le long des escarpements, descendant à pic les ravins, dominés par des rochers ou des broussailles épaisses. Souvent le sentier fait absolument défaut et les soldats d'avant-garde, déposant leurs sacs, sont obligés de prendre la pioche pour le tailler au milieu des rochers. On comprend que le convoi s'allonge indéfiniment, homme par homme, bête de somme par bête

(1) Voir *Récits algériens*, 1^{re} série.

de somme, et c'est une tâche pénible que de le protéger. Pour mettre les blessés, les malades, les vivres, les munitions à l'abri d'un ennemi audacieux, entreprenant et agile, il faut les entourer d'une haie vivante. Des bataillons d'infanterie occupent compagnie par compagnie les positions dominantes et cheminent parallèlement à droite et à gauche. On peut juger quelles sont les fatigues écrasantes imposées dans ces marches à la malheureuse infanterie ; chargé d'un sac pesant, le troupier avance péniblement à travers un pays bouleversé, sans cesse la cartouche aux dents, le fusil à la main. Les compagnies, échelonnées sur les pitons, se replient en voyant arriver l'arrière-garde, dont la mission est de ne laisser personne en arrière, à quel prix que ce soit.

Le jour où le 10^e de ligne fut si éprouvé, la colonne française avait à traverser un pays présentant de telles difficultés que le général Saint-Arnaud, craignant de voir son convoi coupé, avait donné l'ordre d'y intercaler, d'intervalle en intervalle, des compagnies d'infanterie. Grâce à ce système, tout allait bien ; le passage était assuré, et l'ennemi, bien qu'il fût hardi et nombreux, était maintenu à distance. Sur le flanc gauche, à l'un des endroits les plus difficiles, se trouvait une position importante ; les zouaves l'avaient occupée dans la matinée, puis avaient été remplacés par le 16^e de ligne qui, lui-même, avait été relevé par le 20^e. La marche des flanqueurs amena sur ce point, pour succéder au 20^e, deux compagnies du 10^e de ligne.

Ce régiment arrivait de France ; jeté sans désespérer dans la fournaise, il n'était pas encore rompu à la fatigue et ne connaissait pas bien le naturel féroce et sauvage des Arabes. Le chef de bataillon Camas, du 20^e, voyant arriver deux compagnies d'élite du 10^e de ligne, se borna à montrer à leur commandant, capitaine Dufour, les sentiers à prendre pour suivre la retraite, puis, confiant, il s'en alla avec les siens. Le silence régnait aux alentours, aucun ennemi ne se montrait. Avec l'inexpérience d'une

troupe ignorante de la guerre d'Afrique, les grenadiers du 10^e, puisant une funeste sécurité dans la force de leur position, se croient en sûreté : les uns, cédant à la fatigue, écrasés par la chaleur du jour, se couchent et reposent, les autres regardent au loin le combat livré par l'arrière-garde. Les officiers eux-mêmes se mettent à l'ombre, personne ne veille.

Pendant ce temps les Kabyles se glissent, rampent le long des buissons et, tout à coup, au nombre de plus de quatre cents, se précipitent en poussant leurs rugissements de bataille. La plupart des grenadiers, surpris, sont égorgés ou se laissent glisser le long des rochers ; quelques-uns se réunissent pêle-mêle autour de leurs officiers : « Allons, mes enfants, à la baïonnette ! » dit le capitaine Dufour. Les officiers, les sous-officiers marchent en avant, suivis d'une trentaine de soldats ; en un clin d'œil tous ces hommes sont frappés à mort. Les autres tourbillonnent, crient, engagent une foule de combats individuels, puis laissent tomber leurs armes, s'élancent du haut des rochers et arrivent, tout meurtris de leur chute, les chairs ensanglantées, au milieu du convoi. Dans cette déplorable affaire, les cinq officiers du 10^e se firent tuer avec quarante-trois grenadiers, et plus de soixante de ces derniers furent blessés.

Les Kabyles font alors pleuvoir les balles dans le convoi et les plus audacieux d'entre eux, descendant le long des rochers, essayent de le couper. Le désordre s'y met un moment ; les bêtes affolées prennent le trot, abandonnées par les soldats du train qui sont obligés de faire le coup de feu. Heureusement Saint-Arnaud se trouve près de là ; il accourt et lance contre l'ennemi deux compagnies du 9^e de ligne. La négligence du 10^e leur coûte neuf blessés et quatre tués, dont l'intrépide capitaine de La Gournerie.

Quelques Kabyles étaient parvenus à se dissimuler dans l'espoir de tirer sur nos soldats isolés et sur le convoi. Au

moment où le général Saint-Arnaud se remettait en marche avec très peu de monde autour de lui, une vingtaine de coups de feu partirent d'un fourré. Un guide fut tué à ses côtés, et le clairon de zouaves, de service auprès de lui, fut blessé. Le commandant Fleury, des cavaliers d'escorte, des zouaves qui reprenaient leur rang pourchassèrent vigoureusement l'ennemi.

Parmi les officiers, nul n'excita plus d'intérêt et de commisération que le commandant Valicon, du 20^e de ligne. Au combat de Fedj-Menaïel il fut blessé mortellement, et survécut quelques jours. Les grenadiers du 20^e avaient sollicité comme une grâce l'honneur de le porter eux-mêmes; pour lui éviter le supplice du cacolet, ils avaient improvisé un brancard à la hâte. Dans une colonne expéditionnaire, l'on est forcé de se faire suivre par les blessés, en attendant une occasion de les évacuer sur un hôpital. Rien ne semble plus triste que l'aspect de ces pauvres gens, victimes du devoir militaire, placés deux par deux à droite et à gauche des mulets d'ambulance. Ces animaux ont beau être choisis parmi les plus doux; il y a d'inévitables cahots, et la douleur arrache parfois aux blessés des plaintes mâles qui causent une profonde impression. Mais il faut ces circonstances pour qu'il se produise des plaintes; en général, elles ne sortent jamais de leur bouche, et sur leur visage on trouve une noble expression de fierté. En tête de la colonne des blessés, on voyait s'avancer le brancard sur lequel était porté Valicon mourant; à côté marchait l'abbé Parabère, cet aumônier que nous avons déjà vu à Zaatcha, et pour lequel les soldats avaient un profond respect. Le pauvre commandant termina au bivouac sa belle vie de soldat; sa dernière pensée fut pour son enfant et sa jeune femme.

A Djigelly, les officiers et les soldats entourèrent de leurs adieux la tombe creusée pour le brave officier. Au lendemain de la funèbre cérémonie, arriva sa jeune veuve, partie en toute hâte au premier bruit de la bles-

sure de son mari. Que l'on n'accuse pas d'insensibilité ou de sécheresse de cœur ceux qui portent l'uniforme et dont l'existence est parfois si rude ; en arrivant, la jeune femme fut entourée de soins, et les délicatesses dont on usa pour tromper sa douleur furent vraiment les délicatesses d'une mère. En débarquant, elle voulait encore se faire illusion. — « N'est-ce pas qu'il n'est pas mort ! disait-elle... Comment voulez-vous qu'il soit mort ; il m'aimait tant ! » L'abbé Parabère, le général Bosquet, le colonel Espinasse du 20^e, durent raconter à l'infortunée les heures suprêmes du soldat mort pour la patrie ; elle ne pouvait se lasser d'entendre leurs récits. « Il est plus facile, a dit à ce sujet le capitaine de Castellane, de braver un danger que de supporter, sans souffrir, la vue de cette douleur si pure et si profonde. »

Le commandant Valicon n'avait que son épée pour toute fortune ; cette idée de pauvreté pour les siens empoisonna ses derniers moments. Sur les instances du général Saint-Arnaud, le président de la République, prince Louis-Napoléon, veilla à ce que l'avenir de sa famille fût assuré.

A Collo, la colonne expéditionnaire put se reposer ; en quatre-vingts jours de campagne, elle avait parcouru près de sept cents kilomètres et soutenu vingt-six combats. Les pertes étaient cruelles ; plus de mille hommes, un sur sept, avaient été atteints, et sur ce chiffre on compta 147 tués, dont deux officiers supérieurs et douze officiers subalternes, et 689 blessés, dont un général et vingt-quatre officiers. Il faut ajouter ceux qui succombèrent à leurs fatigues.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici la biographie du général de Saint-Arnaud ; on connaît son admirable conduite en Crimée et sa mort à bord du *Berthollet*. Nommé divisionnaire après l'expédition de 1851, il accepta à contre-cœur le commandement d'un corps d'armée à Paris, tant il redoutait d'être pris dans l'engrenage fatal de la politique. « Je n'ai nulle envie, écrivait-il à son frère le 18 juin 1851, de m'avancer ni de me compromettre dans la politique. Vois

le rôle que joue à présent le général Changarnier : il a brûlé ses vaisseaux..... Ce qu'il y a de fâcheux, c'est que c'est le rôle de presque tous les généraux d'Afrique, excepté Baraguay d'Hilliers. Cavaignac, Changarnier, Lamoricière font fautes sur fautes ; sur des échelons moins élevés, Le Flô,... et plus bas encore, Charras qui tourne au fanatique. »

Nous citons sans faire de commentaires. Le maréchal Saint-Arnaud a dit aussi un mot que bien des militaires devraient méditer : « La scène du monde et de la politique est glissante. »

VI

L'affaire de Zaatcha avait profondément ébranlé le sud de l'Algérie. Les tribus s'agitaient, surtout celle des Larbâa, dont l'oasis principale était Laghouat (en arabe El Ar'ouat), et dont l'agha, Ben Nasseur ben Chohra, était un personnage remuant. La situation parut inquiétante au nouveau gouverneur-général, comte Randon ; il prescrivit au général Yusuf, commandant de la subdivision de Médéa, de se transporter sur les Hauts-Plateaux, vers Djelfa, avec une petite colonne, et au général Péliissier, commandant la province d'Oran, de se diriger du côté d'El Biod, dans le sud, et de choisir dans ces parages l'emplacement d'une redoute destinée à devenir un centre d'action. Disons de suite que cette redoute devint Géryville, notre poste avancé dans le sud oranais, comme Biskra l'était dans le Sah'ra constantinois, comme Laghouat devait le devenir dans le sud de la province d'Alger.

Pour la clarté de notre récit, revenons un peu en arrière.

Vers 1835, vivait un obscur marabout attaché à la zaouïa de Sidi Yakoub (Jacob) aux environs de Tlemcen. Abd-el-Kader, simple marabout de la famille des Mahi-Eddin, de la tribu des Hachems, étant devenu émir ou com

mandeur des croyants, ce personnage, nommé Mohamed ben Abdallah, pauvre hère mais ambitieux, se demanda pourquoi lui aussi ne deviendrait pas quelque chose. Hanté de cette idée, il voulut tout d'abord imiter les Arabes qui tiennent à jouer un rôle dans leur pays, se fit ermite, et se soumit aux rigueurs les plus exagérées de la vie ascétique. La réputation de sainteté de notre jeûneur devint bientôt grande, et un certain Cheikh Ali, agha au service d'Abd-el-Kader, plus perspicace que ses compatriotes, flaira en lui non l'anachorète qui cherche à se mortifier dans un but de sanctification, mais l'ambitieux qui veut parvenir ; l'agha, rêvant de se révolter contre son maître, résolut de faire de ce marabout en quête d'honneurs et de célébrité un instrument pour l'opposer à l'émir. Cheikh Ali présenta Mohamed ben Abdallah au colonel Tempoure, avec lequel il entretenait des relations secrètes et qui avait les pleins pouvoirs du général de Lamoricière. Le colonel crut d'abord avoir sous la main un émule d'Abd-el-Kader et permit à Mohamed de se donner le titre de sultan ; il ne fut toutefois guère pris au sérieux par les indigènes. Mais nous avons besoin d'hommes se ralliant ouvertement à nous, et le général Bugeaud, venu dans la province d'Oran pour s'emparer de Tegdempt et Mascara, l'installa à Tlemcen comme khalifa.

Notre marabout ne tarda pas à se montrer fort au-dessous de son rôle, affichant en outre des prétentions qui n'étaient pas de nature à nous plaire, déclarant hautement qu'il voulait être laissé souverain à Tlemcen, et gouverner en notre nom sans l'adjonction d'une garnison française. Les généraux Lamoricière et Bugeaud accueillirent très mal ses vues ; fort mécontent, Mohamed ben Abdallah se mit à intriguer, mais d'une façon maladroite qui le fit signaler presque aussitôt à l'autorité militaire. Lamoricière, pour couper court à ces menées indiscrètes, vint à Tlemcen, se fit présenter le khalifa, et lui affirma sérieusement qu'un voyage au loin, au tombeau de Mahomet, lui était indispensable dans l'état de sa santé, sacrifiée au service de la

France. C'était une révocation déguisée, et il partit la rage au cœur, jurant de se venger de ces Français maudits qui l'avaient méconnu.

Mohamed rencontra à la Mecque Mohamed ben Ali ben Snoussi, autre expulsé de la province d'Oran, qui devint le fondateur de la redoutable confrérie des Snoussi. Une haine commune rapprocha ces deux hommes, qui se mirent en relations avec les Turcs ; ceux-ci n'avaient pas encore pris leur parti de notre occupation, et soutenaient Abd-el-Kader, moralement du moins ; après 1848, ne demandant qu'à troubler la colonie, ils résolurent d'employer les deux mécontents qui s'offraient à eux, et les envoyèrent à Izzet-Pacha, gouverneur de la Tripolitaine.

Bientôt tous les fanatiques, tous les intrigants de l'Algérie reçurent des missives de Mohamed ben Snoussi, annonçant que le maître de l'heure allait venir. C'était au lendemain de l'insurrection de Zaatcha, si vigoureusement réprimée par le général Herbillon et les colonels Carbuccia et Canrobert. Le sud frémissait encore ; Izzet-Pacha et Snoussi crurent le moment favorable et expédièrent à Ouargla leur homme de paille, Mohamed ben Abdallah.

Ouargla est la reine des trois cent soixante oasis que la France possède dans le Sah'ra algérien ; c'est la porte qu'il faut franchir pour pénétrer dans le désert, le vrai désert, le pays des Touaregs, c'est-à-dire dans la région saharienne avancée. A cette époque, non encore soumise à notre domination, elle n'était qu'un grand marché d'esclaves où aboutissaient, avant de prendre la direction de l'ouest, tous les produits du Soudan. Ouargla prétend être la plus ancienne ville du désert et avoir été fondée par le grand roi Salomon (Suleïman, en arabe). Ce souverain, dit la légende, auquel les habitants de l'oasis étaient venus offrir des présents, voulut bien donner l'ordre à ses génies de profiter d'un fort vent d'est pour se transporter à cette oasis, où ils bâtirent en trois jours une belle cité circulaire, entourée de murs, fortifiée de tours et ceinte d'un large fossé plein d'eau ; par

une attention délicate, la ville fut divisée en trois quartiers séparés, autant qu'il y avait de fractions dans la tribu ouarglienne. Malheureusement, les trois fractions étaient ennemies ; la guerre civile désola la cité, qui se mit à soupirer après un maître. Elle demanda un sultan à l'empereur du Maroc ; celui-ci fit la sourde oreille, et ne consentit à donner un membre de sa famille que contre son poids en poudre d'or. Les Ouargliens se résignèrent, votèrent à leur prince une liste civile composée d'un nombre convenable de mesures de dattes et du produit des amendes, et n'eurent garde d'oublier une constitution (*el akod*, le nœud, le lien).

Le premier sultan d'Ouargla régna paisiblement, sans bruit et sans gloire, et s'éteignit doucement, laissant le trône à son fils aîné ; mais celui-ci mécontenta ses sujets qui lui intimèrent l'ordre de se démettre de ses royales fonctions. Le souverain méconnu prit sans résistance le chemin du Maroc.

Les Turcs essayèrent de se rendre maîtres de l'oasis ; ne pouvant y parvenir à cause de la distance, ils se contentèrent d'un tribut d'une trentaine de nègres par an, avec une somme d'argent équivalant à cent cinquante francs. Les Ouargliens ne payaient pas trop cher leur indépendance. Après l'expulsion des Turcs, ils se trouvèrent dans la position des grenouilles réclamant un roi ; ils l'attendirent pendant de longues années et crurent l'avoir trouvé dans la personne de Mohamed ben Abdallah.

Le saint homme s'était pourtant présenté à Ouargla en piètre équipage ; il était arrivé, accompagné de sa femme, hissés chacun sur un chameau, suivis d'un pauvre diable de secrétaire ou khodja, qui marchait modestement à pied, un long bâton à la main. Il reçut l'hospitalité chez un adepte de la confrérie de Mouley el Taïeb ; il avait été recommandé par Mohamed ben Snoussi aux principaux chefs des nomades, des oasis et à une m'rabatha (maraboute) très vénérée à Ouargla. Mohamed ben Abdallah renouvela alors la comédie qui lui avait si bien réussi dans la province

d'Oran, afin d'exploiter à son aise la situation politique de la cité, en quête d'un maître. Il se fit remarquer par une piété extraordinaire, et bientôt tous les adeptes de l'ordre de Mouley el Taïeb chantèrent ses louanges, auxquelles la vieille m'rabatha joignit les siennes. Cette maraboute, Lalla Zohra, se piquait de prédire l'avenir, et annonça que le nouveau venu serait un jour la terreur des Français.

Le rusé compère avouait avec avoir reçu de Dieu toutes les qualités que les peuples recherchent dans les sultans ; mais, ajoutait-il, cette haute dignité pourrait le détourner de ses devoirs religieux. Un détachement si remarquable des grandeurs humaines ravit les Ouargliens. Une députation alla avec recueillement offrir le pouvoir à Mohamed ben Abdallah qui, plongé dans un état extatique, la fit attendre pendant assez longtemps ; le madré coquin refusa d'abord, mais les Ouargliens lui ayant dit que manifestement Dieu avait jeté les yeux sur lui pour ramener la paix dans le Sah'ra et chasser les chrétiens de la terre de Moghreb, notre aventurier parut faire un violent effort sur lui-même et accepta.

Mohamed ben Abdallah prit son rôle au sérieux. Comprenant toute l'importance des débuts pour un monarque, il enjoignit à un roitelet du voisinage, Abou-Hafs, sultan noir de la petite oasis de N'gouça, de venir faire sa soumission. Le nègre couronné fit le récalcitrant, et fut immédiatement razié par son confrère d'Ouargla, qui parut un foudre de guerre à ses nouveaux sujets, gens pacifiques de leur nature comme tous les habitants des oasis, et ayant depuis bien des années perdu l'habitude des aventures de guerre. Abou-Hafs crut prudent d'abandonner son royaume minuscule, et se réfugia à Tiaret auprès des Français. Mis en appétit, Mohamed opéra de même avec un autre petit sultan, Ben-Djellab, de Tuggurt.

Le moment parut alors propice au chérif pour exécuter la dernière partie de son programme : marcher sur le Tell et en chasser les Français. Ayant rassemblé autour de

lui quelques centaines de naïfs qui croyaient en sa mission providentielle, il eut l'audace d'affirmer que les balles françaises perdraient infailliblement toute force de pénétration et que les balles des fidèles « ne tomberaient jamais à terre », etc., etc. Il s'achemina vers le nord, et voulut prendre Tuggurt en passant ; très mal reçu, il n'insista pas et se présenta, le 22 mai 1851, devant Mlili, petite oasis à quelques lieues de Biskra. Le commandant Collineau, qui plus tard devait être, comme colonel du 1^{er} zouaves, le héros de Malakoff, et, comme général de division, le héros de Palikao, arriva avec quelques centaines d'hommes et un goum commandé par le fameux Ben Ganah, le *Serpent du désert*, surprit le chérif et le rejeta complètement battu dans les profondeurs du Sah'ra. Pour la première fois qu'il essayait de se mesurer avec nous, Mohamed n'était pas heureux. Afin d'expliquer son insuccès il dit aux siens que Dieu lui était apparu en songe et avait daigné le rassurer, en lui expliquant qu'il n'avait permis l'échec de Mlili que pour éprouver ses fidèles.

Ces raisons ne parurent pas convaincantes à la masse ; on murmurait tout bas, et Mohamed ben Abdallah voulut tenter une revanche. Il savait que le nord du Sah'ra constantinois était dangereux pour lui ; à Biskra se trouvait le commandant Collineau, à Bou-Saada le commandant Pein, et ces deux officiers, connus pour leur infatigable énergie, n'étaient pas hommes à laisser les agitateurs se promener paisiblement à leur portée. Notre aventurier jeta les yeux sur Laghouat dans le nord-ouest, vers le sud de la province d'Alger. C'est alors que le gouverneur prévenu envoya dans cette direction les généraux Pélissier et Yusuf. Djelfa, où s'était établi ce dernier, n'est qu'à trois ou quatre étapes de Laghouat ; El Biod, où se trouvait Pélissier avec le général Bouscarin, commandant la subdivision de Mascara, en est à sept au plus. Mohamed était donc surveillé.

Malheureusement pour lui, dans une de ses pérégrinations, il eut l'imprudence de s'aventurer dans le voisinage de la

colonne Yusuf; l'actif général marcha aussitôt contre lui, le surprit à Aïn-el-Reug, lui tua ses meilleurs cavaliers et le razzia à fond. Le pauvre chérif n'eut d'autre ressource que celle de se jeter dans Laghouat.

Quand on arrive de Djelfa, après quatre étapes à travers un affreux pays, on double une pointe de montagne, communément appelée à cause de sa forme le *chapeau du gendarme*, et l'on pénètre dans une plaine admirablement cultivée; deux monticules la resserrent au centre, et dans l'intervalle sont groupés cent mille palmiers. C'est l'oasis de Laghouat. La rivière qui l'arrose et lui fournit de nombreux canaux de dérivation, descend du Djebel-Ahmour, et s'appelle l'oued M'zi.

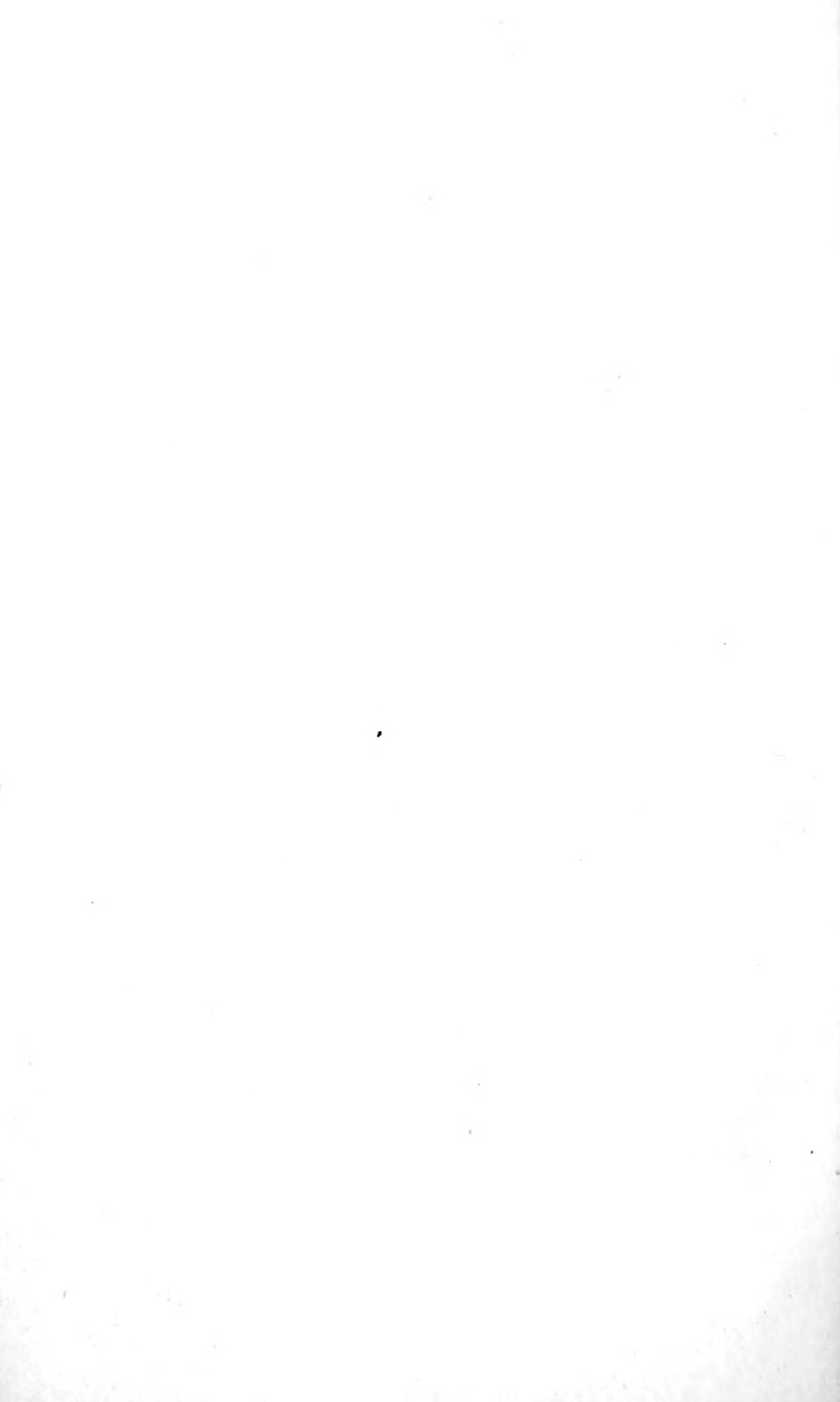
A Zaatcha, nous avons abandonné l'oasis dont nous ne pouvions plus rien faire; à Laghouat, nous devons garder un territoire qui, comme on va le voir, fut chèrement acheté.

Mohamed ben Abdallah arriva à cette oasis au moment psychologique. Les intrigues de Ben Nasseur ben Chohra, agha des Larbâa, avaient fait chasser un détachement de spahis qui occupait la casbah; la population s'était donc fortement compromise vis-à-vis de nous et Mohamed ben Abdallah la détermina sans peine à la résistance, dans le cas très probable d'une attaque de nos troupes. Grâce aux prédications furibondes du chérif, l'exaltation ne connut plus de bornes à Laghouat; toutes les têtes s'enflammèrent, et l'on jura de s'ensevelir sous les ruines du ksar plutôt que d'accueillir les Français.

On vit alors se reproduire les mêmes faits que devant Zaatcha. Convaincu, comme le colonel Carbuccia, qu'il fallait briser l'insurrection dès son début, le général Yusuf accourut de Djelfa, déterminé à enlever l'oasis par un coup de main. Mais la colonne qu'il commandait était très faible; l'ennemi le savait, et quand Yusuf se présenta, c'est lui qui fut attaqué. Une nuée d'Arabes à pied se rua sur sa colonne en poussant des cris effroyables. Etonné, le général fit balayer le terrain par sa cavalerie,



MARÉCHAL PÉLISSIER



et les gens fanatisés par Mohamed ben Abdallah se hâtèrent de rentrer dans leurs murs. Yusuf tâta ensuite le terrain, et, sentant qu'il était en présence d'une résistance sérieuse, s'établit en avant de l'oasis. Il prévint en toute hâte de sa situation le général Pélissier à El Biod, et donna l'ordre au commandant Pein (1) de venir le rejoindre sans délai avec toutes les troupes dont il pourrait disposer.

Ce dernier accourut aussitôt avec un bataillon et un escadron ; et le général Pélissier, avec huit bataillons, huit escadrons et six pièces de canon, dont deux de gros calibre, dont il s'était muni à Oran, dans la prévision d'un siège. Arrivé le 2 décembre devant Laghouat, le général reconnut dès le lendemain les défenses de la place. Ayant vu du premier coup d'œil que le marabout de Sidi el Hâly en était la clef, il prit immédiatement son parti. La ville, ou plutôt les ksours dont elle se compose, n'est pas, comme Zaatcha, bâtie au milieu de l'oasis, et l'on peut y arriver directement sans s'engager dans le dangereux fouillis des jardins. Pélissier pouvait donc lancer de suite ses colonnes d'assaut sur Sidi el Hâly ; cette importante position fut enlevée par nos troupes après une lutte acharnée qui nous mit six officiers et soixante-dix hommes hors de combat. Pendant que l'infanterie livrait cet assaut, la cavalerie se répandait par escadron dans la plaine, pour empêcher les secours du dehors de pénétrer dans l'oasis.

Le reste de la journée du 3 fut employé à faire abattre, par les pièces de siège, deux tours qui défendaient l'entrée de la place

Le lendemain, la batterie de brèche lançait son dernier boulet à six heures du matin. Dès que le capitaine d'artillerie eut déclaré la brèche praticable, Pélissier donna ses ordres pour l'assaut. La colonne d'attaque fut formée

(1) Le commandant Pein devint plus tard colonel, commandant la subdivision de Batna. Très fatigué par ses longues campagnes, il prit sa retraite à cinquante ans. Ce glorieux vétéran, sous les ordres duquel nous sommes fier d'avoir servi, vit encore à l'heure où nous écrivons ces lignes.

par le 2^e zouaves, un certain nombre d'hommes du 2^e bataillon d'Afrique, et par les tirailleurs des 1^{er} et 2^e régiments ; un bataillon d'infanterie de ligne servait de réserve. Le général Yusuf, avec une partie de ses troupes et la petite colonne du commandant Pein, devait tenter l'escalade de la ville du côté de l'est, pour amener une diversion de l'ennemi sur ce point et le prendre entre deux feux. La cavalerie reçut l'ordre d'*escadronner* plus activement que jamais dans la plaine, afin de compléter l'investissement de la place.

Ce plan, si simple et si admirablement conçu, ne laissait rien au hasard ; il était exécuté d'ailleurs par des soldats pleins d'ardeur, ayant dans leur chef une confiance absolue, et obéissant à des officiers éprouvés par vingt combats. A la tête de la colonne d'assaut se trouvait un bataillon du 2^e zouaves, conduit par le commandant Morand, digne fils du célèbre divisionnaire de l'empire dont ne voulait pas se séparer le maréchal Davoust. Le colonel Clerc, glorieusement tué plus tard en Italie comme général de brigade, marchait à ses côtés et communiquait aux nôtres le feu de son âme héroïque. A onze heures du matin, l'aigle d'or du 2^e zouaves brillait au sommet de la kasbah de Laghouat.

L'assaut fut suivi d'un combat meurtrier dans les rues de la ville. Depuis cette époque, deux fortins ont été bâtis sur les deux monticules qui dominent la cité et l'oasis ; l'un porte le nom de *fort Morand*, du nom du brave commandant des zouaves, l'autre, celui de *fort Bouscarin*. Ce général fut blessé, non loin de Pélissier, par une balle qui lui brisa l'os du fémur au-dessus du genou ; il essayait alors de guider les tirailleurs algériens dans le dédale des ruelles de Laghouat.

Peu d'officiers étaient aussi populaires que le général Bouscarin. Comme tant d'autres, Cavaignac notamment, il avait quitté une arme spéciale, le génie pour entrer dans un corps permanent d'Afrique, les spahis. Brave à l'excès,

doué d'un admirable entrain, affable, toujours de bonne humeur, il était adoré de ses soldats. Quand, après avoir été blessé, il passa sur un brancard à travers les tentes du 2^e zouaves, ceux-ci coururent spontanément aux faisceaux, se mirent en rang sans commandement, et présentèrent les armes au noble blessé en criant : Vive le général Bouscarin ! Profondément ému, le glorieux soldat répondit : Vive la France !

Les Arabes l'avaient surnommé Bou-Chekara (l'homme au sac), à cause du sac à tabac qu'il portait habituellement au bras gauche. Comme il était grand fumeur, et qu'une pipe n'attendait pas l'autre, pour aller plus vite et laisser refroidir le fourneau de la pipe qu'il venait de fumer, un négrillon se tenait toujours à ses côtés pour lui en bourrer et présenter une nouvelle. Il consommait à peu près une livre de tabac par jour. Il fumait encore pendant l'amputation qu'il dut subir le surlendemain de l'assaut ; en même temps il souriait, mais tristement, à ceux qui l'entouraient et qui avaient le désespoir dans l'âme. Le malheureux général se sentait perdu ; il s'éteignit dans une petite chambre de la kasbah de Laghouat. Mieux eût valu peut-être l'installer sous sa tente, dans l'endroit le plus riant de cette belle oasis qu'il avait si vaillamment contribué à conquérir.

Les braves qui succombèrent à l'assaut, y compris le général Bouscarin, reposent sur la brèche qu'ils arrosèrent de leur sang ; aucun champ de repos ne pouvait mieux leur convenir.

Le soir du 4 décembre 1852, plus de douze cents cadavres d'Arabes jonchaient les rues de la ville. On ne sait comment s'échappa le chérif Mohamed ben Abdallah, qui, lui, ne s'était guère prodigué au milieu du feu, la bravoure n'ayant jamais été sa qualité maîtresse. Pélissier laissa un millier d'hommes à Laghouat, position que le général Randon voulait conserver comme nous ouvrant une des routes du désert, et retourna à Oran.

VII

Le général qui venait d'avoir la main si dure avec les révoltés du sud, avait dû subir, comme colonel, à propos de la terrible exécution des grottes de l'Oued Riah, en 1845, les criaileries affectées d'un parlementarisme méticuleux et d'une presse malveillante, qui ne craignaient pas de se faire les contempteurs des plus belles gloires de notre armée d'Afrique. Nous avons raconté (1) exactement le fait de l'Oued Riah, et nous avons démontré que l'acte de vigueur du colonel Péliissier avait été travesti par la jactance bavarde de quelques brouillons, dont le *Credo* politique était l'abandon de l'Algérie. Le bon sens populaire fit justice de ces sottises déclamations ; on finit même par rire de ces soi-disant philanthropes qui versent des larmes de crocodile sur les misères de l'ennemi sans songer à celles de nos soldats, et l'on admit qu'un homme de guerre doit parfois éprouver des angoisses poignantes dans l'accomplissement d'un de ces devoirs suprêmes auxquels le salut d'une armée est attaché. Aux grottes du Dahra, Péliissier fut conduit par une nécessité implacable et dut obéir aux impérieuses exigences de la guerre ; à tout prix, il fallait étouffer l'insurrection qui allait renaître, malgré la fuite de Bou-Maza, et, pour épargner la vie de plusieurs milliers de Français, sacrifier celle de quelques centaines d'Arabes fanatiques qui refusaient de se soumettre.

Napoléon I^{er} est-il critiqué parce qu'il fit briser la glace des étangs de Tellnitz, près d'Austerlitz ? Pourtant le grand capitaine ordonnait froidement la mort de quelques milliers d'Austro-Russes. Quelqu'un s'est-il jamais avisé de dire qu'il aurait dû agir autrement, quitte à faire tomber en plus sur le champ de bataille quelques centaines de ses braves ?

(1) Voir *Récits algériens*, 1^{re} série.

Le général Pélissier a toujours pu, dans le calme et la sérénité de son grand cœur, s'entretenir, librement et sans embarras, d'un funèbre épisode de la plus terrible des insurrections algériennes. Sous des dehors un peu rudes, cet homme cachait une bonté vraie. Les Arabes l'appelaient *Iblis*, le diable ; mais il faut remarquer que leur langue est privée de *p*, et qu'ils prononcent Blizi pour Pélissier. Or, Blizi peut, à la rigueur, passer pour une corruption du mot *Iblis*. En disant Blizi, les Arabes n'avaient aucunement l'intention de comparer le général à Satan ou à Bêlzébut ; pour eux, le mot *diable* signifiait *terrible à la guerre*, et ils n'ignoraient pas que Pélissier était accessible à tous. Dans son *Itinéraire de Tunis à Tanger*, M. Joseph Bard, qui eut l'occasion de le voir à Oran, écrit : « On a diversement jugé un de ses actes, d'une rigueur extrême, assurément ; mais la guerre a ses nécessités, et il faut être à la bouche d'un canon pour les comprendre. Ce qui a le plus souffert dans ce rude châtiment, c'est son propre cœur. »

Et Xavier Marmier, dans ses *Lettres sur l'Algérie* :

« Nous fûmes reçus à Mostaganem par le général Pélissier, dont l'aimable et gracieuse physionomie ne ressemble guère à celle que lui ont faite les journaux. Les accusations de la presse opposante ne l'ont point intimidé, et lui-même parle sans embarras de la catastrophe de l'Oued Riah, qui a attiré sur lui tant de cris d'indignation. »

Justice a donc été rendue au général ; et aujourd'hui il nous apparaît comme l'une des grandes figures militaires de notre temps.

Pélissier (Amable-Jean-Jacques), né le 6 novembre 1794, à Maromme, département de la Seine-Inférieure, était fils d'un commissaire aux poudres et salpêtres, qui lui fit donner une brillante éducation. Enfant, il ne se laissait guère aller à la joyeuse turbulence de son âge ; il était taciturne et riait peu. Travaillant beaucoup, réfléchissant davantage, il se signalait déjà par une volonté opiniâtre, par une fougue froide qui bravait toutes les résistances.

« Ce sera, disait son père, un homme de résolution et d'énergie. » Les désastres de l'expédition de Russie en 1812 décidèrent sa vocation en enflammant son patriotisme. Il entra immédiatement à Saint-Cyr, d'où il sortit avec un des premiers numéros dans l'artillerie de la garde impériale.

Mais il était trop tard ; aux désastres de l'expédition de Russie avaient succédé ceux de 1813 et de 1815. L'Empire s'écroula avec grand fracas et notre jeune sous-lieutenant n'eut d'autre ressource que celle de se livrer au travail. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr fit voter, en 1818, une loi sur l'état-major ; en 1819, le jeune officier voulut faire partie du corps nouvellement organisé, et il y fut admis, à la suite d'un examen des plus brillants.

Pélissier fit la campagne d'Espagne, en 1823, comme lieutenant d'état-major, et se fit remarquer à la prise du Trocadéro, où sa belle conduite lui valut d'abord la croix de chevalier de la Légion d'honneur, puis celle de Saint-Ferdinand. Il fut promu capitaine à son retour en France ; c'était en 1827 : il avait trente-trois ans. Plus tard il sut regagner le temps perdu, absolument comme son émule en gloire le général Changarnier.

Plusieurs généraux, dont le capitaine Pélissier fut successivement l'aide de camp, le signalèrent à l'attention du ministre de la guerre, qui l'adjoignit au général Durrieu, un des chefs de l'expédition de Morée en 1828. Comme on le sait, cette expédition comprit trois brigades d'infanterie, aux ordres du général Maison. Celles-ci furent rudement éprouvées, non par l'ennemi qu'elles n'aperçurent jamais et qui n'eut affaire qu'à nos marins, mais par les fièvres ; elles campèrent en effet, pendant près de cinq mois, sur une plage inhospitalière et malsaine, celle de Navarin. Le général Durrieu était un de ces chefs dont la sollicitude ne manque jamais au soldat, et il fut dignement secondé par son aide de camp. Bien des années après, alors qu'il vivait dans la retraite, comme un sage, il vit venir à lui son ancien capitaine d'état-major, devenu maréchal de France. Celui-ci

avait obtenu de l'empereur, pour l'ancien chef auquel il était resté fidèle par le cœur, la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur en récompense de tant de longs services. Cette marque très touchante d'une amitié survivant aux années émut profondément le vieux soldat, qui ne s'attendait pas à une aussi magnifique surprise ; il se jeta dans les bras du maréchal, dont le noble cœur était à la hauteur du sien. Cette anecdote peint le beau caractère de Pélissier, dont nous parlerons plus longuement à la fin de ce récit.

A peine revenu de Morée, il prit part à l'expédition d'Alger, dans l'état-major du général de Bourmont. Rentré en France avec la plus grande partie du corps expéditionnaire, il reçut son brevet de chef d'escadron, et fut successivement employé au dépôt de la guerre puis attaché au service de la place, à Paris. Envoyé une seconde fois en Algérie, en 1839, avec le grade de lieutenant-colonel, il fut cette fois nommé chef d'état-major par le général Bugeaud. Pélissier était bien à sa vraie place en tête de l'état-major de l'illustre vainqueur de l'Isly, état-major de guerre toujours à cheval, toujours prêt à sabrer.

Nous avons dit ailleurs (1) qu'aux environs de Milianah, dans un combat contre les réguliers d'Abd-el-Kader, tout l'état-major du général Bugeaud chargea l'ennemi, et cet état-major comprenait le lieutenant-colonel Pélissier, les capitaines Trochu, de Cissey, Rivet, tous les trois futurs généraux, le lieutenant Raoult, qui devait si glorieusement se faire tuer à Fröeschwiller, le 6 août 1870, à la tête de la 3^e division du corps de Mac-Mahon. Dans le terrible combat où les spahis de Yusuf détruisirent les cavaliers d'Abd-el-Kader, le lieutenant-colonel Pélissier avait poussé la charge aux côtés de son ami Yusuf. A la bataille de l'Isly, le général Bugeaud lui réserva le poste d'honneur. « Je donne à mon armée, disait-il, la veille de

(1) *Récits algériens*, 1^{re} série.

la bataille, à ses officiers réunis autour de lui, la forme d'une hure de sanglier, et le museau, entendez-le bien, c'est Pélissier. »

Dans ce choc terrible de soixante mille cavaliers marocains contre sept mille cinq cents Français, l'audacieux colonel fit preuve de ce sang-froid et révéla ces qualités guerrières qui devaient plus tard l'élever si haut.

Lors de la terrible répression des grottes de l'Oued Riah, le maréchal Bugeaud eut le noble courage de couvrir son lieutenant, disant que celui-ci n'avait agi que d'après ses ordres, et prenant hautement la responsabilité d'une mesure qu'il n'avait pas commandée sans doute, mais dont il avait reconnu l'impérieuse nécessité. Le ministre de la guerre, maréchal Soult, blâma bien, dans les premiers temps, la conduite du colonel Pélissier, mais il ne tarda pas à le nommer général de brigade, ou maréchal de camp, d'après la dénomination usitée à cette époque. Avant de quitter l'Algérie, Bugeaud plaça le nouveau général à la tête de la subdivision de Mostaganem.

En 1850, Pélissier fut nommé général de division commandant la province d'Oran ; appelé en 1851 à Alger pour y exercer par intérim les fonctions de gouverneur-général en remplacement du maréchal d'Hautpoul, il n'hésita pas, à la nouvelle du coup d'Etat, à mettre l'Algérie en état de siège. Il ne se souciait en aucune façon de voir les scènes qui s'étaient produites l'année précédente à Oran, se renouveler à Alger et dans les autres villes où le fanatisme arabe, depuis 1848, était tenu en éveil, ainsi que nous l'avons établi au début de ce chapitre. L'arrivée du général Randon mit fin à l'intérim de Pélissier, qui retourna dans sa province d'Oran ; en novembre 1852, il s'enfonçait dans le sud, et venait prendre d'assaut la ville de Laghouât.

La réputation du général était bien établie ; l'empereur, couronné depuis quelques jours, lui conféra la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur. Pélissier resta encore trois ans à Oran, et vers ce temps fut nommé divisionnaire

Il n'était pas ennemi de la colonisation, et la fit prospérer d'une façon notable tant qu'il fut à la tête de cette province. En 1855, les embarras de l'armée d'Orient, causés en grande partie par la division des chefs alliés, déterminèrent l'empereur à envoyer en Crimée un homme énergique, armé de toute l'autorité suffisante pour faire taire les rivalités. Pélissier fut choisi.

Nous touchons à la plus belle époque de la carrière de cet illustre homme de guerre. Il s'agissait pour lui d'entraîner à sa suite les armées alliées⁽¹⁾ dans le suprême effort qu'on tentait sur ce sol infernal de Crimée que la rage désespérée des Russes, le choléra et le typhus nous disputaient à la fois.

Du premier coup d'œil le général jugea la situation et dirigea tous les efforts de l'armée de siège sur Malakoff, clef de Sébastopol. Nous ne nous attarderons pas à raconter les péripéties de cette lutte gigantesque. Pélissier exécuta avec regret l'ordre qu'il reçut de Paris de tenter un assaut le 18 juin, jour anniversaire de Waterloo dont on voulait une revanche ; cet assaut était prématuré et devait échouer. Il fallut cheminer lentement et pas à pas contre le formidable bastion Malakoff. Enfin, le 5 septembre 1855, il fut avisé par le génie que les cheminements de la septième parallèle étaient arrivés à vingt-cinq mètres du *bastion d'enfer*, comme l'avaient surnommé les Russes. C'était l'heure. Un horrible bombardement exécuté par plus de huit cents pièces, dont deux cents anglaises, précéda l'assaut, jeta, par des intermittences calculées, les assiégés dans de continuelles et énervantes inquiétudes, les empêchant de goûter le plus petit moment de repos, et détruisit tout ce qui était encore debout dans l'intérieur de la place, bouleversant les fortifications, et imposant d'irréparables pertes aux défenseurs dont la vigilance allait s'affaiblissant.

(1) Armées française, anglaise, turque.

Le 7 septembre au soir, le général Niel vint dire au commandant en chef que la prudence exigeait qu'on ne différât pas l'assaut. Pélissier donna ses ordres immédiatement pour le lendemain à midi. L'attaque de gauche fut confiée au général de Salles, commandant le 1^{er} corps, et à la brigade piémontaise Cialdini, celle du centre aux Anglais, et celle de droite, la principale, au général Bosquet. Celui-ci décida que l'attaque du bastion serait confiée au général de Mac-Mahon.

L'ordre du jour que Bosquet adressa à son corps d'armée mérite d'être conservé par l'histoire :

« Aujourd'hui, c'est le coup de grâce, le coup mortel que vous allez frapper de cette main ferme, si connue de l'ennemi, en lui enlevant sa ligne de défense de Malakoff, pendant que nos camarades de l'armée anglaise et du 1^{er} corps donneront l'assaut au Grand Redan et au bastion Central.

« C'est un assaut général, armée contre armée; c'est une immense et mémorable victoire dont il s'agit de couronner les jeunes aigles de la France.

« En avant donc, enfants ! A nous Malakoff et Sébastopol ! »

Pélissier avait fait régler sur sa propre montre toutes celles des officiers de l'armée; et il avait fort habilement choisi l'heure de midi pour fixer l'assaut, car on savait qu'à cette heure-là les Russes se disposaient à prendre leurs repas et qu'ils s'abritaient, pour manger tranquillement. La garnison de Malakoff fut ainsi prise au dépourvu.

A midi précis, les troupes s'élancèrent; 56.000 Franco-Anglais se ruaient sur 50.000 Russes formidablement retranchés.

L'attaque des généraux Dulac et La Motterouge contre le Petit Redan échoua, les troupes ayant deux et trois cents mètres à parcourir sous le feu de l'ennemi; mais celle du général de Mac-Mahon, dont la division n'avait que vingt-cinq mètres à franchir, réussit à merveille; l'assaut fut instantané.

Mac-Mahon maintint héroïquement sa division sur le terrain conquis. Malakoff était miné, le général le savait et s'attendait à sauter. En prévision de cet événement qui aurait pu changer peut-être les destins de la journée, il fit sortir du bastion sa première brigade, et la remplaça dans la place d'armes qu'elle occupait avant l'assaut, avec ordre de se jeter immédiatement dans l'entonnoir, si l'explosion avait lieu ; lui-même, avec sa dernière brigade, resta dans l'ouvrage pour le défendre.

Si nous nous étendons un peu longuement sur des événements qui paraissent sortir du cadre dans lequel nous nous sommes renfermé, c'est que dans cette guerre de Crimée les troupes d'Afrique furent admirables. La division Mac-Mahon comprenait à Malakoff des zouaves et des tirailleurs algériens. Ce fut certainement le 1^{er} de zouaves qui se distingua le plus : son colonel était M. Collineau, que nous avons vu châtier si rudement à Mili, près de Biskra, le chérif d'Ouargla. Le réduit du bastion Malakoff était une tour crénelée dans laquelle s'étaient réfugiés deux cents Russes, qui faisaient un feu d'enfer ; il enleva cette tour avec son brave régiment, à la tête duquel il s'élança en criant : Echec à la tour !

Pélissier fut nommé maréchal de France, duc de Malakoff, et le Corps législatif, [à l'unanimité, vota en sa faveur une dotation annuelle de cent mille francs. Mais les faveurs qui pleuvaient sur le glorieux soldat ne lui laissèrent qu'un désir : celui de finir ses jours en occupant une des hautes fonctions de l'Etat. Heureux de le satisfaire, Napoléon III lui confia l'ambassade de Londres, en 1858, et, à son retour, le nomma grand chancelier de la Légion d'honneur. Pendant la guerre d'Italie, le maréchal eut le commandement de l'armée d'observation de l'est, dont le centre était à Nancy. Enfin, l'empereur, en 1861, l'envoya à Alger comme gouverneur-général.

L'Algérie venait de faire prématurément l'essai du gouvernement civil, sous le ministère spécial du prince Napoléon ;

en peu de temps, d'énormes difficultés administratives paralyserent tout ressort dans notre grande et belle colonie et il fallut revenir au gouvernement militaire. Le duc de Malakoff connaissait à fond les affaires algériennes par une pratique de vingt années.

Au physique, Pélissier n'avait rien de remarquable. Ses traits étaient calmes, fortement accentués, son visage ne devenait expressif que lorsqu'il s'animait en parlant. Ceux qui ont voulu le représenter comme un homme violent et emporté, comme un Cambronne pour le langage et le libre-parler, ont singulièrement exagéré; sous ses cheveux blancs taillés en brosse brillait un regard froid et terne. C'était un bourru, mais un bourru bienfaisant; en dehors de l'intimité, quand il se présentait en public, on était émerveillé de son aisance parfaite, de son langage facile, correct, simple et concis dans la forme, accompagné de fort peu de gestes.

Beaucoup des légendes qui ont couru sur lui proviennent de ce qu'il avait peu d'amis; avare de son amitié comme tous les hommes vraiment forts, il demeurait fidèle à ceux qu'il en avait honorés. S'il se sentait entouré d'amis vrais, il était le plus aimable des hommes, et, de plus, charmant causeur. Le général était adoré de ses aides de camp, auxquels il n'avait nullement l'habitude, quoi qu'on en ait dit, de jeter, en des moments d'humeur, tout ce qui lui tombait sous la main. On a prétendu que le commandant Cassaigne, son aide de camp principal pendant plusieurs années, fut le seul qui savait prendre le maréchal, dont la rudesse de caractère devenait avec lui de la condescendance. Contes absurdes ! Le maréchal avait un faible pour le commandant Cassaigne, parce que cet officier avait une réelle valeur et comprenait à demi-mot les instructions; son concours facilitait au maréchal l'expédition d'un travail de cabinet parfois excessif pour un commandant de province en Algérie. Mais de cette affection du général pour l'aide de camp, il ne faut pas conclure à une égoïste satisfaction

de l'intérêt personnel, à la satisfaction du supérieur paresseux qui s'en rapporte à son subordonné. Comme science administrative, Pélissier prouva qu'il était assez riche de son propre fonds pour n'avoir pas besoin d'emprunter à autrui.

Cassaigne, parvenu au grade de colonel, mourut en Crimée. Sur la tombe du brave soldat, une explosion de douleur navrante partit du cœur de Pélissier qui jusqu'alors s'était plu à l'appeler son fils, et répétait souvent que son aide de camp fidèle lui fermerait les yeux. Le hasard de la guerre, ce hasard si brutal et si cruel parfois, le ravit à son affection. Plus tard, le maréchal devint de plus en plus avare de son amitié, et, sans avoir la farouche misanthropie d'Alceste, il semblait, à l'âge de soixante-douze ans, prendre en dégoût l'humanité qui passait sous ses yeux. En 1864, l'illustre maréchal s'éteignit dans les bras de sa jeune femme, douce et vaillante compagne de sa vieillesse ; il avait consacré cinquante-quatre ans au service de la France.

CHAPITRE II

SOMMAIRE

Les Ouled Sidi Cheikh. Si Hamza. Nouveau procédé de couchage. N'gouça. Combat de N'gouça. Mohamed ben Abdallah. — Ouargla. Tuggurt. Les oasis de l'oued R'ir. Les puits artésiens. — Les dunes. Le Souf Biskra. — La Kabylie. Un peu d'histoire. Le roi de Kokou. — Aspect de la Kabylie. Panorama de Fort-National. Les villages kabyles. Le montagnard. Société kabyle. Les çofs. Colons et Kabyles. La fausse monnaie des Beni-Yenni. — La conquête. L'armée expéditionnaire. Le convoi. Le train. Les zouaves sœurs de charité. Les Beni-Raten. Fort-National. Combat d'Icheriden. — Une prophétesse kabyle. Les Illiltén. Diplomatie kabyle. Lalla Fatma. Une prêtresse de théâtre. La femme dans la société kabyle. Mariage, polygamie et divorce. — Le kabyle monogame. Les marabouts. La Ziara. Les marabouts des Beni-Djennad et des M'chédalla. Superstitions. Le démon Lazerour. Les amulettes. Sorciers et chercheurs de trésors. Médecins et charlatans. L'anaya kabyle. — Le conquérant de la Kabylie. La conduite de Grenoble. Randon colonel du 2^e chasseurs d'Afrique. Le général Randon à Bône et à Metz. Le général Randon ministre de la guerre, puis gouverneur-général de l'Algérie.

I

Napoléon III arrivé au pouvoir eut un plan parfaitement arrêté, quant à l'Algérie : il voulut que la conquête en fût achevée. Mais pour cela il fallait à nos premières possessions ajouter la Kabylie au nord, le Sah'ra au sud. On se décida à débiter par le Sah'ra, et le général Randon eut l'ingénieuse idée de faire guerroyer dans ce vaste pays les Arabes soumis à notre domination. Opposer l'arabe à l'arabe, tel a été le vrai moyen de conquérir l'Algérie, et c'est encore aujourd'hui le seul moyen de la conserver.

Nous avons dans le sud de la province d'Oran un grand

feudataire, Si Hamza, l'agha de la tribu des Ouled Sidi Cheikh, qui ont tant fait parler d'eux depuis 1864. Les Ouled Sidi Cheikh se divisent en Ouled Sidi Cheikh Cheraga, ou orientaux, qui vivent en Algérie, et en Ouled Sidi Cheikh Gharaba, ou occidentaux, qui vivent au Maroc. La ligne de délimitation est assez confusément tracée ; il est regrettable que le traité du 18 mars 1845 n'ait pas déterminé d'une façon plus précise lesquelles des fractions des Ouled Sidi Cheikh sont Gharaba, ou marocaines, et lesquelles sont Cheraga, ou françaises. Quoi qu'il en soit, la branche Cheraga est l'aînée, et conséquemment la plus influente.

Les Ouled Sidi Cheikh sont les descendants d'un saint vénéré, surnommé Abd-el-Kader ben Mohamed, ou Cheikh (vieillard), ou Bou-Amema (l'homme au turban). Cet Abd-el-Kader, disent ses descendants, avait pour ancêtre Abou-Bekr Es-Saddik, le successeur du prophète ; mais cette prétention n'est appuyée par aucune preuve sérieuse. Les Ouled Sidi Cheikh ne sont donc pas le moins du monde chérifs ; ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils sont djouads ou nobles d'origine, parce que leurs aïeux vinrent d'Arabie au ^x^e siècle.

Si Hamza, le chef des Ouled Sidi Cheikh en 1852, était le descendant le plus direct du vénéré Sidi Cheikh ; il jouissait dans tout le Sah'ra algérien d'une immense influence, et c'était un vrai coup de maître de s'adresser à lui pour l'envoyer conquérir, à notre profit, les pays situés au sud de Laghouat. Comme tous les descendants de Sidi Cheikh, il avait assez peu de suite dans les idées et passait pour être d'un caractère léger, emporté, manquant de sens politique. Quelque chose le distinguait surtout : son avidité légendaire, qui s'alliait assez peu avec la haute position qu'il occupait et avec l'influence qu'il exerçait sur des milliers de musulmans, dont il était le chef respecté. Il ne dédaignait pas de faire le commerce des œufs d'autruche et de se mettre en relation avec des Juifs, si méprisés des fils de Mahomet. Un jour, le colonel Trumelet vit un pauvre diable, vêtu de haillons, mettre dans la main du chef une pièce de deux sous,

après lui avoir pieusement baisé le pan du burnous ; et comme on lui exprimait un certain étonnement de le voir accepter une offrande aussi modique, il répondit que le don du pauvre était plus agréable à Dieu que celui du riche.

Ce n'était pas seulement, raconte le colonel Trumelet, de l'amour que Si Hamza professait pour l'argent, c'était de l'idolâtrie ; toutes ses facultés étaient tendues vers les moyens de se procurer ce précieux métal. Voyait-il une montagne : « Je voudrais, disait-il, avoir de l'or gros comme cette montagne. » Voyait-il un ravin : « Je voudrais avoir ce qu'il faudrait d'or pour combler ce ravin. » Si Hamza était une tire-lire, recevant et ne rendant jamais ; il ne pratiquait même pas l'hospitalité, mais aimait énormément à la recevoir. Et pourtant, si cet homme avait la passion de l'or, c'était pour en faire le pire usage, pour l'enfouir. Chez lui, il vivait mal : du couscouss très commun et quelques dattes. Entassant dans des magasins tous les dons qu'il recevait en nature, comme le Gobseck de Balzac, il les laissait se détériorer et se perdre sans bénéfice pour personne.

Il ne recherchait un peu de confort que pour sa literie. Quoique fils du désert, il redoutait la chaleur, surtout celle des nuits d'été. « Il était parvenu, dit M. l'interprète Gourgeot, à résoudre un problème qui intéresse au plus haut degré les personnes corpulentes et grasses qui, plus que les autres, sont sujettes à être incommodées par les effets d'une température élevée. Ces personnes cherchent à alléger leurs souffrances en faisant dresser plusieurs lits dans leurs appartements. La nuit venue, elles se couchent successivement sur chacun de ces lits, abandonnant le matelas devenu brûlant par suite d'un long contact avec le corps, pour se remettre sur un matelas frais. Seulement, l'exercice fatigant auquel elles sont obligées de se livrer pour aller d'un lit à l'autre interrompt leur sommeil et les force bientôt à rester en repos, ce qui, pour elles, est un enfer. Si Hamza avait imaginé une couche d'une forme singulière. Au lieu d'être carrée, comme le sont générale-

ment celles des indigènes aussi bien que celles des Européens, elle était ronde. Les extrémités formaient une circonférence relevée à l'aide de riches coussins sur lesquels il reposait sa tête. Ses pieds, ne quittant pas le centre, étaient pour lui un pivot sur lequel il tournait, ce qui lui permettait de changer de place autant de fois qu'il le désirait sans être obligé de se lever. Ses serviteurs étaient devenus d'une adresse incomparable pour lui improviser des lits de cette forme partout où il se trouvait, en voyage aussi bien que chez lui. »

Si Hamza avait la démarche lente et cadencée des chefs arabes ; cette allure un peu théâtrale est singulièrement favorisée, comme bien on le pense, par l'ampleur du costume. Son front était développé et ses yeux assez beaux. Toutefois le regard n'était ni franc ni intelligent.

Au moral, c'était un homme excessivement difficile à déchiffrer, et sujet à d'étonnantes distractions. Souvent, après avoir provoqué des explications sur tel ou tel sujet intéressant, il interrompait brusquement son interlocuteur pour lui demander si c'était en France que l'on fabriquait les boutons d'uniforme, ou pour lui poser telle autre question absolument niaise. Son caractère échappait à toute analyse, car ces affectations cachaient une profonde finesse ; grand dormeur, plus paresseux que le plus paresseux des Arabes, il montrait une activité sans bornes, passant à cheval des jours et des nuits. Personne ne sut mieux le prendre que M. de Colomb, commandant du cercle de Géryville de 1852 à 1860 (1), qui était passé maître dans l'art de faire monter à cheval, quand l'intérêt de la France l'exigeait, le plus mou et le plus fantasque des êtres.

L'avarice étant la passion dominante de Si Hamza, nous l'avions littéralement acheté vers 1850, et lui avions donné le khalifalick des Ouled Sidi Cheikh Cheraga ; mais, dès 1851, on s'aperçut qu'il échappait à notre influence et entretenait

(1) Aujourd'hui général commandant un corps d'armée.

des relations avec nos pires ennemis, notamment avec Mohamed ben Abdallah, le chérif d'Ouargla. Il eut même sur l'Oued Zergoun une entrevue avec cet agitateur de l'extrême sud, déclarant, sans trop se gêner, qu'après tout il lui devait beaucoup de considération parce qu'il était comme lui marabout et chérif. Au commencement de 1852, le général Randon fit arrêter Si Hamza, et ordonna son internement à Oran; il y resta dix-huit mois, regrettant son désert où il faisait bien chaud, mais où il recueillait de si belles offrandes; aussi fit-il amende honorable, jura de nous servir fidèlement, et fut réintégré dans son commandement.

Tel est l'homme auquel on allait confier, avec des moyens purement arabes, le commandement d'une expédition destinée à nous ouvrir le Sah'ra jusqu'à Ouargla, et à y préparer notre venue. Ce fut le colonel Durrieu, commandant la subdivision de Mascara, qui décida Si Hamza à marcher contre son ancien ami Mohamed ben Abdallah. On lui promit de le soutenir de près avec des troupes françaises et de le secourir au besoin s'il était repoussé; bref, après bien des tergiversations, qui mirent à une rude épreuve la patience du commandant de Colomb, il entra enfin en campagne le 3 novembre 1853, avec quelques centaines de cavaliers recrutés dans les tribus du sud oranais, et un fort contingent de fantassins fournis par les Stitten, tribu des environs de Géryville. Les Stitten ont la réputation d'être les meilleurs fantassins du désert. Si Hamza eut l'esprit de ne pas trop prendre au sérieux les menaces de Mohamed ben Abdallah, qui lui écrivit : « Renonce à tes projets, ô Hamza le renégat; sans quoi tu mourras damné en fuyant devant moi. »

Sa mission fut singulièrement facilitée par Taïeb ben Babia, ce sultan nègre que Mohamed ben Abdallah avait voulu évincer de N'gouça, petite oasis à cinq lieues au nord d'Ouargla. Ben Babia fit savoir au khalife qu'il était tout à lui et aux Français, et qu'aussitôt qu'il se présenterait devant le ksar de N'gouça, il lui en ouvrirait les portes. Si Hamza ne manqua pas de profiter de cette offre, et vint

s'établir dans une sorte de camp retranché qu'il fit élever en avant d'une des faces du ksar. De là il menaçait directement Ouargla.

A distance, N'gouça présente un aspect un peu moyen âge; le ksar a une double enceinte, percée au nord d'une porte flanquée de bastions crénelés, avec machicoulis. Un réduit, pompeusement décoré du nom de kasbah, sert aujourd'hui de logement à l'auguste descendant de la dynastie nègre des Ben-Babia. Ce représentant d'une race déchue a accepté de nous les humbles fonctions de cheikh, infiniment plus lucratives que celles de souverain *in partibus* que remplissait son père. Quand on approche de N'gouça, la perspective change, les murs sont en terre cuite au soleil, et les portes se composent de troncs de palmiers reliés entre eux par des traverses fixées, à défaut de clous, par des cordes en feuilles du même arbre. Si l'on pénètre dans le ksar, on est frappé par la saleté des rues, l'aspect misérable de la population; les hommes sont atrocement malpropres, et les femmes repoussantes. Quand nous aurons dit qu'un fossé de sept à huit mètres de largeur, plein d'eau, défend les abords des murailles, nous aurons complété notre description. Seulement l'enceinte a un grave défaut : vient-il à pleuvoir seulement deux heures, des brèches se produisent partout, les murs croulant de toutes parts. Il est vrai qu'il pleut si rarement à N'gouça !

Entre N'gouça et Ouargla se trouvent d'énormes dunes qui se suivent jusqu'à la sebkhah ou chott d'Ouargla. C'est là que Mohamed ben Abdallah avait placé ses contingents pour livrer combat à Si Hamza. Deux partis de musulmans, perdus dans l'immensité du Sah'ra, allaient se heurter, les uns luttant contre la France, les autres se battant à son profit. Depuis le combat de Biskra entre le goum de Ben Ganah, le serpent du désert, et les troupes d'Abd-el-Kader, aucun fait de ce genre ne s'était produit.

A peine arrivé devant les positions occupées par le chérif d'Ouargla, Si Hamza lança les Stitten; mais vainement

ces fantassins couvrirent les dunes de leurs cadavres ; ils finirent par reculer. Alors leur chef donna un exemple extraordinaire de bravoure. Ayant ramené ses troupes au combat, il devint furieux lorsqu'il se sentit blessé à la cuisse, et se précipita dans la mêlée le sabre au poing. Son cheval fut tué ; le khalifa, le visage ensanglanté, le burnous troué de balles, se jeta sur un abominable bucéphale dont personne ne voulait, criant à ses fidèles qu'ils eussent à le suivre, car il s'ôtait tout moyen de fuite. « Il faut vaincre à tout prix, disait-il ; reculer c'est nous perdre. » L'attaque recommençait, quand une députation se détacha de l'armée du chérif Mohamed ben Abdallah : « Au nom de Dieu et de la justice, ô khalifa du sultan de France, nous sollicitons l'aman ! Nous demandons à venir sous ton drapeau et sous celui de ton maître. »

Si Hamza accorda l'aman, pendant que Mohamed Ben Abdallah fuyait au plus vite. Au nombre des blessés, était Ben Nasseur ben Chohra, cet ancien agha des Larbâas qui avait introduit l'agitateur à Laghouat.

On sera peut-être curieux de connaître la fin de l'histoire de Mohamed ben Abdallah. Abandonné des siens, il se réfugia à Nefta dans le Djérid (désert) tunisien. En 1854, le petit sultan indépendant de Tuggurt l'appela à son secours, et le lança dans la direction d'Ouargla ; mais le chérif eut peu de succès. Le général Desvaux, commandant la subdivision de Batna, se hâta d'arriver dans ces parages avec une colonne formée à Biskra ; à Meggarin, il battit les contingents réunis de Mohamed ben Abdallah et du sultan de Tuggurt, Ali ben Djellab. Du coup, cette dernière ville tombait en notre pouvoir, et le chérif était rejeté en Tunisie. Nous obtînmes du bey l'internement du personnage ; mais en 1858 il réussit à s'échapper et se réfugia dans le Touat, hors de notre portée. En 1861, ayant réuni autour de lui quelques écumeurs du désert, il s'avança jusque dans les environs de Laghouat ; cerné par un goum venu de l'ouest, sous le commandement d'un fils de Si Hamza, et par un

goum des Larbâa, il dut alors se rendre à discrétion. Ce peu intéressant chérif fut détenu pendant quelque temps à la citadelle de Perpignan; il obtint ensuite d'être interné à Bougie, où il mourut peu d'années après.

Si Hamza vint s'établir à Ouargla, dont les habitants se firent un peu prier. Simple question de formes; une ville bâtie par Salomon ne se rend pas sans faire quelques cérémonies.

Mais Si Hamza, après tout, n'était que le représentant de la France; la conquête d'Ouargla avait été faite en notre nom et ne pouvait être complète qu'à la condition que les forces françaises paraîtraient dans ces lointains parages. Le général Randon donna l'ordre aux commandants supérieurs de Laghouat et de Tiaret de s'avancer vers le sud, et au commandant de la subdivision de Mascara, colonel Durrieu, de se rendre à Ouargla. Ce mouvement était appuyé, on l'a vu, dans la division de Constantine par le général Desvaux, qui s'était acheminé vers les oasis de l'oued R'ir (la principale est Tuggurt); il le fut encore par le commandant Pein, de Bou-Sâada, qui se porta au milieu de la grande tribu des Ouled-Nâïls.

II

Nous avons dit qu'Ouargla-oasis est la reine des oasis algériennes, ce qui ne veut pas dire qu'Ouargla-ville soit la reine des villes du sud. L'oasis est située dans une dépression formée par l'oued Mia (la rivière aux cent bras), qui a un cours souterrain, comme toutes les rivières du sud; à la moindre pluie, le chott au milieu duquel se trouve l'oasis devient un vaste marécage. Naturellement, le marécage est pestilentiel, et occasionne des fièvres terribles qui déciment la population. Celle-ci, de sang noir ou mêlé, a un aspect des plus chétifs; il est vrai que ce n'est pas seulement la fièvre qui la tourmente. Tout le monde sait que

les populations du Sah'ra sont rongées par des maladies héréditaires. On ne voit que des corps déformés, et comme la plupart des habitants ont des ulcères apparents qui leur rongent quelque partie de la figure, on éprouve à leur aspect un profond sentiment de dégoût. A la dégradation physique il convient d'ajouter une malpropreté qui réellement dépasse les bornes permises.

L'oasis d'Ouargla, comme toutes les oasis en général, affecte la forme d'une ellipse; le grand axe a cinq kilomètres de longueur, et le petit trois. Les palmiers, qui, au dire des Arabes, ont besoin d'avoir la tête dans le feu et les pieds dans l'eau, y poussent remarquablement bien; les dattes de cette provenance sont les plus renommées du désert. On y compte 500.000 palmiers.

Quand on arrive du nord par N'gouça, on n'éprouve aucun étonnement à l'aspect de la ville circulaire d'Ouargla; Salomon, est-on obligé de se dire, n'a pas fait les choses aussi bien que le prétend la légende arabe. Rien de monumental dans cette cité qui s'élève sur un plateau au centre de l'oasis; toutes les constructions sont en terre. Le mur d'enceinte, orné de tours ébréchées, est précédé d'un fossé vaseux d'où s'échappent plus de miasmes que du chott dans lequel se baignent les jardins. Aujourd'hui, la première porte devant laquelle on se présente est la *porte de Gueydon*. Les rues étroites et parfois couvertes que l'on enfile pour se rendre à la kasbah, sont la *rue de Chartres*, la *rue Aubry*, et les petites places irrégulières, la *place Lacroix*, la *place Beau-lieu*, etc., etc. Ces dénominations rappellent les noms de quelques officiers qui faisaient partie de la colonne du général Lepoitevin de Lacroix, en 1872; le duc de Chartres était alors chef d'escadron au 3^e régiment de chasseurs d'Afrique.

La *porte de Gallifet* s'ouvre sur le réduit pompeusement décoré du nom de kasbah : notre caïd y possède ses appartements. Le premier caïd d'Ouargla, après 1871, a été un lieutenant de spahis, Ben Driss. Fort intelligent, ce fonctionnaire avait installé dans l'immeuble un cercle d'officiers,

avec cartes géographiques appendues aux murailles, et journaux étalés sur une grande table recouverte d'un tapis vert. Ceux d'entre nous qui, dans ces derniers temps, sont venus tenir garnison à Ouargla, ont dû être enchantés de trouver de pareilles ressources en un pays perdu.

Depuis l'expédition du colonel Durrieu, des détachements français ont souvent visité la ville. Citons en particulier le général de Lacroix, qui, au commencement de 1872, après avoir durement châtié la révolte de Tuggurt, poursuivit les bandes de Bou-Choucha et les battit à Tamesguida et à Aïn-Taïba. Les chaleurs arrivant dans le pays dès le mois de mars, Lacroix ne put pousser jusqu'à El Goléa, à quatre-vingts lieues au sud d'Ouargla, où s'étaient réfugiés les insurgés. Cette expédition fut faite l'année suivante par le général de Gallifet.

Nous avons dit plus haut qu'à la suite du combat de Meggarin contre les contingents réunis du chérif Mohamed ben Abdallah et du petit sultan Ben Djellab, le général Desvaux avait été conduit à occuper Tuggurt, la principale des oasis de l'oued R'ir. Comme aspect, cette oasis n'est guère différente de celle d'Ouargla. A côté, sur une éminence où se trouvent encore les ruines d'une mosquée, on voit les traces de l'ancienne Tuggurt (Tuggurt el Khedima). La nouvelle Tuggurt (Tuggurt el Djeddida) est délabrée comme ses sœurs du Sah'ra. Toujours les constructions en terre cuite au soleil; toujours les mêmes habitants rachitiques et dégoûtants de crasse et de vermine. Après avoir traversé une quantité de ruelles infectes, on débouche sur la kasbah, très chétive construction avant 1872. A cette époque, après l'insurrection, le général de Lacroix, pour l'agrandir et la dégager, a fait jeter à bas la moitié de la ville arabe. C'est aujourd'hui un assez long parallélogramme sur la porte duquel on lit : *Colonne du sud de 1871 ; général Lepoitevin de Lacroix, commandant la division de Constantine*. Le monument est dominé par une haute tour en briques passablement dégradée, et au sommet de laquelle on monte par

un escalier dangereux. Dans l'intérieur de la cité, on voit une vieille mosquée bâtie par un des premiers sultans de Tuggurt; au-dessus de la porte d'entrée une inscription indique qu'elle fut construite l'an 1220 de l'hégire (1805 et 1806 de notre ère).

Les fossés de Tuggurt, creusés en avant d'une muraille décrépite rappelant très bien, par ses dentelures, la forme d'une scie, étaient jadis remplis d'eau, et leur largeur leur avait fait donner par les habitants le nom ambitieux de mer (bahar). Comme ils étaient devenus un foyer de miasmes pestilentiels, un réceptacle d'immondices, il fallut les dessécher quand on procéda, en 1872, à l'occupation de la place par des tirailleurs algériens et des hommes du 3^e bataillon d'Afrique. Cette occupation n'a duré que quelques années, et Tuggurt, momentanément annexe avec commandant supérieur et chef-lieu de bureau arabe, est devenue l'apanage d'un chef indigène.

On ignore à quelle époque cette ville fut fondée; mais on sait qu'elle est très ancienne d'origine. M. Philippe, interprète de l'armée d'Algérie, est tenté de lui donner pour fondateur un des hommes les plus illustres de l'ancienne Numidie, Jugurtha. Cet officier fait remarquer la singulière homonymie qui existe entre ce nom de Tuggurt ou Tougourt, comme disent les Arabes, qui est la forme féminine berbère du mot Iougourt (prononciation latine), et le nom propre du petit-fils de Massinissa; il observe, en outre, qu'en arabe correct, Tuggurt s'écrit *Tegguert*, ce qui est à peu près le nom de Jugurtha prononcé en berbère, *Iegguert* (fils de Guert); la mère du héros numide était une femme de ce nom.

C'est dans la province de Constantine que les oasis sont les plus nombreuses; cela tient à la disposition du sous-sol saharien. Les fossés de Zaatcha, d'Ouargla, de Ngouça, de Tuggurt, nos lecteurs le savent, sont toujours remplis d'eau; en effet, sous la couche sablonneuse du Sah'ra existe une nappe souterraine qui, dans les oasis, est fort peu profonde.

La surélévation du sol saharien va généralement du nord au sud ; c'est ce que l'on remarque pour l'oued Guir dans le Maroc, pour l'oued M'zi à Laghouat, pour l'oued Mia à Ouargla, pour l'oued R'ir à Tuggurt ; l'eau de ces rivières coule du nord au sud dans un lit aux berges encaissées, se montrant parfois, le plus souvent coulant sous le sable, qu'il faut creuser pour la trouver. Dans le midi de la province de Constantine, l'eau suit deux directions : du nord au sud et de l'ouest à l'est. L'oued R'ir coule dans la première de ces directions, et forme le long chapelet des oasis du même nom ; l'oued Djeddi court dans la seconde, nous donnant les oasis du Ziban, dont les principales sont Biskra, Zaatcha, Ouled-Djellal, etc.

Les eaux de la nappe souterraine tendant toujours à reprendre le niveau de leur point d'infiltration, il est tout naturel que l'idée vienne de les faire jaillir par des puits artésiens. Quand la couche superficielle du sol se compose de matières faciles à déplacer, les puits sont naturels ; beaucoup d'oasis leur doivent leur prospérité. Dès la plus haute antiquité, les Arabes se sont ingéniés à suppléer à la nature ; dans les oasis a toujours existé la corporation des r'tassa (puisatiers-plongeurs), fort respectés au Sah'ra où ils jouissent de grands privilèges ; leur profession est très périlleuse. Ils enlèvent les sables extraits du puits, au moyen de paniers faits avec de l'écorce de palmier ; un seul d'entre eux peut opérer dans le puits et, comme la nappe d'eau jaillit toujours brusquement, il faut que deux ou trois camarades veillent constamment à l'orifice.

Mais les r'tassa se heurtent parfois à des difficultés insurmontables : ils n'ont pas les moyens de combattre la mobilité des terres et la résistance de certaines couches qui précèdent immédiatement la nappe d'eau. Pour soutenir ces terres, ils se servent d'un blindage en troncs de palmier ; mais le bois pourrit vite, le puits se comble, les sables s'éboulent. Finalement l'oasis, qui ne peut se passer d'eau, finit par disparaître.

Quand le général Desvaux arriva dans l'Oued R'ir, en 1854, il eut la bienfaisante idée d'aider ses habitants (les R'oura) dans le forage de leurs puits. Dès 1855, l'ingénieur Jus, avec des ateliers de sondage fournis par les corps de l'armée d'Afrique, obtenait un premier résultat : un puits débitant 2.000 litres d'eau à la minute. Depuis cette époque, les Français ont pu forer dans l'Oued R'ir, et aussi dans le Hodna et dans l'Oued Souf, environ cent quatre-vingts puits artésiens. Nous avons ainsi sauvé de la ruine quantité d'oasis ; et en les vivifiant, nous avons fait plus qu'augmenter le bien-être des habitants, nous avons assuré la paix au pays (1).

La température de l'eau fournie par les puits artésiens ne diffère pas sensiblement de celle de l'air, ce qui ne veut pas précisément dire que l'eau soit très agréable à boire. Passe encore si elle n'était que chaude, mais elle a des qualités réellement trop purgatives, saturée qu'elle est de sels de magnésie. On a souvent constaté dans les puits artésiens de l'Oued R'ir la présence de petits poissons de trois ou quatre centimètres de long, ressemblant à nos ablettes. Dans le ksar d'Ourlana, on voit un bassin alimenté par un puits et rempli de ces petits poissons, que les indigènes laissent se multiplier à l'aise.

Les Arabes appellent généralement les puits artésiens français *fontaines de la paix*.

Sans le palmier-dattier, qui a tant besoin d'eau, le Sah'ra ne serait point habitable. La poésie arabe s'est emparée de ce roi de l'oasis et en a fait un être animé, créé par Dieu le sixième jour, en même temps que l'homme. Le dattier est l'arbre nourricier de ces pays ; c'est seulement dans le désert, où les chaleurs commencent en avril, et

(1) Il n'est pas toujours possible d'atteindre la nappe souterraine ; un puits artésien n'a parfois que cinq à six mètres de profondeur, mais souvent aussi il en a deux cents. Ainsi l'on n'est point parvenu à sauver la malheureuse oasis de Sidi Rached, qui va être engloutie par les sables qui la surplombent. Les dunes dominent les maisons, ou plutôt les huttes, d'un air menaçant, et les palmiers sont déjà aux trois quarts enterrés dans le sable.

dont la température moyenne est de 22 degrés, que peut croître ce végétal, auquel il faut une somme de chaleur d'au moins 5.000 degrés pour qu'il puisse voir mûrir ses fruits ; la datte non mûre est âpre au goût et ne contient pas de substances nutritives, telles que la fécule et le sucre. Les dattes de Bou-Sâada, par exemple, ne mûrissent point, parce que l'oasis n'est pas abritée des vents du nord (1).

Il ne pleut presque jamais dans le Sah'ra ; on comprend dès lors la reconnaissance de l'arabe pour l'arbre aux fruits savoureux qui prospère dans le sable, grâce à un peu d'eau saumâtre mortelle aux autres végétaux, et qui reste vert quand toute végétation se torréfie autour de lui. Rarement un palmier est déraciné par le vent ; son panache offre peu de prise à l'air et son tronc flexible, composé de fibres entrelacées, se courbe jusqu'à terre. Les fruits mûrs sont rassemblés en grappes ou régimes, dont le poids atteint souvent 15 à 20 kilogrammes. En moyenne, chaque palmier produit 70 kilogrammes de dattes, ce qui, par hectare, donne 7.000 kilogrammes, chaque hectare contenant cent palmiers environ.

Lorsque, du haut de la mosquée de Tuggurt, on contemple le grandiose panorama du désert, on aperçoit au sud quelques taches vertes ; ce sont les oasis de Meggarin et de Temacin. Le sable, dans le Sah'ra algérien, se rencontre par zones ; à l'est et à l'ouest de Tuggurt, il règne en maître et à perte de vue. Des dunes, toujours des dunes ! Rien ne saurait rendre l'impression de profonde tristesse que l'on éprouve à ce spectacle. Chacune de ces dunes ressemble à un tombeau gigantesque, et si l'on monte au sommet, le cœur se serre à l'aspect d'un immense panorama désolé ; on dirait une vaste mer solidifiée, avec ses vagues géantes fixées par la main de Dieu. Combien l'on se sent petit en face de cette solitude sans bornes !

Et pourtant ce désert est habité ; de distance en distance,

(1) Les Arabes aiment fortement les euphémismes, car Bou-Sâada veut dire *l'heureuse*.

on y rencontre des puits autour desquels se groupent quelques tribus avec leurs troupeaux. Mais que des caravanes entières, des armées aient été englouties sous les sables amoncelés par le vent du désert, simples légendes ! Quand une caravane disparaît dans le grand Sah'ra, le Touareg en sait la véritable cause ; il la supprime si elle ne consent pas à payer une forte rançon. Dans certaines contrées, comme celle à l'est de Tuggurt, le vent soufflant à travers les dunes soulève un sable fin qui pénètre partout, gâte les aliments, arrête les montres et naturellement se fixe où il trouve un point d'appui, une masse rocheuse par exemple ; c'est ce qui explique l'existence des montagnes de sable que l'on rencontre parfois vers le sud.

Dans son voyage à Ghât ou R'ât, l'interprète Bou-Derba aperçut, par un très violent vent du midi, des dunes de sable de cinq à six mètres de hauteur se transporter d'un point à un autre. Mais ces dunes, dit-il, que l'on représente comme le tombeau de caravanes entières, sont loin d'être aussi terribles qu'on a bien voulu le dire. Elles n'ont jamais enterré que des corps inertes. Et il ajoute : « Le mouvement du sable n'a pas lieu subitement ; mais bien par couches très minces qui viennent se superposer l'une sur l'autre. »

En 1861, la colonne Pein, composée d'un bataillon de zouaves et de quatre escadrons de cavalerie, fut assaillie par un terrible coup de vent (guebli). Le colonel fit simplement masser son monde, et l'on attendit plusieurs heures la fin de la bourrasque. Cela fait, chacun se secoua et reprit la marche.

Développée par le sirocco (1), simoun et khamsin, la chaleur est insupportable dans le sud, et son action se fait sentir pour tout le monde de la façon la plus pénible, la plus douloureuse. Le corps est envahi par une sensation de chaleur brûlante ; la peau se crispe, la bouche se sèche.

(1) Vent du désert.

Les animaux ressentent la même impression de malaise, et refusent de marcher ; le plus souvent ils se couchent, la croupe tournée du côté du vent. Il n'est pas d'être vivant assez énergique pour résister à l'affaissement physique produit par ce vent maudit ; on cesse de penser, la volonté est annihilée.

Quand une colonne est assaillie par lui, il faut, coûte que coûte, qu'elle avance machinalement. Celui qui se laisse aller à s'étendre sur le sol brûlant, risque fort une congestion pulmonaire, quand il n'est pas asphyxié du coup ; bien souvent, les commencements de congestion ou d'asphyxie produisent une surexcitation cérébrale pendant laquelle l'homme cherche à se soustraire aux maux qui l'accablent. De là les suicides si nombreux que l'on signale dans les expéditions.

Lorsqu'on a marché pendant quelques heures à travers cette région désolée, à l'est de Tuggurt, on voit tout à coup une bande d'un vert sombre dépasser les crêtes sablonneuses ; au delà le désert s'allonge à perte de vue. Voici un peu de végétation, pense-t-on. Pas du tout, on est dans la région du Souf, et le vert que l'on aperçoit provient de la cîme des palmiers. Les oasis sont ici profondément encaissées dans le sable ; la principale d'entre elles est El Oued, les autres sont Guemar, Kouinine, Taghzout, Bihima, Debila.

Dans le Souf, le sable recouvre immédiatement une couche dure sous laquelle coule un fleuve, l'oued Souf ; c'est, a-t-on affirmé, l'ancien Triton, dont parle Ptolémée, et qui se déversait dans le golfe du même nom. Une pareille opinion est bien hasardée. Les habitants de ces contrées (Souafa) luttent pendant toute leur vie contre le sable qui menace d'engloutir leurs oasis, absolument comme les Hollandais contre la mer qui veut rompre leurs digues. On a maintenant l'explication de l'étrange aspect du pays ; les têtes des palmiers seules apparaissent au-dessus de l'horizon. Bien entendu que les Souafa n'arrivent pas à faire disparaître le sable ; mais ils lui ont déclaré une guerre à outrance. De

temps à autre, il y a corvée générale : hommes, femmes, enfants en remplissent des paniers ou couffins, et vont les vider à une certaine distance, au nord naturellement, pour que le vent du sud ne détruise pas, dès le lendemain, ce qui a été si péniblement exécuté la veille.

Les dattes du Souf passent pour être aussi bonnes que celles d'Ouargla.

La population est blanche, c'est-à-dire arabe ou berbère. Un peu moins rachitique et d'aspect moins misérable que celles d'Ouargla, N'gouça ou Tuggurt, elle est tout aussi malpropre. Le sable qui aveugle journellement ces pauvres gens les accable d'ophthalmies incurables. Leurs maisons, basses, petites, ressemblent assez à des niches à chiens ; et pourtant les Souafa cherchent à les embellir ! Ils les couvrent de petits dômes minuscules auxquels il ne manque que quelques dessins pour ressembler à des globes terrestres. Pareille chose se voit à El Hadjira, petite oasis située entre Tuggurt et Ouargla.

Les Souafa ont les mêmes habitudes que les Biskris ; ils émigrent en grand nombre dans les villes du Tell, et y exercent le métier de portefaix. Comme ils sont réputés très honnêtes, les négociants tunisiens de Sousse, Sfax, Gabès cherchent à les attirer. D'une sobriété remarquable, ils finissent par ramasser un petit pécule avec lequel ils retournent dans leur triste pays, qu'ils trouvent charmant. L'amour de la patrie ne raisonne pas.

Entre le Souf et Biskra s'étendent les fortes dépressions dans lesquelles le commandant Roudaire voulait introduire la mer. Des oasis s'y rencontrent ; celle de Sidi Okba renferme le tombeau du fameux Okba ben Nafi, fondateur de Kérouan, conquérant de l'Afrique septentrionale. C'est là qu'il mourut, assassiné, disent les uns, tué par les Berbères dans un combat, disent les autres. La mosquée, bâtie en troncs de palmiers ouvragés plus ou moins artistement, et décorée d'une multitude d'œufs d'autruche, est extrêmement curieuse.

Biskra est une oasis francisée qui a été considérablement embellie par nous. Pas d'immondices, pas de malpropretés comme dans les autres : une municipalité vigilante, désireuse d'attirer les étrangers, veille à la propreté des rues. Les palmiers même ont un air *lêché* qui sent d'une lieue la civilisation. La cité moderne est bâtie à côté du fort Saint-Germain, dont la séparent des jardins ravissants qui dépassent, par leur originalité, tout ce que l'on peut rêver. Les maisons à l'usage des Européens sont en briques cuites au soleil, mais précédées d'arcades qui fournissent de l'ombre. L'eau y est abondante, sinon excellente. Cette oasis, dont la vue a ravi l'empereur Napoléon III en 1865, compte cent cinquante mille palmiers et est en pleine prospérité (1).

III

Après la conquête du Sah'ra devait venir celle de la grande Kabylie ; mais les nécessités de la guerre de Crimée firent ajourner ces plans jusqu'à 1857.

Nos lecteurs nous permettront un peu d'histoire ; il est curieux d'étudier le passé d'un pays retourné à l'état primitif, sur les bords d'une mer qui fut de temps immémorial le centre de la civilisation.

Nous ne remonterons pas jusqu'à la fondation de Carthage, 860 ans avant Jésus-Christ ; nous négligerons ses luttes contre Rome. Les Carthaginois ne dominaient pas l'Afrique du nord ; ils se faisaient simplement accepter en respectant partout les mœurs et coutumes des populations ; leur domination, bornée à l'installation de nombreux comptoirs commerciaux, dura plus de sept cents ans. En Kabylie, ils n'occupèrent que deux villes du littoral : Djigelly (Igilgis) et Saldae (Bougie). C'est à peine si l'histoire

(1) Un chemin de fer va l'unir à Batna et au littoral.

romaine, dans les longs récits qu'elle nous offre sur la Numidie et les guerres de Jugurtha, nous parle de la Kabylie. La première fois que ses annales nous entretiennent du pays qui s'étend d'Hippo-Regino (Hippone ou Bône) à Julia Cæsarea (Cherchell) et Icosium (Alger), c'est à propos de la révolte de Tacfarinas. Ce chef recruta ses bandes dans les montagnes, et ce fut dans les montagnes qu'une trahison fit connaître aux Romains l'emplacement de son camp au milieu des bois. A cette époque, un roi tributaire du nom de Ptolémée régnait à Julia Cæsarea et à Icosium ; ses troupes aidèrent les soldats du consul Dolabella à cerner les bandes de Tacfarinas. On croit que le combat de nuit, à la suite duquel le chef numide fut tué, eut lieu près d'Auzia (Aumale).

La Mauritanie Tingitane, dont Tingis (Tanger) était la capitale, comprenait tout le territoire qui s'étend de Russicada (Philippeville) aux côtes de l'océan. La portion de ce pays qui répond à la Kabylie d'aujourd'hui n'a jamais été soumise, et paraît avoir été le centre de toutes les agitations contre Rome. C'est en Kabylie que le proconsul Gordien se fit décerner la pourpre et rassembla une armée avec laquelle il vint mettre le siège devant Carthage. Hérodiën raconte en détail la longue insurrection de Gordien, qui finit par se faire tuer avec son fils.

A la suite de ces événements, la Mauritanie fut partagée en deux provinces : celle de l'ouest garda le nom de Mauritanie Tingitane, celle de l'est prit le nom de Mauritanie Césarienne, avec Julia Cæsarea ou Cherchell pour capitale. Cette dernière fut plus tard coupée en deux, et l'empereur Maximien Galère décida la création de la Mauritanie Sitifienne avec Sitifis (Sétif) pour chef-lieu. La Mauritanie Tingitane, autrement dit le Maroc, fut rattachée au gouvernement d'Espagne. La Kabylie restait indépendante de fait.

D'après Zozime, les Francs firent leur apparition sur les côtes de la Kabylie l'an 275 de l'ère chrétienne. L'historien grec dit que cette race belliqueuse débarqua dans le pays

des Berbères entre Saldæ (Bougie) et Rusucurru (Dellys), et qu'elle fut repoussée après un grand combat auquel prirent part, à côté des gens du pays, des troupes venues de Carthage. Il faut croire néanmoins que quelques Francs réussirent à s'implanter dans ces contrées, car la tribu des Beni-Fraoucen, en grande Kabylie, se vante de descendre des Francs, et il est à remarquer en effet qu'on y rencontre beaucoup de blonds, ou plutôt de roux, ce qui est assez rare en Algérie.

Une longue période de calme relatif dura jusqu'au milieu du IV^e siècle de l'ère chrétienne. Alors des tentatives de révolte eurent lieu, non parce que les populations rêvaient de reconquérir leur indépendance, mais parce qu'elles étaient exaspérées des cruautés commises par les gouverneurs romains contre les chrétiens. Au temps de Valentinien, les conversions au christianisme s'opéraient en masse, et Ammien Marcellin représente les montagnards berbères comme se révoltant contre les violences des proconsuls et traduisant leur hostilité par de fréquentes incursions dans la plaine. Le comte Romanus, gouverneur de la Mauritanie Césarienne, ajoutait les exactions aux cruautés. Les premiers qui s'insurgèrent sérieusement furent les habitants du Djurjura (le mont Ferratus des anciens), divisés en cinq peuplades et que les Romains appellent *Quinque gentii*. Au nombre de ces *Quinque gentii* se trouvaient les *Isaflenses*, devenus les *Iflissen* ou *Flissa*, et les *Massinenses*, devenus les *Im-sissen* ou *Msisna* (1).

Un certain Nubel était chef de la principale tribu des *Quinque gentii*, qui paraît être celle des Zouaoua, appelés par les Romains *Jubaleni*. Le comte Théodose ne put rien contre Nubel et ses *Jubaleni*, et se laissa rebuter par l'âpreté de leurs montagnes. Il fut plus heureux contre Firmus et ses deux frères, Mascizel et Dius, qu'il battit dans la vallée de l'oued Sahel. Après des alternatives de succès et de

(1) Massen Issa signifie *les fils d'Aïssa*, et ce nom est devenu Massinissa.

revers, Firmus finit par être pris et se donna la mort dans sa prison.

Firmus avait un troisième frère, Gildon, qui fut le chef de la grande révolte de 398, si péniblement réprimée par Stilicon, général d'Honorius ; encore Stilicon fut-il obligé d'employer ce procédé extrêmement simple : opposer le numide au numide. Il lança contre Gildon son frère Mascizel, que Zozime appelle Mascedel, le même qui s'était battu contre les Romains avec Firmus. C'est à la tête des trois légions Herculienne, Jovienne et Augustienne, que Mascedel pénétra en Kabylie et battit Gildon ; celui-ci erra pendant quelque temps dans les montagnes, et se réfugia ensuite dans l'île de Tabarca, où il mourut.

L'histoire des expéditions de Théodose et de Stilicon nous révèle que jamais ces deux chefs romains ne purent se maintenir en Kabylie ; en effet, les historiens citent de nombreuses villes dans lesquelles ils parurent : toutes sont en dehors de la Kabylie.

La révolte de Gildon fut la dernière contre la puissance romaine. Bientôt surgirent les bandes qui détruisirent en Afrique ce que Rome avait édifié avec tant de peine. L'invasion des Vandales, qui eut lieu en même temps que la prise de Rome par Alaric, a laissé les plus tristes souvenirs ; elle devait réussir fatalement, car tel était le désordre dans l'empire romain qu'il n'y avait plus ni force, ni cohésion, ni autorité. La Kabylie fit ce qu'elle avait déjà fait avec Rome ; elle abandonna aux vainqueurs les vallées et les plaines, et se laissa cantonner par eux sur la cime des monts, quitte à les harceler sans cesse. Le gouvernement de Byzance hérita de ces luttes incessantes, et eut à subir les hostilités sans fin des montagnards. De nombreuses incursions vinrent dépeupler le pays, détruisant partout la richesse, et laissant l'Afrique sans force contre un ennemi bientôt menaçant. Mahomet venait de naître ; il devait lancer les hordes de l'Hedjâz à la conquête d'une grande partie du monde romain.

Les habitants de Carthage, au moment où ils apprirent que les Arabes avaient pris Aga (Tripoli) et s'avançaient dans la Byzacène (Djerid, ou Sah'ra tunisien), disputaient gravement, en séance publique, sur l'hérésie du monothéisme. Le préfet Grégoire, qui présidait les conférences, s'interrompit pour marcher en toute hâte contre Abdallah ben Saïd, khalifa d'Omar et chef des envahisseurs ; mais il fut battu à Akouba et fait prisonnier. Son vainqueur le fit mourir dans les supplices.

La Kabylie resta neutre dans cette guerre entre les Byzantins et les Arabes, et même ceux-ci, définitivement victorieux, échouèrent devant le massif des montagnes kabyles ; leur invasion s'écoula dès lors vers l'Espagne. Ibn Khaldon, l'historien des Berbères, dit que le peuple kabyle, bien défendu par la nature et par une population aussi nombreuse que guerrière, n'eut jamais à souffrir le moindre acte d'oppression de la part des émirs d'Afrique. Il ajoute que lorsque l'émir Mançour (le victorieux) attaqua les tribus des environs de Bougie, elles se rejetèrent dans leur pays, où il ne put les poursuivre.

Il a été dit ailleurs comment des corsaires turcs furent amenés à s'installer dans la ville des Beni-Mezagrena, à laquelle ils donnèrent le nom d'El Djezaïr (Alger) ; nous avons également raconté les longues luttes des pirates barbaresques contre l'Espagne (1). Baba Aroudj ou Barberousse essaya de s'emparer de Bougie, occupée par les Espagnols ; mais les secours des Kabyles lui faisant défaut, il échoua dans son entreprise, après avoir eu un bras emporté par un boulet de canon. Le pirate comprit l'impossibilité de la lutte ; comme il savait toutefois que le sentiment religieux est un puissant levier sur des populations ennemies de toute autorité, et que ces populations n'ignoraient point que les Arabes l'avaient appelé au nom de l'islamisme menacé par les Espagnols, il s'efforça de

(1) *Récits algériens*, 1^{re} série.

gagner les marabouts. Plus tard, à la suite de durs combats avec les farouches montagnards du Djurjura, il accepta un faible tribut, qu'il eut l'habileté de verser entièrement entre les mains des chefs religieux de la contrée. En d'autres termes, les Turcs se contentèrent d'une domination plus apparente que réelle.

Khaïr-ed-din, successeur de Barberousse, eut à lutter contre un kabyle nommé Ben-el-Cadi, roi du petit canton de Kokou, qui n'est autre que le pays des Zouaouas. Très forte position, le village actuel de Kokou n'est abordable que par un étroit sentier; quelques hommes peuvent le défendre. Les indigènes possèdent des mines de salpêtre, et ont toujours fabriqué de la poudre. Au temps des Turcs, ils en procuraient aux contrées environnantes; des marchands marseillais leur fournissaient le soufre. Khaïr-ed-Din finit par avoir raison de Ben-el-Cadi, dont il surprit les contingents au col des Beni-Aïcha, d'où l'on découvre Alger; mais cette victoire n'amena pas la soumission de la Kabylie.

Quand Charles-Quint parut devant Alger, le roi de Kokou amena aux Turcs un secours de deux mille Kabyles; il en fut de même du chef des Beni-Abbès, tribu qui se trouve aujourd'hui entre Akbou et Bordj-bou Arréridj. En récompense du concours que ces deux chefs indépendants leur prêtèrent, les Turcs exigèrent leur soumission; mais ils refusèrent et, lorsque les troupes du sultan voulurent pénétrer dans leurs montagnes, elles subirent un sanglant échec. Le chef de Kokou fit alors alliance avec les Espagnols. Les Turcs obtinrent de temps à autre quelques succès; mais, vers la fin du xvii^e siècle, ils ne dominaient guère le pays. A Bougie, ils avaient une faible garnison d'une centaine d'hommes, qui n'osaient sortir du fort Moussa, où l'insoumission permanente des tribus du voisinage les tenait étroitement bloqués.

La grande Kabylie n'avait pas seule le privilège de conserver son indépendance vis-à-vis du gouvernement turc; le

pays du littoral jusqu'à Philippeville jouissait du même avantage. En 1719, un corsaire algérien s'empara de la comtesse de Bourg, de sa fille et de leur suite; la tempête jeta le navire dans la rade de Collo, où il se brisa contre les rochers. La comtesse et sa fille, sauvées du naufrage, furent prises par les Kabyles qui refusèrent, malgré toutes les menaces, de les livrer au bey de Constantine. Les infortunées prisonnières furent vendues au chef de Kokou, qui les céda avec bénéfice aux Pères Trinitaires français.

L'état d'insoumission de la grande Kabylie ne permettait guère aux Turcs de communiquer avec Constantine; les deux routes les plus directes, la vallée de l'oued Sahel et le passage des Portes de fer, leur étaient fermées. Ils furent obligés de bâtir sur l'emplacement d'Auzia un fort appelé Sour Ghozlan (rempart des Gazelles), et qui est devenu Aumale. De ce point, ils gagnaient Sétif par la plaine de la Medjana.

C'est dans ce formidable pâté de la grande Kabylie, vierge jusque-là, que les Français essayèrent de pénétrer en 1857. De la place du Gouvernement, à Alger, on remarque une grande dépression dans les montagnes qui barrent l'horizon à l'est; c'est le col des Beni-Aïcha, la porte de la Kabylie. Au delà, l'on découvre à gauche les crêtes des Flissa, à droite le massif majestueux du Djurjura, qui domine toutes les cimes environnantes, et dont les sommets restent cachés sous la neige une grande partie de l'année. C'est là que se sont toujours groupées les tribus qui n'ont pas accepté une domination étrangère. De la grande Kabylie, à tout instant, on découvre Alger à l'horizon. Notre drapeau flottait sur la terre d'Afrique depuis près d'un quart de siècle; il avait été déployé dans les profondeurs du Sah'ra, et il fallait brûler de la poudre en vue de la capitale de la colonie.

A la suite du traité de la Tafna (1838), Abd-el-Kader avait essayé de gagner du terrain vers l'est; après s'être rapproché de la province de Constantine, il songea à

prendre pied en Kabylie, d'où il aurait dominé Alger. Tout d'abord il se présenta aux Kabyles comme un pieux pèlerin, un hôte inoffensif, avec une suite très peu nombreuse ; mais quand il prononça les mots de soumission et d'impôt, les Kabyles, qui aiment leur indépendance et encore plus leur argent, le regardèrent de travers et lui dirent :

« — Allez en paix, puisque vous êtes venu simplement nous visiter. Les pèlerins et les voyageurs ont toujours été bien reçus chez nous ; nous pratiquons l'hospitalité ; nous avons de la fierté, et nous craignons les actions qui peuvent attirer sur nous le blâme ou la déconsidération.

« Une autre fois, présentez-vous avec la splendeur d'un prince, traînez à votre suite une armée nombreuse, et demandez-nous ne fût-ce que la valeur d'un grain de moutarde ; vous n'obtiendrez de nous que de la poudre. Voilà notre dernier mot. »

Ces paroles nous ont été conservées par le général Daumas (1).

Dans la guerre acharnée que nous eûmes à soutenir contre Abd-el-Kader, la Kabylie ne fut pas toujours neutre.

En 1842, le général Bugeaud fit une expédition dans la direction de l'Isser, et représenta à nos ministres qu'il était grandement temps d'entrer dans une voie d'occupation plus large, qui soumettrait à notre domination le Tell tout entier. Le gouvernement partagea les vues du général, ne pouvant admettre l'existence, à quelques lieues d'Alger, d'une enclave indépendante, refuge éventuel de tous les fauteurs d'insurrections. La presse d'opposition n'était pas de cet avis. M. Berbrugger, dans ses *Fastes de la Kabylie*, cite un journal parisien qui écrivait sentimentalement en 1842 :

« Nous avons la conviction que la France trouvera dans le riche arsenal de sa généreuse et attrayante civilisation des moyens plus puissants, plus irrésistibles, plus dignes d'elle que la conquête violente. »

(1) Dans son beau livre *la Grande Kabylie*.

Des mots ! des mots ! s'écriait Hamlet.

Abd-el-Kader réussit pourtant, malgré le mauvais vouloir des Kabyles, à installer chez eux un khalifa, le fameux Ben-Salem, celui que nous avons vu lancer ses hordes contre le petit détachement du sergent Blandan. Il s'agissait donc, non pas d'aller provoquer chez eux des gens qui se tenaient tranquilles, mais d'aller détruire une organisation hostile et dangereuse que l'émir avait créée aux portes d'Alger.

L'expédition de 1844, que le gouverneur-général commanda en personne, eut pour résultat l'occupation de Dellys et de Bordj-Ménaïel, et la conquête de la vallée du Sebaou. Nous ne parlerons pas des expéditions de 1845, 1846 et 1847 ; le maréchal Bugeaud les faisait à contre-cœur. « Le système des grandes guerres, disait-il, est de beaucoup le plus économique. »

Pendant les premiers temps qui suivirent la révolution de février, on ne put rien entreprendre de sérieux en Algérie ; on dut se contenter d'y réprimer les insurrections locales. Dès 1851, le gouverneur-général Randon fut d'avis qu'il était temps de reprendre les projets de Bugeaud. Dans un rapport adressé au Président de la République, il exposa très clairement qu'en 1847 le maréchal avait terminé son glorieux commandement en Algérie en séparant en deux parties le massif qui s'étend de Dellys à Collo, c'est-à-dire en séparant la grande Kabylie de la petite. La soumission de la vallée de l'oued Sahel avait, en outre, rendu libres les communications entre Bougie et Alger par Aumale. Le massif du Djurjura était enveloppé et surveillé.

« Les tribus kabyles les plus farouches, ajoutait le général Randon, n'étaient plus pour nous qu'un objet de préoccupation secondaire ; nous étions en position d'attendre le meilleur moment pour les attaquer et les réduire, au moyen d'une grande expédition. »

Les événements de Laghouat dirigèrent vers le sud l'attention du gouverneur-général. La conquête du Sah'ra était à peine terminée, que la guerre d'Orient éclata ; ce fut

seulement après la paix que le gouvernement de Napoléon III résolut d'entreprendre une expédition qui devait être le dernier acte de la conquête algérienne.

IV

En examinant la position de la Kabylie sur une carte, on se demande comment un pays qui va jusqu'aux portes d'Alger, n'a pas été plus tôt connu et conquis. Tout s'explique dès qu'on y entre. Les monts qui bornent au sud la plaine de la Mitidja se continuent en Kabylie et se relèvent brusquement pour former le Djurjura. Cet énorme massif est appelé par les Arabes *Adrar bou Teldj* (la montagne mère de la neige) ou simplement *Adrar* (la montagne); il convient de faire observer que cette appellation comporte une supériorité marquée sur les autres massifs montagneux. Le Djurjura présente la forme d'un fer à cheval, dont la concavité regarde la mer; la région kabyle est donc entièrement fermée, c'est une sorte d'immense citadelle à laquelle une chaîne de montagnes, se développant en demi-cercle, sert de rempart à l'est et au sud, tandis que la mer la défend au nord, dans la direction de Dellys et de Bougie; on n'y pénètre aisément que par le col de Ménerville ou des Beni-Aïcha, d'où l'on découvre Alger; mais, pour en sortir, il faut ou revenir sur ses pas ou s'engager dans des sentiers à mulet du côté des Beni-Mançour au sud, d'Akbou à l'est, et de Bougie au nord, en franchissant la grande chaîne par des cols de quinze ou dix-huit cents mètres d'altitude. Aujourd'hui cet état de choses, qui fait ressembler la Kabylie à un immense cul-de-sac, est en train de se modifier; un chemin de fer reliera bientôt Alger et Tizi-Ouzou, et de Tizi-Ouzou une route d'un grand intérêt stratégique et commercial ira rejoindre Bougie. Plus tard, la route d'Alger à Fort-National sera prolongée d'un côté

sur Akbou, de l'autre jusqu'à Beni-Mançour ; alors la région kabyle, séparée longtemps du reste de l'Algérie, sera ouverte de tous les côtés et traversée de part en part.

Le massif du Djurjura présente un aspect imposant. Le pays se déroule sous les formes les plus variées, se déchire, se torture de mille façons, offrant entre des rochers pelés et de profondes crevasses des cultures soigneusement surveillées. L'incomparable pureté de l'air permet de discerner des détails à de grandes distances ; des cimes bizarrement découpées se détachent avec une admirable netteté sur le bleu profond du ciel ; l'œil descend des rochers gris sur des champs verdoyants, et est ébloui par les alternatives incessantes d'ombre et de lumière dans les excavations de la montagne. Cet amoncellement de vallons sombres, de collines abruptes, sur chacune desquelles se trouve perché un village blanc, et de massifs de granit touchant à des crêtes neigeuses, semble de loin être l'œuvre capricieuse d'un sculpteur géant.

Lorsqu'on monte de Tizi-Ouzou à Fort-National, la ville fondée par le maréchal Randon, et qu'on s'élève sur les flancs admirablement cultivés de la montagne, le paysage devient d'une superbe originalité. Arrivé en vue du fort, le regard embrasse la Kabylie entière ; on croirait avoir sous les yeux une immense carte de géographie en relief. D'un côté, on voit le Djurjura couvert de neige, dont quelques pentes sont revêtues de forêts d'un vert sombre, de l'autre l'œil se perd dans la magnifique vallée du Sebaou, qui va jusqu'à Dellys. Au fond de cette vallée, le ruban d'argent du fleuve kabyle, de temps à autre bordé de jaune par les sables, se déroule capricieusement. L'étrange région au centre de laquelle on se trouve est comparable à une cuve immense, dont les bouillonnements auraient été solidifiés d'un seul coup ; le Djurjura géant domine un amphithéâtre colossal, où les spectateurs sont figurés par une foule de petites montagnes, serrées les unes contre les autres et séparées par d'étroits vallons, dans lesquels courent une

infinité de ruisseaux se répandant en cascadelles jusqu'au torrent. La transparence de l'air fait que les distances s'effacent à l'œil, grâce à la raideur des pentes et à la profondeur des vallées et des ravins, et pourtant ces distances sont énormes.

Chaque cime est couronnée d'un village kabyle qui ressemble à une petite forteresse ; de Fort-National on en compte bien une cinquantaine, mais le nombre de ces villages paraît bien plus considérable si l'on avance davantage. On en découvre de tous les côtés, et quelques-uns sont tellement rapprochés, que l'on croit voir des grappes de nids d'hirondelles. Superposés en étages multiples et accrochés à tous les accidents du terrain, ils sont entourés d'épaisses haies de cactus, qui forment autour d'eux des remparts impénétrables, et l'on n'y accède que par des sentiers de chèvres, vrais escaliers semés de cailloux roulants.

De loin les maisons aux toits rouges, blanchies à la chaux, semblent être d'une pimpante propreté ; elles se détachent crûment au milieu des oliviers grisâtres et des cultures vertes, et leur aspect est véritablement séduisant. Mais la réalité ne répond guère à l'apparence, et l'illusion s'évanouit dès qu'on pénètre dans ces ruches humaines. Les maisons blanches et coquettes sont de misérables gourbis sans fenêtres, horriblement malpropres, où bêtes et gens vivent dans une dégoûtante promiscuité. Des ruelles rocailleuses et étroites servant d'égout sont remplies de détritits et d'immondices de toute sorte, qui exhalent une odeur indéfinissable. A tout instant, on enjambe des trous pleins d'une boue noire et fétide.

On conçoit difficilement que des êtres humains puissent vivre dans de tels foyers de pestilence. Il faut dire que le propriétaire de la maison s'y montre à peine. La vie municipale est très développée en Algérie, et, du matin au soir, quand les travaux des champs sont suspendus, on voit les hommes assis sur des bancs de pierre, dispersés sous les voûtes

profondes des rares portes donnant accès dans le village ; ils devisent des nouvelles du jour ou délibèrent sur leurs intérêts.

Ces villages kabyles sont de véritables fourmilières humaines. Dans aucun département, la Seine exceptée, la population n'est aussi dense ; la Flandre, proportionnellement, n'est pas aussi peuplée que la Kabylie. Pour qu'une agglomération de trois cent mille âmes puisse vivre sur une surface aussi restreinte, il faut que les cultures y soient admirablement soignées. Ici, avec des moyens tout à fait primitifs, on a poussé la science agricole jusqu'au miracle.

Bien avant l'arrivée des Français en Algérie, les habitants des villages kabyles perchés sur les cimes avaient renoncé à disputer aux envahisseurs du sol les pâturages et les moissons des terres basses où règne la fièvre ; les Turcs, de loin en loin, installèrent dans ces vallées des colonies militaires. Au moment de nos plus considérables confiscations, après l'insurrection de 1871, sur l'ordre de l'amiral de Gueydon, les Kabyles ne s'émurent même pas. Aujourd'hui ils disent narquoisement aux colons qu'après tout on leur a enlevé ce qui ne leur avait jamais appartenu ; de fait, ils se résignent de bonne grâce à la colonisation limitée aux vallées. Le kabyle était sur sa hauteur comme dans une aire d'aigle, et il y est resté. Les cimes, les rochers, les pentes, voilà son domaine, et il est merveilleux de voir comme il sait en tirer parti ; il a tellement su le transformer, qu'un hectare de terre se paye, autour d'un village, 4, 5 et même 6.000 francs. Le kabyle défriche jusqu'au sommet des montagnes, on le voit labourer au travers de pentes invraisemblables. Des petits bœufs, pesant bien deux cents kilogrammes chacun, se cramponnant avec peine au sol fuyant, tirent une charrue rudimentaire, simple couteau sans oreilles, qui gratte à peine la terre et qui contourne les grosses pierres, les touffes de lentisques ou d'artichauts sauvages. Dans le maigre sillon, le laboureur jette parcimonieusement une semence d'un blé peu fécond ;

il ne connaît pas la fumure, et se contente d'une jachère intermittente.

L'âpre travail du montagnard du Djurjura ne donne donc pas tous les résultats qu'il pourrait obtenir. Le long des torrents, il existe beaucoup d'espaces incultes, abandonnés aux jujubiers ou aux lauriers-roses, et des espaces relativement étendus, qui sont livrés aux moutons et aux chèvres avec leurs bruyères géantes. Et puis, la propriété est extrêmement divisée, et ce qu'il y a de bizarre, c'est que cette division concorde avec une sorte d'indivision de fait. Ainsi, il n'est pas rare de voir un champ appartenir à un individu, et les figuiers qui y sont plantés à un autre. Bien mieux, le même arbre peut être le bien commun de plusieurs propriétaires, qui s'en partagent la récolte. Lorsqu'il s'agit d'un frêne dont les feuilles servent à la nourriture des bestiaux, chacun a sa branche.

Si le kabyle ne connaît pas la fumure du sol, il connaît du moins l'art des irrigations. L'eau des torrents ne se perd pas tout entière dans les profondeurs des ravins ; la main industrieuse du montagnard la conduit dans des canaux, et l'on est émerveillé de la rencontrer sur des flancs extraordinairement raides ou à des hauteurs vertigineuses.

Dur à lui-même et aux siens, le kabyle vit très pauvrement. Sa toilette ne le ruine pas ; le même burnous, rapiécé avec une patience infinie, passe de génération en génération et devient un chef-d'œuvre de ravaudage. Pour toute nourriture, quelques figues, un peu de rouïnat, sorte de mauvais couscouss, et quelquefois, les grands jours, une galette d'orge trempée dans de l'huile. Ici la viande est d'un usage inconnu ; moutons, chèvres, poules vont au marché avec les œufs.

La terre ne suffirait pas à nourrir cette population croissante de Kabylie, si ses hommes n'émigraient à la façon de nos auvergnats ou de nos savoyards. Ils s'en vont dans les plaines aider aux récoltes, et sans eux, colons, arabes surtout, seraient bien embarrassés à l'époque des moissons.

Ces rudes travailleurs, quand ils ne trouvent pas à s'employer dans les champs, se font terrassiers ou portefaix dans les villes; beaucoup vont aussi aider à l'exploitation des chênes-lièges. A la fin de l'automne, ils regagnent généralement leurs montagnes afin d'aller faire leur propre moisson, toujours en retard.

C'est ainsi que le kabyle s'amasse un petit pécule qu'il grossit sou à sou, qu'il cache à tous, et dont le marabout seul a le talent de lui arracher quelques bribes. Quand il veut acheter un lopin de terre à sa convenance, il se départit de ses habitudes d'avarice sordide, et met toutes ses économies à l'air pour l'acquérir à des prix parfois invraisemblables.

Le costume de l'arabe, avons-nous dit souvent, est théâtral; le kabyle porte le même, ou à peu près, mais franchement. Rien d'oriental, c'est-à-dire de gourmé, chez ce pauvre paysan plus rustique d'allures que les plus grossiers habitants de nos montagnes. Quand il n'a pas la tête absolument découverte, il porte une petite chéchia (calotte) crasseuse. Par-dessous son burnous sale et déchiré, une chemise de laine ne dépasse pas ses genoux. Il va nu-pieds, mais des guêtres le défendent des broussailles et des épines. En voyage et aussi pendant qu'il travaille, il a les reins ceints d'un tablier de cuir qui lui rend beaucoup de services.

Au physique, le kabyle est de taille moyenne et il a le visage large et carré. Ses yeux sont gris clair et ses cheveux châtons, quand ils ne sont pas roux ou blonds. Jusqu'à vingt-cinq ans, il se rase; à partir de cet âge, il laisse croître sa barbe, qui n'est jamais forte.

L'étymologie généralement acceptée du mot *kabyle* est celle qu'a donnée le général Daumas; au singulier le mot *tribu* est *kbila*; au pluriel il fait *kbaïl*. C'est l'exacte prononciation arabe et kabyle.

La langue, plus ou moins altérée par le contact des envahisseurs, mais subsistant avec son caractère propre,

est appelée *berberia* (berbère), ou k'baïla (kabyle), ou encore chaouïa. C'est une langue parlée; elle n'a point d'alphabet, et il a toujours été impossible aux plus habiles interprètes d'établir des règles pour un langage n'offrant avec les autres aucun terme de comparaison. Quand on veut écrire un document, on est obligé d'employer les caractères arabes. Du reste, ces montagnards parlent presque tous l'arabe, forcés qu'ils y sont par leurs habitudes de migration; en revanche, on ne voit pas d'arabe parler le kabyle.

Les deux principales races qui peuplent l'Algérie diffèrent profondément; entre elles existent des antipathies qui s'expliquent par des différences physiques et morales nettement accentuées. L'arabe est nomade et pasteur; le kabyle préfère l'habitation fixe à la tente, et est agriculteur. L'arabe est paresseux; le kabyle travailleur et industrieux; il sait davantage ce qu'est la probité, l'honneur, et s'il vole, c'est surtout par colère et pour faire acte de représailles, car trop souvent le colon ou l'arabe abuse de son ignorance. L'amour de l'indépendance lui donne une dignité vraie, tout autre que celle de l'arabe, laquelle n'existe qu'à la surface.

La réunion des Kabyles en villes et en villages prouve un certain degré de sociabilité et d'association susceptible de développement; rien de pareil dans la tribu arabe, qui n'est que la famille agrandie. La société kabyle est basée sur des coutumes appelées *kanoun*, qui règlent toutes les questions administratives et judiciaires, et sont appliquées par la *djemmâa* (assemblée de notables), présidée par un *amin* (maire) et possédant un *oukil* (adjoint) remplissant les fonctions d'agent financier. Ces municipalités sont même plus perfectionnées que les nôtres, puisque l'on y pratique la représentation des minorités. Chaque village est invariablement divisé en deux çofs ou partis; celui qui a la majorité élit le maire, et l'autre l'adjoint. La rivalité des deux çofs ennemis tend à se rapprocher du jeu pacifique

des institutions municipales ; mais il n'en a pas toujours été ainsi : avant l'arrivée des Français, cette jalousie, souvent féroce, se traduisait généralement par des coups de fusil.

Dans ces luttes d'autrefois entre les tribus kabyles, aucune ne cherchait à surprendre l'autre, et les hostilités étaient toujours dénoncées d'avance, tant le kabyle, à l'inverse de l'arabe, a horreur du manque de franchise. Une fois la guerre entamée, chacun se tenait sur ses gardes. La vendetta corse fleurit chez ces peuples, et rien, pour un montagnard, ne saurait compenser l'assassinat d'un membre de sa famille ; il faut qu'à tout prix l'assassin meure, et l'orgueil kabyle ne se plierait pas à une de ces transactions commodes en usage chez les Arabes, qui font régler la *dia* ou prix du sang par les autorités musulmanes.

Rien de plus aisé que la formation d'un çof ou parti. De riches propriétaires kabyles font cultiver leur terre par des khammès ou fermiers ; ceux-ci reçoivent la semence, le cinquième de la récolte, et quelques autres petits avantages. Ni le propriétaire ni le khammès ne s'enrichissent, car ce procédé de culture empêche tout juste ce dernier de mourir de faim. Le propriétaire reçoit peu, mais il a autour de lui des hommes qui sont à lui, qui deviennent ses clients, qui forment son çof particulier, et qui épousent ses querelles et ses vengeances.

A l'inverse de l'arabe, le kabyle a le plus grand soin de ses armes ; il les entretient, même aujourd'hui où la poudre ne parle plus, comme s'il devait en faire usage à tout instant ; tandis que l'arabe, quand on lui demande pourquoi il laisse rouiller ses armes, répond insouciamment que les chiens noirs mordent tout aussi bien que les chiens blancs. On voit encore aujourd'hui les Kabyles de certains villages s'exercer au tir à la cible.

Depuis l'insurrection de 1871, la colonisation a transformé, au moins dans les vallées, cette pittoresque province de Kabylie. On pense bien que dans un pays où l'hectare de terre coûte 5 ou 6.000 francs en plein massif montagneux,

il n'est guère facile d'introduire un grand nombre de colons ; la colonisation a donc été limitée aux vallées, et ne saurait aller au delà sans qu'une insurrection nouvelle, suivie de confiscations en grand, ne donne de la terre disponible. Le colon plante la vigne, reboise les forêts, exploite les chênes-lièges, les carrières et les mines, toutes choses de longue durée, qui dépassent les facultés de conception du kabyle. Au grand profit du pays, le colon s'est arrogé la direction matérielle et morale ; le kabyle, lui, reste l'humble manœuvre.

Avancer que les colons et les indigènes vivent en parfaite intelligence, serait aller trop loin ; en réalité, ils se plaignent amèrement les uns des autres, et vivent un peu trop en état d'hostilité. Les colons accusent les Kabyles d'être voleurs ; en cela ces derniers ne se distinguent pas des Arabes, et ils se rappellent que, d'après le Coran, tous les biens de la terre appartiennent aux croyants. Pas plus en Kabylie qu'en pays arabe, le vol n'est considéré comme une mauvaise action. Un voleur adroit est très estimé, surtout quand il opère contre les chrétiens ; lorsqu'un voleur rentre dans sa tribu, après un long stage en prison, tout père se trouve honoré de lui donner sa fille. Voler, en Algérie, c'est faire preuve de courage ; la nuit, disent les voleurs, c'est la part du pauvre, et le produit du vol le bien de Dieu. D'ailleurs, ce ne sont pas seulement les habitudes invétérées de rapine qui altèrent les rapports mutuels entre Européens et Kabyles, mais les mauvais procédés. Le montagnard est fin, il ressent profondément les injures, et se révolte quand le colon lui fait sentir qu'il appartient au peuple conquérant. Si le kabyle vient pendant la nuit dévaster les champs ou voler du bétail, il n'obéit pas uniquement à sa passion, mais bien à un sentiment de vengeance.

Comme on le voit, les Kabyles sont loin d'être de petits saints. S'il y a parmi eux des tribus qui ont la spécialité de fournir des voleurs, dans d'autres se recrutent les



MARÉCHAL RANDON



faussaires et les faux monnayeurs. Ainsi, la tribu des Beni-Aydel a la réputation de posséder des faussaires hors ligne. Un kabyle, en procès pour une propriété, s'étant fait fabriquer par eux un titre antérieur à la venue des Français, vint le présenter au tribunal de Bougie. Le titre était parfaitement établi; toutefois le faussaire avait eu la naïveté de l'écrire sur du papier timbré en 1860.

La tribu des Beni-Yenni avait la spécialité des bijoux d'argent pour femmes et aussi de la fausse monnaie; le village d'Aït-el-Arba tenait jadis le premier rang pour cette dernière fabrication. Le procédé grossier et primitif consistait à reproduire des pièces d'argent, sans exergue, mais assez bien imitées pour qu'il fût possible, surtout au temps des Turcs, de les confondre avec les pièces de bon aloi. La matière première était un alliage à base de plomb, mélangé de fer-blanc ou d'étain, qui était plus léger et plus terne que l'argent. Nous avons mis ordre à cette petite industrie; aujourd'hui les habitants l'Aït-el-Arba se contentent d'être armuriers.

Au point de vue des mœurs kabyles, le vol prémédité n'a donc nullement le caractère délictueux qu'il revêt parmi nous. Les Beni-Yenni s'excusaient en disant que leurs pièces fausses étaient très connues des Arabes, et qu'en conséquence ils devaient les écouler dans l'intérieur de l'Afrique par le grand désert, vers le Maroc ou la Tunisie. Pour ces peu estimables fabricants, faire de la fausse monnaie était un commerce comme une autre; du reste, pour tout kabyle digne de ce nom, un étranger est un ennemi, et c'est accomplir un acte de patriotisme que de lui porter préjudice. Les 1.000 francs en fausse monnaie se vendaient couramment sur les marchés kabyles à raison de 80 francs, avant notre arrivée dans ces parages.

L'autorité française est plus facile à exercer en Kabylie qu'en pays arabe, à cause de l'absence de grands chefs et de familles influentes; c'est tout au plus s'il faut surveiller les marabouts et les congrégations religieuses.

Le kabyle est un homme positif. La présence du conquérant lui est incontestablement désagréable, et la suppression du pillage de tribu à tribu et des luttes armées entre cofs rivaux lui fait paraître la vie monotone. Mais chez lui les souvenirs de l'insurrection de 1871 sont encore vivants ; on se rappelle les villages brûlés, les oliviers coupés, les terres confisquées en grand au profit de la colonisation, les transportations et les amendes. Le kabyle pense philosophiquement que tôt ou tard nous quitterons l'Algérie ; ni Romains, dit-il, ni Grecs, ni Vandales, ni Turcs n'ont pu y rester, parce que Dieu ne le permettait pas ; le Français aura son tour.

La Kabylie est la clef de l'Algérie ; tant qu'elle sera calme, le reste de notre colonie fût-il en feu, notre domination n'aura rien à craindre. Les Allemands le savent bien : en 1884 un officier prussien, monté sur une balancelle napolitaine, faisait le relevé de la côte entre Dellys et Bougie.

V

A l'avènement du second Empire, nous étions donc directement en face des Kabyles habitant les montagnes. Après quatorze expéditions, la résistance était circonscrite autour de la cordillère africaine. Il fallait en finir et poursuivre l'ennemi jusque dans son dernier asile ; hors de là, ni repos ni sécurité pour l'Algérie. Les conseils ou l'or d'une puissance rivale, au moindre choc européen, eussent été du plus funeste effet dans un pays instantanément soulevé par l'illumination soudaine d'un prédicateur de guerre sainte, et, à la suite d'un soulèvement en Kabylie, le peuple musulman qui remplit l'Afrique du nord aurait pu se laisser entraîner dans une guerre de race ou de religion.

L'immense étendue de territoire occupée par des peuplades insoumises inquiétait fort le gouverneur-général

comte Randon. Il ne cessait de faire observer au ministre de la guerre et à l'empereur que les insurgés arabes pourraient constamment espérer un refuge et un appui en Kabylie, et que le voisinage où se trouvait Alger, à l'extrémité occidentale d'un massif montagneux hostile, obligeait à immobiliser de nombreuses troupes dans cette capitale.

Mais le gouvernement impérial ne voulut pas autoriser le général à faire une grande expédition, comme il le proposait au lendemain de Laghouat ; il jugea plus prudent de soumettre les diverses parties du pays, les unes après les autres. Déjà, en 1851, Saint-Arnaud avait infligé une rude leçon aux tribus de la Kabylie orientale ; les généraux de Mac-Mahon et Camou furent chargés de continuer l'œuvre entreprise.

Randon, laissant Camou opérer dans la vallée de l'oued Sahel, vint se mettre (1) à la tête des troupes de Mac-Mahon, donnant rendez-vous dans les Babors à la brigade Bosquet. Après une campagne des plus pénibles, dans un pays effroyablement accidenté, les colonnes se réunirent à l'embouchure de l'oued Agrioun, site ravissant qui a inspiré de si belles pages au sympathique Paul de Molènes, et un si beau tableau à Horace Vernet. En présence de l'armée, le gouverneur donna aux chefs kabyles des Babors l'investiture des fonctions qu'ils allaient exercer au nom de la France, et, suivant une règle générale à laquelle il se conformait toujours, il entoura cette investiture d'un cérémonial des plus imposants. Connaissant l'influence des idées religieuses sur les populations indigènes, le gouverneur voulut que la religion prêtât à la cérémonie son auguste majesté. Un autel, décoré de faisceaux d'armes, fut dressé sur la partie la plus élevée du camp ; deux compagnies en armes, avec les drapeaux et les musiques des régiments, furent placées à droite et à gauche, et en face se groupa l'état-major des deux divisions. Sur toutes les

(1) Vers le milieu de l'année 1853.

hauteurs d'où l'autel pouvait être aperçu, se massèrent les soldats de la colonne expéditionnaire. La mer d'un côté, les montagnes de l'autre servaient de cadre à cette scène grandiose, qui produisit sur les chefs kabyles une impression profonde. Après la cérémonie, le gouverneur-général les réunit autour de lui et leur dit :

« — Vous avez promis de servir la France avec fidélité ; je vais vous procurer le moyen de remplir vos promesses, en vous donnant l'investiture.

« Rappelez-vous que votre premier devoir sera de faire respecter la justice et de protéger les faibles.

« Eloignez de vous tous les gens de désordre ; nos ennemis doivent être les vôtres.

« Vos anciennes querelles doivent cesser, afin que la paix règne dans le pays et que vous puissiez fréquenter avec sécurité les marchés.

« Voilà ce que je veux pour le bien de tous ; voilà ce qu'il faut que vous rapportiez à vos frères ; voilà ce qui amènera sur vous les bénédictions de Dieu, et nous montrera que vous méritez vraiment d'être appelés les serviteurs de la France. »

La soumission des tribus de la Kabylie orientale eut un immense retentissement. On croyait généralement, vers la fin de 1853, que la grande expédition contre les tribus du Djurjura aurait lieu l'année suivante ; mais la guerre d'Orient étant survenue, le général Randon, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, fut le premier à demander que l'armée d'Afrique fût largement représentée dans les batailles qui allaient se livrer. Les années 1855 et 1856 se passèrent sans trop de calme ; mais le gouverneur put néanmoins achever les préparatifs de l'expédition à laquelle il rêvait sans cesse. Nommé maréchal le 16 mars 1856, il fut investi de l'autorité suffisante pour commander plusieurs divisions à la fois.

L'armée qui fut chargée de conquérir la Kabylie, en 1857, comptait environ 35.000 hommes ; formée de troupes empruntées aux trois provinces d'Algérie, elle était la plus

considérable qui eût jamais été réunie dans l'Afrique française. Le maréchal, voulant attaquer de différents côtés à la fois la grande citadelle djurjurienne, la fractionna en plusieurs corps de troupe qui, sous sa direction, devaient opérer isolément et sur des points séparés.

Le corps principal se composait de trois divisions d'infanterie, accompagnées chacune d'une compagnie du génie avec artillerie et ambulance. La 1^{re} division, général Renault, avait onze bataillons formés en deux brigades, celles des généraux de Liniers et Chapuis ; la 2^e, général de Mac-Mahon, douze bataillons formés en deux brigades sous les ordres des généraux Bourbaki et Périgot ; enfin la 3^e, général Yusuf, douze bataillons formés en deux brigades sous les ordres des généraux Gastu et Deligny.

La cavalerie était commandée par le colonel de Salignac-Fénelon, du 1^{er} chasseurs d'Afrique.

Pendant que l'armée principale, dont nous venons de donner la composition, s'organisait comme un immense croissant montant vers le Djurjura, face aux montagnes de la Kabylie septentrionale, divers corps formèrent autour de la citadelle attaquée un redoutable cercle de baïonnettes, qui devait se resserrer peu à peu sur les tribus indépendantes, afin de les contraindre à la soumission. Une division de 5.000 hommes, sous les ordres du général Maissiat, commandant la province de Constantine, se concentra à Akbou, en face du col de Chellata, l'un des passages de la grande crête rocheuse du Djurjura, sur les frontières sud-est du pays ennemi. Maissiat avait sous ses ordres les généraux Desmarets et Margadel.

A vingt-cinq kilomètres de là, à Beni-Mançour, le colonel Dargent commandait une première colonne d'observation composée de deux bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, une section d'artillerie et un goum de cent cinquante chevaux. Le colonel Marmier, avec une toute petite colonne, composée de deux compagnies d'infanterie, d'un demi-escadron de spahis et d'un goum de trois cents

chevaux, s'établit entre les colonnes Maissiat et Dargent, à Tazmalt, chez les Beni-Abbès, contre le territoire de la remuante tribu des Beni-Melikeuch, qui donna si longtemps asile à Bou-Baghla.

Enfin une colonne composée de deux bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, une section d'artillerie et un goum de trois cents chevaux se concentra à Bordj-Boghni, en avant de Dra-el-Mizan. Cette colonne d'observation militante fut placée sous les ordres du colonel Drouhot.

La colonne principale traînait après elle un convoi de plus de 10.000 bêtes de somme, fournies par le train des équipages et les réquisitions. L'arabe requis avec son mulet était, en 1857, payé à raison de 2 fr. 50 par jour ; depuis, ce prix a été porté à 3 fr. Il est difficile de se faire une idée des souffrances endurées pendant les expéditions par ces pauvres convoyeurs (*sokkars*). Avec leurs 3 fr. ils doivent se nourrir eux et leur bête, voilà pour le principe ; malheureusement le sokkar n'est payé qu'après la troupe, souvent plusieurs mois après, car l'intendance ne se presse pas d'ordonnancer les paiements. Encore l'argent dû par l'Etat est-il donné à un intermédiaire, le bach-amar ou chef des convoyeurs ; celui-ci a toujours des retenues à exercer ou des avances à se faire rembourser. C'est un *væ victis* appliqué aux populations vaincues, que cette obligation de fournir des moyens de transport au vainqueur. Cependant les Arabes convoyeurs étaient encore plus malheureux au temps des Turcs. Si écornée que soit la rétribution servie par nous à ceux que frappe la réquisition, ils sont sûrs au moins de ne pas marcher gratuitement ; tandis que les Turcs requéraient, mais ne payaient point, et souvent, au gré d'un caprice, ils confisquaient les bêtes et bâtonnaient leurs maîtres.

On se fait difficilement une idée de ce qu'exige une armée de 35.000 hommes, comme moyens de transport. Les rations militaires, pain biscuité, biscuit, légumes secs, sel, sucre et café, etc., ne sont rien encore ; on doit emporter des

rations d'orge pour les animaux, car il faut d'innombrables mulets : à l'artillerie, pour ses canons, ses affûts, ses approvisionnements de munitions à elle et ses approvisionnements de cartouches d'infanterie ; au génie, pour ses parcs et son fourniment d'outils ; à l'administration, pour ses vivres de réserve et ses ambulances ; aux corps, pour leurs bagages. Ces mulets marchent presque toujours à la queue leu leu dans les sentiers abrupts de la montagne. L'ordre généralement établi est celui-ci : l'artillerie, le parc du génie, les ambulances, les bagages, et enfin le convoi de l'administration. A la suite de chaque corps viennent des mulets de cacolets pour ramasser les blessés, les malades et les éclopés, et, en avant de l'extrême arrière-garde, une réserve générale de cacolets.

C'est ici l'occasion de rendre hommage à l'humble dévouement du train des équipages militaires. Il n'est pas de soldat ayant combattu en Algérie qui n'ait été profondément impressionné à la vue de ces modestes auxiliaires venant, avec un calme stoïque, charger sur leurs cacolets, sous le feu de l'ennemi, dans les rangs mêmes des combattants, les blessés tombés dans l'accomplissement du devoir. Honorons l'éclatante bravoure du guerrier qui s'élance contre l'ennemi à la sonnerie entraînante du pas de charge et que l'odeur de la poudre enivre ; honorons le dévouement obscur du non combattant qui n'a même pas la consolation de rendre à l'ennemi coup pour coup, et qui doit s'absorber dans son modeste rôle de sauveteur.

En expédition, le soldat du train est une providence, et le mulet qu'il conduit est le pourvoyeur de tous. Par le mulet on dort, on mange, on se bat ; car il apporte tout : tentes, vivres, canons et munitions. Le vaillant animal passe par tous les chemins, pliant sous le faix, traînant son conducteur attaché à la queue ; et il n'est pas sûr de trouver, au bivouac du soir, comme le cheval superbe, la couverture de nuit, avec la caresse du maître.

Quand le conducteur arrive au camp avec sa bête, souvent

à une heure avancée de la nuit, toujours plusieurs heures après la colonne, il doit s'informer du corps de troupe ou du service auquel il a été attaché ; puis, soigneux de son dépôt, il décharge son mulet et va rejoindre son campement. Fatigues, dangers, il a tout affronté sans sourciller, sans espoir de lucre, sans gloire bruyante, sans poudre, sans clairon, toutes choses dans lesquelles se trouve l'enivrement pour ses camarades dont le rôle est plus éclatant. C'est le devoir pour le devoir lui-même.

On a vu des soldats du train braver les balles de l'ennemi pour aller chercher leurs bêtes, roulées avec leur chargement dans les précipices. L'un d'eux, appartenant à la brigade Bourbaki, pendant cette campagne de 1857 dont nous entretenons nos lecteurs, se jeta dans un ravin à la poursuite de son mulet, descendant la pente abrupte de la montagne, sans souci des balles kabyles qui sifflaient à ses oreilles ; puis il remit son animal sur pied, et reprit, toujours sous le feu de l'ennemi, son chemin, pour se placer au milieu du convoi. Le mulet roula une deuxième fois dans le précipice ; une deuxième fois, toujours à travers la fusillade, le soldat du train alla le chercher, et, triomphant, réussit enfin à rejoindre ses camarades.

Ce brave homme se nommait Cousseau.

Un autre *trainglot*, nommé Carquet, sur le même chemin, montra le même courage sous une fusillade plus vive encore. Son mulet ayant roulé dans le ravin, il descendit à sa recherche. On avait cru devoir mettre en position, à ce dangereux passage, une compagnie de chasseurs à pied ; vainement les officiers crièrent à Carquet de revenir. Il ne voulut écouter que son devoir ; et aussi heureux que son camarade Cousseau, il réussit à ramener son mulet chargé des bagages qu'on lui avait confiés.

Que de fois le *trainglot* arrive seul au bivouac ! Il s'approche de l'officier, met la main à son képi et raconte son aventure.

« — Mon commandant, ou mon capitaine, dit-il, mon

mulet a roulé dans un ravin et s'est cassé une jambe. J'ai fait ce que j'ai pu.

« — Et la charge ?

« — Mon capitaine, les cantines sont brisées ; mais j'ai pu ramasser ce qu'elles contenaient. Du tout, j'ai fait un ballot que j'ai placé sur le mulet de M. X*** de tel régiment ; votre tente et votre lit de campagne sont sur le mulet de M. Z***. »

Et il s'en va, empochant parfois une gratification bien méritée.

Nous ne décrivons pas les opérations compliquées et les actions sanglantes de cette expédition de 1857, qui dura du 17 mai au 12 juillet, nous bornant à relater que nos admirables soldats furent toujours les mêmes, terribles dans le combat, humains une fois désarmés. Près de Taguemout, après une chasse aux Kabyles, une compagnie du 1^{er} zouaves découvrit un moulin qui paraissait abandonné, et y pénétra. Ce moulin était rempli d'hommes, de femmes et d'enfants qui, confiants dans leur asile solitaire, avaient espéré échapper aux recherches des Français. L'ivresse du premier feu s'étant dissipée, les zouaves firent une razzia de poules, puis réunirent les prisonniers pour les conduire au quartier-général.

Tout à coup un kabyle, à bout de haine et de fureur, sortit un poignard de dessous son burnous et frappa le zouave qui marchait à côté de lui ; le soldat riposta par un coup de fusil à bout portant, qui brisa le crâne de son agresseur. Ce malheureux portait dans ses bras une petite fille de deux ou trois ans, qui fut inondée de sang et de débris de cervelle. Aussitôt la colonne s'arrêta : les zouaves, ces vrais hommes de cœur, entourèrent l'enfant, cherchant à la rassurer, lavant les éclaboussures dont elle était couverte. L'un d'eux la prit doucement dans ses bras, la berçant paternellement. C'était un spectacle attendrissant que de voir ces rudes soldats barbus, souriants, doux comme des pères à leurs nouveau-nés, attroupés autour

d'une enfant en larmes et baisant ses petites mains. La mère était parmi les prisonniers ; elle réclama l'orpheline, mais le zouave qui la portait ne voulut pas s'en dessaisir. Le soir, la compagnie décida qu'elle l'adopterait, et les officiers eurent toutes les peines du monde à faire comprendre à leurs hommes que nul ne saurait remplacer une mère, dont les droits sont sacrés. Les captifs, y compris la mère et la petite fille, furent reconduits aux avant-postes et rendus à la liberté, et chacun d'eux emportait dans les plis de son burnous du biscuit, du sucre, du café, des sous, tout ce que chacun, officiers et soldats, leur avait donné pendant leur présence dans le camp.

Les conditions accordées aux Beni-Raten devinrent la règle de toutes les autres. Dans ses Mémoires, le maréchal Randon les a fait connaître, en racontant la scène pathétique de cette première soumission.

Quelques parlementaires des Beni-Raten étaient venus demander une trêve, déclarant loyalement qu'ils ne représentaient pas toutes les fractions de leur tribu, mais qu'ils s'engageaient à faire respecter la trêve si le maréchal voulait conclure un armistice jusqu'au lendemain. Celui-ci promit de suspendre les hostilités, et put, confiant dans la parole des Kabyles, se promener en avant des grand'gardes avec tout son état-major, sans essayer un coup de fusil.

Le lendemain soir, vers quatre heures, les envoyés des Beni-Raten, au nombre de quarante ou cinquante, traversent le camp et arrivent jusqu'à la tente du maréchal, conduits par le colonel de Neveu, chef du bureau politique. Sous leurs burnous sales et déchirés, avec leur allure sauvage, et malgré le sentiment de leur impuissance, les Kabyles gardent une attitude digne. Quelques-uns sont blessés et suivent péniblement leurs compagnons ; des taches de sang maculent leurs vêtements, mais aucun visage ne trahit la souffrance, et nul ne se pare ni ne s'humilie de ses blessures. Fier et calme, sans fuir ni rechercher les regards, ce troupeau de vaincus marche résigné et sans

honte, courbé sous la volonté de Dieu. Sur le passage de la députation, les soldats gardent le silence. C'est que le respect du malheur est un sentiment français.

Le maréchal est dans sa tente, entouré des officiers de son état-major et du bureau arabe ; l'interprète principal de l'armée est debout, à la porte, assisté d'un kabyle auquel il transmet en arabe les paroles du gouverneur, et qui les répète une seconde fois en langue kabyle. Silencieux et graves, les membres de la députation, sans saluer, s'asseyent à terre, en cercle. L'un d'eux, à la figure intelligente et expressive, à la barbe grisonnante, prend place un peu en avant des siens ; il est chargé de répondre pour tous.

Le maréchal se tourne vers eux et prononce chaque phrase d'un ton ferme. L'interprète principal, de sa voix claire, traduit en arabe, et le kabyle répète après lui dans le dialecte de sa nation ; puis il écoute la réponse, la redit en arabe à l'interprète, qui la transmet à son tour.

« — Vous tous qui êtes ici, dit le gouverneur, représentez-vous complètement la tribu des Beni-Raten, et pouvez-vous vous engager pour elle ?

« — Oui, nous sommes les amins délégués par toute notre nation, et nous avons mission de parler pour tous les fils de Raten. Ce que nous aurons accepté sera accepté par tous.

« — Pourquoi avez-vous manqué aux promesses de soumission que vous aviez faites, en 1854, au sebt (marché) des Beni-Yahia, puis, en 1855, à Alger ; et fomenté des révoltes chez les tribus soumises ?

« — Si quelques hommes des Beni-Raten ont fait cela, tous ne l'ont pas fait ; mais nous reconnaissons nos fautes, et nous venons ici pour nous excuser du passé et nous soumettre aux Français.

« — Avez-vous cette fois l'intention de tenir fidèlement vos engagements et d'exécuter les conditions qui vous seront imposées ?

« — Nous promettons que notre tribu sera fidèle aux promesses que nous te ferons en son nom.

« — Voici les conditions que je vous impose ; si elles ne vous conviennent pas, vous retournerez à vos villages, vous reprendrez vos armes, nous reprendrons les nôtres, et la guerre décidera. Mais si vous nous forcez à combattre, nous couperons vos arbres et nous ne laisserons pas pierre sur pierre dans vos villages.

« — Nous sommes tes vaincus, nous nous soumettons aux conditions qu'il te plaira d'imposer.

« — Vous reconnaîtrez l'autorité de la France. Nous irons sur votre territoire comme il nous plaira. Nous ouvrirons des routes et construirons des bordjs. Nous couperons les bois, ainsi que les récoltes qui nous seront nécessaires pendant notre séjour ; mais nous respecterons vos figuiers, vos oliviers et vos maisons. »

Tous gardent le silence ; leur orateur s'incline.

« — Vous paierez, comme contribution de guerre et juste indemnité des désordres que vous avez causés, cent cinquante francs par fusil.

« — Les Beni-Raten ne sont pas tous riches, et beaucoup, parmi eux, n'ont pas assez d'argent pour payer cette somme,

« — Lorsque vous avez fomenté la révolte des tribus qui sont autour de vous, chacun a su trouver de l'argent ; les riches ont payé pour les pauvres. Vous ferez comme vous avez fait ; les riches prêteront aux pauvres afin que tous payent, et que chacun supporte la peine des fautes de sa nation. »

A ces mots, des réclamations confuses s'élèvent parmi les Kabyles. Quelques-uns parlent ou gesticulent, mais le chef les apaise peu à peu, et, répondant pour tous :

« — Nous paierons la contribution que tu demandes.

« — Comme preuve de vos bonnes intentions, vous me livrerez les otages qui vous seront désignés. Je les garderai jusqu'au paiement intégral de la contribution, et même plus longtemps, selon votre conduite. »

Tous restent silencieux ; le chef incline la tête.

« — A ces conditions, vous serez admis sur nos marchés, comme les tribus kabyles soumises. Vous pourrez travailler dans la Mitidja et gagner, pendant la récolte prochaine, de quoi payer votre contribution de guerre, et au delà. Pour vous convaincre dès à présent que nous ne voulons ni emmener les femmes et les enfants, ni vous prendre vos terres, comme on vous a dit que nous avions coutume de faire, vous rentrerez dans vos villages aussitôt que vos otages nous seront livrés ; vous pourrez circuler en liberté à travers les camps avec vos femmes et vos enfants, et l'on ne prendra à personne ni sa maison, ni son champ sans lui en payer la valeur. »

Les visages impassibles des Kabyles ne trahissent aucun sentiment de regret ni de satisfaction.

« — Vous pourrez, comme par le passé, vous choisir des amins, mais ils devront être reconnus et investis par la France ; vous pourrez même garder vos institutions politiques de village, pourvu que vos chefs sachent vous maintenir en paix. »

Ces dernières paroles font courir un frémissement de joie parmi ces hommes jusqu'alors si impassibles. Des conversations à demi-voix s'engagent entre eux, et il est facile de voir à leurs gestes et à leur physionomie toute la satisfaction que leur cause cette proposition inattendue. Puis l'orateur, prenant la parole, dit :

« — Avons-nous bien compris ? nous conserverons nos institutions ?

« — Oui.

« — Nous nommerons nos chefs comme par le passé ?

« — Oui ; seulement, comme nous ne voulons pas que ce soient des hommes de désordre, ces nominations seront approuvées par nous.

« — Vous ne nous donnerez pas d'Arabes pour nous commander ?

« — Non.

« — Alors, vous pouvez compter sur notre soumission, et, demain, nous déposerons entre vos mains la contribution de guerre. »

Le maréchal congédia la députation, qui se rendit auprès du chef du bureau politique; celui-ci désigna immédiatement les otages d'après des listes arrêtées d'avance, aidé par le caïd El Hadj Tastarem, notre partisan. Ce caïd mérite une mention particulière : c'est lui qui, avec quelques hommes de son çof chassés de Kabylie et réfugiés chez nous depuis 1855, fit cesser les hostilités avant la soumission des Beni-Raten. Il avait reçu une forte blessure dans les rangs français en combattant les Beni-Ouaggenoun, en 1856, et son frère, en guidant l'avant-garde de la brigade Bourbaki quelques jours auparavant, avait été tué par méprise.

C'est ainsi que le maréchal Randon, qui avait étudié à fond la constitution sociale, administrative, politique et militaire des Kabyles, sut leur appliquer le seul principe qui rende les conquêtes durables, celui de respecter chez le peuple conquis ses mœurs, ses lois et ses institutions, tout en le mettant dans l'impuissance de nuire. C'est sur ce principe que s'est établie la grandeur de la nation romaine; c'est ainsi qu'on vient, mais timidement, de procéder en Indochine. Il ne faut pas qu'une nation soit infatuée d'elle-même au point d'imposer aux vaincus, là où ses armées ont triomphé, son propre gouvernement politique et ses lois civiles.

Pour conserver par la force sa nouvelle conquête, le maréchal entreprit de faire élever un fort au milieu même du pays conquis; à cet effet, il interrompit les opérations militaires, et donna l'ordre au général de Chabaud-Latour de faire commencer immédiatement les travaux.

Pendant que le génie creusait les fondations de la nouvelle forteresse, destinée à renfermer quatre bataillons, avec les accessoires, toute l'armée fut employée à établir une route pour relier Tizi-Ouzou au nouveau centre qu'on allait édifier. En quelques jours, une armée de vingt-cinq mille travailleurs, ardents à la tâche comme au combat, traça

une route militaire dominant le pays, suivant les crêtes et non les vallées, une route carrossable de six mètres de large, à travers un pays bouleversé, coupé par des vallées profondes et des ravins aux pentes abruptes et rocheuses. Elle avait été commencée le 3 juin ; le 14, jour anniversaire des batailles de Marengo, de Friedland et du débarquement des Français à Sidi-Ferruch, Randon donnait l'ordre de suspendre les travaux pour inaugurer le nouveau fort, qui fut baptisé *fort Napoléon*. Dans la matinée, toutes les troupes échelonnées de Souk-el-Arba à Tizi-Ouzou déposèrent la pioche, et vinrent sur le plateau dominant le pays des Beni-Raten se masser à droite et à gauche d'un autel, assis sur des caisses à biscuit et des tambours amoncelés, flanqué de drapeaux et de fanions. Le génie avait artistement dressé autour de l'autel des trophées d'armes, des instruments de travail et des caissons d'artillerie. Les aumôniers des trois divisions assistaient le vicaire-général du diocèse d'Alger, qui trouva d'éloquents paroles pour les soldats morts depuis un quart de siècle sur la terre algérienne (1).

Le nouveau fort comprit dans son enceinte le village d'Icheraouia. Il fallait le démolir. Le maréchal fit offrir aux habitants de leur payer leurs maisons et de leur en faire construire d'autres. Les Kabyles prirent l'argent et démenagèrent gaiement vers les bourgades voisines. D'un ramassis de bicoques, ils tirèrent 25.000 francs. Le gouverneur pouvait payer largement ; la contribution de guerre avait rapporté deux millions, qui furent employés entièrement aux dépenses de la forteresse et de la route qui devait la relier à Tizi-Ouzou.

Frappés de l'importance de ce fort, les Kabyles comprirent qu'il serait le tombeau de leur indépendance. Ils ne parvenaient pas à conserver leur impassibilité en voyant les fossés se creuser et les longues murailles crénelées

(1) Nous avons longuement parlé, dans notre première série, de ce vicaire-général, l'abbé Suchet, dont le nom est resté populaire en Algérie.

sortir de terre. Un vieil amin, venu à Souk-el-Arba pour apporter la contribution de guerre de son village, demanda au commandant Péchot qui recevait son argent :

« — Le maréchal vient-il donc habiter Souk-el-Arba (1)? »

« — Non, c'est un bordj qu'il fait construire. »

« — Un bordj! dit le vieillard, on m'a donc dit la vérité! Sidi commandant, regarde-moi. Quand un homme va mourir, il se recueille et ferme les yeux. Amin des Kabyles, je ferme les yeux, car la Kabylie va mourir. »

Pendant quelques minutes, l'amin resta les yeux fermés. Puis il quitta brusquement le commandant Péchot, en laissant échapper un sanglot.

Les marabouts annonçaient partout que le prophète avait suscité les Français, comme un fléau vivant, pour punir les crimes des Kabyles; mais, ajoutaient-ils, si Mahomet veut le châtiment de ses enfants coupables, il ne permettra pas leur asservissement aux infidèles. La dispersion future des chrétiens est annoncée par les saints de l'islam.

« — Déjà, disait un de ces fanatiques, déjà du haut du ciel Allah frappe les Roumis amenés par lui sur la terre kabyle. »

Et au bruit sourd que faisaient les mines en éclatant :

« — Entendez-vous s'écriait-il, comme ils jettent leur poudre aux rochers de la montagne. Dieu les a frappés de vertige!! »

Un autre mêlait les railleries aux malédictions.

« — Ces chrétiens, disait-il en ricanant, ne font cette longue route de Tizi-Ouzou à Souk-el-Arba que pour s'en retourner plus aisément dans la plaine après les fatigues supportées dans les sentiers kabyles. »

Cependant il fallait achever la conquête. Nos soldats déposèrent la pioche pour reprendre le fusil, et le 24 juin tous les camps furent levés. Les trois divisions de Mac-Mahon, Yusuf et Renault marchèrent dans la direction des

(1) *Souk*, marché, *arba*, quatre. Souk-el-Arba, le marché du quatrième jour.

Beni-Menguillet, les voisins immédiats des Beni-Raten. Ce fut la 2^e division, celle du général de Mac-Mahon, qui eut l'occasion de culbuter un ennemi resté en armes en face de nos grand'gardes, et dont les feux vigilants et provocateurs éclairaient nos bivouacs depuis vingt-cinq nuits.

Le combat d'Ichériden est un des plus terribles qu'ait livré le général de Mac-Mahon dans sa longue et glorieuse carrière.

Pour gagner les hauteurs d'Ichériden où l'attendaient les Kabyles, sa division avait à suivre une longue crête rocheuse formée de pitons successifs et bordée de précipices, sur laquelle couraient des sentiers à peine frayés. Cette crête, à 1.500 mètres de la montagne, s'élargissait et formait un plateau étroit sur lequel le général massa ses troupes et disposa son artillerie.

Les batteries prennent position à 900 mètres en avant ; la limpidité de l'atmosphère africaine permet de compter les défenseurs d'Ichériden qui ne daignent pas répondre à la canonnade et font preuve une fois de plus de leur singulier dédain pour les gros projectiles. Ce dédain est poussé jusqu'au mépris pour les fusées. « *Fousi (fusées)*, disent-ils, *comme les hannetons; macache morto (pas de morts); canons, boum, boum, bruit beaucoup, mais passer dans l'air par-dessus la tête. Nous couchés par terre et rire.* »

A Ichériden, les Kabyles avaient établi à mi-côte de la montagne un retranchement sinueux ; à droite, partant de ce retranchement, descendait en zigzag un contrefort naturel, rocheux, dont les rares passages étaient coupés de barricades. Derrière ces remparts, brillent les longs fusils, dont les canons polis miroitent au soleil. Nombre de Kabyles, l'arme au côté, sont debout sur les barricades et paraissent impassibles. Mac-Mahon, voyant le peu d'effet de l'artillerie, ordonne au général Bourbaki de lancer sa brigade à l'attaque. L'ennemi disparaît soudain derrière ses travaux de défense.

On n'entend plus, selon l'expression du poète, que le silence, un silence formidable.

Silencieusement aussi, la brigade Bourbaki, 2° zouaves et 54° de ligne, descend la pente de la courbe rocheuse qui va du plateau occupé par nos troupes à la montagne d'Ichériden. A trois cents mètres, les tambours et les clairons battent la charge; les têtes de colonne se déploient alors en tirailleurs et ouvrent le feu. Mais les barricades restent muettes; pas un bruit, pas une fumée de feu ne sort des créneaux.

A cent cinquante mètres, le 2° zouaves et le 54° de ligne, qui jusque-là ont pu s'abriter derrière des plis de terrain, se trouvent à découvert. Une sinistre clameur de mort, un effroyable hurlement s'élève alors des remparts qui s'enveloppent de fumée; la fusillade devient extraordinairement serrée. La colonne française, fauchée en un clin d'œil, s'arrête brusquement. C'est en vain que quelques zouaves déterminés, se glissant comme des serpents à travers les buissons, essaient, courbés en deux, de s'avancer vers le retranchement; c'est en vain que quelques officiers, le sabre haut, crient : En avant ! Tous ces braves tombent sous l'ouragan. On voit un capitaine faire quelques pas, tomber, se relever, retomber, se traîner sur les genoux, et finalement se coucher tout du long, immobile et sanglant.

Le feu des Kabyles roule toujours avec la même furie. Alors, sur la gauche de la brigade Bourbaki, on voit se détacher, officiers à cheval à la tête des compagnies, un bataillon de la légion étrangère dont les vieux reîtres conservent sous la mitraille leur superbe discipline; la fusillade s'acharne sur lui; il s'avance impassible sans riposter et en quelques minutes aborde le flanc des retranchements, dans lesquels il se répand victorieux. Les Kabyles pris à revers fuient de toutes parts. Ce que l'élan du 2° zouaves et du 54° de ligne n'a pu faire, la bravoure silencieuse de la légion étrangère, bravoure dirigée savamment sur le flanc de l'ennemi, l'obtient avec avantage.

« C'est le mouvement de vos *grandes capotes* (1); disait le lendemain un Beni-Yenni, qui nous a fait quitter les baricades; sans quoi vous ne seriez pas montés et nous allions descendre jusque sur vous. Mais quand nous avons vu ces grandes capotes qui montaient prendre nos retranchements par derrière, sans même répondre à nos coups de feu, alors nous sommes partis.

« Depuis que les Français sont venus du Sebaou, je me suis battu à tous les combats; je voudrais savoir quel était ce diable enchanté qui hier marchait à cheval à la tête des grandes capotes. Je lui ai tiré deux coups de fusil; tous nous le visions; nous étions plus de mille tirant sur lui. Nous voyions nos balles soulever la terre autour de son cheval; il avançait toujours. Que l'on me donne son nom pour que je le garde. »

D'après M. Emile Carrey (2) « ce diable enchanté » était le commandant Mangin; c'est une erreur, car celui-ci se trouvait sur le flanc de son bataillon, à sa place de combat, surveillant le mouvement. L'officier qui marchait en tête était le capitaine adjudant major Dufaure du Bessol (3).

L'auteur de ces Récits a eu l'honneur d'être sous-lieutenant dans la compagnie Dufaure du Bessol au 3^e zouaves; il tient à rendre à son ancien et respecté chef un éclatant hommage en rétablissant la vérité des faits.

VI

Les dernières opérations de la colonne expéditionnaire eurent lieu chez les Illilten. Ces tribus, dont le nom en kabyle veut dire *tribus du rocher*, habitent un misérable

(1) Nom donné aux soldats revêtus de l'ancienne et légendaire capote gris-bleu.

(2) Dans ses *Récits de Kabylie*.

(3) Il fut en 1870 un des héros de l'armée du Nord, et aujourd'hui commande une division du 14^e corps d'armée.

territoire, produit des dépouillements successifs que le temps, la neige, les eaux ont arrachés à l'ossature dénudée du Djurjura. Haché par les avalanches et raviné par les eaux, il n'est qu'un amoncellement confus de pics, de crêtes isolées, de rochers surplombant d'effrayants précipices. Vu du haut du col de Tirourda, le pays ressemble à une mer tumultueuse qui serait immobilisée en pleine tempête. Dans la partie la plus tourmentée de cette étrange région sont enfouis deux villages, Takleh et Tirourda, appartenant à une famille de marabouts, celle de Lalla Fatma, dont l'influence s'étendait à toute la Kabylie.

L'histoire de cette prophétesse berbère est curieuse. A l'âge de seize ans, elle fut mariée à un certain Yahia ben Ikoulaf, marabout de la tribu des Beni-Itouragh ; mais l'année d'après, elle quittait le domicile conjugal et se retirait chez ses frères les marabouts de Tirourda. Son mari fit de vaines instances pour la ramener près de lui. Le fameux agitateur Bou-Baghla essaya d'épouser la maraboute : elle y consentait, mais il fallait obtenir le divorce de Yahia ben Ikoulaf. Ce dernier resta sourd à toutes les instances et, quoique très pauvre, refusa l'argent que les frères de Lalla Fatma lui offraient au nom de Bou-Baghla.

On raconte que c'est à la suite d'un combat livré en 1854 contre les troupes de la division Maissiat, commandant la province de Constantine, que Bou-Baghla et la druidesse concurent l'un pour l'autre une véritable estime. Lalla Fatma, avec les femmes des Illilten, se précipita plusieurs fois, vêtue d'un haïk rouge qui la désignait aux coups de feu de nos soldats, au milieu des combattants. Bou-Baghla, chacun le sait, était brave. Dans l'affaire dont nous parlons, il fut atteint par une balle partie des rangs du 3^e zouaves, et passait tout sanglant à côté de Lalla Fatma, quand elle s'écria :

« — Chérif, ta barbe ne deviendra jamais du foin. »

Pour expliquer cette apostrophe de la sauvage guerrière,

rappelons que chez les indigènes d'Algérie la barbe est le symbole de la bravoure. Dire d'un homme que sa barbe s'est changée en foin, c'est insinuer qu'il est lâche devant le danger. La barbe est aussi le symbole de la fierté ; dire de quelqu'un que sa barbe s'est changée en foin, signifie également qu'il a perdu tout amour-propre.

La sainteté de Lalla Fatma, à l'époque de la conquête de la grande Kabylie, était universellement reconnue ; elle guérissait les maladies, conjurait les périls et rendait de ces oracles à double entente qui étaient rarement démentis par les événements. Si elle le veut, disaient les Kabyles, elle fera reculer d'un geste l'invasion française.

Quelles raisons donna la prophétesse pour expliquer aux Kabyles l'impossibilité pour elle d'empêcher la marche de notre armée, nous l'ignorons. Les Illiltén vinrent entasser dans le village qu'elle habitait leurs richesses, ainsi que leurs femmes et leurs enfants ; Lalla Fatma promit de les protéger et de faire pour eux des conjurations surnaturelles qui ne pouvaient manquer d'être exaucées. Mais elle n'était pas absolument convaincue de sa propre puissance. Son frère, Si Taïeb, très intéressé aux succès de sa sœur, dont les richesses étaient considérables, voulut seconder par des moyens diplomatiques l'intervention divine de Lalla Fatma, et comprit fort bien que la soumission absolue aux Français était le premier procédé à employer. Le rusé compère vint donc se présenter au général Yusuf et lui dit avec componction :

« — Je suis un ami de la France, mais je n'ai pu persuader aux Illiltén de se soumettre ; ils veulent leur journée de poudre. Je suis venu à toi pour te dire au moins mes intentions personnelles. Je demande que les deux villages où je commande soient épargnés et, pour te prouver ma sincérité, j'offre de conduire tes soldats par des sentiers faciles jusque sur les rochers dominant le territoire du reste de la tribu.

« — Voilà, dit le général Yusuf en présentant le négoc-

ciateur au maréchal Randon, un coquin qui trahit les siens pour que son village soit épargné. »

Et les propositions de Si Taïeb furent acceptées.

Le saint homme, émissaire de sa sainte sœur, conduisit les troupes françaises à des endroits choisis par lui, afin de sauvegarder ainsi ses richesses personnelles, et pardessus tout le prestige religieux de Lalla Fatma. L'honneur de sa tribu exigeait une journée de poudre ; il le concédait de grand cœur.

Les avant-postes de la division Yusuf virent bien s'échapper devant eux l'émigration des Illiltén ; mais comme nous avions l'occasion d'un triomphe facile, suivi d'une belle razzia, personne ne s'en préoccupa. Toutefois l'humeur belliqueuse de quelques soldats vint brusquement renverser les combinaisons du sage et habile Si Taïeb, qui espérait avoir soustrait aux Français les richesses accumulées dans les deux villages soumis à son autorité.

Quelques fugitifs retardataires cherchant à se mettre sous l'égide tutélaire de Lalla Fatma furent aperçus par cinq zouaves faisant partie de l'avant-garde de la brigade Gastu ; ceux-ci poursuivirent d'abord les Illiltén d'une crête à l'autre, mais tout à coup les burnous blancs disparurent derrière la montagne. Étonnés, nos troupiers se faufilèrent le long d'un ravin et découvrirent un étroit sentier qui avait livré passage à la foule éperdue ; il menait droit à Takleh, le village introuvable de la druidesse musulmane.

Dès que les zouaves débouchent, Lalla Fatma groupe autour d'elle les femmes et les enfants, les rassure et leur promet sa protection divine. Cette protection, hélas ! ne suffit pas. Les balles sifflent partout ; les hommes se voient dans l'obligation de prêter main-forte à la prophétesse. Ils s'arment donc pour le dernier combat et engagent la fusillade contre les cinq audacieux qui ont osé se montrer devant Takleh.

Mais nos soldats n'abandonnent jamais les camarades dans le danger. On entend les coups de fusil, et l'on sait que

quelques amis ont disparu dans le ravin. Sans ordre, un clairon sonne le ralliement et une quarantaine de zouaves, sans officier, accourent aussitôt. Les Illiltén sont bien quelques centaines ; par habitude, les nôtres s'embusquent et ouvrent le feu. Mais les Kabyles ripostent avec énergie, et en quelques minutes ont couché par terre une vingtaine d'assaillants. Le clairon sonne au renfort ou au cacolet ; à la fin, la fanfare éperdue du clairon excite l'attention d'un capitaine d'état-major, M. Fourchault, qui arrive au pas de course, avec quelques hommes qui l'ont suivi.

« — Cinq zouaves, lui disent les survivants, sont blessés et entre les mains des Kabyles.

« — Eh bien ! dit gaiement le capitaine Fourchault, allons les chercher. Clairon, sonne la charge. »

Et cette petite troupe se précipite au cri de : En avant ! en avant !

Heureusement de nouveaux zouaves accourent à perte d'haleine ; les Kabyles les voient venir, croient à la présence d'une armée entière, s'effraient et se mettent à fuir de tous côtés, abandonnant les femmes et les enfants que les invocations de Lalla Fatma ont été impuissantes à sauver.

Alors les vainqueurs pénètrent dans le village, et le pillage commence. La poudre appelle la poudre ; au bruit de la fusillade, des centaines de soldats sont accourus. Fusils encore chauds du combat, yatagans, armes de toute espèce, jonchent le sol, pêle-mêle avec des bijoux, des bracelets, et même des sacs remplis d'argent. Bientôt les zouaves sont chargés de butin à n'en savoir que faire. Une maison cependant a refusé d'ouvrir ; de nouveaux arrivants enfoncent la porte à coups de crosse, et l'on découvre une véritable foule entassée dans les chambres et les couloirs. Le diplomate Si Taïeb, qui, en somme, a été peu heureux, se présente la tête couverte de branches vertes et vient dire que nos blessés ont été respectés. Ce procédé, si contraire aux habitudes de l'ennemi, touche

nos officiers qui pardonnent et décident que personne ne sera fusillé.

A l'annonce de cette mesure de clémence, une femme petite, très massive, mais belle autant que peut l'être une femme kabyle de vingt-cinq à trente ans, tatouée, outrageusement chargée de bijoux, accourt en pleurs se jeter dans les bras de Si Taïeb. C'est Lalla Fatma qui prend des airs navrés, car l'amitié de Mahomet lui a fait défaut ; elle n'est plus qu'une vulgaire captive.

On réunit près de deux cents prisonniers autour de la martyre du Djurjura à laquelle un mulet de razzia est amené, et le cortège s'achemine vers le quartier-général. Si Taïeb marche philosophiquement à côté de sa sœur.

Il était nuit noire quand le cortège arriva. Le capitaine Fourchault présenta au maréchal Lalla Fatma et les deux cents captifs. La prophétesse, enveloppée de burnous blancs, mit pied à terre et suivit le gouverneur sous sa tente. Elle s'accroupit à la mode arabe, regarda autour d'elle sans affectation ni timidité, et quand on lui demanda pourquoi les gens de sa tribu avaient rompu la convention faite avec son frère en tirant sur les troupes françaises :

« — Allah l'a voulu, répondit-elle ; ce n'est ni par ta faute, ni par la mienne. Quelques-uns de tes soldats ont quitté leurs rangs pour pénétrer dans mon village ; les miens se sont défendus. Je suis ta captive. Je ne te reproche rien, et tu ne dois rien me reprocher. C'était écrit. »

Après quelques demandes relatives à la prochaine soumission des Illiltén, le maréchal confia la druidesse à des officiers du bureau arabe chargés de la conduire au camp de la division Yusuf. Lalla Fatma remonta sur son mulet, et la longue file des prisonniers s'ébranla pour la suivre. A la lueur des feux du bivouac, nos soldats virent passer une foule pleurante de femmes hâves et fatiguées, tenant sur les bras des enfants criant la faim, et des hommes tristement résignés. De temps à autre, une femme roulait sur les cailloux du chemin ; une longue lamentation s'élevait

alors au-dessus du morne cortège, et de confuses rumeurs de souffrance se faisaient entendre dans le silence de la nuit.

Emu, le maréchal Randon regardait la foule lamentable disparaître dans les ténèbres. Il se retourna, appela le plus jeune de ses officiers d'ordonnance et lui commanda d'aller veiller à l'installation des captifs et de leur faire distribuer des rations de campagne. Quand le lieutenant Bibesco vint dire à Lalla Fatma d'être sans inquiétude sur le sort des siens, elle répondit simplement :

« — La bonté est la fille de la force. »

Le campement choisi pour la prophétesse et sa suite fut placé à côté de celui d'une compagnie du génie. Nos braves soldats se hâtèrent d'allumer des feux, de chercher de l'eau et d'aller à la distribution des vivres. Puis ils prirent leurs propres marmites pour faire du café à l'intention des prisonniers. Pendant que ceux-ci mangeaient avec avidité, les nôtres formaient autour d'eux un cercle silencieux et sympathique, montrant une fois de plus que la pitié du vaincu est la première gloire de la France.

Passives et effarées, les femmes se serraient autour de leur prêtresse tutélaire. Celle-ci eut peine à les déterminer à suivre Si Taïeb qui les installa sous les tentes à elles réservées. Ces malheureuses s'endormirent péniblement. Le lendemain, tous les Illiltén, Fatma et Si Taïeb en tête, furent conduits chez une tribu alliée qui se chargea de les garder jusqu'à la soumission définitive des Illiltén. Chose originale ! un nombre énorme de turcos entourait la prophétesse qui leur donnait sa main à baiser. De temps à autre, en traversant le camp, Lalla Fatma daignait murmurer à leur adresse une parole amicale, et ces grands enfants, montrant leurs dents blanches sous un large sourire, la quittaient ravis comme des fidèles bénis et contents.

Tout alla bien tant que la druidesse longea la face du camp occupée par les turcos ; mais lorsqu'elle passa devant les zouaves, ces rudes soldats, silencieux d'abord

et pitoyables aux misères de l'ennemi vaincu, se prirent à parodier un à un les gestes onctueux de Lalla Fatma ; la pitié s'effaça devant les allures protectrices de la maraboute, la foule devint peu respectueuse, les baisements de main firent courir un flot de lazzis, et le rire français, ce rire inextinguible, éclaira ces figures bronzées.

La captive respectée s'était transformée en prêtresse de théâtre.

VII

Nos lecteurs connaissent la situation malheureuse de la femme dans la société arabe(1) ; le kabyle, mahométan assez tiède, a pour elle une certaine considération, et, se conformant aux vieilles coutumes berbères, lui permet de jouer un certain rôle. A l'époque de la conquête arabe, les Beni-Raten étaient gouvernés par une femme appelée Chimsi, et une autre nommée Damia bent Nifak commandait les bandes organisées par les gens de la montagne pour lutter contre l'envahisseur. Damia battit même les Arabes à plusieurs reprises, et ceux-ci, pour se venger, l'appelèrent Kahina (sorcière). Ce ne sont pas là des faits exceptionnels dans les annales berbères. On a vu à Tuggurt, au fond du Sah'ra constantinois, une femme gouvernant au nom de son fils ; Tuggurt est loin de la Kabylie, il est vrai, mais on sait que les populations des oasis sont berbères d'origine.

Comparons le mariage arabe au mariage kabyle ; il convient d'en étudier la portée morale et sociale, et de montrer à quel point les deux sociétés sont différentes l'une de l'autre.

Le mariage tel que l'a institué Mahomet peut se résumer en deux formules : polygamie et divorce.

Le vrai musulman peut avoir quatre épouses légitimes,

(1) Voir *Récits algériens*, 1^{re} série.

renvoyer celle d'entre elles qui lui déplaît et la remplacer par une autre. De là des divisions domestiques, des intrigues, des cabales dépassant tout ce que l'on peut imaginer.

Mahomet a beaucoup insisté pour que la dot en usage chez les peuples de l'Orient conservât un caractère de don volontaire fait par le mari à la femme; mais dans la pratique la dot versée constamment entre les mains des parents de l'épouse représente le prix de la vente dont celle-ci est l'objet. C'est ainsi qu'a été maintenu dans la société musulmane l'éternel esclavage de la femme.

En Algérie, les mariages se font de bonne heure. Le jeune homme est à peine sorti de l'adolescence, que le père songe à l'établir; il charge la mère de trouver une jeune fille, presque une enfant; et quand les parents se sont concertés, ils daignent apprendre à leur fils qu'ils lui ont choisi une épouse. Celui-ci ne se récrie pas, loin de là; il baisse la tête et se déclare prêt à obéir.

Accompagné de quelques voisins, on se rend chez le père de la jeune fille, sondé au préalable. La conversation roule d'abord sur des sujets indifférents; puis un complaisant, par une transition plus ou moins adroite, met la question sur le tapis, et l'on parle aussitôt des conditions du mariage. La discussion n'est jamais longue, quoique le père de la jeune fille, pour la forme, demande une dot élevée; le prix a été débattu d'avance, et les débats se terminent par de petits cadeaux distribués à l'innombrable parenté féminine de la fiancée.

Pendant ce temps, les femmes préparent un repas. Avant de manger le couscouss traditionnel, l'homme le plus âgé de la société invoque les bénédictions d'en haut sur le couple futur, et déclare l'union accomplie légalement; c'est très simple, comme on le voit. Puis, quelques jours après, le montant de la dot, en présence du cadi rédacteur du contrat, est remis aux parents de la jeune fille; et, comme le divorce est chose prévue, on fait un relevé exact des

dépenses provenant du repas de nocés et des cadeaux, afin de s'en faire rembourser, le cas échéant.

Après le repas de nocés, l'épouse voilée se rend à la tente de son beau-père ou de son mari. Elle est reçue par la belle-mère qui lui tend un pot de beurre ; la jeune femme y plonge la main et en enduit les montants de la tente. Les Arabes prétendent que cette pratique a pour objet d'appeler sur le jeune ménage les bénédictions du ciel. On festoie encore pendant quelques heures ; le mari soulève alors le voile de sa femme, et peut contempler ses traits pour la première fois.

Les cérémonies que nous venons de décrire sont peu différentes quand l'homme est vieux, ou que la mariée est jeune fille, divorcée ou veuve.

Dans certaines contrées de l'Algérie, le mari se présente à sa femme, le premier jour du mariage, avec un bâton à la main ; cette coutume est cruellement significative, car le bâton est le grand moyen d'éducation qu'il emploie vis-à-vis d'elle pour en obtenir l'accomplissement de ce qu'il considère comme ses devoirs. La femme arabe est autrement mal traitée que la femme kabyle ; elle prépare les repas, sert son seigneur et maître, et attend, silencieusement accroupie, que celui-ci ait terminé pour reprendre les os à demi rongés qu'il a replacés dans le plat et manger ses restes. Sous la tente de l'arabe, c'est elle qui fait tout ; l'homme, lui, reste assis majestueusement, et passe son temps à regarder dans le vague. La femme tisse à ses moments perdus (et Dieu sait si elle a beaucoup de ces moments) les étoffes destinées à faire des burnous et à couvrir les tentes ; elle va à l'eau et au bois, souvent à de grandes distances.

C'est encore elle qui moud le grain à l'aide d'un petit moulin à bras, fabrique la poterie, traite les chèvres, les brebis et les vaches, fait le beurre et le lait caillé, lave la laine et la tisse. Lorsque son époux désire monter à cheval, c'est elle qui est chargée de seller celui-ci ; et, quand le douar dé-

campe, ce sont encore les femmes qui démontent la tente, la chargent sur les bêtes de somme, la déchargent à l'arrivée et la remontent.

A l'extérieur comme à l'intérieur, rien dans la vie kabyle ne ressemble sous ce rapport à la vie arabe. La femme kabyle a un rôle tout autre. Tout d'abord, son mari étant monogame, elle est seule, n'est pas écartée de la société des hommes, mange avec son époux, ses enfants, et même avec les étrangers; elle a plus de liberté, fréquente les marchés pour acheter ou vendre, et ne sait pas ce que c'est que le bâton. Il est excessivement rare qu'un kabyle maltraite sa femme.

Il faut ajouter qu'elle connaît le foyer domestique, car le kabyle est fixe et sédentaire, et habite des maisons ou des gourbis. Cette existence lui donne une certaine dignité d'allures tout à fait remarquable; elle est propre et, sous de grossiers vêtements, a même une certaine élégance.

Les Kabyles ont très rarement recours au divorce; et si quelques-uns s'en servent, c'est que la religion musulmane le recommande pour ainsi dire. Ainsi Mahomet, dans les chapitres IV, XXXIII et XLIII du Coran, admet fort bien que le croyant donne à une de ses femmes un « congé honnête » quand il désire la « changer contre une autre » : et le bon apôtre leur recommande d'agir généreusement avec l'épouse renvoyée. De pareils encouragements ont eu pour premier effet de favoriser les déportements des peuples qui ont embrassé l'islamisme; le divorce ne sert qu'à pallier leurs instincts de débauche.

Il faut distinguer entre le divorce et la répudiation; le premier a lieu par consentement mutuel, et la seconde, par la volonté d'une seule des deux parties. Le divorce a de plus un caractère définitif, tandis que la répudiation peut être temporaire. Il peut être prononcé par autorité de justice dans le cas où le mari bat sa femme sans motif; ce *sans motif* vaut son pesant d'or, car la loi musulmane accorde bien au mari mille raisons de battre sa femme.

Le mariage, dans la société islamique, étant considéré comme une vente, il s'ensuit que le mari, lorsqu'il rend par le divorce ou la répudiation l'objet acheté par lui, réclame l'argent qu'il a donné; la dot est restituée. Rien n'est plus immoral. Comme ce sont les parents de la femme qui reçoivent l'argent, ce sont eux qui le remboursent; ils encaissent de nouveau quand leur fille est redemandée en mariage.

On se demande ce que deviennent alors les enfants. Légalement, ils appartiennent toujours au père; mais on veut bien permettre à la mère d'avoir la charge de leur éducation pendant leur enfance. C'est ainsi que la femme divorcée emmène avec elle ses enfants en bas-âge et les garde jusqu'à l'adolescence; l'entretien est alors payé par le mari. Mais, si la femme divorcée contracte une nouvelle alliance, le mari reprend ses enfants.

Dans la société musulmane la femme est donc littéralement mise hors la loi. Par une singulière contradiction, les enfants illégitimes sont élevés aux frais du domaine public.

Les bons ménages sont rares; méprisée, la femme se révolte sans cesse, et devient naturellement pour le mari un composé de défauts sans nombre. Pour elle, en retour, l'homme est un amalgame des vices les plus révoltants.

Le cœur se soulève en pensant que toutes ces turpitudes sont sanctionnées par la religion mahométane.

Donnons encore sur les mœurs kabyles certains détails que nous croyons peu connus :

Le kabyle n'observe pas, avec une rigueur absolue, le jeûne du Ramadan et ne se fait aucun scrupule d'éteindre sa soif lorsqu'il se livre aux travaux des champs. Ses marabouts lui laissent au sujet des prescriptions du Coran une immense latitude et lui-même attribue à ces prêtres la plus grande influence, car s'il n'est pas très religieux, il est superstitieux à l'excès. Ainsi, dans la tribu des Beni-Djennad, qui occupe environ quarante vil-

lages sur la pente septentrionale du Djurjura, nul n'a le droit ni de blanchir sa maison ni de posséder des ânes, ni de passer la nuit sur une meule de paille, chose que les indigènes d'Algérie aiment beaucoup pendant la belle saison. Ces défenses légèrement tyranniques leur ont été faites par un marabout. Ce brave homme avouait candidement que la raison qui le poussait à interdire le blanchiment des maisons était de vanité toute personnelle. Plusieurs habitants de son village s'étant permis ce luxe, il n'était plus possible aux étrangers de distinguer sa demeure de celles du commun des Kabyles.

Le même personnage craignait toujours de ne pas voir affluer chez lui la *ziara* (1) en quantité suffisante.

On n'a jamais su pourquoi le marabout ne permettait pas aux Beni-Djennad d'avoir des ânes; il faut croire qu'un de ces animaux lui avait joué quelque méchant tour. Comme ses ouailles se procuraient des pois (2) dans les tribus voisines, il leur interdisait d'en manger sans les mélanger à d'autres substances, les prévenant qu'en cas de désobéissance ils seraient atteints de la gale. Le motif de cette singulière prohibition est tout simple; un marabout ayant jadis convoqué extraordinairement ses fidèles, quelques-uns seulement se présentèrent à l'heure fixée; le plus grand nombre arriva en retard.

« — Que faisiez-vous? leur demanda-t-il avec colère. D'où vient votre peu d'empressement?

« — C'est la saison des pois; nous en semions.

« — Eh bien! que ces pois, cause du manquement à vos devoirs religieux, soient à l'avenir pour vous une nourriture malfaisante! »

(1) La *ziara* est le tribut tout à fait volontaire que les populations versent entre les mains des marabouts. Quelquefois cette contribution est annuelle et se confond avec la dime prescrite par le Coran

Il est bien entendu que les dons qui constituent la *ziara* peuvent être en nature; ils font vivre le prêtre ou le personnel des zaouïas, et permettent à celles-ci de nourrir les pèlerins, les élèves pauvres, les professeurs, et de donner des secours aux bons musulmans dans le besoin.

(2) La culture de ce légume était aussi défendue.

Aujourd'hui, un Beni-Djennad, pour tout l'or du monde, ne mangerait pas de ce légume sans le mélanger avec d'autres.

Quant à la défense de coucher sur des meules de paille pendant les nuits d'été, elle a sa raison d'être au point de vue de la morale.

Les prêtres kabyles vont jusqu'à autoriser leurs ouailles à manger du sanglier, bien que la chair de cet animal soit interdite sévèrement aux musulmans et passe pour immonde ; ils soutiennent gravement que ce n'est pas la chair de l'animal tout entier qui est frappée d'interdiction, mais seulement une partie dont Mahomet s'est réservé le secret. En dépouillant un sanglier, les Kabyles coupent un morceau de viande, pas le meilleur bien entendu, et le jettent au loin en priant Dieu de leur pardonner s'ils n'ont pas mis la main sur la partie défendue.

La prévoyance ne manque pas aux marabouts kabyles. Ainsi, dans la petite tribu des M'chédalla se trouve un pèlerinage très suivi. Son histoire date de loin. Il y a plusieurs siècles, un homme s'étant fait bâtir un ermitage au sommet d'une montagne située sur le territoire de cette tribu et appelée le *Thanugouth*, devint *nabbi* (prophète) par la grâce de Dieu et de Mahomet et reçut d'en haut le don de faire des miracles ; à sa mort on éleva sur l'emplacement de sa maison une Kouba (tombeau) qui existe encore et qu'il suffit de visiter pour attirer sur soi les bénédictions du ciel. Un de ses descendants désireux, lui aussi, de posséder le même privilège d'opérer des miracles, crut sage pour l'obtenir de faire le voyage de la Mecque ; un jour il annonça aux montagnards son prochain départ. Prévoyant que, pendant son absence, les fidèles, ses fournisseurs des choses nécessaires à la vie, délaisseraient son ermitage, il leur conseilla de continuer leur pèlerinage tous les jeudis jusqu'à son retour, ajoutant que des bénédictions en nombre incalculable étaient attachées à cet acte de dévotion. Les M'chédalla en firent la promesse solennelle au marabout qui partit rassuré sur l'avenir.

Le saint homme ne revint pas et mourut en route. Mais les gens pieux de la tribu, liés par le serment qu'avaient fait leurs pères, n'ont jamais cessé de fréquenter le jeudi la Kouba sanctifiée; seulement on remarque que leur zèle va décroissant. Ce lieu de pèlerinage a pourtant la réputation d'être extrêmement favorable aux femmes qui demandent la conservation et la santé de leurs enfants.

Est-ce au vœu des M'chédalla qu'il faut attribuer cette singulière coutume? Chez eux, les pauvres seuls ont le droit de travailler le jeudi. Tout individu classé dans la catégorie des riches qui, ce jour-là, voudrait se livrer à un labeur quelconque, paie une amende à l'amin (maire). Du moins cela se passait ainsi il y a une dizaine d'années; il est à croire que le contact de notre civilisation a détruit ou détruira à bref délai quantité de superstitions locales soigneusement entretenues par les marabouts.

Il est peu d'Arabes ou de Kabyles, savants ou ignorants, grands ou petits, riches ou pauvres, qui soient exempts de superstitions; tous croient aveuglément aux démons, aux sorciers, aux charmes, aux remèdes empiriques, ou aux amulettes.

Les musulmans ont fait au démon Lazerour une réputation fantasque. Il n'est pas seulement un inspireur des fautes, un donneur de conseils pernicious, un méchant esprit qui s'introduit dans le corps des hommes pour les rendre furieux et les jeter à terre en les faisant écumer, il n'est pas seulement le génie malfaisant qui annihile les remèdes aux maladies, même la prière et l'amulette, c'est encore un démon folâtre qui aime à jouer des farces aux voyageurs. Ainsi, quand un homme traverse une forêt pendant la nuit, ce maudit vient lui sauter à califourchon sur le dos, le force à plier sous son poids, et ne le lâche qu'au point du jour. Non content de tyranniser la pauvre espèce humaine, il s'attache aux animaux; c'est lui qui provoque la panique dans les troupeaux de chameaux ou de moutons, qui donne la maladie aux chèvres, qui fait endiabler les

agneaux et leur donne l'idée d'exécuter des danses analogues à la danse de Saint-Guy ; c'est encore lui qui fait boiter les chevaux et favorise les voleurs de mulets. Chaque fois que Lazerour voit couler le sang d'un homme ou d'un animal, il se précipite et suce la blessure.

L'amulette, pour le musulman, a un effet curatif ou préventif. Les tolba en font un commerce très lucratif ; seulement l'amulette préventive coûte un peu plus cher que la curative, car il est incontestable qu'il est infiniment plus difficile de se guérir des maux à venir que des maux présents.

On sait que l'amulette sert aussi bien aux animaux domestiques qu'à l'homme. Il en est de toutes les formes ; la plus commune consiste en un verset du Coran. Il est absolument inutile que ce verset s'applique au mal que l'on veut guérir ou dont on veut être préservé, ou bien à la chose que l'on désire ; pourvu que le verset soit d'abord écrit dans un sens, puis dans le sens immédiatement perpendiculaire, de manière que lettres se croisent, l'amulette est bonne.

Mais, pour qu'elle soit vraiment efficace, il faut que celui qui en est détenteur remplisse une foule de conditions : être à l'abri du mauvais œil, source de tous les maux, ne pas rencontrer un borgne, etc. ; de plus, il est sage de porter toujours sur soi une patte de porc-épic renfermée dans une gaine d'argent.

Aux yeux d'un musulman de bonne foi, il est des amulettes tout à fait irrésistibles ; mais alors ce n'est pas seulement le porteur qui doit scrupuleusement suivre jusqu'à la moindre des prescriptions, mais le taleb lui-même doit intervenir. Ainsi, pour que l'amulette destinée à mener à bien un projet de mariage produise son effet, il faut que le taleb, en écrivant certains mots cabalistiques sur un morceau de papier, se dépouille au préalable de tous ses vêtements ; puis il choisit le dernier mercredi du mois, et attend que tout le monde, aux environs, ait fait la prière de quatre heures. Il doit être muni d'une plume taillée dans du bois

provenant de l'arbre mâle du laurier-rose et se servir d'encre bleue !

Pour se préserver de la fièvre, il existe de nombreux procédés. Le plus simple consiste à faire écrire par un taleb des mots cabalistiques sur un œuf de poule pondu le vendredi avant midi ; l'œuf est ensuite placé sur des cendres brûlantes, et quand il est cuit, on le mange en ayant soin de ramasser les coquilles, réduites en poudre, que l'on renferme dans un sachet bleu, porté constamment sur soi, sans quoi la maladie revient.

Le taleb peut aussi tracer sur un morceau de papier deux versets du Coran écrits dans deux sens différents ; on mâche le papier, et on l'avale. Ou bien encore on met pendant trois jours sur le feu, à l'heure habituelle de l'accès, un écrit contenant les paroles suivantes : « Le Dieu qui te soulage te pardonne par trois fois ; il a dit : le salut soit sur toi ! »

L'amulette contre la morsure des scorpions consiste à porter aussi un sachet de toile bleue renfermant un morceau de papier sur lequel est tracé un verset du Coran, et doit contenir des cheveux d'un enfant du sexe masculin ayant juste quatre mois et dix jours.

Mais les amulettes et les talismans n'ont pas seuls un pouvoir surnaturel. Certains buissons, des arbres auxquels on suspend un morceau d'étoffe, des rochers ou des montagnes, des fontaines ont le pouvoir de rendre les serments éternels, le don de guérir, etc., etc. Les habitants de la contrée où l'on voit ces buissons, ces arbres, ces rochers, ces montagnes ou ces fontaines se réunissent souvent pour faire des pèlerinages en ces lieux où, d'après la croyance populaire, se manifeste la bonté divine ; ils ont généralement l'habitude d'y dépecer un mouton dont la chair est partagée entre les assistants.

Il y a des oiseaux néfastes, tels que le corbeau qui, isolé, porte malheur, ou la chouette qui annonce la mort des personnes de la famille. Il y aussi des oiseaux bienfaisants,

tels que la huppe, dont les pattes et les ailes ont le pouvoir de guérir.

Ces peuples amoureux du merveilleux ont naturellement des ogres et des ogresses, des sorciers et des sorcières. Mais les Kabyles croient beaucoup moins que les Arabes à ces êtres surnaturels.

Les médecins indigènes ne sont disciples d'aucune faculté, ne savent ni lire ni écrire, choses qu'ils considèrent, dit le commandant Villot dans son *Etude sur les mœurs et les coutumes des indigènes de l'Algérie*, comme parfaitement inutiles. Ils se divisent en *hakems* ou médecins savants, et *toubibs* ou praticiens ordinaires. Les premiers sont extrêmement rares; de même que les toubibs, ils fournissent les médicaments qu'ils prescrivent.

Les toubibs les plus adroits pratiquent l'opération du trépan, et les appareils dont ils se servent pour maintenir les membres fracturés sont assez ingénieux. En thèse générale, les meilleurs d'entre eux sont des empiriques, produits de l'ignorance, de l'absence d'études, en un mot de l'impuissance de l'art; les autres, véritables charlatans et effrontés coquins, exploitent indignement sans le moindre savoir la crédulité publique.

En Kabylie, la profession de médecin est plus honorée que chez les Arabes, car elle est généralement exercée par des vieillards ayant, à défaut de connaissances étendues, une grande réputation de sagesse. Leur bagage scientifique se compose surtout de recettes empruntées à la tradition ou rapportées par les pèlerins revenant de la Mecque, auxquelles ils ajoutent un peu de magie. Il n'est pas rare de voir la clinique de ces disciples d'Esculape suivie par des jeunes gens, vrais élèves en médecine, qui paient au maître une certaine rétribution. Le médecin kabyle est également chirurgien et ne dédaigne pas les opérations bénignes qui, dans les villes, sont abandonnées aux perruquiers, telles que l'extraction des dents ou la pose des ventouses. Les plaies d'armes à feu sont cautérisées à

l'orifice avec un couteau à lame courbe, qui sert aussi de rasoir. Le toubib va s'installer au marché et place gravement devant lui les quelques pièces de ferraille qu'il appelle pompeusement ses instruments de chirurgie ; le tout est disposé au milieu de substances pharmaceutiques, quise composent presque invariablement d'alun, de hachich, de safran, de miel, de piment, ou de sulfate de cuivre.

Arabes et Kabyles n'admettent pas les amputations, et prétendent qu'il n'est pas permis d'altérer la création divine ; ils préfèrent la mort à quelques années d'existence achetées au prix de la mutilation du corps. Cette répugnance favorise l'ignorance crasse des toubibs qui ne savent pas même arrêter une hémorrhagie, percer un abcès ou opérer l'extraction d'un corps étranger, et n'ont aucune idée des accidents que telle ou telle opération pourrait provoquer. Ils ne soumettent même pas les blessés ou les malades à un traitement particulier et ne consentent à répandre un peu de sang que dans un cas de nécessité absolue. L'art des pansements est des plus rudimentaires ; les appareils sont placés sans raison aucune, les compressions sont exagérées le plus sottement du monde, la charpie est remplacée par du poil de chameau, de la laine de mouton, quelquefois des herbes, les bandes par des cordes en alfa, en jonc, ou en palmier nain, et le linge par le premier chiffon venu. Le feu est la base de toute la thérapeutique. C'est simple, portatif, et économique par-dessus le marché.

Les rares amputations qu'opèrent les toubibs se font avec un fer bien rougi au feu. Ils ne saignent jamais par les grandes veines que leurs connaissances anatomiques sont impuissantes à leur faire discerner, mais par la veine de la racine du nez ; dans ce cas le patient est tenu de se laisser à moitié étrangler, car il faut que cette veine se gonfle pour être reconnue. L'écoulement du sang s'arrête par un procédé des plus primitifs ; on se contente de prendre un peu de terre, de l'imbiber avec de la salive, et de l'appliquer sur l'incision.

Les médecins ont soin de se faire payer d'avance. Mais l'indigène d'Algérie préfère s'adresser à Dieu; grâce à son fatalisme oriental, il s'en remet généralement à la bonne nature, qui le guérit parfois. Quand tout est désespéré pour un malade, il n'est qu'un moyen pour le sauver : un taleb est appelé et écrit l'amulette la plus efficace qu'il connaisse; on égorge un poulet, et l'on bat dans un pot en terre tout à la fois l'amulette avec le sang et les plumes de la bête. On confie le tout à un enfant qui doit le porter sur le chemin le plus fréquenté du voisinage, mais sans être vu de personne, sinon il n'y a plus d'espoir de guérison.

Un dernier mot sur les mœurs de ces montagnards.

Le kabyle ne trahit jamais celui qui est venu s'abriter sous son toit. On ne saurait en dire autant de l'arabe. Ces mœurs hospitalières ont produit la singulière coutume de l'*anaya*.

Après le récit d'un combat entre les Turcs et les Kabyles, un vieux turc, en 1851, donna au marquis de Castellane le conseil suivant :

« — Si un désastre frappait toi et les tiens, souviens-toi de l'*anaya* et n'oublie pas que les femmes peuvent la donner; leur cœur est plus facile à émouvoir. C'est à une femme que je dois la vie. »

Et il poursuivit ainsi :

« — L'*anaya* est la preuve du respect que dans les montagnes chacun se porte à soi-même, le signe de la considération, le droit de protection. Pour un kabyle, sa femme, son bœuf et son champ ne sont rien, s'il les compare à l'*anaya*. Le plus souvent un objet connu pour appartenir à celui qui accorde l'*anaya* est le signe de la sauvegarde. Le voyageur, en quittant le territoire de la tribu, échange ce signe avec un autre gage donné par un ami auquel il est toujours adressé, et de proche en proche il peut ainsi traverser le pays en toute sécurité. Il y a aussi l'*anaya* qui se demande dans un danger pressant : si le kabyle vous en couvre, eussiez-vous le couteau prêt à frapper votre tête, le salut est pour vous. L'*anaya* est une grande chose, un grand

lien, et, pour des gens dont le commerce est une des occupations, c'est un gage de prospérité, car elle assure la sécurité à ceux que leurs affaires appellent dans le pays. Aussi est-ce un droit qui, s'il était violé, aurait pour vengeur la tribu entière; mes yeux l'ont vu au jour de la mort du bey et mon cœur en a gardé le souvenir.

« Les Kabyles frappaient sans pitié, excités au carnage par les cris de leurs femmes. La dernière minute de l'homme au combat est le miroir de sa vie : tout ce qui lui est cher se présente à sa pensée. Zohra, ma femme, notre petit enfant et son sourire passèrent devant mes yeux et mon âme faiblit devant la mort. Zohra m'apporta une pensée de salut; je saisis le vêtement d'une femme, en demandant l'*anaya*. Elle, fière de montrer sa puissance, me jeta son voile, et je fus entouré de sa protection. »

L'interlocuteur du comte de Castellane, dans son style imagé, a fort bien représenté ce genre de protection qui repose sur l'*anaya*, et qui n'est que l'hospitalité poussée à sa dernière expression. Tout indigène, de par les institutions du pays, avait le droit de couvrir de sa protection une personne quelconque; mais, comme cet engagement entraînait la solidarité de la tribu, un kabyle ne le contractait qu'avec une grande prudence. Nous disons *entraînait* et *contractait*, car la coutume de l'*anaya* tombe peu à peu depuis que nous occupons le pays; aujourd'hui un voyageur est plus protégé par la gendarmerie française, qu'il ne le serait par n'importe quel *anaya*.

L'*anaya* autrefois accordé par le kabyle se composait d'un objet qu'on savait lui appartenir, soit une arme, soit un cachet, même un chien tenu en laisse; la personne protégée devenait inviolable, et pouvait circuler librement de tribu à tribu. Le fameux Bou-Baghla, dans les premiers temps, fréquentait tous les marchés kabyles, en tenant en laisse un chien noir connu pour appartenir à un marabout vénéré de la tribu des Beni-Yenni. Lorsqu'il sortait du territoire de cette tribu, il renvoyait le chien, c'est-à-dire changeait d'*anaya*.

VIII

C'était le 7 mars 1815.

Napoléon, après avoir débarqué à Fréjus, s'était jeté dans les montagnes avec quelques centaines de soldats, et marchait rapidement sur Grenoble, chef-lieu de la 7^e division militaire.

En avant du bourg de Laffréy, au coude que fait la route dans la direction de la Mure, se trouvait une avant-garde de cinq cents hommes appartenant au 5^e régiment de ligne, et commandée par un ancien chef de bataillon de la garde impériale. Elle avait reçu du général comte Marchand, commandant la 7^e division militaire, l'ordre de s'opposer à la marche de l'empereur.

Mais la veille au soir, les fourriers du bataillon du 5^e de ligne, envoyés au village de la Mure pour y préparer des logements, s'étaient rencontrés avec ceux de la petite troupe de l'île d'Elbe. L'empereur ayant accéléré la marche de son avant-garde, au moyen de diligences mises à réquisition, avait déjà pris possession du pont de Ponthaut (1).

Le commandant du détachement grenoblois, informé de cette rencontre des fourriers, arrêta brusquement son bataillon, et lui fit passer en deçà de la Mure la nuit du 6 au 7 mars. Mais il ne put empêcher des pourparlers de s'engager encore entre ses soldats et ceux qui précédaient l'empereur ; lui-même eut à repousser les propositions que vint lui faire le général Cambronne. Apprenant enfin que ses hommes se passaient de main en main des proclamations distribuées par les fourriers de l'île d'Elbe, il battit en retraite au milieu de la nuit, dans la direction de Laffrey.

Là il s'arrêta. Ses soldats étaient calmes, et aucune défec-

(1) Construit sur un précipice au delà de la Mure.

tion ne s'était produite ; mais, après une marche fatigante, ils avaient besoin de repos et de nourriture avant de se remettre en route pour Grenoble.

Les feux du 5^e de ligne étaient à peine allumés, quand parurent vingt-cinq cavaliers, qui s'arrêtèrent à quatre ou cinq cents mètres des avant-postes établis par le commandant du détachement. Puis vinrent cent grenadiers de la vieille garde, avec leurs légendaires bonnets à poils ; parmi eux se trouvait l'empereur, revêtu de son costume historique.

Le moment décisif était arrivé.

Napoléon mit pied à terre. Haletants, les soldats du 5^e voyaient s'avancer lentement celui dont tant de récits avaient fait un homme prédestiné ; ils distinguaient nettement cette fameuse capote grise qui s'était promenade dans toutes les capitales de l'Europe, et sous le petit chapeau usé par la victoire, au milieu de cette pâle figure qu'on eût dit détachée d'une médaille antique, brillaient des yeux noirs étincelants, ces mêmes yeux qui avaient fasciné les Russes à Friedland et les Autrichiens à Wagram.

Les soldats du 5^e de ligne se sentaient profondément émus.

Lorsque l'empereur ne fut plus qu'à vingt pas d'eux, un capitaine des grenadiers de la vieille garde se précipita au-devant de lui, et d'une voix éclatante :

« — Voltigeurs du 5^e, dit-il, puisque vous ne voulez pas vous réunir à l'empereur, le voici qui vient à vous. Si vous faites feu, vous répondrez de sa vie. »

A ces paroles répondirent des acclamations frénétiques ; c'est sur un ton furieux que les soldats crièrent : Vive l'empereur ! L'exilé du sol de la patrie, l'homme du peuple, l'idole de l'armée leur apparaissait alors dans toute sa gloire rayonnante d'Austerlitz et d'Iéna ; l'aigle impériale ouvrait ses ailes devant leurs yeux éblouis. Promesses, serments, tout fut oublié. Le délire avait envahi les cerveaux et fait disparaître tout sentiment de fidélité.

L'officier supérieur qui commandait le 5^e de ligne se trouvait dans un état d'agitation impossible à décrire. Un jeune capitaine d'état-major, envoyé par le général de division comte Marchand, était près de lui ; vainement ce capitaine lui conseilla, dès que les cavaliers du détachement de l'île d'Elbe furent en vue, d'ouvrir le feu ; le commandant ne lui fit que des réponses incohérentes. Quand il fut évident que la troupe, exaltée par la venue de l'empereur, avait tourné tout entière et fait défection, le capitaine d'état-major, laissant le malheureux commandant à ses tergiversations, piqua des deux pour porter au général Marchand la nouvelle de ce grave événement. Le général Cambronne, ne voulant pas que l'on apprît tout de suite à Grenoble ce qui venait de se passer, dépêcha quelques cavaliers à la poursuite de l'aide de camp. Celui-ci leur échappa ; mais ce fut pour courir un autre danger. Parvenu à quelque distance de la ville, il rencontra le 7^e régiment de ligne, que son colonel conduisait à l'empereur. Reconnu pour l'aide de camp du général commandant la division, il ne parvint à se soustraire aux poursuites que grâce à son sang-froid et à la vigueur de son cheval. Avant de rentrer à Grenoble, il dut fendre les flots pressés des habitants de la campagne, armés de fusils, de faux et de fourches, qui venaient spontanément aider au succès du grand proscrit. Enfin, le capitaine rejoignit le général Marchand, auquel il rendit compte de sa mission, et le soir même, celui-ci, avec cent cinquante hommes demeurés fidèles au gouvernement des Bourbons, évacuait la ville de Grenoble pour prendre la route du fort Barraux et de Chambéry.

Ce jeune capitaine d'état-major se nommait Randon ; il devint plus tard maréchal de l'Empire, gouverneur-général de l'Algérie, ministre de la guerre, et conquérant de la Kabylie.

Randon naquit d'une famille protestante de la bourgeoisie, qui avait fourni avant lui deux hommes célèbres à des titres bien différents. Le premier, l'avocat Barnave, fut un des

membres les plus distingués de l'Assemblée constituante ; le second, général comte Marchand, fut l'un des plus fameux divisionnaires du premier Empire. Tous deux étaient oncles du jeune Randon.

Le général Marchand traita Randon comme un fils et lui ouvrit la carrière des armes. A l'âge de seize ans, au sortir du lycée, le jeune homme s'engagea dans un des régiments de son oncle, le 93^e de ligne, qui était alors à Varsovie et se disposait à prendre part à la campagne de Russie. Randon supporta avec un courage remarquable les souffrances de la plus désastreuse des campagnes de Napoléon ; à Vilna il était sous-officier ; à la Moskowa, sous-lieutenant. De retour en Allemagne, il fit partie du corps d'armée du prince Eugène ; à Lutzen, il reçut deux coups de fusil. Rapidement rétabli, il rejoignit son corps d'armée assez à temps pour prendre part à la bataille de Bautzen, après laquelle on le nomma lieutenant. Puis il se distingua à la terrible journée de Leipzig (18 octobre 1813), et à peine revenu sur les bords du Rhin, le 28 novembre 1813, il fut nommé capitaine.

Il n'avait que dix-huit ans !

Le jeune capitaine fit encore la campagne de France dans les rangs du 93^e de ligne, et, après l'abdication de Fontainebleau, devint aide de camp de son oncle le général Marchand, qui reçut des mains du roi Louis XVIII le commandement de la 7^e division militaire dont le siège était à Grenoble. Le 3 mars 1815, le préfet de l'Isère communiquait au général la nouvelle du débarquement de l'empereur sur les côtes de Provence. La dépêche ne disait pas de quel côté il se dirigeait, et l'on pouvait supposer qu'il remonterait la vallée du Rhône pour arriver jusqu'à Lyon, plutôt que de suivre l'une des routes de montagne qui aboutissent à la vallée de l'Isère, barrée par la place forte de Grenoble. On sut plus tard qu'il s'était engagé dans les Alpes. C'est que Napoléon se connaissait en hommes. Le maréchal Masséna, le vainqueur de Rivoli, le héros d'Essling, exer-

çait à Marseille le commandement de la 8^e division militaire, et chez ce rude soldat la question de devoir passait avant celle du sentiment. Sans doute, il se rappelait que l'empereur l'avait comblé d'honneurs et de dignités; mais il avait prêté serment à Louis XVIII et son honneur militaire était engagé. Du reste, mandé à Paris par Napoléon au commencement de la période des Cent-Jours, il avoua franchement à son ancien maître qu'il l'aurait fait arrêter, si la colonne de l'île d'Elbe ne s'en était allée vers les montagnes, et il refusa de reprendre du service.

Le 4 mars, le général Marchand rassembla un conseil de guerre auquel il convoqua tous les chefs de corps de la garnison. Ces officiers se montrèrent très réservés, et ce fut à la suite de ce conseil, que le général appela à Grenoble, à marche forcée, les 7^e et 11^e régiments de ligne alors à Chambéry, pour renforcer le 5^e de ligne, commandé par l'infortuné colonel de Labédoyère.

Cependant, la nouvelle du débarquement de l'empereur à Cannes s'était propagée rapidement. Dominée par des impressions favorables à l'illustre exilé, la population grenobloise manifesta une agitation très vive, et le général Marchand prévint dès lors que ses troupes ne le suivraient pas contre l'homme qui avait conservé sur eux une si grande influence. Un moment il eut la pensée d'évacuer Grenoble avec ses troupes et son matériel, et de se retirer sur le fort Barraux et Chambéry. Mais c'était une mesure bien grave d'abandonner une place que le roi lui avait confiée; fuir, n'était-ce pas s'exposer à l'accusation d'avoir trahi la cause des Bourbons? Après bien des hésitations, le commandant de la division envoya donc sur la route que suivait la colonne de l'île d'Elbe, un détachement formé par un bataillon du 5^e de ligne et une compagnie de sapeurs-mineurs qui devait courir au pont de Ponthaut, en avant du village de la Mure, le faire sauter, et rentrer ensuite. Nous venons de voir qu'il avait été devancé par l'avant-garde impériale.

Très inquiet, le général Marchand dépêcha son aide de camp et neveu le capitaine Randon pour assurer la stricte exécution de ses ordres; on sait ce qui lui advint.

Devenu maréchal et ministre de la guerre, Randon ne parvint pas à démontrer que tout autre soldat, en mars 1815, ne pouvait agir autrement qu'il ne l'avait fait lui-même. Peu populaire dans l'armée, il resta le héros d'une légende, celle de la *conduite de Grenoble*. Aujourd'hui encore, quand une personne quelconque a été pourchassée, nos soldats disent qu'elle a reçu une conduite de Grenoble. Dans ses *Mémoires*, le maréchal a dit judicieusement : « Animé moi-même de sentiments de respect et de reconnaissance pour l'empereur, j'ai dû toutefois, esclave de mes nouveaux devoirs, étouffer mes sentiments pour accomplir jusqu'au bout une mission dont la suite a prouvé toute l'importance. Sous la Restauration, j'ai gardé le silence; une réclamation de ma part aurait pu paraître inspirée par le désir d'obtenir une récompense d'une conduite qui n'était que l'accomplissement rigoureux des devoirs militaires. »

Les lignes qui précèdent furent écrites en 1846, alors qu'il ne pouvait y avoir pour celui dont nous parlons — il était alors général de brigade — aucun avantage à déclarer tout haut sa fidélité aux Bourbons dans une circonstance critique. Cette délicatesse de sentiments est le caractère distinctif de toute la vie du maréchal Randon. Il eut si peu la pensée, sous la Restauration, de se faire un titre de sa conduite à la Mure, qu'en 1830 il était encore simple capitaine d'état-major; ce fut le gouvernement de Juillet qui le nomma chef d'escadron, le 25 septembre 1830, après dix-sept ans de grade.

Le capitaine Randon avait profité des loisirs de la paix pour perfectionner son instruction. A l'heure de sa promotion, il était donc mûr pour le commandement; il resta toutefois chef d'escadron pendant quatre ans, lieutenant-colonel pendant trois ans et demi, et ne devint colonel que

le 28 avril 1838. On lui confia le 2^e régiment de chasseurs d'Afrique, stationné dans la province d'Oran.

Ce n'était pas un sabreur comme son collègue Tartas ; sa bravoure était essentiellement calme, et l'on ne cite de lui aucun trait d'héroïsme, aucune action d'éclat. A vrai dire, plus colonisateur que soldat, il eut l'occasion, comme colonel, de déployer dans une sphère tout à fait modeste les qualités dont il devait faire preuve plus tard comme gouverneur-général de l'Algérie. C'est ainsi que, dans les rares loisirs que laissaient les expéditions, persuadé que la sécurité de notre conquête était intimement liée aux progrès de la colonisation, il fit exécuter par ses chasseurs des travaux agricoles du plus haut intérêt. Chaque régiment, pour les besoins de son ordinaire, avait à cette époque la concession de plusieurs hectares de terrain autour d'une ferme-modèle ; celle du 2^e chasseurs d'Afrique fut bientôt citée dans toute l'Algérie. Colonel et officiers étaient sans cesse au milieu des travailleurs, les surveillant et les encourageant.

Ces services d'un nouveau genre ne furent point méconnus, d'autant plus que le colonel Randon et son régiment de chasseurs n'étaient pas les derniers à monter à cheval. Le maréchal Soult, ministre de la guerre, lui adressa une lettre de félicitations qui fut rendue publique, et le fit nommer général de brigade le 2 septembre 1841, après trois ans de grade de colonel.

Le gouverneur de l'Algérie obtint de garder le nouveau général, et lui confia le commandement de la subdivision de Bône. La province de Constantine était encore à soumettre ; nous occupions bien les villes de la côte, ainsi que Guelma, Constantine et Sétif, mais notre autorité n'était guère reconnue au delà de la banlieue de ces villes. Tous les ans, au printemps, à l'automne, souvent même au milieu des grosses chaleurs de l'été, il fallait aller guerroyer dans l'intérieur, où l'insurrection était en permanence. Pendant le temps qu'il commanda à Bône, le général Randon fit en moyenne

deux expéditions par an, et eut à déployer toute son activité, toute son énergie. Ce fut lui qui livra le beau combat de l'Oued Chabro, dans lequel se distingua si brillamment le colonel Noël à la tête de son 3^e chasseurs d'Afrique.

Bône en 1842 était à peu près dans le même état qu'en 1837 : un amas de ruines d'où suintait la fièvre. Là, tout était à créer. Le général Randon ne considérait pas la guerre contre les populations indigènes de l'Algérie comme l'unique but à poursuivre; il chercha donc à développer le travail dans sa subdivision, et, convaincu que la population européenne ne saurait prospérer qu'à la condition de vivre en paix avec les races conquises, il décida plusieurs tribus arabes à venir se fixer aux environs de la cité, tant pour fournir des bras à la colonisation, que pour s'assimiler les procédés de culture en usage en Europe. Le général réussit; aujourd'hui la banlieue de Bône, complètement assainie, présente un magnifique aspect.

Les habitants de cette cité faisaient le plus grand cas du général qui commandait leur subdivision; aussi s'émurent-ils quand il fut question pour lui de les quitter. L'un d'eux publia une lettre que le général Favé a conservée, et dont nous extrayons les passages suivants :

« Pourquoi demandons-nous avec tant d'instance à conserver le général Randon ?

« Vous le comprendrez aisément.

« Appelé au commandement de la subdivision de Bône, Randon s'appliqua d'abord à chercher, parmi les terres domaniales, celles qui pouvaient convenir le mieux à de grandes cultures. Allelik, située à six kilomètres environ de Bône, fut choisie. Des charrues, des herses furent confectionnées comme par enchantement et, en moins de deux ou trois mois, nos soldats devinrent des laboureurs, sans cesser pour cela de remplir leurs devoirs militaires.

« Une partie d'Allelik était couverte de broussailles, ces broussailles furent enlevées : on en fit des fagots que l'administration acheta pour chauffer ses fours, ce qui lui

permit de faire une économie des deux tiers sur la dépense du bois. Cette première opération augmenta la valeur du terrain et assura une récolte de fourrage plus abondante et plus facile à enlever. Les soldats étaient heureux de leur situation : d'un côté, ils retiraient de leur travail un bénéfice, de l'autre ils se conciliaient l'affection de leur chef, qui se faisait un devoir et un plaisir de leur manifester hautement sa satisfaction.

« L'activité du général Randon ne s'en tint pas là : il n'avait pas tardé à reconnaître que nos montagnes de l'Edough renfermaient un trésor. Il résolut de l'y aller chercher. Une reconnaissance fut faite avec soin, un tracé de route fut ensuite arrêté, et, toutes les mesures étant prises pour assurer le succès de l'entreprise, un beau matin l'on vit partir, général et musique en tête, mille hommes de toutes armes s'élançant à la conquête d'une forêt qui jusqu'alors avait été inaccessible même aux piétons. C'était comme un jour de grande fête. L'entrain était complet ; le chef avait communiqué son ardeur à tous les hommes.

« Plusieurs ateliers furent formés, des groupes furent opposés à d'autres groupes, et, la rivalité ainsi établie, les travaux les plus gigantesques ne parurent plus qu'un jeu à nos soldats... Chacun était à son poste, rivalisant de zèle et d'adresse ; la pioche et la barre de mine résonnaient de tous côtés, et les Kabyles étaient saisis de frayeur et d'admiration en nous voyant ouvrir pour notre artillerie un passage dans leurs roches qu'ils avaient crues inaccessibles.

« En moins de soixante jours, dix-neuf mille mètres de route furent achevés sur les flancs et jusque sur le sommet de la montagne. Grâce à ces travaux, une forêt qui couvre une superficie de plus de quarante kilomètres pourra désormais fournir du bois de construction en abondance. Ces dix-neuf mille mètres de route n'ont occasionné qu'une dépense de dix mille francs. »

A cette époque Bugeaud, dont on se rappelle la fameuse



GÉNÉRAL BOURBAKI

maxime *ense et aratro*, disait : « Laissez faire Randon dans son pachalik de Bône. »

En 1847, l'année où le maréchal Bugeaud rentra en France en déclarant sa mission terminée en Algérie, Randon fut nommé divisionnaire, puis appelé au poste de directeur central des affaires de notre grande colonie, avec résidence à Paris. Il s'y montra homme d'expérience, de jugement et de travail. Mais la révolution de 1848 venant tout bouleverser, le général fut mis à la tête de la 3^e division militaire, à Metz. L'état troublé de l'Europe, qui tremblait de voir la France inaugurer la révolution cosmopolite, donnait à sa nouvelle situation une importance toute particulière.

Le général Randon reçut peu après le commandement de l'armée d'Italie. Surpris, il fit observer au Président de la République, prince Louis-Napoléon Bonaparte, que les événements pouvaient exiger un homme ayant des qualités diplomatiques pour lesquelles il se sentait peu d'aptitude : « Je crains, dit-il, que ma religion ne soit une cause de difficultés quand il faudra traiter avec le Saint-Père. » En guise de compensation, le gouvernement lui offrit l'ambassade de Vienne. Le général la refusa, et nous trouvons dans ses Mémoires les motifs de son refus : « Je fus confus de cette persistance de bon vouloir ; mais plus la fortune avait l'air de me sourire, plus je devenais méfiant envers moi-même. Je ne crus pas que le langage et la science de la diplomatie s'appriussent du jour au lendemain, et cette fois encore je priai de ne pas songer à moi pour un poste que je craignais de mal occuper. »

Randon resta à Metz. L'année suivante (1850) le prince-président le fit sonder pour savoir s'il accepterait le ministère de la guerre, à la place de Changarnier. Le général répondit franchement qu'à son avis, celui qui avait exercé avec énergie le commandement suprême de l'armée et rendu à celle-ci sa confiance en elle-même, qui, de plus, avait donné au pays la certitude que l'ordre ne serait plus troublé, devait conserver le portefeuille de la guerre. Le

prince Louis-Napoléon fit de nouvelles instances. Le général demanda à réfléchir. « Ma perplexité, écrivit-il plus tard, fut grande, car il me semblait difficile d'accepter des fonctions que, pour dire vrai, je ne me croyais pas capable de remplir au milieu de ce déchaînement de passions dont l'Assemblée constituante était le rendez-vous quotidien. » Enfin il céda, et devint ministre, à la fin de janvier 1851.

Ce premier ministère fut court. Le général Randon ne montra pas une souplesse suffisante, et prétendit rester neutre entre le Président de la République et l'Assemblée. Le colonel du 6^e de ligne, régiment appelé à Paris, s'avisa de mettre à l'ordre que la preuve de confiance donnée au régiment était motivée par l'estime toute particulière que le chef du gouvernement avait pour sa personne. Cet ordre du jour si peu militaire fut publié dans les journaux. Le ministre fit alors insérer dans le *Moniteur de l'armée* une note énergique de blâme, à l'adresse du colonel courtisan. Le prince-président protesta, et Randon répondit avec dignité : « Quand vous m'avez nommé ministre de la guerre, vous m'avez confié le commandement de l'armée. J'ai fait tous mes efforts pour l'affermir dans l'accomplissement de ses devoirs et pour entretenir en elle le sentiment de dévouement auquel vous avez droit comme chef de l'Etat et comme héritier du plus grand nom militaire, mais j'ai dû encore assurer la conservation de la discipline ; le colonel du 6^e de ligne y a manqué en publiant ou en laissant publier un ordre qui devait rester dans l'enceinte de son quartier. »

Cependant le coup d'Etat était proche. Le général Randon fit preuve alors d'une véritable noblesse de caractère. Dès les premières ouvertures qui lui furent faites, il répondit nettement que chez lui le sentiment du devoir dominait l'intérêt personnel, qu'il pensait à la France avant tout, et qu'il était d'avis qu'un coup de force serait toujours impuissant à fonder un gouvernement durable. « Comme ministre de la guerre, écrivait-il au prince-président, je suis le chef de l'armée et le défenseur de la discipline ; je serai donc

très embarrassé pour tenir aux troupes le langage que de telles circonstances exigeraient. Il me serait impossible de me prêter à tout acte qui aurait pour conséquence d'entraîner les régiments hors de la ligne de leur devoir, lequel est de donner appui à la loi du pays ; si cette entreprise doit se poursuivre, je prierai le Président d'accepter ma démission. »

La réponse ne se fit pas attendre ; le lendemain de sa lettre, Randon fut avisé qu'il était remplacé au ministère de la guerre par le général Saint-Arnaud. Le gouvernement de l'Algérie, alors exercé par un intérimaire, lui étant offert, il accepta les hautes fonctions dans lesquelles il allait rendre des services exceptionnels, et partit pour Alger, où il arriva le 1^{er} janvier 1852.

Là, il était véritablement à sa place.

On l'avait prié de mettre l'Algérie en état de se suffire à elle-même, et de se défendre sans l'assistance de la métropole. En effet, la situation politique de la France était incertaine, car on ignorait de quelle façon les cabinets étrangers, qui avaient réussi à se rendre maîtres de la Révolution, accueilleraient le nouvel état de choses. Le gouverneur-général se préoccupa donc du danger qu'une conflagration européenne pourrait faire courir à la colonie, si les navires de guerre ennemis interceptaient les communications avec la mère-patrie. Son premier soin fut d'augmenter le nombre des troupes permanentes ; il décida que le régiment de zouaves, qui fournissait un bataillon à chacune des trois provinces, deviendrait le noyau de trois nouveaux régiments.

D'autre part, ne voulant pas que la cavalerie restât sur la côte, il prescrivit de reporter toutes les troupes à cheval dans l'intérieur, disant avec raison qu'il y avait avantage à effectuer la remonte aux sources de production. Comme le train des équipages est appelé à jouer un rôle essentiel dans un pays où chaque colonne expéditionnaire doit emporter avec elle tout ce qui est nécessaire à ses besoins,

comme de plus l'insuffisance numérique de ces troupes spéciales force le commandement à recourir aux transports auxiliaires qui mettent un temps infini à s'organiser et empêchent les colonnes de partir à temps, le général Randon obtint du ministre de la guerre d'avoir dans chaque province d'Algérie un escadron du train des équipages, fort de 1.000 mulets et de 1.200 conducteurs.

Mais ce n'était pas tout de compléter les effectifs de l'armée d'Afrique ; le gouverneur prescrivit au service de l'artillerie de mettre les batteries de côtes en état d'armement, et à celui du génie de tenir le littoral en état de défense. Les subsistances et les munitions de l'armée furent assurées pour le cas où les communications avec la métropole seraient interrompues, et les magasins de l'administration reçurent un approvisionnement double du pied de paix ordinaire.

Le général voulut même que l'Algérie fût en mesure de fabriquer sa poudre elle-même ; il fit donc étudier des souffrières dans la province d'Oran, et des gisements de salpêtre dans celle de Constantine ; enfin, on prépara aux environs de Bône des hauts fourneaux de fonte de fer qui, au besoin, fabriqueraient des projectiles, voire des canons. On sait que le fer des mines de Mokta-el-Haddid, près de Bône, est de qualité au moins égale à celui qu'on retire de Suède.

Aussi le général Randon ne fut-il pas pris à l'improviste quand le chérif d'Ouargla, Mohamed ben Abdallah, essaya de soulever le sud de la colonie. Arrivé à Alger avec un plan tout tracé, celui d'achever la conquête, il se proposait de débiter par la grande Kabylie. Brusquement, il changea d'avis, et résolut de commencer par le sud. Pendant que le général Pélissier opérait dans les environs de Laghouat, il formait à Boghar une colonne de troupes pour appuyer les opérations de son lieutenant, lorsqu'il apprit soudain que l'oasis avait été prise d'assaut.

Il décida alors que Laghouat serait occupée en per-

manence ; ce qui nous procurait un poste avancé dans le sud, et nous faisait gagner quatre-vingts lieues dans un pays sans eau, sans végétation, et d'où sortait à tout moment un ennemi insaisissable. Un petit corps d'armée d'un millier de fantassins, avec cavalerie, artillerie, ambulance, services administratifs, y fut installé, non seulement pour garder la ville et la défendre au besoin, mais pour rayonner au dehors. Au lieu de demander à la turbulente tribu des Larbâa une contribution de guerre, il lui imposa la création d'un équipage de cinq cents chameaux tout harnachés, organisés en smala, toujours prêts à marcher, et surveillés par nos officiers et nos vétérinaires. Cette ingénieuse mesure donnait à la petite colonne de Laghouat des moyens de transport immédiats ; sans qu'il en coûtât un centime au Trésor, nos troupes acquéraient une mobilité égale à celle des Arabes du sud.

Randon savait aussi faire acte d'initiative. Les gouvernements du Maroc et de Tunisie, soit faiblesse, soit mauvaise volonté, manquaient depuis de longues années à leurs obligations de puissances amies ; trop souvent nous avions affaire à des tribus, sortant du territoire marocain ou du territoire tunisien, qui s'empressaient de s'y réfugier quand nos soldats venaient mettre fin à leurs déprédations. Le gouverneur, édifié sur les résultats que l'on devait attendre de la diplomatie, sachant du reste que les orientaux ne connaissent que la force, n'hésita pas à prendre la responsabilité d'actes de rigueur ; par ses ordres, les généraux de Mac-Mahon, du côté de la Tunisie, et Montauban, du côté du Maroc, franchirent la frontière à la poursuite des tribus pillardes, sans se laisser arrêter par aucune protestation avant de le savoir atteintes. Les gouvernements marocain et tunisien comprirent que le droit n'était pas de leur côté et se gardèrent bien de faire entendre la moindre plainte.

Les nécessités de la guerre de Crimée obligèrent Randon à faire partiellement la conquête de la Kabylie. Que de-

viendrait notre grande colonie si nous la dégarnissions de troupes ? Comment maintenir ici une armée et prendre part, en même temps, à une grande lutte européenne ? Chacun manifestait des inquiétudes à cet égard ; seul, le gouverneur déclara bien haut que l'Algérie devait prouver enfin que la guerre faite chez elle depuis 1830 était une bonne école pour les généraux, les officiers et les soldats, que l'occasion était excellente, et qu'il était désirable, au plus haut point, que l'armée d'Afrique fût représentée dans les batailles qui allaient se livrer. Il fit donc ses préparatifs, afin de pouvoir embarquer sans retard les troupes qui lui seraient demandées ; dans l'espace d'un mois, trente mille hommes de toutes armes partirent pour l'Orient.

Le départ de masses aussi imposantes produisit, dans l'esprit des indigènes, l'effet le plus favorable ; on sut gré au gouvernement français de l'appui qu'il prêtait au sultan, et les tirailleurs algériens qui firent partie du régiment de marche de Crimée, se composaient tous de volontaires.

Mais Randon ne se contenta pas d'envoyer des hommes en Orient, il y fit parvenir aussi des approvisionnements de toute nature, et des chevaux plus robustes que ceux de France. L'intendant général Darricau écrivait en 1855 au gouverneur-général de l'Algérie : « Vous êtes notre salut et notre providence. Vous nous fournissez sans cesse des soldats, et quels soldats ! des chevaux, et quels chevaux ! Les seuls qui aient résisté sur les plateaux de Chersonèse. Les fourrages de l'Algérie ont sauvé la cavalerie française. L'intervention de l'Algérie dans cette grande lutte, sous votre énergique, sage et patiente direction, donne la mesure de notre jeune puissance dans la Méditerranée. Elle constitue un fait de guerre considérable, dont on ne connaîtra toute la portée que lorsqu'on récapitulera avec impartialité la somme des efforts que vous avez produits à l'extérieur de votre commandement, sans affaiblir la situation de l'Algérie, en étendant, au contraire, les limites de notre territoire et en créant dans l'Algérie de

nouveaux éléments de puissance militaire et de colonisation. »

Le 16 mars 1856, Randon fut élevé à la dignité de maréchal de France.

En 1858, une inspiration malheureuse fit créer à Paris le ministère de l'Algérie et des colonies. Le nouveau maréchal donna aussitôt sa démission de gouverneur.

Ce poste de confiance, il l'avait illustré : on lui doit de grands travaux de vicinalité, de dessèchements de marais, de chemins de fer, de lignes télégraphiques, de mines, de carrières. Ce fut lui qui fonda le lycée d'Alger, les collèges arabes-français, les écoles musulmanes, les bibliothèques, et qui organisa pour les Arabes les services de la justice et des cultes.

Le nouveau maréchal fut nommé, pour la seconde fois, ministre de la guerre le 5 mai 1859, en remplacement du maréchal Vaillant, promu major-général de l'armée d'Italie. Son passage au ministère ne fut marqué par aucune réforme sérieuse, et c'est avec raison qu'on lui a reproché un certain esprit de routine, une répulsion instinctive pour le progrès. Ce fut lui qui introduisit dans l'armée ce vicieux système de remonte dont la cavalerie française a tant de peine à se débarrasser aujourd'hui, système qui conduisit nos cavaliers devant l'ennemi, en 1870, dans de manifestes conditions d'infériorité. Randon fut meilleur gouverneur de l'Algérie que ministre de la guerre. Il mourut en 1867, cédant la place au regretté maréchal Niel qui n'eut pas, hélas ! le temps de remettre de l'huile dans tous les rouages de la grande machine militaire. Il était trop tard ; 1870 vint nous surprendre en pleine transformation.

CHAPITRE III

SOMMAIRE

Le régime civil. Assimilation. Cantonnement. Bureaux arabes. La chimère du royaume arabe. — Insurrection des Ouled Sidi Cheikh. Beauprêtre. La légende de Sidi Cheikh. La baraka. Les nègres. Si Hamza et ses fils. — Proclamation du général de Mac-Mahon. Le général Jollivet à El Beida. Sac d'Aïn el Oussera. Mort de Mohamed ben Hamza. La frontière marocaine. — Les indigènes au service de la France. Engagements. Spahis. La chanson des spahis. Les goums. Le turco. Types de turcos. Les sergents de turcos. Les turcos au camp. — La chanson du turco. Le commandant Bourbaki. Bourbaki colonel de zouaves. Bourbaki en Crimée, en Italie. Bourbaki, l'impératrice, Bazaine et Régnier. Armée du nord. Armée de l'est. Disgrâce.

I

Vers la fin de 1857, quelques mois après l'achèvement de la conquête, l'affaire du capitaine Doineau, chef du bureau arabe de Tlemcen, donna lieu à un procès retentissant, et vint provoquer une réaction considérable contre le pouvoir militaire. Les esprits s'échauffèrent et Jules Favre, dans un plaidoyer étrangement passionné, où ce scandale était représenté comme un simple épisode du système d'administration adopté dans notre colonie africaine, fut commenté de la façon la plus injuste. Les rancunes et les préventions se firent jour ; l'*ab uno disce omnes* devint un article de foi, et personne, parmi les défenseurs de l'armée, n'eut assez de sang-froid pour dire qu'il était absurde de conclure du particulier au général. Les services rendus par les bureaux arabes furent oubliés

en un jour, et l'on alla jusqu'à insulter tout un corps d'officiers aussi honorables que dévoués.

Jusqu'alors, le gouverneur de la colonie avait toujours dépendu du ministre de la guerre ; la République, par des arrêtés de mai et décembre 1848, avait décidé qu'il resterait investi de la haute direction du pays et continuerait à ressortir à ce ministère, mais qu'un conseil de gouvernement serait placé près de lui. Elle décréta en même temps que l'Algérie serait territoire français, passant ainsi du régime des ordonnances à celui des lois discutées par le Parlement, et qu'elle nommerait trois députés.

Mais la République de 1848 commit une inconséquence en choisissant l'Algérie comme un lieu de déportation politique. Elle ne vit pas que c'était donner la suprématie à la force militaire, et que le *mezzo termine* administratif qu'elle venait d'adopter provoquerait fatalement un dualisme d'où naîtraient une foule de conflits.

Toutes ces mesures eurent pour résultat d'appeler l'attention sur notre colonie. Comme toujours, les questions la concernant furent discutées avec une gravité comique par des journalistes et des publicistes qui n'avaient pas les premières notions du pays. Sans comprendre que certaines réformes sont prématurées, on demanda à grands cris l'établissement du régime civil, comme devant inévitablement fermer l'ère des insurrections. On réclama beaucoup d'autres choses que nous allons énumérer successivement.

D'abord l'assimilation politique. Voilà un bien grand mot, qui a été souvent prononcé depuis quelques années dans la presse française. L'assimilation n'est pas encore possible aujourd'hui ; elle l'était donc bien moins en 1848. Depuis plus d'un demi-siècle d'occupation, les Français, doués au plus haut point des qualités assimilatives, n'ont pas fait un pas dans le cœur des indigènes musulmans, chez lesquels il n'existe qu'une aspiration, celle de nous voir repasser la mer. Nous avons violenté l'Algérie, rien de plus ; moralement, nous ne l'avons pas conquise. Les Arabes ne nous

sont reconnaissants ni de respecter leur religion, ni de leur ouvrir nos rangs, ni de leur construire des routes, ni de leur faire payer très peu d'impôts. A leurs yeux, nous ne sommes pas le moins du monde les bienfaiteurs de leur race ; ils se montrent réfractaires à l'affection des *humanitaristes* de profession. On ne veut pas convenir que le peuple sémite est de plusieurs siècles en arrière du peuple aryén, et que trop de distance sépare la civilisation musulmane de la civilisation chrétienne ; et puis, on se refuse à comprendre, dans notre société profondément sceptique, l'influence énorme des idées religieuses dans la société musulmane.

Ce mot *assimilation* nous a toujours fait rêver ; c'est une manière de poser la question algérienne qui pousse aux propositions les plus excentriques. Il ne s'agit pas d'*assimiler* et d'*absorber* le peuple arabe, mais de le *civiliser*, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Propriété individuelle, assimilation, désagrégation des tribus, etc., tout cela est l'œuvre du temps, et ne saurait intervenir que comme éléments de la solution. La modification progressive des mœurs, les progrès de l'instruction surtout, résoudront le problème dans l'avenir. Nous ne comprenons pas bien les assimilateurs, car en admettant que les Arabes adoptent le chapeau à haute forme et les bottes vernies, en admettant même qu'ils grossissent les rangs de la gent élective, leur fanatisme ne sera point émoussé pour cela et leur répulsion pour nous n'aura pas disparu. Quand ils fredonneront les refrains de *Thérèse* et s'appliqueront à faire la fortune des marchands d'absinthe, ils ne seront pas assimilés précisément.

Il faut à l'arabe, pour assurer son existence, dix fois plus de terrain qu'au colon français. On a bien souvent protesté contre le brutal *ôte-toi de là que je m'y mette* ; on ne voit pas que si les indigènes étaient resserrés dans des limites plus étroites pour faire place au travail européen, la présence des colons amènerait chez eux des changements

dont ils tireraient profit. Ils seraient forcés de renoncer à leurs procédés surannés de culture, et le rendement de leurs terres serait décuplé. Nous, Français, nous avons souvent des idées humanitaires qui manquent de logique.

Le cantonnement des tribus arabes est une conception purement militaire, due au général de Lamoricière ; les arabophiles de l'époque jetèrent les hauts cris, et firent le mot *cantonnement* synonyme de *refoulement* qui, selon eux, était une imprudente barbarie, une *razzia* organisée. Ils ajoutaient que le cantonnement coûterait au moins quatre-vingts millions et durerait un demi-siècle. Tout cela est parfaitement inexact, et le cantonnement des tribus peut se faire rapidement, au double point de vue des intérêts de la tribu, qui deviendrait réellement maîtresse de la part de terre à elle laissée, et de la future colonisation européenne. La constatation des terres à donner à chaque tribu est chose relativement facile, et il n'y aurait pas à continuer le travail lent et pénible de reconnaissance de la propriété arabe, travail qui ressemble trop à celui de la toile de Pénélope. Pour éviter les agitations, il suffirait d'édicter le principe, quitte à en faire l'application quand les conjonctures politiques le permettraient.

L'année 1857 marque le commencement de la décadence des bureaux arabes. Le gouvernement militaire, après 1830, eut le tort de croire que l'on pouvait joindre les attributions politiques et de commandement, aux attributions purement administratives. Ceux qui font du commandement font de la mauvaise administration, et *vice versâ*. On ne sait peut-être pas à quel point étaient absorbés les officiers des bureaux arabes, chargés de la colonisation, de l'exécution du sénatus-consulte, des budgets, des centimes additionnels, des impôts, etc., etc., sans compter la statistique, et bien des renseignements géographiques et topographiques. Tous ces travaux, avec leur correspondance journalière, les harassaient, et ils faisaient un peu de tout sans rien parachever. Tout était négligé par la force des choses,

et tel officier du bureau arabe négligeait la politique pour l'administration, ou l'administration pour la politique. Ils ne pouvaient discerner le vrai du faux, et distinguer les influences réelles des influences factices; l'insurrection se maintenait forcément à l'état latent, ce qui fit croire à beaucoup de gens, à M. Paul Bert, par exemple, que les bureaux arabes étaient en Algérie les dispensateurs des vents et des tempêtes.

En résumé, les bureaux arabes, tant décriés en France, où l'on a toujours ignoré ce qu'ils étaient en réalité, ont été jugés avec une profonde injustice. Aujourd'hui, ils n'existent guère que dans les territoires dits de commandement, où les administrateurs civils ne tiennent aucunement à s'installer. De fait, ils sont un système transitoire d'administration, appliqué aux populations sahariennes; il faudra bien qu'un jour l'autorité civile prenne possession des pays désolés où des officiers dévoués consentent à vivre, pour des avantages très discutables.

Depuis 1848, la presse métropolitaine discutait les questions algériennes, quand, en 1858, l'empereur se décida à supprimer le gouvernement général; le ministère de l'Algérie et des colonies fut créé, le prince Napoléon mis à sa tête, et Alger fut le siège d'un commandement supérieur des forces de terre et de mer.

Le prince Napoléon qui, entre parenthèses, ne visita jamais la colonie, augmenta le pouvoir civil et s'appliqua à diminuer l'autorité militaire. Tout cela était peut-être fort bien; mais l'auteur de ces réformes n'eut pas l'intelligence des transitions. Les bureaux arabes militaires se virent remplacés par les bureaux arabes départementaux et civils, dont l'administration fut lamentable. Le régime civil, avec un personnel inexpérimenté et créé de toutes pièces, ne sachant que copier les défauts de celui qu'il relevait, fut vite déprécié et le gouvernement militaire rétabli par décret du 10 décembre 1861. Le maréchal Pélissier, nommé à ce poste, eut pour intermédiaire auprès du gouvernement, le

ministère de la guerre ; les bureaux arabes civils, caricature des bureaux arabes militaires, s'évanouirent.

Un peu plus de deux ans après, le 6 février 1863, Napoléon III adressa au maréchal Pélissier une lettre-programme stupéfiante, qui débutait par des considérations sur le peu d'avenir de la colonisation, et finissait par déclarer que l'Algérie n'est pas une colonie proprement dite, mais un *royaume arabe*.

Les amis du souverain ont vainement essayé de justifier cette étrange exposition de principes. Ils ont dit que l'Inde est un *royaume indien* exploité par l'Angleterre, et que la Pologne est un *royaume polonais* entre les mains des Russes. Cette dernière assertion est au moins malheureuse. Et l'on faisait appel au respect des convenances envers des vaincus, « presque des concitoyens français » ; on osait affirmer que le peuple arabe, ayant donné dans ses conquêtes l'exemple de la tolérance et de la justice, avait des droits à la reconnaissance de l'humanité ; on ajoutait sans rire que la colonisation n'était possible qu'avec les indigènes musulmans, et que les préjugés qui existent aux Antilles contre les nègres, sévissent en Afrique contre les Arabes, aussi violents et aussi aveugles. Bref, on accumulait sophisme sur sophisme, erreur sur erreur, et l'on abusait avec la plus grande audace de cette puissance des mots, qui, chez nous, est véritablement inouïe.

C'est alors que parut ce déplorable sénatus-consulte dont nous avons déjà parlé, et qui rendit les indigènes propriétaires du sol. Les Arabes comprirent si bien la portée du cadeau que nous leur faisions, qu'une insurrection formidable éclata l'année d'après. Le maréchal Pélissier en conçut un profond chagrin, qui hâta sa mort ; il fut remplacé par le maréchal de Mac-Mahon.

II

A la suite d'une violente querelle avec le chef du bureau arabe de Géryville, aujourd'hui général Cholleton, le fameux Si Hamza, chef de la grande confédération des Ouled Sidi Cheikh, notre khalifa dans le sud de la province d'Oran, vint à Alger exposer ses doléances au gouverneur-général. Deux jours après son arrivée, il mourut subitement dans un bain maure, d'une attaque de choléra.

Son second fils, Si Sliman ben Hamza, lui succéda avec le titre de bach-agma. Mais Si Sliman supportait impatiemment le joug; fier de sa noblesse religieuse, il rêvait de jouer le rôle d'Abd-el-Kader, et de nous chasser tout au moins du sud de l'Algérie. Au commencement de 1864, ayant quitté furtivement Géryville, où l'autorité française le surveillait, il se jeta dans le pays des Ouled Sidi Cheikh, en prêchant la guerre sainte.

Le colonel Beauprêtre, commandant supérieur du cercle de Tiaret, s'achemina aussitôt sur Géryville. Mais il n'avait avec lui qu'une compagnie de tirailleurs algériens, avec quelques hommes du 1^{er} bataillon d'Afrique, un escadron du 2^e spahis, et un goum des Harrars, grande tribu qui s'étend de Tiaret à Géryville.

Le 8 avril 1864, la petite colonne campait à Aouïnet-Bou-Beker, quand elle fut cernée par tous les contingents de Si Sliman.

Les spahis et les turcos faisaient bonne contenance; en outre, le seul nom de Beauprêtre répandait la terreur parmi les Arabes. L'audacieux Si Sliman résolut d'assassiner le colonel.

Il lui fit demander une entrevue, et arriva au camp monté sur une jument, une *buveuse d'air* comme disent les Arabes, célèbre par sa vitesse.

Nul ne sut jamais ce qui se passa sous la tente du colonel Beauprêtre. D'après la version la plus accréditée, Si Sliman, après l'avoir poignardé, mettait le pied à l'étrier pour s'échapper, quand un soldat du train le tua d'un coup de mousqueton. D'autres prétendent que le colonel eut encore la force, après avoir été blessé, de brûler la cervelle à son assassin.

Au bruit du coup de feu, toutes les crêtes environnantes se garnirent d'Arabes, et le goum des Harrars fit défection.

Les turcos et les zéphyrs se virent perdus. Silencieusement, ils formèrent un petit carré, et se firent tuer jusqu'au dernier.

Les spahis eurent la ressource de jeter leur burnous rouge, et de se mêler aux contingents ennemis, quitte à s'échapper ensuite. Tous les spahis français, officiers compris, furent tués.

Ce n'était pas tout. Huit jours après, un escadron de spahis qui était en observation à l'Oued Tagguin fut mis en fuite, après avoir perdu un officier et quatorze hommes, et une colonne de cavalerie subit le même sort à Aïn-el-Kata.

Tout le sud des provinces d'Alger et d'Oran prit feu.

L'insurrection s'étendit dans le Hodna, entre Aumale et Sétif, puis dans la province de Constantine, surtout dans la petite Kabylie, où les chefs Bou-Akkas, du Ferdjious, et Ben-Azdin, du Zouagha, se mirent à prêcher la guerre sainte.

La révolte des Ouled Sidi Cheikh dure encore ; nous en avons eu raison, en 1882, dans la province d'Oran, mais les fractions marocaines de cette tribu sont toujours en état d'hostilité contre nous.

Les deux régions du nord et du sud de l'Algérie, le Tell et le Sah'ra, ont entre elles beaucoup plus d'affinité qu'on ne pense. C'est ce qui explique pourquoi une insurrection éclatant au midi de Géryville s'est étendue jusque dans la petite Kabylie. Pour bien saisir les fils conducteurs qui relient le Tell au sud, expliquons la constitution de la tribu des Ouled Sidi Cheikh.

Nous avons dit (1) que ceux-ci descendent d'un personnage vénéré, mort centenaire au commencement du xvii^e siècle. Il s'appelait d'abord Abd-el-Kader ben Mohamed, et acquit une telle réputation de sainteté, que les Arabes du sud de la province d'Oran invoquaient son nom chaque fois qu'ils se trouvaient en danger.

Une curieuse légende, pieusement conservée dans le désert, raconte de quelle façon Abd-el-Kader ben Mohamed fut amené à changer son nom contre celui de Sidi Cheikh (le vieillard, monsieur le vieillard).

Un jour, une femme portant son enfant sur son dos vint puiser de l'eau au puits blanc (Hassi el Abiod) (2), que le vénéré Abd-el-Kader avait fait creuser près de sa demeure.

En se baissant pour attacher la corde de sa cruche, elle fit un faux mouvement, et l'enfant fut précipité dans le puits. Aux cris de détresse de la mère, Abd-el-Kader ben Mohamed, le saint local, étendit la main pour retirer le noyé. Il se relevait, quand il vit derrière lui le grand Sidi Abd-el-Kader el Djilani (le sultan des hommes parfaits), celui que tous les musulmans invoquent dans la détresse, et dont le tombeau se voit à Bagdad.

Dieu voulut, continue la légende arabe, qu'Abd-el-Kader ben Mohamed devançât Abd-el-Kader ben Djilani, et l'enfant fut remis sain et sauf à la mère éplorée.

Mais ce conflit d'attributions ne pouvait durer.

Légèrement mortifié, le saint de Bagdad, ou de l'est, dit doucement au saint d'El Biod, ou de l'ouest :

« — Pour qu'à l'avenir semblable méprise ne se renouvelle plus, il faut qu'un de nous deux change de nom.

« — Ce sera moi, dit Abd-el-Kader ben Mohamed, car ta sainteté étant supérieure à la mienne, je ne me permettrai

(1) Voir le chapitre II.

(2) Peu à peu, les indigènes ont supprimé le mot *hassi* (puits) pour abrégier un nom de lieu un peu long à prononcer. Le substantif a disparu ; l'adjectif est resté. C'est chose très fréquente dans la langue arabe.

pas de porter plus longtemps un nom aussi vénéré que le tien. Je te demanderai seulement, comme une faveur particulière, de vouloir bien désigner toi-même le nom que je devrai porter.

« — Tu t'appelleras Cheikh, répondit Abd-el-Kader el Djilani, tu fonderas plus tard une congrégation religieuse dont les fidèles seront aussi nombreux que les sables du désert et les étoiles du ciel. »

Ainsi fut fait. Sidi Cheikh devint bientôt le patron d'une foule d'adeptes ou *koddams*, qui l'aidèrent à enseigner le Coran et à propager les doctrines religieuses ; mais ce qui était surtout à considérer, dans le concours des *koddams*, c'est qu'ils comblaient Sidi Cheikh d'offrandes copieuses, destinées en principe à entretenir les nécessiteux du pays, et servant en réalité à enrichir le saint homme et à le faire vivre grassement.

Ce système d'offrandes constitue ce que les indigènes nomment la *barakâ*. Littéralement, *baraka* signifie bénédiction ; c'est, par faveur du ciel, la puissance miraculeuse attribuée à un saint musulman. Cette puissance se transmet par héritage de mâle en mâle, en descendance directe. Le vénérable Sidi Cheikh, suivant la légende arabe, vit un beau matin, à la suite d'une visite de son ami, le grand Abd-el-Kader el Djilani, qui disparut après une demi-heure de conversation nocturne, briller à son doigt une bague (khatem), insigne de son pouvoir religieux et marque de son commandement sur les Ouled Sidi Cheikh. La *baraka* se trouva donc doublée de la *haraka* ; cette dernière appellation, qui n'existe pas dans la langue arabe, signifie, dans celle des Sahariens de la province d'Oran, le droit de commander une expédition militaire.

Sidi Cheikh transmet à sa descendance le pouvoir religieux et le pouvoir politique. La bague miraculeuse échet en partage à son fils aîné. Elle proviendrait tout droit de Suleïman (Salomon), qui la montrait aux génies lorsqu'il voulait s'en faire obéir ; nul arabe ne l'a jamais aperçue au

doigt du chef spirituel de la confrérie des Oued Sidi Cheikh, et c'est par humanité pure que ce chef la cache, car si un téméraire avait le malheur de porter les yeux sur le merveilleux bijou, il perdrait la vue instantanément. Cependant cette bague existe, et l'incrédule qui le nierait, serait aussitôt atteint d'épilepsie.

Les Ouled Sidi Cheikh sont réellement nobles d'origine (djouad) ; leurs aïeux vinrent d'Arabie au ^xⁱ^e siècle. La marque distinctive de leur noblesse est un bouquet de plumes d'autruche noires qui surmonte leurs tentes. Leur puissance spirituelle se manifeste non seulement par la bénédiction (baraka), mais encore par la malédiction. Une puissante tribu du Sah'ra, les Beni-Amer, étant venue s'installer dans le Tell, les excellents marabouts des Ouled Sidi Cheikh expliquent à leur façon cette migration tout à fait ordinaire. Ce chef des Beni-Amer, Abd-el-Hack, refusant de rendre une femme qu'il avait ravie à un habitant de Chellala, l'oncle du grand Sidi Chèïkh, Sidi Ahmed el Medjédoub (Ahmed à la bouche d'or) s'entremet, et fut maltraité par le ravisseur. Furieux, le vénérable Ahmed enfonça son bâton en terre, en lançant une malédiction :

« Abd-el-Hack, tu vas mourir, et ta tribu, frappée d'une terreur panique, fuira vers le nord. »

L'effet de cette malédiction fut immédiat. Abd-el-Hack rendit l'âme en se tordant dans d'affreuses convulsions, et les Beni-Amer, éperdus, se hâtèrent de plier leurs tentes et de les charger en désordre sur des chameaux. La déroute ne s'arrêta qu'aux environs de Sidi bel Abbès, où les Beni-Amer constatèrent avec désespoir que, dans leur précipitation, ils avaient oublié beaucoup d'enfants commis à la garde des troupeaux.

A ceux qui douteraient de cette véridique histoire, les Ouled Sidi Cheikh objecteraient victorieusement : 1° qu'il existe, aux environs de Sidi Bel Abbès, un monticule portant le nom de « tombeau d'Abd-el-Hack » ; 2° que l'on voit encore, à côté de ce tombeau, une profonde crevasse

produite par le bâton du vénérable Ahmed el Medjedoub ; 3° enfin, que près de Moghar, au sud-est de l'oasis marocaine de Figuig, existe un endroit appelé « la Berge des enfants » ; c'est là qu'on retrouva les petits bergers des Beni-Amer, tous morts de faim.

Veut-on savoir pourquoi le pays des Angads est atrocement aride et stérile ? C'est fort simple ; le premier marabout venu des Ouled Sidi Cheikh le dira. L'empereur du Maroc ayant fait arrêter El Hadj el Arbi, de la famille du saint Sidi Cheikh, l'interna à Oujda. Désespéré de ne pouvoir rentrer dans son pays, le prisonnier monta un jour au sommet de la mosquée d'Oujda, d'où l'on voit le pays des Angads, et lança l'imprécation suivante : « Pays des Angads, qui fais blanchir mes cheveux, puisse Dieu ne t'accorder ni blé, ni orge, et empêcher chameaux et moutons de se repaître de tes herbes ! »

Immédiatement la sécheresse s'abattit sur la contrée, qui devint un véritable désert.

La puissance militaire des Ouled Sidi Cheikh ne s'appuie pas seulement sur leur bravoure individuelle, qui est incontestable, mais sur le fanatique attachement, sur le dévouement sans bornes qu'ont pour eux leurs esclaves nègres.

L'origine de ces derniers remonte à Sidi Cheikh lui-même. Un jour il fit cadeau de trois esclaves noirs à un rival en piété, nommé Abd-er-Rhaman Moul-Es-Souhoul (le serviteur du Miséricordieux, homme au caractère doux), dont on voit la tombe près de la petite oasis marocaine de Bou-Kaïs. Celui-ci les accepta, puis les affranchit et les renvoya à Sidi Cheikh, à condition qu'ils seraient chargés d'administrer les biens de la zaouïa d'El Biod. Les trois nègres furent les tiges d'une trentaine de familles qui entourent les chefs des Ouled Sidi Cheikh, et constituent, pour ainsi dire, leur garde particulière ; nombre d'entre eux donnèrent leur vie pour leurs maîtres.

Les nègres qui desservent les zaouïas ont pour mission

de parcourir les tribus sahariennes et du Tell, où se trouvent les khoddams de la confrérie, et d'y percevoir les contributions. Ce sont de vrais collecteurs ; mais leurs impôts sont payés avec allégresse, et nul n'aurait l'idée de s'y soustraire. Les uns donnent un ou plusieurs moutons, selon leurs ressources ; d'autres, plus pauvres, se cotisent pour faire la même offrande. Le don d'une chamelle seule, ou avec son petit, est extrêmement méritoire. Les prestations d'un autre genre : beurre, étoffes, argent, tapis, etc., sont reçues avec empressement.

Lorsque cette exploitation n'était pas assez rémunératrice, les Ouled Sidi Cheikh ne craignaient pas d'employer la violence. Les *ziara* (offrandes volontaires et facultatives) et les *r'far* (redevances fixes que les seigneurs religieux exigeaient de leurs adeptes) rentraient au moyen de *r'azzous* (petites troupes de brigands) lancés contre les récalcitrants. Dans les mœurs arabes, ce procédé sommaire est chose parfaitement admise. A la longue, cependant, les exactions des chefs religieux des Ouled Sidi Cheikh leur ayant aliéné l'affection des tribus du Tell, ils prirent le parti de fonder de nombreuses zaouïas dans la province d'Oran, où ils sont sédentaires.

Depuis l'arrivée des Français, le prestige des Ouled Sidi Cheikh telliens a considérablement diminué, et le produit des ziaras est devenu presque nul. Quand un fidèle apporte son offrande, le chef de la zaouïa lui prend les deux mains et l'invite à formuler ses vœux, qui, en général, sont peu variés et plus ou moins naïfs.

Les Ouled Sidi Cheikh font remonter leur origine à Bou-Becker, ami du Prophète et son successeur. Cette prétention n'est pas justifiée, nous l'avons dit ; mais toujours est-il qu'ils portaient le nom de Bou-Bekria lorsqu'ils furent expulsés de la Mecque, vers le onzième siècle de l'ère chrétienne. S'étant installés d'abord en Tunisie, ils vinrent s'établir vers le quatorzième siècle dans le pays des Arbaouat, au sud de la province d'Oran, sous la con-

duite d'un certain Si Mâamar. Un autre de leurs chefs, Si Sliman ben Bou Smaha, a son tombeau à Figuig. Les habitants de cette oasis marocaine le vénèrent tout particulièrement, à cause d'un miracle qui lui est attribué. La guerre civile désolait l'oasis, et deux ksours se faisaient une guerre acharnée. Au milieu d'un combat, Bou Smaha voulut s'interposer ; les belligérants ne l'écoutant pas, le saint homme exaspéré s'écria :

« — Ceux qui ne m'écoutent pas seront dévorés par le feu éternel, comme ces deux rochers que vous voyez là-bas. »

Soudain, les deux rochers se détachèrent de la montagne, et vinrent rouler au milieu des combattants. Par la volonté de Dieu, ces pierres eurent un moment le don de la parole, et criaient :

« — Grâce ! grâce ! »

« — Grâce ! » répétèrent les Figuigiens en jetant leurs armes.

Bou Smaha pardonna, et commanda aux deux rochers de rester immobiles.

Les ancêtres des Ouled Sidi Cheikh comptent aussi parmi eux une femme qui mourut en odeur de sainteté. Dans sa jeunesse, elle avait épousé un chérif si beau de visage, qu'on lui donna le surnom d'En Nahr (le jour). Les descendants de la sainte s'appelèrent Ouled En Nahr, et forment aujourd'hui une des fractions de la grande tribu des Ouled Sidi Cheikh ; ils habitent les environs d'Aïn Sfissifa, dans le voisinage du poste que nous avons créé à Aïn Sefra.

Tous ces ancêtres recommandables firent du fameux Sidi Cheikh un personnage considérable. Il ajouta encore, par ses vertus et sa piété, au prestige de sa naissance, et mourut à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, laissant dix-huit fils dont la descendance constitue la grande famille des Ouled Sidi Cheikh.

III

Pélissier était mort le 22 mai 1864; son successeur, le maréchal de Mac-Mahon, nommé le 1^{er} septembre gouverneur-général de l'Algérie, fut accueilli comme un sauveur. Il s'annonça par la proclamation suivante :

« Indigènes arabes et kabyles!

« Je ne suis pas un étranger pour vous; vous me connaissez depuis longtemps, et vous savez que j'ai toujours été bienveillant pour les hommes qui cherchent le bien, et sévère pour les fauteurs de désordre. Dans tous les rapports que j'ai eus avec vous, j'ai toujours cherché à suivre l'inspiration de l'équité et de la justice. Vous me retrouverez toujours le même à votre égard.

« Quelques tribus, égarées par les conseils perfides de quelques hommes ambitieux, ont prêté l'oreille à l'esprit du mal et à la révolte. Elles n'ont pourtant aucun motif de plainte sérieuse contre le gouvernement français, qui respecte leur religion et qui, sous l'inspiration de la générosité et de la haute justice de l'Empereur, a consacré, d'une manière irrévocable, le droit des indigènes à la propriété de leurs territoires. Comment a-t-on pu abuser de leur crédulité au point de leur faire espérer qu'ils pourraient résister à la France? Ceux de leurs frères qui ont combattu avec nous en Crimée, en Italie, au Mexique, ne leur ont-ils pas dit ce qu'était la France, quels étaient sa puissance et le prestige de ses armes, partout où ses soldats se sont montrés? Ne leur ont-ils pas dit que, sur un signe de l'Empereur, la France peut réunir 800.000 soldats prêts à venger les actes de trahison envers elle?

« Les tribus n'auront à s'en prendre qu'à elles du châ-timent qui va les atteindre, si elles persistent plus longtemps dans leur aveuglement. »

Nous avons vu qu'à ce moment la révolte avait pris une extension considérable (1). Les forces insurrectionnelles restèrent intactes pendant les grandes chaleurs, car nos colonnes, qui fondaient sous les ardeurs d'un soleil implacable, pouvaient à peine se mouvoir. Yusuf opérait entre Djelfa et Laghouat, avec trois colonnes, pendant que les généraux Deligny et Périgot manœuvraient ; le premier, dans la province d'Oran, le second, dans celle de Constantine.

Durant cette pénible campagne d'été, Deligny avait fait surveiller ses derrières par une colonne placée à Saïda, sous les ordres du général Jollivet. Dix jours après le débarquement de Mac-Mahon à Alger, le 29 septembre, cette colonne eut à El Béida (2) une affaire des plus malheureuses. Jollivet s'était porté au Kheider, au nord du chott El Chergui, actuellement traversé par le chemin de fer stratégique de Méchéria, lorsqu'il apprit que Si el Ala, avec toutes les forces insurrectionnelles du sud de la province d'Oran, avait franchi la ligne du chott et atteint Sfid et El Béida, à trente-deux kilomètres du Kheider. Il eut la malencontreuse idée de vouloir surprendre les contingents sahariens ; mais son mouvement fut éventé par Si el Ala, qui vit arriver à son camp les goums du général envoyés en reconnaissance et profitant de l'occasion pour passer sous les drapeaux de la révolte. Jollivet forma une colonne légère avec le 10^e bataillon de chasseurs à pied, un bataillon du 17^e de ligne, deux escadrons du 11^e chasseurs à cheval, et un petit goum de 50 chevaux resté fidèle. Les fantassins étaient sans sacs, et les cavaliers montaient en selle nue.

Le petite colonne partit le 29 septembre au soir et, après une pénible marche de nuit, arriva à un endroit appelé

(1) Dans les premiers moments les Français n'avaient subi que des revers, à Aouïn bou Beker où périt la colonne Beauprêtre, à Tagguin et à Aïn el Kata où furent défaits des escadrons de spahis.

(2) Comme nous l'avons dit pour El Biod ou El Abiod, les Arabes suppriment volontiers le substantif pour garder l'article. El Béida est la diminution du mot Aïn el Béida, *la source d'eau blanche*.

Bedrous, à vingt-cinq kilomètres du Kheider. Là, le général vit à l'est de nombreux feux allumés ; ne doutant pas qu'il ne fût à proximité du camp de Si el Ala, au lieu de faire reposer ses hommes, il se lança à l'aventure à travers les boues du chott, sans même savoir s'il trouverait de l'eau.

Mais au jour, les feux disparurent, et Jollivet, comprenant qu'on l'avait trompé, eut la fatale idée de se rabattre vers le nord, espérant trouver de l'eau à El Kerch. Or, les puits étaient taris. Sur la foi d'un renseignement arabe, il s'achemina alors vers El Béida, qu'on disait éloignée d'El Kerch de trois lieues seulement.

Ses hommes souffraient toutes les tortures de la soif ; à partir d'El Kerch, la colonne sema son parcours de traînards. L'arrière-garde, impuissante à faire serrer les trop nombreux retardataires, passait outre, abandonnant une foule de malheureux dans le désert, à la merci d'un ennemi implacable, qui remplissait toutes les cavités du sol le long de la route.

Au bout de trois heures de marche, aucun indice n'était venu révéler la présence de l'eau. L'infortuné général aperçut, trop tard, hélas ! l'abîme ouvert devant lui. Se retournant, il contempla avec désespoir sa troupe qui s'égrenait, comme un chapelet brisé, sous l'action d'un soleil de feu, laissant une queue de traînards qui s'allongeait à perte de vue dans l'immensité du désert.

Mesurant désormais toute l'horreur de la situation, il prit les devants avec les deux escadrons du 11^e chasseurs, et arriva enfin aux puits d'El Béida. Nos cavaliers remplirent les bidons qu'ils avaient demandés aux fantassins ; un escadron repartit en toute hâte, chargé du précieux liquide ; l'autre mit pied à terre, et resta avec le général.

C'était ce que voulait Si el Ala. Les hauteurs voisines des puits se couvrirent alors de fantassins ennemis, pendant que de tous les ravins débouchaient tumultueusement d'innombrables cavaliers poussant de grands cris.

Le général Jollivet n'avait près de lui qu'un petit esca-

dron de chasseurs et une dizaine de spahis, cent hommes au plus. Il disposa en cercle cette poignée de braves, qui résistèrent désespérément, repoussant corps à corps cinq attaques successives.

Mais Si el Ala, ne laissant que ses fantassins devant l'escadron surpris à El Béida, s'était lancé à fond de train, avec tous ses cavaliers, contre la colonne du 10^e chasseurs à pied et du 17^e de ligne. Sans s'attarder à livrer combat à la colonne principale, il alla massacrer, à dix, douze, quinze kilomètres en arrière, les éclopés et les traînards. Plus de cent chasseurs à pied et cinquante soldats du 17^e de ligne furent égorgés et ensuite décapités.

Il y eut, dans cette déplorable affaire, de magnifiques traits d'héroïsme. Le lieutenant David, du 10^e bataillon de chasseurs, commandant l'arrière-garde, rebroussa chemin à la hâte, avec quelques hommes résolus, rallia un grand nombre de traînards, et reprit la route suivie par la colonne. Un autre lieutenant, M. d'Albertini, du 17^e de ligne, en fit autant de son côté. Trois sous-officiers groupèrent autour d'eux des petits pelotons, et réussirent à les ramener au camp pendant la nuit. Ces officiers et sous-officiers avaient été prévenus par le capitaine Brécart, du 11^e chasseurs, qui longea à fond de train la foule des traînards, en semant l'alarme afin de hâter leur marche.

Un malheur n'arrive jamais seul. Trois jours après l'affreuse tuerie d'El Béida, la colonne Jollivet, parvenue au camp d'El Kheider (où elle avait laissé un bataillon du 17^e de ligne, ses malades et ses bagages, sous les ordres du commandant Bressoles, du 10^e bataillon de chasseurs), apprit qu'une compagnie du 17^e de ligne avait été détruite. Bressoles avait l'ordre d'empêcher une tribu hésitante, celle des R'zaïna, campée autour de la redoute du Kheider, de faire défection pour aller rejoindre les Ouled Sidi Cheikh. Mais le 1^{er} octobre, les R'zaïna connaissant notre désastre, se mirent en devoir de décamper. Bressoles leur opposa une compagnie de ligne. Cette force était déjà insuf-

fisante par elle-même ; le capitaine qui la commandait commit encore la faute de la fractionner en deux groupes qui ne pouvaient se prêter assistance. Les R'zaina attaquèrent séparément les deux sections de la petite troupe, et les anéantirent jusqu'au dernier homme.

Douloureusement impressionné, le maréchal de MacMahon donna les ordres les plus énergiques pour la campagne d'hiver qui allait s'ouvrir. Mais, outre les deux échecs subis par nos colonnes, nos auxiliaires arabes avaient eu cruellement à souffrir. Le 6 août, Si el Ala ayant surpris l'agha de Djebel Amour, Mohamed ed Din, qui s'échappa avec peine, laissant ses campements aux mains de l'ennemi, tout le cercle de Boghar prit feu, et quantité de petites bandes de coupeurs de route se formèrent, dans l'intention de mettre à sac les caravansérails de Boghar à Djelfa.

Les gardiens des caravansérails de Bou-Ghzoul et de Guet-es-Stell parvinrent à gagner Boghar et Djelfa. Le caravansérail intermédiaire d'Aïn el Oussera, trop éloigné de ces deux points, devint le théâtre d'une scène sauvage, dans la nuit du 13 au 14 août.

Outre trois spahis qui y avaient été détachés pour le service de la correspondance, sept Français étaient réunis dans cet établissement : c'étaient le gardien Mathelin, sa sœur Alexandrine, Borel, le fiancé de cette dernière, deux domestiques, et deux voituriers de passage.

Dans la nuit, des Arabes, se disant courriers du général commandant la subdivision, demandèrent à entrer. Les Français refusèrent d'ouvrir, mais laissèrent sortir un des spahis, pour causer avec les étrangers. Comme il ne rentrait pas, un des domestiques se mit aux écoutes ; comprenant un peu l'arabe, il entendit que l'on dissertait au dehors sur le nombre des nôtres, et sur celui des fusils dont ils disposaient. Le domestique revint en disant :

« — Qu'aucun de nous ne se couche : nous allons être assassinés cette nuit. »

Les nôtres commirent l'imprudence de laisser rentrer le

spahis qui avait été se concerter avec les Arabes. Celui-ci parla à voix basse à ses deux camarades, et tous trois échangèrent une nouvelle conversation avec les gens du dehors.

Vers deux heures du matin, le personnel du caravansérail entendit un grand bruit ; des coups de fusil tirés contre la porte annoncèrent l'imminence d'une attaque. Mathelin et Borel avaient deux fusils et un revolver ; un des voituriers possédait également un revolver. Un des domestiques sortit dans la cour ; à peine avait-il fait deux pas, qu'il reçut une balle en pleine poitrine, et tomba en criant :

« — Je suis mort ! Le spahis m'a tué ! »

Mathelin, le maître du caravansérail, était le plus près de la porte ; elle s'entrouvrit, et il reçut à bout portant un coup de fusil, tiré par un autre spahis. Il expira, en disant à Borel :

« — Sauve ma sœur. »

Borel, les deux voituriers et le domestique qui restait, hissèrent alors Mlle Mathelin sur la crête du mur. « Je ne vois rien », dit la malheureuse à voix basse. Tous alors essayèrent de gagner la campagne à la faveur de l'obscurité. Mais les assassins se lancèrent à leur poursuite et Mlle Mathelin tomba en leur pouvoir, ainsi que le domestique qui fut aussitôt massacré. Quant à la pauvre jeune fille, après huit mois des plus indignes traitements, les Arabes la renvoyèrent à Géryville ; elle avait été traînée de tribu en tribu, jusque dans le fond de la province d'Oran.

Borel et les deux voituriers purent heureusement gagner Boghar.

Un bataillon du 1^{er} zouaves campa quelques jours après à Aïn el Oussera ; le caravansérail était hideusement sac-cagé. Au milieu des débris, on retrouva les corps mutilés de Mathelin et de son domestique ; le premier portait, à travers la tête, la tige de fer d'un moulin à café.

Deux négociants français, MM. d'Esguilles et Mollard,

accompagnés par un tirailleur interprète, eurent la témérité de s'engager sur la route de Djelfa à Boghar. A hauteur de ce même caravansérail, ils rencontrèrent un parti d'insurgés qui les dépouillèrent de tout, et les laissèrent entièrement nus au milieu du désert. Le tirailleur fut roué de coups et emmené par les insurgés ; mais il réussit à leur échapper.

MM. Mollard et d'Esguilles se blottirent dans un ravin, et attendirent la nuit pour se remettre en route vers Boghar. Malheureusement, au lever du jour, ils furent aperçus par un parti de cavaliers ennemis, qui s'amuserent à tirer sur eux et les tuèrent au vol. On ne put jamais retrouver leurs cadavres.

Le capitaine du génie Rougevin, accompagné d'un sapeur conduisant une voiture, arriva, dans la journée qui suivit le sac du caravansérail, à quelques centaines de mètres de cet établissement. Assailli inopinément par les insurgés, le sapeur n'eut que le temps de tirer un coup de fusil, et fut massacré aussitôt ; quant au capitaine, qui était à une centaine de mètres en arrière de la voiture, il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval.

Nous n'avons pas l'intention de faire l'historique de tous les combats qui furent livrés dans le sud algérien pendant l'hiver de 1864. Racontons seulement comment fut tué le marabout Mohamed ben Hamza, chef de l'insurrection.

Le général Deligny, commandant la province d'Oran, quitta Géryville le 27 janvier 1865, avec une colonne légère, dans l'espoir de surprendre les contingents de Mohamed ben Hamza ; cette troupe était composée de deux bataillons d'infanterie aux ordres du colonel de Colomb, de trois escadrons de cavalerie, commandant de Gallifet, et d'un goum de 800 Harrars, commandé par le fameux Kaddour ben Sah'raoui, que nous retrouverons en 1882 et qui, devenu l'ennemi mortel du marabout des Ouled Sidi Cheikh, s'était rallié aux Français.

Voyant le général sortir de Géryville avec un immense convoi, les insurgés ne s'en inquiétèrent pas, espérant

avoir tout le temps de fuir dans la direction du sud-ouest, et échapper ainsi à la colonne française. Mais Deligny prit les devants avec ses trois escadrons et ses 800 Harrars et, faisant un crochet pour éviter El Abiod Sidi Cheikh, par où l'ennemi s'attendait à le voir déboucher, il se présenta le 4 février, au matin, devant les campements des Ouled Sidi Cheikh, à Garet Sidi Cheikh.

Emporté par sa haine, Kaddour ben Sah'raoui se précipita en avant avec les plus braves de ses Harrars. Alors s'engagea entre Arabes un combat acharné. Entouré de ses fidèles nègres, Mohamed fondit impétueusement sur les assaillants, mais l'ardent Sah'raoui parvint à le rejoindre au milieu de la mêlée, suivi de son propre fils Ben el Hadj Kaddour, et d'un de ses neveux. Le marabout, qui ne pouvait recharger ses armes, se défendit désespérément, faisant tournoyer la crosse de son fusil, accablant ses agresseurs d'injures, les traitant de chiens, fils de chiens, renégats, traîtres à la cause sainte. A la fin, il tomba frappé de trois balles, et ses nègres l'emportèrent hors du champ de bataille.

La chute de Mohamed brisa l'énergie de la résistance. Les Ouled Sidi Cheikh durent céder le terrain, en abandonnant leurs tentes restées debout, ainsi que leurs troupeaux et leurs bagages. Deligny n'eut même pas à engager les trois escadrons du commandant de Gallifet.

Transporté mourant sur le territoire de la tribu des Ouled Ziad, le marabout y expira le 22 février, dix-huit jours après le terrible combat de Garet Sidi Cheikh, âgé seulement de vingt ans. Le fougueux Si el Ala, qui avait été rançonner les gens du M'Zab et d'Ouargla, accourant en toute hâte, fit acclamer un quatrième fils de Si Hamza, le jeune Achmed, héritier reconnu de la *baraka*, comme chef de l'insurrection.

Passons à l'année 1866, et disons un mot du combat de Kheneg el Azir.

Le colonel de Colomb, ayant avec lui un petit bataillon du 87^e de ligne, deux compagnies du 2^e zouaves, deux

escadrons et deux pièces de montagne, venait, le 16 mars, d'atteindre les contingents d'Ahmed ben Hamza, qui comprenaient, outre la redoutable cavalerie saharienne, un millier de fantassins marocains.

Suivi de ses nègres, le jeune Ahmed, à peine âgé de quinze ans, passait lentement devant le front de ses goums, adjurant les fidèles de mourir pour la sainte cause de l'islam.

Dédaigneux et calmes, nos escadrons se massent devant les cavaliers ennemis.

Notre infanterie a commencé le combat ; déjà les marocains tourbillonnent confusément par petits groupes.

Tout à coup la cavalerie des Ouled Sidi Cheikh s'éloigne au galop du champ de bataille. Les balles de nos zouaves, disent en riant les hussards, ne conviennent sans doute pas à ces *messieurs*.

Mais, arrivés à un kilomètre de là, les cavaliers d'Ahmed ben Hamza font brusquement volte-face et chargent à fond de train le flanc de nos escadrons ; ceux-ci se rejettent en désordre sur le front du bataillon du 87^e de ligne, dont ils paralysent les feux. Un combat corps à corps s'engage. Les cavaliers ennemis, ivres de haine et de sang, se ruent au milieu des rangs français et enlèvent les mulets, chargés des munitions de l'artillerie, ainsi que ceux du train, qui portent les vivres et les bagages. Les conducteurs se font massacrer.

Ce ne fut qu'après une heure de furieuse mêlée, que la colonne française put se reformer. De Colomb lança ensuite les zouaves à la baïonnette contre les fantassins d'Ahmed, qui s'enfuirent après une résistance désespérée.

Laissant alors ses morts sur le terrain, avec la pensée de revenir leur rendre les derniers devoirs, le colonel se mit à la poursuite de l'ennemi, qui reculait toujours en escarmouchant, afin d'attirer le plus loin possible la colonne française.

Tout à coup la cavalerie des Ouled Sidi Cheikh se dérobe

et se dirige au galop vers le champ de bataille. Anxieux, De Colomb rebroussa chemin avec sa troupe ; mais lorsque nos soldats regagnèrent le théâtre du combat, il était trop tard ; un horrible tableau se déroula sous leurs yeux. Ils virent que leur chef, pourtant homme d'intelligence et d'énergie, avait commis une faute grave en abandonnant ses morts pour courir après un adversaire très alerte, avec une infanterie fatiguée, une cavalerie démoralisée, une artillerie sans munitions, et sous un soleil accablant.

Derrière nous, la cavalerie d'Ahmed ben Hamza avait eu le temps d'achever son œuvre de haine et de barbarie. Une odeur pénétrante de chair brûlée prenait à la gorge et nous suffoquait. Tous nos morts étaient là, décapités, nus, affreusement mutilés, entassés par paquets sur des brasiers qui achevaient de se consumer.

Aucun d'eux ne put être reconnu.

Mais quittons ces scènes lugubres et voyons pourquoi la frontière entre le Maroc et la France est si peu respectée.

Après la bataille d'Isly (1844), nous nous sommes contentés d'une ligne de démarcation dérisoire entre nos possessions algériennes et l'empire barbare dont nous venions d'écraser les tumultueuses armées. Le traité de 1845 fut conclu avec une légèreté impardonnable, qui continue à peser sur nos épaules, et l'insurrection toute récente du sud oranais vient encore de prouver qu'il n'y a pour nous aucune sécurité du côté de la frontière algérienne occidentale. Au lieu de rétrograder et d'évacuer en 1844 le pays des Beni-Snassen, dont la ville principale est Ouchda, nous devons conserver ce territoire, non dans un but de conquête, mais dans un intérêt stratégique, car Tlemcen, trop en arrière de la frontière, ne la surveille qu'imparfaitement. Les efforts de la diplomatie aboutiront-ils aujourd'hui ? Nous l'ignorons. La France essaye, en effet, d'obtenir la rive droite de la Malouïa jusqu'à l'oued Za ; de là, une ligne coupant le chott El Gharbi irait rejoindre le confluent de l'oued Guir, englobant dans nos possessions le pays des Ouled Djerrir

et celui des Doui-Ménia, avec la grande oasis de Figuig. Sur cette portion de son empire, l'empereur du Maroc exerce une autorité plutôt nominale que réelle; c'est au chérif, non au sultan, que les tribus du sud-est marocain envoient des cadeaux, il est vrai d'une façon tout à fait intermittente.

A Figuig se ravitaillait Bou-Amema, en 1882; en face de cette oasis, petite république dans le désert, nous dûmes, en 1883, créer le poste d'Aïn Sefra, qui est loin d'être bien placé au point de vue stratégique.

Historiquement, les droits de la France sur la rive droite de la Malouïa sont incontestables. Cette rivière (la *Malva* des Romains) était la ligne de séparation entre la Mauritanie Tingitane (capitale Tanger) et la Mauritanie Césaréenne (capitale *Julia Caesarea*, Cherchell).

Le royaume de Tlemcen, un de ceux qui se formèrent après l'écroulement de l'empire de Kalifes, se terminait, dit Léon l'Africain, à la Malouïa et au fleuve Za.

Telle est la frontière que nous réclamons aujourd'hui.

Marmol donne la même limite au royaume de Tlemcen; l'auteur espagnol appelle la Malouïa *Muluye*, et l'oued Za oued *Ziz*. Marmol écrivait vers le commencement du seizième siècle.

Au commencement du dix-huitième, un empereur du Maroc, Mouley Ismaïl, ayant essayé d'envahir l'Algérie, fut battu par le pacha turc Ben Chaban, qui lui imposa un traité limitant l'Algérie et le Maroc par la Malouïa et l'oued Za.

Ce ne fut qu'après 1830, lorsque la province d'Oran était en pleine désorganisation, que les Marocains franchirent les bornes qui leur étaient assignées. Ils eurent même l'audace de revendiquer Mascara, Tlemcen, Oran et Mostaganem, c'est-à-dire la province d'Oran tout entière, et en attendant, ils s'étendirent jusqu'à la Tafna.

Les victoires du général Bugeaud et du prince de Joinville ont donc été absolument stériles, puisqu'elles n'ont pas fait restituer à l'Algérie les territoires dont les Marocains se sont indûment emparés.

IV

Les corps indigènes au service de la France ne doivent pas être oubliés.

Nous avons déjà longuement parlé des spahis (1), création du célèbre Yusuf, mort général de division.

Le nom de spahis appartient jadis à un corps de cavalerie seldjoucide, organisé par Mourad I^{er} (2).

Autrefois ces soldats, presque tous mariés, vivaient en smala, de la vie de famille, comme s'ils n'avaient contracté aucun engagement. Les smalas étaient des réunions de tentes en plein air. A côté d'elles, les Français du cadre occupaient un bordj, sorte de château-fort.

Le recrutement de ce corps était exceptionnel ; tout chef arabe qui voulait donner à la France une preuve de dévouement envoyait aux spahis un fils ou un parent ; souvent aussi l'engagé était un homme qui, s'étant fait des ennemis dans sa tribu, désirait placer sa personne sous la protection de l'autorité. Il arrivait avec son cheval, lequel restait sa propriété personnelle.

Ainsi, un arabe molesté par son caïd lui disait :

« — Par Allah ! si tu continues à jeter ton œil sur moi et à me traiter sans justice, je jure que j'irai trouver le *captan escadroun* (le capitaine commandant l'escadron). »

Et un beau jour, si les chicanes persistaient, il enfourchait son cheval pour aller s'engager à la smala voisine.

Quelquefois le chef de famille réunissait les siens et leur parlait en ces termes :

« — Mes enfants, on nous *mange*, les amendes pleuvent sur notre tente, cela ne peut durer ; quel est l'homme parmi vous ?

(1) Voir *Récits algériens*, 1^{re} série.

(2) On trouve ce nom dans l'Inde, où nos corps indigènes sont appelés *cipahis*.

« — C'est moi, répondait l'un des fils.

« — Eh bien ! prends nos bœufs et nos moutons, va les vendre, et avec le prix achète-toi un cheval avec lequel tu iras trouver le *captan escadroun*.

« — Oui, père. »

Le spahis fils de bonne famille, ou, comme on dit là-bas, de grande tente, était généralement plus fanatique que le turco. Souvent, avant de s'engager, il avait combattu contre nous, et à ceux qui le lui rappelaient il ripostait philosophiquement :

« — *Mektoub Allah !* C'était écrit par Dieu ! Les musulmans, s'étant mal comportés, ont été punis par la domination des chrétiens ; en servant ces infidèles, je suis l'instrument du Dieu Très-Haut ! En combattant les musulmans dans les rangs des chrétiens, je penserai que je sers les desseins de Dieu, et aussi que l'épreuve qu'il réserve à ses fidèles sera de courte durée. »

Aujourd'hui, les smalas, excepté sur de rares points des frontières marocaine et tunisienne, ont disparu pour faire place à des centres européens. Les spahis vont de pair avec les turcos. Ils logent à la caserne, sont presque tous célibataires, et n'arrivent plus au corps avec leur cheval. Ce sont des turcos montés ; astreints à la discipline, ils vivent à l'ordinaire.

Le spahis français a sa chanson, qui est peu connue. En voici quelques couplets :

Le mousquetaire,
Sur cette terre,
C'est le spahis au burnous éclatant.
Arrière ! arrière !
Troupe sévère,
Vous ne pouvez lutter avec l'Orient.
Humble piéton, sous ta capote grise,
Et toi, lancier, au chapska séduisant,
Hussard fringant dont la moustache frise,
Inclinez-vous devant le régiment.

Lorsque la poudre,
Comme la foudre,
Eclate et tonne au milieu du combat,
Tout est carnage
Sur leur passage;
L'ennemi fuit et ne résiste pas.
Peut-être un jour on lira dans l'histoire
Nos noms écrits auprès des noms fameux.
On peut mourir dans un jour de victoire,
Mais le nom reste et l'âme monte aux cieux!

Nous n'avons fait réellement la conquête de la colonie qu'en nous servant des Arabes contre les Arabes. Le spahis régulièrement enrôlé n'eût pas suffi; et puis, il fallait bien donner aux chefs indigènes que nous choisissons, une force armée pour les protéger et les aider à se faire obéir.

Les Turcs dominaient l'Algérie avec les tribus *maghzen*, qui jouissaient de divers privilèges et ne payaient qu'un faible impôt, à condition de fournir un certain nombre de cavaliers dès la première réquisition de l'autorité. Imitant ce système, quoique de loin, nous donnons à chaque caïd ou agha, des cavaliers nommés *mekhaznia* ou cavaliers du maghzen, qui reçoivent une solde régulière et peuvent être considérés comme la force armée permanente des tribus. Ils servent de noyau aux goums.

Les mekhaznia sont donc, à proprement parler, des spahis irréguliers. Ils forment aussi un corps de courriers faisant le service des bureaux arabes, tant militaires que civils.

Parfois certains grands chefs avaient à leur disposition, outre les mekhaznia, des *khiélas* ou cavaliers organisés, payés par nous. Le fameux Ali-bey, qui fut pendant de longues années notre khalifa à Tuggurt, recevait des subventions du gouvernement pour entretenir un corps de deux cents khiélas; seulement, on ne put jamais lui en faire exhiber plus de quatre-vingts ou cent. Les manquants étaient toujours en mission ou malades, à ce qu'il prétendait.

Souvent nous avons parlé des goums.

Le goum à pied était rarement employé; les Arabes qui servaient dans ces corps, essentiellement temporaires, se nommaient *askeur* (soldats).

En principe, tout arabe possédant un cheval est goumier; à la première réquisition, on peut l'enlever à sa tente, à ses travaux, pour l'emmener en guerre. Les mekhaznia encadrent les goums, dont les chefs sont les caïds ou aghas.

Lorsqu'un caïd reçoit l'ordre de commander un goum de quatre cents cavaliers, il écrit à tous les cheikhs, ses subordonnés, d'avoir à lui fournir tant d'hommes et tant de chevaux, pour chacune des fractions sous leurs ordres; par précaution, il réclame toujours le double des cavaliers qu'il emmènera.

Quantité d'Arabes ne tardent pas à arriver pour se plaindre; tous jurent, que leurs chevaux sont malades, que ce n'est pas leur tour, que le départ du chef de la tente serait la ruine, etc., etc. Or, un arabe qui va exposer ses doléances à son caïd doit, avant tout, avoir de l'argent sur lui. Ceux qui ont les mains pleines ont inévitablement raison : leur tour est passé; les autres ont toujours tort : leur tour est revenu.

Si un goum part en guerre, il est commandé par un officier des bureaux arabes.

Trop souvent, dans le combat, ces goums ouvrent complaisamment leurs rangs, et l'ennemi nous échappe; trop souvent aussi, comme nous l'avons dit, un officier du bureau arabe est tué.

Comme combattant, il ne faut donc pas compter sur le goumier; c'est un excellent éclaireur, rien de plus.

V

Après le cavalier arabe régulier ou irrégulier, parlons du fantassin, du turco.

Tout d'abord faisons justice d'une légende, celle des *enfants du désert*.

Il n'y a pas plus de turcos *enfants du désert*, qu'il n'y a de *lion du désert*. La raison en est bien simple. Les turcos sont tous nés dans le Tell, et il est rare que des indigènes appartenant aux tribus du sud viennent s'engager dans les régiments de tirailleurs algériens. Sans doute, la couleur locale y perd énormément ; la pittoresque qualification d'*enfants du désert* fait, comme on dit vulgairement, très bien dans le tableau ; prenons-en pourtant notre parti.

Quand un arabe a une discussion avec l'auteur de ses jours, on entend généralement ce dialogue :

« — O mon père, si vous continuez à me rendre malheureux, j'irai trouver le *captan escadroun* des spahis.

« — Non, je ne te laisserai pas servir les infidèles.

« — J'irai.

« — Tu n'auras pas un *felouss* (un liard) de moi pour t'acheter un cheval.

« — On n'a plus besoin d'amener un cheval. Du reste, cela m'est égal ; si je ne vais pas aux spahis, j'irai dans les *tirayours* (tirailleurs).

« — Tu irais aux *tirayours* ?

« — Certainement, ô mon père. »

Et les nôtres voient arriver une nouvelle recrue.

Parfois, un chef indigène, désireux de faire parade de son dévouement à la France, enverra un fils ou un parent dans les régiments de tirailleurs.

Parfois encore, la pauvreté pousse l'arabe à s'engager. Il s'achemine alors du côté de la caserne, et si un orthodoxe lui demande où il va, il répond d'un ton pleurard :

« — Je vais à la *cazirna des tirayours* (à la caserne des tirailleurs) pour donner mon sang.

« — ???

« — Ah ! Sidi ! notre gourbi est bâti à côté de la misère, qui ne nous laisse aucun répit. Mon père est vieux, ma mère est morte, et je ne puis remplir mon ventre.

« — Toi, un fidèle musulman, tu vas servir le chien de chrétien ?

« — *Mektoub Allah !* C'était écrit par Dieu. »

Quelquefois l'éternel *Mektoub Allah* est remplacé par le mot *Reubbi ber'a* (Dieu l'a voulu). Les deux formules sont aussi commodes l'une que l'autre, et servent à tour de rôle.

« — Comment, Mohamed ben Ali, depuis que tu es aux *tirayours*, toi, bon musulman, tu bois de l'absinthe ?

« — *Mektoub Allah.*

« — Et tu manges du lard ?

« — *Reubbi ber'a.* »

Que répondre à cela ?

A proprement parler, le tirailleur résigné, qui a remplacé le fanatique, ne constitue pas une exception ; mais le type accompli est le *turco bono*.

Le *turco bono* est celui qui a pris du service pour avoir un métier ; il est sans enthousiasme, mais sans négligence. Entassant sou par sou, il envoie de l'argent à la tente qu'il a laissée derrière lui. Il boit peu d'absinthe, et ne se la permettrait pas si elle était colorée en rouge ; dans les compagnies où les distributions de vin d'administration peuvent être remplacées par une ration de sucre et café, il se fera inscrire pour du sucre et café. Très soumis, d'ordinaire, il obéit bien à ses chefs.

Son ambition est d'avoir la *midaye* (médaille).

« — Ah ! mon *captann*, dit-il à son capitaine, quand celui-ci lui parle, *midaye bono ! Beylick donar vingt douros* (le gouvernement donne vingt douros, cent francs.) »

Le jour où il reçoit cette *midaye* tant désirée, notre homme ne se possède plus de joie. Sans doute, il est très fier de porter un glorieux insigne sur sa veste bleue ; mais il le sera plus encore, tous les six mois, lorsque le fourrier viendra dire :

« — Le trésorier prie les médaillés d'être dans son bureau à telle heure. »

Ce jour-là, le *turco bono* va trouver son capitaine avec une vieille poule qu'il a achetée vingt sous au marché arabe.

« — *Mon captann, moi meskinn, mais moi donar une poule à mon captann qui a fait donar la midaye.* »

Le capitaine accepte, et donne une pièce de quarante sous au soldat, pour ne pas le désobliger ; c'est l'ordonnance qui hérite de « l'oiseau », dont il fait un *frichti* auquel il invite les camarades. De son côté, le médaillé va se payer une tasse de café d'un sou ; total : 95 centimes de bénéfice (1).

Généralement kabyle, le *turco bouo* conserve au régiment les habitudes sobres des montagnards ; au lieu de se faire khammès pour gagner de l'argent, il se fait turco et économise son prêt. Il est discipliné sans enthousiasme, mais quand on lui donne une consigne, il ne transigerait à aucun prix avec son devoir. Quelquefois l'ambition le gagne ; alors il devient caporal, puis sergent. C'est parmi les hommes de ce caractère que l'on recrute les excellents officiers indigènes qui tiennent si bien leur place dans les régiments de tirailleurs algériens.

Le *turco bono* qui parvient au grade d'officier a appris à lire étant caporal, et à écrire étant sergent. Glorieux de son savoir, il s'applique parfois à la *dministrazioun* (l'administration), et étudie sa *déourie* (théorie). Mais, pour lui, le *nec plus ultra* du genre sera de faire des calembours.

Le turco *h'arami* est un mauvais sujet, qui s'est engagé parce qu'il avait maille à partir avec la justice, et qui, au lendemain même de son arrivée au régiment, s'est déjà initié à nos mœurs, nous voulons dire à nos mauvaises mœurs.

C'est avec une rapidité étonnante que ce dernier devient ivrogne. A l'ivresse du vin, qui est joviale, facétieuse et gaie, il préférera l'ivresse de l'absinthe, idiote, lourde, comme l'ivresse anglaise produite par le gin.

Depuis la guerre de 1870, ce type de tirailleurs abrutis tend à disparaître.

(1) Anecdote prise au livre de M. Florian Pharaon : *Les soldats d'Afrique*.

Il convient d'ajouter que lorsque le turco *h'arami* a terminé son engagement et que, l'estomac brûlé par l'absinthe, il retourne dans sa tribu, il s'empresse de faire, entre les mains du marabout, son acte de *touba* (soumission); il renonce d'autant plus facilement à Satan, à ses pompes et à ses œuvres, qu'il n'y a plus autour de lui ni cabaretiers ni empoisonneurs patentés. Sur ses vieux jours, ce soldat mauvais sujet et libéré du service est le musulman le plus intolérant de la tribu. Quand le diable se fait vieux.....

Jadis les turcos n'étaient pas casernés, et formaient une sorte de milice que l'on convoquait en cas de guerre. Tous les cinq jours, ils se présentaient à la caserne pour recevoir de leur sergent-major une belle pièce de cinq francs. En dehors du *seurbice* (service), ils vaquaient à leurs affaires. A cette époque ils étaient à la fois *militir* (militaires) et *bourdjouâ* (bourgeois).

Aujourd'hui le turco se recrute parmi les plus vigoureuses populations de notre colonie, et l'élément kabyle domine dans les régiments de tirailleurs. Il est caserné, et vit à l'ordinaire.

Il ne faut pas astreindre trop souvent ces hommes à un travail manuel; leur orgueil oriental se révolterait. Pendant l'expédition de 1857, le maréchal Randon voulant faire construire, en deux ou trois semaines, un chemin depuis Tizi-Ouzou jusqu'au pays des Beni-Raten, fit participer toutes les troupes de sa colonne aux travaux dirigés par le génie. Aussi, un jour, le général Renault fut-il abordé par un turco, qui lui dit respectueusement :

« — Mon gininal, travadjar baroud bono; travadjar terra macache. »

Ce charabia voulait dire :

« — Mon général, travailler la poudre, c'est bien; travailler la terre, non. »

Le général répondit dans le même langage :

« — Elioum travadjar terra, rodoua travadjar baroud besef. »

Ce qui signifie :

« — Aujourd'hui travaille la terre ; demain tu travailleras la poudre beaucoup. »

Et les tirailleurs de crier :

« — Vif li gininal Rénou (vive le général Renault) ! »

Rien de plus curieux que de voir turcos et indigènes au lendemain d'un combat. Lorsque, après leur soumission, ces derniers viennent au camp, les turcos ne tardent pas à reconnaître parmi eux un ami ou un parent. Les *pays* entament une conversation, et le turco, avec une gravité comique, fait les honneurs du camp ; son uniforme, ses armes, son fournement séduisent les nouveaux venus, qui s'informent du service, et surtout de la paye. Le turco alors de vanter son sort avec toute l'emphase des races orientales. Une seule chose offusque les questionneurs ; c'est que le turco porte sur le dos un *beurda* (un sac) assez lourd ; mais celui-ci pallie la chose, rappelant le chien de certaine fable de La Fontaine, lequel, montrant son collier au loup, dit négligemment que c'est bien peu de chose. La conversation s'anime ; tous ensemble s'en vont causant bruyamment, entr'ouvrant leurs dents blanches à des éclats de rire sans fin. Et la veille, ces mêmes hommes échangeaient des coups de fusil, en s'invectivant comme les héros d'Homère !

Les cadres indigènes des régiments de tirailleurs sont en général excellents. Il n'y a guère d'homme au monde plus glorieux de son uniforme et de ses galons que le sergent du cru. Et quelle gravité dans le service ! Quand un *sardjan* (sergent) interpelle le tirayour Ali ben Mohamed, et que celui-ci a la mauvaise inspiration de répondre en arabe, on entend des phrases étonnantes dans le genre de celle-ci :

« — Saufache ! Parli franzés. (Sauvage, parle français). »

L'appellation de *sauvage* excite les plus violentes colères du tirailleur. Lorsqu'un sous-officier indigène a dit à un zouave ou à un lignard : Esbèce di saufache (espèce de sauvage), il est convaincu qu'il l'a profondément humilié. Mais

qu'on se garde bien de l'appeler ainsi lui-même ; il pardonnera difficilement.

Quand par hasard un soldat du cadre français ne comprend pas le charabia étourdissant du sergent, celui-ci se détourne avec un majestueux dédain, en disant :

« — Quis qui ci? Toi pas parli franzés? (Qu'est-ce que c'est? Tu ne parles pas le français?) »

Si le sous-officier indigène peut prendre en défaut un caporal français, c'est pour lui un vrai jour de bonheur. On l'entend dire :

« — Quis qui ci, cap'ral? Toi pas gounètre dissplinn? (Qu'est-ce que c'est, caporal? Tu ne connais pas la discipline?) »

Du turco soldat, nous ne dirons rien ; sa réputation est établie et il s'est illustré à Zaatcha, à Inkermann, à Magenta, à San-Lorenzo, à Fröeschwiller, à Sontai et ailleurs. Généralement, le turco n'est pas satisfait des manœuvres qu'on lui fait exécuter ; il concède volontiers que nous savons nous battre, mais il croit que nous n'avons aucune science de la guerre. Ces tambours ! ces clairons ! à quoi bon ? En vérité, les Français sont naïfs de prévenir ainsi l'ennemi. Il n'y a qu'une guerre, celle des coups de main, des embuscades, des surprises. Si l'on avait voulu permettre, en 1870, aux régiments de tirailleurs de se déguiser, les fusils bien cachés sous les vêtements, les Prussiens seraient entrés avec plus d'hésitation en France.

A la guerre, le turco ne fait de prisonniers qu'à son corps défendant ; il a besoin d'être surveillé, car il est barbare et inclément. Quand on lui fait observer qu'il faut être généreux envers le vaincu, il répond naïvement :

« — A quoi bon faire la guerre alors ? On a voulu me tuer ; on n'a pas pu, et je tue. »

Ces « moutons dans des peaux de tigre » (ainsi les appelle le colonel Trumelet) sont bien en général les soldats du monde les plus faciles à conduire. Soumis, respectueux de l'autorité, ils ne murmurent jamais. Qu'on les laisse pen-

dant des mois se morfondre dans un camp défectueux, ils trouveront moyen de se distraire. Écoutons le colonel Trumelet, jadis à la tête d'un bataillon de tirailleurs au misérable camp d'Aïn-el-Oussera, pendant l'insurrection de 1864 :

« J'avais fait construire auprès de ma tente une *z'riba* (haie) circulaire, où tous les soirs mes Bédouins donnaient des concerts orientaux. Convaincu que la musique épure, nettoie les mœurs, moutonnise la férocité et mène tout droit à la civilisation, je n'avais pas voulu laisser périlcliter la tentative dont j'avais fait un essai ailleurs, et dont je persistais à attendre les plus surprenants effets. Dès notre arrivée à Aïn-el-Oussera, j'avais fait rétablir la *z'riba* et ses concerts nocturnes..... La musique, celle des Arabes surtout, vous conduit tranquillement et sans effort jusqu'aux portes d'ivoire du temple du Sommeil.

« Les représentants du vieux parti religieux, les *med-daha* (les croyants), accompagnés par la *guesla* (grande flûte taillée dans un roseau), chantaient les louanges des plus grands saints de l'islam, particulièrement de Sidi Abd-el-Kader el Djilani, le sultan des saints, celui qui a un pied sur la terre et un autre sur la mer, de Sidi Abd-el-Kader que n'invoquent jamais en vain ceux qui souffrent ou les infortunés que le malheur a mordus. Une fois monté, le joueur de *guesla* du parti religieux ferme les yeux, et pousse dans son roseau pendant un temps infini — curieux effet de la foi — sans reprendre haleine. Quand le cantique est terminé, le flûtiste l'indique en laissant tomber son air, à la façon du joueur d'orgue de Barbarie quand il lâche sa manivelle pour ramasser un sou... Seulement le musicien arabe ne s'interrompt pas; il relie, rattache adroitement sa chute finale au commencement de l'air nouveau qu'il entame, et il va comme cela jusqu'au moment où on le réveille de son épilepsie musicale.

« En face, se groupent les amateurs de musique profane.
.

« Tantôt c'est à transporter d'aise un pigeon pattu ; tantôt ce sont des colères à donner la chair de poule à un coq. Là, c'est le *djouah* (petite flûte en roseau), aidé de la *gouïthra* (petite guitare), et soutenu par la *derbouka* (tambour de basque), qui accompagne le chanteur.

« Parfois un tirailleur se détache du groupe des auditeurs, se voile la face d'un mouchoir, se fait ceindre les reins d'une *fontha*, et saisissant au vol les foulards que lui jette l'assistance, il entame, aux claquements des mains des spectateurs, une de ces danses épicées où la moitié du corps roule sur les hanches, comme la meule supérieure d'un moulin arabe roule sur l'inférieure. »

Et le colonel Trumelet ajoute facétieusement : « Je m'étais proposé de fonder un *karagous* (le guignol arabe) pourvu de toute la limpidité des mœurs des civilisés ; par un guignol amélioré, j'espérais arriver à la transformation, à la rénovation, à la rédemption de la société musulmane. Mais, toute réflexion faite, je ne voulus pas permettre à mon karagous guignolisé, en présence de nos turcos, de rosser le commissaire, car cette familiarité blessante mène tout droit à la négation du principe d'autorité. Pourquoi, en France, se moque-t-on du gendarme ou du commissaire, et n'a-t-on pas toujours pour eux le respect qu'ils méritent ? C'est parce que, dès notre plus tendre enfance, nous assistons à l'immoral spectacle de Guignol rossant de coups de bâton cette variété de fonctionnaires répressifs. Respectons le commissaire ; tout est là. »

VI

Les turcos, avons-nous dit, sont d'incomparables soldats.

Il ne faut pas leur demander de rester calmes sous le feu ; après une fusillade peu prolongée, ils se lancent en avant à la baïonnette, brandissant leurs fusils en l'air, pous-

sant des cris sauvages. Ils produisent sur l'ennemi un effet moral des plus puissants ; on sait la terreur qu'ils inspirèrent aux Prussiens, au début la guerre de 1870, terreur dont ceux-ci triomphaient à peine lorsqu'ils les eurent écrasés sous le nombre.

Mais ce qu'il faut le plus admirer chez le turco, c'est son dévouement à ses supérieurs.

A Malakoff, un obus tomba au milieu d'un groupe de ces soldats embusqués dans une tranchée. Il n'éclata pas du coup. Le plus menacé était le capitaine Bonnemain. Un sergent, nommé Mohamed-el-Hadj Kaddour, voulut sauver la vie d'un chef auquel il était profondément dévoué. Saisissant l'obus qui fumait encore, il essaya de le rejeter en dehors de la tranchée. Mais le projectile éclata ; le capitaine fut coupé en deux, et le brave Kaddour eut les mains emportées.

On l'envoya à Paris. L'empereur voulut le voir, et lui demanda :

— Que puis-je faire pour toi ?

« — Sire, me donner des mains. »

Le brave garçon fut admirablement soigné au Val-de-Grâce, où Charrière vint lui poser des mains artificielles.

Un beau jour, il demanda à rentrer en Afrique.

« — Là-bas, dit-il, je serai riche avec ma pension et ma croix ; je me marierai.

Et il fit comme il l'avait dit. Pendant longtemps Mohamed-el-Hadj Kaddour vécut heureux. Seulement les bras mécaniques donnés par l'empereur furent religieusement enfermés dans le coffre aux bijoux, d'où ils n'étaient exhibés que les jours de grande cérémonie.

Dernièrement, vient de mourir à Alger un ancien turco, un nègre, qui avait reçu le bizarre surnom de la *Patte à Coco*.

Tout jeune, il avait fait un congé aux tirailleurs sénégalais.

Lorsque trois compagnies de turcos allèrent au Sénégal, en 1860, la *Patte à Coco* voulut en faire partie et fut attaché

au sous-lieutenant de sa compagnie, avec lequel il rentra à Oran à la fin de la campagne.

Des années se passèrent.

Le sous-lieutenant était devenu capitaine, ayant toujours pour ordonnance son noir turco, qui ne cessait de se rengager pour rester avec son chef bien-aimé.

La guerre de 1870 éclata. On sait qu'à la terrible bataille de Reichshoffen, le 2^e tirailleurs, comme les 2^e et 3^e zouaves, fut littéralement écrasé.

La *Patte à Coco* reçut dans ses bras son capitaine, frappé de deux coups de feu.

La bataille était finie depuis plusieurs heures et le tonnerre du combat avait cessé, quand une patrouille ennemie, conduite par un lieutenant, arriva près du nègre soutenant son capitaine mort.

L'officier prussien, voulant réunir le turco au groupe des autres prisonniers, croassa en teuton quelque chose qui ressemblait au mot : Marche !

La *Patte à Coco* releva un instant son visage baigné de larmes, regarda devant lui sans voir, et se prit à pleurer.

Ayant reçu un violent coup de pied, le nègre se réveilla brusquement et se ramassa sur lui-même, les mains en avant, prêt à bondir. Son regard avait une expression telle, que le lieutenant recula et se mit à l'abri des baïonnettes de ses hommes.

Ceux-ci s'avancèrent bravement ; ils étaient dix contre un soldat désarmé ; alors le commandant de la patrouille frappa de nouveau le turco avec son sabre, et lui fit une large entaille à la cuisse.

Le pauvre diable resta toute la nuit sur le champ de bataille ; au jour, des habitants de Fröschwiller le ramassèrent et le conduisirent à l'usine de Reichshoffen, transformée en ambulance par le généreux comte de Leusse.

Là, grâce à son extraordinaire vigueur, il guérit. Mais sa cuisse resta toujours ankylosée.

La *Patte à Coco* revint à Oran et obtint sa retraite. Il s'en-
nuyait à mourir, lorsqu'il eut l'idée de s'engager dans une
troupe espagnole qui exhibait des lions et des tigres apprivoisés.

Trois ans après, la ménagerie s'installa près de Madrid.
La population fut bientôt émerveillée par les exercices
d'un couple de lions dont le dompteur était un nègre
estropié.

Malgré son infirmité, celui-ci jouait à saute-mouton avec
les fauves, se pendait à leur crinière, et introduisait sa tête
crépue entre leurs formidables mâchoires.

Un soir, le dompteur se fit remplacer par un ami, origi-
naire du Soudan, que le propriétaire de la ménagerie avait
embauché au cours d'une excursion en Egypte.

La *Patte à Coco* alla s'accroupir derrière un rideau,
fixant dans la salle ses yeux étincelants, souriant d'un
air féroce, et murmurant tout bas ce seul mot : Enfin !

C'est que l'ancien turco venait de reconnaître l'officier
prussien qui l'avait estropié le soir de la bataille de
Fröeschwiller, et que les hasards de la carrière avaient
amené à Madrid comme attaché militaire à l'ambassade
allemande.

Après la représentation, le nègre du Sénégal et le nègre
du Soudan causèrent toute la nuit. La *Patte à Coco* ayant
suivi l'officier prussien, savait qu'il occupait seul une petite
maison de la *Calle di Toleda*.

Quelques jours après, une violente tempête s'abattit sur
Madrid. La nuit, le vent et la pluie faisant rage, les deux
nègres se dirent : C'est le moment !

Un instant s'écoula, puis la porte de la maison habitée
par l'attaché militaire s'ouvrit sans bruit pour donner pas-
sage à deux ombres, qui redescendirent ensuite portant une
forme humaine en chemise, bâillonnée et ficelée avec art.
Après l'avoir disposée sur une petite charrette à bras, ils la
couvrirent de paille, et traînèrent le tout jusqu'à la ména-
gerie.

A jeun depuis le matin, les fauves grondaient sourdement.

Mais cette nuit-là eut lieu une représentation vraiment extraordinaire.

A la lueur d'une lanterne sourde, les deux nègres défilèrent la forme humaine en lui laissant le bâillon, et la jetèrent muette et pantelante dans la cage aux lions.

Au petit jour, elle avait disparu ; deux ou trois gros os restaient, qui furent prudemment enterrés.

Le lendemain, le conseiller militaire de l'ambassade allemande ne se retrouva pas. On chercha, on s'émut, on s'épuisa en conjectures. Les journaux d'outre-Rhin se consolèrent en insinuant qu'il y avait eu à Madrid un noir guet-apens préparé par des rancunes françaises.

VII

Tout le monde connaît la chanson du turco.

Sur l'air de la retraite, il fredonne le couplet suivant :

Gentil turco,
Quand autour de ta boule
Comme un serpent s'enroule
Le calicot
Qui te sert de shako,
Ce chic exquis
Par les turcos acquis,
Ils le doivent... à qui ?
A Bourbaki.
Honneur à Bourbaki !

Cette chanson fut improvisée à Constantine par le capitaine Artus, à la suite d'un punch auquel assistait le brave Bourbaki, alors chef de bataillon commandant les tirailleurs de la province.

D'abord, l'auteur chanta les deux couplets suivants :

Gentil turco,
Quand autour de ta boule
Comme un serpent s'enroule
Le calicot
Qui te sert de shako,
Madam' Nico
Sans te dire : Nisco!
Aboule son fricot.
Voilà l' turco,
Turco, turco bono.

Quand un turco
Part joyeux pour la guerre
Bravant ciel et terre,
Le sirocco
Mêm' lui paraît frisco,
Et l'arbico (1)
Qui tremble dans sa peau
Dit : Je paierai l'impôt.
Voilà l' turco
Turco, turco bono.

Alors, tous les officiers applaudirent ; mais bientôt, des réclamations s'élevèrent.

« — Et le commandant?

« — On demande le couplet du commandant.

« — Pas de turcos sans Bourbaki. »

Le capitaine Artus se recueillit alors un moment, et sa muse lui inspira ce nouveau couplet :

Dans les maquis,
Dans les bois, dans la plaine,
Ils vont sans gêne
Et sans soucis
Comme en pays conquis.
Eh bien ! ce chic exquis,
Par les turcos acquis,
Ils le doivent à qui ?
A Bourbaki,
Oui, c'est à Bourbaki.

(1) L'arabe.

Un autre officier, M. de Lammerz, se chargea de la suite :

Bientôt l' turco
Au sein du tintamarre,
Dans la bagarre
Au premier rang
S'élance bondissant.
Tournant le dos,
L'ennemi dit tout haut :
Il fait ici trop chaud !
Voilà l' turco,
Turco, turco bono.

Quand d'un turco
L'âme fière s'envole,
Joyeuse et folle,
Au Paradis
Par ses pères promis,
Il dit tout bas,
Sans crainte du trépas :
La illah Alla illah (1) !

Nous devons ici faire connaître un des organisateurs des turcos.

Bourbaki (Charles-Denis) est né à Pau, le 22 avril 1816. Sous le premier empire, son père fut colonel du 31^e de ligne. En 1827, lors de la guerre d'indépendance de la Grèce, le vieillard, admis à la retraite depuis 1815, se souvenant qu'il était d'origine hellénique, quitta les siens pour voler au secours du pays qui avait été le berceau de sa famille. Blessé et fait prisonnier dans un combat devant Athènes, ce vieux héros fut indignement traité par les Turcs, qui finirent par le mettre à mort.

Le jeune Bourbaki, après ses études au Prytanée militaire de la Flèche, entra à de Saint-Cyr, d'où il sortit, en octobre 1836, comme sous-lieutenant au 59^e de ligne. Plusieurs mois après, ce régiment partait pour Bône, où il séjourna quelque temps avant de prendre part à la deuxième expédition de Constantine.

(1) Il n'y a d'autre Dieu que Dieu.

Ayant obtenu de passer avec son grade dans le corps des zouaves, dont le colonel était alors Lamoricière, le nouveau sous-lieutenant fut attaché au bataillon commandé par Cavaignac.

Bourbaki fut nommé lieutenant le 21 décembre 1838. Par suite de la transformation du régiment de zouaves, sa compagnie fut licenciée, et il se trouva placé un moment dans la position de non-activité par suite de suppression d'emploi. Il entra ensuite avec son grade au 24^e de ligne, et, détaché aux tirailleurs indigènes de la province de Constantine, il se distingua dans plusieurs expéditions, notamment dans celle contre les Haractas, près de Tébessa, où il eut un cheval tué sous lui, fut cité à l'ordre de l'armée, et reçut la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Voici en quels termes le commandant Mollière, du bataillon de tirailleurs, sollicita pour lui cette récompense :

« En proposant, ainsi que j'y étais autorisé, M. le lieutenant Bourbaki pour la décoration de la Légion d'honneur, je lui donne les notes suivantes :

« Jeune officier d'une haute intelligence et de la plus impétueuse bravoure, destiné à un bel avenir militaire ; a pris une part brillante aux actions en avant de la redoute du 62^e de ligne les 9 et 11 mai, en engageant à fond sa compagnie contre un ennemi décuple, avec une extrême hardiesse et beaucoup d'entente du terrain. Cité à l'ordre de l'armée le 16 mai 1840. »

Bourbaki eut encore un cheval tué sous lui dans une affaire entre Milah et Djemilah. Il reçut en même temps à la jambe gauche une blessure dont les suites faillirent l'emporter en 1867, et dont il souffre encore.

Un troisième bataillon de zouaves ayant été créé, le lieutenant alla reprendre sa place dans ce beau corps, et fut promu capitaine le 15 juin 1842. Il était donc, à vingt-six ans, capitaine et chevalier de la Légion d'honneur !

En 1844, on le nomma chef du bureau arabe de Blidah, avec mission de surveiller les essais de colonisation ten-

tés autour de Médéa, de Milianah et de Cherchell. L'année suivante, le roi l'appela près de lui en qualité d'officier d'ordonnance, mais au bout d'un mois le rendit au maréchal Bugeaud qui l'estimait d'une façon toute particulière. A son tour, le général Comman réclama le jeune capitaine comme chef d'état-major de la colonne d'Orléansville. Le 28 août 1846, Bourbaki devenait commandant du 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, et, le 27 septembre suivant, du bataillon de tirailleurs algériens de la province de Constantine.

Il ne tarda pas dans sa nouvelle situation à être adoré de ses officiers. On en jugera par le trait suivant.

Pendant une des expéditions que dirigea dans l'Aurès le colonel Canrobert, et auxquelles prit part le bataillon de tirailleurs, les capitaines se plaignirent d'un sous-lieutenant sorti à peine de Saint-Cyr, et qui, pour ses débuts, venait de montrer au feu la plus grande faiblesse. Le commandant n'avait pas eu occasion de vérifier le fait par lui-même, attendu que le bataillon avait été engagé compagnie par compagnie ; il répondit à ses officiers que l'accusation était bien grave, et les pria de le laisser diriger la suite de cette affaire.

Quelque temps après, le bataillon de tirailleurs prenait part au terrible siège de Zaatcha. Lancé un jour dans l'oasis, il cheminait péniblement dans l'inextricable fouillis formé par les jardins de palmiers, lorsqu'il se heurta à un mur crénelé d'où partait un feu des plus violents.

D'un rapide coup d'œil, Bourbaki jugea la situation ; il remarqua qu'une portion du mur crénelé s'infléchissait légèrement, et qu'à cet endroit existait un amoncellement de sable permettant à un assaillant résolu, d'atteindre le sommet du retranchement et de sauter au milieu des défenseurs.

Appelant alors le sous-lieutenant dont la bravoure était tenue en suspicion, il lui donna ordre de s'élancer à la tête de sa section vers le point où l'amoncellement du sable

rendait l'escalade possible, puis de tomber au milieu des Arabes, le prévenant qu'il allait le soutenir avec tout le reste du bataillon. Malgré une fusillade terrible, cet ordre fut brillamment exécuté par le jeune débutant, qui s'en vit féliciter devant tout le corps d'officiers.

« — Vous le voyez, dit ensuite Bourbaki aux capitaines, je suis plus sage que vous ; au lieu de perdre cet homme, nous en avons fait un brave de plus. »

Dans son rapport sur le siège de Zaatcha, le général Herbillon cita le commandant comme ayant fait preuve, à la tête de ses tirailleurs, d'une vigueur extraordinaire, et l'année suivante le proposa pour lieutenant-colonel. Ce grade fut donné à Bourbaki le 16 janvier 1850, et il passa au 3^e léger, à Besançon.

Moins d'un mois après, il retourna en Afrique comme lieutenant-colonel du régiment de zouaves ; puis, suivant le désir du général Pélistier, gouverneur par intérim de l'Algérie, il remplaça, le 24 décembre 1851, le colonel d'Aurelles de Paladines, promu général (1).

On raconte qu'avant de le proposer pour colonel, le général Pélistier, ce grand « bourru bienfaisant », lui demanda un jour à brûle-pourpoint s'il désirait monter en grade.

« — J'ai besoin de vous comme colonel du régiment de zouaves, lui dit-il, car trois mille zouaves et Bourbaki me donnent dix mille hommes. Si le ministre de la guerre accède à ma demande, vous serez bientôt colonel des zouaves. »

Chacun des trois bataillons de zouaves, en 1852, étant devenu le noyau d'un régiment, le 1^{er} bataillon, stationné dans la province d'Alger, forma le 1^{er} régiment, dont le commandement fut confié à Bourbaki.

Au 1^{er} zouaves, le jeune colonel fut adoré de ses officiers

(1) A trente-cinq ans, Bourbaki était donc colonel de l'illustre régiment qu'avaient commandé tour à tour Lamoricière, Cavaignac, Ladmirault, Canrobert, d'Aurelles de Paladines !

comme il l'avait été de ceux du bataillon de tirailleurs de la province de Constantine. Entrons dans quelques détails.

Un jeune sous-lieutenant, élève de Saint-Cyr, avait été détaché avec sa section dans un petit poste du sud de la province d'Alger. Non seulement il commandait, mais encore il administrait son détachement. Le malheureux avait quelques dettes ; pour les payer, il prit l'argent de la caisse, et paya les fournisseurs avec des *bons*. Mais ceux-ci ne tardèrent pas être présentés au capitaine-trésorier du régiment, et Bourbaki en fut prévenu.

Le colonel eut la générosité de rembourser ces *bons* de ses deniers personnels ; puis, ayant mandé le coupable devant lui, il lui déclara que, par considération pour son père, vieux militaire, il ne le traduirait pas devant un conseil de guerre pour détournement de fonds, mais qu'il le pria de donner sa démission. Ce qui fut fait sur l'heure.

Or, le sous-lieutenant démissionnaire n'avait que quatre années de service, deux à l'Ecole et deux au régiment ; en vertu de la loi de 1832, il devait donc encore trois ans à l'Etat. Bourbaki dut lui demander sur quel régiment il désirait être dirigé pour y terminer, comme simple soldat, le temps de service exigé par la loi.

Sans hésitation, l'ex-officier déclara qu'il choisissait le 1^{er} régiment de zouaves.

Etonné, le colonel voulut savoir s'il avait bien réfléchi à la situation qui lui serait faite au régiment ?

« — Oui, mon colonel, répondit le jeune homme ; c'est au 1^{er} zouaves que la faute a été commise ; c'est au 1^{er} zouaves et sous vos ordres que je dois chercher la réhabilitation. »

Bourbaki eut l'œil ouvert sur la conduite de l'ex-officier devenu simple soldat. Successivement il le nomma caporal et sous-officier, et, après la bataille de l'Alma, où il se comporta brillamment, le proposa pour sous-lieutenant.

Cette proposition fut agréée quelques jours après. Pour la deuxième fois, ce chef de corps aussi juste que bienveil-

lant et éclairé, rendait à l'armée un serviteur dont, par la suite, elle n'eut qu'à se glorifier.

Le 2 avril 1854, le colonel s'embarqua pour l'Orient avec deux bataillons de son régiment. Débarqué à Varna, il fut chargé d'appuyer le général Yusuf dans sa pointe au milieu de la Dobrutscha. Cette opération, comme on sait, fut arrêtée par le choléra ; après une marche inutile, pendant laquelle le terrible fléau frappa nos troupes sans exception, le 1^{er} zouaves, horriblement maltraité, rentra à Varna. La seule lettre que l'héroïque guerrier écrivit à M^{me} Bourbaki contenait ces simples mots :

« Moral toujours bon, du chagrin, pas de désespoir. »

Le 1^{er} zouaves quitta avec joie, le 1^{er} septembre 1854, cet enfer de Varna, pour s'embarquer à destination de Crimée.

Nous n'aimons pas les grands récits de bataille. Bornons-nous à dire qu'à celle de l'Alma le colonel Bourbaki exerçait le commandement de la 1^{re} brigade de la 1^{re} division, en remplacement du général Espinasse, malade du choléra. A la suite de cette journée, le maréchal de Saint-Arnaud adressa au ministre de la guerre un rapport dont nous détachons le passage suivant :

« Bourbaki est un Bayard ; il a été magnifique à la tête de ses zouaves. Quels officiers ! Quels soldats ! et que je me sens fier de les commander ! »

Le 14 octobre 1854, le colonel fut nommé général de brigade. Il n'avait que trente-huit ans !

Nous ne le suivrons pas à la bataille d'Inkermann, où il eut ses vêtements criblés de balles ; nous ne le montrerons pas davantage à l'assaut de Sébastopol. Le 22 septembre 1855, il devenait commandeur de la Légion d'honneur, et en mai 1856, rentrant en France, il était promu au commandement de la subdivision de la Gironde.

En 1857, le maréchal Randon réclama le général Bourbaki pour l'expédition de la grande Kabylie. A son tour, Mac-Mahon le demanda à Randon, pour lui confier le com-

mandement de la 1^{re} brigade de sa division. Bourbaki, comme nous l'avons vu, fut le héros du sanglant combat d'Ichériden. Nommé général de division le 12 août 1857, il reçut bientôt le commandement de la 7^e division territoriale à Besançon, puis celui de la 3^e division du 3^e corps d'armée qui, sous les ordres du maréchal Canrobert, s'acheminait vers la Lombardie.

Dans cette magnifique et courte campagne d'Italie, la division Bourbaki ne fut engagée ni à Magenta ni à Solferino. Au retour, le général reçut le commandement de la 5^e division territoriale, à Metz ; c'est de là qu'il fut envoyé en mission en Prusse. Il fit, sur les armes portatives se chargeant par la culasse, un magnifique rapport à la suite duquel le ministre prit parti contre le Comité d'artillerie, qui s'opposait à l'adoption du fusil Chassepot.

Nommé, en 1865, au commandement d'une division de la garde impériale, Bourbaki fut attaché, en 1869, comme aide de camp, à la personne de Napoléon III. Lorsque survint la guerre de 1870, l'empereur lui donna le choix entre le commandement du 1^{er} corps d'armée et celui de la garde impériale. Par une funeste inspiration, il opta pour la garde.

La partie heureuse de sa carrière militaire était terminée.

Jetons un voile sur les funèbres détails du siège de Metz. Un mot seulement.

Le 26 août, à midi, Bourbaki venait de déployer ses deux divisions, ayant comme soutien les 2^e (Frossard) et 3^e corps (Lebœuf). Il allait se porter en avant, quand un capitaine d'état-major vint lui dire, de la part du maréchal Bazaine, de ne pas continuer son mouvement.

« — Voici un bien mauvais présage, fit observer le général à son aide de camp, Leperche. On m'annonce tout à l'heure que le maréchal réunit à lui les commandants de corps d'armée, et l'on m'engage maintenant à ne plus bouger. Avez-vous remarqué combien chacun était triste ce matin, à l'état-major ? »

En arrivant le soir au château de Grimont, où Bazaine

avait établi son quartier-général, le général commandant la garde vit ses pressentiments se réaliser.

« — Vous êtes en retard, lui dit le maréchal ; mais je dois vous instruire de ce qui s'est passé. La question de savoir si l'armée restera à Metz, ou si elle prendra une autre position, a été posée à messieurs les commandants de corps d'armée qui, à l'unanimité, après l'avis donné par le général Coffinières, ont décidé qu'on resterait sous Metz. Etes-vous de cet avis ? »

Bourbaki déclara franchement qu'il était de l'opinion contraire, et qu'il croyait urgent de s'éloigner de Metz, afin de reprendre les communications avec la France. On lui fit remarquer que l'armée était sans vivres et sans cartouches. Le général eut un haut-le-corps, affirma qu'il jugeait cette assertion absolument exagérée, et finit par ajouter d'un air incrédule :

« — Il est évident que sans cartouches et sans vivres on ne peut rien faire. Même si ce malheur était démontré, je suis d'avis pourtant que nous avons assez de cartouches pour une ou deux batailles, et il est manifeste que dans ce cas il n'y a plus lieu de rester collé à Metz. »

Dès ce jour, Bourbaki ne dissimula pas à son entourage qu'au moment d'une capitulation qu'il jugeait inévitable, il se mettrait à la tête de la garde impériale pour tenter une trouée à travers les lignes ennemies, à l'exemple de la garde du premier empire. Bazaine, dûment informé, n'eut alors qu'une pensée : éloigner le général de Metz.

Le 24 septembre au soir, il le manda près de lui.

En arrivant, Bourbaki vit le maréchal se promenant dans le jardin avec un étranger. Il demanda au général Boyer quel était ce personnage.

« — Mais vous l'avez vu aux Tuileries ! lui fut-il répondu.

« — J'ai la mémoire des figures, si je n'ai pas celle des noms, répliqua l'ancien aide de camp de l'empereur ; ce monsieur m'est inconnu.

« — C'est M. Régnier », dit le général Boyer.

Bazaine, suivi de Régnier, vint à Bourbaki, et lui apprit que l'impératrice mandait auprès d'elle le maréchal Canrobert.

« — Seulement, ajouta-t-il, Canrobert est souffrant et ne peut partir ; vous partirez à sa place. »

Interdit, le général demanda un ordre écrit. Bazaine le traça aussitôt de sa main. Le voici dans toute sa perfidie.

ARMÉE DU RHIN

Cabinet du maréchal commandant en chef.

ORDRE

« Sa Majesté l'impératrice régente ayant mandé auprès de sa personne M. le général Bourbaki, commandant la garde impériale, cet officier général est *autorisé* à s'y rendre.

« *Le maréchal de France*
« *commandant en chef l'armée du Rhin,*

« MARÉCHAL BAZAINE.

« Metz, le 15 septembre 1870. »

Nous avons souligné à dessein le mot *autorisé* ; faisons de plus remarquer que le maréchal Bazaine se trompait sciemment, en mettant la date du 15 septembre au lieu de celle du 24.

Hâtons-nous ; toute cette histoire nous répugne.

L'impératrice fut fort étonnée de voir arriver le général (1) ; elle avait refusé de recevoir le sieur Régnier, dont elle connaissait vaguement les démarches. Elle ajouta qu'elle ne voulait pas entraver le gouvernement de la Défense nationale qui, somme toute, pouvait faire un miracle, en battant l'ennemi ou en traitant avec lui.

Bourbaki prévint aussitôt le ministre de la guerre de tout ce tripotage, en lui mandant exactement la situation dans laquelle il avait laissé l'armée de Metz à son départ. Puis il

(1) En Angleterre où elle s'était réfugiée.

se rendit à Luxembourg, où il ne tarda pas à acquérir la conviction que le prince Frédéric-Charles ne le laisserait jamais rentrer dans Metz.

Le gouvernement de la Défense nationale, par l'intermédiaire de notre ministre à Bruxelles, réclama Bourbaki ; ce ministre avait reçu de Tours la dépêche suivante : « Priez de la part du gouvernement, et dans l'intérêt de la patrie, le général Bourbaki de se rendre à Tours, où il sera admirablement reçu, et où il peut rendre les plus grands services à son pays. »

Au désespoir d'avoir été joué, le général alla où le devoir l'appelait. A Tours, on lui offrit le commandement de l'armée de la Loire, à peine en formation ; mais il venait d'être donné au général d'Aurelles de Paladines, son ancien colonel aux zouaves, dont il refusa de prendre la place.

Bourbaki demanda et obtint le commandement supérieur de la région du Nord. Il espérait encore pouvoir secourir plus ou moins cette malheureuse armée de Metz, où il avait laissé tout son cœur ; prévoyant les effroyables difficultés contre lesquelles il allait se heurter, il comparait les magnifiques troupes qu'il avait quittées, avec les armées d'enfants que le gouvernement de la Défense nationale lançait contre les vieilles bandes prussiennes.

En arrivant à Lille, le général, sans s'inquiéter des attaques dont il était l'objet au point de vue politique, se mit résolûment à l'œuvre. Ayant constaté que le nord avait été dépouillé de l'artillerie de ses places pour le service de Paris, ainsi que de l'artillerie de campagne, de ses chevaux, de ses artilleurs, de ses harnachements, de ses cadres de toute espèce, il se hâta de faire venir de Cherbourg des pièces de 30 de la marine, pour reconstituer l'armement des places fortes, et donna des ordres pour que chaque pièce de place et de côte fût armée à quatre cents coups ; il fit activer la fabrication des cartouches dont l'approvisionnement ne dépassait pas 800.000, acheta partout des couvertures et des ustensiles de campement, et ébaucha

l'organisation des premiers cadres de l'armée du Nord. Retenant autant qu'il le pouvait les évadés de Metz, il créa, avec un dépôt de 45 dragons, un demi-régiment de deux escadrons, et avec six dépôts de régiments, quatre brigades d'infanterie. A l'aide des secours en marins que lui fit passer l'amiral Fourichon, il put organiser cinq batteries d'artillerie.

Bourbaki se disposait à marcher sur Beauvais, quand il reçut l'ordre de se rendre à Nevers, pour être mis à la tête du 18^e corps d'armée. Sans récrimination, sans hésitation ni murmures, le général obéit comme il avait toujours su le faire (1).

Nous passerons sous silence les opérations qui eurent lieu dans le bassin de la moyenne Loire. MM. Gambetta et de Freycinet avaient d'abord songé à lancer les 15^e, 18^e et 20^e corps réunis, sous le commandement de Bourbaki, dans la direction de Fontainebleau ; ce projet fut heureusement abandonné aussi vite que conçu. On songea à une pointe dans la direction de Belfort.

On promit au général que l'armée de Garibaldi garderait son flanc gauche et ses derrières, que Besançon serait bondé de vivres, et que le cours de la Saône serait gardé par 100.000 mobiles et mobilisés.

Hélas ! aucun de ces engagements ne devait être tenu. Le gouvernement de la Défense nationale était pétri de bonnes intentions ; mais il promettait et ne pouvait tenir.

L'armée de l'Est, composée des 18^e corps (général Billot), 20^e corps (général Clinchant), 24^e corps (général Bressoles), et d'une petite réserve, sous les ordres du capitaine de frégate Pallu de la Barrière, mit douze jours pour aller à Chagny. La Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée n'avait pas été prévenue à temps, et la ligne Nevers-Chagny, ainsi que la ligne Moulins-Chagny, n'était qu'à une voie.

(1) A Tours, l'ancien commandant en chef apprit qu'il ne pouvait retourner dans le Nord, parce que sa présence y avait fait concevoir des méfiances politiques. Par amour pour son pays, le général accepta tout sans rien dire, et alla prendre le commandement du 18^e corps.

D'autres ont éloquentement tracé les lamentables péripéties de la campagne de l'Est (1).

Après Héricourt, Bourbaki, voyant qu'il n'y avait plus moyen d'atteindre Belfort, ordonna la retraite. Clinchant, consulté, déclara qu'il était déjà trop tard.

La retraite fut, en effet, horriblement pénible ; les souffrances de nos malheureuses troupes dépassèrent tout ce que l'on peut imaginer. Les hommes étaient épuisés par le froid, la faim, la fatigue : la démoralisation était à son comble. Les chevaux tombaient par centaines, et les soldats se précipitaient alors sur eux pour les déchiqeter et en manger la chair crue.

Quand Bourbaki réclamait un renseignement par le télégraphe, on lui répondait : « Renseignez-vous vous-même. » Le seul qui le prévint du mouvement tournant du général Manteuffel, mouvement que l'incapable Garibaldi ne soupçonna même pas, fut le préfet de la Côte-d'Or, M. Luce Villard ; et de Tours, on lui manda néanmoins de ne pas croire ce fonctionnaire, parce qu'il exagérait beaucoup la vérité. M. de Freycinet tançait vertement le général, pour n'avoir pas envoyé des forces importantes à Dôle et à Mouchard, où « il n'y avait pas 15.000 allemands. » Bourbaki haussa les épaules ; pourquoi, en effet, le délégué à la guerre n'avait-il pas tenu sa promesse de faire protéger le flanc gauche et les derrières de l'armée de l'Est ? Pourquoi laissait-il Garibaldi immobile à Dijon ? Où étaient les 100.000 mobiles et mobilisés qu'il avait promis d'échelonner le long de la Saône ? Où étaient les vivres dont il avait promis de bonder Besançon ? Avec une insistance comique, M. de Freycinet sommait le chef du 18^e corps de reconquérir « immédiatement et sans perdre une minute », les lignes de communications qu'il avait si « regrettablement perdues », et de prévenir la chute de Dijon que « tout l'héroïsme de Garibaldi » ne pourrait bientôt plus défendre.

(1) *La Loire et l'Est*, par le général Ambert.

Il n'est point besoin d'être militaire et initié aux choses du métier, pour être véritablement stupéfait d'un tel langage.

Le 24 janvier, alors qu'un cercle de fer s'était formé autour de l'armée de l'Est, M. de Freycinet ordonnait à Bourbaki de « prendre l'offensive. »

« — Prendre l'offensive ! dit amèrement le général, et avec quoi ? »

Il annonça qu'il se rapprochait de Pontarlier, la retraite n'étant possible que le long de la frontière suisse.

Et M. de Freycinet de lui télégraphier : « Faites une trouée. »

Ceux qui ont vu l'armée de l'Est à son entrée en Suisse, savent si cette trouée était possible, dans l'état où se trouvaient les hommes et les chevaux !

Quand le général vit ses troupes s'engager péniblement sur la route de Pontarlier, il se retourna vers M. d'Eichtal, un de ses aides de camp, et lui dit :

« — Notre mouvement ne pourra être exécuté en temps opportun, mon cher ami ; l'armée est perdue. »

Bourbaki avait déjà subi plusieurs accès de désespoir, notamment quand l'intendant était venu lui dire qu'à Besançon il n'y avait que pour cinq jours de vivres ; mais cette fois, la mesure était comble ; le soir, le héros de l'Alma et d'Ichériden se tira un coup de pistolet dans la tête.

Arrêtons-nous. Bornons-nous à mentionner une dépêche arrivée dans la nuit même, lorsque les médecins ne s'étaient pas encore prononcés sur les suites que pourrait avoir la tentative de suicide du général ; on lisait dans cette dépêche, signée Léon Gambetta :

« En face de vos hésitations et du manque de confiance que vous manifestez vous-même sur la direction d'une entreprise dont nous attendions de si grands résultats, je vous prie de remettre le commandement au général Clinchant..... »

Non, les vrais coupables n'étaient pas ceux qui faisaient

face à l'ennemi et qui manquaient de tout ; les vrais coupables étaient ceux qui, avec les meilleures intentions du monde, nous le voulons bien, prescrivait à distance, du fond d'un cabinet bien chauffé, des mouvements impossibles, des opérations insensées.

Au mois de juin 1871, Bourbaki, à peine remis de sa blessure, fut placé à la tête du 6^e corps d'armée provisoire, et du gouvernement de Lyon.

C'était une réparation.

En 1875, le 6^e corps d'armée devint le 14^e. Bourbaki fut relevé de son commandement en février 1879, et mis en disponibilité.

Le 22 avril 1881, il a été admis dans le cadre de réserve. Pourtant il a commandé en chef devant l'ennemi. Au sujet de cette mesure, le maréchal Canrobert a résumé ainsi qu'il suit l'opinion de cette fraction de l'armée qui fait passer la France avant tout : « Je fais appel à toute ma philosophie d'honnête soldat et au souvenir du traitement que la République d'Athènes infligea à Miltiade, à Aristide et à Thémistocle ! »

CHAPITRE IV

SOMMAIRE

Voyage de Napoléon III en Algérie. Bou-Farîk, Médéa, Biskra. La légende d'El Kantara. — L'empereur chez les Trappistes. Histoire de la Trappe de Staouéli. Soult, Bugeaud, Dom François Régis. Colonisation par les moines travailleurs. — Les Trappistes et les généraux d'Afrique. Yusuf, Pélissier. — La famine de 1867-1868. M. Rouher. Horreurs. Scènes d'anthropophagie. Les chefs arabes. Les secours. La mortalité. Les orphelins arabes et l'archevêque d'Alger. — L'agriculture indigène en Algérie. L'eau. Les barrages du Hodna. La terre *arch* et la terre *azel*. Les travaux hydrauliques des Romains et les chauves-souris microscopiques. — Apaisement de l'insurrection des Ouled Sidi Cheikh. Si el Ala et le colonel de Sonis. Expédition du général de Wimpffen au Maroc. Le lieutenant de Rodellec et Si Larbi. Khenatza et Aïn-Chaïr. — Départ de l'armée d'Afrique pour la guerre de 1870. Le maréchal de Mac-Mahon. Les Mac-Mahon d'Irlande. Mouzaïa et Constantine, Malakoff et Magenta. Reichshoffen ; les responsabilités. La guerre civile. Le septennat. Mac-Mahon et la loi de sûreté générale. Un fondateur de la République malgré lui.

I

Les députations que les colons algériens envoyèrent aux Tuileries pour protester contre le sénatus-consulte (1) ne furent point reçues ; les innombrables pétitions qu'ils adressèrent soit à l'empereur, soit au Parlement, ne furent pas même lues. Aussi, en 1864, les colons avaient fini par désespérer, et certes, les angoisses provoquées par la terrible insurrection des Ouled Sidi Cheikh n'étaient pas de nature à les calmer.

(1) De 1863.



NAPOLÉON III



Mais au commencement de 1865, le bruit se répandit que Napoléon III viendrait en Algérie, désirant se rendre compte de la vraie situation.

Pendant plusieurs mois, son voyage fut annoncé, puis démenti. Enfin, le *Moniteur universel* du 30 avril vint exciter une immense joie d'un bout à l'autre de la colonie ; dans sa partie officielle, il publiait des lettres-patentes conférant la régence à l'impératrice, et, dans sa partie non officielle, annonçait le départ du souverain.

L'empereur arriva à Alger le 3 mai 1865, sur le yacht *l'Aigle*, escorté par la flotte cuirassée, sous le commandement supérieur du vice-amiral comte Bouët-Villaumez ; cette flotte se composait des cuirassés *Solférino*, *Provence*, *Couronne*, *Normandie*, *Gloire* et *Invincible*.

Dans une proclamation adressée aux habitants de l'Algérie, Napoléon III leur promit que de meilleurs jours allaient luire pour eux. Il ajouta ces mots significatifs, qui montrent combien la chimère du royaume arabe, qu'il croyait avoir fondé au moyen du fatal sénatus-consulte, était enracinée dans son esprit : « Les Arabes, contenus et éclairés sur nos intentions bienveillantes, ne pourront plus troubler la tranquillité du pays. »

Hélas ! combien il était loin de compte et combien peu il connaissait les Arabes ! Précisément au lendemain de la promulgation de ce sénatus-consulte, dont les arabophiles attendaient les effets les plus surprenants, l'Algérie entraît en pleine insurrection. Et depuis 1865, que de troubles l'ont désolée, en 1871, en 1876, en 1879, en 1882 !

La proclamation suivante fut alors adressée au peuple arabe. La voici *in-extenso* :

« Lorsqu'il y a trente-cinq ans, la France a mis le pied sur le sol africain, elle n'est pas venue détruire la nationalité d'un peuple, mais, au contraire, affranchir ce peuple d'une oppression séculaire ; elle a remplacé la domination turque par un gouvernement plus doux, plus juste, plus éclairé. Néanmoins, pendant les premières années, impatients de

toute suprématie étrangère, vous avez combattu vos libérateurs. Loin de moi la pensée de vous en faire un crime ; j'honore, au contraire, le sentiment de dignité guerrière qui vous a portés, avant de vous soumettre, à invoquer par les armes le *jugement de Dieu*. Mais Dieu a prononcé ; reconnaissez donc les décrets de la Providence qui, dans ses desseins mystérieux, nous conduit souvent au bien en décevant nos espérances et en trompant nos efforts. Comme vous, il y a vingt siècles, nos ancêtres ont résisté avec courage à une invasion étrangère, et cependant de leur défaite date leur régénération. Les Gaulois vaincus se sont assimilés aux Romains vainqueurs, et de l'union forcée entre les vertus contraires de deux civilisations opposées est née, avec le temps, cette nationalité française qui, à son tour, a répandu ses idées dans le monde entier. Qui sait si un jour ne viendra pas où la race arabe, régénérée et confondue avec la race française, ne retrouvera pas une puissante individualité, semblable à celle qui, pendant des siècles, l'a rendue maîtresse des rivages méridionaux de la Méditerranée ?

« Acceptez donc les faits accomplis. Votre prophète le dit : *Dieu donne le pouvoir à qui il veut* (chap. II, de la vache, verset 268). Or, ce pouvoir, *que je tiens de lui*, je veux l'exercer dans votre intérêt et pour votre bien. Vous connaissez mes intentions : j'ai irrévocablement assuré dans vos mains la propriété des terres que vous occupez ; j'ai honoré vos chefs, respecté votre religion ; je veux augmenter votre bien-être, vous faire participer de plus en plus à l'administration de votre pays comme aux bienfaits de la civilisation ; mais c'est à la condition que, de votre côté, vous respecterez ceux qui représentent mon autorité. Dites à vos frères égarés que tenter de nouvelles insurrections serait fatal pour eux. Deux millions d'Arabes ne sauraient résister à quarante millions de Français ; une lutte d'un contre vingt est insensée ! Vous m'avez d'ailleurs prêté serment, et votre conscience, comme votre livre

sacré, vous obligent à garder religieusement vos engagements (chap. ix, *du repentir*, verset 4).

« Je remercie la grande majorité d'entre vous, dont la fidélité n'a pas été ébranlée par les conseils perfides du fanatisme et de l'ignorance. Vous avez compris qu'étant votre souverain, je suis votre protecteur ; tous ceux qui vivent sous nos lois ont également droit à ma sollicitude. Déjà de grands souvenirs et de puissants intérêts vous unissent à la mère-patrie ; depuis dix ans, vous avez partagé la gloire de nos armes, et vos fils ont dignement combattu à côté des nôtres en Crimée, en Italie, en Chine, au Mexique. Les liens formés sur le champ de bataille sont indissolubles, et vous avez appris à connaître ce que nous valons comme amis et comme ennemis. Ayez donc confiance dans vos destinées, puisqu'elles sont unies à celles de la France, et reconnaissez avec le Coran que *celui que Dieu dirige est bien dirigé* (chapitre vii, *El Araf*, verset 177).

« Alger, le 5 mai 1865.

« NAPOLÉON. »

Cette proclamation fut de nul effet. C'est ainsi que l'on eût pu parler aux habitants de la Savoie, si, par hasard, ils s'étaient insurgés contre la domination française ; mais il n'en va pas de même avec les Arabes. Ceux-ci ne comprirent absolument rien au langage impérial.

Ne nous transformons pas en historiographe, et négligeons les détails de ce voyage dans les trois provinces de l'Algérie. Disons seulement, pour faire la synthèse de l'enquête entreprise dans notre grande colonie par le souverain, qu'il convient d'en résumer les résultats les plus saillants dans ces trois noms : Boufarik, Médéa, Biskra, représentant eux-mêmes trois races : la race européenne immigrante, la race arabe, la race berbère, habitant les trois régions parallèles du Tell, des Haux-Plateaux, du Sah'ra.

A Boufarik, l'empereur se trouva en face de la colonisation triomphante, représentée par l'Européen vainqueur

de la fièvre et du palmier-nain, fier de ses succès et s'admirant dans son œuvre féconde.

Impossible de mieux parler que ne le fit le maire de Boufarik en recevant Napoléon III :

« Sire, dit-il, en 1835, la Société de colonisation offrait un prix à celui qui oserait se rendre au marché arabe de Boufarik.

« Boufarik n'était alors qu'un vaste marais infect.

« En 1865, nous avons l'honneur de recevoir Votre Majesté à Boufarik, au milieu d'une oasis riante et fleurie, couverte de magnifiques récoltes, de riches cultures, et en face du premier établissement industriel vraiment sérieux qui se soit encore assis dans notre colonie.

« Votre visite, sire, pour les hardis colons qui ont réalisé cette métamorphose pénible, est une suprême espérance, une garantie certaine de l'avenir.

« Je suis heureux, etc. »

L'empereur était à Boufarik au milieu de milliers de colons, ouvriers de la première heure, glorieux survivants d'une armée de pionniers morts à la peine, et dont les ossements blanchissaient sur l'emplacement des marais desséchés.

Boufarik, où s'élève (1) la statue de l'héroïque sergent Blandan, est une magnifique affirmation des forces vives de la colonisation algérienne. Ce merveilleux bijou est enchâssé dans une plaine verdoyante, émergeant, avec ses luxuriantes plantations, du fond d'un marais jadis empesté ; cette délicieuse petite cité est à 34 kilomètres d'Alger, et elle compte 5.000 habitants. Ancienne nécropole des colons, devenue le centre le plus important de la plaine de la Mitidja, elle est renommée maintenant par sa remarquable salubrité ; on y envoie de nos jours des convalescents.

A Médéa, l'empereur ne vit presque pas de colons, mais plusieurs milliers d'Arabes. Ce fut quelque chose de fantastique que le défilé des goums, des spahis avec leurs larges

(1) Nous anticipons ; la statue sera inaugurée en avril 1887.

manteaux rouges, des caïds aux grands manteaux écarlates. Montés sur leurs magnifiques chevaux caparaçonnés de housses éclatantes, précédés de leur musique criarde, les goums de l'ancien beylick de Titteri passèrent comme un torrent sous la fenêtre d'où Napoléon III les regardait. Des clameurs étranges, des cris gutturaux sortaient de la foule pressée des Arabes, immense vague humaine aux flots multipliés. Toutes les chimères du royaume arabe durent plus que jamais s'agiter dans l'esprit du souverain, toutes sortes de plans fantastiques durent être ébauchés en un instant par cette nature rêveuse, pour la régénération de ce peuple de guerriers, amoureux de la poudre et du bruit des armes, accessible aux plus redoutables passions, susceptible de tous les entraînements ; héros aujourd'hui, assassin demain.

Suivons l'empereur à El Kantara, à Foum-ez-Sah'ra (*la bouche du désert*), ainsi dénommée par les indigènes. On sait qu'El Kantara (le pont) se présente sous l'aspect d'une étroite coupure verticale, dans un prodigieux entassement de rochers d'une hauteur énorme ; un cours d'eau, qui fertilise trente mille palmiers, s'ouvre un passage par cette déchirure de la montagne. Quand on a traversé le vieux pont romain, on se trouve brusquement transporté dans la région des oasis dont on voit surgir sous ses pieds, au débouché du défilé, un des plus luxuriants échantillons.

Le souverain fit halte à El Kantara. Le repas était terminé, et, depuis longtemps, les chefs arabes réunis autour de sa personne avaient absorbé le café qui leur avait été offert. Napoléon demeurait pensif, et son regard se perdait dans le merveilleux décor qui se déroulait à ses pieds. Un caïd (1) osa rompre le silence, pour demander à Sa Majesté la permission de lui raconter la légende d'El Kantara. Sur un signe d'acquiescement, il fit le récit suivant, fidèlement traduit par l'interprète, avec toute sa saveur orientale :

(1) Celui des Ouled-Ali-ben-Sabor.

« A l'époque où les cohortes victorieuses des musulmans, précédées par les mêmes anges noirs armés de glaives de feu qui avaient chassé Adam et Eve du paradis terrestre, quittaient le désert pour marcher à la conquête du Tell, un guerrier, grièvement blessé, fut laissé par les Djouads (chefs nobles) aux pieds des rochers d'El Kantara sous la garde d'un ange noir.

« Le soldat fut bientôt dévoré par la soif. Il se tourna vers l'esclave de Dieu :

« — A boire, lui dit-il.

« L'ange se tourna vers la montagne, étendit son bras armé de l'épée infernale, dont la lame s'allongea jusqu'au sommet de la montagne, et la trancha violemment sur deux lignes parallèles. L'eau, captive de l'autre côté de la montagne, se précipita à travers la coupure qui venait d'être faite ; l'ange alors plongea dans l'eau limpide sa main qui se creusa comme un vase profond : le guerrier blessé étancha sa soif et s'endormit instantanément.

« Quand il s'éveilla, il se tourna vers l'ange et lui dit :

« — J'ai faim.

« L'esclave du Dieu Très-Haut nivela la terre d'un coup de son épée de feu, et, par la volonté de Dieu, l'oasis d'El Kantara surgit avec ses dattiers, ses pêchers, ses abricotiers, ses figuiers, ses vignes. Le palmier qui se dressa le plus près du blessé se pencha vers lui, et il put, en allongeant le bras, cueillir des dattes dorées. C'est ainsi que Dieu pourvut aux besoins d'un défenseur de la foi. Le guerrier rétabli convertit à la croyance de Mahomet les Berbères de la contrée avec lesquels il s'allia, et sa postérité peupla l'oasis. Quant à l'ange noir, Dieu le rappela à lui ; il dort dans un coin inconnu de l'oasis, et il ne se réveillera que lorsque la foi en danger exigera la fermeture du col d'El Kantara. »

Le narrateur était engagé dans son récit, et l'empereur l'écoutait avec attention, ainsi que son entourage, lorsque la petite fille d'un colon (un certain Bertrand, gardien du caravansérail) se faufila jusqu'auprès de Napoléon.

« — Que désires-tu, mon enfant ? Veux-tu de l'argent ?

« — Merci, monsieur l'empereur, répondit la petite fille avec aplomb, j'en ai. »

Et la pauvre enfant exhiba gravement un vieux porte-monnaie, duquel elle fit triomphalement sortir une pièce de deux sous.

L'empereur lui prit le porte-monnaie des mains, et lui dit :

« — Attends, je vais te donner deux petits sous. »

Et il lui glissa dans la bourse deux pièces d'or toutes neuves ; la fillette dit sans embarras :

« — Merci, monsieur l'empereur. »

Le voyage de Napoléon à Biskra devait faire résoudre plus tard une question militaire, celle de l'occupation des points extrêmes du sud.

Du col de Sfa, à huit kilomètres de Biskra, on découvre un panorama incomparable, le Sah'ra, avec ses oasis d'un vert sombre qui se détachent sur la couleur uniforme du désert. Le désert est une peau de panthère, disent les indigènes ; le désert, plaine immense dont le regard songe vainement à percer les profondeurs, et dont les rares ondulations provoquent des jeux de lumière d'un effet merveilleux.

Quand l'empereur parcourut l'oasis, on remarqua qu'une foule d'improvisateurs arabes s'étaient donné rendez-vous à Biskra ; ces bardes berbères, avec leurs instruments primitifs, chantaient les louanges du grand sultan des Français. Autour d'eux se pressaient les femmes des Ouled-Naïl, au visage bizarrement tatoué, au costume étrange ; avec des battements de mains cadencés, elles accompagnaient le chanteur, l'interrompant parfois par de stridents *you ! you !*

Le soir, Napoléon III monta sur la terrasse de la caserne d'où l'on aperçoit le désert dans toute sa beauté. Touristes qui visitez Biskra, n'oubliez pas de monter sur la terrasse de la caserne ! Bien mieux que du haut du col de Sfa, vous verrez la mer de sable s'étendre à perte de vue ; le meilleur moment est le coucher du soleil. Le ciel embrasé se revêt

d'une splendeur indéfinissable qui contraste avec la teinte grise du sol, et la lumineuse transparence de l'atmosphère recule à l'infini les bornes de l'horizon.

Le chef de l'Etat ne voulut pas quitter l'Algérie sans dire adieu à l'armée. Trois colonnes expéditionnaient dans la région des Babors en petite Kabylie; elles interrompirent leurs opérations pour venir se masser à Bougie, où l'empereur, toujours escorté par la flotte cuirassée, vint débarquer le 7 juin et les passa en revue sur les rives de la Summam, au bord de la mer. Le décor était véritablement merveilleux; le corps expéditionnaire s'allongeait dans une plaine boisée surplombée de hautes montagnes, et en face la flotte cuirassée était ancrée dans la magnifique baie de Bougie. Grâce à la transparence de l'atmosphère, on eût dit que les deux panoramas, celui de la terre et celui de la mer, se confondaient. Emerveillé de ce spectacle féerique, chaque soldat, chaque marin emporta de Bougie un heureux et ineffaçable souvenir.

Nous sommes de ceux-là.

L'armée d'Afrique fut remerciée des services qu'elle avait rendus au pays par la proclamation suivante :

« Soldats de l'armée d'Afrique!

« Je veux, avant de retourner en France, venir vous
« remercier de vos travaux et de vos fatigues. En visitant
« tous ces lieux paisibles aujourd'hui, mais témoins, depuis
« trente-cinq ans, de luttes héroïques, j'ai ressenti une vive
« émotion. Sur cette terre, conquise par vos devanciers et
« par vous, se sont formés ces généraux illustres et ces
« soldats intrépides qui ont porté nos aigles glorieuses dans
« toutes les parties du monde.

« L'Afrique a été une grande école pour l'éducation du
« soldat; il y a acquis ces mâles vertus qui font la gloire des
« armées et sont les plus fermes appuis d'un empire. En
« apprenant à affronter le danger et à supporter les priva-
« tions, à mettre l'honneur et le devoir au-dessus de toutes
« les jouissances matérielles, il a senti son âme s'ouvrir à

« tous les nobles sentiments; aussi jamais dans vos rangs
« la colère n'a survécu à la lutte; parmi vous aucune haine
« contre l'ennemi vaincu, aucun désir de s'enrichir de ses
« dépouilles; vous êtes les premiers à tendre aux Arabes
« égarés une main amie et à vouloir qu'ils soient traités
« avec générosité et justice, comme faisant partie désor-
« mais de la grande famille française.

« Honneur soit donc rendu à ceux qui ont versé leur sang
« sur cette terre, dont la possession, depuis tant de siècles,
« a été disputée par tant de races différentes!

« Soldats de Staouëli, de Mouzaïa, de Constantine, de
« Mazagran, d'Isly, de Zaatcha, comme vous tous qui venez
« de combattre dans les plaines arides du désert ou sur les
« cîmes presque inaccessibles de la Kabylie, vous avez bien
« mérité de la Patrie et par ma voix la France vous
« remercie. »

Napoléon III retourna en France dès la revue de Bougie. Il avait pu constater avec satisfaction les progrès accomplis, et s'était même transporté à la Trappe, désirant vérifier lui-même si le maréchal Bugeaud avait dit vrai en prédisant le plus bel avenir à l'œuvre de colonisation entreprise par les moines de Staouëli. On avait d'ailleurs rappelé au souverain ces mots du baron Dupin écrivant au maire d'Alger : « Vos cent cénobites ont réalisé des merveilles..... Il ne s'agit plus de renouveler dans les thébaïdes l'ascétisme des contemplations inoccupées, mais d'ajouter à la prière les miracles du travail, appliqués à la nourriture des pauvres et des malheureux. »

Les Trappistes de Staouëli furent seulement avertis la veille de la visite de l'empereur. En quelques heures, ils garnirent la grande avenue conduisant au monastère d'orangers en fleurs, de lauriers-roses, de géraniums et de palmiers. Des guirlandes de fleurs coururent à travers le feuillage des arbres, et deux arcs de triomphe de verdure, pavoisés de drapeaux tricolores, s'élevèrent sur l'allée extérieure et à l'entrée principale. Une plantation de lau-

riers-roses fut simulée à droite et à gauche de la route que devait suivre le souverain.

Nous faisons grâce à nos lecteurs des détails de la réception. Rappelons seulement que Napoléon, s'étant informé du nombre des religieux de la communauté, apprit avec étonnement que parmi eux figuraient beaucoup d'anciens soldats, dont au moins une douzaine avaient appartenu à la garde impériale. Le général Fleury reconnut un de ses anciens guides (1), du nom et de la descendance de Godefroy de Bouillon; il était frère commissionnaire et faisait les courses à Alger. L'empereur se fit présenter cet ancien militaire converti, lui demanda s'il était satisfait d'être à la Trappe, et parut surpris de la réponse affirmative qui lui fut faite; il l'aurait été bien davantage s'il eût entendu la conversation du général Fleury avec son ancien soldat, un instant auparavant.

« — Comment, dit le général, vous est venue l'idée d'entrer à la Trappe? Je ne me serais jamais douté que du régiment des guides on passât dans le cloître. Ce n'est certainement pas moi qui vous ai inspiré cette vocation!

« — Je vous demande pardon, mon général, c'est vous qui me l'avez donnée.

« — Comment moi! et comment cela?

« — Vous m'avez si bien appris à obéir, que la discipline du cloître ne m'a pas paru au-dessus de mes forces. »

Au réfectoire on présenta à l'empereur les mets de la communauté : c'était ce jour-là du riz et une soupe au sel et à l'eau.

« — Monseigneur, dit malicieusement le souverain en se tournant vers l'évêque d'Alger, en avez-vous goûté? »

La réponse du prélat, réponse muette, fut extrêmement spirituelle. Il se borna à lever les yeux sur une sentence accrochée au mur d'en face et ainsi conçue :

Goûtez les choses d'en haut, et non celles de la terre.

(1) Les hussards de la garde impériale s'appelaient *guides*.

Les visiteurs furent émerveillés en parcourant les alentours du monastère. A la ferme, les Pères avaient retenu tous les troupeaux qui comprenaient 115 bœufs, vaches ou génisses, 400 moutons mérinos, 400 porcs, 16 chevaux ou mulets, et 52 chèvres d'Angora donnant le cachemire. Dans une vaste garenne on voyait une armée de lapins et dans une grande basse-cour piaillaient d'innombrables volailles ; le rucher contenait plus de 200 ruches. Les ateliers organisés par les Religieux consistaient en forge, ferblanterie, charonnage, menuiserie, tannerie, cordonnerie, bourrellerie, distillerie de 9 alambics pour les essences et les alcools. On voyait une pharmacie avec un appareil pour la distillation des plantes pharmaceutiques, un atelier de peinture, une magnanerie, un atelier de tourneur, un atelier de reliure, une buanderie, une boulangerie, une laiterie, une fromagerie. La tonnellerie était à proximité des caves qui étaient au nombre de trois, dont l'une avait 65 mètres de long sur 12 de large, et qui recevaient annuellement 1.500 hectolitres de vin blanc et rouge, produit de 50 hectares de vigne.

Aujourd'hui, après vingt ans, il est inouï de constater ce que la culture de la vigne a produit entre les mains des moines travailleurs.

Lors de la visite de l'empereur en 1865, toutes les bâtisses de Staouëli étaient à peu près terminées. Outre les ateliers dont nous venons d'exposer la nomenclature, l'abbaye possédait plusieurs moulins ; elle avait son monastère, ses cloîtres, sa chapelle, son hôtellerie, et un mur d'enceinte. On avait concédé aux Trappistes 1.000 hectares ; 500 étaient défrichés et en plein rapport, et 100 prêts à l'être. Tel était le résultat de vingt années de travail. Depuis cette époque, les terres qui n'ont pas été jugées susceptibles de culture ont été complantées d'arbres d'essence forestière ou abandonnées à la vaine pâture.

Les Pères ont des jardins immenses, des vergers, et cinq orangeries donnant annuellement plus de 200.000

oranges. Les jardins et les vergers sont constamment irrigués, grâce à quatre grands bassins alimentés par quatre puits noria. Un autre bassin reçoit les eaux d'une ancienne fontaine romaine. Les Religieux, comme on le voit, ont utilisé un des travaux hydrauliques entrepris par les premiers colonisateurs. Si on avait procédé de la sorte depuis trente ou quarante ans, la colonie serait autrement prospère qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Les Trappistes ont pratiqué avec avantage sur leurs terres, et partout où c'était possible, la difficile opération du drainage. On sait que l'eau est un trésor pour l'Algérie. Toutes les propriétés des colons devraient être sillonnées, comme à Staouëli, de canaux d'irrigation en maçonnerie, sinon de conduits en terre, en plomb ou en fonte.

II

Notre intention n'est pas d'ajouter un chapitre aux annales de Cîteaux, et de décrire les mœurs des Trappistes ; mais comme historien nous devons rappeler ici un épisode important de la colonisation officielle de l'Algérie.

Après la rupture du traité de la Tafna, avant l'arrivée du général Bugeaud, on se demandait anxieusement quel allait être l'avenir de notre grande colonie africaine. Resterait-elle un champ de bataille et les sacrifices déjà consentis pour elle étaient-ils destinés à devenir stériles ?

Alors se produisit un immense déploiement de bonne volonté. Bien des systèmes furent mis en avant, et il y aurait véritablement injustice de notre part à passer sous silence les services rendus à la colonisation par des moines laboureurs qui furent de remarquables colons et de vigoureux pionniers de la civilisation. M. de Corcelles, un député catholique, après un séjour de plusieurs mois en Algérie se demanda pourquoi tant d'expériences avaient si malheu-

reusement échoué, et osa déclarer qu'il fallait « introduire une goutte de sainteté dans la caverne africaine. »

Avec la compétence que lui donnait une certaine connaissance du pays, il rédigea un Mémoire à l'adresse de M. Villemain, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Soult-Guizot. « Le clergé, disait M. de Corcelles, me paraît appelé à jouer un grand rôle en Algérie; il a réussi auprès de l'armée, auprès de beaucoup de colons, de ceux surtout qui viennent de l'Europe méridionale, et qu'il est très heureux de voir se rattacher par ce lien à leur patrie d'adoption (1). Les Arabes eux-mêmes lui rendent hommage. »

Et plus loin :

« La colonie cessera d'être française si elle n'est chrétienne. Sous ce rapport, l'introduction d'une congrégation religieuse dans les cultures de l'Algérie serait assurément très salulaire. Les Trappistes, par exemple, apporteraient là une expérience agricole fort précieuse, et surtout des exemples de sainteté de nature à émouvoir vivement l'imagination des indigènes qui, à travers les vices de l'islamisme, ont pourtant un respect particulier pour les hommes revêtus d'un caractère religieux, et surtout pour les prêtres catholiques dont la vie est bienfaisante, et dont la mission serait de les réduire par de telles armes. »

Toutes les opinions sont respectables aux yeux de celui qui se place au-dessus des petites passions de notre temps et qui prend la liberté, la liberté d'opinion surtout, dans son acception la plus large. Nous dont le but est de rendre justice à tous ceux qui ont apporté leur petite pierre à notre magnifique établissement dans l'Afrique du nord, nous croirions manquer à nos devoirs d'impartialité en négligeant d'exposer le résultat des démarches de M. de Corcelles et l'installation des Trappistes à Staouëli.

Le maréchal Soult, dans sa tolérance éclairée, ne repoussa

(1) Ne dirait-on pas que ces lignes ont été écrites pour justifier d'avance l'œuvre de Mgr Laviege, en Algérie et en Tunisie?

pas en principe le projet que lui soumettait M. de Corcelles et fit nommer une commission de pairs et de députés, avec la charge d'étudier la question algérienne et les moyens de coloniser par l'intermédiaire des congrégations religieuses.

Sur ces entrefaites, le curé de Constantine, l'abbé Landmann, vint en France demander au Supérieur des Trappistes s'il ne consentirait pas à envoyer une partie de ses moines en Algérie, avec mission d'y fonder une maison. Le Supérieur répondit qu'il y avait déjà songé, et autorisa son interlocuteur à le faire savoir à M. de Corcelles qui, sans perdre un moment, en parla au ministre de la guerre.

« — Ecrivez au Supérieur des Trappistes, répondit Soult, que, s'il veut établir une ferme dans la colonie, le gouvernement lui donnera des terres dans la partie la plus fertile et la mieux protégée, et favorisera son entreprise par toutes les ressources à sa disposition. Je désire qu'il m'adresse promptement un rapport à ce sujet. »

Quelques-uns de nos lecteurs croiront naïvement qu'après cet acquiescement du maréchal, les choses marchèrent rondement. Hélas ! ils sont loin de compte et n'ont pas une idée suffisante des imperfections de cette administration que l'Europe persiste à ne pas nous envier.

M. de Corcelles se mit en relation avec le R. P. Pierre Hercelin, en religion Dom Joseph-Marie, abbé de la Grande-Trappe à Aiguebelle. Dom Joseph-Marie promit aussitôt d'aller en personne, avec un de ses Frères, visiter l'Algérie afin d'examiner sur les lieux s'il était possible de réaliser l'apostolat d'un genre nouveau auquel on le conviait. De son côté Soult accorda le passage gratuit aux deux explorateurs, leur donna une lettre de recommandation pour le général Bugeaud, gouverneur de la colonie, prescrivit au comte Guyot, directeur de l'intérieur à Alger, de mettre à la disposition des Religieux l'escorte nécessaire à leur sûreté, et l'engagea au surplus à les entourer de tous les renseignements que pourraient fournir les employés

du cadastre sur la valeur des emplacements qu'ils choisiraient.

Le P. Pierre Hercelin s'embarqua peu de jours après avec Dom Orcise, religieux d'Aiguebelle. Les deux moines visitèrent les provinces d'Alger et de Constantine, et la fertilité merveilleuse de la terre d'Afrique, ses magnificences de végétation les éblouirent. Absolument convaincus de l'immense avenir réservé à notre grande colonie transmédierranéenne, persuadés que les visages pâles et fiévreux en disparaîtraient dès les premiers défrichements, et que le sol n'était insalubre que parce que l'incurable paresse orientale y avait provoqué la destruction des travaux d'assainissement faits par les Romains et la dévastation systématique de cet ancien grenier de Rome, ils résolurent d'établir une maison de Trappistes dans les environs de Bône.

Quand les deux voyageurs rentrèrent en France, en juillet 1842, il semblait que l'utile projet d'une colonie à établir en Afrique par la main des moines dût se réaliser sur l'heure. Il n'en fut rien. Après plusieurs mois, l'administration déclara qu'ayant obtenu des renseignements opposés à ceux qu'avait recueillis Dom Hercelin, elle n'approuvait pas le choix de la plaine de Bou-Hadjar dans la subdivision de Bône pour l'établissement de la Trappe africaine. Puis elle réclama : 1° l'état nominatif et détaillé du personnel de la fondation projetée ; 2° le chiffre des ressources dont disposait l'Abbé, et 3° l'énoncé des projets de culture qu'il avait conçus.

Dom Hercelin fournit un rapport donnant le nom de quarante-cinq Religieux, déclarant que l'avoir de la future communauté s'élevait à vingt mille francs, et spécifiant que les futurs colons feraient de l'agriculture en grand et s'efforceraient de grouper autour d'eux les familles européennes et arabes qui voudraient partager leurs travaux et profiter de leurs exemples. Ce rapport se terminait ainsi : « Les moines de Cîteaux ont défriché les déserts de la France et hâté l'œuvre de la civilisation. L'histoire qui raconte les

prodiges qu'ils ont accomplis nous donne la confiance que nous serons comme eux utiles à notre patrie en priant et en travaillant pour elle. »

Ce patriotique langage obtint un véritable succès au ministère de la guerre. Mais les bureaux présentèrent une nouvelle exigence ; le Supérieur de la Trappe fut invité à envoyer à Alger une personne de confiance pour s'entendre avec le Directeur de l'Algérie sur la nature, la qualité et l'emplacement des terrains qui devaient être concédés. Dom Hercelin désigna le P. Gabriel (Le Tertre de Mayence) porté sur son état nominatif comme économiste et directeur des travaux.

Pendant que ce dernier, accompagné d'un Frère convers, entreprenait son voyage, un revirement se produisit. M. Melcion d'Arc, directeur des affaires d'Algérie au ministère de la guerre, déclara qu'on ne pouvait rien pour nos moines, et éluda toutes les questions qui lui furent faites. On apprit alors qu'une maison de Trappistes, située dans le diocèse de Besançon, avait demandé des secours au gouvernement. Grand émoi dans les sphères ministérielles ; le ministre des cultes avait conclu que la chose était impossible pour une congrégation non autorisée. Son collègue de la guerre ayant répliqué qu'il n'envoyait pas à Alger des congréganistes, mais des colons de la meilleure espèce, des colons qui ne parlent pas mais qui agissent, M. Villemain répondit : « Les populations s'effraient de voir les maisons de la Trappe faire effort pour se multiplier partout. »

Comme tous les présidents de conseil, le maréchal Soult redoutait les orages parlementaires. On résolut dès lors de laisser à l'administration coloniale l'initiative de toutes les faveurs promises depuis plus d'un an. C'était renvoyer la balle à M. Melcion d'Arc, qui se déroba à son tour en engageant M. de Corcelles à s'adresser directement au général Bugeaud.

Le député écrivit au gouverneur de l'Algérie une lettre chaleureuse, dans laquelle, le suppliant d'essayer les Frères

Trappistes, il lui disait, entre autres choses : « Pourquoi votre intention de faire des concessions de terre à d'anciens soldats, et de les récompenser de la sorte en nous assurant des villages résistants, disciplinés et honnêtes, ne se concilierait-elle pas avec l'assistance d'une association religieuse renommée par ses cultures et ses vertus ? Vous redoutez avec raison les faux colons, c'est-à-dire les aventuriers qui menacent d'envahir notre sol africain, et de n'y apporter que les éléments les plus contraires à l'enfantement d'une seconde France. Vous ne repousserez aucun concours, à la condition qu'il ne vous expose pas aux désordres, à l'incapacité et aux discordes de l'écume de nos villes. »

Pendant le P. Gabriel, accompagné d'un géomètre, parcourait candidement les massifs du Sahel d'Alger, sans songer aux déceptions qui se préparaient pour lui.

Bugeaud avait des idées bien arrêtées sur la colonisation, et ne croyait que peu d'abord à son avenir par les célibataires qu'on lui proposait d'accepter. Il répondit toutefois à M. de Corcelles qu'il placerait cette colonie de Trappistes dans le lieu qu'ils choisiraient, et qu'il leur donnerait tous les secours dont il disposerait pour faciliter leur établissement. Mais, en 1843, le général était presque toujours en expédition, de sorte que le P. Gabriel ne pouvait guère s'adresser qu'au directeur de l'intérieur à Alger, M. le comte Guyot, qui avait réellement des scrupules, des raffinements de légalité qui engageaient les négociations dans des voies inextricables.

Le maréchal Soult, sur les instances de M. de Corcelles, finit par donner au comte Guyot l'avis formel de terminer, tout obstacle cessant, l'affaire de la concession. En même temps que cet ordre arrivait à Alger, le général Bugeaud était de retour de sa grande expédition de la province d'Oran. Dès lors, tout marcha rapidement ; il fut arrêté que les Religieux auraient à Staouëli une concession de 1.020 hectares de terres, avec des vivres pour un an, et une subvention de 60.000 francs pour les aider à élever les bâtiments

nécessaires à l'exploitation. L'acte officiel revint de France, avec l'approbation du gouvernement, fin mars 1843.

Mais le P. Gabriel découvrit dans sa rédaction des phrases changeant entièrement le sens des concessions. Ainsi l'acte déclarait que les Trappistes auraient seulement l'usufruit des terres concédées. Celles-ci devaient être mises en culture dans le délai de cinq années, et par cinquième au moins annuellement, et l'on n'accordait qu'un délai d'un an pour édifier les constructions. L'administration se réservait le droit, en cas d'infraction à ces clauses, de résoudre la concession et de chasser les bénéficiaires ; elle spécifiait de plus que la Société ne pourrait hypothéquer, affermer, diviser, même à titre temporaire, la totalité ou une partie des immeubles concédés.

Ces conditions draconiennes étaient absolument inacceptables.

Le R. P. Dom Hercelin, à Aiguebelle, préparait le départ de sa colonie algérienne, quand il reçut une lettre indignée du P. Gabriel, avec copie de l'acte de concession. Il n'hésita pas un instant ; il enjoignit au P. Gabriel de rentrer en France, en le priant de ne pas même essayer de faire modifier les clauses qu'on voulait imposer.

« — Si les Trappistes, dit fièrement le supérieur général, veulent acquérir une ferme-modèle en Algérie, ils achèteront des terres qu'ils cultiveront comme bon leur semblera ; mais ils ne seront jamais les fermiers de M. le comte Guyot et de n'importe quel directeur civil. Ce serait folie d'y songer. »

En même temps, Dom Hercelin écrivait qu'en présence des difficultés soulevées contre les sociétaires par l'administration civile, il se voyait dans l'obligation de renoncer à ses faveurs.

Mais les protecteurs des moines ne se décourageaient pas. Ils savaient le maréchal Soult et le général Bugeaud parfaitement disposés pour la colonisation partielle de l'Algérie par la main de ces travailleurs, et pensaient justement que ces illustres hommes de guerre ignoraient les méfaits

administratifs de M. le comte Guyot. D'ailleurs, la prise de la Smala d'Abd-el-Kader venait de réjouir tous les cœurs vraiment français en prouvant que l'émir n'était pas invulnérable, et qu'il y avait possibilité d'en finir avec lui une fois pour toutes. L'Algérie française respirait.

Le maréchal Soult déclara que l'œuvre commencée sous son patronage serait menée à bonne fin, et qu'en conséquence il ne voulait plus que l'affaire de la colonie des Trappistes fût traitée à Alger. Il chargea une commission, dont faisaient partie MM. de Corcelles, le duc Decazes et le général Bellonet, de formuler un nouvel acte de concession, où il serait tenu compte des plaintes formulées par les Trappistes.

Dès le début de son travail, la commission eut connaissance d'une lettre du Père Abbé, revenant sur le refus exprimé d'abord au comte Guyot de suivre les négociations. Après avoir expliqué que la condition de succès d'un établissement agricole en Algérie ne pouvait se trouver que dans sa durée, Dom Hercelin s'exprimait en ces termes :

« Toute fondation précaire est par avance frappée de stérilité, car qui n'a pas l'avenir pour soi n'est pas maître du présent. C'est pour cela même que les simples usufruitiers ne défrichent ni n'améliorent; heureux encore le maître ou le nu-propriétaire, si ces possesseurs précaires passent sur le sol sans l'épuiser. »

Et il ajoutait :

« Comment n'a-t-on pas senti que pour répondre dignement à l'attente du gouvernement, nous avons besoin plus que tout autre de la liberté d'action qu'on ne refuse pas à un simple particulier ?

« Le travail intelligent et opiniâtre, disait-il encore, la distribution régulière du temps, la subordination et l'économie, inspirés et soutenus par des motifs d'un ordre supérieur, sont sans contredit des conditions de succès, mais elles ne se concilieront jamais avec l'existence précaire et dépendante d'usufruitiers à qui on retient d'une main ce qu'on

donne de l'autre, en les soumettant à la révocation la plus arbitraire.

« Pour défricher une terre vierge comme celle d'Afrique, il faut une mise de fonds qui excède la valeur du sol ; l'usufruit serait à peine la rente du capital déboursé, mais le capital lui-même resterait sans représentation et sans garantie. Nous le disons donc avec une respectueuse franchise et une abnégation entière de tout autre intérêt que celui du bien général : nous voulons bien arroser de nos sueurs un coin de la terre africaine ; mais, sous peine de manquer le but, il faut que nous soyons propriétaires comme les autres colons et libres comme eux. »

Les choses marchèrent alors rondement ; la commission de Corcelles rédigea en quelques jours l'acte de concession, et, le 23 juin 1843, une Société civile fut établie par-devant notaire entre tous les religieux bénéficiaires.

Dès le lendemain, le Père Abbé appela à Paris le P. François Régis (1), en lui apprenant qu'il était placé à la tête de la Trappe de Staouëli.

Dom Hercelin et le P. François Régis se rendirent ensuite chez le maréchal Soult et l'acte de concession fut soumis à la signature des deux religieux. Le P. François Régis objecta d'abord que le nouveau traité ne différerait du projet élaboré par le comte Guyot que par la promesse accordant aux sociétaires un titre de propriété définitive, après l'accomplissement des conditions qu'on leur imposait. « Le gouvernement, dit-il, ne voit dans les Religieux que leur talent d'agriculteurs et ne pense qu'à bâtir une ferme, sans se préoccuper d'élever un monastère. Faire un monastère provisoire serait aussi déraisonnable que dangereux : déraisonnable, car on perdrait ainsi follement une somme considérable ; dangereux, car, la santé des Religieux étant mal protégée contre la pluie et le soleil par des constructions imparfaites, on s'exposerait à rentrer, au bout de

(1) Le P. François Régis appartenait à la très ancienne famille de Martrin Donos dans le département du Tarn.

quelques mois, impuissants et vaincus par d'insurmontables difficultés. »

Partant de ce principe, le P. François Régis protesta contre la modicité de la subvention allouée :

« — Que sera, dit-il, la faible somme de soixante mille francs, pour entreprendre à la fois les importantes constructions d'un monastère, la mise en culture des terres et l'achat des animaux de la ferme? De plus, cette somme doit être restituée au gouvernement et les intérêts payés jusqu'à la restitution complète. Quelle défiance et quelle lésinerie envers des hommes dont on sollicite le dévouement!

« — Il faut tenir compte, répondit le maréchal Soult, des préjugés et des dispositions peu favorables du plus grand nombre des députés. Si je vous accordais des conditions plus avantageuses, j'ameuterais contre vous tous les aboyeurs de la Chambre. »

Après avoir accompagné cette énergique parole d'un geste de suprême dédain, le maréchal ajouta :

« — Permettez-nous de vous laisser dans le droit commun; cela ne nous empêchera pas de vous favoriser. Marchez bien : loin de vous demander de l'argent, nous vous en donnerons. »

Les conventions, définitivement signées le 18 juillet 1843, furent aussitôt publiées par le *Moniteur algérien*. Le mois suivant, le P. François Régis, accompagné du P. Gabriel, partit pour Alger afin de préparer une installation provisoire à ses Religieux. En débarquant, il se présenta au général Bugeaud, qui venait de recevoir son bâton de maréchal de France.

« — Ah! dit le nouveau maréchal avec une brusque bonhomie, c'est vous les Trappistes? Vous savez, ce n'était pas mon avis. Il ne faut pas de célibataires pour coloniser l'Algérie; mais je suis soldat, vous m'apportez des lettres du ministre de la guerre qui est mon chef : j'obéirai. Je vous accepte donc comme les enfants les plus intéressants de la famille coloniale. Messieurs, vous ne ferez pas plus de mi-

racles que les autres; je vous préviens que vous rencontrerez de grandes difficultés. Lorsqu'elles vous paraîtront insurmontables, venez me trouver. Quand voulez-vous commencer?

« — Le plus tôt sera le mieux, répondit le P. François Régis.

« — Eh bien! reprit le maréchal, revenez dans quelques heures. Je vais faire rassembler mon conseil, et tous ensemble nous verrons ce qu'il y a de mieux à faire. »

Quelques heures après, le conseil était réuni. On introduisit les deux moines, et le maréchal prit la parole.

« — L'établissement projeté, dit-il, est appelé à faire un grand bien. On peut compter sur les Trappistes, qui sont avant tout des hommes de discipline et de travail. Il faut donc les seconder par tous les moyens en notre pouvoir. »

Et le vieux soldat, avec son esprit éminemment pratique, distribua à chacun sa tâche :

« — Vous, monsieur l'intendant, dit-il, vous donnerez aux Trappistes des tentes pour s'installer provisoirement, et vous organiserez pour eux un service de mulets et de prolonges avec des rations comme pour la troupe.

« Vous, monsieur le directeur du génie, vous monterez leurs ateliers et leur procurerez tous les outils nécessaires au tarif employé dans votre service.

« Vous, monsieur le directeur des pénitenciers, vous allez détacher à Staouëli soixante de vos condamnés. »

Se tournant ensuite vers les Pères :

« — Vous m'avez dit ce matin, demanda-t-il, que vous désiriez commencer le plus tôt possible; il ne faudrait pas attendre pour cela les pluies d'hiver. Quel jour fixez-vous?

« — Le 20 août, répondit le P. François Régis, c'est-à-dire d'aujourd'hui en huit. C'est la fête de notre Père saint Bernard; cela nous portera bonheur.

« — Eh bien! dit le maréchal, le 21 nos hommes et notre matériel seront mis en route; soyez là pour les recevoir. »

Le lendemain de cette scène, les deux Trappistes visi-

tèrent la concession qu'on venait de donner à leur maison. Arrivés au-dessus de Dely-Ibrahim, le curé de Mustapha, que l'évêque d'Alger avait délégué pour les accompagner, leur montra un vaste terrain couvert de broussailles, et leur dit : « C'est là ! »

Le P. François Régis eut le cœur serré en contemplant cette terre promise, ce pays enchanté qu'on lui avait dépeint sous de si riches couleurs. Où étaient les rosiers qui croissaient sans effort et sans culture dans le ravissant pays de Staouëli ; où étaient les touffes de lauriers-roses qui bordaient les fraîches rivières ; où étaient les massifs d'orangers qui embaumaient l'air ? A la place de toute cette végétation enchanteresse, on ne voyait que l'horrible palmier-nain, qui couvrait le sol avec une désespérante fécondité.

Le pauvre moine s'assit à côté d'une longue pierre noire, au milieu des ruines d'un vieux camp établi à côté de la redoute construite en 1830 par le lieutenant du génie de Lamoricière. Sous cette pierre reposait le fils du maréchal de Bourmont. Le souvenir des paroles que prononça le jeune martyr du devoir militaire avant d'expirer réconforta un peu le P. François Régis ; Amédée de Bourmont avait dit : « Qui de mes camarades ne voudrait avoir ainsi payé la victoire ? »

Le Supérieur de la nouvelle Trappe s'avança jusqu'à l'endroit désigné pour l'emplacement du monastère. Là s'élevait, magnifique et solitaire, un antique palmier qui donnait naissance à plusieurs rejetons vigoureux (1).

Sous ce vieux palmier, pendant la bataille de Staouëli en 1830, était venu s'asseoir Ahmed, bey de Constantine ; le chef turc pensait que les canonniers d'Ibrahim-Agha lui laisseraient le temps de déguster une tasse de café et de fumer une pipe avant de se lancer sur les Français avec les goums qu'il avait ramenés de l'est. Ses serviteurs avaient déjà étalé les parasols, quand une charge du

(1) On voit encore ce groupe de palmiers dans la cour du monastère de Staouëli.

17^e chasseurs à cheval vint interrompre leurs préparatifs. Ahmed eut à peine le temps de remonter à cheval, en abandonnant à nos chasseurs sa tente, son parasol, son tapis, sa pipe et ses tasses encore toutes brûlantes.

Ce palmier rappelle un autre souvenir ; c'est à son ombre que fut célébrée, par les aumôniers de l'armée française, la messe d'actions de grâces le lendemain de la bataille.

Le 18 août, les Frères Trappistes revinrent à Staouëli, accompagnés cette fois par le capitaine du génie Renoux. Cet officier prit à tâche d'encourager Dom François Régis, et ses bonnes paroles dissipèrent dans l'âme du brave religieux les anxiétés qui s'y étaient produites tout d'abord.

Au jour fixé, arriva la petite armée de travailleurs promise par le maréchal Bugeaud. Elle se composait de cinquante condamnés militaires accompagnés de leurs surveillants, et de quelques sapeurs du génie conduisant les prolonges chargées de matériel, d'outils et de tentes. Le camp fut aussitôt installé ; puis, le capitaine Renoux dressa le plan du futur monastère, plaça les premiers jalons et détermina la largeur des fondations. Il sauta ensuite à cheval, et en moins de deux heures eut découvert plusieurs carrières de sable et de moellons.

Le lendemain 22 avril, le P. François Régis organisa le travail. Voulant traiter avec ménagement les hommes mis à sa disposition, il décida que les condamnés travailleraient de six heures du matin à dix heures, se reposeraient jusqu'à deux heures du soir, pour travailler ensuite jusqu'à cinq heures. Ce n'était pas beaucoup leur demander. Les ouvriers maçons se mirent à construire un four à chaux, et les charpentiers commencèrent une maison en planches destinée à servir provisoirement d'abri aux Religieux annoncés. A l'endroit où devait s'élever le monastère, le défrichement du sol fut entrepris le même jour ; on nivela la terre, on arracha les lentisques et les palmiers-nains, et sans désespérer, on commença à creuser les fondations.

Le capitaine Renoux avait orienté la principale façade du monastère face au midi ; on voyait dans le lointain se dérouler en arc de cercle la baie de Sidi-Ferruch, dont les bords étaient nettement dessinés par une frange d'écume. Les trois autres façades devaient former avec la première un carré de cinquante mètres de développement. L'intérieur de l'édifice aurait huit mètres de largeur, et le cloître, de trois mètres cinquante de large, devait encadrer la cour intérieure ou préau, destinée elle-même à former un jardin carré de vingt-deux mètres de côté.

Le Père Abbé s'aperçut que quelques condamnés n'avaient pas d'occupation ; il les conduisit dans la campagne, leur donna un certain espace à défricher et promit une gratification à ceux qui auraient bien travaillé. Il ne tarda pas à s'apercevoir que les pénitenciers manifestaient les plus mauvaises dispositions. Le soir, il entendit ces ouvriers forcés se répétant les uns aux autres :

« — Si ce capucin-là s'imagine que nous allons nous tuer pour lui, *il se fourre le doigt dans l'œil.* »

Plus tard, quand les condamnés virent le P. François Régis récompenser généreusement ceux d'entre eux qui avaient bien accompli leur tâche, ils montrèrent une meilleure volonté ; il vint même un jour où l'Abbé les amena à travailler gaîment avec la promesse, chaque fois que la besogne était un peu rude, de leur faire *boire un coup* en outre de la gratification promise.

Le 13 septembre, arrivèrent à Staouéli dix Frères conduits par les PP. Hilaire et Jean-Marie. Le lendemain, les sapeurs du génie dressèrent, au centre des constructions commencées, un autel qui fut orné avec cette simplicité austère que les militaires savent donner à leurs œuvres. Pour le protéger contre les ardeurs du soleil, on l'abrita sous une voûte de verdure formée avec des branches de myrte et de lauriers-roses entrelacées. Les Trappistes arrivés la veille se demandaient pourquoi tous ces préparatifs quand ils virent déboucher un cortège impo-

sant : l'évêque d'Alger avec tout son clergé, le gouverneur-général et son état-major, le directeur des affaires civiles et son personnel. Le P. François Régis avait voulu faire une surprise aux nouveaux venus ; le 14 septembre était le jour fixé pour la pose de la première pierre du futur monastère.

Après la messe, l'évêque d'Alger parla avec éloquence de l'union salutaire de l'épée, de la charrue et de la croix. Rappelant une scène d'effusion qui avait eu lieu à l'arrivée du cortège officiel entre les moines et le clergé colonial, le prélat s'écria :

« Après ce premier moment d'attendrissement, nous regardions au loin le tombeau de la Chrétienne (1), pieux témoin de tant de scènes merveilleuses et auquel nous demandions s'il en avait vu d'aussi extraordinaires. Derrière lui se dessinaient les ruines de l'héroïque Tipaza, la tour blanchissante de Sidi-Ferruch. Nous nous laissions aller à ce calme, à cette joie indéfinissable sous le charme de Dieu. Et voici qu'un des frères, un des quatorze qui sont là, se mit à raconter qu'en 1830, soldat du 26^e de ligne, il avait combattu dans ce même champ de Staouëli, qu'il avait de ses mains intrépides travaillé à cette même redoute au milieu de laquelle il recevait avant l'aurore, dans le vieux blockhaus qui en défendait l'enceinte, la communion du P. François Régis. »

Le ciment fut solennellement étendu, à la partie nord du futur cloître, sur une assise de boulets, restes de la bataille de Staouëli, recueillis dans la campagne environnante ; sur ce ciment l'on posa la première pierre, pierre carrée prise dans les ruines d'une villa romaine construite sur le chemin de Sidi-Ferruch. Officiers, prêtres, civils, à la suite du maréchal Bugeaud et de l'évêque d'Alger, frappèrent

(1) Un monument presque identique existe près de Batna, dans la province de Constantine. Les Français lui ont donné le nom de *tombeau de Syphax*. Ces monuments, très antérieurs à l'arrivée des Romains en Afrique, étaient, croit-on, la sépulture des rois berbères.

tour à tour, avec un maillet couronné de fleurs, quelques coups sur la pierre déjà solidement établie.

En prenant congé du Supérieur de Staouëli, le gouverneur-général lui prit la main, la serra vigoureusement et lui promit sa protection, non seulement pour obéir à ses chefs et par respect de la discipline, mais par raison et par conviction.

Le maréchal avait, quelques jours auparavant, laissé échapper par boutade des paroles blessantes contre les religieux en général, et les jésuites en particulier.

« — Cependant, lui dit son chef d'état-major, le général Péliissier, qui avait toujours eu avec lui son franc-parler, je vous ai entendu dire beaucoup de bien du P. Brumauld.

« — Et puis après ?

« — Après ? mais le P. Brumauld est un jésuite.

« — En êtes-vous sûr ?

« — Parfaitement. »

Déconcerté un moment, Bugeaud répliqua :

« — Ce jésuite serait-il le diable, c'est un brave homme ; il fait le bien. »

Au lendemain de cette scène, il dictait à M. Léon Roches, son interprète, cette fameuse lettre dans laquelle il prenait la défense des jésuites, lettre que nous avons reproduite précédemment (1).

A la fin de 1843, les Trappistes de Staouëli possédaient déjà un superbe troupeau ; douze paires de bœufs mettaient en mouvement quatre charrues défricheuses, et quatre autres pour les petits labours. Soixante hectares, soigneusement défrichés par plus de deux cents ouvriers, tant militaires que civils et arabes, furent ensemencés. Des travaux de drainage avaient capté les eaux stagnantes de la concession, et de nombreux canaux irriguaient les cultures.

Mais on ne remue pas des terres nouvelles, en Algérie, sans qu'il en sorte des germes de mort. Les Trappistes,

(1) Voir *Récits algériens*, 1^{re} série.

ayant reçu deux convois de nouveaux frères, étaient au nombre de quarante; le premier qui succomba fut le F. Reing. On l'enterra le 22 janvier 1844 dans l'ancienne redoute Lamoricière, transformée en cimetière. Ce n'était qu'un prélude, et ces religieux devaient par la suite payer un rude tribut au climat. Le 14 juillet, le P. François Régis écrivait :

« Nous avons trente religieux hors de combat. Nos pauvres soldats tombent aussi comme des mouches. Hier on m'a tiré presque tout le sang que j'avais, et on m'a condamné à un repos et à une diète de quatre jours. »

A mesure que l'automne approchait, le mal s'accrut, les chantiers de Staouëli furent bientôt désertés. Les soldats trouvaient au moins un refuge à l'hôpital d'Alger, mais les Religieux restaient sous l'influence du climat. « Le bât me blesse, écrivait mélancoliquement le Supérieur; si je reste encore longtemps attelé, je vais m'abattre des quatre pieds. » Quatre frères moururent dans le mois d'août, six en septembre; total : onze religieux sur quarante. Ces détails montrent combien la colonisation a dévoré d'existences.

Au commencement de 1844, une dépêche ministérielle, adressée au directeur de l'intérieur à Alger, demanda un rapport sur les progrès de la colonie de Staouëli. On répondit que deux ailes du monastère étaient prêtes à recevoir la toiture, qu'une troisième était arrivée à hauteur du premier étage, et que les fondements de la quatrième étaient posés. On ajouta que soixante hectares étaient mis en culture, vingt autres convertis en prairie, deux mille cinq cents arbres plantés.

Et tout cela était l'œuvre de huit mois de travail !

Malheureusement, le Prieur s'aperçut que ces travaux avaient épuisé les ressources de la communauté : tout était dépensé, subvention du gouvernement et secours fourni par la maison-mère d'Aiguebelle. Le P. François Régis se souvint alors qu'à son arrivée à Alger, Bugeaud lui

avait dit : « Quand vous aurez de graves difficultés, venez me trouver. » Il alla donc voir le gouverneur, qui le rassura, l'encouragea, et lui dit que si le gouvernement ne pouvait donner une nouvelle subvention, le conseil colonial dont lui, maréchal, était président, l'accorderait.

A l'unanimité, en effet, le conseil colonial vota aux Trappistes une subvention de trente mille francs ; mais le gouvernement refusa de sanctionner cette décision.

La faillite s'annonçait. On était à la veille de ne plus pouvoir payer les ouvriers.

L'excellent colonel Marengo, commandant les troupes employées à la colonisation, prêta six mille francs au Père Abbé. « Je n'ai que la cape et l'épée, écrivait le vieux soldat à M. de Corcelles ; je suis à la veille de terminer ma carrière militaire, je donne tout ce que j'ai. Il n'y a pas là une question de religion seulement ; il y a aussi une question de civilisation. »

« Si l'affaire des Trappistes échoue, ajoutait le colonel, la colonie recevra un terrible coup. On les a vus réussir partout en Europe, et les ennemis de l'Algérie ne manqueront pas de dire que leur non-réussite à Staouëli prouve que le sol africain est improductif et incapable d'être colonisé. »

Le P. François Régis était un homme de résolution : il voulut tenter en France un dernier effort. « Si j'échoue, dit-il, nous prendrons Dieu et les hommes à témoin de l'impuissance où l'on nous a réduits, et nous reprendrons le chemin de la mère-patrie. »

Hélas ! combien de colons en ont fait autant !

Arrivé à Paris, le P. François Régis se rendit près du maréchal Soult, qui le recommanda chaudement à M. de Vauchelles, directeur des affaires d'Algérie au ministère de la guerre. Il se rendit également chez la reine Amélie, qui lui donna tout de suite six cents francs, et lui promit d'employer en sa faveur tout son crédit auprès du roi. Mais les dispositions les plus favorables passent par une interminable filière de procédés administratifs. Le Supérieur

se rebuta. Il rentra en Afrique avec une subvention de dix mille francs de la maison-mère de la Trappe, et une autre de neuf mille francs de la Propagation de la Foi.

Les travaux reprirent, grâce à ces secours et à la main-d'œuvre militaire que le maréchal Bugeaud continua à fournir ; mais, en 1846, quand ce grand homme de guerre rentra en France, le général de Lamoricière, remplissant à Alger l'intérim de gouverneur-général, déclara que le soldat était fait pour la guerre et ne devait pas s'abaisser aux vils travaux des champs⁽¹⁾ et fit revenir les travailleurs de Staouëli ; dès le lendemain, il reçut la visite du Prieur, qui lui dit :

« — Nous sommes venus en Algérie, parce qu'on nous en a priés ; mais la première condition que nous avons posée est le concours d'ouvriers militaires. Nous ne demandons pas une faveur, mais l'exécution d'une clause de la convention acceptée.

« — Je n'aime pas, dit le général, que mes soldats fassent le métier de terrassiers ou de laboureurs. J'aimerais mieux que l'on vous donnât des secours en argent.

« — Et moi aussi, dit Dom François Régis, car avec les trente mille francs que nous a alloués le conseil colonial et dont nous n'avons pas vu le premier centime, nous aurions de vrais ouvriers, tandis qu'il nous faut employer toutes sortes de non-valeurs, et des travailleurs dont la plupart sont inhabiles ou paresseux. »

Lamoricière n'était pas entêté ; le lendemain même, il renvoya à Staouëli cinquante hommes du pénitencier.

Que dire de plus ? A la longue se réalisèrent les merveilles que l'on peut voir aujourd'hui. Au commencement de 1846, les Religieux, au nombre de cent vingt-quatre, occupaient trente ouvriers civils ; l'avenir du monastère était assuré.

(1) Tel n'était pas l'avis du maréchal Bugeaud, qui pensait que le soldat est plus apte aux travaux de la guerre lorsqu'il est habitué aux fatigues de l'agriculture.

III

Il nous reste à parler des rapports que les Trappistes entretenirent avec les généraux de l'armée d'Afrique.

L'armée, cette martyre éternelle, cet objet de l'exécration de ceux qui la voient résister à toutes les tentatives faites pour la *gardenationaliser*, n'a jamais eu pour les prêtres des haines aveugles et des colères irréfléchies. L'entreprise de Staouëli était donc considérée d'un œil très favorable par les militaires d'Algérie, et tous, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, voyaient avec sympathie travailler les moines, pionniers eux aussi de la civilisation française.

Le départ de l'illustre vainqueur d'Isly, auquel les Trappistes avaient des obligations particulières, leur causa la plus vive affliction. Elle se calma néanmoins lorsqu'ils apprirent que le duc d'Aumale était désigné pour le poste de gouverneur-général. Arrivé en mars 1847, le jeune prince visita la Trappe dès le mois d'avril.

« — Monseigneur, lui dit le P. François Régis en le recevant, l'Algérie a vu des moines mêlés à des soldats. Ils ont déposé, les uns leurs fusils, les autres leurs chapelets, et, armés de la bêche et de la pioche, ils dépensent leurs efforts réunis à la grande œuvre de la colonisation. Le sabre a fait la conquête ; le sabre et la pioche la conserveront. »

Le puissant concours du chef de la colonie fut acquis aux Religieux. Ceux-ci ne se montrèrent pas des ingrats. Quand le duc d'Aumale, après la révolution de Février, dut quitter Alger, le Père Abbé était au premier rang de ces courtisans du malheur qui accompagnèrent le prince à bord du *Solon*.

Pourtant les Trappistes se demandaient avec inquiétude ce que la nouvelle République leur réservait. Les

gouverneurs qui se succédaient avec rapidité en Algérie n'étaient pas hostiles aux Religieux ; mais une politique ombrageuse leur permettrait-elle de se montrer favorables à la colonisation par la main des moines ? Chacun s'observait, tremblant de se compromettre. Ce n'était pas le moment de solliciter l'échange, contre un titre définitif, du titre de propriété provisoire donné aux fondateurs du monastère de Staouëli ; c'était moins encore celui d'obtenir l'exonération de la somme de soixante-deux mille francs qu'ils redevaient à l'Etat. Dom François Régis, n'étant pas de ceux que les démarches effrayent, partit pour Paris, encouragé par le général Charon, alors gouverneur de l'Algérie.

Changarnier, ministre de la guerre, fit bon accueil au persévérant Abbé qui réussit, avec un merveilleux talent, à emporter d'assaut toutes les difficultés. A peine de retour en Afrique, on lui notifia que, par décret du 8 octobre 1849, le gouvernement présidentiel autorisait le préfet d'Alger à délivrer un titre de propriété définitif aux Religieux de la Trappe, pour la concession qui leur avait été attribuée provisoirement le 11 juillet 1843. Restait l'exonération des soixante-deux mille francs. Le Père François Régis revint à Paris, et rappela cette parole du maréchal Soult : « Si vous réussissez, loin de vous demander de l'argent, nous vous en donnerons. »

De plus, il fit observer au général d'Hautpoul (1) que le moment était venu, pour le ministre de la guerre de 1849, d'acquitter les promesses faites par le ministre de la guerre de 1843.

« — Nous ne demandons pas d'argent, dit-il. Nous pourrions rembourser la somme que nous devons à l'Etat, en vendant tout ce que nous avons ; mais après, comment faire de l'agriculture sans bétail, sans semences et sans instruments ? »

(1) Successeur de Changarnier au ministère de la guerre.

Dom François Régis triompha encore ; quelques jours après, le décret d'exonération était signé.

En 1851, un des visiteurs de la Trappe africaine fut M. Crémieux, ancien membre du gouvernement provisoire de 1848. On le reçut courtoisement, et il charma tout le monde par sa franche gaieté. Avisant un cerisier couvert de fruits et une échelle au pied, le pétulant israélite monta à l'arbre ; on le pria alors de prendre garde à la descente :

« — Ne craignez rien, dit-il, nous sommes à une époque où l'on apprend à monter, mais où il faut savoir descendre. »

Le général Randon, gouverneur de l'Algérie, invita le Supérieur de la Trappe à rejoindre avec lui le corps expéditionnaire des Babors, insistant sur l'heureuse influence qu'aurait pour la religion ce rapprochement inusité d'un moine et de soldats. Le Père Abbé accepta ; et ce fut lui qui célébra la messe au camp de l'Oued Agrioun, dans ce pays enchanteur au delà de tout ce qu'il est permis de rêver. C'était le 14 juin, jour anniversaire de Marengo, de Friedland, et du débarquement des Français à Sidi-Ferruch. Cette expédition de 1853 terminée, le Père Abbé reçut la croix de la Légion d'honneur « pour avoir puissamment contribué à la fondation, en Algérie, d'un établissement agricole qui est à juste titre considéré comme un modèle. »

Yusuf, qui avait embrassé le christianisme en 1845 et épousé la fille du général Guillemot, connut le Père Régis chez le gouverneur comte Randon. Plus de vingt ans après, le célèbre guerrier, désirant faire sa première communion, y fut préparé par ce même religieux, et vint accomplir cet acte à Staouëli. Nous étonnerons peut-être plus d'un lecteur en disant que, depuis cette époque, le général n'entrait jamais en expédition sans avoir communiqué à la Trappe. Il arrivait à cheval, disant gaiement :

« — Je viens me faire cirer les bottes avant de partir pour la guerre. »

Le Père Abbé eut aussi avec Pélissier des relations extrêmement cordiales, lesquelles dataient du jour où le

général, chef d'état-major de Bugeaud, avait assisté à la pose de la première pierre du monastère.

« Un jour, en 1853, dit la *Chronique de Staouëli*, le R. P. Régis, passant par une des rues d'Alger, fut accosté par le général Pélissier, qui lui prit rondement la main selon son habitude :

« — Ah ! ça, Père, lui dit-il, nous sommes ici trois généraux de division : C^{***}, Mac-Mahon et moi, et, mardi de la semaine prochaine, nous irons chez vous ; d'abord pour entendre la messe à l'autel de la sainte Vierge, sur notre champ de bataille de 1830 ; ensuite, vous nous donnerez à déjeuner, n'est-ce pas ? »

On juge si la proposition fut acceptée avec empressement. Rentré au monastère, Dom François Régis appelle un de ses religieux, le P. Pierre, qui, destiné par sa famille à la carrière militaire, avait tourné le dos à Saint-Cyr pour entrer au séminaire.

« — Mardi, lui dit-il, nous recevrons trois grosses moustaches qui désirent entendre la messe à l'autel de la Vierge. Il faut une barbe comme la vôtre pour faire le pendant (1). Vous direz la messe à leur intention, et moi, de mon côté, je prierai Dieu pour eux. »

Le lendemain de Malakoff, Pélissier écrivait au P. Régis : « J'ai pensé à votre sanctuaire ; je vous envoie une vieille croix qui a été sauvée du désastre, et dont je vous fais hommage. »

Plus tard, une solennité réunit dans le Languedoc une nombreuse assemblée. En descendant de voiture, le maréchal reçut les hommages de tous ; mais apercevant dans la foule l'Abbé de Staouëli, aussitôt il se précipita dans ses bras, en s'écriant : « Ce bon Père Régis ! » L'assemblée éclata en applaudissements.

(1) Cette barbe, blanche et très épaisse, avait deux pieds de long.

IV

L'année 1868 fut marquée par une des plus terribles épreuves que traversa l'Algérie : une effroyable famine enleva les Arabes par centaines de mille.

Déjà, dans le cours de 1866, les sauterelles s'étaient abattues sur le Tell et l'invasion avait dévoré tous les fruits de la récolte. Aussitôt après, une épidémie cholériforme vint porter la désolation dans les tribus ; elle eut vite raison de malheureux anémiés par la faim et les privations. Pendant que le choléra exerçait ses ravages, épargnant les colons qui se tenaient sur leurs gardes, le pays fut en proie à une terrible sécheresse ; les récoltes, brûlées sur pied, n'arrivèrent pas à maturité, et, l'herbe faisant défaut dans les pâturages, les troupeaux dépérirent. L'hiver de 1867 à 1868 n'était pas encore commencé, qu'une clameur de détresse retentit dans les campagnes. « Toutes nos ressources sont épuisées, disaient avec désespoir les indigènes ; si personne ne vient à notre aide, nous n'avons plus qu'à nous préparer à la mort. »

Dans le territoire civil, encore fort restreint à cette époque, les colons furent aussi grandement éprouvés. Il y eut gêne, mais sans famine. D'où provenait cette différence ? Evidemment, dirent les journaux algériens, de la mauvaise gestion des bureaux arabes. L'occasion était belle de charger l'administration militaire de tous les péchés d'Israël ; la presse ne s'en fit pas faute, comme si le motif tout rationnel de la famine qui désolait les territoires de l'intérieur ne résidait pas uniquement dans ce défaut de prévoyance, dans cette avilissante paresse, qui sont les caractères distinctifs des peuples musulmans.

Le gouvernement militaire, dit une brochure publiée en 1868 à Constantine, a porté des fruits qui sont mûrs aujourd'hui.

« On a préféré, continuait l'auteur anonyme de cette étude, cristalliser la société arabe au lieu de la civiliser, de même qu'au lieu d'attribuer à un détestable système l'épouvantable catastrophe qui détruit en ce moment les populations arabes, on préfère en imputer les calamités à la sécheresse, aux sauterelles, à la neige, au choléra, et à toutes les intempéries de la nature. »

Et le pamphlétaire lançait cette affirmation légèrement téméraire :

« Il a été démontré pourtant, et officiellement reconnu, qu'en territoire civil, c'est-à-dire partout où il y a des Européens, les influences morbides et climatériques avaient respecté, ou peu s'en faut, avec les Européens, les indigènes qui vivent et travaillent à côté d'eux. On a essayé de séparer en Algérie les intérêts qui se rattachaient à chacune des deux races, mais il n'a pas été possible encore de créer deux températures : l'une à l'usage des territoires civils, et l'autre à l'usage des territoires militaires. Les fléaux s'étant abattus sur le pays sans distinction de territoire, pourquoi la colonisation les a-t-elle supportés, pourquoi se sont-ils appesantis sur les tribus ? »

Nous n'avons plus à nous occuper ici d'un procès jugé en dernier ressort. D'abord, pour ne parler que de la famine de 1868, les colons, serrés autour des villes, avaient des moyens beaucoup plus efficaces pour lutter contre des fléaux tels que les sauterelles ou le choléra. Pendant plusieurs mois, toutes les troupes disponibles dans les trois provinces coururent d'un village à l'autre pour aider les colons dans cette besogne. L'autorité s'empressait de déférer aux vœux des habitants ; mais il eût fallu transporter en Algérie toute l'armée française, si l'on avait voulu aider les indigènes de la même façon. Au fond des tribus, les cris de désespoir ne s'entendaient pas. Quant au choléra, les Européens luttèrent contre lui avec avantage, grâce aux moyens prophylactiques que faisait connaître la presse ; tandis que les indigènes, absolument ignorants de toute

règle d'hygiène, se laissaient enlever sans résistance, en murmurant leur éternel *mektoub* (c'était écrit).

Quoi qu'il en soit, l'autorité eut un grand tort : celui de ne pas permettre que le moindre doute s'élevât sur sa sagesse. Elle essaya de mettre la lumière sous le boisseau, et un journal d'Alger, traduit devant les tribunaux parce qu'il s'était permis de dire qu'aucune mesure de prévoyance n'avait été prise, fut condamné « pour avoir répandu de mauvaise foi des propos de nature à inquiéter. » Nombre de personnes éclairées trouvèrent donc extrêmement déplacées les assertions de M. Faré, secrétaire du gouvernement de la colonie, qui déclara, du haut de la tribune du Corps législatif (1), que la situation était loin d'être aussi mauvaise qu'on voulait bien le dire, et qui s'écria malencontreusement : « Nous ne craignons pas la lumière ; nous vivons dans la lumière. »

M. Rouher, ministre d'Etat, eut le tort d'appuyer le discours de M. Faré.

Cependant, l'horrible situation dans laquelle se trouvait l'Algérie s'aggravait de jour en jour.

Les quelques bestiaux que les Arabes avaient pu conserver, et qui n'étaient pas morts de misère dans les pâturages désolés, furent vendus par ces malheureux, et, faute d'attelages, les semailles de l'année suivante ne purent se faire. Pour comble de malheur, l'hiver fut exceptionnellement froid et pluvieux. Les indigènes commencèrent alors à mourir de faim ; et les plus courageux, les moins affaiblis, se portèrent vers les villes européennes pour y chercher des secours. Tous ceux auxquels il a été donné d'assister à cet affligeant spectacle ne l'oublieront jamais. Des bandes de déguenillés, qui avaient vendu pour un morceau de pain jusqu'à leur dernier burnous, arrivaient par groupes compacts, semant de morts les routes et les abords des cités. Le service de la police n'était occupé qu'à faire ramasser des cadavres d'une prodigieuse maigreur, qu'on

(1) Séance du 23 mars 1868.

trouvait partout, dans les rues, dans les corridors des maisons, dans les chantiers ou dans les lieux publics. Les Européens que leurs affaires ou leur service faisaient sortir avant le jour, voyaient avec effroi une longue et sinistre caravane s'acheminer vers le cimetière musulman. Un enterrement arabe est généralement bruyant ; cette fois, pas de cris, mais un silence de mort. Un matin, à Constantine, nous avons compté, dans un convoi funèbre, soixante-trois cercueils, si l'on peut appeler cercueil la méchante boîte ouverte dans laquelle l'indigène est conduit au champ de l'éternel repos.

Les survivants se jetaient sur les détritits les plus immondes, se les disputant avec les chiens ; le service de la voirie n'avait presque plus à se préoccuper de la propreté des rues. Les vautours ou zopilotes de la Vera-Cruz, au Mexique, étaient remplacés.

La charité de la population européenne fut inépuisable ; les femmes, comme toujours, du reste, se signalèrent par leur dévouement. Encore apprit-on bien vite à ne donner des secours qu'avec prudence : lorsqu'un de ces cadavres ambulants recevait un morceau de pain, il le dévorait avec une si grande voracité que souvent, un moment après, on le voyait chanceler et tomber pour ne plus se relever. L'histoire des naufrages est féconde en épisodes de ce genre.

Des faits inouïs se produisirent ; on vit des Arabes assassiner des gens isolés, les dépouiller et les manger. Ces actes d'anthropophagie ne furent pas tous connus, ni leurs auteurs inquiétés ; certains d'entre eux toutefois donnèrent lieu à des poursuites judiciaires.

Ayant l'honneur, à cette époque, d'être substitut du rapporteur près le Conseil de guerre de Constantine, nous eûmes à nous occuper d'une affaire profondément répugnante. Une famille arabe composée du père, de la mère et d'un fils âgé de vingt ans, vint se réfugier aux portes de Tébessa. Un beau matin, un arabe monté sur âne passa

devant le misérable abri de ces trois malheureux. On l'arrêta, on le fit causer, puis, tout à coup le père et le fils le jetèrent à bas de sa monture, l'assassinèrent, et, se précipitant comme des tigres sur leur victime, burent son sang jusqu'à la dernière goutte. Epuisés, repus, ces cannibales eurent encore la force de traîner le cadavre dans leur gourbi, pour le cacher sous des feuilles sèches. Puis ils délibérèrent sur ce qu'il y avait à faire. On convint que le père irait à Tébessa vendre le burnous de la victime, et y achèterait une provision de sel. A son retour, le corps fut dépecé, salé, et finalement serré dans une grande peau de bouc. Ensuite, les assassins avisèrent l'âne, qui paissait tranquillement ; ils l'égorgèrent, le dépecèrent aussi, et les quartiers de la bête, dûment salés, allèrent augmenter le nombre des morceaux de chair humaine déjà entassés dans la peau de bouc.

Qu'on ne croie pas que ce soit là une histoire inventée à plaisir. Le père fut condamné à mort et exécuté ; la mère et le fils allèrent à Cayenne. Ce cas d'anthropophagie fut découvert, parce qu'il eut lieu aux portes d'une ville ; mais combien de cas isolés durent se produire dans les campagnes !

Notre colonie était, depuis quelque temps déjà, le théâtre de ce drame effrayant, et c'est à peine si l'on en parlait en France. Soigneusement muselés, les journaux se taisaient, et la vérité n'eût jamais été connue sans l'archevêque d'Alger, qui dévoila courageusement, dans une lettre demeurée célèbre, toute l'étendue de la catastrophe. Aussitôt des comités se formèrent, des souscriptions s'ouvrirent, et les secours matériels commencèrent à arriver. Il était temps.

Lorsque le sang-froid fut un peu revenu, on chercha les causes de l'horrible malheur qui frappait la colonie algérienne. Les indigènes avaient été mis, sans argent, en face d'une situation des plus redoutables ; ils étaient manifestement dans une gêne constante et systématiquement appauvris ; mais par qui et comment ? N'osant accuser

d'exactions les bureaux arabes, composés d'officiers honorables au-dessus de tout soupçon, on s'en prit à d'autres. Le livre de M. Hugonnet (1) fut remis au jour. Il s'exprimait ainsi sur les caïds, les cheikhs, les aghas :

« Ce qu'il y a de rellement repoussant dans la société indigène, ce sont les abus d'autorité et les exactions des chefs.

« Sur certains points, les chefs font argent de tout. L'autorité supérieure demande-t-elle une corvée de deux cents bêtes de somme ? le chef de la tribu en demande trois cents, et en relâche cent, moyennant contribution. Ce chef est chargé de distribuer annuellement les terres de la tribu ; il le fait en donnant les meilleurs morceaux à ceux qui payent le mieux.

« Le chef fait des cadeaux, la tribu paye ; le chef fait bâtir, la tribu paye ; le chef reçoit des récompenses des Français, la tribu paye en signe de joie ; au contraire, il est puni, la tribu en paye les dédommagements ; le chef voit-il des enfants lui naître, la tribu paye les réjouissances ; perd-il des membres de sa famille, la tribu paye les larmes ; si le chef se met en route pour un voyage — le pèlerinage, par exemple — la tribu paye le départ et encore le retour. C'est toujours le même refrain à toute espèce d'incidents, bons ou mauvais, qui se produisent dans l'existence du chef. Je ne parle pas des cas où le fonctionnaire musulman aurait à poursuivre un délit qu'il consent à cacher moyennant finances.

« Panurge connaissait *soixante-trois manières d'avoir toujours de l'argent à son besoin*. Le sectateur de Mahomet est, je crois, encore plus fort. La main sans cesse sur le pouls de sa tribu, pour sentir jusqu'à quel point il peut lui faire rendre gorge, il est passé maître dans l'art difficile de plumer la poule sans trop la faire crier. »

En 1862, au Corps législatif, M. le baron Jérôme David (2)

(1) Ancien chef de bureau arabe.

(2) Ancien chef de bureau arabe.

avait montré ce qu'était à cette époque la moralité des chefs arabes :

« Messieurs, dit-il, vous ne m'accuserez pas d'exagération quand je vous dirai que les chefs indigènes sont encore pris dans les grandes familles du temps des Turcs. Comment s'alimentait le trésor des deys ? Par la piraterie, les razzias, les spéculations sur les captifs et la vente des prisonniers. Voilà, messieurs, quelle était la moralité du gouvernement turc à Alger ; les chefs indigènes s'inspiraient de ces exemples, et quand ils rentraient dans leurs tribus, ils faisaient en petit ce que les Turcs faisaient en grand. Ils ont conservé ces habitudes ; elles sont invétérées.

« Mais, messieurs, je veux vous montrer les chefs indigènes à l'œuvre.

« L'impôt arabe entre dans les prévisions de 1863 pour 12 millions de francs qui, répartis sur 2.700.000 indigènes, donnent une moyenne de 4 fr. 50 par individu. Admettons que les indigènes participent pour 2.700.000 francs aux autres revenus de l'Algérie, cela fait 5 fr. 50 en moyenne pour l'apport de chaque individu indigène aux recettes de l'Algérie, tandis que l'apport européen, par individu, est de plus de 30 francs ; en France, il est de 48 francs.

« Il n'y a qu'à réfléchir un seul instant sur ce chiffre de 5 fr. 50. Lorsqu'on est allé en Algérie, on sait que l'indigène est écrasé sous le poids des impôts : les exactions des chefs indigènes sont très grandes, ils gardent par devers eux la plus grande partie du revenu arabe. »

Une première partie de l'enquête sur l'horrible famine était donc faite : mis en coupe réglée par ses chefs, l'indigène ne pouvait avoir devant lui, dans les temps de crise, quelques pauvres économies. Mais une autre question se posait : pourquoi la propriété individuelle n'existait-elle pas en Algérie ? Il est incontestable que si l'arabe avait pu vendre tout ou partie de sa terre, emprunter, hypothéquer, il n'aurait pas été réduit à vendre son bétail, et il aurait pu acheter quelque semence, subsister en attendant, et les

malheurs de 1868 eussent été évités. Les plus aveugles purent voir alors que le sénatus-consulte de 1863 n'était qu'une mystification ; car, en constituant la propriété périmétrique, il substituait au droit personnel qui vivifie, le droit collectif qui tue. Les tribus arabes, partant de leurs limites officiellement constatées, n'arrivaient auprès de ces Européens, avec lesquels il leur était interdit de faire des transactions, que pour mourir de faim.

M. Faré, qui s'était écrié avec désinvolture : *Nous ne craignons pas la lumière*, déclara bien au Corps législatif (1), que l'on préparait dans plusieurs tribus, *comme exemple et comme essai*, l'organisation de la propriété individuelle. Mais il était un peu tard, et la catastrophe de 1868 démontrait victorieusement que les Arabes étaient victimes d'essais auxquels on ne pouvait certainement pas adresser le reproche d'être prématurés.

Résumant notre opinion sur la propriété collective, contentons-nous de faire observer que ceux qui conseillèrent à Napoléon III ce fameux sénatus-consulte, dont l'Algérie souffre encore aujourd'hui, auraient dû s'apercevoir qu'en prétendant enrichir les indigènes, en leur donnant la propriété d'une terre dont la coutume musulmane les déclare simples usufruitiers, ils leur avaient octroyé précisément la faveur de mourir de faim.

Le gouvernement, toutefois, ne pouvait laisser la charité privée s'exercer seule. Interpellé par M. Pouyer-Quertier, M. Rouher annonça que le Corps législatif allait être saisi d'un projet de loi allouant 2 millions 400 mille francs à l'Algérie, et que l'administration prenait des mesures pour assurer les ensemencements et fournir aux indigènes les instruments propres à faciliter les semailles. « Dès l'année dernière, ajouta audacieusement le ministre, des mesures prévoyantes furent prises : 9 millions ont été mis, par la Compagnie algérienne, à la disposition des indigènes pour l'achat de leurs blés de semence. »

(1) Séance du 28 mars 1868.

M. Rouher disait encore :

« Sur la somme qui a été offerte aux indigènes, 3 millions seulement ont été prélevés. Le reste est à la disposition de ceux d'entre eux qui voudraient y recourir ; et les habitants de l'Algérie et les Arabes trouveront toutes les facilités possibles de procéder à l'ensemencement de leurs terres et de pourvoir aux exigences de la récolte prochaine. »

M. Rouher pouvait d'autant mieux se permettre ces affirmations téméraires, qu'en 1868, l'Algérie n'était pas représentée au Corps législatif par des députés de son choix. Autrement, l'un d'entre eux se fût écrié que le ministre d'Etat plaisantait amèrement en déclarant, au milieu du mois de mars, que les semailles pourraient avoir lieu en Algérie « dans un avenir plus ou moins rapproché. » En effet, en mars, il est trop tard pour semer en un pays où la récolte se fait au commencement de juillet. Ce même député eût pu ajouter que la Société algérienne ne tiendrait jamais six millions à la disposition des indigènes, c'est-à-dire des pauvres khammès qui mouraient de faim les premiers (1).

L'enquête devait être forcément fallacieuse au dernier point, et c'est ce que fit ressortir le décret du 24 juillet 1868. On institua bien dans chaque subdivision des commissions de centimes additionnels représentant les intérêts collectifs des tribus et des douars, et ayant seules le droit de contracter des emprunts avec la Société algérienne et le Crédit foncier. Mais qu'arriva-t-il ? C'est que les Arabes qui avaient le plus besoin d'argent ne furent même pas consultés. Les caïds et autres grands seigneurs qui possédaient, eux, de nombreux silos, tenus soigneusement fermés pendant la période de calamité, eurent seuls voix délibérative ; et comme ils ne voulurent pas consentir à se rendre responsables des emprunts contractés, on abandonna les khammès à leur misérable destinée.

(1) Ces khammès, en effet, ne possédant pas de propriétés, puisque la propriété individuelle n'était pas constituée, n'offraient aucune garantie.

M. Rouher donnait donc à la France une très fausse idée de la situation en Algérie. Quelques jours après avoir répondu à M. Pouyer-Quertier, il faisait cette déclaration à Jules Favre : « *Si la récolte est bonne*, le crédit de 2 millions 400.000 francs suffira. »

Encore une fois, la plaisanterie était amère. Qu'importait aux indigènes qui n'avaient pas eu les moyens de semer, que la récolte fût excellente ou mauvaise? Evidemment, ils n'avaient pas d'autre ressource que celle de mourir de faim. Et puis, ces fameux 2 millions 400.000 francs, que devaient-ils rapporter au million d'indigènes qui semaient de cadavres les grandes routes et les abords des villes? La fabuleuse somme de 2 fr. 40 par tête, ce qui, assurément, était trop peu de chose.

Peu d'hommes ont été aussi bien placés que nous pour savoir que les Arabes commettaient des délits dans l'unique but de se faire incarcérer et pour être nourris. A cette question, prélude de tout interrogatoire d'inculpé : Vous êtes accusé d'avoir....., neuf individus sur dix nous répondaient tranquillement :

« — Je me suis fait prendre avec plaisir ; car, en prison, l'on mange. »

Le nombre d'affaires que nous eûmes à instruire dans la période d'un an fut incalculable ; le Conseil de guerre dut siéger six fois par semaine, et souvent deux fois par jour.

On essaya d'occuper les malheureux affamés sur des chantiers de travaux publics. Hommes, femmes, enfants étaient réunis dans des camps, où des officiers et des soldats dévoués les surveillaient et les payaient avec du pain. L'honnête Mac-Mahon, interrogé à Paris sur les résultats de cette mesure, annonça avec joie que plus de 40.000 Arabes travaillaient ainsi. Hélas ! c'était vrai au début ; mais peu à peu les travaux furent abandonnés ; et dans la province de Constantine, la plus peuplée des trois, on ne comptait pas quinze cents hommes sur les chantiers.

M. Frémy, directeur de la Société algérienne et rapporteur

sur le subside extraordinaire des 2 millions 400 mille francs, vint dire au Corps législatif :

« Il importe, messieurs, que vous ne vous fassiez pas d'illusions : les Arabes ont vécu au jour le jour du produit de leurs terres mal cultivées et de leurs bestiaux mal soignés. Le travail ne leur a jamais manqué. Malheureusement, les Arabes ont pour le travail une répugnance instinctive et même religieuse, et jusqu'à ce jour, ils ont abandonné presque exclusivement les ateliers qui leur étaient ouverts, aux Marocains et aux Kabyles. »

Un malheur n'arrive jamais seul. Les chaleurs, en 1868, ayant sévi plus tôt que de coutume, avec elles se développèrent des miasmes délétères qui firent ce que la disette n'avait pu achever. Ces terribles compagnons des famines et des guerres, le choléra et le typhus, vinrent moissonner ceux des indigènes qui avaient résisté aux tortures de la faim, et les Européens eux-mêmes ne furent pas épargnés. Il y avait du dévouement de la part des officiers et des soldats envoyés pour surveiller les chantiers, à se maintenir dans leurs postes. Mac-Mahon demanda en leur faveur des récompenses qu'on lui accorda immédiatement; seulement ces récompenses, qu'on nous passe ce détail, allèrent s'égarer dans les bureaux, au bénéfice de ceux qui n'avaient jamais mis les pieds parmi les travailleurs.

Pendant l'année 1868, la mortalité fut effrayante en Algérie. Combien de victimes disparurent? C'est ce qu'il serait difficile de dire, car l'état-civil n'existe pas pour les indigènes du territoire militaire. Constantine fut, au dire des journaux algériens, un des points les plus épargnés; cependant, seulement pour la population arabe sédentaire, on constata, dans le mois de mars, 288 décès sur 46 naissances. A Sétif, pendant la même période, 8 naissances pour 222 décès. Qu'eût-ce été, si l'on avait voulu porter en ligne de compte les innombrables affamés qui venaient s'abattre dans la banlieue de ces villes, pour y mourir avec cette incroyable résignation musulmane qui empêche l'homme de se

débattre contre l'adversité ? Un recensement général était impossible. On évalua le nombre des morts à cinq cent mille.

L'archevêque d'Alger (1), qui croyait que le chiffre des victimes ne dépassait guère cent mille, fut un des premiers à s'apercevoir qu'une multitude innombrable d'enfants étaient abandonnés. Aidé par la population européenne, il se mit à les recueillir. Beaucoup de ces infortunés furent, par la suite, reconnus et réclamés par leurs parents ; mais beaucoup aussi, incapables de faire connaître leur lieu d'origine, restèrent à la charge des populations et de l'archevêque, qui en plaça la majeure partie dans un vaste orphelinat pour la fondation duquel il obtint des subsides de toute la chrétienté.

Plus tard, Mgr Lavigerie baptisa tous ces orphelins, les maria, et les établit entre Orléansville et Affreville, dans plusieurs villages dont le principal est celui de Saint-Cyprien des Attafs. Cette colonie de néophytes a été fondée sur le modèle des missions du Paraguay.

Les journaux algériens, dont beaucoup présentent l'illustre prélat comme un ambitieux et un brouillon, ne manquèrent pas, en 1870, d'épiloguer sur le refus des indigènes convertis de se laisser enrôler dans l'armée, et s'écrièrent à tour de rôle : « Quels sont donc les citoyens que l'archevêque d'Alger a fournis à la colonie ? » Il faudrait pourtant convenir que les récalcitrants étaient dans leur droit strict, car leur âge, en vertu de la législation française, ne leur permettait pas encore de demander leur naturalisation. Ces jeunes gens n'ayant pas le droit d'être soldats français ni de tirer au sort, on ne peut leur faire un crime de n'avoir pas consenti bénévolement à se laisser incorporer, sans prime, dans les régiments de spahis ou de tirailleurs.

Trois millions, et non six, furent mis, au taux de 6 pour cent, à la disposition des trois provinces, pour les semailles. Ne trouvant pas dans les centimes additionnels les res-

(1) Mgr Lavigerie.

sources suffisantes pour rembourser les emprunts, les commissions les réduisirent de telle sorte, que la question des ensemcements en territoire militaire fut ramenée à des chiffres insignifiants.

Pendant toute l'année, les indigènes continuèrent à végéter. Au printemps, les prairies reverdirent et les bestiaux étiques qui avaient survécu purent se remettre. Peu à peu, grâce aux progrès de la végétation, les besoins diminuèrent; le typhus et le choléra finirent par disparaître.

La catastrophe de 1868 eut partout un immense retentissement; le Corps législatif, qui s'en occupa à diverses reprises, décida qu'une grande enquête serait faite sur place par le comte Le Hon, député, grand propriétaire dans le département de l'Ain. Avec la commission dont il était président, ce dernier parcourut l'Algérie en 1869, recueillant une foule de documents. En janvier 1870, un volumineux rapport fut déposé au Parlement, qui le discuta trois mois après, et décida, à la presque unanimité de ses membres, qu'en Algérie le régime civil remplacerait le régime militaire. Cette substitution n'eut lieu qu'après la guerre.

V

C'est ici le cas de montrer ce qu'est, en général, l'agriculture indigène en Algérie, et ce qu'elle peut devenir dans certains cas particuliers.

Nous avons en Afrique une admirable colonie; il est donc superflu d'aller en chercher d'autres à des milliers de lieues de la mère-patrie, car, en admettant que celles-ci concourent un jour à la prospérité de notre pays, elles n'atteindront ce résultat qu'au prix de sacrifices énormes, renouvelés pendant de longues années. N'abandonnons pas la proie pour l'ombre; il est clair que la meilleure de toutes les politiques coloniales devrait consister, pour nos gouvernements instables, à s'occuper exclusivement de l'Algérie. Là, disait

Prévost-Paradol avant la guerre de 1870, là est l'avenir; qui sait si cette terre privilégiée ne nous consolera pas un jour de ce que nous devons perdre?

Une fois la période de conquête terminée, il fallait développer la richesse du sol. Si notre colonie transmédierranéenne avait été jusqu'alors un élément de faiblesse, on pouvait en faire un élément de force et de prospérité. C'est ce qui n'a pas encore été compris.

Le climat y rend la terre propre à tout produire.

La première cause de la fertilité du pays, c'est le soleil, dont l'action bienfaisante agit seule, sans que l'homme s'en mêle. La seconde, aussi nécessaire que la première, c'est l'eau, dont il tombe assez chaque année pour arroser toutes les terres susceptibles d'être cultivées; mais pour réunir cette eau et l'empêcher de se perdre, pour la diriger là où elle serait utile, il faudrait faire des travaux de géant et dépenser des millions.

La configuration orographique de l'Algérie offre cette particularité essentielle que la chaîne de montagnes, la crête, est parallèle à la Méditerranée; il en résulte que les sources, grossies à certaines époques par les pluies et la fonte des neiges, et dont les eaux s'écoulent perpendiculairement à la ligne de partage, se perdent les unes dans la mer, les autres dans les nombreux lacs salés, chotts ou sebkhas (1), de la région du sud. Or, si ces eaux au moyen d'un système de travaux hydrauliques ou barrages, étaient retenues au pied des montagnes avant de s'écouler dans les lacs salés, elles pourraient évidemment porter la fertilité dans les terres labourables, et vivifier les régions du centre et du sud.

Ne nous occupons que des eaux qui se perdent dans les lacs salés, du côté du midi.

Outre que les barrages ou travaux hydrauliques sont difficiles à établir, ils seraient, de plus, trop dispendieux

(1) Le vrai pluriel arabe de sebkha est sbakh.

pour être exécutés par quelques rares colons ; car la coionisation européenne ne s'est pas encore beaucoup éloignée du littoral, pour se diriger vers des endroits où la protection militaire ne serait pas assez efficace. C'est pourtant du côté de la ligne de partage des eaux que serait la richesse ; c'est là qu'il faut rechercher une des plus grandes ressources du pays.

Nous n'avons pas une foi absolue dans la colonisation officielle, étant plutôt d'avis que les colonies ne grandissent que grâce à l'initiative individuelle ; mais il nous semble que l'Etat du moins aurait dû, avant tout, se préoccuper : 1° de prescrire des études approfondies et suivies du genre de travaux à exécuter pour retenir et diriger les eaux ; 2° d'aider par tous les moyens en son pouvoir à la formation de grandes compagnies chargées de l'exécution des travaux hydrauliques. Il eût été facile à l'Etat de subventionner ces grandes compagnies comme il subventionne bien d'autres entreprises, les lignes de paquebots, par exemple.

Il est fâcheux que des hommes experts tels que le maréchal Randon sous l'Empire, et le général Chanzy sous la troisième République, n'aient pas éclairé l'opinion sur la nécessité des travaux que nous préconisons, et n'aient pas prouvé qu'il y avait urgence à leur consacrer quelques-uns des millions dépensés annuellement. Cependant les indications ne manquaient pas, car partout en Algérie on trouve la trace des colossales entreprises dans lesquelles se signalèrent les Romains, nos maîtres en colonisation.

Si l'Afrique fut le grenier de Rome, elle ne le devint qu'au moyen de ces travaux gigantesques, dont les ruines attestent encore aujourd'hui l'importance.

Des restes de barrages romains existent sur presque tous les cours d'eau qui descendent de l'Atlas. Il est impossible, même après une étude superficielle, de se méprendre sur le genre de ces travaux et sur le but de ceux qui les construisaient.

La race sémitique s'est enveloppée du Coran comme d'un suaire ; convaincue que, depuis Mahomet, elle est en possession du vrai absolu, elle a cessé de chercher. L'immobilisme est devenu le trait dominant du caractère des peuplades, comme des individus. L'arabe assiste impassible au travail fiévreux de la vie européenne, sans saisir les motifs de notre activité. La prévoyance, la prévision est un sens qui lui manque, et il regardera cent fois le même phénomène se reproduire devant lui, sans même se douter que de ce phénomène il y a une explication plausible. Si l'on interroge un indigène sur l'origine et le but de tel ou tel travail de canalisation qui, autrefois, apportait la vie dans un pays actuellement désert, il répondra qu'il ne les connaît pas, ou se retranchera derrière son éternel *Dieu l'a voulu*.

Après quelques années de luttes en Algérie, le caractère arabe aurait dû être mieux étudié ; rien à faire avec ces peuplades, dont l'intelligence est si défectueuse et si limitée. Il fallait donc, dès l'achèvement de la conquête, envoyer en Afrique des commissions composées d'hommes spéciaux, avec mission de rechercher partout les vestiges du système hydraulique des Romains ; et l'étude des ruines, celle de leur nature, de leur situation, aurait servi à recomposer en idée tout le système.

On a bien visité, il est vrai, les ruines romaines, mais sans esprit de suite, sans but positif, bien plus au double point de vue de l'épigraphie et de l'histoire, que dans l'intérêt de la colonisation.

Si l'on avait poussé à fond les études sur l'antique canalisation du pays, on aurait constaté qu'en certains lieux, les populations de souche berbère, fondues avec le peuple conquérant venu du fond de l'Hedjâz, avaient des habitudes et des aspirations en désaccord avec l'abrutissante immobilité des orientaux. Certaines tribus attachent même une importance réelle aux irrigations ; mais ces tribus de laboureurs sont rares ; elles habitent au pied de quelques montagnes, et possèdent les terrains de la plaine immédiate-

ment limitrophes. La découverte d'un filet d'eau est pour elles de l'or en barre, et il est curieux d'observer avec quelle patience, quelle ardeur les indigènes de ces tribus exceptionnelles amènent, par des moyens tout à fait primitifs, les sources dans les vallées qu'elles veulent arroser. Rien d'admirable comme ces conduites d'eau, dirigées avec un véritable talent.

Les rivières du sud de l'Algérie, dont nous allons nous occuper exclusivement, présentent plusieurs particularités. Quelques-unes, et ce sont les moins nombreuses, ont toujours de l'eau ; mais en temps ordinaire, c'est-à-dire en dehors de l'époque des crues, la quantité d'eau ne suffit pas pour arroser tous les terrains en contre-bas. Il en est d'autres dont l'eau disparaît après avoir parcouru quelques centaines de mètres ; elle reparaît plus loin, disparaît encore, et se comporte ainsi jusqu'à l'endroit où la rivière elle-même n'existe plus.

La source se nomme *Raz el Oued* (tête de la rivière) ; le lieu où l'eau reparaît se nomme *Raz el Mâ* (tête de l'eau).

Il ne faut pas confondre ces deux expressions ; il n'existe qu'un *Raz el Oued* ou source, tandis qu'il y a plusieurs *Raz el Mâ*.

Il existe aussi, dans la même région, des rivières qui ont de l'eau courante pendant quinze jours, un mois, et même plus longtemps ; mais quand les pluies sont abondantes, toutes ces rivières du sud deviennent des torrents impétueux qu'aucun obstacle n'arrête, et qui renversent tout sur leur passage. Celles surtout dont le lit est plus ou moins profondément encaissé ont des crues d'une rapidité et d'une force incalculables.

Les quelques tribus dont nous avons parlé plus haut n'ont reculé devant aucun effort pour utiliser les eaux de ces torrents.

Lorsqu'il ne s'agit que de détourner une rivière à sa source, pour la conduire par une pente aussi douce que

possible dans des terres arables plus élevées que le cours inférieur de cette rivière, les travaux à entreprendre ne sont pas bien difficiles ; c'est l'œuvre d'un individu ou d'une famille, si les surfaces qu'on veut irriguer sont peu étendues. D'abord, l'arabe étudie la direction que l'on peut donner à l'eau ; il tâtonne avec un bâton ou un instrument analogue au moyen duquel, après avoir barré la source, il ouvre à l'eau plusieurs issues, et cherche la plus haute courbe qu'elle puisse atteindre. Pour cet indigène, le niveau d'eau et celui à bulle d'air seraient des instruments beaucoup trop compliqués.

Son travail est plus simple, peu pénible ; c'est une question de soin et de temps. Mais où nous allons admirer la constance et le génie de l'ouvrier — ces expressions ne sont pas de trop — c'est quand nous le verrons aux prises avec le torrent qu'il prétendra arrêter au passage ; alors s'engage une lutte de Titan, sous laquelle il succombera quelquefois ; ou bien, il se relèvera, recommencera, et le plus souvent sera vainqueur.

Le vénérable colonel Pein, de qui nous tenons tous ces détails, fut bien souvent, quand il était commandant supérieur de Bou-Sâada, témoin des efforts des travailleurs arabes cherchant à irriguer la plaine du Hodna, et il ne craint pas de qualifier ces efforts de sublimes. « Dans ma petite sphère, écrit-il, j'ai essayé de seconder les travailleurs du Hodna, en appelant sur ces indigènes si en dehors du commun l'attention de mes supérieurs hiérarchiques ; j'ai fait des vœux et des démarches pour que l'Etat leur vînt en aide, et pendant huit ans j'ai frappé à toutes les portes : aucune ne s'est ouverte. Une seul homme, le général de division Desvaux, prenait à tous ces travaux un véritable intérêt ; mais il était absorbé par une autre œuvre, celle des forages artésiens, œuvre utile sans doute, mais qui favorisait des populations vivant à une distance immense des centres de population européenne. Il n'était peut-être pas politique de protéger les populations sahariennes au

préjudice de celles qui habitent la limite du Tell, sur le territoire desquelles s'élèvent des établissements français, et qui supportaient journellement, pour le ravitaillement de nos postes et de nos colonnes, des réquisitions pénibles. »

Plusieurs fois le colonel Pein rencontra des officiers du génie, jeunes pour la plupart, que la question des barrages arabes préoccupait, passionnait même; mais il aurait fallu que l'état-major supérieur du corps partageât cet engouement. C'était chose impossible, et si d'aventure un commandant supérieur de cercle, de subdivision, même de division, s'était permis de charger un capitaine du génie d'étudier des travaux arabes, quel *tolle* général dans le comité du génie, encore si routinier aujourd'hui! Le pauvre officier eût été mal noté pour avoir fait acte d'initiative, et prétendu donner aux bureaux des leçons de colonisation pratique. En Algérie, le service du génie s'acquittait alors de bien des choses; mais on avait un programme tracé, et malheur à celui qui eût osé s'en écarter!

Le véritable théâtre sur lequel il est possible d'apprécier l'importance des grandes irrigations, de se rendre compte des efforts presque surhumains faits par les Arabes pour arrêter les eaux des crues et les jeter dans les terres labourables; le véritable théâtre, disons-nous, sur lequel on pourrait essayer les moyens réguliers et sûrs par lesquels on remplacerait les procédés primitifs employés pour endiguer les rivières torrentueuses, c'est la plaine du Hodna.

Le mot *hodna* a pour racine le mot *haden*, qui veut dire ceindre ou embrasser. La plaine de ce nom, aussi unie qu'un tapis de billard, est située à la partie sud-ouest de la province de Constantine, sur la frontière de la province d'Alger; c'est là que viennent mourir les dernières pentes du Tell de la subdivision d'Aumale, de celle de Sétif, et même d'une petite partie de celle de Batna. Les tribus qui habitent ces contreforts sud du Tell confinant au Hodna sont les Ouled Sulthan de la subdivision de Batna, les Ouled Ali ben Sabor et les Mahdid de la subdivision de Sétif, enfin

celles de la Ouannougha et du Dira inférieur, de la subdivision d'Aumale.

La plaine du Hodna était, il y a vingt ans, presque en entier dans la subdivision de Sétif; mais, en 1874, on a rattaché à la subdivision d'Aumale le cercle de Bou-Sâada, qui avait été attribué à la province de Constantine quand le général duc d'Aumale la commandait.

Le Hodna s'étend donc du caïdat de Barika, à l'est, au caïdat du Dira inférieur, à l'ouest, et il est limité au midi par une chaîne de montagnes qui le sépare de la partie septentrionale du pays des Ouled Naïl et de celui des Zibans. Sur les dernières pentes sud du Tell de la subdivision de Sétif, on voit, comme une sentinelle avancée, la petite ville de Msila, fortement éprouvée, en 1885, par un tremblement de terre. Msila est bâtie sur la rivière du même nom, qui descend de la grande plaine de la Medjana par le défilé du Qsob, à l'ouest de la montagne des Mahdid; l'oued Msila se jette dans le chott du Hodna, toujours à sec pendant l'été.

Au sud-ouest, de l'autre côté du chott, est la petite ville de Bou-Sâada, placée dans la même situation, sur la rivière du même nom, qui coule en sens inverse de l'oued Msila; elle vient du sud-ouest, prend sa source dans le pays des Ouled Naïl, et se jette dans le chott du Hodna.

Les deux villes de Msila et de Bou-Sâada comptent chacune environ 3.500 habitants, et sont entourées d'immenses jardins plantés de palmiers fort clairsemés. Quoique Msila et Bou-Sâada soient deux oasis, c'est à peine si elles rappellent celles du Sah'ra, car, comme le pays est très élevé et placé trop au nord, les palmiers y donnent des dattes de qualité très inférieure.

La largeur moyenne de la plaine du Hodna est d'environ soixante kilomètres; sa longueur, de l'est à l'ouest, est du double.

Au centre de cette plaine, un peu à l'est, se trouve le grand chott du Hodna ou lac salé, dans lequel disparaissent les rivières qui s'y jettent des différents points cardi-

naux. Elles sont nombreuses, mais nous ne parlerons en détail que des deux principales, l'oued Msila et l'oued Chel-lal. La première, comme nous l'avons dit, sort de la Med-jana, la seconde vient du Djebel Dira, de la subdivision d'Aumale, et porte à sa partie supérieure le nom d'oued el Ham.

Ces importantes rivières arrosent ou pourraient arroser les trois quarts des terres arables de la région; et c'est sur leur cours que les Arabes exécutent des travaux de barrage d'une difficulté telle qu'on ne peut s'en faire une idée.

Les bords du chott sont de plus très dangereux; en les parcourant sans guide, on court le risque de disparaître tout à coup dans une boue épaisse et visqueuse.

Ainsi, on raconte qu'un bey de Constantine, au retour d'une expédition dans le sud, y vit s'engloutir son convoi. Le colonel Pein croit qu'il est ici question du bey Othman, le même qui depuis fut tué dans cette partie de la Kabylie orientale que soumit le général de Saint-Arnaud, dans l'expédition de 1851.

Les Arabes ont planté de grands piquets, pour indiquer aux passants l'endroit où commence la zone redoutable. Bien des malheurs ont été par là évités; mais les piquets ne sont pas toujours suffisants puisque, dans la saison chaude, on marche généralement la nuit.

Le climat de la plaine du Hodna est favorable à toutes les productions.

La température, particulièrement dans les bas-fonds, est assez chaude pour donner naissance à toutes les plantes sahariennes qui forment la nourriture des chameaux, et les moutons s'y procurent également tous les herbages qui leur conviennent. Quand les terres traversées par les cours d'eau peuvent être irriguées, elles sont d'une fertilité remarquable.

Sur plusieurs points, on trouve le sol couvert de menus bois ou de broussailles, et les *tarfâs* (bois de fagots) abondent sur le cours des rivières.

L'oued M'cif, qui prend sa source chez les Ouled Naïl, dans le Djebel Bou-Kahil, et porte le nom d'oued Chaïr (rivière de l'orge) dans la partie supérieure de son cours, offre, à son approche du chott où il vient se perdre, un séduisant spectacle.

Il coule au milieu d'un bois touffu de magnifiques lauriers-roses. Sur un parcours de plusieurs centaines de mètres, la rivière et le bois sont encaissés dans un fond bordé de rives escarpées, dont la hauteur est supérieure à celle du bois. A distance, on ne voit que la plaine immense; mais quand on arrive au bord de l'encaissement, le tableau est enchanteur.

Aux pieds du voyageur charmé se déroule un large tapis vert sombre, semé d'une infinité d'étoiles d'un rose vif. Sous ces masses de verdure aux vives couleurs, la rivière disparaît, et ne signale sa présence que par des bruissements harmonieux. Il est difficile de voir quelque chose de plus ravissant dans ce beau pays d'Algérie, si riche en merveilles de tout genre.

Il résulte de ce que nous venons de dire que les populations du Hodna, intermédiaires entre celles du Tell et celles du Sah'ra, sont extrêmement riches; elles possèdent des troupeaux de chameaux et de moutons plus nombreux que ceux des peuples pasteurs et nomades, et, comme les populations du Tell, elles cultivent des céréales qui poussent admirablement bien. Les tribus du Hodna ont donc deux sources de richesses; or, ayant beaucoup à perdre, elles s'insurgent rarement. S'il est vrai qu'en 1864 la tribu des Mahdid, aux environs de Bou-Sâada, se laissa entraîner dans la grande insurrection des Ouled Sidi Cheikh, elle fut si rudement châtiée par le colonel Le Poitevin de la Croix, du 3^e tirailleurs, depuis général commandant la province de Constantine, que depuis lors elle a toujours éconduit les prédicateurs de guerre sainte.

Les tribus du Hodna sont toutes composées de cavaliers; celles qui occupent la partie orientale de la plaine et qui

portent le nom d'Ouled Derradj sont manifestement d'origine chaouïa ou berbère ; habitant autrefois les montagnes qui bordent le Tell et confinent au Hodna, elles finirent par s'emparer de la fertile plaine qui se déroulait à leurs pieds, et dans laquelle elles apportèrent les habitudes travailleuses de la race aborigène. Les Ouled Derradj conservent quelque chose du type montagnard ; mais, au contact des tribus arabes, ils ont fini par oublier le vieil idiôme chaouïa ou kabyle, qui ne se parle plus guère que dans les montagnes de l'Aurès.

Sur le cours de l'oued Msila et sur celui de l'oued Chellal, venant du nord comme nous l'avons déjà dit, on rencontre cinq fractions de la belle tribu des Ouled Madis (ne pas confondre avec les Ouled Mahdid). Formées de djouadis (nobles), qui ne s'allieraient à aucun prix aux tribus d'origine chaouïa, elles ont conservé le type arabe presque pur, c'est-à-dire qu'elles se distinguent surtout par la finesse des extrémités. Superbes cavaliers, fiers, aristocratiques, les Ouled Madis, toujours soutenus par la famille princière des khalifas de la Medjana, c'est-à-dire par les fameux Mokhrani qui prétendaient descendre de la famille des Montmorency, ils ne payaient à leurs protecteurs qu'une faible redevance à titre d'hommage, et régnaient en maîtres dans le pays. Les beys turcs de Constantine les ménageaient beaucoup, trouvant chez eux d'excellents goums pour leurs expéditions ; les Ouled Madis étaient, en effet, une tribu maghzen.

Avant l'époque où les Français commencèrent à gouverner régulièrement le Hodna, c'est-à-dire vers la fin de 1848, après la terrible insurrection de Zaatcha, à laquelle prirent part la plus grande partie des gens de Bou-Sâada et des environs, aucun pays n'était moins sûr que le Hodna. Exposés sans cesse à se voir pillés, les indigènes labouraient, le fusil au dos. Sous le régime des Turcs, les attaques étaient fréquentes dans la région, et les caravanes qui la traversaient pour aller dans le sud, en venant du Tell ou de

la Kabylie, étaient forcées, en arrivant sur le territoire d'une tribu, de lui louer une escorte pour se rendre jusqu'à la tribu voisine, qui les rançonnait de même pour les piloter plus loin.

En temps de troubles, c'est-à-dire presque en tout temps, ces malheureux n'osaient guère labourer. Les plus effrontés pillards, les plus insignes détrousseurs de caravanes, surtout voleurs de chameaux, appartenaient à la tribu des Ouled Sahanoun, fraction de celle des Ouled Derradj, habitant à l'est du grand chott.

Sans être aussi nomades que celles du Sah'ra, les tribus du Hodna venaient pendant l'été faire paître leurs troupeaux dans la plaine de la Medjana ou aux environs de Sétif, sur le territoire de tribus qui, par réciprocité, se réfugiaient parfois, quand les hivers étaient rigoureux, dans le Hodna. Echange de bons procédés.

Lorsque le régime des Turcs eut pris fin, les fiers Ouled Madis, ces *Djouadis* de race, furent bien obligés, pour vivre, de cultiver le sol. Trois fractions de cette tribu occupèrent les terres riveraines de l'oued Msila, deux autres s'établirent sur l'oued Chellal.

Ces rivières ne sont pas de même nature. L'oued Msila a toujours de l'eau ; les habitants de la ville, maîtres du cours supérieur, la prennent les premiers pour arroser leurs jardins ; et ne laissent aller vers le Hodna que leur superflu. Aussi s'élève-t-il souvent, à ce sujet, des plaintes portées par les Ouled Madis contre les Beni-Msil ou gens de Msila.

Entre Msila et le territoire des Ouled Madis végètent quelques petites tribus d'origine chaouïa ; elles aussi puisent de l'eau avant la grande tribu de la plaine.

La quantité d'eau qui arrive à cette dernière serait donc bien faible, si la rivière n'avait un débit relativement considérable.

On le voit, il est possible aux Ouled Madis, même en plein été, sauf bien entendu dans les années de sécheresse exception-

nelle, de s'occuper de jardinage, de cultiver des courges, des pastèques, des pois chiches, etc.

Sous le rapport de l'eau, les deux fractions établies sur l'oued Chellal ne sont pas aussi bien partagées que celles établies sur l'oued Msila, qui, en temps ordinaire, fournit trop peu pour subvenir à leurs besoins.

Ces deux rivières, très encaissées, ont leurs rives élevées en beaucoup d'endroits, particulièrement dans leur cours supérieur ; or, comme cet encaissement provoque mille difficultés pour l'établissement des barrages, les Ouled Madis sont forcés de puiser l'eau assez bas, et de négliger conséquemment les terrains les meilleurs, qui sont ceux du haut.

Même sur l'oued Msila, un peu moins encaissé en général que l'oued Chellal, si les Arabes riverains n'avaient à leur disposition que l'eau de la rivière, l'avantage qu'ils en retireraient serait insignifiant ; c'est l'eau des crues qu'ils utilisent pour leurs travaux d'irrigation, c'est elle qui rend leurs terres de labour si riches. Il leur suffit de la conduire partout où ils la désirent.

Les crues n'ont pas toutes la même violence ; les moyennes, qui ne détruisent que fort rarement les barrages, sont suffisantes pour les besoins de l'irrigation dans les terres du haut ; mais alors les indigènes établis au bas de la rivière n'ont pas toujours l'eau qu'il leur faudrait.

Les Arabes de la plaine du Hodna prétendent que deux bonnes crues suffisent pour donner une superbe moisson.

Ils connaissent fort bien l'importance des jachères, et, comme la terre ne leur manque pas, les surfaces que peut arroser un barrage sont ordinairement divisées en deux parts, quelquefois trois ; ils en cultivent une seule chaque année. Le tour d'eau qui revient à une fraction ou à un douar se nomme *nouba*.

Mais l'indigène ignore la théorie des assolements : il sème du grain, blé ou orge, et toujours du grain.

D'habitude, chaque fraction de tribu construit un ou deux barrages ; on comprend que les barrages supérieurs valent

mieux que ceux du bas, lesquels n'ont que les restes des premiers ; mais dans les bonnes crues, chacun d'eux est bien partagé. Personne ne se plaint.

L'arrivée de la crue, qui se nomme *hamla*, s'annonce toujours par un grondement ; elle jette la tribu dans la joie, surtout lorsqu'elle s'est fait attendre. Si cette crue réussit à rompre un barrage, ce qui est assez fréquent, la consternation est générale. Ce n'est pas tant la perte de la récolte qu'on regrette, mais, la digue détruite, il faut la rétablir ; et quand nous aurons fait comprendre toutes les difficultés que présente un travail de ce genre ; quand nous aurons rappelé qu'il exige le concours de toute la tribu : hommes, femmes, enfants, vieillards encore valides, assistés de toutes les bêtes de somme, grandes ou petites, dont on dispose ; quand nous aurons dit combien de temps lui doit être consacré, on se rendra compte du désappointement des indigènes le jour où un de leurs barrages s'effondre.

Le barrage se nomme *ced* (au pluriel *c'doud*), et les terrains de culture, *arch*. Un mot d'explication est ici nécessaire, car ce dernier terme a été employé par la presse, et même par les Chambres législatives, sans que beaucoup sachent ce qu'ils signifient.

Littéralement, *arch*, en arabe, veut dire trône ; la terre *arch* est donc une terre du trône ou de l'Etat. A la condition d'acquitter leurs redevances, les tenanciers peuvent cultiver la terre *arch*, l'échanger et la transmettre par voie d'héritage.

La terre *azel* est généralement une terre *arch* donnée en apanage à un fonctionnaire ; c'est aussi une terre confisquée. L'apanagiste installe sur son *azel* des tenanciers qui lui payent le loyer et l'impôt, accompagnés d'un certain nombre de corvées. On le voit, c'est tout à fait la propriété féodale.

La terre *habbou* provient de donations pieuses faites à des établissements religieux.

On conçoit que les tribus du Hodna doivent plus au tra-

vail et à l'eau qu'il procure, qu'à la terre qui ne manque jamais. Aussi une fraction de tribu étrangère, appelée par les propriétaires du sol à prendre part aux difficiles travaux d'un barrage destiné à arroser des terres vierges, reçoit-elle pour prix de sa coopération la moitié des terrains arrosés.

Nous n'avons pas la prétention de traiter à fond une question agricole; le peu que nous venons de dire nous conduit simplement à montrer en quoi consiste le curieux travail des barrages.

VI

En Algérie, on ne voit guère que les gens du Hodna prendre tant de fatigues pour faire de la culture en grand. Dans le Tell, l'indolent arabe détourne bien l'eau des sources pour arroser des champs ou des jardins de peu d'étendue; mais, le pays étant moins chaud, la terre conserve mieux l'humidité. Et puis, le terrain est mamelonné, et les cultures se font sur une grande surface sans que l'on ait recours aux irrigations, eu égard aux modestes besoins des cultivateurs. S'en remettant à la volonté de Dieu, l'arabe laisse tout venir, et ne comprend guère l'urgence d'un travail tel qu'un barrage; il ne cherche pas à arrêter les crues, regarde bêtement se perdre cette eau qui lui serait si utile, et se résigne de bonne grâce à de maigres récoltes. Lorsque les gens du Tell captent l'eau d'une source, c'est pour irriguer, au moyen d'un filet d'eau, un petit jardin ou un enclos planté de maïs. Nous ne parlons pas des Kabyles. Dans les régions chaudes, l'eau devient inappréciable. C'est là surtout que les travaux hydrauliques, destinés à l'empêcher de se perdre dans les chotts ou dans les sables, acquièrent toute leur importance; tout barrage est alors pour l'indigène, aussi bien que pour le colon, un élément essentiel de prospérité. L'eau, disent les colons, c'est de l'or.

Les barrages du Hodna, extrêmement simples et primitifs, ne se composent que de terre et de menus bois; mais tout cela est enchevêtré, disposé, superposé d'une façon fort ingénieuse. Le seul défaut de ces ouvrages est leur peu de solidité, car pour que leur action soit un peu étendue, il faut les établir aux points élevés où les rivières coulent entre des rives escarpées. Or, plus le lit de la rivière est resserré, plus violent est le choc produit dans les crues par l'irruption d'une grande masse d'eau.

Les barrages établis comme nous venons de le dire n'ont point d'attache sur les deux rives.

Quand l'un d'eux résiste un an, c'est très beau; deux ans, c'est merveilleux. On le réorganise bien, mais, après plusieurs réparations, la rivière devient trop large à cet endroit, et il faut chercher un autre emplacement.

Lorsqu'une tribu, ou plutôt une fraction de tribu, a l'intention de construire un barrage neuf, les hommes les plus expérimentés désignent l'endroit où on devra le faire et déterminent la direction du canal principal, suivant que le barrage doit porter les eaux sur une rive seulement, ou les déverser sur les deux rives. Ces canaux ou conduites d'eau reçoivent souvent un développement immense; il s'en détache de loin en loin de petits canaux appelés *séguias*, qui vont porter les irrigations dans toutes les terres qu'il est possible d'arroser. Pendant plusieurs semaines, tous les hommes valides, munis d'une sorte de houe, creusent le sol; les matières extraites sont éparpillées sur les terrains de culture. Lorsque ce travail de creusement se trouve sur le point d'être terminé, car on n'y met la dernière main que si une première crue a permis de voir les points que l'eau pourra atteindre, on entreprend le barrage.

Toutes les bêtes de somme sont alors conduites au bois, où se prennent ces menus fagots nommés *tarfâ*; tout ce que ces animaux peuvent rapporter est entassé en un lieu désigné, à côté du futur barrage. Quand les ouvriers de la tribu,

qui ont l'œil exercé, pensent qu'on a recueilli ce qui sera suffisant, ils ramènent les bêtes de somme, quitte à les faire retourner plus tard au même endroit; dans ce cas, tous les indigènes, sauf les conducteurs de chameaux ou de mulets, sont souvent tenus de travailler la nuit. En thèse générale, dès qu'un barrage est commencé, hommes, femmes, enfants, vieillards valides s'y consacrent sans relâche, car un moment d'arrêt ferait tout perdre.

Une partie des hommes se placent dans le lit de la rivière dont on a détourné le cours; d'autres vont chercher le bois dont ils tendent des brassées aux travailleurs; d'autres enfin piochent sur les rives, à une certaine distance, la terre dont ils vont se servir tout à l'heure. Cette terre est mise dans des sacs en laine (*tellis*) et portée par les femmes; ces pauvres créatures, ces malheureuses esclaves ont ainsi la plus dure part de la tâche commune. On les voit, ployant sous le faix, recommencer le même voyage jusqu'à vingt fois par jour.

Les constructeurs de la digue déposent et entremêlent les couches de terre et les couches de bois dans le lit desséché de la rivière, posant les branches de bois en long, les gros bouts en aval; chaque couche est placée un peu en retrait sur la précédente, et de cette manière l'avalanche d'eau se heurte, non pas contre un mur droit dont elle aurait raison, mais contre un talus en pente douce, dont la base vient se confondre avec le lit du torrent.

Quand l'eau arrive, elle glisse sur le talus, le remonte jusqu'au haut et remplit les canaux de dérivation; l'excédent passe par-dessus pour aller alimenter un barrage inférieur, car la distance de ce premier ouvrage au chott est généralement assez grande pour contenir deux, trois ou quatre barrages. Sans doute, un seul suffirait; mais les indigènes sont bien forcés d'en établir plusieurs, le nombre devant suppléer à la puissance.

Souvent des accidents se produisent au cours des travaux; quand surtout ils doivent être entrepris durant la

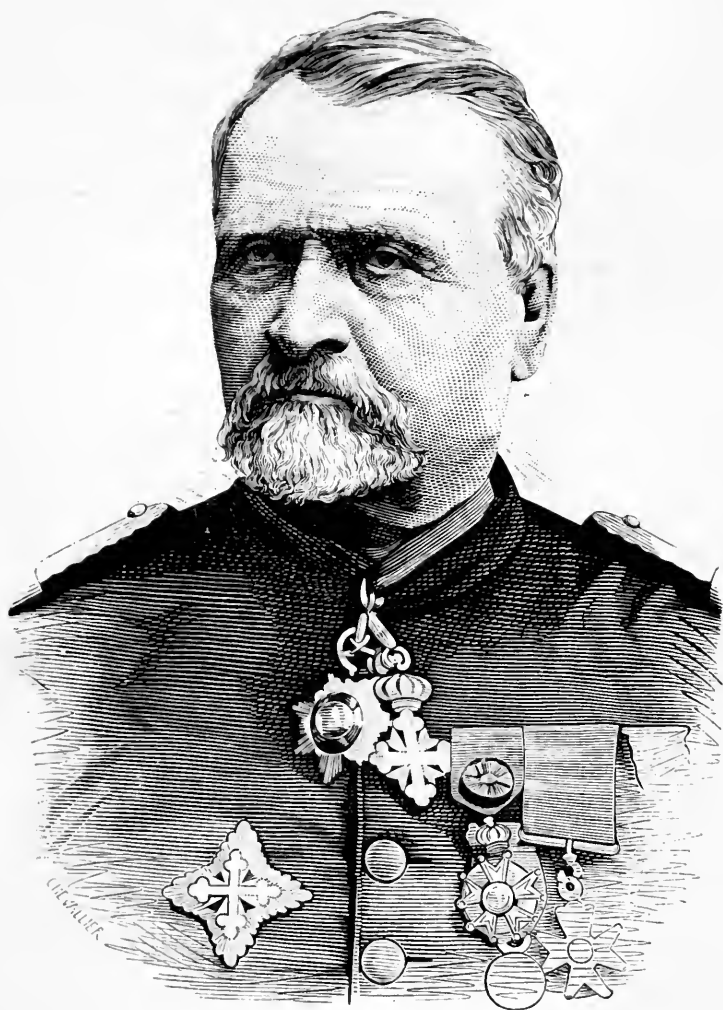
saison des crues, la tribu vit dans des transes continuelles. A tout moment un échafaudage disparaît, car l'eau cause des affouillements dans la digue. Si l'on s'en aperçoit à temps, le mal est réparable; mais l'eau se fait jour parfois là où on s'y attendait le moins. Non seulement des travailleurs disparaissent alors, mais le barrage est emporté, et tout est à recommencer.

Jamais les Arabes, qui pourtant se découragent vite, n'hésitent à se remettre à l'œuvre dès qu'ils croient pouvoir refaire le travail dans de bonnes conditions, et y raccorder de grands canaux. C'est que leur incurie provoquerait la perte de la récolte. Trop souvent les malheureux se heurtent à des impossibilités; tantôt la rivière, gonflée et capricieuse, trouve passage dans la rive crevassée et pleine de fissures; tantôt la résistance que l'eau rencontre sur le barrage la rejette dans des terres friables, et la rivière change de lit. Ces accidents, plus fréquents dans les ouvrages inférieurs, sont très difficiles à réparer; cependant, poussés par l'implacable nécessité, les indigènes du Hodna s'appliquent à réparer le désastre, et il n'est pas rare que le succès vienne couronner leurs efforts.

Il est clair que s'ils avaient, pour installer des ouvrages hydrauliques, la science et les moyens que nous possédons, ils pourraient suppléer, par une énorme et puissante digue construite sur un point bien choisi, à tous ces petits barrages rudimentaires, si pénibles à exécuter, et qu'il faut renouveler à tout instant.

Un jour la colonisation atteindra les parages des chotts, et l'on verra que leur seul moyen de prospérité est la construction des barrages. La terre ne manque pas en Algérie, et il y a moyen, sans refouler les populations, de rendre à la culture, par le travail européen, d'immenses espaces d'une aridité désolante.

Sur le cours de l'oued Msila et de l'oued Chellal, les indigènes connaissent bien les endroits où pourraient être établis de grands barrages; ils ont le sentiment de l'im-



GÉNÉRAL DE WIMPFEN



puissance de la race arabe, et on les entend souvent exprimer le vœu d'être aidés dans leur œuvre par le beylick ou l'Etat. Ils paieraient, en retour, de fortes subventions en argent, et abandonneraient de grand cœur la plus grande partie des terres qui leur sont attribuées. Point n'est besoin d'être un économiste hors ligne pour voir que, tout bien pesé, les barrages ne coûteraient pas beaucoup à la Compagnie qui les entreprendrait.

Eh bien, jamais un gouverneur d'Algérie, militaire ou civil, n'a songé à faire étudier, au point de vue de la colonisation, ce riche bassin du Hodna ! Nous avons connu, il est vrai, un commandant supérieur de Bou-Sâada qui reçut un jour des instructions très pressantes ; mais il s'agissait bien de colonisation ! On le pria de faire un rapport très détaillé sur une race de chauves-souris microscopiques qui, au dire de savants arrivés à Alger, devaient exister dans le rayon de son commandement.

Le commandant supérieur se mit en campagne. Cette race de chauves-souris, ainsi qu'il put le constater, existe réellement aux environs de Bou-Sâada ; il fit son rapport, expédia des échantillons, et les savants s'en retournèrent enchantés.

— Cette Algérie, s'écrièrent-ils, quel pays magnifique !

Mieux eût valu, pour la prospérité de la colonie, prospérité étroitement liée à celle de la France, une étude sur le plus petit barrage, établi jadis par les Romains, dans cette patrie des chauves-souris microscopiques.

Quels immenses avantages n'a pas rapportés à Rome sa colonie du nord de l'Afrique ! La magnificence, la splendeur des ruines dont le sol algérien est couvert, dénotent une émigration de patriciens arrivés avec leurs richesses. Nous n'admettons pas que les colonies romaines en Numidie aient toutes été fondées par des vétérans ; ou ces vétérans devaient recevoir de larges subventions fournies par la République, ou bien de sérieux capitalistes se mêlèrent à eux. Remarquons encore que les proconsuls, disposant

d'immenses ressources et d'une foule d'esclaves, purent mettre à exécution les plus vastes projets. Des palais, des cirques, des théâtres, des monuments publics qui ne le cédaient pas en beauté à ceux de la métropole aux sept collines, s'élevèrent depuis Carthage jusqu'aux colonnes d'Hercule. Les colons voulurent transporter en Afrique tout ce qui leur rappelait la mère-patrie, et les proconsuls ne firent qu'accéder aux vœux du *civis romanus*.

Les colons transplantés dans la Byzacène ou la Numidie songèrent d'abord à développer la production du sol. S'apercevant que l'eau qui descend de la chaîne centrale se perd au nord et au sud, ils résolurent de la colliger pour la forcer à aller féconder les terres que leur sécheresse empêchait de labourer. On sait que l'agriculture était en honneur chez les Romains, qui avaient sans cesse à la bouche le fameux *ense et aratro* ; en cultivant l'Afrique du nord, ce grand peuple obéissait donc à ses penchants naturels.

Hélas ! on ne se préoccupe pas suffisamment, chez nous, de retrouver les vestiges des travaux hydrauliques des Romains. On reconnaîtrait que partout ces prodigieux colonisateurs ont cherché, au sortir des montagnes, à arrêter l'eau des sources et des cours d'eau. Des études approfondies nous eussent déjà tracé la marche à suivre.

Suivant un jour les pentes de l'horrible pays de l'Amar-Khaddou, dans la partie orientale du massif des Aurès, le colonel Carbuccia, l'un des héros de Zaatcha, qui était un archéologue distingué aussi bien qu'un brave soldat, s'écria, en se tournant vers le lieutenant Séroka, officier du bureau arabe de Biskra :

« — Par exemple, je serais bien étonné si je rencontrais ici une ruine romaine !

« — Vous n'aurez pas à aller bien loin », répondit le lieutenant.

Et, au débouché d'une gorge, il montra au colonel une inscription taillée dans le roc, à côté d'une petite ruine dont il était de prime abord impossible de déterminer le carac-

rière. Le colonel déchiffra l'inscription : on était sur l'emplacement d'un barrage.

« — Mais ces gens-là, dit-il en montrant la plaine désolée et couverte de cailloux, que pouvaient-ils donc irriguer ?

« — Mon colonel, répondit le lieutenant Seroka, le cheikh du village de... vient de m'apprendre que, d'après les récits des anciens de la tribu, toute la plaine, avant l'arrivée des Arabes, était couverte de forêts avec d'immenses clairières, au centre desquelles étaient bâties des villes et des villages. »

Revenons au Hodna.

Au-dessus de Msila, on voit sur la rivière des ruines qui sont manifestement les restes d'un immense barrage ; ce barrage, tout en laissant à la ville, ainsi qu'aux terres et aux jardins placés un peu au sud dans la plaine, ce qu'il fallait pour les irriguer, portait les eaux des crues au loin, dans l'est et dans l'ouest. A deux ou trois kilomètres à l'est de Msila, dans un lieu aujourd'hui désert, on rencontre les ruines d'une ville importante où l'on reconnaît parfaitement quantité de petits conduits en maçonnerie, à ciel ouvert, qui étaient alimentés par les eaux venues de la montagne.

Dans la direction opposée, à l'ouest de Msila, à une distance de plusieurs kilomètres du pied des pentes sud du Tell, on trouve, couchés dans un ravin, des arceaux dont la forme indique qu'ils soutenaient un aqueduc. Ces ruines sont peu connues des Européens, et, à l'époque où un commandant supérieur de Bou-Sâada les découvrit, les indigènes furent stupéfaits d'apprendre qu'elles provenaient d'un ancien travail hydraulique.

De tels vestiges annonçaient que d'autres devaient s'y rattacher ; mais il est difficile et coûteux de faire des recherches semblables sur une grande étendue. Ah ! s'il s'agissait d'une statue de Caracalla ou de Marc-Aurèle ! l'argent ne manquerait pas. Pour déterminer l'emplacement des travaux hydrauliques exécutés par les Romains, il faudrait entre-

prendre de longues études, puis des déblais considérables, toutes choses ne pouvant être commandées que par l'Etat.

Sur l'oued Chellal, les Arabes eux-mêmes indiquent un point appelé *Ced ed Djir* (le barrage de la chaux), où ils prétendent qu'existait autrefois une puissante digue qui retenait les eaux venant du Djebel Dira, pour les jeter dans des terres absolument abandonnées. *Ced ed Djir* est situé au lieu où l'oued El Hamm prend le nom d'oued Chellal, là où était autrefois la limite des subdivisions d'Aumale et de Sétif. A cet endroit, la rivière, fort encaissée, coule sur un terrain solide et rocailleux en grande partie, ce qui enlève toute crainte de la voir, dans les crues, changer de lit, comme il arrive dans la plaine, où la terre a peu de consistance et où le lit est peu profond. Tout près de cet ancien barrage, on remarque un léger mamelon géologiquement composé de poudingue. Nommé par les indigènes *Dra el abioud* (le bras, le contrefort blanc), il pourrait être utilisé pour la construction d'un barrage en maçonnerie, peu coûteux à notre avis. On remarque aussi à *Ced ed Djir* des blocs pierreux gigantesques, semblables à ceux que l'on immerge dans la mer pour former des jetées ; il est manifeste que ces blocs proviennent de l'ouvrage hydraulique établi jadis à cet endroit, quoique l'intérieur de la plupart d'entre eux présente des caractères d'affinité avec le granit naturel.

A *Ced ed Djir*, on ne retrouve plus le tracé du canal ancien ; mais quelques travaux de déblai permettraient de s'assurer s'il n'est que comblé.

Nous nous étendons avec complaisance sur tous ces détails, parce que *Ced ed Djir* est tout indiqué pour un barrage embrassant de ses artères une superficie considérable de terrain que les Arabes abandonneraient de grand cœur, pour recevoir en échange un peu d'eau. On prétend qu'il n'y a plus de terres domaniales, et qu'il faut procéder actuellement, pour la création de nouveaux centres, par voie d'échange ou d'expropriation ; ici nous soutenons le contraire.

La meilleure preuve qu'un barrage exista à Ced ed Djir, donnant la vie aux régions désolées du Hodna, c'est que les indigènes essayèrent de reprendre des travaux sur ce point; mais ils finirent par se rebuter, car les crues enlevèrent régulièrement les matériaux peu résistants dont ils se servaient; de plus, avec les outils imparfaits dont ils disposent, le creusage des canaux devenait une œuvre trop difficile dans des terrains durs. Quand ils parlèrent de leurs tentatives aux commandants supérieurs et aux officiers des affaires arabes de Bou-Sâada, ceux-ci adressèrent à l'administration rapports sur rapports; mais cette administration fit toujours la sourde oreille.

VII

Au commencement de 1869, les Ouled Sidi Cheikh dissidents étaient rejetés au Maroc; leur jeune chef, Ahmed ben Hamza, mourait mystérieusement quelques mois après, et le cinquième fils du fameux Si Hamza, Kaddour ben Hamza, fils d'une négresse, devenait le chef religieux et politique de la puissante tribu qui, pendant trois ans, nous avait tenu tête. L'inaction n'étant pas dans le caractère de Si el Ala, chef véritable des Ouled Sidi Cheikh, il entraîna son neveu à sa suite, et tous les contingents dissidents reparurent dans le Sah'ra algérien. Apprenant que le lieutenant-colonel de Sonis était sorti de Laghouat avec une petite colonne composée d'un bataillon de tirailleurs, une compagnie de zéphirs, deux escadrons et deux petits canons de 4, Si el Ala réunit brusquement tous ses contingents dispersés dans le Djebel Ahmour et, vers la direction d'Aïn-Mahdi, attaqua audacieusement les Français, dont il espérait avoir raison. Il disposait d'environ 3.000 chevaux, et de 800 hommes d'infanterie, presque tous marocains.

Mais les Ouled Sidi Cheikh avaient affaire à un rude adver-

saire ; ce qui les frappa d'étonnement, ce fut l'inconcevable intensité du feu de nos fantassins. C'était la première fois que le fusil Chassepot se faisait entendre en Algérie. Après trois heures d'une lutte acharnée, Si el Ala vaincu battit en retraite dans la direction du Maroc, poursuivi non seulement par nos troupes, mais encore par les habitants du ksar d'Aïn-Mahdi qui, la veille, avaient pactisé avec lui, et qui se montrèrent tout à coup amis dévoués de la France.

Ce combat date du 1^{er} février 1869. Comme il est écrit qu'un malheur n'arrive jamais seul, Si el Ala apprit, dans sa fuite, que le fameux Si Sliman ben Kaddour, agha de Géryville et Ouled Sidi Cheikh rallié à nous, profitant de l'absence des contingents des Ouled Sidi Cheikh, avait, le matin du 5 février, fait irruption dans les campements de la tribu établis sur l'oued Guir et les avait razziés de la façon la plus complète.

Les Ouled Sidi Cheikh se voyaient donc réduits à l'impuissance.

Le gouvernement français crut alors faire acte de bonne politique en provoquant un rapprochement entre la grande tribu française des Hamyân et les Ouled Sidi Cheikh marocains ou Gharaba, qui se battaient toujours le long de la frontière. Les chefs signèrent, au mois de juillet 1869, une sorte de convention de paix, et jurèrent réciproquement, sur le Coran, que les deux tribus qui avaient échangé tant de coups de fusil vivraient désormais sur le pied d'une amitié éternelle. Cette fameuse convention, qui fit un certain bruit à l'époque, dura jusqu'au mois de mars suivant, à peu près huit mois. Ainsi il avait été complètement inutile de faire intervenir le Coran.

Si les Ouled Sidi Cheikh Cheraga étaient presque anéantis, il n'en était pas de même de leurs cousins Gharaba. Pour eux, la convention intervenue avec les Hamyân n'avait aucune espèce de signification, et d'inaffables indices apprirent au général de Wimpffen, commandant la province d'Oran, qu'une reprise d'hostilités était imminente.

Peut-être finirons-nous par nous faire à cette idée que le nomade du Sah'ra n'est jamais vaincu que d'une façon relative, et qu'il n'est point d'ennemi plus tenace, plus irrécyclable. Ne prenons jamais son inaction pour de l'impuissance, et ne nous relâchons pas de notre surveillance; quand on y pense le moins, le Saharien, qui nous guette toujours, se révolte. Pourtant il est à présumer, disons-le en passant, que la prochaine insurrection dans le sud algérien sera imputée aux derniers bureaux arabes, car le gouvernement estime que les régions sahariennes ne sont pas encore mûres pour le régime civil, et ne juge pas à propos de les faire administrer par des fonctionnaires en redingote.

Cependant le bruit d'une prochaine prise d'armes des Ouled Sidi Cheikh ayant provoqué une vive agitation parmi nos tribus de la frontière de l'ouest, le général de Wimpffen représenta au gouverneur-général, maréchal de Mac-Mahon, qu'il y avait danger de laisser subsister sur notre frontière un foyer permanent de rébellion, alimenté par tous les pillards des tribus marocaines voisines. Les tribus du sud-est marocain, les Doui-Ménia, les Ouled Djerrir, les Beni-Guil sont à peu près indépendantes, et ne paient l'impôt à Sa Majesté Chérifienne que lorsque cela leur convient. Il était donc parfaitement indifférent au sultan du Maroc de voir les colonnes françaises opérer sur leur territoire; mais, par déférence pour ce potentat, le maréchal de Mac-Mahon lui fit demander l'autorisation de franchir la frontière hypothétique si malencontreusement tracée en 1845; autorisation dont, de temps immémorial, se passaient parfaitement les commandants supérieurs de Géryville, quand ils se lançaient à la poursuite des maraudeurs sortis du Maroc. Le général de Wimpffen, qui voulait se porter au centre du pays occupé par les rebelles, eut donc toute liberté pour opérer dans le sud-est marocain. Toutefois, il lui fut prescrit de ne rien entreprendre contre les oasis marocaines. La recommandation était puérile, puisque ces oasis étaient précisément les centres d'approvisionnement des tribus. Nous sommes des

scrupuleux incorrigibles ; ainsi, plus tard, nous verrons qu'il ne fut jamais permis, dans la dernière insurrection de 1881-1882, de rien entreprendre contre la grande oasis de Figuig, dont Bou-Amema avait fait son quartier-général. A ce compte-là, les insurrections dureraient longtemps et se renouvelleraient souvent.

Contradiction plus flagrante encore : le général avait ordre d'éviter toute rencontre avec les populations marocaines, tout en ayant le droit d'en exiger des otages. L'expédition entreprise ne pouvait donc être qu'une reconnaissance du territoire marocain ; d'avance elle était frappée de stérilité.

Le général de Wimpffen quitta Oran le 15 mars, et vint à Aïn ben Khelil prendre le commandement d'une grosse colonne qu'il avait formée avec six bataillons de zouaves et de tirailleurs, et treize escadrons pris au 1^{er} chasseurs à cheval, au 2^e spahis, au 2^e et au 4^e chasseurs d'Afrique. Quatre de ces escadrons furent donnés au colonel de la Jaille, qui devait rester en observation au sud des chotts ; le reste fut réparti en deux brigades, Chanzy et de Colomb.

Dans une lettre que Wimpffen écrivit le 5 juin 1870 à M. le marquis de Chasseloup-Laubat, président de la Société de géographie, lettre que le *Bulletin de la Société* reproduisit en janvier 1872, il décrit avec une grande clarté le pays parcouru jusqu'à l'oued Guir par la colonne placée sous son commandement. Dans la vallée de l'oued Guir habitait la tribu des Doui-Ménia, la plus puissante et la plus influente de celles qui abritent nos dissidents et leur prêtent un concours actif dans les incursions qu'ils tentent au sud oranais.

L'oued Guir prend sa source dans un pâté montagneux situé un peu au nord-ouest des chotts marocains ; il coule au pays des Doui-Ménia, près du petit ksar d'Igli, et mêle ses eaux à celles de l'oued Zouzfana, rivière qui passe près de l'oasis de Figuig. Les deux cours d'eau réunis prennent le nom d'oued Saoura. L'oued Guir roule une masse d'eau considérable en hiver.

Pour atteindre l'oued Guir, le général Wimpffen engagea

sa colonne dans la plaine de Tamelelt (en berbère, la blanche) ; cette voie, un peu moins déserte que celle de Galloul, est plus avantageuse, à cause du rapprochement des eaux, pour des troupes comprenant de l'infanterie.

La colonne arriva sur l'oued Guir le 14 avril 1870 ; devant elle se déroulaient de vastes espaces qu'arrose le fleuve dans ses crues périodiques, particularité qui a valu au pays le nom de *Petites mers*. De l'autre côté de l'oued Guir se développaient en longue ligne les contingents réunis des Ouled Sidi Cheikh dissidents, des Doui-Ménia et des Ouled Djerrir ; ces deux dernières tribus sont généralement confédérées.

Pour reconnaître l'ennemi, notre agha de Géryville, Si Sliman ben Kaddour, cet Ouled Sidi Cheikh rallié à notre cause que ses frères appelaient renégat et avaient tenté vingt fois de faire assassiner, se porta au delà de l'oued Guir avec son goum. Si Sliman était escorté de quatre de ses nègres, ces fidèles gardiens dont nous avons déjà parlé, et qui appartiennent corps et âme au chef de la famille des Sidi Cheikh ; il allait prouver que si les nègres sont dévoués à leur maîtres, ceux-ci les payent de retour.

L'oued Guir était grossi par la fonte des neiges qui couvrent les hautes montagnes du sud-est marocain. Pendant le passage du fleuve, le cheval que montait un des nègres de Si Sliman ben Kaddour s'abattit et projeta son cavalier près d'un gouffre où un courant rapide l'emporta en le faisant tourbillonner. Le pauvre diable allait infailliblement se noyer : pas un cavalier du goum n'osait le secourir, car il est bien rare qu'un arabe du sud sache nager. Dans quoi se baignerait-il ? Les rivières comme l'oued Guir brillent dans le Sah'ra par leur absence. Si Sliman, voyant que personne ne bougeait et que son nègre était abandonné à son malheureux sort, n'hésita pas un instant à se jeter à l'eau, et, après beaucoup d'efforts, réussit à ramener sur la berge son fidèle serviteur, qui avait déjà perdu connaissance.

Nous empruntons cette anecdote au très intéressant volume que M. F. Gourgeot, ex-interprète principal de l'armée d'Afrique, a consacré à l'examen de la situation politique en Algérie, en 1882.

La reconnaissance exécutée par le goum de Si Sliman apprit au général de Wimpffen qu'il avait devant lui 5 à 6.000 ennemis, qui avaient pris position sur une ligne de dunes protégées à leur front par des canaux d'irrigation dérivés de l'oued Guir. Le choix de cette position révélait une certaine entente de la guerre, et était dû à Si el Arbi, guerrier des Ouled Sidi Cheikh renommé par sa bravoure, auquel les Doui-Ménia et Ouled Djerrir réunis avaient donné le commandement suprême de leurs contingents.

Quelques mots seulement sur le combat du 15 avril.

Le général de Wimpffen forma, avec le 2^e zouaves et le 2^e tirailleurs, trois colonnes d'attaque qui, franchissant des fondrières où nos soldats avaient de l'eau jusqu'aux épaules, emportèrent vaillamment la ligne des dunes, à travers des fourrés impénétrables de tamarins et de lauriers-roses. Les Marocains, à part les écumeurs de routes qui avaient pris part à l'attaque de la colonne de Sonis, le 1^{er} février 1869, ne connaissaient pas encore les fusils Chassepot ; ils furent terrifiés par la rapidité de notre tir.

En même temps que le général Wimpffen faisait attaquer de front la position par sa brave infanterie, il commandait, aux extrémités de la ligne, à sa cavalerie, des démonstrations qui avaient pour but de diviser les forces des Doui-Ménia. Les cavaliers les chargèrent rudement et les culbutèrent, malgré leur résistance désespérée. Revêtu d'un magnifique burnous écarlate, le chef que les Doui-Ménia avaient mis à leur tête, Si el Arbi, entouré de quelques cavaliers choisis parmi les plus braves, se battait au premier rang, désireux de prouver qu'il était digne de la confiance que les tribus confédérées avaient placée en lui. Les fluctuations du combat le mirent en face d'un peloton du 4^e chasseurs d'Afrique, conduit par le lieutenant de Rodellec ; ce

brave officier, suivi seulement de sept de ses hommes, fondit sur le groupe au milieu duquel se tenait El Arbi, et tous deux, sabre au poing, se livrèrent un terrible combat singulier. Si el Arbi finit par avoir le dessous; il tomba, la tête fracassée par un coup de revolver tiré à bout portant.

Le brave M. de Rodellec, sans voir que les sept chasseurs qui l'avaient suivi étaient tous tués, se précipita ensuite sur un cavalier qui portait un grand étendard vert et bleu, signe du commandement suprême attribué à El Arbi. Seul au milieu de nombreux ennemis, perdu de vue par sa petite troupe qui se battait un peu plus loin, il finit également par être tué.

Si el Arbi laissait un fils aussi vaillant que lui. Quand ce jeune homme, qui combattait sur un autre point de la ligne, apprit la mort de son père, il accourut désespéré, baisa respectueusement le cadavre et s'écria, en s'adressant aux Ouled Sidi Cheikh :

« — Vous serez des lâches, si vous ne m'aidez pas à le venger.

« — Nous ne sommes pas des lâches », répondirent les Ouled Sidi Cheikh qui avaient suivi la fortune de Si el Arbi, et qui étaient une cinquantaine au plus.

Le jeune El Arbi avisa aussitôt le lieutenant-colonel Detriche du 2^e zouaves, le héros du Borrégo au Mexique, aujourd'hui général de division, qui avait mis pied à terre au sommet d'une dune de sable rouge, pour surveiller le combat. A la tête de son petit peloton de cavaliers déterminés à mourir, il s'élança vers cette dune, espérant venger la mort de son père dans le sang d'un chef français. Mais le pied de la dune était garni de broussailles dans lesquelles se trouvait embusquée une compagnie de zouaves. Celle-ci accueillit la charge avec un feu accéléré, qui, en quelques minutes, renversa hommes et chevaux. Seul, El Arbi, enlevant sa monture par un suprême effort, put franchir la ligne des combattants; mais il passa à côté d'un sous-officier qui lui envoya son coup de fusil. Atteint au poitrail, le che-

val s'abattit; le jeune homme se dégagea vivement, et eut l'audace, seul, un pistolet à la main, de gravir la dune sur laquelle se tenait le lieutenant-colonel Détrie. Un zouave, qui accompagnait un de ses camarades blessé, attaqua alors El Arbi; son fusil étant déchargé, il dut se servir de sa baïonnette; et en même temps que le chef arabe envoyait à son adversaire sa dernière balle, il reçut lui-même à la gorge un coup de baïonnette qui l'étendit mort sur le sable.

Chanzy se distingua brillamment dans ce combat du 15 avril, qui ne nous coûta que vingt-trois tués, dont un officier, le pauvre lieutenant de Rodellec, et vingt-sept blessés, dont deux officiers.

En pénétrant dans le Maroc, le général de Wimpffen avait déposé une partie de ses impedimenta au petit bordj de Bou-Kaïs, sous la garde d'une compagnie de tirailleurs algériens. On releva à la hâte les fortifications de ce poste, et le commandement en fut donné au capitaine du génie Pamard, aujourd'hui chef de bataillon. Du 9 au 21 avril, la petite garnison du bordj ayant eu à repousser deux attaques de l'ennemi, Wimpffen rétrograda immédiatement, arriva le 22 à Bou-Kaïs, et, apprenant que les assaillants se composaient de Beni-Guils faisant d'Aïn-Chaïr le centre de leurs opérations, il ne put résister au désir d'attaquer cette oasis, qui ne se trouvait qu'à 15 ou 20 kilomètres de Bou-Kaïs.

« L'oasis d'Aïn-Chaïr, lisons-nous dans la lettre que le général de Wimpffen écrivit à la Société de Géographie, le 5 juin 1870, sert de lieu principal d'emménagement à la plupart des nomades du sud marocain. Habitée par une population énergique et turbulente, elle est le centre d'action de la haute vallée de l'oued Guir et de la plaine de Tamelelt, comme Figuig l'est de l'oued Zouzfana et du massif montagneux habité par les Amours et les Ouled Djerrir. Ainsi que la plupart des oasis de cette région, elle est sous l'autorité religieuse du marabout de Khenatza, qui, tous les ans, désigne le chef du ksar. »

Pendant qu'on marchait sur l'oued Guir, de Wimpffen reçut la visite de ce marabout, accompagné des tolbas ou lettrés formant son conseil. Confortablement vêtus, respirant la santé, l'air souriant, ces pieux personnages, aux manières douces et agréables, arrivèrent au camp français montés sur de belles mules richement caparaçonnées, près desquelles couraient de vigoureux nègres du Soudan. L'un d'entre eux, ô civilisation ! laissa tomber, en passant devant le front de bandière d'un bataillon de zouaves, une boîte d'allumettes-bougies de fabrication marseillaise. Grands trafiquants, intermédiaires dans la plupart des opérations commerciales de ces contrées du sud-est marocain, les marabouts de Khenatza ont une facilité de relations qu'on ne trouve pas d'habitude parmi les représentants des sectes musulmanes.

Leur principal revenu consistait dans la vente des nègres du Soudan ; mais l'interdiction de ce genre de commerce sur les marchés français les priva de leur principale ressource, et le fanatisme musulman qui en avait fait des saints respectés, alors qu'ils étaient riches, s'attiédit considérablement dès qu'ils devinrent pauvres. Aussi, le chef des marabouts eut beau prier les gens d'Aïn-Chaïr de cesser leurs attaques contre le ksar de Bou-Kaïs, on lui répondit par une fin de non-recevoir.

Comme toutes les oasis, Aïn-Chaïr (la source de l'orge) possède un petit ksar dont les maisons, en assez bon état, sont assises sur un rocher, et dominées par le minaret d'une mosquée qui, chose extraordinaire dans le Sah'ra, ne tombe pas en ruines. C'est que le rôle actif joué par Aïn-Chaïr dans la contrée met les habitants dans l'obligation de songer à défendre leur ksar. Celui-ci est donc entouré d'un mur d'enceinte bien entretenu, flanqué de distance en distance par des tours carrées donnant plusieurs étages de feux, et isolé à l'est de l'oasis qui comprend, outre des jardins de palmiers, de vastes espaces ensemencés d'orge ; ne faut-il pas qu'Aïn-Chaïr reste fidèle à son étymologie ?

Jardins de palmiers et champs d'orge sont irrigués par deux sources, d'où se détachent, à ciel ouvert, de nombreuses conduites en briques cuites au soleil.

C'est contre cette oasis que le général de Wimpffen allait lancer sa colonne; il avait trop le souci des intérêts algériens, pour passer à côté d'incorrigibles pillards sans les châtier.

Le 23 avril, on vint camper aux puits de Mengoub (1), et le 24 au matin on était devant Aïn-Chaïr.

Fidèles aux us et coutumes militaires, le général somma d'abord les défenseurs de l'oasis de lui faire soumission. Mais les Arabes ont leur point d'honneur; quelque violente que puisse être parfois leur envie de se soumettre, il leur faut leur journée de poudre. Pour se conformer à l'usage, les gens d'Aïn-Chaïr firent répondre au général qu'ils l'attendaient de pied ferme.

Quatre colonnes d'attaque furent lancées dans l'oasis. Avant la nuit elles en étaient maîtresses et l'ennemi se rejetait dans le ksar. Le lendemain, deux assauts contre ce ksar furent tentés et repoussés; quatre des plus brillants officiers du 2^e zouaves s'y firent tuer en entraînant leurs hommes.

Les munitions manquaient dans le camp français, elles manquaient également à Aïn-Chaïr; on allait battre en retraite quand les gens de l'oasis, craignant une nouvelle attaque, se présentèrent à la tente du général de Wimpffen pour faire leur soumission et solliciter leur pardon. Ils s'engageaient à vivre en paix avec celles de nos tribus qui étaient voisines de la frontière, et à refuser tout appui aux Ouled Sidi Cheikh dans leurs entreprises contre le territoire algérien. Comme preuve de leur sincérité, ils prévinrent le général de Wimpffen que des contingents nomades, conduits par notre vieil ennemi Sidi Cheikh ben Taïeb, marchaient au secours de leur ville. Ces maîtres

(1) C'est le nom générique donné à tous les puits du sud creusés perpendiculairement dans le tuf.

coquins trahissaient ainsi leurs auxiliaires, qui furent surpris par notre cavalerie, et perdirent à jamais l'envie de leur être agréables.

Evidemment, la soumission des habitants d'Aïn-Chaïr n'avait aucune importance ; mais elle donnait au général le droit de se consoler de l'échec qu'il avait subi, et l'honneur de nos armes était sauf.

Dans sa lettre à la Société de Géographie, de Wimpffen déclare que cette expédition avait eu l'immense avantage, en dehors des raisons politiques, de fixer complètement les esprits sur le vaste territoire qui s'étend au sud-ouest de notre frontière algérienne, et dont on exagérait beaucoup les difficultés sous le rapport des ressources en eaux, productions végétales et conditions climatiques. « Nous avons pu constater, dit le général, qu'une colonne ayant un effectif de cavalerie élevé, a pu, sans inconvénient, parvenir à l'extrême limite d'un territoire peu connu, et que le terrain, d'un parcours facile, offre sur la plupart des points, à l'état sauvage, des productions très utiles à la nourriture des animaux. »

Wimpffen s'est payé de mots. L'expédition de 1870, qui ne présenta que quelques avantages momentanés fort incomplets, devait être frappée de stérilité. Comme nous le verrons par la suite, la paix conclue à Aïn-Chaïr fut une simple trêve, que rebelles et marocains s'empressèrent de rompre, dès qu'ils furent en état de reprendre la campagne.

Et il en sera toujours ainsi, tant que cette question des frontières marocaines ne sera pas résolue.

Nous l'avons vu en 1881-1882 ; nous le verrons encore.

VIII

On sait que le ministère du 19 janvier 1870 amena d'importantes modifications dans la politique de l'Empire. M. Emile Ollivier fit prévaloir, entre autres choses, dans

les conseils du gouvernement, l'idée de rétablir *ex abrupto* le régime civil en Algérie. Mac-Mahon ne croyait pas le moment venu ; il s'en expliqua au Sénat, et son discours du 21 janvier fut très remarqué. Ensuite, le maréchal fit observer à Napoléon que si son œuvre à lui était terminée, il n'avait plus qu'à s'effacer, pour ne pas mettre obstacle aux innovations jugées nécessaires à la prospérité de la colonie. A deux reprises, il offrit sa démission ; mais l'empereur refusa de l'accepter. Le maréchal resta donc au poste qui lui était assigné. Quelques semaines après, il s'embarquait pour la France avec la plus grande partie de l'armée d'Afrique.

La guerre venait d'être déclarée à la Prusse.

Il était dit que le maréchal de Mac-Mahon, cet homme de Plutarque qui n'eut jamais en vue que l'accomplissement du devoir, devait, après avoir enduré les dernières émotions du champ de bataille, trouver le couronnement de sa carrière militaire entre deux barricades, puis connaître toutes les amertumes du pouvoir. Quand cet illustre soldat, dont l'unique préoccupation fut toujours de servir la France et de ne rien faire contre l'honneur, rentra dans la vie privée, plus pauvre que le jour où la majorité de l'Assemblée nationale le hissa sur le pavois, le respect de tous, un respect unanime et profond, l'accompagna dans sa retraite, et ce respect il l'obtient encore à l'heure présente, si pleine de trouble et d'inquiétude.

Les Mac-Mahon descendent de l'antique famille irlandaise des O'Brien, princes de Thonon, dont ils portent les armoiries. Cette famille, dit O'Gullivan dans son *Histoire de l'Irlande*, a donné à la verte Erin un de ses rois les plus populaires, le brave O'Brien, roi-poète à la façon de David, qui délivra son pays des Danois. A la suite de la prise d'armes de l'Irlande en faveur de Charles I^{er}, l'armée de Cromwell commit d'atroces cruautés dans les provinces de l'île, et l'on rencontre le nom de plusieurs Mac-Mahon dans la liste des victimes conduites à l'échafaud. Quantité

de nobles irlandais, après la révolution de 1680, vinrent se réfugier en France auprès du roi Jacques II, et parmi eux se trouvèrent des membres de la famille des Mac-Mahon. En 1769, Jean-Baptiste de Mac-Mahon obtint du roi Louis XV des lettres de naturalisation, et fut par la suite député des Etats de Bourgogne. Il eut deux fils dont l'un, Charles-Laure, devint maréchal de camp en 1814, et pair de France en 1827. C'est le père du maréchal.

Le 13 juin 1808, naquit Marie-Edme-Patrice-Maurice de Mac-Mahon ; il était le seizième des dix-sept enfants de Charles-Laure, marié à une demoiselle de Caraman. Qui donc a dit que la sève des vieilles races est aujourd'hui épuisée ? C'est assurément faux pour le duc de Magenta. On dirait que ce vigoureux vieillard, comme les paladins irlandais dont il descend, a puisé dans l'ancienneté de sa race la vigueur morale et physique qui a fait de lui un privilégié de la vie.

Son enfance s'écoula dans le domaine patrimonial, le château de Sully, en Bourgogne, qui appartenait jadis à Saulx de Tavannes. Sa mère, fervente catholique, l'éleva avec le plus grand soin, et le plaça au petit séminaire d'Autun, où il fit de brillantes études. Il vint plus tard se préparer à Saint-Cyr dans une institution de Versailles, et entra à l'école en novembre 1825. Il en sortit le 1^{er} octobre 1827, avec le numéro 4, et passa sous-lieutenant dans le corps d'état-major créé quelques années auparavant par le maréchal Gouvion Saint-Cyr.

En 1830, Patrice de Mac-Mahon prit part à l'expédition d'Alger comme lieutenant d'état-major, aide de camp du général Achard. A la fin de la même année, le général Clausel ayant conduit une expédition à Médéa, la brigade Achard fut vivement engagée à l'attaque du col de Mouzaïa, où un bataillon du 37^e de ligne, en tête duquel marchait le brave lieutenant, décida de la victoire au moyen d'une brusque attaque à la baïonnette. La bravoure du jeune

officier fut récompensée par la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Il avait à peine vingt-deux ans !

Mac-Mahon rentra en France au commencement de 1831.

Après avoir conquis ses épaulettes de capitaine à la citadelle d'Anvers, il prit part, en 1836, à la première expédition de Constantine, en qualité d'aide de camp du duc de Nemours ; puis à la seconde, en 1837, comme aide de camp du général en chef Damrémont. Celui-ci ayant été tué au moment de l'assaut, le capitaine de Mac-Mahon se trouva sans emploi. Il sollicita néanmoins l'honneur de faire partie de la première colonne d'assaut, sous les ordres du lieutenant-colonel de Lamoricière, et fut cité à l'ordre du jour.

Nous avons vu que le corps royal d'état-major étant appelé à fournir un des dix commandants des bataillons de chasseurs d'Orléans, autrement dits chasseurs à pied, Mac-Mahon fut choisi entre tous ; mais comme il n'avait pas l'ancienneté voulue, on l'envoya en Afrique. Là, il fut nommé chef de bataillon, après le magnifique combat de Mouzaïa, livré en 1839 par le duc d'Orléans aux troupes d'Abd-el-Kader.

Entré dans l'armée régulière, Mac-Mahon dit pour jamais adieu à l'état-major.

Résumer ici la carrière militaire du maréchal serait faire l'histoire de la conquête de l'Algérie. Bornons-nous à dire que lors de la terrible insurrection de Bou-Maza, il était lieutenant-colonel de la légion étrangère. Après deux citations à l'ordre de l'armée, il fut nommé colonel du 41^e de ligne ; mais ce dernier rentrant en France, Mac-Mahon prit le commandement du 9^e, qui restait en Afrique. Ce fut à la tête de ce régiment, renforcé par les zouaves, qu'il ferma un des passages par lesquels, en 1847, Abd-el-Kader tentait de s'échapper.

Devenu général de brigade le 17 mars 1852, on l'appela au commandement de la province de Constantine. Le 16 juillet suivant, à quarante-quatre ans, nous le retrouvons

divisionnaire et grand-officier de la Légion d'honneur. Il est vrai que, sur vingt-sept années de services, il comptait vingt-trois campagnes.

Quand l'armée d'Afrique aborda la grande guerre en Crimée, Mac-Mahon fut un des officiers supérieurs que le maréchal de Saint-Arnaud choisit pour l'accompagner.

Le 7 septembre 1855, Pélissier réunissait les généraux de division, et leur donnait ses derniers ordres pour l'assaut du lendemain. A Mac-Mahon échet le rôle le plus dangereux, celui d'enlever Malakoff, clef de Sébastopol.

« — Messieurs, dit en concluant le commandant en chef, je vous tiens tous pour de vaillants hommes de guerre ; aussi ai-je pleine confiance en vous. »

Le général Niel, commandant le génie du corps de siège, s'adressa à Mac-Mahon qui montrait une parfaite tranquillité d'âme, et lui déclara que Sébastopol serait perdu si Malakoff était pris.

« — Je le sais, reprit ce dernier, avec un calme qui surprit les plus braves. J'y entrerai, ou soyez certain que je n'en sortirai pas vivant. »

Le lendemain, 8 septembre, dans la tranchée, un moment avant l'action, le général haranguait sa division et faisait passer dans les rangs tout le feu de son âme.

L'assaut était fixé pour midi précis. « Il faudrait, s'écrie M. de Bazancourt, l'historien officiel des guerres du deuxième Empire, il faudrait la plume d'Homère pour retracer dignement ce moment d'attente solennelle qui faisait étinceler les regards et frémir tous les cœurs... L'armée comptait les minutes dans un immense recueillement. »

Ceux qui devaient s'élancer les premiers étaient les zouaves. Accroupis, les yeux étincelants, ces incomparables soldats attendaient l'ordre de leur chef, qui se promenait au milieu d'eux. A midi, Mac-Mahon tira son épée. Il n'eut pas besoin de crier : En avant ! ses yeux disaient assez : Suivez-moi ! Une clameur inouïe, effrayante, s'éleva,

poussée par mille poitrines, dominant le bruit des clairons sonnant la charge. Deux minutes après, la division enlevait l'ouvrage de Malakoff.

S'emparer de Malakoff n'était rien ; s'y maintenir était tout. Surpris par l'impétuosité de notre attaque, les Russes reprirent l'offensive avec une énergie désespérée. L'orgie sanglante dura près de deux heures ; le général allait et venait au milieu d'elle avec une impassibilité qui arracha des cris d'admiration à Péliissier, si bon juge en la matière. C'est à ce moment que le commandant en chef ayant fait demander à l'héroïque général s'il croyait pouvoir se maintenir sur la position conquise, reçut cette laconique réponse, devenue légendaire : « J'y suis, j'y reste. »

L'aide de camp revint un moment après :

« — Au moins, mon général, mettez-vous quelque peu à l'abri.

« — Laissez-moi la paix ! riposta Mac-Mahon ; je suis bien maître de ma peau. »

Tant que dura la guerre, une armée de 80.000 hommes, commandée par le général, resta sous les murs de Sébastopol. Pendant le terrible hiver de 1855 à 1856, cette armée n'eut à lutter que contre la maladie. Chaque jour, on voyait Mac-Mahon visiter les ambulances, montrant qu'il savait se placer à la tête de ses soldats sur tous les champs de bataille. Il avait sous ses ordres un divisionnaire qui, plus tard, ne profita guère de son exemple : nous voulons parler du général Bazaine, auquel on reprocha justement de n'avoir jamais su où étaient les ambulances de l'armée de Metz.

Nous avons montré le vainqueur de Malakoff à la tête de la 2^e division du corps expéditionnaire, que le maréchal Randon conduisit à la conquête de la grande Kabylie.

Résumons en deux mots le rôle que joua le général en Italie : à Magenta, il s'avança dès qu'il entendit le canon, et le succès devint son œuvre. Par la promptitude de son coup d'œil, par la rapidité de sa marche, il transforma un revers certain en victoire féconde. Desaix en avait fait

autant à Marengo, mais il fut frappé en pleine victoire ; plus heureux que Desaix, Mac-Mahon se fit nommer maréchal de France et duc de Magenta.

Passons sous silence les années qui s'écoulèrent entre la campagne d'Italie et la fatale guerre de 1870. Arrivons de suite à la bataille de Reichshoffen.

Quand, le 4 août 1870, l'empereur décida que les 5^e et 7^e corps, sous le commandement des généraux de Failly et Douay, seraient réunis au 1^{er} corps pour former une armée unique, placée sous le commandement du maréchal de Mac-Mahon, il était déjà trop tard. L'ennemi venait de prendre l'offensive, et d'écraser à Wissembourg la faible division Abel Douay, trop aventurée ; le 1^{er} corps se concentra aussitôt en avant du défilé de Niederbronn.

C'est à l'aide de l'ouvrage du grand état-major allemand et de celui du colonel suisse Lecomte, que nous allons brièvement élucider ce point d'histoire.

Mac-Mahon, dès l'ouverture de la campagne, avait protesté contre la dissémination le long de la frontière des sept corps de l'armée française. Il n'eut satisfaction que le 4 août, au soir, en recevant avis que les corps Félix Douay et de Failly allaient rallier le sien.

Le maréchal donna immédiatement ses ordres de concentration. Or, voici d'une façon précise quelle était la situation des 5^e et 7^e corps.

A Bitche, le général de Failly n'avait sous la main que deux régiments d'infanterie sur douze ; les autres étaient disséminés depuis Sarreguemines jusqu'à la crête des Vosges. A Sarreguemines, notamment, se trouvait la fameuse brigade Lapasset, qui dut battre en retraite sur Metz, après l'échec du corps Frossard à Spicheren. Le général de Failly, qui fut loin d'être brillant à Beaumont, ne mérite pas d'être accusé, à propos de Reichshoffen. Il concentra à Bitche, le 5 août au soir, toute la division Guyot de Lespars, et, le lendemain matin, l'achemina dans la direction de Niederbronn.

Mais la voie sur laquelle s'engageait cette division était une simple route départementale ; les hommes marchaient à rangs dédoublés, et ceux qui ont fait la guerre peuvent penser si, avec son artillerie et ses bagages, elle marchait vite ! Toujours est-il que ce ne fut que vers quatre heures du soir, le 6 août, que la tête de colonne de la division Guyot de Lespars débouchait à Niederbronn.

Mais, dira-t-on, la division Guyot de Lespars aurait dû se hâter au bruit du canon.

A cela, nous répondons qu'elle cheminait sur le versant opposé du massif des Vosges, au pied duquel se livrait la bataille ; elle n'entendit rien.

Passons au 7^e corps.

Dès le soir du 4 août, le général Félix Douay annonça que, pendant la nuit, il mettrait la 1^{re} division de son corps d'armée, la division Conseil-Duménil, en mesure de marcher. Elle partit effectivement en chemin de fer, le 5 août, au matin ; le soir, elle ralliait le maréchal de Mac-Mahon à Reichshoffen, et, le 6, elle prenait part à la bataille.

Le général commandant le 7^e corps, avec une activité prodigieuse, passa la journée du 5 à disposer pour le combat sa 2^e division, la division Liébert. Le soir, à quatre heures, elle arrivait à Mulhouse. Si donc la bataille avait eu lieu le 7 août, comme tout le monde le croyait, dans l'armée allemande aussi bien que dans l'armée française, le maréchal de Mac-Mahon aurait été renforcé par la division Guyot de Lespars du 5^e corps, et les divisions Conseil-Duménil et Liébert du 7^e. Nul doute qu'il n'eût triomphé.

Achevons d'exposer les faits.

Mac-Mahon, désespérant d'attirer à lui les 2^e et 3^e divisions du corps du général de Failly, prescrivit à celui-ci de marcher le 7 août au matin de Bitche à Lembach, avec six de ses régiments ; la brigade Lapasset, à Sarreguemines, étant trop loin pour être rappelée, le général devait déboucher sur la haute Sauer, derrière les Bavares.

Les effets de cet habile mouvement tournant eussent

été incalculables, car, du même élan, de Faily arrivait à Wissembourg, sur la ligne de communications de l'armée allemande.

Le maréchal renonçait à attirer sur le champ de bataille la 3^e division du corps de Douay. La 1^{re} brigade de cette division était formée par le corps d'occupation de l'armée de Rome, lequel venait à peine de débarquer à Marseille.

Donc, si la bataille avait eu lieu le 7 août, Mac-Mahon disposait de sept divisions d'infanterie, dont quatre du 1^{er} corps, deux du 7^e, et une du 5^e. L'une des divisions du 1^{er} corps était affaiblie de 3.000 hommes, tombés sur le champ de bataille de Wissembourg.

Ajoutons que le 1^{er} corps aurait reçu ses réserves, qui commencèrent à arriver à Strasbourg le 6 août au soir. Tout compris, l'armée française aurait compté 75.000 hommes.

L'ouvrage du grand état-major prussien établit de la façon la plus formelle que le prince royal attendait, pour attaquer l'armée française, l'arrivée du 6^e corps (Basse-Silésie). Or, celui-ci n'était signalé à Landau que le 6 août au soir.

La bataille de Reichshoffen fut tout à fait fortuite.

Les Prussiens, le matin du 6 août, envoyèrent une brigade de leur 5^e corps en reconnaissance au delà de la Sauer. Elle fut si chaudement reçue par une des brigades de la division Raoult, composée du 2^e zouaves et du 2^e tirailleurs algériens, que le général commandant la division ennemie crut devoir la faire soutenir par la 2^e brigade. Le 2^e corps bavarois s'engagea alors contre la division Ducrot. Le prince royal donna l'ordre de cesser le feu. Les Bavarois obéirent, mais le général de Bose, commandant le 5^e corps prussien, déclara qu'il ne lui était plus possible de rompre le combat.

Eh bien ! envers et contre tout, la bataille eût été gagnée, si le 11^e corps prussien n'avait débouché sur la droite de l'armée française, et ce corps eût été victorieusement

repoussé si le 7^e, avec le général Félix Douay, s'était trouvé là.

La gloire du maréchal sort donc intacte de cette terrible bataille de Froeschwiller ou de Reichshoffen ; si quelqu'un commit des fautes, ce fut le chef d'état-major général des armées françaises. La concentration des 1^{er}, 5^e et 7^e corps eût dû être faite dans les premiers jours du mois d'août. L'impartiale histoire ne verra à Reichshoffen ni vainqueurs ni vaincus ; les Allemands ont bénéficié d'un de ces hasards heureux qui se présentent si souvent à la guerre.

A quoi bon maintenant parler de la marche sur Sedan ? Bornons-nous à dire que Mac-Mahon, grâce à une blessure providentielle, que d'idiots détracteurs ont voulu nier, put échapper aux humiliations douloureuses de la capitulation. Il ne devait pas supporter la responsabilité de fautes qui n'étaient pas les siennes.

Rappellerons-nous la répression de la terrible insurrection de 1871 ? Au milieu de tant de défaillances morales, les soldats de Reichshoffen et de Gravelotte, ces « capitulards » qu'insultaient ceux qui avaient crié : « A Berlin ! » ces martyrs du devoir se retrouvèrent sous le drapeau tricolore, aussi fidèles et aussi obéissants à leur chef qu'aux beaux jours de Malakoff ou de Magenta. Heureux les soldats morts pour la patrie sous les balles allemandes ! Au moins, il ne leur fut pas donné d'assister aux horribles batailles de la guerre des rues !

Le maréchal annonça ainsi leur délivrance aux habitants de la capitale :

« L'armée de la France est venue vous sauver. Paris est délivré. Nos soldats ont enlevé aujourd'hui à quatre heures les dernières positions des insurgés.

« Aujourd'hui la lutte est terminée ; l'ordre, le travail et la sécurité vont renaître.

« Au quartier-général, le 28 mai 1871. »

IX

On pouvait penser que la défaite éveillerait en nous les pensées courageuses, les dévouements superbes, les sacrifices héroïques. Il ne s'agissait pas seulement de vivre : tout était perdu, il fallait réparer le passé, préparer l'avenir et nous placer résolument dans le chemin du devoir.

Les hommes de bonne volonté ceignaient leurs reins et songeaient à faire l'essai loyal de la République conservatrice. Mais le peuple français devait garder son éternel renom d'inconsistance et de futilité. Frondeur incorrigible, béat devant tous les cabotinages, ami de la pose, se pâmant au pied des tréteaux où cabriolent les saltimbanques politiques, les inutilités solennelles et les charlatans effrontés, le français oublia que l'occasion était unique pour relever la patrie. Peu à peu il délaissa les questions sérieuses, affecta de ne pas voir que le drapeau allemand flottait sur la cathédrale de Strasbourg, et se laissa absorber par les niaiseries de la politique intérieure. Aujourd'hui, aux yeux des purs de l'extrême gauche, la réorganisation de l'armée est moins urgente que la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Il est permis de se demander comment le monde se gouvernera au vingtième siècle ; du train dont vont les choses, il faut bien espérer que le parlementarisme qui nous tue n'existera plus qu'à l'état de souvenir.

Le 24 mai 1873, l'Assemblée nationale, après la démission de M. Thiers, confia le pouvoir au maréchal de Mac-Mahon. Celui-ci avait été officieusement averti la veille que si M. Thiers maintenait sa démission, il serait appelé à recueillir la succession du libérateur du territoire. Le maréchal fut profondément troublé par cette communication. Lorsque, quelques heures plus tard, M. Buffet, président de la Chambre, accompagné d'un grand nombre de députés,

vint l'informer que son nom était sorti de l'urne, proclamé par 390 voix sur 392 votants, il répondit tout d'abord par un refus formel. Ce ne fut qu'à la suite d'un chaleureux appel à l'esprit de dévouement au pays dont il avait donné des preuves si éclatantes, qu'il se décida à accepter le pouvoir qui lui était offert.

Maintes fois, il avait affirmé sa résolution de rester en dehors de la vie politique active, ne se sentant pas fait pour les luttes de parti. Placé à la tête des armées françaises, il tenait à représenter la force impassible et impersonnelle de la loi. La haute autorité morale qu'il avait su acquérir ne pouvait qu'être compromise au contact des politiciens ; il le comprenait si bien, qu'il avait péremptoirement décliné les avances des collèges électoraux de plusieurs départements qui voulaient, au moment des élections complémentaires de juillet 1871, l'envoyer à l'Assemblée nationale. Mac-Mahon n'a donc pas ambitionné le pouvoir ; il l'a plutôt subi le jour où on vint lui dire que la patrie avait le droit de compter sur lui.

Cet homme d'action avait déjà, en 1858, montré qu'il avait peu de goût pour les intrigues parlementaires.

Nommé sénateur à son retour de Crimée, il trouva l'occasion, lui si réservé d'habitude, de prononcer un courageux discours.

Le Sénat, après l'attentat d'Orsini, avait été saisi d'un projet de loi dit de sûreté générale, inspiré par la peur, exigeant le rétablissement de mesures exceptionnelles de défense, et déjà voté par le Corps législatif à la majorité de 227 voix contre 24.

La loi de sûreté générale était une de ces lois maldroites, lois de terreur et de violence, que les gouvernements éperdus, pressentant leur fin, arrachent à leurs serviteurs. Personne n'osa le dire au Corps législatif ; au Sénat, un seul eut le courage d'élever la voix : ce fut Mac-Mahon. Il déclara que le pouvoir exécutif n'avait point le droit de substituer l'arbitraire à la justice.

Après avoir rappelé que l'adage de ses pères était : *Fais ce que dois, advienne que pourra!* le maréchal s'écria :

« — Consciencieusement, je crois cette loi inconstitutionnelle, et susceptible de conséquences fâcheuses. Je pense que l'on aurait pu obtenir les résultats qu'elle se propose sans violer la constitution; par suite, en honnête homme qui a juré fidélité à la constitution, en homme indépendant, comme nous le sommes tous, en législateur, je me vois obligé de voter contre. »

Après avoir exposé les principes de 1789, et démontré que ces principes ne permettaient pas de faire entrer la violence, l'arbitraire et la proscription dans notre législation, l'orateur dégageait une à une les conséquences de la loi projetée :

« Elle est fâcheuse pour l'autorité judiciaire, car elle donne lieu de penser que le gouvernement n'a point une confiance entière dans son impartialité, dans son énergie à punir les coupables.

« Elle est fâcheuse pour l'autorité administrative, qui peut être accusée, avec plus de vraisemblance, d'être l'instrument de la passion et de la haine.

« Elle est malheureuse pour la considération du Sénat.....

« Elle peut provoquer une irritation des plus dangereuses... et je pense que cette chance d'excitation n'existe pas au même degré, lorsque les individus sont soumis au régime des lois définies du pays, et non sous le coup d'un tribunal qu'ils considèrent comme arbitraire. »

Quelques années plus tard, le maréchal eut avec un de ses amis une conversation qui fut rapportée par le journal *le Times* :

« On me prend, dit-il, pour un bonapartiste, et l'empereur pense que je suis légitimiste. Le fait est que je ne suis ni l'un ni l'autre; je suis avant tout un français et un soldat. Je ne me séparerai jamais de la France, et je crois que la France a le droit de dire ce qu'elle veut. »

Saint-Arnaud, avons-nous raconté, n'accepta pas avec plaisir d'être appelé à Paris ; lui aussi craignait d'être dévoré par la politique. Mac-Mahon, qui le remplaça à la tête de la province de Constantine, écrivait en 1852 : « Ici on a sa réputation dans la main ; à Paris, on la joue sur un mot, sur une phrase, sur une démarche, sur un sourire. Décidément, j'aime mieux l'Afrique. »

Quand l'empereur visita l'Algérie en 1865, le maréchal gouverneur lui dit :

« — Entre le drapeau rouge et vous, je n'hésiterais pas ; j'ai voté pour vous en 1851, et toujours depuis, *sans appartenir à votre parti*, j'ai été un de vos serviteurs. »

Français et soldat, voilà donc ce que le duc de Magenta prétendait rester, en acceptant la présidence de la République, le 24 mai 1873.

Le soir même, il écrivait aux représentants :

« J'obéis à la volonté de l'Assemblée, dépositaire de la souveraineté nationale, en acceptant la charge de Président de la République. C'est une lourde responsabilité imposée à mon patriotisme. Mais, avec l'aide de Dieu, le dévouement de notre armée qui sera toujours l'armée de la loi, l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons ensemble l'œuvre de la libération du territoire et du rétablissement de l'ordre moral dans notre pays. Nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels repose la société. Je vous en donne ma parole d'honnête homme et de soldat.

« Maréchal DE MAC-MAHON.

« *duc de Magenta.* »

Le 19 novembre suivant, l'Assemblée nationale, par 383 voix contre 317, décida que le pouvoir exécutif serait confié pour sept ans au maréchal. Le septennat était fondé.

Nous n'avons nullement l'intention d'écrire l'histoire du

septennat, ni d'expliquer de quelle façon le Président, après les élections de 1876, fut amené à faire le 16 mai ; ayant peu de goût pour la politique, nous laissons ce soin à d'autres. Ce que nous tenons à dire, c'est que Mac-Mahon, au commencement de 1879, était absolument décidé à se retirer, se sentant vaincu ; et depuis quelque temps il cherchait un terrain pour tomber dignement.

Le ministère Dufaure entra dans la voie des révocations ; or, le maréchal, se considérant comme le gardien des forces militaires de la France, s'était toujours réservé la question si grave de l'armée et de la défense nationale. Il n'entendait donc pas sanctionner les hécatombes qui se préparaient pour l'armée. Lorsque, au conseil du 25 janvier 1879, le ministre de la guerre déclara qu'il y avait lieu de mettre en disponibilité cinq commandants de corps d'armée, les généraux du Barrail, Bourbaki, Montaudon, Bataille et de Lartigue, le Président protesta énergiquement, observant que ces généraux, n'étant pas encore arrivés au terme de leur commandement, se trouvaient couverts par la loi.

Le maréchal voulut bien consentir au sacrifice de MM. Montaudon et de Lartigue, fatigués et malades, mais il refusa de souscrire à la disgrâce des trois autres.

« — S'il s'agit, dit-il, de donner satisfaction à des passions que je désapprouve et que je déplore, qu'un autre le fasse ; moi, j'aime mieux me retirer..... Je suis responsable de l'armée devant le pays, et je n'obéirai pas aux injonctions des journaux qui dressent tous les jours des listes de dénonciation contre les fonctionnaires.....

« Au surplus, reprit amèrement le maréchal, si depuis un an j'ai consenti à avaler tant de couleuvres, c'est uniquement pour protéger l'armée. Si je l'abandonnais aujourd'hui, si je faisais une chose que je considère comme attentatoire à ses intérêts, à ceux du pays, je me croirais déshonoré. »

Le lendemain, il donna sa démission avec le bon goût d'un gentilhomme et la résolution d'un soldat.

« — J'ai la consolation, dit-il, en quittant le pouvoir, de penser que pendant les cinquante-trois années que j'ai consacrées au service de mon pays, je n'ai jamais été guidé par d'autres sentiments que ceux de l'honneur et du devoir, et par un dévouement absolu envers la France. »

Lorsque, en 1884, au pied du groupe de Cahors, on sacrait Gambetta « le Père unique de la République », on octroyait à cet homme d'Etat une gloire imméritée ; un autre que lui contribua à fonder et à consolider le régime républicain en France, et cet autre fut le duc de Magenta, qui ne se douta pas plus de ce qu'il faisait, que M. Jourdain ne croyait faire de la prose.

Mac-Mahon avait été appelé au pouvoir par des représentants de l'Assemblée nationale qui comptaient sur le successeur de M. Thiers pour changer les institutions du pays. A ce point de vue, l'attitude du maréchal sera diversement jugée par les historiens ; mais ce qui restera intact, c'est l'honnêteté, la probité de celui qui sortit de l'Elysée plus pauvre qu'il n'y entra. Il ne faut pas croire que ceux qui disaient à ce glorieux soldat de se soumettre ou de se démettre étaient virilement et fortement organisés, qu'ils avaient une direction, un but déterminé ; le fait est qu'ils se laissaient aller à la dérive, manquant d'initiative autant que les conservateurs. Un seul chef de bataillon, en 1877, s'est insurgé à la pensée d'un coup de force de la part du maréchal, et tout observateur impartial reconnaîtra qu'il eût suffi d'une décision énergique, d'un petit ordre du jour sec, clair et précis pour faire marcher l'armée.

Cette décision, le Président, dans sa proverbiale intégrité, ne voulut pas la prendre ; la déroute se mit alors dans les rangs des conservateurs, qui l'accusèrent de trahir ses devoirs.

M. Eugène Pelletan, républicain dont on ne saurait suspecter les convictions et l'honorabilité, disait en 1878 à un député de la droite :

« — Vous êtes tous irrités, exaspérés contre le maré-

chal, et nous, républicains, nous l'apprécions infiniment. Sans doute, vous avez le droit de le juger sévèrement, car il a trompé vos espérances ; mais nous, républicains, nous ne pouvions souhaiter à la tête de la République un fonctionnaire plus respectueux de la légalité. Grâce à lui, notre gouvernement jouit de l'estime des nations étrangères ; les esprits, plus rassurés, commencent à se façonner aux institutions actuelles. Il laisse ses ministres gouverner sous son nom, et n'apporte aucune entrave au fonctionnement de la constitution..... Si M. Thiers eût conservé le pouvoir, tempérament personnel, despote, autoritaire comme nous le connaissons, il n'aurait pas manqué de créer des conflits, des froissements avec la Chambre, et un beau matin, ne pouvant gouverner à son gré, à sa fantaisie les républicains, il eût été fort à craindre que l'ancien ministre de Louis-Philippe, se sentant vieillir et voyant son influence diminuer, n'eût par dépit installé la monarchie. »

Les contemporains sont parfois injustes ; mais le temps réforme leurs arrêts. Tout commentaire de notre part serait superflu pour mettre en relief ce que la vie de Mac-Mahon offre de vraiment grand. L'impartiale histoire embellira encore cette noble figure, en lui donnant les magistrales proportions de la légende héroïque, et en gardant de lui un souvenir superbe et pur, dégagé de toute prévention mesquine. L'illustre maréchal, ayant vécu sous l'œil de l'opinion publique, est dispensé d'interjeter appel devant l'histoire.

« — Ce n'est pas assez, disait Guizot, en 1830, que la France ne roule plus dans l'abîme, il faut que la France se relève. Washington ou Monck, il lui faut l'un des deux pour se relever. »

Mac-Mahon a préféré le rôle de Washington.

CHAPITRE V

SOMMAIRE

L'Algérie en 1870. Les clubs. Le général Walsin-Esterhazy. L'amiral Fabre de la Maurelle. M. du Bouzet. M. Alexis Lambert. Naturalisation des Juifs. L'insurrection de Mokhrani. La milice de Constantine à Aïn-Yakout. Tizi Ouzou. Fort national. Jean du Frêne. Dellys. — Les caravansérails. Azib-Zamoun. L'oued Okhriss. Le jeune Rey. Le zouave Pivert. — Bordj-Menaïel. M. Canal. Palestro. L'abbé Monginot. La défense. Sac du village. Massacre. Captivité des survivants. — Aïn-Tagrout et le capitaine Trinquand. — Bou-Choucha à Tuggurt. Massacre des tirailleurs. Une histoire de chérif. Le général de Lacroix. Saïd ben Driss. Capture de Bou-Choucha. Sa mort. — L'amiral de Gueydon. Contributions de guerre et confiscations. Les Alsaciens-Lorrains en Algérie. Le général Chanzy. Son administration. El Amri. Le chérif d'Ouazzan. — Jeunesse du général Chanzy. Le *Neptune*. Saint-Cyr. Les zouaves. Le bureau arabe de Tlemcen. Expédition de Syrie. Diplomatie turque. Jérusalem. L'armée de la Loire. Coulmiers, Loigny, le Mans. Chanzy et la Commune. Chanzy à l'Assemblée, en Algérie, à Saint-Pétersbourg, à Châlons. Mort subite. — L'Algérie en 1879. Régime civil absolu. L'insurrection des Aurès. Un type de chérif. La fin des Lehala. — Le sud oranais de 1870 à 1881. Le général de Gallifet à El Goléa. Bou-Amema. Le lieutenant Weinbrenner. Massacres de Saïda. Le combat du chott Tigri. — La légion étrangère. La nuit glorieuse du 23 mai 1855. Camerone. Les Alsaciens-Lorrains à la légion. — Annexion du M'Zab en 1882. Anarchie du pays. Les Kanouns mozabites. — Situation actuelle de l'Algérie. La fusion des races. L'apaisement. Mesures de défense. Les sociétés religieuses. L'instruction primaire dans les tribus. Conclusion.

I

Lorsque Napoléon III déclara la guerre à la Prusse, l'Algérie jouissait d'une paix profonde. Elle se préparait à goûter les bienfaits de ce régime civil qu'elle avait appelé

de tous ses vœux, et que le Corps législatif venait de lui accorder par son vote du 9 mars 1870 (1). Mais on apprit bientôt que les troupes permanentes de l'armée d'Afrique, que l'on avait vues partir avec tant de confiance et d'orgueil, après avoir été horriblement maltraitées à la bataille de Reichshoffen, avaient disparu dans le gouffre de Sedan. Les mauvaises nouvelles se succédèrent avec une rapidité effrayante. Il n'y eut plus bientôt d'illusion possible : la France roulait dans l'abîme.

Le jour où le gouvernement de la Défense nationale fit appel au dévouement et au patriotisme de tous les Français qui sentaient un cœur battre dans leur poitrine, l'Algérie ne songea plus qu'au salut de la mère-patrie. Ce premier mouvement fut admirable. Quantité de jeunes gens, exempts de droit du service militaire, s'organisèrent en compagnies franches ; parmi eux on comptait, disons-le à l'honneur de la colonie étrangère et des indigènes, quantité d'Espagnols, d'Italiens et d'Arabes. Si ces différents corps ne rendirent pas de très grands services, il faut néanmoins constater que tous étaient animés d'une bonne volonté sans égale. Ce ne fut pas leur faute si l'autorité militaire, trouvant des inconvénients à ce genre de troupes, renonça à les employer. Quelques-unes se signalèrent pourtant à l'armée des Vosges, si déplorablement commandée par Garibaldi, notamment à la deuxième bataille de Dijon ; d'autres se distinguèrent à l'armée de la Loire.

A ce moment, les Algériens, croyant de bonne foi qu'ils pouvaient se suffire, conjurèrent le gouvernement de la Défense nationale de ne pas laisser un soldat en Afrique. Ils se figuraient être assez forts pour se défendre eux-mêmes. Quelle illusion ! Mais aussi quelle preuve de patriotisme ! Ils en donnèrent une seconde plus sérieuse ; quand les délégués de Marseille vinrent à Alger

(1) Les bienfaits du régime civil, tel que l'a organisé le gouvernement républicain, sont pour le moins douteux. L'expérience qu'on en a faite n'a pas été des plus heureuses. (*Note des Editeurs.*)

demander à notre grande colonie de faire partie de la Ligue du midi, qui voulait ostensiblement se séparer de la France, ils furent reçus avec indignation, et personne ne voulut prêter l'oreille à leurs lâches discours.

Jusque-là, l'Algérie était tranquille. Beaucoup d'esprits avisés, connaissant l'incurable hostilité de la race arabe contre la race française, disaient que deux cent mille colons, réduits à leurs propres forces et disséminés sur un immense territoire, avaient, au moment des désastres qui accablaient la mère-patrie, une ligne de conduite toute tracée. Leur premier soin devait être de se compter, de s'organiser, de se concerter, et d'en imposer aux indigènes par une attitude ferme et prudente. Le devoir, dans ce cas, se conciliait avec le patriotisme et l'intérêt des colons. Hélas ! c'était trop compter sur la sagesse des Algériens. L'ouverture des clubs permit aux brouillons et aux politiciens de faire entendre leurs déclamations ; les têtes s'échauffèrent ; les conservateurs, qui auraient dû guider l'opinion publique, prirent peur et disparurent successivement ; alors commença l'orgie populaire.

La première chose que réclama la presse, qui, elle aussi, ne tarda pas à se griser de paroles, ce fut l'envoi d'un agent spécial auprès du gouvernement de la Défense nationale. Cet agent devint bientôt l'instrument des ambitieux qui voulaient profiter de la désorganisation générale pour appliquer tout un ensemble de réformes ; ces réformes n'avaient pas même le mérite de s'harmoniser entre elles. Le but des agitateurs était simplement de donner satisfaction aux théories de certains journalistes à court de copie.

Mais ces pêcheurs en eau trouble auraient pu être gênés par l'autorité militaire. Dans l'impossibilité d'appliquer immédiatement le régime civil, on nomma gouverneur le général Walsin-Esterhazy. Les meneurs qui avaient la prétention de présider aux destinées de l'Algérie firent à ce vétéran de soixante-quatorze ans, couvert de glorieuses

blessures, et qui venait reprendre du service pour permettre aux plus jeunes d'aller se mesurer avec l'envahisseur, une réception dont les honnêtes gens d'Alger rougissent encore.

Une tourbe composée de la lie de la populace, de tous les Espagnols tarés, de tous les Juifs désireux de se rouler dans la fange, de tous les portefaix maltais, de tous les Biskris dont leurs tribus ne voulaient plus, se rua sur le palais du gouvernement où venait de descendre le général, *enleva* ce vénérable soldat à cheveux blancs, et entreprit de le rembarquer de force. Pâle, tête nue, ses décorations arrachées, le gouverneur se dirigea vers le port, escorté par une foule immonde qui le couvrait de huées et l'abreuvait d'insultes.

Mais ce n'était que le prélude d'autres scènes.

Le capitaine d'état-major Lemoine, aide de camp de Walsin-Esterhazy, accourut au secours de son chef. Perçant la foule, il s'efforça de le protéger. Alors la populace tourna sa colère contre ce brave jeune homme; d'ignobles drôles, rendus furieux, l'appréhendèrent et le firent mettre à genoux. En un clin d'œil, Lemoine eut son sabre enlevé, sa décoration arrachée, et fut dépouillé de tous ses vêtements. Des Maltais ivres, appuyés d'Espagnols déguenillés et de quelques Biskris, traînèrent ensuite ce malheureux sur l'asphalte de la place du gouvernement, et, devant l'arbre de la liberté, le sommèrent de demander pardon, à genoux, à la population d'Alger, d'avoir voulu *l'insulter*. Accablé de coups par ces brutes, le capitaine allait périr, quand le préfet Warnier, un algérien des plus honorables, se précipita, escorté de quelques miliciens, au milieu de la foule, et réussit non sans peine à lui arracher sa victime.

Walsin-Esterhazy et son aide de camp furent conduits à la marine. La multitude exaspérée envahit ensuite le domicile de M. Pierrey, président du tribunal, et insulta cet honorable magistrat de la façon la plus outrageante. Pour terminer cette journée si bien remplie, on s'empara du colonel

de gendarmerie et du commissaire central, qu'on jeta en prison.

Le lendemain, le peuple se dirigea vers les bâtiments de la marine, pour faire embarquer de force le général Wal-sin-Esterhazy et le capitaine Lemoine. Mais le contre-amiral Fabre de la Maurelle, commandant la marine en Algérie, était un de ces hommes qui ne plaisantent pas. Ayant donné l'hospitalité aux deux victimes de l'orgie populaire de la veille, il en répondait. Dès le matin, il appela à lui la compagnie de débarquement de la frégate cuirassée *la Gloire*, et lorsque la foule hurlante se présenta aux abords du palais de l'amirauté, elle se heurta contre une ligne de marins dont l'attitude n'était rien moins que sympathique à la plèbe algérienne. Trouvant que ce n'était pas encore assez, l'amiral fit ostensiblement braquer les canons de la *Gloire* et du stationnaire du port, annonçant qu'à la moindre manifestation hostile contre l'amirauté, il ferait couvrir de bordées la place du gouvernement et les quais d'Alger.

Mais la foule était maîtresse de l'intérieur de la ville. La milice, qui aurait dû opposer un obstacle insurmontable à l'esprit de désordre, laissait faire ; manquant de direction et de cohésion, elle était à la discrétion du premier audacieux venu. Cet audacieux fut M. Vuillermoz, maire d'Alger, qui rêvait la dictature et qui, trouvant que l'armée contre-carrait ses desseins, disait hautement que les milices suffisaient en Algérie, et que tous les officiers et soldats restés dans le pays devaient rejoindre les armées de la défense nationale. Ce maire incomparable télégraphia au gouvernement de Tours : « La colonie est sûre de pouvoir se garder elle-même. »

A Tours, on ne demandait pas mieux que de croire le maire d'Alger. On rappela donc en France les dernières troupes permanentes, y compris la légion étrangère, et l'on organisa des bataillons de marche avec les zéphyrus et les compagnies de discipline.

Pendant ce temps, le désordre grandissait. Les orateurs

des clubs disaient chaque jour : « Que les soldats marchent à l'ennemi ; nous n'en avons plus besoin ici pour nous défendre contre les Arabes. *D'abord, il n'y a plus d'Arabes ; ils sont tous morts de la famine.* »

Ces discours insensés étaient appuyés par quelques journaux, qui ne craignaient pas d'avancer que l'arabe était un mythe à l'aide duquel on voulait perpétuer le régime militaire.

Nous avons vu qu'au début des événements, les Algériens avaient repoussé avec indignation les délégués de la Ligue du midi ; c'eût été trop beau, si ces idées patriotiques avaient persisté au milieu de l'effervescence générale. Les feuilles subventionnées par les Juifs se mirent à prêcher l'autonomie de l'Algérie et sa séparation d'avec la mère-patrie ; on vit les crieurs de ces gazettes proclamer avec complaisance les malheurs de la France, pour bien graver les mauvaises nouvelles dans la mémoire des indigènes.

Ces mêmes journaux renchérisaient sur les discours des orateurs des clubs, et parlaient avec emphase du bonheur qu'avaient les Arabes de pouvoir être affranchis désormais de la tyrannie et des exactions de leurs chefs, aussi bien que des chefs français. On pérorait partout sur la solidarité entre Européens et indigènes, sur la fraternité des peuples, sur les droits des citoyens ; on disait bien haut qu'il n'y aurait plus à l'avenir de difficultés religieuses, plus de nuances entre les vainqueurs et les vaincus, et l'on croyait naïvement amadouer les plus fanatiques en annonçant que le gouvernement de la République allait ramener l'âge d'or pour les races africaines.

Ainsi, de pauvres fous s'imaginaient, au moment même où l'insurrection couvait sourdement, que les Arabes allaient adorer la République et partager des idées auxquelles ils ne comprenaient absolument rien. On va, disaient-ils bien haut, réaliser l'association des Arabes avec la constitution républicaine de la France. Ce sont nos frères, ajoutait-on ; donc il faut en faire sans plus tarder des citoyens français.

Et ces Arabes, comme on l'a vu, venaient d'être froissés dans leur orgueil et dans leurs sentiments les plus intimes, par un décret du gouvernement de Tours, qui précipitait la désorganisation politique et administrative de la colonie de la façon la plus imprudente et la plus inconsidérée.

Les Algériens, pour nous servir d'une vieille expression consacrée, dansaient sur un volcan. Avant d'aller plus loin, examinons comment leur pays était alors gouverné.

Un décret du 24 octobre 1870 l'avait divisé en trois départements entièrement civils, sous l'autorité d'un gouverneur-général civil correspondant directement avec la métropole. Le premier fut M. Didier, illustre inconnu qui ne parut même pas à Alger.

C'est pendant que la colonie attendait son nouveau gouverneur-général, qui ne se préoccupait guère d'elle, que la Délégation de Tours, sous l'influence de l'agent algérien accrédité près d'elle, signa quantité de décrets plus ou moins bizarres, dont la plupart furent annulés depuis par l'Assemblée nationale de 1871, sur la demande du vice-amiral de Gueydon, et dont beaucoup ne furent seulement pas appliqués.

L'anarchie grandissait ; le gouvernement de Tours, qui ne connaissait point M. Didier, nomma non pas un nouveau gouverneur-général, mais un commissaire extraordinaire, du Bouzet, ancien professeur, journaliste, que les circonstances avaient placé à la tête de la préfecture d'Oran. Mais il paraît que le journalisme ne mène pas à tout, car si M. du Bouzet venait de se montrer préfet médiocre, il devait fournir un gouverneur-général plus médiocre encore. Au surplus, les Algériens, qui sont déjà difficiles à maîtriser en temps normal, le devaient être bien davantage dans un état d'effervescence extraordinaire. Le pauvre M. du Bouzet, absolument ahuri, céda la place à M. Alexis Lambert, ancien secrétaire de la mairie de Constantine, puis de la mairie de Bône, et bombardé, après le 4 septembre, successivement sous-préfet de Bône et préfet de Constantine.

M. Alexis Lambert était cher aux Algériens, quoiqu'il se fût toujours montré assimilateur à outrance. Fort intelligent, très actif et passablement débrouillard, en arrivant à Alger il annonça dans une proclamation qu'il venait « liquider le gouvernement général », ce qui, dans la bouche d'un homme qui se laissait attribuer quantité d'avantages et d'honneurs, voulait dire sans doute que le poste de gouverneur-général serait à supprimer après lui. Quoi qu'il en soit, M. Alexis Lambert eut bientôt le chagrin de voir éclater l'insurrection qu'on préparait depuis plusieurs mois, et il fut promptement remplacé par un énergique marin : l'amiral de Gueydon.

Le principal grief des Arabes était la naturalisation en bloc des Juifs d'Algérie.

Au plus fort de la guerre, lorsque nous livrions combats sur combats à l'envahisseur du sol de la patrie, lorsque les régiments indigènes venaient de se faire hacher à Woerth et à Sedan, lorsqu'on faisait appel au dévouement de tous les Arabes pour former des régiments de marche de tirailleurs et des corps d'éclaireurs à cheval, M. Crémieux, membre de la Délégation de Tours, improvisé homme d'Etat et ministre, eut la malencontreuse et fatale idée de lancer son décret du 24 octobre 1870, qui conférait la nationalité française à ses coreligionnaires d'Algérie.

Assurément, le but était louable, mais il convient d'observer d'abord que M. Crémieux jetait une naturalisation à la tête de gens qui ne la demandaient en aucune façon. Ensuite, le célèbre avocat oubliait que la naturalisation ne doit être conférée qu'à ceux qui remplissent certaines conditions déterminées, à ceux enfin qui la méritent.

Or, de ces conditions, quelle était la première dans cette funeste année 1870 ? Il fallait se demander : les Juifs algériens versent-ils leur sang pour la France ? Eh bien, non, pas un seul juif, *pas un*, n'avait demandé à prendre place dans les rangs français.

On comprend combien le coup fut rude pour les Arabes, qui avaient tous connaissance de la remarquable conduite

des régiments de turcos à l'armée du Rhin et à celles de la Loire et de l'Est. Eux, ces fiers conquérants, habitués, sur tout le territoire de l'islam, à mépriser les Juifs, ces « chiens moins que des chiens », ces vils usuriers ; voir les Français en faire leurs égaux et les imposer en qualité de maîtres à ceux qui les avaient dominés pendant si longtemps, à ceux qui versaient généreusement, à ce moment même, leur sang pour la France, cela dépassait réellement les bornes permises.

Aussi l'effet de cette naturalisation inattendue fut-il immédiat sur les Arabes et les Kabyles. Si les enrôlements pour les régiments de tirailleurs ne s'arrêtèrent pas sensiblement, parce que les primes promises à ceux qui s'engageraient pour la durée de la guerre étaient assez considérables pour tenter le menu peuple, du moins le recrutement des éclaireurs à cheval, où entraient surtout des fils de famille, s'arrêta net ; c'est à peine si l'on put réunir quelques centaines de cavaliers.

Néanmoins, tant que dura la guerre, les tribus arabes et kabyles se tinrent à peu près calmes ; les grands chefs indigènes, qui voyaient leur position menacée par les mesures législatives dont le gouvernement de Tours prenait l'initiative avec une désolante prodigalité, donnèrent peu à peu leur démission. Mais, somme toute, aucun symptôme alarmant ne se manifestait encore. Les indigènes résistèrent même aux entraînements provoqués par les extravagances des clubs et de la presse, qui poussaient les populations des villes aux orgies anarchiques du genre de celle que nous avons racontée plus haut, à propos du général Walsin-Esterhazy. Plongés dans la stupeur, c'est d'un œil plutôt attristé que colère que les Arabes regardaient d'imprudents énergumènes chasser et conspuer généraux et officiers, insulter et maltraiter les chefs indigènes et les officiers des bureaux arabes, dénoncés hautement comme des traîtres indignes de rester sur cette terre bénie d'Algérie.

Le recrutement des éclaireurs arabes s'étant arrêté, le

gouvernement de la Défense nationale décida que les régiments de spahis seraient mis à contribution. Or, d'après les conditions de leur engagement, les spahis ne doivent servir qu'en Algérie. Une smala de spahis, établie sur la frontière tunisienne, à El Guettar, près de Souk-Ahras, s'insurgea alors, et eut même l'audace de venir tirer des coups de fusil sur la ville. Aidés de quelques mobiles, les habitants dispersèrent les mutins, qui se réfugièrent en Tunisie. Mais le signal était donné ; un autre détachement de spahis se révolta à El Milia, simple poste en petite Kabylie, où il n'y avait pas d'Européens. La répression devint bientôt longue et difficile.

Les fanatiques, les khouans, les affiliés des congrégations religieuses musulmanes entrèrent alors en campagne. On pense si les prédicateurs de guerre sainte eurent beau jeu pour exciter à la haine du chrétien et pour attiser l'incendie qui couvait au fond des cœurs. L'extermination des infidèles fut mise à l'ordre du jour, comme au temps des Bou-Maza ou des Bou-Zian. Un peuple, disaient les meneurs, qui glorifie les Juifs, qui se livre à des manifestations coupables, qui crache au visage des généraux les plus illustres, n'est plus digne de commander aux Arabes. Et ceux-ci retrouvaient tous leurs instincts du passé. L'agitation était entretenue non seulement par les nouvelles exagérées de nos défaites, mais encore par la crainte de spoliations dont on menaçait les indigènes. Le moins qui pouvait leur arriver, pensaient-ils, c'était le retrait du sénatus-consulte de 1863, et, par suite, le refoulement des tribus du Tell dans le désert.

Dans un rapport, en date du 30 décembre 1872, l'amiral de Gueydon explique ainsi qu'il suit les principales causes de l'insurrection de 1871 :

« Une réaction bruyante contre les condescendances du régime impérial envers le peuple indigène, et surtout contre les privilèges et l'autorité des chefs arabes ; en même temps, une mesure qui blessait profondément tous les cœurs

musulmans, la naturalisation des israélites ; le spectacle, dans nos villes, d'autorités françaises méconnues, insultées, arrêtées même ; l'injure et la menace surtout prodiguées aux officiers plus spécialement préposés au maintien de notre domination en pays arabe ; le départ pour la France de toutes les garnisons ; les récits apportés dans chaque tribu par les tirailleurs algériens échappés à nos désastres ; enfin, comme dernière manifestation de notre probable impuissance, l'insurrection de Paris : telles sont les causes qui, en surexcitant au plus haut degré les espérances, ont fait l'insurrection de 1871. »

Il faut pourtant l'avouer : tant que dura la guerre étrangère, les Arabes restèrent sourds aux excitations passionnées des prédicateurs de révolte, malgré les récits exagérés que faisaient dans les tribus les tirailleurs algériens échappés à nos désastres. Mais quand la guerre civile fut déclarée, et que l'armée de l'ordre eut mis le siège devant Paris pour combattre la Commune, les Arabes n'hésitèrent plus, et l'insurrection fut décidée.

Le grand chef qui leva l'étendard de la révolte fut le fameux Mokhrani, bach-agma de la Medjana, commandeur de la Légion d'honneur.

La Medjana est une plaine immense qui s'étend entre les subdivisions de Sétif et d'Aumale, et dont la petite ville de Bordj-bou-Arréridj, à 60 kilomètres à l'ouest de Sétif, marque à peu près le centre. Les Mokhranis, famille vraiment princière, nous avaient toujours été dévoués, et nous avons vu dans le premier volume de ces Récits qu'un Mokhrani, le père de celui-là même dont nous parlons, accompagna le duc d'Orléans dans la fameuse expédition des Portes de fer.

Son fils appela à la guerre sainte *tous les ardents dans la voie de Dieu*. On sait que l'insurrection se localise toujours dans le pays où domine l'ordre religieux qui lui prête son appui. Il en devait être ainsi dans la Medjana. Toutefois, Mokhrani, personnage politique, grand chef

arabe, sentait fort bien que sans l'appui des khouans la révolte à la tête de laquelle il venait de se placer resterait essentiellement locale ; pour qu'elle s'étendît à la province de Constantine et à la Kabylie, il invoqua l'appui des Rahmanyas, dont les cheikhs étaient plus ou moins inféodés à son parti. Mais les Rahmanyas, sans unité de direction, voyaient alors trois ou quatre de leurs cheikhs se disputer la grande maîtrise de l'ordre. Mokhrani ne put donc entraîner que le vieux chef El Hadded (le sellier) qui résidait à Seddouk, dans la vallée de l'oued Sahel, non loin de l'endroit où s'élève aujourd'hui la petite ville d'Akbou. El Hadded comptait un nombre considérable d'adhérents, et ses khouans ou fidèles circulaient de Bône à Aumale. Le cheikh de Tolga, rival du vieux El Hadded, refusa net de répondre à l'appel de Mokhrani, et ce fut heureux pour nous, car Tolga se trouve seulement à quelques lieues de Zaatcha, dont on se rappelle la prise d'armes en 1848. Que serait-il advenu si, du même coup, le Sah'ra de la province de Constantine avait pris feu ?

Chose curieuse ! El Hadded sentait si bien que tous les khouans de l'ordre des Rahmanyas n'étaient pas avec lui que, lorsqu'il proclama la guerre sainte, ce ne fut pas la cause de l'islam qu'il mit en avant, mais l'intérêt matériel des populations indigènes. Il promettait bien l'entrée du Paradis à ceux qui succomberaient en luttant contre les infidèles, il essayait bien de tirer parti de son autorité spirituelle sur les masses qu'il lançait au combat ; mais on voyait clairement que le fanatisme religieux était relégué par lui à l'arrière-plan, et ne figurait là que comme drapeau de l'insurrection.

De fait, les khouans, leur chef en tête, ne furent que des instruments dans la main de Mokhrani. Si l'insurrection avait été à la fois religieuse et politique, c'est-à-dire générale, il n'est pas téméraire d'avancer qu'à cette époque elle nous eût acculés à la côte.

Mokhrani fit porter au commandant supérieur de Bordj-

bou-Arréridj une véritable déclaration de guerre. Circonstance unique peut-être dans les annales algériennes, il renvoya à cet officier un mandat de huit cents francs, montant de l'arriéré de son traitement de bach-agma, en disant d'un ton chevaleresque qu'il ne pouvait toucher l'argent de ceux qu'il allait combattre. Il ajoutait que, le décret qui proclamait la supériorité des Juifs sur les musulmans étant une injure sanglante jetée à la face de ces derniers, lui et les siens préféraient mourir les armes à la main plutôt que de la subir.

Les bureaux arabes furent accusés d'avoir été les promoteurs de cette rébellion. Nous ne nous arrêterons pas à réfuter des accusations ineptes.

Pourtant les bureaux arabes ne pouvaient empêcher les décrets du gouvernement de la Défense nationale de parvenir jusqu'aux grands chefs. Quand Mokhrani se décida à la lutte, il montra aux caïds placés sous ses ordres une pièce officielle au bas de laquelle était le nom de M. Crémieux. « Jamais, s'écria-t-il, nous ne nous soumettrons à un pareil gouvernement civil ! Si notre position dans le pays doit dépendre d'un juif, il faut y renoncer ; acceptons tout d'un homme portant un sabre, dût-il nous en frapper ! »

L'insurrection fut à peu près générale dans les provinces de Constantine et d'Alger, de la plaine de Batna à celle de la Mitidja. Quantité de colons furent massacrés, nombre de villages saccagés. Les insurgés osèrent entreprendre le siège régulier de Bordj-bou-Arréridj, Bougie, Djigelly dans la province de Constantine, et des villes de Fort-National, Dellys, Tizi-Ouzou, Dra-el-Mizan, Beni-Mançour dans la province d'Alger. Pour sauver la Mitidja, ou banlieue d'Alger, on dut réunir quelques soldats pris dans les dépôts, quelques miliciens et francs-tireurs. Les principales villes d'Algérie n'avaient plus d'autre garnison que des mobiles ou des mobilisés, mal armés, mal commandés, mal vêtus, sans expérience militaire ; les milices locales se joignirent à ces troupes qui purent sauver les places assié-

gées par l'ennemi. Ce fut seulement un mois après que le gouvernement, pressé alors par les exigences de la guerre communaliste, put envoyer quelques régiments de marche ; et les régiments permanents, zouaves, tirailleurs, légion étrangère, revinrent en toute hâte en Algérie.

Les orateurs des clubs, les *dilettanti di pluma*, les théoriciens, toutes gens qui n'ont pas l'habitude d'aller affronter les périls des combats, furent pris soudain d'un accès de furie belliqueuse. Les Arabes ! décidément, ils n'étaient pas tous morts de la famine. Et puis, disaient ces guerriers en chambre, les Arabes, que nous renions maintenant pour nos frères, ne sont que des brutes rétrogrades, indignes de prendre leur part des jouissances que nous réserve le nouveau régime ; il faut les exterminer, ou tout au moins les refouler dans le désert. On se figurera difficilement à quel degré de violence en arriva la presse algérienne ; elle ne parlait que de fusiller en masse tous les indigènes.

Ces excitations portèrent leurs fruits, et quantité de crimes, peu connus, furent commis même contre ceux qui ne prenaient aucune part à la révolte. Un jour, à Batna, les miliciens de garde à l'une des portes de la ville virent flâner aux alentours du poste deux jeunes Arabes qui avaient leur tente à quelques centaines de mètres des fortifications. Les miliciens appréhendèrent ces malheureux, dont le plus âgé avait seize ou dix-sept ans, et s'amusèrent à les fusiller. Ce bel exploit ne fut pas récompensé comme il le méritait, mais il s'efface devant celui qu'accomplit la milice de Constantine.

Pendant que les troupes régulières opéraient dans l'intérieur des terres, il fallait que les communications fussent gardées. Un bataillon de la milice de Constantine, sous les ordres d'un *lieutenant-colonel*, minotier de son état, fut envoyé à Aïn-Yakout, sur la route de cette ville à Batna. On guerroyait dans les environs, et l'on venait de lâcher les goums des tribus restées fidèles, contre des insurgés qui avaient saccagé les fermes et les villages isolés autour

de Batna. Dans la razzia que firent ces goums, se trouvaient naturellement des objets pillés chez les Européens, et les goums ne se firent pas faute de les reprendre. Après le combat, quelques guerriers, pour rentrer chez eux, traversèrent le poste d'Aïn-Yakout, occupé par les miliciens de Constantine ; ceux-ci les arrêtaient et, voyant dans leurs bagages les objets repris sans scrupule aux insurgés, furieux, sans écouter les explications des pauvres gourniers, ils voulurent les fusiller sur place ; le lieutenant-colonel et ses officiers eurent la plus grande peine du monde à les leur arracher. Il fallut leur promettre de faire immédiatement juger les Arabes par un conseil de guerre ; mais on n'improvise pas de la sorte un tribunal militaire. Alors se joua une comédie indigne. M. le colonel-minotier, se nommant président du conseil de guerre, s'adjoignit six juges, nomma le commissaire-rapporteur de la République, et daigna même accorder un défenseur d'office à chacun des accusés. Ces malheureux étaient au nombre de dix-neuf. Après un simulacre d'interrogatoire, de réquisitoire et de défense, le colonel, d'un air grotesque qu'il s'efforçait de rendre solennel, rendit son jugement. Les dix-neuf *accusés* étaient condamnés à la peine de mort, et le jugement était exécutoire sur l'heure.

On aligna donc ces infortunés contre le mur du caravansérail, et là se passa une scène émouvante. Plusieurs ne tombèrent pas du premier coup ; d'autres ne furent que blessés. Les pelotons d'exécution fournis par les miliciens avaient été si bien composés, qu'ils durent s'y reprendre à deux ou trois fois pour fusiller ces malheureux. Deux de ces derniers parvinrent pourtant à rompre leurs liens et à s'échapper.

Et le minotier, auteur de ce massacre, ne fut même pas poursuivi ! Ajoutons qu'un officier du bureau arabe de Batna, accompagné d'un seul spahis, eut le courage de se rendre au milieu de la tribu à laquelle appartenaient les victimes ; cette tribu pliait déjà ses tentes pour aller

rejoindre les insurgés. Un peu plus, toute la contrée prenait feu, et les miliciens de Constantine auraient eu fort à faire.

La province d'Oran, qui n'avait pas suivi l'exemple de celles d'Alger et de Constantine, commençait à s'agiter à son tour, lorsqu'on apprit tout à coup la mort de Mokhrani. Comprenant que l'insurrection n'aurait aucun succès pour avoir éclaté trop tard, puisque tous les jours une nouvelle colonne, formée par les régiments de marche qu'on expédiait de France, surgissait sur le théâtre des opérations, Mokhrani résolut de se faire tuer. Il entraîna ses contingents près d'Aumale, où opérait le général Cérez, et, pendant le combat, une balle partie des rangs du 4^e zouaves l'atteignit entre les deux yeux.

II

Mokhrani fut remplacé par son parent Bou-Mezrag (l'homme à la lance). L'insurrection étant à peu près vaincue dans la province d'Alger, Bou-Mezrag se rejeta dans celle de Constantine.

Parlons d'abord de la province d'Alger, et racontons quelques-uns des épisodes qui méritent d'être signalés.

L'insurrection ne sortit guère de la grande Kabylie. Dans la subdivision de Miliana, l'importante tribu des Beni-Menasser se révolta, et vint même attaquer le village de Vesoul-Bénian; les autres tribus des subdivisions de Médéa et d'Orléansville restèrent calmes, et la mort de Mokhrani leur ôta toute velléité de révolte. Celles des environs de Cherchell brûlèrent deux ou trois habitations près de la ville, tout se borna là.

Mais la situation était grave en Kabylie. Le général Lallemant, commandant supérieur des forces de terre et de mer sous l'amiral de Gueydon, écrivait : « Je fais approvisionner de vivres, de munitions, les principaux centres ; j'y

envoie, autant que possible, quelques troupes se joindre aux milices locales. Ce seront des îlots que nous retrouverons dans trois mois au milieu de l'inondation. »

Nous n'avons pas l'intention de narrer en détail les opérations exécutées en Kabylie par les colonnes Lallemand, Cérez et Fourchault ; montrons seulement comment quelques-uns des *îlots* définis par le commandant supérieur résistèrent à l'ennemi.

Tizi-Ouzou subit un siège de vingt-cinq jours, du 17 avril au 11 mai 1871. Elevée à côté d'un bordj bâti jadis par les Turcs, qui y entretenaient 70 artilleurs, cette petite ville fut restaurée, en 1851, par le gouvernement français. On créa le cercle de Tizi-Ouzou en 1855, et le bordj, habité depuis 1851 par le bach-agma de la vallée du Sebaou, fut doté d'une garnison et agrandi par la construction des casernes, des magasins et de l'hôpital. Ce bordj est entouré d'un mur de 700 mètres de développement, haut de 2^m50 à 5^m, épais de 1 mètre, et percé de trois portes. C'est pourtant cette méchante enceinte qui résista pendant près d'un mois aux attaques de plusieurs milliers de Kabyles.

A quatre cents mètres de là, au col même de Tizi-Ouzou (en kabyle : le col du genêt épineux), est bâti le village français, qui, en 1871, comprenait environ cinquante maisons dont quarante-sept servaient d'auberges, de cabarets, de boutiques de boulanger ou de boucher. Sur une petite éminence était bâtie l'église, derrière laquelle s'élevaient les édifices publics : justice de paix, bureau de poste, école, etc. De toutes ces constructions, l'église seule, grâce à ses murs épais et à sa toiture de zinc, échappa à l'incendie. A cent mètres à gauche du village européen est situé le village indigène de Tizi-Ouzou, beaucoup plus peuplé, et ressemblant à tous les villages kabyles. Encore aujourd'hui, les rues y sont tortueuses et mal entretenues. Là fut le quartier-général des insurgés.

La garnison ne se composait que de 350 hommes, dont 100 chasseurs d'Afrique, 103 mobilisés de la Côte-d'Or,

50 miliciens, et le reste soldats isolés appartenant à différents corps. Les chasseurs d'Afrique étaient absents. On les avait envoyés à Tamda, pour s'emparer par un coup de main du caïd Ali-ou-Kassi, l'un des chefs de l'insurrection. Ils échouèrent dans leur entreprise, et ce fut miracle s'ils réussirent à se faire jour à travers plusieurs milliers de Kabyles pour rentrer à Tizi-Ouzou.

Vers le 10 avril les indigènes de ce village étaient venus trouver le commandant supérieur, pour lui exprimer leur crainte d'être attaqués par les partisans de Mokhrani.

« — Nous demandons, dirent-ils, des armes et des cartouches, car si nous ne nous soumettons pas aux insurgés et si nous ne faisons pas cause commune avec eux, nous serons pillés et massacrés. »

Cette appréhension parut assez naturelle au commandant supérieur; il lui était bien permis de croire à la fidélité de gens qui trafiquaient avec nous et qui nous devaient tout. Mais une fois les cartouches livrées, les indigènes se réunirent pour savoir quel usage ils en feraient. Deux partis se formèrent, l'un qui désirait se rallier à l'insurrection, l'autre qui voulait rester fidèle à la France. Ces deux partis se chamaillaient avec véhémence, lorsque la compagnie des mobilisés de la Côte-d'Or apparut, montrant une résolution qui en imposa aux insurgés. Toutefois, sans la rentrée inespérée des chasseurs d'Afrique, Tizi-Ouzou eût été pris d'assaut quelques jours après.

Au début des hostilités, les deux cents habitants du village européen de Tizi-Ouzou s'étaient empressés de déménager, abandonnant le gros mobilier; et bien leur en prit, car plusieurs colons retardataires furent massacrés.

Le 17 avril, les Arabes commencèrent l'attaque par un feu roulant. Leur principal rassemblement se forma dans le cimetière, placé sur un petit tertre, à 300 mètres du bordj. Là ils pratiquèrent des créneaux et renversèrent trois pans de murs pour circuler à l'aise. Puis ils démolirent toutes les tombes, pour préparer des embuscades en avant.

Un capitaine du génie avait eu jadis l'idée, sous le fallacieux prétexte de protéger Tizi-Ouzou contre les entreprises des tribus kabyles du haut Sebaou, de faire creuser un fossé s'étendant du bordj au village musulman, et englobant le village européen. Ce fossé, de 1^m 50 à peine de profondeur, finit avec le temps par être à moitié comblé, et d'ailleurs la garnison était trop faible pour en tirer parti. Les insurgés s'en servirent comme boyau de tranchée, pour s'avancer jusque sous les murs du bordj. Il fallut improviser, sous le feu de l'ennemi, un ouvrage en terre en forme de redan, destiné à couvrir la porte de Tizi-Ouzou faisant face à l'est. Comme on ne put donner au parapet un relief suffisant pour mettre à l'abri les hommes debout, la fusillade autour de ce point fut incessante.

Pendant vingt-cinq jours, les officiers et les soldats couchèrent au pied des remparts, se reposant quand ils pouvaient. Les insurgés, prenant dans le village des tonneaux vides, les apportèrent à trente mètres du bordj, créant des embuscades roulantes d'où ils dirigeaient leur feu sur nos créneaux. Ils eurent ainsi le temps de brûler toutes les cartouches qu'ils avaient reçues des Français!

La prise d'eau qui amène à Tizi-Ouzou le Bellaoua ayant été coupée tout d'abord, on rationna la garnison à deux litres d'eau par homme et par jour. Heureusement que les deux citernes du bordj étaient pleines, car il fallait aussi penser aux chevaux des chasseurs d'Afrique. Le pain ne manqua point, mais, le bois faisant défaut, on dut employer celui de toutes les constructions que l'on crut possible de démolir.

Le 11 mai, le bordj de Tizi-Ouzou était débloqué par la colonne du général Lallemand.

Nous avons dit que le Fort-National ou Fort-Napoléon fut fondé en 1857 par le maréchal Randon. Au moment de l'insurrection de 1871, la population européenne de cette place de guerre ne comprenait que 228 individus, dont 168 français, 39 étrangers, 13 musulmans et 8 juifs. La garnison était

forte de près de 700 hommes, soit deux compagnies de mobilisés de la Côte-d'Or, une compagnie du train des équipages, la compagnie de dépôt du 1^{er} régiment de tirailleurs, une section de milice, quelques infirmiers, quelques spahis et gendarmes maures. L'artillerie se composait de 9 pièces avec 10 hommes. Seulement, pour les servir, on fut obligé de leur adjoindre 40 hommes du train des équipages, auxquels on apprit la manœuvre du canon.

Ces 700 hommes avaient à défendre une enceinte de 2.300 mètres de développement, flanquée de 17 bastions, et attaquée par 15 ou 20.000 Kabyles.

Les 14, 15 et 16 avril, les goums des Beni-Raten avaient été convoqués pour marcher dans la direction du col de Tirourda, par lequel on croyait qu'allaient déboucher les contingents de Mokhrani; mais, le 16 avril, ces goums firent brusquement défection, et les officiers des bureaux arabes, chargés de les conduire, ne durent leur salut qu'à la vitesse de leurs chevaux.

Dès le 17 avril, le lendemain même de cette défection, les insurgés vinrent investir le Fort-National.

A 800 mètres au nord, existait une école des arts et métiers, dans laquelle les jeunes Kabyles, au nombre d'environ cinquante, s'initiaient aux progrès de l'industrie européenne. Le 16 avril, tous s'éclipsèrent, et on les vit se servir contre la France de l'instruction qui leur avait été si bénévolement donnée. Ainsi, avec les échelles qu'on leur avait appris à fabriquer, ils tentèrent d'escalader les murs du fort; avec la mine dont on leur avait fait connaître l'emploi, ils essayèrent de faire brèche aux remparts. Le 16 avril au soir, le commandant supérieur de Fort-National envoya à l'école des arts et métiers un renfort de 20 soldats du train; cet établissement eut donc une garnison de 53 hommes, dont 33 ouvriers européens et employés. Le 17 avril, dans la nuit, les insurgés livrèrent un violent assaut; repoussés, ils mirent le feu aux dépendances de l'école. Le 18 au soir, la position n'était plus tenable, et le capitaine du

génie Damarest, directeur de l'école, se replia sur le Fort-National.

Ce fort est dominé de très près, et comme les courtines qui relient les bastions entre eux sont peu élevées, les balles pleuvaient dans l'intérieur de la place. On n'était guère en sûreté que près des murs ou dans l'intérieur des maisons. Il fallut percer les casernes dans le sens de la longueur, afin que ceux qui s'y étaient réfugiés pussent les traverser sans sortir. Ces casernes furent occupées par la population civile; la troupe, tenue à une vigilance de tous les instants, se voyait forcée de camper au pied des murs. On masqua les passages les plus fréquentés avec des rideaux de planches, et même avec des couvertures de campement; sans doute les balles les eussent traversées, mais les Kabyles, ne voyant plus circuler personne, craignirent de gaspiller leur poudre et ne tirèrent plus de ce côté.

Il y avait, à une quarantaine de pas de la porte d'Alger, un frêne derrière lequel venait, pendant les premiers jours du siège, s'embusquer un kabyle. Celui-ci, doué d'une adresse meurtrière, arrivait avant le jour et ne partait qu'à la nuit; on l'appela *Jean du Frêne*. Il tua successivement un soldat du train, un sergent de tirailleurs et plusieurs mobilisés. Quelques-uns de ces derniers jurèrent de venger leurs camarades; mais deux d'entre eux encore périrent des mains de l'adroit tireur. Un jour, un sous-lieutenant de tirailleurs algériens, M. Debay, accompagné d'un artilleur et d'un mobilisé, se laissa couler par une embrasure et courut sus à *Jean du Frêne*, qu'il tua d'un coup de revolver.

Les insurgés avaient découvert on ne sait où une vieille pièce de 4 espagnole. Le 2 mai, dans la nuit, des boulets tombèrent dans le Fort; mais ces boulets n'étant qu'en pierre, la garnison put espérer qu'une brèche n'était pas près de se produire.

Cependant les assiégants, devenus de plus en plus auda-

cieux, creusaient pendant la nuit des tranchées, et leurs cheminements s'approchèrent si près des remparts, qu'on entendait distinctement le bruit des pioches. Le jour, la fusillade continuait de mettre la garnison sur les dents. Dans la nuit du 10 mai, les tranchées ennemies atteignirent un égoût, au moyen duquel les insurgés essayèrent de pénétrer dans le Fort; heureusement qu'un artilleur put y lancer des artifices qui asphyxièrent plusieurs Kabyles. Par dérision, pendant leur travail de sape, les Arabes chantaient la *Marseillaise*.

Le chef d'escadrons Maréchal, commandant supérieur, décida alors qu'une sortie aurait lieu. Le 11 mai, on avait entendu le canon du côté de Tizi-Ouzou, et un espion, qui, entre parenthèse, fut tué par mégarde par un mobilisé, vint apprendre le déblocus de ce bordj. Le commandant Maréchal, voyant les Kabyles déconcertés par l'approche de la colonne du général Lallemand, fit sortir le matin une petite troupe composée de 166 hommes seulement, qui réussit à les débusquer et alla enlever leur vieux canon. Faute d'attelages pour l'emmenner, on jeta dans un ravin cette pièce antédiluvienne, aux projectiles parfaitement inoffensifs. Pendant cette sortie, la milice combla les tranchées où s'embusquaient les assiégeants.

Le 21 mai, dans la nuit, la garnison entendit les Kabyles entonner un chant religieux qui fut répété trois fois; ils appelaient les bénédictions d'Allah sur ceux qui allaient mourir pour la sainte cause de l'Islam. Aussi le capitaine Ravez, chef du bureau arabe, ne s'y trompant pas, avisa tout le monde qu'on pouvait se préparer à l'assaut. Les insurgés tentèrent, en effet, une fausse attaque du côté du nord, pendant que de l'autre, mieux surveillé, ils appliquaient leurs échelles. On les repoussa à la baïonnette; et tandis qu'ils se groupaient confusément au pied de la muraille, essayant quand même de se hisser jusqu'aux embrasures, on jeta au milieu d'eux des bombes et des grenades. Le chef des artilleurs se trouvait être, dans cette

circonstance, le pharmacien de l'hôpital, M. Signorio, qui eut les mains et la figure brûlées.

Du reste, tous les officiers non combattants d'ordinaire rivalisèrent de zèle ; M. Bordy, employé d'administration, fut blessé à la tête des soldats du train, restés sans chef depuis la mort de leur capitaine, qui s'était bravement fait tuer.

Après cet infructueux assaut, deux longues journées furent nécessaires aux Kabyles pour enlever leurs morts, tant ils étaient nombreux. La garnison subit aussi des pertes cruelles.

Informé par un espion du succès du 21 mai, le général Lallemand fit répondre au commandant Maréchal :

« — J'attends des renforts pour tenter la grande affaire de votre déblocus : donnez-moi huit jours encore pour assurer mes communications par la soumission des Maatkas et des Beni-Aïssi. »

Huit jours, c'était encore possible. Le pain ne manquait pas ; on mangeait des salaisons, de la viande de cheval et de mulet. Pas de légumes, même secs ; mais ce qui inquiétait surtout le commandant Maréchal, c'est que la garnison se trouvait épuisée par quarante nuits passées sans sommeil. Enfin, le 26 juin, la colonne Lallemand vint camper sous les murs de Fort-National, et n'eut même pas besoin de livrer combat aux Kabyles.

Le général put écrire au ministre de la guerre : « ... Ce siège de soixante-trois jours formera un glorieux épisode de nos annales algériennes. »

Quant au blocus des villes maritimes de l'Algérie, jamais il ne fut complet, puisque les révoltés ne pouvaient intercepter nos communications par mer. Aucune d'entre elles ne courut donc de dangers sérieux pendant l'insurrection de 1871. La petite cité de Dellys se vit néanmoins bloquée pendant un mois ; la milice et trois compagnies des mobiles de l'Hérault la défendirent. Sur 650 habitants européens qu'elle contenait en 1871, il y avait un peu plus de

200 juifs, dont l'attitude fut déplorable ; tous ces nouveaux citoyens français refusèrent de se laisser incorporer dans la milice. A côté du nouveau Dellys, bâti à l'européenne, se trouve le vieux Dellys, peuplé de 2.000 musulmans ; par extraordinaire, aucun d'eux ne voulut rejoindre les insurgés, tous se montrèrent fidèles à la France. L'intérêt, il est vrai, parlait plus haut que la sympathie. Ils mirent même leur mosquée à la disposition de l'autorité militaire, pour y enfermer les otages livrés par les tribus établies sur la route d'Alger.

La marine prêta le concours le plus actif à la défense des villes du littoral. A Dellys, le transport *le Jura* prit les bestiaux des colons, qui ne pouvaient plus subsister faute de fourrages, et les débarqua à Alger. L'avisos *le Daim* et la chaloupe-canonnière *l'Armide*, embossés dans la rade, défendirent Dellys du côté du sud-est. A Bougie, gardée simplement par la milice et une compagnie de discipline, la frégate cuirassée *la Jeanne d'Arc* ne se borna pas à défendre par ses bordées l'accès de la place du côté de la terre ; elle offrit encore sa compagnie de débarquement, qui fit preuve de ce dévouement traditionnel dont sont animés les équipages de la flotte.

Bougie eut à repousser cinq assauts ; Dellys un seul.

III

Si toutes les fermes et les établissements isolés construits par les Européens en Kabylie furent saccagés et leurs propriétaires massacrés, les caravansérails, fortifiés généralement, purent résister. Celui d'Azib-Zamoun, situé au point où la grande route de Kabylie se bifurque, pour aller d'un côté à Dellys et de l'autre à Fort-National, résista vingt-trois jours. Aux alentours, des colons avaient bâti plusieurs maisons qui furent aussi détruites ; mais ils purent se réfú-

gier, au nombre de trente, hommes, femmes et enfants, dans le caravansérail, grande construction à quatre ailes, crénelée et située au sommet d'un coteau, d'où l'on domine les environs. Ce bâtiment, qui renfermait une fontaine donnant de l'eau en abondance, se trouvait dans les meilleures conditions pour résister. Mais les colons réfugiés à Azib-Zamoun ne possédaient que quelques mauvais fusils de chasse et peu de munitions ; heureusement que le caïd Amar-ben-Zamoun nous resta fidèle. Ce brave homme se déclara prêt à se jeter dans le caravansérail, avec ses parents et ses amis, et sa fermeté tint en respect les bandes armées conduites par Amokran-ou-Kassi, parent de Mokhrani. Lorsque la colonne Lallemand fut arrivée, elle salua avec satisfaction le drapeau français, fièrement hissé depuis le premier jour du blocus par les colons réfugiés dans l'établissement.

Au début des hostilités, Mokhrani avait sommé le commandant de la subdivision d'Aumale, colonel Trumelet, de se replier sur Alger avec toutes ses forces et de lui livrer la place d'Aumale. Cette outrecuidante proposition fut reçue comme elle méritait de l'être ; et Mokhrani voulant avoir la consolation de s'emparer au moins d'un caravansérail, jeta son dévolu sur celui de l'Oued Okhris, situé sur l'ancienne route de Sétif à Aumale, à 34 kilomètres à l'est de cette dernière place, au milieu de la tribu des Ouled Salem.

Le caravansérail de l'Oued Okhris est un petit quadrilatère à quatre bastions percés de meurtrières. En 1871, il était loué par l'autorité militaire à un vieux colon nommé Jean Rey, âgé de soixante-quatre ans, qui y vivait avec sa femme et son fils, Gentil Rey, âgé de vingt et un ans. Comme il ne passe pas grand monde sur l'ancienne route d'Aumale à Sétif, ces braves gens vivaient beaucoup moins des bénéfices du caravansérail, que des produits d'un petit lopin de terre y attaché.

Mokhrani annonçant bien haut qu'il voulait s'emparer du borj de l'Oued Okhris, le jeune Gentil Rey, qui

rôdait dans la tribu des Ouled Salem, fut mis au courant des projets de l'ex-bach-agma, et se rendit aussitôt à Aumale pour demander du secours au colonel Trumelet. Celui-ci envoya à l'Oued Okhris dix zouaves commandés par l'un d'eux, nommé Lallemand, soldat de 1^{re} classe. Un tirailleur, Ahmed ben Mohamed, qui avait été élevé par le père Rey, lequel, l'année de la famine, l'avait trouvé mourant au bord d'un fossé, sollicita instamment de partir avec les dix zouaves, ce qui lui fut accordé.

Les défenseurs du caravansérail furent donc au nombre de treize, dix zouaves, un tirailleur, le père Rey, armé d'un ancien fusil de munition, et son fils, possesseur d'un fusil de chasse à deux coups.

Les deux Rey étaient d'excellents tireurs. Quelques jours auparavant, le fils, chassant le sanglier dans la forêt de Ksenna, avait rencontré une panthère ; sans se déconcerter, l'énergique garçon attaqua cette dangereuse bête fauve et la tua raide d'une balle entre les deux yeux.

Le 13 mars au matin, cent cavaliers de la plaine de la Medjana parurent devant le bordj et commencèrent à tirer, mais à grande distance ; l'après-midi, ils furent rejoints par deux mille fantassins qui attaquèrent à grands cris, en s'excitant mutuellement par le mot : Djehed ! Djehed ! (la guerre sainte ! la guerre sainte !) S'embusquant dans deux petits ravins situés à soixante pas à peine du caravansérail, ils dirigèrent une fusillade infernale sur les créneaux.

Le zouave Lallemand recommanda à ses camarades de tirer sans se presser, afin de ménager les munitions. Les plus ardents d'entre les assaillants vinrent alors se faire tuer à bout portant. Gentil Rey n'en manquait pas un, et il disait en riant qu'il mettait tous ses soins à les tuer proprement. Tous ceux, en effet, sur lesquels il faisait feu, tombaient frappés d'une balle entre les deux yeux, comme la panthère de la forêt de Ksenna.

Un grand nègre nommé El Guettel, monté sur un des chevaux de Mokhrani, commandait les cavaliers ; les fan-

tassins obéissaient au fanatique Ben-Tam-tam, qui portait un étendard aux couleurs du prophète.

Ben-Tam-tam voyant que la fusillade dirigée par ses compagnons contre les créneaux du caravansérail était sans effet, quelle que fût son intensité, excita bientôt les assaillants à tenter l'assaut; et, pour leur donner l'exemple, il s'avança, son drapeau à la main, dans la direction de la porte du bordj. Les Arabes le suivaient en poussant ces terribles cris dont ils ont le secret. Le flot des assaillants, Ben-Tam-tam en tête, était arrivé à dix ou quinze mètres du but, lorsqu'un jeune zouave, nommé Pivert, l'arrêta net en abattant le porte-étendard. Indécise, la troupe s'arrêta, puis fut mise en déroute par le feu accéléré des défenseurs de la place.

Le cadavre de Ben-Tam-tam, tenant toujours son étendard jaune et vert, restait là en évidence, entouré de dix-sept autres cadavres. Ce que voyant, le zouave Pivert sortit audacieusement du bordj, et, sous une grêle de balles, alla prendre le drapeau, qu'il rapporta triomphalement à Aumale, quelques jours après.

Repoussés à l'assaut, les indigènes revinrent à leur ancien système, qui consistait à tirailler sans fin ni trêve contre les créneaux du caravansérail; ils espéraient avoir raison des défenseurs par la privation du sommeil. Mais alors Gentil Rey se hissa sur le toit du bordj et, de là, abattit tant d'Arabes, que les deux petits ravins dans lesquels ils s'abritaient ne furent plus tenables pour eux. Le chef El Guettel, s'étant trop rapproché des zouaves, eut son cheval noir tué sous lui, et comme il essayait de se dérober, il fut lui-même grièvement blessé.

Voilà donc les bandes sans chef. On alla prévenir un parent de Mokhrani, l'ex-caïd Bou-Renan, qui vint prendre le commandement des insurgés, et tenta un second assaut, repoussé comme le premier. Vingt-deux de ses plus braves compagnons se firent tuer sous les murs du bordj. Désespérant de réduire ces treize hommes, qu'il savait du reste

à bout de munitions, Bou-Renan prit le parti de les investir et d'attendre que la famine les réduisît à capituler.

Les vivres manquaient, en effet, et la citerne était à sec. Dans la nuit du 17 mars, la famille Rey se risqua donc à quitter le caravansérail. Gentil, qui connaissait les moindres sentiers de la forêt de Ksenna, eut le bonheur d'échapper aux nombreux postes des insurgés, et de gagner Aumale avec son père et sa mère.

Le colonel Trumelet, informé aussitôt de la situation des défenseurs de l'Oued Okhris, jugea inutile de sacrifier la vie de plusieurs braves gens pour garder une bicoque sans valeur. Le 23 mars, un escadron de chasseurs d'Afrique alla immédiatement balayer l'insurrection. Des onze défenseurs qui restaient dans l'établissement, après le départ de la famille Rey, un seul avait été tué. On l'enterra près de là.

Les neuf zouaves survivants et le tirailleur Ahmed ben Mohamed rentrèrent ensuite à Aumale. Voyant le caravansérail abandonné, les vaillants disciples de Mokhrani le saccagèrent de fond en comble, puis le brûlèrent. Il ne resta debout que les quatre murs. La tombe du pauvre zouave tué fut violée. Ces brutes lui coupèrent la tête, et la promènèrent triomphalement dans les tribus.

Ce que les insurgés brûlèrent fut reconstruit à leurs frais ; le père Rey ne fut donc pas ruiné, loin de là.

IV

L'insurrection atteignit le 18 avril le petit village de Bordj-Menaïel, qui comptait, en 1871, environ quinze maisons, et qui se trouve situé à 1.200 mètres d'un vieux bordj turc, réparé par les Français.

L'insurrection s'était annoncée dès le commencement du mois par une grande effervescence chez les Kabyles. Inquiets, les colons de Bordj-Menaïel ne pouvaient plus

sortir sans voir des groupes d'indigènes se concerter en pérorant à haute voix. Ceux-ci affirmaient bien qu'ils ne voulaient pas se révolter, mais ils se montraient partout en armes, et quand on leur demandait le motif de cette attitude guerrière, ils répondaient qu'ils se préparaient à la venue des insurgés, ajoutant qu'il y avait lieu d'organiser des patrouilles pour maintenir les communications avec le caravansérail d'Azib-Zamoun et Dellys. Ils osèrent même inviter les Européens à venir deux par deux commander ces patrouilles, mais on déclina prudemment cette proposition.

L'adjoint au maire, M. Canal, eut le courage de se rendre à Dellys, seul au milieu de la nuit. Il demanda au général commandant la subdivision cinquante soldats, pour tenir garnison dans le bordj et maîtriser les fauteurs d'insurrection ; alors le général lui montrant ses compagnies de mobiles de l'Hérault, si peu nombreuses, lui dit que, même avec elles, il aurait de la peine à défendre Dellys.

Le 18 avril, des bandes de maraudeurs parurent, tout en n'étant pas encore bien sûres d'elles-mêmes, car, dès qu'elles manifestèrent l'intention de piller la ferme Mignot, quatre miliciens en armes suffirent à les faire reculer. Les Kabyles étaient pourtant cent cinquante ou deux cents. Ils redescendaient vers le village, dans l'après-midi, lorsqu'une troupe une fois plus nombreuse se montra à l'horizon.

Les miliciens de Bordj-Menaïel, n'étant plus que huit, se réfugièrent à la mairie avec l'adjoint Canal. Bientôt les Kabyles les cernèrent, demandant qu'on leur livrât des armes et des munitions. Les colons songèrent d'abord à s'ouvrir un passage jusqu'au bordj et à s'y renfermer ; mais ils avaient avec eux leurs femmes et leurs enfants, qui les eussent gênés pour combattre. De plus, le bordj n'ayant ni puits, ni citerne, et ne contenant aucune provision, la faim et la soif les auraient bientôt livrés à leurs ennemis.

Les Kabyles ne manifestaient pourtant pas des dispositions féroces. M. Canal, après avoir pris l'avis des colons, résolut

de parlementer avec l'ennemi. Il stipula que tous les habitants de Bordj-Menaïel, hommes, femmes et enfants, seraient confiés à un nommé Moussa-ben-Ahmed-ben-Mohamed, frère du caïd, et qu'ils pourraient emmener avec eux une voiture chargée d'ustensiles et de linge.

Moussa accorda à M. Canal tout ce qu'il demandait, et les Européens du bordj, au nombre de trente-neuf, se remirent entre les mains du chef indigène, qui les conduisit à l'une de ses fermes. Mais en traversant le village, les colons purent voir que ceux qui pillaient leurs maisons étaient les propres serviteurs de leur étrange protecteur, et les membres indigènes du conseil municipal, ce qui n'était guère rassurant. La voiture chargée d'ustensiles et de linge disparut soudain ; puis, le soir, en arrivant à la ferme, les colons virent leurs maisons en feu. Tout le village fut saccagé.

Ahmed ben Mohamed mit ses prisonniers sous la garde de quatre de ses khammès, en ayant soin de se faire apporter leurs armes et leur argent. Le premier jour, on leur donna un peu de cousscous ; mais les femmes kabyles ayant protesté et déclaré qu'elles se refusaient à faire la cuisine pour ces chiens de chrétiens, Moussa remplaça le cousscous par de la galette, à raison d'une par jour pour cinq personnes. Cette galette pouvait peser un kilogramme environ.

Moussa partit ensuite pour la guerre sainte. Mal lui en prit, car dès le premier jour, au siège de Dellys, il reçut une balle à l'épaule. On conçoit qu'à son retour il ne se montra pas précisément aimable envers ses captifs. Apprenant toutefois que pendant son absence ses femmes et ses khammès avaient supprimé la galette, dans la charitable intention de forcer les chrétiens à se mortifier, il leur fit servir un plat de fèves. Le repas était encore assez maigre, après un jeûne de quarante heures ; aussi M. Canal en fit-il honte à Moussa.

« — Si tu veux nous tuer, lui dit-il, voici nos têtes ; mais ne nous fais pas mourir de faim. »

Moussa donna donc l'ordre de recommencer les distributions de galette, et comme ses femmes murmuraient, il se servit de son bras valide pour leur administrer une volée de coups de bâton.

Bientôt le bruit du canon tiré par les places assiégées ou par les colonnes qui opéraient dans les environs vint rassurer un peu les colons, qui ne purent s'empêcher de se communiquer leurs espérances ; mais, n'ayant pas une confiance illimitée dans leur protecteur, ils furent obligés de dissimuler leur satisfaction. Ils craignaient que les insurgés, exaspérés par leur défaite, ne se vengeassent sur eux en les massacrant.

Persuadé avec raison que cette mansuétude inaccoutumée des Kabyles ne pouvait durer longtemps, M. Canal résolut d'aller prévenir le général Lallemant de ce qui se passait. Un soir, il se glissa dans un ravin près de la ferme, se cacha sous un tas de fumier et attendit que la nuit fût bien noire. Puis il se risqua dans la campagne, évitant avec soin les routes et les sentiers, pour ne pas rencontrer d'indigènes. Au jour il gagna la colonne française, campée à Souk-el-Djemma (le marché du vendredi), et le lendemain même, le général dirigeait ses soldats vers les ruines de Bordj-Menaïel, où Moussa dut rendre les trente-huit prisonniers qui lui restaient. Leur captivité, relativement douce, avait duré vingt-deux jours.

Si les habitants de Bordj-Menaïel eurent la chance d'échapper au massacre, il n'en fut pas de même de ceux du village de Palestro, bâti sur les bords de l'oued Isser, à 32 kilomètres du poste de Dra-el-Mizan.

Ce village venait d'être fondé. En 1871, il se constituait en commune, avec une église ; et il comptait une centaine d'habitants, la plupart italiens.

Lorsque l'insurrection éclata dans la plaine de la Medjana, les tribus des environs étaient déjà fort mal disposées, parce que l'administration voulait établir un marché à Palestro, et les Kabyles croyaient que la création de

ce marché ferait du tort à ceux qui existaient déjà dans la contrée. Aussi, la guerre était à peine déclarée, que la tribu des Ammals, sur le territoire de laquelle est bâti Palestro, se concertait avec celle des Beni-Khalfoun ses voisins; les uns et les autres s'attroupèrent en armes, donnant pour raison qu'ils se disposaient à résister à Mokhrani, dans le cas où celui-ci tenterait de pénétrer en Kabylie. Le maire de Palestro, M. Basetti, n'ajoutant pas foi aux assurances d'El-Hadj Ahmed Dahman, caïd des Ammals, qui lui affirmait que ses subordonnés ne se révolteraient pas et qu'il répondait de la sécurité des habitants du village, alla lui-même à Alger chercher des fusils et des cartouches pour ses administrés. A son retour, il fit l'appel de tous les hommes en état de porter les armes; ils étaient 50, sur 112 habitants. Chaque jour les colons faisaient deux heures d'exercice, et les circonstances parurent si graves, que M. l'abbé Monginot, curé de Palestro, voulant donner l'exemple, se mit, lui aussi, à apprendre la manœuvre; à chaque prise d'armes, il accourait à sa place dans le rang, avec les autres miliciens.

Bientôt les colons n'eurent plus de doutes, en voyant les Kabyles traverser leur village par petits groupes armés de fusils. L'un d'eux, Séguy, vit un jour entrer chez lui le caïd des Ammals avec son fils Mohamed. Le caïd venait encore répéter aux colons qu'ils n'eussent rien à craindre, puisqu'il répondait de leurs personnes. Survint alors la fille de la maison, qui comprenait un peu le kabyle.

« — Celle-là, dit le jeune Mohamed, ne sera pas tuée; je la réserve pour en faire ma femme. »

Mlle Séguy, effrayée, supplia son père de la laisser partir à Alger; elle échappa ainsi au funeste sort réservé à ses concitoyens.

A ce moment M. Auger, capitaine du génie, passa par Palestro, en allant surveiller l'exécution de quelques travaux confiés à son service. Les malheureux habitants, convaincus que le danger devenait imminent, prièrent cet

officier d'organiser leur défense. Le capitaine comprit du premier coup d'œil qu'il fallait la concentrer dans trois édifices qui se flanquaient l'un l'autre : la gendarmerie, la cure et la maison des Ponts-et-Chaussées ; il n'y avait qu'à relier ces trois postes par des fossés d'approche, à exhausser les parapets de la terrasse des Ponts-et-Chaussées, et à improviser trois petits redans en briques, avec meurtrières et machicoulis. Nul doute que de cette façon les colons de Palestro n'eussent pu résister quelques jours, et donner aux hommes du colonel Fourchault, qui se masaient à l'Alma, le temps d'accourir à leur secours.

Ces travaux allaient être entrepris, lorsqu'arriva le lieutenant Desnoyers, attaché au bureau arabe d'Alger, escorté par quelques spahis.

Les colons prièrent aussitôt M. Basetti de se rendre auprès de cet officier pour se renseigner au sujet des bruits alarmants qui circulaient, et savoir s'il était nécessaire de se préparer à la lutte. Mais M. Basetti éluda cette démarche, disant que l'avis de M. le capitaine Auger lui suffisait. Un colon nommé Rainoldi se rendit alors auprès du lieutenant Desnoyers, et se permit de lui demander le but de son voyage.

Fort étonné, ce dernier répondit qu'il n'avait à rendre compte à personne de sa mission qui, d'ailleurs, ne concernait pas les affaires du village. Apprenant toutefois que les habitants s'inquiétaient, il fit venir les chefs indigènes des environs et les interrogea longuement. Assez édifié sur leur compte, il adressa le jour même, à l'autorité supérieure, un rapport relatif à la situation des colons de Palestro. Ce rapport prévoyait le danger et indiquait les moyens de le conjurer.

M. Desnoyers, anxieusement interrogé par son maître d'hôtel, lui déclara que les colons pouvaient dormir tranquilles ; évidemment, cet officier ne croyait pas à l'imminence du péril, et se figurait que l'administration supérieure aurait le temps de prendre des mesures.



MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Hélas ! il était trop tard. Le rapport fut envoyé le 16 avril, et la catastrophe se produisit le 19.

Ce jour-là, au matin, plusieurs milliers de Kabyles se portèrent sur le hameau du col des Beni-Aïcha, dont les habitants purent heureusement s'échapper, les communications avec la Mitidja n'étant pas encore interrompues. Mais la retraite était coupée aux colons de Palestro qui, en voyant l'incendie dévorer les maisons de leurs voisins, ne se firent plus d'illusions sur le triste sort qui les attendait.

Les Kabyles se divisèrent ensuite en deux bandes : la plus forte se dirigea sur l'Alma, pour livrer combat à la colonne Fourchault ; l'autre se rendit à Palestro, pillant et brûlant tout sur son passage.

Deux tribus des environs, les Ammals et les Beni-Khalfoun, n'attendaient, pour se soulever, que l'arrivée des insurgés. Le 19 avril au soir, tous les contingents kabyles se portèrent sur Palestro et mirent le feu aux meules établies à quelque distance du village. Immédiatement, on battit la générale, et, au son du tocsin, les colons se préparèrent à la résistance.

Toutes les maisons furent évacuées à la hâte, sauf trois : la cure, la caserne de gendarmerie et les Ponts-et-Chaussées. Les hommes valides se divisèrent en trois groupes : l'un s'enferma dans la gendarmerie, sous le commandement du brigadier et du maire ; l'autre dans la cure, avec l'abbé Monginot et le capitaine Auger ; le troisième aux Ponts-et-Chaussées, sous les ordres du conducteur Ricard et du garde champêtre, ancien soldat. Comme cette dernière construction, plus solide, était aussi plus capable de résister, les femmes et les enfants s'y réfugièrent. Les trois maisons formaient entre elles un triangle, et se flanquaient tant bien que mal. Les défenseurs passèrent la nuit du 19 au 20 avril à pratiquer quelques meurtrières et à matelasser les fenêtres.

Pendant la matinée qui suivit, les insurgés se mirent à piller les habitations délaissées, mais ils se gardèrent

bien de les incendier ; se bornant à créneler celles qui avaient vue sur le groupe occupé par les colons, ils creusèrent des tranchées pour abriter leurs tireurs. Vers midi, ils commencèrent la fusillade, et, le soir venu, se lancèrent à l'assaut du presbytère. Repoussés avec de grandes pertes, ils se tinrent tranquilles toute la journée du 21.

Mais le 22 au matin, arrivèrent les caïds des Ammals et des Beni-Khalfoun. Ces chefs, qui avaient reçu l'investiture du gouvernement français, venaient prendre le commandement des bandes insurgées, qu'ils renvoyèrent à l'assaut.

Sachant que la cure était la moins solide des trois maisons défendues, les Kabyles réunirent contre elle tous leurs efforts, et après trois furieuses tentatives, ils réussirent à y pénétrer. Voyant que les communications n'étaient pas absolument coupées avec la caserne de gendarmerie et que leur position n'était plus tenable, les colons sortirent par une porte de derrière, déterminés à se faire jour à la baïonnette. Trois d'entre eux restèrent aux mains des Kabyles, qui les massacrèrent et jetèrent leurs cadavres dans le presbytère, auquel ils mirent le feu.

Quatre hommes du groupe qui défendait les Ponts-et-Chaussées voulurent profiter de l'incendie et du tumulte qui s'ensuivit pour s'échapper ; parmi eux était le conducteur Ricard. Trois de ces fuyards, qui désertaient ainsi leur poste de combat et abandonnaient des femmes et des enfants aux fureurs de l'ennemi, réussirent à gagner l'Alma ; le quatrième fut tué.

Mais les caïds des Ammals et des Beni-Khalfoun représentèrent aux insurgés qu'en brûlant le presbytère, ils avaient sacrifié un butin considérable. Les indigènes changèrent alors de tactique. Ils envoyèrent en parlementaire devant la caserne de gendarmerie un kabyle très connu des colons, le propre serviteur du caïd des Ammals ; cet individu déclara aux défenseurs qu'ils auraient la vie sauve, s'ils consentaient à se rendre. Le capitaine Auger exigea que le caïd des Beni-Khalfoun vînt lui-même garantir ces

propositions ; et non seulement ce traître les appuya, mais il promit aux Européens de leur laisser leurs armes et de les faire escorter jusqu'au village du Fondouk, à l'abri de l'insurrection.

Il y eut alors une sorte de trêve dont quatre colons, les nommés Spazzi, Cavazza, Omer et Frenbini, profitèrent pour aller à la maison des Ponts-et-Chaussées visiter leurs femmes et leurs enfants. C'est à cette inspiration qu'ils durent la vie.

Après leur départ, les insurgés cernèrent la caserne de gendarmerie et sommèrent les défenseurs de livrer leurs armes. Le capitaine Auger, le curé Monginot, et le jeune Basetti, fils du maire, sortirent alors pour parlementer de nouveau avec les caïds. Derrière eux se tenait un vieux colon nommé Dieuloir, avec son fusil. Les caïds retinrent prisonniers le capitaine Auger et le jeune Basetti, et livrèrent aux insurgés Dieuloir et l'abbé Monginot. Dieuloir croisa la baïonnette pour défendre son curé et tomba ensanglanté. Le prêtre fut tué d'un coup de pistolet ; un kabyle lui coupa ensuite la gorge du revers de son yatagan.

Mais les défenseurs de la caserne étaient encore au nombre de trente-cinq, commandés par le lieutenant de la milice Rimez et le brigadier de gendarmerie. Désespérés, ces pauvres gens essayèrent une sortie à la baïonnette. Malheureusement, dès les premiers pas, le brigadier tomba, ainsi que le lieutenant ; celui-ci, déjà blessé la veille, fut décapité et on lui ouvrit le ventre. Le brigadier fut achevé à coups de pioche. Les colons essayèrent en vain de refermer la porte, le flot des assaillants se précipita dans la caserne, et tous les Européens, parmi lesquels se trouvait le maire Basetti, furent massacrés. On trouva dans la geôle de la gendarmerie trois indigènes, qui, mis en liberté, s'armèrent de bâtons et s'acharnèrent sur les victimes, qu'ils jetèrent ensuite au milieu des flammes, après leur avoir fait subir d'infâmes violences.

Restait le local des Ponts-et-Chaussés, où ne commandait

plus personne, depuis le lâche abandon du conducteur Ricard. Les insurgés s'y portèrent en masse, et firent sauter la porte de la cour, puis les deux portes de la maison. Les assiégés se retirèrent alors au premier étage, et, coupant l'escalier, organisèrent une vive résistance. La lutte se prolongea ainsi pendant deux jours, les Kabyles évitant de mettre le feu à la maison, dans la crainte de perdre l'or et l'argent qu'ils supposaient entre les mains des derniers défenseurs de Palestro. Vers la fin du deuxième jour, une idée infernale surgit dans leur cerveau : ils allumèrent, au rez-de-chaussée, plusieurs petits feux d'herbes sèches et de menues broussailles. Ce n'était pas l'incendie ; c'était un développement de fumée à rendre la position intenable. Sur la terrasse étaient entassées quarante-cinq personnes ; on y avait transporté les munitions, et quatre colons, embusqués derrière des matelas, défendaient à tour de rôle la brèche pratiquée dans l'escalier. Les quelques défenseurs de la terrasse se tenaient derrière le parapet, qui avait à peine quarante centimètres de hauteur. Pour faire le coup de feu, ils devaient se tenir à peu près couchés, et ceux qui essayaient de se mettre à genoux tombaient sous les balles des Kabyles. C'est ainsi que périrent trois d'entre eux.

Cependant, voyant que personne ne se montrait au-dessus du parapet, les insurgés imaginèrent d'amonceler devant la maison des pierres et des briques ; puis ils lancèrent sur la terrasse des projectiles qui firent plusieurs victimes. Mais comme ces projectiles leur étaient consciencieusement renvoyés, ils finirent par se lasser de ce système d'attaque.

Au milieu du troisième jour, la situation des derniers survivants de Palestro devint terrible. Ils n'étaient pas seulement asphyxiés par l'âcre fumée qui se dégageait du rez-de-chaussée ; les cadavres, n'ayant pas été enterrés, répandaient dans l'air des odeurs pestilentiennes. Le soleil de midi dardait sur eux ses rayons ardents ; la fumée

et l'odeur des corps en décomposition les prenaient à la gorge ; l'eau allait leur manquer ; la charpente en fer de la terrasse commençait à se fendre et à s'affaïsser. Pour rendre la chaleur plus intolérable, les Kabyles allumaient de grands feux autour de la maison, et il fallut user de mille moyens pour garantir les munitions et les préserver des flammèches. Les cartouches étaient renfermées dans de simples couffins ou paniers en palmier-nain ; les femmes des colons s'assirent dessus. On put ainsi conjurer une catastrophe qui semblait inévitable.

Les mères et leurs enfants pleuraient, demandant en grâce qu'on se rendît. Mais personne n'osait entamer les pourparlers ; on se souvenait trop bien du hideux massacre de la caserne. Fou de douleur, un colon s'écria qu'il fallait en finir, et se jeta sur sa baïonnette ; un autre se fit sauter la cervelle.

Enfin, dans l'après-midi, un parlementaire se présenta dans la cage de l'escalier ; mais les assiégés s'écrièrent qu'ils ne s'entendraient qu'avec le caïd des Ammals. Celui-ci s'avança donc, et leur dit qu'ils n'avaient aucun secours à attendre ; « Dellys, Tizi-Ouzou, Fort-National, Dra-el-Mizan sont, ajouta-t-il, pris et rasés. »

Il fut convenu que les colons se rendraient à discrétion, pour être conduits à Dellys, et de là embarqués pour la France. Ils étaient au nombre de quarante, dont vingt femmes et onze enfants ; plusieurs avaient des blessures. Le caïd des Ammals fit monter sur la terrasse quelques-uns de ses Kabyles ; toutes les armes furent immédiatement enlevées, et les survivants, sans exception, furent dépouillés de leurs vêtements. On arracha même aux femmes leurs boucles d'oreilles. Cela fait, la terrasse fut évacuée au moyen d'échelles.

Le lendemain, toutes les tribus qui avaient pris part à l'attaque se réunirent sur les ruines encore fumantes de Palestro, et là il fut convenu que l'on se porterait en masse vers le village de l'Alma, où se concentrait une colonne

française. Chacun prenait les plus belliqueuses résolutions, lorsque des sentinelles signalèrent l'apparition de nos éclaireurs. C'était la colonne Fourchault qui arrivait ; trop tard, hélas ! de vingt-quatre heures.

Dès que l'insurrection menaça la Mitidja, le général Lallemand avait rappelé en toute hâte la brigade Lapasset, débarquée à Bougie, et l'avait dirigée sur le village de l'Alma. Cette brigade devait être le noyau de la colonne expéditionnaire. Lapasset ayant eu une autre destination, le commandement provisoire en fut donné au colonel d'état-major Fourchault, celui-là même que nous avons vu comme capitaine lors de la grande expédition de 1857, enlever, à la tête de quelques zouaves, le village de la prophétesse kabyle. Fourchault, un peu original, était d'une bravoure éprouvée.

Le 4 avril, il réunit à l'Alma 2.700 hommes de toutes armes, dont 300 miliciens d'Alger et 600 mobiles de l'Hérault, plus 4 obusiers de montagne.

Les trois colons qui avaient quitté Palestro avec le conducteur des Ponts-et-Chaussées Ricard ne purent malheureusement donner des nouvelles de leur village que le 23 avril au matin. Le général Lallemand télégraphia aussitôt au colonel Fourchault :

« Il y a à Palestro quelques familles du village qui luttent courageusement contre les Kabyles, et que l'on pourrait sauver. Prenez trois cents zouaves et trois cents tirailleurs, braves et bons marcheurs, sans sacs, une pièce de montagne avec forte réserve de cartouches d'infanterie et un peloton de chasseurs, avec un baril d'eau-de-vie sur un mulet, vivres dans la musette ; gagnez le Fondouck, après avoir bien disposé définitivement les troupes que vous laisserez, et partez-en à neuf du soir avec de bons guides. Il y a six lieues du Fondouck au pont de Ben-Henni (nom kabyle de Palestro). Vous arriveriez à trois heures du matin, culbuteriez les bandits, et enlèveriez les familles qui vivent encore. Il y a aussi là le capitaine du génie Auger, s'il n'a

pas péri. C'est un coup de main généreux à tenter. Se borner à la chose elle-même, ne rien entreprendre au delà, garder surtout le plus grand secret, et vous réussirez. »

La mission de sauver les pauvres habitants de Palestro convenait bien au colonel Fourchault, qui possédait toutes les qualités militaires requises pour réussir dans ce hardi coup de main. Parti de l'Alma à huit heures du soir, il arriva au village du Fondouck à minuit.

Sa colonne se reposa une demi-heure et fit le café ; il s'agissait de tenir les hommes éveillés. Quand on se remit en route, il ne restait guère que quatre heures de nuit ; il fallait donc marcher rapidement, et traverser la montagne avant que l'éveil fût donné aux tribus environnantes. Fourchault, sentant que la marche ne devait être ralentie sous aucun prétexte, défendit formellement aux soldats de répondre aux coups de fusil qui seraient tirés sur eux.

A six heures du matin, halte d'une heure pour faire de nouveau le café. Quand on reprit la marche, la chaleur était accablante. On s'arrêta plusieurs fois pour masser la colonne, et permettre aux retardataires de la rejoindre. Le pays était absolument désert. Le colonel augura mal de ce silence ; évidemment, pensait-il, les Kabyles laissent s'engager la petite troupe pour en avoir plus facilement raison. Il était une heure, quand on arriva sur le plateau au centre duquel est bâti le village de Palestro ; les éclaireurs avaient bien signalé des rassemblements, mais ceux-ci avaient disparu. Tout était morne et silencieux ; pas un cri, pas un coup de feu. En approchant du village, nos soldats se trouvèrent soudain en face de l'horrible réalité ! Partout du sang et des ruines. Mais laissons ici la parole au docteur Collin, qui accompagnait l'expédition :

« A notre arrivée dans le village, une odeur infecte nous saisit. De nombreux cadavres gisaient épars dans les rues ; les maisons étaient incendiées, saccagées avec un vandalisme minutieux. Des morts au rez-de-chaussée, d'autres le long des escaliers, d'autres dans les chambres du premier

étage ; dans les cours, dans les jardins, partout on rencontre des cadavres dépouillés de leurs vêtements ; les coiffures, ainsi que les pantalons, ont été dédaignées par les Kabyles. Aucun cadavre de femme ni d'enfant ; nous comptons quarante-sept cadavres d'hommes adultes ; le plus jeune peut avoir quinze ou seize ans. D'après l'inspection des corps et des lieux, la bande infernale me paraît avoir procédé comme il suit : après s'être emparés des défenseurs les plus vigoureux, en armes et sortis de leurs habitations (des gendarmes, entre autres, reconnus à leur pantalon et képi), ils les dépouillèrent et les firent brûler vifs au-dessus des brasiers dont les cendres et charbons sont encore là. De larges ampoules entourées d'une rougeur inflammatoire, indiquent parfaitement ce genre de mort chez les victimes trouvées à l'entrée du village. La face et d'autres régions presque carbonisées, ainsi que les signes d'une horrible lutte, démontrent d'ignobles et barbares raffinements. Cela a dû se passer sous les yeux des habitants retranchés dans leurs maisons. La mort de ces derniers, en effet, est plus récente, et ils paraissent avoir succombé différemment : coups de feu, égorgement, aveuglement, coups de couteau, de matraque. »

Et le docteur Collin ajoute :

« Les plus infâmes violences paraissent avoir été commises sur quelques-uns, avant ou après la mort. »

Nous n'essayerons pas de compléter cet horrible tableau. Disons qu'à côté du cadavre d'un gendarme gisaient deux chiens de chasse, éventrés parce que, sans doute, ils avaient voulu défendre leur maître. Parmi des décombres couverts de sang, nos soldats ramassèrent des titres de propriété, des billets de banque dédaignés par les insurgés. Au milieu des ruines, ils dénichèrent aussi un pillard kabyle ; on comprend qu'ils n'allèrent pas solliciter l'approbation du colonel Fourchault pour le passer par les armes.

Une large fosse fut creusée à côté de l'église dévastée, et les quarante-sept cadavres y furent déposés. La nuit venue, les cavaliers envoyés à la découverte rentrèrent sans rap-

porter aucun renseignement. La colonne Fourchault bivouaqua dans ce lieu de désolation, puis repartit pour le Fondouck, en combattant, cette fois, car les masses ennemies se ruèrent sur le petit noyau de Français assez audacieux pour pousser une pointe en plein pays insurgé. L'on peut bien dire que ce furent les fusils à tir rapide qui sauvèrent nos troupes; le général Lallemand avait donc été bien inspiré, en prescrivant au colonel Fourchault de se faire suivre par des mulets chargés de cartouches. Des feux incroyablement nourris eurent raison de l'acharnement des Kabyles. Les mulets de cacolet étant trop peu nombreux pour transporter, non seulement les morts et les blessés, mais encore les hommes épuisés, les chasseurs et les spahis mirent pied à terre et prêtèrent leurs chevaux.

Le général Lallemand télégraphia au colonel Fourchault : « Recevez mes félicitations pour vous et vos vaillantes troupes. Cette reconnaissance est une des plus audacieuses qui aient été tentées..... L'œuvre des sauvages était terminée; il vous reste du moins la consolation d'une tentative noble et généreuse, faite sitôt qu'elle a été possible. »

Qu'étaient devenus les survivants du sac de Palestro? Ils avaient été emmenés par Amin-el-Oumena, caïd des Beni-Khalfoun, fraction de la grande tribu des Flissas. Ces malheureux racontèrent plus tard qu'en traversant les villages kabyles ils reconnurent chez les gens les plus considérables, leurs propres bestiaux, leurs effets, leurs ustensiles. Un kabyle avait passé par-dessus son burnous la chasuble du pauvre abbé Monginot; un autre portait une soutane, mais fendue du haut en bas.

Amin-el-Oumena enferma ses captifs dans des gourbis exposés à tous les vents, les prévenant au préalable que toute tentative d'évasion serait punie de mort. Ces pauvres gens avaient ramassé par terre, en quittant Palestro, quelques débris de vêtements qui les aidèrent à couvrir leur nudité. Dans ces lambeaux disparates, la vermine ne tarda pas à se mettre et à pulluler avec cette prodigalité

qu'on a souvent lieu de déplorer en Algérie. Tous les hommes de la tribu étant partis pour la guerre sainte, les captifs furent abandonnés aux femmes, hideuses mégères qui s'entendaient à merveille à tourmenter les roumis ou chrétiens tombés entre leurs mains. Ces abominables créatures trouvèrent que les prisonniers pouvaient bien coucher sur la terre nue, et que deux petites galettes par tête suffisaient amplement à leur nourriture. Deux ou trois fois un vieux kabyle donna aux malheureux quelques figues; une européenne, qui était à toute extrémité et se mourait des suites de ses blessures, reçut deux oranges. Cette infortunée ne tarda pas à succomber.

Les colonnes des généraux Cerez et Lallemant opéraient dans les environs. Chaque fois que l'on entendait le canon, les femmes kabyles, furieuses, venaient dire aux captifs qu'au premier obus qui tomberait sur leur village, on les mettrait à mort. Aussi les survivants du massacre de Palestro vécurent-ils, pendant vingt-deux jours, dans des angoisses inexprimables. Informé de leur situation, le général Cerez n'osa tenter l'attaque des villages des Beni-Khalfoun; il préféra, par humanité, traiter de la reddition des colons en échange de l'*aman* accordé aux insurgés. Le 13 mai, l'honorable général dut écrire au gouverneur (1) : « M. le capitaine Auger, M^{me} Valle (2) et ses enfants, tous nos pauvres prisonniers de Palestro, hommes, femmes et enfants, sont à mon camp. Ils y sont l'objet des soins de tous, et leur émotion, en se trouvant au milieu de nous, répondait à la joie qui, depuis ce matin, agitait mes troupes, heureuses de penser que leurs efforts jusqu'à ce jour avaient pu contribuer à la délivrance de nos malheureux prisonniers. »

Ceux-ci n'étaient plus que trente-neuf, la femme dont nous avons parlé plus haut étant morte. Les Ammals rendi-

(1) Amiral de Gueydon.

(2) Femme du commandant de place de Dra-el-Mizan, prise à quelques centaines de mètres de la place.

rent encore au général Lallemand un colon qu'ils avaient gardé, parce que ses blessures l'empêchaient de suivre le convoi dirigé sur la tribu des Beni-Khalfoun.

Si Amin-el-Oumena rendit ses prisonniers, il ne put toutefois soustraire sa propre tête à un châtement bien mérité. Deux ans après, en janvier 1873, la cour d'assises d'Alger le condamna à mort avec huit gredins de son espèce. Vingt-trois Kabyles des environs de Palestro furent déportés dans une enceinte fortifiée, et treize autres eurent à subir de cinq à sept ans de détention. Et c'est en faveur de ces intéressants coquins que M. Henri Rochefort, au commencement de 1886, lorsqu'il était encore député, réclama l'amnistie ! C'étaient, disait-il, des condamnés pour faits politiques ! De telles aberrations d'esprit, auxquelles d'ailleurs le célèbre pamphlétaire a habitué ses contemporains, dépassent tout ce que peuvent concevoir les imaginations les plus désordonnées.

V

Dans la province d'Alger, l'insurrection ne gagna que la Kabylie, mais dans celle de Constantine elle devint générale et s'étendit jusqu'aux plus extrêmes limites du désert. Nous ne parlerons pas du siège de Bordj-bou-Arréridj, petite ville bâtie au centre du commandement du bach-agma Mokhrani ; ce serait refaire, à peu de chose près, l'histoire de Fort-National ou de Tizi-Ouzou.

Le siège de Bordj-bou-Arréridj fut levé par une colonne expéditionnaire aux ordres du colonel Bonvallet. Pendant qu'elle guerroyait à l'ouest, une affaire déplorable eut lieu à Aïn-Tagrout, caravansérail situé juste à mi-chemin entre Sétif et la ville débloquée. Cette affaire, qui fut appelée devant le conseil de guerre de Constantine, et qui passionna l'opinion publique, vaut la peine d'être racontée en détail.

Le 30 mars 1871, M. Trinquant, capitaine au 90^e de ligne,

adjoint au bureau arabe de Sétif, reçut l'ordre d'aller s'installer à Aïn-Tagrout; il avait pour mission de surveiller les goums, et d'assurer le service de correspondance entre Sétif et la colonne qui opérait contre les contingents rebelles de Mokhrani.

M. Trinquand trouva au caravansérail d'Aïn-Tagrout une petite compagnie, 60 hommes à peine, du 78^e de ligne, avec le capitaine Chichet. Etant le plus ancien, il prit le commandement.

D'abord il vérifia la position et l'emplacement qu'occupaient les différents goums, jusqu'alors restés fidèles; les jugeant trop éloignés pour pouvoir compter sur leur appui, il leur prescrivit de se rapprocher; mais il comprit, à des signes non équivoques, que ces goums se disposaient à faire défection. En effet, derrière lui, le 13 avril, deux convois isolés furent pillés et un voiturier européen disparut. Accompagné d'un seul spahis, Trinquand se rendit aussitôt sur les lieux pour faire une enquête, et le caïd sur le territoire duquel les méfaits avaient été commis n'alla même pas le voir; à son retour, il apprit que le goudm des Cédratas, qui avait reçu ordre d'occuper le passage de l'oued Chaïr, entre Aïn-Tagrout et Bordj-bou-Arréridj, avait formellement refusé d'obéir. Ce qui inquiéta encore davantage le capitaine, ce fut une conversation qu'il eut avec le spahis qui l'avait accompagné. Celui-ci savait que le caïd qui s'était dérobé avait dit à ses administrés : « Comment ! il est venu ici un officier français avec un simple spahis, et vous ne les avez pas égorgés ? » Un indigène lui avait aussi conseillé de rentrer vite à Aïn-Tagrout, sans quoi il serait assassiné.

Le 16 avril, Trinquand reçut un convoi de vivres de 600 à 650 mulets, et quatre prolonges du train portant plusieurs quintaux de fourrages; ce convoi devait être dirigé sur Bordj-bou-Arréridj, et les prolonges rétrograder ensuite sur Sétif, en emportant les malades de la colonne. M. Valette, interprète militaire, et M. Mariage, officier payeur des

spahis, venu à Sétif pour toucher la solde, profitaient tous deux de l'occasion pour se rendre à leur poste.

Le 17 avril, M. Trinquand se mettait en route avec le convoi, pour Bordj-bou-Arréridj, lorsqu'il apprit la défection des Cédratas. Aussitôt il fit arrêter et masser son monde, puis, voyant que des rassemblements insurgés se préparaient à lui disputer le passage, il rétrograda sur Aïn-Tagrout et fit décharger les mulets et les prolonges. Les caisses et les sacs furent rangés devant la porte du caravansérail, et des spahis allèrent prévenir de la situation le colonel commandant les troupes de la Medjana et le colonel commandant la subdivision de Sétif.

Ceux envoyés à Bordj-bou-Arréridj, ne pouvant passer, rentrèrent deux heures après leur départ; les autres rapportèrent de Sétif cette réponse : « Tenez ferme, une compagnie de zouaves et vingt-cinq hussards, vous portant des cartouches, vont vous rejoindre. Le maire de Sétif réunit le goum, que je ferai ensuite partir avec quatre spahis. »

Mais le pauvre capitaine perdait la tête. Par surcroît, tous les goums des environs, à l'exception de celui du caïd Ben Illès, qui ne fit défection que le lendemain, nous trahirent dans cette journée du 17 avril. Les ouvriers civils qui travaillaient à la route s'empressèrent de remonter au caravansérail d'Aïn-Tagrout. Le 18 au matin, quatre ou cinq cents cavaliers, nouvellement insurgés, avec une centaine de fantassins, parurent à un kilomètre du bordj; tous s'excitaient au combat en provoquant nos soldats. Trinquand fit alors déployer en tirailleurs la compagnie du 78^e, flanquée d'un côté par quelques spahis, de l'autre par des goudiers encore fidèles. Après un échange de coups de feu, le contingent ennemi se dispersa.

A ce moment, nos derniers goudiers disparurent; ce que voyant, les muletiers du convoi crevèrent un certain nombre de sacs, puis, montant sur leurs bêtes, s'enfuirent dans toutes les directions. Un troupeau de bœufs et de moutons, destiné à la colonne, se dispersa également.

Tout cela devait importer assez peu au capitaine Trinquant, s'il avait eu la conscience bien nette de son devoir. Ne savait-il pas qu'une compagnie de zouaves allait lui arriver, ainsi qu'un peloton de hussards, lui apportant des cartouches ? De plus, il avait sous la main soixante soldats de ligne, quelques spahis, et une vingtaine d'ouvriers et de colons. Ceux-ci, il est vrai, n'étaient pas armés ; mais ils pouvaient rendre mille petits services dans l'intérieur du bordj, en attendant qu'ils prissent les fusils des morts et des blessés.

Evidemment la position des défenseurs d'Aïn-Tagrout était critique ; mais enfin, cent Français, devant être portés à deux cents, à l'arrivée du détachement de Sétif, ne se laissent pas enlever dans un caravansérail fortifié comme l'était celui d'Aïn-Tagrout.

Les avocats de Trinquant prétendirent que le bordj était en mauvais état de défense. Le capitaine Chichet, qui, lui aussi, a eu sa part de responsabilité dans l'évacuation de ce poste et l'abandon d'un convoi de vivres, déclara plus tard au conseil de guerre que tous les créneaux auraient eu besoin d'être refaits, étant beaucoup trop larges. C'est possible, mais vraiment une semblable allégation ne peut être prise au sérieux ; en effet, le caravansérail d'Aïn-Tagrout, bâti sur le rebord d'un plateau très large, domine la contrée par trois de ses faces. Qu'importait donc que les créneaux de ces trois faces fussent un peu larges ? Ils ne couraient certainement pas le risque d'être enfilés par l'ennemi. Et quant à la quatrième face regardant le plateau, les Kabyles en eussent été tenus à une respectueuse distance par les 70 chassepots de la compagnie de zouaves, les 60 chassepots du 78^e, les 40 chassepots des hussards et des spahis. C'est à faire rêver de voir des officiers français douter d'une position de cette valeur, alors que des colons mal armés, ou de faibles détachements, tiennent tête aux Arabes dans des bicoques dominées de toutes parts.

Le caravansérail d'Aïn-Tagrout forme un carré parfait de 37 mètres de côté comptés sur les murs d'enceinte, qui ont donc 148 mètres de développement. Et M. Trinquand pensait que 170 hommes de troupes régulières ne suffiraient pas à défendre un pourtour de 192 mètres, dont les trois quarts au moins ne pouvaient être attaqués bien vigoureusement !

Au conseil de guerre, cet officier exposa qu'il eût été matériellement impossible de renfermer le convoi dans la cour du caravansérail, encombrée alors par les prolonges et les voitures de colons. Mais le président aurait pu lui répondre qu'avec ces prolonges et ces voitures, il y avait lieu de former un retranchement en avant de la grande porte du bordj, retranchement qui aurait défilé toutes les attaques des Arabes, si l'on avait comblé les intervalles par des caisses à biscuit, des sacs de café, enfin par toutes sortes de bagages encombrants. Oui, un officier doué d'un peu de sang-froid eût débarrassé la cour de cette façon, et comme le convoi de vivres que l'on était chargé de défendre assurait la subsistance des hommes et des chevaux pour un temps indéfini, on n'avait qu'à se laisser tranquillement cerner.

Cependant, M. Trinquand eut l'audace de télégraphier à Sétif que la position n'était plus tenable ; et il savait que les zouaves et les hussards allaient le rejoindre ! Ne voulant pas les attendre, il donna ordre au capitaine Chichet de faire préparer ses hommes pour le départ.

Alors se passa une scène déplorable. On défonça les barils ; soldats et colons se précipitèrent pour boire à même le vin et l'eau-de-vie. On se noya dans l'ivresse, et le détachement se mit en route en titubant honteusement.

On chargea les quatre prolonges du train de bagages, d'effets, de cantines appartenant aux officiers et aux colons ; par-dessus on installa quelques femmes et quelques enfants d'employés des ponts-et-chaussées ou d'ouvriers, avec plusieurs soldats et colons ivres-morts.

C'est dans cet équipage peu brillant que la petite colonne rencontra, au moulin Saint-Rham, ses sauveurs venant de Sétif, et faisant le café. Très surpris, le capitaine de zouaves, M. Bouché, qui avait fait ramasser pendant la route deux ou trois cents convoyeurs arabes fuyards, proposa à M. Trinquand de rétrograder pour sauver au moins la plus grande partie du convoi. Il lui fut répondu que les goums ayant trahi, le bordj se trouvait hors d'état de résister à une attaque. Le vieil officier se récria ; mais comme il était le plus jeune de grade, il dut s'incliner.

La conduite du capitaine Trinquand, en tant que soldat, fut mise hors de cause par ses antécédents militaires ; mais l'autorité crut devoir déférer au conseil de guerre un officier qui n'avait pas bien vu de quel côté était le devoir, en abandonnant une position sans se renseigner sur les forces qui auraient pu l'attaquer, et sans attendre les renforts qui l'eussent mis en mesure de résister indéfiniment.

Grâce à la brillante plaidoirie d'un avocat distingué du barreau de Constantine, M. Gilotte, on acquitta le capitaine Trinquand qui, seul, avait pourtant donné un exemple de défaillance pendant cette terrible année.

Dans le sud de la province de Constantine, quelques mois avant la prise d'armes de Mokhrani, un individu qui se prétendait chérif et descendant du Prophète, Bou-Choucha, avait fait son apparition, à la tête d'une bande de coupeurs de route et d'écumeurs du désert. Dans l'hiver de 1870 à 1871, il s'empara d'Ouargla et, dès qu'il apprit l'insurrection de la Medjana et de la Kabylie, il marcha sans hésiter sur Tuggurt, proclamant la guerre sainte et ralliant sur son chemin tous les bandits, tous les mécontents, tous les fanatiques du Sah'ra.

La kasbah de Tuggurt avait pour garnison une section de tirailleurs indigènes commandés par un lieutenant nommé Mousseli ou Mousli ; cet excellent officier, qui avait appris à lire et à écrire au régiment et qui travaillait à s'instruire, allait se faire naturaliser français.

Mousli avait peu de vivres, peu de cartouches ; au bout de deux jours de fusillade, voyant que les bandes de Bou-Choucha s'épaississaient toujours, il consentit à capituler, s'engageant à livrer la bicoque dont les murs en terre séchée au soleil s'écroulaient à la moindre pluie, mais stipulant formellement que lui et ses hommes se retireraient avec armes et bagages, et rentreraient à Biskra sans être inquiétés.

Les quelques tirailleurs blessés qui ne pouvaient suivre, furent confiés à des habitants de Tuggurt, et la petite troupe de Mousli, composée d'une trentaine d'hommes à peine, marcha sur Biskra.

Mais Bou-Choucha, violant la parole donnée, fit poursuivre les trente malheureux turcos, que ses cavaliers cernèrent, dans un bas-fond, au milieu des dunes. Les nôtres se mirent aussitôt sur la défensive ; calmes et résolus, ayant épuisé leurs dernières cartouches, ils moururent sans fanterie comme sans faiblesse, avec toute la résignation des fatalistes. Aussi simplement que l'héroïque sergent Blandan, le lieutenant Mousli resta debout malgré ses blessures, et ne tomba qu'un des derniers, foudroyé par une décharge à bout portant.

Pendant que ses cavaliers accomplissaient ce bel exploit, Bou-Choucha, resté à Tuggurt, se signalait également, mais d'une manière beaucoup moins périlleuse.

Il commença par faire saisir les sept ou huit blessés que les turcos n'avaient pu emmener, et les fit égorger sous ses yeux ; puis on les décapita, et leurs têtes furent exposées sur les murs de la citadelle. Trouvant que sept têtes ne suffisaient pas, il fit déterrer trois turcos tués à l'attaque de la kasbah, et leurs têtes allèrent rejoindre celles de leurs camarades. Ce n'était pas assez. Comme les parents et les amis de notre khalifa de Tuggurt, le fameux Ali-Bey, s'étaient retranchés avec des armes, des munitions, des vivres, dans la plus solide maison du ksar où ils auraient pu résister longtemps, Bou-Choucha leur envoya dire qu'il avait

consenti à laisser les turcos regagner Biskra, et qu'il proposait aux gens du *çof* (parti) d'Ali-Bey de faire route avec eux, promettant de ne pas les inquiéter. Les assiégés eurent le tort de se fier, comme le malheureux lieutenant Mousli, à la parole de cet hypocrite ; s'étant rendus, ils furent égorgés jusqu'au dernier.

Puisque nous avons raconté l'histoire du chérif Bou-Baghla, nous en ferons autant pour celle, beaucoup plus intéressante, du chérif Bou-Choucha.

Celui-ci s'appelait tout simplement Mohamed ben Brahim. D'abord petit berger dans une tribu de la province d'Oran, il ne tarda pas à courir les aventures, témoignant ainsi que la valeur n'attend point le nombre des années. Ses débuts ne furent pas encourageants : les temps devenaient durs pour le pauvre monde, et les spahis rivalisaient avec les gendarmes maures pour chercher noise aux croyants en quête du *bien de Dieu* (1). Mohamed ben Brahim arrêté, selon lui, pour une simple peccadille, rien qu'un vol à main armée sur une route, fut déféré à la commission disciplinaire de la subdivision de Mascara.

Condamné à un an de prison, il s'évada et alla rejoindre Si Lala, chef des Ouled Sidi Cheikh révoltés. Si Lala (ou Si el Ala) eut lieu d'être satisfait des services de Mohamed, qui fut blessé en combattant dans la prétendue voie de Dieu. Mais c'était particulièrement dans les razzias qu'il se distinguait.

Vers la fin de 1869, cet intéressant personnage sentit le besoin de s'établir pour son propre compte.

Avec quelques gredins de son espèce, il quitta Si Lala pour écumer le pays des Eurgs (dunes), entre Laghouat, Tuggurt et Ouargla. Ayant réussi à détrousser assez proprement quelques caravanes, sa réputation s'étendit dans la contrée. Bientôt sa troupe grossit au point qu'il en conçut des inquiétudes. Comment faire vivre tout ce monde-là dans

(1) Chercher le bien de Dieu, pour les Arabes, c'est voler.

un désert? Bou-Choucha prit le parti de se proclamer chérif et de prêcher la guerre sainte. Apprenant que la France avait maille à partir avec la Prusse, et que les troupes de l'armée d'Afrique venaient de s'embarquer, il entra bravement à Ouargla.

Mais les prophéties arabes annoncent que le Mouley-el-Sâa, le maître de l'heure, le chérif qui chassera les Français de l'Algérie, s'appellera Mohamed ben Abdallah comme le prophète. Ben Brahim était, d'ailleurs, un nom bien vulgaire, sentant sa roture d'une lieue; l'ex-petit berger devint donc Mohamed ben Abdallah.

Ce nom n'était pas encore assez significatif. Comme le dit plaisamment M. Philippe, interprète militaire (1), dans ses *Etapas sahariennes*, un chérif qui se respecte doit toujours porter un surnom caractéristique, tiré, soit de ses habitudes, soit de son physique, soit des animaux qui lui sont familiers. C'est ainsi que nous avons eu successivement Bou-Maza, l'homme à la chèvre, Bou-Baghla, l'homme à la mule, et bien d'autres, qui tous ont pris ces surnoms, sans préjudice de celui de Mohamed ben Abdallah. Les bandits qui formaient le conseil du nouveau chérif l'appelèrent Bou-Choucha, nom qui signifie, selon les uns, l'homme à la chamelle rapide, selon d'autres, l'homme à la chevelure abondante.

Bou-Choucha n'osa guère s'aventurer au nord de Tuggurt, où venait de paraître une petite colonne aux ordres du commandant Adeler; et même, quand le général Lepoitevin de Lacroix, commandant la province de Constantine, accompagné du général de Gallifet, commandant la subdivision de Batna, marcha sur Tuggurt, notre homme s'empressa de regagner le désert, abandonnant à la vengeance ou à la clémence des Français tous les comparses qu'il avait entraînés à la révolte. Le général de Lacroix se montra sans pitié envers ceux qui furent convaincus d'avoir mas-

(1) Actuellement colonel du 33^e de ligne.

sacré les turcos, déterré les morts ou achevé des blessés ; en trois jours, il en fit fusiller cent dix-sept.

Après la répression de l'insurrection, Bou-Choucha continua à exercer le métier lucratif de détrousseur de caravanes. Nous avions alors à Ouargla un caïd intelligent et résolu, Si Saïd ben Driss, lieutenant indigène au 3^e spahis, qui essaya vainement plusieurs fois de prendre le chérif ; la chose n'était pas facile dans ces immenses plaines situées entre le grand désert et le Sah'ra algérien. Le bandit s'échappait toujours.

Au commencement de 1874, il faillit même enlever le général Liébert, commandant la division de Constantine, qui se dirigeait sur Ouargla avec une simple escorte de vingt-cinq cavaliers, car il ne fallait pas compter sur un goum de cent chevaux pris dans le pays. Bou-Choucha faisait, à ce moment, une audacieuse incursion à la tête de cent cinquante bandits à cheval et de trente autres montés sur des meharas (1) ou chameaux coureurs. Il vint razzier une fraction de la tribu des Châmbas, à deux lieues à peine de l'endroit où campait notre petite troupe, et tua les hommes qui essayèrent de résister. Mais apprenant la présence de Liébert dans le voisinage, il se retira précipitamment, ne supposant pas qu'un officier général français pût avoir l'audace de s'aventurer dans le désert avec vingt-cinq cavaliers seulement et quelques hommes du train. Il est plus que probable que, s'il avait su n'avoir affaire qu'à une poignée de braves, il aurait éprouvé la tentation de s'emparer de leur chef, ce qui eût été un joli coup de filet.

Prévenu le lendemain, à huit heures du matin, de la présence de Bou-Choucha, le caïd d'Ouargla quittait l'oasis peu de temps après avec deux cents hommes auxquels on avait distribué de l'eau et des vivres pour quinze jours, et prenait le chemin du pays où il espérait rejoindre la bande de pillards commandée par le chérif. La première jour-

(1) Pluriel de *mehari*.

née, la troupe de Si Saïd fit vingt lieues ; elle devait infailliblement atteindre Bou-Choucha qui, attardé dans sa retraite par les troupes qu'il venait de razzier, ne pouvait guère s'avancer qu'à raison d'une douzaine de lieues par jour. Le lendemain de son départ, le caïd découvrit les traces laissées par les hommes et les animaux de son ennemi ; en les suivant il était sûr de le gagner de vitesse. En effet, le troisième jour, au soir, l'audacieux officier était en vue des cent quatre-vingts brigands du chérif ; sans désespérer et sans s'inquiéter de leur nombre, il les attaqua résolûment. Mais les gens de Si Saïd, voyant qu'ils avaient à lutter contre une troupe égale en nombre, ne tardèrent pas à se décourager. A l'arrière-garde, Bou-Choucha faisait le coup de feu, entouré de ses plus braves. Plusieurs fois Saïd essaya de l'aborder corps à corps, mais le bandit, qui ne se souciait pas de se mesurer avec un aussi rude jouëteur, réussit à gagner une éminence sablonneuse, où il massa son monde pour résister à outrage. Si ses hommes tenaient infiniment à garder le butin conquis, ceux de son adversaire ne cherchaient pas à le recouvrer, puisqu'il ne leur appartenait pas.

Obligé de se replier, Si Saïd ben Driss jura qu'il prendrait sa revanche. Sachant, un autre jour, que le chérif était campé au fond du désert, à Insalah, en plein pays des Touaregs, et que faute d'argent pour les nourrir il avait licencié presque tous ses combattants, il quitta Ouargla avec cent cinquante cavaliers, la plupart armés de fusils Chassepot, et un beau matin, Bou-Choucha, qui ne s'attendait pas à être poursuivi si loin des possessions françaises, se vit entouré. Certes, il était brave, et si quelqu'un eût osé l'attaquer à l'arme blanche, on ne l'aurait pas eu vivant. Mais son campement était dans un bas-fond, et Si Saïd, plaçant sa troupe sur toutes les positions dominantes, fit ouvrir le feu à grande distance. Bou-Choucha eut beau riposter tant qu'il put ; ses coups n'arrivaient pas à bonne portée ! A la fin, grièvement blessé, il tomba en criant qu'il se rendait.

Traduit devant le conseil de guerre de Constantine, il parut singulièrement énervé par la longueur des débats, qui durèrent quinze jours, à cause des plaidoiries.

« — Finissez-en, dit-il aux juges ; je vous supplie en grâce de me faire fusiller sur-le-champ ; ne croyez pas que j'aie peur de la mort. »

Et, hors de lui, il jeta son burnous à terre, montrant aux juges étonnés son corps couvert de cicatrices.

« — Regardez, cria-t-il, regardez ! »

Et il désignait sa gorge, où l'on voyait les traces horribles d'une blessure, d'une de ces blessures dont on ne revient pas.

« — Voyez cette blessure, s'écria Bou-Choucha ; c'est la trace de coups de couteau qui m'ont scié le cou aux trois quarts. Un jour, poursuivi par la colonne du général de Lacroix sur la route d'El Goléah, au sud d'Ouargla, j'ai été trahi et abandonné par les miens ; l'un d'eux, pour s'emparer de ma cassette, m'a surpris pendant mon sommeil et s'est enfui avec mon argent, me laissant sur le terrain ; j'avais perdu tout mon sang et je soutenais ma tête avec la main, afin qu'elle restât fixée sur mes épaules. Comment ai-je pu survivre à une blessure pareille ? Je l'ignore. Dieu le voulait ainsi, et me réservait à votre jugement. Je sais bien que vous me condamnerez à mort ; vous ne pouvez faire autrement, et je n'aurai que ce que je mérite. Mais encore une fois, finissez-en, et faites-moi fusiller tout de suite. Je ne comprends pas toutes vos lenteurs ; à quoi servent donc vos questions et les dépositions de ce troupeau de témoins que vous avez fait venir devant vous ? »

Le verdict du conseil de guerre, qui avait à répondre à plus de cent questions dont les trois quarts entraînaient la peine capitale, nécessita plusieurs heures de délibération. Le chérif fut, bien entendu, condamné à mort. Il poussa un soupir de soulagement, mais sachant que les lenteurs de notre justice ne permettaient pas une exécution immédiate, il reprit avec regret le chemin de sa prison.

Enfin, un mois plus tard, quatre ans après s'être couvert les mains de sang à Tuggurt, cet homme, qui sous des dehors maladifs cachait une énergie de fer, fut conduit au camp des Oliviers, lieu ordinaire des exécutions, près de Constantine. On vit un petit être pâle et décharné, mais ferme et résolu, les yeux rayonnant de satisfaction, descendre avec empressement d'une voiture cellulaire, et venir, sans forfanterie, se placer en face de douze chasse-pots, pour expier les innombrables assassinats qu'il avait commis. Chose étrange chez un arabe, il mourut en prononçant le mot de Fatma. Cette Fatma était une fille de la grande famille des Ouled Sidi Cheikh ben Hamza, qu'il avait enlevée dans le Gourara, au sud du Maroc. Elle ne l'avait guère aimé, non parce qu'il s'était emparé d'elle par violence, mais parce qu'il était, en sa qualité de berger, fils de berger, né de petite race. Lui, tenait à elle par vanité et par orgueil.

VI

Il est fort heureux que l'Algérie ait eu, en 1871, un gouverneur-général tel que l'amiral comte de Gueydon. Dès les premiers jours, celui-ci, dont l'énergie était à la hauteur des difficultés, sentit combien il était urgent de raffermir le principe d'autorité, en faisant respecter son commandement. Ne se souciant en aucune façon d'être enlevé et insulté, comme le général Walsin-Esterhazy, par les chevaliers du trottoir algérien, il fit débarquer de la frégate *la Gloire* trente matelots, avec armes et bagages, et les installa au palais du gouvernement. Les Biskris, la plèbe espagnole et maltaise, voyant les marins monter la garde avec leur attitude martiale et résolue, purent se dire que le moment des joyeusetés populaires était passé.

L'amiral eut bientôt l'occasion de réduire les clubistes

au silence. Voulant tâter le nouveau gouverneur, ils lui envoyèrent des délégués qui essayèrent d'exercer sur lui une pression. Dans quel sens? Personne ne le disait, nul ne le savait; il s'agissait probablement d'intimider l'amiral, en lui faisant sentir qu'il était dans la main du peuple. Prévenu qu'une députation désirait conférer avec lui, l'amiral descendit dans la grande cour mauresque du Palais, puis, abordant les délégués d'un air qui n'avait rien d'aimable :

« — Messieurs, leur dit-il, vous avez voulu me voir ; me voici. Que voulez-vous? Est-ce l'état de siège?

« — Non, non! s'empressèrent de répondre les délégués.

« — Si ce n'est pas cela, je ne vois pas que vous puissiez me demander autre chose. Retirez-vous. »

Et les délégués se retirèrent un peu déconcertés.

N'ayant plus à craindre de désordres sur la voie publique, l'amiral put se livrer sans obstacle à l'œuvre de pacification du pays. Assumant résolument la responsabilité du pouvoir, il se réserva la haute direction des opérations militaires; aussi toutes celles qui eurent pour but d'arrêter le mouvement insurrectionnel furent-elles ordonnées par lui, de concert avec le général Lallemand.

Comprenant ensuite la nécessité impérieuse d'une répression sévère, de nature à produire une profonde impression sur les Arabes en leur ôtant la tentation de se révolter de nouveau, l'amiral imposa aux populations insurgées 32 millions de contribution de guerre, sur lesquels plus de 20 millions furent donnés à 8.580 indemnitaires, soit 10.600.000 francs pour pertes mobilières ou de récoltes, 6.400.000 fr. pour pertes immobilières, 1.400.000 francs pour dommages causés par l'incendie des forêts, et près de deux millions pour prix du sang. Les 12 millions restants furent versés au trésor, pour être affectés à la colonisation et aux différents services dont les établissements, tels que églises, casernes, écoles, avaient été détruits.

Mais, comme dit le proverbe, plaie d'argent n'est pas

mortelle. Pour affermir la paix, il fallait frapper les indigènes dans ce qu'ils avaient de plus cher, c'est-à-dire confisquer une partie des terres qu'ils avaient toujours voulu soustraire à la colonisation européenne. Plus de 500 mille hectares leur furent enlevés. L'amiral de Gueydon put essayer alors un système de colonisation ayant pour but de rendre disponibles de vastes territoires. Il provoqua la loi du 15 septembre 1871, qui attribuait aux immigrants venant d'Alsace et de Lorraine cent mille hectares en Algérie. Un mois après le vote de cette loi, le Président de la République promulgua un décret réglant le mode de distribution de ces terres, si généreusement allouées aux malheureux qui désiraient rester français. Par une première disposition, le concessionnaire pouvant justifier de la possession d'un certain capital, qu'il s'engageait à consacrer à la mise en valeur de son terrain, devait en devenir propriétaire définitif, après avoir prouvé quelles dépenses avaient été réellement faites. Peu d'Alsaciens-Lorrains furent dans ce cas. Suivant une autre disposition, applicable à l'immense masse des immigrants, l'antique concession fut remplacée par un bail de neuf ans ; mais le bailleur devait accepter certaines conditions de résidence et de mise en valeur de son terrain ; une fois les conditions remplies, il devenait propriétaire définitif. Les anciens concessionnaires étant de la sorte remplacés par des locataires qui ne pouvaient donner de gages, ces conditions semblaient encore bien dures ; aussi le général Chanzy, successeur de l'amiral de Gueydon, dut-il provoquer, dès 1874, un décret réduisant à cinq ans la durée du bail.

Un peu plus de 10.000 Alsaciens et Lorrains, formant 2.200 familles, arrivèrent en Algérie vers 1872. Des comités disposant de sommes importantes les reçurent à leur débarquement, et les installèrent dans les maisons qu'on leur avait préparées lors de la création des nouveaux villages, dont l'emplacement avait été choisi avec un soin tout particulier. Leur nourriture fut assurée pendant quel-

que temps, et ils trouvèrent toutes les facilités voulues pour se mettre au travail. Malheureusement, la bonne volonté ne suffit pas toujours pour faire un bon colon, et, parmi les arrivants, les paysans formaient la minorité. Presque tous les Alsaciens qui vinrent en Algérie, en 1872 et 1873, étaient des ouvriers de fabrique, braves gens, si l'on veut, fort attachés à la France, mais n'ayant pas plus de chance de réussir que les colons de 1848. Les efforts des comités en leur faveur restèrent à peu près infructueux. Quatre villages, Haussonviller, dans la vallée des Issers, en Kabylie, deux autres autour de Djigelly, Strasbourg et Duquesne, puis encore Bitche, près de Constantine, voilà ce qui reste aujourd'hui de la colonisation par les immigrants d'Alsace-Lorraine. Dès que les distributions d'argent et de vivres s'arrêtèrent, presque tous repartirent ou se dispersèrent dans le pays; quelques-uns attendirent l'expiration de leur bail de cinq ans, vendirent leur concession, et disparurent.

Toutefois, un résultat était acquis : le nombre des hectares livrés à la colonisation européenne se trouvait à peu près doublé. Les Algériens se plaignirent amèrement de ce que la loi du 15 septembre 1871 ne faisait aucune part aux gens du pays, aux fils des colons de la première heure, et sollicitèrent des terrains dans les nouveaux villages. Se rendant à ces justes réclamations, le gouverneur fit modifier le décret de répartition, et alloua des terres aux Algériens, mais à la condition que les concessionnaires fussent mariés.

Le gouvernement de M. Thiers ayant été renversé le 24 mai 1873, l'amiral de Gueydon crut devoir donner sa démission.

Chanzy le remplaça. Ce fut avec plaisir que les Algériens virent l'ancien général de la deuxième armée de la Loire, investi du titre de gouverneur civil et de commandant en chef des forces de terre et de mer. En réalité, personne ne doutait que le pays n'eût un nouveau gouverneur militaire; mais du moins les apparences étaient sauvées, et les Algé-

riens savaient que le brillant officier aimait l'Algérie, où il avait fait ses premières armes et conquis tous ses grades jusqu'à celui de général de brigade. Quelques journaux de la colonie essayèrent bien de refroidir l'enthousiasme, en mettant en suspicion le républicanisme du général; mais, somme toute, on aimait mieux avoir un administrateur qu'un homme politique.

L'amiral de Gueydon avait remanié les divisions des trois provinces, et considérablement augmenté les territoires civils. Rétablissant le Conseil supérieur, il avait placé à la tête des districts retirés à l'administration militaire, de simples employés. Chanzy n'hésita pas à réduire dans de notables proportions le territoire civil, et à retirer aux administrateurs leurs pouvoirs disciplinaires. Les journaux entrèrent en campagne contre le nouveau gouverneur, qui eut le tort de s'en émouvoir, et voulut imposer silence à la presse radicale, en mettant Alger en état de siège; puis, il supprima le journal *la Solidarité*, dont les excès de langage dépassaient toute mesure. Le maréchal de Mac-Mahon et l'Assemblée nationale, devant laquelle on porta le conflit, donnèrent raison au gouverneur-général. L'état de siège fut maintenu. Dès lors, Chanzy perdit la faveur de l'opinion publique, et devint l'objet d'attaques incessantes. Chacun de ses actes était combattu de la façon la plus passionnée.

Après avoir réduit le périmètre du territoire civil tracé par son prédécesseur, il avait rattaché plusieurs tribus aux circonscriptions existantes; l'ensemble du territoire occupé par ces circonscriptions fut dit de droit commun, et le territoire qui était en dehors fut dit de commandement. Le séquestre collectif ordonné par l'amiral de Gueydon avait été apposé sur plus de deux millions d'hectares; mais comme les indigènes ayant pris part à l'insurrection avaient fini par acquitter leurs amendes, il était matériellement impossible de conserver le *statu quo*. C'eût été mettre les Arabes dans l'impossibilité de vivre, ou les refouler hors de l'Algérie.

Chanzy institua donc des commissions mixtes, avec mis-

sion de tracer dans les terres séquestrées le périmètre de villages nouveaux, et de conclure avec les indigènes des conventions aux termes desquelles ils rachèteraient le surplus de leurs terres. Sur deux millions d'hectares mis d'abord sous séquestre, il en resta quatre cent cinquante mille que l'on attribua à la colonisation. Ces mesures furent néanmoins discutées. On ne voulut pas comprendre que les terrains conservés aux colons avaient seuls une valeur sérieuse, tandis que ceux que l'on rendait aux Arabes ne pouvaient être utilisés.

Chanzy fit promulguer, le 23 juillet 1873, une loi sur la propriété indigène. Mais on ne pouvait du soir au lendemain en tirer le parti qu'il était permis d'en attendre. Il fallait tout d'abord créer des agents capables de mener à bonne fin les études que nécessitait l'application de cette mesure. C'était une affaire de temps. L'opinion publique ne raisonna pas, et les tâtonnements forcés de l'administration furent qualifiés de lenteurs calculées et voulues.

Nul n'osa toutefois accuser le général de provoquer des insurrections, comme on l'avait fait pour ses prédécesseurs. Il n'y eut, d'ailleurs, pendant son séjour en Algérie, qu'une seule tentative de soulèvement dans la petite oasis d'El Amri, au sud de Biskra. Un chérif, comme le fait observer le commandant Rinn dans son beau livre : *Marabouts et khouans*, n'est souvent qu'un simple halluciné inoffensif, que la superstition décore du nom de marabout, et qu'un intrigant intéressé se charge de mettre en relief, en inventant une révélation quelconque qui le fait passer pour un descendant du Prophète. Ce fut précisément ce qui eut lieu pour un pauvre diable nommé Mohamed ben Aïech, qui vivait, Dieu sait comment, à El Amri, et qui fut improvisé chérif par un cheikh révoqué, M'ahmed ben Yahia. Cet ex-fonctionnaire espérait ainsi compromettre la puissante famille des Ben Ganah, dont le chef, Mohamed ben Ganah, est, depuis de longues années, caïd des Zibans, c'est-à-dire des oasis du nord du Sah'ra constantinois.

Cette révolte (mai 1876) fut facilement réprimée par le général Carteret-Trécourt, mort depuis gouverneur de Lyon. Un seul incident de nature à être rapporté signala le siège d'El Amri. Le général Carteret, qui n'avait reçu pour toute instruction que ces deux mots : *Pas de Zaatcha*, employa le bombardement plutôt que l'attaque de vive force, si meurtrière dans les jardins de palmiers. Comme un beau matin Mohamed ben Aïech s'amusa à tracer des raies sur le sable avec un bâton, un vent violent du sud, le sirocco, s'étant élevé, le bâton du fou soulevait des tourbillons de poussière. Ceux qui commandaient les insurgés sous son nom eurent alors une inspiration subite ; les femmes et les enfants, armés de bâtons, furent chargés d'entretenir un épais nuage de poussière, à la faveur duquel les hommes se ruèrent sur le camp français, espérant surprendre nos soldats. Mais ceux-ci, qui se tenaient sur leurs gardes, repoussèrent les assaillants jusqu'à l'oasis.

Chanzy avait autrefois combattu les Ouled Sidi Cheikh ; pour réduire cette dangereuse tribu à l'impuissance, il songea à utiliser contre elle les jalousies, les rancunes, les défiances des autres sectes religieuses. La rivalité des diverses sectes musulmanes est, en effet, un moyen des plus efficaces pour prévenir toute tentative de soulèvement ; peu accentuée chez les affidés inférieurs, cette rivalité est très vive chez les chefs, et c'est ce qui explique le cercle restreint des insurrections de 1871 et 1876, que nous venons de raconter, et celles de 1879 et 1881, dont nous parlerons au cours de ce chapitre.

En 1866, ce fut un affidé de la confrérie de Tedjini, dont le chef est à Aïn Mahdi, au sud-ouest de Laghouat, qui guida le général Deligny lorsqu'il alla, avec sa cavalerie et le goum des Harrars, surprendre, à Garat Sidi Cheikh, les contingents de Mohamed ben Hamza. Persuadons-nous bien que la fidélité de tel ou tel goum dépend absolument de la volonté de tel ou tel marabout. Ainsi, nous avons vu, en 1864, le goum des Harrars faire défection et se joindre

aux Ouled Sidi Cheikh révoltés pour écraser, à Aouïnet bou Beker, le faible détachement du colonel Beauprêtre ; ce même goum, en 1866, se battait pour nous avec une animosité extraordinaire, à Garat Sidi Cheikh, contre ses alliés de la veille. Quelle était la cause de ce changement ? Ah ! c'est qu'en 1864 Sah'raoui, grand chef des Harrars, était l'ami des fils de Si Hamza, tandis qu'en 1865, ayant eu à se plaindre de l'un d'eux, il devint leur plus mortel ennemi.

Chanzzy était trop profond politique pour ne pas comprendre que l'alliance de quelques chérifs pouvait avoir une immense influence sur les destinées de l'Algérie. Ce fut lui qui noua des relations avec El Hadj Abd-es-Selam, grand chef de l'ordre des Mouley-Taïeb, plus connu sous le nom de chérif d'Ouazzan. L'ordre des Mouley-Taïeb est répandu dans tout l'ouest de l'Algérie et dans le Maroc ; le chérif d'Ouazzan dispose donc d'une influence immense ; c'est, après l'empereur, le premier personnage du Maroc. A son avènement même, tout nouvel empereur n'est assuré de la paisible possession du trône qu'après avoir été salué par le grand marabout des Mouley-Taïeb, et en avoir reçu publiquement le serment de fidélité. Quand une révolte éclate dans le sein de son empire, l'empereur a toujours soin de se faire accompagner partout d'un membre de la famille du grand chérif d'Ouazzan : précaution indispensable, puisque toujours les insurgés font courir le bruit que les Mouley-Taïeb ont déposé l'empereur. Les statuts de la confrérie portent que le chef de l'ordre ne peut exercer le pouvoir suprême ; le chérif d'Ouazzan, pour le moment du moins, observe encore ces statuts ; toutefois, il a adopté cette fière devise : « Personne de nous n'aura l'empire, mais personne ne l'aura sans nous. »

D'un mot, d'un geste, le chérif actuel soulèverait les populations contre n'importe qui ; et ce ne serait pas contre nous, car il est français de cœur et d'âme. Ce beau résultat, d'une importance incalculable, car aujourd'hui la question

marocaine se pose au milieu de bien d'autres, est dû au général Chanzy d'abord, à M. Férand ensuite. M. Férand, notre ministre à Tanger, surveille d'un œil vigilant les progrès de la décomposition de l'empire, et le chérif d'Ouazzan est là, sous sa main, pour en recueillir l'héritage. Cet intelligent arabe préfère de beaucoup au zèle sauvage des sectateurs de Mouley-Taïeb, les raffinements de la civilisation européenne ; il a épousé une anglaise, fille du consul de Tanger, et, chose extraordinaire, cette union n'a diminué en rien l'affection que lui inspire notre pays. Pensant que l'héritage de l'empire marocain ne saurait échoir qu'à un ami de la France, à son mari, cette femme distinguée l'a même décidé à mettre son fils au lycée d'Alger.

Tel est l'homme avec lequel le général Chanzy voulut entretenir des relations.

Pour calmer l'agitation sourde et permanente que foment la tribu ou confrérie des Ouled Sidi Cheikh, le gouverneur décida le chérif d'Ouazzan à faire une tournée dans la province d'Oran. C'est alors que l'influence du chérif apparut aux regards les moins prévenus. De tous les points de la province des nuées de fanatiques accoururent se prosterner sur le passage du descendant du Prophète, et souvent, surtout dans les villes de Tlemcen et de Sidi bel Abbès, la police fut impuissante à dégager les endroits où il descendait. On ne parlait que des miracles accomplis par le saint homme, et des prodiges qui succédaient aux prodiges.

Le but apparent du voyage d'Abd-es-Selam était d'aller à Ouchda, dans le Maroc, à deux pas de la frontière algérienne, mettre l'accord entre les Angads, tribu arabe, et les Beni-Snassen, tribu berbère, l'une au sud, l'autre au nord de la ville marocaine. Les querelles perpétuelles des tribus marocaines de la frontière ont toujours été une cause d'inquiétude pour l'Algérie.

Puisque nous venons de parler des miracles attribués au chérif d'Ouazzan, rapportons, d'après M. du Mazet, auteur

des *Etudes algériennes*, une histoire assez plaisante relative à ce voyage de 1876 :

« Le soir de son arrivée à Ouchda, dit M. du Mazet, le chérif envoya un de ses serviteurs, jeune homme d'une douzaine d'années, tirer des coups de fusil dans la ville ; l'arme dont celui-ci se servait vola en éclats, par suite d'une trop forte charge, sans causer aucun mal à l'enfant.

« Un tel événement, qui nous semblerait si simple, prit vite les proportions d'un miracle. Cet enfant, vêtu de blanc, n'était autre, disait-on, qu'un ange envoyé par le Prophète, et l'accident indiquait d'une façon certaine que la foudre de Mahomet allait sortir des mains du chérif et pulvériser les Beni-Snassen, comme elle avait brisé l'arme miraculeuse.

« Le plus curieux, c'est que l'événement donna raison à ces rumeurs. Le même jour, les Angads, qui ne s'attendent nullement à une attaque de la part des Kabyles, sont surpris à l'improviste par ceux-ci, et doivent battre en retraite sur la frontière française. Tout à coup un énorme sanglier, qui paraissait sortir d'Ouchda, débouche dans la plaine, vient donner tête baissée au milieu des Beni-Snassen, et découd un ou deux de ceux-ci. Effrayés, les Kabyles dirigent leurs coups sur cet étrange assaillant, sans qu'aucune balle paraisse l'atteindre ; alors ces braves commencent à donner tous les signes d'une violente panique. Voyant cela, les Angads reviennent à la charge et refoulent leurs ennemis jusque sous les murs de la ville où ils les acculent et en font un véritable massacre. Dès que cette nouvelle est connue, le bruit se répand que le sanglier n'était autre que le chérif qui, pour rendre plus grande la honte de ceux qui avaient violé la trêve, s'était métamorphosé en *hallouf* (1), animal immonde aux yeux de tout bon croyant.

« Ceci se passait vers dix heures du soir. Loin de démentir cette extravagante rumeur, le chérif semble, par son

(1) Porc ou sanglier. Les Arabes ne font aucune distinction.

silence, lui donner une nouvelle créance. Le chef des Beni-Snassen, El-Hadj-Mohammed-ould-Bachir, plein de rage, se voit obligé de réclamer l'intercession du marabout, pour arrêter l'effusion du sang qui semblait avoir été prescrite par le Prophète ; le pieux personnage se donne le malin plaisir de faire attendre deux longues heures son solliciteur, et ne fait cesser le combat qu'au milieu de la nuit.

« Bachir ne croyait pas plus que le chérif à l'intervention céleste, mais il dut, pour obtenir ce résultat, paraître rendre hommage à la sainteté du marabout et subir un sermon, fort ennuyeux sans doute, malgré sa violence, sur la part que le ciel avait prise à sa déconfiture.

« Si le chérif eût nié un seul instant le miracle dans l'affaire, son prestige aurait été singulièrement amoindri aux yeux de ses sectateurs. »

Après 1876, la position du général Chanzy ne fut plus tenable ; il ne pouvait prendre aucune mesure sans qu'on la tournât contre lui. On lui reprochait aigrement ses épau-
lettes, qui juraient avec son titre de gouverneur civil ; on en arriva même, à propos du mariage de sa fille, à l'attaquer jusque dans ses sentiments les plus intimes. Dès que le pouvoir passa aux républicains, on l'invita à donner sa démission ; il s'y refusa obstinément, en disant : « Je me cramponne à mon gouvernement comme à un portefeuille ; si l'on est mécontent de moi, qu'on me remplace. » Mais, en 1878, on n'osait pas encore révoquer des personnages de la taille de Chanzy ; on prit donc le parti de l'appeler à d'autres fonctions. Nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg, il fut remplacé par M. Albert Grévy qui était, lui, un vrai civil. Tout homme impartial reconnaîtra que, depuis le maréchal Bugeaud, l'Algérie n'eut jamais de gouverneur plus complet que Chanzy.

VII

Ce vaillant général naquit à Nouart (Ardennes), le 18 mars 1823. Comme beaucoup de ses collègues, il était fils de soldat. Son père, ancien officier de cuirassiers du premier empire, chevalier de la Légion d'honneur en 1813, après avoir été glorieusement blessé, à quatre reprises différentes, s'était retiré à Nouart en 1816, avec son modeste traitement de réforme. Ce vieux brave trouva moyen de donner une excellente éducation à son fils, qui fit ses premières études au collège de Sainte-Menehould, puis passa au collège royal de Metz pour se préparer à l'école navale. Le récit des campagnes de son père et de son oncle, qui avaient parcouru la plus grande partie de l'Europe lorsqu'ils faisaient partie de la Grande-Armée, développa chez le jeune homme le goût des voyages. Ayant échoué dans son examen pour l'école navale de Brest, il s'engagea à bord du *Neptune*, où on l'employa, comme novice, à la timonerie. Son engagement étant du 4 décembre 1839, il avait un peu plus de seize ans.

L'homme qui devait être, en 1870-1871, le dernier espoir de la France envahie, fut un détestable marin. A peine avait-il mis le pied sur le *Neptune*, que ce bâtiment fut envoyé dans le Levant. A cette époque venait d'être soulevée, à propos des affaires d'Egypte, l'éternelle question d'Orient, et la France, contre laquelle quatre des grandes puissances européennes s'étaient coalisées, se préparait à la guerre. Mais ce péril ayant été conjuré par la démission de M. Thiers, l'escadre du Levant fut réduite, et le *Neptune* rappelé en France. L'apprenti timonier Chanzy était revenu de ses illusions sur la carrière maritime ; ses débuts avaient été trop pénibles. En outre, il souffrait horriblement du mal de mer, et ne pouvait s'habituer aux brutalités des

matelots, dont il recevait parfois des coups de garcette. Comme il ne s'était engagé que pour un an, il se hâta, après son débarquement à Brest, de retourner chez lui, et le 3 mai 1840 il entra au 5^e d'artillerie, à Metz.

Sans perdre de temps, le canonnier Chanzy se mit à la besogne, suivant les cours du collège royal, afin de se préparer à Saint-Cyr, où il fut reçu la même année (1840) avec un assez faible numéro, 133 sur 138 ; mais, ainsi qu'il l'écrivit à son père, l'essentiel était d'avoir le pied à l'étrier ; il comptait bien arriver quand même dans les premiers de sa promotion. A cette époque, comme du reste jusqu'à la guerre de 1870, chaque régiment avait son avancement particulier, et celui de zouaves, très favorisé sous ce rapport, ne recevait de Saint-Cyr que les premiers numéros, auxquels fut toujours réservé le droit de choisir le corps dans lequel ils désirent entrer. Le jeune Chanzy se promit d'avoir les zouaves, et il travailla si bien, qu'il sortit de l'Ecole dans les premiers. Nommé sous-lieutenant le 10 décembre 1843, au régiment de zouaves dont le colonel était Cavaignac, il eut Saint-Arnaud pour premier chef de bataillon.

Pendant plusieurs années, le jeune officier guerroya en Algérie, tantôt escaladant les rochers du Dahra, à la poursuite des bandes de Bou-Maza, tantôt foulant le sable de l'oued Isly, pour écarter les hordes marocaines. Il était assez difficile de se faire remarquer aux zouaves, où officiers et soldats, triés sur le volet, rivalisaient de bravoure et d'entrain ; Chanzy réussit pourtant, dans la campagne de 1847, sur les frontières du Maroc, à se faire porter à l'ordre du jour pour sa bravoure exceptionnelle, ce qui lui valut, le 28 juillet 1848, le brevet de lieutenant au 43^e de ligne.

Presque aussitôt il fut choisi comme officier d'ordonnance par le général Charon, gouverneur-général de l'Algérie, qui le combla de bontés. Chanzy lui en garda la plus vive reconnaissance. Plus tard, lorsqu'il devint à son tour gouverneur de notre colonie algérienne, le général choisit

comme officier d'ordonnance le fils de son ancien bienfaiteur, qui servait dans les chasseurs à pied.

Les fonctions d'officier d'ordonnance semblaient un peu trop paisibles à un ancien sous-lieutenant de zouaves ; c'est donc avec un véritable soulagement qu'au mois de mars 1851 il passa capitaine au 1^{er} régiment de la légion étrangère. Aussi bien que les zouaves, les régiments étrangers étaient des corps d'élite ; on y voyait des hommes déterminés, portés à tous les dévouements. Chanzy ne fut pas dépaycé parmi eux, si bien qu'un an après sa promotion, en juillet 1852, il était nommé chevalier de la Légion d'honneur.

A cette époque, comme nous avons eu occasion de le raconter, les bureaux arabes ne recevaient que des officiers de choix ; plutôt guerriers qu'administrateurs, ils usaient plus de selles que de ronds de cuir. Le capitaine Chanzy accepta comme un grand honneur de remplacer le commandant Bazaine au bureau arabe de Tlemcen, ville située près de la frontière marocaine, et qui a toujours eu pour chefs de bureau des officiers choisis avec soin. Chanzy remplit à merveille son double rôle d'administrateur et de soldat. Toujours à cheval à la tête de quelques spahis encadrant un petit goum, il faisait la police de la frontière, dirigeant contre les pillards de son commandement et les tribus limitrophes du Maroc, les coups de main les plus hardis.

Chose singulière ! Chanzy, qui avait remplacé Bazaine à Tlemcen, fut lui-même remplacé par Doineau. De ces trois hommes remarquablement intelligents, Bazaine, Chanzy, Doineau, un seul, Chanzy, se montra grand et homme de bien. On connaît l'histoire des deux autres.

Chanzy fut promu, le 25 août 1856, chef de bataillon au 23^e de ligne, qui resta en Algérie jusqu'en 1859, d'où il fut envoyé en Italie, dans le corps d'armée que commandait le maréchal Canrobert. violemment engagé à la bataille de Magenta, il prit part aussi à celle de Solferino, et, dans ces deux batailles, le commandant Chanzy se fit remarquer.

Proposé comme lieutenant-colonel, il fut nommé, le 25 avril 1860, au 71^e de ligne.

A peine venait-il de prendre possession de son nouveau grade, qu'il était chargé d'une mission particulière. L'expédition de Syrie, qui devait mettre un terme aux massacres des chrétiens, ayant été décidée, le général de Beaufort en prenait le commandement. Cet officier général qui avait eu sous ses ordres la subdivision de Tlemcen au temps où Chanzy y était chef du bureau arabe, avait pu apprécier le remarquable officier de la légion étrangère, lui avait donné les notes les plus flatteuses, et avait décidé le général Péliissier, commandant à Oran, puis à Alger, à le faire passer chef de bataillon. Beaufort pensa donc qu'un homme de la valeur de Chanzy n'aurait jamais un avancement assez rapide; voulant, en 1860, le mettre en relief et lui faire jouer un rôle brillant dans l'expédition, il l'attacha à sa personne avec le titre de commandant du quartier général, chargé des affaires politiques. Il lui donna pour adjoint un jeune chef de bataillon de tirailleurs, qui fut plus tard le général Cerez.

On ne pouvait confier les affaires politiques de l'expédition à un homme plus capable que le lieutenant-colonel Chanzy. Outre qu'il connaissait parfaitement l'arabe et s'était familiarisé avec les habitudes musulmanes, par son esprit souple et fin il était parfaitement de taille à lutter contre les diplomates turcs, irrités de voir des giaours se placer comme intermédiaires entre les victimes et les bourreaux. Le commissaire-général turc pour les affaires de Syrie, Fuad-pacha, n'eut garde de se trouver au rendez-vous qu'il avait accepté à Beyrouth; il resta à Damas, donnant quantité de raisons plus ou moins plausibles pour expliquer son inaction. Le colonel Chanzy, avec une escorte de quinze spahis, alla le relancer dans sa retraite, et, après des discussions très vives, le commissaire turc consentit à venir à Beyrouth conférer avec le général de Beaufort. Là, il recommença la même comédie, essayant d'accumuler lenteurs sur lenteurs,

jusqu'à ce que, poussé dans ses derniers retranchements, il finit par formuler quelques propositions. Mais ces propositions furent jugées si étranges, que Beaufort, impatienté, envoya à Fuad-pacha le colonel Chanzy, porteur d'un *ultimatum* exigeant une réponse immédiate. Chanzy expliqua nettement que le corps expéditionnaire était venu en Syrie pour punir les Druses, assassins des chrétiens maronites; son général autorisait les Turcs à appliquer le châtiment, mais il déclarait que si Fuad-pacha se dérobaît, il marcherait lui-même en avant, et infligerait aux Druses une correction mémorable.

Fuad-pacha se décida enfin à mettre ses troupes en mouvement. Accompagné de Chanzy, il pénétra dans la montagne; mais les soldats turcs chargés de garder les défilés ouvrirent leurs rangs pour laisser échapper les Druses, qui réussirent à gagner dans le Liban des hauteurs inaccessibles. Pour continuer cette abominable comédie, Fuad-pacha fit appréhender quelques pauvres diables qu'on fusilla. Le colonel Chanzy dut se contenter de ce semblant de satisfaction.

Il ne manqua pas d'aller, au nom de la France, remercier Abd-el-Kader, qui, lors des massacres de Damas, avait sauvé la vie à beaucoup de chrétiens. A ce moment, Fuad-pacha se trouvait dans cette ville; le cauteleux diplomate fut laissé à l'écart, et Abd-el-Kader ne daigna même pas l'inviter à la fête solennelle qu'il offrit à l'envoyé de la France.

Justice fut ensuite rendue aux réclamations des Maronites. Chanzy, établi grand juge, écoutait les plaintes des victimes, les enregistrait et exigeait énergiquement réparation de la part des autorités turques. Autour de Beyrouth, une centaine de mille Maronites s'étaient placés sous notre protection; peu à peu, ils rentrèrent dans leurs villages, où des détachements français vinrent les aider à relever leurs maisons dévastées par les assassins.

Un jeune prêtre arriva alors à Beyrouth, chargé de distribuer aux malheureux Maronites les aumônes des catholiques

de France. Ce jeune prêtre, qui se mit de suite en rapports avec le lieutenant-colonel Chanzy, se nommait Lavigerie. Vingt-trois ans plus tard, devenu archevêque d'Alger, il retrouva son ami de Beyrouth gouverneur-général de l'Algérie, et rendit un éclatant hommage à l'illustre homme de guerre. « C'est en Syrie, dit-il à son entourage, que j'ai vu Chanzy pour la première fois ; je me rappelle son ardeur à prendre la défense des chrétiens, qui n'espéraient plus que dans l'épée de la France. Chanzy était dans tout l'éclat de la force et de la vie, déjà également remarquable par sa bravoure, par sa distinction, par sa finesse, et plus encore par sa bienveillance et sa bonté. »

Pendant l'hiver de 1860 à 1861, à l'occasion des fêtes de Noël, Chanzy, muni de lettres de recommandation délivrées par Fuad-pacha, alla faire avec une vingtaine d'officiers un pèlerinage à Jérusalem, en passant par Tyr, le Mont-Carmel et Nazareth. Notre consul le reçut avec les plus grands honneurs, et les autorités turques de la ville sainte lui permirent de visiter la mosquée d'Omar, privilège qui n'est réservé qu'aux princes. Dans la nuit de Noël, tous nos officiers, tenant un cierge à la main, se rendirent en procession à la grotte de Bethléem, et firent bénir leurs épées sur le tombeau du Christ, dans l'église du Saint-Sépulcre. On sait combien les musulmans sont profondément religieux ; ces manifestations produisirent sur eux la plus favorable impression.

Par une singulière coïncidence, ce même jour de Noël 1860, Napoléon III signait un décret qui conférait la Légion d'honneur aux militaires faisant partie du corps expéditionnaire de Syrie. Dans ce décret, Chanzy figurait comme officier.

Il revint en Europe avec le général de Beaufort, en passant par l'Egypte ; puis il rejoignit à Rome le 71^e de ligne. C'est là que lui parvint, le 6 mai 1864, sa nomination de colonel du 48^e de ligne.

Ce régiment se trouvait précisément dans cette province

d'Oran où Chanzy avait fait ses premières armes, où il avait passé seize ans. Mais dès 1866, le 48^e de ligne était rappelé en France. Son colonel préféra rester en Algérie ; et le général Deligny, qui commandait alors la province d'Oran, transmit au maréchal de Mac-Mahon la demande de son subordonné, et l'appuya en ces termes : « Le colonel Chanzy désire vivement continuer à servir en Algérie, et ce désir concorde avec l'intérêt qui s'attache à ce qu'il y soit maintenu. Il serait difficile de le remplacer dans son commandement et de rencontrer, dans un autre candidat, autant de valeur intrinsèque réunie à une aussi grande connaissance des hommes et des choses de ce pays. »

Chanzy remplissait les fonctions de commandant par intérim de la subdivision de Sidi-bel-Abbès. Le maréchal de Mac-Mahon accéda au désir formulé par le général Deligny, nomma l'intérimaire au commandement définitif de cette subdivision, et obtint du ministre de la guerre de le garder en Algérie à sa disposition. C'est à Sidi-bel-Abbès que Chanzy reçut, le 14 décembre 1868, les étoiles de général de brigade. Il n'était âgé que de quarante-cinq ans.

Nous avons raconté la part qu'il prit à l'expédition du Maroc, dirigée par le général de Wimpffen ; il se distingua surtout au combat de Baharia, livré aux contingents réunis des Douï-Ménia, Ouled-Djerrir marocains, et Ouled Sidi Cheikh qui avaient quitté l'Algérie. Nous avons dit qu'en 1871 la province d'Oran ne prit qu'une très faible part à l'insurrection ; dans l'extrême sud seulement on eut à réprimer quelques mouvements de peu d'importance. La leçon infligée aux turbulentes populations de la frontière par les généraux de Wimpffen et Chanzy avait été rude, et les avait portées à réfléchir.

Dès qu'il apprit, en 1870, que la France déclarait la guerre à la Prusse, Chanzy sollicita un poste dans l'armée du Rhin. Il n'avait que quarante-sept ans, et venait de recevoir la croix de commandeur. Sa demande n'ayant pas été agréée, il dut rester en Algérie. Mais après le 4 septembre, le gou-

vernement de la Défense nationale ayant toutes les peines du monde à constituer le commandement, quantité d'officiers généraux étant prisonniers ou retenus sous les murs de Metz, le maréchal de Mac-Mahon, qui soignait sa blessure au château de Pourru-aux-Bois, se souvint du jeune général, et donna sur lui les notes suivantes : « Officier des plus distingués sous tous les rapports ; très intelligent ; rectitude de jugement hors ligne, vigoureux, énergique, brave à l'ennemi, appelé au plus grand avenir. » Mac-Mahon transmet ces renseignements à Gambetta, et lui conseilla de faire revenir Chanzy en France.

Le fait a été contesté depuis, mais le maréchal le certifie de la façon la plus formelle.

Chanzy fut appelé au commandement de la 3^e division du 16^e corps d'armée ; malheureusement cette division n'existait guère que sur le papier, et la formation en était à peine commencée. Le général obtint, en échange, la 1^{re} division qui était prête, et c'est en qualité de général commandant par intérim le 16^e corps, qu'il prit part aux combats livrés autour d'Orléans par le général de la Motterouge. Quand le commandement de l'armée passa à d'Aurelles de Paladines, l'offensive, par suite de la nouvelle de la capitulation de Metz, fut brusquement décidée ; Chanzy fut placé alors d'une manière définitive à la tête du 16^e corps, en remplacement du général Pourcet, tombé malade. Sa division passa sous les ordres de l'amiral Jauréguiberry, qui devait également lui succéder au 16^e corps, lorsque Chanzy reçut le commandement de la 2^e armée de la Loire.

La chute de Metz précipita les opérations que le gouvernement de la Défense nationale préparait contre Orléans ; il fallait se hâter et prévenir le prince Frédéric-Charles. Force fut donc de marcher en avant avec de jeunes troupes incomplètement organisées. Ainsi le général Chanzy, ne pouvant avoir la 3^e division de son corps d'armée, dut s'avancer avec deux divisions seulement. Il se mit en route lentement ; le jour du rendez-vous n'était pas encore arrivé,

et il espérait aguerrir, dans de petites opérations, ses régiments improvisés. Il dérouta les Bavarois par un système de reconnaissances très bien exécutées, et le 7 novembre, à Vallières, il écrasa une de leurs colonnes, forte de 2.000 hommes. C'était un prélude d'heureux augure.

Le lendemain, 8, le général von der Thann s'aperçut qu'il allait avoir sur les bras tout le corps de Chanzy, qui avait déjà donné la veille, plus le 15^e corps, dont la formation était antérieure à celle du 16^e. Il se concentra à Coulmiers et à Baccon. Nous ne raconterons pas le combat de Coulmiers, un des rares succès de cette guerre. On sait que Coulmiers, clef de la position, fut enlevé par le 16^e corps. Mais on ne put poursuivre l'ennemi, faute de cavalerie ; le général Reyau, qui commandait une division de six régiments, s'était replié, craignant d'être tourné par un corps de troupes qui, vérification faite un peu trop tard, n'était autre que les éclaireurs de Lipowsky.

On a dit et répété qu'après la victoire de Coulmiers, si l'armée avait été mise de suite en mouvement, elle atteignait Paris. Dans son beau livre : *La deuxième armée de la Loire*, le général Chanzy, mieux placé que personne pour juger sainement la situation, dit avec beaucoup de réserve : « Si le général en chef avait cru l'armée assez complète et assez outillée pour continuer à se porter en avant, il eût peut-être été possible, en mettant à profit l'enthousiasme produit par la victoire de Coulmiers, d'atteindre et d'achever de battre l'armée du général de Thann, avant qu'elle eût pu être secourue par celle du grand-duc de Mecklembourg, vers laquelle on se serait porté ensuite, et de prendre les Allemands en détail avant l'arrivée des renforts que le prince Charles, parti de Metz, amenait avec la plus grande célérité dans la vallée de la Loire. »

Pousser en avant ! Etait-ce bien possible avec des troupes, enthousiastes il est vrai, mais manquant de moyens de résistance ? Sans doute, elles auraient accablé les débris du corps bavarois qu'elles avaient entamé à Coulmiers ; mais,

dès le 10, le général von der Thann recevait une division d'infanterie, plus une de cavalerie ; le 12, deux autres divisions d'infanterie quittaient Versailles pour renforcer le duc de Mecklembourg et le général de Thann ; enfin, le 14, on signalait à Fontainebleau les têtes de colonne du prince Frédéric-Charles. Le général d'Aurelles de Paladines avait donc raison de déclarer que s'il portait ses 80.000 hommes dans la direction de Paris, on perdrait la seule armée qui restât à la France. Il préférait se fortifier à Orléans et gagner du temps, pour permettre à d'autres corps d'armée d'achever leur formation ; il espérait même se faire attaquer par les Allemands et leur infliger un échec ; alors, disait-il, on profitera de l'effet produit par cet échec pour essayer de marcher sur Paris.

L'histoire reprochera toujours à Gambetta et à son acolyte M. de Freycinet de s'être réservé la direction des opérations militaires ; c'est ainsi qu'ils envoyèrent les 18^e et 20^e corps à l'inutile expédition de Beaune-la-Rolande. D'Aurelles ne savait pas où il en était, et un de ses lieutenants, le général Martin des Pallières, écrivait : « Ne connaissant pas le plan qui nous fait mouvoir, je crains de faire quelque mouvement qui vienne le contrecarrer, en ne se reliant pas à ceux du reste de l'armée. » Nos généraux se réunirent un jour en conseil de guerre à Saint-Jean-la-Ruelle, pour examiner un plan échafaudé à Tours, qui consistait à marcher sur Pithiviers. Ils demandèrent qu'avant tout on ne laissât pas l'armée éparpillée ; car, pour être en mesure d'agir, il fallait la concentrer. Comme on leur répondit qu'il n'y avait pas à discuter et que telle était la volonté du ministre, Chanzy répliqua que ce n'était pas la peine alors de réunir un conseil de guerre.

Nos corps d'armée occupaient une étendue de quatre-vingts kilomètres. Attaquer dans de pareilles conditions, c'était jouer une grosse partie. Chanzy se mit néanmoins en mouvement le 1^{er} décembre, et rencontra l'ennemi concentré sur la ligne de Terminiers-Villepion-Nonneville ; à la nuit

seulement, la division Jauréguiberry put enlever le parc de Villepion. On se souvient que Gambetta, en recevant le rapport sur les opérations des 29 et 30 novembre, sur la Marne, confondit Epinay-Saint-Denis (Seine) avec Epinay-sur-Orge (Seine-et-Oise) ; il donna donc l'ordre à l'armée de la Loire de continuer le mouvement d'offensive commencé le 1^{er} décembre. Le 16^e corps combattit le lendemain ; mais le 17^e corps (général de Sonis), qui devait lui servir de soutien et de réserve, étant encore fort loin, il fallut battre en retraite. De Sonis se dévoua ensuite à Loigny pour rétablir l'équilibre ; on sait quelle fut sa conduite à la tête des zouaves pontificaux, troupe admirable qui perdit 198 hommes sur 300.

Pendant que la gauche de notre armée, formée des 16^e et 17^e corps, était refoulée vers l'ouest, le prince Frédéric-Charles attaquait le 15^e corps et le rejetait sur Orléans, coupant ainsi notre centre. Les généraux d'Aurelles de Paladines et Martin des Pallières durent évacuer la ville, sans même pouvoir défendre les retranchements qui la couvraient. Désormais Chanzy et de Sonis durent renoncer à gagner Orléans et à donner la main aux autres corps ; aussi forma-t-on une deuxième armée de la Loire, sous le commandement de Chanzy. Le 16^e corps fut confié à l'amiral Jauréguiberry ; le général de Colomb remplaça, à la tête du 17^e, le général de Sonis blessé, et à côté d'eux, l'amiral Jaurès vint se mettre en ligne avec le 21^e corps. Les 15^e, 18^e et 20^e corps se reformèrent au sud d'Orléans, avec Bourbaki. Au ministère de la guerre, on se consola en disant : « Nous n'avions qu'une armée ; maintenant nous en avons deux ! »

A la première armée de la Loire, Chanzy avait joué le rôle principal ; ce fut lui qui décida de la victoire de Coulmiers, et après Loigny il avait opéré sa retraite sans se laisser entamer. Mais il se révéla surtout à la tête de la deuxième armée de la Loire. Il fit preuve de grandes qualités militaires et d'une ténacité à laquelle le grand état-major allemand s'est plu à rendre hommage.

Nous irions trop loin, si nous entreprenions de raconter dans tous ses détails la retraite du général le long de la Loire. Bornons-nous à dire qu'après le combat de Villorceau, le 8 décembre, Chanzy, qui avait victorieusement repoussé toutes les attaques de l'ennemi, se croyait maître de la position, lorsqu'il apprit avec étonnement que son extrême droite se trouvait dégarnie : sur un ordre venu directement de la délégation, le général Camo, commandant la brigade mobile de Tours, avait évacué Beaugency, entraînant avec lui le général Barry ; et le général en chef n'en était même pas avisé !

Chanzy dut se replier aussitôt sur Vendôme. C'est alors qu'il conçut ce magnifique plan de rétrograder, tout en menaçant l'armée allemande sur son flanc gauche, de façon à l'empêcher de traverser la Loire pour tomber sur la 1^{re} armée que Bourbaki organisait à la hâte. Ce mouvement persistant devait avoir pour résultat de faire pivoter l'armée de la Loire autour de Paris, afin de pouvoir, quand le moment serait venu, se porter concentriquement sur la capitale, en même temps que les armées de Faidherbe et de Bourbaki.

Mentionnons la bataille de Vendôme et celle du Mans après laquelle Chanzy, persistant dans son idée de ne pas s'éloigner de Paris, voulait battre en retraite sur Alençon. Ce fut sur l'ordre impératif du ministre de la guerre qu'il dirigea ses troupes vers Laval, où elles arrivèrent, le 16 janvier, totalement épuisées. Chanzy comptait, à la fin de ce mois, reprendre l'offensive, lorsqu'il reçut la nouvelle de l'armistice et de la capitulation de Paris. Mais il eut soin de dire à ses soldats que leur devoir était de mettre ce repos forcé à profit pour se mieux disposer à reprendre la lutte, si d'orgueilleuses prétentions rendaient impossible une paix honorable. En même temps, il préparait un plan de campagne basé sur la guerre de détail, la défense du sol pied à pied, la résistance derrière tous les obstacles. Nos jeunes armées n'ayant pas une organisation assez solide ni une cohésion assez parfaite pour

faire la grande guerre, il fallait essayer d'user les Allemands et de les lasser. Peut-être l'illustre général se payait-il d'illusions, car jamais la France de 1870, riche et sceptique, ne se fût résignée à sacrifier tous ses intérêts matériels, comme l'avait fait, en 1808, la pauvre et fière Espagne.

A Bordeaux, Chanzy se prononça contre la paix ; ce vaillant soldat ne pouvait approuver un traité qui coûtait deux provinces à la France, et il croyait la guerre encore possible.

On sait que le 18 mars, voulant se rendre à Versailles, où l'Assemblée nationale avait pris le parti de siéger, il fut arrêté, à Paris, à son arrivée à la gare d'Orléans. Ce général qui jamais n'avait désespéré de la patrie, et qui, jusqu'à la dernière heure, avait tenu tête aux Prussiens, fut traité de *capitulard* et de *traître* ; tandis qu'on le conduisait à la mairie du XIII^e arrondissement, des furieux le couchèrent plus d'une fois en joue, et un mauvais drôle le frappa de sa baïonnette. On le dirigea ensuite sur la prison de la Santé, où il devait rencontrer le général de Langourian. Pendant le trajet, la foule hurlante lui arracha son képi, ses épaulettes, sa plaque de grand-officier de la Légion d'honneur, et l'accabla de coups de pied, de coups de poing, de coups de crosse de fusil ; il arriva à la prison tout ensanglanté et les habits déchirés. Il y resta sept jours, après avoir comparu devant le Comité central. C'est à Crémier qu'il dut son élargissement.

Elu, par ses compatriotes des Ardennes, membre de l'Assemblée nationale, il se vit abandonné par les droites, le jour où il demanda le licenciement de la garde nationale, et le dépit qu'il en ressentit contribua peut-être à en faire un membre du centre gauche, qui le choisit pour président. On connaît le discours qu'il prononça, en prenant possession du fauteuil : « Faisons franchement, dit-il, l'essai de la République. Qui nous dit qu'elle n'est pas le salut ? Mais il y a République et République. Pas de République où dominent les envieux, les énergumènes, les déclassés qui ne se laissent guider que par la convoitise, par les utopies insensées,

la haine de la religion et de la société. Il faut ne songer qu'à la France, ne pas se parquer dans sa foi politique, ne s'inspirer que de son patriotisme. »

Mais les républicains modérés devaient être débordés par les opportunistes qui ont été débordés, à leur tour, par les radicaux, en attendant que ces derniers le soient par les socialistes.

Nommé, en 1873, gouverneur-général de l'Algérie, par le maréchal de Mac-Mahon, Chanzy abandonna la politique. Nous avons vu ce qu'il fit pendant cinq ans dans notre grande colonie. Appelé, par décret du 18 février 1879, à l'ambassade de Saint-Petersbourg, dont les titulaires avaient toujours été des généraux en vue, Chanzy ne tarda pas à avoir toutes les sympathies du czar Alexandre II. Lors de l'affaire Hartmann, ce nihiliste qui avait voulu assassiner l'empereur, et dont l'extradition fut vainement demandée par l'ambassadeur russe à Paris, il réussit à empêcher la rupture de nos relations avec ce grand empire. La situation du vainqueur de Coulmiers était telle, qu'il fut choisi comme arbitre entre la Russie et la Chine; au sujet de l'affaire de Kouldja.

Chanzy ne manqua pas d'aller visiter le Caucase et les provinces méridionales de l'empire ; il tenait à connaître les ressources de ce vaste territoire, et suivait avec assiduité les manœuvres d'une armée qu'il espérait voir combattre un jour les mêmes adversaires que nous. On peut se faire une idée de l'estime qu'il avait su inspirer par le fait suivant : lorsqu'Alexandre III lui remit les insignes de grand'croix de l'ordre d'Alexandre-Newsky, que le malheureux Alexandre II avait conféré à l'ambassadeur de France, peu de temps avant sa mort, il prit la croix que portait son père le jour où il fut tué, et la plaça sur la poitrine du général en lui disant :

« — Vous avez été le meilleur ami de mon père, personne n'est plus digne de la porter que vous. »

Lorsque Gambetta prit le pouvoir, Chanzy, selon l'usage, offrit sa démission.

La presse russe se répandit en témoignages d'estime et de regret au départ de notre ambassadeur. Plus tard, lorsque Chanzy mourut à Châlons, tout le personnel de l'ambassade impériale se rendit aux funérailles, et à peine eut-on conçu le projet de lui élever un monument, qu'Alexandre III s'empressa de faire remettre mille francs au maire de Nouart.

Six semaines après son retour en France, Chanzy avait été nommé commandant du 6^e corps d'armée. Or comme, en cas de guerre, c'est le 6^e corps qui doit subir le premier choc, Chanzy étudia avec le plus grand soin les frontières de la Lorraine ; il tenait à être prêt.

Le 4 janvier 1883, dans l'après-midi, il fit à cheval sa promenade habituelle et passa la soirée à la préfecture. Le lendemain matin, son fidèle serviteur le trouva mort dans son lit : il avait succombé sans secousses à un épanchement du cerveau. Mme Chanzy, qui couchait dans une chambre voisine de la sienne, n'avait rien entendu. Ainsi nous quitta prématurément celui que la voix du peuple désignait comme le futur chef des armées de la revanche ; il n'avait pas encore soixante ans.

Chanzy disparaissait six jours après Gambetta.

Ses funérailles eurent lieu aux frais de l'Etat, et sa veuve jouit d'une pension viagère que la Chambre, à l'unanimité, vota en sa faveur. Le guerrier d'Afrique, d'Italie, de Syrie, des bords de la Loire repose à Busancy, à deux pas de la statue que lui a élevé la reconnaissance nationale. Son souvenir restera vivant dans la mémoire des Français ; car c'était un de ces vaillants et de ces forts qui parlent peu et agissent beaucoup. L'histoire n'oubliera jamais que lorsqu'on proposa à Chanzy, en 1873, de le nommer maréchal de France, il répondit, avec cette modestie et cette simplicité qui sont l'apanage des hommes véritablement grands :

« — Que ceux qui veulent le bâton de maréchal de France aillent le chercher de l'autre côté du Rhin ! »



GÉNÉRAL CHANZY



VIII

Supprimer d'une façon absolue l'autorité militaire pour lui substituer le pouvoir civil, tel fut le but de ceux qui appelèrent M. Albert Grévy, frère du Président de la République, à recueillir, en Algérie, la succession du général Chanzy. Accompagné d'un personnel très nombreux, le nouveau gouverneur s'empessa de remplacer les chefs militaires détachés dans l'intérieur pour commander et surveiller les tribus indigènes, par un personnel civil choisi un peu au hasard, sans préparation préalable, sans connaissances des hommes et des lieux, peu au courant des mœurs et des coutumes des habitants, quoique ayant à régler, dans une foule de cas, les questions les plus délicates.

La manie du fonctionnarisme, qui troubla toujours notre grande colonie africaine, devait singulièrement se développer sous le gouvernement de M. Albert Grévy. En 1878, M. Pomel, sénateur d'Oran, se plaignait avec amertume que plus de quatre mille fonctionnaires fussent attachés à l'administration civile.

Non seulement nous n'avons pas inspiré confiance à la colonisation, mais nous n'avons pas réussi à clore l'ère des insurrections. Nos journaux ont vraiment trop répété que si, en 1871, l'insurrection eût été générale, les Arabes nous auraient jetés à la mer ; aussi, dans le cas d'une guerre européenne, l'Algérie pourrait-elle nous réserver de terribles surprises. On parle de la tranquillité qui règne dans le Tell depuis trois ou quatre ans, et l'on oublie trop ce proverbe : *Méfiez-vous de l'eau qui dort*. On suppose l'indigène terrifié par la supériorité de nos moyens militaires, lui qui n'est même pas capable de conjecturer les limites qu'auront les mouvements insurrectionnels ! Pour l'arabe, Dieu peut tout, et le jour où il le voudra, une seule femme

chassera devant elle les Français et leurs canons. L'arabe ne calcule pas les probabilités ; la croyance aux miracles lui suffit : si Dieu le veut, les balles sorties de nos fusils n'atteindront jamais les croyants.

Etablir brusquement, en 1879, la suprématie civile dans un pays qui n'y était nullement préparé, c'était commettre une imprudence. Gambetta, en arrivant au pouvoir (1881), ne s'y trompa pas ; il pensa que la réunion dans les mêmes mains des pouvoirs civil et militaire n'avait pas de raison d'être, et défit l'œuvre de M. Albert Grévy en rendant l'indépendance au commandant du 19^e corps d'armée, qui eut ainsi sous ses ordres directs les indigènes établis en territoire militaire. Mais après la chute de Gambetta, le général Saussier, chef du 19^e corps, se montra tellement dévoué au principe du gouvernement civil, que le successeur de M. Albert Grévy, M. Tirman, obtint sans peine le retour à l'ancien état de choses, c'est-à-dire à la subordination complète du militaire au civil.

M. Albert Grévy avait depuis peu pris possession de son poste, lorsqu'une insurrection éclata dans les monts Aurès, au sud-est de la province de Constantine.

On accusa les chefs indigènes, poussés par les anciens bureaux arabes, d'avoir voulu effrayer le gouvernement civil à ses débuts ; mais l'enquête que l'on fit à la suite du mouvement démontra l'absurdité de cette accusation. Il ne faut donc voir dans la prise d'armes des Aurès qu'une simple coïncidence.

Nous avons taillé à Si Ali bey, fils de ce fameux *Serpent du désert* qui nous servit si fidèlement contre Abd-el-Kader, une véritable royauté dans le sud de la province de Constantine. Nommé en 1856 caïd de Tuggurt et du Souf, il était autorisé à avoir des khiélas (cavaliers irréguliers) et à lever des sagas (fantassins) dans les limites de son vaste commandement. On lui avait même confié une section de tirailleurs algériens. Mais Ali bey appartenait à une famille qui avait dominé dans le Sah'ra constantinois. Il

ne pouvait se faire à l'idée de ne pas commander à Biskra, où nous avons toujours maintenu la puissante famille des Ben Ganah, que les beys de Constantine envoyèrent, il y a cent cinquante ans, pour maintenir la suprématie du Tell sur le Sah'ra. Quand survinrent les événements de 1870, Ali bey rêva de se rendre indépendant dans le sud. C'est pourquoi il résista faiblement à Bou-Choucha, et abandonna à Tuggurt non seulement plusieurs familles de ses parents et partisans, mais encore le détachement de tirailleurs du lieutenant Moussli, dont nous avons raconté le triste sort. Ali bey ne songeait qu'à expulser de Biskra la famille des Ben Ganah ; arrêté dans ses projets par l'apparition d'une colonne française, il s'allia à la puissante famille des Ben Chenouf, qui dominait presque tout le massif de l'Aurès, et prépara lentement une insurrection. En 1874, les projets d'Ali bey et des Ben Chenouf ayant été découverts par le général de Gallifet, commandant la subdivision de Batna, tous furent arrêtés, condamnés, destitués, puis internés. Mais avec les Ben Chenouf on révoqua quantité de cheikhs, qui formèrent un noyau de mécontents prêts à tout. L'insurrection couvait donc depuis plusieurs années dans les Aurès, quand elle éclata au mois de mai 1879.

Elle n'était pas seulement politique ; les ordres religieux qui se partagent l'influence dans les Aurès y participèrent.

Une secte dissidente de la grande secte des Abd el Afid, qui domine dans l'Aurès oriental et dans une portion de la Tunisie, avait été fondée par un nommé Si Sadok, qui établit une zaouïa à Timmermassin. A la fin de 1858, Si Sadok, voulant essayer son influence contre nous, insurgea la montagne ; mais le général Desvaux réprima promptement cette révolte, et fit prisonniers Si Sadok et ses trois fils. On les interna en France, et la zaouïa de Timmermassin fut fermée. Mais un peu avant la guerre de 1870, le général Périgot, successeur du général Desvaux dans le commandement de la province de Constantine, ayant obtenu la mise en liberté des fils de Si Sadok, qui avaient perdu leur

père en prison, ceux-ci vinrent rouvrir la zaouïa de Timmermassin et s'inféodèrent au *çof* ou parti des Ben Chenouf; puis, de concert avec Ali bey de Tuggurt, ils préparèrent l'insurrection qui devait éclater en 1874. L'autorité eut la faiblesse de trouver que l'arrestation d'Ali bey et des Ben Chenouf suffisait; les marabouts la récompensèrent de sa condescendance en continuant leurs agissements jusqu'en 1879.

Un des mokaddems de la confrérie de Si Sadok s'établit au village d'El Hammam, dans la tribu des Lehala, fraction de celle des Ouled Daoud, du cercle de Batna. Cette tribu maraboutique des Lehala était de race arabe; venue pour convertir les Berbères de la montagne, elle s'était fixée au milieu d'eux afin de leur offrir des chefs spirituels. Fort riche autrefois, elle avait vu décroître ses ressources et, en 1879, elle était à peu près forcée d'opter entre une ruine complète et une insurrection.

Le mokaddem établi au milieu des Lehala s'appelait Mohamed Amozian, et avait pris le nom de Mohamed ben Abdallah, comme tout aspirant chérif. Affectant de grands airs de piété et d'austérité, il allait souvent prier et se recueillir chez ses supérieurs de Timmermassin, les frères Si Sadok.

L'ainé, Si Tahar, mourut en 1878, et son frère Si Mustapha resta seul représentant de l'influence religieuse de sa famille. Le mokaddem des Lehala, venu en retraite à Timmermassin, dans l'hiver de 1878 à 1879, eut, paraît-il, des extases durant lesquelles il déclarait que Si Tahar, mort depuis peu, lui apparaissait, prescrivant la guerre sainte, et promettant de se mettre à la tête des croyants pour chasser les Français de l'Algérie. Le colonel Noëllat (1) a fait un récit détaillé de cette insurrection de 1879, qu'il contribua à combattre en qualité de commandant supérieur du cercle de Biskra. Il raconte que les marabouts de

(1) En 1886, au moment où nous écrivons, le colonel Noëllat est colonel du 18^e de ligne.

Timmermassin essayèrent de calmer les surexcitations de Mohamed, tout en se gardant bien de le dénoncer aux autorités françaises. Lorsque, plus tard, ajoute le colonel Noëllat, on leur demanda pourquoi ils n'avaient pas livré l'halluciné, ils répondirent naïvement que tous les khouans en étaient là aux jours d'exaltation, et qu'éteindre cette exaltation c'était ruiner l'influence des zaouïas. Aveu précieux, conclut le colonel, qui nous découvre bien les sentiments secrets et les agissements des zaouïas à notre égard.

Mohamed rêva probablement de se rendre indépendant des Si Sadok, comme ceux-ci s'étaient rendus indépendants des Abd el Afid. Espérant qu'une insurrection le placerait tellement au-dessus des Si Sadok, qu'il deviendrait le chef incontesté de la zaouïa de Timmermassin, il se proposa comme chef aux Lehala, qui ne demandaient pas mieux que de s'insurger; et aux mécontents du parti des Ben Chenouf, aux vagabonds, il se donna comme l'envoyé de Dieu. Mais les tribus limitrophes de celle des Lehala déclarèrent qu'elles voulaient attendre que le marabout eût donné des preuves de sa mission surnaturelle. Mohamed se promit alors de faire tout son possible pour compromettre et entraîner ces tribus hésitantes.

Le bureau arabe de Batna, ayant appris les tentatives du chérif en herbe, envoya deux déïras ou cavaliers pour l'arrêter. Ceux-ci le trouvèrent à la mosquée et se mirent en devoir de l'emmener. Un rassemblement se forma aussitôt; une bagarre s'ensuivit, et finalement les deux cavaliers furent massacrés.

C'était un commencement. Bientôt les meneurs s'en prirent aux caïds des tribus voisines.

Si El Hachemi, caïd des Beni-Bou-Sliman, informé qu'une bande de deux ou trois cents individus se dirigeait vers son bordj, où il n'avait que trois ou quatre serviteurs, monta promptement à cheval pour se réfugier à Batna. Il reçut quelques coups de fusil auxquels il jugea prudent de ne pas répondre.

Un autre caïd, Bachtarzi, fut moins heureux que lui. Les insurgés prirent leurs mesures pour ne pas le laisser échapper. Bachtarzi, dont les enfants étaient élevés dans nos écoles, avait été envoyé par les Français pour remplacer les Ben Chenouf, et était particulièrement odieux aux fanatiques, près desquels il passait pour un athée, ami des chrétiens. Il habitait un bordj à côté du village de Thout, peuplé de marabouts, qui se gardèrent bien de le prévenir. Les insurgés lui dépêchèrent un des leurs pour le dissuader de se réfugier à Biskra, comme il en avait manifesté l'intention en apprenant le meurtre des deux déïras, et lui persuader que les tribus se soumettraient dès qu'il ferait acte de présence au milieu d'elles. Bachtarzi différa son départ. Mal lui en prit. L'envoyé des rebelles gagna un de ses serviteurs, qui laissa ouverte, la nuit suivante, une porte dérobée, par laquelle une bande d'Arabes pénétra dans le bordj. Le malheureux Bachtarzi fut massacré pendant son sommeil, et ses assassins lui coupèrent la tête.

Un troisième caïd, Si Bou Diaf, reçut, du bureau arabe de Batna, l'ordre de se porter sur le village d'El Hammam pour y rétablir la tranquillité. Malheureusement, n'ayant pas eu connaissance du meurtre de Bachtarzi, il n'emmena avec lui que 25 ou 30 cavaliers, arriva assez tard en vue du village, à un lieu dit El Anasseur, ne prit aucune mesure de prudence, et fut surpris à deux heures du matin par les insurgés. Presque tous ses cavaliers périrent. Quant à lui, après avoir tué quatre assaillants de sa propre main, il finit par succomber à son tour. On lui coupa la tête comme à Bachtarzi.

Mohamed ben Amozian, sacré ainsi par le succès, déclara qu'il s'appelait bien Mohamed ben Abdallah, et aussitôt, proclamé chérif, il voulut frapper un grand coup pour attester sa mission divine.

Il alla d'abord attaquer le bordj du caïd Bel Abbès, sur l'oued Abdi. Par une coïncidence qui sembla singulière au clairvoyant colonel Noëllat, le caïd Bel Abbès avait précisément quitté son bordj quelques heures avant l'arrivée de

Mohamed, à une heure fort avancée de la nuit, en n'y laissant qu'une trentaine de cavaliers. Ces braves gens, assaillis vers deux heures du matin, firent une résistance désespérée ; mais, succombant sous le nombre, ils furent massacrés jusqu'au dernier. On n'épargna que le fils du caïd. Conduit en présence du chérif, celui-ci le fit égorger sous ses yeux.

Le chérif n'avait plus qu'à se mesurer avec les Français, pour mettre le feu à tout le pays. A la hâte, il réunit 12 ou 1.500 de ses adhérents, la plupart mal armés, et les fanatisa de son mieux, leur certifiant, comme tous les chérifs ont coutume de le faire, que les fusils français ne partiraient pas ; puis il se porta avec eux au débouché de R'bâa, où le commandant de la subdivision de Batna, général Logerot, avait envoyé en observation deux compagnies de tirailleurs algériens et un escadron de spahis, en attendant les colonnes que le général Forgemol, commandant la province de Constantine, formait vivement pour pénétrer dans les Aurès. Les insurgés ne s'aperçurent que trop que les fusils français partaient toujours ! Nombre d'entre eux n'avaient que des bâtons ; pleins de confiance, ils se ruèrent sur nos braves turcos, qui, attendant le choc à vingt pas, ouvrirent un feu accéléré, et en quelques minutes jonchèrent le sol de cadavres. Plus de quatre cents insurgés périrent au combat de R'bâa, où nous n'eûmes que quelques blessés.

L'effervescence se calma alors comme par enchantement, et le chérif ne songea plus qu'à tirer d'affaire la tribu la plus menacée, celle des Lehala. Les autres avaient la ressource de dire qu'elles ne s'étaient pas engagées dans le mouvement en tant que tribus, et que seules des individualités remuantes les avaient compromises.

Trois colonnes accouraient pour envelopper l'insurrection : celle du lieutenant-colonel Noëllat, qui était partie de Biskra, celle des généraux Forgemol et Logerot, partie de Batna, et celle du colonel F. Hervé, du 1^{er} zouaves (1), envoyée

(1) Aujourd'hui général.

d'Alger et partie de Khenchela. Le chérif dirigea du côté de la Tunisie les femmes, les enfants, les vieillards, les troupeaux, et essaya d'arrêter la colonne de Batna, la plus rapprochée des trois ; mais, bousculé au premier choc, près du village de Medina, il rejoignit l'émigration des Lehala, qu'il trouva dans l'état le plus déplorable. Pour l'arabe, tout vaincu devenant une proie, la tribu des Beni Imloul s'était jetée sur les Lehala, et avait impitoyablement razié les troupeaux de ces malheureux. Vainement ceux-ci essayèrent de pénétrer dans le Sah'ra ; le colonel Noëllat avait prescrit au caïd du Djebel-Chechar et au maréchal des logis, commandant le poste de spahis de Zeribet-el-Oued (les jardins près de la rivière), de faire bonne garde. Les spahis et les goums voyant les Lehala déboucher dans le Sah'ra, les refoulèrent vers la petite oasis de Zeribet Ahmed. Pendant toute une journée, on se battit par 55 degrés de chaleur. Accablés, les Lehala voulurent, à travers les sables, gagner Negrine, oasis non loin de la frontière tunisienne ; mais comme le pays situé entre Zeribet Ahmed et Negrine est absolument sans eau, les fuyards tombèrent les uns après les autres, écrasés par la chaleur et la soif. Le goud de Tébéssa, établi à Negrine, recueillit une dizaine des survivants, et vola au secours des insurgés ; mais il ne trouva plus que quatre cents cadavres, disséminés sur les sables, et déjà calcinés par la fournaise saharienne.

De même que tous les chefs de mouvement, le chérif réussit, grâce à un déguisement, à s'échapper et à gagner la Tunisie, en traversant l'Aurès. Signalé au Djérid (Sah'ra tunisien) par le lieutenant-colonel Noëllat, les autorités de la Régence le livrèrent à notre consul de Tunis, qui l'envoya devant le conseil de guerre de Constantine.

IX

Si le gouverneur-général Albert Grévy eut le regret de voir une insurrection éclater à son arrivée en Algérie, il en vit encore une autre, celle du sud oranais ou des Ouled Sidi Cheikh, se rallumer au moment de son départ.

Nous avons quitté les Ouled Sidi Cheikh en 1870, après avoir raconté la pointe poussée au Maroc par le général de Wimpffen ; disons ce que devint dès lors cette irréconciliable tribu.

L'expédition de Wimpffen calma, pendant toute une année, les fauteurs de troubles dans le sud oranais. Bien que la province fût presque entièrement dégarnie de troupes, elle put traverser la sinistre période sans que la paix fût troublée sérieusement. Un homme, en ces douloureuses circonstances, nous rendit d'importants services : ce fut l'agha des Hamyans, Si Sliman bou Kaddour, dont l'énergie maintint les tribus du sud dans une crainte salutaire.

Au printemps de 1871, alors que l'insurrection se préparait ouvertement dans les provinces d'Alger et de Constantine, on apprit que Si Kaddour ben Si Hamza, chef des Ouled Sidi Cheikh, répondant aux ouvertures du général de Mézange de Saint-André, faisait des offres de soumission. Mais, l'attitude de Si Kaddour parut bientôt si singulière, que le général de Saint-André forma par précaution, à Saïda, sous les ordres du lieutenant-colonel Gand, du régiment étranger (1), une colonne composée de mobiles de l'Allier, de détachements de la légion étrangère et de chasseurs d'Afrique. Cette colonne se porta vers Raz-el-Mâ, et envoya vers le sud une reconnaissance de 500 hommes, soit six escadrons de chasseurs et de spahis, appuyés par une compagnie de la légion étrangère, sous les ordres du comman-

(1) Aujourd'hui général.

dant Marchand; celui-ci livra à Si Kaddour un combat furieux. Bien entendu, le goum qui accompagnait notre reconnaissance fit défection comme d'habitude, et, les cavaliers ennemis pénétrant dans les rangs de notre propre cavalerie, il se produisit un affreux pêle-mêle pendant lequel furent tués les capitaines Mercier, des chasseurs, et Français, des spahis, avec vingt-trois de leurs hommes. On compta aussi des disparus et beaucoup de blessés. Le commandant Marchand ne réussit à battre les Ouled Sidi Cheikh que grâce à la compagnie de la légion étrangère, qui forma le carré autour d'une section d'artillerie.

Kaddour ben Hamza rentra dans le Maroc, où l'empereur le menaça de faire intervenir son armée, s'il persistait à continuer les hostilités sur la frontière. Il se le tint pour dit; mais, à la fin de 1871, ayant essayé de razzier quelques-unes de nos tribus, celles-ci lui résistèrent et lui livrèrent un combat, dans lequel fut blessé son oncle, le fameux Si Lala, vrai chef de l'insurrection des Ouled Sidi Cheikh depuis 1864.

Si Kaddour et Si Lala se retirèrent alors dans l'extrême sud du Maroc.

Au milieu de 1872, on signalait leur présence dans le Gourara. A la fin de cette même année, on apprit que Si Kaddour se trouvait à El Goléah, à 307 kilomètres au sud d'Ouargla, au milieu des tribus rebelles qui avaient pris part à l'insurrection au sud de la province de Constantine, avec Bou-Choucha. Le général de Gallifet, commandant la subdivision de Batna, quitta Biskra le 20 décembre 1872, à la tête d'une colonne de 700 hommes formée d'un escadron de spahis, de trois compagnies de turcos et d'une compagnie d'Afrique, avec une pièce de montagne. Arrivé à Ouargla le 8 janvier, il en repartit le 11, avec quarante jours de vivres et un équipage d'eau; son infanterie était montée sur des chameaux. Il se fit précéder par une proclamation promettant l'aman aux insurgés, sous la réserve d'une contribution de guerre. Mais lorsqu'il pénétra à El Goléah, le

24 janvier, Si Kaddour et Bou Choucha avaient fui au loin dans le désert ; ce que voyant, toutes les tribus rebelles, y compris de nombreuses fractions d'Ouled Sidi Cheikh, se soumirent, et les gens d'Aïn-Salah ou Insalah, à 350 kilomètres au sud d'El Goléah, annoncèrent au général qu'ils avaient l'intention de lui envoyer leur *gada*, c'est-à-dire de faire aussi acte de soumission.

C'est qu'ils n'étaient pas rassurés le moins du monde. En effet, rien n'eût empêché le général de Gallifet, qui venait de faire franchir à sa colonne les 307 kilomètres qui séparent Ouargla d'El Goléah, de pousser jusqu'à 350 kilomètres plus loin. On voit par là combien se trompent ceux qui croient qu'il est impossible aux Français d'aller dans le grand désert venger la mission Flatters et l'assassinat de l'infortuné lieutenant Palat.

Le général de Gallifet, qui venait de mettre quatorze jours pour aller à El Goléah, parce que la route était peu connue, n'en mit que sept pour regagner Ouargla.

1873 et 1874 s'écoulèrent dans un calme parfait. En 1875, nos Chambâas, établis autour d'Ouargla, allèrent dans le Maroc razzier la tribu des Berabers qui, faisant cause commune avec les Ouled Sidi Cheikh insoumis, venait à tout moment leur tuer des hommes et enlever des chameaux. Le capitaine Coÿne, chef du bureau arabe de Médéah, a publié, en 1881, une intéressante brochure sur cette aventureuse expédition dans le grand désert. Les Chambâas, auxquels un vieillard de quatre-vingts ans servit de guide, tuèrent une vingtaine d'hommes aux Berabers, et ramenèrent des troupeaux considérables.

Les événements dont la Turquie fut le théâtre en 1877 produisirent une si vive agitation, qu'on jugea à propos de mettre en mouvement, au sein de quelques tribus, dans le sud des provinces d'Alger et d'Oran, plusieurs colonnes mobiles. Le général de Loverdo, commandant la subdivision de Médéa, visita la première de ces provinces et le général Flogny, commandant la subdivision de Tlemcen, parcourut

la seconde. Ils étaient accompagnés de troupes qui en imposèrent aux Arabes.

1878 et 1879 se passèrent tranquillement, et les Sahariens se préoccupèrent fort peu de l'insurrection des Aurès, si lestement réprimée par le général Forgemol.

En 1880, on commença à parler d'un saint homme qui portait le même sobriquet, Bou-Amema (l'homme au turban) que le fondateur de l'ordre religieux des Ouled Sidi Cheikh. Le nouveau prophète, qui vivait dans la retraite et la prière, était en communication directe avec Dieu qui ne lui refusait rien, possédait le don des miracles, au dire de ses partisans, et savait prédire l'avenir. Aussi les tribus de l'extrême sud oranais faisaient-elles de ce personnage l'arbitre de leurs différends, de sorte que de toutes parts on venait écouter sa parole ardente et inspirée.

Bou-Amema fonda bientôt une zaouïa, c'est-à-dire un foyer d'insurrection, à Moghrar-Tahtani (1), petite oasis située dans un massif montagneux avoisinant la frontière du Maroc, près de la grande oasis de Figuig. Il n'aspirait à rien moins qu'au suprême pontificat dans le Sah'ra oranais, et prétendait relier en faisceaux les grandes confréries religieuses répandues dans le sud-ouest de l'Algérie et le sud-est du Maroc. Beaucoup de fidèles vinrent alors se grouper autour de la zaouïa de Moghrar. L'influence croissante de Bou-Amema n'échappa point à l'attention des autorités françaises. Le commandant supérieur de Géryville reçut l'ordre d'entourer le marabout d'une étroite surveillance ; mais quoique cette surveillance fût exercée avec discrétion, Bou-Amema finit par s'apercevoir qu'on avait l'œil sur lui et qu'on se rendait compte de ses faits et gestes. Voulant alors payer d'audace, revêtu de son burnous rapiécé, — le burnous de tous les derviches, — il se présenta devant le commandant supérieur de Géryville, protesta de son dévouement à la France, et, comme garantie, proposa

(1) Il existe deux Moghrar, Moghrar-Tahtani et Moghrar-Fouckhani, c'est-à-dire Moghrar supérieur et Moghrar inférieur.

au commandant de le tenir au courant de tous les projets des Ouled Sidi Cheikh dissidents réfugiés au Maroc

Le commandant laissa croire à Bou-Amema qu'il recevrait avec plaisir les communications qu'il voudrait bien lui faire, en sorte que le marabout retourna à Moghrar, parfaitement convaincu que les Français étaient dupes de sa duplicité. Ils l'étaient si peu, que la création d'un avant-poste dans la petite oasis de Tyout, en face de Moghrar, fut décidée en principe. Mais pour créer cet avant-poste, il fallait de l'argent. L'affaire fut soumise à M. Albert Grévy; celui-ci, ne comprenant pas la nécessité d'assurer la tranquillité du sud oranais, appuya mollement la demande de crédits, qui fut repoussée.

Le général Céréz, commandant la province d'Oran, était tellement persuadé que le gouverneur civil, se rendant à ses raisons, enlèverait la demande de crédits, qu'il organisa, dans l'hiver de 1880, une colonne mobile prête à se porter à Tyout, pour protéger les travaux du poste et y laisser une garnison permanente. Peu au courant de nos usages parlementaires, Bou-Amema prit peur, et jeta aussitôt le masque en essayant de soulever nos tribus du sud oranais. Le moment n'étant pas encore venu, le marabout fila prestement au Maroc, entraînant ses fidèles, mais laissant dans le cercle de Géryville quantité de mokaddems ardents, qui préparèrent la révolte.

Bou-Amema appartenait à la tribu des Ouled Sidi Tadj, fraction de la grande tribu des Ouled Sidi Cheikh. Il descendait authentiquement de Sidi Tadj, quatorzième fils du fameux Sidi Cheikh; les autres Sidi Tadj formaient sa garde particulière, au nombre de quatre ou cinq cents hommes.

Un des plus dangereux agitateurs lancés par Bou-Amema pour prêcher la guerre sainte, Mouley-Yacoub, fut arrêté au milieu de la tribu des Beni-Smiel, par le capitaine Bontan, chef du bureau arabe de Tlemcen. Ce brave officier ayant saisi dans la tente de Mouley-Yakoub des papiers prouvant que les principaux Beni-Smiel, caïd en tête, nous trahissaient,

fit arrêter les agitateurs, qu'on déféra à une commission disciplinaire. Quant au caïd, il fut révoqué et interné à Oran.

De ce côté, la révolte fut étouffée dans l'œuf; il n'en devait pas être de même au cercle de Géryville, où un autre officier du bureau arabe fut moins heureux que le capitaine Bontan.

En raison des événements de Tunisie, nos troupes de la province d'Oran avaient été mises à contribution pour aider à la formation du corps expéditionnaire. Les garnisons du sud se trouvant diminuées d'autant, l'agitation commença à prendre des proportions extraordinaires. Un officier du bureau arabe de Géryville, le lieutenant Weinbrenner, du 2^e zouaves, voulut tenter, dans la tribu des Beni-Ziad, le coup qui avait si bien réussi au capitaine Bontan dans celle des Beni-Smiel. Accompagné de quatre spahis, il se rendit dans la fraction des Djeramna, de la tribu des Beni-Ziad, pour arrêter deux des plus fanatiques mokaddems de Bou-Amema. Les lâches Djeramna engagèrent ce jeune officier à se reposer, lui promettant que les deux mokaddems allaient venir se remettre entre ses mains. M. Weinbrenner eut l'imprudence de les écouter et mit pied à terre; c'est ce qu'attendaient les Djeramna pour l'assassiner avec deux de ses spahis. Les deux autres, plus méfians, étant restés en selle, purent s'échapper.

Aussitôt la plupart des tribus du sud oranais, les Trafis, les Laghouat du Ksel, les R'zaïnas, les Chorfas, reconnaissant l'autorité religieuse des Ouled Sidi Cheikh, firent défection. Tout le pays fut en feu, et Bou-Amema, entouré de ses fidèles Ouled Sidi Tadj, qu'il appelait pompeusement ses gardes d'honneur, proclama la guerre sainte.

Ceux qui avaient refusé de voter les crédits demandés pour la création du poste de Tyout et l'envoi d'une colonne expéditionnaire dans le sud de la province d'Oran, purent alors contempler leur œuvre.

Les hordes de Bou-Amema, laissant Géryville bien loin sur leur droite, se précipitèrent sur les Hauts-Plateaux, au sud de Saïda, où de nombreux ouvriers, la plupart espagnols, exploitaient l'alfa pour le compte de la compagnie Debrousse, déjà concessionnaire du chemin de fer d'Arzeu à Saïda. Cette société avait d'abord obtenu du général Chanzy la concession de trois cent mille hectares à alfa ; puis, objectant que, sur cette étendue, l'alfa offrait de nombreuses solutions de continuité, elle s'était fait donner trois cent mille nouveaux hectares. Il y eut peut-être, de la part de l'autorité militaire, imprudence à satisfaire d'aussi vastes appétits, qui eurent pour conséquence l'établissement de colonies de travailleurs dans l'extrême sud, jusqu'au bord des chotts, hors de la protection de nos troupes. Bou-Amema et ses bandes en profitèrent pour dévaster les bâtiments de la Compagnie Debrousse, massacrer presque tous les ouvriers alfatiers et emmener en esclavage leurs femmes et leurs enfants. Comme toujours, en pareille occurrence, les Arabes commirent d'inqualifiables horreurs, que nous renonçons à raconter. Disons seulement pourquoi un pauvre alfatier espagnol refusa la grâce qu'on lui offrait. Il venait d'être pris avec sa fille, âgée de quatorze ans, et ses deux fils plus jeunes, quand les Arabes ordonnèrent à tous leurs prisonniers de se dépouiller de leurs habits. Les deux fils et la jeune fille obéirent en pleurant, mais leur père refusa d'exposer sa nudité aux regards de ses enfants. On le menaça de lui couper la tête s'il n'obéissait pas ; il tendit le cou, et un mokaddem de Bou-Amema lui brisa le crâne d'un coup de pistolet.

Répetons-le, cette irruption sur les Hauts-Plateaux n'aurait certainement pas eu lieu, si, suivant l'avis du général Céréz, on avait construit un poste à Tyout. Pour passer des Hauts-Plateaux dans le Sah'ra, il faut traverser la ligne des chotts, et un passage étroit existe seul à hauteur du lieu appelé le Kheider. Evidemment, pour assurer les communications du poste projeté à Tyout avec Saïda, il

suffisait de fermer le passage du Kheider au moyen d'un bordj. Jamais alors Bou-Amema n'aurait pu passer. On voit donc que si les massacres de Saïda, plus communément appelés massacres de Khalfallah, eurent lieu, c'est que M. Albert Grévy et les Chambres se firent juges d'une question qu'ils ne connaissaient pas. Il arrive souvent que certaines économies ont les plus funestes résultats!

Deux ou trois colonnes expéditionnaires accoururent, mais trop tard, sur les Hauts-Plateaux, pour donner la chasse au marabout. Chose bizarre! les ordres de mouvement étaient télégraphiés de Paris; du fond de son cabinet, le général Farre croyait pouvoir diriger nos colonnes. Mais on devait, cette fois encore, s'apercevoir combien il est difficile d'atteindre des Arabes montés sur leurs rapides juments du désert, avec des colonnes pesamment chargées et gênées par des convois interminables. Pourtant une de ces colonnes, celle du colonel de Mallaret, du régiment étranger, arriva près du Kheider juste au moment où Bou-Amema et ses bandes, avec de nombreux troupeaux enlevés à nos tribus alliées, essayaient de franchir le chott. Avec un peu de résolution, le colonel leur eût facilement barré le passage et les eût rejetés sur les autres colonnes françaises qui battaient les Hauts-Plateaux; mais il hésita, tergiversa, temporisa, si bien que les derniers cavaliers arabes se trouvaient hors d'atteinte, lorsqu'il se décida à faire monter à cheval un escadron de spahis, qui revint sans avoir pu atteindre les rebelles.

Le colonel de Mallaret, déjà signalé pour avoir laissé tomber la discipline dans le régiment étranger, fut mis en non-activité et remplacé par le colonel de Négrier, aujourd'hui général de division. Cet énergique et audacieux soldat rétablit promptement la discipline, et la légion étrangère se comporta admirablement dans cette difficile répression du sud oranais. On sait comment les mêmes troupes se conduisirent, plus tard, au Tonkin; personne n'en sera surpris quand nous aurons dit que la moitié au moins des soldats

qui la composent sont alsaciens ou lorrains, races militaires s'il en fut.

Bou-Amema, dans le sud, se voyait exposé aux coups de la colonne de Géryville, placée sous les ordres du général Collignon d'Ancy, commandant la subdivision de Mascara. C'était un homme maladif, usé, qui, depuis longtemps, ne pouvait même plus monter à cheval. Sitôt que la colonne dut se mettre en mouvement, Collignon d'Ancy se porta malade et céda le commandement au colonel Innocenti, du 4^e régiment de chasseurs d'Afrique. Celui-ci ne sut pas diriger les forces qu'il avait sous la main ; marchant en tête avec l'escadron d'avant-garde, il s'occupait fort peu de l'infanterie, qui venait derrière et avait peine à suivre. Cette arme comprenait pourtant d'excellentes troupes, rompues à la marche, un bataillon de tirailleurs algériens et un autre de la légion étrangère.

Nous finirons, il faut espérer, par renoncer à l'habitude de nous faire accompagner par des goums nombreux ne servant absolument à rien, et toujours prêts à se tourner contre nous. Lorsque le colonel Innocenti se trouva en présence des contingents de Bou-Amema, au lieu de rectifier la position de ses deux bataillons d'infanterie et de ses quatre escadrons de cavalerie régulière, il envoya en avant le goum des Harrars, commandé par le fameux agha Sah'raoui, que nous avons déjà vu faire défection en 1864, lors de l'affaire du colonel Beauprêtre. Les nécessités de la politique avaient fait rentrer en grâce ce chef arabe. Son goum escarmoucha avec les contingents rebelles, et fut brusquement ramené sur notre infanterie. Presque tous les cavaliers harrars firent défection ; les autres se jetèrent confusément dans les rangs de nos fantassins qui, ne pouvant faire usage de leurs armes, furent chargés par les cavaliers de Bou-Amema. Pendant qu'une mêlée furieuse, où un grand nombre de légionnaires et de turcos furent tués, s'engageait, le chérif se précipita sur notre convoi et notre arrière-garde, que le colonel Innocenti n'avait pas eu la précaution de faire serrer

avant l'action. Presque tous nos bagages furent enlevés, et les soldats du train, les malades, les cantiniers et les ordonnances massacrés en partie. L'extrême arrière-garde, formée par un peloton du 4^e chasseurs d'Afrique, fort d'une vingtaine d'hommes, et commandée par un sous-lieutenant, se fit tuer jusqu'au dernier.

Ce triste combat eut lieu à Chellala, aux environs d'El-Abiod ou El Biod Sidi Cheikh.

Il était temps d'agir avec vigueur. Le général Delebecque, commandant la province d'Oran, conduisit sans retard trois fortes colonnes dans le sud, sous les ordres des généraux Louit et Colonieu, et du colonel de Négrier. Bou-Amema s'enfonça alors dans le Maroc avec la plupart de ses contingents, abandonnant à notre vengeance plusieurs des tribus qui s'étaient déclarées contre nous. Delebecque alla jusqu'au Djebel-Smir, massif montagneux où sont situées les deux oasis de Moghrar ; toutefois, au lieu d'attaquer de front, par le défilé de Djeliba, le général tourna le pays des Moghrars par le sud, en traversant quelques districts appartenant nominalement au Maroc. Le 2^e zouaves enleva le col de Founassa, après un combat des plus brillants. Les ksours de Moghrar furent à moitié détruits, et l'on fit sauter les maisons de Bou-Amema.

Les colonnes s'établirent ensuite en face de Figuig. On renonça à bâtir un fort à Tyout, préférant la petite oasis d'Aïn Sefra, à quelques lieues de Tyout, et plus rapprochée de la frontière marocaine.

Mais il fallait relier le nouveau poste d'Aïn-Sefra avec ceux de Saïda et d'El Aricha. Dans ce but, on releva la redoute d'Aïn ben Khelil, évacuée en 1866, et l'on construisit un important établissement à Mécheria. Au Kheider, on établit une redoute, et on créa à côté un village qui prospéra très rapidement. Enfin, on se décida à pousser jusqu'à Mécheria le chemin de fer d'Arzeu à Saïda. Grâce à ces mesures, une insurrection dans le sud oranais est devenue presque impossible.

Pendant que nos braves troupes opéraient contre les insurgés, le gouvernement général de l'Algérie accepta les offres d'Abd-es-Salem, le fameux chérif d'Ouazzan, qui proposait de mettre à notre service son influence religieuse sur les tribus des frontières du Maroc, trop habituées à venir prêter main-forte aux tribus algériennes révoltées contre nous. Inutile de raconter ici le voyage du chérif d'Ouazzan, de tous points semblable à celui qu'il fit d'Oran à Ouchda, en 1876.

Nous sommes habituellement sobre de détails sur les opérations militaires entreprises durant les insurrections. Racontons toutefois de quelle façon Bou-Amema, qui désirait rentrer en scène, fut rejeté au fond du Maroc.

L'*Officiel* du 30 avril 1882 contenait la dépêche suivante :

« En Algérie, dans une partie de la zone frontière sud-ouest, qui sépare notre colonie du Maroc, une mission topographique, escortée par deux compagnies de la légion étrangère et placée sous les ordres du capitaine de Castries, qui allait achever un travail commencé entre Aïn ben Khelil et le chott Tigri, a été attaquée par les tribus dissidentes. L'ennemi comptait environ 1.800 cavaliers et 6.000 fantassins.

« Nos soldats, dont l'effectif était d'un peu plus de 300 hommes, et qui se battaient un contre trente, se sont vaillamment comportés, et, dans une mêlée furieuse qui s'est engagée, ils ont été dignes des vieilles troupes d'Afrique.

« Nos pertes sont sensibles : 2 officiers tués, 2 blessés, 48 soldats tués ou disparus, 26 blessés. Une partie du convoi a été enlevée, par suite de la fuite des convoyeurs arabes.

« Les pertes des assaillants sont considérables. On les évalue à plusieurs centaines de tués. Les femmes arabes accompagnaient les combattants et ont montré un acharnement inouï.

« Cet engagement fait le plus grand honneur à la légion étrangère. »

« Nos blessés sont pleins de fierté », dit le général Colomieu, en rendant compte de leur arrivée à Aïn ben Khelil.

Ils avaient bien le droit de l'être. On eut plus tard, par le rapport de M. le capitaine de Castries, des détails sur cette terrible affaire du chott Tigri. Sur cinq officiers de la légion étrangère, deux furent blessés, deux autres tués : le capitaine Barbier, commandant le détachement, et M. Massone. Le colonel de Négrier avait formé, dans son régiment, une compagnie franche composée des soldats les plus déterminés. Cette compagnie avait détaché une section, sous les ordres du lieutenant Massone, ancien officier de l'armée piémontaise, pour accompagner la mission de Castries. Lorsque le capitaine Barbier se vit attaqué dans le bas-fond du chott Tigri par quelques milliers d'Arabes, voulant gagner une position sur la lisière du chott, il chargea de l'arrière-garde la section franche du lieutenant Massone, forte seulement de vingt-trois hommes. Tous ces braves se firent tuer avec leur officier.

Barbier reconstitua alors l'arrière-garde avec une de ses compagnies ; mais, à son tour, il fut cerné et tué. Retrouvé plus tard, son corps portait la trace de dix-huit blessures et d'une infâme mutilation ; la tête était séparée du tronc.

Le capitaine de Castries, qui prit le commandement de l'arrière-garde, réussit à rallier son monde sur un petit plateau, et à former un carré au centre duquel on plaça les blessés. Toutes les attaques de l'ennemi échouèrent devant la résistance des survivants.

Le colonel de Négrier était en ce moment à Aïn ben Khelil ; informé par un espion de la situation critique où se trouvait le détachement de M. de Castries, il se mit en route avec cinq cents hommes, franchit 50 kilomètres en une nuit, et dégagea nos braves. Ayant fait quelques prisonniers, ceux-ci lui apprirent, avant d'être fusillés, que le détachement Barbier avait eu à lutter contre tous les contingents de Bou-Amema.

C'est la dernière fois que ce personnage fit parler de lui. Actuellement il vit dans le Tafilalet, au fond du Sah'ra marocain. Détail curieux : il rendit successivement tous les pri-

sonniers espagnols faits au sac de Khalfallah, à l'exception de deux jeunes filles, qu'il donna comme épouses à l'un de ses fils, promettant de les renvoyer lorsque celui-ci n'en voudrait plus.

L'affaire du chott Tigri avait appelé l'attention publique sur la légion étrangère. Ces Récits seraient incomplets, si nous ne parlions pas de cet admirable corps, dont le passé est magnifique.

X

Dès les premiers jours de la conquête algérienne, les étrangers furent admis à servir dans l'armée française. Nous avons vu qu'après 1830, le gouvernement de Louis-Philippe, craignant la guerre en Europe, rappela, à l'exception de quatre, tous les régiments français qui venaient de prendre part à l'expédition d'Alger. Comme compensation, on créa des corps indigènes et un corps étranger.

Dans la suite, les étrangers continuant à affluer en Algérie, on se trouva amené à former deux régiments étrangers, dont l'un fut affecté à la province d'Oran, l'autre à celle de Constantine.

Quantité de nos illustrations militaires servirent dans l'un ou l'autre de ces deux régiments ; nous avons déjà cité, parmi ces illustrations, les maréchaux de Saint-Arnaud et de Mac-Mahon.

Passons sous silence ce qui advint à la légion étrangère jusqu'en 1855. De 1831 à cette époque, elle prit part aux guerres d'Afrique, où nos généraux n'ont rien fait de grand sans elle.

En 1882, M. Casimir Périer, ancien sous-secrétaire d'Etat à la guerre, disait à la Chambre des députés :

« On sait que la légion étrangère, par la force des choses
« et les bataillons d'Afrique, pour des motifs sur lesquels il
« est inutile d'insister, ne sont point appelés sur le continent
« en cas de guerre européenne. »

M. Jules Richard, rédacteur militaire du *Figaro*, dont la compétence fait autorité dans ces questions, ne laissa pas tomber ces paroles imprudentes ; il répondit à M. Casimir Périer par des faits.

En 1854, les deux régiments étrangers firent partie du corps de débarquement franco-anglais qui fut envoyé en Grèce, puis dirigé sur Gallipoli, et de là en Crimée. Pendant cette dure campagne, ces deux régiments se distinguèrent de la façon la plus brillante, si bien qu'à la paix, en 1856, l'empereur naturalisa en masse tous les étrangers qui en faisaient partie.

Dans une de ces terribles nuits que les armées combinées appellèrent les nuits glorieuses, celle du 22 au 23 mai 1855, le bataillon Martinez, du 2^e étranger, s'enferma dans une redoute où il subit sept assauts furieux. A un moment donné, les murs s'étant effondrés sous les boulets russes, Martinez fit empiler des cadavres les uns sur les autres, et c'est derrière cette muraille humaine que résista le bataillon. Sur treize officiers, deux seulement ne furent pas atteints.

Le commandant Martinez était espagnol. Nous venons de voir que le lieutenant Massone, tué au combat du chott Tigri, le 26 avril 1882, était italien. Il y a dans les nations latines des braves qui devraient s'unir étroitement contre les nations du Nord, toujours trop disposées à venir se chauffer au soleil du Midi.

En Italie, les deux régiments étrangers firent partie de la 2^e division (général Espinasse), du 2^e corps (Mac-Mahon).

On sait de quelle manière la division Espinasse s'illustra à la bataille de Magenta. Or, le premier régiment qui entra dans le bourg fut le 2^e étranger, et en tête était précisément ce commandant Martinez dont nous avons raconté l'héroïque conduite en Crimée. Il venait de prendre la place du lieutenant-colonel de Chabrières, tombé glorieusement. L'historien officiel de la guerre d'Italie, M. de Bazancourt, ne rend pourtant pas justice à Martinez, et le peintre Yvon, dans

son tableau de la bataille de Magenta, fait figurer, à la place du commandant, un autre officier supérieur qui se trouvait à plus d'un kilomètre en arrière, avec son régiment.

Les Milanais n'ont certainement pas oublié la bonne tenue du 1^{er} régiment étranger qui, après l'armistice de Villafranca, eut la garde de leur ville.

En 1870, un 5^e bataillon étranger fut formé à Tours. Le 2^e régiment ayant été licencié en 1861, il ne restait plus alors que le 1^{er}, à quatre bataillons. Les habitants d'Orléans possèdent une plaque commémorative en souvenir des braves tués le 11 octobre 1876, à la défense des Aydes et du faubourg Bannier. Au moment où le 5^e bataillon se faisait ainsi remarquer, les 1^{er} et 2^e bataillons s'embarquaient à Oran pour venir prendre part à la campagne. Ces trois bataillons réunis formèrent un régiment de marche, sous les ordres du lieutenant-colonel Canet, et se battirent à Coulmiers, à Cercottes, à Chevilly. Incorporés plus tard dans l'armée de l'Est, ils demeurèrent à Besançon jusqu'aux événements de la Commune. Placés alors sous les ordres du général Montaudon, ils se distinguèrent à l'attaque du pont de Neuilly et à la prise des Buttes Chaumont.

On voit, par ces trois exemples de Crimée, d'Italie et de la campagne de France, que la légion étrangère a fait bonne figure sur les champs de bataille du continent. Bien qu'on ne l'ait pas comprise dans le plan de mobilisation générale, la force des choses peut l'appeler chez nous, en cas de guerre européenne.

Sa place est marquée, toutefois, dans les guerres lointaines. De 1863 à 1866, elle resta au Mexique, et telle fut l'affluence des étrangers dans ce corps d'élite, qu'il fallut le dédoubler et le porter à huit bataillons, commandés par le colonel Jeanningros, actuellement général de division et inspecteur général des bataillons scolaires.

Les exploits de cette légion au Mexique ne se comptent pas. Deux surtout sont demeurés célèbres : le combat de

Camerone et celui de Parras. A Camerone, une compagnie commandée par le capitaine Danjou fut attaquée par plusieurs milliers de Mexicains. Danjou, comprenant qu'il lui était impossible de défendre tout le village, se retrancha dans la plus forte maison ; mais il fut tué le premier jour, et ses soldats, pour l'honneur du drapeau français, repoussèrent obstinément toutes les propositions de reddition qui leur furent adressées. Ils se firent bravement tuer, à l'exception de dix-neuf blessés que recueillirent les Mexicains.

A Parras, le bataillon entier du commandant Briand fut anéanti. Après un combat de deux jours, où tous les officiers avaient été tués ou blessés, quarante soldats à peine restaient debout. Les ennemis leur proposèrent de se rendre, moyennant la vie sauve. Nos quarante héros refusèrent. Pendant la nuit, ils essayèrent de gagner Parras, où le lieutenant Bastidon, aujourd'hui colonel, s'était retranché avec les malades, les éclopés, et quelques soldats du train. Mais trois seulement réussirent à atteindre la ville.

Parlerons-nous du Tonkin, et de la part que prirent les bataillons étrangers aux prises de Sontai et de Bac-Ninh, aux combats de Chu, de Dong-Dang, etc. ? Avec quelques sapeurs du génie et quelques tirailleurs tonkinois, deux compagnies du 1^{er} régiment formaient l'héroïque garnison de Thuyen-Quan. La défense de cette bicoque rendit célèbre le commandant Dominé. Elle suffirait à immortaliser un régiment.

Depuis la guerre de 1870, la légion étrangère compte dans ses rangs quantité d'Alsaciens-Lorrains qui, fuyant le service prussien, veulent, au prix de leur sang, reconquérir leur qualité de Français. Comme nos régiments de France leur sont fermés, ils vont servir dans ces magnifiques régiments étrangers, si fiers, à juste titre, de leur glorieux passé. Il n'est pas de patriote digne de ce nom qui ne doive se sentir profondément ému des preuves d'attachement sans nombre que donnent à notre pays nos frères séparés. Pour eux, la patrie est toujours la France, et jamais notre génération n'aura,

pour ces martyrs de la fidélité, assez de reconnaissance attendrie, assez de vraie admiration.

Le gouvernement de la République ne sut pas faire, pour les héros du chott Tigri, qui reposent à côté de la redoute d'Aïn ben Khelil, ce que le gouvernement de Juillet fit pour le sergent Blandan et ses valeureux compagnons. Les morts de Beni-Méred reposent sous une pyramide élevée sur la place du village de ce nom, et le ministre de la guerre, maréchal Soult, ordonna à tous les détachements de l'armée d'Afrique, traversant le village de Beni-Méred, de battre aux champs ; aujourd'hui encore, nos soldats présentent les armes devant la pyramide, et nos officiers la saluent de l'épée et du sabre. Mais c'est à peine si les détachements se rendant à Aïn-Sefra savent qu'à Aïn ben Khelil se trouvent les tombes de cinquante et un héros de la légion étrangère. Dans quelques années, le vent du désert aura accumulé le sable sur leur emplacement, et le soldat insouciant y allumera le feu du bivouac.

XI

Ces Récits touchent à leur fin ; complétons-les en traitant de l'annexion du M'zab. Cette annexion eut lieu en 1882.

Après la prise de Laghouat, le général Randon, gouverneur de l'Algérie, organisa en cercle les régions du sud de la province d'Alger ; mais il ne crut pas devoir enlever son indépendance au M'zab, peuplé de gens pacifiques et commerçants, qui n'avaient pas d'amis dans les tribus arabes et qui, par leur émigration périodique dans les villes d'Algérie, se mettaient, pour ainsi dire, entre nos mains. Ne pensant pas que le M'zab pût nous inspirer jamais des craintes sérieuses, le général fit savoir aux Mozabites qu'à la condition de fermer leurs villes et leurs marchés à nos ennemis et de payer à la France un tribut annuel de

45.000 francs, l'autorité française ne contrôlerait pas leurs actes.

Les Mozabites jouirent donc, durant trente ans, dans leurs villes, d'une indépendance complète, s'administrant, faisant leur police intérieure, rendant la justice civile et criminelle d'après leurs *kanouns*. Mais un beau jour, l'autorité française apprit que les djemmâas (sortes de conseils municipaux) du M'zab avaient, à plusieurs reprises, payé des contributions aux Ouled Sidi Cheikh depuis leur révolte de 1864 ; elle acquit aussi la preuve qu'elles avaient envoyé de l'argent au chérif Bou-Choucha, en 1870. Pourtant, les gens du M'zab auraient pu facilement se défendre contre nos ennemis, car, outre que leurs villes sont assez bien fortifiées pour résister victorieusement à tout assaillant arabe, ils donnaient place, à côté de leurs oasis, à quelques tribus arabes chargées, moyennant finances, de les défendre contre les pillards du désert. Ces tribus, au nombre de trois, comptant ensemble environ deux mille âmes, campaient à côté des oasis de Ghardaïa, de Guerara et de Berrian.

Comme si ce n'était pas assez de ces petites trahisons, les Mozabites firent de la liberté que nous leur avions laissée un si déplorable usage, que fatalement nous fûmes amenés à la leur reprendre. Le pays était devenu un foyer de désordre et d'anarchie, où les partis en lutte soudoyaient non seulement les trois tribus arabes installées chez elles à demeure, mais encore des tribus soumises à notre domination. Les Ouled Sidi Cheikh, au vu et au su des autorités françaises établies à Laghouat, achetaient aux Mozabites de la poudre, des armes, des munitions de guerre, des vivres. Dans chaque ville du M'zab, deux çofs ou partis étaient en présence, et se livraient de continuelles batailles. En 1880, par exemple, les deux çofs de Beni-Isguen en étaient arrivés à se barricader dans deux quartiers de la ville ; puis, s'étant donné rendez-vous sur le marché, ils le couvrirent de morts et de blessés. En 1882, les deux çofs

de Ghardaïa se battirent trois jours de suite ; l'un d'eux fit trente-huit prisonniers, qui furent massacrés à coups de pioche. Parmi eux se trouvaient deux vieillards et trois enfants de sept ou huit ans. Quelque temps après, le çof battu prenait sa revanche, et massacrait dix blessés ennemis tombés entre ses mains. La mère d'un de ces blessés étant venue pleurer sur son fils, les Mozabites eurent la cruauté de décapiter le cadavre, et de jeter sa tête sanglante sur les genoux de la pauvre femme qui en devint folle.

Un dernier trait lassa notre patience. Le chef de la djemmâa de Berrian, vieillard de quatre-vingts ans, fut assassiné en plein jour sur la place de la ville. Son crime était d'avoir livré aux autorités françaises, qui le réclamaient, un criminel dangereux. Les assassins du malheureux vieillard ne furent pas même inquiétés !

De pareilles atrocités devenaient intolérables et, d'ailleurs, nous ne pouvions plus fermer les yeux sur une contrebande de guerre ayant pour objet de ravitailler les tribus insurgées du sud et les bandes de coupeurs de route qui écumèrent le désert. L'annexion du M'zab fut donc résolue. Déjà les événements du sud oranais nous avaient amenés à reporter plus loin nos points d'occupation ; on avait fondé un poste à Aïn-Sefra, dans la province d'Oran ; on avait résolu d'occuper Debila, dans le Souf, et Ouargla, au fond du Sah'ra algérien ; on voulut aussi fonder un poste militaire à Ghardaïa, la principale oasis du M'zab, tant pour assurer le fonctionnement régulier de l'administration, que pour contribuer, avec Aïn-Sefra, Ouargla, etc., à maintenir tout le sud dans l'obéissance.

Au mois de novembre 1883, le général de Latour d'Auvergne, commandant la subdivision de Médéa, mort aujourd'hui, quittait Laghouat avec une colonne d'un millier d'hommes, suivie de tous les charpentiers, maçons, forgerons et carriers qu'on avait pu découvrir parmi les différents corps tenant garnison dans la province d'Alger.

La marche fut difficile. A peu de distance de Laghouat,

on entre dans le pays des *dayas*, qui s'étend depuis les limites de la province d'Oran jusqu'à celles de la province de Constantine. Une *daya* est une dépression peu sensible du sol dans laquelle se réunissent les eaux pluviales, entraînant à leur suite des débris de terre végétale qui finissent, avec le temps, par prendre assez d'épaisseur pour nourrir de grands arbres. Ces arbres sont généralement des *betoums* (pistachiers de l'Atlas), dont quelques-uns atteignent jusqu'à cinq mètres de circonférence. La zone des *dayas*, entre Laghouat et le M'zab, est suivie de la *chebka*, immense plateau de 100 kilomètres de large, où les eaux creusent d'innombrables petits ravins ne présentant aucune trace de terre végétale. Cette région de la *chebka* est d'une morne tristesse; pas un insecte, pas un oiseau, mais une complète solitude. On marche le cœur serré, sans avoir sous les yeux autre chose que des rochers d'une teinte livide, calcinés par un soleil implacable. Il faut qu'avant d'atteindre l'oasis de Berrian, établie le long des sinuosités de l'oued Soudan, la troupe fasse une étape extraordinairement pénible, sur un terrain âpre et raboteux, qui, en moins d'une heure, met en lambeaux les meilleures chaussures. Après Berrian, il faut encore cheminer quarante-cinq kilomètres dans la *chebka*, pour atteindre le groupe des cinq oasis principales de la confédération du M'zab. Ces cinq oasis, qui tiennent sur un espace de sept kilomètres, sont Ghardaïa, Beni-Isguen, El Ateuf, Melika et Bou-Noura, toutes sur l'oued M'zab, les trois premières sur la rive droite, les deux dernières sur la rive gauche. La petite oasis de Guerara, qui fait également partie de la confédération, est, comme celle de Berrian, très loin de l'oued M'zab.

Chebka, en arabe, veut dire filet. Ce nom provient sans doute de ce que le pays est tel, que si l'on s'engageait avec des chameaux ou des mulets dans les rares chemins qui longent l'oued M'zab, on ne pourrait plus se dérober, soit à droite ou à gauche.

Dans les villes du M'zab, les rues ne sont pas des fondrières, comme dans les villages kabyles, ou des cloaques, comme dans les ksours. Elles sont même généralement propres, et, par exception en pays arabe, dans certaines encoignures on trouve des cabinets d'aisance déceimment dissimulés. De plus, chose rare dans les ksours, on aperçoit des boutiques affectées au commerce des graines, des légumes ou des dattes.

Les Mozabites se font remarquer par la sévérité des mœurs. On ne rencontre guère dans les rues que des vieilles femmes ou de toutes petites filles, et encore sont-elles soigneusement enveloppées dans leurs haïks. Nous avons mentionné plus haut les kanouns ou lois que chaque ville du M'zab appliquait librement chez elle ; dans le kanoun de la ville de Ghardaïa, nous relevons que tout individu convaincu d'avoir adressé dans la rue la parole à une femme, était puni d'une amende de 62 fr. 50 et exilé pendant deux ans. La femme reconnue coupable d'adultère recevait la bastonnade de son père, ou de son frère, ou de son plus proche parent. Dans le kanoun d'El Ateuf, l'adultère était puni comme le vol, l'usage des boissons fermentées, de la viande de porc, ou de la chair humaine. Cette punition consistait dans la bastonnade limitée à cinq cents coups. C'était la peine de mort.

Tous les kanouns des villes du M'zab proscrivent sévèrement les boissons alcooliques. Le kanoun de Ghardaïa, notamment, punit l'homme convaincu d'avoir consommé des liqueurs fermentées, d'une amende de 65 fr. 90 et de la bastonnade jusqu'à quatre-vingts coups. L'usage du tabac est également interdit, aux étrangers ainsi qu'aux indigènes. Quelques kanouns défendent la musique, particulièrement dans les cérémonies religieuses ; le kanoun de Melika allait jusqu'à supprimer toute espèce de jeux.

Comme on le voit, les Mozabites méritèrent le surnom de puritains de l'Islam. Précédemment nous avons parlé du schisme mozabite, qu'on retrouve dans l'intérieur de

l'Arabie, chez les Wahabites. Les Wahabites et les Mozabites sont considérés par les Musulmans comme des hérétiques. On trouve des Mozabites non seulement dans le M'zab, mais encore à Ouargla et dans l'île tunisienne de Djerba.

On pense bien que ces farouches puritains ne reconnaissent pas chez eux ces familles maraboutiques auxquelles sont réservées, par privilège d'hérédité, les fonctions religieuses. Là, tout le monde peut aspirer à devenir imam ; il suffit pour cela de donner des preuves de piété et de savoir. L'imam qui ne travaille pas à s'instruire et ne soutient pas avec assez de zèle les intérêts de la religion est impitoyablement renvoyé parmi les laïques. Avant l'annexion, le principal imam, nommé le cheikh de la mosquée, réglait dans chaque ville, avec le concours du chapitre, les questions administratives et de police, répartissait l'impôt et prononçait souverainement, suivant le kanoun établi, sur les crimes et délits. Il avait le droit de prononcer la peine de la prison et même la peine de mort. Une des plus graves pénalités employées était l'excommunication (tebria), car l'excommunié ne pouvait pas se marier, et il était enjoint à tous de rompre avec lui.

Les sept villes du M'zab étaient donc autant de petites républiques théocratiques, gouvernées par un fanatisme aveugle et inquisitorial pesant sur tous les actes de la vie privée et de la vie publique.

Une fois dans le M'zab, le général de Latour d'Auvergne y installa aussitôt des chantiers. Pendant que les ouvriers travaillaient, il fit rentrer 80.000 francs d'amende, et décida que cette somme serait affectée à des travaux d'utilité dont profiterait le pays. Le 30 novembre, treize jours après son arrivée, il proclama solennellement l'annexion du M'zab à la France, et donna l'investiture aux nouveaux chefs indigènes. Ce même jour fut posée la première pierre du bordj, établi depuis à côté de Ghardaïa, sur une position dominante, de manière à menacer de son canon les trois villes

tout à fait rapprochées de Ghardaïa, Melika et Beni-Isguen. L'annexion se fit sans la moindre résistance ; les imams et tolba protestèrent seuls, mais en vain, car la masse du peuple mozabite était fatiguée de leur intolérable tyrannie.

Le bordj de Ghardaïa peut loger 13 officiers, 155 hommes et 55 chevaux. Il contient, outre le bureau arabe et les magasins de la garnison, tous les services auxiliaires, à l'exception du télégraphe qu'on a installé dans une des tours fortifiées de la ville. En temps ordinaire, le commandant du cercle du M'zab ne dispose que de quelques spahis, de quelques cavaliers à mehari et de quelques fantassins. Dès les premiers jours de l'occupation, le général de Latour d'Auvergne ouvrit une route carrossable allant de Laghouat à Ghardaïa ; cette route, fort belle, de cinq mètres de largeur, est terminée, et l'on s'occupe même de la prolonger jusqu'à Ouargla. La grosse difficulté à vaincre consistait à doter cette route de points d'eau. Mais en 1883, un atelier du 2^e bataillon d'Afrique trouva, dans un puits creusé à l'oued Settafa, assez d'eau pour que la commune indigène de Laghouat crût pouvoir créer sur ce point une vaste pépinière de douze hectares de superficie. On découvrit enfin, en plusieurs autres endroits, assez d'eau pour en faire tenir à chaque gîte d'étape. Désormais nos colonnes pourront sans peine atteindre le fond du désert, en passant par le M'zab.

Malgré l'établissement régulier de l'impôt, les Mozabites ne se plaignent pas d'avoir perdu leur indépendance ; aujourd'hui du moins ils ont paix et sécurité, et peuvent librement se livrer au commerce. On va entreprendre des reboisements pour leur procurer le bois qui manque à leur pays désolé, et des travaux de sondage établis le long de l'oued M'zab leur donneront l'eau qui fait défaut à leurs jardins.

Une des conséquences de l'annexion fut l'abolition de l'esclavage au M'zab. Il y avait dans le pays un peu plus de trois cents esclaves nègres et un millier d'affranchis qui,

presque tous, se consacraient à la culture et à l'arrosage des jardins. Quelques-uns de ces pauvres diables réclamèrent leur liberté ; mais le bureau arabe leur ayant déclaré qu'ils seraient obligés de chercher du travail pour vivre, ils retournèrent chez leurs anciens maîtres, où ils sont tout simplement des domestiques à gages. Nous avons déjà dit quelque part que l'esclavage est fort doux chez les peuples musulmans.

On compte au M'zab quelques centaines de juifs, presque tous établis à Ghardaïa. On ne leur a pas encore appliqué le décret Crémieux de 1870, qui naturalise en masse tous les juifs d'Algérie. Ceux du M'zab se consolent de n'être point électeurs, en songeant qu'ils ne doivent pas le service militaire.

XII

Après 1882, des flots d'encre furent répandus en pure perte, dans le but d'établir quel est le meilleur système à appliquer à l'Algérie, pour empêcher le retour des insurrections ; puis la France se rendormit sur l'oreiller trompeur de la sécurité.

Nos gouvernants pensent sans doute qu'il n'y a rien à faire qu'à attendre l'action du temps. Incontestablement, deux races jetées avec violence l'une contre l'autre ne peuvent se fusionner qu'à la condition d'être, au moins physiologiquement, voisines l'une de l'autre. De plus, la civilisation arabe est en retard de huit ou dix siècles sur la civilisation européenne. Il en résulte que pendant bien des années encore, les races européennes et indigènes réunies sur le sol algérien vont demeurer, les unes vis-à-vis des autres, séparées par leur génie national, leur mode d'existence, leurs instincts.

Fusion, fusion ! Voilà un grand mot qui aura été prononcé bien souvent. Mais c'est à peine si l'on peut espérer, dans

l'avenir, une fusion avec le type kabyle qui, somme toute, n'est pas extrêmement éloigné du type européen. Le kabyle, agriculteur, sédentaire, propriétaire, point fanatique, aime le travail, le progrès, et, même avant la conquête, il comprenait la défense du sol par l'établissement d'une confédération des tribus. Il est donc capable de s'élever jusqu'à l'idée supérieure de patrie, et certainement un contact habituel le rapprochera de nous, si nous savons éviter les froissements et soutenir ses intérêts.

Réussira-t-on de même avec l'arabe, que tout éloigne de nous? C'est possible, mais il faudra bien longtemps attendre. Comme nous l'avons dit dès l'introduction à ces Récits, le monde sémite est réfractaire à notre civilisation; l'immobilisme est son caractère dominant. L'arabe, irréconciliable, reste l'ennemi. Si les tribus du Tell tremblent aujourd'hui de s'insurger, parce que la confiscation de leurs terres serait la conséquence d'une prise d'armes, on aurait tort toutefois de confondre cette crainte salutaire avec de la tendresse pour nous. Quant aux tribus du sud, qui n'ont pas de confiscation de terres à redouter, il faudra toujours nous tenir en garde contre elles.

Dans ces dernières années, quelques faiseurs de systèmes ont proposé d'éloigner l'armée du littoral pour la reporter vers le sud. C'est là une mesure extrême difficilement réalisable. S'il ne s'agissait que de la personne des généraux commandant les divisions et les subdivisions, la chose serait aisée; mais pourrait-on envoyer dans le sud nos arsenaux, nos parcs, nos magasins, nos ateliers de construction, avec la même facilité qu'un colonel du génie ou un commandant d'artillerie?

Le problème militaire à résoudre est tout autre. Partons d'un grand principe; c'est qu'en temps de paix, l'Algérie, ainsi que son annexe la Tunisie, ne devrait être défendue que par ses troupes permanentes, et l'on ne détacherait aucune fraction de l'armée métropolitaine pour la mettre à la disposition du général commandant à Alger. En temps

de guerre, le 19^e corps ayant à paraître sur les champs de bataille de l'Europe comme une réserve d'élite, l'Algérie ne serait gardée que par les quatrièmes bataillons et les dépôts des régiments partis pour la France, par des corps étrangers ou disciplinaires, et par ses territoriaux.

On a toujours cru que les Turcs se maintenaient en Algérie avec une armée ne dépassant guère le chiffre de 15 ou 20.000 hommes; ils avaient, il est vrai, un appoint considérable dans les colonies de Koulougliis qui formaient garnison dans les principales villes. Cet appoint, nous l'avons également, puisque les habitants de nos grands centres sauraient, à l'occasion, sous l'uniforme du territorial, prendre un fusil et se battre *pro aris et focis*. Mais les Turcs possédaient une institution militaire que nous n'avons jamais voulu réorganiser : ils avaient le maghzen.

Les goums, dont nous avons souvent parlé, sont, en tant que troupe constituée, un déplorable moyen de répression. Sans doute, ils rendent quelques services à nos colonnes expéditionnaires, comme éclaireurs ou flanqueurs; mais il serait tout à fait déraisonnable de faire fond sur des gens qui partent en guerre à leurs frais, le plus souvent sans vivres et toujours sans solde, montés sur leurs propres chevaux, qu'on se garde bien de nourrir, et laissant derrière eux femmes et enfants, exposés à mourir de faim dans les hasards de la vie de tribu. Eh bien ! nous avons la singulière prétention de vouloir que ces goums s'exposent, sans rémunération ni récompense, à se faire tuer pour combattre des hommes auxquels, au fond de leur cœur, ils souhaitent tous les succès possibles, puisque ces hommes défendent la cause sacrée de l'islam. En vérité, une prétention pareille confine au grotesque. Défendons-nous notre patrie à nos frais ? N'exigeons donc pas que nos ennemis nous protègent gratis.

Il faut absolument que des maghzens soient organisés à la lisière du sud. On trouvera de bons cavaliers dans les tribus du Tell, et des cavaliers ne faisant pas partie des

ordres religieux. Le cavalier du maghzen devra être nourri par l'Etat, ainsi que son cheval, et recevoir une solde, avec des armes.

Question d'argent, nous dira-t-on. Préfère-t-on garder éternellement l'état militaire constitué par la loi du 13 mars 1875? N'arrivera-t-il pas un jour où, fatalement, il faudra le réduire, et désarmer dans une certaine mesure? Quelle que soit l'issue de la grande guerre annoncée et promise, nous en arriverons là. Vaincus, ce que nous ne croyons pas, nous serions obligés de licencier les trois quarts peut-être de notre armée; vainqueurs, nous imposerions le désarmement à nos ennemis et, de notre côté, nous pourrions procéder à des réductions d'effectif. Les troupes régulières d'Algérie devenant alors à peine suffisantes, il faudrait bien créer des milices indigènes dans le genre de celle des maghzens.

Que ceux que préoccupe l'avenir de l'Algérie réfléchissent sérieusement. Ils comprendront que d'indispensables mesures militaires doivent être prises pour assurer la sécurité de la deuxième France, autrement nous tremblerions pour l'Algérie quand éclaterait une guerre européenne; nous craindrions alors une réaction des peuplades sahariennes contre la marche progressive de la colonisation. Ces peuplades avides de butin sont excitées par l'attrayante peinture qu'on leur fait chaque jour des richesses agricoles du Tell. Car on aurait tort de ne pas admettre qu'il existe une corrélation étroite entre le Tell et le Sud. Un des caractères distinctifs des Arabes, c'est l'esprit d'imitation; ce peuple obéit, sans réflexion aucune, à l'impression du moment. Lorsqu'une tribu s'insurge, toutes celles de la même région se sentent disposées à l'imiter. Si donc, dans le cas d'une guerre européenne, des tribus sahariennes pénétraient dans le Tell par des passages forcément dégarnis, l'Algérie pourrait bien prendre feu de Souk-Ahras à Sebdou, et la Tunisie suivrait immédiatement son exemple. Evidemment le châtiment serait terrible; mais quand nous aurions séquestré deux ou

trois millions d'hectares et tué quelques milliers d'insurgés, cela serait-il une compensation suffisante à la ruine de nos établissements agricoles, et les têtes coupées de nos colons se remettraient-elles spontanément sur leurs épaules?

Ne songeons pas qu'aux mesures militaires à prendre; occupons-nous aussi de la politique à suivre en Algérie.

Nous n'entourons pas les sociétés religieuses d'une surveillance assez étroite; c'est à peine si nous les observons, oubliant trop que les Arabes nous font une guerre plutôt religieuse que patriotique. Et non seulement nous ne surveillons pas assez les khouans, mais nous ne savons pas opposer les sectes religieuses les unes aux autres, en tirant parti de leurs rivalités. Quand nous avions avec le Maroc des difficultés auxquelles le canon d'Isly et de Mogador mit fin, un de nos envoyés, s'entretenant avec l'un des hauts dignitaires de l'empire chérifien, lui parlait de la puissance de la France, de ses ressources en soldats, en chevaux, en canons. Le marocain l'écouta attentivement, puis lui répondit : « Vous réussiriez bien mieux chez les Arabes en vous servant des marabouts, qu'en manœuvrant vos innombrables canons. »

L'ordre des Tedjini, par exemple, en opposition avec celui des Ouled Sidi Cheikh, nous donna mille preuves de fidélité et d'amitié. Nous avons vu aussi qu'en haine d'Abdel-Kader, le cheik d'Aïn-Mahdi nous rendit d'importants services en empêchant les tribus du sud de se joindre aux contingents de l'émir, pour prendre part à la guerre sainte. Jamais les Tedjini ne bougèrent pendant la grande insurrection saharienne, qui débuta en 1864 et qu'on ne peut dire complètement terminée, puisque Bou-Amema, au fond du Maroc, n'attend que l'occasion de rentrer en scène.

Il faudrait que nos relations avec l'ordre des Tedjini fussent meilleures encore. Plus intimes aussi pourraient être nos rapports avec El Hadj Abd-es-Selam, grand chef de l'ordre de Mouley-Taïeb répandu dans le Maroc et la province d'Oran. C'est un personnage qu'on devrait couvrir

d'or, car il saurait tout à la fois maintenir l'ouest de l'Algérie, et préparer pacifiquement notre protectorat sur le Maroc. Si le gouvernement civil d'Algérie, dans l'hypothèse d'une guerre européenne, n'appelait pas à lui Abd-es-Selam pour l'installer à Tlemcen ou à Sidi bel Abbès, avec éclat et pompe, il commettrait une lourde faute. Employons aussi les Khnatza installés à Bou-Kaïs, et dépensons de l'argent pour subventionner cet ordre religieux très pauvre, que les Ouled Sidi Cheikh n'ont cessé de molester, et qui voudrait enfin se venger de leurs mauvais procédés. Bref, ne pas utiliser tous les ordres religieux qui nous offrent leur concours serait nous montrer aussi incapables qu'imprévoyants. .

En outre, les Ouled Sidi Cheikh, avec lesquels il ne faut pas songer à nous réconcilier, possèdent sur notre territoire un grand nombre de zaouïas et des propriétés immobilières fort considérables. Pourquoi ne pas confisquer tout cela ? Ils comptent aussi un grand nombre de mokaddems parmi nos tribus, et ces mokaddems y recueillent, comme nous l'avons vu, des ziaras et offrandes pour les chefs de l'ordre qui, de cette façon, ont toujours de l'argent, ce nerf de la guerre. Nous devrions mettre ordre aux agissements de ces adeptes, et leur défendre de circuler à travers nos populations indigènes. D'une manière générale, les Ouled Sidi Cheikh établis dans le Tell doivent être rendus responsables de la conduite de leurs coreligionnaires du sud, avec lesquels ils sont en relations continues.

Un jour viendra où nous reconnaitrons la nécessité de faire aboutir l'Algérie. Ce jour-là, en dépit de certaines déclamations soi-disant philanthropiques, nous prendrons une mesure que l'équité la plus scrupuleuse ne saurait contester : nous attribuerons à la colonisation les terres que l'arabe ne cultive pas, en même temps que nous reconnaitrons le droit de propriété de l'indigène sur ce que nous lui laisserons. Il n'est pas moins indispensable de revenir au cantonnement des tribus, qui fut pratiqué autrefois, et auquel on a renoncé en objectant, bien à tort,

qu'il présentait des dangers de révolte. On le fera, mais on attendra qu'une insurrection en fournisse le prétexte. Le *statu quo* est mortel pour nos colonies en général, et en particulier pour l'Algérie, dont il ne faut pas décourager la population européenne. L'arabe, lui, ne se trouble pas ; drapé dans son burnous, il attend le jour et l'heure où il jugera possible de nous chasser ; alors il se jettera furieusement sur nos colons et nos soldats.

A Dieu ne plaise que nous préconisions vis-à-vis de l'indigène l'emploi de procédés violents ! Il en est d'autres, plus lents et plus sûrs, pour détruire ou pour adoucir l'esprit sémite. Il faut créer des routes et des chemins de fer. Il faut enfin conquérir l'arabe par l'intelligence, en lui ouvrant partout des écoles. Il est vrai que le mahométisme oppose une résistance à peu près invincible aux progrès de la civilisation européenne ; cela nous excuse-t-il de ne pas entreprendre méthodiquement la conquête morale de ces populations ? Commençons tout au moins par leur enseigner la langue française.

Nous dépensons des sommes considérables dans les lycées et collèges de l'Algérie, dans les écoles primaires supérieures ou à la Faculté d'Alger, pour apprendre l'arabe à de jeunes Français. Mais nous n'avons jamais su trouver un centime pour enseigner notre langage aux indigènes. Si quelques milliers d'entre eux, alléchés par la prime de 50 francs attachée au certificat de langue française, suivent les écoles primaires des villes, nous ne songeons nullement à ceux qui sont répartis dans les tribus au nombre de trois millions. Nous entretenons dans les lycées d'Alger et de Constantine une soixantaine de fils de caïds ou d'aghas, qui reçoivent ou sont censés recevoir l'instruction secondaire, y compris le grec et le latin. Ces jeunes gens pourraient entrer dans nos administrations ; mais ils se rendent compte de leur infériorité, et préfèrent rentrer dans leur tribu, où ceux qui ont des parchemins et des certificats se gardent bien de les montrer ; ils imitent plutôt ces turcos

buveurs d'absinthe et mauvais sujets, qui, une fois libérés du service, se montrent plus fanatiques et plus intolérants que les marabouts, afin de n'être pas suspects.

Bien des systèmes ont déjà été proposés. Dans le *Gagne-Petit* du 29 avril 1886, M. Francisque Sarcey, traitant la question de l'instruction primaire dans l'*autre France*, disait que l'Algérie ne mériterait vraiment ce surnom que lorsqu'on y parlerait français d'un bout à l'autre du territoire. Il reconnaissait que l'enseignement primaire est assez bien organisé dans les centres de colonisation, et que l'instruction est abondamment distribuée aux enfants européens, musulmans et israélites. Mais, ajoutait-il avec raison, la population arabe n'habite pas seulement les villes ; pour celle des campagnes, on ne fait rien. Et M. Francisque Sarcey donnait des exemples. Nous citons textuellement :

« Dans la subdivision de Médéah, qui est l'une des plus importantes, à tous les points de vue, non seulement de la province d'Alger, mais même de l'Algérie tout entière, en dehors de deux écoles arabes-françaises, l'une à Djelfa, l'autre à Laghouat, il n'existe dans les tribus aucune école destinée, non pas même à apprendre à lire aux enfants indigènes, mais seulement à apprendre à parler notre langue.

« Les rapports trimestriels de ces deux écoles font connaître qu'au 25 juin, vingt enfants indigènes musulmans suivaient les cours de l'école de Djelfa, et dix-neuf ceux de l'école de Laghouat. En outre, quatre petites filles musulmanes suivaient les cours de l'école communale des filles de Laghouat ; soit en tout quarante-trois enfants fréquentant ces écoles.

« Or, le recensement quinquennal qui vient d'être effectué récemment donne comme population indigène de la subdivision de Médéah, au 1^{er} janvier 1882, un total de 132.493 âmes, dont 43.727 enfants, garçons et filles.

« Ainsi, sur 44.000 enfants (chiffre rond), 43 seulement apprennent à lire et à écrire en français : c'est une jolie proportion de un sur mille.

« Ce qui est vrai de la subdivision de Médéah l'est également des autres subdivisions du territoire de commandement, ainsi que des communes mixtes du territoire civil, qui, sous ce rapport, ne sont pas mieux partagées.

« Il est clair que ce n'est pas en créant dans quelques centres européens, à Alger, Constantine, Oran, Blidah et Médéah, des lycées et des collèges communaux dont les constructions et le personnel enseignant coûtent fort cher et dont les cours ne peuvent être suivis par des indigènes qui savent à peine quelques mots de français, que l'on arrivera à franciser l'Algérie. »

Ce que rapporte M. Francisque Sarcey était vrai en 1882. Depuis, on a fait quelque chose, et les partisans *quand même* du régime civil appliqué à n'importe quelle région de l'Algérie s'étonneront que ce quelque chose ait été fait en territoire militaire. Une école a été fondée, en 1884, dans la tribu nomade des Maamera, et elle suit cette tribu dans ses migrations ; une autre fonctionne à Aïn-Mahdi. Toutes deux sont aux frais de la commune indigène de Laghouat. A Messâad, dans le même cercle, le caïd a installé une classe dans une maison qui lui appartient. Les communes indigènes de Djelfa, Ouargla, Boghar et Ghardaïa sont bien partagées sous ce rapport.

De jeunes indigènes ayant obtenu le certificat d'études primaires, ou des sous-officiers de spahis sont chargés de l'éducation des enfants. Sans doute, ce n'est pas encore la perfection ; mais c'est un commencement. Il viendra bien un jour où, en présence des efforts accomplis par les communes indigènes, les Chambres voteront des crédits pour les aider à couvrir les frais qu'elles s'imposent. L'avenir de l'Algérie est là.

Evidemment, l'installation des écoles dans les tribus devra être des plus sommaires ; chez les nomades, elle se composera simplement d'une tente, et chez les tribus sédentaires ce serait un simple gourbi. Parlons maintenant du recrutement des maîtres.

M. Francisque Sarcey, dont les intentions sont assurément fort louables, convient que nous n'avons pas sous la main, en ce moment, assez d'instituteurs arabes, quoiqu'il ne faille pas se montrer bien exigeant, mais se contenter d'un peu de lecture, d'écriture et d'arithmétique. En attendant que nous puissions former un millier de ces instituteurs, voici ce qu'il propose :

« Nous avons en Algérie, dit-il, trois bataillons d'infanterie légère d'Afrique où sont envoyés, à leur sortie des établissements pénitentiaires, les militaires non condamnés à des peines infamantes et qui, à l'expiration de leur peine, ont encore à passer un certain temps sous les drapeaux.

« Il s'y trouve un certain nombre de jeunes gens qui ont reçu dans leur famille une bonne instruction primaire. C'est cette catégorie de déclassés que je propose d'utiliser d'abord, pour la vulgarisation de la langue française.

« Ils font un piètre service comme militaires, car ils ont prouvé qu'ils n'aimaient guère le régiment. C'est comme instituteurs qu'ils achèveraient leur temps, moyennant une rétribution qui serait naturellement assez faible. Quelques-uns sans doute prendraient goût au métier, demanderaient à rester et passeraient dans une classe supérieure et mieux payée. Ils pourraient se marier et, dans ce cas, si leur femme voulait se charger de réunir les petites filles de la tribu pour leur faire la classe, elle serait également rétribuée en raison des services rendus. »

M. Francisque Sarcey se figure qu'on pourrait transformer des soldats douteux en maîtres d'écoles utiles. Eh bien, M. Sarcey se trompe. S'il connaissait l'Algérie, il parlerait autrement. L'instituteur français sera toujours reçu avec défiance par les indigènes : ou bien on redoutera en lui le chrétien ; ou bien, s'il n'est pas religieux, on le méprisera et nul ne lui confiera ses enfants. Donc, des moniteurs arabes, tels que ceux qu'emploient les communes indigènes de Boghar, Djelfa, Laghouat, Ghardaïa et Ouargla, munis des principes les plus simples de la pédagogie, réus-

siront toujours mieux que des bacheliers fourvoyés dans les bataillons d'Afrique. D'autre part, en supposant que l'autorité militaire consentît à écrémer ces bataillons, ne trouverait-elle aucun danger à disséminer des zéphyrus jusque dans les tribus les plus éloignées de tout centre européen, et croit-on que ces malheureux pourraient adopter tout d'un coup la manière de vivre des indigènes?

Renonçons à faire grand pour faire vite et beaucoup.

Voici ce qu'écrivait, en 1883, le rédacteur de l'*Echo du Sahara*, journal de Batna :

« Aux chefs-lieux des communes mixtes, dans les postes forestiers ou douaniers, dans les brigades de gendarmerie placées en dehors des centres constitués et jusque dans le moindre hameau, la moindre ferme isolée, il est facile de trouver des Français qui consentent à donner quelques heures de leurs loisirs à l'instruction des indigènes.

.
« Que tout Français établi loin d'un centre européen — qu'il soit ou non agent de l'autorité — puisse ouvrir sa petite *classe* moyennant déclaration préalable, et avec la perspective assurée d'une indemnité proportionnée aux résultats dûment constatés... et bientôt l'on verra surgir en Algérie une légion d'instituteurs improvisés qui faciliteront singulièrement la solution de l'important problème de l'instruction, — nous voulons dire de la francisation du peuple arabe. »

A la bonne heure ! On ne peut pas dire que voilà une utopie ; la chose est pratiquement réalisable. Il n'y a plus qu'à trouver de l'argent. Que l'Etat commence par consacrer au système d'instruction préconisé par l'honorable publiciste de Batna, M. Beun, les 66.000 francs qu'il affecte aux bourses des bacheliers arabes ; puis, s'il refuse d'y ajouter d'autres subventions, qu'il laisse faire les conseils généraux des trois départements de l'Algérie. Ces conseils, exclusivement français ou peu s'en faut, accorderont volontiers quelques secours à des entreprises particulièrement

utiles aux indigènes, quand ces entreprises auront pour résultat de rattacher les Arabes à la France, c'est-à-dire d'avancer l'époque de francisation, ce qui mettrait fin aux révoltes. Avec un demi-million pour toute l'Algérie, on aura chaque année trois ou quatre cents moniteurs indigènes, on bâtera une trentaine d'écoles sur des plans extrêmement simples, et on apprendra le français à vingt mille petits arabes. Si dans quelques années nous étions parvenus à élever ainsi un million d'enfants, à la fin du siècle l'Algérie serait francisée, du moins en grande partie.

Nous devons aux indigènes de l'Algérie un bon gouvernement, nous devons nous montrer attentifs à tous leurs besoins et chercher sincèrement les moyens d'y pourvoir.

Aucun peuple ne se console facilement de la perte de sa nationalité. Longtemps encore les Arabes croiront que le Mouley-Sâa, le Messie qui doit chasser les Français de l'Algérie, est sur le point d'arriver ; longtemps encore ils protesteront et conserveront au fond de leur cœur la haine du vaincu pour le vainqueur. Il faut donc que le vainqueur persuade peu à peu au vaincu que c'est dans leur intérêt commun, un intérêt supérieur, qu'il doit se laisser guider. Qu'il lui donne l'instruction, et, s'il ne l'accepte pas, qu'il la lui impose.

Gardons-nous bien d'une mansuétude aussi ridicule qu'impolitique. Gardons-nous surtout de certaines théories qui, maladroitement appliquées, peuvent compromettre l'œuvre à laquelle la France est attachée depuis un demi-siècle. Restons forts ; nous ne tarderions pas à payer chèrement notre faiblesse, et rappelons-nous que lorsque la douceur et la persuasion ne suffisent plus, l'énergie devient nécessaire.

Il faudrait enfin, répétons-le une dernière fois, attirer en Algérie une nombreuse immigration européenne. Ce ne sont pas les colons qui devraient être noyés dans les flots de la population indigène, c'est la population indigène qui devrait être noyée dans le flot des colons. L'Algérie colo-

nisée ! Quel immense surcroît de forces pour la France ! Le gouvernement général vient d'adopter le meilleur mode de distribution des terres aux Européens : la vente avec droits absolus de propriété dès la signature du contrat. C'est beaucoup, mais ce n'est pas assez : il importe que la terre française ne redevienne jamais arabe, et que de misérables spéculateurs ne puissent pas acheter des terres expropriées pour les revendre avec bénéfice aux indigènes, comme cela s'est produit en 1871. Persuadons aux Algériens que nul plus qu'eux n'est intéressé à toutes les questions d'immigration et de colonisation. Ils ont toujours trop compté sur l'Etat, tandis que ce serait à eux d'envoyer des agents en Europe pour recruter des colons, et accueillir l'immigrant pauvre de façon à soustraire son maigre pécule à l'avidité des spéculateurs. Toutes ces choses sont faisables ; au port de débarquement, les conseils généraux des départements algériens pourraient installer des établissements destinés à recevoir les familles des émigrants.

Les Algériens ont raison de vouloir faire connaître à tout prix leur beau pays. Trop d'idées fausses sont répandues en France sur l'Algérie, et il y a beaucoup à faire pour détruire de sots préjugés. On a toujours parlé de ce pays comme d'une contrée désolée, inhabitée, malsaine ; rien n'est plus faux, et les alpinistes qui ont visité l'Algérie, au printemps de 1886, ont le devoir d'éclairer la presse métropolitaine. Ce devoir, nous qui avons passé en Algérie les vingt plus belles années de notre existence, puissions-nous, de notre côté, l'avoir rempli, en apportant notre pierre à l'édifice que la civilisation française, par une inspiration grandiose, essaye d'élever en face des côtes de la Provence, sur l'autre bord de la Méditerranée !

TUNISIE

L'an 1259 avant Jésus-Christ, une colonie de Sidoniens vint fonder la ville de Cambé, qui ne tarda pas à devenir la citadelle de Tunes, mot qui, en phénicien, signifie habitation. Tunes est le Tunesium des Romains, le Tounes des Arabes, le Tunis d'aujourd'hui.

La poésie antique changea le nom de l'épouse de Sichée ou Sicharbaal, frère de Pygmalion, roi de Tyr. En réalité cette princesse s'appelait, non pas Didon, mais Elissa. Echappée de Tyr après le meurtre de Sichée par son frère, elle vint, avec ses richesses, se réfugier à Cambé ou Tunes, et fonda, en 883, la citadelle de Bosra, dont les Grecs ont fait Byrsa, ce qui veut dire en grec *peau apprêtée*. Or, la légende prétend que Didon ayant obtenu des naturels du pays, pour l'emplacement de sa citadelle, la cession d'un terrain équivalant à la grandeur d'une peau de bœuf, l'adroite princesse aurait fait alors découper le cuir en lanières fort étroites, au moyen desquelles elle parvint à entourer une assez vaste étendue de terrain. De pareilles légendes tombent devant la philologie ; en effet, Byrsa ou Bursa est le nom primitivement donné par les Grecs à Carthage, à cause de l'important commerce de pelleterie qui s'y faisait.

Virgile a fait de bien beaux vers sur les amours de Didon et du Troyen Enée. Malheureusement, Didon ou Elissa vint fonder Byrsa en 883, et la prise de Troie date de 1270. L'anachronisme est violent ; mais souvent la poésie n'y regarde pas de si près.

Cambé, Tunes et Byrsa formèrent un seul tout, sous le nom de Carthage. Le savant M. Clarin de la Rive, dans son *Histoire générale de la Tunisie*, donne l'étymologie de ce nom ; il vient du phénicien *Kartha hadath*, qui signifie *Ville neuve*

La Tunisie appartient successivement aux Carthaginois, aux Romains, aux Vandales, aux Grecs, aux califes arabes et aux Turcs.

Bien des siècles avant l'ère chrétienne, le gouvernement carthaginois donna au monde un exemple de monarchie constitutionnelle aux mains d'un roi héréditaire, qui ne pouvait régner que d'après les conseils d'un corps de trois cents vieillards ou anciens. Décidément, il n'y a rien de nouveau sous le soleil ! Plus tard ce gouvernement fut modifié ; trois autorités, la magistrature suprême, le Sénat, le tribunal des Cent, se balancèrent l'une l'autre. La magistrature suprême était représentée par deux suffètes, aux pouvoirs annuels. Par-dessus ces trois pouvoirs était le peuple, qui finit par s'arroger toute l'autorité. Bien avant nous, Carthage vit donc l'avènement de la démocratie ; et cette démocratie ne réussit pas précisément à faire triompher Carthage de Rome, de même qu'il est à croire que la démocratie française ne nous fera pas entrer à Berlin.

Carthage s'empara successivement des îles de la Méditerranée et de l'Espagne ; puis survinrent les trois guerres puniques. Carthage tomba enfin sous les coups de Scipion, en 146 avant Jésus-Christ ; cette ville, si florissante durant sept siècles, périt parce que l'égoïsme, l'avarice, la cruauté, la perfidie y étaient arrivés à leur comble. Le sac de Carthage, par Scipion-Emilien, dépassa en horreurs tout ce que peut concevoir l'imagination la plus vive. La couche épaisse de cendres, dit M. Tissot, de pierres noircies, de bois carbonisés, de fragments de métaux tordus ou fondus par le feu, d'ossements à demi calcinés qu'on retrouve encore, à cinq ou six mètres de profondeur sous les

décombres de la Carthage romaine, témoigne assez de ce que fut cette lamentable destruction.

Les provinces carthaginoises formèrent alors une province romaine comprenant la Zeugitane ou territoire de Carthage, et la Byzacène, plus au sud. Après la bataille de Thapsus, perdue par Juba, nommé roi de Numidie par Pompée, Jules-César, vainqueur, réunit la Numidie à la province romaine (45 avant Jésus-Christ). Plus tard, l'an 39 après Jésus-Christ, Caligula fit massacrer Ptolémée, roi de Mauritanie, et son royaume servit à former une nouvelle province romaine divisée en Mauritanie césarienne, et en Mauritanie tingitane, avec Julia Cæsarea (Cherchell) et Tingis (Tanger) pour capitales.

Pendant un laps de temps considérable, l'histoire de la Tunisie n'offrit rien de particulier. Relevée par Jules César, colonisée par Auguste sous le nom de *Colonia Julia Carthago*, Carthage redevint une cité florissante. Dioclétien l'embellit de monuments magnifiques. Un préfet du prétoire, Alexandre, s'y fit proclamer empereur ; mais, après trois ans de règne, il fut renversé par Maxime, fils de Maximien (308), et Carthage fut détruite en partie. Rebâtie par Constantin, elle redevint plus florissante que jamais ; si florissante même, qu'après la prise de Rome par Alaric (410), les riches Romains vinrent y retrouver les plaisirs de la capitale de l'ancien monde.

Pourtant ni Jules César, ni Auguste, ni Dioclétien, ni Constantin, n'avaient permis aux Carthaginois de reconstruire les murs de leur cité. Cette permission leur fut accordée (424) par Théodose, à la veille de l'invasion des Vandales.

Ceux-ci démantelèrent toutes les villes d'Afrique, à l'exception de Carthage, dont Genséric, qui s'en était rendu maître en 429, fit sa capitale.

La domination des Vandales en Afrique dura 105 ans. Prise par Bélisaire, en 533, Carthage redevint métropole romaine.

C'est vers 643 que les Arabes se présentèrent en Tunisie. Le fameux Okba fonda Kairouan en 663 ; c'est là que ses successeurs s'établirent. L'un d'eux, Hassan ben Nouma, s'empara de Carthage et de Tunis ; les Arabes épargnèrent Tunis et saccagèrent Carthage, qui ne se releva plus de ses ruines. Tunis, gagnant tout ce que perdait Carthage, fut gouvernée par des émirs nommés par les gouverneurs de Kairouan. L'un d'eux, Ibrahim ben Aglab, se rendit indépendant des califes abassides, et fonda la dynastie des Aglabites.

Laissons de côté les dynasties des Fatimites, des Almohades, de Hafsides, sous lesquelles l'empire de Tunis devint florissant et s'étendit jusqu'au Maroc ; le dernier des Hafsides, Mouley-Hassan, s'empressa, en montant sur le trône, de faire étrangler ses frères. Le plus jeune, Reschid, s'échappa et alla se réfugier auprès de Barberousse, à Alger. Celui-ci lui conseilla d'aller à Constantinople « pour informer le Grand-Seigneur de son affaire. » Mais le Grand-Seigneur fit aussitôt jeter Reschid en prison, et ordonna à Barberousse de s'emparer de Tunis. Le pirate s'empressa d'obéir, et chassa Mouley-Hassan.

Celui-ci réclama l'intervention de Charles-Quint, lui promettant d'installer à demeure et de payer une garnison de 1.200 Espagnols au fort de la Goulette. Charles-Quint prit Tunis et la rendit au roi dépossédé ; mais après lui, en 1570, le fils de Mouley-Hassan, qui avait fait crever les yeux à son père pour prendre sa place, fut chassé de Tunis par Ali-Kilidj, pacha d'Alger. Revenus pour quelque temps à Tunis, les Espagnols en furent définitivement chassés par Sinam-Pacha, qui y établit le gouvernement turc. Tunis fut un moment gouvernée par un pacha-bey reconnaissant la suzeraineté de la Porte, et élu par les principaux officiers des janissaires ; mais ceux-ci tuèrent les pachas-beys qu'on leur envoya de Constantinople, pour nommer plusieurs deys révocables par eux. Après une série de massacres de beys ou de deys, l'armée appela au trône, en 1705, un

certain Hussein ben Ali, fondateur de la dynastie qui règne actuellement à Tunis, sous l'œil paternel de nos résidents. Ce premier souverain finit mal. Au bout de vingt-neuf ans de règne, il fut décapité par un nommé Ali ben Mohamed. Ses fils le vengèrent en étranglant l'usurpateur.

Quand nous aurons dit qu'une demi-douzaine de beys moururent de mort violente dans le XVIII^e siècle, nous aurons retracé toute l'histoire de la régence pendant ce temps. Le bey Achmed ben Mustapha, qui monta sur le trône en 1837, se montra fort ami du progrès ; il autorisa la création d'un collège européen à Tunis, affranchit les esclaves et émancipa les Juifs, après quoi il visita la France. Tout cela ne convint pas à la Porte, qui voyait le bey de Tunis lui échapper ; aussi envoya-t-elle des troupes devant la capitale de la Tunisie pour y rétablir la domination turque. Les amiraux français Lalande et Gallois empêchèrent alors les Turcs de débarquer, et le sultan dut se contenter du droit platonique de donner l'investiture à tous les nouveaux beys, avec le titre de pacha à trois queues.

Mohamed es Sadok, celui qui vit arriver les troupes françaises sous la troisième République, monta sur le trône en 1859. Son prédécesseur avait promulgué une constitution ; il en octroya une autre qui n'eut que deux ans de durée. Ces princes orientaux ont parfois d'étranges fantaisies. Mohamed es Sadok aurait peut-être mieux fait de surveiller l'application de la peine de mort dans la Régence, car on ne mourait pas en Tunisie de façon égale. Ainsi les Turcs et les Coulouglis étaient étranglés dans une salle de la citadelle ; les Maures avaient la tête tranchée en public ; les soldats kabyles étaient pendus, et les autres fusillés. Quant aux femmes, on les jetait tout simplement dans le lac El Bahira, avec une pierre au cou. Les voleurs étaient envoyés aux galères.

Quelquefois le bey, par manière de distraction, ordonnait pour les condamnés à mort la bastonnade jusqu'à cessation du mouvement ; parfois encore il leur faisait couper le bras

ou le poignet, ou parcourir les rues de Tunis assis à rebours sur un âne.

Mohamed es Sadok nous fit assez bonne figure jusqu'en 1870 ; mais après nos revers, il laissa son premier ministre Khéreddin ou Kaïr-Eddin, gendre et successeur du vieux Mustapha Khaznadar, qui noya l'insurrection de 1864 dans des flots de sang, soustraire la Tunisie à l'influence française pour la ramener sous la suzeraineté de la Porte. Le bey, de par un firman du 17 octobre 1871, devenait grand vizir, et la Tunisie n'était plus qu'une dépendance de l'empire ottoman. La situation du pachalick de Tunisie fut réglée ainsi : le bey recevait l'investiture de Constantinople ; il ne pouvait faire la guerre ni la paix sans l'agrément du sultan, et, en cas de guerre, il mettait ses troupes à la disposition de la Turquie. Seulement, il eût fallu avoir des troupes. En 1877, l'armée tunisienne, au moment de la guerre russo-turque, était réduite à un si piteux état, que le sultan dut se contenter de l'envoi d'un millier de mulets.

La France ne voulut jamais reconnaître ce traité, et le bey lui-même ne s'y conforma pas.

La Tunisie, a-t-on dit, est la continuation, le complément naturel de l'Algérie ; elle doit y être rattachée, et c'est seulement alors que la mission providentielle de la France en Afrique sera accomplie.

Tel n'est pas notre avis. Nous pensons que chaque nation méditerranéenne a sa tâche civilisatrice vis-à-vis d'elle sur le continent africain. L'Italie a toujours regardé la Tunisie comme son patrimoine, de même que l'Espagne a toujours dit qu'elle hériterait de l'empire chérifien au Maroc.

Fatalement, dans un avenir plus ou moins rapproché du jour où le drapeau français fut arboré sur la kasbah d'Alger, la France en Tunisie devait se trouver en présence de l'Italie. Les Italiens, a-t-on répété, furent provocateurs à Tunis, et leur consul Maccio fit tout pour lasser notre patience. Laissons de côté les procédés du consul Maccio,

instrument conscient ou inconscient du chancelier d'Allemagne, dont la politique consiste à empêcher un accord de s'établir entre les nations latines. Il était facile aux gouvernements de Paris et de Rome de s'entendre : aux Italiens la plaine, aux Français la montagne. Il est incontestable que, pour compléter notre colonie, une simple rectification de frontières suffisait ; nous n'avions qu'à rattacher à la province de Constantine le pays des Kroumirs, qui faisait saillie dans le territoire du cercle des Souk-Ahras, plus le pays du Kef, et celui de Gafsa, avec une portion du Djérid ou Sah'ra tunisien.

Le serpent des bords de la Sprée nous présenta la Tunisie comme une compensation de l'Alsace, et nos gouvernants crurent trouver là une sorte de réhabilitation militaire.

Nous admirons, en vérité, avec quel art notre diplomatie a exploité les incidents relatifs à la compagnie de Bône-Guelma, en opposition avec la compagnie italienne Rubattino, ou ceux relatifs au domaine de l'Enfida, vendu par Khéreddine à la Société marseillaise, ou encore les incursions des Kroumirs. De tout temps, des chamailleries ont existé entre tribus, tant sur notre frontière tunisienne que sur notre frontière marocaine. Dans une circulaire adressée aux agents diplomatiques de la République française sur les affaires de Tunis, M. Barthélemy Saint-Hilaire, ministre des affaires étrangères, parla du pillage du vapeur *l'Auvergne*, de la Société française des Transports maritimes à vapeur, allant de Cette à Bône, et échoué près de Tabarca. Ce pillage, du 24 janvier 1878, arrivait au moment psychologique. A la fin de cette année, M. Waddington, de retour de Berlin, rapportait pour la France l'autorisation de s'emparer de Tunis. Toute la presse s'extasiait sur le désintéressement dont le gouvernement français venait de faire preuve, lorsque ce même gouvernement prit la résolution d'envoyer une armée à Tunis.

Mais cette expédition, il fallait la préparer. Pendant deux ans, les journaux officiels parlèrent de l'impuissance du

bey à empêcher les déprédations des tribus tunisiennes de la frontière, et M. Barthélemy Saint-Hilaire, dans sa circulaire du 26 juin 1881, put dire que « les réparations, quand nous en obtenions, étaient hors de toute proportion avec les dommages ; sans parler des atteintes constamment infligées à notre légitime prestige par l'impunité des coupables, qui, parfois même, profitaient de la connivence des autorités locales. »

Toutes ces raisons durent faire sourire M. de Bismarck. Dans tous les cas, il se frotta joyeusement les mains en voyant la France sortir du recueillement qu'elle avait le devoir de s'imposer après 1870, pour gaspiller des ressources qui auraient dû n'être consacrées qu'à la réorganisation de son armée ou à l'achèvement de la colonisation en Algérie, et se priver de l'alliance italienne, la seule qui fût possible en 1881.

Une escarmouche qui eut lieu le 31 mars entre des tribus tunisiennes et deux compagnies échelonnées sur la frontière permit à M. Barthélemy Saint-Hilaire de s'écrier : « L'attaque inopinée des Kroumirs vient de décider la France encore hésitante, en ne lui permettant plus de tarder à venger le sang de ses soldats. »

Dans cette escarmouche, nos troupes avaient eu quatre morts et six blessés. M. Roustan, notre représentant à Tunis, fut chargé d'annoncer au bey l'entrée prochaine de nos troupes sur les terres de la Régence. Dans la note remise par lui, il était dit que nos soldats marcheraient en alliés et en auxiliaires du pouvoir souverain du bey, et que la France espérait rencontrer dans les soldats tunisiens des alliés et des auxiliaires pour châtier définitivement les auteurs de tant de méfaits, ennemis communs de l'autorité du bey et de la nôtre.

Mohamed es Sadok protesta au nom des droits de l'empire ottoman et déclara que la France devait assumer la responsabilité de tout ce qui arriverait.

Le corps expéditionnaire, réuni sous les ordres du général

Forgemol, commandant la province de Constantine, se composait de 25.000 hommes. La colonne de gauche, sous les ordres du général Delebecque, comprit les trois brigades Vincendon, Galland et Ritter. Celle de droite, sous les ordres du général Logerot, commandant la subdivision de Batna, était destinée à opérer un mouvement tournant par le Kef ; une colonne intermédiaire fut confiée au général de Brem ; enfin un détachement de cavalerie, sous les ordres du colonel Gaume, commandant le 3^e chasseurs d'Afrique, se dirigea dans la vallée de la Medjerda, pour empêcher les Kroumirs de recevoir du secours des tribus de la plaine.

Le général Farre, ministre de la guerre, envoya de France des régiments à deux bataillons. La presse militaire, et, après elle, la presse politique, se récria violemment, car c'était compromettre la mobilisation. Les opérations dans le pays des Kroumirs étaient à peine terminées, que le général Farre fit rentrer un bataillon par régiment de ligne, et prescrivit la formation de régiments de marche par la juxtaposition de trois bataillons empruntés à trois régiments différents. L'expédient était déplorable ; mais il faut convenir qu'il n'y avait guère possibilité d'agir autrement, la France se décidant, en 1881, à faire des conquêtes coloniales avant d'avoir une armée *ad hoc*.

Les colonnes Delebecque, Brem, Logerot et Gaume n'étant pas jugées suffisantes, on envoya à Tabarca une petite colonne expéditionnaire de trois bataillons.

Pendant que le général Logerot arrivait par le sud, le général Delebecque ébranlait ses trois brigades. Le mouvement se dessina le 26 avril. On a fait beaucoup de plaisanteries sur le peu de résistance des Kroumirs ; le fait est que les colonnes françaises avaient une supériorité numérique écrasante, tandis que les Kroumirs ne pouvaient réunir que dix mille fusils. En lançant contre eux vingt-cinq mille hommes, c'était le moyen d'en finir du premier coup. Il est évident que si nous avions persévéré dans les vieux errements des guerres d'Afrique, pendant lesquelles la plus

grosse colonne que nous ayons jamais constituée fut celle de la grande Kabylie, en 1857, forte de vingt-cinq à trente mille hommes, et destinée à trouver en face d'elle quarante mille hommes; si nous n'avions pas fait venir de France de nombreux bataillons; si, en d'autres termes, nous avions confié l'expédition des Kroumirs à l'Afrique seule, qui eût pu fournir une colonne de douze à quinze mille hommes au plus, cette colonne aurait eu à soutenir de rudes et longs combats. Le premier jour, la brigade Vincendon eut deux hommes tués et sept blessés; le deuxième jour, huit tués et sept blessés. Que pouvaient faire les Kroumirs? Pendant que la brigade Vincendon les attaquait de front, ils étaient attaqués de flanc par la brigade Galland, qui, elle aussi, compta des morts et des blessés. En outre, les colonnes Ritter, Logerot et Brem se montrant sur leurs derrières, les Kroumirs ne purent résister.

Dans la colonne Logerot, le colonel Hervé, du 1^{er} zouaves, aujourd'hui général, livra à El Béchir un brillant combat à la suite duquel on accusa le général Logerot de tout incendier sur son passage, de tuer des femmes et des enfants. L'honorable général n'eut pas de peine à se justifier de cette calomnie, lancée par des Italiens qui étaient au camp d'Ali-bey, frère du bey, et bey actuel de Tunisie.

Trouvant que ce n'était pas assez de sept colonnes pour cerner le pays des Kroumirs, on en forma une huitième sous les ordres du général Maurand, et on l'envoya débarquer à Bizerte. La colonne Maurand coopéra à l'attaque générale, et vint occuper Mateur et Djedéida.

En même temps que la colonne Maurand, débarquait à Bizerte une colonne de sept bataillons, trois escadrons et cinq batteries, sous les ordres du général Bréart. Celui-ci allait marcher sur Tunis. Arrivé le 12 mai à la Manouba, il fit aussitôt prévenir M. Roustan qu'il se tenait à sa disposition. Ce diplomate venait de recevoir une protestation du bey contre la présence des troupes françaises si près de sa résidence. Ce pauvre bey ne savait plus où donner de

la tête. Il envoya chercher les agents italiens, et une scène très vive se passa alors au palais du Bardo. Le bey reprocha amèrement à ces agents d'avoir voulu faire de lui l'instrument de la politique italienne contre la France.

« Puisque vous, Italiens, leur dit-il, vous ne vous sentiez pas capables de me soutenir, pourquoi m'avez-vous mis en conflit avec la France? Qui perd aujourd'hui, c'est moi, et je perds pour avoir voulu vous favoriser ! »

La ville de Tunis, saisie d'une véritable panique, faillit être prise par deux hussards du 1^{er} régiment. Ces deux cavaliers, envoyés en estafette du Fondouck à Djedéida, et ayant fait fausse route, se présentèrent devant une des portes de Tunis, dont les gardiens les regardèrent avec consternation. Reconnaisant leur erreur, l'un d'eux proposa de rebrousser chemin. L'autre, voyant le visage bouleversé des gardiens, répondit :

« — Bah ! puisque nous y sommes, entrons à Tunis. »

Cependant, comme les deux hussards n'avaient pas d'ordre, ils se retirèrent.

M. Roustan fit demander au bey à quel moment il serait disposé à le recevoir avec le général Bréart. Le bey désigna quatre heures. Laissant M. Roustan prendre les devants pour préparer le bey, le général arriva au palais de Kasar-Saïd avec deux escadrons de hussards. Il trouva Mohamed es Sadok avec Mustapha, son ministre et favori ; le bey était en pantalon gris perle, redingote noire et fez. Après un échange de politesses, le général Bréart annonça qu'il venait remplir la mission que lui avait donnée le gouvernement de la République, dans le but de rétablir de bonnes relations entre ces deux pays, et d'éviter tout conflit ultérieur. Puis il lut la dépêche qui lui donnait les pouvoirs nécessaires pour conclure un traité. Dans cette dépêche, il était dit que le gouvernement de la République française désirait terminer les difficultés pendantes par un arrangement amiable sauvegardant pleinement la dignité du bey.

L'infortuné ! On en faisait tout bonnement un préfet français.

Le général Bréart fit connaître au bey le traité en dix articles qu'il venait lui imposer le couteau sur la gorge. Mohamed es Sadok demanda le temps de réfléchir et de consulter ses ministres. Le général répondit que le gouvernement de la République avait besoin d'une réponse immédiate ; il accorda toutefois un délai de deux heures. C'était bien dur. Le bey répliqua que le délai était trop court ; le général insista pour avoir une réponse le jour même. M. Roustan fit remarquer que depuis longtemps les articles du traité avaient été soumis à la sanction du bey, et que, du reste, rien n'était plus aisé que de réunir le conseil à l'instant même. Le général Bréart ajouta durement qu'il ne se prêterait à aucun atermoiement. En fin de compte, le délai fut augmenté de deux heures.

Mais une heure seulement après l'entrevue, le bey fit dire au général Bréart qu'il était prêt à signer. Le général remonta auprès du pseudo-souverain de Tunisie, et l'instrument diplomatique reçut les signatures de Mohamed es Sadok, de son premier ministre Mustapha, du général Bréart et de M. Roustan. Mustapha fit contre fortune bon cœur, se montra fort expansif dans la seconde entrevue, et échangea des poignées de main avec tous les officiers français. Il se borna à demander au général Bréart de ne pas faire entrer, pour le moment, ses troupes à Tunis, où régnait une vive agitation ; le général le promit, et reçut incontinent le grand cordon du Nicham Iftikar.

Le bey se consola en expédiant une dépêche à Constantinople. « Un général français, télégraphiait-il au grand-vizir Saïd-Pacha, est venu dans mon palais avec une escorte de cavalerie, a soumis à ma signature un traité de protectorat, et m'a déclaré qu'il ne quitterait le palais qu'avec une réponse, pour laquelle il m'accordait quatre heures. Me voyant sous la pression de la force, par suite de la présence d'une armée près de ma résidence, j'ai dû, pour mon

honneur et en vue d'éviter une effusion de sang, signer le traité, sans l'examiner ni le discuter, tout en déclarant que je signais contraint par la force. »

Le *Raïd*, journal officiel tunisien, annonça qu'une entrevue *amicale* avait eu lieu entre le bey et le consul général du magnanime gouvernement français. Cette entrevue, disait le *Raïd*, avait pour but de prouver les rapports d'amitié existants entre les deux nations.

Si un journal officiel ne faisait pas un peu de platitude, il n'aurait aucune raison d'être.

Trois jours après la signature du traité, le général Bréart alla relever à Djedéïda la brigade Maurand, qui s'enfonça dans le pays des Kroumirs. Ecrasés, ceux-ci demandèrent l'aman le 1^{er} juin.

La plupart des troupes françaises furent rapatriées dans le courant de juin. Le 25 de ce mois, il ne restait en Tunisie que 6 ou 7.000 hommes. Mais au commencement de juillet, on apprit qu'une grande effervescence régnait parmi les populations de la régence. Le 3 juillet, le capitaine Mattéi, chef d'état-major du général Maurand établi à la Manouba, fut assassiné par un maltais, qui échappa à toutes les recherches. Les marabouts de Kaïrouan prêchèrent alors la guerre sainte, et des troubles éclatèrent à Sfax et à Gabès ; à Sfax, notamment, plusieurs étrangers furent blessés dans la rue, et la population européenne dut se réfugier sur la canonnière *le Chacal*.

La France envoya aussitôt le général Logerot prendre le commandement des deux brigades laissées en Tunisie, et fit partir de Toulon pour Sfax l'escadre cuirassée, escortant plusieurs transports chargés de six bataillons aux ordres du général Jamais. Cette escadre se présenta devant Sfax, le 13 juillet, et ouvrit le bombardement le lendemain. On ne put pratiquer une brèche, mais les compagnies de débarquement firent sauter les portes à coups de canon ; après un assez rude combat, un bataillon de marins commandé par le capitaine Miot, aujourd'hui contre-amiral, soutenu

par le bataillon Ferré, du 93^e de ligne, arbora le drapeau français sur la kasbah de Sfax. Nous eûmes 12 tués et 50 blessés.

Gabès fut prise sans résistance, et l'amiral Conrad crut devoir faire occuper l'île de Djerba.

C'est alors que les quatrièmes bataillons constitués en régiments de marche firent leur apparition en Tunisie. Un de ces régiments, commandé par le lieutenant-colonel Corréard, ne put arriver à Hammamet par la voie de terre; il fallut envoyer un petit corps de débarquement dans cette ville maritime. On fit occuper Sousse par trois bataillons, aux ordres du lieutenant-colonel Moulin.

Toutes ces petites opérations étaient le prélude d'une autre, bien plus importante. Le général Saussier, envoyé en Tunisie avec une double mission, fit occuper Tunis par le général Logerot, et marcha sur Kaïrouan par le nord, pendant que le général Etienne, débarqué à Sousse, s'y rendait par l'est, et le général Forgemol, avec les troupes de la division de Constantine, par l'ouest. La colonne Etienne arriva la première devant la ville sainte, où l'on supposait que le fanatisme musulman allait tenter un suprême effort. Mais dès que les hussards du 6^e régiment frappèrent à la porte de la ville, qui avait arboré le drapeau blanc, cette porte s'ouvrit, et le gouverneur tunisien vint remettre les clefs de la place au général Etienne.

Le général Saussier poussa jusqu'à Gafsa, pour y installer une garnison.

Aujourd'hui la Tunisie est parfaitement calme; les Arabes tunisiens sont plus doux et plus faciles à conduire que les Algériens. A la suite des événements du sud tunisien, plus de soixante mille dissidents s'étaient réfugiés en Tripolitaine, sous les ordres d'Ali ben Khalifa, le défenseur de Sfax; mais Ali ben Khalifa mourut, et le gouvernement turc, qui soutenait ces dissidents pour s'en servir en cas d'une insurrection générale qu'il rêvait de fomenter en Tunisie, cessa de les secourir. Ces pauvres gens se découragèrent,

et finirent par écouter notre habile consul de Tripoli, M. Féraud; ils acceptèrent l'aman que leur offrit le général tunisien Allegro, et rentrèrent peu à peu sur le territoire de la régence.

En septembre 1881, nous avions en Tunisie 46 quatrièmes bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs à pied, et l'équivalent de 6 régiments de cavalerie. Toutes ces troupes furent retirées successivement. On vient même d'enlever de Tunisie les derniers bataillons de ligne, et le corps d'occupation est réduit à une simple brigade formée du 4^e zouaves, du 4^e tirailleurs créé en 1885, du 4^e chasseurs d'Afrique, et du 4^e spahis créé en 1886.

Mohamed es Sadok mourut le 28 octobre 1882. Le 23 février précédent, M. Paul Cambon était devenu ministre plénipotentiaire à Tunis, en remplacement de M. Roustan, envoyé à Washington. Mgr Lavigerie, nommé cardinal et administrateur apostolique, fonda, sur les ruines de Carthage, le collège Saint-Louis, et fixa sa résidence à Tunis, d'où il rayonne sur l'Afrique. L'œuvre toute française de l'éminent prélat, qui établit partout des écoles et des hôpitaux, a produit d'excellents résultats, auxquels tous les vrais patriotes doivent applaudir.

Par décret du 23 juin 1885, M. P. Cambon (1) fut nommé ministre résident à Tunis. La législation qui régit la régence est calquée de très près sur la législation française; espérons que cette quatrième province de l'Algérie ne nous causera dans l'avenir aucune déception.

(1) Il vient d'être nommé ambassadeur en Espagne et a été remplacé par M. Massicault.

MAROC

Le gouvernement du Maroc est autocratique ; un empereur pris parmi les cheurfas alouïn, ou descendants d'Ali, gendre du Prophète, y exerce le pouvoir absolu. Cette définition implique que l'hérédité en ligne directe peut n'être pas observée. Généralement le souverain désigne comme khalifa pendant sa vie un de ses fils, qui n'est pas toujours l'aîné, et c'est celui-là qui, d'habitude, est appelé à lui succéder ; mais son élévation au pouvoir doit être ratifiée par les oulamas ou ulémas (savants) de Fez. Nous avons vu, dans un des chapitres de ce livre, que le grand chef de la confrérie des Mouley-Taïeb, le chérif d'Ouazzan, doit également donner son assentiment au choix du sultan du Maroc.

Le sultan actuel, Mouley el Hassein ou Mouley-Hassan, a vu ainsi ses droits contestés à son avènement. Il était en expédition au sud-est du Maroc quand il apprit la mort de son père Sidi Mohamed ; la mahalla (colonne expéditionnaire) l'acclama immédiatement comme souverain, et il se mit en route pour venir se faire couronner à Fez.

Mais les oulamas avaient jeté les yeux sur un frère du souverain décédé ; ils s'accordaient à exclure Mouley el Hassein, favori de l'ancien empereur, accusé par eux, non sans quelque raison, d'avoir fabriqué un testament apocryphe. Mouley el Hassein dut subir leurs conditions, et, malgré sa feinte soumission, fut obligé de recourir à la force pour vaincre leur résistance. Grâce à un vigoureux soldat, Hadj Mennou, il

triompha assez facilement. La reconnaissance étant un lourd fardeau à supporter, Mouley el Hassein, une fois assis sur le trône, chercha l'occasion de se débarrasser de celui qui lui avait donné un si fameux coup de main. Arrêté pour un crime imaginaire, Hadj Mennou fut condamné à mort; par faveur spéciale, son gracieux souverain commua sa peine en une détention perpétuelle, et, pour lui ôter sans doute toute velléité de fuir, lui fit couper les mains. Aujourd'hui, dans un cachot de Tétouan, Hadj Mennou réfléchit sur la reconnaissance des souverains orientaux.

Depuis douze ans et plus, Mouley el Hassein est empereur du Maroc, reconnu par tous comme l'émir des croyants du Moghreb. Malgré ce beau titre, il n'exerce guère plus d'influence sur les affaires du pays qu'un vulgaire président de République. Ce roi absolu règne, mais gouverne peu. Dans les rares entretiens qu'il a avec les envoyés des puissances qui vont parfois le relancer à Maroc ou à Fez, il se montre attentif et appliqué à suivre les explications développées devant lui. Ses réponses dénotent une certaine puissance de réflexion et l'entente de ce qui touche ses intérêts immédiats; mais en matière politique, les notions de Mouley el Hassein sont à peu près nulles. Il ne sait pas lire les cartes, et on l'embarrasserait fort en lui demandant la différence qui existe entre la Belgique et l'Allemagne, ou en l'interrogeant sur le dualisme austro-hongrois. Pressenti un jour sur l'établissement d'un chemin de fer, amorce du chemin de fer transsaharien, à construire dans la partie méridionale de ses états, outre qu'il devinait un danger pour lui dans l'introduction d'un élément civilisateur par excellence, il ne put jamais comprendre les questions de point de départ, point d'arrivée et parcours de la ligne.

Le gouvernement, à part certaines questions relatives à la fabrication de la poudre et à l'artillerie, questions que l'empereur se réserve, est exercé par un premier ministre ou grand-vizir, secondé par cinq personnages principaux, tous d'ailleurs à sa dévotion. Ce sont : 1° un ministre des

affaires étrangères; 2° de la justice; 3° des finances; 4° de la guerre; 5° un administrateur des biens de la couronne.

A ces cinq ministres il convient d'en ajouter un sixième, chargé des affaires étrangères et en résidence à Tanger (Tandja), où il sert d'intermédiaire entre le sultan et les représentants des puissances.

Il y a donc au Maroc un semblant d'organisation qui pourrait donner de bons résultats; mais tout est entravé par une déloyauté et une rapacité dont rien de ce qui se passe ailleurs, même en Turquie, où le bakchich est en pleine floraison, ne peut donner la plus petite idée. Tout le monde *mange* (c'est l'expression arabe employée), et rien ne se règle qu'avec de l'argent. Les places sont données aux enchères, et occupées par des gens sans scrupules, qui volent, pillent et rançonnent à merci. Ce système dispense le gouvernement de payer les employés. En principe, il est défendu au Maroc de *manger*; mais les fonctionnaires qui *mangent* pour vivre et s'enrichir sont assurés de l'impunité s'ils payent suffisamment le personnage placé immédiatement au-dessus d'eux, lequel paye à son tour celui qui est chargé de le surveiller.

Les ministres, et spécialement le grand-vizir, reçoivent de tous les côtés, et font rapidement des fortunes considérables. Il est vrai que souvent, à leur mort, comme du reste à celle des pachas de province, leurs successeurs, pour complaire au sultan et grossir son trésor et le leur, prennent de grands airs indignés, et s'empressent de dénoncer leurs déprédations. Tout est alors confisqué, et les enfants, si leur père n'a pas songé à mettre pour eux quelques bribes à l'abri des recherches, restent absolument sans ressources.

Mouley el Hassein parut d'abord animé des meilleures intentions, et on espéra un moment qu'il ferait entrer son empire dans la voie du progrès. Mais on s'aperçut vite que rien ne serait changé; il se fatigua de lutter contre son entourage, intéressé à maintenir l'ancien état de choses. Comme la plupart de ses prédécesseurs, il se laissa aller

à la vie indolente des monarques orientaux. Versé dans la connaissance du Coran, l'empereur se plaît parfois à embarrasser les oulamas ou ulémas, et se montre savant théologien, ce qui, assurément, ne suffit pas pour un chef d'empire. Des plaisants l'ont dépeint comme un homme désireux de s'instruire, et ont prétendu que la chimie attirait particulièrement son attention. La vérité est qu'il s'est procuré quelques appareils pour servir à son amusement, et non à son instruction. De temps en temps, un serviteur dressé *ad hoc* tire des étincelles d'une machine électrique, ou fait un mélange détonant ; mais lorsque l'étincelle a jailli ou que le mélange détonant a fait *boum*, le sultan n'en demande pas davantage. Les mêmes plaisants ajoutent que l'empereur du Maroc se livre à l'étude de l'astronomie, probablement parce qu'un souverain étranger lui a donné un télescope à l'aide duquel, de temps à autre, il fouille le ciel pour se distraire pendant les belles soirées d'été. Mais on l'embarrasserait fort si on lui demandait où est l'étoile polaire, et quelle différence il y a entre une planète et une étoile.

Confiné dans son palais, il ignore ce qui se passe, et lorsque, par le plus grand des hasards, une affaire lui passe par les mains, il ne s'inquiète pas de sa solution.

Moins le pouvoir du sultan est réel, plus les ministres qui gouvernent sous son nom cherchent à lui donner les apparences d'une souveraineté absolue. Il ne se montre jamais qu'en grand apparat ; son vizir est le premier à lui rendre publiquement hommage, et à affecter vis-à-vis de lui une humilité qui n'a d'égale que sa morgue à l'égard de ses subordonnés.

M. le docteur A. Marcet, qui accompagna, il y a quelques années, M. Ordega, ministre de France à Tanger, dans le voyage qu'il fit à Maroc pour présenter à Sa Majesté chérifienne les lettres qui l'accréditaient auprès d'elle, nous a décrit la réception dont l'ambassade française fut l'objet. Cette réception eut lieu dans une immense cour du Palais.

Personne n'ayant le droit de se présenter à cheval devant le sultan, tout le monde, à l'entrée de la cour, dut mettre pied à terre. Des soldats blancs et rouges, au nombre de mille, rangés en ligne, formaient les côtés d'un rectangle dans lequel pénétra la mission, pour venir se placer au milieu. Après un moment d'attente, une cinquantaine de *bouabs* ou gardiens de la porte sortirent du palais, au pas gymnastique, et se placèrent en ligne devant les Français, auxquels s'étaient joints des ministres marocains, des grands dignitaires, des officiers, et une foule de personnages à burnous et à turban. Tout à coup les tambours battirent aux champs, les clairons sonnèrent, la musique joua une marche espagnole, les soldats présentèrent les armes, et le sultan parut. Un cri s'échappa de toutes les poitrines musulmanes : *Allah areck fi ameur Sidna !* (Que Dieu bénisse les jours de notre maître !)

Les bouabs s'inclinèrent trois fois jusqu'à terre, coururent, toujours au pas gymnastique, se placer à droite et à gauche des rangs des soldats, et démasquèrent ainsi le sultan.

Mouley el Hassein s'avança lentement, gravement, majestueusement, abrité sous le dôme d'un immense parasol rouge au moyen duquel un serviteur cherchait à protéger du soleil le visage de son auguste maître. Deux autres serviteurs, l'un à droite, l'autre à gauche, agitaient des voiles de mousseline autour de la tête du souverain, afin de le préserver de l'atteinte des mouches. Ces trois hommes avaient fort à faire, car ils étaient à pied, et l'empereur, seul de tout son cortège, restait à cheval. Son cheval était blanc, tout harnaché de jaune. En avant marchait le caïd el Méchouar, maître des cérémonies et introducteur des ambassadeurs, précédé lui-même de deux hallebardiers. Ce chambellan d'un nouveau genre portait, en guise de clef, un long bâton grossier, tordu, noueux, tel qu'on l'avait tiré du buisson qui l'avait fourni, mais que l'on avait eu soin de dépouiller de son écorce.

Immédiatement après l'empereur, venaient cinq magnifiques chevaux harnachés aux couleurs éclatantes et variées, que des piqueurs conduisaient à la main. C'est, paraît-il, l'accompagnement obligé du sultan dans ses sorties officielles. Mais pour donner toute la pompe et tout l'éclat possibles à ce genre de cérémonie, on a l'habitude d'exhiber, avec les chevaux, un carrosse, seul véhicule roulant qui existe au Maroc. C'est un brillant et volumineux coupé vert et or, présent, dit-on, de la reine d'Angleterre. Ordinairement il est attelé d'un seul cheval, conduit aussi à la main.

Le cortège est fermé par le grand-vizir et les ministres, qui se font alors bien petits. Ces messieurs prennent rang au Maroc après les chevaux.

Aucun signe particulier, dans les cérémonies officielles, pas même un grand cordon, ne distingue l'empereur des hauts fonctionnaires de sa cour. On le reconnaît parce qu'il est seul à cheval ; mais son costume est celui de tout le monde, ses vêtements sont à peine plus fins et plus légers. Ses pieds nus sont simplement passés dans des babouches.

Aucune affaire n'est censée réglée sans le grand-vizir ; tout doit lui être soumis. Son avis est nécessaire pour déplacer deux mulets de réquisition, comme pour donner suite à la réclamation d'une puissance européenne. Inutile de dire que la première question est souvent considérée comme plus importante que la seconde, lorsque celle-ci n'est pas appuyée par la menace de l'arrivée d'une ou plusieurs frégates.

Deux fois par jour le sultan vient passer un moment dans son cabinet, où il reçoit les communications des ministres et des principaux personnages. Ceux-ci se tiennent, suivant le temps, soit en plein air, soit dans un vestibule ou dans quelque chambre très sommairement meublée. Beaucoup de tapis ; quelquefois une table ou une glace. Dans ce dernier cas, l'étiquette du marchand qui l'a fournie s'étale en plein milieu de la surface réfléchissante. Le long de toutes les

pièces règnent des divans. Parfois l'ébéniste indigène cherche à se distinguer ; dans les chambres à coucher, on voit des tables de toilette formées de deux planches de bois mal réunies, à peine rabotées, supportées par quatre pieds mal équarris, mal équilibrés, et percées d'un trou rond destiné à recevoir la cuvette. La salle de réception du sultan se trouve au rez-de-chaussée de son palais ; elle est spacieuse, ses murs sont blanchis à la chaux, nus, sans tentures ni ornements. Le trône est représenté par un vieux fauteuil Louis XV, au-dessus duquel plane un dôme formé de quelques draperies en cotonnade rouge. En face de ce fauteuil se trouve une chaise de paille, pour le ministre étranger que le sultan daigne recevoir ; le ministre s'assied seul, mais sa suite reste debout. Quand le personnage n'est pas étranger, la chaise est retirée. Par une bizarrerie qui sembla singulière aux membres de la mission Ordega, de chaque côté du fauteuil servant de trône à l'empereur du Maroc était remisee une voiture, le fameux coupé vert et or de la reine Victoria, et un méchant cabriolet auquel on ne fait pas l'honneur de l'exhiber dans les cérémonies publiques. Il est probable que le sultan, ne pouvant se servir de voitures dans son empire, où les routes font absolument défaut, veut en faire des ornements de salon.

Nul ne peut approcher de l'empereur sans passer par une sorte de maître du palais, ayant seul ses grandes et ses petites entrées. L'importance de ce personnage se devine : il lui serait facile d'éclairer le sultan sur la véritable situation de l'empire ; mais il lui faudrait entrer en lutte ouverte avec les ministres, et se créer ainsi des inimitiés qui deviendraient redoutables à la mort du maître. Comme il nourrit, d'ailleurs, le secret espoir d'être un jour lui-même grand-vizir ou premier ministre, il ne désire point des réformes qui le gêneraient à son tour. Il se contente d'ourdir des intrigues secrètes, généralement sans grande portée, pour se donner parfois la satisfaction, un peu platonique, de tenir en échec le pouvoir du vizir.

Sous ce rapport, la cour du Maroc n'est pas trop arriérée ; comme toute espèce de cour européenne, elle offre l'édifiant spectacle de la rivalité du favori et du premier ministre.

Malgré les vices de son administration, ou peut-être à cause de ces vices, le sultan est toujours l'objet d'une véritable vénération. Le peuple marocain le croit la première victime de son entourage et le revêt de toutes les qualités ; à propos de n'importe quelle injustice, et Dieu sait s'il y en a au Maroc, on entend dire : « Ah ! si le sultan le savait ! » Mais le pauvre sultan n'est informé de rien. Des milliers de misérables avaient déjà succombé lors de la terrible famine de 1879-1880, quand on vint lui apprendre que le peuple n'avait plus rien à se mettre sous la dent. Il fit alors une réponse dont on n'a pu nous rapporter les termes précis, mais qui ressemble à celle de cette grande dame de la cour de Louis XIV, qui s'étonnait de ce que le peuple n'eût pas encore songé à remplacer le pain par de la brioche. Si quelque victime d'une grande iniquité, prenant son courage à deux mains, entreprend de porter ses doléances jusqu'aux pieds du souverain, elle a à lutter contre mille difficultés, pour l'approcher au moment de ses rares sorties. Le réclamant court même le risque d'être absolument roué de coups de bâton et jeté ensuite en prison. Si, par le plus grand des hasards, un regard du maître vient s'égarer sur lui, sa plainte n'aura le plus souvent qu'un effet purement platonique ; sa seule consolation consistera à entendre le magnanime sultan murmurer entre ses dents : « Qu'on lui rende justice ! » Mais cette justice, il l'attendra vainement jusqu'à sa mort.

Jusqu'en 1883, l'autorité, dans les tribus, était tout entière entre les mains de l'âamel ou amel ou pacha. Emu par les soulèvements partiels, et plus encore par le faible rendement des impôts, le gouvernement institua auprès de chaque caïd des sortes de contrôleurs financiers, chargés de faire l'assiette de l'impôt et d'assurer la perception. Le résultat ne paraît pas devoir répondre à l'attente du gouvernement

marocain ; l'assiette de l'impôt produira certainement un revenu plus considérable, mais l'augmentation du rendement ne profitera guère au trésor ; ce sera le bénéfice des oumana qui, eux aussi, veulent prendre leur part du festin ; ils achèteront le silence de l'amel par de sérieuses contributions, augmenteront la part des ministres, et tout ira pour le mieux dans le meilleur des empires.

Dans les villes, le caïd ne détient pas seul toute l'autorité ; il a auprès de lui un fonctionnaire, le m'thasseb, qui ne relève également que du sultan, et qui exerce son action sur les marchés, les bazars et tous les corps de métiers. Chargé chaque jour de fixer la taxe du pain, de la viande, du poisson, de l'huile, du beurre, du charbon, et à peu près de tous les objets d'alimentation usuelle, c'est lui aussi qui règle toutes les contestations entre le marchand et l'acheteur, entre l'artisan et celui qui l'emploie. Inutile de dire que la place est lucrative et fort recherchée, car tout réclamant n'est convaincu d'avoir raison que s'il finance le plus possible.

La liberté commerciale n'existe pas au Maroc. Celui qui vend du beurre ne peut vendre du sucre ; tel ouvrier, fabricant des chaussures, ne peut s'adresser directement au consommateur, mais seulement au marchand de chaussures.

Nul ne peut exercer un commerce ou une industrie quelconque, s'il n'est agréé par le gouvernement. Chaque corps de métier forme une corporation ayant à sa tête un syndic, et l'on retrouve dans ces corporations beaucoup d'usages qui rappellent ceux des jurandes et maîtrises du moyen âge.

Puisque ce mot moyen âge se présente sous notre plume, disons tout de suite que, sous une foule d'aspects, le Maroc représente cette époque comme l'histoire nous la dépeint. Il n'est point jusqu'à la lutte des grands vassaux contre l'autorité souveraine, qui ne se reproduise au Maroc. Seulement le Richelieu marocain ne se presse pas d'apparaître. Le pouvoir du sultan est, en effet, loin de s'étendre sur le Gharb entier ; de nombreuses défaites infligées à ses troupes, et même à sa personne, l'ont rendu fort circonspect vis-à-vis

des tribus berbères, de sorte qu'il ne s'aventure que rarement à l'est et au sud d'une ligne brisée marquée par les points suivants : Tétouan, Fez, Mékinés (Meknès en arabe), R'bat ou Rabat, Bou-Saï, Maroc et Agadir. Peut-être pourrait-on ajouter, au pays enfermé dans cette ligne, une partie du Sous, celle du nord, appelée Tafilalet, ou Tafilet, et l'amalat d'Oujda, dans le voisinage de l'Algérie. Sur ces points, qui ont tous une importance spéciale, l'autorité impériale est à peu près reconnue.

Les tribus berbères jouissent d'une indépendance presque complète ; elles ne payent point d'impôts réguliers, et consentent à peine à verser quelques tributs, sous forme de cadeaux. C'est tout ce que l'empereur du Maroc est en droit d'exiger d'elles, et jamais il ne s'aviserait de leur demander de fournir des contingents aux troupes impériales. De temps à autre, les tribus les plus proches de la zone que nous avons tracée sont obligées de défendre leur indépendance les armes à la main. Vaincues, elles se réfugient dans les montagnes ou se soumettent momentanément ; mais dès que les forces envoyées contre elles ont été retirées ou seulement diminuées, elles retournent occuper leur ancien territoire et reprennent leur liberté. La lutte leur aura coûté quelques têtes et une partie de leurs biens ; mais si elles ne peuvent rappeler à la vie ceux qui l'ont perdue, elles sauront promptement reprendre, et avec usure, aux tribus soumises, ce que la guerre leur aura enlevé. Aussi est-ce seulement chez elles qu'on trouve, parmi le peuple, une aisance relative et même un certain bien-être.

L'esclavage est en grand honneur dans le Maroc. On vend très peu d'hommes, mais plutôt des jeunes filles. Il est vraiment honteux que l'Europe permette, à côté d'elle, ce monstrueux commerce de chair humaine.



La division du Maroc en deux zones, l'une soumise, l'autre indépendante, fait pressentir que les forces militaires de l'empire sont loin d'être aussi solides que l'examen de la carte pourrait le faire supposer. Dans des lettres particulières, notre ami M. Leguay, capitaine au 3^e zouaves, attaché à la mission militaire marocaine de R'bat, nous a appris à ce sujet des choses absolument réjouissantes.

C'est à peine si le tiers de la population totale concourt, au Maroc, pour les charges militaires. Comme l'Europe, le Maroc a été obligé de répartir ses forces en deux fractions, l'une permanente, l'autre appelée seulement en cas de guerre. Les nécessités financières se font sentir partout.

L'armée permanente, si toutefois on peut employer ce mot, se compose des contingents fournis par quatre tribus dites Maghzen ou gouvernementales : Bredaïa, Cherarda, Cheraga, Bou-Akheur. Dans ces tribus, qui sont de véritables colonies militaires exemptes naturellement d'impôts, tout le monde doit le service personnel, depuis l'adolescent jusqu'au vieillard. Ce sont elles qui alimentent à peu près exclusivement :

1° Le nombreux personnel employé à la garde et au service particulier du sultan, c'est-à-dire près d'un millier d'hommes ;

2° Des détachements de cavaliers à la fois soldats et agents du gouvernement, et remplissant à peu près toutes les missions que l'on confiait autrefois aux spahis en Algérie, environ deux mille hommes ;

3° Le corps des artilleurs, environ huit cents hommes, chargé non seulement de l'artillerie de campagne, mais encore de tout ce qui incombe en Europe au génie et au train des équipages.

Les tribus maghzen fournissent enfin, chacune, un batail-

lon dont l'effectif varie de 3 à 500 hommes, bataillon qui est de temps en temps renvoyé dans ses foyers, puis rappelé. Avec ce bataillon, les tribus maghzen, mais en temps d'expédition seulement, fournissent un guich ou corps de cavalerie indépendant, qui peut atteindre de 3 à 400 hommes.

Outre les contingents des tribus maghzen, trois bataillons sont constamment maintenus sous les armes ; ce sont :

1° Un bataillon d'instructeurs, où entrèrent dans le principe des soldats envoyés de Gibraltar, il y a une dizaine d'années, pour enseigner les manœuvres de l'armée anglaise. Il est composé actuellement d'hommes pris dans toutes les tribus, maghzen ou non, et ne comprend guère plus de 300 hommes ;

2° Un bataillon fourni par les esclaves du sultan, bataillon qui constituait ce qu'on appelait autrefois garde noire, bien déchu aujourd'hui, et comprenant à peu près 5 à 600 hommes ;

3° Un bataillon dit du Sous, le plus important de tous et habituellement fort de 12 à 1.500 hommes. On le nomme bataillon du Sous, parce qu'il comprend surtout des gens de cette région ; mais il est ouvert aux sacripants de toutes les tribus qui viennent s'y incorporer, avec la certitude d'y satisfaire leurs goûts d'aventures et de rapine. C'est lui, en effet, qui est chargé de toutes les petites expéditions et aussi de toutes les exécutions. Bataillon de coupeurs de routes et de coupeurs de têtes.

En joignant à ces troupes des fractions peu importantes de forces que nous étudierons tout à l'heure, fractions qui sont quelquefois mobilisées séparément, on trouve que le sultan du Maroc, en temps ordinaire, n'a guère plus de 8.000 hommes sous les armes.

La seconde partie des forces militaires de l'empire chérifien se compose des contingents des tribus dites nouaile et des villes.

Les tribus nouaile comprises dans la zone que nous avons décrite plus haut fournissent :

1° un guich de force variable, suivant l'importance de la tribu, mais dépassant rarement 200 cavaliers ;

2° un ou plusieurs bataillons d'effectif variable, de 3 à 500 hommes.

Le guich n'est levé qu'au moment des expéditions ; les fractions de la tribu envoient chacune le nombre de cavaliers qui leur est assigné, un pour huit à dix tentes à peu près, et le caïd en prend le commandement. Ces cavaliers ne touchent aucune solde ; mais, avant de partir, chacun d'eux reçoit des autres tentes un subside destiné à le faire vivre, avec son cheval, pendant toute la durée de son absence. Ce guich est presque toujours licencié une fois l'expédition terminée ; mais il peut être mobilisé pour réprimer des troubles dans l'intérieur de la tribu, ou pour se joindre aux maghzen combattant des troupes insoumises.

Le bataillon fourni par les tribus nouaile est organisé dès le temps de paix, mais n'est généralement appelé que quelques semaines avant l'expédition ; quelquefois il est maintenu auprès du sultan après le départ du guich, et peut comme lui être mobilisé séparément. Les soldats reçoivent une solde journalière, rognée, bien entendu, par les pachas et les chefs, pendant tout le temps qu'ils passent éloignés de leurs foyers.

Les villes fournissent un petit corps d'artilleurs et un bataillon. Le corps d'artilleurs de Tanger est commandé par un sergent anglais libéré du service. Les artilleurs sont sédentaires et chargés du service de la place, ce qui n'est guère qu'une sinécure. Tanger, la ville maritime la plus importante du Maroc, n'est défendue que par six batteries, dont l'une est composée de deux canons Armstrong et de deux vieilles pièces lisses en fer. Les autres batteries n'ont que de vieilles pièces en bronze ou en fer non rayées, et quelques mortiers antédiluviens. R'bat, Salé ne pourraient résister à la plus petite de nos canonnières ; Mazaghan est entouré de murailles portugaises qu'un coup de canon renverserait ; Mogador a pour toute défense sérieuse une bat-

terie de cinq canons Armstrong. Voilà pour les villes maritimes. Quant à celles de l'intérieur, Fez, Mekinès, Maroc, elles ne sont défendues que par des enceintes en pisé et des kasbahs flanquées de quelques tours également en pisé.

Bien que l'organisation des artilleurs marocains soit permanente, ils ne font que peu ou point de manœuvres et perdent chaque jour de leur valeur, qui, paraît-il, fut réelle. Nous avons vu que le prince de Joinville rencontra une résistance sérieuse à Tanger et à Mogador; aujourd'hui, ce que la flotte française a fait en 1844, un croiseur médiocre et une canonnière minuscule en viendraient à bout.

Le corps des canonniers marocains rappelle, quoique de très loin, les canonniers sédentaires de Lille et autres villes de France; comme eux, ils se recrutent surtout dans les classes aisées de la population.

Les bataillons des villes ont une organisation et une existence analogues à celles des bataillons des tribus, mais ils sont appelés encore plus rarement sous les drapeaux. S'ils se réunissent pour manœuvrer, on ne les caserne point, et lorsque la manœuvre est terminée, ils rentrent chez eux.

L'armement de toutes les troupes marocaines est aussi hétérogène que possible. Pendant que les cavaliers des guichs sont tous armés de leur long fusil national à pierre, certains cavaliers de l'entourage du sultan ont des carabines Winchester à répétition; pendant que sur la côte on peut voir en batterie de vieux canons en fer et en bronze espagnols ou portugais du xvii^e ou du xvi^e siècle, avec quelques Armstrong, on trouve à Fez, à côté de canons de même provenance, de vieilles pièces de 4 de montagne françaises et quelques canons Krupp. Presque tous les modèles de canons et de fusils modernes sont représentés au Maroc, et en puisant dans les divers corps ou dans les différentes batteries, on monterait facilement un musée presque aussi riche que celui de Saint-Thomas d'Aquin. Disons toutefois que ce qui domine dans l'infanterie, c'est le fusil à piston

américain Peabody, dont un gros stock fut acheté après la guerre de sécession.

Malgré les efforts faits par le sultan actuel, l'instruction de toutes ces troupes reste à l'état rudimentaire. Les instructeurs venus de Gibraltar, placés sous les ordres d'un ex-sous-lieutenant de l'armée anglaise, ont répandu dans les bataillons d'infanterie quelques notions que l'indifférence ou plutôt la mauvaise volonté de tous les gradés sont en train de faire disparaître.

A la suite de l'entrevue d'Oujda, en 1877, le sultan demanda au gouvernement français une mission composée de deux officiers et de quatre sous officiers d'infanterie, d'un officier et d'un sous-officier d'artillerie, pour organiser et instruire quelques bataillons et toute l'artillerie. La première année, les résultats obtenus furent assez satisfaisants ; mais ensuite les influences antiprogressives reprirent le dessus, et depuis son arrivée, la mission dut se contenter de faire maintenir les manœuvres françaises dans cinq bataillons et dans l'artillerie. Tous les efforts de nos officiers et sous-officiers pour arriver à une organisation régulière ont échoué. Et cependant, outre la mission française et les instructeurs de Gibraltar, le sultan disperse un assez grand nombre de jeunes gens qu'il envoie chaque année chez les diverses puissances européennes, pour y apprendre nos manœuvres ; mais au lieu d'être pour les idées civilisatrices des auxiliaires utiles, ces malheureux, à leur retour, sont tous mis à l'index et soupçonnés de pactiser avec les infidèles ; on les relègue dans des positions infimes, où le peu qu'ils ont appris ne leur sert absolument à rien.

Tant que le personnel chargé d'organiser ou d'instruire ne sera pas investi de pleins pouvoirs, aucun progrès ne pourra être réalisé. Le ministre de la guerre et à peu près tous les chefs de bataillon (il n'existe pas de grade plus élevé là-bas) n'ont aucune idée de ce que peut être l'instruction militaire ; ils se montrent donc absolument opposés à toute réforme qui ne peut que faire ressortir leur infériorité.

rité. Masquant la véritable raison de leur opposition sous les apparences d'un attachement fidèle aux vieilles coutumes musulmanes, ils arrivent facilement à paralyser tous les efforts. Comment un vrai croyant résisterait-il à cet argument péremptoire : que les compagnons du Prophète ne connaissent pas les manœuvres, et cependant remportaient des victoires ?

Inutile de dire que rien dans l'armée marocaine ne rappelle, même de très loin, l'administration et les institutions militaires ; personne ne soupçonne ce que peut être l'intendance, avec son cortège de services administratifs. Un soldat nouvellement incorporé reçoit un fusil sans qu'il soit tenu compte si ce fusil est d'un modèle différent des fusils en usage dans le bataillon ; on en est arrivé ainsi à voir dans les bataillons cinq ou six modèles d'armes. Quelquefois la recrue reçoit un habillement, et pas toujours complet ; le ministère de la guerre marocain a considérablement simplifié le système de la chaussure : les hommes vont pieds nus, et ceux qui peuvent économiser quelque chose sur leur maigre solde s'achètent des babouches. Avec cette solde dont on lui vole généralement la moitié, le soldat marocain doit subvenir à tous ses besoins. Il est donc réduit pour vivre, en garnison comme en expédition, à exercer toutes sortes d'industries, dont la plus lucrative est nécessairement le vol. Malade, on le laisse sans soins ; blessé, on l'abandonne sur les chemins ; estropié ou infirme, on le jette à la merci de la charité publique. Il n'y a que lorsqu'il est mort qu'on a pour lui quelques attentions ; on ne laisse pas son cadavre sans sépulture, parce que la loi du Coran le défend. Tout le travail administratif du chef d'unité se borne à toucher et à distribuer la solde ; tous ses soins s'appliquent, en la touchant, à grossir l'effectif à l'aide de passe-volants, et en la distribuant, à rogner le plus possible.

Le recrutement est livré à l'arbitraire le plus absolu ; tout ce qui a un appui quelconque, tout ce qui peut donner quelques douros, est naturellement exempt du service. Mais

le malheureux à qui personne ne s'intéresse est pris, quels que soient son âge et ses infirmités. Une fois incorporé, il est soldat jusqu'à sa mort. A côté d'un enfant de moins de quinze ans, on aperçoit souvent un vieillard de plus de soixante, et il n'est pas rare de voir un boiteux guider un de ses camarades à peu près aveugle. Dans ces conditions, les désertions sont nombreuses, et les effectifs présentent forcément des variations considérables qui font la fortune du chef.

La hiérarchie des grades est la suivante : *mokaddem* (sous-officier), *caïd el mia* (chef de compagnie), *caïd el rha* (chef de bataillon ou de guich). L'avancement n'est soumis à aucune règle ; tel qui est soldat aujourd'hui peut être demain caïd el mia. Un soldat dénonce-t-il son caïd el mia, qui a touché une solde supérieure à son effectif ? immédiatement le caïd el mia, dépouillé de ses vêtements, est bâtonné, et le dénonciateur, revêtant ses effets, est nommé à sa place. Le dénoncé a quelquefois la ressource d'hériter de la défroque du dénonciateur, s'il n'y a pas, à point nommé, un juif pour l'acheter. Le plus souvent les gradés sont pris parmi les parents ou les clients des gouverneurs de province ou pachas.

La justice militaire n'existe point ; les assassinats, les vols sont punis comme les simples fautes disciplinaires ; le bâton ou la chaîne sont les moyens de répression employés.

En cas de réunion de plusieurs bataillons, un des caïds el rha, n'importe lequel, prend le commandement de ses collègues ; c'est là de la hiérarchie simplifiée ! Quand les troupes réunies présentent un effectif tant soit peu élevé, le sultan investit du commandement un des caïds des tribus maghzen ou l'un de ses parents, qui reçoit le titre de chef de la colonne (*kebir el mahalla*). Si le sultan fait partie de l'expédition, c'est naturellement lui qui en est le chef ; le ministre de la guerre commande alors à toute l'infanterie, une sorte de grand-maître à l'artillerie, et chaque caïd à son guich.

C'est ainsi qu'est organisée l'expédition qui, tous les deux ans, parcourt le pays situé entre Fez et Maroc, lorsque le sultan change de résidence.

Rien de curieux comme le spectacle qu'offre alors cette foule de dix, douze ou quinze mille hommes, avec un nombre presque égal d'animaux, marchant à travers champs, faisant des haltes, ou s'installant au bivouac. La tactique de marche et celle de stationnement, si controversées dans la presse militaire des pays d'Europe, ne sont point au Maroc l'objet de la moindre discussion; quel que soit le pays, quelle que soit la saison, quel que soit l'ennemi, les mêmes règles sont toujours appliquées. Le sultan fait connaître que le lendemain il compte aller vers tel ou tel point. Le lendemain, en effet, avant le jour, l'infanterie se met en marche dans la direction indiquée; une partie des guichs la précède, et l'autre s'en va sur les flancs. Pour toutes les fractions, l'ordre de marche est invariable. Enfin, le sultan part, encadré par les gens préposés à sa garde et employés à son service, et précédé de l'artillerie. Il marche au milieu d'un vaste espace laissé libre, ayant devant lui sa musique et six chevaux tenus en main, entouré de serviteurs, l'un chargé d'un vaste parasol, les autres de chasse-mouches. Derrière lui se presse la foule des personnages ressortissant aux divers ministres, écrivains, khrodjas et employés de tous ordres.

Equipages, marchands, femmes se dispersent entre les éléments de cette armée. Tout va bien tant qu'on est en plaine, mais si l'on arrive à un passage de défilé ou de rivière, c'est un tohu-bohu dont aucune description ne peut donner l'idée.

Le sultan ne s'aperçoit point de ce désordre; dès que la musique signale son approche, chacun s'élance à droite et à gauche pour lui livrer passage, et malheur au retardataire, qui est roué de coups, lui et sa bête, et jeté, s'il ne peut s'esquiver à temps, en dehors du chemin.

L'établissement du camp est des plus simples. L'emplace-

ment de la tente du maître sert de point de repère à toutes les fractions de l'armée, qui s'installent dans un ordre inva-riable à l'est, au sud, à l'ouest et au nord. Le camp de la mahalla forme trois groupes principaux : celui du maghzen, celui de l'infanterie, et le souq ou marché. Les guichs entourent ces trois groupes, remplissant le rôle de grand' gardes.

Sitôt que le sultan s'est mis en route, sa tente est repliée, chargée et dirigée en toute hâte vers le nouveau camp, de manière à l'y précéder. Quand le chef du campement arrive dans le voisinage du point où doit être élevée la tente de l'empereur, il cherche l'endroit le plus favorable pour la dresser, et quand celle-ci apparaît, chacun sait où se placer ; la tente de chaque chef de groupe joue pour ce groupe le même rôle que la tente du sultan pour toute la colonne. Le camp s'établit ainsi très rapidement et avec une grande régularité ; mais il n'entre dans son établissement aucune autre préoccupation que celle de choisir pour le sultan un emplacement convenable. Tout au plus cherche-t-on à n'être pas trop éloigné de l'eau.

Il nous reste à dire quelques mots de la façon de combattre de cette armée. Comme, la plupart du temps, elle ne rencontre aucune résistance dans les tribus, ses opérations se bornent à des escarmouches sur les flancs de la colonne pendant la marche, à des surprises de petits détachements ou de convois, et à des pillages dirigés sur des points où l'on soupçonne qu'ont été cachés des grains ou des troupeaux. Ce n'est que très exceptionnellement qu'une véritable lutte s'engage. Alors les guichs, opérant chacun pour leur compte, commencent l'action et se livrent à des passes d'armes qui ressemblent plutôt à une fantasia qu'à un combat. Lorsqu'il y a des tués et des blessés, on vient en informer le sultan, qui fait avancer quelques pièces d'artillerie et un certain nombre de bataillons. Le tout se met en marche dans un beau désordre, qui n'est pas précisément un effet de l'art militaire, mais qui est puissamment favorisé par l'absence

des grands chefs restés en arrière, sans doute pour ne pas gêner leurs hommes. Au fur et à mesure que l'on approche, les rangs s'éclaircissent, et les timorés s'éclipsent prudemment; le peu que l'on a appris des instructeurs européens est oublié; foin de l'école des tirailleurs! De son côté, l'artillerie s'occupe surtout de faire du bruit. Peu à peu tout se disloque; fantassins et artilleurs se mêlent successivement; chaque compagnie, chaque batterie, puis chaque soldat, que seul l'appât du butin, sinon la discipline, retient dans le flot des assaillants, se livre à sa propre inspiration.

La supériorité du nombre a généralement raison de la résistance; un pillage en règle couronne les opérations; la tribu se rend à merci, et les têtes, qui vont garnir les portes de Fez et de Maroc, apprennent au peuple la victoire des troupes impériales. Si ces têtes de rebelles ne sont point en nombre suffisant pour frapper l'imagination, on y ajoute quelques têtes de soldats tués, car on n'y regarde pas de si près au Maroc.

Mais les choses ne se passent pas toujours ainsi; il n'est point rare que la lutte ne donne aucun résultat décisif. Alors le sultan n'insiste pas et renouvelle rarement une seconde tentative; une défaite essuyée entre Fez et Oujda chez les Riata, qui ont failli s'emparer de sa personne, lui a enlevé naguère toute confiance. On cherche et on trouve facilement un terrain de conciliation. La tribu attaquée ne tient pas non plus, de son côté, à prolonger les hostilités; elle dépêche au sultan des femmes et des enfants qui viennent implorer sa clémence; quelques têtes de bétail sont livrées, et les troupes impériales se retirent, l'oreille basse

*
* *

L'armée impériale ne nous paraît donc pas bien dangereuse. Il ne faudrait cependant pas conclure de ce que nous

venons de dire que le Maroc, ou pays de Gharb, serait à la merci de quelques bataillons et escadrons européens. En cas de guerre avec une nation européenne, les troupes régulières chérifiennes ne représenteraient qu'une faible partie des forces avec lesquelles il faudrait compter, car il est probable qu'à l'appel du sultan, toutes les tribus soumises et insoumises se lèveraient, et ce ne seraient point les dernières qui fourniraient le plus faible contingent. De tous côtés afflueraient les combattants ; l'armée dite régulière serait le noyau de la levée en masse des tribus, et si une volonté ferme et intelligente présidait à l'organisation des masses armées, les réunissant sous un commandement unique, il faudrait certainement une grosse armée pour avoir raison de leur résistance, ce qui n'arriverait pas dès les premiers jours.

Mais cette hypothèse ne se réalisera pas. Il n'y a pas de pays où la jalousie et l'envie se donnent plus librement carrière ; pas un marocain n'est capable d'aider son voisin sans arrière-pensée. Les Marocains eux-mêmes en sont si bien convaincus, qu'ils disent être sous le coup de la malédiction d'un saint qui, ayant eu à se plaindre d'eux, obtint du ciel qu'ils ne pourraient jamais s'entendre. Et de fait, toutes les tribus et toutes les villes voisines se détestent à qui mieux mieux ; tous les individus, jouissant de quelque pouvoir, ont une foule d'ennemis ; toutes les autorités se font entre elles une sourde guerre. Dans la vie privée, tous se réjouissent du malheur d'autrui et donnent raison à ce proverbe : « Si vous voyez un marocain faire quelque bénéfice, vous pouvez être certain qu'il n'a pas de compatriote dans son voisinage. »

Ces divisions, qui favorisent le sultan et son gouvernement et les aident à exercer leur autorité — *divide ut imperes* — ne s'effaceraient même pas en présence de l'ennemi. De fait, si nous avons conquis l'Algérie, c'est que nous avons opposé l'arabe à l'arabe.

On le vit bien pendant la guerre contre l'Espagne, où le

frère du sultan et les caïds se jalousaient au point de ne jamais s'entr'aider ; la mahalla de troupes régulières, celle des contingents de la montagne, celle des contingents des tribus de l'intérieur, combattaient successivement et pour leur propre compte, enchantées des échecs de leurs voisines.

Le sultan, exerçant en personne le commandement, pourrait faire cesser toutes les dissensions ; mais s'il peut agir ainsi dans ses expéditions de courte durée, toujours à proximité de Fez ou de Maroc, il ne saurait plus le faire dans une guerre qui le retiendrait pendant des mois à une des extrémités de son empire. Il craindrait trop que quelque compétition ne surgît dans l'une des deux capitales, où un rival n'aurait qu'à se faire consacrer empereur. Il lui faudrait d'ailleurs une énergie et des connaissances impossibles à trouver chez les descendants dégénérés de Mahomet.

L'empire marocain est donc appelé à disparaître dans un avenir plus ou moins rapproché. Trois puissances, la France, l'Angleterre et l'Espagne, observent les progrès de la décomposition de l'empire chérifien, et se surveillent entre elles. De ces trois puissances, la France est certainement celle pour qui la conquête serait chose facile. L'Algérie deviendrait pour elle une base d'opération excellente, et, la situation de cette deuxième France lui ouvrant une route d'invasion, une armée française pourrait rapidement occuper la ligne Oujda-Fez-R'bat, couper le pays en deux tronçons, et prendre l'offensive successivement au nord et au sud. Notre renom militaire, bien qu'affaibli auprès du gouvernement et dans les classes supérieures, par nos défaites de 1870, est encore intact dans les tribus, auxquelles la bataille d'Isly¹ a laissé une impression aussi vivace qu'au

1. Chose singulière ! Les Marocains, de cette bataille d'Isly, n'ont gardé que le souvenir du général Lamoricière. On les étonne fort, quand on leur apprend que le général en chef s'appelait Bugeaud. La bataille d'Isly n'est connue au Maroc que sous le nom de bataille de *Bou-Haraoua*. C'était, on s'en souvient, le nom de Bou-Haraoua (le père la Trique, l'homme au bâton) que les Arabes donnaient au général de Lamoricière.

premier jour. La conquête récente de la Tunisie, la défaite de Bou-Amema, la belle apparence des troupes d'Algérie qui frappe les nombreux travailleurs que le Maroc envoie dans la province d'Oran, l'apparition assez fréquente de frégates françaises dans les eaux de Tanger, les relations commerciales de plus en plus fréquentes, maintiennent dans le peuple l'opinion, conçue en 1844, pour la première fois, de notre force et de notre puissance. C'est avec des sentiments de défiance et même de crainte que les contingents marocains engageraient la lutte contre nous ; les premiers succès des armes françaises provoqueraient certainement de nombreuses défaillances.

L'Espagne est, au contraire, particulièrement mal jugée. Les Marocains disent volontiers d'elle que c'est la lie des nations (*quella senous*). C'est d'ailleurs l'ennemi héréditaire, dont on se raconte les défaites et dont on a oublié les victoires. La guerre de 1860 n'a pas servi de leçon ; c'est la trahison seule qui eut raison des musulmans. La reine Isabelle en personne est venue acheter à prix d'or les caïds et même un frère du sultan ; les Espagnols sont entrés dans Tétouan par surprise ou trahison, au moment où ils allaient être jetés à la mer. Telle est la façon dont on écrit l'histoire au Maroc. Cette mauvaise opinion est confirmée par l'aspect des *présidios*, Ceuta, Melilla, Alhucemas, etc., où les Espagnols ont installé des bagnes et leurs troupes disciplinaires ; par la mauvaise tenue d'une foule de malheureux qui viennent dans les villes maritimes, dénués de toutes ressources, pour tenter la fortune ; par la diminution constante des relations commerciales ; par la disparition à peu près complète du pavillon espagnol sur la côte. Les Marocains salueraient tous avec enthousiasme une guerre contre l'Espagne, qui aurait fort à faire si elle voulait occuper le pays. Une telle entreprise est au-dessus de ses forces.

La question des Carolines a eu pourtant son contre-coup au Maroc ; l'impression qu'elle y a produite a été profonde

dans les régions gouvernementales, où l'on est plus fixé sur la puissance de l'Allemagne que dans les classes populaires. Le peuple ne fait pas de différence entre l'Allemagne et la Belgique ; en haut lieu, on se montra assez inquiet de l'intérêt tout particulier que la presse allemande prenait aux affaires du Maroc. On fut assez surpris que l'Espagne donnât une leçon à la redoutable Allemagne.

L'Angleterre est considérée au Maroc comme un peuple de marchands et, malgré le voisinage de Gibraltar, sa puissance militaire est peu connue. Il a fallu le bombardement d'Alexandrie et l'expédition contre le Mahdi, pour apprendre au marocain que l'anglais pouvait faire autre chose que trafiquer. La chute de Khartoum et l'échec de lord Wolseley ont été considérés comme de grandes victoires remportées par les vrais croyants sur les infidèles, et on a peine à croire, au Maroc, qu'il y a encore des Anglais qui foulent le sol de l'Egypte.

Le gouvernement apprécie davantage la nation anglaise. Il croit, l'aveugle, qu'il peut compter sur sa protection désintéressée, comme si le désintéressement était une vertu britannique ! Aussi prend-il volontiers conseil des diplomates anglais dans ses relations avec les autres puissances. Comme ces diplomates n'ont naturellement en vue que l'intérêt de leur pays, c'est certainement à cause d'eux que les idées nouvelles ne font pas leur chemin dans cette malheureuse contrée.

Terminons en disant quelques mots sur le rôle que jouent au Maroc les ministres que les puissances étrangères entretiennent à Tanger. Il n'y a pas de tribunaux là-bas, et le gouvernement est responsable des préjudices causés aux nationaux étrangers. Comptant alors sur l'appui des représentants de leur nation, beaucoup de commerçants s'engagent dans les affaires les plus douteuses, sans se soucier aucunement de la solvabilité de leur client ; d'autres, encore moins honnêtes, recherchent des clients insolvables, sûrs que le gouvernement marocain payera toujours. On voit

même des trafiquants de toute nation, vraiment dignes du bagne, rechercher des débiteurs fictifs ou complaisants. L'honnêteté la plus élémentaire exige de mettre un terme à des abus scandaleux, résultats du système de responsabilité à outrance imposé au gouvernement du Maroc.

ÉPHÉMÉRIDES

(1848-1882)

- 9 septembre 1848. — Le général Charon prend le gouvernement de l'Algérie après les généraux Cavaignac, Changarnier et Marey.
- 28 novembre 1849. — Assaut de Zaatcha.
- 22 octobre 1850. — Le général d'Hautpoul remplace le général Charon
- 8 mai 1851. — Le général Saint-Arnaud entame son expédition de petite Kabylie.
- 11 décembre 1851. — Le général Randon est nommé gouverneur-général de l'Algérie.
- 4 décembre 1852. — Assaut de Laghouat.
- 18 mai 1853. — Expédition des Babors.
- 3 décembre 1854. — Reddition de Mohamed ben Abdallah, chérif d'Ouargla.
- 2 juin 1855. — Expédition de Kabylie.
- 10 juillet 1856. — Expédition de Kabylie.
- 17 mai 1857. — Dernière expédition de Kabylie.
- 14 juin 1857. — Fondation de Fort-Napoléon.
- 25 juin 1857. — Combat d'Ichériden.
- 28 juin 1857. — Soumission des tribus kabyles.
- 2 mars 1864. — Insurrection des Ouled Sidi Cheikh.
- 15 mars 1864. — Destruction, à Aouïnet-bou-Beker, de la colonne Beauprêtre.
- 22 mai 1864. — Mort du maréchal Pélissier.
- 1^{er} septembre 1864. — Le maréchal de Mac-Mahon est nommé gouverneur-général de l'Algérie.
- 30 septembre 1864. — Désastre de la colonne Jollivet à El Béida
- 1^{er} octobre 1864. — Nouveau désastre à El Kheider.
- 11 octobre 1864. — Combat de Titenyahia.
- 4 février 1865. — Combat de Garat-Sidi-Cheikh.
- 8 avril 1865. — Combat de Chellala.
- 16 mars 1866. — Combat d'Aïn-el-Attab.
- 1^{er} février 1868. — Combat d'El Meharoug.
- 15 mars 1870. — Expédition du Maroc
- 15 avril 1870. — Combat de l'Oued Guir.

- 25 avril 1870. — Assaut d'Aïn-Chaïr.
12 juillet 1870. — Le maréchal de Mac-Mahon part pour la campagne du Rhin.
31 octobre 1870. — M. Didier remplace le général Walsin-Esterhazy.
15 janvier 1871. — M. du Bouzet, commissaire extraordinaire de la République en Algérie, est remplacé par M. Alexis Lambert.
29 mars 1871. — L'amiral de Gueydon est nommé gouverneur-général de l'Algérie.
2 avril 1871. — L'insurrection proclamée dans la Medjana.
10 avril 1871. — L'insurrection proclamée en Kabylie.
22 avril 1871. — Sac du village de Palestro.
11 mai 1871. — Déblocus de Tizi-Ouzou.
16 juin 1871. — Déblocus de Fort-National.
2 janvier 1872. — Le général de Lacroix entre à Tuggurt.
20 décembre 1872. — Expédition d'El Goléa.
17 mars 1873. — Le général Chanzy nommé gouverneur-général de l'Algérie.
8 mai 1876. — Révolte de l'oasis d'El Amri.
28 avril 1879. — M. Albert Grévy vient remplacer le général Chanzy.
2 juin 1879. — Insurrection des Aurès.
10 juin 1881. — Insurrection du sud oranais et massacres de Saïda.
18 juillet 1881. — Combat de Chellala.
30 novembre 1882. — Annexion du M'zab à la France.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAPITRE PREMIER. — Effet produit par la Révolution de 1848 en Algérie.	
— Insurrections locales. — Reddition d'Ahmed bey. — La guerre sainte prêchée ouvertement. — Les Biskris. — Bou-Zian et le lieutenant Seroka. — Le colonel Carbuccia devant Zaatcha. — Siège de Zaatcha. — Le colonel Canrobert. — Assaut. — Le caporal Parcheris. — Le choléra. — Bou-Zian et le commandant Lavarande. — Les Chérifs. — Bou-Aoud, Mouley-Brahim, Bou-Baghla. — Histoire de Bou-Baghla. La colonne de la neige. — Fin piteuse de Bou-Baghla. — Confréries religieuses musulmanes. — Les prestidigitateurs-chérifs. — Les Derkaouas. — La légende de Chadeli et le café. — L'expédition de Kabylie en 1851. — Le récit d'un turc. — Le bey Osman. — Le général Saint-Arnaud. — Saute, monsieur Auriol ! — Le rocher du 10 ^e de ligne. — Le commandant Valicon. — La secte des Snoussi. — Mohamed ben Abdallah à Ouargla. — Un sultan acheté contre son poids de poudre d'or. — Mohamed ben Abdallah, sultan d'Ouargla. — Les razzias. — Laghouat. — Le général Yusuf. — Le général Pélistier. — L'assaut de Laghouat. — Mort du général Bouscarin. — Le général Pélistier à l'oued Riah. — Sa jeunesse. — Espagne, Afrique, Morée. — Le chef d'état-major du maréchal Bugeaud. — Crimée. — Echec à la tour ! — Portrait du maréchal Pélistier. — Légendes qui ont couru à son sujet. — Le commandant Cassaigne.....	1
CHAPITRE II. — Les Ouled Sidi Cheikh. Si Hamza. — Nouveau procédé de couchage. — N'gouça. Combat de N'gouça. Mohamed ben Abdallah. — Ouargla. Tuggurt. Les oasis de l'oued R'ir. Les puits artésiens. — Les dunes. Le Souf. Eiskra. — La Kabylie. Un peu d'histoire. Le roi de Kokou. — Aspect de la Kabylie. Panorama de Fort-National. Les villages kabyles. Le montagnard. Société kabyle. Les çofs. Colons et Kabyles. La fausse monnaie des Beni-Yenni. — La conquête. L'armée expéditionnaire. Le convoi. Le train. Les zouaves sœurs de charité. Les Beni-Raten. Fort-National. Combat d'Icheriden. — Une prophétesse kabyle. Les Illiten. Diplomatie kabyle. Lalla Fatma. Une prêtresse de théâtre. La femme dans la société kabyle. Mariage, polygamie et divorce. — Le kabyle monogame. Les marabouts. La Ziara. Les marabouts des Beni-Djennad et des M'chédalla. Superstitions. Le	

démon Lazerour. Les amulettes. Sorciers et chercheurs de trésors. Médecins et charlatans. L'anaya kabyle. — Le conquérant de la Kabylie. La conduite de Grenoble. Randon, colonel du 2^e chasseurs d'Afrique. Le général Randon à Bône et à Metz. Le général Randon, ministre de la guerre, puis gouverneur-général de l'Algérie.....

78

CHAPITRE III. — Le régime civil. Assimilation. Cantonnements. Bureaux arabes. La chimère du royaume arabe. — Insurrection des Ouled Sidi Cheikh. Beauprêtre. La légende de Sidi Cheikh. La baraka. Les nègres. Si Hamza et ses fils. — Proclamation du général de Mac-Mahon. Le général Jollivet à El Beida. Sac d'Aïn el Oussera. Mort de Mohamed ben Hamza. La frontière marocaine. — Les indigènes au service de la France. Engagements. Spahis. La chanson des spahis. Les goums. Le turco. Types de turcos. Les sergents de turcos. Les turcos au camp. — La chanson du turco. Le commandant Bourbaki. Bourbaki colonel de zouaves. Bourbaki en Crimée, en Italie. Bourbaki, l'impératrice, Bazaine et Régnier. Armée du nord. Armée de l'est. Disgrâce.....

168

CHAPITRE IV. — Voyage de Napoléon III en Algérie. Bou-Farik, Médéa, Biskra. La légende d'El Kantara. — L'empereur chez les Trappistes. Histoire de la Trappe de Staouéli. Soult, Bugeaud, Dom François Régis. Colonisation par les moines travailleurs. — Les Trappistes et les généraux d'Afrique, Yusuf, Pélissier. — La famine de 1867-1868. M. Rouher. Horreurs. Scènes d'anthropophagie. Les chefs arabes. Les secours. La mortalité. Les orphelins arabes et l'archevêque d'Alger. — L'agriculture indigène en Algérie. L'eau. Les barrages du Hodna. La terre *arch* et la terre *azel*. Les travaux hydrauliques des Romains et les chauves-souris microscopiques. — Apaisement de l'insurrection des Ouled Sidi Cheikh. Si el Ala et le colonel de Sonis. Expédition du général de Wimpffen au Maroc. Le lieutenant de Rodellec et Si Larbi. Khenatza et Aïn-Chaïr. — Départ de l'armée d'Afrique pour la guerre de 1870. Le maréchal de Mac-Mahon. Les Mac-Mahon d'Irlande. Mouzaïa et Constantine, Malakoff et Magenta. Reichshoffen : les responsabilités. La guerre civile. Le septennat. Mac-Mahon et la loi de sûreté générale. Un fondateur de la République malgré lui.....

224

CHAPITRE V. — L'Algérie en 1870. Les clubs. Le général Walsin-Esterhazy. L'amiral Fabre de la Maurelle. M. du Bouzet. M. Alexis Lambert. Naturalisation des Juifs. L'insurrection de Mokhrani. La milice de Constantine à Aïn-Yakout. Tizi Ouzou. Fort-National. Jean du Frêne. Dellys. Les caravansérails. Azib-Zamoun. L'oued Okhriss. Le jeune Rey. Le zouave Pivert. — Bordj-Menaïel. M. Canal. Palestro. L'abbé Monginot. La défense. Sac du village. Massacre. Captivité des survivants. — Aïn-Tagrout et le capitaine Trinquand. — Bou-Choucha à Tuggurt. Massacre des tirailleurs. Une histoire de chérif. Le général de Lacroix. Saïd ben Driss. Capture de Bou-Choucha. Sa mort. — L'amiral de Gueydon. Contributions de guerre et confiscations. Les Alsaciens-Lorrains en Algérie. Le général Chanzy. Son administration. El Amri. Le chérif d'Ouazzan. — Jeunesse du général Chanzy. Le *Neptune*. Saint-Cyr. Les zouaves. Le bureau arabe de Tlemcen. Expédition de Syrie. Diplomatie turque. Jérusalem. L'armée de la Loire. Coulmiers, Loigny, le Mans. Chanzy et la Commune. Chanzy à l'Assemblée, en Algérie, à Saint-Petersbourg, à Châlons. Mort subite. —

L'Algérie en 1879. Régime civil absolu. L'insurrection des Aurès. Un type de chérif. La fin des Lehala. — Le sud oranais de 1870 à 1881. Le général de Gallifet à El Goléa. Bou-Amema. Le lieutenant Weinbrenner. Massacres de Saïda. Le combat du chott Tigri. — La légion étrangère. La nuit glorieuse du 23 mai 1855. Camerone. Les Alsaciens-Lorrains à la légion. — Annexion du M'zab en 1882. Anarchie du pays. Les Kanouns mozabites. — Situation actuelle de l'Algérie. La fusion des races. L'apaisement. Mesures de défense. Les sociétés religieuses. L'instruction primaire dans les tribus. Conclusion.....	320
TUNISIE	445
MAROC.....	460
EPHÉMÉRIDES	485